ISSN 1725-2563

Journal officiel

de l'Union européenne

L 236

46e année

23 septembre 2003

Édition de langue française

Législation

Sommaire

Actes relatifs à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne

Avis de la Commission du 19 février 2003 sur les demandes d'adhésion à l'Union européenne présentées par la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque 3

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République tchèque de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0115/2003 – 2003/0901(AVC)) 5

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République d'Estonie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0116/2003 – 2003/0901A(AVC)) 6

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Chypre de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0117/2003 – 2003/0901B(AVC)) 7

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Lettonie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0118/2003 – 2003/0901C(AVC)) 8

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Lituanie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0119/2003 – 2003/0901D(AVC)) 9

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Hongrie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0120/2003 – 2003/0901E(AVC)) 10

Prix: 89,50 EUR

FR

(Suite au verso.)

Sommaire *(suite)*

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Malte de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0121/2003 – (2003/0901F(AVC)) 11

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Pologne de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0122/2003 – 2003/0901G(AVC)) 12

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Slovénie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0123/2003 – 2003/0901H(AVC)) 13

Résolution législative du Parlement européen sur la demande de la République de Slovaquie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0124/2003 – 2003/0901I(AVC)) 14

Décision du Conseil de l'Union européenne du 14 avril 2003 relative à l'admission de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne 15

Avis concernant l'entrée en vigueur du traité d'adhésion. 16

Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne 17

Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne 33

PREMIÈRE PARTIE: LES PRINCIPES 33

DEUXIÈME PARTIE: LES ADAPTATIONS DES TRAITÉS 36

TITRE I: DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES 36

Chapitre 1: Le Parlement européen 36

Chapitre 2: Le Conseil 36

Chapitre 3: La Cour de justice 37

Chapitre 4: Le Comité économique et social 37

Chapitre 5: Le Comité des régions 38

Chapitre 6: Le Comité scientifique et technique 38

Chapitre 7: La Banque centrale européenne 38

TITRE II: AUTRES ADAPTATIONS 39

Sommaire *(suite)*

TROISIÈME PARTIE: LES DISPOSITIONS PERMANENTES 39
TITRE I: ADAPTATIONS DES ACTES PRIS PAR LES INSTITUTIONS 39
TITRE II: AUTRES DISPOSITIONS 39

QUATRIÈME PARTIE: LES DISPOSITIONS TEMPORAIRES 40
TITRE I: LES MESURES TRANSITOIRES 40
TITRE II: AUTRES DISPOSITIONS 45

CINQUIÈME PARTIE: LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DU PRÉSENT ACTE 46
TITRE I: MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES 46
TITRE II: APPLICABILITÉ DES ACTES DES INSTITUTIONS 48
TITRE III: DISPOSITIONS FINALES 49

ANNEXES
Annexe I: Liste des dispositions de l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne et les actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent, qui sont contraignantes et applicables dans les nouveaux États membres dès l'adhésion (visées à l'article 3 du traité d'adhésion) 50
Annexe II: Liste visée à l'article 20 de l'acte d'adhésion 53
1. Libre circulation des marchandises 53
A. Véhicules à moteur 53
B. Engrais 64
C. Cosmétiques 64
D. Métrologie légale et préemballages 64
E. Appareils à pression 65
F. Textiles et articles chaussants 65
G. Verre 67
H. Mesures horizontales et de procédure 68
I. Marchés publics 70
J. Denrées alimentaires 92
K. Substances chimiques 96
2. Libre circulation des personnes 179
A. Sécurité sociale 179
B. Libre circulation des travailleurs 252
C. Reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles 253
I. Système général 253
II. Professions juridiques 257
III. Activités médicales et paramédicales 258
IV. Architecture 329
D. Droits des citoyens 334
3. Libre prestation de services 335
4. Droit des sociétés 338
A. Droit des sociétés 338
B. Normes comptables 340
C. Droits de propriété industrielle 342
I. Marque communautaire 342
II. Certificats complémentaires de protection 342
III. Dessins et modèles communautaires 344
5. Politique de la concurrence 344
6. Agriculture 346
A. Législation agricole 346
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire 381
I. Législation vétérinaire 381
II. Législation phytosanitaire 438
7. Pêche 444
8. Politique des transports 447
A. Transports intérieurs 447
B. Transports maritimes 448

(Suite au verso.)

Sommaire *(suite)*

C. Transports par route . . . 449
D. Transports ferroviaires . . . 456
E. Transports par voie navigable . . . 465
F. Réseau transeuropéen de transport . . . 467
G. Transport aérien . . . 554
9. Fiscalité . . . 555
10. Statistiques . . . 561
11. Politique sociale et emploi . . . 584
12. Énergie . . . 586
A. Généralités . . . 586
B. Étiquetage énergétique . . . 590
13. Petites et moyennes entreprises . . . 658
14. Éducation et formation . . . 658
15. Politique régionale et coordination des instruments structurels . . . 658
16. Environnement . . . 665
A. Gestion des déchets . . . 665
B. Qualité de l'eau . . . 665
C. Protection de la nature . . . 667
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques . . . 703
E. Protection contre les radiations . . . 707
F. Produits chimiques . . . 710
17. Consommateurs et protection de la santé . . . 711
18. Coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures . . . 711
A. Coopération judiciaire en matière civile et commerciale . . . 711
B. Politique en matière de visas . . . 718
C. Frontières extérieures . . . 725
D. Divers . . . 761
19. Union douanière . . . 762
A. Adaptations techniques au code des douanes et à ses dispositions d'application . . . 762
I. Code des douanes . . . 762
II. Dispositions d'application . . . 762
B. Autres adaptations techniques . . . 771
20. Relations extérieures . . . 773
21. Politique étrangère et de sécurité commune . . . 798
22. Institutions . . . 791
Annexe III: Liste visée à l'article 21 de l'acte d'adhésion . . . 792
1. Libre circulation des personnes . . . 792
2. Agriculture . . . 792
A. Législation agricole . . . 792
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire . . . 793
I. Législation vétérinaire . . . 793
II. Législation phytosanitaire . . . 793
3. Pêche . . . 794
4. Statistiques . . . 795
5. Politique régionale et coordination des instruments structurels . . . 796
Annexe IV: Liste visée à l'article 22 de l'acte d'adhésion . . . 797
1. Libre circulation des capitaux . . . 797
2. Droit des sociétés . . . 797
3. Politique de la concurrence . . . 797
4. Agriculture . . . 798
5. Union douanière . . . 799
Appendice . . . 802

Sommaire *(suite)*

Annexe V: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: République tchèque 803
1. Libre circulation des personnes 803
2. Libre circulation des capitaux 805
3. Agriculture 806
A. Législation vétérinaire 806
B. Législation phytosanitaire 807
4. Politique des transports 807
5. Fiscalité 808
6. Énergie 808
7. Environnement 809
A. Gestion des déchets 809
B. Qualité de l'eau 809
C. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 809
Appendice A 810
Appendice B 811
Annexe VI: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Estonie 812
1. Libre circulation des personnes 812
2. Libre prestation des services 814
3. Libre circulation des capitaux 814
4. Agriculture 815
5. Pêche 815
6. Politique des transports 816
7. Fiscalité 816
8. Énergie 817
9. Environnement 817
A. Qualité de l'air 817
B. Gestion des déchets 818
C. Qualité de l'eau 818
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 818
E. Protection de la nature 818
Annexe VII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Chypre 819
1. Libre circulation des marchandises 819
2. Libre prestation des services 819
3. Libre circulation des capitaux 819
4. Politique de la concurrence 819
5. Agriculture 819
A. Législation agricole 819
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire 820
6. Politique des transports 820
7. Fiscalité 820
8. Énergie 821
9. Environnement 821
A. Qualité de l'air 821
B. Gestion des déchets 821
C. Qualité de l'eau 821
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 822
Appendice 823
Annexe VIII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lettonie 824
1. Libre circulation des personnes 824
2. Libre prestation des services 826
3. Libre circulation des capitaux 826

(Suite au verso.)

Sommaire *(suite)*

4. Agriculture . . . 827
A. Législation agricole . . . 827
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire . . . 827
I. Législation vétérinaire . . . 827
II. Législation phytosanitaire . . . 828
5. Pêche . . . 829
6. Politique des transports . . . 829
7. Fiscalité . . . 830
8. Politique sociale et emploi . . . 831
9. Énergie . . . 831
10. Environnement . . . 832
A. Qualité de l'air . . . 832
B. Gestion des déchets . . . 832
C. Qualité de l'eau . . . 842
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques . . . 833
E. Sûreté nucléaire et radioprotection . . . 833
Appendice A . . . 834
Appendice B . . . 835
Annexe IX: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lituanie . . . 836
1. Libre circulation des marchandises . . . 836
2. Libre circulation des personnes . . . 836
3. Libre prestations des services . . . 838
4. Libre circulation des capitaux . . . 838
5. Agriculture . . . 839
A. Législation agricole . . . 839
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire . . . 839
I. Législation vétérinaire . . . 839
II. Législation phytosanitaire . . . 840
6. Pêche . . . 840
7. Politique en matière de transports . . . 841
8. Fiscalité . . . 842
9. Énergie . . . 842
10. Environnement . . . 843
A. Qualité de l'air . . . 843
B. Gestion des déchets . . . 843
C. Qualité de l'eau . . . 843
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques . . . 843
Appendice A . . . 844
Appendice B . . . 845
Annexe X: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Hongrie . . . 846
1. Libre circulation des personnes . . . 846
2. Libre prestation des services . . . 848
3. Libre circulation des capitaux . . . 848
4. Politique de la concurrence . . . 849
5. Agriculture . . . 850
A. Législation agricole . . . 850
B. Législation vétérinaire . . . 851
6. Politique des transports . . . 851
7. Fiscalité . . . 853
8. Environnement . . . 854
A. Gestion des déchets . . . 854
B. Qualité de l'eau . . . 854
C. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques . . . 855
9. Union douanière . . . 856

Sommaire *(suite)*

Appendice A 857
Appendice B 858
Annexe XI: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Malte 859
1. Libre circulation des marchandises 859
2. Libre circulation des personnes 859
3. Politique de la concurrence 859
4. Agriculture 862
A. Législation agricole 862
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire 866
I. Législation vétérinaire 866
II. Législation phytosanitaire 866
5. Pêche 867
6. Politique des transports 867
7. Fiscalité 867
8. Politique sociale et emploi 868
9. Énergie 868
10. Environnement 868
A. Qualité de l'air 868
B. Gestion des déchets 869
C. Qualité de l'eau 869
D. Protection de la nature 870
E. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 870
11. Union douanière 870
Appendice A 872
Appendice B 873
Appendice C 874
Annexe XII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Pologne 875
1. Libre circulation des marchandises 875
2. Libre circulation des personnes 876
3. Libre prestation des services 878
4. Libre circulation des capitaux 878
5. Politique de la concurrence 879
6. Agriculture 881
A. Législation agricole 881
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire 881
I. Législation vétérinaire 881
II. Législation phytosanitaire 883
7. Pêche 884
8. Politique des transports 885
9. Fiscalité 889
10. Politique sociale et emploi 890
11. Énergie 890
12. Télécommunications et technologies de l'information 890
13. Environnement 890
A. Qualité de l'air 890
B. Gestion des déchets 891
C. Qualité de l'eau 892
D. Contrôle de la pollution industrielle et gestion des risques 894
E. Sûreté nucléaire et radioprotection 902
Appendice A 903
Appendice B 904
Appendice C 905

(Suite au verso.)

Sommaire *(suite)*

Annexe XIII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovénie 906
1. Libre circulation des marchandises 906
2. Libre circulation des personnes 906
3. Libre prestation des services 908
4. Libre circulation des capitaux 909
5. Agriculture 909
A. Législation agricole 909
B. Législation vétérinaire et phytosanitaire 909
I. Législation vétérinaire 909
II. Législation phytosanitaire 910
6. Fiscalité 910
7. Politique sociale et emploi 910
8. Énergie 911
9. Environnement 911
A. Gestion des déchets 911
B. Qualité de l'eau 911
C. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 912
Appendice A 913
Appendice B 914
Annexe XIV: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovaquie 915
1. Libre circulation des personnes 915
2. Libre prestation des services 917
3. Libre circulation des capitaux 917
4. Politique de la concurrence 918
5. Agriculture 919
A. Législation agricole 919
B. Législation vétérinaire 919
6. Politique des transports 920
7. Fiscalité 920
8. Énergie 921
9. Environnement 921
A. Qualité de l'air 921
B. Gestion des déchets 922
C. Qualité de l'eau 922
D. Réduction de la pollution industrielle et gestion des risques 923
Appendice 924
Annexe XV: Maximum des crédits supplémentaires visé à l'article 32, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion 925
Annexe XVI: Liste visée à l'article 52, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion 926
Annexe XVII: Liste visée à l'article 52, paragraphe 2 de l'acte d'adhésion 929
Annexe XVIII: Liste visée à l'article 52, paragraphe 3, de l'acte d'adhésion 930

PROTOCOLES

Protocole nº 1 sur les modifications apportées aux statuts de la Banque européenne d'investissement 931
Protocole nº 2 relatif à la restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque 934
Protocole nº 3 sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre 940
Protocole nº 4 sur la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie 944
Protocole nº 5 sur le transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie 946
Protocole nº 6 relatif à l'acquisition de résidences secondaires à Malte 947
Protocole nº 7 sur l'avortement à Malte 947

Sommaire *(suite)*

Protocole nº 8 sur la restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise 948

Protocole nº 9 sur l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie . . . 954

Protocole nº 10 sur Chypre 955

Acte final

I. Texte de l'acte final 959

II. Déclarations adoptées par les plénipotentiaires 971

1. Déclaration commune: Une seule Europe 971

2. Déclaration commune sur la Cour de justice des Communautés européennes 971

III. Autres déclarations 972

A. Déclarations communes: les États membres actuels / l'Estonie 974

3. Déclaration commune sur la chasse à l'ours brun en Estonie 974

B. Déclarations communes: divers États membres actuels / divers nouveaux États membres . . 974

4. Déclaration commune de la République tchèque et de la République d'Autriche concernant leur accord bilatéral relatif à la centrale nucléaire de Temelin 974

C. Déclarations communes des États membres actuels 974

5. Déclaration sur le développement rural 974

6. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque 975

7. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Estonie 975

8. Déclaration sur le schiste bitumineux, le marché intérieur de l'électricité et la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (directive «électricité»): Estonie 975

9. Déclaration concernant les activités de pêche de l'Estonie et de la Lituanie dans la zone du Svalbard 976

10. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lettonie 976

11. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lituanie 976

12. Déclaration sur le transit des personnes par voie terrestre, entre la région de Kaliningrad et d'autres parties de la Fédération de Russie 976

13. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Hongrie 976

14. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Malte 977

15. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Pologne 977

16. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovénie 977

17. Déclaration sur le développement des réseaux transeuropéens en Slovénie 977

18. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovaquie 977

D. Déclarations communes de divers États membres actuels 978

19. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovénie et Slovaquie 978

20. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la surveillance de la sûreté nucléaire 978

E. Déclaration commune d'ordre général des États membres actuels 978

21. Déclaration commune d'ordre général 978

F. Déclarations communes de divers nouveaux États membres 978

22. Déclaration commune de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Lituanie, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque sur l'article 38 de l'acte d'adhésion 978

23. Déclaration commune de la République de Hongrie et de la République de Slovénie sur l'annexe X, chapitre 7, point 1, lettre a), ii), et sur l'annexe XIII, chapitre 6, point 1, lettre a), i), de l'acte d'adhésion 979

G. Déclarations de la République tchèque 979

24. Déclaration de la République tchèque sur la politique des transports 979

25. Déclaration de la République tchèque sur les travailleurs 979

26. Déclaration de la République tchèque sur l'article 35 du traité UE 980

(Suite au verso.)

Sommaire *(suite)*

H. Déclarations de la République d'Estonie 980

27. Déclaration de la République d'Estonie sur la sidérurgie 980

28. Déclaration de la République d'Estonie sur la pêche 980

29. Déclaration de la République d'Estonie sur la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE) 980

30. Déclaration de la République d'Estonie sur la sécurité des aliments 980

I. Déclarations de la République de Lettonie 981

31. Déclaration de la République de Lettonie sur la pondération des voix au Conseil 981

32. Déclaration de la République de Lettonie sur la pêche 981

33. Déclaration de la République de Lettonie sur l'article 142 bis du règlement (CE) nº 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire 981

J. Déclaration de la République de Lituanie 981

34. Déclaration de la République de Lituanie relative aux activités de pêche de la Lituanie dans la zone de réglementation de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE) 981

K. Déclarations de la République de Malte 982

35. Déclaration de la République de Malte sur la neutralité 982

36. Déclaration de la République de Malte sur la région insulaire de Gozo 982

37. Déclaration de la République de Malte sur le maintien d'un taux zéro de TVA 983

L. Déclarations de la République de Pologne 983

38. Déclaration de la République de Pologne relative à la compétitivité de la production polonaise de certains fruits 983

39. Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur la moralité publique . . 983

40. Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur l'interprétation de la dérogation aux obligations prévues dans la directive 2001/82/CE et dans la directive 2001/83/CE 983

M. Déclarations de la République de Slovénie 984

41. Déclaration de la République de Slovénie sur la future division régionale de la République de Slovénie 984

42. Déclaration de la République de Slovénie sur l'abeille indigène slovène *Apis mellifera Carnica* (kranjska čebela) 984

N. Déclarations de la Commission des Communautés européennes 985

43. Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur la clause de sauvegarde économique générale, la clause de sauvegarde relative au marché intérieur et la clause de sauvegarde relative à la justice et aux affaires intérieures 985

44. Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur les conclusions de la conférence d'adhésion avec la Lettonie 985

IV. Échange de lettres entre l'Union européenne et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque concernant une procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion 986

ACTES

relatifs à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne

AVIS DE LA COMMISSION

du 19 février 2003

sur les demandes d'adhésion à l'Union européenne présentées par la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 49,

considérant ce qui suit:

(1) La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie se sont portés candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

(2) Dans ses avis du 30 juin 1993 sur les Républiques de Chypre et Malte (mis à jour le 17 février 1999 pour Malte) et du 15 juillet 1997 sur la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la Commission a déjà eu l'occasion de s'exprimer à propos de certains aspects essentiels des problèmes suscités par ces candidatures.

(3) Le Conseil européen de Copenhague de décembre 1993 a arrêté pour la première fois les critères politiques et économiques pour l'adhésion, de même que ceux ayant trait à l'acquis, qui ont guidé le processus d'adhésion ainsi que les évaluations régulières de la Commission visant à mesurer le degré de préparation des États candidats. Les critères politiques requièrent des pays candidats qu'ils veillent à se doter d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme et le respect et la protection des minorités; ces exigences ont été érigées en principes constitutionnels dans le traité sur l'Union européenne et soulignées dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Les critères économiques prescrivent l'existence d'une économie de marché viable, ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union. Le critère de l'acquis se réfère à la capacité à assumer les obligations de l'adhésion découlant de la législation de l'Union (l'acquis communautaire), et notamment l'objectif d'une union politique, économique et monétaire.

(4) Les conditions d'adhésion de ces États et les ajustements aux traités nécessités par leur adhésion ont été négociés lors des conférences organisées entre les États membres et les pays candidats.

(5) Dans son document de stratégie et son rapport sur les progrès réalisés par chacun des pays candidats sur la voie de l'adhésion, adoptés le 9 octobre 2002, la Commission considérait que la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie remplissaient les critères politiques nécessaires pour l'adhésion, auront satisfait aux critères économiques comme à ceux de l'acquis et seront prêts pour l'adhésion à compter du début de 2004; la Commission a donc recommandé de conclure les négociations d'adhésion avec ces pays pour la fin de l'année 2002, afin de pouvoir signer le traité d'adhésion au printemps 2003.

(6) Ces négociations ont été menées à terme lors du Conseil européen de Copenhague du 13 décembre 2002 et les dispositions ainsi approuvées sont équitables et appropriées; cela étant, l'élargissement permettra à l'Union européenne de jouer un plus grand rôle dans le développement des relations internationales, tout en préservant sa cohésion et son dynamisme internes.

(7) La Commission espère qu'un État de Chypre réunifié accédera à l'Union européenne sur la base d'un règlement global satisfaisant pour toutes les parties concernées.

(8) Dans la mesure où le traité d'adhésion transpose les principes régissant l'équilibre institutionnel de l'Union à 15 à une Union à 25, ces dispositions sont acceptables dans l'attente de la mise en œuvre des dispositions qui feront suite à la conférence intergouvernementale prévue dans la déclaration sur l'avenir de l'Union annexée au traité de Nice.

(9) En adhérant à l'Union européenne, les pays candidats acceptent, sans réserve, le traité sur l'Union européenne et tous ses objectifs, l'ensemble des décisions prises depuis l'entrée en vigueur des traités instituant les Communautés européennes et le traité sur l'Union européenne, ainsi que les options prises en vue du développement et du renforcement de ces Communautés et de l'Union.

(10) L'une des caractéristiques essentielles de l'ordre juridique instauré par les traités instituant les Communautés européennes est que certaines de leurs dispositions et certains actes adoptés par les institutions sont directement applicables, que le droit communautaire a la préséance sur toute disposition nationale éventuellement conflictuelle et qu'il existe des procédures garantissant l'interprétation uniforme du droit communautaire; l'adhésion à l'Union européenne suppose l'acceptation de la nature contraignante de ces règles, dont l'observation est indispensable pour garantir l'efficacité et l'unité du droit communautaire.

(11) La Commission invite les États adhérents à poursuivre énergiquement les améliorations nécessaires en vue de satisfaire à l'ensemble des critères politiques et économiques de l'adhésion et dans la perspective de l'adoption, de la mise en œuvre et de l'application de l'acquis; la Commission continuera de surveiller la mise en œuvre des engagements et obligations contractés par les États adhérents et assistera ces derniers avec l'ensemble des instruments à sa disposition.

(12) L'un des objectifs de l'Union européenne est d'approfondir la solidarité entre leurs peuples, dans le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions.

(13) L'élargissement de l'Union européenne représenté par l'adhésion de la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie contribuera à garantir davantage encore la paix et la liberté en Europe.

(14) L'élargissement est un processus continu, inclusif et irréversible. Les négociations d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie se poursuivront sur la base des principes ayant guidé les négociations à ce jour et les résultats déjà obtenus au cours de ces négociations ne seront pas remis en cause,

ÉMET UN AVIS FAVORABLE

sur l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque.

Le présent avis est transmis au Conseil de l'Union européenne.

Fait à Bruxelles, le 19 février 2003.

Günter VERHEUGEN
Le commissaire en charge de l'élargissement

Pour la Commission
Romano PRODI
Le président

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République tchèque de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0115/2003 – 2003/0901(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République tchèque de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0115/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0089/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion constituent le seuil minimum nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République tchèque de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et de la République tchèque.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République d'Estonie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0116/2003 – 2003/0901A(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République d'Estonie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0116/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangéres, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0090/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République d'Estonie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République d'Estonie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Chypre de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0117/2003 – 2003/0901B(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Chypre de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0117/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0091/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Chypre de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Chypre.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Lettonie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0118/2003 – 2003/0901C(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Lettonie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0118/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0092/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion constituent le seuil minimum nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Lettonie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Lettonie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Lituanie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0119/2003 – 2003/0901D(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Lituanie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0119/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0093/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Lituanie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et de la République de Lituanie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Hongrie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0120/2003 – 2003/0901E(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Hongrie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0120/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0094/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Hongrie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Hongrie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Malte de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0121/2003 – (2003/0901F(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Malte de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0121/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0095/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Malte de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Malte.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Pologne de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0122/2003 – 2003/0901G(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Pologne de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0122/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0096/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion représentent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Pologne de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Pologne.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Slovénie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0123/2003 – 2003/0901H(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Slovénie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0123/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0097/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité relatif à l'adhésion constituent le seuil minimum nécessaire à l'adaptation des perspectives financières;

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Slovénie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et parlements des États membres et de la République de Slovénie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la demande de la République de Slovaquie de devenir membre de l'Union européenne (AA-AFNS 1-6 – C5-0124/2003 – 2003/0901I(AVC))

(Procédure de l'avis conforme)

Le Parlement européen,

— vu la demande de la République de Slovaquie de devenir membre de l'Union européenne,

— vu la demande d'avis conforme présentée par le Conseil conformément à l'article 49 du traité UE (C5-0124/2003),

— vu l'avis de la Commission (COM(2003) 79),

— vu le projet de traité relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République de Slovaquie à l'Union européenne,

— vu l'article 86 et l'article 96, paragraphe 6, de son règlement,

— vu sa résolution du 9 avril 2003 sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement ([1]),

— vu la recommandation de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense (A5-0098/2003),

A. considérant que les conditions d'admission des États candidats et les adaptations que comporte leur adhésion ont été consignées dans le projet de traité relatif à l'adhésion et que le Parlement doit être consulté au cas où des modifications substantielles seraient apportées à ce traité,

B. considérant que le présent avis conforme ne préjuge pas de sa position sur l'adaptation des perspectives financières en fonction de l'élargissement conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ([2]), et considérant que les montants figurant à l'annexe XV du projet de traité d'adhésion constituent le seuil minimal nécessaire à l'adaptation des perspectives financières,

1. donne son avis conforme sur la demande de la République de Slovaquie de devenir membre de l'Union européenne;

2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil, à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et de la République de Slovaquie.

([1]) P5_TA(2003)0168.
([2]) JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

DÉCISION DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

du 14 avril 2003

relative à l'admission de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 49,

vu l'avis de la Commission ([1]),

vu l'avis conforme du Parlement européen ([2]),

considérant que la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque ont demandé à devenir membres de l'Union européenne,

DÉCIDE:

d'accepter ces demandes d'admission, les conditions de cette admission et les adaptations des traités sur lesquels l'Union européenne est fondée que cette admission entraîne faisant l'objet d'un accord entre les États membres, la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque.

Fait à Luxembourg, le 14 avril 2003.

Pour le Conseil
Le président
G. PAPANDREOU

([1]) Avis rendu le 19 février 2003 (non encore paru au Journal officiel).
([2]) Avis conforme rendu le 9 avril 2003 (non encore paru au Journal officiel).

AVIS CONCERNANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'ADHÉSION

Sous réserve de la procédure de ratification, le traité d'adhésion entrera en vigueur le 1er mai 2004.

TRAITÉ

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE ROYAUME DE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, LE ROYAUME D'ESPAGNE, LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, L'IRLANDE, LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS, LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE ROYAUME DE SUÈDE, LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

(ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE)

ET

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE, LA RÉPUBLIQUE DE MALTE, LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE, LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

RELATIF À L'ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE MALTE, DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE ET DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE À L'UNION EUROPÉENNE

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

SA MAJESTÉ LA REINE DE DANEMARK,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA PRÉSIDENTE D'IRLANDE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

LE PRÉSIDENT DE MALTE,

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE,

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

UNIS dans la volonté de poursuivre la réalisation des objectifs des traités sur lesquels l'Union européenne est fondée,

DÉCIDÉS, dans l'esprit de ces traités, à poursuivre le processus de création, sur les fondements déjà établis, d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens,

CONSIDÉRANT que l'article 49 du traité sur l'Union européenne offre aux États européens la possibilité de devenir membres de l'Union,

CONSIDÉRANT que la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque ont demandé à devenir membres de l'Union,

CONSIDÉRANT que le Conseil de l'Union européenne, après avoir obtenu l'avis de la Commission et l'avis conforme du Parlement européen, s'est prononcé en faveur de l'admission de ces États,

ONT DÉCIDÉ de fixer d'un commun accord les conditions de cette admission et les adaptations à apporter aux traités sur lesquels l'Union européenne est fondée et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Guy VERHOFSTADT
Premier Ministre

Louis MICHEL
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

Václav KLAUS
Président

Vladimír ŠPIDLA
Premier Ministre

Cyril SVOBODA
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères

Pavel TELIČKA
Chef de la délégation de la République tchèque pour les négotiations relatives à l'adhésion à l'Union européenne et ambassadeur et chef de mission de la République tchèque auprès des Communautés européennes

SA MAJESTÉ LA REINE DE DANEMARK,

Anders Fogh RASMUSSEN
Premier Ministre

Dr. Per Stig MØLLER
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

Gerhard SCHRÖDER
Chancelier fédéral

Joseph FISCHER
Ministre fédéral des Affaires étrangères et Vice-Chancelier

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

Arnold RÜÜTEL
Président

Kristiina OJULAND
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

Konstantinos SIMITIS
Premier Ministre

Giorgos PAPANDREOU
Ministre des Affaires étrangères

Tassos GIANNITSIS
Ministre adjoint des Affaires étrangères

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

José Maria AZNAR LÓPEZ
Président du gouvernement

Ana PALACIO VALLELERSUNDI
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Jean-Pierre RAFFARIN
Premier Ministre

Dominique GALOUZEAU DE VILLEPIN
Ministre des Affaires étrangères

Noëlle LENOIR
Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes

LA PRÉSIDENTE D'IRLANDE,

Bertie AHERN
Premier Ministre (Taoiseach)

Brian COWEN
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

Silvio BERLUSCONI
Président du Conseil des ministres

Franco FRATTINI
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

Tassos PAPADOPOULOS
Président

George IACOVOU
Ministre des Affaires étrangères

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

Vaira VĪĶE-FREIBERGA
Présidente

Einars REPŠE
Premier Ministre

Sandra KALNIETE
Ministre des Affaires étrangères

Andris ĶESTERIS
Négociateur principal pour l'adhésion de la République de Lettonie auprès de l'Union européenne, sous-secrétaire d'Etat du Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

Algirdas Mykolas BRAZAUSKAS
Premier Ministre

Antanas VALIONIS
Ministre des Affaires étrangères

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

Jean-Claude JUNCKER
Premier Ministre, Ministre d'Etat

Lydie POLFER
Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

Dr Péter MEDGYESSY
Premier Ministre

László KOVÁCS
Ministre des Affaires étrangères

Dr Endre JUHÁSZ
Ambassadeur de la République de Hongrie auprès de l'Union européenne, négociateur principal pour l'adhésion de la République de Hongrie à l'Union européenne

LE PRÉSIDENT DE MALTE,

The Hon Edward FENECH ADAMI
Premier Ministre

The Hon Joe BORG
Ministre des Affaires étrangères

Richard CACHIA CARUANA
Chef de la délégation chargée des négociations

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Jan Pieter BALKENENDE
Premier Ministre

Jakob Gijsbert de HOOP SCHEFFER
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

Dr Wolfgang SCHÜSSEL
Chancelier fédéral

Dr Benita FERRERO-WALDNER
Ministre fédéral des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Leszek MILLER
Premier Ministre

Włodzimierz CIMOSZEWICZ
Ministre des Affaires étrangères

Dr. Danuta HÜBNER
Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

José Manuel DURÃO BARROSO
Premier Ministre

António MARTINS DA CRUZ
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

Dr. Janez DRNOVŠEK
Président

Anton ROP
Premier Ministre

Dr. Dimitrij RUPEL
Ministre des Affaires étrangères

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

Rudolf SCHUSTER
Président

Mikuláš DZURINDA
Premier Ministre

Eduard KUKAN
Ministre des Affaires étrangères

Ján FIGEĽ
Négociateur principal pour l'adhésion de la République slovaque à l'Union européenne

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

Paavo LIPPONEN
Premier Ministre

Jari VILÉN
Ministre du Commerce extérieur

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE,

Göran PERSSON
Premier Ministre

Anna LINDH
Ministre des Affaires étrangères

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

The Rt. Hon Tony BLAIR
Premier Ministre

The Rt. Hon Jack STRAW
Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

Article 1

1. La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque deviennent membres de l'Union européenne et parties aux traités sur lesquels l'Union est fondée, tels qu'ils ont été modifiés ou complétés.

2. Les conditions de l'admission et les adaptations des traités sur lesquels l'Union européenne est fondée que celle-ci entraîne figurent dans l'acte annexé au présent traité. Les dispositions de cet acte font partie intégrante du présent traité.

3. Les dispositions concernant les droits et obligations des États membres ainsi que les pouvoirs et compétences des institutions de l'Union telles qu'elles figurent dans les traités visés au paragraphe 1 s'appliquent à l'égard du présent traité.

Article 2

1. Le présent traité est ratifié par les Hautes Parties contractantes en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement de la République italienne au plus tard le 30 avril 2004.

2. Le présent traité entre en vigueur le 1er mai 2004, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés avant cette date.

Si, toutefois, les États visés à l'article 1er, paragraphe 1, n'ont pas tous déposé en temps voulu leurs instruments de ratification, le traité entre en vigueur pour les États ayant effectué ces dépôts. En ce cas, le Conseil de l'Union européenne, statuant à l'unanimité, décide immédiatement les adaptations, devenues de ce fait indispensables, de l'article 3 du présent traité, de l'article 1er, de l'article 6, paragraphe 6, des articles 11 à 15, 18, 19, 25, 26, 29 à 31, 33 à 35, 46 à 49, 58 et 61 de l'acte d'adhésion, des annexes II à XV et de leurs appendices et des protocoles 1 à 10 qui sont annexés à l'acte d'adhésion; il peut également, statuant à l'unanimité, déclarer caduques ou bien adapter les dispositions de l'acte précité, y compris de ses annexes, de ses appendices et de ses protocoles, qui se réfèrent nommément à un État qui n'a pas déposé ses instruments de ratification.

3. Par dérogation au paragraphe 2, les institutions de l'Union peuvent arrêter avant l'adhésion les mesures visées à l'article 6, paragraphe 2, deuxième alinéa, à l'article 6, paragraphe 6, deuxième alinéa, à l'article 6, paragraphe 7, deuxième et troisième alinéas, à l'article 6, paragraphe 8, deuxième et troisième alinéas, à l'article 6, paragraphe 9, troisième alinéa, aux articles 21 et 23, à l'article 28, paragraphe 1, à l'article 32, paragraphe 5, à l'article 33, paragraphes 1, 4 et 5, aux articles 38, 39, 41, 42 et 55 à 57 du traité d'adhésion, aux annexes III à XIV de cet acte, et au protocole 2, à l'article 6 du protocole 3, à l'article 2, paragraphe 2, du protocole 4, au protocole 8 et aux articles 1er, 2 et 4 du protocole 10 y annexés. Ces mesures n'entrent en vigueur que sous réserve et à la date de l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 3

Le présent traité, rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les textes dans chacune de ces langues faisant également foi, est déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios abajo firmantes suscriben el presente Tratado.

NA DŮKAZ ČEHOŽ připojili níže podepsaní zplnomocnění zástupci k této smlouvě své podpisy.

TIL BEKRÆFTELSE HERAF har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne traktat.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter diesen Vertrag gesetzt.

SELLE KINNITUSEKS on nimetatud täievolilised esindajad käesolevale lepingule alla kirjutanud.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα συνθήκη.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed this Treaty.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

DÁ FHIANÚ SIN, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an gConradh seo.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente trattato.

TO APLIECINOT, attiecīgi pilnvarotās personas ir parakstījušas šo līgumu.

TAI PATVIRTINDAMI tinkamai įgalioti atstovai pasirašė šią Sutartį.

FENTIEK HITELÉÜL az alulírott meghatalmazottak aláírták ezt a szerződést.

B'XIEHDA TA' DAN il-Plenipotenzjarji sottoskritti iffirmaw dan it-Trattat.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

W DOWÓD CZEGO niżej podpisani pełnomocnicy złożyli swoje podpisy pod niniejszym Traktatem.

EM FÉ DO QUE, os plenipotenciários abaixo-assinados apuseram as suas assinaturas no final do presente Tratado.

NA DÔKAZ TOHO splnomocnení zástupcovia podpísali túto zmluvu.

V POTRDITEV TEGA so spodaj podpisani pooblaščenci podpisali to pogodbo.

TÄMÄN VAKUUDEKSI ALLA MAINITUT täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

SOM BEKRÄFTELSE PÅ DETTA har undertecknade befullmäktigade ombud undertecknat detta fördrag.

Hecho en Atenas, el dieciseis de abril del dos mil tres.

V Aténách dne šestnáctého dubna dva tisíce tři.

Udfærdiget i Athen den sekstende april to tusind og tre.

Geschehen zu Athen am sechzehnten April zweitausendunddrei.

Sõlmitud kuueteistkümnendal aprillil kahe tuhande kolmandal aastal Ateenas.

Έγινε στην Αθήνα, στις δέκα έξι Απριλίου δύο χιλιάδες τρία.

Done at Athens on the sixteenth day of April in the year two thousand and three.

Fait à Athènes, le seize avril deux mille trois.

Arna dhéanamh san Aithin ar an séú lá déag d'Aibreán sa bhliain dhá mhíle a trí.

Fatto a Atene, addì sedici aprile duemilatre.

Atēnās, divi tūkstoši trešā gada sešpadsmitajā aprīlī.

Priimta du tūkstančiai trečių metų balandžio šešioliktą dieną Atėnuose.

Kelt Athénban, a kétezerharmadik év április havának tizenhatodik napján.

Magħmul f'Ateni fis-sittax-il jum ta' April fis-sena elfejn u tlieta.

Gedaan te Athene, de zestiende april tweeduizenddrie.

Sporządzono w Atenach, dnia szesnastego kwietnia roku dwa tysiące trzeciego.

Feito em Atenas, em dezasseis de Abril de dois mil e três.

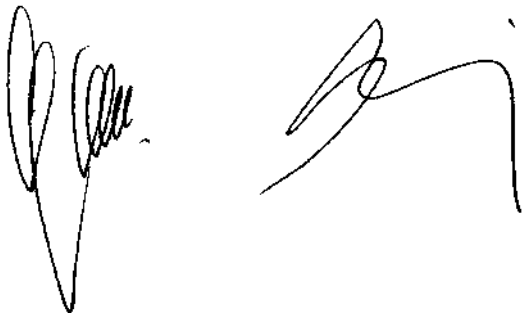
V Aténach šestnásteho apríla dvetisíctri.

V Atenah, dne šestnajstega aprila leta dva tisoč tri.

Tehty Ateenassa kuudentenatoista päivänä huhtikuuta vuonna kaksituhattakolme.

Som skedde i Aten den sextonde april tjugohundratre.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
Für Seine Majestät den König der Belgier

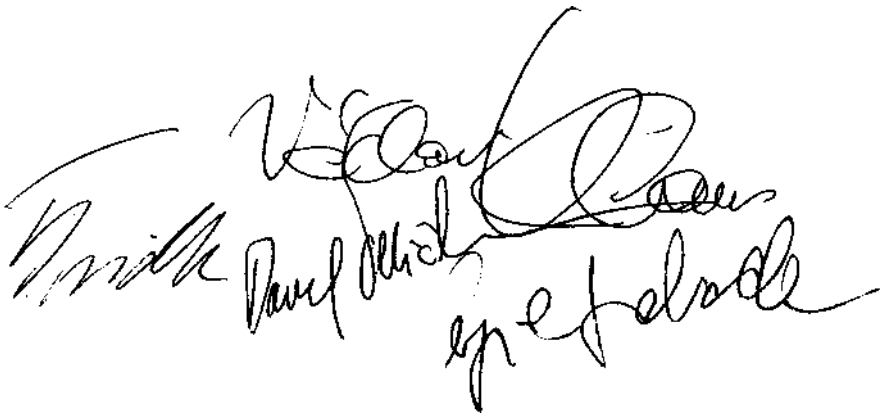


Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

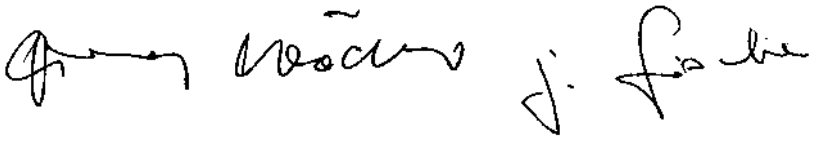
Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

Za prezidenta České republiky

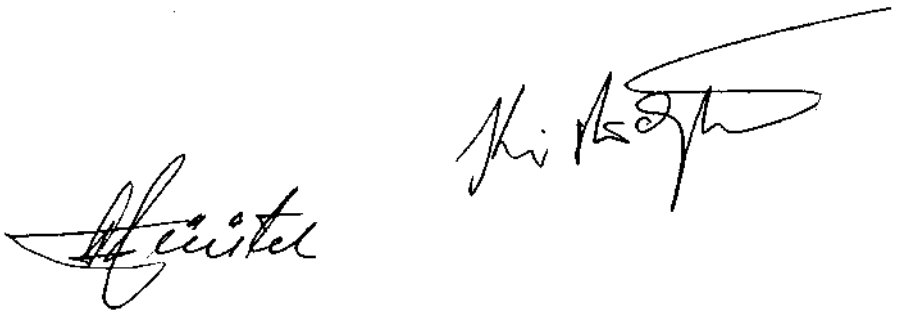


For Hendes Majestæt Danmarks Dronning

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

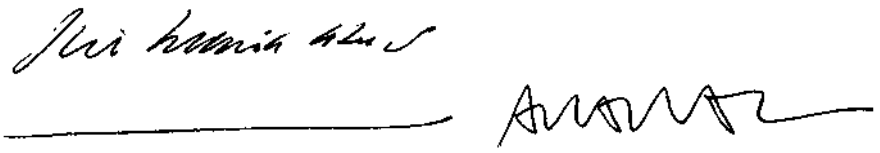


Eesti Vabariigi Presidendi nimel

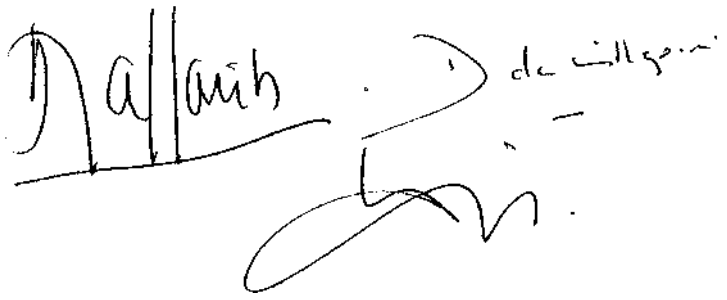


Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας

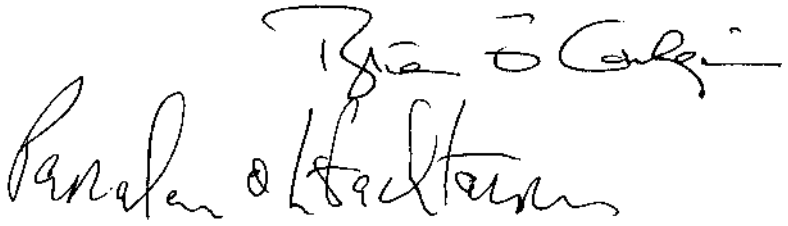
Por Su Majestad el Rey de España



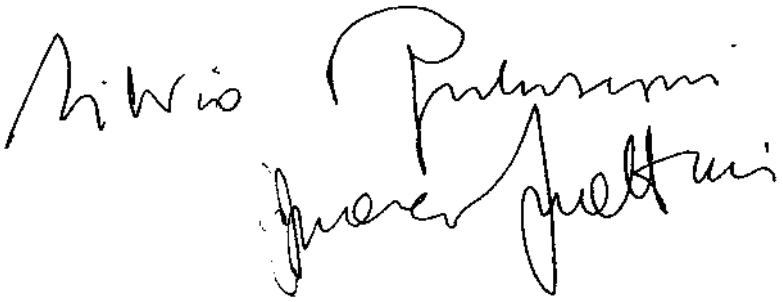
Pour le Président de la République française



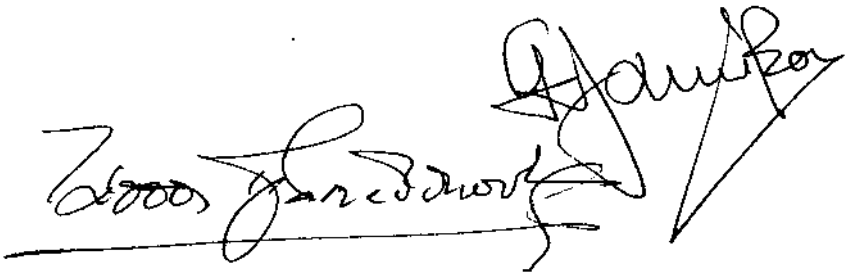
Thar ceann Uachtarán na hÉireann
For the President of Ireland



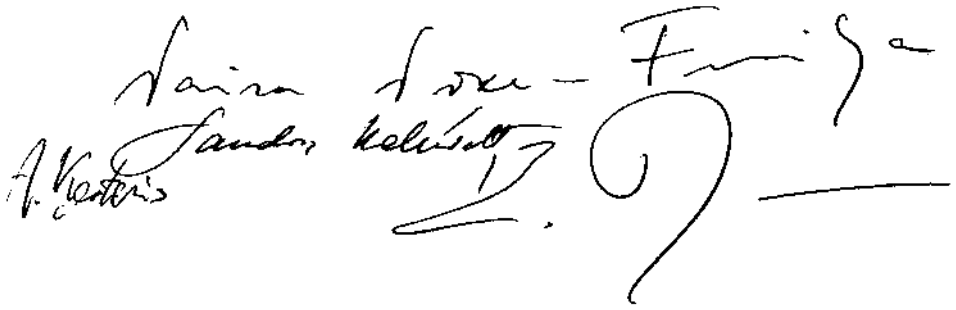
Per il Presidente della Repubblica italiana



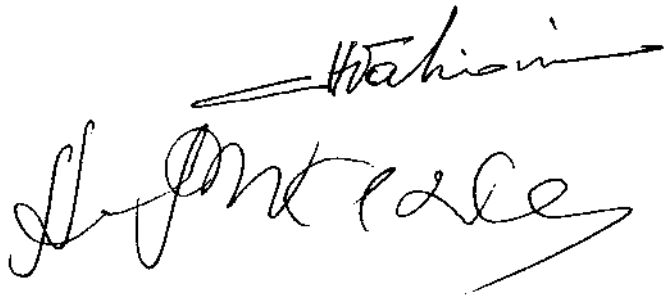
Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας



Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā

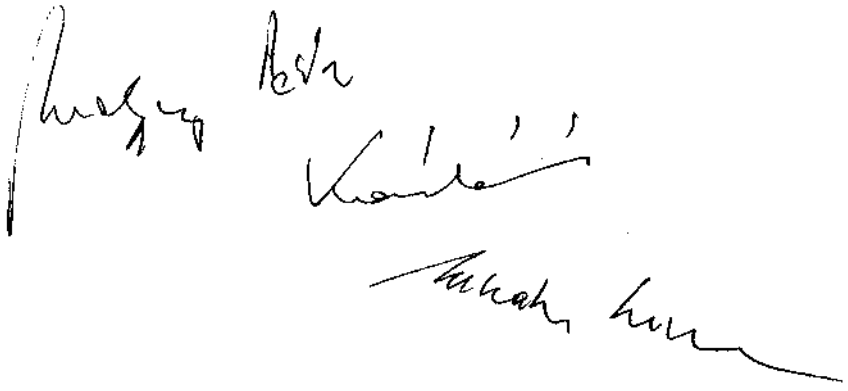


Lietuvos Respublikos Prezidento vardu

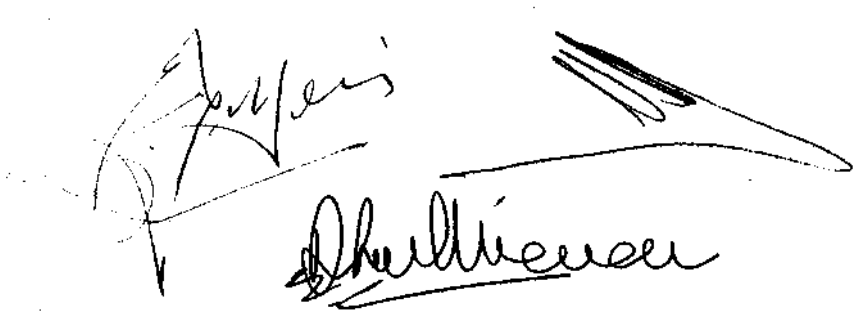


Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

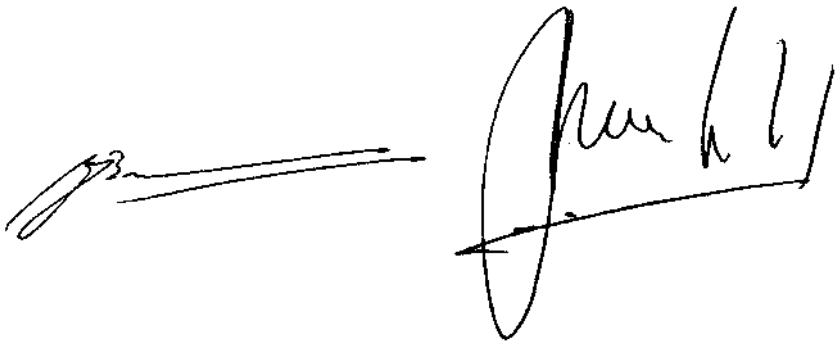
A Magyar Köztársaság Elnöke részéről



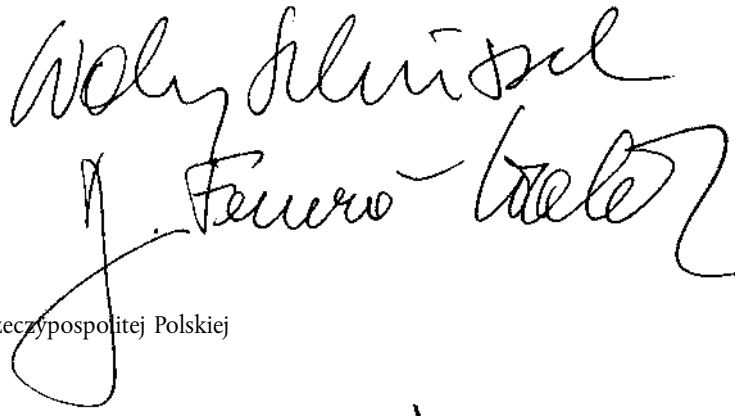
Għall-President ta' Malta



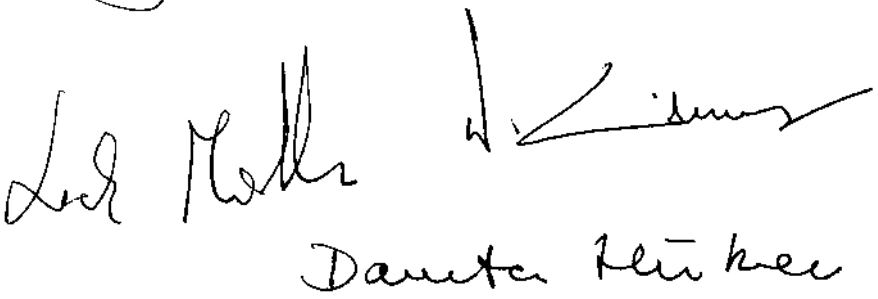
Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden



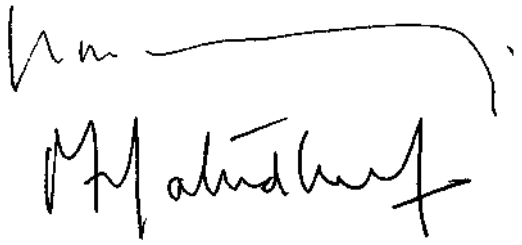
Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich



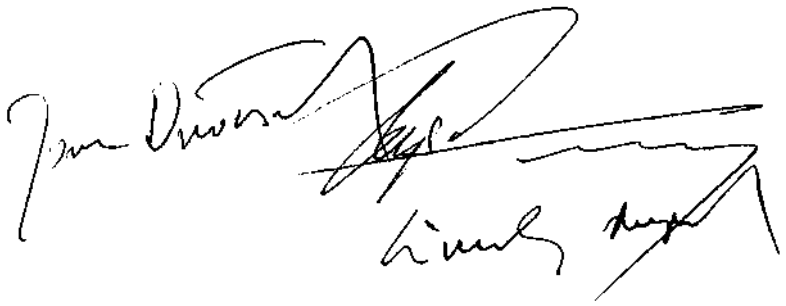
Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej



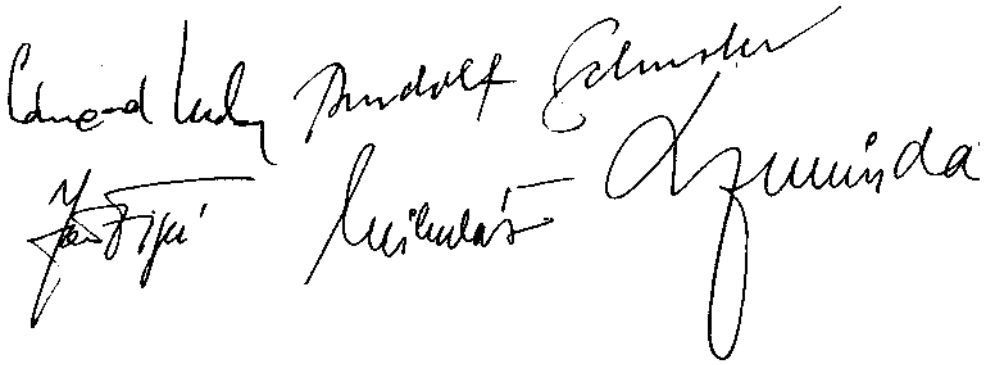
Pelo Presidente da República Portuguesa



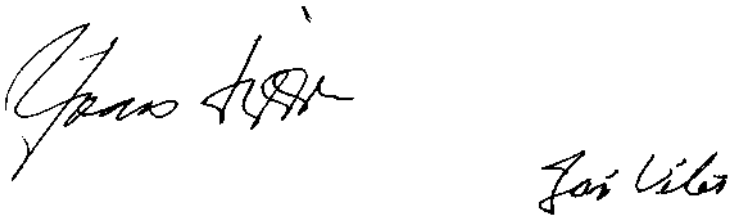
Za predsednika Republike Slovenije



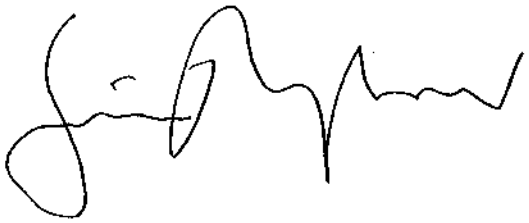
Za prezidenta Slovenskej republiky



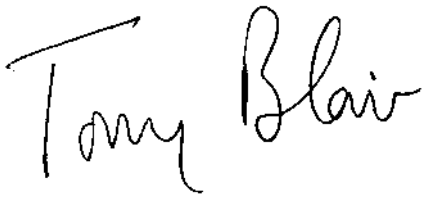
Suomen Tasavallan Presidentin puolesta
För Republiken Finlands President

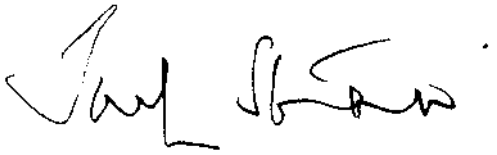


För Konungariket Sveriges regering



For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland





ACTE

relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES

Article 1

Au sens du présent acte:

— l'expression «traités originaires» vise:

a) le traité instituant la Communauté européenne («traité CE») et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique («traité Euratom»), tels qu'ils ont été complétés ou modifiés par des traités ou d'autres actes entrés en vigueur avant la présente adhésion;

b) le traité sur l'Union européenne («traité UE»), tel qu'il a été complété ou modifié par des traités ou d'autres actes entrés en vigueur avant la présente adhésion;

— l'expression «États membres actuels» vise le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

— le terme «Union» vise l'Union européenne telle qu'elle a été instituée par le traité UE;

— le terme «Communauté» vise, selon le cas, l'une des Communautés visées au premier tiret ou les deux;

— l'expression «nouveaux États membres» vise la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque;

— l'expression «institutions» vise les institutions instituées par les traités originaires.

Article 2

Dès l'adhésion, les dispositions des traités originaires et les actes pris, avant l'adhésion, par les institutions et la Banque centrale européenne lient les nouveaux États membres et sont applicables dans ces États dans les conditions prévues par ces traités et par le présent acte.

Article 3

1. Les dispositions de l'acquis de Schengen qui ont été intégrées dans le cadre de l'Union européenne par le protocole annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne (ci-après dénommé le «protocole Schengen»), et les actes fondés sur celles-ci ou qui s'y rapportent, énumérés à l'annexe I du présent acte, ainsi que tout nouvel acte de cette nature qui serait pris avant la date d'adhésion, sont contraignants et s'appliquent dans les nouveaux États membres à compter de la date d'adhésion.

2. Les dispositions de l'acquis de Schengen qui ont été intégrées dans le cadre de l'Union européenne et les actes fondés sur celles-ci ou qui s'y rapportent et qui ne sont pas visés au paragraphe 1, bien qu'elles soient contraignantes pour les nouveaux États membres à compter de la date d'adhésion, ne s'appliquent dans un nouvel État membre qu'à la suite d'une décision du Conseil à cet effet, après qu'il a été vérifié, conformément aux procédures d'évaluation de Schengen applicables en la matière, que les conditions nécessaires à l'application de toutes les parties concernées de l'acquis sont remplies dans ce nouvel État membre, et après consultation du Parlement européen.

Le Conseil statue à l'unanimité de ses membres représentant les gouvernements des États membres pour lesquels les dispositions du présent paragraphe ont déjà pris effet et du représentant du gouvernement de l'État membre pour lequel ces dispositions doivent prendre effet. Les membres du Conseil représentant le gouvernement de l'Irlande et celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord participent à la prise de cette décision dans la mesure où elle a trait aux dispositions de l'acquis de Schengen et aux actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent, auxquels ces États membres sont parties.

3. Les accords conclus par le Conseil en vertu de l'article 6 du protocole Schengen lient les nouveaux États membres à compter de la date d'adhésion.

4. En ce qui concerne les conventions ou les instruments dans le domaine de la justice et des affaires intérieures qui sont inséparables de la réalisation des objectifs du traité UE, les nouveaux États membres s'engagent:

— à adhérer à ceux qui, à la date d'adhésion, ont été ouverts à la signature par les États membres actuels, ainsi qu'à ceux qui ont été élaborés par le Conseil conformément au titre VI du traité UE et qui sont recommandés aux États membres pour adoption;

— à introduire des dispositions administratives et autres, analogues à celles qui ont été adoptées à la date de l'adhésion par les États membres actuels ou par le Conseil, afin de faciliter la coopération pratique entre les institutions et les organisations des États membres travaillant dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Article 4

Chacun des nouveaux États membres participe à l'Union économique et monétaire à compter de la date d'adhésion en tant qu'État membre faisant l'objet d'une dérogation au sens de l'article 122 du traité CE.

Article 5

1. Les nouveaux États membres adhèrent par le présent acte aux décisions et accords convenus par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil. Ils s'engagent à adhérer dès l'adhésion à tout autre accord conclu par les États membres actuels relatif au fonctionnement de l'Union ou présentant un lien avec l'action de celle-ci.

2. Les nouveaux États membres s'engagent à adhérer aux conventions prévues à l'article 293 du traité CE de même qu'à celles qui sont indissociables de la réalisation des objectifs du traité CE, ainsi qu'aux protocoles concernant l'interprétation de ces conventions par la Cour de justice, signés par les États membres actuels, et à entamer, à cet effet, des négociations avec les États membres actuels pour y apporter les adaptations nécessaires.

3. Les nouveaux États membres se trouvent dans la même situation que les États membres actuels à l'égard des déclarations, résolutions ou autres prises de position du Conseil européen ou du Conseil ainsi qu'à l'égard de celles relatives à la Communauté ou à l'Union qui sont adoptées d'un commun accord par les États membres; en conséquence, ils respecteront les principes et orientations qui en découlent et prendront les mesures qui peuvent s'avérer nécessaires pour en assurer la mise en application.

Article 6

1. Les accords ou conventions conclus ou appliqués provisoirement par la Communauté ou conformément à l'article 24 ou à l'article 38 du traité UE, avec un ou plusieurs États tiers, une organisation internationale ou un ressortissant d'un État tiers, lient les nouveaux États membres dans les conditions prévues dans les traités originaires et dans le présent acte.

2. Les nouveaux États membres s'engagent à adhérer, dans les conditions prévues dans le présent acte, aux accords ou conventions conclus ou appliqués provisoirement par les États membres actuels et, conjointement, la Communauté, ainsi qu'aux accords conclus par ces États, qui sont liés à ces accords ou conventions.

L'adhésion des nouveaux États membres aux accords ou conventions visés au paragraphe 6 ainsi qu'aux accords avec le Belarus, la Chine, le Chili, le Mercosur et la Suisse, qui ont été conclus ou signés conjointement par la Communauté et ses États membres, est approuvée par la conclusion d'un protocole à ces accords ou conventions entre le Conseil, statuant à l'unanimité au nom des États membres, et le ou les pays tiers ou l'organisation internationale concernés. Cette procédure ne porte pas atteinte aux compétences propres de la Communauté et ne remet pas en cause la répartition des compétences entre la Communauté et les États membres pour ce qui est de la conclusion des accords de cette nature à l'avenir ou de toute modification non liée à l'adhésion. La Commission négocie ces protocoles au nom des États membres sur la base de directives de négociation approuvées par le Conseil statuant à l'unanimité et après consultation d'un comité composé des représentants des États membres. La Commission soumet les projets de protocoles au Conseil pour qu'ils soient conclus.

3. En adhérant aux accords et conventions visés au paragraphe 2, les nouveaux États membres acquièrent les mêmes droits et obligations au titre de ces accords et conventions que les États membres actuels.

4. Les nouveaux États membres adhèrent par le présent acte à l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part [1], signé à Cotonou le 23 juin 2000.

5. Les nouveaux États membres s'engagent à devenir partie, aux conditions prévues dans le présent acte, à l'accord sur l'espace économique européen [2], conformément à l'article 128 de cet accord.

[1] JO L 317 du 15.12.2000, p. 3.
[2] JO L 1 du 3.1.1994, p. 3.

6. À compter de la date d'adhésion, et en attendant la conclusion des protocoles nécessaires visés au paragraphe 2, les nouveaux États membres appliquent les dispositions des accords conclus par les États membres actuels et, conjointement, la Communauté, avec l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Corée du Sud, la Croatie, l'Égypte, la Fédération de Russie, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kyrgyzstan, le Liban, le Mexique, la Moldova, le Maroc, l'Ouzbékistan, la Roumanie, Saint-Marin, la Syrie, la Tunisie, la Turquie, le Turkménistan et l'Ukraine, ainsi que les dispositions des autres accords conclus conjointement par les États membres actuels et la Communauté avant l'adhésion.

Toute adaptation de ces accords fait l'objet de protocoles conclus avec les pays co-contractants, conformément aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 2. Si les protocoles n'ont pas été conclus à la date d'adhésion, la Communauté et les États membres prennent, dans le cadre de leurs compétences respectives, les mesures nécessaires pour résoudre cette situation lors de l'adhésion.

7. À compter de la date d'adhésion, les nouveaux États membres appliquent les accords et arrangements bilatéraux en matière de textiles conclus par la Communauté avec des pays tiers.

Les restrictions quantitatives appliquées par la Communauté aux importations de produits textiles et d'habillement sont adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté. À cet effet, des modifications des accords et arrangements bilatéraux susvisés peuvent être négociées par la Communauté avec les pays tiers concernés avant la date d'adhésion.

Si les modifications aux accords et arrangements bilatéraux concernant les produits textiles ne sont pas entrées en vigueur à la date d'adhésion, la Communauté apporte les adaptations nécessaires aux règles qu'elle applique à l'importation de produits textiles et d'habillement provenant de pays tiers de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté.

8. Les restrictions quantitatives appliquées par la Communauté aux importations d'acier et de produits sidérurgiques sont adaptées en fonction des importations de produits sidérurgiques provenant des pays fournisseurs concernés effectuées par les nouveaux États membres au cours des années récentes.

À cet effet, les modifications nécessaires à apporter aux accords et arrangements bilatéraux concernant les produits sidérurgiques conclus par la Communauté avec des pays tiers sont négociées avant la date d'adhésion.

Si les modifications des accords et arrangements ne sont pas entrées en vigueur à la date d'adhésion, les dispositions du premier alinéa s'appliquent.

9. À compter de la date d'adhésion, les accords conclus par les nouveaux États membres avec des pays tiers dans le domaine de la pêche sont gérés par la Communauté.

Les droits et obligations qui découlent de ces accords pour les nouveaux États membres ne sont pas remis en cause pendant la période au cours de laquelle les dispositions de ces accords restent provisoirement applicables.

Dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant l'expiration des accords visés au premier alinéa, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte au cas par cas des décisions appropriées prévoyant la poursuite des activités de pêche qui font l'objet de ces accords, y compris la possibilité de proroger certains accords pour une durée maximale d'un an.

10. Avec effet à la date de l'adhésion, les nouveaux États membres se retirent de tout accord de libre-échange conclu avec un pays tiers, y compris l'accord de libre-échange de l'Europe centrale.

Dans la mesure où des accords conclus entre un ou plusieurs des nouveaux États membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, ne sont pas compatibles avec les obligations découlant du présent acte, le ou les nouveaux États membres prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer les incompatibilités constatées. Si un nouvel État membre se heurte à des difficultés pour adapter un accord conclu avec un ou plusieurs pays tiers avant son adhésion, il se retire de cet accord, dans le respect des dispositions de celui-ci.

11. Les nouveaux États membres adhèrent, en vertu du présent acte et aux conditions qui y sont prévues, aux accords internes conclus par les États membres actuels aux fins de la mise en œuvre des accords ou conventions visés aux paragraphes 2, 4, 5 et 6.

12. Les nouveaux États membres prennent les mesures appropriées pour adapter, le cas échéant, leur situation à l'égard des organisations internationales et des accords internationaux, auxquels la Communauté ou d'autres États membres sont également parties, aux droits et obligations résultant de leur adhésion à l'Union.

En particulier, ils se retirent à la date d'adhésion ou dans les meilleurs délais après cette date des accords et des organisations de pêche internationaux auxquels la Communauté est aussi partie, à moins que leur participation à ces accords ou organisations concerne d'autres domaines que la pêche.

Article 7

Les dispositions figurant dans le présent acte ne peuvent, à moins que celui-ci n'en dispose autrement, être suspendues, modifiées ou abrogées que selon les procédures prévues par les traités originaires permettant d'aboutir à une révision de ces traités.

Article 8

Les actes adoptés par les institutions auxquels se rapportent les dispositions transitoires établies dans le présent acte conservent leur nature juridique; en particulier, les procédures de modification de ces actes leur restent applicables.

Article 9

Les dispositions du présent acte qui ont pour objet ou pour effet d'abroger ou de modifier, autrement qu'à titre transitoire, des actes pris par les institutions, acquièrent la même nature juridique que les dispositions ainsi abrogées ou modifiées et sont soumises aux mêmes règles que ces dernières.

Article 10

L'application des traités originaires et des actes pris par les institutions fait l'objet, à titre transitoire, des dispositions dérogatoires prévues par le présent acte.

DEUXIÈME PARTIE

LES ADAPTATIONS DES TRAITÉS

TITRE I

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

CHAPITRE 1

Le Parlement européen

Article 11

Avec effet à partir du début de la législature 2004-2009, à l'article 190, paragraphe 2, du traité CE et à l'article 108, paragraphe 2, du traité Euratom, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Le nombre des représentants élus dans chaque État membre est fixé comme suit:

Belgique	24
République tchèque	24
Danemark	14
Allemagne	99
Estonie	6
Grèce	24
Espagne	54
France	78
Irlande	13
Italie	78
Chypre	6
Lettonie	9
Lituanie	13
Luxembourg	6
Hongrie	24
Malte	5
Pays-Bas	27
Autriche	18
Pologne	54
Portugal	24
Slovénie	7
Slovaquie	14
Finlande	14
Suède	19
Royaume-Uni	78»

CHAPITRE 2

Le Conseil

Article 12

1. Avec effet à compter du 1er novembre 2004:

a) à l'article 205 du traité CE et à l'article 118 du traité Euratom:

i) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	7
Allemagne	29
Estonie	4
Grèce	12
Espagne	27
France	29
Irlande	7
Italie	29
Chypre	4
Lettonie	4
Lituanie	7
Luxembourg	4
Hongrie	12
Malte	3
Pays-Bas	13
Autriche	10
Pologne	27
Portugal	12
Slovénie	4
Slovaquie	7
Finlande	7
Suède	10
Royaume-Uni	29

Les délibérations du Conseil sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable de la majorité des membres, lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission.

Dans les autres cas, les délibérations du Conseil sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.»

ii) le paragraphe suivant est ajouté:

«4. Un membre du Conseil peut demander que, lors de la prise de décision par le Conseil à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les États membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62 % de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, la décision en cause n'est pas adoptée.»

b) à l'article 23, paragraphe 2, du traité UE, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins 232 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres. Un membre du Conseil peut demander que, lors de la prise d'une décision par le Conseil à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les États membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62 % de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, la décision en cause n'est pas adoptée.»

c) à l'article 34 du traité UE, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne; les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres. Un membre du Conseil peut demander que, lors de la prise d'une décision par le Conseil à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les États membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62 % de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, la décision en cause n'est pas adoptée.»

2. L'article 3, paragraphe 1, du protocole sur l'élargissement de l'Union européenne annexé au traité UE et au traité CE est abrogé.

3. Si le nombre des nouveaux États membres adhérant à l'Union européenne est inférieur à dix, le seuil de la majorité qualifiée est fixé par décision du Conseil, par interpolation arithmétique strictement linéaire, en arrondissant par excès ou par défaut au nombre entier de voix le plus proche, de manière que ce seuil soit compris entre 71 % pour un Conseil comptant 300 voix et 72,27 % pour une Union européenne comptant vingt-cinq États membres.

CHAPITRE 3

La Cour de justice

Article 13

1. L'article 9, premier alinéa, du protocole annexé au traité UE, au traité CE et au traité Euratom sur le statut de la Cour de justice est remplacé par le texte suivant:

«Le renouvellement partiel des juges, qui a lieu tous les trois ans, porte alternativement sur treize et douze juges.»

2. L'article 48 du protocole annexé au traité UE, au traité CE et au traité Euratom sur le statut de la Cour de justice est remplacé par le texte suivant:

«*Article 48*

Le Tribunal est formé de vingt-cinq juges.»

CHAPITRE 4

Le Comité économique et social

Article 14

À l'article 258 du traité CE et à l'article 166 du traité Euratom, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	9
Allemagne	24
Estonie	7
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Chypre	6
Lettonie	7
Lituanie	9

Luxembourg	6
Hongrie	12
Malte	5
Pays-Bas	12
Autriche	12
Pologne	21
Portugal	12
Slovénie	7
Slovaquie	9
Finlande	9
Suède	12
Royaume-Uni	24»

CHAPITRE 5

Le Comité des régions

Article 15

À l'article 263 du traité CE, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	9
Allemagne	24
Estonie	7
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Chypre	6
Lettonie	7
Lituanie	9
Luxembourg	6
Hongrie	12
Malte	5
Pays-Bas	12
Autriche	12
Pologne	21
Portugal	12
Slovénie	7
Slovaquie	9
Finlande	9
Suède	12
Royaume-Uni	24»

CHAPITRE 6

Le Comité scientifique et technique

Article 16

À l'article 134, paragraphe 2, du traité Euratom, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«2. Le Comité est composé de trente-neuf membres, nommés par le Conseil après consultation de la Commission.»

CHAPITRE 7

La Banque centrale européenne

Article 17

Dans le protocole nº 18 sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne annexé au traité instituant la Communauté européenne, le paragraphe suivant est ajouté à l'article 49:

«49.3. Lorsque un ou plusieurs États deviennent membres de l'Union européenne et que leurs banques centrales nationales entrent dans le SEBC, le capital souscrit de la BCE ainsi que le plafond des avoirs de réserves de change pouvant être transférés à la BCE sont automatiquement augmentés. Le montant de l'augmentation est obtenu par la multiplication des montants respectifs alors en vigueur par le ratio, dans le cadre de la clé de répartition des souscriptions au capital élargi, entre la pondération des banques centrales nationales entrantes concernées et la pondération des banques centrales nationales qui sont déjà membres du SEBC. La pondération de chaque banque centrale nationale dans la clé de répartition est calculée par analogie avec l'article 29.1 et conformément à l'article 29.2. Les périodes de référence utilisées pour l'établissement des statistiques sont les mêmes que celles qui ont été utilisées pour la dernière adaptation quinquennale des pondérations prévue à l'article 29.3.»

TITRE II

AUTRES ADAPTATIONS

Article 18

À l'article 57, paragraphe 1, du traité CE, le texte suivant est ajouté:

«En ce qui concerne les restrictions existant en vertu des lois nationales en Estonie et en Hongrie, la date en question est le 31 décembre 1998.»

Article 19

À l'article 299 du traité CE, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Le présent traité s'applique au Royaume de Belgique, à la République tchèque, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République d'Estonie, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, à la République de Chypre, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, au Grand-Duché de Luxembourg, à la République de Hongrie, à la République de Malte, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République de Pologne, à la République portugaise, à la République de Slovénie, à la République slovaque, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.»

TROISIÈME PARTIE

LES DISPOSITIONS PERMANENTES

TITRE I

ADAPTATIONS DES ACTES PRIS PAR LES INSTITUTIONS

Article 20

Les actes énumérés dans la liste figurant à l'annexe II du présent acte font l'objet des adaptations définies dans ladite annexe.

Article 21

Les adaptations des actes énumérés dans la liste figurant à l'annexe III du présent acte qui sont rendues nécessaires par l'adhésion sont établies conformément aux orientations définies par ladite annexe et selon la procédure et dans les conditions prévues par l'article 57.

TITRE II

AUTRES DISPOSITIONS

Article 22

Les mesures énumérées dans la liste figurant à l'annexe IV du présent acte sont appliquées dans les conditions définies par ladite annexe.

Article 23

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut procéder aux adaptations des dispositions du présent acte relatives à la politique agricole commune qui peuvent s'avérer nécessaires du fait d'une modification des règles communautaires. Ces adaptations peuvent être faites avant la date d'adhésion.

QUATRIÈME PARTIE

LES DISPOSITIONS TEMPORAIRES

TITRE I

LES MESURES TRANSITOIRES

Article 24

Les mesures énumérées dans la liste figurant aux annexes V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV du présent acte sont applicables en ce qui concerne les nouveaux États membres dans les conditions définies par lesdites annexes.

Article 25

1. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 189 du traité CE et au deuxième alinéa de l'article 107 du traité CEEA et eu égard à l'article 190, paragraphe 2, du traité CE et à l'article 108, paragraphe 2, du traité CEEA, le nombre de sièges des nouveaux États membres au Parlement européen à compter de la date d'adhésion jusqu'au début de la législature 2004-2009 du Parlement européen est fixé ainsi qu'il suit:

République tchèque	24
Estonie	6
Chypre	6
Lettonie	9
Lituanie	13
Hongrie	24
Malte	5
Pologne	54
Slovénie	7
Slovaquie	14

2. Par dérogation à l'article 190, paragraphe 1, du traité CE et à l'article 108, paragraphe 2, du traité CEEA, les représentants au Parlement européen des peuples des nouveaux États membres à compter de la date d'adhésion jusqu'au début de la législature 2004-2009 du Parlement européen sont désignés par les parlements de ces États en leur sein, selon la procédure fixée par chacun de ces États.

Article 26

1. Jusqu'au 31 octobre 2004, les dispositions ci-après sont applicables:

a) pour ce qui est de l'article 205, paragraphe 2, du traité CE et l'article 118, paragraphe 2, du traité CEEA:

Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	5
République tchèque	5
Danemark	3
Allemagne	10
Estonie	3
Grèce	5
Espagne	8
France	10
Irlande	3
Italie	10
Chypre	2
Lettonie	3
Lituanie	3
Luxembourg	2
Hongrie	5
Malte	2
Pays-Bas	5
Autriche	4
Pologne	8
Portugal	5
Slovénie	3
Slovaquie	3
Finlande	3
Suède	4
Royaume-Uni	10

b) pour ce qui est des deuxième et troisième alinéas de l'article 205, paragraphe 2, du traité CE et de l'article 118, paragraphe 2, du traité CEEA:

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins:

— 88 voix lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission,

— 88 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres dans les autres cas.

c) pour ce qui est de la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 23, paragraphe 2, du traité UE:

Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins 88 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.

d) Pour ce qui est de l'article 34, paragraphe 3, du traité UE:

Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne; les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 88 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.

2. Si le nombre de nouveaux États membres adhérant à l'Union est inférieur à dix, le seuil de la majorité qualifiée pour la période se terminant le 31 octobre 2004 est fixé par décision du Conseil de manière à être aussi proche que possible de 71,26 % du nombre total de voix.

Article 27

1. Les recettes dénommées «droits du tarif douanier commun et autres droits» visées à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes ([1]), ou dans toute disposition correspondante d'une décision remplaçant celle-ci comprennent les droits de douane calculés sur la base des taux résultant du tarif douanier commun et de toute concession tarifaire y afférente appliquée par la Communauté dans les échanges des nouveaux États membres avec les pays tiers.

2. Pour l'année 2004, l'assiette harmonisée de la TVA et l'assiette RNB (revenu national brut) pour chaque nouvel État membre, visées à l'article 2, paragraphe 1, points c) et d), de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, sont égales à deux tiers de l'assiette annuelle. L'assiette RNB de chaque État membre à prendre en compte pour le calcul du financement de la correction des déséquilibres budgétaires accordé au Royaume-Uni, visée à l'article 5, paragraphe 1, de la décision 2000/597/CE du Conseil, est aussi égale à deux tiers de l'assiette annuelle.

3. Pour déterminer le taux gelé pour 2004 conformément à l'article 2, paragraphe 4, point b), de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, les assiettes écrêtées de la TVA des nouveaux États membres sont calculées sur la base de deux tiers de leur assiette non écrêtée de la TVA et de deux tiers de leur RNB.

Article 28

1. En vue de tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres, le budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2004 est adapté par le biais d'un budget rectificatif qui prendra effet le 1er mai 2004.

2. Les douze douzièmes mensuels de la TVA et des ressources fondées sur le RNB que doivent acquitter les nouveaux États membres au titre du présent budget rectificatif, ainsi que l'ajustement rétroactif des douzièmes mensuels pour la période de janvier à avril 2004 qui ne s'appliquent qu'aux États membres actuels, sont convertis en huitièmes exigibles pendant la période de mai à décembre 2004. Les ajustements rétroactifs qui résulteraient d'un budget rectificatif ultérieur adopté en 2004 sont aussi convertis en parts égales exigibles avant la fin de l'année.

Article 29

Le premier jour ouvrable de chaque mois, la Communauté verse à la République tchèque, à Chypre, à Malte et à la Slovénie, à titre de dépense imputée au budget général des Communautés européennes, un huitième en 2004, à compter de la date de l'adhésion, et un douzième en 2005 et 2006 des montants ci-après de compensation budgétaire temporaire:

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
République tchèque	125,4	178,0	85,1
Chypre	68,9	119,2	112,3
Malte	37,8	65,6	62,9
Slovénie	29,5	66,4	35,5

Article 30

Le premier jour ouvrable de chaque mois, la Communauté verse à la République tchèque, à l'Estonie, à Chypre, à la Lettonie, à la Lituanie, à la Hongrie, à Malte, à la Pologne, à la Slovénie et à la Slovaquie, à titre de dépense imputée au budget général des Communautés européennes, un huitième en 2004, à compter de la date de l'adhésion, et un douzième en 2005 et 2006 des montants ci-après au titre d'une facilité de trésorerie spéciale forfaitaire:

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
République tchèque	174,7	91,55	91,55
Estonie	15,8	2,9	2,9
Chypre	27,7	5,05	5,05
Lettonie	19,5	3,4	3,4
Lituanie	34,8	6,3	6,3
Hongrie	155,3	27,95	27,95
Malte	12,2	27,15	27,15
Pologne	442,8	550,0	450,0
Slovénie	65,4	17,85	17,85
Slovaquie	63,2	11,35	11,35

Un milliard d'euros pour la Pologne et 100 millions d'euros pour la République tchèque, compris dans la facilité de trésorerie spéciale forfaitaire, seront pris en compte dans tout calcul relatif à la répartition des fonds structurels pour les années 2004 à 2006.

([1]) JO L 253 du 7.10.2000, p. 42.

Article 31

1. Les nouveaux États membres énumérés ci-après versent les montants indiqués au Fonds de recherche du charbon et de l'acier visé par la décision 2002/234/CECA des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 27 février 2002 relative aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier ([1]):

(millions d'euros, prix courants)

République tchèque	39,88
Estonie	2,5
Lettonie	2,69
Hongrie	9,93
Pologne	92,46
Slovénie	2,36
Slovaquie	20,11

2. Les contributions au Fonds de recherche du charbon et de l'acier sont versées en quatre fois, à partir de 2006, selon la répartition ci-après, dans chaque cas le premier jour ouvrable du premier mois de chaque année:

2006: 15 %

2007: 20 %

2008: 30 %

2009: 35 %

Article 32

1. Sauf disposition contraire du présent traité, aucun engagement financier n'est effectué au titre du programme PHARE ([2]), du programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE ([3]), des fonds de pré-adhésion pour Chypre et Malte ([4]), du programme ISPA ([5]) et du programme SAPARD ([6]) en faveur des nouveaux États membres après le 31 décembre 2003. Les nouveaux États membres sont traités de la même manière que les États membres actuels pour ce qui est des dépenses relevant des trois premières rubriques des perspectives financières, telles qu'elles sont définies par l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 ([7]), à compter du 1er janvier 2004, sous réserve des spécifications et exceptions particulières indiquées ci-après ou de dispositions contraires du présent traité. Les montants maximaux des crédits supplémentaires pour les rubriques 1, 2, 3 et 5 des perspectives financières liées à l'élargissement sont indiqués à l'annexe XV. Cependant, aucun engagement financier au titre du budget 2004 ne peut avoir lieu pour un programme ou une agence donné(e) avant l'adhésion du nouvel État membre concerné.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, et à l'article 3, paragraphe 3, du règlement (CE) nº 1258/1999 du Conseil relatif au financement de la politique agricole commune ([8]), qui ne pourront bénéficier d'un financement communautaire qu'à compter de la date d'adhésion, conformément à l'article 2 du présent acte.

Toutefois, le paragraphe 1 s'applique aux dépenses de développement rural au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, conformément à l'article 47 *bis* du règlement (CE) 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ([9]), sous réserve que soient respectées les conditions énoncées dans la modification de ce règlement qui figure à l'annexe II du présent acte.

3. Sous réserve de la dernière phrase du paragraphe 1, à compter du 1er janvier 2004, les nouveaux États membres participeront aux programmes et agences communautaires dans les mêmes conditions que les États membres actuels, avec un financement du budget général des Communautés européennes. Les conditions énoncées dans les décisions des Conseils d'association, les accords et les mémorandums d'accord entre les Communautés européennes et les nouveaux États membres en ce qui concerne leur participation aux programmes et agences communautaires sont abrogées et remplacées par les dispositions régissant les programmes et agences concernés à compter du 1er janvier 2004.

4. Si un État visé à l'article 1er, paragraphe 1, du traité d'adhésion n'adhère pas à la Communauté en 2004, toute demande présentée par cet État ou émanant de lui en vue d'obtenir un financement au titre des dépenses des trois premières rubriques des perspectives financières pour 2004 est nulle et non avenue. En pareil cas, la décision du Conseil d'association, un accord ou un mémorandum d'accord connexes reste valable pour ce qui concerne cet État pendant toute l'année 2004.

([1]) JO L 79 du 22.3.2002, p. 42.
([2]) Règlement (CEE) nº 3906/89 (JO L 375 du 23.12.1989, p. 11), tel que modifié.
([3]) Règlement (CE) nº 2760/98 (JO L 345 du 19.12.1998, p. 49), tel que modifié.
([4]) Règlement (CE) nº 555/2000 (JO L 68 du 16.3.2000, p. 3), tel que modifié.
([5]) Règlement (CE) nº 1267/1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 73), tel que modifié.
([6]) Règlement (CE) nº 1268/1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 87).
([7]) Accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO C 172 du 18.6.1999, p. 1).
([8]) JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.
([9]) JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

5. Si des mesures sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur avant l'adhésion au régime résultant de l'application du présent article, la Commission adopte les mesures qui s'imposent.

Article 33

1. À compter de la date d'adhésion, les appels d'offres, les adjudications, la mise en œuvre et le paiement des aides de pré-adhésion au titre du programme PHARE ([1]), du programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE ([2]) ainsi que les fonds de pré-adhésion pour Chypre et Malte ([3]) sont gérés par des organismes de mise en œuvre dans les nouveaux États membres.

Par décision de la Commission à cet effet, il sera dérogé aux contrôles *ex ante* par la Commission des appels d'offres et des adjudications, après une évaluation positive du système de décentralisation étendue (EDIS) selon les critères et conditions énoncés à l'annexe du règlement (CE) nº 1266/1999 du Conseil sur la coordination de l'assistance aux pays candidats dans le cadre de la stratégie de pré-adhésion, et modifiant le règlement (CEE) nº 3906/89 ([4]).

Si cette décision de la Commission visant à déroger aux contrôles *ex ante* n'a pas été prise avant la date de l'adhésion, tout contrat signé entre la date d'adhésion et la date à laquelle la décision de la Commission est adoptée ne peut bénéficier de l'aide de pré-adhésion.

Toutefois, à titre exceptionnel, si les décisions de la Commission de déroger aux contrôles *ex ante* de la Commission sont reportées au-delà de la date d'adhésion pour des motifs qui ne sont pas imputables aux autorités d'un nouvel État membre, la Commission peut accepter, dans des cas dûment justifiés, que les contrats signés entre l'adhésion et la date d'adoption de la décision de la Commission puissent bénéficier de l'aide de pré-adhésion et que la mise en œuvre de l'aide de pré-adhésion se poursuive pendant une période limitée, sous réserve de contrôles *ex ante* par la Commission des appels d'offres et des adjudications.

2. Les engagements budgétaires globaux pris avant l'adhésion au titre des instruments financiers de pré-adhésion visés au paragraphe 1, y compris la conclusion et l'enregistrement des différents engagements juridiques contractés par la suite et des paiements effectués après l'adhésion, continuent d'être régis par les règles et règlements des instruments financiers de pré-adhésion et imputés sur les chapitres budgétaires correspondants jusqu'à la clôture des programmes et projets concernés. Ce nonobstant, en ce qui concerne les marchés publics, les procédures engagées après l'adhésion respectent les directives communautaires pertinentes.

3. Le dernier exercice de programmation de l'aide de pré-adhésion visée au paragraphe 1 a lieu pendant la dernière année civile complète précédant l'adhésion. L'adjudication pour les mesures prises dans le cadre de ces programmes devra avoir lieu dans les deux années qui suivront et les décaissements devront être effectués comme le prévoit le protocole financier ([5]), généralement pour la fin de la troisième année qui suit l'engagement. Aucune prolongation du délai d'adjudication n'est accordée. À titre exceptionnel et dans des cas dûment justifiés, une prolongation limitée de la durée peut être accordée pour le décaissement.

4. Afin d'assurer la suppression progressive nécessaire des instruments financiers de pré-adhésion visés au paragraphe 1 et du programme ISPA ([6]) ainsi qu'une transition sans heurts des règles applicables avant l'adhésion à celles en vigueur après l'adhésion, la Commission peut arrêter toutes les mesures appropriées pour que le personnel statutaire requis reste en place dans les nouveaux États membres durant une période maximale de quinze mois après l'adhésion. Au cours de cette période, les fonctionnaires en poste dans les nouveaux États membres avant l'adhésion et qui sont obligés de rester en service dans ces États après l'adhésion bénéficient, à titre exceptionnel, des mêmes conditions financières et matérielles que celles qui étaient appliquées par la Commission avant l'adhésion, conformément à l'annexe X du Statut des fonctionnaires et des autres agents des Communautés européennes faisant l'objet du règlement (CEE, Euratom, CECA) nº 259/68 ([7]). Les dépenses administratives nécessaires pour la gestion de l'aide de pré-adhésion, y compris les traitements des autres membres du personnel, sont couvertes pendant toute l'année 2004 et jusqu'à la fin de juillet 2005, par la ligne «Dépenses d'appui aux actions» (ancienne partie B du budget), ou les lignes équivalentes pour les instruments financiers visés au paragraphe 1 et le programme ISPA, des budgets de pré-adhésion pertinents.

5. Lorsque les projets approuvés conformément au règlement (CE) nº 1268/1999 ne peuvent plus être financés au titre de cet instrument, ils peuvent être intégrés dans la programmation du développement rural et financés dans le cadre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. Si des mesures transitoires spécifiques s'avèrent nécessaires à cet égard, elles sont adoptées par la Commission conformément aux procédures prévues à l'article 50, paragraphe 2, du règlement (CE) 1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels ([8]).

([1]) Règlement (CEE) nº 3906/89 (JO L 375 du 23.12.1989, p. 11), tel que modifié.
([2]) Règlement (CE) nº 2760/98 (JO L 345 du 19.12.1998, p. 49), tel que modifié.
([3]) Règlement (CE) nº 555/2000 (JO L 68 du 16.3.2000, p. 3), tel que modifié.
([4]) JO L 232 du 2.9.1999, p. 34.
([5]) Orientations de PHARE (SEC(1999) 1596, mis à jour le 6.9.2002 par C 3303/2).
([6]) Règlement (CE) nº 1267/1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 73), tel que modifié.
([7]) JO L 56 du 4.3.1968, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) nº 2265/2002 (JO L 347 du 20.12.2002, p. 1).
([8]) JO L 161 du 26.6.1999, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1447/2001 (JO L 198 du 21.7.2001, p. 1).

Article 34

1. Entre la date d'adhésion et la fin de l'année 2006, l'Union apporte une aide financière temporaire, ci-après dénommée «Facilité transitoire», aux nouveaux États membres pour développer et renforcer leur capacité administrative de mettre en œuvre et de faire respecter la législation communautaire et pour favoriser l'échange de bonnes pratiques entre pairs.

2. L'aide répond à la nécessité permanente de renforcer la capacité institutionnelle dans certains domaines au moyen d'actions qui ne peuvent pas être financées par les Fonds structurels, en particulier dans les domaines suivants:

— la justice et les affaires intérieures (renforcement du système judiciaire, contrôles aux frontières extérieures, stratégie de lutte contre la corruption, renforcement des moyens répressifs);

— le contrôle financier;

— la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude;

— le marché intérieur, y compris l'union douanière;

— l'environnement;

— les services vétérinaires et le renforcement de la capacité administrative concernant la sécurité alimentaire;

— les structures administratives et de contrôle pour l'agriculture et le développement rural, y compris le Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC);

— la sûreté nucléaire (renforcement de l'efficacité et de la compétence des autorités chargées de la sûreté nucléaire et de leurs organismes d'aide technique ainsi que des agences publiques de gestion des déchets radioactifs);

— les statistiques;

— le renforcement de l'administration publique selon les besoins qui sont définis dans le rapport de suivi complet de la Commission et qui ne sont pas couverts par les Fonds structurels.

3. L'aide dans le cadre de la facilité transitoire est accordée conformément à la procédure prévue à l'article 8 du règlement (CEE) nº 3906/89 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale ([1]).

4. Le programme est mis en œuvre conformément à l'article 53, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ([2]). Pour ce qui est des projets de jumelage entre administrations publiques aux fins du renforcement des institutions, la procédure d'appel à propositions par l'intermédiaire du réseau de points de contact dans les États membres continue à s'appliquer, comme cela est prévu dans les accords-cadres conclus avec les États membres actuels aux fins de l'assistance de préadhésion.

Les crédits d'engagements pour la facilité transitoire, aux prix de 1999, s'élèvent à 200 millions d'euros pour 2004, à 120 millions d'euros pour 2005 et à 60 millions d'euros pour 2006. Les crédits annuels sont autorisés par l'autorité budgétaire dans la limite des perspectives financières.

Article 35

1. Une facilité Schengen est créée en tant qu'instrument temporaire pour aider les États membres bénéficiaires entre la date d'adhésion et la fin de l'année 2006 à financer des actions aux nouvelles frontières extérieures de l'Union en vue de l'application de l'acquis de Schengen et des contrôles aux frontières extérieures.

Afin de remédier aux insuffisances constatées lors des travaux préparatoires à la participation à Schengen, les types d'action ci-après ouvrent droit au bénéfice d'un financement au titre de la facilité Schengen:

— investissements dans la construction, la rénovation ou la modernisation des infrastructures et des bâtiments connexes situés aux points de franchissement des frontières;

— investissements dans tout type d'équipement opérationnel (par exemple, équipement de laboratoire, outils de détection, Système d'Information Schengen – SIS 2, matériel informatique et logiciels, moyens de transport);

— formation des garde-frontières;

— participation aux dépenses de logistique et d'opérations.

2. Les montants ci-après sont mis à disposition au titre de la facilité Schengen sous forme de paiements forfaitaires non remboursables aux États membres bénéficiaires indiqués:

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
Estonie	22,9	22,9	22,9
Lettonie	23,7	23,7	23,7
Lituanie	44,78	61,07	29,85
Hongrie	49,3	49,3	49,3
Pologne	93,34	93,33	93,33
Slovénie	35,64	35,63	35,63
Slovaquie	15,94	15,93	15,93

([1]) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2500/2001 (JO L 342 du 27.12.2001, p. 1).
([2]) Règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

3. Il appartient aux États membres bénéficiaires de sélectionner et de mettre en œuvre les différentes opérations conformément au présent article. Il leur appartient aussi de coordonner l'utilisation qu'ils font de cette facilité avec l'aide qu'ils reçoivent d'autres instruments communautaires, en veillant à ce que cette utilisation soit compatible avec les politiques et mesures communautaires ainsi qu'avec le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

Les paiements forfaitaires non remboursables sont utilisés dans les trois ans à compter de la date du premier décaissement et toute somme inutilisée ou dépensée de manière injustifiable est recouvrée par la Commission. Au plus tard six mois après l'expiration de la période de trois ans, les États membres bénéficiaires présentent un rapport complet sur l'exécution financière des paiements forfaitaires non remboursables, accompagné d'une justification des dépenses.

L'État membre bénéficiaire exerce cette responsabilité sans préjudice de la responsabilité de la Commission en ce qui concerne l'exécution du budget général des Communautés européennes et dans le respect des dispositions du règlement financier applicable à la gestion décentralisée.

4. La Commission conserve son droit de contrôle, par l'intermédiaire de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). La Commission et la Cour des comptes peuvent aussi effectuer des vérifications sur place en suivant les procédures appropriées.

5. La Commission peut adopter les dispositions techniques nécessaires au fonctionnement de cette facilité.

Article 36

Les montants visés aux articles 29, 30, 34 et 35 sont ajustés chaque année, dans le cadre de l'ajustement prévu au paragraphe 15 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999.

TITRE II

AUTRES DISPOSITIONS

Article 37

1. Pendant une période maximale de trois ans suivant l'adhésion, en cas de difficultés graves et susceptibles de persister dans un secteur de l'activité économique ainsi que de difficultés pouvant se traduire par l'altération grave d'une situation économique régionale, un nouvel État membre peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde permettant de rééquilibrer la situation et d'adapter le secteur intéressé à l'économie du marché commun.

Dans les mêmes conditions, un État membre actuel peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde à l'égard de l'un ou de plusieurs des nouveaux États membres.

2. Sur demande de l'État intéressé, la Commission fixe, par une procédure d'urgence, les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires, en précisant les conditions et les modalités d'application.

En cas de difficultés économiques graves et sur demande expresse de l'État membre intéressé, la Commission statue dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande, accompagnée des éléments d'appréciation y afférents. Les mesures ainsi décidées sont immédiatement applicables, elles tiennent compte des intérêts de toutes les parties concernées et ne doivent pas entraîner de contrôles aux frontières.

3. Les mesures autorisées aux termes du paragraphe 2 peuvent comporter des dérogations aux règles du traité CE et au présent acte, dans la mesure et pour les délais strictement nécessaires pour atteindre les buts visés au paragraphe 1. Par priorité devront être choisies les mesures qui causent le moins de perturbation au fonctionnement du marché commun.

Article 38

Si un nouvel État membre n'a pas donné suite aux engagements qu'il a pris dans le cadre des négociations d'adhésion, y compris les engagements à l'égard de toutes les politiques sectorielles qui concernent les activités économiques ayant une dimension transfrontalière, et provoque ainsi ou risque de provoquer à très brève échéance un dysfonctionnement grave du marché intérieur, la Commission peut, pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent acte et à la demande motivée d'un État membre ou de sa propre initiative, prendre des mesures appropriées.

Ces mesures sont proportionnées au dysfonctionnement du marché, la priorité étant donné à celles qui perturberont le moins le fonctionnement du marché intérieur et, le cas échéant, à l'application des mécanismes de sauvegarde sectoriels en vigueur. Ces mesures de sauvegarde ne peuvent pas être utilisées comme moyen de discrimination arbitraire ou de restriction déguisée des échanges commerciaux entre les États membres. La clause de sauvegarde peut être invoquée même avant l'adhésion sur la base de constatations faites dans le cadre du suivi et entrer en vigueur dès la date de l'adhésion. Les mesures sont maintenues pendant la durée strictement nécessaire et, en tout état de cause, sont levées lorsque l'engagement correspondant est rempli. Elles peuvent cependant être appliquées au-delà de la période visée au premier alinéa tant que les engagements correspondants n'ont pas été remplis. La Commission peut adapter les mesures arrêtées en fonction de la mesure dans laquelle le nouvel État membre concerné remplit ses engagements. La Commission informera le Conseil en temps utile avant d'abroger les mesures de sauvegarde et elle prendra dûment en compte les observations éventuelles du Conseil à cet égard.

Article 39

Si de graves manquements ou un risque imminent de graves manquements sont constatés dans un nouvel État membre en ce qui concerne la transposition, l'état d'avancement de la mise en œuvre ou l'application des décisions-cadres ou de tout autre engagement, instrument de coopération et décision afférents à la reconnaissance mutuelle en matière pénale adoptés sur la base du titre VI du traité UE, et des directives et règlements relatifs à la reconnaissance mutuelle en matière civile adoptés sur la base du titre IV du traité CE, la Commission peut, pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent acte et à la demande motivée d'un État membre ou de sa propre initiative et après avoir consulté les États membres, prendre des mesures appropriées en précisant les conditions et les modalités de leur application.

Ces mesures peuvent prendre la forme d'une suspension temporaire de l'application des dispositions et décisions concernées dans les relations entre le nouvel État membre et un ou plusieurs autres États membres, sans que soit remise en cause la poursuite de l'étroite coopération judiciaire. La clause de sauvegarde peut être invoquée même avant l'adhésion sur la base de constatations faites dans le cadre du suivi et entrer en vigueur dès la date de l'adhésion. Les mesures sont maintenues pendant la durée strictement nécessaire et, en tout état de cause, sont levées lorsque le manquement constaté est corrigé. Elles peuvent cependant être appliquées au-delà de la période visée au premier alinéa tant que ces manquements persistent. La Commission peut, après avoir consulté les États membres, adapter les mesures arrêtées en fonction de la mesure dans laquelle le nouvel État membre corrige les manquements constatés. La Commission informera le Conseil en temps utile avant d'abroger les mesures de sauvegarde et elle prendra dûment en compte les observations éventuelles du Conseil à cet égard.

Article 40

Afin de ne pas perturber le bon fonctionnement du marché intérieur, la mise en œuvre des règles nationales des nouveaux États membres durant les périodes transitoires visées aux annexes V à XIV ne peut entraîner des contrôles aux frontières entre États membres.

Article 41

Si des mesures transitoires sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur dans les nouveaux États membres au régime résultant de l'application de la politique agricole commune dans les conditions indiquées dans le présent acte, ces mesures sont adoptées par la Commission selon la procédure visée à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre [1], ou, le cas échéant, aux articles correspondants des autres règlements portant organisation des marchés agricoles, ou selon la procédure de comitologie prévue par la législation applicable. Les mesures transitoires visées par le présent article peuvent être prises durant une période de trois ans à compter de la date de l'adhésion et ne doivent pas s'appliquer au-delà de cette période. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prolonger cette période.

Les mesures transitoires qui concernent la mise en œuvre d'instruments relevant de la politique agricole commune et qui ne sont pas mentionnées dans le présent acte, mais que l'adhésion rend nécessaires, sont adoptées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, avant l'adhésion, ou, lorsque lesdites mesures concernent des instruments adoptés initialement par la Commission, elles sont adoptées par cette dernière institution selon la procédure pertinente.

Article 42

Lorsque des mesures transitoires sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur dans les nouveaux États membres au régime résultant de la mise en œuvre des règles vétérinaires et phytosanitaires de la Communauté, ces mesures sont adoptées par la Commission selon la procédure de comitologie prévue par la législation applicable. Ces mesures sont prises durant une période de trois ans à compter de la date de l'adhésion et ne doivent pas s'appliquer au-delà de cette période.

CINQUIÈME PARTIE

LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DU PRÉSENT ACTE

TITRE I

MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES

Article 43

Le Parlement européen apporte à son règlement intérieur les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion.

Article 44

Le Conseil apporte à son règlement intérieur les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion.

Article 45

1. Tout État qui adhère à l'Union est en droit d'avoir l'un de ses nationaux comme membre de la Commission.

[1] JO L 178 du 30.6.2001, p. 1.

2. Nonobstant l'article 213, paragraphe 1, deuxième alinéa, l'article 214, paragraphe 1, premier alinéa, et l'article 214, paragraphe 2, du traité CE et l'article 126, premier alinéa, du traité Euratom:

a) un national de chaque nouvel État membre est nommé à la Commission à compter de la date d'adhésion de cet État. Les nouveaux membres de la Commission sont nommés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée et d'un commun accord avec le président de la Commission;

b) le mandat des membres de la Commission nommés conformément au point a), ainsi que ceux qui ont été nommés à partir du 23 janvier 2000, expire le 31 octobre 2004;

c) une nouvelle Commission composée d'un national de chaque État membre entre en fonction le 1er novembre 2004; le mandat des membres de cette nouvelle Commission expire le 31 octobre 2009;

d) la date du 1er novembre 2004 remplace la date du 1er janvier 2005 à l'article 4, paragraphe 1, du protocole sur l'élargissement de l'Union européenne annexé au traité UE et aux traités instituant les Communautés européennes.

3. La Commission apporte à son règlement intérieur les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion.

Article 46

1. Dix juges sont nommés à la Cour de justice et dix juges sont nommés au Tribunal de première instance.

2. a) Le mandat de cinq des juges de la Cour de justice nommés conformément au paragraphe 1 expire le 6 octobre 2006. Ces juges sont désignés par le sort. Le mandat des autres juges expire le 6 octobre 2009.

b) Le mandat de cinq des juges du Tribunal de première instance nommés conformément au paragraphe 1 expire le 31 août 2004. Ces juges sont désignés par le sort. Le mandat des autres juges expire le 31 août 2007.

3. a) La Cour de justice apporte à son règlement de procédure les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion.

b) Le Tribunal de première instance, en accord avec la Cour de justice, apporte à son règlement de procédure les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion.

c) Les règlements de procédure ainsi adaptés sont soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

4. Pour le jugement des affaires en instance devant les juridictions précitées à la date d'adhésion pour lesquelles la procédure orale a été ouverte avant cette date, la Cour en séance plénière ou les Chambres siègent dans la composition qu'elles avaient avant l'adhésion et appliquent le règlement de procédure tel qu'il était en vigueur le jour précédant la date d'adhésion.

Article 47

La Cour des comptes est complétée par la nomination de dix membres supplémentaires pour un mandat de six ans.

Article 48

Le Comité économique et social est complété par la nomination de quatre-vingt-quinze membres représentant les différentes catégories économiques et sociales de la société civile organisée des nouveaux États membres. Le mandat des membres ainsi nommés expire en même temps que celui des membres qui sont en fonction au moment de l'adhésion.

Article 49

Le Comité des régions est complété par la nomination de quatre-vingt-quinze membres représentant des instances régionales et locales des nouveaux États membres, qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue. Le mandat des membres ainsi nommés expire en même temps que celui des membres qui sont en fonction au moment de l'adhésion.

Article 50

1. Le mandat des membres actuels du Comité scientifique et technique établi par l'article 134, paragraphe 2, du traité Euratom expire à la date d'entrée en vigueur du présent acte.

2. Dès l'adhésion, le Conseil nomme les nouveaux membres du Comité scientifique et technique selon la procédure prévue à l'article 134, paragraphe 2, du traité CEEA.

Article 51

Les adaptations des statuts et des règlements intérieurs des comités institués par les traités originaires, rendues nécessaires par l'adhésion, sont effectuées dès que possible après l'adhésion.

Article 52

1. Le mandat des nouveaux membres des comités, groupes et autres organismes créés par les traités et le législateur, énumérés à l'annexe XVI, expire en même temps que celui des membres qui sont en fonction au moment de l'adhésion.

2. Le mandat des nouveaux membres des comités et groupes créés par la Commission, énumérés à l'annexe XVII, expire en même temps que celui des membres en fonction au moment de l'adhésion.

3. Lors de l'adhésion, les comités énumérés à l'annexe XVIII sont intégralement renouvelés.

TITRE II

APPLICABILITÉ DES ACTES DES INSTITUTIONS

Article 53

Dès l'adhésion, les nouveaux États membres sont considérés comme étant destinataires des directives et des décisions, au sens de l'article 249 du traité CE et de l'article 161 du traité CEEA, pour autant que ces directives et décisions aient été adressées à tous les États membres actuels. Sauf en ce qui concerne les directives et les décisions qui entrent en vigueur en vertu de l'article 254, paragraphes 1 et 2, du traité CE, les nouveaux États membres sont considérés comme ayant reçu notification de ces directives et décisions au moment de l'adhésion.

Article 54

Les nouveaux États membres mettent en vigueur les mesures qui leur sont nécessaires pour se conformer, dès l'adhésion, aux dispositions des directives et des décisions au sens de l'article 249 du traité CE et de l'article 161 du traité CEEA, à moins qu'un autre délai ne soit prévu dans les annexes visées à l'article 24, ou dans d'autres dispositions du présent acte ou de ses annexes.

Article 55

Sur demande dûment motivée de l'un des nouveaux États membres, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut, avant le 1er mai 2004, arrêter des mesures consistant en des dérogations temporaires aux actes des institutions adoptés entre le 1er novembre 2002 et la date de signature du traité d'adhésion.

Article 56

Sauf s'il en est disposé autrement, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, arrête les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions figurant dans les annexes II, III et IV visées aux articles 20, 21 et 22 du présent acte.

Article 57

1. Lorsque les actes des institutions doivent, avant l'adhésion, être adaptés du fait de l'adhésion et que les adaptations nécessaires n'ont pas été prévues dans le présent acte ou ses annexes, ces adaptations sont effectuées selon la procédure prévue au paragraphe 2. Ces adaptations entrent en vigueur dès l'adhésion.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, ou la Commission, selon que les actes initiaux ont été adoptés par l'une ou l'autre de ces deux institutions, établit à cette fin les textes nécessaires.

Article 58

Les textes des actes des institutions et de la Banque centrale européenne adoptés avant l'adhésion et qui ont été établis par le Conseil, la Commission ou la Banque centrale européenne en langue tchèque, estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque et slovène font foi, dès l'adhésion, dans les mêmes conditions que les textes établis dans les onze langues actuelles. Ils sont publiés au *Journal officiel de l'Union européenne* dans les cas où les textes dans les langues actuelles ont fait l'objet d'une telle publication.

Article 59

Les dispositions législatives, réglementaires et administratives destinées à assurer, sur le territoire des nouveaux États membres, la protection sanitaire des populations et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes sont, conformément à l'article 33 du traité CEEA, communiquées par ces États à la Commission dans un délai de trois mois à compter de l'adhésion.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 60

Les annexes I à XVIII, leurs appendices et les protocoles 1 à 10 joints au présent acte en font partie intégrante.

Article 61

Le gouvernement de la République italienne remet aux gouvernements des nouveaux États membres une copie certifiée conforme du traité sur l'Union européenne, du traité instituant la Communauté européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que des traités qui les ont modifiés ou complétés, y compris le traité relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le traité relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique de la République hellénique, le traité relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, ainsi que le traité relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise.

Les textes de ces traités, établis en langue tchèque, estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque et slovène, sont annexés au présent acte. Ces textes font foi dans les mêmes conditions que les textes des traités visés au premier alinéa, établis dans les langues actuelles.

Article 62

Une copie certifiée conforme des accords internationaux déposés dans les archives du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne est remise aux gouvernements des nouveaux États membres par les soins du Secrétaire général.

ANNEXE I

Liste des dispositions de l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne et les actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent, qui sont contraignantes et applicables dans les nouveaux États membres dès l'adhésion (visées à l'article 3 du traité d'adhésion)

1. L'accord entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985 ([1]).

2. Les dispositions ci-après de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernement des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990 ([2]), l'acte final de cette convention et les déclarations qui s'y rapportent, tels que modifiés par certains des actes énumérés au paragraphe 7 ci-après:

l'article 1er dans la mesure où il se rapporte aux dispositions du présent paragraphe; les articles 3 à 7, sauf l'article 5, paragraphe 1, point d); l'article 13; les articles 26 et 27; l'article 39; les articles 44 à 59; les articles 61 à 63; les articles 65 à 69; les articles 71 à 73; les articles 75 et 76; l'article 82; l'article 91; les articles 126 à 130 dans la mesure où ils se rapportent aux dispositions du présent paragraphe; et l'article 136; les déclarations communes 1 et 3 de l'acte final.

3. Les dispositions ci-après des accords d'adhésion à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, leurs actes finals et les déclarations qui s'y rapportent, tels que modifiés par certains des actes énumérés au paragraphe 7 ci-après:

a) l'accord d'adhésion de la République italienne signé le 27 novembre 1990:

   — l'article 4;

   — la déclaration commune 1 de la deuxième partie de l'acte final;

b) l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne signé le 25 juin 1991:

   — l'article 4;

   — la déclaration commune 1 de la deuxième partie de l'acte final; et

   — la déclaration 2 de la troisième partie de l'acte final;

c) l'accord d'adhésion de la République portugaise signé le 25 juin 1991:

   — les articles 4, 5 et 6;

   — la déclaration commune 1 de la deuxième partie de l'acte final;

d) l'accord d'adhésion de la République hellénique signé le 6 novembre 1992:

   — les articles 3, 4 et 5;

   — la déclaration commune 1 de la deuxième partie de l'acte final; et

   — la déclaration 2 de la troisième partie de l'acte final;

e) l'accord d'adhésion de la République d'Autriche signé le 28 avril 1995:

   — l'article 4;

   — la déclaration commune 1 de la deuxième partie de l'acte final;

f) l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark signé le 19 décembre 1996:

   — l'article 4, l'article 5, paragraphe 2, et l'article 6;

   — les déclarations communes 1 et 3 de la deuxième partie de l'acte final;

g) l'accord d'adhésion de la République de Finlande signé le 19 décembre 1996:

   — les articles 4 et 5;

   — les déclarations communes 1 et 3 de la deuxième partie de l'acte final;

   — la déclaration du gouvernement de la République de Finlande de la troisième partie de l'acte final, relative aux îles Åland;

h) l'accord d'adhésion du Royaume de Suède signé le 19 décembre 1996:

   — les articles 4 et 5;

   — les déclarations communes 1 et 3 de la deuxième partie de l'acte final.

4. Les dispositions ci-après des décisions du comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, telles qu'elles ont été modifiées par certains des actes énumérés au paragraphe 7 ci-après:

SCH/Com-ex (93) 10 Décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant les déclarations des ministres et secrétaires d'État

SCH/Com-ex (93) 14 Décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant l'amélioration dans la pratique de la coopération judiciaire en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants

SCH/Com-ex (93) 22 rév. Décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant la confidentialité de certains documents

([1]) JO L 239 du 22.9.2000, p. 13.
([2]) JO L 239 du 22.9.2000, p. 19.

SCH/Com-ex (94) 16 rév. Décision du comité exécutif du 21 novembre 1994 concernant l'acquisition de timbres communs d'entrée et de sortie

SCH/Com-ex (94) 28 rév. Décision du comité exécutif du 22 décembre 1994 concernant le certificat prévu à l'article 75 pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes

SCH/Com-ex (94) 29 rév. 2 Décision du comité exécutif du 22 décembre 1994 relative à la mise en vigueur de la convention d'application de l'accord de Schengen, du 19 juin 1990

SCH/Com-ex (95) 21 Décision du comité exécutif du 20 décembre 1995 concernant un échange rapide entre les États Schengen de données statistiques et concrètes sur d'éventuels dysfonctionnements aux frontières extérieures

SCH/Com-ex (98) 1 rév. 2 Décision du comité exécutif du 21 avril 1998 concernant le rapport d'activité de la task-force, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus

SCH/Com-ex (98) 17 Décision du comité exécutif du 23 juin 1998 concernant la confidentialité de certains documents

SCH/ Com-ex (98) 26 déf. Décision du comité exécutif du 16 septembre 1998 concernant la création d'une commission permanente d'évaluation et d'application de Schengen

SCH/Com-ex (98) 35 rév. 2 Décision du comité exécutif du 16 septembre 1998 concernant la transmission du Manuel commun aux candidats à l'adhésion à l'UE

SCH/Com-ex (98) 37 déf. 2 Décision du comité exécutif du 27 octobre 1998 concernant l'adoption des mesures visant à lutter contre l'immigration clandestine, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus

SCH/Com-ex (98) 51 rév. 3 Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant la coopération policière transfrontalière en matière de prévention et de recherche de faits punissables

SCH/Com-ex (98) 52 Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant le mémento de coopération policière transfrontalière, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus

SCH/Com-ex (98) 57 Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant l'introduction d'un formulaire harmonisé pour les déclarations d'invitation, les déclarations/engagements de prise en charge ou les attestations d'accueil

SCH/Com-ex (98) 59 rév. Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant une intervention coordonnée de conseillers en matière de documents

SCH/Com-ex (99) 1 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les normes Schengen en matière de stupéfiants

SCH/Com-ex (99) 6 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant l'acquis Schengen en matière de télécommunications

SCH/Com-ex (99) 7 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les fonctionnaires de liaison

SCH/Com-ex (99) 8 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les principes généraux de rémunération des informateurs et indicateurs

SCH/Com-ex (99) 10 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant le trafic illicite d'armes

SCH/Com-ex (99) 13 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les versions définitives du Manuel commun et des Instructions consulaires communes:

— annexes 1, 2, 3, 7, 8 et 15 des Instructions consulaires communes;

— le Manuel commun, dans la mesure où il se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, y compris les annexes 1, 5, 5a), 6, 10 et 13

SCH/Com-ex (99) 18 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant l'amélioration de la coopération policière en matière de prévention et de recherche de faits punissables.

5. Les déclarations ci-après du comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, dans la mesure où elles se rapportent aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus:

SCH/Com-ex (96) décl. 6 rév. 2 Déclaration du comité exécutif du 26 juin 1996 concernant l'extradition

SCH/Com-ex (97) décl. 13 rév. 2 Déclaration du comité exécutif du 9 février 1998 concernant l'enlèvement de mineurs.

6. Les décisions ci-après du groupe central institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, dans la mesure où elles se rapportent aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus:

SCH/C (98) 117 Décision du groupe central du 27 octobre 1998 concernant l'adoption des mesures visant à lutter contre l'immigration clandestine

SCH/C (99) 25 Décision du groupe central du 22 mars 1999 concernant les principes généraux de rémunération des informateurs et indicateurs.

7. Les actes ci-après qui sont fondés sur l'acquis de Schengen ou qui s'y rapportent:

Règlement (CE) n° 1683/95 du Conseil du 29 mai 1995 établissant un modèle type de visa (JO L 164 du 14.7.1995, p. 1)

Décision 1999/307/CE du Conseil du 1er mai 1999 fixant les modalités de l'intégration du secrétariat de Schengen au secrétariat général du Conseil (JO L 119 du 7.5.1999, p. 49)

Décision 1999/435/CE du Conseil du 20 mai 1999 relative à la définition de l'acquis de Schengen en vue de déterminer, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions qui constituent l'acquis (JO L 176 du 10.7.1999, p. 1)

Décision 1999/436/CE du Conseil du 20 mai 1999 déterminant, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions constituant l'acquis de Schengen (JO L 176 du 10.7.1999, p. 17)

Décision 1999/437/CE du Conseil du 17 mai 1999 relative à certaines modalités d'application de l'accord conclu par le Conseil de l'Union européenne et la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces États à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (JO L 176 du 10.7.1999, p. 31)

Décision 1999/848/CE du Conseil du 13 décembre 1999 relative à la pleine mise en vigueur de l'acquis Schengen en Grèce (JO L 327 du 21.12.1999, p. 58)

Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43)

Décision 2000/586/JAI du Conseil du 28 septembre 2000 établissant une procédure pour la modification de l'article 40, paragraphes 4 et 5, de l'article 41, paragraphe 7, et de l'article 65, paragraphe 2, de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières extérieures communes (JO L 248 du 3.10.2000, p. 1)

Décision 2000/751/CE du Conseil du 30 novembre 2000 portant sur la déclassification de certaines parties du Manuel commun adopté par le comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (JO L 303 du 2.12.2000, p. 29)

Décision 2000/777/CE du Conseil du 1er décembre 2000 relative à la mise en application de l'acquis de Schengen au Danemark, en Finlande et en Suède, ainsi qu'en Islande et en Norvège (JO L 309 du 9.10.2000, p. 24)

Règlement (CE) nº 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation (JO L 81 du 21.3.2001, p. 1)

Règlement (CE) nº 789/2001 du Conseil du 24 avril 2001 réservant au Conseil des pouvoirs d'exécution en ce qui concerne certaines dispositions détaillées et modalités pratiques relatives à l'examen des demandes de visa (JO L 116 du 26.4.2001, p. 2).

Règlement (CE) nº 790/2001 du Conseil du 24 avril 2001 réservant au Conseil des pouvoirs d'exécution en ce qui concerne certaines dispositions détaillées et modalités pratiques relatives à la mise en œuvre du contrôle et de la surveillance des frontières (JO L 116 du 26.4.2001, p. 5)

Décision 2001/329/CE du Conseil du 24 avril 2001 relative à la mise à jour de la partie VI et des annexes 3, 6 et 13 des instructions consulaires communes ainsi que des annexes 5a), 6a) et 8 du Manuel commun (JO L 116 du 26.4.2001, p. 32), dans la mesure où elle se rapporte aux instructions consulaires communes et à l'annexe 5a) du Manuel commun

Directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (JO L 187 du 10.7.2001, p. 45)

Décision 2001/886/JAI du Conseil du 6 décembre 2001 relative au développement du système d'information de Schengen de deuxième génération (SIS II) (JO L 328 du 13.12.2001, p. 1)

Règlement (CE) nº 2414/2001 du Conseil du 7 décembre 2001 modifiant le règlement (CE) nº 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation (JO L 327 du 12.12.2001, p. 1)

Règlement (CE) nº 2424/2001 du Conseil du 6 décembre 2001 relatif au développement du système d'information de Schengen de deuxième génération (SIS II) (JO L 328 du 13.12.2001, p. 4)

Règlement (CE) nº 333/2002 du Conseil du 18 février 2002 établissant un modèle uniforme de feuillet pour l'apposition d'un visa délivré par les États membres aux titulaires d'un document de voyage non reconnu par l'État membre qui établit le feuillet (JO L 53 du 23.2.2002, p. 4)

Règlement (CE) nº 334/2002 du Conseil du 18 février 2002 modifiant le règlement (CE) nº 1683/95 établissant un modèle type de visa (JO L 53 du 23.2.2002, p. 7)

Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20)

Décision 2002/352/CE du Conseil du 25 avril 2002 concernant la révision du Manuel commun (JO L 123 du 9.5.2002, p. 47)

Décision 2002/353/CE du Conseil du 25 avril 2002 portant sur la déclassification de la deuxième partie du Manuel commun adopté par le comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (JO L 123 du 9.5.2002, p. 49)

Règlement (CE) nº 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers (JO L 157 du 15.6.2002, p. 1)

Décision 2002/587/CE du Conseil du 12 juillet 2002 concernant la révision du Manuel commun (JO L 187 du 16.7.2002, p. 50)

Décision-cadre 2002/946/JAI du Conseil du 28 novembre 2002 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (JO L 328 du 5.12.2002, p. 1)

Directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (JO L 328 du 5.12.2002, p. 17).

ANNEXE II

Liste visée à l'article 20 de l'acte d'adhésion

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

A. VÉHICULES À MOTEUR

1. 31970 L 0156: Directive 70/156/CEE du Conseil du 6 février 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 42 du 23.2.1970, p. 1), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31978 L 0315: Directive 78/315/CEE du Conseil du 21.12.1977 (JO L 81 du 28.3.1978, p. 1),

— 31978 L 0547: Directive 78/547/CEE du Conseil du 12.6.1978 (JO L 168 du 26.6.1978, p. 39),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31980 L 1267: Directive 80/1267/CEE du Conseil du 16.12.1980 (JO L 375 du 31.12.1980, p. 34),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0358: Directive 87/358/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 51),

— 31987 L 0403: Directive 87/403/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 220 du 8.8.1987, p. 44),

— 31992 L 0053: Directive 92/53/CEE du Conseil du 18.6.1992 (JO L 225 du 10.8.1992, p. 1),

— 31993 L 0081: Directive 93/81/CEE de la Commission du 29.9.1993 (JO L 264 du 23.10.1993, p. 49),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0054: Directive 95/54/CE de la Commission du 31.10.1995 (JO L 266 du 8.11.1995, p. 1),

— 31996 L 0027: Directive 96/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 20.5.1996 (JO L 169 du 8.7.1996, p. 1),

— 31996 L 0079: Directive 96/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 16.12.1996 (JO L 18 du 21.1.1997, p. 7),

— 31997 L 0027: Directive 97/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.7.1997 (JO L 233 du 25.8.1997, p. 1),

— 31998 L 0014: Directive 98/14/CE de la Commission du 6.2.1998 (JO L 91 du 25.3.1998, p. 1),

— 31998 L 0091: Directive 98/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.12.1998 (JO L 11 du 16.1.1999, p. 25),

— 32000 L 0040: Directive 2000/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 26.6.2000 (JO L 203 du 10.8.2000, p. 9),

— 32001 L 0056: Directive 2001/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.9.2001 (JO L 292 du 9.11.2001, p. 21),

— 32001 L 0085: Directive 2001/85/CE du Parlement européen et du Conseil du 20.11.2001 (JO L 42 du 13.2.2002, p. 1),

— 32001 L 0092: Directive 2001/92/CE de la Commission du 30.10.2001 (JO L 291 du 8.11.2001, p. 24),

— 32001 L 0116: Directive 2001/116/CE de la Commission du 20.12.2001 (JO L 18 du 21.1.2002, p. 1).

a) À l'annexe VII, la liste de la section 1 est remplacée par la liste suivante:

«1 pour l'Allemagne;

2 pour la France;

3 pour l'Italie;

4 pour les Pays-Bas;

5 pour la Suède;

6 pour la Belgique;

7 pour la Hongrie;

8 pour la République tchèque;

9 pour l'Espagne;

11 pour le Royaume-Uni;

12 pour l'Autriche;

13 pour le Luxembourg;

17 pour la Finlande;

18 pour le Danemark;

20 pour la Pologne;

21 pour le Portugal;

23 pour la Grèce;

24 pour l'Irlande;

26 pour la Slovénie;

27 pour la Slovaquie;

29 pour l'Estonie;

32 pour la Lettonie;

36 pour la Lituanie;

CY pour Chypre;

MT pour Malte».

b) À l'annexe IX, le point 47 de la partie 1, page 2, et de la partie II, page 2, est remplacé par le texte suivant:

«47. Chevaux fiscaux ou numéro(s) de code nationaux, s'il y a lieu:

Belgique:	République tchèque:	Danemark: .....
Allemagne:	Estonie:	Grèce: .....
Espagne:	France:	Irlande: .....
Italie:	Chypre:	Lettonie: .....
Lituanie:	Luxembourg:	Hongrie: .....
Malte:	Pays-Bas:	Autriche: .....
Pologne:	Portugal:	Slovénie: .....
Slovaquie:	Finlande:	Suède: .....
Royaume-Uni:		

».

2. 31970 L 0157: Directive 70/157/CEE du Conseil du 6 février 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement des véhicules à moteur (JO L 42 du 23.2.1970, p. 16), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31973 L 0350: Directive 73/350/CEE de la Commission du 7.11.1973 (JO L 321 du 22.11.1973, p. 33),

— 31977 L 0212: Directive 77/212/CEE du Conseil du 8.3.1977 (JO L 66 du 12.3.1977, p. 33),

— 31981 L 0334: Directive 81/334/CEE de la Commission du 13.4.1981 (JO L 131 du 18.5.1981, p. 6),

— 31984 L 0372: Directive 84/372/CEE de la Commission du 3.7.1984 (JO L 196 du 26.7.1984, p. 47),

— 31984 L 0424: Directive 84/424/CEE du Conseil du 3.9.1984 (JO L 238 du 6.9.1984, p. 31),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31992 L 0097: Directive 92/97/CEE du Conseil du 10.11.1992 (JO L 371 du 19.12.1992, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31996 L 0020: Directive 96/20/CE de la Commission du 27.3.1996 (JO L 92 du 13.4.1996, p. 23),

— 31999 L 0101: Directive 1999/101/CE de la Commission du 15.12.1999 (JO L 334 du 28.12.1999, p. 41).

À l'annexe II, le texte suivant est ajouté au point 4.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

3. 31970 L 0220: Directive 70/220/CEE du Conseil du 20 mars 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules à moteur (JO L 76 du 6.4.1970, p. 1), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31974 L 0290: Directive 74/290/CEE du Conseil du 28.5.1974 (JO L 159 du 15.6.1974, p. 61),

— 31977 L 0102: Directive 77/102/CEE de la Commission du 30.11.1976 (JO L 32 du 3.2.1977, p. 32),

— 31978 L 0665: Directive 78/665/CEE de la Commission du 14.7.1978 (JO L 223 du 14.8.1978, p. 48),

— 31983 L 0351: Directive 83/351/CEE du Conseil du 16.6.1983 (JO L 197 du 20.7.1983, p. 1),

— 31988 L 0076: Directive 88/76/CEE du Conseil du 3.12.1987 (JO L 36 du 9.2.1988, p. 1),

— 31988 L 0436: Directive 88/436/CEE du Conseil du 16.6.1988 (JO L 214 du 6.8.1988, p. 1),

— 31989 L 0458: Directive 89/458/CEE du Conseil du 18.7.1989 (JO L 226 du 3.8.1989, p. 1),

— 31989 L 0491: Directive 89/491/CEE de la Commission du 17.7.1989 (JO L 238 du 15.8.1989, p. 43),

— 31991 L 0441: Directive 91/441/CEE du Conseil du 26.6.1991 (JO L 242 du 30.8.1991, p. 1),

— 31993 L 0059: Directive 93/59/CEE du Conseil du 28.6.1993 (JO L 186 du 28.7.1993, p. 21),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 L 0012: Directive 94/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.3.1994 (JO L 100 du 19.4.1994, p. 42),

— 31996 L 0044: Directive 96/44/CE de la Commission du 1.7.1996 (JO L 210 du 20.8.1996, p. 25),

— 31996 L 0069: Directive 96/69/CE du Parlement européen et du Conseil du 8.10.1996 (JO L 282 du 1.11.1996, p. 64),

— 31998 L 0069: Directive 98/69/CE du Parlement européen et du Conseil du 13.10.1998 (JO L 350 du 28.12.1998, p. 1),

— 31998 L 0077: Directive 98/77/CE de la Commission du 2.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 34),

— 31999 L 0102: Directive 1999/102/CE de la Commission du 15.12.1999 (JO L 334 du 28.12.1999, p. 43),

— 32001 L 0001: Directive 2001/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.1.2001 (JO L 35 du 6.2.2001, p. 34),

— 32001 L 0100: Directive 2001/100/CE du Parlement européen et du Conseil du 7.12.2001 (JO L 16 du 18.1.2002, p. 32).

— 32002 L 0080: Directive 2002/80/CE de la Commission du 3.10.2002 (JO L 291 du 28.10.2002, p. 20).

À l'annexe XIII, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 5.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

4. 31970 L 0221: Directive 70/221/CEE du Conseil du 20 mars 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux réservoirs de carburant liquide et aux dispositifs de protection arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 76 du 6.4.1970, p. 23), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31979 L 0490: Directive 79/490/CEE de la Commission du 18.4.1979 (JO L 128 du 26.5.1979, p. 22),

— 31997 L 0019: Directive 97/19/CE de la Commission du 18.4.1997 (JO L 125 du 16.5.1997, p. 1),

— 32000 L 0008: Directive 2000/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 20.3.2000 (JO L 106 du 3.5.2000, p. 7).

À l'annexe II, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 6.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

5. 31970 L 0388: Directive 70/388/CEE du Conseil du 27 juillet 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'avertisseur acoustique des véhicules à moteur (JO L 176 du 10.8.1970, p. 12), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe I, le texte entre parenthèses au point 1.4.1 est complété par les mentions suivantes:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

6. 31971 L 0127: Directive 71/127/CEE du Conseil du 1er mars 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux rétroviseurs des véhicules à moteur (JO L 68 du 22.3.1971, p. 1), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31979 L 0795: Directive 79/795/CEE de la Commission du 20.7.1979 (JO L 239 du 22.9.1979, p. 1),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31985 L 0205: Directive 85/205/CEE de la Commission du 18.2.1985 (JO L 90 du 29.3.1985, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31986 L 0562: Directive 86/562/CEE de la Commission du 6.11.1986 (JO L 327 du 22.11.1986, p. 49),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31988 L 0321: Directive 88/321/CEE de la Commission du 16.5.1988 (JO L 147 du 14.6.1988, p. 77),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'appendice 2 de l'annexe II, l'énumération des numéros/lettres distinctifs au point 4.2 est complétée par les mentions suivantes:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

7. 31971 L 0320: Directive 71/320/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 202 du 6.9.1971, p. 37), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14), (JO L 73, 27.3.1972, p. 14),

— 31974 L 0132: Directive 74/132/CEE de la Commission du 11.2.1974 (JO L 74 du 19.3.1974, p. 7),

— 31975 L 0524: Directive 75/524/CEE de la Commission du 25.7.1975 (JO L 236 du 8.9.1975, p. 3),

— 31979 L 0489: Directive 79/489/CEE de la Commission du 18.4.1979 (JO L 128 du 26.5.1979, p. 12),

— 31985 L 0647: Directive 85/647/CEE de la Commission du 23.12.1985 (JO L 380 du 31.12.1985, p. 1),

— 31988 L 0194: Directive 88/194/CEE de la Commission du 24.3.1988 (JO L 92 du 9.4.1988, p. 47),

— 31991 L 0422: Directive 91/422/CEE de la Commission du 15.7.1991 (JO L 233 du 22.8.1991, p. 21),

— 31998 L 0012: Directive 98/12/CE de la Commission du 27.1.1998 (JO L 81 du, 18.3.1998, p. 1).

À l'annexe XV, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 4.4.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

8. 31972 L 0245: Directive 72/245/CEE du Conseil du 20 juin 1972 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la suppression des parasites radioélectriques produits par les moteurs à allumage commandé équipant les véhicules à moteur (JO L 152 du 6.7.1972, p. 15), modifiée par:

— 31989 L 0491: Directive 89/491/CEE de la Commission du 17.7.1989 (JO L 238 du 15.8.1989, p. 43),

— 31995 L 0054: Directive 95/54/CE de la Commission du 31.10.1995 (JO L 266 du 8.11.1995, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 5.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

9. 31974 L 0061: Directive 74/61/CEE du Conseil, du 17 décembre 1973, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs de protection contre une utilisation non autorisée des véhicules à moteur (JO L 38 du 11.2.1974, p. 22), modifiée par:

— 31995 L 0056: Directive 95/56/CE, Euratom de la Commission du 8.11.1995 (JO L 286 du 29.11.1995, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 5.1.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

10. 31974 L 0150: Directive 74/150/CEE du Conseil, du 4 mars 1974, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (JO L 84 du 28.3.1974, p. 10), modifiée par:

— 31979 L 0694: Directive 79/694/CEE du Conseil du 24.7.1979 (JO L 205 du 13.8.1979, p. 17),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31982 L 0890: Directive 82/890/CEE du Conseil du 17.12.1982 (JO L 378 du 31.12.1982, p. 45),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31988 L 0297: Directive 88/297/CEE du Conseil du 3.5.1988 (JO L 126 du 20.5.1988, p. 52),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0054: Directive 97/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.9.1997 (JO L 277 du 10.10.1997, p. 24),

— 32000 L 0002: Directive 2000/2/CE de la Commission du 14.1.2000 (JO L 21 du 26.1.2000, p. 23),

— 32000 L 0025: Directive 2000/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.5.2000 (JO L 173 du 12.7.2000, p. 1),

— 32001 L 0003: Directive 2001/3/CE de la Commission du 8.1.2001 (JO L 28, 30.1.2001, p. 1).

a) À l'article 2, point a), les tirets suivants sont ajoutés:

«— "vnitrostátní schválení typu" dans la législation tchèque,

— "riiklik tüübikinnitus" dans la législation estonienne,

— "Έγκριση Τύπου" dans la législation chypriote,

— "Tipa apstiprināšana" dans la législation lettone,

— "tipo patvirtinimas" dans la législation lituanienne,

— "típusjóváhagyás" dans la législation hongroise,

— "tip approvat" dans la législation maltaise,

— "homologacja typu pojazdu" dans la législation polonaise,

— "homologacija" dans la législation slovène,

— "typové schválenie" dans la législation slovaque.».

b) À l'annexe II, les mentions suivantes sont ajoutées à la liste du chapitre C, partie II, appendice 1, section 1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

c) À l'annexe III, partie 1, le point 16 est remplacé par le texte suivant:

«16. CHEVAUX FISCAUX OU CLASSE(S)

— Italie:	— France:	— Espagne: .....
— Belgique:	— Allemagne:	— Luxembourg: .....
— Danemark:	— Pays-Bas:	— Grèce: .....
— Royaume-Uni: .	— Irlande:	— Portugal: .....
— Autriche:	— Finlande:	— Suède: .....
— République tchèque	— Estonie:	— Chypre: .....
— Lettonie:	— Lituanie:	— Hongrie: .....
— Malte:	— Pologne:	— Slovénie: .....
— Slovaquie: .....».		

11. 31974 L 0408: Directive 74/408/CEE du Conseil, du 22 juillet 1974, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'aménagement intérieur des véhicules à moteur (résistance des sièges et de leur ancrage) (JO L 221 DU 12.8.1974, p. 1), modifiée par:

— 31981 L 0577: Directive 81/577/CEE DU Conseil du 20.7.1981 (JO L 209 du 29.7.1981, p. 34),

— 31996 L 0037: Directive 96/37/CE de la Commission du 17.6.1996 (JO L 186 du 25.7.1996, p. 28).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 6.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

12. 31974 L 0483: Directive 74/483/CEE du Conseil du 17 septembre 1974 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux saillies extérieures des véhicules à moteur (JO L 266, 2.10.1974, p. 4), modifiée par:

— 31979 L 0488: Directive 79/488/CEE de la Commission du 18.4.1979 (JO L 128 du 26.5.1979, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 3.2.2.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

13. 31975 L 0322: Directive 75/322/CEE du Conseil du 20 mai 1975 relative à la suppression des parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les tracteurs agricoles ou forestiers (JO L 147 du 9.6.1975, p. 28), modifiée par:

— 31982 L 0890: Directive 82/890/CEE du Conseil du 17.12.1982 (JO L 378, 31.12.1982, p. 45),

— 31997 L 0054: Directive 97/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.9.1997 (JO L 277 du 10.10.1997, p. 24),

— 32000 L 0002: Directive 2000/2/CE de la Commission du 14.1.2000 (JO L 21 du 26.1.2000, p. 23),

— 32001 L 0003: Directive 2001/3/CE de la Commission du 8.1.2001 (JO L 28 du 30.1.2001, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées au point 5.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

14. 31976 L 0114: Directive 76/114/CEE du Conseil du 18 décembre 1975 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux plaques et inscriptions réglementaires, ainsi qu'à leurs emplacement et modes d'apposition en ce qui concerne les véhicules à moteur et leurs remorques (JO L 24 du 30.1.1976, p. 1), modifiée par:

— 31978 L 0507: Directive 78/507/CEE de la Commission du 19.5.1978 (JO L 155 du 13.6.1978, p. 31),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe, les mentions suivantes sont ajoutées au texte entre parenthèses du point 2.1.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

15. 31976 L 0757: Directive 76/757/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux catadioptres des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 262 du 27.9.1976, p. 32), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0029: Directive 97/29/CE de la Commission du 11.6.1997 (JO L 171 du 30.6.1997, p. 11).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées au texte du point 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie».

16. 31976 L 0758: Directive 76/758/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux d'encombrement, aux feux de position avant, aux feux de position arrière, aux feux stop, aux feux de circulation diurne et aux feux de position latéraux des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 262 du 27.9.1976, p. 54), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31989 L 0516: Directive 89/516/CEE de la Commission du 1.8.1989 (JO L 265 du 12.9.1989, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0030: Directive 97/30/CE de la Commission du 11.6.1997 (JO L 171 du 30.6.1997, p. 25).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées au point 5.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

17. 31976 L 0759: Directive 76/759/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux indicateurs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 262 du 27.9.1976, p. 71), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31989 L 0277: Directive 89/277/CEE de la Commission du 28.3.1989 (JO L 109 du 20.4.1989, p. 25),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0015: Directive 1999/15/CE de la Commission du 16.3.1999 (JO L 97 du 12.4.1999, p. 14).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées au point 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

18. 31976 L 0760: Directive 76/760/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs d'éclairage de la plaque d'immatriculation arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 262 du 27.9.1976, p. 85), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0031: Directive 97/31/CE de la Commission du 11.6.1997 (JO L 171 du 30.6.1997, p. 49.

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées au point 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

19. 31976 L 0761: Directive 76/761/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux projecteurs pour véhicules à moteur assurant la fonction de feux de route et/ou de feux de croisement, ainsi qu'aux sources lumineuses (lampes à incandescence et autres) destinées à être utilisées dans les feux homologués des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 262 du 27.9.1976, p. 96), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31989 L 0517: Directive 89/517/CEE de la Commission du 1.8.1989 (JO L 265 du 12.9.1989, p. 15),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0017: Directive 1999/17/CE de la Commission du 18.3.1999 (JO L 97 du 12.4.1999, p. 45).

À l'annexe I, la liste de chacun des points 5.2.1 et 6.2.1 est remplacée par la liste suivante:

« 1 pour l'Allemagne

2 pour la France

3 pour l'Italie

4 pour les Pays-Bas

5 pour la Suède

6 pour la Belgique

7 pour la Hongrie

8 pour la République tchèque

9 pour l'Espagne

11 pour le Royaume-Uni

12 pour l'Autriche

13 pour le Luxembourg

17 pour la Finlande

18 pour le Danemark

20 pour la Pologne

21 pour le Portugal

23 pour la Grèce

24 pour l'Irlande

26 pour la Slovénie

27 pour la Slovaquie

29 pour l'Estonie

32 pour la Lettonie

36 pour la Lituanie

CY pour Chypre

MT pour Malte».

20. 31976 L 0762: Directive 76/762/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux-brouillard avant des véhicules à moteur ainsi qu'aux lampes pour ces feux (JO L 262 du 27.9.1976, p. 122), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0018: Directive 1999/18/CE de la Commission du 18.3.1999 (JO L 97 du 12.4.1999, p. 82).

À l'annexe I, le texte suivant est ajouté au point 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

21. 31977 L 0536: Directive 77/536/CEE du Conseil du 28 juin 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs de protection en cas de renversement des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (JO L 220 du 29.8.1977, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31989 L 0680: Directive 89/680/CEE du Conseil du 21.12.1989 (JO L 398 du 30.12.1989, p. 26),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0055: Directive 1999/55/CE de la Commission du 1.6.1999 (JO L 46 du 11.6.1999, p. 28).

À l'annexe VI, le texte suivant est ajouté:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

22. 31977 L 0538: Directive 77/538/CEE du Conseil, du 28 juin 1977, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux-brouillard arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 220 du 29.8.1977, p. 60), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31989 L 0518: Directive 89/518/CEE de la Commission du 1.8.1989 (JO L 265 du 12.9.1989, p. 24),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0014: Directive 1999/14/CE de la Commission du 16.3.1999 (JO L 97 du 12.4.1999, p. 1).

À l'annexe I, le texte suivant est ajouté au 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

23. 31977 L 0539: Directive 77/539/CEE du Conseil du 28 juin 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux de marche arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 220 du 29.8.1977, p. 72), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0032: Directive 97/32/CE de la Commission du 11.6.1997 (JO L 171 du 30.6.1997, p. 63).

À l'annexe I, le texte suivant est ajouté au 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

24. 31977 L 0540: Directive 77/540/CEE du Conseil du 28 juin 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux feux de stationnement des véhicules à moteur (JO L 220 du 29.8.1977, p. 83), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0016: Directive 1999/16/CE de la Commission du 16.3.1999 (JO L 97 du 12.4.1999, p. 33).

À l'annexe I, le texte suivant est ajouté au 4.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

25. 31977 L 0541: Directive 77/541/CEE du Conseil du 28 juin 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ceintures de sécurité et aux systèmes de retenue des véhicules à moteur (JO L 220 du 29.8.1977, p. 95), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 L 0576: Directive 81/576/CEE du Conseil du 20.7.1981 (JO L 209 du 29.7.1981, p. 32),

— 31982 L 0319: Directive 82/319/CEE de la Commission du 2.4.1982 (JO L 139 du 19.5.1982, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31990 L 0628: Directive 90/628/CEE de la Commission du 30.10.1990 (JO L 341 du 6.12.1990, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31996 L 0036: Directive 96/36/CE de la Commission du 17.6.1996 (JO L 178 du 17.7.1996, p. 15),

— 32000 L 0003: Directive 2000/3/CE de la Commission du 22.2.2000 (JO L 53 du 25.2.2000, p. 1).

À l'annexe III, le texte suivant est ajouté au 1.1.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

26. 31978 L 0318: Directive 78/318/CEE du Conseil du 21 décembre 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs d'essuie-glace et de lave-glace des véhicules à moteur (JO L 81 du 28.3.1978, p. 49), modifiée par:

— 31994 L 0068: Directive 94/68/CE de la Commission du 16.12.1994 (JO L 354 du 31.12.1994, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 7.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

27. 31978 L 0764: Directive 78/764/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au siège du conducteur des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (JO L 255 du 18.9.1978, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31982 L 0890: Directive 82/890/CEE du Conseil du 17.12.1982 (JO L 378 du 31.12.1982, p. 45),

— 31983 L 0190: Directive 83/190/CEE de la Commission du 28.3.1983 (JO L 109 du 26.4.1983, p. 13),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31988 L 0465: Directive 88/465/CEE de la Commission du 30.6.1988 (JO L 228 du 17.8.1988, p. 31),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0054: Directive 97/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.9.1997 (JO L 277 du 10.10.1997, p. 24),

— 31999 L 0057: Directive 1999/57/CE de la Commission du 7.6.1999 (JO L 148 du 15.6.1999, p. 35).

À l'annexe II, les mentions suivantes sont ajoutées au point 3.5.2.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

28. 31978 L 0932: Directive 78/932/CEE du Conseil du 16 octobre 1978 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux appuis-tête des sièges des véhicules à moteur (JO L 325 du 20.11.1978, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe VI, les mentions sont ajoutées au point 1.1.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

29. 31979 L 0622: Directive 79/622/CEE du Conseil du 25 juin 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs de protection en cas de renversement des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (essais statiques) (JO L 179, 17.7.1979, p. 1), modifiée par:

— 31982 L 0953: Directive 82/953/CEE de la Commission du 15.12.1982 (JO L 386 du 31.12.1982, p. 31),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31988 L 0413: Directive 88/413/CEE de la Commission du 22.6.1988 (JO L 200 du 26.7.1988, p. 32),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0040: Directive 1999/40/CE de la Commission du 6.5.1999 (JO L 124 du 18.5.1999, p. 11),

À l'annexe VI, le texte suivant est ajouté:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

30. 31986 L 0298: Directive 86/298/CEE du Conseil du 26 mai 1986 relative aux dispositifs de protection, montés à l'arrière, en cas de renversement des tracteurs agricoles et forestiers à roues, à voie étroite (JO L 186 du 8.7.1986, p. 26), modifiée par:

— 31989 L 0682: Directive 89/682/CEE du Conseil du 21.12.1989 (JO L 398 du 30.12.1989, p. 29),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32000 L 0019: Directive 2000/19/CE de la Commission du 13.4.2000 (JO L 94 du 14.4.2000. p. 31).

À l'annexe VI, le texte suivant est ajouté:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

31. 31987 L 0402: Directive 87/402/CEE du Conseil du 25 juin 1987 relative aux dispositifs de protection en cas de renversement, montés à l'avant des tracteurs agricoles et forestiers à roues, à voie étroite (JO L 220 du 8.8.1987, p. 1), modifiée par:

— 31989 L 0681: Directive 89/681/CEE du Conseil du 21.12.1989 (JO L 398 du 30.12.1989, p. 27),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32000 L 0022: Directive 2000/22/CE de la Commission du 28.4.2000 (JO L 107 du 4.5.2000, p. 26).

À l'annexe VII, le texte suivant est ajouté:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

32. 31988 L 0077: Directive 88/77/CEE du Conseil du 3 décembre 1987 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants provenant des moteurs Diesel destinés à la propulsion des véhicules (JO L 36 du 9.2.1988, p. 33), modifiée par:

— 31991 L 0542: Directive 91/542/CEE du Conseil du 1.10.1991 (JO L 295 du 25.10.1991, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31996 L 0001: Directive 96/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.1.1996 (JO L 40 du 17.2.1996, p. 1),

— 31999 L 0096: Directive 1999/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 13.12.1999 (JO L 44 du 16.2.2000, p. 1),

— 32001 L 0027: Directive 2001/27/CE de la Commission du 10.4.2001 (JO L 107 du 18.4.2001, p. 10).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées à la note de bas de page relative au point 5.1.3:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

33. 31989 L 0173: Directive 89/173/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (JO L 67 du 10.3.1989, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0054: Directive 97/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.9.1997 (JO L 277 du 10.10.1997, p. 24),

— 32000 L 0001: Directive 2000/1/CE de la Commission du 14.1.2000 (JO L 21 du 26.1.2000, p. 16).

a) À l'annexe III A, les mentions suivantes sont ajoutées à la note 1 du point 5.4.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

b) À l'annexe IV, les mentions suivantes sont ajoutées au premier tiret de l'appendice 4:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

c) À l'annexe V, les mentions suivantes sont ajoutées au premier alinéa du point 2.1.3:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

34. 31991 L 0226: Directive 91/226/CEE du Conseil du 27 mars 1991 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux systèmes anti-projections de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 103 du 23.4.1991, p. 5), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe II, les mentions suivantes sont ajoutées au point 3.4.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

35. 31994 L 0020: Directive 94/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux dispositifs d'attelage mécanique des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi qu'à leur fixation à ces véhicules (JO L 195 du 29.7.1994, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées au point 3.3.4:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

36. 31995 L 0028: Directive 95/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative au comportement au feu des matériaux utilisés dans l'aménagement intérieur de certaines catégories de véhicules à moteur (JO L 281 du 23.11.1995, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées au point 6.1.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

37. 32000 L 0025: Directive 2000/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2000 relative aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants et de particules polluantes provenant des moteurs destinés à la propulsion des tracteurs agricoles ou forestiers et modifiant la directive 74/150/CEE du Conseil (JO L 173 du 12.7.2000, p. 1).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées à l'appendice 4, point 1, section 1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

38. 32000 L 0040: Directive 2000/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au dispositif de protection contre l'encastrement à l'avant des véhicules à moteur et modifiant la directive 70/156/CEE du Conseil (JO L 203 du 10.8.2000, p. 9).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la colonne sous le point 3.2:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

39. 32001 L 0056: Directive 2001/56/CE du Parlement européen et du Conseil 27 septembre 2001 concernant le chauffage de l'habitacle des véhicules à moteur et de leurs remorques, modifiant la directive 70/156/CEE du Conseil et abrogeant la directive 78/548/CEE du Conseil (JO L 292 du 9.11.2001, p. 21).

À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées à l'appendice 5, point 1.1.1:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

40. 32002 L 0024: Directive 2002/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 mars 2002 relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues et abrogeant la directive 92/61/CEE du Conseil (JO L 124 du 9.5.2002, p. 1).

a) À l'annexe IV, le point 47 de la page 2 du modèle de la partie A est remplacé par le texte suivant:

«47. Puissance fiscale ou code(s) national(aux):

Belgique:	République tchèque:	Danemark: .....
Allemagne:	Estonie:	Grèce: .....
Espagne:	France:	Irlande: .....
Italie:	Chypre:	Lettonie: .....
Lituanie:	Luxembourg:	Hongrie: .....
Malte:	Pays-Bas:	Autriche: .....
Pologne:	Portugal:	Slovénie: .....
Slovaquie:	Finlande:	Suède: .....
Royaume-Uni:		

».

b) À l'annexe V, partie A, point 1, la description suivant les termes «Section 1:» est remplacée par le texte suivant:

«une lettre "e" minuscule suivie du code (chiffre) de l'État membre qui délivre la réception:

1 pour l'Allemagne;

2 pour la France;

3 pour l'Italie;

4 pour les Pays-Bas;

5 pour la Suède;

6 pour la Belgique;

7 pour la Hongrie;

8 pour la République tchèque;

9 pour l'Espagne;

11 pour le Royaume-Uni;

12 pour l'Autriche;

13 pour le Luxembourg;

17 pour la Finlande;

18 pour le Danemark;

20 pour la Pologne;

21 pour le Portugal;

23 pour la Grèce;

24 pour l'Irlande;

26 pour la Slovénie;

27 pour la Slovaquie;

29 pour l'Estonie;

32 pour la Lettonie;

36 pour la Lituanie;

CY pour Chypre;

MT pour Malte».

c) À l'annexe V, partie B, point 1.1, le texte suivant est inséré:

«8 pour la République tchèque, 29 pour l'Estonie, CY pour Chypre, 32 pour la Lettonie, 36 pour la Lituanie, 7 pour la Hongrie, MT pour Malte, 20 pour la Pologne, 26 pour la Slovénie, 27 pour la Slovaquie.».

B. ENGRAIS

31976 L 0116: Directive 76/116/CEE du Conseil du 18 décembre 1975 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux engrais (JO L 24 du 30.1.1976, p. 21), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31988 L 0183: Directive 88/183/CEE du Conseil du 22.3.1988 (JO L 83 du 29.3.1988, p. 33),

— 31989 L 0284: Directive 89/284/CEE du Conseil du 13.4.1989 (JO L 111 du 22.4.1989, p. 34),

— 31989 L 0530: Directive 89/530/CEE du Conseil du 18.9.1989 (JO L 281 du 30.9.1989, p. 116),

— 31993 L 0069: Directive 93/69/CEE de la Commission du 23.7.1993 (JO L 185 du 28.7.1993, p. 30),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31996 L 0028: Directive 96/28/CE de la Commission du 10.5.1996 (JO L 140 du 13.6.1996, p. 30),

— 31997 L 0063: Directive 97/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 24.11.1997 (JO L 335 du 6.12.1997, p. 15),

— 31998 L 0003: Directive 98/3/CE de la Commission du 15.1.1998 (JO L 18 du 23.1.1998, p. 25),

— 31998 L 0097: Directive 98/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.12.1998 (JO L 18 du 23.1.1999, p. 60).

a) À l'annexe I, chapitre A II, colonne 6, premier paragraphe, le texte suivant est ajouté au texte entre parenthèses après «Italie»:

«République tchèque, Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovénie, Slovaquie».

b) À l'annexe I, partie B, 1, 2 et 4, colonne 9, point 3, le texte suivant est ajouté au texte entre parenthèses après «Italie»:

«République tchèque, Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovénie, Slovaquie».

C. COSMÉTIQUES

31995 L 0017: Directive 95/17/CE de la Commission du 19 juin 1995 portant modalités d'application de la directive 76/768/CEE du Conseil en ce qui concerne la non-inscription d'un ou de plusieurs ingrédients sur la liste prévue pour l'étiquetage des produits cosmétiques (JO L 140 du 23.6.1995, p. 26).

À l'annexe, les codes suivants sont ajoutés au point 2 après «15 Suède»:

«16 République tchèque

17 Estonie

18 Chypre

19 Lettonie

20 Lituanie

21 Hongrie

22 Malte

23 Pologne

24 Slovénie

25 Slovaquie.».

D. MÉTROLOGIE LÉGALE ET PRÉEMBALLAGES

1. 31971 L 0316: Directive 71/316/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique (JO L 202 du 6.9.1971, p. 1), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31972 L 0427: Directive 72/427/CEE du Conseil du 19.12.1972 (JO L 291 DU 28.12.1972, p. 156),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31983 L 0575: Directive 83/575/CEE du Conseil du 26.10.1983 (JO L 332 DU 28.11.1983, p. 43),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31987 L 0355: Directive 87/355/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 46),

— 31988 L 0665: Directive 88/665/CEE du Conseil du 21.12.1988 (JO L 382 du 31.12.1988, p. 42),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'annexe I, point 3.1, premier tiret, et à l'annexe II, point 3.1.1.1, sous a), le texte suivant est ajouté au texte entre parenthèses:

«CZ pour la République tchèque, EST pour l'Estonie, CY pour Chypre, LV pour la Lettonie, LT pour la Lituanie, H pour la Hongrie, M pour Malte, PL pour la Pologne, SI pour la Slovénie, SK pour la Slovaquie».

b) Les dessins auxquels le point 3.2.1 de l'annexe II se réfère sont complétés par les lettres nécessaires pour les signes CZ, EST, CY, LV, LT, H, M, PL, SI, SK.

2. 31971 L 0347: Directive 71/347/CEE du Conseil du 12 octobre 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au mesurage de la masse à l'hectolitre des céréales (JO L 239 du 25.10.1971, p. 1), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 1er, point a), le texte suivant est ajouté entre les parenthèses:

«EHS objemová hmotnost obilí»

«EMÜ puistemass»

«EEK tilpummasa»

«EEB hektolitro masė»

«EGK-hektolitertömeg»

«Il-massa standard tal-KEE għall-volum tal-preservar»

«gęstość zboża w stanie zsypnym EWG»

«EGS hektolitrska masa»

«EHS násypná hustota obilia».

3. 31971 L 0348: Directive 71/348/CEE du Conseil du 12 octobre 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs complémentaires pour compteurs de liquides autres que l'eau (JO L 239 du 25.10.1971, p. 9), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Au chapitre IV de l'annexe, le texte suivant est ajouté à la fin de la section 4.8.1:

«10 haléřů

1 sent estonien

1 σεντ Κύπρου

1 santīms

1 centas lituanien

1 forint hongrois

1 ċenteżmu maltais

1 grosz

1 stotin

10 halierov».

E. APPAREILS À PRESSION

31976 L 0767: Directive 76/767/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositions communes aux appareils à pression et aux méthodes de contrôle de ces appareils (JO L 262 du 27.9.1976, p. 153), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0354: Directive 87/354/CEE du Conseil du 25.6.1987 (JO L 192 du 11.7.1987, p. 43),

— 31988 L 0665: Directive 88/665/CEE du Conseil du 21.12.1988 (JO L 382 du 31.12.1988, p. 42),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe I, point 3.1, et à l'annexe II, point 3.1.1.1.1, premier tiret, le texte suivant est ajouté au texte entre parenthèses:

«CZ pour la République tchèque, EST pour l'Estonie, CY pour Chypre, LV pour la Lettonie, LT pour la Lituanie, H pour la Hongrie, M pour Malte, PL pour la Pologne, SI pour la Slovénie, SK pour la Slovaquie».

F. TEXTILES ET ARTICLES CHAUSSANTS

1. 31994 L 0011: Directive 94/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'étiquetage des matériaux utilisés dans les principaux éléments des articles chaussants proposés à la vente au consommateur (JO L 100 du 19.4.1994, p. 37).

a) À l'annexe I, point 1, lettre a), le texte suivant est ajouté après «P Parte superior»:

«CZ Vrch
EST Pealne
LV Virsa
LT Viršus
HU Felsőrész
M Wiċċ
PL Wierzch
SI Zgornji del
SK Vrch».

b) À l'annexe I, point 1, lettre b), le texte suivant est ajouté après «P Forro e Palmilha»:

«CZ Podšívka a stélka
EST Vooder ja sisetald
LV Odere un ieliekamā saistzole
LT Pamušalas ir įklotė
HU Bélés és fedőtalpbélés
M Inforra u suletta
PL Podszewka z wyściółką
SI Podloga in vložek (steljka)
SK Podšívka a stielka».

c) À l'annexe I, point 1, lettre c), le texte suivant est ajouté après «P Sola»:

«CZ Podešev
EST Välistald
LV Ārējā zole
LT Padas
HU Járótalp
M Pett ta' barra
PL Spód
SI Podplat
SK Podošva».

d) À l'annexe I, point 2, lettre a), sous i), le texte suivant est ajouté après «P Couros e peles curtidas»:

«CZ Useň
EST Nahk
LV Āda
LT Oda
HU Bőr
M Ġilda
PL Skóra
SI Usnje
SK Useň».

e) À l'annexe I, point 2, lettre a), sous ii), le texte suivant est ajouté après «P Couro revestido»:

«CZ Povrstvená useň
EST Kaetud nahk
LV Pārklāta āda
LT Padengta oda
HU Bevonatos bőr
M Ġilda miksija
PL Skóra pokryta
SI Krito usnje
SK Povrstvená useň».

f) À l'annexe I, point 2, lettre b), le texte suivant est ajouté après «P Téxteis»:

«CZ Textilie
EST Tekstiil
LV Tekstilmateriāls
LT Tekstilė
HU Textil
M Tessut
PL Materiał włókienniczy
SI Tekstil
SK Textil».

g) À l'annexe I, point 2, lettre c), le texte suivant est ajouté après «P Outros materiais»:

«CZ Ostatní materiály
EST Teised materjalid
LV Citi materiāli
LT Kitos medžiagos
HU Egyéb anyag
M Materjal ieħor
PL Inny materiał
SI Drugi materiali
SK Iný materiál'».

2. 31996 L 0074: Directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 relative aux dénominations textiles (JO L 32 du 3.2.1997, p. 38), modifiée par:

— 31997 L 0037: Directive 97/37/CE de la Commission du 19.6.1997 (JO L 169 du 27.6.1997, p. 74).

À l'article 5, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté après «ren ull»:

«— "střižní vlna",

— "uus vill",

— "élőgyapjú",

— "pirmlietojuma vilna" or "cirptā vilna",

— "natūralioji vilna",

— "élőgyapjú",

— "suf verġni",

— "żywa wełna",

— "runska volna",

— "strižná vlna".».

G. VERRE

31969 L 0493: Directive 69/493/CEE du Conseil du 15 décembre 1969 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au verre cristal (JO L 326 du 29.12.1969, p. 36), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23).

a) À l'annexe I, colonne b, point 1, le texte suivant est inséré:

«VYSOCE OLOVNATÉ KŘIŠŤÁLOVÉ SKLO 30 %,

KÕRGKVALITEETNE KRISTALL 30 %,

AUGSTĀKĀ LABUMA KRISTĀLS 30 %,

DAUGIAŠVINIS KRIŠTOLAS 30 %,

NEHÉZ ÓLOMKRISTÁLY 30 %,

KRISTALL SUPERJURI 30 %,

SZKŁO KRYSZTAŁOWE WYSOKOOŁOWIOWE 30 %,

KRISTAL Z VISOKO VSEBNOSTJO SVINCA 30 %,

VYSOKOOLOVNATÉ KRIŠTÁĽOVÉ SKLO 30 % PbO».

b) À l'annexe I, colonne b, point 2, le texte suivant est inséré:

«OLOVNATÉ KŘIŠŤÁLOVÉ SKLO 24 %,

KVALITEETKRISTALL 24 %,

SVINA KRISTĀLS 24 %,

ŠVINO KRIŠTOLAS 24 %,

ÓLOMKRISTÁLY 24 %,

KRISTALL BIĊ-ĊOMB 24 %,

SZKŁO KRYSZTAŁOWE OŁOWIOWE 24 %,

SVINČEV KRISTAL 24 %,

OLOVNATÉ KRIŠTÁĽOVÉ SKLO 24 % PbO».

c) À l'annexe I, colonne b, point 3, le texte suivant est inséré:

«KŘIŠŤÁLOVÉ SKLO KRYSTALIN,

KRISTALLIINKLAAS,

KRISTĀLSTIKLS,

KRIŠTOLAS,

KRISZTALLIN ÜVEG,

KRISTALLIN,

SZKŁO KRYSZTAŁOWE "S",

KRISTALNO STEKLO (KRISTALIN),

KRIŠTALÍN».

d) À l'annexe I, colonne b, point 4, le texte suivant est inséré:

«KŘIŠŤÁLOVÉ SKLO,

KRISTALLKLAAS,

KRISTĀLSTIKLS,

KRIŠTOLO STIKLAS,

KRISZTALLIN ÜVEG,

KRISTALLIN,

SZKŁO KRYSZTAŁOWE,

KRISTALNO STEKLO,

KRIŠTÁĽOVÉ SKLO».

H. MESURES HORIZONTALES ET DE PROCÉDURE

1. 33993 R 0339: Règlement (CE) nº 339/93 du Conseil du 8 février 1993 relatif aux contrôles de conformité des produits importés de pays tiers aux règles applicables en matière de sécurité des produits (JO L 40 du 17.12.1993, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 6, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté:

«— "Nebezpečný výrobek — propuštění do volného oběhu není povoleno — Nařízení (EHS) č. 339/93"

— "Ohtlik toode — vabasse ringlusse mitte lubatud –nõukogu määrus (EMÜ) nr 339/93"

— "Bīstama prece — izlaišana brīvā apgrozībā nav atļauta. EEK Regula Nr.339/93",

— "Pavojingas produktas — išleisti laisvai cirkuliuoti draudžiama — reglamentas (EEB) Nr. 339/93",

— "Veszélyes áru — szabad forgalomba nem bocsátható — 339/93/EGK rendelet",

— "Prodott perikoluż — ir-rilaxx għaċ-ċirkolazzjoni libera mhux awtorizzat — Regolament (KEE) Nru. 339/93",

— "Produkt niebezpieczny — niedopuszczony do obrotu — Rozporządzenie (EWG) Nr 339/93",

— "Nevaren izdelek — sprostitev v prosti promet ni dovoljena — Uredba (EGS) št. 339/93",

— "Nebezpečný výrobok — uvoľnenie do voľného obehu nie je povolené — nariadenie (EHS) č. 339/93"».

b) À l'article 6, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— "Výrobek není ve shodě — propuštění do volného oběhu není povoleno — Nařízení (EHS) č. 339/93",

— "Nõuetele mittevastav toode — vabasse ringlusse mitte lubatud — nõukogu määrus (EMÜ) nr 339/93",

— "Neatbilstoša *prece* — izlaišana brīvā apgrozībā nav atļauta. EEK Regula Nr.339/93",

— "Produktas neatitinka reikalavimų — išleisti laisvai cirkuliuoti draudžiama — Reglamentas (EEB) Nr. 339/93",

— "Nem megfelelő áru — szabad forgalomba nem bocsátható — 339/93/EGK rendelet",

— "Prodott mhux konformi — ir-rilaxx għaċ-ċirkolazzjoni libera mhux awtorizzat — Regolament (KEE) Nru. 339/93",

— "Produkt niezgodny — niedopuszczony do obrotu — Rozporządzenie (EWG) Nr 339/93",

— "Neskladen izdelek — sprostitev v prosti promet ni dovoljena — Uredba (EGS) št. 339/93",

— "Výrobok nie je v zhode — uvoľnenie do voľného obehu nie je povolené –nariadenie (EHS) č. 339/93"».

2. 31998 L 0034: Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (JO L 204 du 21.7.1998, p. 37), modifiée par:

— 31998 L 0048: Directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20.7.1998 (JO L 217 du 5.8.1998, p. 18).

L'annexe II est remplacée par le texte suivant:

«ANNEX II

ORGANES NATIONAUX DE NORMALISATION

1. BELGIQUE

IBN/BIN

Institut belge de normalisation

Belgisch Instituut voor Normalisatie

CEB/BEC

Comité électrotechnique belge

Belgisch Elektrotechnisch Comité

2. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ČSNI

Český normalizační institut

3. DANEMARK

DS

Dansk Standard

NTA

Telestyrelsen, National Telecom Agency

4. ALLEMAGNE

DIN

Deutsches Institut für Normung e.V.

DKE Deutsche Elektrotechnische Kommission im DIN und VDE

5. ESTONIE

EVS

Eesti Standardikeskus

Sideamet

6. GRÈCE

ΕΛΟΤ

Ελληνικός Οργανισμός Τυποποίησης

7. ESPAGNE

AENOR

Asociación Española de Normalización y Certificación

8. FRANCE

AFNOR

Association française de normalisation

UTE

Union technique de l'électricité — Bureau de normalisation auprès de l'AFNOR

9. IRLANDE

NSAI

National Standards Authority of Irlande

ETCI

Electrotechnical Council of Irlande

10. ITALIE

UNI ([1])

Ente nazionale italiano di unificazione

CEI ([2])

Comitato elettrotecnico italiano

11. CHYPRE

ΚΟΠΠ

Κυπριακός Οργανισμός Προώθησης Ποιότητας (l'organisation chypriote pour la promotion de la qualité)

12. LETTONIE

LVS

Latvijas Standarts

13. LITUANIE

LST

Lietuvos standartizacijos departamentas

14. LUXEMBOURG

ITM

Inspection du travail et des mines

SEE

Service de l'énergie de l'État

15. HONGRIE

MSZT

Magyar Szabványügyi Testület

16. MALTE

MSA

L-Awtorita' ta' Malta dwar l-istandards (autorité maltaise de normalisation)

17. PAYS-BAS

NNI

Nederlands Normalisatie Instituut

Nederlands Elektrotechnisch Comité

18. AUTRICHE

ÖN

Österreichisches Normungsinstitut

ÖVE

Österreichischer Verband für Elektrotechnik

19. POLOGNE

PKN

Polski Komitet Normalizacyjny

20. PORTUGAL

IPQ

Instituto Português da Qualidade

21. SLOVÉNIE

SIST

Slovenski inštitut za standardizacijo

22. SLOVAQUIE

SÚTN

Slovenský ústav technickej normalizácie

23. FINLANDE

SFS

Suomen Standardisoimisliitto SFS ry

Finlandes Standardiseringsförbund SFS rf

THK/TFC

Telehallintokeskus

Teleförvaltningscentralen

SESKO

Suomen Sähköteknillinen Standardisoimisyhdistys SESKO ry

Finlandes Elektrotekniska Standardiseringsförening SESKO rf

24. SUÈDE

SIS

Standardiseringen i Sverige

SEK

Svenska elektriska kommissionen

ITS

Informationstekniska standardiseringen

25. ROYAUME-UNI

BSI

British Standards Institution

BEC

British Electrotechnical Committee

([1]) L'UNI et le CEI, en coopération avec l'Istituto superiore delle poste e telecomunicazioni et le Ministero dell'industria, ont attribué au CONCIT (Comitato nazionale di coordinamento per le tecnologie dell'informazione) les travaux réalisés dans le cadre de l'ETSI.».

I. MARCHÉS PUBLICS

1. 31992 L 0013: Directive 92/13/CEE du Conseil du 25 février 1992 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (JO L 76 du 23.3.1992, p. 14), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe, le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Úřad pro ochranu hospodářské soutěže

ESTONIE

Riigihangete Amet (Service des marchés publics)

CHYPRE

Γενικό Λογιστήριο της Δημοκρατίας (Trésor)

LETTONIE

Iepirkumu uzraudzības birojs (Bureau de contrôle des marchés publics)

LITUANIE

Viešųjų pirkimų tarnyba prie Lietuvos Respublikos Vyriausybės (Service des marchés publics du gouvernement de la République de Lituanie)

HONGRIE

Közbeszerzések Tanácsa (Conseil des marchés publics)

MALTE

Dipartiment tal-Kuntratti fil-Ministeru tal-Finanzi

POLOGNE

Urząd Zamówień Publicznych (Service des marchés publics)

SLOVÉNIE

Državna revizijska komisija

SLOVAQUIE

Úrad pre verejné obstarávanie (Service des marchés publics)».

2. 31992 L 0050: Directive 92/50/CEE du Conseil du 18 juin 1992 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services (JO L 209 du 24.7.1992 p. 1) modifiée par:

— 31993 L 0036: Directive 93/36/CEE du Conseil du 14.6.1993 (JO L 199 du 9.8.1993, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0052: Directive 97/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 13.10.1997 (JO L 328 du 28.11.1997, p. 1),

— 32001 L 0078: Directive 2001/78/CE de la Commission du 13.9.2001 (JO L 285 du 29.10.2001, p. 1).

À l'article 30, le texte suivant est ajouté au paragraphe 3:

«— pour la République tchèque, le "obchodní rejstřík",

— pour l'Estonie, le "Keskäriregister",

— pour Chypre, l'entrepreneur peut être invité à produire un certificat du "Registrar of Companies and Official Receiver" (Έφορος Εταιρειών και Επίσημος Παραλήπτης) ou, si tel n'est pas le cas, une attestation précisant que l'intéressé a déclaré sous serment exercer la profession en question dans le pays où il s'est établi, en un lieu spécifique et sous une raison commerciale déterminée,

— pour la Lettonie, "Uzņēmumu reģistrs" ("Registre des entreprises"),

— pour la Lituanie, the "Juridinių asmenų registras",

— pour la Hongrie, "Cégnyilvántartás", "egyéni vállalkozók jegyzői nyilvántartása", certains "szakmai kamarák nyilvántartása" ou, dans le cas de certaines activités, un certificat attestant que la personne concernée est autorisée à exercer l'activité commerciale ou profession en question,

— à Malte, un soumissionnaire (ou fournisseur) établit son "numru ta' reġistrazzjoni tat- Taxxa tal- Valur Miżjud (VAT) u n- numru tal-liċenzja ta' kummerċ", et, s'il est dans un partenariat ou une société, le numéro d'enregistrement pertinent tel que délivré par l'autorité maltaise des services financiers,

— pour la Pologne, le "Krajowy Rejestr Sądowy" (Greffe national),

— pour la Slovénie, le "Sodni register" et le "obrtni register",

— pour la Slovaquie, "Obchodný register".».

3. 31993 L 0036: Directive 93/36/CEE du Conseil du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures (JO L 199 du 9.8.1993, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0052: Directive 97/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 13.10.1997 (JO L 328 du 28.11.1997, p. 1),

— 32001 L 0078: Directive 2001/78/CE de la Commission du 13.9.2001 (JO L 285 du 9.10.2001, p. 1).

a) À l'article 21, le texte suivant est ajouté au paragraphe 2:

«pour la République tchèque: "obchodní rejstřík",

pour l'Estonie: "Keskäriregister",

pour Chypre: l'entrepreneur peut être invité à produire un certificat du "Registrar of Companies and Official Receiver" (Έφορος Εταιρειών και Επίσημος Παραλήπτης) ou, si tel n'est pas le cas, une attestation précisant que l'intéressé a déclaré sous serment exercer la profession en question dans le pays où il s'est établi en un lieu spécifique et sous une raison commerciale déterminée,

pour la Lettonie: "Uzņēmumu reģistrs" ("Registre des entreprises"),

pour la Lituanie: "Juridinių asmenų registras",

pour la Hongrie: "Cégnyilvántartás", "egyéni vállalkozók jegyzői nyilvántartása"

à Malte: un soumissionnaire (ou fournisseur) établit son "numru ta"reġistrazzjoni tat- Taxxa tal- Valur Miżjud (VAT) u n- numru tal-liċenzja ta "kummerċ", et s'il s'agit d'un partenariat ou d'une société, le numéro d'enregistrement pertinent tel que décliné par l'autorité maltaise des services financiers,

pour la Pologne: "Krajowy Rejestr Sądowy",

pour la Slovénie: "Sodni register et obrtni register",

pour la Slovaquie: "Obchodný register"».

b) À l'annexe I, le titre est remplacé par le texte suivant:

«A. LISTE DES POUVOIRS ADJUDICATEURS SOUMIS À L'ACCORD DE L'OMC SUR LES MARCHÉS PUBLICS»

c) Le texte suivant est ajouté à l'annexe I:

«B. LISTE D'AUTRES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES CENTRALES

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Les pouvoirs adjudicateurs sont les suivants (liste non exhaustive):

Ministères et autres organes administratifs:

Ministerstvo dopravy (Ministère des transports)

Ministerstvo informatiky (Ministère de l'informatique)

Ministerstvo financí (Ministère des finances)

Ministerstvo kultury (Ministère de la culture)

Ministerstvo obrany (Ministère de la défense)

Ministerstvo pro místní rozvoj (Ministère pour le développement régional)

Ministerstvo práce a sociálních věcí (Ministère du travail et des affaires sociales)

Ministerstvo průmyslu a obchodu (Ministère de l'industrie et du commerce)

Ministerstvo spravedlnosti (Ministère de la justice)

Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports)

Ministerstvo vnitra (Ministère de l'intérieur)

Ministerstvo zahraničních věcí (Ministère des affaires étrangères)

Ministerstvo zdravotnictví (Ministère de la santé)

Ministerstvo zemědělství (Ministère de l'agriculture)

Ministerstvo životního prostředí (Ministère de l'environnement)

Poslanecká sněmovna PČR (Chambre des députés du Parlement de la République tchèque)

Senát PČR (Sénat du Parlement de la République tchèque)

Kancelář prezidenta (Bureau du président)

Český statistický úřad (Office statistique tchèque)

Český úřad zeměměřičský a katastrální (Office tchèque pour la prospection cartographique et le cadastre)

Úřad průmyslového vlastnictví (Office de la propriété industrielle)

Úřad pro ochranu osobních údajů (Office pour la protection des données personnelles)

Bezpečnostní informační služba — BIS (Services de sécurité de l'information)

Národní bezpečnostní úřad (Autorité nationale de la sécurité)

Česká akademie věd (Académie des sciences de la République tchèque)

Vězeňská služba (Service des prisons)

ESTONIE

1. Vabariigi Presidendi Kantselei (Bureau du Président de la République d'Estonie)
2. Eesti Vabariigi Riigikogu (Parlement de la République d'Estonie)
3. Eesti Vabariigi Riigikohus (Cour suprême de la République d'Estonie)
4. Riigikontroll (Direction nationale du contrôle de la gestion publique de la République d'Estonie)
5. Õiguskantsler (Chancelier législatif)
6. Riigikantselei (Chancellerie de l'État)
7. Rahvusarhiiv (Archives nationales d'Estonie)
8. Haridus- ja Teadusministeerium (Ministère de l'éducation et de la recherche)
9. Justiitsministeerium (Ministère de la justice)
10. Kaitseministeerium (Ministère de la défense)
11. Keskkonnaministeerium (Ministère de l'environnement)
12. Kultuuriministeerium (Ministère de la culture)
13. Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium (Ministère de l'économie et de la communication)
14. Põllumajandusministeerium (Ministère de l'agriculture)
15. Rahandusministeerium (Ministère des finances)
16. Siseministeerium (Ministère des affaires intérieures)
17. Sotsiaalministeerium (Ministère des affaires sociales)
18. Välisministeerium (Ministère des affaires étrangères)
19. Keeleinspektsioon (Inspection de la langue)
20. Riigiprokuratuur (le Parquet)
21. Teabeamet (Conseil de l'information)
22. Maa-amet (Direction générale foncière)
23. Keskkonnainspektsioon (Inspection de l'environnement)
24. Metsakaitse- ja Metsauuenduskeskus (Centre pour la protection forestière et de la sylviculture)
25. Muinsuskaitseamet (Inspection de la conservation de l'héritage)
26. Patendiamet (Office des brevets)
27. Tehnilise Järelevalve Inspektsioon (Inspection technique)
28. Energiaturu Inspektsioon (Inspection du marché de l'énergie)
29. Tarbijakaitseamet (Direction chargée de la protection du consommateur)
30. Riigihangete Amet (Office des marchés publics)
31. Eesti Patendiraamatukogu (Bibliothèque estonienne des brevets)
32. Taimetoodangu Inspektsioon (Inspection de la production végétale)
33. Tõuaretusinspektsioon (Inspection de l'élevage)
34. Põllumajanduse Registrite ja Informatsiooni Amet (Registre agricole et bureau d'information)
35. Veterinaar- ja Toiduamet (Direction générale vétérinaire et des denrées alimentaires)
36. Konkurentsiamet (Direction générale de la concurrence)
37. Maksuamet (Bureau des contributions)
38. Statistikaamet (Office statistique)
39. Tolliamet (Bureau des douanes)
40. Proovikoda (Bureau de titrage)
41. Kodakondsus- ja Migratsiooniamet (Office de citoyenneté et de la migration)
42. Piirivalveamet (Administration des garde-frontières)
43. Politseiamet (Direction générale de la police)
44. Kohtuekspertiisi ja Kriminalistika Keskus (Centre de la science légale et de la criminalistique)
45. Keskkriminaalpolitsei (Police criminelle centrale)
46. Päästeamet (Direction générale du sauvetage)
47. Andmekaitse Inspektsioon (Inspection de la protection des données)
48. Ravimiamet (Agence des médicaments)
49. Sotsiaalkindlustusamet (Direction générale de l'assurance sociale)
50. Tööturuamet (Direction générale du marché du travail)
51. Tervishoiuamet (Direction générale des soins de santé)
52. Tervisekaitseinspektsioon (Inspection de la protection de la santé)
53. Tööinspektsioon (Inspection du travail)
54. Lennuamet (Administration de l'aviation civile)
55. Maanteeamet (Administration des routes)
56. Sideamet (Direction générale des communications)
57. Veeteede Amet (Administration maritime)
58. Raudteeamet (Administration des chemins de fer estoniens)

CHYPRE

Organes de droit public (liste non exhaustive)

1. Προεδρία και Προεδρικό Μέγαρο (Présidence et palais présidentiel)

2. Υπουργικό Συμβούλιο (Conseil des ministres)

3. Βουλή των Αντιπροσώπων (Chambre des représentants)

4. Δικαστική Υπηρεσία (Service judiciaire)

5. Νομική Υπηρεσία της Δημοκρατίας (Office du contentieux de la République)

6. Ελεγκτική Υπηρεσία της Δημοκρατίας (Office de l'audit de la République)

7. Επιτροπή Δημόσιας Υπηρεσίας (Commission du service public)

8. Επιτροπή Εκπαιδευτικής Υπηρεσίας (Commission du service de l'éducation)

9. Γραφείο Επιτρόπου Διοικήσεως (Office du commissaire pour l'administration (médiateur))

10. Επιτροπή Προστασίας Ανταγωνισμού (Commission pour la protection de la concurrence)

11. Υπουργείο Άμυνας (Ministère de la défense)

12. Υπουργείο Γεωργίας, Φυσικών Πόρων και Περιβάλλοντος (Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement)

13. Τμήμα Γεωργίας (Département de l'agriculture)

14. Κτηνιατρικές Υπηρεσίες (Services vétérinaires)

15. Τμήμα Δασών (Département des forêts)

16. Τμήμα Αναπτύξεως Υδάτων (Département du développement de l'eau)

17. Τμήμα Γεωλογικής Επισκόπησης (Département de la surveillance géologique)

18. Μετεωρολογική Υπηρεσία (Service météorologique)

19. Τμήμα Αναδασμού (Département du remembrement)

20. Υπηρεσία Μεταλλείων (Service des mines)

21. Ινστιτούτο Γεωργικών Ερευνών (Institut de la recherche agricole)

22. Τμήμα Αλιείας και Θαλάσσιων Ερευνών (Département de la pêche et de la recherche marine)

23. Υπουργείο Δικαιοσύνης και Δημοσίας Τάξεως (Ministère de la justice et de l'ordre public)

24. Αστυνομία (Police)

25. Πυροσβεστική Υπηρεσία Κύπρου (Service de l'incendie chypriote)

26. Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού (Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme)

27. Τμήμα Συνεργατικής Ανάπτυξης (Département du développement coopératif)

28. Τμήμα Εφόρου Εταιρειών και Επίσημου Παραλήπτη (Département du registre des sociétés et du receveur officiel)

29. Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (Ministère du travail et de la sécurité sociale)

30. Τμήμα Εργασίας (Département du travail)

31. Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων (Département de la sécurité sociale)

32. Τμήμα Υπηρεσιών Κοινωνικής Ευημερίας (Département des services sociaux)

33. Κέντρο Παραγωγικότητας Κύπρου (Centre de production chypriote)

34. Ανώτερο Ξενοδοχειακό Ινστιτούτο Κύπρου (Institut supérieur de l'hôtellerie de Chypre)

35. Ανώτερο Τεχνολογικό Ινστιτούτο (Institut technique supérieur)

36. Τμήμα Επιθεώρησης Εργασίας (Département de l'inspection du travail)

37. Υπουργείο Εσωτερικών (Ministère de l'intérieur)

38. Επαρχιακές Διοικήσεις (Administrations régionales)

39. Τμήμα Πολεοδομίας και Οικήσεως (Département de la planification urbaine et du logement)

40. Τμήμα Αρχείου Πληθυσμού και Μεταναστεύσεως (Département du registre civil et de la migration)

41. Τμήμα Κτηματολογίου και Χωρομετρίας (Département des douanes et de la topographie)

42. Γραφείο Τύπου και Πληροφοριών (Office de la presse et de l'information)

43. Πολιτική Άμυνα (Défense civile)

44. Υπουργείο Εξωτερικών (Ministère des affaires étrangères)

45. Υπουργείο Οικονομικών (Ministère des finances)

46. Γενικό Λογιστήριο της Δημοκρατίας (Trésor de la République)

47. Τμήμα Τελωνείου (Département des droits et accises)

48. Τμήμα Εσωτερικών Προσόδων (Département des perceptions)

49. Στατιστική Υπηρεσία (Service des statistiques)

50. Τμήμα Κρατικών Αγορών και Προμηθειών (Département des achats et fournitures publics)

51. Υπηρεσία Δημόσιας Διοίκησης και Προσωπικού (Administration publique et service du personnel)

52. Κυβερνητικό Τυπογραφείο (Office d'imprimerie gouvernemental)

53. Τμήμα Υπηρεσιών Πληροφορικής (Département des services de la technologie de l'information)

54. Γραφείο Προγραμματισμού (Bureau du planning)

55. Υπουργείο Παιδείας και Πολιτισμού (Ministère de l'éducation et de la culture)

56. Υπουργείο Συγκοινωνιών και Έργων (Ministère des communications et des travaux)

57. Τμήμα Ηλεκτρονικών Επικοινωνιών (Département des communications électroniques)

58. Τμήμα Δημοσίων Έργων (Département des travaux publics)

59. Τμήμα Αρχαιοτήτων (Département des antiquités)

60. Τμήμα Πολιτικής Αεροπορίας (Département de l'aviation civile)

61. Τμήμα Εμπορικής Ναυτιλίας (Département du commerce maritime)

62. Τμήμα Ταχυδρομικών Υπηρεσιών (Département des services postaux)

63. Τμήμα Οδικών Μεταφορών (Département des transports routiers)

64. Τμήμα Ηλεκτρομηχανολογικών Υπηρεσιών (Département des services électriques et mécaniques)

65. Υπουργείο Υγείας (Ministère de la santé)

66. Φαρμακευτικές Υπηρεσίες (Services pharmaceutiques)

67. Γενικό Χημείο (Laboratoire général)

68. Ιατρικές Υπηρεσίες και Υπηρεσίες Δημόσιας Υγείας (Services médicaux et de la santé publique)

69. Οδοντιατρικές Υπηρεσίες (Services dentaires)

70. Υπηρεσίες Ψυχικής Υγείας (Service de la santé mentale)

LETTONIE

1. Valsts prezidenta kanceleja (Chancellerie du Chef d'État)

2. Saeimas kanceleja (Chancellerie du Parlement)

3. Aizsardzības ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de la défense et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

4. Ārlietu ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère des affaires étrangères et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

5. Ekonomikas ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de l'économie et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

6. Finanšu ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère des finances et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

7. Iekšlietu ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de l'intérieur et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

8. Izglītības un zinātnes ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de l'éducation et de la science et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

9. Kultūras ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de la culture et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

10. Labklājības ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de la prévoyance et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

11. Reģionālās attīstības un pašvaldību lietu ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère du développement régional et administrations régionales et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

12. Satiksmes ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère des transports et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

13. Tieslietu ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de la justice et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

14. Veselības ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de la santé et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

15. Vides ministrija un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de l'environnement et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

16. Zemkopības ministrija un tās pārraudzībā esošās iestādes (Ministère de l'agriculture et institutions sous sa surveillance)

17. Īpašu uzdevumu ministrs bērnu un ģimenes lietās un tā pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministre pour les allocations spéciales pour les enfants et les affaires familiales et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

18. Īpašu uzdevumu ministrs sabiedrības integrācijas lietās un tā pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Ministre pour les allocations spéciales pour les affaires d'intégration et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

19. Augstākās izglītības padome (Conseil de l'enseignement supérieur)

20. Eiropas integrācijas birojs (Bureau d'intégration européen)

21. Valsts kanceleja un tās pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Chancellerie de l'État et institutions qui lui sont subordonnées et qui sont sous sa surveillance)

22. Centrālā vēlēšanu komisija (Commission d'élection centrale)

23. Finansu un kapitāla tirgus komisija (Commission des marchés financiers et des capitaux)

24. Latvijas Banka (Banque de Lettonie)

25. Nacionālie bruņotie spēki (Forces armées nationales)

26. Nacionālā radio un televīzijas padome (Conseil national de la radiodiffusion)

27. Sabiedrisko pakalpojumu regulēšanas komisija (Commission des services publics)

28. Satversmes aizsardzības birojs (Bureau de défense de la Constitution)

29. Valsts cilvēktiesību birojs (Bureau national des droits de l'homme)

30. Valsts kontrole (Office national de contrôle de la gestion publique)

31. Satversmes tiesa (Cour constitutionnelle)

32. Augstākā tiesa (Cour suprême)

33. Prokuratūra un tās pārraudzībā esošās iestādes (Ministère public et institutions qui sont sous sa surveillance)

34. Pašvaldību domes (padomes) un to pakļautībā un pārraudzībā esošās iestādes (Conseils des administrations régionales et institutions qui leur sont subordonnées et qui sont sous leur surveillance)

LITUANIE

1. Prezidento kanceliarija (Chancellerie du bureau du président)

2. Seimo kanceliarija (Chancellerie du Seimas (Parlement))

3. Konstitucinis Teismas (Cour constitutionnelle)

4. Vyriausybės kanceliarija (Chancellerie du gouvernement)

5. Aplinkos ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de l'environnement et institutions sous son autorité)

6. Finansų ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère des finances et institutions sous son autorité)

7. Krašto apsaugos ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de la défense nationale et institutions sous son autorité)

8. Kultūros ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de la culture et institutions sous son autorité)

9. Socialinės apsaugos ir darbo ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de la sécurité sociale et du travail et institutions sous son autorité)

10. Susisiekimo ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère des transports et des communications et institutions sous son autorité)

11. Sveikatos apsaugos ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de la santé et institutions sous son autorité)

12. Švietimo ir mokslo ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de l'éducation et des sciences et institutions sous son autorité)

13. Teisingumo ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de la justice et institutions sous son autorité)

14. Ūkio ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de l'économie et institutions sous son autorité)

15. Užsienio reikalų ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère des affaires étrangères et institutions sous son autorité)

16. Vidaus reikalų ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère des affaires intérieures et institutions sous son autorité)

17. ės ūkio ministerija ir įstaigos prie ministerijos (Ministère de l'agriculture et institutions sous son autorité)

18. Nacionalinė teismų administracija (Administration des tribunaux)

19. Lietuvos kariuomenė ir jos padaliniai (Forces armées lituaniennes et leur structure)

20. Generalinė prokuratūra (Office du procureur général)

21. Valstybės kontrolė (Contrôle étatique)

22. Lietuvos bankas (Banque de Lituanie)

23. Specialiųjų tyrimų tarnyba (Service spécial de renseignements)

24. Konkurencijos taryba (Conseil de la concurrence)

25. Lietuvos gyventojų genocido ir rezistencijos tyrimo centras (Centre de recherche de Lituanie concernant le génocide et la résistance)

26. Nacionalinė sveikatos taryba (Conseil national de la santé)

27. Moterų ir vyrų lygių galimybių kontrolieriaus tarnyba (Bureau du médiateur de l'égalité des chances)

28. Vaiko teisių apsaugos kontrolieriaus įstaiga (Institution du médiateur des droits de l'enfant)

29. Seimo kontrolierių įstaiga (Office du médiateur du Seimas)

30. Valstybinė lietuvių kalbos komisija (Commission nationale de la langue lituanienne)

31. Valstybinė paminklosaugos komisija (Commission nationale de la protection de l'héritage culturel)

32. Vertybinių popierių komisija (Commission lituanienne des titres)

33. Vyriausioji rinkimų komisija (Comité électoral central)

34. Vyriausioji tarnybinės etikos komisija (Commission principale d'éthique officielle)

35. Etninės kultūros globos taryba (Conseil pour la protection de la culture ethnique)

36. ų etikos inspektoriaus tarnyba (Bureau de l'inspecteur d'éthique des journalistes)

37. Valstybės saugumo departamentas (Département de la sécurité nationale)

38. Valstybinė kainų ir energetikos kontrolės komisija (Commission de contrôle nationale des prix et de l'énergie)

39. Vyriausioji administracinių ginčų komisija (Commission des litiges administratifs)

40. Mokestinių ginčų komisija (Commission pour les litiges en matière fiscale)

41. Valstybinė lošimų priežiūros komisija (Commission de surveillance des jeux de hasard)

42. Lietuvos archyvų departamentas (Département lituanien des archives)

43. Europos teisės departamentas (Département européen du droit)

44. Europos komitetas (Comité européen)

45. Ginklų fondas (Fonds concernant les armes conventionnelles)

46. Lietuvos valstybinis mokslo ir studijų fondas (Fondation lituanienne concernant la science et les études nationales)

47. Informacinės visuomenės plėtros komitetas (Comité de développement de la société de l'information)

48. Kūno kultūros ir sporto departamentas (Département de la culture physique et du sport)

49. Ryšių reguliavimo tarnyba (Autorité réglementaire des communications)

50. Statistikos departamentas (Département des statistiques)

51. Tautinių mažumų ir išeivijos departamentas (Département des minorités nationales et des résidents à l'étranger lituaniens)

52. Valstybinė atominės energetikos saugos inspekcija (Inspection nationale de la sécurité électro-nucléaire)

53. Valstybinė duomenų apsaugos inspekcija (Inspection nationale de la protection des données)

54. Valstybinė maisto ir veterinarijos tarnyba (Service national des denrées alimentaires et en matière vétérinaire)

55. Valstybinė ligonių kasa (Fonds national des malades)

56. Valstybinė tabako ir alkoholio kontrolės tarnyba (Service national de contrôle du tabac et de l'alcool)

57. Viešųjų pirkimų tarnyba (Office des marchés publics)

HONGRIE

Belügyminisztérium (Ministère de l'intérieur)

Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium (Ministère de la santé, des affaires sociales et familiales

Foglalkoztatáspolitikai és Munkaügyi Minisztérium (Ministère de la politique de l'emploi et du travail)

Földművelésügyi és Vidékfejlesztési Minisztérium (Ministère de l'agriculture et du développement rural)

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium (Ministère de l'économie et du transport)

Gyermek-, Ifjúsági és Sportminisztérium (Ministère des enfants, de la jeunesse et des sports)

Honvédelmi Minisztérium (Ministère de la défense)

Igazságügyi Minisztérium (Ministère de la justice)

Informatikai és Hírközlési Minisztérium (Ministère de l'informatique et des communications)

Környezetvédelmi és Vízügyi Minisztérium (Ministère de l'environnement et de la gestion de l'eau)

Külügyminisztérium (Ministère des affaires étrangères)

Miniszterelnöki Hivatal (Bureau du premier ministre)

Nemzeti Kulturális Örökség Minisztériuma (Ministère de l'héritage culturel national)

Oktatási Minisztérium (Ministère de l'éducation)

Pénzügyminisztérium (Ministère des finances)

Miniszterelnökség Közbeszerzési és Gazdasági Igazgatósága (Direction économique et des marchés publics du bureau du premier ministre)

MALTE

1. Uffiċċju tal-President (Bureau du président)

2. Uffiċċju ta' l-Iskrivan tal-Kamra tad-Deputati (Bureau du greffier de la chambre des représentants)

3. Uffiċċju tal-Prim Ministru (Bureau du premier ministre)

4. Ministeru għall-Politika Soċjali (Ministère de la politique sociale)

5. Ministeru ta' l-Edukazzjoni (Ministère de l'éducation)

6. Ministeru tal-Finanzi (Ministère des finances)

7. Ministeru għar- Riżorsi u Infrastruttura (Ministère des ressources et de l'infrastructure)

8. Ministeru għat-Turiżmu (Ministère du tourisme)

9. Ministeru għat-Trasport u Komunikazzjoni (Ministère des transports et des communications)

10. Ministeru għas-Servizzi Ekonomiċi (Ministère des services économiques)

11. Ministeru għall-Intern u l-Ambjent (Ministère des affaires intérieures et de l'environnement)

12. Ministeru għall-Agrikoltura u Sajd (Ministère de l'agriculture et de la pêche)

13. Ministeru għal Għawdex (Ministère pour Gozo)

14. Ministeru għas-Saħħa (Ministère de la santé)

15. Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin (Ministère des affaires étrangères)

16. Ministeru għall-Ġustizzja u Gvern Lokali (Ministère de la justice et du gouvernement)

POLOGNE

1. Kancelaria Prezydenta RP (Chancellerie du président de Pologne)

2. Kancelaria Sejmu RP (Chancellerie du Parlement)

3. Kancelaria Senatu RP (Chancellerie du Sénat)

4. Sąd Najwyższy (Cour suprême)

5. Naczelny Sąd Administracyjny (Tribunal administratif principal)

6. Trybunał Konstytucyjny (Cour institutionnelle)

7. Najwyższa Izba Kontroli (Chambre suprême de contrôle)

8. Biuro Rzecznika Praw Obywatelskich (Bureau du médiateur)

9. Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji (Conseil national de radiodiffusion)

10. Generalny Inspektor Ochrony Danych Osobowych (Inspecteur général pour la protection des données personnelles)

11. Krajowe Biuro Wyborcze (Office national de vote)

12. Państwowa Inspekcja Pracy (Inspection nationale du travail)

13. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Médiateur pour enfants)

14. Kancelaria Prezesa Rady Ministrów (Chancellerie du premier ministre)

15. Ministerstwo Finansów (Ministère des finances)

16. Generalny Inspektorat Informacji Finansowej (Inspecteur général pour l'information financière)

17. Ministerstwo Gospodarki Pracy i Polityki Społecznej (Ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale)

18. Urząd Komitetu Integracji Europejskiej (Bureau du comité d'intégration européenne)

19. Ministerstwo Kultury (Ministère de la culture)

20. Komitet Badań Naukowych (Comité de la recherche scientifique)

21. Ministerstwo Obrony Narodowej (Ministère de la défense nationale)

22. Ministerstwo Rolnictwa i Rozwoju Wsi (Ministère de l'agriculture et du développement rural)

23. Ministerstwo Skarbu Państwa (Ministère du trésor public)

24. Ministerstwo Sprawiedliwości (Ministère de la justice)

25. Ministerstwo Infrastruktury (Ministère de l'infrastructure)

26. Ministerstwo Środowiska (Ministère de l'environnement)

27. Ministerstwo Spraw Wewnętrznych i Administracji (Ministère des affaires intérieures et administration publique)

28. Ministerstwo Spraw Zagranicznych (Ministère des affaires étrangères)

29. Ministerstwo Zdrowia (Ministère de la santé)

30. Ministerstwo Edukacji Narodowej i Sportu (Ministère de l'éducation nationale et du sport)

31. Rządowe Centrum Studiów Strategicznych (Centre gouvernemental pour les études stratégiques)

32. Urząd Zamówień Publicznych (Office des marchés publics)

33. Urząd Regulacji Energetyki (Office de régulation de l'énergie)

34. Urząd Służby Cywilnej (Office de la fonction publique)

35. Urząd Ochrony Konkurencji i Konsumentów (Office de la concurrence et de la protection du consommateur)

36. Urząd do Spraw Kombatantów i Osób Represjonowanych (Office pour les vétérans militaires et les personnes poursuivies)

37. Instytut Pamięci Narodowej- Komisja Ścigania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu (Institut du souvenir national — Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise)

38. Urząd Mieszkalnictwa i Rozwoju Miast (Office du logement et du développement urbain)

39. Główny Urząd Statystyczny (Office statistique central)

40. Wyższy Urząd Górniczy (Office principal des mines)

41. Urząd Patentowy RP (Office des brevets)

42. Komisja Nadzoru Ubezpieczeń i Funduszy Emerytalnych (Commission pour la surveillance de l'assurance et des fonds de pension)

43. Główny Urząd Miar (Office central des mesures)

44. Polski Komitet Normalizacyjny (Comité polonais de normalisation)

45. Polskie Centrum Badań i Certyfikacji (Centre polonais pour les essais et la certification)

46. Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences)

47. Państwowa Agencja Atomistyki (Agencement de l'énergie atomique)

48. Komisja Papierów Wartościowych i Giełd (Commission de la sécurité polonaise et des changes)

49. Generalny Inspektorat Celny (Inspection centrale des douanes)

50. Główny Inspektorat Kolejnictwa (Inspection centrale des chemins de fer)

51. Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (Office agricole de la sécurité sociale)

52. Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office de la sécurité sociale)

53. Rządowe Centrum Legislacji (Office gouvernemental de la législation)

54. Urząd Regulacji Telekomunikacji i Poczty (Office de réglementation des télécommunications et de la poste)

55. Agencja Rynku Rolnego (Agence pour le marché agricole)

56. Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa (Agence pour la restructuration et la modernisation de l'agriculture)

57. Agencja Własności Rolnej Skarbu Państwa (Agence de la propriété agricole du Trésor public)

58. Agencja Mienia Wojskowego (Agence de la propriété militaire)

SLOVÉNIE

1. Predsednik Republike Slovenije

2. Državni zbor

3. Državni svet
4. Varuh človekovih pravic
5. Ustavno sodišče
6. Računsko sodišče
7. Državna revizijska komisija
8. Slovenska akademija znanosti in umetnosti
9. Vladne službe
10. Ministrstvo za finance
11. Ministrstvo za notranje zadeve
12. Ministrstvo za zunanje zadeve
13. Ministrstvo za obrambo
14. Ministrstvo za pravosodje
15. Ministrstvo za gospodarstvo
16. Ministrstvo za kmetijstvo, gozdarstvo in prehrano
17. Ministrstvo za promet
18. Ministrstvo za okolje, prostor in energijo
19. Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve
20. Ministrstvo za zdravje
21. Ministrstvo za informacijsko družbo
22. Ministrstvo za šolstvo, znanost in šport
23. Ministrstvo za kulturo
24. Vrhovno sodišče Republike Slovenije
25. Višja sodišča
26. Okrožna sodišča
27. Okrajna sodišča
28. Vrhovno tožilstvo Republike Slovenije
29. Okrožna državna tožilstva
30. Družbeni pravobranilec Republike Slovenije
31. Državno pravobranilstvo Republike Slovenije
32. Upravno sodišče Republike Slovenije
33. Senat za prekrške Republike Slovenije
34. Višje delovno in socialno sodišče v Ljubljani
35. Delovna sodišča
36. Sodniki za prekrške
37. Upravne enote

SLOVAQUIE

Ministères et autres administrations publiques (liste non exhaustive)

Kancelária prezidenta Slovenskej republiky (Bureau du Président de la République slovaque)

Národná rada Slovenskej republiky (Parlement de la République slovaque)

Úrad vlády (Bureau du gouvernement)

Ministerstvo zahraničných vecí (Ministère des affaires étrangères)

Ministerstvo hospodárstva (Ministère de l'économie)

Ministerstvo obrany (Ministère de la défense)

Ministerstvo vnútra (Ministère de l'intérieur)

Ministerstvo financií (Ministère des finances)

Ministerstvo kultúry (Ministère de la culture)

Ministerstvo pre správu a privatizáciu národného majetku (Ministère de l'administration et de la privatisation de la propriété nationale)

Ministerstvo zdravotníctva (Ministère de la santé)

Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny (Ministère du travail, des affaires sociales et de la famille)

Ministerstvo školstva (Ministère de l'éducation)

Ministerstvo spravodlivosti (Ministère de la justice)

Ministerstvo životného prostredia (Ministère de l'environnement)

Ministerstvo pôdohospodárstva (Ministère de l'agriculture)

Ministerstvo dopravy, pôšt a telekomunikácií (Ministère du transport, des postes et des télécommunications)

Ministerstvo výstavby a regionálneho rozvoja (Ministère de la construction et du développement régional)

Ústavný súd (Cour constitutionnelle)

Najvyšší súd (Cour suprême)

Generálna prokuratúra (Bureau du procureur général)

Najvyšší kontrolný úrad (Office suprême du contrôle de la gestion publique)

Protimonopolný úrad (Office antimonopole)

Úrad pre verejné obstarávanie (Office des marchés publics)

Štatistický úrad (Office statistique)

Úrad geodézie, kartografie a katastra (Office du cadastre)

Úrad pre normalizáciu, metrológiu a skúšobníctvo (Office des normes, de la métrologie et des essais)

Telekomunikačný úrad (Office des télécommunications)

Úrad priemyselného vlastníctva (Office de la propriété industrielle)

Úrad pre štátnu pomoc (Office de l'aide étatique)

Úrad pre finančný trh (Office du marché financier)

Národný bezpečnostný úrad (Office de la sécurité nationale)

Poštový úrad (Office des postes)

Úrad na ochranu osobných údajov (Office pour la protection des données personnelles)

Kancelária verejného ochrancu práv (Bureau du médiateur)».

4. 31993 L 0037: Directive 93/37/CEE du Conseil du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux (JO L 199 du 9.8.1993, p. 54), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0052: Directive 97/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 13.10.1997 (JO L 328 du 28.11.1997, p. 1),

— 32001 L 0078: Directive 2001/78/CE de la Commission du 13.9.2001 (JO L 285 du 29.10.2001, p. 1).

a) À l'article 25, le texte suivant est ajouté:

«— pour la République tchèque, le "obchodní rejstřík",

— pour l'Estonie, le "Keskäriregister",

— pour Chypre, l'entrepreneur est être invité à produire un certificat du "Council for the Registration and Audit of Civil Engineering and Building Contractors (Συμβούλιο Εγγραφής και Ελέγχου Εργοληπτών Οικοδομικών και Τεχνικών Έργων)" conformément à la Registration and Audit of Civil Engineering and Building Contractors Law.

— pour la Lettonie, le "Uzņēmumu reģistrs" ("Registre des entreprises"),

— pour la Lituanie, le "Juridinių asmenų registras",

— pour la Hongrie, le "Cégnyilvántartás", le "egyéni vállalkozók jegyzői nyilvántartása",

— pour Malte, un soumissionnaire (ou fournisseur) établit son "numru ta' reġistrazzjoni tat- Taxxa tal- Valur Miżjud (VAT) u n- numru tal-liċenzja ta' kummerċ", et, s'il s'agit d'un partenariat ou d'une société, le numéro d'enregistrement pertinent tel que délivré par l'autorité maltaise des services financiers,

— pour la Pologne le "Krajowy Rejestr Sądowy" (Greffe national),

— pour la Slovénie, le "Sodni register" et le "obrtni register",

— pour la Slovaquie, le "Obchodný register";».

b) À l'annexe I «LISTE DES ORGANISMES ET DES CATÉGORIES D'ORGANISMES DE DROIT PUBLIC VISÉS À L'ARTICLE 1er, POINT b)» le texte suivant est ajouté:

«XVI. EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:

— Fond národního majetku (Fonds de la propriété d'État)

— Pozemkový fond (le cadastre)

— et les autres fonds d'État

— Česká národní banka (Banque nationale tchèque)

— Česká televize (Télévision tchèque)

— Český rozhlas (Radio tchèque)

— Rada pro rozhlasové a televizní vysílání (Conseil de la radio et de la télévision)

— Česká konsolidační agentura (Agence tchèque de consolidation)

— Agences d'assurance maladie

— Universités

et les autres entités juridiques créées par une loi spéciale, qui, pour leur fonctionnement et conformément aux règles budgétaires, utilisent des deniers du budget de l'État, des fonds publics, des contributions d'institutions internationales, des budgets d'autorités communales ou des budgets de divisions territoriales autonomes.

XVII. EN ESTONIE:

Organismes:

— Eesti Kunstiakadeemina (Académie des arts d'Estonie)

— Eesti Liikluskindlustuse Fond (Fondation pour l'assurance contre les accidents de la circulation d'Estonie)

— Eesti Muusikaakadeemia (Académie de musique d'Estonie)

— Eesti Põllumajandusülikool (Université agricole d'Estonie)

— Eesti Raadio (Radio d'Estonie)

— Eesti Teaduste Akadeemia (Académie des sciences d'Estonie)

— Eesti Televisioon (Télévision d'Estonie)

— Hoiuste Tagamise Fond (Fonds de garantie des dépôts)

— Hüvitusfond (Fonds de compensation)

— Kaitseliidu Peastaap (Quartier général de la ligue de défense)

— Keemilise ja Bioloogilise Füüsika Instituut (Institut national de physique clinique et biophysique)

— Keskhaigekassa (Fonds central d'assurance maladie)

— Kultuurkapital (Fonds culturel d'Estonie),

— Notarite Koda (Chambre des notaires),

— Rahvusooper Estonie (Opéra national d'Estonie)

— Rahvusraamatukogu (Bibliothèque nationale)

— Tallinna Pedagoogikaülikool (Université pédagogique de Tallinn)

— Tallinna Tehnikaülikool (Université technique de Tallinn)

— Tartu Ülikool (Université de Tartu)

Catégories:

— Les autres personnes morales de droit public dont les marchés publics de travaux sont soumis au contrôle de l'État.

XVIII. À CHYPRE:

— Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού Κύπρου (Autorité pour le développement des ressources humaines)

— Αρχή Κρατικών Εκθέσεων (Autorité pour les salons et les foires de Chypre)

— Επιτροπή Σιτηρών Κύπρου (Commission des céréales de Chypre)

— Επιστημονικό Τεχνικό Επιμελητήριο Κύπρου (Chambre scientifique et technique de Chypre)

— Θεατρικός Οργανισμός Κύπρου (Théâtre national de Chypre)

— Κυπριακός Οργανισμός Αθλητισμού (Organisation des sports de Chypre)

— Κυπριακός Οργανισμός Τουρισμού (Organisation du tourisme de Chypre)

— Κυπριακός Οργανισμός Αναπτύξεως Γης (Société pour le développement territorial de Chypre)

— Οργανισμός Γεωργικής Ασφαλίσεως (Organisation d'assurance agricole)

— Οργανισμός Κυπριακής Γαλακτοκομικής Βιομηχανίας (Organisation de l'industrie laitière de Chypre)

— Οργανισμός Νεολαίας Κύπρου (Conseil de la jeunesse de Chypre)

— Οργανισμός Χρηματοδοτήσεως Στέγης (Société de crédit du logement)

— Συμβούλια Αποχετεύσεων (Office d'assainissement)

— Συμβούλια Σφαγείων (Conseil des abattoirs)

— Σχολικές Εφορίες (Conseil scolaire)

— Χρηματιστήριο Αξιών Κύπρου (Bourse de Chypre)

— Επιτροπή Κεφαλαιαγοράς Κύπρου (Commission des valeurs et des changes de Chypre)

— Πανεπιστήμιο Κύπρου (Université de Chypre)

— Κεντρικός Φορέας Ισότιμης Κατανομής Βαρών (Agence centrale pour la distribution équitable des charges)

— Αρχή Ραδιοτηλεόρασης Κύπρου (Autorité de la radio et télévision chypriotes)

XIX. EN LETTONIE:

Catégories:

— Bezpeļņas organizācijas, kuras nodibinājusi valsts vai pašvaldība un kuras tiek finansētas no valsts vai pašvaldības budžeta (organisations sans but lucratif créées par l'État ou une administration publique locale, financées par le budget de l'État ou d'une administration publique locale)

— Specializētie bērnu sociālās aprūpes centri (centres de soins sociaux spécialisés pour les enfants)

— Specializētie valsts sociālās aprūpes pansionāti (maisons de retraite publiques)

— Specializētie valsts sociālās aprūpes un rehabilitācijas centri (centres publics spécialisés en soins sociaux et réadaptation)

— Valsts bibliotēkas (bibliothèques publiques)

— Valsts muzeji (musées d'État)

— Valsts teātri (théâtres publics)

— Valsts un pašvaldību aģentūras (organismes d'État ou locaux)

— Valsts un pašvaldību pirmsskolas izglītības iestādes, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement préscolaire d'État ou d'une administration publique locale inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts un pašvaldību interešu izglītības iestādes, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement artistique ou sportif d'État ou d'une administration publique locale inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts un pašvaldību profesionālās ievirzes izglītības iestādes, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement professionnel d'État ou d'une administration publique locale inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts un pašvaldību vispārējās izglītības iestādes, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement général d'État ou d'une administration publique locale inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts un pašvaldību pamata un vidējās profesionālās izglītības iestādes un koledžas, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement professionnel primaire et secondaire d'État ou d'une administration publique locale (établissements d'enseignement professionel supérieur de premier cycle) inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts un pašvaldību augstākās izglītības iestādes, kuras reģistrētas Izglītības un zinātnes ministrijas izglītības iestāžu reģistrā (établissements d'enseignement supérieur d'État ou d'une administration publique locale inscrits au registre des établissements d'enseignement auprès du ministère de l'éducation et des sciences)

— Valsts zinātniskās institūcijas (organismes publics de recherche scientifique)

— Valsts veselības aprūpes iestādes (établissements publics de soins de santé)

— Citi publisko tiesību subjekti, kuru darbība nav saistīta ar komercdarbību (autres organismes publics de nature non commerciale)

XX. EN LITUANIE:

Tous les organismes ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont les marchés sont soumis au contrôle de l'Office des marchés publics mis en place par la gouvernement de la République de Lituanie.

XXI. EN HONGRIE:

Organismes:

— a megyei, illetőleg a regionális fejlesztési tanács (Conseil pour le développement provincial et régional), az elkülönített állami pénzalap kezelője (organismes de gestion des fonds publics séparés), a társadalombiztosítás igazgatási szerve (organisme de gestion de la sécurité sociale),

— a köztestület (entreprise de droit public) és a köztestületi költségvetési szerv (organe budgétaire d'une entreprise de droit public), valamint a közalapítvány (fondation publique),

— a Magyar Távirati Iroda Részvénytársaság (Agence d'information d'Hongrie, Ltd), a közszolgálati műsorszolgáltatók (Service public de radiodiffusion), valamint azok a közműsorszolgáltatók, amelyek működését többségében közpénzből finanszírozzák (radiodiffuseurs publics financés principalement par des fonds publics),

— az Állami Privatizációs és Vagyonkezelő Részvénytársaság (Société hongroise de privatisation et d'avoirs publics).

— a Magyar Fejlesztési Bank Részvénytársaság (Banque hongroise de développement Plc.), az a gazdálkodó szervezet, melyben a Magyar Fejlesztési Bank Részvénytársaság ellenőrző részesedéssel rendelkezik (organisations d'entreprises sur lesquelles la Banque hongroise de développement Plc. exerce une influence prépondérante).

Catégories:

— egyes központi és önkormányzati költségvetési szervek (certains organes budgétaires)

— alapítvány (fondation), társadalmi szervezet (organisations de société civile), közhasznú társaság (société publique bénéficiare), biztosító egyesület (association d'assurance), víziközmű-társulat (association des travaux hydrauliques d'utilité publique)

organisations d'entreprises établies aux fins de réunions dans l'intérêt général et contrôlées par des entités publiques ou financières principalement par le budget public.

XXII. À MALTE:

1. Kunsill Malti għall-Iżvilupp Ekonomiku u Soċjali (Conseil pour le développement économique et social de Malte)

2. Awtorità tax-Xandir (Autorité de radiodiffusion)

3. MITTS Ltd. (Technologie de l'information et services de formation Ltd de Malte)

4. Awtorità għas-Saħħa u s-Sigurta' fuq il-Post tax-Xogħol (Autorité pour la santé et la sécurité des travailleurs)

5. Awtorità tad-Djar (Autorité du logement)

6. Korporazzjoni għax-Xogħol u t-Taħrig (Agence pour l'emploi et la formation)

7. Fondazzjoni għas-Servizzi għall-Ħarsien Soċjali (Fondation des services de prévoyance sociale)

8. Sedqa

9. Appoġġ

10. Kummissjoni Nazzjonali Persuni b'Diżabilita` (Commission nationale des handicapés)

11. Bord tal-Koperattivi (Direction générale des coopératives)

12. Fondazzjoni għaċ-Ċentru tal-Kreativita` (Fondation pour le centre de créativité)

13. Orkestra Nazzjonali (orchestre national)

14. Kunsill Malti għax-Xjenza u Teknoloġija (Conseil maltais pour la science et la technologie)

15. Teatru Manoel (théâtre Manoel)

16. Dar il-Mediterran għall-Konferenzi (Centre de conférence méditerranéen)

17. Bank Ċentrali ta' Malta (Banque centrale de Malte)

18. Awtorità għas-Servizzi Finanzjarji ta' Malta (Autorité maltaise des services financiers)

19. Borża ta' Malta (Bourse de Malte)

20. Awtorità dwar il-Lotteriji u l-Logħob (Autorité de la loterie et des jeux de hasard)

21. Awtorità ta' Malta dwar ir-Riżorsi (Autorité des ressources de Malte)

22. Kunsill Konsultattiv dwar l-Industrija tal-Bini (Conseil consultatif de l'industrie du bâtiment)

23. Istitut għall-Istudju tat-Turiżmu (Institut des études concernant le tourisme)

24. Awtorità tat-Turiżmu ta' Malta (Autorité du tourisme de Malte)

25. Awtorità ta' Malta dwar il-Komunikazzjoni (Autorité des communications de Malte)

26. Korporazzjoni Maltija għall-Iżvilupp (Agence pour le développement de Malte)

27. Istitut għall-Promozzjoni ta' l-Intrapriżi Żgħar (IPSE Ltd)

28. Awtorità ta' Malta dwar l-Istandards (Autorité des normes de Malte)

29. Awtorità ta' Malta ta' l-Istatistika (Autorité des statistiques de Malte)

30. Laboratorju Nazzjonali ta' Malta (Laboratoire national de Malte)

31. Metco Ltd

32. MGI/Mimcol

33. Maltapost plc

34. Gozo Channel Co Ltd

35. Awtorità ta' Malta dwar l-Ambjent u l-Ippjanar (Autorité de l'environnement et du planning de Malte)

36. Fondazzjoni għas-Servizzi Mediċi (Fondation pour les services médicaux)

37. Sptar Zammit Clapp (Hôpital Zammit Clapp)

38. Ċentru Malti għall-Arbitraġġ (Centre d'arbitrage de Malte)

39. Kunsilli Lokali (municipalités)

XXIII. EN POLOGNE

1. Uniwersytety i szkoły wyższe, wyższe szkoły pedagogiczne, ekonomiczne, rolnicze, artystyczne, teologiczne m.in. (Universités et instituts supérieurs de pédagogie, d'économie, d'agriculture, artistiques et théologiques, etc.)

   — Uniwersytet w Białymstoku (Université de Białystok)

   — Uniwersytet Gdański (Université de Gdańsk)

   — Uniwersytet Śląski (Université de Silesia à Katowice)

   — Uniwersytet Jagielloński w Krakowie (Université jagiellonienne à Cracovie)

   — Uniwersytet Kardynała Stefana Wyszyńskiego (Université du cardinal Stefan Wyszyński à Varsovie)

   — Katolicki Uniwersytet Lubelski (Université catholique de Lublin)

   — Uniwersytet Marii Curie-Skłodowskiej (Université Marie-Curie Skłodowska à Lublin)

   — Uniwersytet Łódzki (Université de Łódź)

   — Uniwersytet Opolski (Université d'Opole)

   — Uniwersytet im. Adama Mickiewicza (Université Adam Mickiewicz à Poznań)

   — Uniwersytet Mikołaja Kopernika (Université Nicholas Copernicus à Toruń)

   — Uniwersytet Szczeciński (Université de Szczecin)

   — Uniwersytet Warmińsko-Mazurski w Olsztynie (Université de Warmia et Mazury à Olsztyn)

   — Uniwersytet Warszawski (Université de Varsovie)

   — Uniwersytet Wrocławski (Université de Wrocław)

   — Uniwersytet Zielonogórski (Université de Zielona Góra)

   — Akademia Techniczno-Humanistyczna w Bielsku-Białej (École supérieure des sciences humaines et techniques à Bielsko Biała)

   — Akademia Górniczo-Hutnicza im. St. Staszica w Krakowie (École supérieure Stanisław Staszic pour l'exploitation minière et la métallurgie)

   — Politechnika Białostocka (École technique de Białystok)

   — Politechnika Częstochowska (École technique de Częstochowa)

   — Politechnika Gdańska (École technique de Gdańsk)

   — Politechnika Koszalińska (École technique de Koszalin)

   — Politechnika Krakowska (École technique de Cracovie)

   — Politechnika Lubelska (École technique de Lublin)

   — Politechnika Łódzka (École technique de Łódź)

   — Politechnika Opolska (École technique d'Opole)

   — Politechnika Poznańska (École technique de Poznań)

   — Politechnika Radomska im. Kazimierza Pułaskiego (École technique Kazimierz Puławski à Radom)

   — Politechnika Rzeszowska im. Ignacego Łukasiewicza (École technique Ignacy Łukasiewicz à Rzeszów)

   — Politechnika Szczecińska (École technique de Szczecin)

   — Politechnika Śląska (École technique de Silésie à Gliwice)

   — Politechnika Świętokrzyska (École technique de Świętokrzyskie à Kielce)

   — Politechnika Warszawska (École technique de Varsovie)

   — Politechnika Wrocławska (École technique de Wroclaw)

   — Akademia Morska w Gdyni (École supérieure de la marine de Gdynia)

   — Wyższa Szkoła Morska w Szczecinie (École de la marine de Szczecin)

   — Akademia Ekonomiczna im. Karola Adamieckiego w Katowicach (École supérieure de sciences économiques Karol Adamiecki à Katowice)

   — Akademia Ekonomiczna w Krakowie (École supérieure de sciences économiques à Cracovie)

   — Akademia Ekonomiczna w Poznaniu (École supérieure de sciences économiques à Poznań)

   — Szkoła Główna Handlowa (Institut de sciences économiques de Varsovie)

   — Akademia Ekonomiczna im.Oskara Langego we Wrocławiu (École supérieure de sciences économiques Oscar Lange à Wrocław)

   — Akademia Bydgoska im. Kazimierza Wielkiego (École supérieure de sciences économiques Kazimierz Wielki à Bydgoszcz)

— Akademia Pedagogiczna im. KEN w Krakowie (École supérieure de pédagogie à Cracovie)

— Akademia Pedagogiki Specjalnej im. Marii Grzegorzewskiej (École supérieure de pédagogie spéciale Maria Grzegorzewska à Varsovie)

— Akademia Podlaska w Siedlcach (École supérieure Podlaska à Siedlce)

— Akademia Świętokrzyska im. Jana Kochanowskiego w Kielcach (École supérieure Jan Kochanowski Swiętokrzyska à Kielce)

— Pomorska Akademia Pedagogiczna w Słupsku (École supérieure de pédagogie de Poméranie à Slupsk)

— Wyższa Szkoła Filozoficzno-Pedagogiczna "Ignatianum" w Krakowie (Institut de philosophie et pédagogie "Ignatianum" à Cracovie)

— Wyższa Szkoła Pedagogiczna im.Tadeusza Kotarbińskiego w Zielonej Górze (Institut de pédagogie Tadeusz Kotarbiński ŕ Zielona Góra)

— Wyższa Szkoła Pedagogiczna w Częstochowie (Institut de pédagogie à Częstochowa)

— Wyższa Szkoła Pedagogiczna w Rzeszowie (Institut de pédagogie à Rzeszów)

— Akademia Techniczno-Rolnicza im. J. J. Śniadeckich w Bydgoszczy (École supérieure de sciences techniques et agricoles J.J. Śniadeckich à Bydgoszcz)

— Akademia Rolnicza im.Hugona Kołłątaja w Krakowie (École supérieure d'agriculture Hugo Kołłątaj à Cracovie)

— Akademia Rolnicza w Lublinie (École supérieure d'agriculture de Lublin)

— Akademia Rolnicza im. Augusta Cieszkowskiego w Poznaniu (École supérieure d'agriculture August Cieszkowski de Poznań)

— Akademia Rolnicza w Szczecinie (École supérieure d'agriculture de Szczecin)

— Szkoła Główna Gospodarstwa Wiejskiego w Warszawie (École supérieure d'agriculture de Varsovie)

— Akademia Rolnicza we Wrocławiu (École supérieure d'agriculture de Wrocław)

— Akademia Medyczna w Białymstoku (École supérieure de sciences médicales de Białystok)

— Akademia Medyczna im. Ludwika Rydygiera w Bydgoszczy (École supérieure de sciences médicales Ludwik Rydygier à Bydgoszcz)

— Akademia Medyczna w Gdańsku (École supérieure de sciences médicales de Gdańsk)

— Śląska Akademia Medyczna w Katowicach (École supérieure de sciences médicales de Silésie à Katowice)

— Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego w Krakowie (Université jagiellonienne Collegium Medicum à Cracovie)

— Akademia Medyczna w Lublinie (École supérieure de sciences médicales de Lublin)

— Akademia Medyczna w Łodzi (École supérieure de sciences médicales de Łódź)

— Akademia Medyczna im. Karola Marcinkowskiego w Poznaniu (École supérieure de sciences médicales Karol Marcinkowski à Poznań)

— Pomorska Akademia Medyczna w Szczecinie (École supérieure de sciences médicales de Poméranie à Szczecin)

— Akademia Medyczna w Warszawie (École supérieure de sciences médicales de Varsovie)

— Akademia Medyczna im. Piastów Śląskich we Wrocławiu (École supérieure de sciences médicales Piastów Śląskich à Wrocław)

— Centrum Medyczne Kształcenia Podyplomowego (Centre médical pour une formation post-universitaire)

— Chrześcijańska Akademia Teologiczna w Warszawie (École supérieure de théologie chrétienne à Varsovie)

— Papieski Wydział Teologiczny w Poznaniu (Département de théologie du Pape à Poznań)

— Papieski Fakultet Teologiczny we Wrocławiu (Faculté de théologie du Pape à Wrocław)

— Papieski Wydział Teologiczny w Warszawie (Département de théologie du Pape à Varsovie)

— Akademia Marynarki Wojennej im. Bohaterów Westerplatte w Gdyni (École supérieure navale de Gdynia à la mémoire des Héros de Westerplatte)

— Akademia Obrony Narodowej (École supérieure nationale de la défense)

— Wojskowa Akademia Techniczna im. Jarosława Dąbrowskiego w Warszawie (École technique militaire Jarosław Dąbrowski à Varsovie)

— Wojskowa Akademia Medyczna im. Gen. Dyw. Bolesława Szareckiego w Łodzi (École supérieure médicale militaire gén. Bolesław Szarecki à Łódź)

— Wyższa Szkoła Oficerska im. Tadeusza Kościuszki we Wrocławiu (École militaire Tadeusz Kościuszko à Wrocław)

— Wyższa Szkoła Oficerska Wojsk Obrony Przeciwlotniczej im. Romualda Traugutta (École des forces antiaériennes Romuald Traugutt)

— Wyższa Szkoła Oficerska im. gen. Józefa Bema w Toruniu (École militaire gén. J. Bem à Toruń)

— Wyższa Szkoła Oficerska Sił Powietrznych w Dęblinie (École militaire de la force aérienne à Dęblin)

— Wyższa Szkoła Policji w Szczytnie (École supérieure de police à Szczytno)

— Szkoła Główna Służby Pożarniczej w Warszawie (École principale des pompiers à Varsovie)

— Akademia Muzyczna im. Feliksa Nowowiejskiego w Bydgoszczy (Académie de musique Feliks Nowowiejski à Bydgoszcz)

— Akademia Muzyczna im. Stanisława Moniuszki w Gdańsku (Académie de musique Stanisław Moniuszko à Gdańsk)

— Akademia Muzyczna im. Karola Szymanowskiego w Katowicach (Académie de musique Karol Szymanowski à Katowice)

— Akademia Muzyczna w Krakowie (Académie de musique de Cracovie)

— Akademia Muzyczna im. Grażyny i Kiejstuta Bacewiczów w Łodzi (Académie de musique Grażyna i Kiejstut Bacewicz de Łódź)

— Akademia Muzyczna im. Ignacego Jana Paderewskiego w Poznaniu (Académie de musique Ignacy Jan Paderewski à Poznań)

— Akademia Muzyczna im. Fryderyka Chopina w Warszawie (Académie de musique Fryderyk Chopin à Varsovie)

— Akademia Muzyczna im. Karola Lipińskiego we Wrocławiu (Académie de musique Karol Lipiński à Wrocław)

— Akademia Sztuk Pięknych w Gdańsku (Académie des Beaux-Arts de Gdańsk)

— Akademia Sztuk Pięknych w Katowicach (Académie des Beaux-Arts de Katowice)

— Akademia Sztuk Pięknych im. Jana Matejki w Krakowie (Académie des Beaux-Arts Jan Matejko de Cracovie)

— Akademia Sztuk Pięknych im. Władysława Strzemińskiego w Łodzi (Académie des Beaux-Arts Władysław Strzemiński de Łódź)

— Akademia Sztuk Pięknych w Poznaniu (Académie des Beaux-Arts de Poznań)

— Akademia Sztuk Pięknych w Warszawie (Académie des Beaux-Arts de Varsovie)

— Akademia Sztuk Pięknych we Wrocławiu (Académie des Beaux-Arts de Wrocław)

— Państwowa Wyższa Szkoła Teatralna im. Ludwika Solskiego w Krakowie (École nationale supérieure de théâtre Ludwik Solski de Cracovie)

— Państwowa Wyższa Szkoła Filmowa, Telewizyjna i Teatralna im. Leona Schillera w Łodzi (École nationale supérieure de cinéma, de télévision et de théâtre Leon Schiller de Łódź)

— Akademia Teatralna im. Aleksandra Zelwerowicza w Warszawie (Académie de théâtre Aleksander Zelwerowicz de Varsovie)

— Akademia Wychowania Fizycznego i Sportu im. Jędrzeja Śniadeckiego w Gdańsku (École supérieure d'éducation physique et de sport Jędrzej Śniadecki à Gdańsk)

— Akademia Wychowania Fizycznego w Katowicach (École supérieure d'éducation physique à Katowice)

— Akademia Wychowania Fizycznego im. Bronisława Czecha w Krakowie (École supérieure d'éducation physique Bronisław Czech à Cracovie)

— Akademia Wychowania Fizycznego im. Eugeniusza Piaseckiego w Poznaniu (École supérieure d'éducation physique Eugeniusz Piasecki à Poznań)

— Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie (École supérieure d'éducation physique Józef Piłsudski à Varsovie)

— Akademia Wychowania Fizycznego we Wrocławiu (École supérieure d'éducation physique à Wroclaw)

2. Państwowe i samorządowe instytucje kultury (institutions culturelles nationales et autonomes)

3. Parki narodowe (Parcs nationaux)

4. Agencje państwowe działające w formie spółek (Agences nationales agissant sous forme de sociétés)

5. Państwowe Gospodarstwo Leśne "Lasy Państwowe" ("Forêts domaniales" Holding national des forêts)

6. Podstawowe, gimnazjalne i ponadgimnazjalne szkoły publiczne (écoles primaires et secondaires publiques)

7. Publiczni nadawcy radiowi i telewizyjni (diffuseurs publics de radio et TV)

— Telewizja Polska S. A. (TV polonaise)

— Polskie Radio S. A. (Radio polonaise)

8. Publiczne muzea, teatry, biblioteki i inne publiczne placówki kultury m.in.: (musées, théâtres et bibliothèques publics, et autres institutions culturelles publiques, etc.)

— Narodowe Centrum Kultury w Warszawie (Centre culturel de Varsovie)

— Zachęta — Państwowa Galeria Sztuki w Warszawie (Zachęta — Galerie nationale d'art de Varsovie)

— Centrum Sztuki Współczesnej — Zamek Ujazdowski w Warszawie (Centre d'art contemporain — Château d'Ujazdowski à Varsovie)

— Centrum Rzeźby Polskiej w Orońsku (Centre de sculpture polonaise d'Orońsk)

— Międzynarodowe Centrum Kultury w Krakowie (Centre culturel international de Cracovie)

— Centrum Międzynarodowej Współpracy Kulturalnej — Instytut Adama Mickiewicza w Warszawie (Centre cuturel international de coopération — Institut Adam Mickiewicz à Varsovie)

— Dom Pracy Twórczej w Wigrach (Maison des arts de Wigry)

— Dom Pracy Twórczej w Radziejowicach (Maison des arts à Radziejowice)

— Biblioteka Narodowa w Warszawie (Bibliothèque nationale à Varsovie)

— Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych (Direction des archives d'État polonaises)

— Muzeum Narodowe w Krakowie (Musée national à Cracovie)

— Muzeum Narodowe w Poznaniu (Musée national ŕ Poznań)

— Muzeum Narodowe w Warszawie (Musée national à Varsovie)

— Zamek Królewski w Warszawie Pomnik Historii i Kultury Narodowej (Château royal à Varsovie — Monument national historique et culturel)

— Zamek Królewski na Wawelu Państwowe Zbiory Sztuki w Krakowie (Collections d'art nationales du Château royal du Wawel de Cracovie à Wieliczka)

— Muzeum Żup Krakowskich w Wieliczce (Musée des mines de sel de Cracovie à Wieliczka)

— Państwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau w Oświęcimiu (Musée national Auschwitz-Birkenau d'Oświęcim)

— Państwowe Muzeum na Majdanku w Lublinie (Musée national Majdanek à Lublin)

— Muzeum Stutthof w Sztutowie (Musée Stutthof à Sztutowo)

— Muzeum Zamkowe w Malborku (Musée du château de Marlbork)

— Centralne Muzeum Morskie w Gdańsku (Musée maritime central à Gdańsk)

— Muzeum "Łazienki Królewskie" Zespół Pałacowo-Ogrodowy w Warszawie (Musée "Łazienki Królewskie" — Complexe des jardins et du palais de Varsovie)

— Muzeum Pałac w Wilanowie (Palais-musée à Wilanów)

— Muzeum Wojska Polskiego (Musée des forces armées polonaises)

— Teatr Narodowy w Warszawie (Théâtre national de Varsovie)

— Narodowy Stary Teatr im. Heleny Modrzejewskiej w Krakowie (Le "Vieux" théâtre Helena Modrzejewska de Cracovie)

— Teatr Wielki — Opera Narodowa w Warszawie (Grand théâtre – Opéra national de Varsovie)

— Filharmonia Narodowa w Warszawie (Salle philarmonique nationale de Varsovie)

9. Publiczne placówki naukowe, jednostki badawczo- rozwojowe oraz inne placówki badawcze (Instituts de recherche nationaux, institutions de recherche et développement et autres institutions de recherche)

XXIV. EN SLOVÉNIE:

— občine

— javni zavodi s področja vzgoje, izobraževanja ter športa,

— javni zavodi s področja zdravstva,

— javni zavodi s področja socialnega varstva,

— javni zavodi s področja kulture,

— javni zavodi s področja raziskovalne dejavnosti,

— javni zavodi s področja kmetijstva in gozdarstva,

— javni zavodi s področja okolja in prostora,

— javni zavodi s področja gospodarskih dejavnosti,

— javni zavodi s področja malega gospodarstva in turizma,

— javni zavodi s področja javnega reda in varnosti,

— agencije,

— skladi socialnega zavarovanja,

— javni skladi na ravni države in na ravni občin,

— Družba za avtoceste v RS,

— Pošta Slovenije.

XXV. EN SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphe 1, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant que:

1. organisation financée par les finances publiques (p.ex. ministères, autres autorités administratives de l'État) ou cofinancée par le budget de l'État (p.ex. universités, écoles) et par un fonds de l'État à objectif déterminé;

2. une région autonome, une municipalité, une organisation d'une région autonome ou une municipalité financée ou cofinancée par elle;

3. un organisme d'assurance maladie;

4. une entité juridique établie par la loi en tant qu'institution publique (p.ex. Slovenská televízia, Slovenský rozhlas, Sociálna poisťovňa)

5. Fonds du patrimoine national de la République slovaque

6. cadastre slovaque

7. association d'entités juridiques, constituée par les entités adjudicatrices visées aux points 1) à 3)».

5. 31993 L 0038: Directive 93/38/CEE du Conseil du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (JO L 199 du 9.8.1993, p. 84), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31998 L 0004: Directive 98/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 16.2.1998 (JO L 101 du 1.4.1998, p. 1),

— 32001 L 0078: Directive 2001/78/CE de la Commission du 13.9.2001 (JO L 285 du 29.10.2001, p. 1).

a) À l'annexe I «PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'EAU POTABLE», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tous les producteurs, transporteurs ou distributeurs d'eau potable qui fournissent leurs services au public (section 2 b) de la loi nº 199/1994 relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

CHYPRE

Les compagnies des eaux distribuant l'eau dans les zones municipales et autres conformément à la loi relative à l'approvisionnement en eau (zones municipales et autres), Cap. 350. (Τα Συμβούλια Υδατοπρομήθειας που διανέμουν νερό σε δημοτικές και άλλες περιοχές, δυνάμει του περί Υδατοπρομήθειας Δημοτικών και Άλλων Περιοχών Νόμου, Κεφ. 350).

LETTONIE

Entités publiques des pouvoirs locaux produisant et distribuant l'eau potable aux réseaux fixes destinés à fournir un service au public.

LITUANIE

Entités produisant, transportant et distribuant l'eau potable dans le cadre des lois Lietuvos Respublikos geriamojo vandens įstatymas (Žin., 2001, Nr. 64-2327) et Lietuvos Respublikos vandens įstatymas (Žin., 1997, Nr. 104-2615) et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités produisant, transportant ou distribuant l'eau conformément à la loi LVII de 1995 sur la gestion de l'eau. (1995. évi LVII. törvény a vízgazdálkodásról).

MALTE

Korporazzjoni għas-Servizzi ta' l-Ilma (Corporation des services de l'eau).

POLOGNE

Przedsiębiorstwa wodociągowo-kanalizacyjne w rozumieniu ustawy z dnia 7 czerwca 2001 r. o zbiorowym zaopatrzeniu w wodę i zbiorowym odprowadzaniu ścieków prowadzące działalność gospodarczą w zakresie zbiorowego zaopatrzenia w wodę lub zbiorowego odprowadzania ścieków. (Entreprises de fourniture d'eau et d'assainissement au sens de la Loi du 7 juin 2001 sur la fourniture collective d'eau et l'élimination des eaux usées).

SLOVÉNIE

Podjetja, ki črpajo, izvajajo prenos ali dobavo pitne vode, skladno s koncesijskim aktom, izdanim na podlagi Zakona o varstvu okolja (Uradni list RS, 32/93, 1/96) in odloki občin (entités qui produisent, transportent ou distribuent de l'eau potable, conformément à la loi de concession octroyée selon la loi de protection de l'environnement (Journal officiel de la République de Slovénie, 32/93, 1/96) et les décisions arrêtées par les municipalités).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics tchèques modifiée, en tant qu'entité juridique qui effectue la gestion de l'eau en produisant et effectuant la distribution publique de l'eau potable, effectue les travaux publics d'élimination des eaux usées (p.ex. Západoslovenské vodárne a kanalizácie, Stredoslovenské vodárne a kanalizácie, Východoslovenské vodárne a kanalizácie).».

b) À l'annexe II «PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'autorité contractante est définie à la section 2 b) de la loi nº 199/1994 relative aux marchés publics en tant que České energetické závody, a.s. (centrale électrique tchèque, productrice) et 8 entreprises régionales de distribution: Středočeská energetická a.s. (Société d'électricité de Bohème centrale), Východočeská energetická, a.s. (Société d'électricité de Bohème de l'Est), Severočeská energetická a.s. (Société d'électricité de Bohème du Nord), Západočeská energetická, a.s. (Société d'électricité de Bohème de l'Ouest), Jihočeská a.s. (Société d'électricité de Bohème du Sud), Praské energetické závody, a.s. (Centrale électrique de Prague), Jihomoravská energetická, a.s. (Société de Moravie du Sud), Severomoravská energetická, a.s. (Société d'électricité de Moravie du Nord): ces entités produisent ou transportent l'électricité sur la base de la loi nº 458/2000 Sb. relative à l'énergie.

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

CHYPRE

L'autorité chypriote dans le secteur de l'électricité établie par la loi relative au développement de l'électricité, Cap. 171. (Η Αρχή Ηλεκτρισμού Κύπρου που εγκαθιδρύθηκε από τον περί Αναπτύξεως Ηλεκτρισμού Νόμο, Κεφ. 171).

LETTONIE

Valsts akciju sabiedrība "Latvenergo" (société anonyme "Latvenergo").

LITUANIE

Entités produisant, transportant ou distribuant l'électricité conformément à la loi Lietuvos Respublikos elektros energetikos įstatymas (Žin., 2000, Nr. 66-1984) et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešuju pirkimų istatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

Valstybės įmonė Ignalinos atominė elektrinė (State Enterprise Ignalina Nuclear Power Plant) créée en vertu de la loi loi Lietuvos Respublikos branduolinės energijos įstatymas (Žin., 1996, Nr. 119-2771).

HONGRIE

Entités produisant, transportant ou distribuant l'électricité sur la base d'une autorisation conforme à la loi CX de 2001 sur l'électricité (2001. évi CX. törvény a villamos energiáról).

MALTE

Korporazzjoni Enemalte (Corporation Enemalta)

POLOGNE

Przedsiębiorstwa energetyczne w rozumieniu ustawy z dnia 10 kwietnia 1997 r. Prawo energetyczne (entreprises dans le secteur de l'énergie au sens de la "loi sur l'énergie du 10 avril 1997)".

SLOVÉNIE

ELES- Elektro Slovenija, podjetja, ki proizvajajo električno energijo, skladno z Energetskim zakonom (Uradni list RS, 79/99), podjetja, ki izvajajo transport električne energije, skladno z Energetskim zakonom (Uradni list RS, 79/99), podjetja, ki dobavljajo električno energijo, skladno z Energetskim zakonom (Uradni list RS, 79/99) (ELES — Elektro Slovenija; entités produisant, transportant ou distribuant l'électricité conformément à la loi sur l'énergie (Journal officiel de la République de Slovénie 79/99)).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui s'occupe des secteurs de l'énergie en produisant, achetant et distribuant de l'électricité et en transmettant de l'électricité (Loi nº 70/1998 Z. z. telle que modifiée — p. ex. Slovenské elektrárne a.s., Regionálne rozvodné závody).».

c) À l'annexe III, «TRANSPORT OU DISTRIBUTION DE GAZ OU DE CHALEUR», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tous les producteurs, transporteurs ou distributeurs de gaz ou de chaleur approvisionnant des réseaux publics qui fournissent leurs services au public (section 2 b) de la loi nº 199/1994 relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LETTONIE

Akciju sabiedrība "Latvijas gāze" (société anonyme "Latvijas gāze").

Autorités ou entités locales fournissant de la chaleur au public.

LITUANIE

Entités transportant ou distribuant du gaz conformément à la loi Lietuvos Respublikos gamtinių dujų įstatymas (Žin., 2000, Nr. 89-2743) et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

Autorités locales ou associations d'autorités locales fournissant du chauffage au public et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités transportant ou distribuant du gaz sur la base d'une autorisation conforme à la loi XLI de 1994 sur la fourniture de gaz (1994. évi XLI. törvény a gázszolgáltatásról).

Entités transportant ou distribuant du gaz sur la base d'une autorisation conforme à la loi XVIII de 1998 sur les services fournissant du chauffage à distance (1998. évi XVIII. törvény a távhőszolgáltatásról).

MALTE

Korporazzjoni Enemalta (Corporation Enemalta).

POLOGNE

Przedsiębiorstwa energetyczne w rozumieniu ustawy z dnia 10 kwietnia 1997 r. Prawo energetyczne (entreprises dans le secteur de l'énergie au sens de la loi du 10 avril 1997 sur l'énergie).

SLOVÉNIE

Podjetja, ki opravljajo transport ali distribucijo plina s skladu z Energetskim zakonom (Ur. l. RS, št. 79/99) in podjetja, ki opravljajo transport ali distribucijo toplote v skladu z odloki občin.

Entités transportant ou distribuant du gaz selon la loi sur l'énergie (Journal officiel de la République de Slovénie 79/99) et entités transportant ou distribuant de la chaleur selon les décisions arrêtées par les municipalités.

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3 de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui s'occupe des secteurs de l'énergie en produisant, achetant et distribuant du gaz et de la chaleur et en transmettant du gaz (Loi nº 70/1998 Z. z. telle que modifiée — p.ex. Slovenský plynárenský priemysel).».

d) À l'annexe IV «PROSPECTION ET EXTRACTION DE PÉTROLE OU DE GAZ», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Sociétés commerciales opérant dans le domaine de la prospection, de l'extraction ou de l'exploitation de pétrole et de gaz (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LITUANIE

Entités opérant dans le cadre de la loi Lietuvos Respublikos žemės gelmių įstatymas (loi sur le sous-sol de la République de Lituanie) (Žin., 2001, Nr.35-1164) et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités opérant dans le domaine de la prospection ou de l'exploitation de pétrole ou de gaz sur la base d'une licence ou concession conformément à la loi XLVIII de 1993 sur l'extraction (1993. évi XLVIII. törvény a bányászatról).

MALTE

La loi sur le pétrole (production) (chap. 156) et la législation dérivée de cette loi ainsi que la loi sur le plateau continental (chap. 194) et la législation dérivée de cette loi.

POLOGNE

Podmioty prowadzące działalność polegającą na poszukiwaniu, rozpoznawaniu miejsc występowania lub wydobywaniu gazu ziemnego, ropy naftowej oraz jej naturalnych pochodnych, węgla brunatnego, węgla kamiennego lub innych paliw stałych na podstawie ustawy z dnia 4 lutego 1994 r. Prawo geologiczne i górnicze (entités agissant dans le domaine de l'exploration, prospection de sites ou de développement du gaz naturel, du pétrole et ses dérivés naturels, du lignite, du "pit coal" ou autres combustibles solides et agissant sur la base de la loi du 4 février 1994 relative à la géologie et à l'exploitation minière).

SLOVÉNIE

Podjetja, ki opravljajo raziskovanje in izkoriščajo nafto, skladno z Zakonom o rudarstvu (Uradni list RS, 56/99).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui effectue des activités géologiques et minières en localisant les gisements de pétrole brut et en extrayant du pétrole brut et du gaz naturel.».

e) À l'annexe V «PROSPECTION ET EXTRACTION DE CHARBON ET D'AUTRES COMBUSTIBLES SOLIDES», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Sociétés commerciales opérant dans le domaine de la prospection, de l'extraction ou de l'exploitation de charbon et autres types de combustibles (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LITUANIE

Entités opérant dans le domaine de la prospection ou de l'extraction de tourbe conformément à la loi Lietuvos Respublikos žemės gelmių įstatymas (Žin., 2001, Nr. 35-1164) et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités opérant dans le domaine de la prospection ou de l'exploitation de charbon et autres combustibles solides sur la base d'une licence ou concession conformément à la loi XLVIII de 1993 sur l'extraction (1993. évi XLVIII. törvény a bányászatról).

MALTE

Ne s'applique pas.

POLOGNE

Podmioty prowadzące działalność polegającą na poszukiwaniu, rozpoznawaniu miejsc występowania lub wydobywaniu gazu ziemnego, ropy naftowej oraz jej naturalnych pochodnych, węgla brunatnego, węgla kamiennego lub innych paliw stałych na podstawie ustawy z dnia 4 lutego 1994 r. Prawo geologiczne i górnicze (Entités opérant dans le domaine de l'exploration, de la prospection de sites ou du développement du gaz naturel, du pétrole et des dérivés naturels, du lignite, du pit coal ou d'autres combustibles solides) agissant sur la base de la loi du 4 février 1994 relative à la géologie et à l'exploitation minière.

SLOVÉNIE

Podjetja, ki opravljajo raziskovanje in izkoriščajo premog, skladno z Zakonom o rudarstvu (Uradni list RS, 56/99).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui s'occupe d'activités géologiques et minières en localisant les gisements de pétrole et en extrayant du pétrole et d'autres combustibles solides.».

f) À l'annexe VI «ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE CHEMIN DE FER», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Opérateurs de systèmes de transports publics, et les prestataires de services publics dans le domaine des transports ferroviaires (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LETTONIE

Valsts akciju sabiedrība "Latvijas dzelzceļš" (société anonyme "Latvijas dzelzceļš".

Valsts akciju sabiedrība "Vaiņodes dzelzceļš" (société anonyme "Vaiņodes dzelzceļš".

LITUANIE

AB "Lietuvos geležinkeliai" opérant conformément à la loi Lietuvos Respublikos geležinkelio transporto kodeksas (Žin., 1996, Nr. 59-1402) et d'autres entités opérant dans le domaine des services de chemins de fer et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités fournissant des services de transports ferroviaires sur la base de la loi XCV de 1993 sur les chemins de fer (1993. évi XCV. törvény a vasútról) et dans le cadre d'une autorisation au titre du décret nº 15/2002. (II. 27.) KöViM du ministre des Transports et de la gestion de l'eau sur la délivrance de licences aux entreprises des chemins de fer (15/2002. (II.27) KöViM rendelet a vasútvállallatok működésének engedélyezéséről).

POLOGNE

Podmioty świadczące usługi w zakresie transportu kolejowego, działające na podstawie Ustawy o komercjalizacji, restrukturyzacji i prywatyzacji przedsiębiorstwa państwowego "Polskie Koleje Państwowe" z dnia 08 września 2000 r., w szczególności:

— PKP Intercity Sp. z o. o.

— PKP Przewozy Regionalne Sp. z o. o.

— PKP Polskie Linie Kolejowe S. A.

(Entités fournissant des services dans le domaine du transport ferroviaire, agissant selon la loi du 8 septembre 2000 sur la commercialisation, la restructuration et la privatisation de l'entreprise publique "Chemins de fer polonais", et notamment:

— PKP Intercity sp. z o. o.

— PKP Przewozy Regionalne sp. z o. o.

— PKP Polskie Linie Kolejowe S. A.).

SLOVÉNIE

Slovenske železnice, d.d.

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui opère dans le secteur des transports ferroviaires (Loi nº 164/1996 Z. z., telle que modifiée, loi nº 258/1993 Z. z., telle que modifiée — p. ex. Železnice Slovenskej republiky, Železničná spoločnosť a.s.).».

g) À l'annexe VII «ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE CHEMIN DE FER URBAINS, DE TRAMWAY, DE TROLLEY OU D'AUTOBUS», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tout opérateur de systèmes de transports publics et tout prestataire de services publics de chemin de fer, de tramway, de trolley ou d'autobus (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LETTONIE

Entités publiques qui fournissent des services de transport de passagers en bus, trolley ou tramway dans les villes suivantes: Rīga, Jūrmala, Liepāja, Daugavpils, Jelgava, Rēzekne, Ventspils.

LITUANIE

Entités fournissant au public des services de transport en trolley, bus ou téléphérique conformément à la loi Lietuvos Respublikos keliųtransporto kodeksas (Žin., 1996, Nr. 119-2772) et agissant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Entités fournissant au public des services de transport routier sur la base de la loi I de 1988 sur le transport routier (1988. évi I. törvény a közúti közlekedésről) et dans le cadre d'une autorisation au titre du décret nº 89/1988. (XII. 20.) MT du Conseil des Ministres sur les services de transport routier et sur l'exploitation des véhicules routiers (89/1988. (XII.20.) MT rendelet a közúti közlekedési szolgáltatásokról és a közúti járművek üzemben tartásáról).

Entités fournissant au public des services de transport ferroviaire sur la base de la loi XCV de 1993 sur les chemines de fer (1993. évi XCV. törvény a vasútról) et dans le cadre d'une autorisation au titre du décret nº 15/2002. (II. 27.) KöViM du Ministre des trans-

ports et de la gestion de l'eau sur la délivrance de licences aux entreprises de chemin de fer (15/2002. (II.27.) KöViM rendelet a vasútvállallatok működésének engedélyezéséről.

MALTE

L-Awtorita' dwar it-Trasport ta' Malta (Autorité maltaise des transports)

POLOGNE

Podmioty świadczące usługi w zakresie miejskiego transportu kolejowego, działające na podstawie koncesji wydanej zgodnie z ustawą z dnia 27 czerwca 1997 r. o transporcie kolejowym (Dz.U. Nr 96, poz.591 ze zm.).(Entités fournissant des services dans le domaine des transports ferroviaires urbains, agissant selon la loi du 27 juin 1997 sur les transports ferroviaires (Dz. U. Nr 96, poz. 591 tel que modifiée)).

Podmioty świadczące usługi dla ludności w zakresie miejskiego transportu autobusowego działające na podstawie zezwolenia zgodnie z ustawą z dnia 6 września 2001 r. o transporcie drogowym (Dz.U.Nr 125, poz. 1371 ze zm.) oraz podmioty świadczące usługi dla ludności w zakresie miejskiego transportu (Entités fournissant des services pour le public dans le domaine des transports urbains en bus, agissant selon la licence délivrée en vertu de la loi du 6 septembre 2001 sur les transports routiers (Dz. U. Nr 125, poz. 1371 telle que modifiée) et entités fournissant des services pour le public dans le domaine des transports urbains).

SLOVÉNIE

Podjetja, ki opravljajo javni mestni avtobusni prevoz, skladno z Zakonom o prevozih v cestnem prometu (Uradni list RS, 72/94, 54/96, 48/98 in 65/99).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés pubics, telle que modifiée, en tant qu'entité qui s'occupe des transports routiers en effectuant le transport public par bus, le transport par chemin de fer (Loi nº 164/1996 Z. z., telle que modifiée, loi nº 168/1996 Z. z. telle que modifiée — p. ex.:

Železnice Slovenskej republiky /ŽSR/

Železničná spoločnosť a.s.

Dopravný podnik Bratislava, a.s.

Dopravný podnik mesta Žiliny, a.s.

Dopravný podnik mesta Prešov, a.s.

Dopravný podnik mesta Košíc, a.s.

Banskobystrická dopravná spoločnosť, a.s.)».

h) À l'annexe VIII «ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS AÉROPORTUAIRES», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Exploitants d'aéroports (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

LETTONIE

Valsts akciju sabiedrība "Latvijas gaisa satiksme" (Société anonyme "Latvijas gaisa satiksme").

Valsts akciju sabiedrība "Starptautiskā lidosta 'Rīga'" (Société anonyme "Aéroport international 'Rīga'").

LITUANIE

Aéroports opérant dans le cadre de la loi Lietuvos Respublikos aviacijos įstatymas (Žin., 2000, Nr. 94-2918) et de la loi Lietuvos Respublikos civilinės aviacijos įstatymas (Žin., 2000, Nr 66-1983).

Valstybės įmonė "Oro navigacija" (entreprise publique "Oro navigacija") opérant dans le cadre de la loi Lietuvos Respublikos aviacijos įstatymas (Žin., 2000, Nr. 94-2918) et de la loi Lietuvos Respublikos civilinės aviacijos įstatymas (Žin., 2000, Nr. 66-1983).

D'autres entités opérant dans le domaine des installations aéroportuaires et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Aéroports opérant sur la base d'une autorisation dans le cadre de la loi XCVII de 1995 sur le trafic de l'air (1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről).

Aéroport international Ferihegy de Budapest géré par la Plc. d'exploitation de l'aéroport Ferihegy de Budapest (Budapest Ferihegy Nemzetközi Repülőtér géré par Budapest Ferihegy Nemzetközi Repülőtér Üzemeltetési Rt. sur la base de la loi XVI de 1991 sur les concessions (1991. évi XVI. törvény a koncesszióról), la loi XCVII de 1995 sur le trafic de l'air (1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről), le décret nº 45/2001. (XII. 20.) KöViM du Ministre des transports et de la gestion de l'eau procédant à la dissolution de l'Administration du trafic de l'air et de l'aéroport et établissant les services hongrois de contrôle de la navigation aérienne (45/2001. (XII.20.) (KöViM rendelet a Légiforgalmi és Repülőtéri Igazgatóság megszüntetéséről és a HungaroControl Magyar Légiforgalmi Szolgálat létrehozásáról).

MALTE

L-Ajruport Internazzjonali ta' Malta (Aéroport international de Malte).

POLOGNE

Przedsiębiorstwo Państwowe "Porty Lotnicze" (l'entreprise publique "Aéroports polonais").

SLOVÉNIE

Javna civilna letališča, skladno z Zakonom o letalstvu (Uradni list RS, 18/01).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui s'occupe de l'aviation civile en créant et en opérant des aéroports publics et des insallations au sol (loi nº 143/1993 Z. z., telle que modifiée — p. ex. Aéroports — Letisko M.R. Štefánika, Letisko Košice — Barca, Letisko Poprad — Tatry, Letisko Sliač, Letisko Piešťany — gérés par Slovenská správa letísk (Administration slovaque des aéroports) et opérant sur la base d'une licence accordée par le ministère des transports, des postes et des télécommunications de la République slovaque, conformément à l'article 32 de la loi nº 143/1998 Z. z. relative à l'aviation civile.)».

i) À l'annexe IX «ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES MARITIMES OU INTÉRIEURES OU AUTRES TERMINAUX», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Exploitants de ports (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

CHYPRE

L'autorité portuaire chypriote créée par la loi de 1973 relative à l'autorité portuaire à Chypre (Η Αρχή Λιμένων Κύπρου, που εγκαθιδρύθηκε από τον περί Αρχής Λιμένων Κύπρου Νόμο του 1973).

LETTONIE

Autorités qui gèrent les ports conformément à la loi "Likums par ostām":

Rīgas brīvostas pārvalde (autorité portuaire franche de Rīga)

Ventspils brīvostas pārvalde (autorité portuaire franche de Ventspils)

Liepājas ostas pārvalde (autorité portuaire de Liepāja)

Salacgrīvas ostas pārvalde (autorité portuaire de Salacgrīva)

Skultes ostas pārvalde (autorité portuaire de Skulte)

Lielupes ostas pārvalde (autorité portuaire de Lielupe)

Engures ostas pārvalde (autorité portuaire d'Engure)

Mērsraga ostas pārvalde (autorité portuaire de Mērsrags)

Pāvilostas pārvalde (autorité portuaire de Pāvilosta)

Rojas ostas pārvalde (autorité portuaire de Roja).

LITUANIE

Valstybės įmonė "Klaipėdos valstybinio jūrų uosto direkcija" (entreprise publique Klaip½35da State Seaport Authority) opérant dans le cadre de la loi Lietuvos Respublikos Klaipėdos valstybinio jūrų uosto įstatymas (Žin., 1996, Nr. 53-1245).

Valstybės įmonė "Vidaus vandens kelių direkcija" (entreprise publique "Administration des voies navigables") opérant dans le cadre de la loi Lietuvos Respublikos vidaus vandenų transporto kodeksas (Žin., 1996, Nr. 105-2393).

D'autres entités opérant dans le domaine des ports maritimes ou les ports de navigation intérieure ou d'autres installations terminales et étant en conformité avec les dispositions de la loi Lietuvos Respublikos viešųjų pirkimų įstatymas (Žin., 2002, Nr. 118-5296).

HONGRIE

Ports publics exploités en tout ou en partie par l'État conformément à la loi XLII de 2000 sur le transport de l'eau (2000. évi XLII. törvény a vízi közlekedésről).

MALTE

L-Awtorita' Marittima ta' Malta (autorité maritime de Malte)

POLOGNE

Podmioty zajmujące się zarządzaniem portami morskimi lub śródlądowymi i udostępnianiem ich przewoźnikom morskim i śródlądowym. (Entités agissant dans le domaine de la gestion des ports maritimes ou fluviaux et les mettant à la disposition aux transporteurs maritimes et fluviaux).

SLOVÉNIE

Morska pristanišča v državni ali delni lasti države, ko opravljajo gospodarsko javno službo, skladno s Pomorskim zakonikom (Uradni list RS, 26/01).

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui opère dans le secteur de la navigation intérieure en entretenant les voies fluviales et en établissant et en entretenant les ports publics et les installations fluviales (loi nº 338/2000 Z. z. — p. ex. Prístav Bratislava, Prístav Komárno, Prístav Štúrovo).».

j) À l'annexe X «ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS», le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Exploitants de services de télécommunications si ces services sont fournis au public (section 2 b) de la loi nº 199/1994 Sb. relative aux marchés publics).

ESTONIE

Entités opérant dans le cadre de l'article 5 de la loi relative aux marchés publics (RT I 2001, 40, 224) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

CHYPRE

L'autorité chypriote en matière de télécommunications créée par la loi 302 relative aux services de télécommunications à Chypre (Η Αρχή Τηλεπικοινωνιών Κύπρου, που εγκαθιδρύθηκε από τον περί Υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιών Νόμο, Κεφ. 302).

LETTONIE

Sabiedrība ar ierobežotu atbildību "Lattelekom" (société anonyme privée "Lattelekom").

HONGRIE

Entités agissant dans le secteur des télécommunications conformément à l'article 3 paragraphes 2 et 3, et aux articles 104 et 105 de la loi XL de 2001 sur les communications (2001. évi XL. törvény a hírközlésről).

MALTE

Les services des télécommunications de Malte ont tous été libéralisés et tous les droits exclusifs ont été levés, à l'exception de la fourniture de services de téléphonie vocale fixe et de données internationales, qui a été libéralisée libéralisée le 1er janvier 2003. Toutefois, aucune des sociétés n'a adopté les règlements en matière de marchés publics tels qu'établis dans la notification juridique 70 de 1996 qui a donné effet aux règlements actuels sur les services publics. Malgré cela, toutes les entités agissant dans le secteur des télécommunications sont indiquées:

Melita Cable plc

Maltacom plc

Vodafone (Malta) Ltd

Mobisle Communication Ltd

Datatrak Ltd

Telepage Ltd

POLOGNE

Telekomunikacja Polska S. A.

SLOVAQUIE

L'entité adjudicatrice est définie à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi nº 263/1999 Z. z. sur les marchés publics, telle que modifiée, en tant qu'entité juridique qui agit dans le secteur des télécommunications en fournissant des services publics de télécommunications; procure et administre les équipements de télécommunications sur un réseau de télécommunication public (loi nº 195/2000 Z. z., telle que modifiée).».

J. DENRÉES ALIMENTAIRES

1. 31980 L 0590: Directive 80/590/CEE de la Commission du 9 juin 1980 relative à la détermination du symbole pouvant accompagner les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires (JO L 151 du 19.6.1980, p. 21), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) Les mentions suivantes sont ajoutées au titre de l'annexe:

«"PŘÍLOHA"

"LISA"

"PIELIKUMS"

"PRIEDAS"

"MELLÉKLET"

"ANNESS"

"ZAŁĄCZNIK"

"PRILOGA"

"PRÍLOHA"».

b) Les mentions suivantes sont ajoutées au texte de l'annexe:

«"Symbol"

"Sümbol"

"Simbols"

"Simbolis"

"Szimbólum"

"Simbolu"

"Symbol"

"Simbol"

"Symbol"».

2. 31989 L 0108: Directive 89/108/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à la détermination du symbole pouvant accompagner les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires (JO L 40 du 11.2.1989, p. 34), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 8, paragraphe 1, point a), le texte suivant est ajouté:

«— en langue tchèque: hluboce zmrazené nebo hluboce zmrazená nebo hluboce zmrazený,

— en langue estonienne: sügavkülmutatud or külmutatud,

— en langue lettonne: ātri sasaldēts,

— en langue lituanienne: greitai užšaldyti,

— en langue hongroise: gyorsfagyasztott,

— en langue maltaise: iffriżat,

— en polonais produkt głęboko mrożony,

— en langue slovène: hitro zamrznjen,

— en langue slovaque: hlbokozmrazené».

3. 31991 L 0321: Directive 91/321/CEE de la Commission du 14 mai 1991 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite (JO L 175 du 4.7.1991, p. 35), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31996 L 0004: Directive 96/4/CE de la Commission du 16.2.1996 (JO L 49 du 28.2.1996, p. 12),

— 31999 L 0050: Directive 1999/50/CE de la Commission du 25.5.1999 (JO L 139 du 2.6.1999, p. 29).

a) À l'article 7, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté après les termes «Modersmjölksersättning» et «Tillskottsnäring»:

«— en langue tchèque:

"počáteční kojenecká výživa" et pokračovací kojenecká výživa,

— en langue estonienne:

"imiku piimasegu" et "jätkupiimasegu",

— en langue lettone:

"Piena maisījums zīdaiņiem līdz četru mēnešu vecumam" et "Piena maisījums zīdaiņiem no četru mēnešu vecuma",

— en langue lituanienne:

"mišinys kūdikiams iki 4 — 6 mėn" et "mišinys kūdikiams, vyresniems kaip 6 mėn",

— en langue hongroise

"anyatej-helyettesítő tápszer" et "anyatej-kiegészítő tápszer",

— en langue maltaise:

"formula tat-trabi" et "formula tal-prosegwiment",

— en langue polonaise:

"preparat do początkowego żywienia niemowląt" and "preparat do dalszego żywienia niemowląt",

— en langue slovène:

"začetna formula za dojenčke" et "nadaljevalna formula za dojenčke"

— en langue slovaque:

"počiatočná dojčenská výživa" et "následná dojčenská výživa"».

b) À l'article 7, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté après les termes «Modersmjölksersättning uteslutande baserad på mjölk» and «Tillskottsnäring uteslutande baserad på mjölk»:

«— en langue tchèque:

"počáteční mléčná kojenecká výživa" et "pokračovací mléčná kojenecká výživa",

— en langue estonienne:

"Piimal põhinev imiku piimasegu" et "Piimal põhinev jätkupiimasegu",

— en langue lettone:

"Piens zīdaiņiem līdz četru mēnešu vecumam" et "Piens zīdaiņiem no četru mēnešu vecuma",

— en langue lituanienne:

"pieno mišinys kūdikiams iki 4-6 mėn" et "pieno mišinys kūdikiams, vyresniems kaip 4 mėn",

— en langue hongroise:

"tejalapú anyatej-helyettesítő tápszer" et "tejalapú anyatej-kiegészítő tápszer",

— en langue maltaise:

"ħalib tat-trabi" et "ħalib tal-prosegwiment",

— en langue polonaise:

"mleko początkowe" and "mleko następne",

— en langue slovène:

"začetno mleko za dojenčke" et "nadaljevalno mleko za dojenčke"

— en langue slovaque.

"počiatočná dojčenská mliečna výživa" et "následná dojčenská mliečna výživa".»

4. 31999 L 0021: Directive 1999/0021/CE de la Commission du 25 mars 1999 relative aux aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales (JO L 91 du 7.4.1999, p. 29).

À l'article 4, paragraphe 1, la liste commençant par «en espagnol» et se terminant par «medicinska ändamål», est remplacée par la liste suivante:

«— en espagnol:

"Alimento dietético para usos médicos especiales"

— en tchèque:

"Dietní potravina určená pro zvláštní lékařské účely"

— en danois:

"Levnedsmiddel/Levnedsmidler til særlige medicinske formål"

— en allemand:

"Diätetisches/Diätetische Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke (Bilanzierte Diäten)"

— en estonien:

"Toit meditsiinilisel näidustusel kasutamiseks"

— en grec:

"Διαιτητικά τρόφιμα για ειδικούς ιατρικούς σκοπούς"

— en anglais:

"Food(s) for special medical purposes"

— en français:

"Aliment(s) diététique(s) destiné(s) a des fins médicales spéciales"

— en italien:

"Alimento dietetico destinato a fini medici speciali"

— en letton:

"Diētiskā pārtika cilvēkiem ar veselības traucējumiem"

— en lituanien:

"Specialios medicininės paskirties maisto produktai"

— en hongrois:

"Speciális — gyógyászati célra szánt — tápszer"

— en maltais:

"Ikel dijetetiku għal skopijiet mediċi speċifiċi"

— en néerlandais:

"Dieetvoeding voor medisch gebruik"

— en polonais:

"Dietetyczne środki spożywcze specjalnego przeznaczenia medycznego"

— en portugais:

"Produto dietético de uso clínico"

— en slovaque:

"dietetická potravina na osobitné lekárske účely"

— en slovène:

"Dietno (dietetično) živilo za posebne zdravstvene namene"

— en finnois:

"Kliininen ravintovalmiste/kliinisiä ravintovalmisteita"

— en suédois:

"Livsmedel för speciella medicinska ändamål"».

5. 32000 L 0013: Directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard (JO L 109 du 6.5.2000, p. 29), modifiée par:

— 32001 L 0101: Directive 2001/101/CE de la Commission du 26.11.2001 (JO L 310 du 28.11.2001, p. 19),

— 32002 L 0067: Directive 2002/67/CE de la Commission du 18.7.2002 (JO L 191 du 19.7.2002, p. 20).

a) À l'article 5, paragraphe 3, la liste commençant par «en langue espagnole» et se terminant par «joniserande strålning» est remplacée par la liste suivante:

«— en langue espagnole:

"irradiado" ou "tratado con radiación ionizante",

— en langue tchèque:

"ozářeno" ou "ošetřeno ionizujícím zářením",

— en langue danoise:

"bestrålet/ .. " ou "strålekonserveret" ou "behandlet med ioniserende stråling" ou "konserveret med ioniserende stråling",

— en langue allemande:

"bestrahlt" ou "mit ionisierenden Strahlen behandelt",

— en langue estonienne:

"kiiritatud" ou "töödeldud ioniseeriva kiirgusega",

— en langue grecque:

"επεξεργασμένο με ιονίζουσα ακτινοβολία" ou "ακτινοβολημένο",

— en langue anglaise:

"irradiated" ou "treated with ionising radiation",

— en langue française:

"traité par rayonnements ionisants" ou "traité par ionisation",

— en langue italienne:

"irradiato" ou "trattato con radiazioni ionizzanti",

— en langue lettone:

"apstarots" ou "apstrādāts ar jonizējošo starojumu",

— en langue lituanienne:

"apšvitinta" ou "apdorota jonizuojančiąja spinduliuote",

— en langue hongroise:

"sugárkezelt vagy ionizáló energiával kezelt",

— en langue maltaise:

"ittrattat bir-radjazzjoni" ou "ittrattat b'radjazzjoni jonizzanti",

— en langue néerlandaise:

"doorstraald" ou "door bestraling behandeld" ou "met ioniserende stralen behandeld",

— en langue polonaise:

"napromieniony" ou "poddany działaniu promieniowania jonizującego",

— en langue portugaise:

"irradiado" ou "tratado por irradiação" ou "tratado por radiação ionizante",

— en langue slovaque:

"ošetrené ionizujúcim žiarením",

— en langue slovène:

"obsevano" ou "obdelano z ionizirajočim sevanjem",

— en langue finnoise:

"säteilytetty" ou "käsitelty ionisoivalla säteilyllä",

— en langue suédoise:

"bestrålad" ou "behandlad med joniserande strålning"».

b) À l'article 10, paragraphe 2, la liste commençant par «en langue espagnole» et se terminant par «sista förbrukningsdag» est remplacée par la liste suivante:

«— en langue espagnole:

"fecha de caducidad",

— en langue tchèque:

"spotřebujte do",

— en langue danoise:

"sidste anvendelsesdato",

— en langue allemande:

"verbrauchen bis",

— en langue estonienne:

"kõlblik kuni",

— en langue grecque:

"ανάλωση μέχρι"

— en langue anglaise:

"use by",

— en langue française:

"à consommer jusqu'au",

— en langue italienne:

"da consumare entro",

— en langue lettone:

"izlietot līdz",

— en langue lituanienne:

"tinka vartoti iki",

— en langue hongroise:

"fogyasztható",

— en langue maltaise:

"uża sa",

— en langue néerlandaise:

"te gebruiken tot",

— en langue polonaise:

"należy spożyć do",

— en langue portugaise:

"a consumir até",

— en langue slovaque:

"spotrebujte do",

— en langue slovène:

"porabiti do",

— en langue finnoise:

"viimeinen käyttöajankohta",

— en langue suédoise:

"sista förbrukningsdag".».

6. 32000 L 0036: Directive 2000/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2000 relative aux produits de cacao et de chocolat destinés à l'alimentation humaine (JO L 197 du 3.8.2000, p. 19).

À l'annexe I, point A, 4, l'alinéa d) est remplacé par le texte suivant:

«d) Le Royaume-Uni, l'Irlande et Malte peuvent autoriser, sur leur territoire, l'utilisation de la dénomination "milk chocolate" pour désigner le produit visé au point 5, à condition que cette dénomination soit accompagnée, dans les trois cas, de l'indication de la teneur en matière sèche de lait, fixée pour chacun de ces produits par la mention "milk solids: … % minimum".».

7. 32001 L 0114: Directive 2001/114/CE du Conseil du 20 décembre 2001 relative à certains laits de conserve partiellement ou totalement déshydratés destinés à l'alimentation humaine (JO L 15 du 17.1.2002, p. 19).

Le texte suivant est ajouté à l'annexe II:

«k) En langue maltaise "Ħalib evaporat" désigne le produit défini à l'annexe 1, point 1 b).

l) En langue maltaise "Ħalib evaporat b'kontenut baxx ta' xaħam" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 c).

m) En langue estonienne "koorepulber" désigne le produit défini à l'annexe I, point 2 a).

n) En langue estonienne "piimapulber" désigne le produit défini à l'annexe I, point 2 b).

o) En langue estonienne "väherasvane kondenspiim" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 c).

p) En langue estonienne "magustatud väherasvane kondenspiim" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 f).

q) En langue estonienne "väherasvane piimapulber" désigne le produit défini à l'annexe I, point 2 c).

r) En langue tchèque "zahuštěná neslazená smetana" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 a).

s) En langue tchèque "zahuštěné neslazené plnotučné mléko" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 b).

t) En langue tchèque "zahuštěné neslazené polotučné mléko" désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 c), contenant, en poids, entre 4 % et 4,5 % de matière grasse.

u) En langue tchèque "zahuštěné slazené plnotučné mléko"désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 e).

v) En langue tchèque "zahuštěné slazené polotučné mléko"désigne le produit défini à l'annexe I, point 1 f) contenant, en poids, entre 4 % et 4,5 % de matière grasse.

w) En langue tchèque "sušená smetana"désigne le produit défini à l'annexe I, point 2 a).

x) En langue tchèque "zahuštěné slazené polotučné mléko" désigne le produit défini à l'annexe I, point 2 c) contenant, en poids, entre 14 % et 16 % de matière grasse.».

8. 32001 R 0466: Règlement (CE) nº 466/2001 de la Commission du 8 mars 2001 portant fixation de teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires (OJ L 77 du 16.3.2001, p. 1), modifié par:

— 32001 R 2375: Règlement (CE) nº 2375/2001 du Conseil du 29.11.2001 (JO L 321 du 6.12.2001, p. 1),

— 32002 R 0221: Règlement (CE) nº 221/2002 de la Commission du 6.2.2002 (JO L 37 du 7.2.2002, p. 4),

— 32002 R 0257: Règlement (CE) nº 257/2002 de la Commission du 12.2.2002 (JO L 41 du 13.2.2002, p. 12),

— 32002 R 0472: Règlement (CE) nº 472/2002 de la Commission du 12.3.2002 (JO L 75 du 16.3.2002, p. 18),

— 32002 R 0563: Règlement (CE) nº 563/2002 de la Commission du 2.4.2002 (JO L 86 du 3.4.2002, p. 5).

À l'article 1er, le paragraphe ci-après est ajouté après le paragraphe 1bis:

«1*ter*. Par dérogation au paragraphe 1, la Commission peut autoriser l'Estonie, pendant une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2006, à permettre la mise en circulation de poisson originaire de la Baltique qui est destiné à être consommé sur son territoire et dont la teneur en dioxines est supérieure à celle fixée à la section 5, point 5.2, de l'annexe I. Cette dérogation sera accordée conformément à la procédure prévue à l'article 8 du règlement (CEE) nº 315/93 du Conseil portant établissement des procédures communautaires relatives aux contaminants dans les denrées alimentaires [1]. À cette fin, l'Estonie établit que les conditions applicables à la Finlande et à la Suède, qui sont prévues au paragraphe 1, sont remplies et que l'exposition humaine aux dioxines en Estonie n'est pas supérieure au niveau moyen le plus élevé dans n'importe lequel des États membres de la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004.

Si cette dérogation est accordée à l'Estonie, toute autre demande sera examinée dans le cadre du réexamen de la section 5 de l'annexe I prévue à l'article 5, paragraphe 3.

Toutefois, l'Estonie met en œuvre les mesures nécessaires pour veiller à ce que le poisson ou les produits du poisson qui ne satisfont pas aux dispositions de la section 5, point 5.2, de l'annexe I ne soient pas commercialisés dans les autres États membres.

---

[1] JO L 37 du 13.13.1993, p. 1.».

K. SUBSTANCES CHIMIQUES

31967 L 0548: Directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (JO L 196 du 16.8.1967, p. 1), modifiée par:

— 31969 L 0081: Directive 69/81/CEE du Conseil du 13 mars 1969 (JO L 68 du 19.3.1969, p. 1),

— 31970 L 0189: Directive 70/189/CEE du Conseil du 6 mars 1970 (JO L 59 du 14.3.1970, p. 33),

— 31971 L 0144: Directive 71/144/CEE du Conseil du 22 mars 1971 (JO L 74 du 29.3.1971, p. 15),

— 31973 L 0146: Directive 73/146/CEE du Conseil du 21 mai 1973 (JO L 167 du 25.6.1973, p. 1),

— 31975 L 0409: Directive 75/409/CEE du Conseil du 24 juin 1975 (JO L 183 du 14.7.1975, p. 22),

— 31976 L 0907: Directive 76/907/CEE de la Commission du 14 juillet 1976 (JO L 360 du 30.12.1976, p. 1),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31979 L 0370: Directive 79/370/CEE de la Commission du 30 janvier 1979 (JO L 88 du 7.4.1979, p. 1),

— 31979 L 0831: Directive 79/831/CEE du Conseil du 18 septembre 1979 (JO L 259 du 15.10.1979, p. 10),

— 31980 L 1189: Directive 80/1189/CEE du Conseil du 4 décembre 1980 (JO L 366 du 31.12.1980, p. 1),

— 31981 L 0957: Directive 81/957/CEE de la Commission du 23 octobre 1981 (JO L 351 du 7.12.1981, p. 5),

31982 L 0232: Directive 82/232/CEE de la Commission du 25 mars 1982 (JO L 106 du 21.4.1982, p. 18),

— 31983 L 0467: Directive 83/467/CEE de la Commission du 29 juillet 1983 (JO L 257 du 16.9.1983, p. 1),

— 31984 L 0449: Directive 84/449/CEE de la Commission du 25 avril 1984 (JO L 251 du 19.9.1984, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31986 L 0431: Directive 86/431/CEE de la Commission du 24 juin 1986 (JO L 247 du 1.9.1986, p. 1),

— 31987 L 0432: Directive 87/432/CEE du Conseil du 3 août 1987 (JO L 239 du 21.8.1987, p. 1),

— 31988 L 0302: Directive 88/302/CEE de la Commission du 18 novembre 1987 (JO L 133 du 30.5.1988, p. 1),

— 31988 L 0490: Directive 88/490/CEE de la Commission du 22 juillet 1988 (JO L 259 du 19.9.1988, p. 1),

— 31990 L 0517: Directive 90/517/CEE du Conseil du 9 octobre 1990 (JO L 287 du 19.10.1990, p. 37),

— 31991 L 0325: Directive 91/325/CEE de la Commission du 1 mars 1991 (JO L 180 du 8.7.1991, p. 1),

— 31991 L 0326: Directive 91/326/CEE de la Commission du 5 mars 1991 (JO L 180 du 8.7.1991, p. 79),

— 31991 L 0410: Directive 91/410/CEE de la Commission du 22 juillet 1991 (JO L 228 du 17.8.1991, p. 67),

— 31991 L 0632: Directive 91/632/CEE de la Commission du 28 octobre 1991 (JO L 338 du 10.12.1991, p. 23),

— 31992 L 0032: Directive 92/32/CEE du Conseil du 30 avril 1992 (JO L 154 du 5.6.1992, p. 1),

— 31992 L 0037: Directive 92/37/CEE de la Commission du 30 avril 1992 (JO L 154 du 5.6.1992, p. 30),

— 31993 L 0021: Directive 93/21/CEE de la Commission du 27 avril 1993 (JO L 110 du 4.5.1993, p. 20),

— 31993 L 0072: Directive 93/72/CEE de la Commission du 1 septembre 1993 (JO L 258 du 16.10.1993, p. 29),

— 31993 L 0101: Directive 93/101/CE de la Commission du 11 novembre 1993 (JO L 13 du 15.1.1994, p. 1),

— 31993 L 0105: Directive 93/105/CE de la Commission du 25 novembre 1993 (JO L 294 du 30.11.1993, p. 21),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 L 0069: Directive 94/69/CE de la Commission du 19 décembre 1994 (JO L 381 du 31.12.1994, p. 1),

— 31996 L 0054: Directive 96/54/CE de la Commission du 30 juillet 1996 (JO L 248 du 30.9.1996, p. 1),

— 31996 L 0056: Directive 96/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996 (JO L 236 du 18.9.1996, p. 35),

— 31997 L 0069: Directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 (JO L 343 du 13.12.1997, p. 19),

— 31998 L 0073: Directive 98/73/CE de la Commission du 18 septembre 1998 (JO L 305 du 16.11.1998, p. 1),

— 31998 L 0098: Directive 98/98/CE de la Commission du 15 décembre 1998(JO L 355 du 30.12.1998, p. 1),

— 31999 L 0033: Directive 1999/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 1999 (JO L 199 du 30.7.1999, p. 57),

— 32000 L 0032: Directive 2000/32/CE de la Commission du 19 mai 2000 (JO L 136 du 8.6.2000, p. 1),

— 32000 L 0033: Directive 2000/33/CE de la Commission du 25 avril 2000 (JO L 136 du 8.6.2000, p. 90),

— 32001 L 0059: Directive 2001/59/CE de la Commission du 6 août 2001 (JO L 225 du 21.8.2001, p. 1).

a) Le tableau A de l'avant-propos à l'annexe I est remplacé par le tableau suivant:

«TABLA A — TABULKA A — TABEL A — TABELLE A — TABEL A — ΠΙΝΑΚΑΣ A — TABLE A — TABLEAU A — TABELLA A — A TABULA — A LENTELĖ — A. TÁBLÁZAT — TABELLA A — TABEL A — TABELA A — TABELA A — TABUĽKA A — TABELA A — TAULUKKO A — TABELL A

Lista de los elementos químicos clasificados por su número atómico (Z)

Seznam chemických prvků seřazených podle jejich atomového čísla (Z)

Liste over grundstoffer, ordnet efter deres atomvægt (Z)

Liste der chemischen Elemente, geordnet nach der Ordnungszahl (Z)

Keemiliste elementide nimekiri aatomnumbri (Z) järgi

Κατάλογος χημικών στοιχείων ταξινομημένων σύμφωνα με τον ατομικό τους αριθμό (Z)

List of chemical elements listed according to their atomic number (Z)

Liste des éléments chimiques classés selon leur numéro atomique (Z)

Elenco degli elementi chimici ordinati secondo il loro numero atomico (Z)

Ķīmisko elementu saraksts — sakārtojums pēc atomnumuriem (Z)

Cheminių elementų, išdėstytų pagal atominį skaičių (Z), sąrašas

Kémiai elemek listája, rendszámuk sorrendjében (Z)

Lista ta' elementi kimiċi elenkati skond in-numru atomiku tagħhom (Z)

Lijst van chemische elementen, gerangschikt naar atoomgewicht (Z)

Lista pierwiastków chemicznych ułożona według wzrastającej liczby atomowej (Z)

Lista dos elementos químicos ordenados segundo o seu número atómico (Z)

Zoznam chemických prvkov zoradených podľa atómových čísiel (Z)

Seznam kemijskih elementov, razvrščenih po vrstnem številu (Z)

Alkuaineiden luettelo, järjestysluvun mukaan (Z)

Lista över grundämnen, ordnade efter deras atomnummer (Z)

Z	Symbol	ES	CS	DA	DE	ET	EL	EN	FR	IT	LV
1	H	Hidrógeno	Vodík	Hydrogen	Wasserstoff	Vesinik	Υδρογόνο	Hydrogen	Hydrogène	Idrogeno	Ūdeņradis
2	He	Helio	Helium	Helium	Helium	Heelium	Ήλιο	Helium	Hélium	Elio	Hēlijs
3	Li	Litio	Lithium	Lithium	Lithium	Liitium	Λίθιο	Lithium	Lithium	Litio	Litijs
4	Be	Berilio	Beryllium	Beryllium	Beryllium	Berüllium	Βηρύλλιο	Beryllium	Béryllium (Glucinium)	Berillio	Berilijs
5	B	Boro	Bor	Bor	Bor	Boor	Βόριο	Boron	Bore	Boro	Bors
6	C	Carbono	Uhlík	Carbon (kulstof)	Kohlenstoff	Süsinik	Άνθρακας	Carbon	Carbone	Carbonio	Ogleklis
7	N	Nitrógeno	Dusík	Nitrogen	Stickstoff	Lämmastik	Άζωτο	Nitrogen	Azote	Azoto	Slāpeklis
8	O	Oxígeno	Kyslík	Oxygen (ilt)	Sauerstoff	Hapnik	Όξυγόνο	Oxygen	Oxygène	Ossigeno	Skābeklis
9	F	Flúor	Fluor	Fluor	Fluor	Fluor	Φθόριο	Fluorine	Fluor	Fluoro	Fluors
10	Ne	Neón	Neon	Neon	Neon	Neoon	Νέον	Neon	Néon	Neon	Neons
11	Na	Sodio	Sodík	Natrium	Natrium	Naatrium	Νάτριο	Sodium	Sodium	Sodio	Nātrijs
12	Mg	Magnesio	Hořčík	Magnesium	Magnesium	Magneesium	Μαγνήσιο	Magnesium	Magnésium	Magnesio	Magnijs
13	Al	Aluminio	Hliník	Aluminium	Aluminium	Alumiinium	Αργίλλιο	Aluminium	Aluminium	Alluminio	Alumīnijs
14	Si	Silicio	Křemík	Silicium	Silicium	Räni	Πυρίτιο	Silicon	Silicium	Silicio	Silīcijs
15	P	Fósforo	Fosfor	Phosphor	Phosphor	Fosfor	Φωσφόρος	Phosphorus	Phosphore	Fosforo	Fosfors
16	S	Azufre	Síra	Svovl	Schwefel	Väävel	Θείον	Sulphur	Soufre	Zolfo	Sērs
17	Cl	Cloro	Chlor	Chlor	Chlor	Kloor	Χλώριο	Chlorine	Chlore	Cloro	Hlors
18	Ar	Argón	Argon	Argon	Argon	Argoon	Αργό	Argon	Argon	Argon	Argons
19	K	Potasio	Draslík	Kalium	Kalium	Kaalium	Κάλιο	Potassium	Potassium	Potassio	Kālijs
20	Ca	Calcio	Vápník	Calcium	Calcium	Kaltsium	Ασβέστιο	Calcium	Calcium	Calcio	Kalcijs
21	Sc	Escandio	Skandium	Scandium	Scandium	Skandium	Σκάνδιο	Scandium	Scandium	Scandio	Skandijs
22	Ti	Titanio	Titan	Titan	Titan	Titaan	Τιτάνιο	Titanium	Titane	Titanio	Titāns
23	V	Vanadio	Vanad	Vanadium	Vanadium	Vanaadium	Βανάδιο	Vanadium	Vanadium	Vanadio	Vanādijs
24	Cr	Cromo	Chrom	Chrom	Chrom	Kroom	Χρώμιο	Chromium	Chrome	Cromo	Hroms
25	Mn	Manganeso	Mangan	Mangan	Mangan	Mangaan	Μαγγάνιο	Manganese	Manganèse	Manganese	Mangāns

Z	Symbol	ES	CS	DA	DE	ET	EL	EN	FR	IT	LV
26	Fe	Hierro	Železo	Jern	Eisen	Raud	Σίδηρος	Iron	Fer	Ferro	Dzelzs
27	Co	Cobalto	Kobalt	Cobalt	Kobalt	Koobalt	Κοβάλτιο	Cobalt	Cobalt	Cobalto	Kobalts
28	Ni	Níquel	Nikl	Nikkel	Nickel	Nikkel	Νικέλιο	Nickel	Nickel	Nichel	Niķelis
29	Cu	Cobre	Měď	Kobber	Kupfer	Vask	Χαλκός	Copper	Cuivre	Rame	Varš
30	Zn	Zinc	Zinek	Zink	Zink	Tsink	Ψευδάργυρος	Zinc	Zinc	Zinco	Cinks
31	Ga	Galio	Gallium	Gallium	Gallium	Gallium	Γάλλιο	Gallium	Gallium	Gallio	Gallijs
32	Ge	Germanio	Germanium	Germanium	Germanium	Germaanium	Γερμάνιο	Germanium	Germanium	Germanium	Germānijs
33	As	Arsénico	Arsen	Arsen	Arsen	Arseen	Αρσενικό	Arsenic	Arsenic	Arsenico	Arsēns
34	Se	Selenio	Selen	Selen	Selen	Seleen	Σελήνιο	Selenium	Sélénium	Selenio	Selēns
35	Br	Bromo	Brom	Brom	Brom	Broom	Βρώμιο	Bromine	Brome	Bromo	Broms
36	Kr	Criptón	Krypton	Krypton	Krypton	Krüptoon	Κρυπτό	Krypton	Krypton	Krypton	Kriptons
37	Rb	Rubidio	Rubidium	Rubidium	Rubidium	Rubiidium	Ρουβιδιο	Rubidium	Rubidium	Rubidio	Rubīdijs
38	Sr	Estroncio	Stroncium	Strontium	Strontium	Strontsium	Στρόντιο	Strontium	Strontium	Stronzio	Stroncijs
39	Y	Itrio	Yttrium	Yttrium	Yttrium	Ütrium	Ύττριο	Yttrium	Yttrium	Ittrio	Itrijs
40	Zr	Circonio	Zirkonium	Zirconium	Zirkon	Tsirkoonium	Ζιρκόνιο	Zirconium	Zirconium	Zirconio	Cirkonijs
41	Nb	Niobio	Niob	Niobium	Niob	Nioobium	Νιόβιο	Niobium	Niobium	Niobio	Niobijs
42	Mo	Molibdeno	Molybden	Molybden	Molybdän	Molübdeen	Μολυβδένιο	Molybdenum	Molybdène	Molibdeno	Molibdēns
43	Tc	Tecnecio	Technecium	Technetium	Technetium	Tehneetsium	Τεχνήτιο	Technetium	Technetium	Tecnezio	Tehnēcijs
44	Ru	Rutenio	Ruthenium	Ruthenium	Ruthenium	Ruteenium	Ρουθήνιο	Ruthenium	Ruthénium	Rutenio	Rutēnijs
45	Rh	Rodio	Rhodium	Rhodium	Rhodium	Roodium	Ρόδιο	Rhodium	Rhodium	Rodio	Rodijs
46	Pd	Paladio	Palladium	Palladium	Palladium	Pallaadium	Παλλάδιο	Palladium	Palladium	Palladio	Pallādijs
47	Ag	Plata	Stříbro	Sølv	Silber	Hõbe	Άργυρος	Silver	Argent	Argento	Sudrabs
48	Cd	Cadmio	Kadmium	Cadmium	Cadmium	Kaadium	Κάδμιο	Cadmium	Cadmium	Cadmio	Kadmijs
49	In	Indio	Indium	Indium	Indium	Indium	Ίνδιο	Indium	Indium	Indio	Indijs
50	Sn	Estaño	Cín	Tin	Zinn	Tina	Κασσίτερος	Tin	Étain	Stagno	Alva
51	Sb	Antimonio	Antimon	Antimon	Antimon	Antimon	Αντιμόνιο	Antimony	Antimoine	Antimonio	Antimons
52	Te	Telurio	Tellur	Telur	Tellur	Telluur	Τελλούριο	Tellurium	Tellure	Tellurio	Telūrs

Z	Symbol	ES	CS	DA	DE	ET	EL	EN	FR	IT	LV
53	I	Yodo	Jod	Jod	Jod	Jood	Ιώδιο	Iodine	Iode	Iodio	Jods
54	Xe	Xenón	Xenon	Xenon	Xenon	Ksenoon	Ξένο	Xenon	Xénon	Xenon	Ksenons
55	Cs	Cesio	Cesium	Cæsium	Caesium	Tseesium	Καίσιο	Caesium	Césium	Cesio	Cēzijs
56	Ba	Bario	Baryum	Barium	Barium	Baarium	Βάριο	Barium	Baryum	Bario	Bārijs
57	La	Lantano	Lanthan	Lanthan	Lanthan	Lantaan	Λανθάνιο	Lanthanum	Lanthane	Lantanio	Lantāns
58	Ce	Cerio	Cer	Cerium	Cer	Tseerium	Δημήτριο	Cerium	Cérium	Cerio	Cērijs
59	Pr	Praseodimio	Praseodym	Praseodym	Praseodym	Praseodüüm	Πρασεοδύμιο	Praseodymium	Praséodyme	Praseodimio	Prazeodims
60	Nd	Niodimio	Neodym	Neodym	Neodym	Neodüüm	Νεοδύμιο	Neodymium	Néodyme	Neodimio	Neodims
61	Pm	Prometio	Promethium	Promethium	Promethium	Promeetium	Προμήθειο	Promethium	Prométhium	Promezio	Prometijs
62	Sm	Samario	Samarium	Samarium	Samarium	Samaarium	Σαμάριο	Samarium	Samarium	Samario	Samārijs
63	Eu	Europio	Europium	Europium	Europium	Euroopium	Ευρώπιο	Europium	Europium	Europio	Eiropijs
64	Gd	Gadolinio	Gadolinium	Gadolinium	Gadolinium	Gadoliinium	Γαδολίνιο	Gadolinium	Gadolinium	Gadolinio	Gadolīnijs
65	Tb	Terbio	Terbium	Terbium	Terbium	Terbium	Τέρβιο	Terbium	Terbium	Terbio	Terbijs
66	Dy	Disprosio	Dysprosium	Dysprosium	Dysprosium	Düsproosium	Δυσπρόσιο	Dysprosium	Dysprosium	Disprosio	Disprozijs
67	Ho	Holmio	Holmium	Holmium	Holmium	Holmium	Όλμιο	Holmium	Holmium	Olmio	Holmijs
68	Er	Erbio	Erbium	Erbium	Erbium	Erbium	Έρβιο	Erbium	Erbium	Erbio	Erbijs
69	Tm	Tulio	Thulium	Thulium	Thulium	Tuulium	Θούλιο	Thulium	Thulium	Tulio	Tūlijs
70	Yb	Iterbio	Ytterbium	Ytterbium	Ytterbium	Üterbium	Υττέρβιο	Ytterbium	Ytterbium	Itterbio	Iterbijs
71	Lu	Lutecio	Lutecium	Lutetium	Lutetium	Luteetsium	Λουτήτιο	Lutetium	Lutécium	Lutezio	Lutēcijs
72	Hf	Hafnio	Hafnium	Hafnium	Hafnium	Hafnium	Άφνιο	Hafnium	Hafnium	Afnio	Hafnijs
73	Ta	Tántalo	Tantal	Tantal	Tantal	Tantaal	Ταντάλιο	Tantalum	Tantale	Tantalio	Tantāls
74	W	Volframio	Wolfram	Wolfram	Wolfram	Volfram	Βολφράμιο (Τουγκοτένιο)	Tungsten	Tungstène	Tungsteno	Volframs
75	Re	Renio	Rhenium	Rhenium	Rhenium	Reenium	Ρήνιο	Rhenium	Rhénium	Renio	Rēnijs
76	Os	Osmio	Osmium	Osmium	Osmium	Osmium	Όσμιο	Osmium	Osmium	Osmio	Osmijs
77	Ir	Iridio	Iridium	Iridium	Iridium	Iriidium	Ιρίδιο	Iridium	Iridium	Iridio	Irīdijs

Z	Symbol	ES	CS	DA	DE	ET	EL	EN	FR	IT	LV
78	Pt	Platino	Platina	Platin	Platin	Plaatina	Λευκόχρυσος	Platinum	Platine	Platino	Platīns
79	Au	Oro	Zlato	Guld	Gold	Kuld	Χρυσός	Gold	Or	Oro	Zelts
80	Hg	Mercurio	Ortuť	Kviksølv	Quecksilber	Elavhõbe	Υδράργυρος	Mercury	Mercure	Mercurio	Dzīvsudrabs
81	Tl	Talio	Thallium	Thalium	Thallium	Tallium	Θάλλιο	Thallium	Thallium	Tallio	Tallijs
82	Pb	Plomo	Olovo	Bly	Blei	Plii	Μόλυβδος	Lead	Plomb	Piombo	Svins
83	Bi	Bismuto	Bismut	Bismuth	Wismuth	Vismut	Βισμούθιο	Bismuth	Bismuth	Bismuto	Bismuts
84	Po	Polonio	Polonium	Plonium	Polonium	Poloonium	Πολώνιο	Polonium	Polonium	Polonio	Polonijs
85	At	Astato	Astat	Astat	Astat	Astaat	Αστάτιο	Astatine	Astats	Astato	Astats
86	Rn	Radón	Radon	Radon	Radon	Radoon	Ραδόνιο	Radon	Radon	Radon	Radons
87	Fr	Francio	Francium	Francium	Francium	Frantsium	Φράγκιο	Francium	Francium	Francio	Francijs
88	Ra	Radio	Radium	Radium	Radium	Raadium	Ράδιο	Radium	Radium	Radio	Rādijs
89	Ac	Actinio	Aktinium	Actinium	Actinium	Aktiinium	Ακτίνιο	Actinium	Actinium	Attinio	Aktīnijs
90	Th	Torio	Thorium	Thorium	Thorium	Toorium	Θόριο	Thorium	Thorium	Torio	Torijs
91	Pa	Protactinio	Protaktinium	Protactinium	Protactinium	Protaktiinium	Πρωτακτίνιο	Protactinium	Protactinium	Protoattinio	Protaktīnijs
92	U	Uranio	Uran	Uran	Uran	Uraan	Ουράνιο	Uranium	Uranium	Uranio	Urāns
93	Np	Neptunio	Neptunium	Neptunium	Neptunium	Neptuunium	Νεπτούνιο (Ποσειδώνιο)	Neptunium	Neptunium	Nettunio	Neptūnijs
94	Pu	Plutonio	Plutonium	Plutonium	Plutonium	Plutoonium	Πλουτώνιο	Plutonium	Plutonium	Plutonio	Plutonijs
95	Am	Americio	Americium	Americium	Americium	Ameriitsium	Αμερίκιο	Americium	Américium	Americio	Amerīcijs
96	Cm	Curio	Curium	Curium	Curium	Kuurium	Κιούριο	Curium	Curium	Curio	Kirijs
97	Bk	Berkelio	Berkelium	Berkelium	Berkelium	Berkeelium	Μπερκέλιο	Berkelium	Berkélium	Berkelio	Berklijs
98	Cf	Californio	Kalifornium	Californium	Californium	Kalifornium	Καλιφόρνιο	Californium	Californium	Californio	Kalifornijs
99	Es	Einstenio	Einsteinium	Einsteinium	Einsteinium	Einsteinium	Αϊνστάνιον	Einsteinium	Einsteinium	Einstenio	Einšteinijs
100	Fm	Fermio	Fermium	Fermium	Fermium	Fermium	Φέρμιο	Fermium	Fermium	Fermio	Fermijs
101	Md	Mendelevio	Mendelevium	Mendelevium	Mendelevium	Mendeleevium	Μεντελέβιο	Mendelevium	Mendélévium	Mendelevio	Mendelejevijs
102	No	Nobelio	Nobelium	Nobelium	Nobelium	Nobeelium	Νομπέλιο	Nobelium	Nobélium	Nobelio	Nobēlijs
103	Lw	Laurencio	Lawrencium	Lawrentium	Lawrentium	Lavrentsium	Λαυρένσιο	Lawrencium	Lawrencium	Lawrencio	Laurensijs

Z	Symbol	LT	HU	MT	NL	PL	PT	SK	SL	FI	SV
1	H	Vandenilis	Hidrogén	Idroġenu	Waterstof	Wodór	Hidrogénio	Vodík	Vodik	Vety	Väte
2	He	Helis	Hélium	Elju	Helium	Hel	Hélio	Hélium	Helij	Helium	Helium
3	Li	Litis	Lítium	Litju	Lithium	Lit	Lítio	Lítium	Litij	Litium	Litium
4	Be	Berilis	Berillium	Berillju	Beryllium	Beryl	Berílio	Berýlium	Berilij	Beryllium	Beryllium
5	B	Boras	Bór	Boron	Boor	Bor	Boro	Bór	Bor	Boori	Bor
6	C	Anglis	Szén	Karbonju	Koolstof	Węgiel	Carbono	Uhlík	Ogljik	Hiili	Kol
7	N	Azotas	Nitrogén	Azotu	Stikstof	Azot	Azoto	Dusík	Dušik	Typpi	Kväve
8	O	Deguonis	Oxigén	Ossiġenu	Zuurstof	Tlen	Oxigénio	Kyslík	Kisik	Happi	Syre
9	F	Fluoras	Fluor	Fluworin	Fluor	Fluor	Flúor	Fluór	Fluor	Fluori	Fluor
10	Ne	Neonas	Neon	Neon	Neon	Neon	Néon	Neón	Neon	Neon	Neon
11	Na	Natris	Nátrium	Sodju	Natrium	Sód	Sódio	Sodík	Natrij	Natrium	Natrium
12	Mg	Magnis	Magnézium	Manjesju	Magnesium	Magnez	Magnésio	Horčík	Magnezij	Magnesium	Magnesium
13	Al	Aliuminis	Alumínium	Aluminju	Aluminium	Glin	Alumínio	Hliník	Aluminij	Alumiini	Aluminium
14	Si	Silicis	Szilicium	Silikon	Silicium	Krzem	Silício	Kremík	Silicij	Pii	Kisel
15	P	Fosforas	Foszfor	Fosfru	Fosfor	Fosfor	Fósforo	Fosfor	Fosfor	Fosfori	Fosfor
16	S	Siera	Kén	Kubrit	Zwavel	Siarka	Enxofre	Síra	Žveplo	Rikki	Svavel
17	Cl	Chloras	Klór	Kloru	Chloor	Chlor	Cloro	Chlór	Klor	Kloori	Klor
18	Ar	Argonas	Argon	Argon	Argon	Argon	Árgon	Argón	Argon	Argon	Argon
19	K	Kalis	Kálium	Potassju	Kalium	Potas	Potássio	Draslík	Kalij	Kalium	Kalium
20	Ca	Kalcis	Kalcium	Kalċju	Calcium	Wapń	Cálcio	Vápnik	Kalcij	Kalsium	Kalcium
21	Sc	Skandis	Szkandium	Skandju	Scandium	Skand	Escândio	Skandium	Skandij	Skandium	Skandium
22	Ti	Titanas	Titán	Titanju	Titaan	Tytan	Titânio	Titán	Titan	Titaani	Titan
23	V	Vanadis	Vanádium	Vanadju	Vanadium	Wanad	Vanádio	Vanád	Vanadij	Vanadiini	Vanadin
24	Cr	Chromas	Króm	Kromju	Chroom	Chrom	Crómio	Chróm	Krom	Kromi	Krom
25	Mn	Manganas	Mangán	Manganiż	Mangaan	Mangan	Manganês	Mangán	Mangan	Mangaani	Mangan

Z	Symbol	LT	HU	MT	NL	PL	PT	SK	SL	FI	SV
26	Fe	Geležis	Vas	Ħadid	Ijzer	Żelazo	Ferro	Železo	Železo	Rauta	Järn
27	Co	Kobaltas	Kobalt	Kobalt	Kobalt	Kobalt	Cobalto	Kobalt	Kobalt	Koboltti	Kobolt
28	Ni	Nikelis	Nikkel	Nikil	Nikkel	Nikiel	Níquel	Nikel	Nikelj	Nikkeli	Nickel
29	Cu	Varis	Réz	Ram	Koper	Miedź	Cobre	Meď	Baker	Kupari	Koppar
30	Zn	Cinkas	Cink	Żingu	Zink	Cynk	Zinco	Zinok	Cink	Sinkki	Zink
31	Ga	Galis	Gallium	Gallju	Gallium	Gal	Gálio	Gálium	Galij	Gallium	Gallium
32	Ge	Germanis	Germánium	Ġermanju	Germanium	German	Germânio	Germánium	Germanij	Germanium	Germanium
33	As	Arsenas	Arzén	Arseniku	Arseen	Arsen	Arsénio	Arzén	Arzen	Arseeni	Arsenik
34	Se	Selenas	Szelén	Selenju	Selenium	Selen	Selénio	Selén	Selen	Seleeni	Selen
35	Br	Bromas	Bróm	Bromu	Broom	Brom	Bromo	Bróm	Brom	Bromi	Brom
36	Kr	Kriptonas	Kripton	Kripton	Krypton	Krypton	Krípton	Kryptón	Kripton	Krypton	Krypton
37	Rb	Rubidis	Rubídium	Rubidju	Rubidium	Rubid	Rubídio	Rubídium	Rubidij	Rubidium	Rubidium
38	Sr	Stroncis	Stroncium	Stronzju	Strontium	Stront	Estrôncio	Stroncium	Stroncij	Strontium	Strontium
39	Y	Itris	Ittrium	Ittriju	Yttrium	Itr	Ítrio	Ytrium	Itrij	Yttrium	Yttrium
40	Zr	Cirkonis	Cirkónium	Żirkonju	Zirkonium	Cyrkon	Zircónio	Zirkónium	Cirkonij	Zirkonium	Zirkonium
41	Nb	Niobis	Nióbium	Nijobju	Niobium	Niob	Nióbio	Niób	Niobij	Niobium	Niob
42	Mo	Molibdenas	Molibdén	Molibdenu	Molybdeen	Molibden	Molibdénio	Molybdén	Molibden	Molybdeeni	Molybden
43	Tc	Technecis	Technécium	Teknezju	Technetium	Technet	Tecnécio	Technécium	Tehnecij	Teknetium	Teknetium
44	Ru	Rutenis	Ruténium	Rutenju	Ruthernium	Ruten	Ruténio	Ruténium	Rutenij	Rutenium	Rutenium
45	Rh	Rodis	Ródium	Rodju	Rodium	Rod	Ródio	Ródium	Rodij	Rodium	Rodium
46	Pd	Paladis	Palládium	Palladju	Palladium	Pallad	Paládio	Paládium	Paladij	Palladium	Palladium
47	Ag	Sidabras	Ezüst	Fidda	Zilver	Srebro	Prata	Striebro	Srebro	Hopea	Silver
48	Cd	Kadmis	Kadmium	Kadmju	Cadmium	Kadm	Cádmio	Kadmium	Kadmij	Kadmium	Kadmium
49	In	Indis	Indium	Indju	Indium	Ind	Índio	Indium	Indij	Indium	Indium
50	Sn	Alavas	Ón	Landa	Tin	Cyna	Estanho	Cín	Kositer	Tina	Tenn
51	Sb	Stibis	Antimon	Antimonju	Antimoon	Antymon	Antimónio	Antimón	Antimon	Antimoni	Antimon
52	Te	Telūras	Tellúr	Tellurju	Telluur	Tellur	Telúrio	Telúr	Telur	Telluuri	Tellur

Z	Symbol	LT	HU	MT	NL	PL	PT	SK	SL	FI	SV
53	I	Jodas	Jód	Jodju	Jood	Jod	Iodo	Jód	Jod	Jodi	Jod
54	Xe	Ksenonas	Xenon	Kseno	Xenon	Ksenon	Xénon	Xenón	Ksenon	Ksenon	Xenon
55	Cs	Cezis	Cézium	Ċesju	Cesium	Cez	Césio	Césium	Cezij	Cesium	Cesium
56	Ba	Baris	Bárium	Barju	Barium	Bar	Bário	Bárium	Barij	Barium	Barium
57	La	Lantanas	Lantán	Lantanu	Lanthaan	Lantan	Lantânio	Lantán	Lantan	Lantaani	Lantan
58	Ce	Ceris	Cérium	Ċerju	Cerium	Cer	Cério	Cér	Cerij	Cerium	Cerium
59	Pr	Prazeodimis	Prazeodímium	Prasedimju	Praseodymium	Prazeodym	Praseodímio	Prazeodým	Prazeodim	Praseodyymi	Praseodym
60	Nd	Neodimis	Neodímium	Neodimju	Neodymium	Neodym	Neodímio	Neodým	Neodim	Neodyymi	Neodym
61	Pm	Prometis	Prométium	Prometju	Promethium	Promet	Promécio	Prométium	Prometij	Prometium	Prometium
62	Sm	Samaris	Szamárium	Samarju	Samarium	Samar	Samário	Samárium	Samarij	Samarium	Samarium
63	Eu	Europis	Európium	Ewropju	Europium	Europ	Európio	Európium	Evropij	Europium	Europium
64	Gd	Gadolinis	Gadolínium	Gadolinju	Gadolinium	Gadolin	Gadolínio	Gadolínium	Gadolinij	Gadolinium	Gadolinium
65	Tb	Terbis	Terbium	Terbju	Terbium	Terb	Térbio	Terbium	Terbij	Terbium	Terbium
66	Dy	Disprozis	Diszprózium	Disprosju	Dysprosium	Dysproz	Disprósio	Dysprózium	Disprozij	Dysprosium	Dysprosium
67	Ho	Holmis	Holmium	Olmju	Holmium	Holm	Hólmio	Holmium	Holmij	Holmium	Holmium
68	Er	Erbis	Erbium	Erbju	Erbium	Erb	Érbio	Erbium	Erbij	Erbium	Erbium
69	Tm	Tulis	Túlium	Tulju	Thulium	Tul	Túlio	Túlium	Tulij	Tulium	Tulium
70	Yb	Iterbis	Itterbium	Itterbju	Ytterbium	Iterb	Itérbio	Yterbium	Iterbij	Ytterbium	Ytterbium
71	Lu	Liutecis	Lutécium	Lutezju	Lutetium	Lutet	Lutécio	Lutécium	Lutecij	Lutetium	Lutetium
72	Hf	Hafnis	Hafnium	Ħafnju	Hafnium	Hafn	Háfnio	Hafnium	Hafnij	Hafnium	Hafnium
73	Ta	Tantalas	Tantál	Tantalu	Tantaal	Tantal	Tântalo	Tantal	Tantal	Tantaali	Tantal
74	W	Volframas	Volfrám	Tungstenu	Wolfram	Wolfram	Tungsténio	Volfrám	Volfram	Volframi	Wolfram
75	Re	Renis	Rénium	Rênju	Renium	Ren	Rénio	Rénium	Renij	Renium	Rhenium
76	Os	Osmis	Ozmium	Osmju	Osmium	Osm	Ósmio	Osmium	Osmij	Osmium	Osmium
77	Ir	Iridis	Irídium	Iridju	Iridium	Iryd	Irídio	Irídium	Iridij	Iridium	Iridium

Z	Symbol	LT	HU	MT	NL	PL	PT	SK	SL	FI	SV
78	Pt	Platina	Platina	Platinu	Platinum	Platyna	Platina	Platina	Platina	Platina	Platina
79	Au	Auksas	Arany	Deheb	Goud	Złoto	Ouro	Zlato	Zlato	Kulta	Guld
80	Hg	Gyvsidabris	Higany	Merkurju	Kwik	Rtęć	Mercúrio	Ortuť	Živo srebro	Elohopea	Kvicksilver
81	Tl	Talis	Tallium	Tallju	Thallium	Tal	Tálio	Tálium	Talij	Tallium	Tallium
82	Pb	Švinas	Ólom	Ċomb	Lood	Ołów	Chumbo	Olovo	Svinec	Lyijy	Bly
83	Bi	Bismutas	Bizmut	Bismùt	Bismuth	Bizmut	Bismuto	Bizmut	Bizmut	Vismutti	Vismut
84	Po	Polonis	Polónium	Polonju	Polonium	Polon	Polónio	Polónium	Polonij	Polonium	Polonium
85	At	Astatinas	Asztácium	Astatina	Astaat	Astat	Astato	Astát	Astat	Astatiini	Astat
86	Rn	Radonas	Radon	Radon	Radon	Radon	Rádon	Radón	Radon	Radon	Radon
87	Fr	Francis	Francium	Franċju	Francium	Frans	Frâncio	Francium	Francij	Frankium	Francium
88	Ra	Radis	Rádium	Radju	Radium	Rad	Rádio	Rádium	Radij	Radium	Radium
89	Ac	Aktinis	Aktínium	Aktinju	Actinium	Aktyn	Actínio	Aktínium	Aktinij	Aktinium	Aktinium
90	Th	Toris	Tórium	Torju	Thorium	Tor	Tório	Tórium	Torij	Torium	Torium
91	Pa	Protaktinis	Protaktínium	Protaktinju	Protactinium	Protaktyn	Protactínio	Protaktínium	Protaktinij	Protaktinium	Protaktinium
92	U	Uranas	Urán	Uranju	Uranium	Uran	Urânio	Urán	Uran	Uraani	Uran
93	Np	Neptūnis	Neptúnium	Nettunju	Neptunium	Neptun	Neptúnio	Neptúnium	Neptunij	Neptunium	Neptunium
94	Pu	Plutonis	Plutónium	Plutonju	Plutonium	Pluton	Plutónio	Plutónium	Plutonij	Plutonium	Plutonium
95	Am	Americis	Amerícium	Ameriċju	Americium	Ameryk	Amerício	Amerícium	Americij	Amerikium	Americium
96	Cm	Kiuris	Kűrium	Kurju	Curium	Kiur	Cúrio	Curium	Kirij	Curium	Curium
97	Bk	Berklis	Berkélium	Berkelju	Berkelium	Berkel	Berquélio	Berkelium	Berkelij	Berkelium	Berkelium
98	Cf	Kalifornis	Kalifornium	Kalifornju	Californium	Kaliforn	Califórnio	Kalifornium	Kalifornij	Kalifornium	Californium
99	Es	Einšteinis	Einsteinium	Enstejnju	Einsteinium	Einstein	Einsteinio	Einsteinium	Ajnštajnij	Einsteinium	Einsteinium
100	Fm	Fermis	Fermium	Fermju	Fermium	Ferm	Férmio	Fermium	Fermij	Fermium	Fermium
101	Md	Mendelevis	Mendelévium	Mendelevju	Mendelevium	Mendelew	Mendelévio	Mendelevium	Mendelevij	Mendelevium	Mendelevium
102	No	Nobelis	Nobélium	Nobelju	Nobelium	Nobel	Nobélio	Nobelium	Nobelij	Nobelium	Nobelium
103	Lw	Lorensis	Laurencium	Lawrenċju	Laurentium	Lorens	Laurêncio	Laurencium	Lavrencij	Lawrensium	Lawrentium»

b) Le tableau B de l'avant-propos à l'annexe I est remplacé par le tableau suivant:

«TABLA B — TABULKA B — TABEL B — TABELLE B — TABEL B — ΠΙΝΑΚΑΣ B — TABLE B — TABLEAU B — TABELLA B — B TABULA — B LENTELĖ — B. TÁBLÁZAT — TABELLA B — TABEL B — TABELA B — TABELA B — TABUĽKA B — TABELA B — TAULUKKO B — TABELL B

Clasificación especial para las sustancias orgánicas

Speciální třídy organických látek

Særlig inddeling af organiske stoffer

Spezielle Anordnung für die organischen Stoffe

Spetsiaalne orgaaniliste ainete klassifikatsioon'

Ειδική ταξινόμηση των οργανικών ουσιών

Special classification for organic substances

Classification particulière aux substances organiques

Classificazione speciale per le sostanze organiche

Organisko ķīmisko vielu grupas

Speciali organinių medžiagų klasifikacija

Szerves anyagok speciális osztályozása

Klassifikazzjoni speċjali għal sustanzi organiċi

Speciale indeling voor de organische stoffen

Numery klas substancji organicznych

Classificação especial para as substâncias orgânicas

Prehľadná klasifikácia organických látok

Posebna razvrstitev organskih spojin v skupine

Erityisryhmät orgaanisille aineille

Särskild indelning av organiska ämnen

601 Hidrocarburos
Uhlovodíky
Carbonhydrider (kulbrinter)
Kohlenwasserstoffe
Süsivesinikud
Υδρογονάνθρακες
Hydrocarbons
Hydrocarbures
Idrocarburi
Ogļūdeņraži
Angliavandeniliai
Szénhidrogének
Idrokarburi
Koolwaterstoffen
Węglowodory
Hidrocarbonetos
Uhľovodíky
Ogljikovodiki
Hiilivedyt
Kolväten

602 Hidrocarburos halogenados
Halogenované uhlovodíky
Halogensubstituerede carbonhydrider
Halogen-Kohlenwasserstoffe
Halogeenitud süsivesinikud
Αλογονοπαράγωγα υδρογονανθράκων
Halogenated hydrocarbons
Dérivés halogénés des hydrocarbures
Derivati idrocarburi alogenati
Halogenētie ogļūdeņraži
Halogeninti angliavandeniliai
Halogénezett szénhidrogének
Idrokarburi aloġenati
Gehalogeneerde koolwaterstoffen
Halogenowe pochodne węglowodorów
Hidrocarbonetos halogenados
Halogénované uhľovodíky
Halogenirani ogljikovodiki
Halogenoidut hiilivedyt
Halogenerade kolväten

603 Alcoholes y derivados
Alkoholy a jejich deriváty
Alkoholer og deres derivater
Alkohole und ihre Derivate
Alkoholid ja nende derivaadid
Αλκοόλες και παράγωγά τους
Alcohols and their derivatives
Alcools et dérivés
Alcoli e derivati
Spirti un to atvasinājumi
Alkoholiai ir jų dariniai
Alkoholok és származékaik
Alkoħoliċi u derivati
Alcoholen en derivaten
Alkohole i ich pochodne
Álcoois e derivados
Alkoholy a ich deriváty
Alkoholi in njihovi derivati
Alkoholit ja niiden johdannaiset
Alkoholer och deras derivat

604 Fenoles y derivados
Fenoly a jejich deriváty
Phenoler og deres derivater
Phenole und ihre Derivate
Fenoolid ja nende derivaadid
Φαινόλες και παράγωγά τους
Phenols and their derivatives
Phénols et dérivés
Fenoli e derivati
Fenoli un to atvasinājumi
Fenoliai ir jų dariniai
Fenolok és származékaik

Fenoli u derivati
Fenolen en derivaten
Fenole i ich pochodne
Fenóis e derivados
Fenoly a ich deriváty
Fenoli in njihovi derivati
Fenolit ja niiden johdannaiset
Fenoler och deras derivat

605 Aldehídos y derivados
Aldehydy a jejich deriváty
Aldehyder og deres derivater
Aldehyde und ihre Derivate
Aldehüüdid ja nende derivaadid
Αλδεΰδες και παράγωγά τους
Aldehydes and their derivatives
Aldéhydes et dérivés
Aldeidi e derivati
Aldehīdi un to atvasinājumi
Aldehidai ir jų dariniai
Aldehidek és származékaik
Aldeidi u derivati
Aldehyden en derivaten
Aldehydy i ich pochodne
Aldeidos e derivados
Aldehydy a ich deriváty
Aldehidi in njihovi derivati
Aldehydit ja niiden johdannaiset
Aldehyder och deras derivat

606 Cetonas y derivados
Ketony a jejich deriváty
Ketoner og deres derivater
Ketone und ihre Derivate
Ketoonid ja nende derivaadid
Κετόνες και παράγωγά τους
Ketones and their derivatives
Cétones et dérivés
Chetoni e derivati
Ketoni un to atvasinājumi
Ketonai ir jų dariniai
Ketonok és származékaik
Keton u derivati
Ketonen en derivaten
Ketony i ich pochodne
Cetonas e derivados
Ketóny a ich deriváty
Ketoni in njihovi derivati
Ketonit ja niiden johdannaiset
Ketoner och deras derivat

607 Ácidos orgánicos y derivados
Organické kyseliny a jejich deriváty
Organiske syrer og deres derivater
Organische Säuren und ihre Derivate
Orgaanilised happed ja nende derivaadid
Οργανικά οξέα και παράγωγά τους
Organic acids and their derivatives
Acides organiques et dérivés
Acidi organici e derivati
Organiskās skābes un to atvasinājumi
Organinės rūgštys ir jų dariniai
Szerves savak és származékaik
Aċidi organiċi u derivati
Organische zuren en derivaten
Kwasy organiczne i ich pochodne
Ácidos orgânicos e derivados
Organické kyseliny a ich deriváty
Organske kisline in njihovi derivati
Orgaaniset hapot ja niiden johdannaiset
Organiska syror och deras derivat

608 Nitrilos
Nitrily
Nitriler
Nitrile
Nitriilid
Νιτρίλια
Nitriles
Nitriles
Nitrili
Nitrilsavienojumi un to atvasinājumi
Nitrilai
Nitrilek
Nitrili
Nitrillen
Nitryle
Nitrilos
Nitrily
Nitrili
Nitriilit
Nitriler

609 Derivados nitrados
Nitrosloučeniny
Nitroforbindelser
Nitroverbindungen
Nitroühendid
Νιτροενώσεις
Nitro compounds
Dérivés nitrés
Nitroderivati
Nitrosavienojumi
Nitrojunginiai
Nitrovegyületek
Komposti tan-nitru
Nitroverbindingen

Nitrozwiązki
Derivados nitrados
Nitrozlúčeniny
Nitro spojine
Nitroyhdisteet
Kväveföreningar

610 Derivados cloronitrados
Chlorované nitrosloučeniny
Chlornitroforbindelser
Chlornitroverbindungen
Kloronitroühendid
Χλωρονιτροενώσεις
Chloronitro compounds
Dérivés chloronitrés
Cloronitro derivati
Hlornitrosavienojumi
Chlornitrojunginiai
Klór-nitrovegyületek
Komposti tal-kloronitru
Chloornitroverbindingen
Chloronitrozwiązki
Derivados cloronitrados
Chlórované nitrozlúčeniny
Kloro-nitro spojine
Kloorinitroyhdisteet
Klornitroföreningar

611 Derivados azoicos y azoxi
Azoxysloučeniny a azosloučeniny
Azoxy- og azoforbindelser
Azoxy- und Azoverbindungen
Asoksü- ja asoühendid
Ἀζωξυ- και ἀζω-ενώσεις
Azoxy- and azo compounds
Dérivés azoxy et azoïques
Azossi- e azoderivati
Azoksisavienojumi un azosavienojumi
Azoksijunginiai ir azojunginiai
Azoxi és azo-vegyületek
Komposti ta' l-azossi u ta' l-azo
Azoxy- en azoverbindingen
Azoksy- i azozwiązki
Derivados azoxi e azóicos
Azoxyzlúčeniny a azozlúčeniny
Azoksi- in azo spojine
Atsoksi- ja atsoyhdisteet
Azoxi- och azoföreningar

612 Derivados aminados
Aminosloučeniny
Aminer
Aminoverbindungen
Amiinühendid
Αμινοενώσεις
Amine compounds
Dérivés aminés
Aminoderivati
Aminosavienojumi
Aminojunginiai
Amin vegyületek
Komposti ta' l-amino
Aminoverbindingen
Aminozwiązki
Derivados aminados
Aminozlúčeniny
Amino- spojine
Amiiniyhdisteet
Aminer

613 Bases heterocíclicas y derivados
Heterocyklické báze a jejich deriváty
Heterocykliske baser og deres derivater
Heterocyclische Basen und ihre Derivate
Heterotsüklilised alused ja nende derivaadid
Ετεροκυκλικές βάσεις και παράγωγά τους
Heterocyclic bases and their derivatives
Bases hétérocycliques et dérivés
Basi eterocicliche e derivati
Heterocikliskie savienojumi un to atvasinājumi
Heterociklinės bazės ir jų dariniai
Heterociklusos bázisok és származékaik
Bażijiet eteroċikliċi u derivati
Heterocyclische basen en hun derivaten
Zasady heterocykliczne i ich pochodne
Bases heterocíclicas e derivados
Heterocyklické bázy a ich deriváty
Heterocikllične baze in njihovi derivati
Heterosykliset emäkset ja niiden johdannaiset
Heterocykliska baser och deras derivat

614 Glucósidos y alcaloides
Glykosidy a alkaloidy
Glycosider og alkaloider
Glycoside und Alkaloide
Glükosiidid ja alkaloidid
Γλυκοζίτες και αλκαλοειδή
Glycosides and alkaloids
Glucosides et alcaloïdes
Glucosidi e alcaloidi
Glikozīdi un alkaloīdi
Glikozidai ir alkaloidai
Glikozidok és alkaloidok
Glukosidi u alkalojdi
Glycosiden en alkaloïden
Glikozydy i alkaloidy
Glicósidos e alcalóides

Glykozidy a alkaloidy
Glikozidi in alkaloidi
Glykosidit ja alkaloidit
Glykosider och alkaloider

615 Cianatos e isocianatos
Kyanáty a isokyanáty
Cyanater og isocyanater
Cyanate und Isocyanate
Tsüanaadid ja isotsüanaadid
Κυανικές και ισοκυανικές ενώσεις
Cyanates and isocyanates
Cyanates et isocyanates
Cianati e isocianati
Cianāti un izocianāti
Cianatai ir izocianatai
Cianátok és izocianátok
Ċjanati u isoċjanati
Cyanaten en isocyanaten
Cyjaniany i izocyjaniany
Cianatos e isocianatos
Kyanáty a izokyanáty
Cianati in izocianati
Syanaatit ja isosyanaatit
Cyanater och isocyanater

616 Amidas y derivados
Amidy a jejich deriváty
Amider og deres derivater
Amide und ihre Derivate
Amiidid ja nende derivaadid
Αμίδια και παράγωγά τους
Amides and their derivatives
Amides et dérivés
Ammidi e derivati
Amīdi un to atvasinājumi
Amidai ir jų dariniai
Amidok és származékaik
Amidi u derivati
Amiden en derivaten
Amidy i ich pochodne
Amidas e derivados
Amidy a ich deriváty
Amidi in njihovi derivati
Amidit ja niiden johdannaiset
Amider och deras derivat

617 Peróxidos orgánicos
Organické peroxidy
Organiske peroxider
Organische Peroxide
Orgaanilised peroksiidid
Οργανικά υπεροξείδια
Organic peroxides
Peroxydes organiques
Perossidi organici
Organiskie peroksīdi
Organiniai peroksidai
Szerves peroxidok
Perossidi organiċi
Organische peroxiden
Nadtlenki organiczne
Peróxidos orgânicos
Organické peroxidy
Organski peroksidi
Orgaaniset peroksidit
Organiska peroxider

647 Enzimas
Enzymy
Enzymer
Enzyme
Ensüümid
Ένζυμα
Enzymes
Enzymes
Enzimi
Enzīmi
Enzimai
Enzimek
Enzīmi
Enzymen
Enzymy
Enzimas
Enzýmy
Encimi
Entsyymit
Enzymer

648 Sustancias complejas derivadas del carbón
Dehtochemické produkty
Komplekse kulderivater
Aus Kohle abgeleitete komplexe Stoffe
Kivisöest saadud kompleksühendid
Σύμπλοκες ουσίες παραγόμενες από άνθρακα
Complex substances derived from coal
Substances complexes dérivées du charbon
Sostanze complesse derivate dal carbone
Kompleksa sastāva akmeņogļu pārstrādes produkti
Iš akmens anglių pagamintos sudėtingos medžiagos
Komplex kőszénszármazékok
Sustanzi kumplessi derivati mill-faħam
Complexe steenkoolderivaten
Złożone związki wytworzone z węgla kamiennego
Substâncias complexas derivadas do carvão
Dechtochemické produkty
Kompleksne snovi, pridobljene iz premoga

Monimutkaiset hiilijohdannaiset
Komplexa kolderivat

649 Sustancias complejas derivadas del petróleo
Ropné produkty
Komplekse oliederivater
Aus Erdöl abgeleitete komplexe Stoffe
Petrooleumist saadud kompleksühendid
Σύμπλοκες ουσίες παραγόμενες από πετρέλαιο
Complex substances derived from petroleum
Substances complexes dérivées du pétrole
Sostanze complesse derivate dal petrolio
Kompleksa sastāva naftas pārstrādes produkti
Iš naftos pagamintos sudėtingos medžiagos
Komplex olajszármazékok
Sustanzi kumplessi derivati mill-pitrolju
Complexe aardoliederivaten
Złożone związki wytworzone z ropy naftowej
Substâncias complexas derivadas do petróleo
Ropné produkty
Kompleksne snovi pridobljene iz nafte
Monimutkaiset öljyjohdannaiset
Komplexa oljederivat

650 Sustancias diversas
Různé látky
Diverse stoffer
Verschiedene Stoffe
Segaained
Διάφορες ουσίες
Miscellaneous substances
Substances diverses
Sostanze diverse
Dažādas vielas
Įvairios medžiagos
Különböző anyagok
Sustanzi mixxellanji
Diversen
Różne substancje
Substâncias diversas
Rôzne chemické látky
Ostale snovi
Muut aineet
Diverse ämnen»

c) L'annexe II est remplacée par le texte suivant:

«ANEXO II — PŘÍLOHA II — BILAG II — ANHANG II — II LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — II PIELIKUMS — II PRIEDAS — II. MELLÉKLET — ANNESS II — BIJLAGE II — ZAŁĄCZNIK II — ANEXO II — PRÍLOHA II — PRILOGA II — LIITE II — BILAGA II

ANEXO II

Símbolos e indicaciones de peligro de las sustancias y preparados peligrosos

PŘÍLOHA II

Symboly a označení nebezpečnosti pro nebezpečné látky a přípravky

BILAG II

Faresymboler og farebetegnelser for farlige stoffer og præparater

ANHANG II

Gefahrensymbole und -bezeichnungen für gefährliche Stoffe und Zubereitungen

II LISA

Ohtlike ainete ja valmististe ohtlikkuse sümbolid ning indikaatorid

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II

Σύμβολα και ενδείξεις κινδύνου για επικίνδυνες ουσίες και παρασκευάσματα

ANNEX II

Symbols and indications of danger for dangerous substances and preparations

ANNEXE II

Symboles et indications de danger des substances et préparations dangereuses

ALLEGATO II

Simboli e indicazioni di pericolo delle sostanze e preparati pericolosi

II PIELIKUMS

Bīstamo vielu un preparātu simboli un bīstamības paskaidrojumi

II PRIEDAS

Pavojingų medžiagų ir preparatų pavojingumo simboliai ir nuorodos

II. MELLÉKLET

Veszélyes anyagok és készítmények veszélyszimbólumai és jelei

ANNESS II

Simboli u indikazzjonijiet ta' periklu minn sustanzi u preparazzjonijiet perikoluži

BIJLAGE II

Gevaarsymbolen en -aanduidingen van gevaarlijke stoffen en preparaten

ZAŁĄCZNIK II

Wzory znaków ostrzegawczych oraz napisy określające ich znaczenie

ANEXO II

Símbolos e indicações de perigo das substâncias e preparações perigosas

PRÍLOHA II

Výstražné symboly a označenia nebezpečenstva pre nebezpečné látky a prípravky

PRILOGA II

Grafični znaki in napisi za opozarjanje na nevarnost za nevarne snovi in pripravke

LIITE II

varoitusmerkit ja niiden nimet vaarallisille aineille ja valmisteille

BILAGA II

Farosymboler och farobeteckningar för farliga ämnen och beredningar

Nota: Las letras E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi y N no forman parte del símbolo.

Poznámka: Písmenná vyjádření E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi a N nejsou součástí symbolu.

Bemærkning: Bogstaverne E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi og N udgør ikke en del af symbolet.

Anmerkung: Die Buchstaben E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi und N sind nicht Bestandteil des Gefahrensymbols.

Tähelepanu: tähed E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi ja N ei ole ohusümboli osa.

Σημείωση: Τα γράμματα E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi και N δεν αποτελούν μέρος του συμβόλου.

Note: The letters E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi and N do not form part of the symbol.

Remarque: Les lettres E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi et N ne font pas partie du symbole.

Nota: Le lettere E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi e N non fanno parte del simbolo.

Piezīme: Bīstamības apzīmējums ar burtu (burtiem E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi un N) nav marķējuma sastāvdaļa.

Pastaba: Raidės E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi ir N nėra simbolio dalis.

Megjegyzés: Az E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi és N betűk nem részei a szimbólumnak.

Nota: L-ittri E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi u N m'humiex parti mis-simbolu.

Opmerking: De letters E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi en N maken geen deel uit van het gevaarsymbool.

Uwaga: litery E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi oraz N nie stanowią części znaku ostrzegawczego.

Nota: As letras E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi e N não fazem parte do símbolo.

Poznámka: Písmená E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi, a N nie sú súčasťou symbolu.

Opomba: črke E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi, in N niso del grafičnega znaka.

Huomautus: Varoitusmerkkien kirjaintunnukset E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi ja N eivät ole osa varoitusmerkkiä.

Anmärkning: Bokstäverna E, O, F, F+, T, T+, C, Xn, Xi och N utgör inte en del av symbolen.

E

ES: Explosivo

CS: Výbušný

DA: Eksplosiv

DE: Explosionsgefährlich

ET: Plahvatusohtlik

EL: Εκρηκτικό

EN: Explosive

FR: Explosif

IT: Esplosivo

LV: Sprādzienbīstams

LT: Sprogstamoji

HU: Robbanásveszélyes

MT: Splussiv

NL: Ontplofbaar

PL: Produkt wybuchowy

PT: Explosivo

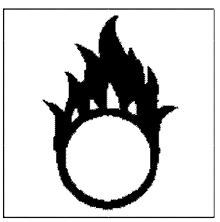
SK: Výbušný

SL: Eksplozivno

FI: Räjähtävä

SV: Explosivt

O



ES: Comburente

CS: Oxidující

DA: Brandnærende

DE: Brandfördernd

ET: Oksüdeeriv

EL: Οξειδωτικό

EN: Oxidizing

FR: Comburant

IT: Comburente

LV: Spēcīgs oksidētājs

LT: Oksiduojanti

HU: Égést tápláló, oxidáló

MT: Iqabbad

NL: Oxyderend

PL: Produkt utleniający

PT: Comburente

SK: Oxidujúci

SL: Oksidativno

FI: Hapettava

SV: Oxiderande

F

ES: Fácilmente inflamable

CS: Vysoce hořlavý

DA: Meget brandfarlig

DE: Leichtentzündlich

ET: Väga tuleohtlik

EL: Πολύ εύφλεκτο

EN: Highly flammable

FR: Facilement inflammable

IT: Facilmente infiammabile

LV: Viegli uzliesmojošs

LT: Labai degi

HU: Tűzveszélyes

MT: Jaqbad malajr

NL: Licht ontvlambaar

PL: Produkt wysoce łatwopalny

PT: Facilmente inflamável

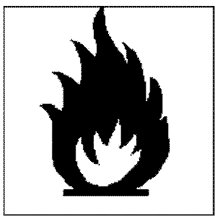
SK: Veľmi horľavý

SL: Lahko vnetljivo

FI: Helposti syttyvä

SV: Mycket brandfarligt

F+



ES: Extremadamente inflamable

CS: Extrémně hořlavý

DA: Yderst brandfarlig

DE: Hochentzündlich

ET: Eriti tuleohtlik

EL: Εξαιρετικά εύφλεκτο

EN: Extremely flammable

FR: Extrêmement inflammable

IT: Estremamente infiammabile

LV: Īpaši viegli uzliesmojošs

LT: Ypač degi

HU: Fokozottan tűzveszélyes

MT: Jaqbad malajr ħafna

NL: Zeer licht ontvlambaar

PL: Produkt skrajnie łatwopalny

PT: Extremamente inflamável

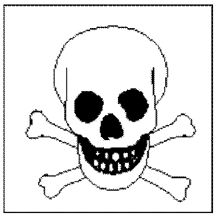
SK: Mimoriadne horľavý

SL: Zelo lahko vnetljivo

FI: Erittäin helposti syttyvä

SV: Extremt brandfarligt

T



ES: Tóxico

CS: Toxický

DA: Giftig

DE: Giftig

ET: Mürgine

EL: Τοξικό

EN: Toxic

FR: Toxique

IT: Tossico

LV: Toksisks

LT: Toksiška

HU: Mérgező

MT: Tossiku

NL: Vergiftig

PL: Produkt toksyczny

PT: Tóxico

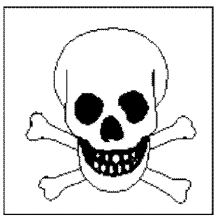
SK: Jedovatý

SL: Strupeno

FI: Myrkyllinen

SV: Giftig

T+



ES: Muy tóxico

CS: Vysoce toxický

DA: Meget giftig

DE: Sehr giftig

ET: Väga mürgine

EL: Πολύ τοξικό

EN: Very toxic

FR: Très toxique

IT: Molto tossico

LV: Ļoti toksisks

LT: Labai toksiška

HU: Nagyon mérgező

MT: Tossiku ħafna

NL: Zeer vergiftig

PL: Produkt bardzo toksyczny

PT: Muito tóxico

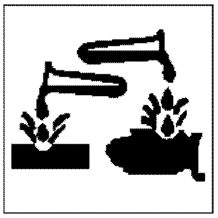
SK: Veľmi jedovatý

SL: Zelo strupeno

FI: Erittäin myrkyllinen

SV: Mycket giftig

C



ES: Corrosivo

CS: Žíravý

DA: Ætsende

DE: Ätzend

ET: Sööbiv

EL: Διαβρωτικό

EN: Corrosive

FR: Corrosif

IT: Corrosivo

LV: Kodīgs

LT: Ardanti (ėsdinanti)

HU: Maró

MT: Korrużiv

NL: Bijtend

PL: Produkt żrący

PT: Corrosivo

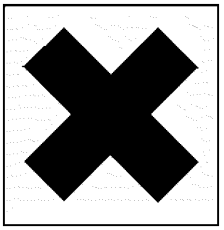
SK: Žieravý

SL: Jedko

FI: Syövyttävä

SV: Frätande

Xn



ES: Nocivo

CS: Zdraví škodlivý

DA: Sundhedsskadelig

DE: Gesundheitsschädlich

ET: Kahjulik

EL: Επιβλαβές

EN: Harmful

FR: Nocif

IT: Nocivo

LV: Kaitīgs

LT: Kenksminga

HU: Ártalmas

MT: Jagħmel il-ħsara

NL: Schadelijk

PL: Produkt szkodliwy

PT: Nocivo

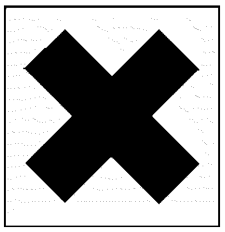
SK: Škodlivý

SL: Zdravju škodljivo

FI: Haitallinen

SV: Hälsoskadlig

Xi



ES: Irritante

CS: Dráždivý

DA: Lokalirriterende

DE: Reizend

ET: Ärritav

EL: Ερεθιστικό

EN: Irritant

FR: Irritant

IT: Irritante

LV: Kairinošs

LT: Dirginanti

HU: Irritatív

MT: Irritanti

NL: Irriterend

PL: Produkt drażniący

PT: Irritante

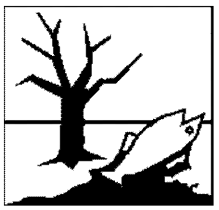
SK: Dráždivý

SL: Dražilno

FI: Ärsyttävä

SV: Irriterande

N



ES: Peligroso para el medio ambiente

CS: Nebezpečný pro životní prostředí

DA: Miljøfarlig

DE: Umweltgefährlich

ET: Keskkonnaohtlik

EL: Επικίνδυνο για το περιβάλλον

EN: Dangerous for the environment

FR: Dangereux pour l'environnement

IT: Pericoloso per l'ambiente

LV: Bīstams videi

LT: Aplinkai pavojinga

HU: Környezetre veszélyes

MT: Perikoluż għall-ambjent

NL: Milieugevaarlijk

PL: Produkt niebezpieczny dla środowiska

PT: Perigoso para o ambiente

SK: Nebezpečný pre životné prostredie

SL: Okolju nevarno

FI: Ympäristölle vaarallinen

SV: Miljöfarlig»

d) L'annexe III est remplacée par le texte suivant:

«ANEXO III — PŘÍLOHA III — BILAG III — ANHANG III — III LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III — ANNEX III — ANNEXE III — ALLEGATO III — III PIELIKUMS — III PRIEDAS — III. MELLÉKLET — ANNESS III — BIJLAGE III — ZAŁĄCZNIK III — ANEXO III — PRÍLOHA III — PRILOGA III — LIITE III — BILAGA III

ANEXO III

Naturaleza de los riesgos específicos atribuidos a las sustancias y preparados peligrosos

PŘÍLOHA III

Povaha specifických rizik spojených s nebezpečnými látkami a přípravky

BILAG III

Arten af de saerlige risici, der er forbundet med de farlige stoffer og præparater

ANHANG III

Bezeichnungen der besonderen Gefahren bei gefährlichen Stoffen und Zubereitungen

III LISA

Ohtlike ainete ja valmististe riskilaused

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III

Φύση των ειδικών κινδύνων που αφορούν επικίνδυνες ουσίες και παρασκευάσματα

ANNEX III

Nature of special risks attributed to dangerous substances and preparations

ANNEXE III

Nature des risques particuliers attribués aux substances et préparations dangereuses

ALLEGATO III

Natura dei rischi specifici attribuiti alle sostanze e preparati pericolosi

III PIELIKUMS

Ķīmisko vielu iedarbības raksturojumi un apvienotie raksturojumi

III PRIEDAS

Pavojingoms medžiagoms ir preparatams priskiriamų ypatingųjų rizikos veiksnių pobūdis

III. MELLÉKLET

A veszélyes anyagok és készítmények veszélyeinek/kockázatainak jellege (R-mondatok)

ANNESS III

In-natura ta' riskji speċjali attribwiti lil sustanzi u preparazzjonijiet perikoluż

BIJLAGE III

Aard der bijzondere gevaren toegeschreven aan gevaarlijke stoffen en preparaten

ZAŁĄCZNIK III

Zwroty wskazujące rodzaj zagrożenia stwarzanego przez substancję niebezpieczną lub preparat niebezpieczny

ANEXO III

Natureza dos riscos específicos atribuídos às substâncias e preparações perigosas

PRÍLOHA III

Zoznam označení špecifického rizika upozorňujúcich na nebezpečné vlastnosti chemickej látky a prípravku

PRILOGA III

Standardna opozorila za označevanje nevarnih snovi in pripravkov

LIITE III

Erityisten vaarojen luonne liittyen vaarallisiin aineisiin ja valmisteisiin

BILAGA III

Riskfraser som tilldelas farliga ämnen och beredningar

R1

ES: Explosivo en estado seco.

CS: Výbušný v suchém stavu.

DA: Eksplosiv i tør tilstand.

DE: In trockenem Zustand explosionsgefährlich.

ET: Plahvatusohtlik kuivana.

EL: Εκρηκτικό σε ξηρή κατάσταση.

EN: Explosive when dry.

FR: Explosif à l'état sec.

IT: Esplosivo allo stato secco.

LV: Sprādzienbīstams sausā veidā.

LT: Sausa gali sprogti.

HU: Száraz állapotban robbanásveszélyes.

MT: Jisplodi meta jinxef.

NL: In droge toestand ontplofbaar.

PL: Produkt wybuchowy w stanie suchym.

PT: Explosivo no estado seco.

SK: V suchom stave výbušný.

SL: Eksplozivno v suhem stanju.

FI: Räjähtävää kuivana.

SV: Explosivt i torrt tillstånd.

R2

ES: Riesgo de explosión por choque, fricción, fuego u otras fuentes de ignición.

CS: Nebezpečí výbuchu při úderu, tření, ohni nebo působením jiných zdrojů zapálení.

DA: Eksplosionsfarlig ved stød, gnidning, ild eller andre antændelseskilder.

DE: Durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen explosionsgefährlich.

ET: Plahvatusohtlik löögi, hõõrdumise, tule või muu süttimisallika toimel.

EL: Κίνδυνος εκρήξεως από κρούση, τριβή, φωτιά ή άλλες πηγές αναφλέξεως.

EN: Risk of explosion by shock, friction, fire or other sources of ignition.

FR: Risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition.

IT: Rischio di esplosione per urto, sfregamento, fuoco o altre sorgenti d'ignizione.

LV: Sprādziena risks trieciena, berzes, liesmas vai cita aizdedzināšanas avota iedarbībā.

LT: Sprogimo rizika nuo smūgio, trinties, ugnies ar kitų uždegimo šaltinių.

HU: Ütés, súrlódás, tűz vagy más gyújtóforrás robbanást okozhat.

MT: Riskju ta' splużjoni minn xokk, frizzjoni, nar jew għejun oħra ta' qbid tan-nar.

NL: Ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken.

PL: Zagrożenie wybuchem wskutek uderzenia, tarcia, kontaktu z ogniem lub innymi źródłami zapłonu.

PT: Risco de explosão por choque, fricção, fogo ou outras fontes de ignição.

SK: Riziko výbuchu nárazom, trením, horením alebo inými zdrojmi zapálenia.

SL: Nevarnost eksplozije ob udarcu, trenju, požaru ali drugih virih vžiga.

FI: Räjähtävää iskun, hankauksen, avotulen tai muun sytytyslähteen vaikutuksesta.

SV: Explosivt vid stöt, friktion, eld eller annan antändningsorsak.

R3

ES: Alto riesgo de explosión por choque, fricción, fuego u otras fuentes de ignición.

CS: Velké nebezpečí výbuchu při úderu, tření, ohni nebo působením jiných zdrojů zapálení.

DA: Meget eksplosionsfarlig ved stød, gnidning, ild eller andre antændelseskilder.

DE: Durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besonders explosionsgefährlich.

ET: Eriti plahvatusohtlik löögi, hõõrdumise, tule või muu süttimisallika toimel.

EL: Πολύ μεγάλος κίνδυνος εκρήξεως από κρούση, τριβή, φωτιά ή άλλες πηγές αναφλέξεως.

EN: Extreme risk of explosion by shock, friction, fire or other sources of ignition.

FR: Grand risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition.

IT: Elevato rischio di esplosione per urto, sfregamento, fuoco o altre sorgenti d'ignizione.

LV: Augsts sprādziena risks trieciena, berzes, liesmas vai cita aizdedzināšanas avota iedarbībā.

LT: Ypač didelė sprogimo rizika nuo smūgio, trinties, ugnies ar kitų uždegimo šaltinių.

HU: Ütés, súrlódás, tűz vagy egyéb gyújtóforrás rendkívüli mértékben növeli a robbanásveszélyt.

MT: Riskju kbir ħafna ta' splużjoni minn xokk, frizzjoni, nar jew għejun oħra ta' qbid.

NL: Ernstig ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken.

PL: Skrajne zagrożenie wybuchem wskutek uderzenia, tarcia, kontaktu z ogniem lub innymi źródłami zapłonu.

PT: Grande risco de explosão por choque, fricção, fogo ou outras fontes de ignição.

SK: Mimoriadne riziko výbuchu nárazom, trením, horením alebo inými zdrojmi zapálenia.

SL: Velika nevarnost eksplozije ob udarcu, trenju, požaru ali drugih virih vžiga.

FI: Erittäin helposti räjähtävää iskun, hankauksen, avotulen tai muun sytytyslähteen vaikutuksesta.

SV: Mycket explosivt vid stöt, friktion, eld eller annan antändningsorsak.

R4

ES: Forma compuestos metálicos explosivos muy sensibles.

CS: Vytváří vysoce výbušné kovové sloučeniny.

DA: Danner meget følsomme eksplosive metalforbindelser.

DE: Bildet hochempfindliche explosionsgefährliche Metallverbindungen.

ET: Moodustab väga plahvatusohtlikke metalliühendeid.

EL: Σχηματίζει πολύ ευαίσθητες εκρηκτικές μεταλλικές ενώσεις.

EN: Forms very sensitive explosive metallic compounds.

FR: Forme des composés métalliques explosifs très sensibles.

IT: Forma composti metallici esplosivi molto sensibili.

LV: Veido sprādzienbīstamus savienojumus ar metāliem.

LT: Sudaro labai jautrius sprogstamuosius metalo junginius.

HU: Nagyon érzékeny, robbanásveszélyes fémvegyületeket képez.

MT: Jifforma komposti metalliċi esplussivi sensittivi ħafna.

NL: Vormt met metalen zeer gemakkelijk ontplofbare verbindingen.

PL: Tworzy łatwo wybuchające związki metaliczne.

PT: Forma compostos metálicos explosivos muito sensíveis.

SK: Vytvára veľmi citlivé výbušné zlúčeniny kovov.

SL: Tvori zelo občutljive eksplozivne kovinske spojine.

FI: Muodostaa erittäin herkästi räjähtäviä metalliyhdisteitä.

SV: Bildar mycket känsliga explosiva metallföreningar.

R5

ES: Peligro de explosión encaso de calentamiento.

CS: Zahřívání může způsobit výbuch.

DA: Eksplosionsfarlig ved opvarmning.

DE: Beim Erwärmen explosionsfähig.

ET: Kuumenemine võib põhjustada plahvatuse.

EL: Θέρμανση μπορεί να προκαλέσει έκρηξη.

EN: Heating may cause an explosion.

FR: Danger d'explosion sous l'action de la chaleur.

IT: Pericolo di esplosione per riscaldamento.

LV: Karsēšana var izraisīt eksploziju.

LT: Kaitinama gali sprogti.

HU: Hő hatására robbanhat.

MT: Jista' jisplodi bis-sħana.

NL: Ontploffingsgevaar door verwarming.

PL: Ogrzanie grozi wybuchem.

PT: Perigo de explosão sob a acção do calor.

SK: Zahriatie môže spôsobiť výbuch.

SL: Segrevanje lahko povzroči eksplozijo.

FI: Räjähdysvaarallinen kuumennettaessa.

SV: Explosivt vid uppvärmning.

R6

ES: Peligro de explosión, en contacto o sin contacto con el aire.

CS: Výbušný za přístupu i bez přístupu vzduchu.

DA: Eksplosiv ved og uden kontakt med luft.

DE: Mit und ohne Luft explosionsfähig.

ET: Plahvatusohtlik õhuga kokkupuutel või kokkupuuteta.

EL: Εκρηκτικό σε επαφή ή χωρίς επαφή με τον αέρα.

EN: Explosive with or without contact with air.

FR: Danger d'explosion en contact ou sans contact avec l'air.

IT: Esplosivo a contatto o senza contatto con l'aria.

LV: Sprādzienbīstams gaisa un bezgaisa vidē.

LT: Gali sprogti ore arba beorėje aplinkoje.

HU: Levegővel érintkezve vagy anélkül is robbanásveszélyes.

MT: Jista' jisplodi b'kuntatt jew bla kuntatt ma' l-ajra.

NL: Ontplofbaar met en zonder lucht.

PL: Produkt wybuchowy z dostępem i bez dostępu powietrza.

PT: Perigo de explosão com ou sem contacto com o ar.

SK: Výbušný pri kontakte alebo bez kontaktu so vzduchom.

SL: Eksplozivno na zraku ali brez zraka.

FI: Räjähtävää sellaisenaan tai ilman kanssa.

SV: Explosivt vid kontakt och utan kontakt med luft.

R7

ES: Puede provocar incendios.

CS: Může způsobit požár.

DA: Kan forårsage brand.

DE: Kann Brand verursachen.

ET: Võib põhjustada tulekahju.

EL: Μπορεί να προκαλέσει πυρκαγιά.

EN: May cause fire.

FR: Peut provoquer un incendie.

IT: Può provocare un incendio.

LV: Var izraisīt ugunsgrēku.

LT: Pavojinga gaisro atžvilgiu.

HU: Tüzet okozhat.

MT: Jista' jqabbad nar.

NL: Kan brand veroorzaken.

PL: Może spowodować pożar.

PT: Pode provocar incêndio.

SK: Môže spôsobiť požiar.

SL: Lahko povzroči požar.

FI: Aiheuttaa tulipalon vaaran.

SV: Kan orsaka brand.

R8

ES: Peligro de fuego en contacto con materias combustibles.

CS: Dotek s hořlavým materiálem může způsobit požár.

DA: Brandfarlig ved kontakt med brandbare stoffer.

DE: Feuergefahr bei Berührung mit brennbaren Stoffen.

ET: Kokkupuutel süttiva ainega võib põhjustada tulekahju.

EL: Η επαφή με καύσιμο υλικό μπορεί να προκαλέσει πυρκαγιά.

EN: Contact with combustible material may cause fire.

FR: Favorise l'inflammation des matières combustibles.

IT: Può provocare l'accensione di materie combustibili.

LV: Saskaroties ar degošu materiālu, var izraisīt ugunsgrēku.

LT: Gali užsidegti dėl sąveikos su galinčiomis degti medžiagomis.

HU: Éghető anyaggal érintkezve tüzet okozhat.

MT: Kuntatt ma'materjal li jaqbad jista' jqabbad nar.

NL: Bevordert de ontbranding van brandbare stoffen.

PL: Kontakt z materiałami zapalnymi może spowodować pożar.

PT: Favorece a inflamação de matérias combustíveis.

SK: Pri kontakte s horľavým materiálom môže spôsobiť požiar.

SL: V stiku z vnetljivim materialom lahko povzroči požar.

FI: Aiheuttaa tulipalon vaaran palavien aineiden kanssa.

SV: Kontakt med brännbart material kan orsaka brand.

R9

ES: Peligro de explosión al mezclar con materias combustibles.

CS: Výbušný při smíchání s hořlavým materiálem.

DA: Eksplosionsfarlig ved blanding med brandbare stoffer.

DE: Explosionsgefahr bei Mischung mit brennbaren Stoffen.

ET: Plahvatusohtlik segatult süttiva ainega.

EL: Εκρηκτικό όταν αναμιχθεί με καύσιμα υλικά.

EN: Explosive when mixed with combustible material.

FR: Peut exploser en mélange avec des matières combustibles.

IT: Esplosivo in miscela con materie combustibili.

LV: Sprādzienbīstams, sajaucot ar degošu materiālu.

LT: Gali sprogti sumaišyta su galinčiomis degti medžiagomis.

HU: Éghető anyaggal keveredve robbanásveszélyes.

MT: Jisplodi meta jitħallat ma' materjal li jaqbad.

NL: Ontploffingsgevaar bij menging met brandbare stoffen.

PL: Grozi wybuchem po zmieszaniu z materiałem zapalnym.

PT: Pode explodir quando misturado com matérias combustíveis.

SK: Výbušný po zmiešaní s horľavým materiálom.

SL: Eksplozivno v mešanici z vnetljivim materialom.

FI: Räjähtävää sekoitettaessa palavien aineiden kanssa.

SV: Explosivt vid blandning med brännbart material.

R10

ES: Inflamable.

CS: Hořlavý.

DA: Brandfarlig.

DE: Entzündlich.

ET: Tuleohtlik.

EL: Εύφλεκτο.

EN: Flammable.

FR: Inflammable.

IT: Infiammabile.

LV: Uzliesmojošs.

LT: Degi.

HU: Kis mértékben tűzveszélyes.

MT: Jieħu n-nar.

NL: Ontvlambaar.

PL: Produkt łatwopalny.

PT: Inflamável.

SK: Horľavý.

SL: Vnetljivo.

FI: Syttyvää.

SV: Brandfarligt.

R11

ES: Fácilmente inflamable.

CS: Vysoce hořlavý.

DA: Meget brandfarlig.

DE: Leichtentzündlich.

ET: Väga tuleohtlik.

EL: Πολύ εύφλεκτο.

EN: Highly flammable.

FR: Facilement inflammable.

IT: Facilmente infiammabile.

LV: Viegli uzliesmojošs.

LT: Labai degi.

HU: Tűzveszélyes.

MT: Jieħu n-nar malajr.

NL: Licht ontvlambaar.

PL: Produkt wysoce łatwopalny.

PT: Facilmente inflamável.

SK: Veľmi horľavý.

SL: Lahko vnetljivo.

FI: Helposti syttyvää.

SV: Mycket brandfarligt.

R12

ES: Extremadamente inflamable.

CS: Extrémně hořlavý.

DA: Yderst brandfarlig.

DE: Hochentzündlich.

ET: Eriti tuleohtlik.

EL: Εξαιρετικά εύφλεκτο.

EN: Extremely flammable.

FR: Extrêmement inflammable.

IT: Estremamente infiammabile.

LV: Īpaši viegli uzliesmojošs.

LT: Ypač degi.

HU: Fokozottan tűzveszélyes.

MT: Jieħu n-nar malajr ħafna.

NL: Zeer licht ontvlambaar.

PL: Produkt skrajnie łatwopalny.

PT: Extremamente inflamável.

SK: Mimoriadne horľavý.

SL: Zelo lahko vnetljivo.

FI: Erittäin helposti syttyvää.

SV: Extremt brandfarligt.

R14

ES: Reacciona violentamente con el agua.

CS: Prudce reaguje s vodou.

DA: Reagerer voldsomt med vand.

DE: Reagiert heftig mit Wasser.

ET: Reageerib ägedalt veega.

EL: Αντιδρά βίαια με νερό.

EN: Reacts violently with water.

FR: Réagit violemment au contact de l'eau.

IT: Reagisce violentemente con l'acqua.

LV: Aktīvi reaģē ar ūdeni.

LT: Smarkiai reaguoja su vandeniu.

HU: Vízzel hevesen reagál.

MT: Jirreaġixxi bil-qawwa meta jmiss l-ilma.

NL: Reageert heftig met water.

PL: Reaguje gwałtownie z wodą.

PT: Reage violentamente em contacto com a água.

SK: Prudko reaguje s vodou.

SL: Burno reagira z vodo.

FI: Reagoi voimakkaasti veden kanssa.

SV: Reagerar häftigt med vatten.

R15

ES: Reacciona con el agua liberando gases extremadamente inflamables.

CS: Při styku s vodou uvolňuje extrémně hořlavé plyny.

DA: Reagerer med vand under dannelse af yderst brandfarlige gasser.

DE: Reagiert mit Wasser unter Bildung hochentzündlicher Gase.

ET: Kokkupuutel veega eraldub väga tuleohtlik gaas.

EL: Σε επαφή με το νερό εκλύει εξαιρετικά εύφλεκτα αέρια.

EN: Contact with water liberates extremely flammable gases.

FR: Au contact de l'eau, dégage des gaz extrêmement inflammables.

IT: A contatto con l'acqua libera gas estremamente infiammabili.

LV: Saskaroties ar ūdeni, izdala īpaši viegli uzliesmojošas gāzes.

LT: Reaguoja su vandeniu, išskirdama ypač degias dujas.

HU: Vízzel érintkezve fokozottan tűzveszélyes gázok képződnek.

MT: Kuntatt ma' l-ilma joħroġ gassijiet li jieħdu n-nar malajr ħafna.

NL: Vormt zeer licht ontvlambaar gas in contact met water.

PL: W kontakcie z wodą uwalnia skrajnie łatwopalne gazy.

PT: Em contacto com a água liberta gases extremamente inflamáveis.

SK: Pri kontakte s vodou sa uvoľňujú mimoriadne horľavé plyny.

SL: V stiku z vodo se sproščajo zelo lahko vnetljivi plini.

FI: Vapauttaa erittäin helposti syttyviä kaasuja veden kanssa.

SV: Vid kontakt med vatten bildas extremt brandfarliga gaser.

R16

ES: Puede explosionar en mezcla con substancias comburentes.

CS: Výbušný při smíchání s oxidačními látkami.

DA: Eksplosionsfarlig ved blanding med oxiderende stoffer.

DE: Explosionsgefährlich in Mischung mit brandfördernden Stoffen.

ET: Plahvatusohtlik segatult oksüdeerivate ainetega.

EL: Εκρηκτικό όταν αναμιχθεί με οξειδωτικές ουσίες.

EN: Explosive when mixed with oxidizing substances.

FR: Peut exploser en mélange avec des substances comburantes.

IT: Pericolo di esplosione se mescolato con sostanze comburenti.

LV: Sprāgst, saskaroties ar oksidētājiem.

LT: Gali sprogti sumaišyta su oksiduojančiomis medžiagomis.

HU: Oxidáló anyaggal keveredve robbanásveszélyes.

MT: Jista' jisplodi meta jitħallat ma' sustanzi li jsaddu.

NL: Ontploffingsgevaar bij menging met oxyderende stoffen.

PL: Produkt wybuchowy po zmieszaniu z substancjami utleniającymi.

PT: Explosivo quando misturado com substâncias comburentes.

SK: Výbušný po zmiešaní s oxidujúcimi látkami.

SL: Eksplozivno v mešanici z oksidativnimi snovmi.

FI: Räjähtävää hapettavien aineiden kanssa.

SV: Explosivt vid blandning med oxiderande ämnen.

R17

ES: Se inflama espontáneamente en contacto con el aire.

CS: Samovznětlivý na vzduchu.

DA: Selvantændelig i luft.

DE: Selbstentzündlich an der Luft.

ET: Isesüttiv õhu käes.

EL: Αυτοαναφλέγεται στον αέρα.

EN: Spontaneously flammable in air.

FR: Spontanément inflammable à l'air.

IT: Spontaneamente infiammabile all'aria.

LV: Spontāni uzliesmo gaisā.

LT: Savaime užsideganti ore.

HU: Levegőn öngyulladó.

MT: Jaqbad waħdu fl-arja.

NL: Spontaan ontvlambaar in lucht.

PL: Samorzutnie zapala się w powietrzu.

PT: Espontaneamente inflamável ao ar.

SK: Vznietivý na vzduchu.

SL: Samovnetljivo na zraku.

FI: Itsestään syttyvää ilmassa.

SV: Självantänder i luft.

R18

ES: Al usarlo pueden formarse mezclas aire-vapor explosivas/inflamables.

CS: Při používání může vytvářet hořlavé nebo výbušné směsi par se vzduchem.

DA: Ved brug kan brandbare dampe/eksplosive damp-luftblandinger dannes.

DE: Bei Gebrauch Bildung explosionsfähiger/leichtentzündlicher Dampf/Luft-Gemische möglich.

ET: Kasutamisel võib moodustuda tule-/plahvatusohtlik auru-õhu segu.

EL: Κατά τη χρήση μπορεί να σχηματίσει εύφλεκτα/εκρηκτικά μείγματα ατμού-αέρος.

EN: In use, may form flammable/explosive vapour-air mixture.

FR: Lors de l'utilisation, formation possible de mélange vapeur-air inflammable/explosif.

IT: Durante l'uso può formare con aria miscele esplosive/infiammabili.

LV: Izmantojot var veidot uzliesmojošu vai sprādzienbīstamu tvaiku un gaisa maisījumu.

LT: Naudojama gali sudaryti degius (sprogius) garų (oro) mišinius.

HU: A használat során robbanásveszélyes/tűzveszélyes gáz-levegő elegy keletkezhet.

MT: Meta jintuża jista' jifforma taħlitiet esplussivi jew li jaqbdu jekk jitħallat ma' l-arja.

NL: Kan bij gebruik een ontvlambaar/ontplofbaar damp-lucht-mengsel vormen.

PL: Podczas stosowania mogą powstawać łatwopalne lub wybuchowe mieszaniny par z powietrzem.

PT: Pode formar mistura vapor-ar explosiva/inflamável durante a utilização.

SK: Pri použití môže vytvárať horľavé/výbušné zmesi pár so vzduchom.

SL: Pri uporabi lahko tvori vnetljivo/eksplozivno zmes hlapi-zrak.

FI: Käytössä voi muodostua syttyvä/räjähtävä höyry-ilma-seos.

SV: Vid användning kan brännbara/explosiva ång-luftblandningar bildas.

R19

ES: Puede formar peróxidos explosivos.

CS: Může vytvářet výbušné peroxidy.

DA: Kan danne eksplosive peroxider.

DE: Kann explosionsfähige Peroxide bilden.

ET: Võib moodustada plahvatusohtlikke peroksiide.

EL: Μπορεί να σχηματίσει εκρηκτικά υπεροξείδια.

EN: May form explosive peroxides.

FR: Peut former des peroxydes explosifs.

IT: Può formare perossidi esplosivi.

LV: Var veidot sprādzienbīstamus peroksīdus.

LT: Gali sudaryti sprogstamuosius peroksidus.

HU: Robbanásveszélyes peroxidokat képezhet.

MT: Jista' jifforma perossidi esplussivi.

NL: Kan ontplofbare peroxiden vormen.

PL: Może tworzyć wybuchowe nadtlenki.

PT: Pode formar peróxidos explosivos.

SK: Môže vytvárať výbušné peroxidy.

SL: Lahko tvori eksplozivne perokside.

FI: Saattaa muodostua räjähtäviä peroksideja.

SV: Kan bilda explosiva peroxider.

R20

ES: Nocivo por inhalación.

CS: Zdraví škodlivý při vdechování.

DA: Farlig ved indånding.

DE: Gesundheitsschädlich beim Einatmen.

ET: Kahjulik sissehingamisel.

EL: Επιβλαβές όταν εισπνέεται.

EN: Harmful by inhalation.

FR: Nocif par inhalation.

IT: Nocivo per inalazione.

LV: Kaitīgs ieelpojot.

LT: Kenksminga įkvėpus.

HU: Belélegezve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jinxtamm.

NL: Schadelijk bij inademing.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe.

PT: Nocivo por inalação.

SK: Škodlivý pri vdýchnutí.

SL: Zdravju škodljivo pri vdihavanju.

FI: Terveydelle haitallista hengitettynä.

SV: Farligt vid inandning.

R21

ES: Nocivo en contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý při styku s kůží.

DA: Farlig ved hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich bei Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful in contact with skin.

FR: Nocif par contact avec la peau.

IT: Nocivo a contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Kenksminga susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jmiss il-ġilda.

NL: Schadelijk bij aanraking met de huid.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą.

PT: Nocivo em contacto com a pele.

SK: Škodlivý pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo v stiku s kožo.

FI: Terveydelle haitallista joutuessaan iholle.

SV: Farligt vid hudkontakt.

R22

ES: Nocivo por ingestión.

CS: Zdraví škodlivý při požití.

DA: Farlig ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich beim Verschlucken.

ET: Kahjulik allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful if swallowed.

FR: Nocif en cas d'ingestion.

IT: Nocivo per ingestione.

LV: Kaitīgs norijot.

LT: Kenksminga prarijus.

HU: Lenyelve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jinbela'.

NL: Schadelijk bij opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie po połknięciu.

PT: Nocivo por ingestão.

SK: Škodlivý po požití.

SL: Zdravju škodljivo pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista nieltynä.

SV: Farligt vid förtäring.

R23

ES: Tóxico por inhalación.

CS: Toxický při vdechování.

DA: Giftig ved indånding.

DE: Giftig beim Einatmen.

ET: Mürgine sissehingamisel.

EL: Τοξικό όταν εισπνέεται.

EN: Toxic by inhalation.

FR: Toxique par inhalation.

IT: Tossico per inalazione.

LV: Toksisks ieelpojot.

LT: Toksiška įkvėpus.

HU: Belélegezve mérgező (toxikus).

MT: Tossiku meta jinxtamm.

NL: Vergiftig bij inademing.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe.

PT: Tóxico por inalação.

SK: Jedovatý pri vdýchnutí.

SL: Strupeno pri vdihavanju.

FI: Myrkyllistä hengitettynä.

SV: Giftigt vid inandning.

R24

ES: Tóxico en contacto con la piel.

CS: Toxický při styku s kůží.

DA: Giftig ved hudkontakt.

DE: Giftig bei Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine kokkupuutel nahaga.

EL: Τοξικό σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic in contact with skin.

FR: Toxique par contact avec la peau.

IT: Tossico a contatto con la pelle.

LV: Toksisks, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Toksiška susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve mérgező (toxikus).

MT: Tossiku meta jmiss il-ġilda.

NL: Vergiftig bij aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą.

PT: Tóxico em contacto com a pele.

SK: Jedovatý pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno v stiku s kožo.

FI: Myrkyllistä joutuessaan iholle.

SV: Giftigt vid hudkontakt.

R25

ES: Tóxico por ingestión.

CS: Toxický při požití.

DA: Giftig ved indtagelse.

DE: Giftig beim Verschlucken.

ET: Mürgine allaneelamisel.

EL: Τοξικό σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic if swallowed.

FR: Toxique en cas d'ingestion.

IT: Tossico per ingestione.

LV: Toksisks norijot.

LT: Toksiška prarijus.

HU: Lenyelve mérgező (toxikus).

MT: Tossiku jekk jinbela'.

NL: Vergiftig bij opname door de mond.

PL: Działa toksycznie po połknięciu.

PT: Tóxico por ingestão.

SK: Jedovatý po požití.

SL: Strupeno pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä nieltynä.

SV: Giftigt vid förtäring.

R26

ES: Muy tóxico por inhalación.

CS: Vysoce toxický při vdechování.

DA: Meget giftig ved indånding.

DE: Sehr giftig beim Einatmen.

ET: Väga mürgine sissehingamisel.

EL: Πολύ τοξικό όταν εισπνέεται.

EN: Very toxic by inhalation.

FR: Très toxique par inhalation.

IT: Molto tossico per inalazione.

LV: Ļoti toksisks ieelpojot.

LT: Labai toksiška įkvėpus.

HU: Belélegezve nagyon mérgező (toxikus).

MT: Tossiku ħafna meta jinxtamm.

NL: Zeer vergiftig bij inademing.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe.

PT: Muito tóxico por inalação.

SK: Veľmi jedovatý pri vdýchnutí.

SL: Zelo strupeno pri vdihavanju.

FI: Erittäin myrkyllistä hengitettynä.

SV: Mycket giftigt vid inandning.

R27

ES: Muy tóxico en contacto con la piel.

CS: Vysoce toxický při styku s kůží.

DA: Meget giftig ved hudkontakt.

DE: Sehr giftig bei Berührung mit der Haut.

ET: Väga mürgine kokkupuutel nahaga.

EL: Πολύ τοξικό σε επαφή με το δέρμα.

EN: Very toxic in contact with skin.

FR: Très toxique par contact avec la peau.

IT: Molto tossico a contatto con la pelle.

LV: Ļoti toksisks, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Labai toksiška susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve nagyon mérgező (toxikus).

MT: Tossiku ħafna meta jmiss il-ġilda.

NL: Zeer vergiftig bij aanraking met de huid.

PL: Działa bardzo toksycznie w kontakcie ze skórą.

PT: Muito tóxico em contacto com a pele.

SK: Veľmi jedovatý pri kontakte s pokožkou.

SL: Zelo strupeno v stiku s kožo.

FI: Erittäin myrkyllistä joutuessaan iholle.

SV: Mycket giftigt vid hudkontakt.

R28

ES: Muy tóxico por ingestión.

CS: Vysoce toxický při požití.

DA: Meget giftig ved indtagelse.

DE: Sehr giftig beim Verschlucken.

ET: Väga mürgine allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic if swallowed.

FR: Très toxique en cas d'ingestion.

IT: Molto tossico per ingestione.

LV: Ļoti toksisks norijot.

LT: Labai toksiška prarijus.

HU: Lenyelve nagyon mérgező (toxikus).

MT: Tossiku ħafna jekk jinbela'.

NL: Zeer vergiftig bij opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie po połknięciu.

PT: Muito tóxico por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý po požití.

SL: Zelo strupeno pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä nieltynä.

SV: Mycket giftigt vid förtäring.

R29

ES: En contacto con agua libera gases tóxicos.

CS: Uvolňuje toxický plyn při styku s vodou.

DA: Udvikler giftig gas ved kontakt med vand.

DE: Entwickelt bei Berührung mit Wasser giftige Gase.

ET: Kokkupuutel veega eraldub mürgine gaas.

EL: Σε επαφή με το νερό ελευθερώνονται τοξικά αέρια.

EN: Contact with water liberates toxic gas.

FR: Au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques.

IT: A contatto con l'acqua libera gas tossici.

LV: Saskaroties ar ūdeni, izdala toksiskas gāzes.

LT: Reaguodama su vandeniu, išskiria toksiškas dujas.

HU: Vízzel érintkezve mérgező gázok képződnek.

MT: Jitfa' gass tossiku meta jmiss l-ilma.

NL: Vormt vergiftig gas in contact met water.

PL: W kontakcie z wodą uwalnia toksyczne gazy.

PT: Em contacto com a água liberta gases tóxicos.

SK: Pri kontakte s vodou uvoľňuje jedovatý plyn.

SL: V stiku z vodo se sprošča strupen plin.

FI: Kehittää myrkyllistä kaasua veden kanssa.

SV: Utvecklar giftig gas vid kontakt med vatten.

R30

ES: Puede inflamarse fácilmente al usarlo.

CS: Při používání se může stát vysoce hořlavým.

DA: Kan blive meget brandfarlig under brug.

DE: Kann bei Gebrauch leicht entzündlich werden.

ET: Kasutamisel võib muutuda väga tuleohtlikuks.

EL: Κατά τη χρήση γίνεται πολύ εύφλεκτο.

EN: Can become highly flammable in use.

FR: Peut devenir facilement inflammable pendant l'utilisation.

IT: Può divenire facilmente infiammabile durante l'uso.

LV: Var viegli uzliesmot lietošanas laikā.

LT: Naudojama gali tapti labai degi.

HU: A használat során tűzveszélyessé válik.

MT: Jista' jaqbad malajr waqt li jintuża.

NL: Kan bij gebruik licht ontvlambaar worden.

PL: Podczas stosowania może stać się wysoce łatwopalny.

PT: Pode-se tornar facilmente inflamável durante o uso.

SK: Pri použití sa môže stať veľmi horľavým.

SL: Med uporabo utegne postati "lahko vnetljivo".

FI: Käytettäessä voi muuttua helposti syttyväksi.

SV: Kan bli mycket brandfarligt vid användning.

R31

ES: En contacto con ácidos libera gases tóxicos.

CS: Uvolňuje toxický plyn při styku s kyselinami.

DA: Udvikler giftig gas ved kontakt med syre.

DE: Entwickelt bei Berührung mit Säure giftige Gase.

ET: Kokkupuutel hapetega eraldub mürgine gaas.

EL: Σε επαφή με οξέα ελευθερώνονται τοξικά αέρια.

EN: Contact with acids liberates toxic gas.

FR: Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique.

IT: A contatto con acidi libera gas tossico.

LV: Saskaroties ar skābēm, izdala toksiskas gāzes.

LT: Reaguodama su rūgštimis, išskiria toksiškas dujas.

HU: Savval érintkezve mérgező gázok képződnek.

MT: Jitfa' gass tossiku meta jmiss l-aċidi.

NL: Vormt vergiftige gassen in contact met zuren.

PL: W kontakcie z kwasami uwalnia toksyczne gazy.

PT: Em contacto com ácidos liberta gases tóxicos.

SK: Pri kontakte s kyselinami uvoľňuje jedovatý plyn.

SL: V stiku s kislinami se sprošča strupen plin.

FI: Kehittää myrkyllistä kaasua hapon kanssa.

SV: Utvecklar giftig gas vid kontakt med syra.

R32

ES: En contacto con ácidos libera gases muy tóxicos.

CS: Uvolňuje vysoce toxický plyn při styku s kyselinami.

DA: Udvikler meget giftig gas ved kontakt med syre.

DE: Entwickelt bei Berührung mit Säure sehr giftige Gase.

ET: Kokkupuutel hapetega eraldub väga mürgine gaas.

EL: Σε επαφή με οξέα ελευθερώνονται πολύ τοξικά αέρια.

EN: Contact with acids liberates very toxic gas.

FR: Au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique.

IT: A contatto con acidi libera gas molto tossico.

LV: Saskaroties ar skābēm, izdala ļoti toksiskas gāzes.

LT: Reaguodama su rūgštimis, išskiria labai toksiškas dujas.

HU: Savval érintkezve nagyon mérgező gázok képződnek.

MT: Jitfa' gass tossiku ħafna meta jmiss l-aċidi.

NL: Vormt zeer vergiftige gassen in contact met zuren.

PL: W kontakcie z kwasami uwalnia bardzo toksyczne gazy.

PT: Em contacto com ácidos liberta gases muito tóxicos.

SK: Pri kontakte s kyselinami uvoľňuje veľmi jedovatý plyn.

SL: V stiku s kislinami se sprošča zelo strupen plin.

FI: Kehittää erittäin myrkyllistä kaasua hapon kanssa.

SV: Utvecklar mycket giftig gas vid kontakt med syra.

R33

ES: Peligro de efectos acumulativos.

CS: Nebezpečí kumulativních účinků.

DA: Kan ophobes i kroppen efter gentagen brug.

DE: Gefahr kumulativer Wirkungen.

ET: Kumulatiivse toime oht.

EL: Κίνδυνος αθροιστικών επιδράσεων.

EN: Danger of cumulative effects.

FR: Danger d'effets cumulatifs.

IT: Pericolo di effetti cumulativi.

LV: Kaitīgas kumulatīvas ietekmes draudi.

LT: Pavojinga – kaupiasi organizme.

HU: A halmozódó (kumulatív) hatások miatt veszélyes.

MT: Periklu ta' effetti kumulattivi.

NL: Gevaar voor cumulatieve effecten.

PL: Niebezpieczeństwo kumulacji w organizmie.

PT: Perigo de efeitos cumulativos.

SK: Nebezpečenstvo kumulatívnych účinkov.

SL: Nevarnost za zdravje zaradi kopičenja v organizmu.

FI: Terveydellisten haittojen vaara pitkäaikaisessa altistuksessa.

SV: Kan ansamlas i kroppen och ge skador.

R34

ES: Provoca quemaduras.

CS: Způsobuje poleptání.

DA: Ætsningsfare.

DE: Verursacht Verätzungen.

ET: Põhjustab söövitust.

EL: Προκαλεί εγκαύματα.

EN: Causes burns.

FR: Provoque des brûlures.

IT: Provoca ustioni.

LV: Rada apdegumus.

LT: Nudegina.

HU: Égési sérülést okoz.

MT: Jikkaġuna l-ħruq (fil-ġisem).

NL: Veroorzaakt brandwonden.

PL: Powoduje oparzenia.

PT: Provoca queimaduras.

SK: Spôsobuje popáleniny/poleptanie.

SL: Povzroča opekline.

FI: Syövyttävää.

SV: Frätande.

R35

ES: Provoca quemaduras graves.

CS: Způsobuje těžké poleptání.

DA: Alvorlig ætsningsfare.

DE: Verursacht schwere Verätzungen.

ET: Põhjustab tugevat söövitust.

EL: Προκαλεί σοβαρά εγκαύματα.

EN: Causes severe burns.

FR: Provoque de graves brûlures.

IT: Provoca gravi ustioni.

LV: Rada smagus apdegumus.

LT: Stipriai nudegina.

HU: Súlyos égési sérülést okoz.

MT: Jikkaġuna ħruq serju (fil-ġisem).

NL: Veroorzaakt ernstige brandwonden.

PL: Powoduje poważne oparzenia.

PT: Provoca queimaduras graves.

SK: Spôsobuje silné popáleniny/poleptanie.

SL: Povzroča hude opekline.

FI: Voimakkaasti syövyttävää.

SV: Starkt frätande.

R36

ES: Irrita los ojos.

CS: Dráždí oči.

DA: Irriterer øjnene.

DE: Reizt die Augen.

ET: Ärritab silmi.

EL: Ερεθίζει τα μάτια.

EN: Irritating to eyes.

FR: Irritant pour les yeux.

IT: Irritante per gli occhi.

LV: Kairina acis.

LT: Dirgina akis.

HU: Szemizgató hatású.

MT: Jirrita l-għajnejn.

NL: Irriterend voor de ogen.

PL: Działa drażniąco na oczy.

PT: Irritante para os olhos.

SK: Dráždi oči.

SL: Draži oči.

FI: Ärsyttää silmiä.

SV: Irriterar ögonen.

R37

ES: Irrita las vías respiratorias.

CS: Dráždí dýchací orgány.

DA: Irriterer åndedrætsorganerne.

DE: Reizt die Atmungsorgane.

ET: Ärritab hingamiselundeid.

EL: Ερεθίζει το αναπνευστικό σύστημα.

EN: Irritating to respiratory system.

FR: Irritant pour les voies respiratoires.

IT: Irritante per le vie respiratorie.

LV: Kairina elpošanas sistēmu.

LT: Dirgina kvėpavimo takus.

HU: Izgatja a légutakat.

MT: Jirrita s-sistema respiratorja.

NL: Irriterend voor de ademhalingswegen.

PL: Działa drażniąco na drogi oddechowe.

PT: Irritante para as vias respiratórias.

SK: Dráždi dýchacie cesty.

SL: Draži dihala.

FI: Ärsyttää hengityselimiä.

SV: Irriterar andningsorganen.

R38

ES: Irrita la piel.

CS: Dráždí kůži.

DA: Irriterer huden.

DE: Reizt die Haut.

ET: Ärritab nahka.

EL: Ερεθίζει το δέρμα.

EN: Irritating to skin.

FR: Irritant pour la peau.

IT: Irritante per la pelle.

LV: Kairina ādu.

LT: Dirgina odą.

HU: Bőrizgató hatású.

MT: Jirrita l-ġilda.

NL: Irriterend voor de huid.

PL: Działa drażniąco na skórę.

PT: Irritante para a pele.

SK: Dráždi pokožku.

SL: Draži kožo.

FI: Ärsyttää ihoa.

SV: Irriterar huden.

R39

ES: Peligro de efectos irreversibles muy graves.

CS: Nebezpečí velmi vážných nevratných účinků.

DA: Fare for varig alvorlig skade på helbred.

DE: Ernste Gefahr irreversiblen Schadens.

ET: Väga tõsiste pöördumatute tervisekahjustuste oht.

EL: Κίνδυνος πολύ σοβαρών μονίμων επιδράσεων.

EN: Danger of very serious irreversible effects.

FR: Danger d'effets irréversibles très graves.

IT: Pericolo di effetti irreversibili molto gravi.

LV: Būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi.

LT: Sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus.

HU: Nagyon súlyos és maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Periklu ta' effetti serji irreversibbli.

NL: Gevaar voor ernstige onherstelbare effecten.

PL: Zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Perigo de efeitos irreversíveis muito graves.

SK: Nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov.

SL: Nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja.

FI: Erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara.

SV: Risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador.

R40

ES: Posibles efectos cancerígenos.

CS: Podezření na karcinogenní účinky.

DA: Mulighed for kræftfremkaldende effekt.

DE: Verdacht auf krebserzeugende Wirkung.

ET: Võimalik vähktõve põhjustaja.

EL: Ύποπτο καρκινογένεσης.

EN: Limited evidence of a carcinogenic effect.

FR: Effet cancérogène suspecté – preuves insuffisantes.

IT: Possibilità di effetti cancerogeni – prove insufficienti.

LV: Kancerogenitāte ir daļēji pierādīta.

LT: Įtariama, kad gali sukelti vėžį.

HU: A rákkeltő hatás korlátozott mértékben bizonyított.

MT: Possibilità, mhix għal kollox ippruvata, ta` effetti kanċeroġeni.

NL: Carcinogene effecten zijn niet uitgesloten.

PL: Ograniczone dowody działania rakotwórczego.

PT: Possibilidade de efeitos cancerígenos.

SK: Možnosť karcinogénneho účinku.

SL: Možen rakotvoren učinek.

FI: Epäillään aiheuttavan syöpäsairauden vaaraa.

SV: Misstänks kunna ge cancer.

R41

ES: Riesgo de lesiones oculares graves.

CS: Nebezpečí vážného poškození očí.

DA: Risiko for alvorlig øjenskade.

DE: Gefahr ernster Augenschäden.

ET: Silmade kahjustamise tõsine oht.

EL: Κίνδυνος σοβαρών οφθαλμικών βλαβών.

EN: Risk of serious damage to eyes.

FR: Risque de lésions oculaires graves.

IT: Rischio di gravi lesioni oculari.

LV: Nopietnu bojājumu draudi acīm.

LT: Gali smarkiai pažeisti akis.

HU: Súlyos szemkárosodást okozhat.

MT: Riskju ta' ħsara serja lill-għajnejn.

NL: Gevaar voor ernstig oogletsel.

PL: Ryzyko poważnego uszkodzenia oczu.

PT: Risco de lesões oculares graves.

SK: Riziko vážneho poškodenia očí.

SL: Nevarnost hudih poškodb oči.

FI: Vakavan silmävaurion vaara.

SV: Risk för allvarliga ögonskador.

R42

ES: Posibilidad de sensibilización por inhalación.

CS: Může vyvolat senzibilizaci při vdechování.

DA: Kan give overfølsomhed ved indånding.

DE: Sensibilisierung durch Einatmen möglich.

ET: Sissehingamisel võib põhjustada ülitundlikkust.

EL: Μπορεί να προκαλέσει ευαισθητοποίηση όταν εισπνέεται.

EN: May cause sensitization by inhalation.

FR: Peut entraîner une sensibilisation par inhalation.

IT: Può provocare sensibilizzazione per inalazione.

LV: Ieelpojot var izraisīt paaugstinātu jutīgumu.

LT: Gali sukelti alergiją įkvėpus.

HU: Belélegezve túlérzékenységet okozhat (szenzibilizáló hatású lehet).

MT: Jista' jġib sensitizzazzjoni meta jinxtamm.

NL: Kan overgevoeligheid veroorzaken bij inademing.

PL: Może powodować uczulenie w następstwie narażenia drogą oddechową.

PT: Pode causar sensibilização por inalação.

SK: Môže spôsobiť senzibilizáciu pri vdýchnutí.

SL: Vdihavanje lahko povzroči preobčutljivost.

FI: Altistuminen hengitysteitse voi aiheuttaa herkistymistä.

SV: Kan ge allergi vid inandning.

R43

ES: Posibilidad de sensibilización en contacto con la piel.

CS: Může vyvolat senzibilizaci při styku s kůží.

DA: Kan give overfølsomhed ved kontakt med huden.

DE: Sensibilisierung durch Hautkontakt möglich.

ET: Kokkupuutel nahaga võib põhjustada ülitundlikkust.

EL: Μπορεί να προκαλέσει ευαισθητοποίηση σε επαφή με το δέρμα.

EN: May cause sensitization by skin contact.

FR: Peut entraîner une sensibilisation par contact avec la peau.

IT: Può provocare sensibilizzazione per contatto con la pelle.

LV: Saskaroties ar ādu, var izraisīt paaugstinātu jutīgumu.

LT: Gali sukelti alergiją susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve túlérzékenységet okozhat (szenzibilizáló hatású lehet).

MT: Jista' jikkaġuna sensitizzazzjoni meta jmiss il-ġilda.

NL: Kan overgevoeligheid veroorzaken bij contact met de huid.

PL: Może powodować uczulenie w kontakcie ze skórą.

PT: Pode causar sensibilização em contacto com a pele.

SK: Môže spôsobiť senzibilizáciu pri kontakte s pokožkou.

SL: Stik s kožo lahko povzroči preobčutljivost.

FI: Ihokosketus voi aiheuttaa herkistymistä.

SV: Kan ge allergi vid hudkontakt.

R44

ES: Riesgo de explosión al calentarlo en ambiente confinado.

CS: Nebezpečí výbuchu při zahřátí v uzavřeném obalu.

DA: Eksplosionsfarlig ved opvarmning under indeslutning.

DE: Explosionsgefahr bei Erhitzen unter Einschluss.

ET: Plahvatusohtlik kuumutamisel kinnises mahutis.

EL: Κίνδυνος εκρήξεως εάν θερμανθεί υπό περιορισμό.

EN: Risk of explosion if heated under confinement.

FR: Risque d'explosion si chauffé en ambiance confinée.

IT: Rischio di esplosione per riscaldamento in ambiente confinato.

LV: Sprādziena draudi, karsējot slēgtā vidē.

LT: Gali sprogti, jei kaitinama sandariai uždaryta.

HU: Zárt térben hő hatására robbanhat.

MT: Riskju ta' splużjoni jekk jissaħħan fil-magħluq.

NL: Ontploffingsgevaar bij verwarming in afgesloten toestand.

PL: Zagrożenie wybuchem po ogrzaniu w zamkniętym pojemniku.

PT: Risco de explosão se aquecido em ambiente fechado.

SK: Riziko výbuchu pri zahrievaní v uzavretom priestore.

SL: Nevarnost eksplozije ob segrevanju v zaprtem prostoru.

FI: Räjähdysvaara kuumennettaessa suljetussa astiassa.

SV: Explosionsrisk vid uppvärmning i sluten behållare.

R45

ES: Puede causar cáncer.

CS: Může vyvolat rakovinu.

DA: Kan fremkalde kræft.

DE: Kann Krebs erzeugen.

ET: Võib põhjustada vähktõbe.

EL: Μπορεί να προκαλέσει καρκίνο.

EN: May cause cancer.

FR: Peut provoquer le cancer.

IT: Può provocare il cancro.

LV: Kancerogēna viela.

LT: Gali sukelti vėžį.

HU: Rákot okozhat (karcinogén hatású lehet).

MT: Jista' jġib il-kanċer.

NL: Kan kanker veroorzaken.

PL: Może powodować raka.

PT: Pode causar cancro.

SK: Môže spôsobiť rakovinu.

SL: Lahko povzroči raka.

FI: Aiheuttaa syöpäsairauden vaaraa.

SV: Kan ge cancer.

R46

ES: Puede causar alteraciones genéticas hereditarias.

CS: Může vyvolat poškození dědičných vlastností.

DA: Kan forårsage arvelige genetiske skader.

DE: Kann vererbbare Schäden verursachen.

ET: Võib põhjustada pärilikke kahjustusi.

EL: Μπορεί να προκαλέσει κληρονομικές γενετικές βλάβες.

EN: May cause heritable genetic damage.

FR: Peut provoquer des altérations génétiques héréditaires.

IT: Può provocare alterazioni genetiche ereditarie.

LV: Var radīt pārmantojamus ģenētiskus defektus.

LT: Gali sukelti paveldimus genetinius pakenkimus.

HU: Öröklődő genetikai károsodást okozhat (mutagén hatású lehet).

MT: Jista' jikkaġuna ħsara ġenetika li tintiret.

NL: Kan erfelijke genetische schade veroorzaken.

PL: Może powodować dziedziczne wady genetyczne.

PT: Pode causar alterações genéticas hereditárias.

SK: Môže spôsobiť dedičné genetické poškodenie

SL: Lahko povzroči dedne genetske okvare.

FI: Saattaa aiheuttaa periytyviä perimävaurioita.

SV: Kan ge ärftliga genetiska skador.

R48

ES: Riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada.

CS: Při dlouhodobé expozici nebezpečí vážného poškození zdraví.

DA: Alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning.

DE: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition.

ET: Pikaajalisel toimel tõsise tervisekahjustuse oht.

EL: Κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα απο παρατεταμένη έκθεση.

EN: Danger of serious damage to health by prolonged exposure.

FR: Risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée.

IT: Pericolo di gravi danni per la salute in caso di esposizione prolungata.

LV: Iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas saskares.

LT: Veikiant ilgą laiką sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszú időn át hatva súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Periklu ta' ħsara serja lis-saħħa jekk wieħed ikun espost għalih fit-tul.

NL: Gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling.

PL: Stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada.

SK: Nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia pri dlhodobej expozícii.

SL: Nevarnost hudih okvar zdravja pri dolgotrajnejši izpostavljenosti.

FI: Pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle.

SV: Risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering.

R49

ES: Puede causar cáncer por inhalación.

CS: Může vyvolat rakovinu při vdechování.

DA: Kan fremkalde kræft ved indånding.

DE: Kann Krebs erzeugen beim Einatmen.

ET: Sissehingamisel võib põhjustada vähktõbe.

EL: Μπορεί να προκαλέσει καρκίνο όταν εισπνέεται.

EN: May cause cancer by inhalation.

FR: Peut provoquer le cancer par inhalation.

IT: Può provocare il cancro per inalazione.

LV: Ieelpojot var izraisīt ļaundabīgus audzējus.

LT: Gali sukelti vėžį įkvėpus.

HU: Belélegezve rákot okozhat (karcinogén hatású lehet).

MT: Jista' jikkaġuna l-kanċer meta jinxtamm.

NL: Kan kanker veroorzaken bij inademing.

PL: Może powodować raka w następstwie narażenia drogą oddechową.

PT: Pode causar cancro por inalação.

SK: Môže spôsobiť rakovinu pri vdýchnutí.

SL: Pri vdihavanju lahko povzroči raka.

FI: Aiheuttaa syöpäsairauden vaaraa hengitettynä.

SV: Kan ge cancer vid inandning.

R50

ES: Muy tóxico para los organismos acuáticos.

CS: Vysoce toxický pro vodní organismy.

DA: Meget giftig for organismer, der lever i vand.

DE: Sehr giftig für Wasserorganismen.

ET: Väga mürgine veeorganismidele.

EL: Πολύ τοξικό για τους υδρόβιους οργανισμούς.

EN: Very toxic to aquatic organisms.

FR: Très toxique pour les organismes aquatiques.

IT: Altamente tossico per gli organismi acquatici.

LV: Ļoti toksisks ūdens organismiem.

LT: Labai toksiška vandens organizmams.

HU: Nagyon mérgező a vízi szervezetekre.

MT: Tossiku ħafna għal organiżmi akwatiċi.

NL: Zeer vergiftig voor in het water levende organismen.

PL: Działa bardzo toksycznie na organizmy wodne.

PT: Muito tóxico para os organismos aquáticos.

SK: Veľmi jedovatý pre vodné organizmy.

SL: Zelo strupeno za vodne organizme.

FI: Erittäin myrkyllistä vesieliöille.

SV: Mycket giftigt för vattenlevande organismer.

R51

ES: Tóxico para los organismos acuáticos.

CS: Toxický pro vodní organismy.

DA: Giftig for organismer, der lever i vand.

DE: Giftig für Wasserorganismen.

ET: Mürgine veeorganismidele.

EL: Τοξικό για τους υδρόβιους οργανισμούς.

EN: Toxic to aquatic organisms.

FR: Toxique pour les organismes aquatiques.

IT: Tossico per gli organismi acquatici.

LV: Toksisks ūdens organismiem.

LT: Toksiška vandens organizmams.

HU: Mérgező a vízi szervezetekre.

MT: Tossiku għal organiżmi akwatiċi.

NL: Vergiftig voor in het water levende organismen.

PL: Działa toksycznie na organizmy wodne.

PT: Tóxico para os organismos aquáticos.

SK: Jedovatý pre vodné organizmy.

SL: Strupeno za vodne organizme.

FI: Myrkyllistä vesieliöille.

SV: Giftigt för vattenlevande organismer.

R52

ES: Nocivo para los organismos acuáticos.

CS: Škodlivý pro vodní organismy.

DA: Skadelig for organismer, der lever i vand.

DE: Schädlich für Wasserorganismen.

ET: Kahjulik veeorganismidele.

EL: Επιβλαβές για τους υδρόβιους οργανισμούς.

EN: Harmful to aquatic organisms.

FR: Nocif pour les organismes aquatiques.

IT: Nocivo per gli organismi acquatici.

LV: Kaitīgs ūdens organismiem.

LT: Kenksminga vandens organizmams.

HU: Ártalmas a vízi szervezetekre.

MT: Jaħmel ħsara lil organiżmi akwatiċi.

NL: Schadelijk voor in het water levende organismen.

PL: Działa szkodliwie na organizmy wodne.

PT: Nocivo para os organismos aquáticos.

SK: Škodlivý pre vodné organizmy.

SL: Škodljivo za vodne organizme.

FI: Haitallista vesieliöille.

SV: Skadligt för vattenlevande organismer.

R53

ES: Puede provocar a largo plazo efectos negativos en el medio ambiente acuático.

CS: Může vyvolat dlouhodobé nepříznivé účinky ve vodním prostředí.

DA: Kan forårsage uønskede langtidsvirkninger i vandmiljøet.

DE: Kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben.

ET: Võib avaldada pikaajalist veekeskkonda kahjustavat toimet.

EL: Μπορεί να προκαλέσει μακροχρόνιες δυσμενείς επιπτώσεις στο υδάτινο περιβάλλον.

EN: May cause long-term adverse effects in the aquatic environment.

FR: Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

IT: Può provocare a lungo termine effetti negativi per l'ambiente acquatico.

LV: Var radīt ilglaicīgu negatīvu ietekmi ūdens vidē.

LT: Gali sukelti ilgalaikius nepalankius vandens ekosistemų pakitimus.

HU: A vízi környezetben hosszan tartó károsodást okozhat.

MT: Jista' jikkaġuna effetti ħżiena fit-tul lill-ambjent akwatiku.

NL: Kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken.

PL: Może powodować długo utrzymujące się niekorzystne zmiany w środowisku wodnym.

PT: Pode causar efeitos nefastos a longo prazo no ambiente aquático.

SK: Môže spôsobiť dlhodobé škodlivé účinky vo vodnej zložke životného prostredia.

SL: Lahko povzroči dolgotrajne škodljive učinke na vodno okolje.

FI: Voi aiheuttaa pitkäaikaisia haittavaikutuksia vesiympäristössä.

SV: Kan orsaka skadliga långtidseffekter i vattenmiljön.

R54

ES: Tóxico para la flora.

CS: Toxický pro rostliny.

DA: Giftig for planter.

DE: Giftig für Pflanzen.

ET: Mürgine taimedele.

EL: Τοξικό για τη χλωρίδα.

EN: Toxic to flora.

FR: Toxique pour la flore.

IT: Tossico per la flora.

LV: Toksisks augiem.

LT: Toksiška augmenijai.

HU: Mérgező a növényekre.

MT: Tossiku għall-flora.

NL: Vergiftig voor planten.

PL: Działa toksycznie na rośliny.

PT: Tóxico para a flora.

SK: Jedovatý pre flóru.

SL: Strupeno za rastline.

FI: Myrkyllistä kasveille.

SV: Giftigt för växter.

R55

ES: Tóxico para la fauna.

CS: Toxický pro živočichy.

DA: Giftig for dyr.

DE: Giftig für Tiere.

ET: Mürgine loomadele.

EL: Τοξικό για την πανίδα.

EN: Toxic to fauna.

FR: Toxique pour la faune.

IT: Tossico per la fauna.

LV: Toksisks dzīvniekiem.

LT: Toksiška gyvūnijai.

HU: Mérgező az állatokra.

MT: Tossiku għall-fawna.

NL: Vergiftig voor dieren.

PL: Działa toksycznie na zwierzęta.

PT: Tóxico para a fauna.

SK: Jedovatý pre faunu.

SL: Strupeno za živali.

FI: Myrkyllistä eläimille.

SV: Giftigt för djur.

R56

ES: Tóxico para los organismos del suelo.

CS: Toxický pro půdní organismy.

DA: Giftig for organismer i jordbunden.

DE: Giftig für Bodenorganismen.

ET: Mürgine mullaorganismidele.

EL: Τοξικό για τους οργανισμούς του εδάφους.

EN: Toxic to soil organisms.

FR: Toxique pour les organismes du sol.

IT: Tossico per gli organismi del terreno.

LV: Toksisks augsnes organismiem.

LT: Toksiška dirvožemio organizmams.

HU: Mérgező a talaj szervezeteire.

MT: Tossiku għal organiżmi tal-ħamrija.

NL: Vergiftig voor bodemorganismen.

PL: Działa toksycznie na organizmy glebowe.

T: Tóxico para os organismos do solo.

SK: Jedovatý pre pôdne organizmy.

SL: Strupeno za organizme v zemlji.

FI: Myrkyllistä maaperäeliöille.

SV: Giftigt för marklevande organismer.

R57

ES: Tóxico para las abejas.

CS: Toxický pro včely.

DA: Giftig for bier.

DE: Giftig für Bienen.

ET: Mürgine mesilastele.

EL: Τοξικό για τις μέλισσες.

EN: Toxic to bees.

FR: Toxique pour les abeilles.

IT: Tossico per le api.

LV: Toksisks bitēm.

LT: Toksiška bitėms.

HU: Mérgező a méhekre.

MT: Tossiku għan-naħal.

NL: Vergiftig voor bijen.

PL: Działa toksycznie na pszczoły.

PT: Tóxico para as abelhas.

SK: Jedovatý pre včely.

SL: Strupeno za čebele.

FI: Myrkyllistä mehiläisille.

SV: Giftigt för bin.

R58

ES: Puede provocar a largo plazo efectos negativos en el medio ambiente.

CS: Může vyvolat dlouhodobé nepříznivé účinky v životním prostředí.

DA: Kan forårsage uønskede langtidsvirkninger i miljøet.

DE: Kann längerfristig schädliche Wirkungen auf die Umwelt haben.

ET: Võib avaldada pikaajalist keskkonda kahjustavat toimet.

EL: Μπορεί να προκαλέσει μακροχρόνιες δυσμενείς επιπτώσεις στο περιβάλλον.

EN: May cause long-term adverse effects in the environment.

FR: Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement.

IT: Può provocare a lungo termine effetti negativi per l'ambiente.

LV: Var izraisīt ilglaicīgu negatīvu ietekmi vidē.

LT: Gali sukelti ilgalaikius nepalankius aplinkos pakitimus.

HU: A környezetben hosszan tartó károsodást okozhat.

MT: Jista' jikkaġuna effetti ħżiena fit-tul lill-ambjent.

NL: Kan in het milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken.

PL: Może powodować długo utrzymujące się niekorzystne zmiany w środowisku.

PT: Pode causar efeitos nefastos a longo prazo no ambiente.

SK: Môže mať dlhodobé nepriaznivé účinky na životné prostredie.

SL: Lahko povzroči dolgotrajne škodljive učinke na okolje.

FI: Voi aiheuttaa pitkäaikaisia haittavaikutuksia ympäristössä.

SV: Kan orsaka skadliga långtidseffekter i miljön.

R59

ES: Peligroso para la capa de ozono.

CS: Nebezpečný pro ozonovou vrstvu.

DA: Farlig for ozonlaget.

DE: Gefährlich für die Ozonschicht.

ET: Ohtlik osoonikihile.

EL: Επικίνδυνο για τη στιβάδα του όζοντος.

EN: Dangerous for the ozone layer.

FR: Dangereux pour la couche d'ozone.

IT: Pericoloso per lo strato di ozono.

LV: Bīstams ozona slānim.

LT: Pavojinga ozono sluoksniui.

HU: Veszélyes az ózonrétegre.

MT: Perikoluż għas-saff ta' l-ożonu.

NL: Gevaarlijk voor de ozonlaag.

PL: Stwarza zagrożenie dla warstwy ozonowej.

PT: Perigoso para a camada de ozono.

SK: Nebezpečný pre ozónovú vrstvu.

SL: Nevarno za ozonski plašč.

FI: Vaarallista otsonikerrokselle.

SV: Farligt för ozonskiktet.

R60

ES: Puede perjudicar la fertilidad.

CS: Může poškodit reprodukční schopnost.

DA: Kan skade forplantningsevnen.

DE: Kann die Fortpflanzungsfähigkeit beeinträchtigen.

ET: Võib kahjustada sigivust.

EL: Μπορεί να εξασθενίσει τη γονιμότητα.

EN: May impair fertility.

FR: Peut altérer la fertilité.

IT: Può ridurre la fertilità.

LV: Var kaitēt reproduktīvajām spējām.

LT: Kenkia vaisingumui.

HU: A fogamzóképességet vagy nemzőképességet (fertilitást) károsíthatja.

MT: Jista' jdgħajjef il-fertilità.

NL: Kan de vruchtbaarheid schaden.

PL: Może upośledzać płodność.

PT: Pode comprometer a fertilidade.

SK: Môže poškodiť plodnosť.

SL: Lahko škoduje plodnosti.

FI: Voi heikentää hedelmällisyyttä.

SV: Kan ge nedsatt fortplantningsförmåga.

R61

ES: Riesgo durante el embarazo de efectos adversos para el feto.

CS: Může poškodit plod v těle matky.

DA: Kan skade barnet under graviditeten.

DE: Kann das Kind im Mutterleib schädigen.

ET: Võib kahjustada loodet.

EL: Μπορεί να βλάψει το έμβρυο κατά τη διάρκεια της κύησης.

EN: May cause harm to the unborn child.

FR: Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.

IT: Può danneggiare i bambini non ancora nati.

LV: Var kaitēt augļa attīstībai.

LT: Kenkia negimusiam vaikui.

HU: A születendő gyermekre ártalmas lehet.

MT: Jista' jagħmel ħsara lit-tarbija fil-ġuf.

NL: Kan het ongeboren kind schaden.

PL: Może działać szkodliwie na dziecko w łonie matki.

PT: Risco durante a gravidez com efeitos adversos na descendência.

SK: Môže spôsobiť poškodenie nenarodeného dieťaťa.

SL: Lahko škoduje nerojenemu otroku.

FI: Vaarallista sikiölle.

SV: Kan ge fosterskador.

R62

ES: Posible riesgo de perjudicar la fertilidad.

CS: Možné nebezpečí poškození reprodukční schopnosti.

DA: Mulighed for skade på forplantningsevnen.

DE: Kann möglicherweise die Fortpflanzungsfähigkeit beeinträchtigen.

ET: Võimalik sigivuse kahjustamise oht.

EL: Πιθανός κίνδυνος για εξασθένηση της γονιμότητας.

EN: Possible risk of impaired fertility.

FR: Risque possible d'altération de la fertilité.

IT: Possibile rischio di ridotta fertilità.

LV: Iespējams kaitējuma risks reproduktīvajām spējām.

LT: Gali pakenkti vaisingumui.

HU: A fogamzóképességre vagy nemzőképességre (fertilitásra) ártalmas lehet.

MT: Possibiltà ta' riskju ta' fertilità mdgħajjfa.

NL: Mogelijk gevaar voor verminderde vruchtbaarheid.

PL: Możliwe ryzyko upośledzenia płodności.

PT: Possíveis riscos de comprometer a fertilidade.

SK: Možné riziko poškodenia plodnosti.

SL: Možna nevarnost oslabitve plodnosti.

FI: Voi mahdollisesti heikentää hedelmällisyyttä.

SV: Möjlig risk för nedsatt fortplantningsförmåga.

R63

ES: Posible riesgo durante el embarazo de efectos adversos para el feto.

CS: Možné nebezpečí poškození plodu v těle matky.

DA: Mulighed for skade på barnet under graviditeten.

DE: Kann das Kind im Mutterleib möglicherweise schädigen.

ET: Võimalik loote kahjustamise oht.

EL: Πιθανός κίνδυνος δυσμενών επιδράσεων στο έμβρυο κατά τη διάρκεια της κύησης.

EN: Possible risk of harm to the unborn child.

FR: Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.

IT: Possibile rischio di danni ai bambini non ancora nati.

LV: Iespējams kaitējuma risks augļa attīstībai.

LT: Gali pakenkti negimusiam vaikui.

HU: A születendő gyermeket károsíthatja.

MT: Possibiltà ta' riskju lit-tarbija fil-ġuf.

NL: Mogelijk gevaar voor beschadiging van het ongeboren kind.

PL: Możliwe ryzyko szkodliwego działania na dziecko w łonie matki.

PT: Possíveis riscos durante a gravidez com efeitos adversos na descendência.

SK: Možné riziko poškodenia nenarodeného dieťaťa.

SL: Možna nevarnost škodovanja nerojenemu otroku.

FI: Voi olla vaarallista sikiölle.

SV: Möjlig risk för fosterskador.

R64

ES: Puede perjudicar a los niños alimentados con leche materna.

CS: Může poškodit kojené dítě.

DA: Kan skade børn i ammeperioden.

DE: Kann Säuglinge über die Muttermilch schädigen.

ET: Võib olla ohtlik imikule rinnapiima kaudu.

EL: Μπορεί να βλάψει τα βρέφη που τρέφονται με μητρικό γάλα.

EN: May cause harm to breastfed babies.

FR: Risque possible pour les bébés nourris au lait maternel.

IT: Possibile rischio per i bambini allattati al seno.

LV: Var kaitēt zīdāmam bērnam.

LT: Kenkia žindomam vaikui.

HU: A szoptatott újszülöttet és csecsemőt károsíthatja.

MT: Jista' jikkaġuna ħsara lil trabi qed jitreddgħu.

NL: Kan schadelijk zijn via de borstvoeding.

PL: Może oddziaływać szkodliwie na dzieci karmione piersią.

PT: Pode causar danos às crianças alimentadas com leite materno.

SK: Môže spôsobiť poškodenie dojčiat.

SL: Lahko škoduje zdravju dojenčka preko materinega mleka.

FI: Saattaa aiheuttaa haittaa rintaruokinnassa oleville lapsille.

SV: Kan skada spädbarn under amningsperioden.

R65

ES: Nocivo: si se ingiere puede causar daño pulmonar.

CS: Zdraví škodlivý: při požití může vyvolat poškození plic.

DA: Farlig: kan give lungeskade ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: kann beim Verschlucken Lungenschäden verursachen.

ET: Kahjulik: allaneelamisel võib põhjustada kopsukahjustusi.

EL: Επιβλαβές: μπορεί να προκαλέσει βλάβη στους πνεύμονες σε περίπτωση κατάποσης.

EN: Harmful: may cause lung damage if swallowed.

FR: Nocif: peut provoquer une atteinte des poumons en cas d'ingestion.

IT: Nocivo: può causare danni ai polmoni in caso di ingestione.

LV: Kaitīgs – norijot var izraisīt plaušu bojājumu.

LT: Kenksminga – prarijus, gali pakenkti plaučiams.

HU: Lenyelve ártalmas, aspiráció (idegen anyagnak a légutakba beszívása) esetén tüdőkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: jista' jikkaġuna ħsara lill-pulmuni jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: kan longschade veroorzaken na verslikken.

PL: Działa szkodliwie; może powodować uszkodzenie płuc w przypadku połknięcia.

PT: Nocivo: pode causar danos nos pulmões se ingerido.

SK: Škodlivý, po požití môže spôsobiť poškodenie pľúc.

SL: Zdravju škodljivo: pri zaužitju lahko povzroči poškodbo pljuč.

FI: Haitallista: voi aiheuttaa keuhkovaurion nieltäessä.

SV: Farligt: kan ge lungskador vid förtäring.

R66

ES: La exposición repetida puede provocar sequedad o formación de grietas en la piel.

CS: Opakovaná expozice může způsobit vysušení nebo popraskání kůže.

DA: Gentagen udsættelse kan give tør eller revnet hud.

DE: Wiederholter Kontakt kann zu spröder oder rissiger Haut führen.

ET: Korduv toime võib põhjustada naha kuivust või lõhenemist.

EL: Παρατεταμένη έκθεση μπορεί να προκαλέσει ξηρότητα δέρματος ή σκάσιμο.

EN: Repeated exposure may cause skin dryness or cracking.

FR: L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau.

IT: L'esposizione ripetuta può provocare secchezza e screpolature della pelle.

LV: Atkārtota iedarbība var radīt sausu ādu vai izraisīt tās sprēgāšanu.

LT: Pakartotinas poveikis gali sukelti odos džiūvimą arba skilinėjimą.

HU: Ismételt expozíció a bőr kiszáradását vagy megrepedezését okozhatja.

MT: Espożizzjoni ripetuta tista' tikkaġuna nxif jew qsim tal-ġilda.

NL: Herhaalde blootstelling kan een droge of een gebarsten huid veroorzaken.

PL: Powtarzające się narażenie może powodować wysuszanie lub pękanie skóry.

PT: Pode provocar secura da pele ou fissuras, por exposição repetida.

SK: Opakovaná expozícia môže spôsobiť vysušenie alebo popraskanie pokožky.

SL: Ponavljajoča izpostavljenost lahko povzroči nastanek suhe ali razpokane kože.

FI: Toistuva altistus voi aiheuttaa ihon kuivumista tai halkeilua.

SV: Upprepad kontakt kan ge torr hud eller hudsprickor.

R67

ES: La inhalación de vapores puede provocar somnolencia y vértigo.

CS: Vdechování par může způsobit ospalost a závratě.

DA: Dampe kan give sløvhed og svimmelhed.

DE: Dämpfe können Schläfrigkeit und Benommenheit verursachen.

ET: Aurud võivad põhjustada uimasust ja peapööritust.

EL: Η εισπνοή ατμών μπορεί να προκαλέσει υπνηλία και ζάλη.

EN: Vapours may cause drowsiness and dizziness.

FR: L'inhalation de vapeurs peut provoquer somnolence et vertiges.

IT: L'inalazione dei vapori può provocare sonnolenza e vertigini.

LV: Tvaiki var radīt miegainību un reiboni.

LT: Garai gali sukelti mieguistumą ir galvos svaigimą.

HU: A gőzök belégzése álmosságot vagy szédülést okozhat.

MT: Ix-xamm tal-fwar jista' jikkaġuna ħedla ta' ngħas u sturdamenti.

NL: Dampen kunnen slaperigheid en duizeligheid veroorzaken.

PL: Pary mogą wywoływać uczucie senności i zawroty głowy.

PT: Pode provocar sonolência e vertigens, por inalação dos vapores.

SK: Pary môžu spôsobiť ospalosť a závrat.

SL: Hlapi lahko povzročijo zaspanost in omotico.

FI: Höyryt voivat aiheuttaa uneliaisuutta ja huimausta.

SV: Ångor kan göra att man blir dåsig och omtöcknad.

R68

ES: Posibilidad de efectos irreversibles.

CS: Možné nebezpečí nevratných účinků.

DA: Mulighed for varig skade på helbred.

DE: Irreversibler Schaden möglich.

ET: Pöördumatute kahjustuste oht.

EL: Πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων.

EN: Possible risk of irreversible effects.

FR: Possibilité d'effets irréversibles.

IT: Possibilità di effetti irreversibili.

LV: Iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks.

LT: Gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus.

HU: Maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Riskju possibbli ta' effetti irreversibbli.

NL: Onherstelbare effecten zijn niet uitgesloten.

PL: Możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Possibilidade de efeitos irreversíveis.

SK: Možné riziká ireverzibilných účinkov.

SL: Možna nevarnost trajnih okvar zdravja.

FI: Pysyvien vaurioiden vaara.

SV: Möjlig risk för bestående hälsoskador.

Combinación de frases-R.

Kombinace R-vět.

Kombination af R-sætninger.

Kombination der R-Sätze.

R ühendlaused.

Συνδυασμός των R-φράσεων.

Combination of R-phrases.

Combinaison des phrases R.

Combinazioni delle frasi R.

R frāžu kombinācija.

R frazių derinys.

Összetett R-mondatok.

Kombinazzjoni ta' Frażi R.

Combinatie van R-zinnen.

Łączone zwroty R.

Combinação das frases R.

Kombinácie R-viet.

Sestavljena stavki "R".

Yhdistetyt R-lausekkeet.

Sammansatta R-fraser.

R14/15

ES: Reacciona violentamente con el agua, liberando gases extremadamente inflamables.

CS: Prudce reaguje s vodou za uvolňování extrémně hořlavých plynů.

DA: Reagerer voldsomt med vand under dannelse af yderst brandfarlige gasser.

DE: Reagiert heftig mit Wasser unter Bildung hochentzündlicher Gase.

ET: Reageerib ägedalt veega, eraldades väga tuleohtlikku gaasi.

EL: Αντιδρά βίαια σε επαφή με νερό εκλύοντας αέρια εξόχως εύφλεκτα.

EN: Reacts violently with water, liberating extremely flammable gases.

FR: Réagit violemment au contact de l'eau en dégageant des gaz extrêmement inflammables.

IT: Reagisce violentemente con l'acqua liberando gas estremamente infiammabili.

LV: Aktīvi reaģē ar ūdeni, izdalot īpaši viegli uzliesmojošas gāzes.

LT: Smarkiai reaguoja su vandeniu, išskirdama ypač degias dujas.

HU: Vízzel hevesen reagál és közben fokozottan tűzveszélyes gázok képződnek.

MT: Jirreaġixxi b'mod vjolenti meta jmiss l-ilma billi jitfa' gassijiet li jieħdu n-nar malajr ħafna.

NL: Reageert heftig met water en vormt daarbij zeer ontvlambaar gas.

PL: Reaguje gwałtownie z wodą uwalniając skrajnie łatwopalne gazy.

PT: Reage violentamente com a água libertando gases extremamente inflamáveis.

SK: Prudko reaguje s vodou, pričom uvoľňuje mimoriadne horľavé plyny.

SL: Burno reagira z vodo, pri čemer se sprošča zelo lahko vnetljiv plin.

FI: Reagoi voimakkaasti veden kanssa vapauttaen helposti syttyviä kaasuja.

SV: Reagerar häftigt med vatten varvid extremt brandfarliga gaser bildas.

R15/29

ES: En contacto con el agua, libera gases tóxicos y extremadamente inflamables.

CS: Při styku s vodou uvolňuje toxický, extrémně hořlavý plyn.

DA: Reagerer med vand under dannelse af giftige og yderst brandfarlige gasser.

DE: Reagiert mit Wasser unter Bildung giftiger und hochentzündlicher Gase.

ET: Kokkupuutel veega eraldub mürgine, väga tuleohtlik gaas.

EL: Σε επαφή με νερό ελευθερώνονται τοξικά, εξόχως εύφλεκτα αέρια.

EN: Contact with water liberates toxic, extremely flammable gas.

FR: Au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques et extrêmement inflammables.

IT: A contatto con acqua libera gas tossici e estremamente infiammabili.

LV: Saskaroties ar ūdeni, izdala īpaši viegli uzliesmojošas toksiskas gāzes.

LT: Reaguoja su vandeniu, išskirdama toksiškas ir ypač degias dujas.

HU: Vízzel érintkezve fokozottan tűzveszélyes és mérgező gázok képződnek.

MT: Meta jmiss l-ilma jitfa' gassijiet tossiċi u li jieħdu n-nar malajr ħafna.

NL: Vormt vergiftig en zeer ontvlambaar gas in contact met water.

PL: W kontakcie z wodą uwalnia skrajnie łatwopalne, toksyczne gazy.

PT: Em contacto com a água liberta gases tóxicos e extremamente inflamáveis.

SK: Pri kontakte s vodou sa uvoľňuje jedovatý, mimoriadne horľavý plyn.

SL: V stiku z vodo se sprošča strupen, zelo lahko vnetljiv plin.

FI: Vapauttaa myrkyllisiä, helposti syttyviä kaasuja veden kanssa.

SV: Utvecklar giftig och extremt brandfarlig gas vid kontakt med vatten.

R20/21

ES: Nocivo por inhalación y en contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý při vdechování a při styku s kůží.

DA: Farlig ved indånding og ved hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful by inhalation and in contact with skin.

FR: Nocif par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Nocivo per inalazione e contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Kenksminga įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jinxtamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Schadelijk bij inademing en bij aanraking met de huid.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą.

PT: Nocivo por inalação e em contacto com a pele.

SK: Škodlivý pri vdýchnutí a pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Terveydelle haitallista hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Farligt vid inandning och hudkontakt.

R20/22

ES: Nocivo por inhalación y por ingestión.

CS: Zdraví škodlivý při vdechování a při požití.

DA: Farlig ved indånding og ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich beim Einatmen und Verschlucken.

ET: Kahjulik sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful by inhalation and if swallowed.

FR: Nocif par inhalation et par ingestion.

IT: Nocivo per inalazione e ingestione.

LV: Kaitīgs ieelpojot un norijot.

LT: Kenksminga įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jinxtamm jew jinbela'.

NL: Schadelijk bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i po połknięciu.

PT: Nocivo por inalação e ingestão.

SK: Škodlivý pri vdýchnutí a po požití.

SL: Zdravju škodljivo pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista hengitettynä ja nieltynä.

SV: Farligt vid inandning och förtäring.

R20/21/22

ES: Nocivo por inhalación, por ingestión y encontacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý při vdechování, styku s kůží a při požití.

DA: Farlig ved indånding, ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful by inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo per inalazione, contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Kenksminga įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve és lenyelve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jinxtamm, imiss il-ġilda jew jinbela'.

NL: Schadelijk bij inademing, opname door de mond en aanraking met de huid.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Nocivo por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý pri vdýchnutí, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt vid inandning, hudkontakt och förtäring.

R21/22

ES: Nocivo en contacto con la piel y por ingestión.

CS: Zdraví škodlivý při styku s kůží a při požití.

DA: Farlig ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken.

ET: Kahjulik kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Kenksminga susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve ártalmas.

MT: Jagħmel ħsara meta jmiss il-ġilda jew jinbela'.

NL: Schadelijk bij aanraking met de huid en bij opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Nocivo em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt vid hudkontakt och förtäring.

R23/24

ES: Tóxico por inhalación y en contacto con la piel.

CS: Toxický při vdechování a při styku s kůží.

DA: Giftig ved indånding og ved hudkontakt.

DE: Giftig beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Τοξικό όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic by inhalation and in contact with skin.

FR: Toxique par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Tossico per inalazione e contatto con la pelle.

LV: Toksisks ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Toksiška įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve mérgező.

MT: Tossiku meta jinxtamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Vergiftig bij inademing en bij aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą.

PT: Tóxico por inalação e em contacto com a pele.

SK: Jedovatý pri vdýchnutí a pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Myrkyllistä hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Giftigt vid inandning och hudkontakt.

R23/25

ES: Tóxico por inhalación y por ingestión.

CS: Toxický při vdechování a při požití.

DA: Giftig ved indånding og ved indtagelse.

DE: Giftig beim Einatmen und Verschlucken.

ET: Mürgine sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic by inhalation and if swallowed.

FR: Toxique par inhalation et par ingestion.

IT: Tossico per inalazione e ingestione.

LV: Toksisks ieelpojot un norijot.

LT: Toksiška įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve mérgező.

MT: Tossiku meta jinxtamm jew meta jinbela'.

NL: Vergiftig bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i po połknięciu.

PT: Tóxico por inalação e ingestão.

SK: Jedovatý pri vdýchnutí a po požití.

SL: Strupeno pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä hengitettynä ja nieltynä.

SV: Giftigt vid inandning och förtäring.

R23/24/25

ES: Tóxico por inhalación, por ingestión y en contacto con la piel.

CS: Toxický při vdechování, styku s kůží a při požití.

DA: Giftig ved indånding, ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Giftig beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic by inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico per inalazione, contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Toksiška įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve és lenyelve mérgező.

MT: Tossiku meta jinxtamm, imiss il-ġilda jew jinbela'.

NL: Vergiftig bij inademing, opname door de mond en aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Tóxico por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý pri vdýchnutí, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt vid inandning, hudkontakt och förtäring.

R24/25

ES: Tóxico en contacto con la piel y por ingestión.

CS: Toxický při styku s kůží a při požití.

DA: Giftig ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Giftig bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken.

ET: Mürgine kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Toksiška susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve mérgező.

MT: Tossiku meta jmiss il-ġilda jew meta jinbela'.

NL: Vergiftig bij aanraking met de huid en bij opname door de mond.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Tóxico em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt vid hudkontakt och förtäring.

R26/27

ES: Muy tóxico por inhalación y en contacto con la piel.

CS: Vysoce toxický při vdechování a při styku s kůží.

DA: Meget giftig ved indånding og ved hudkontakt.

DE: Sehr giftig beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Väga mürgine sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Πολύ τοξικό όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Very toxic by inhalation and in contact with skin.

FR: Très toxique par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Molto tossico per inalazione e contatto con la pelle.

LV: Ļoti toksisks ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Labai toksiška įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve nagyon mérgező.

MT: Tossiku ħafna meta jinxtamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Zeer vergiftig bij inademing en bij aanraking met de huid.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą.

PT: Muito tóxico por inalação e em contacto com a pele.

SK: Veľmi jedovatý pri vdýchnutí a pri kontakte s pokožkou.

SL: Zelo strupeno pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Erittäin myrkyllistä hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Mycket giftigt vid inandning och hudkontakt.

R26/28

ES: Muy tóxico por inhalación y por ingestión.

CS: Vysoce toxický při vdechování a při požití.

DA: Meget giftig ved indånding og ved indtagelse.

DE: Sehr giftig beim Einatmen und Verschlucken.

ET: Väga mürgine sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic by inhalation and if swallowed.

FR: Très toxique par inhalation et par ingestion.

IT: Molto tossico per inalazione e per ingestione.

LV: Ļoti toksisks ieelpojot un norijot.

LT: Labai toksiška įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve nagyon mérgező.

MT: Tossiku ħafna meta jinxtamm jew meta jinbela'.

NL: Zeer vergiftig bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe i po połknięciu.

PT: Muito tóxico por inalação e ingestão.

SK: Veľmi jedovatý pri vdýchnutí a po požití.

SL: Zelo strupeno pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä hengitettynä ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt vid inandning och förtäring.

R26/27/28

ES: Muy tóxico por inhalación, por ingestión y en contacto con la piel.

CS: Vysoce toxický při vdechování, styku s kůží a při požití.

DA: Meget giftig ved indånding, ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Sehr giftig beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut.

ET: Väga mürgine sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic by inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Très toxique par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Molto tossico per inalazione, contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Ļoti toksisks ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Labai toksiška įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve és lenyelve nagyon mérgező.

MT: Tossiku ħafna meta jinxtamm, imiss il-ġilda jew meta jinbela'.

NL: Zeer vergiftig bij inademing, opname door de mond en aanraking met de huid.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Muito tóxico por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý pri vdýchnutí, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zelo strupeno pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt vid inandning, hudkontakt och förtäring.

R27/28

ES: Muy tóxico en contacto con la piel y por ingestión.

CS: Vysoce toxický při styku s kůží a při požití.

DA: Meget giftig ved hudkontakt og ved indtagelse.

DE: Sehr giftig bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken.

ET: Väga mürgine kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic in contact with skin and if swallowed.

FR: Très toxique par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Molto tossico a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Ļoti toksisks, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Labai toksiška susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve nagyon mérgező.

MT: Tossiku ħafna meta jmiss il-ġilda jew meta jinbela'.

NL: Zeer vergiftig bij aanraking met de huid en bij opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie w kontakcie ze skórą i po połknięciu.

PT: Muito tóxico em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zelo strupeno v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt vid hudkontakt och förtäring.

R36/37

ES: Irrita los ojos y las vías respiratorias.

CS: Dráždí oči a dýchací orgány.

DA: Irriterer øjnene og åndedrætsorganerne.

DE: Reizt die Augen und die Atmungsorgane.

ET: Ärritab silmi ja hingamiselundeid.

EL: Ερεθίζει τα μάτια και το αναπνευστικό σύστημα.

EN: Irritating to eyes and respiratory system.

FR: Irritant pour les yeux et les voies respiratoires.

IT: Irritante per gli occhi e le vie respiratorie.

LV: Kairina acis un elpošanas sistēmu.

LT: Dirgina akis ir kvėpavimo takus.

HU: Szemizgató hatású, izgatja a légutakat.

MT: Jirrita l-għajnejn u s-sistema respiratorja.

NL: Irriterend voor de ogen en de ademhalingswegen.

PL: Działa drażniąco na oczy i drogi oddechowe.

PT: Irritante para os olhos e vias respiratórias.

SK: Dráždi oči a dýchacie cesty.

SL: Draži oči in dihala.

FI: Ärsyttää silmiä ja hengityselimiä.

SV: Irriterar ögonen och andningsorganen.

R36/38

ES: Irrita los ojos y la piel.

CS: Dráždí oči a kůži.

DA: Irriterer øjnene og huden.

DE: Reizt die Augen und die Haut.

ET: Ärritab silmi ja nahka.

EL: Ερεθίζει τα μάτια και το δέρμα.

EN: Irritating to eyes and skin.

FR: Irritant pour les yeux et la peau.

IT: Irritante per gli occhi e la pelle.

LV: Kairina acis un ādu.

LT: Dirgina akis ir odą.

HU: Szem- és bőrizgató hatású.

MT: Jirrita l-għajnejn u l-ġilda.

NL: Irriterend voor de ogen en de huid.

PL: Działa drażniąco na oczy i skórę.

PT: Irritante para os olhos e pele.

SK: Dráždi oči a pokožku.

SL: Draži oči in kožo.

FI: Ärsyttää silmiä ja ihoa.

SV: Irriterar ögonen och huden.

R36/37/38

ES: Irrita los ojos, la piel y las vías respiratorias.

CS: Dráždí oči, dýchací orgány a kůži.

DA: Irriterer øjnene, åndedrætsorganerne og huden.

DE: Reizt die Augen, Atmungsorgane und die Haut.

ET: Ärritab silmi, hingamiselundeid ja nahka.

EL: Ερεθίζει τα μάτια, το αναπνευστικό σύστημα και το δέρμα.

EN: Irritating to eyes, respiratory system and skin.

FR: Irritant pour les yeux, les voies respiratoires et la peau.

IT: Irritante per gli occhi, le vie respiratorie e la pelle.

LV: Kairina acis, ādu un elpošanas sistēmu.

LT: Dirgina akis, kvėpavimo takus ir odą.

HU: Szem- és bőrizgató hatású, izgatja a légutakat.

MT: Jirrita l-għajnejn, is-sistema respiratorja u l-ġilda.

NL: Irriterend voor de ogen, de ademhalingswegen en de huid.

PL: Działa drażniąco na oczy, drogi oddechowe i skórę.

PT: Irritante para os olhos, vias respiratórias e pele.

SK: Dráždi oči, dýchacie cesty a pokožku.

SL: Draži oči, dihala in kožo.

FI: Ärsyttää silmiä, hengityselimiä ja ihoa.

SV: Irriterar ögonen, andningsorganen och huden.

R37/38

ES: Irrita las vías respiratorias y la piel.

CS: Dráždí dýchací orgány a kůži.

DA: Irriterer åndedrætsorganerne og huden.

DE: Reizt die Atmungsorgane und die Haut.

ET: Ärritab hingamiselundeid ja nahka.

EL: Ερεθίζει το αναπνευστικό σύστημα και το δέρμα.

EN: Irritating to respiratory system and skin.

FR: Irritant pour les voies respiratoires et la peau.

IT: Irritante per le vie respiratorie e la pelle.

LV: Kairina elpošanas sistēmu un ādu.

LT: Dirgina kvėpavimo takus ir odą.

HU: Bőrizgató hatású, izgatja a légutakat.

MT: Jirrita s-sistema respiratorja u l-ġilda.

NL: Irriterend voor de ademhalingswegen en de huid.

PL: Działa drażniąco na drogi oddechowe i skórę.

PT: Irritante para as vias respiratórias e pele.

SK: Dráždi dýchacie cesty a pokožku.

SL: Draži dihala in kožo.

FI: Ärsyttää hengityselimiä ja ihoa.

SV: Irriterar andningsorganen och huden.

R39/23

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione.

LV: Toksisks: būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus.

HU: Belélegezve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning.

R39/24

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por contacto con la piel.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při styku s kůží.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved hudkontakt.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht nahale sattumisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects in contact with skin.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi a contatto con la pelle.

LV: Toksisks: būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jmiss il-ġilda.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves em contacto com a pele.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja v stiku s kožo.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid hudkontakt.

R39/25

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při požití.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indtagelse.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Verschlucken.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects if swallowed.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per ingestione.

LV: Toksisks: būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi norijot.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus prarijus.

HU: Lenyelve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna jekk jinxtamm.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij opname door de mond.

PL: Działa toksycznie po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov po požití.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara nieltynä.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid förtäring.

R39/23/24

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación y contacto con la piel.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování a při styku s kůží.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding og hudkontakt.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation and in contact with skin.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione e a contatto con la pelle.

LV: Toksisks: būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing en aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação e em contacto com a pele.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím a pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning och hudkontakt.

R39/23/25

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování a při požití.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding og indtagelse.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation and if swallowed.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione ed ingestione.

LV: Toksisks: būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot un norijot.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm jew meta jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação e ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning och förtäring.

R39/24/25

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por contacto con la piel e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při styku s kůží a při požití.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved hudkontakt og indtagelse.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks – būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jmiss il-ġilda jew meta jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid hudkontakt och förtäring.

R39/23/24/25

ES: Tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación, contacto con la piel e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování, styku s kůží a při požití.

DA: Giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding, hudkontakt og indtagelse.

DE: Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione, a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks - būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve és lenyelve mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat

MT: Tossiku: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm, imiss il-ġilda jew meta jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning, hudkontakt och förtäring.

R39/26

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione.

LV: Ļoti toksisks – būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus.

HU: Belélegezve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning.

R39/27

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por contacto con la piel.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při styku s kůží.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved hudkontakt.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht kokkupuutel nahaga.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects in contact with skin.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi a contatto con la pelle.

LV: Ļoti toksisks - būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jmiss il-ġilda.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij aanraking met de huid.

PL: Działa bardzo toksycznie w kontakcie ze skórą; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves em contacto com a pele.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja v stiku s kožo.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid hudkontakt.

R39/28

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por ingestión.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při požití.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indtagelse.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Verschlucken.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects if swallowed.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par ingestion.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per ingestione.

LV: Ļoti toksisks – būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi norijot.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus prarijus.

HU: Lenyelve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna jekk jinbela'.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov po požití.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara nieltynä.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid förtäring.

R39/26/27

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación y contacto con la piel.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování a při styku s kůží.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding og hudkontakt.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation and in contact with skin.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione e a contatto con la pelle.

LV: Ļoti toksisks – būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm u jmiss il-ġilda.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing en aanraking met de huid.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação e em contacto com a pele.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím a pri kontakte s pokožkou.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning och hudkontakt.

R39/26/28

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación e ingestión.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování a při požití.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding og indtagelse.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation and if swallowed.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par ingestion.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione ed ingestione.

LV: Ļoti toksisks - būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot un norijot.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm u jekk jinbela'.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação e ingestão.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím a po požití.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning och förtäring.

R39/27/28

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por contacto con la piel e ingestión.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při styku s kůží a při požití.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved hudkontakt og indtagelse.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects in contact with skin and if swallowed.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Ļoti toksisks - būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jmiss il-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie w kontaktcie ze skórą i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid hudkontakt och förtäring.

R39/26/27/28

ES: Muy tóxico: peligro de efectos irreversibles muy graves por inhalación, contacto con la piel e ingestión.

CS: Vysoce toxický: nebezpečí velmi vážných nevratných účinků při vdechování, styku s kůží a při požití.

DA: Meget giftig: fare for varig alvorlig skade på helbred ved indånding, hudkontakt og indtagelse.

DE: Sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Väga mürgine: väga tõsiste pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Πολύ τοξικό: κίνδυνος πολύ σοβαρών μόνιμων επιδράσεων όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Very toxic: danger of very serious irreversible effects through inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Très toxique: danger d'effets irréversibles très graves par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Molto tossico: pericolo di effetti irreversibili molto gravi per inalazione, a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Ļoti toksisks - būtiski neatgriezeniskas iedarbības draudi ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu vai norijot.

LT: Labai toksiška: sukelia labai sunkius negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve, lenyelve nagyon mérgező: nagyon súlyos, maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku ħafna: periklu ta' effetti irriversibbli serji ħafna meta jinxtamm, imiss il-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Zeer vergiftig: gevaar voor ernstige onherstelbare effecten bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa bardzo toksycznie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu; zagraża powstaniem bardzo poważnych nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Muito tóxico: perigo de efeitos irreversíveis muito graves por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Veľmi jedovatý, nebezpečenstvo veľmi vážnych ireverzibilných účinkov vdýchnutím, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zelo strupeno: nevarnost zelo hudih trajnih okvar zdravja pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Erittäin myrkyllistä: erittäin vakavien pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Mycket giftigt: risk för mycket allvarliga bestående hälsoskador vid inandning, hudkontakt och förtäring.

R42/43

ES: Posibilidad de sensibilización por inhalación y por contacto con la piel.

CS: Může vyvolat senzibilizaci při vdechování a při styku s kůží.

DA: Kan give overfølsomhed ved indånding og ved kontakt med huden.

DE: Sensibilisierung durch Einatmen und Hautkontakt möglich.

ET: Võib põhjustada ülitundlikkust sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Μπορεί να προκαλέσει ευαισθητοποίηση όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: May cause sensitization by inhalation and skin contact.

FR: Peut entraîner une sensibilisation par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Può provocare sensibilizzazione per inalazione e contatto con la pelle.

LV: Saskaroties ar ādu vai ieelpojot, var izraisīt paaugstinātu jutīgumu.

LT: Gali sukelti alergiją įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve túlérzékenységet okozhat (szenzibilizáló hatású lehet).

MT: Jista' jikkaġuna sensitizzazzjoni meta jinxtamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Kan overgevoeligheid veroorzaken bij inademing of contact met de huid.

PL: Może powodować uczulenie w następstwie narażenia drogą oddechową i w kontakcie ze skórą.

PT: Pode causar sensibilização por inalação e em contacto com a pele.

SK: Môže spôsobiť senzibilizáciu po vdýchnutí a po kontakte s pokožkou.

SL: Lahko povzroči preobčutljivost pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Altistuminen hengitysteitse ja ihokosketus voi aiheuttaa herkistymistä.

SV: Kan ge allergi vid inandning och hudkontakt.

R48/20

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni per la salute in caso di esposizione prolungata per inalazione.

LV: Kaitīgs – ieelpojot iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning.

R48/21

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici stykem s kůží.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure in contact with skin.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata a contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs - iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas saskares ar ādu.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai veikiant per odą sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át bőrrel érintkezve ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul waqt li jmiss il-ġilda.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada em contacto com a pele.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega stika s kožo.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle joutuessaan iholle.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom hudkontakt.

R48/22

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici požíváním.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure if swallowed.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par ingestion.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per ingestione.

LV: Kaitīgs – norijot iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Szájon keresztül hosszabb időn át a szervezetbe jutva ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por ingestão.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou po požití.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega zauživanja.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle nieltynä.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom förtäring.

R48/20/21

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación y contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním a stykem s kůží.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding og hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation and in contact with skin.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione e a contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs – ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu, iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant ir veikiant per odą sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve és bőrrel érintkezve ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm u mess mal-ġilda.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en aanraking met de huid.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação e em contacto com a pele.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím a pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja in stika s kožo.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning och hudkontakt.

R48/20/22

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním a požíváním.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation and if swallowed.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par ingestion.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione e ingestione.

LV: Kaitīgs – ieelpojot un norijot iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve és szájon át a szervezetbe jutva ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm u jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação e ingestão.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja in zauživanja.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä ja nieltynä.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning och förtäring.

R48/21/22

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por contacto con la piel e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici stykem s kůží a požíváním.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved hudkontakt og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas saskares ar ādu un norijot.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai veikiant per odą ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át bőrrel érintkezve és szájon át a szervezetbe jutva ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul meta jmiss il-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega stika s kožo in zauživanja.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom hudkontakt och förtäring.

R48/20/21/22

ES: Nocivo: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación, contacto con la piel e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním, stykem s kůží a požíváním.

DA: Farlig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding, hudkontakt og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione, a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības ieelpojot, norijot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Kenksminga: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant, veikiant per odą ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve, bőrrel érintkezve és szájon keresztül a szervezetbe jutva ártalmas: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm, mess mal-ġilda jew jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Nocivo: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja, stika s kožo in zauživanja.

FI: Terveydelle haitallista: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning, hudkontakt och förtäring.

R48/23

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības ieelpojot.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning.

R48/24

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por contacto con la piel.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici stykem s kůží.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved hudkontakt.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel kokkupuutel nahaga.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure in contact with skin.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute incaso di esposizione prolungata a contatto con la pelle.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas saskares ar ādu.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai veikiant per odą sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át bőrrel érintkezve mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul għal mess mal-ġilda.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada em contacto com a pele.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega stika s kožo.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle joutuessaan iholle.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom hudkontakt.

R48/25

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici požíváním.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indtagelse.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Verschlucken.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure if swallowed.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per ingestione.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības norijot.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Szájon keresztül hosszabb időn át a szervezetbe jutva mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul jekk jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij opname door de mond.

PL: Działa toksycznie po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou po požití.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega zaužívanja.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle nieltynä.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom förtäring.

R48/23/24

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación y contacto con la piel.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním a stykem s kůží.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding og hudkontakt.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Berührung mit der Haut.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation and in contact with skin.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione e a contatto con la pelle.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant ir veikiant per odą sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve és bőrrel érintkezve mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm u mess mal-ġilda.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en aanraking met de huid.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação e em contacto com a pele.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím a pri kontakte s pokožkou.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja in stika s kožo.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning och hudkontakt.

R48/23/25

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním a požíváním.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding og indtagelse.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation and if swallowed.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione ed ingestione.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības ieelpojot un norijot.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve és szájon keresztül a szervezetbe jutva mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm u jekk jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação e ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja in zauživanja.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning och förtäring.

R48/24/25

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por contacto con la piel e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici stykem s kůží a požíváním.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved hudkontakt og indtagelse.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas saskares ar ādu un norijot.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai veikiant per odą ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át bőrrel érintkezve és szájon keresztül a szervezetbe jutva mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul għal mess mal-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie w kontakcie ze skórą i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega stika s kožo in zauživanja.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom hudkontakt och förtäring.

R48/23/24/25

ES: Tóxico: riesgo de efectos graves para la salud en caso de exposición prolongada por inhalación, contacto con la piel e ingestión.

CS: Toxický: nebezpečí vážného poškození zdraví při dlouhodobé expozici vdechováním, stykem s kůží a požíváním.

DA: Giftig: alvorlig sundhedsfare ved længere tids påvirkning ved indånding, hudkontakt og indtagelse.

DE: Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Mürgine: tõsise tervisekahjustuse oht pikaajalisel sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Τοξικό: κίνδυνος σοβαρής βλάβης της υγείας ύστερα από παρατεταμένη έκθεση όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Toxic: danger of serious damage to health by prolonged exposure through inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Toxique: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Tossico: pericolo di gravi danni alla salute in caso di esposizione prolungata per inalazione, a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Toksisks – iespējams nopietns kaitējums veselībai pēc ilgstošas iedarbības ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Toksiška: ilgą laiką pakartotinai įkvepiant, veikiant per odą ir praryjant sukelia sunkius sveikatos sutrikimus.

HU: Hosszabb időn át belélegezve, bőrrel érintkezve és szájon keresztül a szervezetbe jutva mérgező: súlyos egészségkárosodást okozhat.

MT: Tossiku: periklu ta' ħsara serja lis-saħħa minn espożizzjoni għat-tul minħabba xamm, mess mal-ġilda jew jekk jinbela'.

NL: Vergiftig: gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond.

PL: Działa toksycznie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu; stwarza poważne zagrożenie zdrowia w następstwie długotrwałego narażenia.

PT: Tóxico: risco de efeitos graves para a saúde em caso de exposição prolongada por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Jedovatý, nebezpečenstvo vážneho poškodenia zdravia dlhodobou expozíciou vdýchnutím, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Strupeno: nevarnost hudih okvar zdravja zaradi dolgotrajnejšega vdihavanja, stika s kožo in zauživanja.

FI: Myrkyllistä: pitkäaikainen altistus voi aiheuttaa vakavaa haittaa terveydelle hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Giftigt: risk för allvarliga hälsoskador vid långvarig exponering genom inandning, hudkontakt och förtäring.

R50/53

ES: Muy tóxico para los organismos acuáticos, puede provocar a largo plazo efectos negativos en el medio ambiente acuático.

CS: Vysoce toxický pro vodní organismy, může vyvolat dlouhodobé nepříznivé účinky ve vodním prostředí.

DA: Meget giftig for organismer, der lever i vand; kan forårsage uønskede langtidsvirkninger i vandmiljøet.

DE: Sehr giftig für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben.

ET: Väga mürgine veeorganismidele, võib põhjustada pikaajalist veekeskkonda kahjustavat toimet.

EL: Πολύ τοξικό για τους υδρόβιους οργανισμούς, μπορεί να προκαλέσει μακροχρόνιες δυσμενείς επιπτώσεις στο υδάτινο περιβάλλον.

EN: Very toxic to aquatic organisms, may cause long-term adverse effects in the aquatic environment.

FR: Très toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

IT: Altamente tossico per gli organismi acquatici, può provocare a lungo termine effetti negativi per l'ambiente acquatico.

LV: Ļoti toksisks ūdens organismiem, var radīt ilgtermiņa nevēlamu ietekmi ūdens vidē

LT: Labai toksiška vandens organizmams, gali sukelti ilgalaikius nepalankius vandens ekosistemų pakitimus.

HU: Nagyon mérgező a vízi szervezetekre, a vízi környezetben hosszan tartó károsodást okozhat

MT: Tossiku ħafna għal organiżmi akwatiċi, jista' jikkaġuna effetti ħżiena għat-tul fl-ambjent akwatiku.

NL: Zeer vergiftig voor in het water levende organismen; kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken.

PL: Działa bardzo toksycznie na organizmy wodne; może powodować długo utrzymujące się niekorzystne zmiany w środowisku wodnym.

PT: Muito tóxico para os organismos aquáticos, podendo causar efeitos nefastos a longo prazo no ambiente aquático.

SK: Veľmi jedovatý pre vodné organizmy, môže spôsobiť dlhodobé nepriaznivé účinky vo vodnej zložke životného prostredia.

SL: Zelo strupeno za vodne organizme: lahko povzroči dolgotrajne škodljive učinke na vodno okolje.

FI: Erittäin myrkyllistä vesieliöille, voi aiheuttaa pitkäaikaisia haittavaikutuksia vesiympäristössä.

SV: Mycket giftigt för vattenlevande organismer, kan orsaka skadliga långtidseffekter i vattenmiljön.

R51/53

ES: Tóxico para los organismos acuáticos, puede provocar a largo plazo efectos negativos en el medio ambiente acuático.

CS: Toxický pro vodní organismy, může vyvolat dlouhodobé nepříznivé účinky ve vodním prostředí.

DA: Giftig for organismer, der lever i vand; kan forårsage uønskede langtidsvirkninger i vandmiljøet.

DE: Giftig für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben.

ET: Mürgine veeorganismidele, võib põhjustada pikaajalist veekeskkonda kahjustavat toimet.

EL: Τοξικό για τους υδρόβιους οργανισμούς, μπορεί να προκαλέσει μακροχρόνιες δυσμενείς επιπτώσεις στο υδάτινο περιβάλλον.

EN: Toxic to aquatic organisms, may cause long-term adverse effects in the aquatic environment.

FR: Toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

IT: Tossico per gli organismi acquatici, può provocare a lungo termine effetti negativi per l'ambiente acquatico.

LV: Toksisks ūdens organismiem, var radīt ilglaicīgu negatīvu ietekmi ūdens vidē.

LT: Toksiška vandens organizmams, gali sukelti ilgalaikius nepalankius vandens ekosistemų pakitimus.

HU: Mérgező a vízi szervezetekre, a vízi környezetben hosszan tartó károsodást okozhat.

MT: Tossiku għal organiżmi akwatiċi; jista' jikkaġuna effetti ħżiena għat-tul fl-ambjent akwatiku.

NL: Vergiftig voor in het water levende organismen; kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken.

PL: Działa toksycznie na organizmy wodne; może powodować długo utrzymujące się niekorzystne zmiany w środowisku wodnym.

PT: Tóxico para os organismos aquáticos, podendo causar efeitos nefastos a longo prazo no ambiente aquático.

SK: Jedovatý pre vodné organizmy, môže spôsobiť dlhodobé nepriaznivé účinky vo vodnej zložke životného prostredia.

SL: Strupeno za vodne organizme: lahko povzroči dolgotrajne škodljive učinke na vodno okolje.

FI: Myrkyllistä vesieliöille, voi aiheuttaa pitkäaikaisia haittavaikutuksia vesiympäristössä.

SV: Giftigt för vattenlevande organismer, kan orsaka skadliga långtidseffekter i vattenmiljön.

R52/53

ES: Nocivo para los organismos acuáticos, puede provocar a largo plazo efectos negativos en el medio ambiente acuático.

CS: Škodlivý pro vodní organismy, může vyvolat dlouhodobé nepříznivé účinky ve vodním prostředí.

DA: Skadelig for organismer, der lever i vand; kan forårsage uønskede langtidsvirkninger i vandmiljøet.

DE: Schädlich für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben.

ET: Kahjulik veeorganismidele, võib põhjustada pikaajalist veekeskkonda kahjustavat toimet.

EL: Επιβλαβές για τους υδρόβιους οργανισμούς, μπορεί να προκαλέσει μακροχρόνιες δυσμενείς επιπτώσεις στο υδάτινο περιβάλλον.

EN: Harmful to aquatic organisms, may cause long-term adverse effects in the aquatic environment.

FR: Nocif pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

IT: Nocivo per gli organismi acquatici, può provocare a lungo termine effetti negativi per l'ambiente acquatico.

LV: Bīstams ūdens organismiem, var radīt ilglaicīgu negatīvu ietekmi ūdens vidē

LT: Kenksminga vandens organizmams, gali sukelti ilgalaikius nepalankius vandens ekosistemų pakitimus.

HU: Ártalmas a vízi szervezetekre, a vízi környezetben hosszan tartó károsodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara lil organiżmi akwatiċi, jista' jikkaġuna effetti ħżiena għat-tul fl-ambjent akwatiku.

NL: Schadelijk voor in het water levende organismen; kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken.

PL: Działa szkodliwie na organizmy wodne; może powodować długo utrzymujące się niekorzystne zmiany w środowisku wodnym.

PT: Nocivo para os organismos aquáticos, podendo causar efeitos nefastos a longo prazo no ambiente aquático.

SK: Škodlivý pre vodné organizmy, môže spôsobiť dlhodobé nepriaznivé účinky vo vodnej zložke životného prostredia.

SL: Škodljivo za vodne organizme: lahko povzroči dolgotrajne škodljive učinke na vodno okolje.

FI: Haitallista vesieliöille, voi aiheuttaa pitkäaikaisia haittavaikutuksia vesiympäristössä.

SV: Skadligt för vattenlevande organismer, kan orsaka skadliga långtidseffekter i vattenmiljön.

R68/20

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por inhalación.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při vdechování.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved indånding.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων όταν εισπνέεται.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects through inhalation.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par inhalation.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili per inalazione.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks ieelpojot.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus.

HU: Belélegezve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irreversibbli minħabba xamm.

NL: Schadelijk: bij inademing zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis por inalação.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov vdýchnutím.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja pri vdihavanju.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid inandning.

R68/21

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při styku s kůží.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects in contact with skin.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par contact avec la peau.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili a contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks, nonākot saskarē ar ādu.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda.

HU: Bőrrel érintkezve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irreversibbli meta jmiss il-ġilda.

NL: Schadelijk: bij aanraking met de huid zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis em contacto com a pele.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja v stiku s kožo.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid hudkontakt.

R68/22

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při požití.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects if swallowed.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par ingestion.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili per ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks norijot.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus prarijus.

HU: Lenyelve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irreversibbli jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: bij opname door de mond zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie po połknięciu; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis por ingestão.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov po požití.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara nieltynä.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid förtäring.

R68/20/21

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por inhalación y contacto con la piel.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při vdechování a při styku s kůží.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved indånding og hudkontakt.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja kokkupuutel nahaga.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε επαφή με το δέρμα.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects through inhalation and in contact with skin.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par inhalation et par contact avec la peau.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili per inalazione e a contatto con la pelle.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks ieelpojot un nonākot saskarē ar ādu.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir susilietus su oda.

HU: Belélegezve és bőrrel érintkezve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irriversibbli minħabba xamm u meta jmiss il-ġilda.

NL: Schadelijk: bij inademing en aanraking met de huid zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i w kontakcie ze skórą; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis por inalação e em contacto com a pele.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov vdýchnutím a pri kontakte s pokožkou.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in v stiku s kožo.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja joutuessaan iholle.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid inandning och hudkontakt.

R68/20/22

ES: Nocivo: Posibilidad de efectos irreversibles por inhalación e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při vdechování a při požití.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved indånding og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων όταν εισπνέεται και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects through inhalation and if swallowed.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par inhalation et par ingestion.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili per inalazione ed ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks ieelpojot un norijot.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus ir prarijus.

HU: Belélegezve és lenyelve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irreversibbli minħabba xamm u jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: bij inademing en opname door de mond zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe i po połknięciu; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis por inalação e ingestão.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov vdýchnutím a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja pri vdihavanju in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä ja nieltynä.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid inandning och förtäring.

R68/21/22

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por contacto con la piel e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při styku s kůží a při požití.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved hudkontakt og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus susilietus su oda ir prarijus.

HU: Bőrrel érintkezve és lenyelve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irreversibbli meta jmiss il-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: bij aanraking met de huid en opname door de mond zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie w kontakcie ze skórą i po połknięciu; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid hudkontakt och förtäring.

R68/20/21/22

ES: Nocivo: posibilidad de efectos irreversibles por inhalación, contacto con la piel e ingestión.

CS: Zdraví škodlivý: Možné nebezpečí nevratných účinků při vdechování, při styku s kůží a při požití.

DA: Farlig: mulighed for varig skade på helbred ved indånding, hudkontakt og indtagelse.

DE: Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.

ET: Kahjulik: võimalik pöördumatute kahjustuste oht sissehingamisel, kokkupuutel nahaga ja allaneelamisel.

EL: Επιβλαβές: πιθανοί κίνδυνοι μονίμων επιδράσεων όταν εισπνέεται, σε επαφή με το δέρμα και σε περίπτωση καταπόσεως.

EN: Harmful: possible risk of irreversible effects through inhalation, in contact with skin and if swallowed.

FR: Nocif: possibilité d'effets irréversibles par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

IT: Nocivo: possibilità di effetti irreversibili per inalazione, a contatto con la pelle e per ingestione.

LV: Kaitīgs – iespējams neatgriezeniskas iedarbības risks ieelpojot, nonākot saskarē ar ādu un norijot.

LT: Kenksminga: gali sukelti negrįžtamus sveikatos pakenkimus įkvėpus, susilietus su oda ir prarijus.

HU: Belélegezve, bőrrel érintkezve és lenyelve ártalmas: maradandó egészségkárosodást okozhat.

MT: Jagħmel ħsara: riskju possibbli ta' effetti irriversibbli minhabba xamm, meta jmiss il-ġilda u jekk jinbela'.

NL: Schadelijk: bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond zijn onherstelbare effecten niet uitgesloten.

PL: Działa szkodliwie przez drogi oddechowe, w kontakcie ze skórą i po połknięciu; możliwe ryzyko powstania nieodwracalnych zmian w stanie zdrowia.

PT: Nocivo: possibilidade de efeitos irreversíveis por inalação, em contacto com a pele e por ingestão.

SK: Škodlivý, možné riziko ireverzibilných účinkov vdýchnutím, pri kontakte s pokožkou a po požití.

SL: Zdravju škodljivo: možna nevarnost trajnih okvar zdravja pri vdihavanju, v stiku s kožo in pri zaužitju.

FI: Terveydelle haitallista: pysyvien vaurioiden vaara hengitettynä, joutuessaan iholle ja nieltynä.

SV: Farligt: möjlig risk för bestående hälsoskador vid inandning, hudkontakt och förtäring.»

e) L'annexe IV est remplacée par le texte suivant:

«ANEXO IV — PŘÍLOHA IV — BILAG IV — ANHANG IV — IV LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV — ANNEX IV — ANNEXE IV — ALLEGATO IV — IV PIELIKUMS — IV PRIEDAS — IV. MELLÉKLET — ANNESS IV — BIJLAGE IV — ZAŁĄCZNIK IV — ANEXO IV — PRÍLOHA IV — PRILOGA IV — LIITE IV — BILAGA IV

ANEXO IV

Consejos de prudencia relativos a las sustancias y preparados peligrosos

PŘÍLOHA IV

Standardní pokyny pro bezpečné zacházení týkající se nebezpečných látek a přípravků

BILAG IV

Forsigtighedsregler for farlige stoffer og præparater

ANHANG IV

Sicherheitsratschläge für gefährliche Stoffe und Zubereitungen

IV LISA

Ohtlike ainete ja valmististe ohutuslaused

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV

Οδηγίες ασφαλούς χρήσης που αφορούν επικίνδυνες χημικές ουσίες και παρασκευάσματα

ANNEX IV

Safety advice concerning dangerous substances and preparations

ANNEXE IV

Conseils de prudence concernant les substances et préparations dangereuses

ALLEGATO IV

Consigli di prudenza riguardanti le sostanze e preparati pericolosi

IV PIELIKUMS

Drošības prasību apzīmējumi un apvienotie apzīmējumi

IV PRIEDAS

Saugos patarimai dėl pavojingų medžiagų ir preparatų

IV. MELLÉKLET

A veszélyes anyagok és készítmények biztonságos használatára vonatkozó útmutatások (S-mondatok)

ANNESS IV

Pariri ta' sigurtà dwar sustanzi u preparazzjonijiet perikoluži

BIJLAGE IV

Veiligheidsaanbevelingen met betrekking tot gevaarlijke stoffen en preparaten

ZAŁĄCZNIK IV

Zwroty określające warunki bezpiecznego stosowania substancji niebezpiecznej lub preparatu niebezpiecznego

ANEXO IV

Conselhos de prudência relativos a substâncias e preparações perigosas

PRÍLOHA IV

Zoznam označení na bezpečné používanie chemickej látky a chemického prípravku

PRILOGA IV

Standardna obvestila za označevanje nevarnih snovi in pripravkov

LIITE IV

Vaarallisten aineiden ja valmisteiden turvallisuusohjeet

BILAGA IV

Skyddsfraser för farliga ämnen och beredningar

S1

ES: Consérvese bajo llave.

CS: Uchovávejte uzamčené.

DA: Opbevares under lås.

DE: Unter Verschluss aufbewahren.

ET: Hoida lukustatult.

EL: Να φυλάσσεται κλειδωμένο.

EN: Keep locked up.

FR: Conserver sous clé.

IT: Conservare sotto chiave.

LV: Turēt noslēgtu.

LT: Laikyti užrakintą.

HU: Elzárva tartandó.

MT: Żomm maqful.

NL: Achter slot bewaren.

PL: Przechowywać pod zamknięciem.

PT: Guardar fechado à chave.

SK: Uchovávajte uzamknuté.

SL: Hraniti zaklenjeno.

FI: Säilytettävä lukitussa tilassa.

SV: Förvaras i låst utrymme.

S2

ES: Manténgase fuera del alcance de los niños.

CS: Uchovávejte mimo dosah dětí.

DA: Opbevares utilgængeligt for børn.

DE: Darf nicht in die Hände von Kindern gelangen.

ET: Hoida lastele kättesaamatus kohas.

EL: Μακριά από παιδιά.

EN: Keep out of the reach of children.

FR: Conserver hors de la portée des enfants.

IT: Conservare fuori della portata dei bambini.

LV: Sargāt no bērniem.

LT: Saugoti nuo vaikų.

HU: Gyermekek kezébe nem kerülhet.

MT: Żomm fejn ma jintlaħaqx mit-tfal.

NL: Buiten bereik van kinderen bewaren.

PL: Chronić przed dziećmi.

PT: Manter fora do alcance das crianças.

SK: Uchovávajte mimo dosahu detí.

SL: Hraniti izven dosega otrok.

FI: Säilytettävä lasten ulottumattomissa.

SV: Förvaras oåtkomligt för barn.

S3

ES: Consérvese en lugar fresco.

CS: Uchovávejte na chladném místě.

DA: Opbevares køligt.

DE: Kühl aufbewahren.

ET: Hoida jahedas.

EL: Να φυλάσσεται σε δροσερό μέρος.

EN: Keep in a cool place.

FR: Conserver dans un endroit frais.

IT: Conservare in luogo fresco.

LV: Uzglabāt vēsā vietā.

LT: Laikyti vėsioje vietoje.

HU: Hűvös helyen tartandó.

MT: Żomm f'post frisk.

NL: Op een koele plaats bewaren.

PL: Przechowywać w chłodnym miejscu.

PT: Guardar em lugar fresco.

SK: Uchovávajte na chladnom mieste.

SL: Hraniti na hladnem.

FI: Säilytettävä viileässä.

SV: Förvaras svalt.

S4

ES: Manténgase lejos de locales habitados.

CS: Uchovávejte mimo obytné objekty.

DA: Må ikke opbevares i nærheden af bebølse.

DE: Von Wohnplätzen fernhalten.

ET: Mitte hoida eluruumides.

EL: Μακριά από κατοικημένους χώρους.

EN: Keep away from living quarters.

FR: Conserver à l'écart de tout local d'habitation.

IT: Conservare lontano da locali di abitazione.

LV: Neuzglabāt dzīvojamās telpās.

LT: Nelaikyti gyvenamosiose patalpose.

HU: Lakóterülettől távol tartandó.

MT: Żomm 'il bogħod minn postijiet ta' abitazzjoni.

NL: Verwijderd van woonruimten opbergen.

PL: Nie przechowywać w pomieszczeniach mieszkalnych.

PT: Manter fora de qualquer zona de habitação.

SK: Uchovávajte mimo obývaných priestorov.

SL: Hraniti izven bivališč.

FI: Ei saa säilyttää asuintiloissa.

SV: Förvaras avskilt från bostadsutrymmen.

S5

ES: Consérvese en … (líquido apropiado a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte pod … (příslušnou kapalinu specifikuje výrobce).

DA: Opbevares under … (en egnet væske, som angives af fabrikanten).

DE: Unter … aufbewahren (geeignete Flüssigkeit vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida sisu … all (sobiva vedeliku määrab valmistaja).

EL: Να διατηρείται το περιεχόμενο μέσα σε … (το είδος του κατάλληλου υγρού καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Keep contents under … (appropriate liquid to be specified by the manufacturer).

FR: Conserver sous … (liquide approprié à spécifier par le fabricant).

IT: Conservare sotto … (liquido appropriato da indicarsi da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt … (ražotājs norāda šķidrumu, kurā viela vai produkts uzglabājams).

LT: Laikyti užpiltą … (tinkamą skystį nurodo gamintojas).

HU: … alatt tartandó (a folyadékot a gyártó határozza meg).

MT: Żomm taħt … (il-likwidu adatt li jkun indikat mill-manifattur).

NL: Onder … houden. (geschikte vloeistof aan te geven door fabrikant).

PL: Przechowywać w … (cieczy wskazanej przez producenta).

PT: Manter sob … (líquido apropriado a especificar pelo produtor).

SK: Obsah uchovávajte pod … (vhodnou kvapalinou, ktorú špecifikuje výrobca).

SL: Hraniti pod/v … (ustrezno tekočino, v kateri je treba snov ali pripravek hraniti, določi proizvajalec).

FI: Sisältö säilytettävä … (tarkoitukseen soveltuvan nesteen ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Förvara innehållet i … (lämplig vätska anges av tillverkaren).

S6

ES: Consérvese en … (gas inerte a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte pod … (inertní plyn specifikuje výrobce).

DA: Opbevares under … (en inaktiv gas, som angives af fabrikanten).

DE: Unter … aufbewahren (inertes Gas vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida … all (inertgaasi määrab valmistaja).

EL: Να διατηρείται σε ατμόσφαιρα … (το είδος του αδρανούς αερίου καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Keep under … (inert gas to be specified by the manufacturer).

FR: Conserver sous … (gaz inerte à spécifier par le fabricant).

IT: Conservare sotto … (gas inerte da indicarsi da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt … (ražotājs norāda gāzi, kurā viela vai produkts uzglabājams).

LT: Laikyti … (inertines dujas nurodo gamintojas) aplinkoje.

HU: … alatt tartandó (az inert gázt a gyártó határozza meg).

MT: Żomm taħt … (gass inerti li jkun speċifikat mill-manifattur).

NL: Onder … houden. (inert gas aan te geven door fabrikant).

PL: Przechowywać w atmosferze … (obojętnego gazu wskazanego przez producenta).

PT: Manter sob … (gás inerte a especificar pelo produtor).

SK: Uchovávajte pod … (inertným plynom, ktorý špecifikuje výrobca).

SL: Hraniti v … (ustrezen inertni plin, v katerem je treba snov ali pripravek hraniti, določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä … (inertin kaasun ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Förvaras i … (inert gas anges av tillverkaren).

S7

ES: Manténgase el recipiente bien cerrado.

CS: Uchovávejte obal těsně uzavřený.

DA: Emballagen skal holdes tæt lukket.

DE: Behälter dicht geschlossen halten.

ET: Hoida pakend tihedalt suletuna.

EL: Το δοχείο να διατηρείται ερμητικά κλεισμένο.

EN: Keep container tightly closed.

FR: Conserver le récipient bien fermé.

IT: Conservare il recipiente ben chiuso.

LV: Uzglabāt cieši noslēgtu.

LT: Pakuotę laikyti sandariai uždarytą.

HU: Az edényzet légmentesen lezárva tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur magħluq sewwa.

NL: In goed gesloten verpakking bewaren.

PL: Przechowywać pojemnik szczelnie zamknięty.

PT: Manter o recipiente bem fechado.

SK: Uchovávajte nádobu tesne uzavretú.

SL: Hraniti v tesno zaprti posodi.

FI: Säilytettävä tiiviisti suljettuna.

SV: Förpackningen förvaras väl tillsluten.

S8

ES: Manténgase el recipiente en lugar seco.

CS: Uchovávejte obal suchý.

DA: Emballagen skal opbevares tørt.

DE: Behälter trocken halten.

ET: Hoida pakend kuivana.

EL: Το δοχείο να προστατεύεται από την υγρασία.

EN: Keep container dry.

FR: Conserver le récipient à l'abri de l'humidité.

IT: Conservare al riparo dall'umidità.

LV: Uzglabāt sausu.

LT: Pakuotę laikyti sausoje vietoje.

HU: Az edényzet szárazon tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur niexef.

NL: Verpakking droog houden.

PL: Przechowywać pojemnik w suchym pomieszczeniu.

PT: Manter o recipiente ao abrigo da humidade.

SK: Uchovávajte nádobu suchú.

SL: Posodo hraniti na suhem.

FI: Säilytettävä kuivana.

SV: Förpackningen förvaras torrt.

S9

ES: Consérvese el recipiente en lugar bien ventilado.

CS: Uchovávejte obal na dobře větraném místě.

DA: Emballagen skal opbevares på et godt ventileret sted.

DE: Behälter an einem gut gelüfteten Ort aufbewahren.

ET: Hoida pakend hästi ventileeritavas kohas.

EL: Το δοχείο να διατηρείται σε καλά αεριζόμενο μέρος.

EN: Keep container in a well-ventilated place.

FR: Conserver le récipient dans un endroit bien ventilé.

IT: Conservare il recipiente in luogo ben ventilato.

LV: Uzglabāt labi vēdināmā vietā.

LT: Pakuotę laikyti gerai vėdinamoje vietoje.

HU: Az edényzet jól szellőztetett helyen tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur f'post ivventilat sewwa.

NL: Op een goed geventileerde plaats bewaren.

PL: Przechowywać pojemnik w miejscu dobrze wentylowanym.

PT: Manter o recipiente num local bem ventilado.

SK: Uchovávajte nádobu na dobre vetranom mieste.

SL: Posodo hraniti na dobro prezračevanem mestu.

FI: Säilytettävä paikassa, jossa on hyvä ilmanvaihto.

SV: Förpackningen förvaras på väl ventilerad plats.

S12

ES: No cerrar el recipiente herméticamente.

CS: Neuchovávejte obal těsně uzavřený.

DA: Emballagen må ikke lukkes tæt.

DE: Behälter nicht gasdicht verschließen.

ET: Mitte hoida hermeetiliselt suletud pakendis.

EL: Μη διατηρείτε το δοχείο ερμητικά κλεισμένο.

EN: Do not keep the container sealed.

FR: Ne pas fermer hermétiquement le récipient.

IT: Non chiudere ermeticamente il recipiente.

LV: Neuzglabāt slēgtā veidā.

LT: Nelaikyti sandariai uždarytos pakuotės.

HU: Az edényzetet nem szabad légmentesen lezárni.

MT: Tħallix il-kontenitur magħluq.

NL: De verpakking niet hermetisch sluiten.

PL: Nie przechowywać pojemnika szczelnie zamkniętego.

PT: Não fechar o recipiente hermeticamente.

SK: Neuchovávajte nádobu hermeticky uzatvorenú.

SL: Posoda ne sme biti tesno zaprta.

FI: Pakkausta ei saa sulkea ilmatiiviisti.

SV: Förpackningen får inte tillslutas lufttätt.

S13

ES: Manténgase lejos de alimentos, bebidas y piensos.

CS: Uchovávejte odděleně od potravin, nápojů a krmiv.

DA: Må ikke opbevares sammen med fødevarer, drikkevarer og foderstoffer.

DE: Von Nahrungsmitteln, Getränken und Futtermitteln fernhalten.

ET: Hoida eemal toiduainest, joogist ja loomasöödast.

EL: Μακριά από τρόφιμα, ποτά και ζωοτροφές.

EN: Keep away from food, drink and animal feedingstuffs.

FR: Conserver à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux.

IT: Conservare lontano da alimenti o mangimi e da bevande.

LV: Neuzglabāt kopā ar pārtiku vai dzīvnieku barību.

LT: Laikyti atokiau nuo maisto, gėrimų ir gyvulių pašaro.

HU: Élelmiszertől, italtól és takarmánytól távol tartandó.

MT: Żomm 'il bogħod minn ikel, xorb u minn għalf ta' l-annimali.

NL: Verwijderd houden van eet- en drinkwaren en van diervoeder.

PL: Nie przechowywać razem z żywnością, napojami i paszami dla zwierząt.

PT: Manter afastado de alimentos e bebidas incluindo os dos animais.

SK: Uchovávajte mimo dosahu potravín, nápojov a krmív pre zvieratá.

SL: Hraniti ločeno od hrane, pijače in krmil.

FI: Ei saa säilyttää yhdessä elintarvikkeiden eikä eläinravinnon kanssa.

SV: Förvaras åtskilt från livsmedel och djurfoder.

S14

ES: Consérvese lejos de … (materiales incompatibles a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte odděleně od … (vzájemně se vylučující látky uvede výrobce).

DA: Opbevares adskilt fra … (uforligelige stoffer, som angives af fabrikanten).

DE: Von … fernhalten (inkompatible Substanzen sind vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida eraldi … (kokkusobimatud kemikaalid määrab valmistaja).

EL: Μακριά από … (ασύμβατες ουσίες καθορίζονται από τον παραγωγό).

EN: Keep away from … (incompatible materials to be indicated by the manufacturer).

FR: Conserver à l'écart des … (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).

IT: Conservare lontano da … (sostanze incompatibili da precisare da parte del produttore).

LV: Neuzglabāt kopā ar … (ražotājs norāda nesavietojamās vielas).

LT: Laikyti atokiau nuo … (nesuderinamas medžiagas nurodo gamintojas).

HU: … -tól/-től távol tartandó (az összeférhetetlen anyago(ka)t a gyártó határozza meg).

MT: Żomm 'il bogħod minn … (materjal inkompatibbli li jkun indikat mill-manifattur).

NL: Verwijderd houden van … (stoffen waarmee contact vermeden dient te worden aan te geven door de fabrikant).

PL: Nie przechowywać razem z … (materiałami określonymi przez producenta).

PT: Manter afastado de … (matérias incompatíveis a indicar pelo produtor).

SK: Uchovávajte mimo dosahu … (neznášanlivého materiálu, ktorý určí výrobca).

SL: Hraniti ločeno od … (nezdružljive snovi določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä erillään … (yhteensopimattomat aineet ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Förvaras åtskilt från … (oförenliga ämnen anges av tillverkaren).

S15

ES: Conservar alejado del calor.

CS: Chraňte před teplem.

DA: Må ikke udsættes for varme.

DE: Vor Hitze schützen.

ET: Hoida eemal soojusallikast.

EL: Μακριά από θερμότητα.

EN: Keep away from heat.

FR: Conserver à l'écart de la chaleur.

IT: Conservare lontano dal calore.

LV: Sargāt no sasilšanas.

LT: Laikyti atokiau nuo šilumos šaltinių.

HU: Hőhatástól távol tartandó.

MT: Żomm 'il bogħod mis-sħana.

NL: Verwijderd houden van warmte.

PL: Przechowywać z dala od źródeł ciepła.

PT: Manter afastado do calor.

SK: Uchovávajte mimo dosahu tepla.

SL: Varovati pred toploto.

FI: Suojattava lämmöltä.

SV: Får inte utsättas för värme.

S16

ES: Conservar alejado de toda llama o fuente de chispas - No fumar.

CS: Uchovávejte mimo dosah zdrojů zapálení - Zákaz kouření.

DA: Holdes væk fra antændelseskilder - Rygning forbudt.

DE: Von Zündquellen fernhalten - Nicht rauchen.

ET: Hoida eemal süttimisallikast - Mitte suitsetada!.

EL: Μακριά από πηγές ανάφλεξης - Απαγορεύεται το κάπνισμα.

EN: Keep away from sources of ignition - No smoking.

FR: Conserver à l'écart de toute flamme ou source d'étincelles - Ne pas fumer.

IT: Conservare lontano da fiamme e scintille - Non fumare.

LV: Sargāt no uguns - nesmēķēt.

LT: Laikyti atokiau nuo uždegimo šaltinių. Nerūkyti.

HU: Gyújtóforrástól távol tartandó - Tilos a dohányzás.

MT: Żomm 'il bogħod minn fjammi u qbid tan-nar - Tpejjipx.

NL: Verwijderd houden van ontstekingsbronnen - Niet roken.

PL: Nie przechowywać w pobliżu źródeł zapłonu - nie palić tytoniu.

PT: Manter afastado de qualquer chama ou fonte de ignição - Não fumar.

SK: Uchovávajte mimo dosahu zdrojov zapálenia - Zákaz fajčenia.

SL: Hraniti ločeno od virov vžiga - ne kaditi.

FI: Eristettävä sytytyslähteistä - Tupakointi kielletty.

SV: Förvaras åtskilt från antändningskällor - Rökning förbjuden.

S17

ES: Manténgase lejos de materias combustibles.

CS: Uchovávejte mimo dosah hořlavých materiálů.

DA: Holdes væk fra brandbare stoffer.

DE: Von brennbaren Stoffen fernhalten.

ET: Hoida eemal süttivatest ainetest.

EL: Μακριά από καύσιμα υλικά.

EN: Keep away from combustible material.

FR: Tenir à l'écart des matières combustibles.

IT: Tenere lontano da sostanze combustibili.

LV: Sargāt no degoša materiāla.

LT: Laikyti atokiau nuo galinčių degti medžiagų.

HU: Éghető anyagoktól távol tartandó.

MT: Żomm 'il bogħod minn materjal li jieħu n-nar.

NL: Verwijderd houden van brandbare stoffen.

PL: Nie przechowywać razem z materiałami zapalnymi.

PT: Manter afastado de matérias combustíveis.

SK: Uchovávajte mimo dosahu horľavého materiálu.

SL: Hraniti ločeno od gorljivih snovi.

FI: Säilytettävä erillään syttyvistä kemikaaleista.

SV: Förvaras åtskilt från brandfarliga ämnen.

S18

ES: Manipúlese y ábrase el recipiente con prudencia.

CS: Zacházejte s obalem opatrně a opatrně jej otevírejte.

DA: Emballagen skal behandles og åbnes med forsigtighed.

DE: Behälter mit Vorsicht öffnen und handhaben.

ET: Käidelda ja avada pakend ettevaatlikult.

EL: Χειριστείτε και ανοίξτε το δοχείο προσεκτικά.

EN: Handle and open container with care.

FR: Manipuler et ouvrir le récipient avec prudence.

IT: Manipolare ed aprire il recipiente con cautela.

LV: Ievērot īpašu piesardzību, darbojoties ar konteineru un atverot to.

LT: Pakuotę naudoti ir atidaryti atsargiai.

HU: Az edényzetet óvatosan kell kezelni és kinyitni.

MT: Attent kif tħarrek u tiftaħ il-kontenitur.

NL: Verpakking voorzichtig behandelen en openen.

PL: Zachować ostrożność w trakcie otwierania i manipulacji z pojemnikiem.

PT: Manipular e abrir o recipiente com prudência.

SK: S nádobou zaobchádzajte a otvárajte opatrne.

SL: Previdno ravnati s posodo in jo previdno odpirati.

FI: Pakkauksen käsittelyssä ja avaamisessa on noudatettava varovaisuutta.

SV: Förpackningen hanteras och öppnas försiktigt.

S20

ES: No comer ni beber durante su utilización.

CS: Nejezte a nepijte při používání.

DA: Der må ikke spises eller drikkes under brugen.

DE: Bei der Arbeit nicht essen und trinken.

ET: Käitlemisel söömine ja joomine keelatud.

EL: Μη τρώτε ή πίνετε όταν το χρησιμοποιείτε.

EN: When using do not eat or drink.

FR: Ne pas manger et ne pas boire pendant l'utilisation.

IT: Non mangiare né bere durante l'impiego.

LV: Nedzert un neēst, darbojoties ar vielu.

LT: Naudojant nevalgyti ir negerti.

HU: Használat közben enni, inni nem szabad.

MT: Tikolx u tixrobx waqt li qed tużah.

NL: Niet eten of drinken tijdens gebruik.

PL: Nie jeść i nie pić podczas stosowania produktu.

PT: Não comer nem beber durante a utilização.

SK: Pri používaní nejedzte ani nepite.

SL: Med uporabo ne jesti in ne piti.

FI: Syöminen ja juominen kielletty kemikaalia käsiteltäessä.

SV: Ät inte eller drick inte under hanteringen.

S21

ES: No fumar durante su utilización.

CS: Nekuřte při používání.

DA: Der må ikke ryges under brugen.

DE: Bei der Arbeit nicht rauchen.

ET: Käitlemisel suitsetamine keelatud.

EL: Μη καπνίζετε όταν το χρησιμοποιείτε.

EN: When using do not smoke.

FR: Ne pas fumer pendant l'utilisation.

IT: Non fumare durante l'impiego.

LV: Nesmēķēt, darbojoties ar vielu.

LT: Naudojant nerūkyti.

HU: Használat közben tilos a dohányzás.

MT: Tpejjipx waqt li qed tużah.

NL: Niet roken tijdens gebruik.

PL: Nie palić tytoniu podczas stosowania produktu.

PT: Não fumar durante a utilização.

SK: Pri používaní nefajčite.

SL: Med uporabo ne kaditi.

FI: Tupakointi kielletty kemikaalia käytettäessä.

SV: Rök inte under hanteringen.

S22

ES: No respirar el polvo.

CS: Nevdechujte prach.

DA: Undgå indånding af støv.

DE: Staub nicht einatmen.

ET: Vältida tolmu sissehingamist.

EL: Μη αναπνέετε την σκόνη.

EN: Do not breathe dust.

FR: Ne pas respirer les poussières.

IT: Non respirare le polveri.

LV: Izvairīties no putekļu ieelpošanas.

LT: Neįkvėpti dulkių.

HU: Az anyag porát nem szabad belélegezni.

MT: Tiġbidx it-trab 'il ġewwa b'imnifsejk.

NL: Stof niet inademen.

PL: Nie wdychać pyłu.

PT: Não respirar as poeiras.

SK: Nevdychujte prach.

SL: Ne vdihavati prahu.

FI: Vältettävä pölyn hengittämistä.

SV: Undvik inandning av damm.

S23

ES: No respirar los gases/humos/vapores/aerosoles (denominación(es) adecuada(s) a especificar por el fabricante).

CS: Nevdechujte plyny/dýmy/páry/ aerosoly (příslušný výraz specifikuje výrobce).

DA: Undgå indånding af gas/røg/dampe/aerosol-tåger (den eller de pågældende betegnelser angives af fabrikanten).

DE: Gas/Rauch/Dampf/Aerosol nicht einatmen (geeignete Bezeichnung(en) vom Hersteller anzugeben).

ET: Vältida gaasi/suitsu/auru/udu (sobiva mõiste määrab valmistaja) sissehingamist.

EL: Μην αναπνέετε αέρια/αναθυμιάσεις/ατμούς/εκνεφώματα (η κατάλληλη διατύπωση καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Do not breathe gas/fumes/vapour/spray (appropriate wording to be specified by the manufacturer).

FR: Ne pas respirer les gaz/fumées/vapeurs/aérosols (terme(s) approprié(s) à indiquer par le fabricant).

IT: Non respirare i gas/fumi/vapori/aerosoli (termine(i) appropriato(i) da precisare da parte del produttore).

LV: Izvairīties no gāzes vai dūmu, vai tvaiku, vai aerosolu ieelpošanas (formulējumu nosaka ražotājs).

LT: Neįkvėpti dujų, dūmų, garų, aerozolių (konkrečiai nurodo gamintojas).

HU: A keletkező gázt/füstöt/gőzt/permetet nem szabad belélegezni (a megfelelő szöveget a gyártó határozza meg).

MT: Tiġbidx gass/dħaħen/fwar/sprej 'il ġewwa b'imnifsejk (it-terminu jew termini adatti jridu jkunu speċifikati mill-manifattur).

NL: Gas/rook/ damp /spuitnevel niet inademen. (toepasselijke term(en) aan te geven door de fabrikant).

PL: Nie wdychać gazu/ dymu/pary/rozpylonej cieczy (rodzaj określi producent).

PT: Não respirar os gases/vapores/fumos/aerossóis (termo(s) apropriado(s) a indicar pelo produtor).

SK: Nevdychujte plyn/dym/pary/aerosóly (Vhodné slovo špecifikuje výrobca).

SL: Ne vdihavati plina/dima/hlapov/meglice (ustrezno besedilo določi proizvajalec).

FI: Vältettävä kaasun/huurun/höyryn/sumun hengittämistä (oikean sanamuodon valitsee valmistaja/maahantuoja).

SV: Undvik inandning av gas/rök/ånga/dimma (lämplig formulering anges av tillverkaren).

S24

ES: Evítese el contacto con la piel.

CS: Zamezte styku s kůží.

DA: Undgå kontakt med huden.

DE: Berührung mit der Haut vermeiden.

ET: Vältida kokkupuudet nahaga.

EL: Αποφεύγετε την επαφή με το δέρμα.

EN: Avoid contact with skin.

FR: Éviter le contact avec la peau.

IT: Evitare il contatto con la pelle.

LV: Nepieļaut nokļūšanu uz ādas.

LT: Vengti patekimo ant odos.

HU: A bőrrel való érintkezés kerülendő.

MT: Evita l-kuntatt mal-ġilda.

NL: Aanraking met de huid vermijden.

PL: Unikać zanieczyszczenia skóry.

PT: Evitar o contacto com a pele.

SK: Zabráňte kontaktu s pokožkou.

SL: Preprečiti stik s kožo.

FI: Varottava kemikaalin joutumista iholle.

SV: Undvik kontakt med huden.

S25

ES: Evítese el contacto con los ojos.

CS: Zamezte styku s očima.

DA: Undgå kontakt med øjnene.

DE: Berührung mit den Augen vermeiden.

ET: Vältida silma sattumist.

EL: Αποφεύγετε την επαφή με τα μάτια.

EN: Avoid contact with eyes.

FR: Éviter le contact avec les yeux.

IT: Evitare il contatto con gli occhi.

LV: Nepieļaut nokļūšanu acīs.

LT: Vengti patekimo į akis.

HU: Kerülni kell a szembe jutást.

MT: Evita l-kuntatt ma' l-għajnejn.

NL: Aanraking met de ogen vermijden.

PL: Unikać zanieczyszczenia oczu.

PT: Evitar o contacto com os olhos.

SK: Zabráňte kontaktu s očami.

SL: Preprečiti stik z očmi.

FI: Varottava kemikaalin joutumista silmiin.

SV: Undvik kontakt med ögonen.

S26

ES: En caso de contacto con los ojos, lávense inmediata y abundantemente con agua y acúdase a un médico.

CS: Při zasažení očí okamžitě důkladně vypláchněte vodou a vyhledejte lékařskou pomoc.

DA: Kommer stoffet i øjnene, skylles straks grundigt med vand og læge kontaktes.

DE: Bei Berührung mit den Augen sofort gründlich mit Wasser abspülen und Arzt konsultieren.

ET: Silma sattumisel loputada koheselt rohke veega ja pöörduda arsti poole.

EL: Σε περίπτωση επαφής με τα μάτια πλύνετέ τα αμέσως με άφθονο νερό και ζητήστε ιατρική συμβουλή.

EN: In case of contact with eyes, rinse immediately with plenty of water and seek medical advice.

FR: En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et consulter un spécialiste.

IT: In caso di contatto con gli occhi, lavare immediatamente e abbondantemente con acqua e consultare un medico.

LV: Ja nokļūst acīs, nekavējoties tās skalot ar lielu daudzumu ūdens un meklēt medicīnisku palīdzību.

LT: Patekus į akis, nedelsiant gerai praplauti vandeniu ir kreiptis į gydytoją.

HU: Ha szembe jut, bő vízzel azonnal ki kell mosni és orvoshoz kell fordulni.

MT: F'każ ta' kuntatt ma' l-għajnejn, aħsel immedjatament b'ħafna ilma u ara tabib.

NL: Bij aanraking met de ogen onmiddellijk met overvloedig water afspoelen en deskundig medisch advies inwinnen.

PL: Zanieczyszczone oczy przemyć natychmiast dużą ilością wody i zasięgnąć porady lekarza.

PT: Em caso de contacto com os olhos, lavar imediata e abundantemente com água e consultar um especialista.

SK: V prípade kontaktu s očami je potrebné ihneď ich vymyť s veľkým množstvom vody a vyhľadať lekársku pomoc.

SL: Če pride v oči, takoj izpirati z obilo vode in poiskati zdravniško pomoč.

FI: Roiskeet silmistä huuhdeltava välittömästi runsaalla vedellä ja mentävä lääkäriin.

SV: Vid kontakt med ögonen, spola genast med mycket vatten och kontakta läkare.

S27

ES: Quítese inmediatamente la ropa manchada o salpicada.

CS: Okamžitě odložte veškeré kontaminované oblečení.

DA: Tilsmudset tøj tages straks af.

DE: Beschmutzte, getränkte Kleidung sofort ausziehen.

ET: Võtta koheselt seljast saastunud riietus.

EL: Αφαιρέστε αμέσως όλα τα ενδύματα που έχουν μολυνθεί.

EN: Take off immediately all contaminated clothing.

FR: Enlever immédiatement tout vêtement souillé ou éclaboussé.

IT: Togliersi di dosso immediatamente gli indumenti contaminati.

LV: Nekavējoties novilkt notraipīto apģērbu.

LT: Nedelsiant nusivilkti visus užterštus drabužius.

HU: A szennyezett ruhát azonnal le kell vetni.

MT: Inża' mill-ewwel kull ilbies imniġġes.

NL: Verontreinigde kleding onmiddellijk uittrekken.

PL: Natychmiast zdjąć całą zanieczyszczoną odzież.

PT: Retirar imediatamente todo o vestuário contaminado.

SK: Okamžite si vyzlečte kontaminovaný odev.

SL: Takoj sleči vso onesnaženo obleko.

FI: Riisuttava välittömästi saastunut vaatetus.

SV: Tag genast av alla nedstänkta kläder.

S28

ES: En caso de contacto con la piel, lávese inmediata y abundantemente con … (productos a especificar por el fabricante).

CS: Při styku s kůží okamžitě omyjte velkým množstvím … (vhodnou kapalinu specifikuje výrobce).

DA: Kommer stof på huden vaskes straks med store mængder … (angives af fabrikanten).

DE: Bei Berührung mit der Haut sofort abwaschen mit viel … (vom Hersteller anzugeben).

ET: Nahale sattumisel pesta koheselt rohke … (määrab valmistaja).

EL: Σε περίπτωση επαφής με το δέρμα, πλυθείτε αμέσως με άφθονο … (το είδος του υγρού καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: After contact with skin, wash immediately with plenty of … (to be specified by the manufacturer).

FR: Après contact avec la peau, se laver immédiatement et abondamment avec … (produits appropriés à indiquer par le fabricant).

IT: In caso di contatto con la pelle lavarsi immediatamente ed abbondantemente con … (prodotti idonei da indicarsi da parte del fabbricante).

LV: Ja nokļūst uz ādas, nekavējoties skalot ar lielu daudzumu … (norāda ražotājs).

LT: Patekus ant odos, nedelsiant gerai nuplauti … (kuo — nurodo gamintojas).

HU: Ha az anyag a bőrre kerül, … -val/vel bőven azonnal le kell mosni (az anyagot a gyártó határozza meg).

MT: F'każ ta' kuntatt mal-ġilda, aħsel mill-ewwel b'ħafna … (ikun speċifikat mill- manifattur).

NL: Na aanraking met de huid onmiddellijk wassen met veel … (aan te geven door de fabrikant).

PL: Zanieczyszczoną skórę natychmiast przemyć dużą ilością … (cieczy określonej przez producenta).

PT: Após contacto com a pele, lavar imediata e abundantemente com … (produtos adequados a indicar pelo produtor).

SK: Po kontakte s pokožkou je potrebné ju umyť veľkým množstvom … (bude špecifikované výrobcom).

SL: Ob stiku s kožo takoj izprati z obilo … (sredstvo določi proizvajalec).

FI: Roiskeet iholta huuhdeltava välittömästi runsaalla määrällä … (aineen ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Vid kontakt med huden tvätta genast med mycket … (anges av tillverkaren).

S29

ES: No tirar los residuos por el desagüe.

CS: Nevylévejte do kanalizace.

DA: Må ikke tømmes i kloakfløb.

DE: Nicht in die Kanalisation gelangen lassen.

ET: Mitte valada kanalisatsiooni.

EL: Μην αδειάζετε το υπόλοιπο του περιεχομένου στην αποχέτευση.

EN: Do not empty into drains.

FR: Ne pas jeter les résidus à l'égout.

IT: Non gettare i residui nelle fognature.

LV: Aizliegts izliet kanalizācijā.

LT: Neišleisti į kanalizaciją.

HU: Csatornába engedni nem szabad.

MT: Titfax il-fdal fid- drenaġġ.

NL: Afval niet in de gootsteen werpen.

PL: Nie wprowadzać do kanalizacji.

PT: Não deitar os resíduos no esgoto.

SK: Nevypúšťať do kanalizačnej siete.

SL: Ne izpraznitи v kanalizacijo.

FI: Ei saa tyhjentää viemäriin.

SV: Töm ej i avloppet.

S30

ES: No echar jamás agua a este producto.

CS: K tomuto výrobku nikdy nepřidávejte vodu.

DA: Hæld aldrig vand på eller i produktet.

DE: Niemals Wasser hinzugießen.

ET: Kemikaalile vett mitte lisada.

EL: Ποτέ μην προσθέτετε νερό στο προϊόν αυτό.

EN: Never add water to this product.

FR: Ne jamais verser de l'eau dans ce produit.

IT: Non versare acqua sul prodotto.

LV: Stingri aizliegts pievienot ūdeni.

LT: Niekada nemaišyti šios medžiagos su vandeniu.

HU: Soha nem szabad vizet hozzáadni.

MT: Qatt titfa' ilma fuq dan il-prodott.

NL: Nooit water op deze stof gieten.

PL: Nigdy nie dodawać wody do tego produktu.

PT: Nunca adicionar água a este produto.

SK: Nikdy nepridávajte vodu k tomuto prípravku.

SL: Nikoli dolivati vode.

FI: Tuotteeseen ei saa lisätä vettä.

SV: Häll aldrig vatten på eller i produkten.

S33

ES: Evítese la acumulación de cargas electroestáticas.

CS: Proveďte preventivní opatření proti výbojům statické elektřiny.

DA: Træf foranstaltninger mod statisk elektricitet.

DE: Maßnahmen gegen elektrostatische Aufladungen treffen.

ET: Vältida staatilise elektri teket.

EL: Λάβετε προστατευτικά μέτρα έναντι ηλεκτροστατικών εκκενώσεων.

EN: Take precautionary measures against static discharges.

FR: Éviter l'accumulation de charges électrostatiques.

IT: Evitare l'accumulo di cariche elettrostatiche.

LV: Veikt drošības pasākumus, lai pasargātu no statiskās elektrības iedarbības.

LT: Imtis atsargumo priemonių elektrostatinėms iškrovoms išvengti.

HU: A sztatikus feltöltődés ellen védekezni kell.

MT: Evita l-kumulazzjoni ta' kargi elettrostatiċi.

NL: Maatregelen treffen tegen ontladingen van statische elektriciteit.

PL: Zastosować środki ostrożności zapobiegające wyładowaniom elektrostatycznym.

PT: Evitar acumulação de cargas electrostáticas.

SK: Vykonajte predbežné opatrenia proti statickým výbojom.

SL: Preprečiti statično naelektrenje.

FI: Estettävä staattisen sähkön aiheuttama kipinöinti.

SV: Vidtag åtgärder mot statisk elektricitet.

S35

ES: Elimínense los residuos del producto y sus recipientes con todas las precauciones posibles.

CS: Tento materiál a jeho obal musí být zneškodněny bezpečným způsobem.

DA: Materialet og dets beholder skal bortskaffes på en sikker måde.

DE: Abfälle und Behälter müssen in gesicherter Weise beseitigt werden.

ET: Kemikaal ja pakend tuleb jäätmetena hävitada ohutult.

EL: Το υλικό και ο περιέκτης του πρέπει να διατεθεί με ασφαλή τρόπο.

EN: This material and its container must be disposed of in a safe way.

FR: Ne se débarrasser de ce produit et de son récipient qu'en prenant toutes précautions d'usage.

IT: Non disfarsi del prodotto e del recipiente se non con le dovute precauzioni.

LV: Šo vielu vai produktu un iepakojumu likvidēt drošā veidā.

LT: Atliekos ir pakuotė turi būti saugiai pašalintos.

HU: Az anyagot és az edényzetét megfelelő módon ártalmatlanítani kell.

MT: Dan il-materjal u l-kontenitur tiegħu għandhom jintremew bil-prekawzjonijiet meħtieġa.

NL: Deze stof en de verpakking op veilige wijze afvoeren.

PL: Usuwać produkt i jego opakowanie w sposób bezpieczny.

PT: Não se desfazer deste produto e do seu recipiente sem tomar as precauções de segurança devidas.

SK: Tento materiál a jeho obal uložte na bezpečnom mieste.

SL: Vsebina in embalaža morata biti varno odstranjeni.

FI: Tämä aine ja sen pakkaus on hävitettävä turvallisesti.

SV: Produkt och förpackning skall oskadliggöras på säkert sätt.

S36

ES: Úsese indumentaria protectora adecuada.

CS: Používejte vhodný ochranný oděv.

DA: Brug særligt arbejdstøj.

DE: Bei der Arbeit geeignete Schutzkleidung tragen.

ET: Kanda sobivat kaitseriietust.

EL: Να φοράτε κατάλληλη προστατευτική ενδυμασία.

EN: Wear suitable protective clothing.

FR: Porter un vêtement de protection approprié.

IT: Usare indumenti protettivi adatti.

LV: Izmantot piemērotu aizsargapģērbu.

LT: Dėvėti tinkamus apsauginius drabužius.

HU: Megfelelő védőruházatot kell viselni.

MT: Ilbes ilbies protettiv adatt.

NL: Draag geschikte beschermende kleding.

PL: Nosić odpowiednią odzież ochronną.

PT: Usar vestuário de protecção adequado.

SK: Noste vhodný ochranný odev.

SL: Nositi primerno zaščitno obleko.

FI: Käytettävä sopivaa suojavaatetusta.

SV: Använd lämpliga skyddskläder.

S37

ES: Úsense guantes adecuados.

CS: Používejte vhodné ochranné rukavice.

DA: Brug egnede beskyttelseshandsker under arbejdet.

DE: Geeignete Schutzhandschuhe tragen.

ET: Kanda sobivaid kaitsekindaid.

EL: Να φοράτε κατάλληλα γάντια.

EN: Wear suitable gloves.

FR: Porter des gants appropriés.

IT: Usare guanti adatti.

LV: Strādāt aizsargcimdos.

LT: Mūvėti tinkamas pirštines.

HU: Megfelelő védőkesztyűt kell viselni.

MT: Ilbes ingwanti adatt.

NL: Draag geschikte handschoenen.

PL: Nosić odpowiednie rękawice ochronne.

PT: Usar luvas adequadas.

SK: Noste vhodné rukavice.

SL: Nositi primerne zaščitne rokavice.

FI: Käytettävä sopivia suojakäsineitä.

SV: Använd lämpliga skyddshandskar.

S38

ES: En caso de ventilación insuficiente, úsese equipo respiratorio adecuado.

CS: V případě nedostatečného větrání používejte vhodné vybavení pro ochranu dýchacích orgánů.

DA: Brug egnet åndedrætsværn, hvis effektiv ventilation ikke er mulig.

DE: Bei unzureichender Belüftung Atemschutzgerät anlegen.

ET: Ebapiisava ventilatsiooni korral kanda sobivat hingamisteede kaitsevahendit.

EL: Σε περίπτωση ανεπαρκούς αερισμού, χρησιμοποιείτε κατάλληλη αναπνευστική συσκευή.

EN: In case of insufficient ventilation, wear suitable respiratory equipment.

FR: En cas de ventilation insuffisante, porter un appareil respiratoire approprié.

IT: In caso di ventilazione insufficiente, usare un apparecchio respiratorio adatto.

LV: Nepietiekamas ventilācijas apstākļos aizsargāt elpošanas orgānus.

LT: Esant nepakankamam vėdinimui, naudoti tinkamas kvėpavimo takų apsaugos priemones.

HU: Ha a szellőzés elégtelen, megfelelő légzőkészüléket kell használni.

MT: F'każ ta' nuqqas ta' ventilazzjoni biżżejjed, ilbes apparat respiratorju adatt.

NL: Bij ontoereikende ventilatie een geschikte adembescherming dragen.

PL: W przypadku niedostatecznej wentylacji stosować odpowiednie indywidualne środki ochrony dróg oddechowych.

PT: Em caso de ventilação insuficiente, usar equipamento respiratório adequado.

SK: V prípade nedostatočného vetrania použite vhodný respirátor.

SL: Ob nezadostnem prezračevanju nositi primerno dihalno opremo.

FI: Kemikaalin käyttö edellyttää tehokasta ilmanvaihtoa tai sopivaa hengityksensuojainta.

SV: Använd lämpligt andningsskydd vid otillräcklig ventilation.

S39

ES: Úsese protección para los ojos/la cara.

CS: Používejte osobní ochranné prostředky pro oči a obličej.

DA: Brug beskyttelsesbriller/ansigtsskærm under arbejdet.

DE: Schutzbrille/Gesichtsschutz tragen.

ET: Kanda silmade/näokaitset.

EL: Χρησιμοποιείτε συσκευή προστασίας ματιών/προσώπου.

EN: Wear eye/face protection.

FR: Porter un appareil de protection des yeux/du visage.

IT: Proteggersi gli occhi/la faccia.

LV: Valkāt acu vai sejas aizsargu.

LT: Naudoti akių (veido) apsaugos priemones.

HU: Szem-/arcvédőt kell viselni.

MT: Ipproteġi 'l għajnejk/wiċċek.

NL: Een bescherming voor de ogen/voor het gezicht dragen.

PL: Nosić okulary lub ochronę twarzy.

PT: Usar um equipamento protector para os olhos/face.

SK: Použite ochranu očí a tváre.

SL: Nositi zaščito za oči/obraz.

FI: Käytettävä silmiem - tai kasvonsuojainta.

SV: Använd skyddsglasögon eller ansiktsskydd.

S40

ES: Para limpiar el suelo y los objetos contaminados por este producto, úsese … (a especificar por el fabricante).

CS: Podlahy a předměty znečistěné tímto materiálem čistěte … (specifikuje výrobce).

DA: Gulvet og tilsmudsede genstande renses med … (midlerne angives af fabrikanten).

DE: Fußboden und verunreinigte Gegenstände mit … reinigen (Material vom Hersteller anzugeben).

ET: Kemikaaliga saastunud pindade ja esemete puhastamiseks kasuta … (määrab valmistaja)

EL: Για τον καθαρισμό του δαπέδου και όλων των αντικειμένων που έχουν μολυνθεί από το υλικό αυτό χρησιμοποιείτε … (το είδος καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: To clean the floor and all objects contaminated by this material, use … (to be specified by the manufacturer).

FR: Pour nettoyer le sol ou les objets souillés par ce produit, utiliser … (à préciser par le fabricant).

IT: Per pulire il pavimento e gli oggetti contaminati da questo prodotto, usare … (da precisare da parte del produttore).

LV: Tīrot grīdu un piesārņotos objektus, izmantot … (norāda ražotājs).

LT: Šia medžiaga užterštus daiktus ir grindis valyti su … (kuo — nurodo gamintojas).

HU: A padlót és a beszennyeződött tárgyakat … -val/-vel kell tisztítani (az anyagot a gyártó határozza meg).

MT: Biex taħsel l-art u l-oġġetti kollha mniġġsin b'dan il-materjal, uża … (ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Voor de reiniging van de vloer en alle voorwerpen verontreinigd met dit materiaal, … gebruiken. (aan te geven door de fabrikant).

PL: Czyścić podłogę i wszystkie inne obiekty zanieczyszczone tym produktem … (środkiem wskazanym przez producenta).

PT: Para limpeza do chão e objectos contaminados por este produto, utilizar … (a especificar pelo produtor).

SK: Na vyčistenie podlahy a všetkých predmetov kontaminovaných týmto materiálom použite … (špecifikuje výrobca).

SL: Tla in predmete, onesnažene s to snovjo/pripravkom, očistiti s/z … (čistilo določi proizvajalec).

FI: Kemikaali puhdistettava pinnoilta käyttäen … (kemikaalin ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Golv och förorenade föremål tvättas med … (anges av tillverkaren).

S41

ES: En caso de incendio y/o de explosión no respire los humos.

CS: V případě požáru nebo výbuchu nevdechujte dýmy.

DA: Undgå at indånde røgen ved brand eller eksplosion.

DE: Explosions- und Brandgase nicht einatmen.

ET: Tulekahju ja/või plahvatuse korral vältida suitsu sissehingamist.

EL: Σε περίπτωση πυρκαγιάς και/ή εκρήξεως μην αναπνέετε τους καπνούς.

EN: In case of fire and/or explosion do not breathe fumes.

FR: En cas d'incendie et/ou d' explosion, ne pas respirer les fumées.

IT: In caso di incendio e/o esplosione non respirare i fumi.

LV: Ugunsgrēka vai eksplozijas gadījumā neieelpot dūmus.

LT: Gaisro arba sprogimo atveju neįkvėpti dūmų.

HU: Robbanás és/vagy tűz esetén a keletkező gázokat nem szabad belélegezni.

MT: F'każ ta' nar jew/u splużjoni tiblax id-dħaħen.

NL: In geval van brand en/of explosie inademen van rook vermijden.

PL: Nie wdychać dymów powstających w wyniku pożaru lub wybuchu.

PT: Em caso de incêndio e/ou explosão não respirar os fumos.

SK: V prípade požiaru alebo výbuchu nevdychujte výpary.

SL: Ne vdihavati plinov, ki nastanejo ob požaru in/ali eksploziji.

FI: Vältettävä palamisessa tai räjähdyksessä muodostuvan savun hengittämistä.

SV: Undvik inandning av rök vid brand eller explosion.

S42

ES: Durante las fumigaciones/pulverizaciones, úsese equipo respiratorio adecuado (denominación(es) adecuada(s) a especificar por el fabricante).

CS: Při fumigaci nebo rozprašování používejte vhodný ochranný prostředek k ochraně dýchacích orgánů (specifikaci uvede výrobce).

DA: Brug egnet åndedrætsværn ved rygning/sprøjtning (den eller de pågældende betegnelser angives af fabrikanten).

DE: Beim Räuchern/Versprühen geeignetes Atemschutzgerät anlegen (geeignete Bezeichnung(en) vom Hersteller anzugeben).

ET: Suitsutamisel/piserdamisel kanda sobivat hingamiselundite kaitsevahendit (sõnastuse täpsustab valmistaja).

EL: Κατά τη διάρκεια υποκαπνισμού/ψεκάσματος χρησιμοποιείτε κατάλληλη αναπνευστική συσκευή (η κατάλληλη διατύπωση καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: During fumigation/spraying wear suitable respiratory equipment (appropriate wording to be specified by the manufacturer).

FR: Pendant les fumigations/pulvérisations, porter un appareil respiratoire approprié (terme(s) approprié(s) à indiquer par le fabricant).

IT: Durante le fumigazioni/polimerizzazioni usare un apparecchio respiratorio adatto (termine(i) appropriato (i) da precisare da parte del produttore).

LV: Izsmidzināšanas laikā izmantot šādus elpošanas ceļu aizsardzības līdzekļus … (norāda ražotājs).

LT: Purškiant (fumiguojant) naudoti tinkamas kvėpavimo takų apsaugos priemones (konkrečiai nurodo gamintojas).

HU: Füst-/permetképződés esetén megfelelő légzőkészüléket kell viselni (a megfelelő szöveget a gyártó határozza meg).

MT: Waqt il-fumigazzjoni/l-isprejjar ilbes apparat respiratorju adatt (it-terminu adattat irid ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Tijdens de ontsmetting/bespuiting een geschikte adembescherming dragen. (Geschikte term(en) door de fabrikant aan te geven).

PL: Podczas fumigacji/rozpylania/natryskiwania stosować odpowiednie środki ochrony dróg oddechowych (rodzaj określi producent).

PT: Durante as fumigações/pulverizações usar equipamento respiratório adequado (termo(s) adequado(s) a indicar pelo produtor).

SK: Počas zadymovania/rozprašovania použite vhodný respirátor (špecifikuje výrobca).

SL: Med zaplinjanjem/razprševanjem nositi primerno dihalno opremo (natančnejše pogoje določi proizvajalec).

FI: Kaasutuksen/ruiskutuksen aikana käytettävä sopivaa hengityksensuojainta (oikean sanamuodon valitsee valmistaja/maahantuoja).

SV: Använd lämpligt andningsskydd vid gasning/sprutning (specificeras av tillverkaren).

S43

ES: En caso de incendio, utilizar … (los medios de extinción los debe especificar el fabricante). (Si el agua aumenta el riesgo, se deberá añadir: "No usar nunca agua").

CS: V případě požáru použijte … (uveďte zde konkrétní typ hasicího zařízení. Pokud zvyšuje riziko voda, připojte "Nikdy nepoužívat vodu").

DA: Brug … ved brandslukning (den nøjagtige type brandslukningsudstyr angives af fabrikanten. Såfremt vand ikke må bruges tilføjes: "Brug ikke vand").

DE: Zum Löschen … (vom Hersteller anzugeben) verwenden (wenn Wasser die Gefahr erhöht, anfügen: "Kein Wasser verwenden").

ET: Tulekahju korral kasutada … (näidata täpne kustutusvahendi tüüp. Kui vesi suurendab ohtu, lisada: Vett mitte kasutada).

EL: Σε περίπτωση πυρκαγιάς χρησιμοποιείτε … (Αναφέρεται το ακριβές είδος μέσων πυρόσβεσης. Εάν το νερό αυξάνει τον κίνδυνο, προστίθεται: "Μη χρησιμοποιείτε ποτέ νερό").

EN: In case of fire, use … (indicate in the space the precise type of fire-fighting equipment. If water increases risk, add – "Never use water").

FR: En cas d'incendie, utiliser … (moyens d'extinction à préciser par le fabricant. Si l'eau augmente les risques, ajouter: "Ne jamais utiliser d'eau").

IT: In caso di incendio usare … (mezzi estinguenti idonei da indicarsi da parte del fabbricante. Se l'acqua aumenta il rischio precisare "Non usare acqua").

LV: Ugunsgrēka gadījumā izmantot … (precīzi norādīt nepieciešamo ugunsdzēsības līdzekli. Ja ūdens palielina risku, papildināt ar norādi "Aizliegts izmantot ūdeni").

LT: Gaisrui gesinti naudoti … (tiksliai nurodyti gesinimo priemonę. Jeigu vanduo didina riziką, papildomai nurodyti "Nenaudoti vandens").

HU: Tűz esetén … -val/-vel oltandó (az anyagot a gyártó határozza meg). Ha a víz használata fokozza a veszélyt, a "Víz használata tilos." mondattal is ki kell egészíteni.

MT: F'każ ta' nar uża … (indika fl-ispazju t-tip preċiż ta' apparat tat-tifi tan-nar. Jekk l-ilma jkabbar ir-riskju, żid "Qatt tuża l-ilma").

NL: In geval van brand … gebruiken. (blusmiddelen aan te duiden door de fabrikant. Indien water het risico vergroot toevoegen: "Nooit water gebruiken").

PL: W przypadku pożaru używać … (podać rodzaj sprzętu przeciwpożarowego. Jeżeli woda zwiększa zagrożenie, dodać … nigdy nie używać wody).

PT: Em caso de incêndio, utilizar … (meios de extinção a especificar pelo produtor. Se a água aumentar os riscos, acrescentar "Nunca utilizar água").

SK: V prípade požiaru použite … (uveďte presný typ hasiaceho prístroja). (Ak voda zvyšuje riziko, dodajte – "Nikdy nehaste vodou").

SL: Za gašenje uporabiti … (natančno navesti vrsto gasila in opreme za gašenje. Če voda povečuje nevarnost, dodati: "Ne uporabljati vode!").

FI: Sammutukseen käytettävä … (ilmoitettava sopiva sammutusmenetelmä. Jos vesi lisää vaaraa, lisättävä sanat: "Sammutukseen ei saa käyttää vettä").

SV: Vid brandsläckning använd … (ange lämplig metod. Om vatten ökar riskerna, lägg till: "Använd aldrig vatten").

S45

ES: En caso de accidente o malestar, acúdase inmediatamente al médico (si es posible, muéstresele la etiqueta).

CS: V případě nehody, nebo necítíte-li se dobře, okamžitě vyhledejte lékařskou pomoc (je-li možno, ukažte toto označení).

DA: Ved ulykkestilfælde eller ved ildebefindende er omgående lægebehandling nødvendig; vis etiketten, hvis det er muligt.

DE: Bei Unfall oder Unwohlsein sofort Arzt hinzuziehen (wenn möglich, dieses Etikett vorzeigen).

ET: Õnnetusjuhtumi või halva enesetunde korral pöörduda arsti poole (võimaluse korral näidata talle etiketti).

EL: Σε περίπτωση ατυχήματος ή αν αισθανθείτε αδιαθεσία ζητήστε αμέσως ιατρική συμβουλή (δείξτε την ετικέτα αν είναι δυνατό).

EN: In case of accident or if you feel unwell, seek medical advice immediately (show the label where possible).

FR: En cas d'accident ou de malaise, consulter immédiatement un médecin (si possible lui montrer l'étiquette).

IT: In caso di incidente o di malessere consultare immediatamente il medico (se possibile, mostrargli l'etichetta).

LV: Ja noticis nelaimes gadījums vai jūtami veselības traucējumi, nekavējoties meklēt medicīnisku palīdzību (ja iespējams, uzrādīt marķējumu).

LT: Nelaimingo atsitikimo atveju arba pasijutus blogai, nedelsiant kreiptis į gydytoją (jeigu įmanoma, parodyti šią etiketę).

HU: Baleset vagy rosszullét esetén azonnal orvoshoz kell fordulni. Ha lehetséges, a címkét meg kell mutatni.

MT: F'każ ta' inċident jew jekk tħossok ma tiflaħx, ara tabib millewwel (jekk hu possibbli, urih it-tikketta).

NL: Bij een ongeval of indien men zich onwel voelt, onmiddellijk een arts raadplegen (indien mogelijk hem dit etiket tonen).

PL: W przypadku awarii lub jeżeli źle się poczujesz, niezwłocznie zasięgnij porady lekarza - jeżeli to możliwe, pokaż etykietę.

PT: Em caso de acidente ou de indisposição, consultar imediatamente o médico (se possível mostrar-lhe o rótulo).

SK: V prípade nehody alebo ak sa necítite dobre, okamžite vyhľadajte lekársku pomoc (ak je to možné, ukážte označenie látky alebo prípravku).

SL: Ob nezgodi ali slabem počutju, takoj poiskati zdravniško pomoč. (Po možnosti pokazati etiketo).

FI: Onnettomuuden sattuessa tai tunnettaessa pahoinvointia hakeuduttava heti lääkärin hoitoon (näytettävä tätä etikettiä, mikäli mahdollista).

SV: Vid olycksfall, illamående eller annan påverkan, kontakta omedelbart läkare. Visa om möjligt etiketten.

S46

ES: En caso de ingestión, acúdase inmediatamente al médico y muéstresele la etiqueta o el envase.

CS: Při požití okamžitě vyhledejte lékařskou pomoc a ukažte tento obal nebo označení.

DA: Ved indtagelse, kontakt omgående læge og vis denne beholder eller etiket.

DE: Bei Verschlucken sofort ärztlichen Rat einholen und Verpackung oder Etikett vorzeigen.

ET: Kemikaali allaneelamise korral pöörduda viivitamatult arsti poole ja näidata talle kemikaali pakendit või etiketti.

EL: Σε περίπτωση κατάποσης ζητήστε αμέσως ιατρική συμβουλή και δείξτε αυτό το δοχείο ή την ετικέτα.

EN: If swallowed, seek medical advice immediately and show this container or label.

FR: En cas d'ingestion, consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.

IT: In caso d'ingestione consultare immediatamente il medico e mostrargli il contenitore o l'etichetta.

LV: Ja norīts, nekavējoties meklēt medicīnisku palīdzību un uzrādīt iepakojumu vai tā marķējumu.

LT: Prarijus nedelsiant kreiptis į gydytoją ir parodyti šią pakuotę arba etiketę.

HU: Lenyelése esetén azonnal orvoshoz kell fordulni, az edényt/csomagolóburkolatot és a címkét az orvosnak meg kell mutatni.

MT: Jekk jinbela', ara tabib mill-ewwel u urih dan il-kontenitur jew it-tikketta.

NL: In geval van inslikken onmiddellijk een arts raadplegen en verpakking of etiket tonen.

PL: W razie połknięcia niezwłocznie zasięgnij porady lekarza - pokaż opakowanie lub etykietę.

PT: Em caso de ingestão, consultar imediatamente o médico e mostrar-lhe a embalagem ou o rótulo.

SK: V prípade požitia, okamžite vyhľadajte lekársku pomoc a ukážte tento obal alebo označenie.

SL: Če pride do zaužitja, takoj poiskati zdravniško pomoč in pokazati embalažo ali etiketo.

FI: Jos ainetta on nielty, hakeuduttava heti lääkärin hoitoon ja näytettävä tämä pakkaus tai etiketti.

SV: Vid förtäring kontakta genast läkare och visa denna förpackning eller etiketten.

S47

ES: Consérvese a una temperatura no superior a … °C (a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte při teplotě nepřesahující … °C (specifikuje výrobce).

DA: Må ikke opbevares ved temperaturer på over … °C (angives af fabrikanten).

DE: Nicht bei Temperaturen über … °C aufbewahren (vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida temperatuuril mitte üle … °C (määrab valmistaja).

EL: Να διατηρείται σε θερμοκρασία που δεν υπερβαίνει τους … °C (καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Keep at temperature not exceeding … °C (to be specified by the manufacturer).

FR: Conserver à une température ne dépassant pas … °C (à préciser par le fabricant).

IT: Conservare a temperatura non superiore a … °C (da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāšanas temperatūra nedrīkst pārsniegt … °C (norāda ražotājs).

LT: Laikyti ne aukštesnėje negu … °C temperatūroje (nurodo gamintojas).

HU: … °C feletti hőmérsékleten nem tárolható (a hőmérsékletet a gyártó határozza meg).

MT: Żomm f'temperatura li ma taqbiżx … °C (ikun speċifikat millmanifattur).

NL: Bewaren bij een temperatuur beneden … °C. (aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać w temperaturze nieprzekraczającej … °C (określi producent).

PT: Conservar a uma temperatura que não exceda … °C (a especificar pelo produtor).

SK: Uchovávajte pri teplote nepresahujúcej …°C (teplotu špecifikuje výrobca).

SL: Hraniti pri temperaturi, ki ne presega … °C (temperaturo določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä alle … °C lämpötilassa (valmistaja/maahantuoja ilmoittaa lämpötilan).

SV: Förvaras vid en temperatur som inte överstiger … °C (anges av tillverkaren).

S48

ES: Consérvese húmedo con … (medio apropiado a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte ve zvlhčeném stavu … (vhodnou látku specifikuje výrobce a dovozce).

DA: Holdes befugtet med … (passende middel angives af fabrikanten).

DE: Feucht halten mit … (geeignetes Mittel vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida niisutatult … (sobiva kemikaali määrab valmistaja).

EL: Να διατηρείται υγρό με … (το κατάλληλο υλικό καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Keep wet with … (appropriate material to be specified by the manufacturer).

FR: Maintenir humide avec … (moyen approprié à préciser par le fabricant).

IT: Mantenere umido con … (mezzo appropriato da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt samitrinātu ar … (piemērotu vielu norāda ražotājs).

LT: Laikyti sudrėkintą … (kuo — nurodo gamintojas).

HU: …-val/-vel nedvesen tartandó (az anyagot a gyártó határozza meg).

MT: Żomm umdu b'… (il-materjal adatt ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Inhoud vochtig houden met … (middel aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać produkt zwilżony … (właściwy materiał określi producent).

PT: Manter húmido com … (material adequado a especificar pelo produtor).

SK: Uchovávajte vlhké s … (vhodný materiál špecifikuje výrobca).

SL: Hraniti prepojeno z/s … (primerno omočilo določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä kosteana … (valmistaja/maahantuoja ilmoittaa sopivan aineen).

SV: Innehållet skall hållas fuktigt med … (lämpligt material anges av tillverkaren).

S49

ES: Consérvese únicamente en el recipiente de origen.

CS: Uchovávejte pouze v původním obalu.

DA: Må kun opbevares i den originale emballage.

DE: Nur im Originalbehälter aufbewahren.

ET: Hoida ainult originaalpakendis.

EL: Διατηρείται μόνο μέσα στο αρχικό δοχείο.

EN: Keep only in the original container.

FR: Conserver uniquement dans le récipient d'origine.

IT: Conservare soltanto nel recipiente originale.

LV: Uzglabāt tikai oriģinālajā iepakojumā.

LT: Laikyti tik gamintojo pakuotėje.

HU: Csak az eredeti edényzetben tárolható.

MT: Żomm biss fil-kontenitur oriġinali.

NL: Uitsluitend in de oorspronkelijke verpakking bewaren.

PL: Przechowywać wyłącznie w oryginalnym opakowaniu.

PT: Conservar unicamente no recipiente de origem.

SK: Uchovávajte len v pôvodnej nádobe.

SL: Hraniti samo v izvirni posodi.

FI: Säilytettävä vain alkuperäispakkauksessa.

SV: Förvaras endast i originalförpackningen.

S50

ES: No mezclar con … (a especificar por el fabricante).

CS: Nesměšujte s … (specifikuje výrobce).

DA: Må ikke blandes med … (angives af fabrikanten).

DE: Nicht mischen mit … (vom Hersteller anzugeben).

ET: Mitte kokku segada … (sobimatu kemikaali määrab valmistaja).

EL: Να μην αναμιχθεί με … (καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Do not mix with … (to be specified by the manufacturer).

FR: Ne pas mélanger avec … (à spécifier par le fabricant).

IT: Non mescolare con … (da specificare da parte del fabbricante).

LV: Nedrīkst samaisīt ar … (norāda ražotājs).

LT: Nemaišyti su … (nurodo gamintojas).

HU: …val/-vel nem keverhető (az anyagot a gyártó határozza meg).

MT: Tħallatx ma' … (ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Niet vermengen met … (aan te geven door de fabrikant).

PL: Nie mieszać z … (określi producent).

PT: Não misturar com … (a especificar pelo produtor).

SK: Nemiešajte s … (bude špecifikované výrobcom).

SL: Ne mešati z/s … (določi proizvajalec).

FI: Ei saa sekoittaa … (valmistaja/maahantuoja ilmoittaa aineen) kanssa.

SV: Blanda inte med … (anges av tillverkaren).

S51

ES: Úsese únicamente en lugares bien ventilados.

CS: Používejte pouze v dobře větraných prostorách.

DA: Må kun bruges på steder med god ventilation.

DE: Nur in gut gelüfteten Bereichen verwenden.

ET: Käidelda hästiventileeritavas kohas.

EL: Να χρησιμοποιείται μόνο σε καλά αεριζόμενο χώρο.

EN: Use only in well-ventilated areas.

FR: Utiliser seulement dans des zones bien ventilées.

IT: Usare soltanto in luogo ben ventilato.

LV: Izmantot tikai labi vēdināmās telpās.

LT: Naudoti tik gerai vėdinamose vietose.

HU: Csak jól szellőztetett helyen használható.

MT: Uża biss fi spazji ventilati tajjeb.

NL: Uitsluitend op goed geventileerde plaatsen gebruiken.

PL: Stosować wyłącznie w dobrze wentylowanych pomieszczeniach.

PT: Utilizar somente em locais bem ventilados.

SK: Používajte len na dobre vetranom mieste.

SL: Uporabljati le v dobro prezračevanih prostorih.

FI: Huolehdittava hyvästä ilmanvaihdosta.

SV: Sörj för god ventilation.

S52

ES: No usar sobre grandes superficies en locales habitados.

CS: Nedoporučuje se pro použití v interiéru na velké plochy.

DA: Bør ikke anvendes til større flader i bebølses- eller opholdsrum.

DE: Nicht großflächig für Wohn- und Aufenthaltsräume zu verwenden.

ET: Mitte käidelda suletud ruumis laiadel pindadel.

EL: Δεν συνιστάται η χρήση σε ευρείες επιφάνειες σε εσωτερικούς χώρους.

EN: Not recommended for interior use on large surface areas.

FR: Ne pas utiliser sur de grandes surfaces dans les locaux habités.

IT: Non utilizzare su grandi superfici in locali abitati.

LV: Nav ieteicams izmantot iekštelpās uz lielām virsmām.

LT: Nepatartina naudoti vidaus darbams, esant didelio ploto paviršiams.

HU: Emberi tartózkodásra szolgáló helyiségekben nagy felületen nem használható.

MT: Mhux rakkomandat għal użu fuq spazji ta' superfiċi kbira f'postijiet abitati.

NL: Niet voor gebruik op grote oppervlakken in woon- en verblijfruimtes.

PL: Nie zaleca się nanoszenia na duże płaszczyzny wewnątrz pomieszczeń.

PT: Não utilizar em grandes superfícies nos locais habitados.

SK: Nie je doporučené pre použitie v interiéroch na veľkých povrchových plochách.

SL: Ne uporabljati na velikih notranjih površinah.

FI: Ei suositella sisäkäyttöön laajoilla pinnoilla.

SV: Olämpligt för användning inomhus vid behandling av stora ytor.

S53

ES: Evítese la exposición – recábense instrucciones especiales antes del uso.

CS: Zamezte expozici – před použitím si obstarejte speciální instrukce.

DA: Undgå enhver kontakt – indhent særlige anvisninger før brug.

DE: Exposition vermeiden – vor Gebrauch besondere Anweisungen einholen.

ET: Ohutu kasutamise tagamiseks tutvuda enne käitlemist kasutusjuhendiga.

EL: Αποφεύγετε την έκθεση – εφοδιαστείτε με τις ειδικές οδηγίες πριν από τη χρήση.

EN: Avoid exposure – obtain special instructions before use.

FR: Éviter l'exposition – se procurer des instructions spéciales avant l'utilisation.

IT: Evitare l'esposizione – procurarsi speciali istruzioni prima dell'uso.

LV: Izvairīties no saskares, pirms lietošanas iepazīties ar instrukciju.

LT: Vengti poveikio – prieš naudojimą gauti specialias instrukcijas.

HU: Kerülni kell az expozíciót, – használata előtt szerezze be a külön használati utasítást.

MT: Evita li jitħalla espost – ġib istruzzjonijiet speċjali qabel tużah.

NL: Blootstelling vermijden – vóór gebruik speciale aanwijzingen raadplegen.

PL: Unikać narażenia – przed użyciem zapoznać się z instrukcją.

PT: Evitar a exposição – obter instruções específicas antes da utilização.

SK: Zabráňte expozícii – pred použitím sa oboznámte so špeciálnymi inštrukciami.

SL: Izogibati se izpostavljanju – pred uporabo pridobiti posebna navodila.

FI: Vältettävä altistumista – ohjeet luettava ennen käyttöä.

SV: Undvik exponering – Begär specialinstruktioner före användning.

S56

ES: Elimínense esta sustancia y su recipiente en un punto de recogida pública de residuos especiales o peligrosos.

CS: Zneškodněte tento materiál a jeho obal ve sběrném místě pro zvláštní nebo nebezpečné odpady.

DA: Aflever dette materiale og dets beholder til et indsamlingssted for farligt affald og problemaffald.

DE: Dieses Produkt und seinen Behälter der Problemabfallentsorgung zuführen.

ET: Kemikaal ja tema pakend tuleb viia ohtlike jäätmete kogumispunkti.

EL: Το υλικό αυτό και ο περιέκτης του να εναποτεθούν σε χώρο συλλογής επικινδύνων ή ειδικών αποβλήτων.

EN: Dispose of this material and its container to hazardous or special waste collection point.

FR: Éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux ou spéciaux.

IT: Smaltire questo materiale e i relativi contenitori in un punto di raccolta rifiuti pericolosi o speciali.

LV: Likvidēt šo vielu vai tās iepakojumu bīstamo atkritumu vai īpašā atkritumu savākšanas vietā.

LT: Šios medžiagos atliekas ir jos pakuotę išvežti į pavojingų atliekų surinkimo vietas.

HU: Az anyagot és edényzetét különleges hulladék- vagy veszélyeshulladék-gyűjtő helyre kell vinni.

MT: Itfa' dan il-materjal u l-kontenitur tiegħu f'post fejn jinġabar skart perikoluż jew speċjali.

NL: Deze stof en de verpakking naar inzamelpunt voor gevaarlijk of bijzonder afval brengen.

PL: Zużyty produkt oraz opakowanie dostarczyć na składowisko odpadów niebezpiecznych.

PT: Eliminar este produto e o seu recipiente, enviando-os para local autorizado para a recolha de resíduos perigosos ou especiais.

SK: Zneškodnite tento materiál a jeho obal v mieste zberu nebezpečného alebo špeciálneho odpadu.

SL: Snov/pripravek in embalažo predati odstranjevalcu nevarnih ali posebnih odpadkov.

FI: Tämä aine ja sen pakkaus on toimitettava ongelmajätteen vastaanottopaikkaan.

SV: Lämna detta material och dess behållare till insamlingsställe för farligt avfall.

S57

ES: Utilícese un envase de seguridad adecuado para evitar la contaminación del medio ambiente.

CS: Použijte vhodný obal k zamezení kontaminace životního prostředí.

DA: Skal indesluttes forsvarligt for at undgå miljøforurening.

DE: Zur Vermeidung einer Kontamination der Umwelt geeigneten Behälter verwenden.

ET: Keskkonnasaaste vältimiseks kasutada sobivat pakendit.

EL: Να χρησιμοποιηθεί ο κατάλληλος περιέκτης για να αποφευχθεί μόλυνση του περιβάλλοντος.

EN: Use appropriate container to avoid environmental contamination.

FR: Utiliser un récipient approprié pour éviter toute contamination du milieu ambiant.

IT: Usare contenitori adeguati per evitare l'inquinamento ambientale.

LV: Izmantot piemērotu tvertni, lai izvairītos no vides piesārņošanas.

LT: Naudoti tinkamą pakuotę aplinkos taršai išvengti.

HU: A környezetszennyezés elkerülése érdekében megfelelő edényzetet kell használni.

MT: Uża kontenitur adatt biex tevita t-tinġis ta' l-ambjent.

NL: Neem passende maatregelen om verspreiding in het milieu te voorkomen.

PL: Używać odpowiednich pojemników zapobiegających skażeniu środowiska.

PT: Utilizar um recipiente adequado para evitar a contaminação do ambiente.

SK: Uskutočnite náležitú kontrolu, aby ste zabránili kontaminácii.

SL: S primerno posodo preprečiti onesnaženje okolja.

FI: Käytettävä sopivaa säilytystapaa ympäristön likaantumisen ehkäisemiseksi.

SV: Förvaras på lämpligt sätt för att undvika miljöförorening.

S59

ES: Remitirse al fabricante o proveedor para obtener información sobre su recuperación/reciclado.

CS: Informujte se u výrobce nebo dodavatele o regeneraci nebo recyklaci.

DA: Indhent oplysninger om genvinding/genanvendelse hos producentesn/leverandøren.

DE: Informationen zur Wiederverwendung/Wiederverwertung beim Hersteller/Lieferanten erfragen.

ET: Hankida valmistajalt/tarnijalt teave kemikaali taaskasutamise või ringlussevõtu kohta.

EL: Ζητήστε πληροφορίες από τον παραγωγό/προμηθευτή για ανάκτηση/ανακύκλωση.

EN: Refer to manufacturer/supplier for information on recovery/recycling.

FR: Consulter le fabricant/fournisseur pour des informations relatives à la récupération/au recyclage.

IT: Richiedere informazioni al produttore/fornitore per il recupero/riciclaggio.

LV: Izmantot ražotāja vai izplatītāja informāciju par vielas reciklēšanu vai reģenerāciju.

LT: Kreiptis į gamintoją (tiekėją) informacijai apie šių medžiagų ar preparatų panaudojimą arba perdirbimą gauti.

HU: A hulladékanyag visszanyeréséhez/újrahasznosításához a gyártótól/forgalmazótól kell tájékoztatást kérni.

MT: Irreferi għall-manifattur/fornitur għal informazzjoni fuq rekuperu/riċiklaġġ.

NL: Raadpleeg fabrikant/leverancier voor informatie over terugwinning/recycling.

PL: Przestrzegać wskazówek producenta lub dostawcy dotyczących odzysku lub wtórnego wykorzystania.

PT: Solicitar ao produtor/fornecedor informações relativas à sua recuperação/reciclagem.

SK: Obráťte sa na výrobcu s požiadavkou na informácie týkajúce sa obnovenia a recyklácie.

SL: Posvetovati se s proizvajalcem/dobaviteljem o ponovni predelavi/recikliranju.

FI: Hanki valmistajalta/luovuttajalta tietoja uudelleenkäytöstä/kierrätyksestä.

SV: Rådfråga tillverkare/leverantör om återvinning/återanvändning.

S60

ES: Elimínense el producto y su recipiente como residuos peligrosos.

CS: Tento materiál a jeho obal musí být zneškodněny jako nebezpečný odpad.

DA: Dette materiale og dets beholder skal bortskaffes som farligt affald.

DE: Dieses Produkt und sein Behälter sind als gefährlicher Abfall zu entsorgen.

ET: Kemikaal ja tema pakend kõrvaldada kui ohtlikud jäätmed.

EL: Το υλικό και ο περιέκτης του να θεωρηθούν κατά τη διάθεσή τους επικίνδυνα απόβλητα.

EN: This material and its container must be disposed of as hazardous waste.

FR: Éliminer le produit et son récipient comme un déchet dangereux.

IT: Questo materiale e il suo contenitore devono essere smaltiti come rifiuti pericolosi.

LV: Apglabāt šo vielu (produktu) un tās iepakojumu kā bīstamos atkritumus.

LT: Šios medžiagos atliekos ir jos pakuotė turi būti šalinamos kaip pavojingos atliekos.

HU: Az anyagot és/vagy edényzetét veszélyes hulladékként kell ártalmatlanítani.

MT: Dan il-materjal u l-kontenitur tiegħu għandhom jintremew ma' skart perikoluż.

NL: Deze stof en de verpakking als gevaarlijk afval afvoeren.

PL: Produkt i opakowanie usuwać jako odpad niebezpieczny.

PT: Este produto e o seu recipiente devem ser eliminados como resíduos perigosos.

SK: Tento materiál a príslušná nádoba musia byť zlikvidované ako nebezpečný odpad.

SL: Snov/pripravek in embalažo odstraniti kot nevarni odpadek.

FI: Tämä aine ja sen pakkaus on käsiteltävä ongelmajätteenä.

SV: Detta material och dess behållare skall tas om hand som farligt avfall.

S61

ES: Evítese su liberación al medio ambiente. Recábense instrucciones específicas de la ficha de datos de seguridad.

CS: Zabraňte uvolnění do životního prostředí. Viz speciální pokyny nebo bezpečnostní listy.

DA: Undgå udledning til miljøet. Se særlig vejledning/leverandørbrugsanvisning.

DE: Freisetzung in die Umwelt vermeiden. Besondere Anweisungen einholen/Sicherheitsdatenblatt zu Rate ziehen.

ET: Vältida kemikaali sattumist keskkonda. Tutvuda erinõuetega/ohutuskaardiga.

EL: Αποφύγετε την ελευθέρωσή του στο περιβάλλον. Αναφερθείτε σε ειδικές οδηγίες/Δελτίο δεδομένων ασφαλείας.

EN: Avoid release to the environment. Refer to special instructions/Safety data sheets.

FR: Éviter le rejet dans l'environnement. Consulter les instructions spéciales/la fiche de données de sécurité.

IT: Non disperdere nell'ambiente. Riferirsi alle istruzioni speciali/schede informative in materia di sicurezza.

LV: Nepieļaut nokļūšanu vidē. Ievērot īpašos norādījumus vai izmantot drošības datu lapas.

LT: Vengti patekimo į aplinką. Naudotis specialiomis instrukcijomis (saugos duomenų lapais).

HU: Kerülni kell az anyag környezetbe jutását. Lásd a külön használati utasítást/biztonsági adatlapot.

MT: Titfax fl-ambjent. Irreferi għall-istruzzjonijiet speċjali/informazzjoni fuq sigurtà.

NL: Voorkom lozing in het milieu. Vraag om speciale instructies/veiligheidskaart.

PL: Unikać zrzutów do środowiska. Postępować zgodnie z instrukcją lub kartą charakterystyki.

PT: Evitar a libertação para o ambiente. Obter instruções específicas/fichas de segurança.

SK: Zabráňte uvoľneniu do životného prostredia. Oboznámte sa so špeciálnymi inštrukciami, kartou bezpečnostných údajov.

SL: Ne izpuščati/odlagati v okolje. Upoštevati posebna navodila/varnostni list.

FI: Vältettävä päästämistä ympäristöön. Lue erityisohjeet/käyttöturvallisuustiedote.

SV: Undvik utsläpp till miljön. Läs särskilda instruktioner/varuinformationsblad.

S62

ES: En caso de ingestión no provocar el vómito: acúdase inmediatamente al médico y muéstresele la etiqueta o el envase.

CS: Při požití nevyvolávejte zvracení: okamžitě vyhledejte lékařskou pomoc a ukažte tento obal nebo označení.

DA: Ved indtagelse, undgå at fremprovokere opkastning: kontakt omgående læge og vis denne beholder eller etiket.

DE: Bei Verschlucken kein Erbrechen herbeiführen. Sofort ärztlichen Rat einholen und Verpackung oder dieses Etikett vorzeigen.

ET: Kemikaali allaneelamisel mitte esile kutsuda oksendamist, pöörduda viivitamatult arsti poole ja näidata talle pakendit või etiketti.

EL: Σε περίπτωση κατάποσης να μην προκληθεί εμετός: ζητήστε αμέσως ιατρική συμβουλή και δείξτε αυτό το δοχείο η την ετικέτα του.

EN: If swallowed, do not induce vomiting: seek medical advice immediately and show this container or label.

FR: En cas d'ingestion, ne pas faire vomir. Consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.

IT: In caso di ingestione non provocare il vomito: consultare immediatamente il medico e mostrargli il contenitore o l'etichetta.

LV: Ja norīts, neizraisīt vemšanu, nekavējoties meklēt medicīnisko palīdzību un uzrādīt iepakojumu vai tā marķējumu.

LT: Prarijus, neskatinti vėmimo, nedelsiant kreiptis į gydytoją ir parodyti jam šią pakuotę arba etiketę.

HU: Lenyelés esetén hánytatni tilos: azonnal orvoshoz kell fordulni és meg kell mutatni az edényzetet vagy a címkét.

MT: Jekk jinbela', tippruvax tikkaġuna l-vomitu; mur għand tabib u uri dan il-kontenitur jew it- tikketta.

NL: Bij inslikken niet het braken opwekken; direct een arts raadplegen en de verpakking of het etiket tonen.

PL: W razie połknięcia nie wywoływać wymiotów, niezwłocznie zasięgnąć porady lekarza i pokazać opakowanie lub etykietę.

PT: Em caso de ingestão, não provocar o vómito. Consultar imediatamente um médico e mostrar-lhe a embalagem ou o rótulo.

SK: Pri požití nevyvolávať zvracanie; okamžite vyhľadajte lekársku pomoc a ukážte tento obal alebo označenie.

SL: Po zaužitju ne izzivati bruhanja: takoj poiskati zdravniško pomoč in pokazati embalažo ali etiketo.

FI: Jos kemikaalia on nielty, ei saa oksennuttaa: hakeuduttava välittömästi lääkärin hoitoon ja näytettävä tämä pakkaus tai etiketti.

SV: Vid förtäring, framkalla ej kräkning. Kontakta genast läkare och visa denna förpackning eller etiketten.

S63

ES: En caso de accidente por inhalación, alejar a la víctima de la zona contaminada y mantenerla en reposo.

CS: V případě nehody při vdechnutí přeneste postiženého na čerstvý vzduch a ponechte jej v klidu.

DA: Ved ulykkestilfælde ved indånding bringes tilskadekomne ud i frisk luft og holdes i ro.

DE: Bei Unfall durch Einatmen: Verunfallten an die frische Luft bringen und ruhigstellen.

ET: Kemikaali sissehingamisest tingitud õnnetuse puhul: viia kannatanu värske õhu kätte ja asetada pikali.

EL: Σε περίπτωση ατυχήματος λόγω εισπονής: απομακρύνετε το θύμα από το μολυσμένο χώρο και αφήστε το να ηρεμήσει.

EN: In case of accident by inhalation: remove casualty to fresh air and keep at rest.

FR: En cas d'accident par inhalation, transporter la victime hors de la zone contaminée et la garder au repos.

IT: In caso di incidente per inalazione, allontanare l'i infortunato dalla zona contaminata e mantenerlo a riposo.

LV: Ja ieelpots, pārvietot cietušo svaigā gaisā un noguldīt.

LT: Įkvėpusį ir dėl to blogai pasijutusį nukentėjusįjį išvesti į gryną orą ir jo netrikdyti.

HU: Belégzés miatt bekövetkező baleset esetén a sérültet friss levegőre kell vinni és biztosítani kell számára a nyugalmat.

MT: F'każ ta' inċident ikkaġunat mix-xamm: ħu l-pazjent fl-arja friska u qiegħdu jistrieħ.

NL: Bij een ongeval door inademing: slachtoffer in de frisse lucht brengen en laten rusten.

PL: W przypadku zatrucia drogą oddechową wyprowadzić lub wynieść poszkodowanego na świeże powietrze i zapewnić warunki do odpoczynku.

PT: Em caso de inalação acidental, remover a vítima da zona contaminada e mantê-la em repouso.

SK: Pri úraze spôsobenom vdýchnutím látky postihnutého vyveďte na čerstvý vzduch a zabezpečte mu kľud.

SL: V primeru nezgode pri vdihavanju: prizadeto osebo umakniti na svež zrak in pustiti počivati.

FI: Jos ainetta on onnettomuuden sattuessa hengitetty: siirrä henkilö raittiiseen ilmaan ja pidä hänet levossa.

SV: Vid olycksfall via inandning, flytta den drabbade till frisk luft och låt vila.

S64

ES: En caso de ingestión, enjuáguese la boca con agua (solamente si la persona está consciente).

CS: Při požití vypláchněte ústa velkým množstvím vody (pouze jeli postižený při vědomí).

DA: Ved indtagelse, skyl munden med vand (kun hvis personen er ved bevidsthed).

DE: Bei Verschlucken Mund mit Wasser ausspülen (nur wenn Verunfallter bei Bewusstsein ist).

ET: Allaneelamisel loputada suud veega (ainult juhul, kui isik on teadvusel).

EL: Σε περίπτωση κατάποσης, ξεπλύνετε το στόμα με νερό (μόνο εφόσον το θύμα διατηρεί τις αισθήσεις του).

EN: If swallowed, rinse mouth with water (only if the person is conscious).

FR: En cas d' ingestion, rincer la bouche avec de l'eau (seulement si la personne est consciente).

IT: In caso di ingestione, sciacquare la bocca con acqua (solamente se l'infortunato è cosciente).

LV: Ja norīts, izskalot muti ar ūdeni (ja cietušais ir pie samaņas).

LT: Prarijus, praskalauti burną vandeniu (jei nukentėjusysis turi sąmonę).

HU: Lenyelés esetén a szájat vízzel ki kell öblíteni (csak abban az esetben ha a sérült nem eszméletlen).

MT: Jekk jinbela', laħlaħ il-ħalq bl-ilma (iżda biss jekk il-persuna tkun f'sensiha).

NL: Bij inslikken, mond met water spoelen (alleen als de persoon bij bewustzijn is).

PL: W przypadku połknięcia wypłukać usta wodą – nigdy nie stosować u osób nieprzytomnych.

PT: Em caso de ingestão, lavar repetidamente a boca com água (apenas se a vítima estiver consciente).

SK: Pri požití vypláchnite ústa vodou (iba ak je postihnutý pri vedomí).

SL: Pri zaužitju spirati usta z vodo (samo če je oseba pri zavesti).

FI: Jos ainetta on nielty, huuhtele suu vedellä (vain jos henkilö on tajuissaan).

SV: Vid förtäring, skölj munnen med vatten (endast om personen är vid medvetande).

Combinación de frases-S

Kombinace S-vět

Kombination af S-sætninger

Kombination der S-Sätze

S ühendohutuslaused

Συνδυασμός των S-φράσεων

Combination of S-phrases

Combinaison des phrases S

Combinazioni delle frasi S

S frāžu kombinācija

S frazių derinys

Összetett S-mondatok

Taħlita ta' frażijiet S

Combinatie van S-zinnen

Łączone zwroty S

Combinação das frases S

Kombinácie S-viet

Sestavljeni stavki S

Yhdistetyt S-lausekkeet

Sammansatta S-fraser

S1/2

ES: Consérvese bajo llave y manténgase fuera del alcance de los niños.

CS: Uchovávejte uzamčené a mimo dosah dětí.

DA: Opbevares under lås og utilgængeligt for børn.

DE: Unter Verschluss und für Kinder unzugänglich aufbewahren.

ET: Hoida lukustatult ja lastele kättesaamatus kohas.

EL: Φυλάξτε το κλειδωμένο και μακριά από παιδιά.

EN: Keep locked up and out of the reach of children.

FR: Conserver sous clef et hors de portée des enfants.

IT: Conservare sotto chiave e fuori della portata dei bambini.

LV: Turēt noslēgtu un sargāt no bērniem.

LT: Laikyti užrakintą vaikams neprieinamoje vietoje.

HU: Elzárva és gyermekek számára hozzáférhetetlen helyen tartandó.

MT: Żomm maqful u fejn ma jilħqux it-tfal.

NL: Achter slot en buiten bereik van kinderen bewaren.

PL: Przechowywać pod zamknięciem i chronić przed dziećmi.

PT: Guardar fechado à chave e fora do alcance das crianças.

SK: Uchovávajte uzamknutý a mimo dosahu detí.

SL: Hraniti zaklenjeno in izven dosega otrok.

FI: Säilytettävä lukitussa tilassa ja lasten ulottumattomissa.

SV: Förvaras i låst utrymme och oåtkomligt för barn.

S3/7

ES: Consérvese el recipiente bien cerrado y en lugar fresco.

CS: Uchovávejte obal těsně uzavřený na chladném místě.

DA: Emballagen opbevares tæt lukket på et køligt sted.

DE: Behälter dicht geschlossen halten und an einem kühlen Ort aufbewahren.

ET: Hoida pakend tihedalt suletuna jahedas kohas.

EL: Διατηρείστε το δοχείο ερμητικά κλεισμένο σε δροσερό μέρος.

EN: Keep container tightly closed in a cool place.

FR: Conserver le récipient bien fermé dans un endroit frais.

IT: Tenere il recipiente ben chiuso in luogo fresco.

LV: Uzglabāt cieši noslēgtu vēsā vietā.

LT: Pakuotę laikyti sandariai uždarytą vėsioje vietoje.

HU: Az edényzet jól lezárva, hűvös helyen tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur magħluq tajjeb f'post frisk.

NL: Gesloten verpakking op een koele plaats bewaren.

PL: Przechowywać pojemnik szczelnie zamknięty w chłodnym miejscu.

PT: Conservar em recipiente bem fechado em lugar fresco.

SK: Uchovávajte nádobu tesne uzavretú na chladnom mieste.

SL: Hraniti v tesno zaprti posodi na hladnem.

FI: Säilytettävä tiivisti suljettuna viileässä paikassa.

SV: Förpackningen förvaras väl tillsluten och svalt.

S3/9/14

ES: Consérvese en lugar fresco y bien ventilado y lejos de … (materiales incompatibles, a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte na chladném, dobře větraném místě odděleně od … (vzájemně se vylučující látky uvede výrobce).

DA: Opbevares køligt, godt ventileret og adskilt fra … (uforligelige stoffer angives af fabrikanten).

DE: An einem kühlen, gut gelüfteten Ort, entfernt von … aufbewahren (die Stoffe, mit denen Kontakt vermieden werden muss, sind vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida jahedas hästi ventileeritavas kohas eraldi … (kokkusobimatud kemikaalid määrab valmistaja).

EL: Διατηρείται σε δροσερό και καλά αεριζόμενο μέρος μακριά από … (ασύμβατα υλικά που υποδεικνύονται από τον παραγωγό).

EN: Keep in a cool, well-ventilated place away from … (incompatible materials to be indicated by the manufacturer).

FR: Conserver dans un endroit frais et bien ventilé à l'écart des … (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).

IT: Conservare in luogo fresco e ben ventilato lontano da … (materiali incompatibili da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt vēsā, labi vēdināmā vietā, bet ne kopā ar … (ražotājs norāda nesavietojamās vielas).

LT: Pakuotę laikyti vėsioje, gerai vėdinamoje vietoje atokiau nuo … (nesuderinamas medžiagas nurodo gamintojas).

HU: Hűvös, jól szellőztetett helyen, …-tól/-től távol tartandó (az összeférhetetlen anyag(oka)t a gyártó határozza meg).

MT: Żomm f'post frisk u vventilat tajjeb 'il bogħod minn … (materjali li ma jaqblux miegħu jkunu indikati mill-manifattur).

NL: Bewaren op een koele, goed geventileerde plaats verwijderd van … (stoffen waarmee contact vermeden dient te worden, aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać w chłodnym, dobrze wentylowanym miejscu, z dala od … (materiału wskazanego przez producenta).

PT: Conservar em lugar fresco e bem ventilado ao abrigo de … (matérias incompatíveis a indicar pelo produtor).

SK: Uchovávajte na chladnom, dobre vetranom mieste mimo dosahu … (inkompatibilný materiál bude určený výrobcom).

SL: Hraniti na hladnem, dobro prezračevanem mestu, ločeno od … (nezdružljive snovi določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä erillään … (yhteensopimattomat aineet ilmoittaa valmistaja/maahantuoja) viileässä paikassa, jossa on hyvä ilmanvaihto.

SV: Förvaras svalt, på väl ventilerad plats åtskilt från … (oförenliga ämnen anges av tillverkaren).

S3/9/14/49

ES: Consérvese únicamente en el recipiente de origen, en lugar fresco y bien ventilado y lejos de … (materiales incompatibles, a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte pouze v původním obalu na chladném, dobře větraném místě, odděleně od … (vzájemně se vylučující látky uvede výrobce).

DA: Må kun opbevares i originalemballagen på et køligt, godt ventileret sted og adskilt fra … (uforligelige stoffer angives af fabrikanten).

DE: Nur im Originalbehälter an einem kühlen, gut gelüfteten Ort, entfernt von … aufbewahren (die Stoffe, mit denen Kontakt vermieden werden muss, sind vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida ainult originaalpakendis jahedas, hästi ventileeritavas kohas eraldi (kokkusobimatud kemikaalid määrab valmistaja).

EL: Διατηρείται μόνο μέσα στο αρχικό δοχείο σε δροσερό και καλά αεριζόμενο μέρος μακριά από … (ασύμβατα υλικά που υποδεικνύονται από τον παραγωγό).

EN: Keep only in the original container in a cool, well-ventilated place away from … (incompatible materials to be indicated by the manufacturer).

FR: Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé à l'écart de … (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).

IT: Conservare soltanto nel contenitore originale in luogo fresco e ben ventilato lontano da … (materiali incompatibili da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt tikai oriģinālajā iepakojumā vēsā, labi vēdināmā vietā, bet ne kopā ar … (ražotājs norāda nesavietojamās vielas).

LT: Laikyti tik gamintojo pakuotėje, vėsioje, gerai vėdinamoje vietoje atokiau nuo … (nesuderinamas medžiagas nurodo gamintojas).

HU: Hűvös, jól szellőztetett helyen, …-tól/-től távol, csak az eredeti edényzetben tárolható (az összeférhetetlen anyag(oka)t a gyártó határozza meg).

MT: Żomm biss fil-kontenitur oriġinali f'post frisk u vventilat tajjeb 'il boghod minn … (materjali li ma jaqblux miegħu jkunu indikati mill-manifattur).

NL: Uitsluitend in de oorspronkelijke verpakking bewaren op een koele, goed geventileerde plaats verwijderd van … (stoffen waarmee contact vermeden dient te worden, aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać wyłącznie w oryginalnym opakowaniu, w chłodnym, dobrze wentylowanym miejscu; nie przechowywać razem z … (materiałami wskazanymi przez producenta).

PT: Conservar unicamente no recipiente de origem, em lugar fresco e bem ventilado ao abrigo de … (matérias incompatíveis a indicar pelo produtor).

SK: Uchovávajte len v pôvodnej nádobe na chladnom, dobre vetranom mieste, mimo dosahu … (inkompatibilný materiál bude určený výrobcom).

SL: Hraniti samo v izvirni posodi, na hladnem, dobro prezračevanem mestu, ločeno od … (nezdružljive snovi določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä alkuperäispakkauksessa viileässä paikassa, jossa on hyvä ilmanvaihto erillään … (yhteensopimattomat aineet ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Förvaras endast i originalförpackningen på sval, väl ventilerad plats åtskilt från … (oförenliga ämnen anges av tillverkaren).

S3/9/49

ES: Consérvese únicamente en el recipiente de origen, en lugar fresco y bien ventilado.

CS: Uchovávejte pouze v původním obalu na chladném, dobře větraném místě.

DA: Må kun opbevares i originalemballagen på et køligt, godt ventileret sted.

DE: Nur im Originalbehälter an einem kühlen, gut gelüfteten Ort aufbewahren.

ET: Hoida ainult originaalpakendis jahedas, hästi ventileeritavas kohas.

EL: Διατηρείται μόνο μέσα στο αρχικό δοχείο σε δροσερό και καλά αεριζόμενο μέρος.

EN: Keep only in the original container in a cool, well-ventilated place.

FR: Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé.

IT: Conservare soltanto nel contenitore originale in luogo fresco e ben ventilato.

LV: Uzglabāt tikai oriģinālajā iepakojumā vēsā, labi vēdināmā vietā.

LT: Laikyti tik gamintojo pakuotėje, vėsioje, gerai vėdinamoje vietoje.

HU: Hűvös, jól szellőztetett helyen, csak az eredeti edényzetben tárolható.

MT: Żomm biss fil-kontenitur oriġinali f'post frisk u vventilat tajjeb.

NL: Uitsluitend in de oorspronkelijke verpakking bewaren op een koele, goed geventileerde plaats.

PL: Przechowywać wyłącznie w oryginalnym opakowaniu w chłodnym, dobrze wentylowanym miejscu.

PT: Conservar unicamente no recipiente de origem, em lugar fresco e bem ventilado.

SK: Uchovávajte len v pôvodnej nádobe na chladnom, dobre vetranom mieste.

SL: Hraniti samo v izvirni posodi na hladnem in dobro prezračevanem mestu.

FI: Säilytettävä alkuperäispakkauksessa viileässä paikassa, jossa on hyvä ilmanvaihto.

SV: Förvaras endast i originalförpackningen på sval, väl ventilerad plats.

S3/14

ES: Consérvese en lugar fresco y lejos de … (materiales incompatibles, a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte na chladném místě, odděleně od … (vzájemně se vylučující látky uvede výrobce).

DA: Opbevares køligt og adskilt fra … (uforligelige stoffer angives af fabrikanten).

DE: An einem kühlen, von … entfernten Ort aufbewahren (die Stoffe, mit denen Kontakt vermieden werden muss, sind vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida jahedas, eraldi … (kokkusobimatud kemikaalid määrab valmistaja).

EL: Διατηρείται σε δροσερό μέρος μακριά από … (ασύμβατα υλικά που υποδεικνύονται από τον παραγωγό).

EN: Keep in a cool place away from … (incompatible materials to be indicated by the manufacturer).

FR: Conserver dans un endroit frais à l'écart des … (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).

IT: Conservare in luogo fresco lontano da … (materiali incompatibili da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt vēsā vietā, bet ne kopā ar … (ražotājs norāda nesavietojamās vielas).

LT: Laikyti vėsioje vietoje atokiau nuo … (nesuderinamas medžiagas nurodo gamintojas).

HU: Hűvös helyen, …-tól/-től távol tartandó (az összeférhetetlen anyag(oka)t a gyártó határozza meg).

MT: Żomm f'post frisk 'il bogħod minn … (materjali li ma jaqblux miegħu ikunu indikati mill-manifattur).

NL: Bewaren op een koele plaats verwijderd van … (stoffen waarmee contact vermeden dient te worden, aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać w chłodnym miejscu; nie przechowywać razem z … (materiałami wskazanymi przez producenta).

PT: Conservar em lugar fresco ao abrigo de … (matérias incompatíveis a indicar pelo produtor).

SK: Uchovávajte na chladnom mieste mimo dosahu … (inkompatibilný materiál bude určený výrobcom).

SL: Hraniti na hladnem, ločeno od … (nezdružljive snovi določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä viileässä erillään … (yhteensopimattomat aineet ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Förvaras svalt och åtskilt från … (oförenliga ämnen anges av tillverkaren).

S7/8

ES: Manténgase el recipiente bien cerrado y en lugar seco.

CS: Uchovávejte obal těsně uzavřený a suchý.

DA: Emballagen skal holdes tæt lukket og opbevares tørt.

DE: Behälter trocken und dicht geschlossen halten.

ET: Hoida pakend tihedalt suletuna ja kuivana.

EL: Το δοχείο να διατηρείται ερμητικά κλεισμένο και να προστατεύεται από την υγρασία.

EN: Keep container tightly closed and dry.

FR: Conserver le récipient bien fermé et à l'abri de l'humidité.

IT: Conservare il recipiente ben chiuso e al riparo dall'umidità.

LV: Uzglabāt sausu un cieši noslēgtu.

LT: Pakuotę laikyti sandariai uždarytą ir sausoje vietoje.

HU: Az edényzet légmentesen lezárva, szárazon tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur magħluq tajjeb u xott.

NL: Droog houden en in een goed gesloten verpakking bewaren.

PL: Przechowywać pojemnik szczelnie zamknięty w suchym pomieszczeniu.

PT: Conservar o recipiente bem fechado e ao abrigo da humidade.

SK: Uchovávajte nádobu tesne uzavretú a suchú.

SL: Hraniti v tesno zaprti posodi na suhem.

FI: Säilytettävä kuivana ja tiiviisti suljettuna.

SV: Förpackningen förvaras väl tillsluten och torrt.

S7/9

ES: Manténgase el recipiente bien cerrado y en lugar bien ventilado.

CS: Uchovávejte obal těsně uzavřený, na dobře větraném místě.

DA: Emballagen skal holdes tæt lukket og opbevares på et godt ventileret sted.

DE: Behälter dicht geschlossen an einem gut gelüfteten Ort aufbewahren.

ET: Hoida pakend tihedalt suletuna hästi ventileeritavas kohas.

EL: Το δοχείο να διατηρείται ερμητικά κλεισμένο και σε καλά αεριζόμενο μέρος.

EN: Keep container tightly closed and in a well-ventilated place.

FR: Conserver le récipient bien fermé et dans un endroit bien ventilé.

IT: Tenere il recipiente ben chiuso e in luogo ben ventilato.

LV: Uzglabāt cieši noslēgtu labi vēdināmā vietā.

LT: Pakuotę laikyti sandariai uždarytą, gerai vėdinamoje vietoje.

HU: Az edényzet légmentesen lezárva és jól szellőztetett helyen tartandó.

MT: Żomm il-kontenitur magħluq tajjeb u f'post ivventilat tajjeb.

NL: Gesloten verpakking op een goed geventileerde plaats bewaren.

PL: Przechowywać pojemnik szczelnie zamknięty w miejscu dobrze wentylowanym.

PT: Manter o recipiente bem fechado em local bem ventilado.

SK: Uchovávajte nádobu tesne uzavretú a na dobre vetranom mieste.

SL: Hraniti v tesno zaprti posodi ne dobro prezračevanem mestu.

FI: Säilytettävä tiiviisti suljettuna paikassa, jossa on hyvä ilmanvaihto.

SV: Förpackningen förvaras väl tillsluten på väl ventilerad plats.

S7/47

ES: Manténgase el recipiente bien cerrado y consérvese a una temperatura no superior a … °C (a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte obal těsně uzavřený, při teplotě nepřesahující … °C (specifikuje výrobce).

DA: Emballagen skal holdes tæt lukket og opbevares ved temperaturer på ikke over … °C (angives af fabrikanten).

DE: Behälter dicht geschlossen und nicht bei Temperaturen über … °C aufbewahren (vom Hersteller anzugeben).

ET: Hoida pakend tihedalt suletuna temperatuuril mitte üle …°C (määrab valmistaja).

EL: Διατηρείστε το δοχείο καλά κλεισμένο σε θερμοκρασία που δεν υπερβαίνει τους … °C (να καθοριστεί από τον παραγωγό).

EN: Keep container tightly closed and at a temperature not exceeding … °C (to be specified by the manufacturer).

FR: Conserver le récipient bien fermé et à une température ne dépassant pas … °C (à préciser par le fabricant).

IT: Tenere il recipiente ben chiuso e a temperatura non superiore a … °C (da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt cieši noslēgtu temperatūrā, kas nepārsniedz … °C (norāda ražotājs).

LT: Pakuotę laikyti sandariai uždarytą, ne aukštesnėje negu … °C temperatūroje (nurodo gamintojas).

HU: Az edényzet légmentesen lezárva … °C-ot nem meghaladó hőmérsékleten tárolható (a hőmérsékletet a gyártó határozza meg).

MT: Żomm il-kontenitur magħluq tajjeb u f'temperatura li ma taqbiżx …°C (tkun speċifikata mill-manifattur).

NL: Gesloten verpakking bewaren bij een temperatuur beneden … °C. (aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać pojemnik szczelnie zamknięty w temperaturze nieprzekraczającej …°C (określi producent).

PT: Manter o recipiente bem fechado e conservar a uma temperatura que não exceda … °C (a especificar pelo produtor).

SK: Uchovávajte nádobu tesne uzavretú a pri teplote nepresahujúcej … °C (teplota bude špecifikovaná výrobcom).

SL: Hraniti v tesno zaprti posodi pri temperaturi, ki ne presega … °C (temperaturo določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä tiiviisti suljettuna ja alle … °C lämpötilassa (valmistaja/maahantuoja ilmoittaa lämpötilan).

SV: Förpackningen förvaras väl tillsluten vid en temperatur som inte överstiger … °C (anges av tillverkaren).

S20/21

ES: No comer, ni beber, ni fumar durante su utilización.

CS: Nejezte, nepijte a nekuřte při používání.

DA: Der må ikke spises, drikkes eller ryges under brugen.

DE: Bei der Arbeit nicht essen, trinken, rauchen.

ET: Käitlemise ajal söömine, joomine ja suitsetamine keelatud.

EL: Όταν το χρησιμοποιείτε μην τρώτε, μην πίνετε, μην καπνίζετε.

EN: When using do not eat, drink or smoke.

FR: Ne pas manger, ne pas boire et ne pas fumer pendant l'utilisation.

IT: Non mangiare, né bere, né fumare durante l'impiego.

LV: Nedzert, neēst un nesmēķēt, darbojoties ar vielu.

LT: Naudojant nevalgyti, negerti ir nerūkyti.

HU: A használat közben enni, inni és dohányozni nem szabad.

MT: Meta tużah tikolx, tixrobx u tpejjipx.

NL: Niet eten, drinken of roken tijdens gebruik.

PL: Nie jeść i nie pić oraz nie palić tytoniu podczas stosowania produktu.

PT: Não comer, beber ou fumar durante a utilização.

SK: Pri používaní nejedzte, nepite ani nefajčite.

SL: Med uporabo ne jesti, ne piti in ne kaditi.

FI: Syöminen, juominen ja tupakointi kielletty kemikaalia käytettäessä.

SV: Ät inte, drick inte eller rök inte under hanteringen.

S24/25

ES: Evítese el contacto con los ojos y la piel.

CS: Zamezte styku s kůží a očima.

DA: Undgå kontakt med huden og øjnene.

DE: Berührung mit den Augen und der Haut vermeiden.

ET: Vältida kemikaali sattumist nahale ja silma.

EL: Αποφεύγετε επαφή με το δέρμα και με τα μάτια.

EN: Avoid contact with skin and eyes.

FR: Éviter le contact avec la peau et les yeux.

IT: Evitare il contatto con gli occhi e con la pelle.

LV: Nepieļaut nokļūšanu uz ādas un acīs.

LT: Vengti patekimo ant odos ir į akis.

HU: Kerülni kell a bőrrel való érintkezést és a szembe jutást.

MT: Evita l-kuntatt mal-ġilda u l-għajnejn.

NL: Aanraking met de ogen en de huid vermijden.

PL: Unikać zanieczyszczenia skóry i oczu.

PT: Evitar o contacto com a pele e os olhos.

SK: Zabráňte kontaktu s pokožkou a očami.

SL: Preprečiti stik s kožo in očmi.

FI: Varottava kemikaalin joutumista iholle ja silmiin.

SV: Undvik kontakt med huden och ögonen.

S27/28

ES: Después del contacto con la piel, quítese inmediatamente toda la ropa manchada o salpicada y lávese inmediata y abundantemente con … (productos a especificar por el fabricante).

CS: Po styku s kůží okamžitě odložte veškeré kontaminované oblečení a kůži okamžitě omyjte velkým množstvím … (vhodnou kapalinu specifikuje výrobce).

DA: Kommer stof på huden, tages tilsmudset tøj straks af og der vaskes med store mængder … (angives af fabrikanten).

DE: Bei Berührung mit der Haut beschmutzte, getränkte Kleidung sofort ausziehen und Haut sofort abwaschen mit viel … (vom Hersteller anzugeben).

ET: Nahale sattumisel võtta koheselt seljast saastunud riietus ja pesta koheselt rohke … (määrab valmistaja).

EL: Σε περίπτωση επαφής με το δέρμα, αφαιρέστε αμέσως όλα τα μολυσμένα ρούχα και πλύνετε αμέσως με άφθονο … (το είδος του υγρού καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: After contact with skin, take off immediately all contaminated clothing, and wash immediately with plenty of … (to be specified by the manufacturer).

FR: Après contact avec la peau, enlever immédiatement tout vêtement souillé ou éclaboussé et se laver immédiatement et abondamment avec … (produits appropriés à indiquer par le fabricant).

IT: In caso di contatto con la pelle, togliersi di dosso immediatamente gli indumenti contaminati e lavarsi immediatamente e abbondantemente con … (prodotti idonei da indicarsi da parte del fabbricante).

LV: Ja nokļūst uz ādas, nekavējoties novilkt visu notraipīto apģērbu un skalot ar lielu daudzumu … (norāda ražotājs).

LT: Patekus ant odos, nedelsiant nusivilkti visus užterštus drabužius ir gerai nuplauti … (kuo — nurodo gamintojas).

HU: Ha az anyag a bőrre jut, a szennyezett ruhát rögtön le kell vetni és a bőrt kellő mennyiségű …- val/-vel azonnal le kell mosni (az anyagot a gyártó határozza meg).

MT: Jekk imiss il-ġilda, inża' mill-ewwel l-ilbies imniġġes kollu, u aħsel immedjatament b'ħafna … (ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Na contact met de huid, alle besmette kleding onmiddellijk uittrekken en de huid onmiddellijk wassen met veel … (aan te geven door de fabrikant).

PL: W przypadku zanieczyszczenia skóry natychmiast zdjąć całą zanieczyszczoną odzież i przemyć zanieczyszczoną skórę dużą ilością … (rodzaj cieczy określi producent).

PT: Em caso de contacto com a pele, retirar imediatamente toda a roupa contaminada e lavar imediata e abundantemente com … (produto adequado a indicar pelo produtor).

SK: Pri kontakte s pokožkou okamžite vyzlečte kontaminovaný odev a pokožku okamžite a dôkladne umyte … (vhodný prípravok uvedie výrobca).

SL: Po stiku s kožo nemudoma sleči vso onesnaženo obleko in prizadeto kožo nemudoma izprati z veliko … (sredstvo določi proizvajalec).

FI: Ihokosketuksen jälkeen, saastunut vaatetus on riisuttava välittömästi ja roiskeet huuhdeltava välittömästi runsaalla määrällä … (aineen ilmoittaa valmistaja/maahantuoja).

SV: Vid kontakt med huden, tag genast av alla nedstänkta kläder och tvätta genast med mycket … (anges av tillverkaren).

S29/35

ES: No tirar los residuos por el desagüe; elimínense los residuos del producto y sus recipientes con todas las precauciones posibles.

CS: Nevylévejte do kanalizace, tento materiál a jeho obal musí být zneškodněny bezpečným způsobem.

DA: Må ikke tømmes i kloakfløb; materialet og dets beholder skal bortskaffes på en sikker måde.

DE: Nicht in die Kanalisation gelangen lassen; Abfälle und Behälter müssen in gesicherter Weise beseitigt werden.

ET: Mitte valada kanalisatsiooni, kemikaal ja pakend tuleb hävitada ohutult.

EL: Μην αδειάζετε το υπόλοιπο του περιεχομένου στην αποχέτευση, διαθέστε αυτό το υλικό και τον περιέκτη του κατά ασφαλή τρόπο.

EN: Do not empty into drains; dispose of this material and its container in a safe way.

FR: Ne pas jeter les résidus à l'égout; ne se débarrasser de ce produit et de son récipient qu'en prenant toutes les précautions d'usage.

IT: Non gettare i residui nelle fognature; non disfarsi del prodotto e del recipiente se non con le dovute precauzioni.

LV: Vielu vai produktu aizliegts izliet kanalizācijā, iepakojums likvidējams drošā veidā.

LT: Neišleisti į kanalizaciją; atliekos ir pakuotė turi būti saugiai pašalintos.

HU: Csatornába engedni nem szabad. Az anyagot és edényzetét megfelelő módon ártalmatlanítani kell.

MT: Tarmix fid- drenaġġ: armi l-materjal u l-kontenitur tiegħu b'mod li ma jagħmilx ħsara.

NL: Afval niet in de gootsteen werpen; stof en verpakking op veilige wijze afvoeren.

PL: Nie wprowadzać do kanalizacji, a produkt i opakowanie usuwać w sposób bezpieczny.

PT: Não deitar os resíduos no esgoto; não eliminar o produto e o seu recipiente sem tomar as precauções de segurança devidas.

SK: Nevypúšťajte do kanalizačnej siete; tento materiál aj s obalom zlikvidujte za dodržania obvyklých bezpečnostných opatrení.

SL: Ne izprazniti v kanalizacijo; vsebina in embalaža morata biti varno odstranjeni.

FI: Ei saa tyhjentää viemäriin; tämä aine ja sen pakkaus on hävitettävä turvallisesti.

SV: Töm ej i avloppet, oskadliggör produkt och förpackning på säkert sätt.

S29/56

ES: No tirar los residuos por el desagüe; elimínese esta sustancia y su recipiente en un punto de recogida pública de residuos especiales o peligrosos.

CS: Nevylévejte do kanalizace, zneškodněte tento materiál a jeho obal ve sběrném místě pro zvláštní nebo nebezpečné odpady.

DA: Må ikke tømmes i kloakfløb, aflever dette materiale og dets beholder til et indsamlingssted for farligt affald og problemaffald.

DE: Nicht in die Kanalisation gelangen lassen; dieses Produkt und seinen Behälter der Problemabfallentsorgung zuführen.

ET: Mitte valada kanalisatsiooni. Kemikaal ja tema pakend tuleb viia ohtlike jäätmete kogumispunkti.

EL: Μην αδειάζετε το υπόλοιπο του περιεχομένου στην αποχέτευση. Το υλικό αυτό και ο περιέκτης του να εναποτεθούν σε δημόσιο χώρο συλλογής επικινδύνων ή ειδικών αποβλήτων.

EN: Do not empty into drains, dispose of this material and its container at hazardous or special waste collection point.

FR: Ne pas jeter les résidus à l'égout, éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux ou spéciaux.

IT: Non gettare i residui nelle fognature; smaltire questo materiale e i relativi contenitori in un punto di raccolta rifiuti pericolosi o speciali.

LV: Vielu vai produktu aizliegts izliet kanalizācijā, vielu, produktu vai iepakojumu likvidē bīstamo atkritumu savākšanas vietā vai īpašā atkritumu savākšanas vietā.

LT: Neišleisti į kanalizaciją, šios medžiagos atliekas ir jos pakuotę išvežti į pavojingų atliekų surinkimo vietas.

HU: Csatornába engedni nem szabad, az anyagot és edényzetét különleges hulladék- vagy veszélyeshulladék-gyűjtő helyre kell vinni.

MT: Tarmix fid- drenaġġ: armi l-materjal u l-kontenitur tiegħu f'post fejn jinġabar skart perikoluż jew speċjali.

NL: Afval niet in de gootsteen werpen; deze stof en de verpakking naar een inzamelpunt voor gevaarlijk of bijzonder afval brengen.

PL: Nie wprowadzać do kanalizacji, a zużyty produkt i opakowanie dostarczyć na składowisko odpadów niebezpiecznych.

PT: Não deitar os resíduos no esgoto, eliminar este produto e o seu recipiente, enviando-os para local autorizado para a recolha de resíduos perigosos ou especiais.

SK: Nevyprázdňujte do kanalizácie, zneškodnite tento materiál a jeho obal v mieste zberu nebezpečného alebo špeciálneho odpadu.

SL: Ne izprazniti v kanalizacijo - snov/pripravek in embalažo predati odstranjevalcu nevarnih ali posebnih odpadkov.

FI: Ei saa tyhjentää viemäriin: tämä aine ja sen pakkaus on toimitettava ongelmajätteen vastaanottopaikkaan.

SV: Töm ej i avloppet, lämna detta material och dess behållare till insamlingsställe för farligt avfall.

S36/37

ES: Úsense indumentaria y guantes de protección adecuados.

CS: Používejte vhodný ochranný oděv a ochranné rukavice.

DA: Brug særligt arbejdstøj og egnede beskyttelseshandsker.

DE: Bei der Arbeit geeignete Schutzhandschuhe und Schutzkleidung tragen.

ET: Kanda sobivat kaitseriietust ja -kindaid.

EL: Φοράτε κατάλληλη προστατευτική ενδυμασία και γάντια.

EN: Wear suitable protective clothing and gloves.

FR: Porter un vêtement de protection et des gants appropriés.

IT: Usare indumenti protettivi e guanti adatti.

LV: Izmantot piemērotu aizsargapģērbu un aizsargcimdus.

LT: Dėvėti tinkamus apsauginius drabužius ir mūvėti tinkamas pirštines.

HU: Megfelelő védőruházatot és védőkesztyűt kell viselni.

MT: Ilbes ilbies protettiv adatt u ingwanti.

NL: Draag geschikte handschoenen en beschermende kleding.

PL: Nosić odpowiednią odzież ochronną i odpowiednie rękawice ochronne.

PT: Usar vestuário de protecção e luvas adequadas.

SK: Noste vhodný ochranný odev a rukavice.

SL: Nositi primerno zaščitno obleko in zaščitne rokavice.

FI: Käytettävä sopivaa suojavaatetusta ja suojakäsineitä.

SV: Använd lämpliga skyddskläder och skyddshandskar.

S36/37/39

ES: Úsense indumentaria y guantes adecuados y protección para los ojos/la cara.

CS: Používejte vhodný ochranný oděv, ochranné rukavice a ochranné brýle nebo obličejový štít.

DA: Brug særligt arbejdstøj, egnede beskyttelseshandsker og -briller/ansigtsskærm.

DE: Bei der Arbeit geeignete Schutzkleidung, Schutzhandschuhe und Schutzbrille/Gesichtsschutz tragen.

ET: Kanda sobivat kaitseriietust, -kindaid ja silmade või näokaitset.

EL: Φοράτε κατάλληλη προστατευτική ενδυμασία, γάντια και συσκευή προστασίας ματιών/προσώπου.

EN: Wear suitable protective clothing, gloves and eye/face protection.

FR: Porter un vêtement de protection approprié, des gants et un appareil de protection des yeux/du visage.

IT: Usare indumenti protettivi e guanti adatti e proteggersi gli occhi/la faccia.

LV: Izmantot piemērotu aizsargapģērbu, aizsargcimdus un acu vai sejas aizsargu.

LT: Dėvėti tinkamus apsauginius drabužius, mūvėti tinkamas pirštines ir naudoti akių (veido) apsaugos priemones.

HU: Megfelelő védőruházatot, védőkesztyűt és szem-/arcvédőt kell viselni.

MT: Ilbes ilbies protettiv adatt, ingwanti u protezzjoni għall-għajnejn/wiċċ.

NL: Draag geschikte beschermende kleding, handschoenen en een beschermingsmiddel voor de ogen/het gezicht.

PL: Nosić odpowiednią odzież ochronną, odpowiednie rękawice ochronne i okulary lub ochronę twarzy.

PT: Usar vestuário de protecção e equipamento protector para os olhos/face adequados.

SK: Noste vhodný ochranný odev a ochranné prostriedky na oči/tvár.

SL: Nositi primerno zaščitno obleko, zaščitne rokavice in zaščito za oči/obraz.

FI: Käytettävä sopivaa suojavaatetusta ja silmien- tai kasvonsuojainta.

SV: Använd lämpliga skyddskläder och skyddshandskar samt skyddsglasögon eller ansiktsskydd.

S36/39

ES: Úsense indumentaria adecuada y protección para los ojos/la cara.

CS: Používejte vhodný ochranný oděv a ochranné brýle nebo obličejový štít.

DA: Brug særligt arbejdstøj og egnede beskyttelsesbriller/ansigtsskærm.

DE: Bei der Arbeit geeignete Schutzkleidung und Schutzbrille/Gesichtsschutz tragen.

ET: Kanda sobivat kaitseriietust ja silmade või näokaitset.

EL: Φοράτε κατάλληλη προστατευτική ενδυμασία και συσκευή προστασίας ματιών / προσώπου.

EN: Wear suitable protective clothing and eye/face protection.

FR: Porter un vêtement de protection approprié et un appareil de protection des yeux/du visage.

IT: Usare indumenti protettivi adatti e proteggersi gli occhi/la faccia.

LV: Izmantot piemērotu aizsargapģērbu un acu vai sejas aizsargu.

LT: Dėvėti tinkamus apsauginius drabužius ir naudoti akių (veido) apsaugos priemones.

HU: Megfelelő védőruházatot és arc-/szemvédőt kell viselni.

MT: Ilbes ilbies protettiv adatt u protezzjoni għall-għajnejn/wiċċ.

NL: Draag geschikte beschermende kleding en een beschermingsmiddel voor de ogen/het gezicht.

PL: Nosić odpowiednią odzież ochronną i okulary lub ochronę twarzy.

PT: Usar vestuário de protecção e equipamento protector para os olhos /face adequados.

SK: Noste vhodný ochranný odev a ochranné prostriedky na oči/tvár.

SL: Nositi primerno zaščitno obleko in zaščito za oči/obraz.

FI: Käytettävä sopivaa suojavaatetusta ja silmien- tai kasvonsuojainta.

SV: Använd lämpliga skyddskläder samt skyddsglasögon eller ansiktsskydd.

S37/39

ES: Úsense guantes adecuados y protección para los ojos/la cara.

CS: Používejte vhodné ochranné rukavice a ochranné brýle nebo obličejový štít.

DA: Brug egnede beskyttelseshandsker og -briller/ansigtsskærm under arbejdet.

DE: Bei der Arbeit geeignete Schutzhandschuhe und Schutzbrille/Gesichtsschutz tragen.

ET: Kanda sobivaid kaitsekindaid ja silmade või näokaitset.

EL: Φοράτε κατάλληλα γάντια και συσκευή προστασίας ματιών/προσώπου.

EN: Wear suitable gloves and eye/face protection.

FR: Porter des gants appropriés et un appareil de protection des yeux/du visage.

IT: Usare guanti adatti e proteggersi gli occhi/la faccia.

LV: Izmantot aizsargcimdus un acu vai sejas aizsargu.

LT: Mūvėti tinkamas pirštines ir naudoti akių (veido) apsaugos priemones.

HU: Megfelelő védőkesztyűt és szem-/arcvédőt kell viselni.

MT: Ilbes ingwanti adattati u protezzjoni għall-għajnejn/wiċċ.

NL: Draag geschikte handschoenen en een beschermingsmiddel voor de ogen/het gezicht.

PL: Nosić odpowiednie rękawice ochronne I okulary lub ochronę twarzy.

PT: Usar luvas e equipamento protector para os olhos/face adequados.

SK: Noste vhodné rukavice a ochranné prostriedky na oči a tvár.

SL: Nositi primerne zaščitne rokavice in zaščito za oči/obraz.

FI: Käytettävä sopivia suojakäsineitä ja silmien- tai kasvonsuojainta.

SV: Använd lämpliga skyddshandskar samt skyddsglasögon eller ansiktsskydd.

S47/49

ES: Consérvese únicamente en el recipiente de origen y a temperatura no superior a … °C (a especificar por el fabricante).

CS: Uchovávejte pouze v původním obalu při teplotě nepřesahující … °C (specifikuje výrobce).

DA: Må kun opbevares I originalemballagen ved en temperatur på ikke over … °C (angives af fabrikanten).

DE: Nur im Originalbehälter bei einer Temperatur von nicht über … °C (vom Hersteller anzugeben) aufbewahren.

ET: Hoida ainult originaalpakendis, temperatuuril mitte üle … °C (määrab valmistaja).

EL: Διατηρείται μόνο μέσα στο αρχικό δοχείο σε θερμοκρασία που δεν υπερβαίνει τους … °C (καθορίζεται από τον παραγωγό).

EN: Keep only in the original container at a temperature not exceeding … °C (to be specified by the manufacturer).

FR: Conserver uniquement dans le récipient d'origine à une température ne dépassant pas … °C (à préciser par le fabricant).

IT: Conservare soltanto nel contenitore originale a temperatura non superiore a … °C (da precisare da parte del fabbricante).

LV: Uzglabāt tikai oriģinālajā iepakojumā temperatūrā, kas nepārsniedz … °C (norāda ražotājs).

LT: Laikyti tik gamintojo pakuotėje, ne aukštesnėje negu … °C temperatūroje (nurodo gamintojas).

HU: Legfeljebb … °C hőmérsékleten, csak az eredeti edényzetben tárolható (a hőmérsékletet a gyártó határozza meg).

MT: Żomm biss fil-kontenitur oriġinali f'temperatura li ma taqbiżx … °C (ikun speċifikat mill-manifattur).

NL: Uitsluitend in de oorspronkelijke verpakking bewaren bij een temperatuur beneden … °C. (aan te geven door de fabrikant).

PL: Przechowywać wyłącznie w oryginalnym opakowaniu w temperaturze nieprzekraczającej … °C (określi producent).

PT: Conservar unicamente no recipiente de origem a temperatura que não exceda … °C (a especificar pelo produtor).

SK: Uchovávajte len v pôvodnej nádobe pri teplote nepresahujúcej … °C (teplota bude špecifikovaná výrobcom).

SL: Hraniti samo v izvirni posodi pri temperaturi, ki ne presega … °C (temperaturo določi proizvajalec).

FI: Säilytettävä alkuperäispakkauksessa alle … °C lämpötilassa (valmistaja/maahantuoja ilmoittaa lämpötilan).

SV: Förvaras endast i originalförpackningen vid en temperatur som inte överstiger … °C (anges av tillverkaren).»

2. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

A. SÉCURITÉ SOCIALE

1. 31971 R 1408: Règlement (CEE) nº 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés, ainsi qu'aux membres de leur famille qui se déplacent dans la Communauté (JO L 149 du 5.7.1971, p. 2), modifié et mis à jour par:

— 31997 R 0118: Règlement (CE) nº 118/97 du Conseil du 2.12.1996 (JO L 28 du 30.1.1997, p. 1),

et modifié ensuite par:

— 31997 R 1290: Règlement (CE) nº 1290/97 du Conseil du 27.6.1997 (JO L 176 du 4.7.1997, p. 1),

— 31998 R 1223: Règlement (CE) nº 1223/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 168 du 13.6.1998, p. 1),

— 31998 R 1606: Règlement (CE) nº 1606/98 du Conseil du 29.6.1998 (JO L 209 du 25.7.1998, p. 1),

— 31999 R 0307: Règlement (CE) nº 307/1999 du Conseil du 8.2.1999 (JO L 38 du 12.2.1999, p. 1),

— 31999 R 1399: Règlement (CE) nº 1399/1999 du Conseil du 29.4.1999 (JO L 164 du 30.6.1999, p. 1),

— 32001 R 1386: Règlement (CE) nº 1386/2001 du Parlement européen et du Conseil du 5.6.2001 (JO L 187 du 10.7.2001, p. 1).

a) À l'article 82 (B), paragraphe 1, le nombre «90» est remplacé par «150».

b) À l'annexe I, le point I «Travailleurs salariés et/ou travailleurs non salariés (Article 1er, points a) ii) et iii), du règlement)» est modifié comme suit:

i) après les termes «Sans objet» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Sans objet.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Sans objet.»;

iv) après les termes «Sans objet» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Sans objet.

L. LETTONIE

Sans objet.

M. LITUANIE

Sans objet.»;

v) après les termes «Sans objet.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Sans objet.

P. MALTE

Est considéré comme travailleur non salarié au sens de l'article 1er, point a), sous ii), du règlement tout travailleur indépendant ou non salarié au sens de la loi sur la sécurité sociale (Cap. 318) de 1987.»;

vi) après les termes «Sans objet.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Sans objet.»;

vii) après les termes «Sans objet.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Sans objet.

V. SLOVAQUIE

Sans objet.».

c) À l'annexe I, la partie II «Membres de la famille (Article 1er, point f), deuxième phrase, du règlement)» est modifiée comme suit:

i) après les termes «Sans objet.» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pour déterminer le droit aux prestations en nature en application des dispositions du chapitre 1er du titre III du règlement, l'expression "membre de la famille" désigne le conjoint et/ou un enfant au sens de la loi sur la sécurité sociale nº 117/1995 Sb.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après les termes «Sans objet.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Sans objet.»;

iv) après les termes «Sans objet.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Sans objet.

L. LETTONIE

Pour déterminer le droit aux prestations en nature en application des dispositions du chapitre 1er du titre III du règlement, l'expression "membre de la famille" désigne le conjoint ou un enfant âgé de moins de 18 ans.

M. LITUANIE

Pour déterminer le droit aux prestations en nature en application des dispositions du chapitre 1er du titre III du règlement, l'expression "membre de la famille" désigne le conjoint ou un enfant âgé de moins de 18 ans.»;

v) après les termes «Sans objet.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Sans objet.

P. MALTE

Sans objet.»;

vi) après les termes «Sans objet.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Sans objet.»;

vii) après les termes «Sans objet.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Sans objet.

V. SLOVAQUIE

Pour déterminer le droit aux prestations en nature en application des dispositions du chapitre 1er du titre III du règlement, l'expression "membre de la famille" désigne le conjoint et/ou un enfant à charge au sens de la loi sur les allocations familiales et les allocations spéciales pour enfants à charge.».

d) À l'annexe II, la partie I «Régimes spéciaux de travailleurs non salariés exclus du champ d'application du règlement en vertu de l'article 1er, point j), quatrième alinéa» est modifiée comme suit:

i) après les termes «Sans objet.» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Sans objet.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Sans objet.»;

iv) après les termes «Sans objet.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

1. Le régime de pension pour médecins travaillant en cabinet privé établi par la réglementation sur les médecins (pensions et allocations) de 1999 (P.I. 295/99) dans le cadre de la loi sur les médecins (associations, discipline et fonds de pension) de 1967 (loi 16/67), telle que modifiée.

2. Le régime de pensions pour avocats établi par la réglementation sur les avocats (pensions et allocations) de 1966 (P.I. 642/66), telle que modifiée, dans le cadre de la loi sur les avocats, Cap. 2, telle que modifiée.

L. LETTONIE

Sans objet.

M. LITUANIE

Sans objet.»;

v) après les termes «Sans objet.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Sans objet.

P. MALTE

Sans objet.»;

vi) après la mention au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Sans objet.»;

vii) après les termes «Sans objet.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Sans objet.

V. SLOVAQUIE

Sans objet.».

e) À l'annexe II, la partie II «Allocations spéciales de naissance ou d'adoption exclues du champ d'application du règlement en vertu de l'article 1er, point u) i)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention du point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Allocation de naissance.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Allocation de naissance.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Allocation de naissance.

M. LITUANIE

Allocation de naissance.»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Allocation de maternité.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Allocation de naissance unique (loi du 29 novembre 1990 relative à l'assistance sociale).»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Allocation de naissance.

V. SLOVAQUIE

Allocation de naissance.».

f) À l'annexe II, la partie III «Prestations spéciales à caractère non contributif au sens de l'article 4, paragraphe 2 ter qui ne relèvent pas du champ d'application du règlement» est modifiée comme suit:

i) après le terme «Néant.» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après la mention au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

g) L'annexe II bis «Prestations spéciales à caractère non contributif (Article 10 bis du règlement)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'allocation sociale (loi sur l'assistance sociale nº 117/1995 Sb.).»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

a) L'allocation pour adulte handicapé (loi du 27 janvier 1999 sur les prestations sociales pour handicapés).

b) L'allocation de chômage (loi du 1er octobre 2000 sur la protection sociale des chômeurs).»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

a) La pension sociale (loi sur la pension sociale de 1995 (loi 25(I)/95), telle que modifiée).

b) L'allocation pour handicapés moteurs graves (décisions du Conseil des ministres nº 38.210 du 16 octobre 1992, nº 41.370 du 1er août 1994, nº 46.183 du 11 juin 1997 et nº 53.675 du 16 mai 2001).

c) L'allocation spéciale pour aveugles (loi de 1996 sur les allocations spéciales (loi 77(I)/96), telle que modifiée).

L. LETTONIE

a) L'allocation de sécurité sociale (loi sur l'assistance sociale du 26 octobre 1995).

b) L'indemnité pour frais de transport des personnes handicapées à mobilité réduite (loi sur l'assistance sociale du 26 octobre 1995).

M. LITUANIE

a) La pension sociale (loi de 1994 sur les pensions sociales).

b) L'indemnité spéciale de transport pour les handicapés ayant des problèmes de mobilité (loi de 2000 sur les indemnités de transport, article 7).»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

a) La rente d'invalidité (décret nº 83/1987 (XII 27) du Conseil des ministres sur la rente d'invalidité).

b) La pension de vieillesse non contributive (loi III de 1993 sur l'administration sociale et les prestations sociales).

c) L'allocation de transport (décret du gouvernement nº 164/1995 (XII 27) sur les allocations de transport pour personnes gravement handicapées).

P. MALTE

a) L'allocation supplémentaire (section 73 de la loi de 1987 sur la sécurité sociale).

b) La pension de vieillesse (loi sur la sécurité sociale (Cap. 318) de 1987).»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

La pension sociale (loi du 29 novembre 1990 sur l'assistance sociale).»;

vii) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

a) La pension de l'État (loi du 23 décembre 1999 sur les pensions et l'assurance-invalidité).

b) Le soutien des revenus pour les retraités (loi du 23 décembre 1999 sur les pensions et l'assurance-invalidité).

c) L'allocation de subsistance (loi du 23 décembre 1999 sur les pensions et l'assurance-invalidité).

V. SLOVAQUIE

L'ajustement des pensions qui constituent l'unique source de revenus (loi nº 100/1988 Zb.).».

h) À l'annexe III, la partie A «Dispositions de conventions de sécurité sociale qui restent applicables nonobstant l'article 6 du règlement (article 7, paragraphe 2, point c), et article 3, paragraphe 3, du règlement)» est modifiée comme suit:

i) avant la mention au point «1. BELGIQUE — DANEMARK», le texte suivant est inséré:

«1. BELGIQUE — RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pas de convention.»;

ii) le numéro «1» du point «BELGIQUE — DANEMARK» devient le numéro «2» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«3. BELGIQUE — ALLEMAGNE»;

iii) après la dernière mention au point «3. BELGIQUE — ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«4. BELGIQUE — ESTONIE

Pas de convention.»;

iv) les points 3 à 7 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«5. BELGIQUE — GRÈCE»

«6. BELGIQUE — ESPAGNE»

«7. BELGIQUE — FRANCE»

«8. BELGIQUE — IRLANDE»

«9. BELGIQUE — ITALIE»;

v) après la mention au point «9. BELGIQUE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«10. BELGIQUE — CHYPRE

Pas de convention.

11. BELGIQUE — LETTONIE

Pas de convention.

12. BELGIQUE — LITUANIE

Pas de convention.»;

vi) le numéro «8» du point «BELGIQUE — LUXEMBOURG» devient le numéro «13» et le texte suivant est inséré:

«14. BELGIQUE — HONGRIE

Pas de convention.

15. BELGIQUE — MALTE

Pas de convention.»;

vii) le numéro «9» du point «BELGIQUE — PAYS-BAS» devient le numéro «16» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«17. BELGIQUE — AUTRICHE»;

viii) après la dernière mention au point «17. BELGIQUE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«18. BELGIQUE — POLOGNE

Néant.»;

ix) le numéro «11» du point «BELGIQUE — PORTUGAL» devient le numéro «19» et le texte suivant est inséré:

«20. BELGIQUE — SLOVÉNIE

Néant.

21. BELGIQUE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

x) le numéro «12» du point «BELGIQUE — FINLANDE» devient le numéro «22» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«23. BELGIQUE — SUÈDE»

«24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI»;

xi) après le terme «Néant.» au point «24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«25. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — DANEMARK

Pas de convention.

26. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ALLEMAGNE

Pas de convention.

27. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESTONIE

Pas de convention.

28. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — GRÈCE

Néant.

29. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESPAGNE

Néant.

30. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FRANCE

Néant.

31. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — IRLANDE

Pas de convention.

32. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ITALIE

Pas de convention.

33. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — CHYPRE

Néant.

34. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LETTONIE

Pas de convention.

35. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LITUANIE

Néant.

36. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LUXEMBOURG

Néant.

37. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — HONGRIE

Néant.

38. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — MALTE

Pas de convention.

39. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PAYS-BAS

Pas de convention.

40. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — AUTRICHE

L'article 32, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 20 juillet 1999.

41. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — POLOGNE

Néant.

42. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PORTUGAL

Pas de convention.

43. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVÉNIE

Néant.

44. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVAQUIE

L'article 20 de la Convention sur la sécurité sociale du 29 octobre 1992.

45. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FINLANDE

Pas de convention.

46. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SUÈDE

Pas de convention.

47. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

xii) le numéro «15» du point «DANEMARK — ALLEMAGNE» devient le numéro «48» et le point suivant est inséré:

«49. DANEMARK — ESTONIE

Pas de convention.»;

xiii) les points 16 à 20 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«50. DANEMARK — GRÈCE»

«51. DANEMARK — ESPAGNE»

«52. DANEMARK — FRANCE»

«53. DANEMARK — IRLANDE»

«54. DANEMARK — ITALIE»;

xiv) après les mots «Pas de convention.» au point «54. DANEMARK — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«55. DANEMARK — CHYPRE

Pas de convention.

56. DANEMARK — LETTONIE

Pas de convention.

57. DANEMARK — LITUANIE

Pas de convention.»;

xv) le numéro «21» du point «DANEMARK — LUXEMBOURG» devient le numéro «58» et le texte suivant est inséré:

«59. DANEMARK — HONGRIE

Pas de convention.

60. DANEMARK — MALTE

Pas de convention.»;

xvi) le numéro «22» du point «DANEMARK — PAYS-BAS» devient le numéro «61» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«62. DANEMARK — AUTRICHE»;

xvii) après la dernière mention au point «62. DANEMARK — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«63. DANEMARK — POLOGNE

Pas de convention.»;

xviii) le numéro «24» du point «DANEMARK — PORTUGAL» devient le numéro «64» et le texte suivant est inséré:

«65. DANEMARK — SLOVÉNIE

Néant.

66. DANEMARK — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xix) le numéro «25» du point «DANEMARK — FINLANDE» devient le numéro «67» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«68. DANEMARK — SUÈDE»

«69. DANEMARK — ROYAUME-UNI»;

xx) après l'expression «Sans objet.» au point «69. DANEMARK — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«70. ALLEMAGNE — ESTONIE

Pas de convention.»;

xxi) les points 28 à 32 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«71. ALLEMAGNE — GRÈCE»

«72. ALLEMAGNE — ESPAGNE»

«73. ALLEMAGNE — FRANCE»

«74. ALLEMAGNE — IRLANDE»

«75. ALLEMAGNE — ITALIE»;

xxii) après la dernière mention au point «75. ALLEMAGNE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«76. ALLEMAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

77. ALLEMAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

78. ALLEMAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxiii) le numéro «33» du point «ALLEMAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «79» et le texte suivant est inséré:

«80. ALLEMAGNE — HONGRIE

a) Article 27, paragraphe 3, et article 40, paragraphe 1, point b), de la Convention sur la sécurité sociale du 2 mai 1998.

b) Point 16 du protocole final de ladite convention.

81. ALLEMAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxiv) le numéro «34» du point «ALLEMAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «82» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«83. ALLEMAGNE — AUTRICHE»;

xxv) après la dernière mention au point «83. ALLEMAGNE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«84. ALLEMAGNE — POLOGNE

a) Convention du 9 octobre 1975 sur les allocations de vieillesse et la réparation des accidents du travail, dans les conditions et selon les modalités définies par l'article 27, paragraphes 2 à 4, de la Convention sur la sécurité sociale du 8 décembre 1990.

b) L'article 11, paragraphe 3, l'article 19, paragraphe 4, l'article 27, paragraphe 5, et l'article 28, paragraphe 2, de la Convention sur la sécurité sociale du 8 décembre 1990.»;

xxvi) le numéro «36» du point «ALLEMAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «85» et le texte suivant est inséré:

«86. ALLEMAGNE — SLOVÉNIE

a) L'article 42 de la Convention sur la sécurité sociale du 24 septembre 1997.

b) Le point 15 du protocole final de ladite convention.

87. ALLEMAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xxvii) le numéro «37» du point «ALLEMAGNE — FINLANDE» devient le numéro «88» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«89. ALLEMAGNE — SUÈDE»

«90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI»;

xxviii) après la dernière mention au point «90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«91. ESTONIE — GRÈCE

Pas de convention.

92. ESTONIE — ESPAGNE

Pas de convention.

93. ESTONIE — FRANCE

Pas de convention.

94. ESTONIE — IRLANDE

Pas de convention.

95. ESTONIE — ITALIE

Pas de convention.

96. ESTONIE — CHYPRE

Pas de convention.

97. ESTONIE — LETTONIE

Néant.

98. ESTONIE — LITUANIE

Néant.

99. ESTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

100. ESTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

101. ESTONIE — MALTE

Pas de convention.

102. ESTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

103. ESTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

104. ESTONIE — POLOGNE

Pas de convention.

105. ESTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

106. ESTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

107. ESTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

108. ESTONIE — FINLANDE

Néant.

109. ESTONIE — SUÈDE

Néant.

110. ESTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

xxix) les points 41, 51, 61 et 62 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«111. GRÈCE — ESPAGNE»

«112. GRÈCE — FRANCE»

«113. GRÈCE — IRLANDE»

«114. GRÈCE — ITALIE»;

xxx) après l'expression «Pas de convention.» au point «114. GRÈCE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«115. GRÈCE — CHYPRE

Néant.

116. GRÈCE — LETTONIE

Pas de convention.

117. GRÈCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxi) le numéro «63» du point «GRÈCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «118» et le texte suivant est inséré:

«119. GRÈCE — HONGRIE

Pas de convention.

120. GRÈCE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxii) le numéro «64» du point «GRÈCE — PAYS-BAS» devient le numéro «121» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«122. GRÈCE — AUTRICHE»;

xxxiii) après la dernière mention au point «122. GRÈCE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«123. GRÈCE — POLOGNE

Néant.»;

xxxiv) le numéro «66» du point «GRÈCE — PORTUGAL» devient le numéro «124» et le texte suivant est inséré:

«125. GRÈCE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

126. GRÈCE — SLOVAQUIE

Néant.»;

xxxv) le numéro «67» du point «GRÈCE — FINLANDE» devient le numéro «127» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«128. GRÈCE — SUÈDE»

«129. GRÈCE — ROYAUME-UNI»;

xxxvi) le numéro «40» du point «ESPAGNE — FRANCE» devient le numéro «130» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«131. ESPAGNE — IRLANDE»

«132. ESPAGNE — ITALIE»;

xxxvii) après la mention au point «132. ESPAGNE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«133. ESPAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

134. ESPAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

135. ESPAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxviii) le numéro «44» du point «ESPAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «136» et le texte suivant est inséré:

«137. ESPAGNE — HONGRIE

Pas de convention.

138. ESPAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxix) le numéro «45» du point «ESPAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «139» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«140. ESPAGNE — AUTRICHE»;

xl) après la dernière mention au point «140. ESPAGNE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«141. ESPAGNE — POLOGNE

Néant.»;

xli) le numéro «47» du point «ESPAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «142» et le texte suivant est inséré:

«143. ESPAGNE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

144. ESPAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xlii) le numéro «48» du point «ESPAGNE — FINLANDE» devient le numéro «145» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«146. ESPAGNE — SUÈDE»

«147. ESPAGNE — ROYAUME-UNI»;

xliii) le numéro «52» du point «FRANCE — IRLANDE» devient le numéro «148» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«149. FRANCE — ITALIE»;

xliv) après la dernière mention au point «149. FRANCE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«150. FRANCE — CHYPRE

Pas de convention.

151. FRANCE — LETTONIE

Pas de convention.

152. FRANCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xlv) le numéro «54» du point «FRANCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «153» et le texte suivant est inséré:

«154. FRANCE — HONGRIE

Pas de convention.

155. FRANCE — MALTE

Pas de convention.»;

xlvi) le numéro «55» du point «FRANCE — PAYS-BAS» devient le numéro «156» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«157. FRANCE — AUTRICHE»;

xlvii) après le terme «Néant.» au point «157. FRANCE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«158. FRANCE — POLOGNE

Néant.»;

xlviii) le numéro «57» du point «FRANCE — PORTUGAL» devient le numéro «159» et le texte suivant est inséré:

«160. FRANCE — SLOVÉNIE

Néant.

161. FRANCE — SLOVAQUIE

Néant.»;

xlix) le numéro «58» du point «FRANCE — FINLANDE» devient le numéro «162» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«163. FRANCE — SUÈDE»

«164. FRANCE — ROYAUME-UNI»;

l) le numéro «70» du point «IRLANDE — ITALIE» devient le numéro «165» et le texte suivant est inséré:

«166. IRLANDE — CHYPRE

Pas de convention.

167. IRLANDE — LETTONIE

Pas de convention.

168. IRLANDE — LITUANIE

Pas de convention.»;

li) le numéro «71» du point «IRLANDE — LUXEMBOURG» devient le numéro «169» et le texte suivant est inséré:

«170. IRLANDE — HONGRIE

Pas de convention.

171. IRLANDE — MALTE

Pas de convention.»;

lii) le numéro «72» du point «IRLANDE — PAYS-BAS» devient le numéro «172» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«173. IRLANDE — AUTRICHE»;

liii) après la mention au point «173. IRLANDE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«174. IRLANDE — POLOGNE

Pas de convention.»;

liv) le numéro «74» du point «IRLANDE — PORTUGAL» devient le numéro «175» et le texte suivant est inséré:

«176. IRLANDE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

177. IRLANDE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lv) le numéro «75» du point «IRLANDE — FINLANDE» devient le numéro «178» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«179. IRLANDE — SUÈDE»

«180. IRLANDE — ROYAUME-UNI»;

lvi) après la mention au point «180. IRLANDE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«181. ITALIE — CHYPRE

Pas de convention.

182. ITALIE — LETTONIE

Pas de convention.

183. ITALIE — LITUANIE

Pas de convention.»;

lvii) le numéro «78» du point «ITALIE — LUXEMBOURG» devient le numéro «184» et le texte suivant est inséré:

«185. ITALIE — HONGRIE

Pas de convention.

186. ITALIE — MALTE

Pas de convention.»;

lviii) le numéro «79» du point «ITALIE — PAYS-BAS» devient le numéro «187» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«188. ITALIE — AUTRICHE»;

lix) après la mention au point «188. ITALIE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«189. ITALIE — POLOGNE

Pas de convention.»;

lx) le numéro «81» du point «ITALIE — PORTUGAL» devient le numéro «190» et le texte suivant est inséré:

«191. ITALIE — SLOVÉNIE

a) L'accord sur l'exécution des obligations mutuelles en matière d'assurance sociale par référence au point 7 de l'annexe XIV du traité de paix (conclu par échange de notes le 5 février 1959).

b) L'article 43, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 7 juillet 1997 concernant l'ex–zone B du territoire libre de Trieste.

192. ITALIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxi) le numéro «82» du point «ITALIE — FINLANDE» devient le numéro «193» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«194. ITALIE — SUÈDE»

«195. ITALIE — ROYAUME-UNI»;

lxii) après le terme «Néant.» au point «195. ITALIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«196. CHYPRE — LETTONIE

Pas de convention.

197. CHYPRE — LITUANIE

Pas de convention.

198. CHYPRE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

199. CHYPRE — HONGRIE

Pas de convention.

200. CHYPRE — MALTE

Pas de convention.

201. CHYPRE — PAYS-BAS

Pas de convention.

202. CHYPRE — AUTRICHE

Néant.

203. CHYPRE — POLOGNE

Pas de convention.

204. CHYPRE — PORTUGAL

Pas de convention.

205. CHYPRE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

206. CHYPRE — SLOVAQUIE

Néant.

207. CHYPRE — FINLANDE

Pas de convention.

208. CHYPRE — SUÈDE

Pas de convention.

209. CHYPRE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxiii) après le terme «Néant.» au point «209. CHYPRE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«210. LETTONIE — LITUANIE

Néant.

211. LETTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

212. LETTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

213. LETTONIE — MALTE

Pas de convention.

214. LETTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

215. LETTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

216. LETTONIE — POLOGNE

Pas de convention.

217. LETTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

218. LETTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

219. LETTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

220. LETTONIE — FINLANDE

Néant.

221. LETTONIE — SUÈDE

Néant.

222. LETTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxiv) après les termes «Pas de convention.» au point «222. LETTONIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«223. LITUANIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

224. LITUANIE — HONGRIE

Pas de convention.

225. LITUANIE — MALTE

Pas de convention.

226. LITUANIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

227. LITUANIE — AUTRICHE

Pas de convention.

228. LITUANIE — POLOGNE

Pas de convention.

229. LITUANIE — PORTUGAL

Pas de convention.

230. LITUANIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

231. LITUANIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

232. LITUANIE — FINLANDE

Néant.

233. LITUANIE — SUÈDE

Néant.

234. LITUANIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxv) après les termes «Pas de convention.» au point «234. LITUANIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«235. LUXEMBOURG — HONGRIE

Pas de convention.

236. LUXEMBOURG — MALTE

Pas de convention.»;

lxvi) le numéro «85» du point «LUXEMBOURG — PAYS-BAS» devient le numéro «237» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«238. LUXEMBOURG — AUTRICHE»;

lxvii) après la dernière mention au point «238. LUXEMBOURG — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«239. LUXEMBOURG — POLOGNE

Néant.»;

lxviii) le numéro «87» du point «LUXEMBOURG — PORTUGAL» devient le numéro «240» et le texte suivant est inséré:

«241. LUXEMBOURG — SLOVÉNIE

Néant.

242. LUXEMBOURG — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxix) le numéro «88» du point «LUXEMBOURG — FINLANDE» devient le numéro «243» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«244. LUXEMBOURG — SUÈDE»

«245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI»;

lxx) après le terme «Néant.» au point «245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«246. HONGRIE — MALTE

Pas de convention.

247. HONGRIE — PAYS-BAS

Néant.

248. HONGRIE — AUTRICHE

L'article 23, paragraphe 2, et l'article 36, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 31 mars 1999.

249. HONGRIE — POLOGNE

Néant.

250. HONGRIE — PORTUGAL

Pas de convention.

251. HONGRIE — SLOVÉNIE

L'article 31 de la Convention sur la sécurité sociale du 7 octobre 1957.

252. HONGRIE — SLOVAQUIE

Néant.

253. HONGRIE — FINLANDE

Néant.

254. HONGRIE — SUÈDE

Néant.

255. HONGRIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxi) après le terme «Néant.» au point «255. HONGRIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«256. MALTE — PAYS-BAS

Pas de convention.

257. MALTE — AUTRICHE

Pas de convention.

258. MALTE — POLOGNE

Pas de convention.

259. MALTE — PORTUGAL

Pas de convention.

260. MALTE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

261. MALTE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

262. MALTE — FINLANDE

Pas de convention.

263. MALTE — SUÈDE

Pas de convention.

264. MALTE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxii) le numéro «91» du point «PAYS-BAS — AUTRICHE» devient le numéro «265» et le texte suivant est inséré:

«266. PAYS-BAS — POLOGNE

Pas de convention.»;

lxxiii) le numéro «92» du point «PAYS-BAS — PORTUGAL» devient le numéro «267» et le texte suivant est inséré:

«268. PAYS-BAS — SLOVÉNIE

Néant.

269. PAYS-BAS — SLOVAQUIE

Néant.»;

lxxiv) le numéro «93» du titre «PAYS-BAS — FINLANDE» devient le numéro «270» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«271. PAYS-BAS — SUÈDE»

«272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI»;

lxxv) après le terme «Néant.» au point «272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«273. AUTRICHE — POLOGNE

L'article 33, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 7 septembre 1998.»;

lxxvi) le numéro «96» du point «AUTRICHE — PORTUGAL» devient le numéro «274» et le texte suivant est inséré:

«275. AUTRICHE — SLOVÉNIE

L'article 37 de la Convention sur la sécurité sociale du 10 mars 1997.

276. AUTRICHE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxvii) le numéro «97» du point «AUTRICHE — FINLANDE» devient le numéro «277» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«278. AUTRICHE — SUÈDE»

«279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI»;

lxxviii) après la dernière mention au point «279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«280. POLOGNE — PORTUGAL

Pas de convention.

281. POLOGNE — SLOVÉNIE

Néant.

282. POLOGNE — SLOVAQUIE

Néant.

283. POLOGNE — FINLANDE

Pas de convention.

284. POLOGNE — SUÈDE

Néant.

285. POLOGNE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxix) après le terme «Néant.» au point «285. POLOGNE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«286. PORTUGAL — SLOVÉNIE

Pas de convention.

287. PORTUGAL — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxx) le numéro «100» du point «PORTUGAL — FINLANDE» devient le numéro «288» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«289. PORTUGAL — SUÈDE»

«290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI»;

lxxxi) après la dernière mention au point «290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«291. SLOVÉNIE — SLOVAQUIE

Néant.

292. SLOVÉNIE — FINLANDE

Pas de convention.

293. SLOVÉNIE — SUÈDE

Néant.

294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxii) après le terme «Néant.» au point «294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«295. SLOVAQUIE — FINLANDE

Pas de convention.

296. SLOVAQUIE — SUÈDE

Pas de convention.

297. SLOVAQUIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxiii) le numéro «103» du point «FINLANDE — SUÈDE» devient le numéro «298» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«299. FINLANDE — ROYAUME-UNI»;

lxxxiv) le numéro «105» du point «SUÈDE — ROYAUME-UNI» devient le numéro «300».

i) À l'annexe III, la partie B «Dispositions de conventions dont le bénéfice n'est pas étendu à toutes les personnes auxquelles s'applique le règlement (article 3 paragraphe 3 du règlement)» est modifiée comme suit:

i) avant la mention au point «1. BELGIQUE — DANEMARK», le texte suivant est inséré:

«1. BELGIQUE — RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pas de convention.»;

ii) le numéro «1» du point «BELGIQUE — DANEMARK» devient le numéro «2» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«3. …»;

iii) après le point «3. …», le texte suivant est inséré:

«4. BELGIQUE — ESTONIE

Pas de convention.»;

iv) les points 3 à 7 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«5. BELGIQUE — GRÈCE»

«6. BELGIQUE — ESPAGNE»

«7. BELGIQUE — FRANCE»

«8. BELGIQUE — IRLANDE»

«9. BELGIQUE — ITALIE»;

v) après la mention au point «9. BELGIQUE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«10. BELGIQUE — CHYPRE

Pas de convention.

11. BELGIQUE — LETTONIE

Pas de convention.

12. BELGIQUE — LITUANIE

Pas de convention.»;

vi) le numéro «8» du point «BELGIQUE — LUXEMBOURG» devient le numéro «13» et le texte suivant est inséré:

«14. BELGIQUE — HONGRIE

Pas de convention.

15. BELGIQUE — MALTE

Pas de convention.»;

vii) le numéro «9» du point «BELGIQUE — PAYS-BAS» devient le numéro «16» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«17. BELGIQUE — AUTRICHE»;

viii) après la dernière mention au point «17. BELGIQUE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«18. BELGIQUE — POLOGNE

Néant.»;

ix) le numéro «11» du point «BELGIQUE — PORTUGAL» devient le numéro «19» et le texte suivant est inséré:

«20. BELGIQUE — SLOVÉNIE

Néant.

21. BELGIQUE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

x) le numéro «12» du point «BELGIQUE — FINLANDE» devient le numéro «22» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«23. BELGIQUE — SUÈDE»

«24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI»;

xi) après le terme «Néant.» au point «24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«25. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — DANEMARK

Pas de convention.

26. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ALLEMAGNE

Pas de convention.

27. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESTONIE

Pas de convention.

28. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — GRÈCE

Néant.

29. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESPAGNE

Néant.

30. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FRANCE

Néant.

31. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — IRLANDE

Pas de convention.

32. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ITALIE

Pas de convention.

33. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — CHYPRE

Néant.

34. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LETTONIE

Pas de convention.

35. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LITUANIE

Néant.

36. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LUXEMBOURG

Néant.

37. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — HONGRIE

Néant.

38. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — MALTE

Pas de convention.

39. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PAYS-BAS

Pas de convention.

40. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — AUTRICHE

L'article 32, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 20 juillet 1999.

41. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — POLOGNE

Néant.

42. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PORTUGAL

Pas de convention.

43. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVÉNIE

Néant.

44. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVAQUIE

Néant.

45. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FINLANDE

Pas de convention.

46. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SUÈDE

Pas de convention.

47. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

xii) le numéro «15» du point «DANEMARK — ALLEMAGNE» devient le numéro «48» et le texte suivant est inséré:

«49. DANEMARK — ESTONIE

Pas de convention.»;

xiii) les points 16 à 20 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«50. DANEMARK — GRÈCE»

«51. DANEMARK — ESPAGNE»

«52. DANEMARK — FRANCE»

«53. DANEMARK — IRLANDE»

«54. DANEMARK — ITALIE»;

xiv) après les mots «Pas de convention.» au point «54. DANEMARK — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«55. DANEMARK — CHYPRE

Pas de convention.

56. DANEMARK — LETTONIE

Pas de convention.

57. DANEMARK — LITUANIE

Pas de convention.»;

xv) le numéro «21» du point «DANEMARK — LUXEMBOURG» devient le numéro «58» et le texte suivant est inséré:

«59. DANEMARK — HONGRIE

Pas de convention.

60. DANEMARK — MALTE

Pas de convention.»;

xvi) le numéro «22» du point «DANEMARK — PAYS-BAS» devient le numéro «61» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«62. DANEMARK — AUTRICHE»;

xvii) après la dernière mention au point «62. DANEMARK — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«63. DANEMARK — POLOGNE

Pas de convention.»;

xviii) le numéro «24» du point «DANEMARK — PORTUGAL» devient le numéro «64» et le texte suivant est inséré:

«65. DANEMARK — SLOVÉNIE

Néant.

66. DANEMARK — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xix) le numéro «25» du point «DANEMARK — FINLANDE» devient le numéro «67» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«68. DANEMARK — SUÈDE»

«69. DANEMARK — ROYAUME-UNI»;

xx) après le terme «Néant.» au point «69. DANEMARK — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«70. ALLEMAGNE — ESTONIE

Pas de convention.»;

xxi) les points 28 à 32 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«71. ALLEMAGNE — GRÈCE»

«72. ALLEMAGNE — ESPAGNE»

«73. ALLEMAGNE — FRANCE»

«74. ALLEMAGNE — IRLANDE»

«75. ALLEMAGNE — ITALIE»;

xxii) après la dernière mention au point «75. ALLEMAGNE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«76. ALLEMAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

77. ALLEMAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

78. ALLEMAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxiii) le numéro «33» du point «ALLEMAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «79» et le texte suivant est inséré::

«80. ALLEMAGNE — HONGRIE

Le point 16 du protocole final de la Convention sur la sécurité sociale du 2 mai 1998.

81. ALLEMAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxiv) le numéro «34» du point «ALLEMAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «82» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«83. ALLEMAGNE — AUTRICHE»;

xxv) après la dernière mention au point «83. ALLEMAGNE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«84. ALLEMAGNE — POLOGNE

Néant.»;

xxvi) le numéro «36» du point «ALLEMAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «85» et le texte suivant est inséré:

«86. ALLEMAGNE — SLOVÉNIE

a) L'article 42 de la Convention sur la sécurité sociale du 24 septembre 1997.

b) Le point 15 du protocole final de ladite convention.

87. ALLEMAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xxvii) le numéro «37» du point «ALLEMAGNE — FINLANDE» devient le numéro «88» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«89. ALLEMAGNE — SUÈDE»

«90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI»;

xxviii) après la dernière mention au point «90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«91. ESTONIE — GRÈCE

Pas de convention.

92. ESTONIE — ESPAGNE

Pas de convention.

93. ESTONIE — FRANCE

Pas de convention.

94. ESTONIE — IRLANDE

Pas de convention.

95. ESTONIE — ITALIE

Pas de convention.

96. ESTONIE — CHYPRE

Pas de convention.

97. ESTONIE — LETTONIE

Néant.

98. ESTONIE — LITUANIE

Néant.

99. ESTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

100. ESTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

101. ESTONIE — MALTE

Pas de convention.

102. ESTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

103. ESTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

104. ESTONIE — POLOGNE.

Pas de convention.

105. ESTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

106. ESTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

107. ESTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

108. ESTONIE — FINLANDE

Néant.

109. ESTONIE — SUÈDE

Néant.

110. ESTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

xxix) les points 41, 51, 61 et 62 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«111. GRÈCE — ESPAGNE»

«112. GRÈCE — FRANCE»

«113. GRÈCE — IRLANDE»

«114. GRÈCE — ITALIE»;

xxx) après les termes «Pas de convention.» au point «114. GRÈCE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«115. GRÈCE — CHYPRE

Néant.

116. GRÈCE — LETTONIE

Pas de convention.

117. GRÈCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxi) le numéro «63» du point «GRÈCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «118» et le texte suivant est inséré:

«119. GRÈCE — HONGRIE

Pas de convention.

120. GRÈCE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxii) le numéro «64» du point «GRÈCE — PAYS-BAS» devient le numéro «121» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«122. GRÈCE — AUTRICHE»;

xxxiii) après la dernière mention au point «122. GRÈCE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«123. GRÈCE — POLOGNE

Néant.»;

xxxiv) le numéro «66» du point «GRÈCE — PORTUGAL» devient le numéro «124» et le texte suivant est inséré:

«125. GRÈCE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

126. GRÈCE — SLOVAQUIE

Néant.»;

xxxv) le numéro «67» du point «GRÈCE — FINLANDE» devient le numéro «127» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«128. GRÈCE — SUÈDE»

«129. GRÈCE — ROYAUME-UNI»;

xxxvi) le numéro «40» du point «ESPAGNE — FRANCE» devient le numéro «130» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«131. ESPAGNE — IRLANDE»

«132. ESPAGNE — ITALIE».

xxxvii) après la mention au point «132. ESPAGNE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«133. ESPAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

134. ESPAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

135. ESPAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxviii) le numéro «44» du point «ESPAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «136» et le texte suivant est inséré:

«137. ESPAGNE — HONGRIE

Pas de convention.

138. ESPAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxix) le numéro «45» du point «ESPAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «139» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«140. ESPAGNE — AUTRICHE»;

xl) après la dernière mention au point «140. ESPAGNE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«141. ESPAGNE — POLOGNE

Néant.»;

xli) le numéro «47» du point «ESPAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «142» et le texte suivant est inséré:

«143. ESPAGNE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

144. ESPAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xlii) le numéro «48» du point «ESPAGNE — FINLANDE» devient le numéro «145» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«146. ESPAGNE — SUÈDE»

«147. ESPAGNE — ROYAUME-UNI»;

xliii) le numéro «52» du point itre «FRANCE — IRLANDE» devient le numéro «148» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«149. FRANCE — ITALIE».

xliv) après la mention au point «149. FRANCE — ITALIE», le texte suivant est inséré:

«150. FRANCE — CHYPRE

Pas de convention.

151. FRANCE — LETTONIE

Pas de convention.

152. FRANCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xlv) le numéro «54» du point «FRANCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «153» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«154. FRANCE — HONGRIE

Pas de convention.

155. FRANCE — MALTE

Pas de convention.»;

xlvi) le numéro «55» du point «FRANCE — PAYS-BAS» devient le numéro «156» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«157. FRANCE — AUTRICHE»;

xlvii) après le terme «Néant.» au point «157. FRANCE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«158. FRANCE — POLOGNE

Néant.»;

xlviii) le numéro «57» du point «FRANCE — PORTUGAL» devient le numéro «159» et le texte suivant est inséré:

«160. FRANCE — SLOVÉNIE

Néant.

161. FRANCE — SLOVAQUIE

Sans objet.»;

xlix) le numéro «58» du point «FRANCE — FINLANDE» devient le numéro «162» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«163. FRANCE — SUÈDE»

«164. FRANCE — ROYAUME-UNI»;

l) le numéro «70» du point «IRLANDE — ITALIE» devient le numéro «165» et le texte suivant est inséré:

«166. IRLANDE — CHYPRE

Pas de convention.

167. IRLANDE — LETTONIE

Pas de convention.

168. IRLANDE — LITUANIE

Pas de convention.»;

li) le numéro «71» du point «IRLANDE — LUXEMBOURG» devient le numéro «169» et le texte suivant est inséré:

«170. IRLANDE — HONGRIE

Pas de convention.

171. IRLANDE — MALTE

Pas de convention.»;

lii) le numéro «72» du point «IRLANDE — PAYS-BAS» devient le numéro «172» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«173. IRLANDE — AUTRICHE»;

liii) après la mention au point «173. IRLANDE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«174. IRLANDE — POLOGNE

Pas de convention.»;

liv) le numéro «74» du point «IRLANDE — PORTUGAL» devient le numéro «175» et le texte suivant est inséré:

«176. IRLANDE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

177. IRLANDE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lv) le numéro «75» du point «IRLANDE — FINLANDE» devient le numéro «178» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«179. IRLANDE — SUÈDE»

«180. IRLANDE — ROYAUME-UNI»;

lvi) après le terme «Néant.» au point «180. IRLANDE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«181. ITALIE — CHYPRE

Pas de convention.

182. ITALIE — LETTONIE

Pas de convention.

183. ITALIE — LITUANIE

Pas de convention.»;

lvii) le numéro «78» du point «ITALIE — LUXEMBOURG» devient le numéro «184» et le texte suivant est inséré:

«185. ITALIE — HONGRIE

Pas de convention.

186. ITALIE — MALTE

Pas de convention.»;

lviii) le numéro «79» du point «ITALIE — PAYS-BAS» devient le numéro «187» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«188. ITALIE — AUTRICHE»;

lix) après la dernière mention au point «188. ITALIE — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«189. ITALIE — POLOGNE

Pas de convention.»;

lx) le numéro «81» du point «ITALIE — PORTUGAL» devient le numéro «190» et le texte suivant est inséré:

«191. ITALIE — SLOVÉNIE

a) L'accord sur l'exécution des obligations mutuelles en matière d'assurance sociale par référence au point 7 de l'annexe XIV du traité de paix (conclu par échange de notes le 5 février 1959).

b) L'article 45, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 7 juillet 1997 concernant l'ex–zone B du territoire libre de Trieste.

192. ITALIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxi) le numéro «82» du point «ITALIE — FINLANDE» devient le numéro «193» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«194. ITALIE — SUÈDE»

«195. ITALIE — ROYAUME-UNI»;

lxii) après le terme «Néant.» au point «195. ITALIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«196. CHYPRE — LETTONIE

Pas de convention.

197. CHYPRE — LITUANIE

Pas de convention.

198. CHYPRE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

199. CHYPRE — HONGRIE

Pas de convention.

200. CHYPRE — MALTE

Pas de convention.

201. CHYPRE — PAYS-BAS

Pas de convention.

202. CHYPRE — AUTRICHE

Néant.

203. CHYPRE — POLOGNE

Pas de convention.

204. CHYPRE — PORTUGAL

Pas de convention.

205. CHYPRE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

206. CHYPRE — SLOVAQUIE

Néant.

207. CHYPRE — FINLANDE

Pas de convention.

208. CHYPRE — SUÈDE

Pas de convention.

209. CHYPRE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxiii) après le terme «Néant.» au point «209. CHYPRE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«210. LETTONIE — LITUANIE

Néant.

211. LETTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

212. LETTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

213. LETTONIE — MALTE

Pas de convention.

214. LETTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

215. LETTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

216. LETTONIE — POLOGNE

Pas de convention.

217. LETTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

218. LETTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

219. LETTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

220. LETTONIE — FINLANDE

Néant.

221. LETTONIE — SUÈDE

Néant.

222. LETTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxiv) après les termes «Pas de convention.» au point «222. LETTONIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«223. LITUANIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

224. LITUANIE — HONGRIE

Pas de convention.

225. LITUANIE — MALTE

Pas de convention.

226. LITUANIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

227. LITUANIE — AUTRICHE

Pas de convention.

228. LITUANIE — POLOGNE

Pas de convention.

229. LITUANIE — PORTUGAL

Pas de convention.

230. LITUANIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

231. LITUANIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

232. LITUANIE — FINLANDE

Néant.

233. LITUANIE — SUÈDE

Néant.

234. LITUANIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxv) après les termes «Pas de convention.» au point «234. LITUANIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«235. LUXEMBOURG — HONGRIE

Pas de convention.

236. LUXEMBOURG — MALTE

Pas de convention.»;

lxvi) le numéro «85» du point «LUXEMBOURG — PAYS-BAS» devient le numéro «237» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«238. LUXEMBOURG — AUTRICHE»;

lxvii) après la dernière mention au point «238. LUXEMBOURG — AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«239. LUXEMBOURG — POLOGNE

Néant.»;

lxviii) le numéro «87» du point «LUXEMBOURG — PORTUGAL» devient le numéro «240» et le texte suivant est inséré:

«241. LUXEMBOURG — SLOVÉNIE

Néant.

242. LUXEMBOURG — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxix) le numéro «88» du point «LUXEMBOURG — FINLANDE» devient le numéro «243» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«244. LUXEMBOURG — SUÈDE»

«245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI»;

lxx) après le terme «Néant.» au point «245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«246. HONGRIE — MALTE

Pas de convention.

247. HONGRIE — PAYS-BAS

Néant.

248. HONGRIE — AUTRICHE

L'article 36, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 31 mars 1999.

249. HONGRIE — POLOGNE

Néant.

250. HONGRIE — PORTUGAL

Pas de convention.

251. HONGRIE — SLOVÉNIE

L'article 31 de la Convention sur la sécurité sociale du 7 octobre 1957.

252. HONGRIE — SLOVAQUIE

Néant.

253. HONGRIE — FINLANDE

Néant.

254. HONGRIE — SUÈDE

Néant.

255. HONGRIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxi) après le terme «Néant.» au point «255. HONGRIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«256. MALTE — PAYS-BAS

Pas de convention.

257. MALTE — AUTRICHE

Pas de convention.

258. MALTE — POLOGNE

Pas de convention.

259. MALTE — PORTUGAL

Pas de convention.

260. MALTE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

261. MALTE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

262. MALTE — FINLANDE

Pas de convention.

263. MALTE — SUÈDE

Pas de convention.

264. MALTE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxii) le numéro «91» du point «PAYS-BAS — AUTRICHE» devient le numéro «265» et le texte suivant est inséré:

«266. PAYS-BAS — POLOGNE

Pas de convention.»;

lxxiii) le numéro «92» du point «PAYS-BAS — PORTUGAL» devient le numéro «267» et le texte suivant est inséré:

«268. PAYS-BAS — SLOVÉNIE

Néant.

269. PAYS-BAS — SLOVAQUIE

Néant.»;

lxxiv) le numéro «93» du point «PAYS-BAS — FINLANDE» devient le numéro «270» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«271. PAYS-BAS — SUÈDE»

«272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI»;

lxxv) après le terme «Néant.» au point «272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«273. AUTRICHE — POLOGNE

L'article 33, paragraphe 3, de la Convention sur la sécurité sociale du 7 septembre 1998.»;

lxxvi) le numéro «96» du point «AUTRICHE — PORTUGAL» devient le numéro «274» et le texte suivant est inséré:

«275. AUTRICHE — SLOVÉNIE

L'article 37 de la Convention sur la sécurité sociale du 10 mars 1997.

276. AUTRICHE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxvii) le numéro «97» du point «AUTRICHE — FINLANDE» devient le numéro «277» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«278. AUTRICHE — SUÈDE»

«279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI»;

lxxviii) après la dernière mention au point «279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«280. POLOGNE — PORTUGAL

Pas de convention.

281. POLOGNE — SLOVÉNIE

Néant.

282. POLOGNE — SLOVAQUIE

Néant.

283. POLOGNE — FINLANDE

Sans objet.

284. POLOGNE — SUÈDE

Néant.

285. POLOGNE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxix) après le terme «Néant.» au point «285. POLOGNE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«286. PORTUGAL — SLOVÉNIE

Pas de convention.

287. PORTUGAL — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxx) le numéro «100» du point «PORTUGAL — FINLANDE» devient le numéro «288» et les points suivants sont renumérotés comme suit:

«289. PORTUGAL — SUÈDE»

«290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI»;

lxxxi) après la dernière mention au point «290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«291. SLOVÉNIE — SLOVAQUIE

Néant.

292. SLOVÉNIE — FINLANDE

Pas de convention.

293. SLOVÉNIE — SUÈDE

Néant.

294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxii) après le terme «Néant.» au point «294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«295. SLOVAQUIE — FINLANDE

Pas de convention.

296. SLOVAQUIE — SUÈDE

Pas de convention.

297. SLOVAQUIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxiii) le numéro «103» du point «FINLANDE — SUÈDE» devient le numéro «298» et le point suivant est renuméroté comme suit:

«299. FINLANDE — ROYAUME-UNI»;

lxxxiv) le numéro «105» du point «SUÈDE — ROYAUME-UNI» devient le numéro «300».

j) À l'annexe IV, la partie A «Législations visées à l'article 37 paragraphe 1 du règlement selon lesquelles le montant des prestations d'invalidité est indépendant de la durée des périodes d'assurance» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

a) Les pensions d'invalidité accordées avant le 1er avril 2000 dans le cadre de la loi sur les allocations de l'État et qui sont maintenues dans le cadre de la loi sur l'assurance pension nationale.

b) Les pensions nationales accordées pour invalidité conformément à la loi sur l'assurance pension nationale.

c) Les pensions d'invalidité accordées conformément à la loi relative aux forces armées, à la loi relative au service de police, à la loi relative au ministère public, à la loi relative à la magistrature, à la loi relative aux rémunérations, pensions et autres garanties sociales des membres du Riigikogu et à la loi relative aux prestations officielles en faveur du président de la République.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

L'article 16, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les pensions de l'État du 1er janvier 1996.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

k) À l'annexe IV, la partie B «Régimes spéciaux pour travailleurs non salariés au sens de l'article 38 paragraphe 3 et de l'article 45 paragraphe 3 du règlement 1408/71» est modifiée comme suit:

i) après le terme «Néant.» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après la mention au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

l) À l'annexe IV, la partie C «Cas visés à l'article 46 paragraphe 1 point b) du règlement où il peut être renoncé au calcul de la prestation conformément à l'article 46 paragraphe 2 du règlement» est modifiée comme suit:

i) après le terme «Néant.» au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pensions d'invalidité (totale et partielle) et de survie (veuves, veufs, orphelins).»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après la mention au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Toutes les demandes de pensions de vieillesse, d'invalidité et de veuvage.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Les demandes de pension de vieillesse et d'invalidité lorsque le demandeur a acquis au moins 20 ans d'assurance en Hongrie. Les demandes de prestations de survie lorsque la personne décédée a acquis une pension complète exclusivement en vertu de la loi hongroise.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Toutes les demandes de pension de vieillesse, d'invalidité et de survie.»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

m) À l'annexe IV, la partie D est remplacée par le texte suivant:

«Prestations et accords visés à l'article 46 *ter*, paragraphe 2, point a), du règlement

1. Prestations visées à l'article 46 *ter*, paragraphe 2, point a), du règlement, dont le montant est indépendant de la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies:

a) les prestations d'invalidité prévues par les législations mentionnées en partie A de la présente annexe;

b) la pension nationale de vieillesse danoise complète acquise après dix ans de résidence par des personnes auxquelles une pension a été servie au plus tard à partir du 1er octobre 1989;

c) la pension nationale estonienne accordée conformément à la loi sur l'assurance pension nationale, les pensions de vieillesse accordées conformément à la loi sur le contrôle des comptes de l'État, à la loi relative au service de police et à la loi relative au ministère public, et les pensions de vieillesse et de survie accordées conformément à la loi relative au chancelier de justice, à la loi relative aux forces armées, à la loi relative à la magistrature, à la loi relative aux rémunérations, pensions et autres garanties sociales des membres du Riigikogu et à la loi relative aux prestations officielles en faveur du Président de la République;

d) les pensions espagnoles de décès et de survivants octroyées dans le cadre des régimes généraux et spéciaux;

e) l'allocation de veuvage de l'assurance veuvage du régime général français de sécurité sociale ou du régime des salariés agricoles;

f) la pension de veuf ou de veuve invalide du régime général français de sécurité sociale ou du régime des salariés agricoles lorsqu'elle est calculée sur la base d'une pension d'invalidité du conjoint décédé, liquidée en application de l'article 46, paragraphe 1, point a), sous i);

g) la pension de survie néerlandaise au titre de la loi du 21 décembre 1995 relative à l'assurance généralisée des survivants.

h) les pensions nationales finlandaises déterminées conformément à la loi nationale sur les pensions du 8 juin 1956 et accordées au titre des dispositions transitoires de la loi nationale sur les pensions (547/93) ainsi que les suppléments de pension d'orphelin conformément à la loi sur les pensions de survie du 17 janvier 1969;

i) la pension de base suédoise complète accordée au titre de la législation sur la pension de base qui s'appliquait avant le 1er janvier 1993 et la pension de base complète accordée au titre des dispositions transitoires de la législation s'appliquant à partir de cette date.

2. Prestations visées à l'article 46 *ter*, paragraphe 2, point b), du règlement, dont le montant est déterminé en fonction d'une période fictive censée être accomplie entre la date de réalisation du risque et une date ultérieure:

a) les pensions danoises de retraite anticipée dont le montant est fixé conformément à la législation en vigueur avant le 1er octobre 1984;

b) les pensions allemandes d'invalidité et de survivants pour lesquelles il est tenu compte d'une période complémentaire et les pensions allemandes de vieillesse pour lesquelles il est tenu compte d'une période complémentaire déjà acquise;

c) les pensions italiennes d'incapacité totale de travail (inabilità);

d) les pensions lettonnes d'invalidité et de survivants pour lesquelles est prise en compte une période fictive d'assurance;

e) les pensions lituaniennes d'invalidité et de survivants dans le cadre de l'assurance sociale;

f) les pensions luxembourgeoises d'invalidité et de survivants;

g) les pensions slovaques d'invalidité et les pensions d'invalidité partielle et pensions de survivants qui en sont dérivées;

h) les pensions finlandaises d'emploi pour lesquelles ont été prises en compte les futures périodes conformément à la législation nationale;

i) les pensions suédoises d'invalidité et de survivant pour lesquelles est prise en compte une période fictive d'assurance et les pensions suédoises de vieillesse pour lesquelles est prise en compte une période fictive déjà acquise.

3. Accords visés à l'article 46 *ter*, paragraphe 2, point b), sous i), du règlement, visant à éviter de prendre en considération deux ou plusieurs fois la même période fictive:

a) la convention nordique du 15 juin 1992 sur la sécurité sociale.

b) l'accord sur la sécurité sociale du 28 avril 1997 conclu entre la République fédérale d'Allemagne et la Finlande.».

n) L'annexe VI «Modalités particulières d'application des législations de certains États membres» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Aux fins de l'application des dispositions de l'article 18, paragraphe 1, de l'article 38, de l'article 45, paragraphes 1 à 3, de l'article 64, de l'article 67, paragraphes 1 et 2, et de l'article 72 du règlement, pour toute période commençant le 6 octobre 1980 ou après cette date, une semaine d'assurance dans le cadre de la législation de la République de Chypre est déterminée en divisant le total des revenus assurables pour la période concernée par le montant hebdomadaire des revenus assurables de base applicable durant l'exercice de contribution, à condition que le nombre de semaines ainsi déterminé ne dépasse pas le nombre de semaines calendrier durant la période en cause.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Aux fins de l'application de l'article 88 de la Charte des enseignants du 26 janvier 1982, en ce qui concerne le droit des enseignants à une retraite anticipée, les périodes d'emploi comme enseignant accomplies dans le cadre de la législation d'un autre État membre sont considérées comme des périodes d'emploi accomplies comme enseignant dans le cadre de la législation polonaise, et la cessation d'une relation d'emploi d'enseignant accomplie dans le cadre de la législation d'un autre État membre est considérée comme la cessation d'une relation d'emploi d'enseignant dans le cadre de la législation polonaise.»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

o) L'annexe VII est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE VII

CAS DANS LESQUELS UNE PERSONNE EST SOUMISE SIMULTANÉMENT À LA LÉGISLATION DE DEUX ÉTATS MEMBRES

(Article 14 *quater*, point b), du règlement)

1. Exercice d'une activité non salariée en Belgique et d'une activité salariée dans un autre État membre.

2. Exercice d'une activité non salariée en République tchèque et d'une activité salariée dans un autre État membre.

3. Exercice d'une activité non salariée au Danemark et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant au Danemark.

4. Pour les régimes agricoles d'assurance accident et d'assurance vieillesse: exercice d'une activité non salariée agricole en Allemagne et d'une activité salariée dans un autre État membre.

5. Exercice d'une activité non salariée en Estonie et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant en Estonie.

6. Pour le régime d'assurance des non-salariés: exercice d'une activité non salariée en Grèce et d'une activité salariée dans un autre État membre.

7. Exercice d'une activité non salariée en Espagne et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant en Espagne.

8. Exercice d'une activité non salariée en France et d'une activité salariée dans un autre État membre, sauf le Luxembourg.

9. Exercice d'une activité non salariée agricole en France et d'une activité salariée au Luxembourg.

10. Exercice d'une activité non salariée en Italie et d'une activité salariée dans un autre État membre.

11. Exercice d'une activité non salariée à Chypre et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant à Chypre.

12. Exercice d'une activité non salariée à Malte et d'une activité salariée dans un autre État membre.

13. Exercice d'une activité non salariée au Portugal et d'une activité salariée dans un autre État membre.

14. Exercice d'une activité non salariée en Finlande et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant en Finlande.

15. Exercice d'une activité non salariée en Slovaquie et d'une activité salariée dans un autre État membre.

16. Exercice d'une activité non salariée en Suède et d'une activité salariée dans un autre État membre par une personne résidant en Suède.».

p) L'annexe VIII «Régimes qui ne prévoient pour les orphelins que des allocations familiales ou des allocations supplémentaires ou spéciales» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte suivant est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte suivant est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte suivant est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte suivant est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte suivant est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte suivant est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

2. 31972 R 0574: Règlement (CEE) nº 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) nº 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (JO L 74 du 27.3.1972, p. 1), modifié et mis à jour par:

— 31997 R 0118: Règlement (CE) nº 118/97 du Conseil du 2.12.1996 (JO L 28 du 30.1.1997, p. 1),

et modifié ensuite par:

— 31997 R 1290: Règlement (CE) nº 1290/97 du Conseil du 27.6.1997 (JO L 176 du 4.7.1997, p. 1),

— 31998 R 1223: Règlement (CE) nº 1223/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 168 du 13.6.1998, p. 1),

— 31998 R 1606: Règlement (CE) nº 1606/98 du Conseil du 29.6.1998 (JO L 209 du 25.7.1998, p. 1),

— 31999 R 0307: Règlement (CE) nº 307/1999 du Conseil du 8.2.1999 (JO L 38 du 12.2.1999, p. 1),

— 31999 R 1399: Règlement (CE) nº 1399/1999 du Conseil du 29.4.1999 (JO L 164 du 30.6.1999, p. 1),

— 32001 R 0089: Règlement (CE) nº 89/2001 de la Commission du 17.1.2001 (JO L 14 du 18.1.2001, p. 16),

— 32001 R 1386: Règlement (CE) nº 1386/2001 du Parlement européen et du Conseil du 5.6.2001 (JO L 187 du 10.7.2001, p. 1)

— 32002 R 0410: Règlement (CE) nº 410/2002 de la Commission du 27.2.2002 (JO L 62 du 5.3.2002, p. 17).

a) L'annexe 1 «Autorités compétentes (Article 1er, alinéa l) du règlement, article 4 paragraphe 1 et article 122 du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Ministerstvo práce a sociálních věcí (ministère du travail et des affaires sociales), Praha.

2. Ministerstvo zdravotnictví (ministère de la santé), Praha.

3. Ministerstvo obrany (ministère de la défense), Praha.

4. Ministerstvo vnitra (ministère de l'intérieur), Praha.

5. Ministerstvo spravedlnosti (ministère de la justice), Praha.

6. Ministerstvo financí (ministère des finances), Praha.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Sotsiaalministeerium (ministère des affaires sociales), Tallinn.»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

1. Υπουργός Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (ministre du travail et des assurances sociales), Λευκωσία.

2. Υπουργός Υγείας (ministre de la santé), Λευκωσία.

L. LETTONIE

Labklājības ministrija (ministre de l'aide sociale), Rīga.

M. LITUANIE

1. Socialinės apsaugos ir darbo ministras (ministre de la sécurité sociale et du travail), Vilnius.

2. Sveikatos apsaugos ministras (ministre de la santé), Vilnius.»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

1. Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium (ministre de la santé, des affaires sociales et de la famille), Budapest.

2. Foglalkoztatáspolitikai és Munkaügyi Minisztérium (ministre de l'emploi et du travail), Budapest.

3. Pénzügyminisztérium (ministre des finances), Budapest.

P. MALTE

1. Ministru għall-Politika Soċjali (ministre de la politique sociale), Valetta.

2. Ministru tas-Saħħa (ministre de la santé), Valetta.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Minister Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (ministre de l'économie, du travail et de la politique sociale), Warszawa.

2. Minister Zdrowia (ministre de la santé), Warszawa.»;

vii) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

1. Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales), Ljubljana.

2. Ministrstvo za zdravje (ministère de la santé), Ljubljana.

V. SLOVAQUIE

1. Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky (ministère du travail, des affaires sociales et de la famille de la République slovaque), Bratislava.

2. Ministerstvo zdravotníctva Slovenskej republiky (ministère de la santé de la République slovaque), Bratislava.».

b) L'annexe 2 «Institutions compétentes (article 1er point o) du règlement et article 4 paragraphe 2 du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Maladie et maternité:

a) Prestations en nature: l'institution d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée;

b) Prestations en espèces:

i) en général: Česká správa sociálního zabezpečení (l'administration tchèque de la sécurité sociale) Praha et ses unités régionales;

ii) pour le personnel des forces armées:

— militaires de carrière: Service de sécurité sociale du ministère de la défense;

— personnel de la police: Service de sécurité sociale du ministère de l'intérieur;

— personnel pénitentiaire: Service de sécurité sociale du ministère de la justice;

— personnel de l'administration des douanes: Service de sécurité sociale du ministère des finances.

2. Invalidité, vieillesse et décès (pensions):

a) en général: Česká správa sociálního zabezpečení (l'administration tchèque de la sécurité sociale), Praha;

b) pour le personnel des forces armées:

— militaires de carrière: Service de sécurité sociale du ministère de la défense;

— personnel de la police: Service de sécurité sociale du ministère de l'intérieur;

— personnel pénitentiaire: Service de sécurité sociale du ministère de la justice;

— personnel de l'administration des douanes: Service de sécurité sociale du ministère des finances.

3. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) prestations en nature: l'institution d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée;

b) prestations en espèces:

i) en général:

— indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles:

l'employeur ou l'assureur agissant en son nom:

Česká pojišťovna a.s. (la Compagnie tchèque d'assurance, s.a.);

Kooperativa pojišťovna, a.s. (la Compagnie d'assurance Kooperativa, s.a.);

— pensions: Česká správa sociálního zabezpečení (l'administration tchèque de la sécurité sociale), Praha;

— prestations à court terme: Česká správa sociálního zabezpečení (l'administration tchèque de la sécurité sociale), Praha et ses unités régionales;

ii) pour le personnel des forces armées:

— militaires de carrière: Service de sécurité sociale du ministère de la défense, Praha;

— personnel de la police: Service de sécurité sociale du ministère de l'intérieur, Praha;

— personnel pénitentiaire: Service de sécurité sociale du ministère de la justice, Praha;

— personnel de l'administration des douanes: Service de sécurité sociale du ministère des finances, Praha.

4. Allocations de décès autorités municipales désignées du lieu de résidence (séjour) de l'intéressé

5. Allocations de chômage agence de l'emploi du lieu de résidence (séjour) de l'intéressé

6. Prestations familiales autorités municipales désignées du lieu de résidence (séjour) de l'intéressé»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

1. Maladie et maternité: Eesti Haigekassa (fonds estonien d'assurance maladie), Tallinn.

2. Pensions d'invalidité, de vieillesse et de survie: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale), Tallinn.

3. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) indemnisation payée en application du Code civil: employeurs

b) pensions: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale), Tallinn.

4. Allocations de décès: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale), Tallinn.

5. Chômage: Tööturuamet (office du marché du travail), Tallinn.

6. Prestations familiales: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale), Tallinn.

7. Questions liées au paiement des cotisations de sécurité sociale (taxes sociales): Maksuamet (administration fiscale), Tallinn.»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

1. Prestations en nature: Υπουργείο Υγείας (ministère de la santé), Λευκωσία.

2. Prestations en espèces: Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département de l'assurance sociale, ministère du travail et de l'assurance sociale), Λευκωσία.

L. LETTONIE

La compétence des institutions est régie par les dispositions de la législation lettonne, sauf indication contraire ci-après.

1. Pour tous les risques, à l'exception des prestations en espèces pour soins de santé: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.

2. Prestations en espèces pour soins de santé: Valsts obligātās veselības apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance maladie obligatoire), Rīga.

M. LITUANIE

1. Maladie et maternité:

a) maladie:

i) prestations en nature: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius;

ii) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (Fonds national d'assurance sociale);

b) maternité:

i) prestations en nature: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius;

ii) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

2. Invalidité: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

3. Vieillesse, décès (pensions): Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

4. Accidents du travail, maladies professionnelles:

a) prestations en nature: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius;

b) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

5. Allocation de décès: Savivaldybių socialinės paramos skyriai (services municipaux d'assistance sociale).

6. Chômage: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius.

7. Prestations familiales: Savivaldybių socialinės paramos skyriai (services municipaux d'assistance sociale).»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

1. Maladie et maternité:

prestations en nature et en espèces: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

2. Invalidité:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

b) prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

3. Vieillesse, décès (pensions):

a) pension de vieillesse — pilier de l'assurance sociale: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest;

b) pension de vieillesse — pilier privé: Pénzügyi Szervezetek Állami Felügyelete (autorité de contrôle financier de l'État), Budapest;

c) pensions de survie: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest;

d) allocation de vieillesse non contributive: Illetékes helyi önkormányzat (instance locale compétente).

4. Accidents du travail, maladies professionnelles:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

b) prestations en espèces — accidents du travail: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

c) autres prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

5. Chômage prestations en espèces: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest.

6. Prestations familiales:

prestations en espèces:

— Családi pótlék kifizetőhely, ha ilyen kifizetőhely létezik a munkáltatónál (bureau liquidateur des allocations familiales, si un tel bureau existe chez l'employeur);

— Államháztartási Hivatal (bureau des finances publiques);

— Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie).

P. MALTE

1. Prestations en espèces: Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de la sécurité sociale), Valetta.

2. Prestations en nature: Diviżjoni tas-Saħħa (division de la santé), Valetta.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Maladie et maternité:

a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée);

b) prestations en espèces:

i) les employeurs responsables du paiement des prestations;

ii) les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée ou de la personne non salariée durant la période d'assurance, et les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour de la personne assurée après l'expiration de l'assurance;

iii) les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur.

2. Invalidité, vieillesse et décès (pensions):

   a) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

   b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

   c) pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

   d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, le personnel de l'Agence de sécurité interne, des services de renseignement et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

   e) pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service le 1er janvier 1999 ou après cette date: les services spécialisés du ministère de la justice;

   f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

3. Accidents du travail et maladies professionnelles:

   a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée);

   b) prestations en espèces:

      i) en cas de maladie:

         — les employeurs responsables du paiement des prestations;

         — les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée ou de la personne non salariée durant la période d'assurance, et les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour de la personne assurée après l'expiration de l'assurance;

         — les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur;

      ii) invalidité ou décès du salarié principal:

         — pour les travailleurs salariés et non salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés) et pour les diplômés sans emploi en formation ou en internat: les services organisationnels de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

         — pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

         — pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

         — pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, personnel de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignement, des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

         — pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la justice;

         — pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

4. Allocations funéraires:

   a) pour les travailleurs salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés) et pour les sans-emploi bénéficiaires d'une allocation de chômage: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence;

   b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur;

   c) pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

   d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité de l'état et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

   e) pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la justice;

   f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice;

   g) pour les retraités:

      — les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

      — les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

      — les services spécialisés du ministère de la défense nationale (anciens militaires de carrière, à l'exclusion de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999;

      — les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration (ancien personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, des services de protection de l'État, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

      — les services spécialisés du ministère de la justice (ancien personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

      — les services spécialisés du ministère de la justice (anciens juges et magistrats);

   h) pour les personnes bénéficiaires de prestations et allocations de préretraite: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

5. Chômage:

   a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée);

   b) prestations en espèces: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

6. Prestations familiales:

   a) pour les travailleurs salariés et non salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés):

      — les employeurs responsables du paiement des prestations;

      — les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée ou de la personne non salariée;

b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur;

c) pour les retraités:

— les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les services spécialisés du ministère de la défense nationale (anciens militaires de carrière, à l'exclusion de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999;

— les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration (ancien personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, des services de protection de l'État, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de la justice (ancien personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service le 1er janvier 1999 ou après cette date);

— les services spécialisés du ministère de la justice (anciens juges et magistrats);

d) pour les personnes sans emploi: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

e) pour les autres catégories de personnes:

— ośrodki pomocy społecznej (centres d'assistance sociale) dans la commune de résidence;

— powiatowe centra pomocy rodzinie (centres régionaux d'assistance familiale) ayant compétence territoriale au lieu de résidence;»;

vii) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

1. Prestations en espèces:

a) maladie et décès: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie);

b) vieillesse, invalidité et décès: Zavod za pokojninsko in invalidsko zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance pension et invalidité);

c) chômage: Zavod Republike Slovenije za zaposlovanje (office slovène de l'emploi);

d) prestations familiales et de maternité: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministre du travail, de la famille et des affaires sociales).

2. Prestations en nature

Maladie et maternité: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie).

V. SLOVAQUIE

1. Maladie et maternité:

A. Prestations en espèces:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaire des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police: Rozpočtové a príspevkové organizácie Policajného zboru v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives de la police dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

e) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

f) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

g) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

h) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction de la douane de la République slovaque), Bratislava.

B. Prestations en nature: institutions d'assurance maladie.

2. Invalidité:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky (ministère de l'intérieur de la République slovaque), Bratislava;

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

3. Allocations de vieillesse:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky (ministère de l'intérieur de la République slovaque), Bratislava;

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

4. Allocations de survie:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaire des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

5. Accidents du travail et maladies professionnelles:

A. Prestations es espèces:

a) en général: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaire des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police: Rozpočtové a príspevkové organizácie Policajného zboru v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives de la police dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

e) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

f) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

g) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava.

B. Prestations en nature: institutions d'assurance maladie.

6. Décès:

a) allocation de décès en général: bureaux régionaux;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové a príspevkové organizácie Policajného zboru v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque).

7. Chômage: Národný úrad práce (office national de l'emploi), Bratislava.

8. Prestations familiales:

a) pour les salariés: les employeurs;

b) pour les personnes non salariées et retraitées: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

c) pour les autres personnes: les succursales régionales.».

c) L'annexe 3 «Institutions du lieu de résidence et institutions du lieu de séjour (Article 1er, point p), du règlement et article 4, paragraphe 3, du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Prestations en nature: la société d'assurance maladie (au choix).

2. Prestations en espèces:

a) maladie et maternité: Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale) Praha et ses unités régionales;

b) invalidité, vieillesse et décès (pensions): Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale) Praha et ses unités régionales;

c) accidents du travail et maladies professionnelles: Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale) Praha et ses unités régionales;

d) chômage: office de l'emploi du lieu de résidence (séjour) de la personne concernée;

e) prestations familiales et autres: autorités municipales désignées du lieu de résidence (séjour) de la personne concernée.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE»et «O. ROYAUME-UNI»sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE»et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

1. Maladie et maternité: Eesti Haigekassa (fonds estonien d'assurance maladie);

2. Pensions d'invalidité, de vieillesse et de survie, allocations de décès et prestations familiales: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale);

3. Chômage: l'agence locale de l'emploi.»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

1. Prestations en nature: Υπουργείο Υγείας, (ministère de la santé), Λευκωσία.

2. Prestations en espèces: Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département de l'assurance sociale, ministère du travail et de la sécurité sociale), Λευκωσία.

L. LETTONIE

1. Pour tous les risques, à l'exception des prestations en nature pour soins de santé: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.

2. Prestations en nature pour soins de santé: Valsts obligātās veselības apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance maladie obligatoire), Rīga.

M. LITUANIE

1. Maladie et maternité:

a) maladie:

i) prestations en nature: Teritorinės ligonių kasos (caisses départementales d'assurance maladie);

ii) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (Fonds national d'assurance sociale);

b) maternité:

i) prestations en nature: Teritorinės ligonių kasos (caisses départementales d'assurance maladie);

ii) prestations es espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

2. Invalidité: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

3. Vieillesses, décès (pensions): Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

4. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) prestations en nature: Teritorinės ligonių kasos (caisses départementales d'assurance maladie);

b) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

5. Allocation de décès: Savivaldybių socialinės paramos skyriai (services municipaux d'assistance sociale).

6. Chômage: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius.

7. Prestations familiales: Savivaldybių socialinės paramos skyriai (services municipaux d'assistance sociale).»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

I. INSTITUTIONS DU LIEU DE RÉSIDENCE

1. Maladie et maternité:

Prestations en nature et prestations en espèces: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie).

2. Invalidité:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie);

b) prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale).

3. Vieillesse, décès (pensions):

   a) pension de vieillesse — pilier de l'assurance sociale: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale);

   b) pension de vieillesse — pilier privé: Pénzügyi Szervezetek Állami Felügyelete (autorité de contrôle financier de l'État), Budapest;

   c) pensions de survie: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale);

   d) allocation de vieillesse non contributive: Illetékes helyi önkormányzat (instance locale compétente).

4. Accidents du travail et maladies professionnelles:

   a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau régional du fonds national d'assurance maladie);

   b) prestations en espèces — accidents du travail: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   c) autres prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale).

5. Chômage:

   Prestations en espèces: Foglalkoztatási Hivatal megyei munkaügyi központja (bureau de comté de l'office de l'emploi).

6. Prestations familiales:

   Prestations en espèces:

   — Családi pótlék kifizetőhely, ha ilyen kifizetőhely létezik a munkáltatónál (bureau liquidateur des allocations familiales, si un tel bureau existe chez l'employeur);

   — Területi Államháztartás–i Hivatal (bureau régional des finances publiques);

   — Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

II. INSTITUTIONS DU LIEU DE SÉJOUR

1. Maladie et maternité:

   Prestations en nature et prestations en espèces: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie).

2. Invalidité:

   a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie);

   b) prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale).

3. Vieillesse, décès (pensions):

   a) pension de vieillesse — pilier de l'assurance sociale: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale);

   b) pension de vieillesse — pilier privé: Pénzügyi Szervezetek Állami Felügyelete (autorité de contrôle financier de l'État), Budapest;

   c) pensions de survie: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale);

d) allocation de vieillesse non contributive: Illetékes helyi önkormányzat (instance locale compétente).

4. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár megyei pénztára (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie);

b) prestations en espèces — maintien de la rémunération en cas d'accident ou de maladie: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

c) autres prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale).

5. Chômage:

Prestations en espèces: Foglalkoztatási Hivatal megyei munkaügyi központja (bureau de comté du fonds national d'assurance maladie).

6. Prestations familiales:

Prestations en espèces:

— Családi pótlék kifizetőhely, ha ilyen kifizetőhely létezik a munkáltatónál (bureau liquidateur des allocations familiales, si un tel bureau existe chez l'employeur);

— Területi Államháztartási Hivatal (bureau régional des finances publiques);

— Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

P. MALTE

1. Prestations en espèces: Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de la sécurité sociale), Valetta.

2. Prestations en nature: Diviżjoni tas-Saħħa (division de la santé), Valetta.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Maladie et maternité:

a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée ou inscrite);

b) prestations en espèces:

i) pour les travailleurs salariés et non salariés à l'exception des agriculteurs non salariés: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

ii) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

2. Invalidité, vieillesse et décès (pensions):

a) pour les travailleurs salariés et non salariés à l'exception des agriculteurs non salariés: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

c) pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui sont entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

e) pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la justice;

f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

3. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée ou inscrite);

b) prestations en espèces:

i) en cas de maladie:

— les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

— les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

ii) invalidité ou décès du salarié principal

— pour les travailleurs salariés et non salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés) et pour les diplômés sans emploi en formation ou en internat: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

— pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

— pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la justice;

— pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

4. Allocations funéraires:

a) pour les travailleurs salariés et non salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés) et pour les sans-emploi bénéficiaires d'une allocation de chômage: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence;

b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur;

c) pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

e) pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la justice;

f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice;

g) pour les retraités:

— les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les services spécialisés du ministère de la défense nationale (les anciens militaires de carrière, à l'exclusion de ceux qui entrés en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration (l'ancien personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, des services de protection de l'État, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de la justice (l'ancien personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de la justice (les anciens juges et magistrats);

h) pour les personnes bénéficiaires de prestations et allocations de préretraite:

wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

5. Chômage:

a) prestations en nature: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée ou inscrite);

b) prestations en espèces: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

6. Prestations familiales:

a) pour les travailleurs salariés et non salariés (à l'exception des agriculteurs non salariés): les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

c) pour les retraités:

— les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

— les services spécialisés du ministère de la défense nationale (les anciens militaires de carrière, à l'exclusion de ceux qui entrés en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration (personnel retraité de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, des services de protection de l'État, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de la justice (l'ancien personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes entrées en service après le 1er janvier 1999);

— les services spécialisés du ministère de la justice (les anciens juges et magistrats);

d) pour les chômeurs: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour;

e) pour les autres catégories de personnes:

— ośrodki pomocy społecznej (centres d'assistance sociale) dans la commune de résidence;

— powiatowe centra pomocy rodzinie (centres régionaux d'assistance familiale) ayant compétence territoriale au lieu de résidence;»;

vii) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

1. Prestations en espèces:

a) maladie et décès: Območna enota Zavoda za zdravsteno zavarovanje Slovenije (bureau régional de l'institut slovène d'assurance maladie);

b) vieillesse, invalidité et décès: Zavod za pokojninsko in invalidsko zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance pension et invalidité), Ljubljana;

c) chômage: Območna enota Zavoda Republike Slovenije za zaposlovanje (bureau régional de l'office slovène de l'emploi);

d) prestations familiales et de maternité: Center za socialno delo — centralna enota Bežigrad (Centre des affaires sociales, Unité centrale Bežigrad).

2. Prestations en nature:

maladie et maternité: Območna enota Zavoda za zdravsteno zavarovanje Slovenije (bureau régional de l'institut slovène d'assurance maladie).

V. SLOVAQUIE

1. Maladie et maternité:

A. Prestations en espèces:

a) en général: Sociálna poisťovňa (office des assurances sociales), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaire des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police: Rozpočtové a príspevkové organizácie Policajného zboru v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives de la police dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

e) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

f) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

g) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

h) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction de la douane de la République slovaque), Bratislava.

B. Prestations en nature: institutions d'assurance maladie.

2. Invalidité:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky (ministère de l'intérieur de la République slovaque), Bratislava;

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

3. Allocations de vieillesse:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky (ministère de l'intérieur de la République slovaque), Bratislava;

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

4. Allocations de survie:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

e) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

f) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

g) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

5. Accidents du travail et maladies professionnelles:

A. Prestations en espèces:

a) en général: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové organizácie vojsk ministerstva vnútra v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaire des troupes du ministère de l'intérieur dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

d) pour le personnel de la police: Rozpočtové a príspevkové organizácie Policajného zboru v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives de la police dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque);

e) pour le personnel de la police des chemins de fer: Generálne riaditeľstvo Železničnej polície (direction générale de la police des chemins de fer), Bratislava;

f) pour le personnel du service slovaque de renseignement: Slovenská informačná služba (service slovaque de renseignement), Bratislava;

g) pour les membres de la police des tribunaux et le personnel pénitentiaire: Generálne riaditeľstvo Zboru väzenskej a justičnej stráže (direction générale de la police des tribunaux et du personnel pénitentiaire), Bratislava;

h) pour le personnel des douanes: Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky (direction des douanes de la République slovaque), Bratislava.

6. Allocations de décès:

a) allocations funéraires en général: bureaux régionaux;

b) pour les militaires de carrière de l'armée de la République slovaque et les troupes des chemins de fer: Vojenský úrad sociálneho zabezpečenia (office de sécurité sociale de l'armée), Bratislava;

c) pour le personnel de la police et les militaires de carrière des troupes du ministère de l'intérieur de la République slovaque: Rozpočtové a príspevkové organizácie v rámci Ministerstva vnútra Slovenskej republiky (organisations budgétaires et contributives dans le cadre du ministère de l'intérieur de la République slovaque).

7. Chômage: Národný úrad práce — okresné úrady práce (office national de l'emploi — offices régionaux de l'emploi).

8. Prestations familiales:

a) pour les salariés: les employeurs;

b) pour les personnes non salariées et retraitées: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

c) pour les autres personnes: les succursales régionales.».

d) L'annexe 4 «Organismes de liaison (Article 3, paragraphe 1, article 4, paragraphe 4, et article 122 du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré.

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Prestations en nature: Centrum mezistátních úhrad (Centre des remboursements internationaux), Praha.

2. Prestations en espèces:

a) maladie et maternité: Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha;

b) invalidité, vieillesse, décès (pensions): Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha;

c) accidents du travail et maladies professionnelles, indemnités payées par l'employeur: Ministerstvo práce a sociálních věcí (ministère du travail et des affaires sociales), Praha;

d) chômage: Ministerstvo práce a sociálních věcí- Správa služeb zaměstnanosti (ministère du travail et des affaires sociales — administration des services de l'emploi), Praha;

e) prestations familiales et autres: Ministerstvo práce a sociálních věcí (ministère du travail et des affaires sociales), Praha.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

1. Maladie et maternité: Eesti Haigekassa (fonds estonien d'assurance maladie).

2. Pensions d'invalidité, de vieillesse et de survie, allocations de décès et prestations familiales: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale).

3. Chômage: Tööturuamet (office du marché du travail).»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré;

«K. CHYPRE

1. Prestations en nature: Υπουργείο Υγείας — Ιατρικές Υπηρεσίες (ministère de la santé — services médicaux), Λευκωσία.

2. Prestations en espèces: Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département des assurances sociales, ministère du travail et de la sécurité sociale), Λευκωσία.

L. LETTONIE

1. Pour tous les risques, à l'exception des prestations en nature pour soins de santé: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.

2. Prestations en nature pour soins de santé: Valsts obligātās veselības apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance maladie obligatoire), Rīga.

M. LITUANIE

1. Maladie et maternité:

a) prestations en nature: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance sociale), Vilnius;

b) prestations en espèces: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

2. Invalidité, vieillesse, décès (pensions): Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

3. Accidents du travail et maladies professionnelles: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.

4. Allocation de décès: Socialinės apsaugos ir darbo ministerija (ministère de la sécurité sociale et du travail), Vilnius.

5. Chômage: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius.

6. Prestations familiales: Socialinės apsaugos ir darbo ministerija (ministère de la sécurité sociale et du travail), Vilnius.»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

1. Maladie et maternité:

Prestations en nature et prestations en espèces: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

2. Invalidité:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár, (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

b) prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

3. Vieillesse, décès (pensions):

a) pension de vieillesse — pilier de l'assurance sociale: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest;

b) pension de vieillesse — pilier privé: Pénzügyi Szervezetek Állami Felügyelete (autorité de contrôle financier de l'État), Budapest;

c) pensions de survie: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

4. Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) prestations en nature: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

b) prestations en espèces — maintien de la rémunération en cas d'accident ou de maladie: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

c) autres prestations en espèces: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

5. Chômage:

Prestations en espèces: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest.

6. Prestations familiales:

Prestations en espèces: Államháztartási Hivatal (bureau des finances publiques), Budapest;

— allocation de maternité et allocation parentale: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

P. MALTE

Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de la sécurité sociale), Valletta.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Prestations en nature:

— Ministerstwo Zdrowia, Biuro Rozliczeń Międzynarodowych (ministère de la santé — bureau des règlements internationaux), Warszawa.

2. Prestations en espèces:

a) maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail et maladies professionnelles:

— Zakład Ubezpieczeń Społecznych — Centrala (institution d'assurance sociale — ZUS, siège principal), Warszawa;

— Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego — Centrala (caisse d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS, siège principal), Warszawa;

b) chômage: Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale — MGPiPS), Warszawa;

c) prestations familiales et autres prestations non contributives: Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale — MGPiPS), Warszawa.»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

1. Maladie et maternité: Zavod za zdravsteno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie), Ljubljana.

2. Vieillesse, invalidité et décès: Zavod za pokojninsko in invalidsko zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance pension et invalidité), Ljubljana.

3. Chômage: Zavod Republike Slovenije za zaposlovanje (office slovène de l'emploi), Ljubljana.

4. Prestations familiales et de maternité: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales), Ljubljana.

5. Allocations de décès: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie), Ljubljana.

V. SLOVAQUIE

1. Prestations en espèces:

a) maladie et maternité: Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

b) invalidité: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

c) vieillesse: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

d) prestations de survie: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

e) accidents du travail et maladies professionnelles: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

f) allocations de décès: Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky (ministère du travail, des affaires sociales et de la famille de la République slovaque), Bratislava;

g) chômage: Národný úrad práce (office national du travail), Bratislava;

h) prestations familiales: Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky (ministère du travail, des affaires sociales et de la famille de la République slovaque), Bratislava.

2. Prestations en nature: Všeobecná zdravotná poisťovňa (société générale d'assurance maladie), Bratislava.».

e) L'annexe 5 «Dispositions d'application de conventions bilatérales maintenues en vigueur (article 4 paragraphe 5, article 5, article 53, paragraphe 3, article 104, article 105, paragraphe 2, article 116, article 121 et article 122 du règlement d'application)»

i) avant la mention au point «1. BELGIQUE — DANEMARK», le texte ci-après est inséré:

«1. BELGIQUE — RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pas de convention.»;

ii) le numéro «1» du titre «BELGIQUE — DANEMARK» devient le numéro «2» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«3. BELGIQUE — ALLEMAGNE»;

iii) après la dernière mention au point «3. BELGIQUE — ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«4. BELGIQUE — ESTONIE

Pas de convention.»;

iv) les points 3 à 7 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«5. BELGIQUE — GRÈCE»

«6. BELGIQUE — ESPAGNE»

«7. BELGIQUE — FRANCE»

«8. BELGIQUE — IRLANDE»

«9. BELGIQUE — ITALIE»;

v) après la dernière mention au point «9. BELGIQUE — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«10. BELGIQUE — CHYPRE

Pas de convention.

11. BELGIQUE — LETTONIE

Pas de convention.

12. BELGIQUE — LITUANIE

Pas de convention.»;

vi) le numéro «8» du titre «BELGIQUE — LUXEMBOURG» devient le numéro «13» et le texte ci-après est inséré:

«14. BELGIQUE — HONGRIE

Pas de convention.

15. BELGIQUE — MALTE

Pas de convention.»;

vii) le numéro «9» du titre «BELGIQUE — PAYS-BAS» devient le numéro «16» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«17. BELGIQUE — AUTRICHE»;

viii) après le terme «Néant.» au point «17. BELGIQUE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«18. BELGIQUE — POLOGNE

Néant.»;

ix) le numéro «11» du titre «BELGIQUE — PORTUGAL» devient le numéro «19» et le texte ci-après est inséré:

«20. BELGIQUE — SLOVÉNIE

Néant.

21. BELGIQUE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

x) le numéro «12» du titre «BELGIQUE — FINLANDE» devient le numéro «22» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«23. BELGIQUE — SUÈDE»

«24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI»;

xi) après la dernière mention au point «24. BELGIQUE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«25. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — DANEMARK

Pas de convention.

26. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ALLEMAGNE

Pas de convention.

27. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESTONIE

Pas de convention.

28. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — GRÈCE

Néant.

29. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ESPAGNE

Néant.

30. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FRANCE

Néant.

31. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — IRLANDE

Pas de convention.

32. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ITALIE

Pas de convention.

33. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — CHYPRE

Néant.

34. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LETTONIE

Pas de convention.

35. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LITUANIE

Néant.

36. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — LUXEMBOURG

Néant.

37. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — HONGRIE

Néant.

38. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — MALTE

Pas de convention.

39. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PAYS-BAS

Pas de convention.

40. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — AUTRICHE

Néant.

41. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — POLOGNE

Néant.

42. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — PORTUGAL

Pas de convention.

43. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVÉNIE

Néant.

44. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SLOVAQUIE

Néant.

45. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — FINLANDE

Pas de convention.

46. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — SUÈDE

Pas de convention.

47. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

xii) le numéro «15» du titre «DANEMARK — ALLEMAGNE» devient le numéro «48» et le texte ci-après est inséré:

«49. DANEMARK — ESTONIE

Pas de convention.»;

xiii) les points 16 à 20 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«50. DANEMARK — GRÈCE»

«51. DANEMARK — ESPAGNE»

«52. DANEMARK — FRANCE»

«53. DANEMARK — IRLANDE»

«54. DANEMARK — ITALIE»;

xiv) après la dernière mention au point «54. DANEMARK — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«55. DANEMARK — CHYPRE

Pas de convention.

56. DANEMARK — LETTONIE

Pas de convention.

57. DANEMARK — LITUANIE

Pas de convention.»;

xv) le numéro «21» du titre «DANEMARK — LUXEMBOURG» devient le numéro «58» et le texte ci-après est inséré:

«59. DANEMARK — HONGRIE

Pas de convention.

60. DANEMARK — MALTE

Pas de convention.»;

xvi) le numéro «22» du titre «DANEMARK — PAYS-BAS» devient le numéro «61» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«62. DANEMARK — AUTRICHE»;

xvii) après la mention au point «62. DANEMARK — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«63. DANEMARK — POLOGNE

Pas de convention.»;

xviii) le numéro «24» du titre «DANEMARK — PORTUGAL» devient le numéro «64» et le texte ci-après est inséré:

«65. DANEMARK — SLOVÉNIE

Néant.

66. DANEMARK — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xix) le numéro «25» du titre «DANEMARK — FINLANDE» devient le numéro «67» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«68. DANEMARK — SUÈDE»

«69. DANEMARK — ROYAUME-UNI»;

xx) après la dernière mention au point «69. DANEMARK — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«70. ALLEMAGNE — ESTONIE

Pas de convention.»;

xxi) les points 28 à 32 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«71. ALLEMAGNE — GRÈCE»

«72. ALLEMAGNE — ESPAGNE»

«73. ALLEMAGNE — FRANCE»

«74. ALLEMAGNE — IRLANDE»

«75. ALLEMAGNE — ITALIE»;

xxii) après la dernière mention au point «75. ALLEMAGNE — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«76. ALLEMAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

77. ALLEMAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

78. ALLEMAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxiii) le numéro «33» du titre «ALLEMAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «79» et le texte ci-après est inséré:

«80. ALLEMAGNE — HONGRIE

Néant.

81. ALLEMAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxiv) le numéro «34» du titre «ALLEMAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «82» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«83. ALLEMAGNE — AUTRICHE»;

xxv) après la dernière mention au point «83. ALLEMAGNE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«84. ALLEMAGNE — POLOGNE

a) L'accord du 11 janvier 1977 sur l'application de la Convention du 9 octobre 1975 relatif aux pensions de vieillesse et à l'indemnisation des accidents du travail.

b) L'article 5 de l'accord du 19 décembre 1995 sur l'application de la convention du 8 décembre 1990 relative à la sécurité sociale en ce qui concerne les paiements effectués par les organismes de liaison.

c) L'article 26 de l'accord du 24 octobre 1996 sur la renonciation au remboursement des coûts de visites médicales, d'observation et des frais de déplacement des médecins et des personnes assurées aux fins des prestations en espèces en cas de maladie et de maternité.»;

xxvi) le numéro «36» du titre «ALLEMAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «85» et le texte ci-après est inséré:

«86. ALLEMAGNE — SLOVÉNIE

Néant.

87. ALLEMAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xxvii) le numéro «37» du titre «ALLEMAGNE — FINLANDE» devient le numéro «88» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«89. ALLEMAGNE — SUÈDE»

«90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI»;

xxviii) après la dernière mention au point «90. ALLEMAGNE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«91. ESTONIE — GRÈCE

Pas de convention.

92. ESTONIE — ESPAGNE

Pas de convention.

93. ESTONIE — FRANCE

Pas de convention.

94. ESTONIE — IRLANDE

Pas de convention.

95. ESTONIE — ITALIE

Pas de convention.

96. ESTONIE — CHYPRE

Pas de convention.

97. ESTONIE — LETTONIE

Néant.

98. ESTONIE — LITUANIE

Néant.

99. ESTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

100. ESTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

101. ESTONIE — MALTE

Pas de convention.

102. ESTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

103. ESTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

104. ESTONIE — POLOGNE

Pas de convention.

105. ESTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

106. ESTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

107. ESTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

108. ESTONIE — FINLANDE

Néant.

109. ESTONIE — SUÈDE

Néant.

110. ESTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

xxix) les points 41, 51, 59 et 60 sont renumérotés et réorganisés avec leurs mentions respectives comme suit:

«111. GRÈCE — ESPAGNE»

«112. GRÈCE — FRANCE»

«113. GRÈCE — IRLANDE»

«114. GRÈCE — ITALIE»;

xxx) après les termes «Pas de convention.» au point «114. GRÈCE — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«115. GRÈCE — CHYPRE

Néant.

116. GRÈCE — LETTONIE

Pas de convention.

117. GRÈCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxi) le numéro «61» du titre «GRÈCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «118» et le texte ci-après est inséré:

«119. GRÈCE — HONGRIE

Pas de convention.

120. GRÈCE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxii) le numéro «62» du titre «GRÈCE — PAYS-BAS» devient le numéro «121» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«122. GRÈCE — AUTRICHE»;

xxxiii) après la mention au point «122. GRÈCE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«123. GRÈCE — POLOGNE

Néant.»;

xxxiv) le numéro «64» du titre «GRÈCE — PORTUGAL» devient le numéro «124» et le texte ci-après est inséré:

«125. GRÈCE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

126. GRÈCE — SLOVAQUIE

Néant.»;

xxxv) le numéro «65» du titre «GRÈCE — FINLANDE» devient le numéro «127» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«128. GRÈCE — SUÈDE»

«129. GRÈCE — ROYAUME-UNI»;

xxxvi) le numéro «40» du titre «ESPAGNE — FRANCE» devient le numéro «130» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«131. ESPAGNE — IRLANDE»

«132. ESPAGNE — ITALIE»;

xxxvii) après la mention au point «132. ESPAGNE — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«133. ESPAGNE — CHYPRE

Pas de convention.

134. ESPAGNE — LETTONIE

Pas de convention.

135. ESPAGNE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xxxviii) le numéro «44» du titre «ESPAGNE — LUXEMBOURG» devient le numéro «136» et le texte ci-après est inséré:

«137. ESPAGNE — HONGRIE

Pas de convention.

138. ESPAGNE — MALTE

Pas de convention.»;

xxxix) le numéro «45» du titre «ESPAGNE — PAYS-BAS» devient le numéro «139» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«140. ESPAGNE — AUTRICHE»;

xl) après le terme «Néant.» au point «140. ESPAGNE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«141. ESPAGNE — POLOGNE

Néant.»;

xli) le numéro «47» du titre «ESPAGNE — PORTUGAL» devient le numéro «142» et le texte ci-après est inséré:

«143. ESPAGNE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

144. ESPAGNE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

xlii) le numéro «48» du titre «ESPAGNE — FINLANDE» devient le numéro «145» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«146. ESPAGNE — SUÈDE»

«147. ESPAGNE — ROYAUME-UNI»;

xliii) le numéro «52» du titre «FRANCE — IRLANDE» devient le numéro «148» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«149. FRANCE — ITALIE»;

xliv) après la dernière mention au point «149. FRANCE — ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«150. FRANCE — CHYPRE

Pas de convention.

151. FRANCE — LETTONIE

Pas de convention.

152. FRANCE — LITUANIE

Pas de convention.»;

xlv) le numéro «54» du titre «FRANCE — LUXEMBOURG» devient le numéro «153» et le texte ci-après est inséré:

«154. FRANCE — HONGRIE

Pas de convention.

155. FRANCE — MALTE

Pas de convention.»;

xlvi) le numéro «55» du titre «FRANCE — PAYS-BAS» devient le numéro «156» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«157. FRANCE — AUTRICHE»;

xlvii) après le terme «Néant.» au point «157. FRANCE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«158. FRANCE — POLOGNE

Néant.»;

xlviii) le numéro «57» du titre «FRANCE — PORTUGAL» devient le numéro «159» et le texte ci-après est inséré:

«160. FRANCE — SLOVÉNIE

Néant.

161. FRANCE — SLOVAQUIE

Néant.»;

xlix) le numéro «58 bis» du titre «FRANCE — FINLANDE» devient le numéro «162» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«163. FRANCE — SUÈDE

Néant.

164. FRANCE — ROYAUME-UNI»;

l) le numéro «68» du titre «IRLANDE — ITALIE» devient le numéro «165» et le texte ci-après est inséré:

«166. IRLANDE — CHYPRE

Pas de convention.

167. IRLANDE — LETTONIE

Pas de convention.

168. IRLANDE — LITUANIE

Pas de convention.»;

li) le numéro «69» du titre «IRLANDE — LUXEMBOURG» devient le numéro «169» et le texte ci-après est inséré:

«170. IRLANDE — HONGRIE

Pas de convention.

171. IRLANDE — MALTE

Pas de convention.»;

lii) le numéro «70» du titre «IRLANDE — PAYS-BAS» devient le numéro «172» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«173. IRLANDE — AUTRICHE»;

liii) après la mention au point «173. IRLANDE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«174. IRLANDE — POLOGNE

Pas de convention.»;

liv) le numéro «72» du titre «IRLANDE — PORTUGAL» devient le numéro «175» et le texte ci-après est inséré:

«176. IRLANDE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

177. IRLANDE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lv) le numéro «73» du titre «IRLANDE — FINLANDE» devient le numéro «178» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«179. IRLANDE — SUÈDE»

«180. IRLANDE — ROYAUME-UNI»;

lvi) après la mention au point «180. IRLANDE — ROYAUME-UNI», le texte suivant est inséré:

«181. ITALIE — CHYPRE

Pas de convention.

182. ITALIE — LETTONIE

Pas de convention.

183. ITALIE — LITUANIE

Pas de convention.»;

lvii) le numéro «76» du titre «ITALIE — LUXEMBOURG» devient le numéro «184» et le texte ci-après est inséré:

«185. ITALIE — HONGRIE

Pas de convention.

186. ITALIE — MALTE

Pas de convention.»;

lviii) le numéro «77» du titre «ITALIE — PAYS-BAS» devient le numéro «187» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«188. ITALIE — AUTRICHE»;

lix) après le terme «Néant.» au point «188. ITALIE — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«189. ITALIE — POLOGNE

Pas de convention.»;

lx) le numéro «79» du titre «ITALIE — PORTUGAL» devient le numéro «190» et le texte ci-après est inséré:

«191. ITALIE — SLOVÉNIE

Néant.

192. ITALIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxi) le numéro «80» du titre «ITALIE — FINLANDE» devient le numéro «193» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«194. ITALIE — SUÈDE»

«195. ITALIE — ROYAUME-UNI»;

lxii) après la mention au point «195. ITALIE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«196. CHYPRE — LETTONIE

Pas de convention.

197. CHYPRE — LITUANIE

Pas de convention.

198. CHYPRE — LUXEMBOURG

Sans objet.

199. CHYPRE — HONGRIE

Pas de convention.

200. CHYPRE — MALTE

Pas de convention.

201. CHYPRE — PAYS-BAS

Pas de convention.

202. CHYPRE — AUTRICHE

Néant.

203. CHYPRE — POLOGNE

Pas de convention.

204. CHYPRE — PORTUGAL

Pas de convention.

205. CHYPRE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

206. CHYPRE — SLOVAQUIE

Néant.

207. CHYPRE — FINLANDE

Pas de convention.

208. CHYPRE — SUÈDE

Pas de convention.

209. CHYPRE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxiii) après le terme «Néant.» au point «209. CHYPRE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«210. LETTONIE — LITUANIE

Néant.

211. LETTONIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

212. LETTONIE — HONGRIE

Pas de convention.

213. LETTONIE — MALTE

Pas de convention.

214. LETTONIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

215. LETTONIE — AUTRICHE

Pas de convention.

216. LETTONIE — POLOGNE

Pas de convention.

217. LETTONIE — PORTUGAL

Pas de convention.

218. LETTONIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

219. LETTONIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

220. LETTONIE — FINLANDE

Néant.

221. LETTONIE — SUÈDE

Néant.

222. LETTONIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxiv) après les termes «Pas de convention.» au point «222. LETTONIE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«223. LITUANIE — LUXEMBOURG

Pas de convention.

224. LITUANIE — HONGRIE

Pas de convention.

225. LITUANIE — MALTE

Pas de convention.

226. LITUANIE — PAYS-BAS

Pas de convention.

227. LITUANIE — AUTRICHE

Pas de convention.

228. LITUANIE — POLOGNE

Pas de convention.

229. LITUANIE — PORTUGAL

Pas de convention.

230. LITUANIE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

231. LITUANIE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

232. LITUANIE — FINLANDE

Néant.

233. LITUANIE — SUÈDE

Néant.

234. LITUANIE — ROYAUME-UNI

Pas de convention.»;

lxv) après les termes «Pas de convention.» au point «234. LITUANIE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«235. LUXEMBOURG — HONGRIE

Pas de convention.

236. LUXEMBOURG — MALTE

Pas de convention.»;

lxvi) le numéro «83» du titre «LUXEMBOURG — PAYS-BAS» devient le numéro «237» et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«238. LUXEMBOURG — AUTRICHE»;

lxvii) après la mention au point «238. LUXEMBOURG — AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«239. LUXEMBOURG — POLOGNE

Néant.»;

lxviii) le numéro «85» du titre «LUXEMBOURG — PORTUGAL» devient le numéro «240» et le texte ci-après est inséré:

«241. LUXEMBOURG — SLOVÉNIE

Néant.

242. LUXEMBOURG — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxix) le numéro «86» du titre «LUXEMBOURG — FINLANDE» devient le numéro «243» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«244. LUXEMBOURG — SUÈDE»

«245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI»;

lxx) après la dernière mention au point «245. LUXEMBOURG — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«246. HONGRIE — MALTE

Pas de convention.

247. HONGRIE — PAYS-BAS

Néant.

248. HONGRIE — AUTRICHE

Néant.

249. HONGRIE — POLOGNE

Néant.

250. HONGRIE — PORTUGAL

Pas de convention.

251. HONGRIE — SLOVÉNIE

Néant.

252. HONGRIE — SLOVAQUIE

Néant.

253. HONGRIE — FINLANDE

Néant.

254. HONGRIE — SUÈDE

Néant.

255. HONGRIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxi) après le terme «Néant.» au point «255. HONGRIE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«256. MALTE — PAYS-BAS

Pas de convention.

257. MALTE — AUTRICHE

Pas de convention.

258. MALTE — POLOGNE

Pas de convention.

259. MALTE — PORTUGAL

Pas de convention.

260. MALTE — SLOVÉNIE

Pas de convention.

261. MALTE — SLOVAQUIE

Pas de convention.

262. MALTE — FINLANDE

Pas de convention.

263. MALTE — SUÈDE

Pas de convention.

264. MALTE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxii) le numéro «89» du titre «PAYS-BAS — AUTRICHE» devient le numéro «265» et le texte ci-après est inséré:

«266. PAYS-BAS — POLOGNE

Pas de convention.»;

lxxiii) le numéro «90» du titre «PAYS-BAS — PORTUGAL» devient le numéro «267» et le texte ci-après est inséré:

«268. PAYS-BAS — SLOVÉNIE

Néant.

269. PAYS-BAS — SLOVAQUIE

Néant.»;

lxxiv) le numéro «91» du titre «PAYS-BAS — FINLANDE» devient le numéro «270» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«271. PAYS-BAS — SUÈDE»

«272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI»;

lxxv) après la dernière mention au point «272. PAYS-BAS — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«273. AUTRICHE — POLOGNE

Néant.»;

lxxvi) le numéro «94» du titre «AUTRICHE — PORTUGAL» devient le numéro «274» et le texte ci-après est inséré:

«275. AUTRICHE — SLOVÉNIE

Néant.

276. AUTRICHE — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxvii) le numéro «95» du titre «AUTRICHE — FINLANDE» devient le numéro «277» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«278. AUTRICHE — SUÈDE»

«279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI»;

lxxviii) après la dernière mention au point «279. AUTRICHE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«280. POLOGNE — PORTUGAL

Pas de convention.

281. POLOGNE — SLOVÉNIE

Néant.

282. POLOGNE — SLOVAQUIE

Néant.

283. POLOGNE — FINLANDE

Pas de convention.

284. POLOGNE — SUÈDE

Néant.

285. POLOGNE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxix) après le terme «Néant.» au point «285. POLOGNE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«286. PORTUGAL — SLOVÉNIE

Pas de convention.

287. PORTUGAL — SLOVAQUIE

Pas de convention.»;

lxxx) le numéro «98» du titre «PORTUGAL — FINLANDE» devient le numéro «288» et les titres suivants sont renumérotés comme suit:

«289. PORTUGAL — SUÈDE»

«290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI»;

lxxxi) après la mention au point «290. PORTUGAL — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«291. SLOVÉNIE — SLOVAQUIE

Néant.

292. SLOVÉNIE — FINLANDE

Pas de convention.

293. SLOVÉNIE — SUÈDE

Néant.

294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxii) après le terme «Néant.» au point «294. SLOVÉNIE — ROYAUME-UNI», le texte ci-après est inséré:

«295. SLOVAQUIE — FINLANDE

Pas de convention.

296. SLOVAQUIE — SUÈDE

Pas de convention.

297. SLOVAQUIE — ROYAUME-UNI

Néant.»;

lxxxiii) le numéro «101»du titre «FINLANDE — SUÈDE» devient le numéro «298»et le titre suivant est renuméroté comme suit:

«299. FINLANDE — ROYAUME-UNI»;

lxxxiv) le numéro «103» du titre «SUÈDE — ROYAUME-UNI» devient le numéro «300».

f) L'annexe 6 «Procédure de paiement des prestations (article 4 paragraphe 6, article 53, paragraphe 1 et article 122 du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Paiement direct.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

1. En général: paiement direct.

2. Relations avec la Lettonie et la Lituanie: paiement par l'intermédiaire des organismes de liaison.»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Paiement direct.

L. LETTONIE

1. Paiement direct.

2. Relations avec la République d'Estonie et la République de Lituanie: paiement par l'intermédiaire des organismes de liaison.

M. LITUANIE

1. Relations avec la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, Chypre, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni: paiement direct;

2. Relations avec l'Estonie et la Lettonie: paiement par l'intermédiaire des organismes de liaison (application conjointe des articles 53 à 58 du règlement d'application).»;

v) après la mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

Paiement direct.

P. MALTE

Paiement direct.»;

vi) après la mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Principe général: paiement direct des prestations;

2. Relations avec l'Allemagne sur la base des accords conclus: paiement par les organismes du lieu de résidence du bénéficiaire (application conjointe des articles articles 53 à 58 et de l'article 77 du règlement d'application et des dispositions mentionnées à l'annexe 5).»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Paiement direct.

V. SLOVAQUIE

Paiement direct.».

g) L'annexe 7 «Banques (article 4, paragraphe 7, article 55, paragraphe 3 et article 122 du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après le terme «Néant.» au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Česká národní banka (la banque nationale tchèque), Praha.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Hansapank (banque Hansa), Tallinn.»;

iv) après la mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Κεντρική Τράπεζα της Κύπρου (banque centrale de Chypre), Λευκωσία.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Hansa — LTB (Hansa — LTB), Vilnius.»;

v) après la mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Bank Ċentrali ta' Malte (la banque centrale de Malte), Valletta.»;

vi) après la mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

Narodowy Bank Polski (la banque nationale de Pologne), Warszawa.»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Banka Slovenije (Banque de Slovénie), Ljubljana.

V. SLOVAQUIE

Národná banka Slovenska (la banque nationale de Slovaquie), Bratislava.».

h) L'annexe 8 est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE 8

OCTROI DES PRESTATIONS FAMILIALES

(Article 4, paragraphe 8, article 10 bis, point d), et article 122 du règlement d'application)

L'article 10 *bis*, point d), du règlement d'application est applicable aux:

A. Travailleurs salariés et non salariés

a) avec une période de référence d'une durée d'un mois civil dans les relations:

— entre la Belgique et la République tchèque,

— entre la Belgique et l'Allemagne,

— entre la Belgique et la Grèce,

— entre la Belgique et l'Espagne,

— entre la Belgique et la France,

— entre la Belgique et l'Irlande,

— entre la Belgique et la Lituanie,

— entre la Belgique et le Luxembourg,

— entre la Belgique et l'Autriche,

— entre la Belgique et la Pologne,

— entre la Belgique et le Portugal,

— entre la Belgique et la Slovaquie,

— entre la Belgique et la Finlande,

— entre la Belgique et la Suède,

— entre la Belgique et le Royaume-Uni,

— entre la République tchèque et le Danemark,

— entre la République tchèque et l'Allemagne,

— entre la République tchèque et la Grèce,

— entre la République tchèque et l'Espagne,

— entre la République tchèque et la France,

— entre la République tchèque et l'Irlande,

— entre la République tchèque et la Lettonie,

— entre la République tchèque et la Lituanie,

— entre la République tchèque et le Luxembourg,

— entre la République tchèque et la Hongrie,

— entre la République tchèque et Malte,

— entre la République tchèque et les Pays-Bas,

— entre la République tchèque et l'Autriche,

— entre la République tchèque et la Pologne,

— entre la République tchèque et le Portugal,

— entre la République tchèque et la Slovénie,

— entre la République tchèque et la Slovaquie,

— entre la République tchèque et la Finlande,

— entre la République tchèque et la Suède,

— entre la République tchèque et le Royaume-Uni,

— entre le Danemark et la Lituanie,

— entre le Danemark et la Pologne,

— entre le Danemark et la Slovaquie,

— entre l'Allemagne et la Grèce,

— entre l'Allemagne et l'Espagne,

— entre l'Allemagne et la France,

— entre l'Allemagne et l'Irlande,

— entre l'Allemagne et la Lituanie,

— entre l'Allemagne et le Luxembourg,

— entre l'Allemagne et l'Autriche,

— entre l'Allemagne et la Pologne,

— entre l'Allemagne et le Portugal,

— entre l'Allemagne et la Slovaquie,

— entre l'Allemagne et la Finlande,
— entre l'Allemagne et la Suède,
— entre l'Allemagne et le Royaume-Uni,
— entre la Grèce et la Lituanie,
— entre la Grèce et la Pologne,
— entre la Grèce et la Slovaquie,
— entre l'Espagne et la Lituanie,
— entre l'Espagne et l'Autriche,
— entre l'Espagne et la Pologne,
— entre l'Espagne et la Slovénie,
— entre l'Espagne et la Slovaquie,
— entre l'Espagne et la Finlande,
— entre l'Espagne et la Suède,
— entre la France et la Lituanie,
— entre la France et le Luxembourg,
— entre la France et l'Autriche,
— entre la France et la Pologne,
— entre la France et le Portugal,
— entre la France et la Slovénie,
— entre la France et la Slovaquie,
— entre la France et la Finlande,
— entre la France et la Suède,
— entre l'Irlande et la Lituanie,
— entre l'Irlande et l'Autriche,
— entre l'Irlande et la Pologne,
— entre l'Irlande et la Portugal,
— entre l'Irlande et la Slovaquie,
— entre l'Irlande et la Suède,
— entre la Lettonie et la Lituanie,
— entre la Lettonie et le Luxembourg,
— entre la Lettonie et la Hongrie,
— entre la Lettonie et la Pologne,
— entre la Lettonie et la Slovénie,
— entre la Lettonie et la Slovaquie,
— entre la Lettonie et la Finlande,
— entre la Lituanie et le Luxembourg,
— entre la Lituanie et la Hongrie,
— entre la Lituanie et les Pays-Bas,
— entre la Lituanie et l'Autriche,
— entre la Lituanie et le Portugal,
— entre la Lituanie et la Slovénie,
— entre la Lituanie et la Slovaquie,
— entre la Lituanie et la Finlande,
— entre la Lituanie et la Suède,
— entre la Lituanie et le Royaume-Uni,
— entre le Luxembourg et l'Autriche,
— entre le Luxembourg et la Pologne,
— entre le Luxembourg et le Portugal,
— entre le Luxembourg et la Slovénie
— entre le Luxembourg et la Slovaquie,
— entre le Luxembourg et la Finlande,
— entre le Luxembourg et la Suède,
— entre la Hongrie et la Pologne,
— entre la Hongrie et la Slovénie,
— entre la Hongrie et la Slovaquie,
— entre Malte et la Slovaquie,
— entre les Pays-Bas et l'Autriche,
— entre les Pays-Bas et la Pologne,
— entre les Pays-Bas et la Slovaquie,
— entre les Pays-Bas et la Finlande,
— entre les Pays-Bas et la Suède,
— entre l'Autriche et la Pologne,
— entre l'Autriche et le Portugal,
— entre l'Autriche et la Slovénie,
— entre l'Autriche et la Slovaquie,
— entre l'Autriche et la Finlande,
— entre l'Autriche et la Suède,
— entre l'Autriche et le Royaume-Uni,
— entre la Pologne et le Portugal,
— entre la Pologne et la Slovénie,
— entre la Pologne et la Slovaquie,
— entre la Pologne et la Finlande,
— entre la Pologne et la Suède,
— entre la Pologne et le Royaume-Uni,
— entre le Portugal et la Slovénie,
— entre le Portugal et la Slovaquie,
— entre le Portugal et la Finlande,
— entre le Portugal et la Suède,
— entre le Portugal et le Royaume-Uni,
— entre la Slovénie et la Slovaquie
— entre la Slovénie et la Finlande
— entre la Slovénie et le Royaume-Uni
— entre la Slovaquie et la Finlande,
— entre la Slovaquie et la Suède,
— entre la Slovaquie et le Royaume-Uni,
— entre la Finlande et la Suède,
— entre la Finlande et le Royaume-Uni,
— entre la Suède et le Royaume-Uni;

b) avec une période de référence d'une durée d'un trimestre civil dans les relations:

— entre le Danemark et l'Allemagne,

— entre les Pays-Bas et l'Allemagne, le Danemark, la France, le Luxembourg et le Portugal.

B. Travailleurs non salariés

Avec une période de référence d'une durée d'un trimestre civil dans les relations:

— entre la Belgique et les Pays-Bas.

C. Travailleurs salariés

Avec une période de référence d'une durée d'un mois civil dans les relations:

— entre la Belgique et les Pays-Bas.».

i) L'annexe 9 «Calcul des coûts moyens annuels des prestations en nature (article 4, paragraphe 9, article 94, paragraphe 3, point a), et article 95, paragraphe 3, point a), du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

i) après la mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les prestations servies par le régime général d'assurance maladie.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE»et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les services médicaux financés par le fonds estonien d'assurance maladie.»;

iv) après la mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les prestations servies par les services de santé de l'État à Chypre.

L. LETTONIE

Le coût moyen annuel des prestations est calculé en prenant en considération les prestations en nature (services de santé) administrées par l'office national d'assurance maladie obligatoire.

M. LITUANIE

Le calcul du coût moyen annuel des prestations en nature est basé sur les dispositions de la loi relative à l'assurance maladie.»;

v) après la mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime général d'assurance maladie et les dépenses de soins de santé pour les prestations servies conformément aux dispositions de la loi relative à la santé.

P. MALTE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les prestations servies dans le cadre du régime national des soins de santé.»;

vi) après la mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les prestations servies dans le cadre du régime général d'assurance maladie.»;

vii) après la mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le programme général des soins de santé.

V. SLOVAQUIE

Le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération les prestations servies pour les soins de santé dans le cadre du régime d'assurance maladie.».

j) L'annexe 10 «Institutions et organismes désignés par les autorités compétentes (article 4, paragraphe 10, du règlement application)» est modifiée comme suit:

i) après la dernière mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Pour l'application de l'article 14, paragraphe 1, point b), et de l'article 17 du règlement, et de l'article 10, point b), de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12, point a), de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81 et de l'article 85, paragraphe 2, du règlement d'application: Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha;

2. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, de l'article 70, paragraphe 1, de l'article 82, paragraphe 2 et de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application: Autorité municipale (instance administrative) selon le lieu de résidence des membres de la famille;

3. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application (en liaison avec le remboursement des dépenses pour prestations en nature conformément aux articles 36 et 63 du règlement): Centrum mezistátních úhrad (centre des remboursements internationaux), Praha;

4. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application (en liaison avec le remboursement des allocations de chômage conformément à l'article 70 du règlement): Ministerstvo práce a sociálních věcí — Správa služeb zaměstnanosti (ministère du travail et des affaires sociales — administration des services de l'emploi), Praha.»;

ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI»sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE»et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après la dernière mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

1. Pour l'application de l'article 14 *quater* et de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3, du règlement et de l'article 6, paragraphe 1, de l'article 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12 *bis*, de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 38, paragraphe 1, de l'article 70, paragraphe 1, de l'article 82, paragraphe 2, et de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application: Sotsiaalkindlustusamet (office d'assurance sociale), Tallinn.

2. Pour l'application de l'article 17 du règlement, de l'article 8 et de l'article 113, paragraphe 2, du règlement d'application: Eesti Haigekassa (fonds estonien d'assurance maladie), Tallinn.

3. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application:

a) maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles: Eesti Haigekassa (fonds estonien d'assurance maladie), Tallinn;

b) chômage: Eesti Töötukassa (fonds estonien d'assurance chômage), Tallinn.

4. Pour l'application de l'article 109 du règlement d'application: Maksuamet (administration fiscale), Tallinn.»;

iv) après la dernière mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

1. Pour l'application de l'article 14 *quater*, de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3, et de l'article 17 du règlement, de l'article 6, paragraphe 1, de l'article 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12 *bis*, de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 38, paragraphe 1, de l'article 70, paragraphe 1, de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81, de l'article 82, paragraphe 2, de l'article 85, paragraphe 2, de l'article 86, paragraphe 2, de l'article 91, paragraphe 2 et de l'article 109 du règlement d'application: Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département de l'assurance sociale, ministère du travail et de l'assurance sociale), Λευκωσία.

2. Pour l'application de l'article 8, de l'article 102, paragraphe 2, et de l'article 110 du règlement d'application (pour les prestations en espèces): Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (Department of Social Insurance, Ministry of Labour and Social Insurance), Λευκωσία.

3. Pour l'application de l'article 8, de l'article 102, paragraphe 2, de l'article 110 et de l'article 113, paragraphe 2, du règlement d'application (pour les prestations en nature) et des articles 36 et 63 du règlement: Υπουργείο Υγείας (ministère de la santé), Λευκωσία.

L. LETTONIE

Pour l'application:

a) de l'article 14, paragraphe 1, de l'article 14 *bis*, paragraphes 1 et 4, de l'article 14 *ter*, paragraphe 1, de l'article 14 quinquies, paragraphe 3 et de l'article 17 du règlement: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga;

b) de l'article 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 82, paragraphe 2 et de l'article 109 du règlement: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga;

c) de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application (en liaison avec les articles 36 et 63 du règlement): Valsts obligātās veselības apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance maladie obligatoire), Rīga;

d) de l'article 70, paragraphe 2, du règlement: Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.

M. LITUANIE

1. Pour l'application de l'article 14, paragraphe 1, point b), de l'article 14 *bis*, paragraphe 1, point b), de l'article 14 *ter*, paragraphes 1 et 2, de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3 et de l'article 17 du règlement, et de l'article 6, paragraphe 1, de l'article 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, des articles 11 *ter* et 12 *ter*, de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1 et 2, de l'article 85, paragraphe 2 et de l'article 91, paragraphe 2, du règlement d'application: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (office national d'assurance sociale), Vilnius.

2. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, de l'article 70, paragraphe 1, et de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application: Seniūnijos pagal asmens gyvenamąją vietą (services municipaux selon la résidence de la personne concernée).

3. Pour l'application de l'article 80, paragraphe 2, et de l'article 82, paragraphe 2, du règlement d'application: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius.

4. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) remboursements conformément aux articles 36 et 63 du règlement: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius;

   b) remboursements conformément à l'article 70, paragraphe 2: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius.

5. Pour l'application de l'article 110 du règlement d'application:

   a) prestations en nature en vertu des chapitres 1 et 4 du titre III du règlement: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius;

   b) prestations en espèces en vertu des chapitres 1 à 4 et du chapitre 8 du titre III du règlement: Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius;

   c) prestations en espèces en vertu du chapitre 6 du titre III du règlement: Respublikinė darbo birža (bourse nationale du travail), Vilnius;

   d) prestations en espèces en vertu des chapitres 5 et 7 du titre III du règlement: Savivaldybių socialinės paramos skyriai (services municipaux d'assistance sociale).

6. Pour l'application de l'article 113, paragraphe 2, du règlement d'application: Valstybinė ligonių kasa (fonds national d'assurance maladie), Vilnius.»;

v) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

1. Pour l'application de l'article 14 *quater*, de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3, et de l'article 17 du règlement: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

2. Pour l'application de l'article 6, paragraphe 1, du règlement d'application:

   a) maladie, maternité, accidents du travail: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   b) vieillesse, invalidité: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest;

   c) chômage: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest;

   d) fonds d'assurance pension privée, fonds d'assurance pension volontaire: Pénzügyi Szervezetek Állami Felügyelete (autorité de contrôle financier de l'État), Budapest.

3. Pour l'application des articles 8 et 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12 *bis*, de l'article 13, paragraphes 3 et 4, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, du règlement d'application: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

4. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, du règlement d'application: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

5. Pour l'application de l'article 70 paragraphe 1, du règlement d'application:

   a) maintien de la rémunération en cas d'accident et annuité d'accident: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   b) autres prestations: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

6. Pour l'application de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81 et de l'article 82, paragraphe 2, du règlement d'application: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest.

7. Pour l'application de l'article 85, paragraphe 2, et de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) allocation de maternité et allocation parentale: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   b) autres prestations familiales: Államháztartási Hivatal (bureau des finances publiques), Budapest.

8. Pour l'application de l'article 91, paragraphe 2, du règlement d'application: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

9. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) maladie, maternité, accidents du travail: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   b) chômage: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest.

10. Pour l'application de l'article 109 du règlement d'application: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

11. Pour l'application de l'article 110 du règlement d'application:

   a) maladie, maternité, accidents du travail: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest;

   b) vieillesse, invalidité: Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság, (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest;

c) allocations de chômage: Foglalkoztatási Hivatal (office de l'emploi), Budapest;

d) prestations familiales: Államháztartási Hivatal (bureau des finances publiques), Budapest;

— en cas d'allocation de maternité et d'allocation parentale: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

12. Pour l'application de l'article 113, paragraphe 2, du règlement d'application: Országos Egészségbiztosítási Pénztár (fonds national d'assurance maladie), Budapest.

P. MALTE

Pour l'application de l'article 14 *quater*, de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3, et de l'article 17 du règlement, et de l'article 6, paragraphe 1, de l'article 8, paragraphes 1 et 2, de l'article 10 *ter*, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12, point a), de l'article 13, paragraphes 2 et 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 38, paragraphe 1, de l'article 70, paragraphe 1, de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81, de l'article 82, paragraphe 2, de l'article 85, paragraphe 2, de l'article 86, paragraphe 2, de l'article 89, paragraphe 2, de l'article 91, paragraphe 2, de l'article 102, paragraphe 2, des articles 109 et 110 du règlement d'application: Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de la sécurité sociale), Valletta;

Pour l'application de l'article 8, paragraphe 3, et de l'article 113, paragraphe 2, du règlement d'application: Diviżjoni tas-Saħħa (division de la santé), Valletta.»;

vi) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

1. Pour l'application de l'article 14, paragraphe 1, point a), et de l'article 17 du règlement, en liaison avec l'article 11 du règlement d'application, de l'article 14, paragraphes 2 et 3, du règlement en liaison avec l'article 12 *bis* du règlement d'application, de l'article 14 *bis*, paragraphe 1, point a), et de l'article 17 du règlement, en liaison avec l'article 11 *bis* du règlement d'application, de l'article 14 *bis*, paragraphes 2, 3 et 4, du règlement en liaison avec l'article 12 *bis* du règlement d'application, de l'article 14 *ter*, paragraphes 1 et 2, en liaison avec l'article 14, paragraphe 1, point a), du règlement, de l'article 14 *quater* du règlement en liaison avec l'article 12 *bis* du règlement d'application, et de l'article 14 *quinquies*, paragraphe 3, du règlement: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée (ou de la personne non salariée).

2. Pour l'application de l'article 14, paragraphe 1, point b), et de l'article 17 du règlement, en liaison avec l'article 11 du règlement d'application, de l'article 14 *bis*, paragraphe 1, point b), et de l'article 17 du règlement, en liaison avec l'article 11 *bis* du règlement d'application, de l'article 14 *ter*, paragraphes 1 et 2, en liaison avec l'article 14, paragraphe 1, point b), et l'article 17 du règlement: Zakład Ubezpieczeń Społecznych — Centrala (organisme d'assurance sociale — ZUS — sièges principaux), Warszawa.

3. Pour l'application de l'article 6, paragraphe 1, de l'article 10 *ter*, de l'article 13, paragraphes 2 et 3, des articles 14 et 109 du règlement d'application:

a) prestations de soins de santé: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée);

b) autres prestations:

i) pour les travailleurs salariés et non salariés à l'exception des agriculteurs non salariés: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée (ou de la personne non salariée);

ii) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur.

4. Pour l'application de l'article 8 du règlement d'application:

a) prestations de soins de santé: kasa chorych (la caisse d'assurance maladie à laquelle la personne est affiliée);

b) autres prestations:

— les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée (ou de la personne non salariée) durant la période d'assurance, en ce qui concerne les personnes salariées et non salariées à l'exception des agriculteurs non salariés;

— les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour, en ce qui concerne les personnes salariées et non salariées, à l'exception des agriculteurs non salariés, pour la période suivant l'expiration de l'assurance;

— les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur non salarié.

5. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, du règlement d'application:

a) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les unités organisationnelles de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

c) pour les militaires de carrière: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

e) pour le personnel pénitentiaire: les services spécialisés du ministère de la justice;

f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

6. Pour l'application de l'article 70, paragraphe 1, du règlement d'application:

a) prestations à long terme:

i) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les unités organisationnelles de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

ii) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

iii) pour les militaires de carrière: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

iv) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

v) pour le personnel pénitentiaire: les services spécialisés du ministère de la justice;

vi) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice;

b) prestations à court terme:

i) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour des membres de la famille de la personne assurée;

ii) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour des membres de la famille de l'agriculteur.

7. Pour l'application de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81, de l'article 82, paragraphe 2, de l'article 83, paragraphe 1, et de l'article 84, paragraphe 2, du règlement d'application: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

8. Pour l'application de l'article 85, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au siège de l'employeur de la personne assurée (ou de la personne non salariée);

   b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu d'assurance de l'agriculteur;

   c) pour les chômeurs: wojewódzkie urzędy pracy (bureaux de l'emploi de la voïvodie) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour.

9. Pour l'application de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les antennes de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (office d'assurance sociale — ZUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour des membres de la famille de la personne assurée;

   b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) ayant compétence territoriale au lieu de résidence ou de séjour des membres de la famille de l'agriculteur;

   c) pour les militaires de carrière: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

   d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

   e) pour le personnel pénitentiaire: les services spécialisés du ministère de la justice;

   f) pour les juges et les magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

10. Pour l'application de l'article 91, paragraphe 2, du règlement d'application:

    a) pour les travailleurs salariés et non salariés, à l'exception des agriculteurs non salariés: les services de Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institut d'assurance sociale — ZUS) désignés pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

    b) pour les agriculteurs non salariés: les succursales régionales de Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (fonds d'assurance sociale dans le secteur agricole — KRUS) désignées pour la coopération avec les instances compétentes des différents États membres;

    c) pour les militaires de carrière, à l'exception de ceux qui entrés en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de la défense nationale;

    d) pour le personnel de la police, des brigades nationales de pompiers, des services de surveillance des frontières, de l'Agence de sécurité interne et des services de renseignements et des services de sécurité du gouvernement, à l'exception des personnes qui sont entrées en service après le 1er janvier 1999: les services spécialisés du ministère de l'intérieur et de l'administration;

    e) pour le personnel pénitentiaire, à l'exception des personnes qui sont entrées en service le 1er janvier 1999 ou après cette date: les services spécialisés du ministère de la justice;

    f) pour les anciens juges et magistrats: les services spécialisés du ministère de la justice.

11. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application, en liaison avec les articles 36 et 63 du règlement: Ministerstwo Zdrowia — Biuro Rozliczeń Międzynarodowych (ministère de la santé — bureau des règlements internationaux), Warszawa.

12. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application, en liaison avec l'article 70 du règlement: Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale MGPiPS), Warszawa.»;

vii) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

1. Pour l'application de l'article 14, paragraphe 1, point b), de l'article 14 *bis*, paragraphe 1, point b), et de l'article 17 du règlement: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales).

2. Pour l'application de l'article 10 *ter* du règlement d'application: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie).

3. Pour l'application des articles 11, 11 *bis*, 12 *bis*, 12 *ter*, 13 et 14 du règlement d'application: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie).

4. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, du règlement d'application: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales).

5. Pour l'application de l'article 70, paragraphe 1, du règlement d'application: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales).

6. Pour l'application de l'article 80, paragraphe 1, de l'article 81 et de l'article 82, paragraphe 2, du règlement d'application: Zavod Republike Slovenije za zaposlovanje (office slovène de l'emploi).

7. Pour l'application de l'article 85, paragraphe 2, et de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales).

8. Pour l'application de l'article 91, paragraphe 2, du règlement d'application: Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales).

9. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application, en liaison avec les articles 36 et 63 du règlement: Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance maladie).

10. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application, en liaison avec l'article 70 du règlement: Zavod Republike Slovenije za zaposlovanje (office slovène de l'emploi).

11. Pour l'application de l'article 110 du règlement d'application: les institutions compétentes.

V. SLOVAQUIE

1. Pour l'application de l'article 17 du règlement: Ministerstvo práce sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky (ministère du travail, des affaires sociales et de la famille de la République slovaque), Bratislava.

2. Pour l'application de l'article 6, paragraphe 1, du règlement d'application: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.

3. Pour l'application de l'article 8 du règlement d'application:

   a) prestations en espèces: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

   b) prestations en nature: l'institution d'assurance maladie compétente.

4. Pour l'application de l'article 10 *ter* du règlement d'application:

   a) prestations pour maladie, maternité, invalidité, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

   b) prestations familiales: l'institution compétente versant les prestations familiales;

   c) allocations de chômage: Národný úrad práce — okresné úrady práce (office national de l'emploi — offices régionaux de l'emploi);

   d) prestations en nature: l'institution d'assurance maladie compétente.

5. Pour l'application de l'article 11, paragraphe 1, du règlement d'application: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.

6. Pour l'application de l'article 11 *bis*, paragraphe 1, de l'article 12 *bis*, de l'article 13, paragraphe 3, de l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, du règlement d'application: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava; pour les prestations en nature: l'institution d'assurance maladie compétente.

7. Pour l'application de l'article 38, paragraphe 1, et de l'article 70, paragraphe 1, du règlement d'application: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.

8. Pour l'application de l'article 80, paragraphe 2, de l'article 81 et de l'article 82, paragraphe 2, du règlement d'application: Národný úrad práce (office national du travail), Bratislava.

9. Pour l'application de l'article 85, paragraphe 2, du règlement d'application: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.

10. Pour l'application de l'article 86, paragraphe 2, du règlement d'application: le service municipal du lieu de résidence des membres de la famille qui est compétent en matière d'état civil.

11. Pour l'application de l'article 91, paragraphe 2, du règlement d'application (en liaison avec le versement de prestations conformément aux articles 77 et 78 du règlement):

   a) pour les salariés: employeurs;

   b) pour les non-salariés et les personnes retraitées: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

   c) pour les autres personnes: bureaux régionaux.

12. Pour l'application de l'article 102, paragraphe 2, du règlement d'application:

   a) en liaison avec les remboursements au titre des articles 36 et 63 du règlement: Všeobecná zdravotná poisťovňa (société d'assurance maladie générale), Bratislava;

   b) en liaison avec le remboursement au titre de l'article 70 du règlement: Národný úrad práce (office national du travail), Bratislava.

13. Pour l'application des articles 109 et 110 du règlement d'application:

   a) prestations pour maladie, maternité, invalidité, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava;

   b) prestations en nature: l'institution d'assurance maladie compétente;

   c) allocations de chômage: Národný úrad práce — okresné úrady práce (office national de l'emploi — offices régionaux de l'emploi).

14. Pour l'application de l'article 113 du règlement d'application: l'institution d'assurance maladie compétente.».

k) L'annexe 11 «Régimes visés à l'article 35, paragraphe 2, du règlement (article 4, paragraphe 11, du règlement d'application)» est modifiée comme suit:

   i) après la mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

      «B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

      Néant.»;

   ii) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE»et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE»et «Y. ROYAUME-UNI»;

iii) après le terme «Néant.» au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

iv) après le terme «Néant.» au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

v) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

vi) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

vii) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.».

3. 31983 Y 0117: Décision nº 117 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants du 7 juillet 1982 relative aux conditions d'application de l'article 50, paragraphe 1, sous a), du règlement (CEE) nº 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972 (JO C 238 du 7.9.1983, p. 3), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Le point 2.2 est remplacé par le texte ci-après:

«Par organisme désigné au sens de la présente décision, on entend:

Belgique:	Office national des pensions (ONP), Rijksdienst voor pensioenen (RVP), Bruxelles.
République tchèque:	Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha.
Danemark:	Direktoratet for Social Sikring og Bistand (direction nationale de sécurité et d'assistance sociale), København.
Allemagne:	Verband Deutscher Rentenversicherungsträger — Datenstelle (centre informatique des organismes allemands d'assurance-pension), Würzburg.
Estonie:	Sotsiaalkindlustusamet (bureau d'assurance sociale), Tallinn.

Grèce:	Ἵδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων (IKA) (institut de sécurité sociale), Αθήνα.
Espagne:	Instituto Nacional de la Seguridad Social (institut national de sécurité sociale), Madrid.
France:	Caisse nationale d'assurance-vieillesse — Centre informatique national — travailleurs migrants SCOM, Tours.
Irlande:	Department of Social Welfare (département de sécurité sociale), Dublin.
Italie:	Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (INPS) (institut national de prévoyance sociale), Roma.
Chypre:	Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département d'assurance sociale, ministère du travail et de l'assurance sociale), Λευκωσία.
Lettonie:	Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.
Lituanie:	Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.
Luxembourg:	Centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations, commun aux institutions de sécurité sociale, Luxembourg.
Hongrie:	Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.
Malte:	Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de sécurité sociale), Valletta.
Pays-Bas:	Sociale Verzekeringsbank (banque d'assurance sociale), Amsterdam.
Autriche:	Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (association générale des organismes autrichiens d'assurance sociale), Wien.
Pologne:	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institution d'assurance sociale), Warszawa.
Portugal:	Centro Nacional de Pensões (centre national des pensions), Lisboa.
Slovénie:	Zavod za pokojninsko in invalidsko zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance pension et invalidité), Ljubljana.
Slovaquie:	Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.
Finlande:	Eläketrvakeskus/Pensionsskyddscentralen (institut central des pensions), Helsinki.
Suède:	Riksförsäkringsverket (office national d'assurance sociale), Stockholm.
Royaume-Uni:	Department of Social Security, Records Branch (département de sécurité sociale, division des dossiers), Newcastle-upon-Tyne.».

4. 31983 Y 1112(02): Décision n° 118 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants du 20 avril 1983 relative aux conditions d'application de l'article 50, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 (JO C 306 du 12.11.1983, p. 2), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Le point 2.4 est remplacé par le texte ci-après:

«Par organisme désigné au sens de la présente décision, on entend:

Belgique:	Office national des pensions (ONP), Rijksdienst voor pensioenen (RVP), Bruxelles.
République tchèque:	Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha.
Danemark:	Direktoratet for Social Sikring og Bistand (direction nationale de sécurité et d'assistance sociale), København.
Allemagne:	Verband Deutscher Rentenversicherungsträger — Datenstelle (centre informatique des organismes allemands d'assurance-pension), Würzburg.
Estonie:	Sotsiaalkindlustusamet (bureau d'assurance sociale), Tallinn.
Grèce:	Ἵδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων (IKA) (institut de sécurité sociale), Αθήνα.
Espagne:	Instituto Nacional de la Seguridad Social (institut national de sécurité sociale), Madrid.
France:	Caisse nationale d'assurance-vieillesse — Centre informatique national — travailleurs migrants SCOM, Tours.
Irlande:	Department of Social Welfare (département de sécurité sociale), Dublin.
Italie:	Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (INPS) (institut national de prévoyance sociale), Roma.
Chypre:	Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département d'assurance sociale, ministère du travail et de l'assurance sociale), Λευκωσία.

Lettonie:	Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national d'assurance sociale), Rīga.
Lituanie:	Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.
Luxembourg:	Centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations, commun aux institutions de sécurité sociale, Luxembourg.
Hongrie:	Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.
Malte:	Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de sécurité sociale), Valletta.
Pays-Bas:	Sociale Verzekeringsbank (banque d'assurance sociale), Amsterdam.
Autriche:	Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (association générale des organismes autrichiens d'assurance sociale), Wien.
Pologne:	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (institution d'assurance sociale), Warszawa.
Portugal:	Centro Nacional de Pensões (centre national des pensions), Lisboa.
Slovénie:	Zavod za pokojninsko in invalidsko zavarovanje Slovenije (institut slovène d'assurance pension et invalidité), Ljubljana.
Slovaquie:	Sociálna poist'ovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.
Finlande:	Eläketrvakeskus/Pensionsskyddscentralen (institut central des pensions), Helsinki.
Suède:	Riksförsäkringsverket (office national d'assurance sociale), Stockholm.
Royaume-Uni:	Department of Social Security, Records Branch (département de sécurité sociale, division des dossiers), Newcastle-upon-Tyne.».

5. 31988 Y 0309(02): Décision nº 136 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants du 1er juillet 1987 concernant l'interprétation de l'article 45, paragraphes 1 à 3, du règlement (CEE) nº 1408/71 du Conseil relatif à la prise en considération des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'autres États membres pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit à prestations (JO C 64 du 9.3.1988, p. 7), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'annexe est modifiée comme suit:

a) après le terme «Néant.» au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Néant.»;

b) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. GRÈCE», «E. ESPAGNE», «F. FRANCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

c) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Néant.»;

d) après la mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Néant.

L. LETTONIE

Néant.

M. LITUANIE

Néant.»;

e) après le terme «Néant.» au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

Néant.

P. MALTE

Néant.»;

f) après le terme «Néant.» au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

Néant.»;

g) après le terme «Néant.» au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Néant.

V. SLOVAQUIE

Néant.»;

6. 31993 Y 0825(02): Décision nº 150 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants du 26 juin 1992 concernant l'application des articles 77, 78 et 79, paragraphe 3, du règlement (CEE) nº 1408/71 et de l'article 10, paragraphe 1, point b) ii), du règlement (CEE) nº 574/72 (JO C 229 du 25.8.1993, p. 5), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'annexe est modifiée comme suit:

a) après la mention au point «A. BELGIQUE», le texte ci-après est inséré:

«B. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Au cas où les prestations familiales / allocations de naissance sont concernées: autorités municipales désignées.

2. Au cas où les pensions d'orphelin sont concernées: Česká správa sociálního zabezpečení (administration tchèque de la sécurité sociale), Praha.»;

b) les points «B. DANEMARK», «C. ALLEMAGNE», «D. ESPAGNE», «E. FRANCE», «F. GRÈCE», «G. IRLANDE», «H. ITALIE», «I. LUXEMBOURG», «J. PAYS-BAS», «K. AUTRICHE», «L. PORTUGAL», «M. FINLANDE», «N. SUÈDE» et «O. ROYAUME-UNI» sont réorganisés avec leurs mentions respectives et deviennent «C. DANEMARK», «D. ALLEMAGNE», «F. GRÈCE», «G. ESPAGNE», «H. FRANCE», «I. IRLANDE», «J. ITALIE», «N. LUXEMBOURG», «Q. PAYS-BAS», «R. AUTRICHE», «T. PORTUGAL», «W. FINLANDE», «X. SUÈDE» et «Y. ROYAUME-UNI»;

c) après la mention au point «D. ALLEMAGNE», le texte ci-après est inséré:

«E. ESTONIE

Sotsiaalkindlustusamet (bureau d'assurance sociale), Tallinn.»;

d) après la mention au point «J. ITALIE», le texte ci-après est inséré:

«K. CHYPRE

Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (département d'assurance sociale, ministère du travail et de l'assurance sociale), Λευκωσία.

L. LETTONIE

Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra (office national de l'assurance sociale), Rīga.

M. LITUANIE

Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (fonds national d'assurance sociale), Vilnius.»;

e) après la dernière mention au point «N. LUXEMBOURG», le texte ci-après est inséré:

«O. HONGRIE

1. Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság (administration centrale de l'assurance pension nationale), Budapest.

2. Államháztartási Hivatal (office des finances publiques), Budapest.

P. MALTE

Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali (département de sécurité sociale), Valletta.»;

f) après la dernière mention au point «R. AUTRICHE», le texte ci-après est inséré:

«S. POLOGNE

Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale), Warszawa.»;

g) après la dernière mention au point «T. PORTUGAL», le texte ci-après est inséré:

«U. SLOVÉNIE

Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (ministère du travail, de la famille et des affaires sociales), Ljubljana.

V. SLOVAQUIE

1. Au cas où seules les allocations familiales sont concernées: Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny (ministère du travail, des affaires sociales et de la famille), Bratislava.

2. Dans tous les autres cas: Sociálna poisťovňa (bureau d'assurance sociale), Bratislava.»;

7. 32001 D 0548: Décision 2001/548/CE de la Commission du 9 juillet 2001 relative à la création d'un comité dans le domaine des pensions complémentaires (JO L 196 du 20.7.2001, p. 26).

À l'article 3, paragraphe 1, le nombre «45» est remplacé par «55».

B. LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

La note de bas de page 1 de l'annexe est remplacée par le texte ci-après:

«Allemand(s), autrichien(s), belge(s), britannique(s), chypriote(s), danois, espagnol(s), estonien(s), finlandais, français, grec(s), hongrois, irlandais, italien(s), letton(s), lituanien(s), luxembourgeois, malte(s), néerlandais, polonais, portugais, slovène(s), slovaque(s), suédois, tchèque(s), selon le pays qui délivre la carte.»

C. RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

I. *SYSTÈME GÉNÉRAL*

31992 L 0051: Directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE (JO L 209 du 24.7.1992, p. 25), modifiée par:

— 31994 L 0038: Directive 94/38/CE de la Commission du 26.7.1994 (JO L 217 du 23.8.1994, p. 8),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède et aux adaptations des traités (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0043: Directive 95/43/CE de la Commission du 20.7.1995 (JO L 184 du 3.8.1995, p. 21),

— 31997 L 0038: Directive 97/38/CE de la Commission du 20.6.1997 (JO L 184 du 12.7.1997, p. 31),

— 32000 L 0005: Directive 2000/5/CE de la Commission du 25.2.2000 (JO L 54 du 26.2.2000, p. 42),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

Les éléments ci-après sont ajoutés à l'annexe C «LISTE DES FORMATIONS À STRUCTURE PARTICULIÈRE VISÉES À L'ARTICLE 1er, POINT a), PREMIER ALINÉA, DEUXIÈME TIRET, POINT ii)»:

a) sous la rubrique «1. Domaine paramédical et socio-pédagogique», les éléments ci-après sont insérés avant les mentions relatives à l'Allemagne:

«En République tchèque

Les formations de:

— aide-soignant ("zdravotnický asistent"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins treize ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical du secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška",

— assistant en nutrition ("nutriční asistent")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins treize ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical du secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška".»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«À Chypre

Les formations de:

— mécanicien dentaire ("οδοντοτεχνίτης")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins quatorze ans, dont au moins six ans d'enseignement de base, six ans d'enseignement secondaire et deux ans d'enseignement supérieur professionnel, suivie d'une année d'expérience professionnelle,

— opticien ("τεχνικός οπτικός")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins quatorze ans, dont au moins six ans d'enseignement de base, six ans d'enseignement secondaire et deux ans d'enseignement supérieur, suivie d'une année d'expérience professionnelle.

En Lettonie

Les formations de:

— assistant dentaire ("zobārstniecības māsa")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins treize ans, dont au moins dix ans d'enseignement scolaire général et deux ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical, suivie de trois ans d'expérience professionnelle à l'issue desquels il faut réussir un examen pour obtenir un certificat de spécialisation,

— assistant de laboratoire d'analyses biomédicales ("biomedicīnas laborants")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins dix ans d'enseignement scolaire général et deux ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical, suivie de deux ans d'expérience professionnelle à l'issue desquels il faut réussir un examen pour obtenir un certificat de spécialisation,

— mécanicien dentaire ("zobu tehniķis")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins dix ans d'enseignement scolaire général et deux ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical, suivie de deux ans d'expérience professionnelle à l'issue desquels il faut réussir un examen pour obtenir un certificat de spécialisation,

— assistant kinésithérapeute ("fizioterapeita asistents")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins treize ans, dont au moins dix ans d'enseignement scolaire général et trois ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement médical, suivie de deux ans d'expérience professionnelle à l'issue desquels il faut réussir un examen pour obtenir un certificat de spécialisation.»

et après les mentions relatives à l'Autriche:

«En Slovaquie

Les formations:

— de professeur dans le domaine de la danse dans les écoles d'enseignement artistique de base ("učiteľ v tanečnom odbore na základných umeleckých školách"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins quatorze ans et demi, dont huit ans d'enseignement de base, quatre ans d'études dans un établissement d'enseignement secondaire spécialisé et une formation de cinq semestres en pédagogie de la danse,

— d'éducateur dans des institutions d'éducation spécialisée et dans des centres de services sociaux ("vychovávateľ v špeciálnych výchovných zariadeniach a v zariadeniach sociálnych služieb")

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins quatorze ans, dont huit à neuf ans d'enseignement de base, quatre ans d'études dans un établissement d'enseignement secondaire spécialisé en pédagogie ou dans un autre établissement d'enseignement secondaire, et deux ans d'études complémentaires de pédagogie à temps partiel.»;

b) sous la rubrique «2. Secteur des maîtres-artisans ("Master"/"Meister"/"Maître") représentant des formations relatives aux activités artisanales non couvertes par les directives figurant à l'annexe A», les éléments ci-après sont ajoutés:

«En Pologne

La formation de:

— enseignant dans le domaine de la formation professionnelle pratique ("Nauczyciel praktycznej nauki zawodu"),

qui représentent une formation d'une durée de:

— huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement professionnel dans le secondaire ou enseignement équivalent dans le secondaire dans un domaine pertinent, suivie de la formation en pédagogie d'une durée totale d'au moins 150 heures, d'une formation dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène au travail et de deux ans d'expérience professionnelle dans la profession qui sera enseignée, ou

— huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement professionnel dans le secondaire et diplôme sanctionnant un cycle de formation dans un établissement d'enseignement supérieur pédagogique technique, ou

— huit ans d'enseignement de base, deux à trois ans d'enseignement professionnel de base dans le secondaire et au moins trois ans d'expérience professionnelle, sanctionnée par un diplôme de maîtrise dans la profession concernée, suivie d'une formation en pédagogie d'une durée totale d'au moins 150 heures.

En Slovaquie

La formation de:

— maître dans le domaine de l'enseignement professionnel ("majster odbornej výchovy"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont huit ans d'enseignement de base, quatre ans d'enseignement professionnel (cycle complet d'enseignement professionnel du secondaire et/ou apprentissage dans le cycle (similaire) de formation professionnelle ou d'apprentissage concerné), expérience professionnelle d'une durée totale d'au moins trois ans dans le domaine de la formation ou de l'apprentissage suivis et études complémentaires en pédagogie à la faculté de pédagogie ou dans une université technique, ou cycle complet d'enseignement secondaire et apprentissage dans le cycle (similaire) de formation professionnelle ou d'apprentissage concerné, expérience professionnelle d'une durée totale d'au moins trois ans dans le domaine de la formation ou de l'apprentissage suivis et études complémentaires en pédagogie à la faculté de pédagogie, ou, d'ici le 1er septembre 2005, formation spécialisée dans le domaine de la pédagogie spécialisée dispensée dans les centres méthodologiques de formation des maîtres en enseignement professionnel dans les écoles spécialisées, sans études pédagogiques complémentaires.»;

c) sous la rubrique «3. Domaine maritime, a) Navigation maritime» les éléments suivants sont ajoutés avant la mention relative au Danemark:

«En République tchèque

Les formations de:

— matelot pont ("Palubní asistent")

— officier chargé du quart à la passerelle ("Námořní poručík")

— second ("První palubní důstojník")

— capitaine ("Kapitán")

— mécanicien ("Strojní asistent")

— officier chargé du quart à la machine ("Strojní důstojník")

— second mécanicien ("Druhý strojní důstojník")

— chef mécanicien ("První strojní důstojník")

— électricien ("Elektrotechnik")

— chef électricien ("Elektrodůstojník").»;

d) sous la rubrique «3. Domaine maritime, a) Navigation maritime», les éléments suivants sont ajoutés entre les mentions relatives à l'Italie et aux Pays-Bas:

«En Lettonie

Les formations:

— d'ingénieurs électriciens à bord de navires ("Kuģu elektromehāniķis")

— d'opérateurs de l'appareil à réfrigérer ("Kuģa saldēšanas iekārtu mašīnists")»;

e) sous la rubrique «3. Domaine maritime, a) Navigation maritime», les éléments suivants sont ajoutés après «qui représentent des formations» et avant la mention relative au Danemark:

«— en République tchèque,

La formation:

— de matelot point ("Palubní asistent"):

1. Personne âgée d'au moins vingt ans.

2. a) Établissement de formation ou école maritime – section Navigation, les deux cycles doivent être sanctionnés par l'examen "maturitní zkouška", et un service en mer approuvé d'une durée minimale de six mois effectué à bord de navires pendant les études, ou

b) service en mer approuvé d'une durée minimale de deux ans en tant que matelot faisant partie d'une équipe de quart à la passerelle au niveau d'appui à bord de navires, et formation agréée répondant aux normes de compétence spécifiées à la section A-II/1 du code STCW (Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille) dispensée par un établissement de formation ou une école maritime de la partie à la Convention STCW concernée, et réussite à l'examen devant le jury reconnu par le CTM (Comité des transports maritimes de la République tchèque;

— d'officier chargé du quart à la passerelle ("námořní poručík"):

1. Service en mer approuvé en qualité de matelot pont à bord de navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 500, d'une durée minimale de six mois pour les diplômés des établissements de formation ou écoles maritimes, ou d'un an pour les diplômés d'un cycle de formation agréé, dont six mois au moins en qualité de matelot faisant partie d'une équipe de quart à la passerelle.

2. Registre de formation à bord dûment complété et approuvé pour les cadets;

— de second ("první palubní důstojník"):

Brevet d'officier chargé du quart à la passerelle pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 500, et service en mer approuvé d'une durée minimale de douze mois dans cette fonction;

— de capitaine ("kapitán"):

Brevet de capitaine pour les navires d'une jauge brute comprise entre 500 et 3 000.

Brevet de second pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 3 000, service en mer approuvé d'une durée minimale de six mois en qualité de second sur des navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 et service en mer approuvé d'une durée minimale de six mois en qualité de second sur des navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 3 000;

— de mécanicien ("strojní asistent"):

1. Personne âgée d'au moins 20 ans.

2. Établissement de formation ou école maritime – section Génie maritime, et service en mer approuvé d'une durée minimale de six mois à bord de navires, effectué pendant les études;

— d'officier chargé du quart à la machine ("strojní důstojník"):

Service en mer approuvé en qualité de mécanicien d'une durée minimale de six mois dans le cas d'un diplômé d'un établissement de formation ou école maritime;

— de second mécanicien ("druhý strojní důstojník"):

Service en mer approuvé d'une durée minimale de douze mois en qualité de troisième officier mécanicien à bord de navires dont l'appareil de propulsion principal a une puissance égale ou supérieure à 750 kilowatts;

— de chef mécanicien ("první strojní důstojník"):

Brevet approprié de second mécanicien pour les navires dont l'appareil de propulsion principal a une puissance égale ou supérieure à 3 000 kilowatts, et service en mer approuvé d'une durée minimale de six mois effectué dans cette fonction;

— d'électricien ("elektrotechnik"):

1. Personne âgée d'au moins dix-huit ans.

2. Établissement de formation maritime ou autre, faculté d'électrotechnique, ou école d'enseignement technique en génie électrotechnique, tous les cycles de formation devant être sanctionnés par l'examen "maturitní zkouška", et expérience pratique approuvée d'une durée minimale de douze mois dans le domaine de l'électrotechnique;

— de chef électricien ("elektrodůstojník"):

1. Établissement de formation ou école maritime, faculté d'électrotechnique maritime, ou autre établissement de formation ou établissement d'enseignement secondaire dans le domaine de l'électrotechnique, tous les cycles de formation devant être sanctionnés par l'examen "maturitní zkouška" ou par un examen d'État.

2. Service en mer approuvé en qualité d'électricien, d'une durée minimale de douze mois pour les diplômés des établissements de formation ou écoles maritimes, ou de vingt-quatre mois pour les diplômés d'un établissement de l'enseignement secondaire.»;

f) sous la rubrique «3. Domaine maritime, a) Navigation maritime», les éléments suivants sont ajoutés après «qui représentent des formations» et avant les mentions relatives à l'Italie et aux Pays-Bas:

«— En Lettonie,

— d'ingénieur électricien à bord de navires ("kuģu elektromehāniķis"):

1. personne âgée d'au moins 18 ans,

2. qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans et six mois, dont au moins neuf ans d'enseignement de base et au moins trois ans d'enseignement professionnel. En outre, un service en mer d'au moins six mois en tant qu'électricien de navire ou d'assistant de l'ingénieur électricien à bord de navires ayant une puissance supérieure à 750 kW est requis. La formation professionnelle est sanctionnée par un examen spécial de l'autorité compétente en conformité avec le programme de formation agréé par le ministère des transports;

— d'opérateur de l'appareil à réfrigérer ("kuģa saldēšanas iekārtu mašīnists"):

1. personne âgée d'au moins 18 ans,

2. qui représentent une formation d'au moins treize ans, comprenant au moins neuf ans d'enseignement de base et au moins trois ans d'enseignement professionnel. En outre, un service en mer d'au moins douze mois en tant qu'assistant de l'ingénieur en réfrigération est requis. La formation professionnelle est sanctionnée par un examen spécial de l'autorité compétente en conformité avec le programme de formation agréé par le ministère de transports.»;

g) sous la rubrique «4. Domaine technique», les éléments suivants sont insérés avant les mentions relatives à l'Italie:

«En République tchèque

Les formations de:

— technicien autorisé, constructeur autorisé ("autorizovaný technik, autorizovaný stavitel"),

qui représentent une formation professionnelle d'une durée d'au moins neuf ans, dont quatre ans d'enseignement technique dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnés par l'examen "maturitní zkouška" et cinq ans d'expérience professionnelle, et sanctionnée par un test de qualification professionnelle pour exercer des activités professionnelles sélectionnées dans le domaine de la construction (conformément à la loi nº 50/1976 Sb. (loi sur le bâtiment) et à la loi nº 360/1992 Sb),

— conducteur de véhicule ferroviaire ("fyzická osoba řídící drážní vozidlo"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška" et se terminant par l'examen d'État sur la propulsion des véhicules,

— technicien chargé de la révision des voies ("drážní revizní technik"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire en mécanique ou en électronique, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška",

— instructeur d'auto-école ("učitel autoškoly"),

personne âgée d'au moins vingt-quatre ans, qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, axé sur la circulation ou la mécanique, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška",

— technicien de l'administration du contrôle technique automobile ("kontrolní technik STK"),

personne âgée d'au moins vingt-et-un ans, qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška" et suivie d'au moins deux ans de pratique technique. L'intéressé doit être titulaire du permis de conduire, avoir un casier judiciaire vierge, avoir suivi la formation spéciale de technicien de l'administration, qui doit durer au minimum cent-vingt heures, et avoir réussi l'examen,

— mécanicien chargé du contrôle des émissions des véhicules ("Mechanik měření emisí"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška". En outre, un candidat doit suivre au moins trois ans de pratique technique et la formation spéciale de mécanicien chargé du contrôle des émissions des véhicules, d'une durée de huit heures, et réussir l'examen,

— capitaine de 1ère classe ("Kapitán I. třídy"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins quinze ans, dont huit ans d'enseignement de base et trois ans d'enseignement professionnel, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška" et s'achevant par un examen donnant lieu à la délivrance d'un certificat d'aptitude. Cet enseignement professionnel doit être suivi de quatre ans d'expérience professionnelle sanctionnés par un examen,

— restaurateur de monuments constituant des œuvres artisanales ("restaurátor památek, které jsou díly uměleckých řemesel"),

qui représentent une formation d'une durée totale de douze ans si le cycle complet d'enseignement technique du secondaire dans la filière restauration est suivi; ou des études d'une durée de dix à douze ans dans un cycle de formation apparenté, plus cinq ans d'expérience professionnelle, si le cycle complet d'enseignement technique du secondaire sanctionné par l'examen "maturitní zkouška" est suivi, ou huit ans d'expérience professionnelle si le cycle d'enseignement technique du secondaire sanctionné par un examen final d'apprentissage est suivi,

— restaurateur d'œuvres d'art qui ne sont pas des monuments et qui sont conservées dans les collections des musées et des galeries, ainsi que d'autres objets présentant une valeur culturelle ("restaurátor děl výtvarných umění, která nejsou památkami a jsou uložena ve sbírkách muzeí a galerií, a ostatních předmětů kulturní hodnoty"),

qui représentent une formation d'une durée totale de douze ans, plus cinq ans d'expérience professionnelle dans le cas d'un cycle complet d'enseignement technique du secondaire accompli dans la filière restauration et sanctionné par l'examen "maturitní zkouška",

— gestionnaire des déchets ("odpadový hospodář"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška", et un minimum de cinq ans d'expérience dans le domaine de la gestion des déchets acquise au cours des dix années précédentes,

— technicien en chef des mines ("technický vedoucí odstřelů"),

qui représentent une formation d'une durée totale d'au moins douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire, sanctionnée par l'examen "maturitní zkouška",

et suivie de:

— deux ans en tant que boutefeu au fond (pour les activités au fond) et un an en surface (pour les activités en surface), y compris six mois comme aide-boutefeu;

— cycle de 100 heures de formation théorique et pratique, suivi d'un examen devant l'autorité locale compétente dans le domaine des mines;

— expérience professionnelle de six mois ou plus dans le domaine de l'organisation et de l'exécution de tirs de mine de grande importance;

— cycle de 32 heures de formation théorique et pratique, suivi d'un examen devant l'autorité tchèque compétente dans le domaine des mines;»

et entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives aux Pays-Bas:

«En Lettonie

La formation de:

— aide-conducteur de locomotive ("vilces lîdzekďa vadîtâja (mašînista) palîgs"):

  — personne âgée d'au moins dix-huit ans,

  — qui représentent une formation d'une durée totale de douze ans, dont au moins huit ans d'enseignement de base et au moins quatre ans d'enseignement professionnel. La formation professionnelle est sanctionnée par l'examen spécial que fait passer l'employeur. Obtention d'un certificat d'aptitude délivré par une autorité compétente pour cinq ans.»

et après les mentions relatives à l'Autriche:

«En Pologne

Les formations de:

— technicien de l'administration du contrôle technique automobile de base dans un service de contrôle technique ("diagnosta przeprowadzający badania techniczne w stacji kontroli pojazdów o podstawowym zakresie badań"),

  qui représentent huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement technique dans un établissement d'enseignement secondaire, axé sur le domaine automobile, une formation de base dans le domaine du contrôle technique automobile (51 heures), et la réussite à l'examen de qualification, ainsi que trois ans de pratique dans un service de contrôle technique ou dans un garage,

— technicien de l'administration du contrôle technique automobile dans un service régional de contrôle technique ("diagnosta przeprowadzający badania techniczne pojazdu w okręgowej stacji kontroli pojazdów"),

  qui représentent huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement technique dans un établissement d'enseignement secondaire, axé sur le domaine automobile, une formation de base dans le domaine du contrôle technique automobile (51 heures) et la réussite à l'examen de qualification, ainsi que quatre ans de pratique dans un service de contrôle technique ou dans un garage,

— technicien de l'administration du contrôle technique automobile ("diagnosta wykonujący badania techniczne pojazdów w stacji kontroli pojazdów"),

  qui représentent:

  huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement technique dans un établissement d'enseignement secondaire, axé sur le domaine automobile, ainsi que quatre ans de pratique attestée dans un service de contrôle technique ou dans un garage, ou

  huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement technique dans un établissement d'enseignement secondaire, axé sur un domaine autre que l'automobile, ainsi que huit ans de pratique attestée dans un service de contrôle technique ou dans un garage, et

  une formation complète, comprenant une formation de base et une formation spécialisée, totalisant 113 heures et incluant des examens à chaque niveau.

  La durée (heures) et la portée générale des cours particuliers dans le cadre de la formation complète de technicien sont précisées séparément dans le règlement du ministère des infrastructures du 28 novembre 2002 sur les exigences précises applicables aux techniciens (JO de 2002, nº 208, article 1769),

— régulateur des chemins de fer ("dyżurny ruchu"),

  qui représentent huit ans d'enseignement de base et quatre ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire avec une spécialisation dans le transport ferroviaire ainsi qu'un cycle de formation de quarante-cinq jours préparant à l'exercice de la profession de régulateur et la réussite de l'examen de qualification, ou qui représentent huit ans d'enseignement de base et cinq ans d'enseignement professionnel dans un établissement d'enseignement secondaire avec une spécialisation dans le transport ferroviaire et un cycle de formation de soixante-trois jours préparant à l'exercice de la profession de régulateur des chemins de fer et la réussite à l'examen de qualification.».

II. *PROFESSIONS JURIDIQUES*

1. 31977 L 0249: Directive 77/249/CEE du Conseil du 22 mars 1977 tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats (JO L 78 du 26.3.1977, p. 17), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

À l'article 1er, paragraphe 2, les éléments ci-après sont insérés:

«République tchèque	Advokát
Estonie	Vandeadvokaat
Chypre	Δικηγόρος
Lettonie	Zvērināts advokāts
Lituanie	Advokatas
Hongrie	Ügyvéd
Malte	Avukat/Prokuratur Legali
Pologne	Adwokat/Radca prawny
Slovénie	Odvetnik/Odvetnica
Slovaquie	Advokát/Komerčný právnik».

2. 31998 L 0005: Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise (JO L 77 du 14.3.1998, p. 36).

À l'article 1er, paragraphe 2, point a), les éléments ci-après sont insérés entre «Belgique» et «Danemark»:

«République tchèque	Advokát»,

Entre «Allemagne» et «Grèce»:

«Estonie	Vandeadvokaat»,

entre «Italie» et «Luxembourg»:

«Chypre	Δικηγόρος
Lettonie	Zvērināts advokāts
Lituanie	Advokatas»

entre «Luxembourg» et «Pays-Bas»:

«Hongrie	Ügyvéd
Malte	Avukat/Prokuratur Legali»

entre «Autriche» et «Portugal»:

«Pologne	Adwokat/Radca prawny»

et, entre «Portugal» et «Finlande»:

«Slovénie	Odvetnik/Odvetnica
Slovaquie	Advokát/Komerčný právnik».

III. *ACTIVITÉS MÉDICALES ET PARAMÉDICALES*

1. Médecins

31993 L 0016: Directive 93/16/CEE du Conseil du 5 avril 1993 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres (JO L 165 du 7.7.1993, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0050: Directive 97/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 6.10.1997 (JO L 291 du 24.10.1997, p. 35),

— 31998 L 0021: Directive 98/21/CE de la Commission du 8.4. 1998 (JO L 119 du 22.4.1998, p. 15),

— 31998 L 0063: Directive 98/63/CE de la Commission du 3.9.1998 (JO L 253 du 15.9.1998, p. 24),

— 31999 L 0046: Directive 1999/46/CE de la Commission du 21.5.1999 (JO L 139 du 2.6.1999, p. 25),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1),

— 52002 XC 0316(02) Communication de la Commission du 16.3.2002 (JO C 67 du 16.3.2002, p. 26).

a) Le tiret ci-après est ajouté à l'article 9, paragraphe 1, après le quatrième tiret:

«— la date d'adhésion pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie,».

b) Le tiret ci-après est ajouté à l'article 9, paragraphe 2, premier alinéa, après le quatrième tiret:

«— la date d'adhésion pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie,».

c) L'article ci-après est inséré après l'article 9:

«*Artikel 9 bis*

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres tchèques en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire de la République tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovaques en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de médecin et de médecin spécialiste lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes en médecine et en médecine spécialisée, pour ce qui est de l'accès aux activités de médecin et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.».

d) Les références ci-après sont insérées dans la communication publiée conformément à l'article 41, avec l'indication des dénominations des diplômes, certificats ou autres titres de médecin généraliste:

i) dénominations des diplômes, certificats ou autres titres:

Les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«République tchečque: diplom o specializaci "všeobecné lékařství"»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Estonie: diplom peremeditsiini erialal»

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Chypre: Πιστοποιητικό Αναγνώρισης Γενικού Ιατρού

Lettonie: "ģimenes ārsta sertifikāts"

Lituanie: Šeimos gydytojo rezidentūros pažymėjimas»

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Hongrie: Háziorvostan szakorvosa bizonyítvány

Malte: Tabib tal-familja»

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Pologne: Diplôme: Dyplom uzyskania tytułu specjalisty w dziedzinie medycyny rodzinnej»

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovénie: Potrdilo o opravljeni specializaciji iz družinske medicine

Slovaquie: diplom o špecializácii v odbore "všeobecné lekárstvo"»;

ii) Dénominations des titres professionnels

Les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«République tchèque: všeobecný lékař»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Estonie: Perearst»

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Chypre: Ιατρός Γενικής Ιατρικής

Lettonie: "ģimenes (vispārējās prakses) ārsts"

Lituanie: Šeimos medicinos gydytojas»

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Hongrie: Háziorvostan szakorvosa

Malte: Mediċina tal-familja»

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Pologne: Specjalista w dziedzinie medycyny rodzinnej»

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovénie: Specialist družinske medicine/ Specialistka družinske medicine

Slovaquie: Všeobecný lekár».

e) À l'annexe A, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	Diplom o ukončení studia ve studijním programu všeobecné lékařství (doktor medicíny, MUDr.)	Lékářská fakulta univerzity v České republice	Vysvědčení o státní rigorózní zkoušce»

entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom arstite aduse õppekava läbimise kohta	Tartu Ülikool»	

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Εγγραφής Ιατρού	Ιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	ārsta diploms	Universitātes tipa augstskola	
Lietuva	Aukštojo mokslo diplomas, nurodantis suteiktą gydytojo kvalifikaciją	Universitetas	Internatūros pažymėjimas, nurodantis suteiktą medicinos gydytojo profesinę kvalifikaciją»

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Általános orvos oklevél (doctor medicinae universae, abrév.: dr. med. univ.)	Egyetem	
Malta	Lawrja ta' Tabib tal-Mediċina u l-Kirurġija.	Universita` ta' Malta	Ċertifikat ta' reġistrazzjoni maħruġ mill-Kunsill Mediku»

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom ukończenia studiów wyższych na kierunku lekarskim z tytułem "lekarza"	1. Akademia Medyczna 2. Uniwersytet Medyczny 3. Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego	Lekarski Egzamin Państwowy»

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naslov "doktor medicine / doktorica medicine"	Univerza	
Slovensko	Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "doktor medicíny" ("MUDr.")	Vysoká škola»	

f) À l'annexe B, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	Diplom o specializaci	Ministerstvo zdravotnictví»	

entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Residentuuri lõputnnistus eriarstiabi erialal	Tartu Ülikool»	

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Αναγνώρισης Ειδικότητας	Ιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	"Sertifikāts" – kompetentu iestāžu izsniegts dokuments, kas apliecina, ka persona ir nokārtojusi sertifikācijas eksāmenu specialitātē	Latvijas Ārstu biedrība Latvijas Ārstniecības personu profesionālo organizāciju savienība	
Lietuva	Rezidentūros pažymėjimas, nurodantis suteiktą gydytojo specialisto profesinę kvalifikaciją	Universitetas»	

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Szakorvosi bizonyítvány	Az Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium illetékes testülete	
Malta	Ċertifikat ta' Speċjalista Mediku	Kumitat ta' Approvazzjoni dwar Speċjalisti»	

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom uzyskania tytułu specjalisty	Centrum Egzaminów Medycznych»	

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Potrdilo o opravljenem specialističnem izpitu	1. Ministrstvo za zdravje 2. Zdravniška zbornica Slovenije	
Slovensko	Diplom o špecializácii	Slovenská zdravotnícka univerzita»	

g) L'annexe C est remplacée comme suit:

«ANNEXE C

Dénominations des formations médicales spécialisées

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	ANESTHÉSIOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien	Anesthésie-réanimation / Anesthesie reanimatie	
Česká republika	Anesteziologie a resuscitace	
Danmark	Anæstesiologi	
Deutschland	Anästhesiologie	
Eesti	Anestesioloogia	
Ελλάς	Αναισθησιολογία	
España	Anestesiología y Reanimación	
France	Anesthésiologie-Réanimation chirurgicale	
Ireland	Anaesthesia	
Italia	Anestesia e rianimazione	
Κύπρος	Αναισθησιολογία	
Latvija	Anesteziolo̧ija un reanimatolo̧ija	
Lietuva	Anesteziologija reanimatologija	
Luxembourg	Anesthésie-réanimation	
Magyarország	Aneszteziológia és intenzív terápia	
Malta	Anestežija u Kura Intensiva	
Nederland	Anesthesiologie	
Österreich	Anästhesiologie und Intensivmedizin	
Polska	Anestezjologia i intensywna terapia	
Portugal	Anestesiologia	
Slovenija	Anesteziologija, reanimatologija in perioperativna intenzivna medicina	
Slovensko	Anestéziológia a intenzívna medicína	
Suomi/Finland	Anestesiologia ja tehohoito / Anestesiologi och intensivvård	
Sverige	Anestesi och intensivvård	
United Kingdom	Anaesthetics	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	CHIRURGIE GÉNÉRALE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Chirurgie / Heelkunde	
Česká republika	Chirurgie	
Danmark	Kirurgi eller kirurgiske sygdomme	
Deutschland	Chirurgie	
Eesti	Üldkirurgia	
Ελλάς	Χειρουργική	
España	Cirugía general y del aparato digestivo	
France	Chirurgie générale	
Ireland	General surgery	
Italia	Chirurgia generale	
Κύπρος	Γενική Χειρουργική	
Latvija	Ķirurģija	
Lietuva	Chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie générale	
Magyarország	Sebészet	
Malta	Kirurġija Ġenerali	
Nederland	Heelkunde	
Österreich	Chirurgie	
Polska	Chirurgia ogólna	
Portugal	Cirurgia geral	
Slovenija	Splošna kirurgija	
Slovensko	Chirurgia	
Suomi/Finland	Yleiskirurgia / Allmän kirurgi	
Sverige	Kirurgi	
United Kingdom	General surgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	NEUROCHIRURGIE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Neurochirurgie	
Česká republika	Neurochirurgie	
Danmark	Neurokirurgi eller kirurgiske nervesygdomme	
Deutschland	Neurochirurgie	
Eesti	Neurokirurgia	
Ελλάς	Νευροχειρουργική	
España	Neurocirugía	
France	Neurochirurgie	
Ireland	Neurological surgery	
Italia	Neurochirurgia	
Κύπρος	Νευροχειρουργική	
Latvija	Neiroķirurģija	
Lietuva	Neurochirurgija	
Luxembourg	Neurochirurgie	
Magyarország	Idegsebészet	
Malta	Newrokirurġija	
Nederland	Neurochirurgie	
Österreich	Neurochirurgie	
Polska	Neurochirurgia	
Portugal	Neurocirurgia	
Slovenija	Nevrokirurgija	
Slovensko	Neurochirurgia	
Suomi/Finland	Neurokirurgia / Neurokirurgi	
Sverige	Neurokirurgi	
United Kingdom	Neurosurgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	GYNÉCOLOGIE ET OBSTÉTRIQUE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Gynécologie – obstétrique / Gynaecologie en verloskunde	
Česká republika	Gynekologie a porodnictví	
Danmark	Gynækologi og obstetrik eller kvindesygdomme og fødselshjælp	
Deutschland	Frauenheilkunde und Geburtshilfe	
Eesti	Sünnitusabi ja günekoloogia	
Ελλάς	Μαιευτική-Γυναικολογία	
España	Obstetricia y ginecología	
France	Gynécologie – obstétrique	
Ireland	Obstetrics and gynaecology	
Italia	Ginecologia e ostetricia	
Κύπρος	Μαιευτική – Γυναικολογία	
Latvija	Ginekoloģija un dzemdniecība	
Lietuva	Akušerija ginekologija	
Luxembourg	Gynécologie – obstétrique	
Magyarország	Szülészet-nőgyógyászat	
Malta	Ostetriċja u Ġinekoloġija	
Nederland	Verloskunde en gynaecologie	
Österreich	Frauenheilkunde und Geburtshilfe	
Polska	Położnictwo i ginekologia	
Portugal	Ginecologia e obstetricia	
Slovenija	Ginekologija in porodništvo	
Slovensko	Gynekológia a pôrodníctvo	
Suomi/Finland	Naistentaudit ja synnytykset / Kvinnosjukdomar och förlossningar	
Sverige	Obstetrik och gynekologi	
United Kingdom	Obstetrics and gynaecology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	MÉDECINE INTERNE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Médecine interne / Inwendige geneeskunde	
Česká republika	Vnitřní lékařství	
Danmark	Intern medicin	
Deutschland	Innere Medizin	
Eesti	Sisehaigused	
Ελλάς	Παθολογία	
España	Medicina interna	
France	Médecine interne	
Ireland	General medicine	
Italia	Medicina interna	
Κύπρος	Παθολογία	
Latvija	Internā medicīna	
Lietuva	Vidaus ligos	
Luxembourg	Médecine interne	
Magyarország	Belgyógyászat	
Malta	Mediċina Interna	
Nederland	Inwendige geneeskunde	
Österreich	Innere Medizin	
Polska	Choroby wewnętrzne	
Portugal	Medicina interna	
Slovenija	Interna medicina	
Slovensko	Vnútorné lekárstvo	
Suomi/Finland	Sisätaudit / Inre medicin	
Sverige	Internmedicine	
United Kingdom	General (internal) medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	OPHTALMOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien	Ophtalmologie / Oftalmologie	
Česká republika	Oftalmologie	
Danmark	Oftalmologi eller øjensygdomme	
Deutschland	Augenheilkunde	
Eesti	Oftalmoloogia	
Ελλάς	Οφθαλμολογία	
España	Oftalmología	
France	Ophtalmologie	
Ireland	Ophthalmology	
Italia	Oftalmologia	
Κύπρος	Οφθαλμολογία	
Latvija	Oftalmoloģija	
Lietuva	Oftalmologija	
Luxembourg	Ophtalmologie	
Magyarország	Szemészet	
Malta	Oftalmoloġija	
Nederland	Oogheelkunde	
Österreich	Augenheilkunde und Optometrie	
Polska	Okulistyka	
Portugal	Oftalmologia	
Slovenija	Oftalmologija	
Slovensko	Oftalmológia	
Suomi/Finland	Silmätaudit / Ögonsjukdomar	
Sverige	Ögonsjukdomar (oftalmologi)	
United Kingdom	Ophthalmology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	OTO-RHINO-LARYNGOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien	Oto-rhino-laryngologie / Otorhinolaryngologie	
Česká republika	Otorinolaryngologie	
Danmark	Oto-rhino-laryngologi eller øre-næse-halssygdomme	
Deutschland	Hals-Nasen-Ohrenheilkunde	
Eesti	Otorinolarüngoloogia	
Ελλάς	Ωτορινολαρυγγολογία	
España	Otorrinolaringología	
France	Oto-rhino-laryngologie	
Ireland	Otolaryngology	
Italia	Otorinolaringoiatria	
Κύπρος	Ωτορινολαρυγγολογία	
Latvija	Otolaringoloģija	
Lietuva	Otorinolaringologija	
Luxembourg	Oto-rhino-laryngologie	
Magyarország	Fül-orr-gégegyógyászat	
Malta	Otorinolaringoloġija	
Nederland	Keel-, neus- en oorheelkunde	
Österreich	Hals-, Nasen- und Ohrenkrankheiten	
Polska	Otorynolaryngologia	
Portugal	Otorrinolaringologia	
Slovenija	Otorinolaringológia	
Slovensko	Otorinolaryngológia	
Suomi/Finland	Korva-, nenä- ja kurkkutaudit / Öron-, näs- och halssjukdomar	
Sverige	Öron-, näs- och halssjukdomar (oto-rhino-laryngologi)	
United Kingdom	Otolaryngology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	PÉDIATRIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Pédiatrie / Pediatrie	
Česká republika	Dětské lékařství	
Danmark	Pædiatri eller sygdomme hos børn	
Deutschland	Kinderheilkunde	
Eesti	Pediaatria	
Ελλάς	Παιδιατρική	
España	Pediatria y sus áreas especificas	
France	Pédiatrie	
Ireland	Paediatrics	
Italia	Pédiatria	
Κύπρος	Παιδιατρική	
Latvija	Pediatrija	
Lietuva	Vaikų ligos	
Luxembourg	Pédiatrie	
Magyarország	Csecsemő- és gyermekgyógyászat	
Malta	Pedjatrija	
Nederland	Kindergeneeskunde	
Österreich	Kinder – und Jugendheilkunde	
Polska	Pediatria	
Portugal	Pediatria	
Slovenija	Pediatrija	
Slovensko	Pediatria	
Suomi/Finland	Lastentaudit / Barnsjukdomar	
Sverige	Barn- och ungdomsmedicin	
United Kingdom	Paediatrics	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	PNEUMOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Pneumologie	
Česká republika	Tuberkulóza a respirační nemoci	
Danmark	Medicinske lungesygdomme	
Deutschland	Pneumologie	
Eesti	Pulmonoloogia	
Ελλάς	Φυματιολογία- Πνευμονολογία	
España	Neumologia	
France	Pneumologie	
Ireland	Respiratory medicine	
Italia	Malattie dell'apparato respiratorio	
Κύπρος	Πνευμονολογία – Φυματιολογία	
Latvija	Ftiziopneimonoloģija	
Lietuva	Pulmonologija	
Luxembourg	Pneumologie	
Magyarország	Tüdőgyógyászat	
Malta	Mediċina Respiratorja	
Nederland	Longziekten en tuberculose	
Österreich	Lungenkrankheiten	
Polska	Choroby płuc	
Portugal	Pneumologia	
Slovenija	Pnevmologija	
Slovensko	Pneumológia a ftizeológia	
Suomi/Finland	Keuhkosairaudet ja allergologia / Lungsjukdomar och allergologi	
Sverige	Lungsjukdomar (pneumologi)	
United Kingdom	Respiratory medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
UROLOGIE Durée minimale de formation: 5 ans		
Belgique/België/Belgien	Urologie	
Česká republika	Urologie	
Danmark	Urologi eller urinvejenes kirurgiske sygdomme	
Deutschland	Urologie	
Eesti	Uroloogia	
Ελλάς	Ουρολογία	
España	Urología	
France	Urologie	
Ireland	Urology	
Italia	Urologia	
Κύπρος	Ουρολογία	
Latvija	Uroloģija	
Lietuva	Urologija	
Luxembourg	Urologie	
Magyarország	Urológia	
Malta	Uroloġija	
Nederland	Urologie	
Österreich	Urologie	
Polska	Urologia	
Portugal	Urologia	
Slovenija	Urologija	
Slovensko	Urológia	
Suomi/Finland	Urologia / Urologi	
Sverige	Urologi	
United Kingdom	Urology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	ORTHOPÉDIE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Chirurgie orthopédique / Orthopedische heelkunde	
Česká republika	Ortopedie	
Danmark	Ortopædisk kirurgi	
Deutschland	Orthopädie	
Eesti	Ortopeedia	
Ελλάς	Ορθοπεδική	
España	Traumatología y cirugía ortopédica	
France	Chirurgie orthopédique et traumatologie	
Ireland	Orthopaedic surgery	
Italia	Ortopedia e traumatologia	
Κύπρος	Ορθοπεδική	
Latvija	Traumatoloģija un ortopēdija	
Lietuva	Ortopedija traumatologija	
Luxembourg	Orthopédie	
Magyarország	Ortopédia	
Malta	Kirurġija Ortopedika	
Nederland	Orthopedie	
Österreich	Orthopädie und Orthopädische Chirurgie	
Polska	Ortopedia i traumatologia narządu ruchu	
Portugal	Ortopedia	
Slovenija	Ortopedska kirurgija	
Slovensko	Ortopédia	
Suomi/Finland	Ortopedia ja traumatologia / Ortopedi och traumatologi	
Sverige	Ortopedi	
United Kingdom	Trauma and orthopaedic surgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme
ANATOMIE PATHOLOGIQUE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien	Anatomie pathologique / Pathologische anatomie	
Česká republika	Patologická anatomie	
Danmark	Patologisk anatomi eller vævs- og celleundersøgelser	
Deutschland	Pathologie	
Eesti	Patoloogia	
Ελλάς	Παθολογική Ανατομική	
España	Anatomía patológica	
France	Anatomie et cytologie pathologiques	
Ireland	Morbid anatomy and histopathology	
Italia	Anatomia patologica	
Κύπρος	Παθολογοανατομία – Ιστολογία	
Latvija	Patoloģija	
Lietuva	Patologija	
Luxembourg	Anatomie pathologique	
Magyarország	Patológia	
Malta	Istopatoloġija	
Nederland	Pathologie	
Österreich	Pathologie	
Polska	Patomorfologia	
Portugal	Anatomia patologica	
Slovenija	Anatomska patologija in citopatologija	
Slovensko	Patologická anatómia	
Suomi/Finland	Patologia / Patologi	
Sverige	Klinisk patologi	
United Kingdom	Histopathology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	NEUROLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Neurologie	
Česká republika	Neurologie	
Danmark	Neurologi eller medicinske nervesygdomme	
Deutschland	Neurologie	
Eesti	Neuroloogia	
Ελλάς	Νευρολογία	
España	Neurología	
France	Neurologie	
Ireland	Neurology	
Italia	Neurologia	
Κύπρος	Νευρολογία	
Latvija	Neiroloģija	
Lietuva	Neurologija	
Luxembourg	Neurologie	
Magyarország	Neurológia	
Malta	Newroloġija	
Nederland	Neurologie	
Österreich	Neurologie	
Polska	Neurologia	
Portugal	Neurologia	
Slovenija	Nevrologija	
Slovensko	Neurológia	
Suomi/Finland	Neurologia / Neurologi	
Sverige	Neurologi	
United Kingdom	Neurology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	PSYCHIATRIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Psychiatrie	
Česká republika	Psychiatrie	
Danmark	Psykiatri	
Deutschland	Psychiatrie und Psychotherapie	
Eesti	Psühhiaatria	
Ελλάς	Ψυχιατρική	
España	Psiquiatría	
France	Psychiatrie	
Ireland	Psychiatry	
Italia	Psichiatria	
Κύπρος	Ψυχιατρική	
Latvija	Psihiatrija	
Lietuva	Psichiatrija	
Luxembourg	Psychiatrie	
Magyarország	Pszichiátria	
Malta	Psikjatrija	
Nederland	Psychiatrie	
Österreich	Psychiatrie	
Polska	Psychiatria	
Portugal	Psiquiatria	
Slovenija	Psihiatrija	
Slovensko	Psychiatria	
Suomi/Finland	Psykiatria / Psykiatri	
Sverige	Psykiatri	
United Kingdom	General psychiatry	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	RADIODIAGNOSTIC Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Radiodiagnostic / Röntgendiagnose	
Česká republika	Radiologie a zobrazovací metody	
Danmark	Diagnostik radiologi eller røntgenundersøgelse	
Deutschland	Diagnostische Radiologie	
Eesti	Radioloogia	
Ελλάς	Ακτινοδιαγνωστική	
España	Radiodiagnóstico	
France	Radiodiagnostic et imagerie médicale	
Ireland	Diagnostic radiology	
Italia	Radiodiagnostica	
Κύπρος	Ακτινολογία	
Latvija	Diagnostiskā radioloģija	
Lietuva	Radiologija	
Luxembourg	Radiodiagnostic	
Magyarország	Radiológia	
Malta	Radjoloġija	
Nederland	Radiologie	
Österreich	Medizinische Radiologie-Diagnostik	
Polska	Radiologia i diagnostyka obrazowa	
Portugal	Radiodiagnóstico	
Slovenija	Radiologija	
Slovensko	Rádiológia	
Suomi/Finland	Radiologia / Radiologi	
Sverige	Medicinsk radiologi	
United Kingdom	Clinical radiology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	RADIOTHÉRAPIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Radiothérapie-oncologie / Radiotherapie-oncologie	
Česká republika	Radiační onkologie	
Danmark	Onkologi	
Deutschland	Strahlentherapie	
Eesti	Onkoloogia	
Ελλάς	Ακτινοθεραπευτική – Ογκολογία	
España	Oncología radioterápica	
France	Oncologie radiothérapique	
Ireland	Radiotherapy	
Italia	Radioterapia	
Κύπρος	Ακτινοθεραπευτική	
Latvija	Terapeitiskā radioloģija	
Lietuva	Onkologija radioterapija	
Luxembourg	Radiothérapie	
Magyarország	Sugárterápia	
Malta	Onkoloġija u Radjoterapija	
Nederland	Radiotherapie	
Österreich	Strahlentherapie – Radioonkologie	
Polska	Radioterapia onkologiczna	
Portugal	Radioterapia	
Slovenija	Radioterapija in onkologija	
Slovensko	Radiačná onkológia	
Suomi/Finland	Syöpätaudit / Cancersjukdomar	
Sverige	Tumörsjukdomar (allmän onkologi)	
United Kingdom	Clinical oncology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
BIOLOGIE CLINIQUE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien	Biologie clinique / Klinische biologie	
Česká republika		
Danmark		
Deutschland		
Eesti	Laborimeditsiin	
Ελλάς		
España	Análisis clínicos	
France	Biologie médicale	
Ireland		
Italia	Patologia clinica	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva	Laboratorinė medicina	
Luxembourg	Biologie clinique	
Magyarország	Orvosi laboratóriumi diagnosztika	
Malta		
Nederland		
Österreich	Medizinische Biologie	
Polska	Diagnostyka laboratoryjna	
Portugal	Patologia clínica	
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
HÉMATOLOGIE BIOLOGIQUE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark	Klinisk blodtypeserologi	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España		
France	Hématologie	
Ireland		
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Hématologie biologique	
Magyarország		
Malta		
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal	Hematologia clínica	
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	MICROBIOLOGIE-BACTÉRIOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Lékařská mikrobiologie	
Danmark	Klinisk mikrobiologi	
Deutschland	Mikrobiologie und Infektionsepidemiologie	
Eesti		
Ελλάς	1. Ιατρική Βιοπαθολογία 2. Μικροβιολογία	
España	Microbiología y parasitología	
France		
Ireland	Microbiology	
Italia	Microbiologia e virologia	
Κύπρος	Μικροβιολογία	
Latvija	Mikrobioloģija	
Lietuva		
Luxembourg	Microbiologie	
Magyarország	Orvosi mikrobiológia	
Malta	Mikrobijoloġija	
Nederland	Medische microbiologie	
Österreich	Hygiene und Mikrobiologie	
Polska	Mikrobiologia lekarska	
Portugal		
Slovenija	Klinična mikrobiologija	
Slovensko	Klinická mikrobiológia	
Suomi/Finland	Kliininen mikrobiologia / Klinisk mikrobiologi	
Sverige	Klinisk bakteriologi	
United Kingdom	Medical microbiology and virology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
CHIMIE BIOLOGIQUE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Klinická biochemie	
Danmark	Klinisk biokemi	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Bioquímica clínica	
France		
Ireland	Chemical pathology	
Italia	Biochimica clinica	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Chimie biologique	
Magyarország		
Malta	Patoloġija Kimika	
Nederland	Klinische chemie	
Österreich	Medizinische und Chemische Labordiagnostik	
Polska		
Portugal		
Slovenija	Medicinska biokemija	
Slovensko	Klinická biochémia	
Suomi/Finland	Kliininen kemia / Klinisk kemi	
Sverige	Klinisk kemi	
United Kingdom	Chemical pathology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
IMMUNOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Alergologie a klinická imunologie	
Danmark	Klinisk immunologi	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Immunología	
France		
Ireland	Clinical immunology	
Italia		
Κύπρος	Ανοσολογία	
Latvija	Imunoloģija	
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország	Allergológia és klinikai immunológia	
Malta	Immunoloġija	
Nederland		
Österreich	Immunologie	
Polska	Immunologia kliniczna	
Portugal		
Slovenija		
Slovensko	Klinická imunológia a alergológia	
Suomi/Finland		
Sverige	Klinisk immunologi	
United Kingdom	Immunology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	CHIRURGIE ESTHÉTIQUE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique / Plastische, reconstructieve en esthetische heelkunde	
Česká republika	Plastická chirurgie	
Danmark	Plastikkirurgi	
Deutschland	Plastische Chirurgie	
Eesti	Plastika- ja rekonstruktiivkirurgia	
Ελλάς	Πλαστική Χειρουργική	
España	Cirugía plástica y reparadora	
France	Chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique	
Ireland	Plastic surgery	
Italia	Chirurgia plastica e ricostruttiva	
Κύπρος	Πλαστική Χειρουργική	
Latvija	Plastiskā ķirurģija	
Lietuva	Plastinė ir rekonstrukcinė rekonstrukcinė chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie plastique	
Magyarország	Plasztikai (égési) sebészet	
Malta	Kirurġija Plastika	
Nederland	Plastische chirurgie	
Österreich	Plastische Chirurgie	
Polska	Chirurgia plastyczna	
Portugal	Cirurgia plástica e reconstrutiva	
Slovenija	Plastična, rekonstrukcijska in estetska kirurgija	
Slovensko	Plastická chirurgia	
Suomi/Finland	Plastiikkakirurgia / Plastikkirurgi	
Sverige	Plastikkirurgi	
United Kingdom	Plastic surgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	CHIRURGIE THORACIQUE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Chirurgie thoracique / Heelkunde op de thorax	
Česká republika	Kardiochirurgie	
Danmark	Thoraxkirurgi eller brysthulens kirurgiske sygdomme	
Deutschland	Herzchirurgie	
Eesti	Torakaalkirurgia	
Ελλάς	Χειρουργική Θώρακος	
España	Cirugía torácica	
France	Chirurgie thoracique et cardiovasculaire	
Ireland	Thoracic surgery	
Italia	Chirurgia toracica; Cardiochirurgia	
Κύπρος	Χειρουργική Θώρακος	
Latvija	Torakālā ķirurģija	
Lietuva	Krūtinės chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie thoracique	
Magyarország	Mellkassebészet	
Malta	Kirurġija Kardjo-Toraċika	
Nederland	Cardio-thoracale chirurgie	
Österreich		
Polska	Chirurgia klatki piersiowej	
Portugal	Cirurgia cardiotorácica	
Slovenija	Torakalna kirurgija	
Slovensko	Hrudníková chirurgia	
Suomi/Finland	Sydän-ja rintaelinkirurgia / Hjärt- och thoraxkirurgi	
Sverige	Thoraxkirurgi	
United Kingdom	Cardo-thoracic surgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
CHIRURGIE PÉDIATRIQUE Durée minimale de formation: 5 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Dětská chirurgie	
Danmark		
Deutschland	Kinderchirurgie	
Eesti	Lastekirurgia	
Ελλάς	Χειρουργική Παίδων	
España	Cirugía pediátrica	
France	Chirurgie infantile	
Ireland	Paediatric surgery	
Italia	Chirurgia pediatrica	
Κύπρος	Χειρουργική Παίδων	
Latvija	Bērnu ķirurģija	
Lietuva	Vaikų chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie pédiatrique	
Magyarország	Gyermeksebészet	
Malta	Kirurgija Pedjatrika	
Nederland		
Österreich	Kinderchirurgie	
Polska	Chirurgia dziecięca	
Portugal	Cirurgia pediátrica	
Slovenija		
Slovensko	Detská chirurgia	
Suomi/Finland	Lastenkirurgia / Barnkirurgi	
Sverige	Barn- och ungdomskirurgi	
United Kingdom	Paediatric surgery	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	CHIRURGIE DES VAISSEAUX Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Chirurgie des vaisseaux / Bloedvatenheelkunde	
Česká republika	Cévní chirurgie	
Danmark	Karkirurgi eller kirurgiske blodkarsygdomme	
Deutschland		
Eesti	Kardiovaskulaarkirurgia	
Ελλάς	Αγγειοχειρουργική	
España	Angiología y cirugía vascular	
France	Chirurgie vasculaire	
Ireland		
Italia	Chirurgia vascolare	
Κύπρος	Χειρουργική Αγγείων	
Latvija	Asinsvadu ķirurģija	
Lietuva	Kraujagyslių chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie vasculaire	
Magyarország	Érsebészet	
Malta	Kirurġija Vaskolari	
Nederland		
Österreich		
Polska	Chirurgia naczyniowa	
Portugal	Cirurgia vascular	
Slovenija	Kardiovaskularna kirurgija	
Slovensko	Cievna chirurgia	
Suomi/Finland	Verisuonikirurgia / Kärlkirurgi	
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	CARDIOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Cardiologie	
Česká republika	Kardiologie	
Danmark	Kardiologi	
Deutschland	Kardiologie	
Eesti	Kardioloogia	
Ελλάς	Καρδιολογία	
España	Cardiología	
France	Pathologie cardio-vasculaire	
Ireland	Cardiology	
Italia	Cardiologia	
Κύπρος	Καρδιολογία	
Latvija	Kardioloģija	
Lietuva	Kardiologija	
Luxembourg	Cardiologie et angiologie	
Magyarország	Kardiológia	
Malta	Kardjoloġija	
Nederland	Cardiologie	
Österreich		
Polska	Kardiologia	
Portugal	Cardiologia	
Slovenija		
Slovensko	Kardiológia	
Suomi/Finland	Kardiologia / Kardiologi	
Sverige	Kardiologi	
United Kingdom	Cardiology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	GASTRO-ENTÉROLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Gastro-entérologie / gastroenterologie	
Česká republika	Gastroenterologie	
Danmark	Medicinsk gastroenterologi eller medicinske mave-tarm-sygdomme	
Deutschland		
Eesti	Gastroenteroloogia	
Ελλάς	Γαστρεντερολογία	
España	Aparato digestivo	
France	Gastro-entérologie et hépatologie	
Ireland	Gastro-enterology	
Italia	Gastroenterologia	
Κύπρος	Γαστρεντερολογία	
Latvija	Gastroenteroloģija	
Lietuva	Gastroenterologija	
Luxembourg	Gastro-entérologie	
Magyarország	Gasztroenterológia	
Malta	Gastroenteroloġija	
Nederland	Gastro- enterologie	
Österreich		
Polska	Gastroenterologia	
Portugal	Gastrenterologia	
Slovenija	Gastroenterologija	
Slovensko	Gastroenterológia	
Suomi/Finland	Gastroenterologia / Gastroenterologi	
Sverige	Medicinsk gastroenterologi och hepatologi	
United Kingdom	Gastro-enterology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
RHUMATOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien	Rhumathologie / reumatologie	
Česká republika	Revmatologie	
Danmark	Reumatologi	
Deutschland		
Eesti	Reumatoloogia	
Ελλάς	Ρευματολογία	
España	Reumatología	
France	Rhumathologie	
Ireland	Rheumatology	
Italia	Reumatologia	
Κύπρος	Ρευματολογία	
Latvija	Reimatoloģija	
Lietuva	Reumatologija	
Luxembourg	Rhumathologie	
Magyarország	Reumatológia	
Malta	Rewmatoloġija	
Nederland	Reumatologie	
Österreich		
Polska	Reumatologia	
Portugal	Reumatologia	
Slovenija		
Slovensko	Reumatológia	
Suomi/Finland	Reumatologia / Reumatologi	
Sverige	Reumatologi	
United Kingdom	Rheumatology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	HÉMATOLOGIE GÉNÉRALE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Hematologie a transfúzní lékařství	
Danmark	Hæmatologi eller blodsygdomme	
Deutschland		
Eesti	Hematoloogia	
Ελλάς	Αιματολογία	
España	Hematología y hemoterapia	
France		
Ireland	Haematology	
Italia	Ematologia	
Κύπρος	Αιματολογία	
Latvija	Hematoloģija	
Lietuva	Hematologija	
Luxembourg	Hématologie	
Magyarország	Haematológia	
Malta	Ematoloġija	
Nederland		
Österreich		
Polska	Hematologia	
Portugal	Imuno-hemoterapia	
Slovenija		
Slovensko	Hematológia a transfúziológia	
Suomi/Finland	Kliininen hematologia / Klinisk hematologi	
Sverige	Hematologi	
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	ENDOCRINOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Endokrinologie	
Danmark	Medicinsk endokrinologi eller medicinske hormonsygdomme	
Deutschland		
Eesti	Endokrinoloogia	
Ελλάς	Ενδοκρινολογία	
España	Endocrinología y nutrición	
France	Endocrinologie, maladies métaboliques	
Ireland	Endocrinology and diabetes mellitus	
Italia	Endocrinologia e malattie del ricambio	
Κύπρος	Ενδοκρινολογία	
Latvija	Endokrinoloģija	
Lietuva	Endokrinologija	
Luxembourg	Endocrinologie, maladies du métabolisme et de la nutrition	
Magyarország	Endokrinológia	
Malta	Endokrinoloġija u Dijabete	
Nederland		
Österreich		
Polska	Endokrynologia	
Portugal	Endocrinologia	
Slovenija		
Slovensko	Endokrinológia	
Suomi/Finland	Endokrinologia / endokrinologi	
Sverige	Endokrina sjukdomar	
United Kingdom	Endocrinology and diabetes mellitus	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	MÉDECINE PHYSIQUE ET DE RÉADAPTATION Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien	Médecine physique et réadaptation / Fysische geneeskunde en revalidatie	
Česká republika	Rehabilitační a fyzikální medicína	
Danmark		
Deutschland	Physikalische und Rehabilitative Medizin	
Eesti	Taastusravi ja füsiaatria	
Ελλάς	Φυσική Ιατρική και Αποκατάσταση	
España	Rehabilitación	
France	Rééducation et réadaptation fonctionnelles	
Ireland		
Italia	Medicina fisica e riabilitazione	
Κύπρος	Φυσική Ιατρική και Αποκατάσταση	
Latvija	Rehabilitoloģija Fiziskā rehabilitācija Fizikālā medicīna	
Lietuva	Fizinė medicina ir reabilitacija	
Luxembourg	Rééducation et réadaptation fonctionnelles	
Magyarország	Fizioterápia	
Malta		
Nederland	Revalidatiegeneeskunde	
Österreich	Physikalische Medizin	
Polska	Rehabilitacja medyczna	
Portugal	Fisiatria ou Medicina física e de reabilitação	
Slovenija	Fizikalna in rehabilitacijska medicina	
Slovensko	Fyziatria, balneológia a liečebná rehabilitácia	
Suomi/Finland	Fysiatria / fysiatri	
Sverige	Rehabiliteringsmedicin	
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
STOMATOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Estomatología	
France	Stomatologie	
Ireland		
Italia	Odontostomatologia	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Stomatologie	
Magyarország		
Malta		
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal	Estomatologia	
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	NEUROPSYCHIATRIE Durée minimale de formation: 5 ans	
Belgique/België/Belgien	Neuropsychiatrie	
Česká republika		
Danmark		
Deutschland	Nervenheilkunde (Neurologie und Psychiatrie)	
Eesti		
Ελλάς	Νευρολογία – Ψυχιατρική	
España		
France	Neuropsychiatrie	
Ireland		
Italia	Neuropsichiatria	
Κύπρος	Νευρολογία - Ψυχιατρική	
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Neuropsychiatrie	
Magyarország		
Malta		
Nederland	Zenuw- en zielsziekten	
Österreich	Neurologie und Psychiatrie	
Polska		
Portugal		
Slovenija		
Slovensko	Neuropsychiatria	
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	DERMATO-VÉNÉRÉOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans	
Belgique/België/Belgien	Dermato-vénéréologie / dermato-venerologie	
Česká republika	Dermatovenerologie	
Danmark	Dermato-venerologi eller hud- og kønssygdomme	
Deutschland	Haut– und Geschlechtskrankheiten	
Eesti	Dermatoveneroloogia	
Ελλάς	Δερματολογία – Αφροδισιολογία	
España	Dermatología médico-quirúrgica y venereología	
France	Dermatologie et vénéréologie	
Ireland		
Italia	Dermatologia e venerologia	
Κύπρος	Δερματολογία – Αφροδισιολογία	
Latvija	Dermatoloģija un veneroloģija	
Lietuva	Dermatovenerologija	
Luxembourg	Dermato-vénéréologie	
Magyarország	Bőrgyógyászat	
Malta	Dermato-venerejoloġija	
Nederland	Dermatologie en venerologie	
Österreich	Haut- und Geschlechtskrankheiten	
Polska	Dermatologia i wenerologia	
Portugal	Dermatovenereologia	
Slovenija	Dermatovenerologija	
Slovensko	Dermatovenerológia	
Suomi/Finland	Ihotaudit ja allergologia / hudsjukdomar och allergologi	
Sverige	Hud- och könssjukdomar	
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
DERMATOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Dermatology	
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország		
Malta	Dermatoloġija	
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal		
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom	Dermatology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
VÉNÉRÉOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Venereology	
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország		
Malta	Mediċina Uro-ġenetali	
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal		
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom	Genito-urinary medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	RADIOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark		
Deutschland	Radiologie	
Eesti		
Ελλάς	Ακτινολογία – Ραδιολογία	
España	Electrorradiología	
France	Electro-radiologie	
Ireland		
Italia	Radiologia	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Électroradiologie	
Magyarország	Radiológia	
Malta		
Nederland	Radiologie	
Österreich	Radiologie	
Polska		
Portugal	Radiologia	
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
MÉDECINE TROPICALE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Tropical medicine	
Italia	Medicina tropicale	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország	Trópusi betegségek	
Malta		
Nederland		
Österreich	Spezifische Prophylaxe und Tropenhygiene	
Polska	Medycyna transportu	
Portugal	Medicina tropical	
Slovenija		
Slovensko	Tropická medicína	
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom	Tropical medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
PSYCHIATRIE INFANTILE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Dětská a dorostová psychiatrie	
Danmark	Børne- og ungdomspsykiatri	
Deutschland	Kinder- und Jugendpsychiatrie und- psychotherapie	
Eesti		
Ελλάς	Παιδοψυχιατρική	
España		
France	Pédo-psychiatrie	
Ireland	Child and adolescent psychiatry	
Italia	Neuropsichiatria infantile	
Κύπρος	Παιδοψυχιατρική	
Latvija	Bērnu psihiatrija	
Lietuva	Vaikų ir paauglių psichiatrija	
Luxembourg	Psychiatrie infantile	
Magyarország	Gyermek- és ifjúságpszichiátria	
Malta		
Nederland		
Österreich		
Polska	Psychiatria dzieci i młodzieży	
Portugal	Pedopsiquiatria	
Slovenija	Otroška in mladostniška psihiatrija	
Slovensko	Detská psychiatria	
Suomi/Finland	Lastenpsykiatria / barnpsykiatri	
Sverige	Barn- och ungdomspsykiatri	
United Kingdom	Child and adolescent psychiatry	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
GÉRIATRIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Geriatrie	
Danmark	Geriatri eller alderdommens sygdomme	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Geriatría	
France		
Ireland	Geriatrics	
Italia	Geriatria	
Κύπρος	Γηριατρική	
Latvija		
Lietuva	Geriatrija	
Luxembourg		
Magyarország	Geriátria	
Malta	Ġerjatrija	
Nederland	Klinische geriatrie	
Österreich		
Polska	Geriatria	
Portugal		
Slovenija		
Slovensko	Geriatria	
Suomi/Finland	Geriatria / geriatri	
Sverige	Geriatrik	
United Kingdom	Geriatrics	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
MALADIES RÉNALES Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Nefrologie	
Danmark	Nefrologi eller medicinske nyresygdomme	
Deutschland		
Eesti	Nefroloogia	
Ελλάς	Νεφρολογία	
España	Nefrología	
France	Néphrologie	
Ireland	Nephrology	
Italia	Nefrologia	
Κύπρος	Νεφρολογία	
Latvija	Nefroloģija	
Lietuva	Nefrologija	
Luxembourg	Néphrologie	
Magyarország	Nefrológia	
Malta	Nefroloġija	
Nederland		
Österreich		
Polska	Nefrologia	
Portugal	Nefrologia	
Slovenija	Nefrologija	
Slovensko	Nefrológia	
Suomi/Finland	Nefrologia / nefrologi	
Sverige	Medicinska njursjukdomar (nefrologi)	
United Kingdom	Renal medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
MALADIES CONTAGIEUSES Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Infekční lékařství	
Danmark	Infektionsmedicin	
Deutschland		
Eesti	Infektsioonhaigused	
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Communicable diseases	
Italia	Malattie infettive	
Κύπρος	Λοιμώδη Νοσήματα	
Latvija	Infektoloģija	
Lietuva	Infektologija	
Luxembourg		
Magyarország	Infektológia	
Malta	Mard Infettiv	
Nederland		
Österreich		
Polska	Choroby zakaźne	
Portugal		
Slovenija	Infektologija	
Slovensko	Infektológia	
Suomi/Finland	Infektiosairaudet / infektionssjukdomar	
Sverige	Infektionssjukdomar	
United Kingdom	Infectious diseases	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE SOCIALE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Hygiena a epidemiologie	
Danmark	Samfundsmedicin	
Deutschland	Öffentliches Gesundheitswesen	
Eesti		
Ελλάς	Κοινωνική Ιατρική	
España	Medicina preventiva y salud pública	
France	Santé publique et médecine sociale	
Ireland	Community medicine	
Italia	Igiene e medicina sociale	
Κύπρος	Υγειονολογία/Κοινοτική Ιατρική	
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Santé publique	
Magyarország	Megelőző orvostan és népegészségtan	
Malta	Saħħa Pubblika	
Nederland	Maatschappij en gezondheid	
Österreich	Sozialmedizin	
Polska	Zdrowie publiczne, epidemiologia	
Portugal		
Slovenija	Javno zdravje	
Slovensko	Hygiena a epidemiológia	
Suomi/Finland	Terveydenhuolto / hälsovård	
Sverige	Socialmedicin	
United Kingdom	Public health medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
PHARMACOLOGIE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Klinická farmakologie	
Danmark	Klinisk farmakologi	
Deutschland	Pharmakologie und Toxikologie	
Eesti		
Ελλάς		
España	Farmacología clínica	
France		
Ireland	Clinical pharmacology and therapeutics	
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország	Klinikai farmakológia	
Malta	Farmakoloġija Klinika u t-Terapewtika	
Nederland		
Österreich	Pharmakologie und Toxikologie	
Polska	Farmakologia kliniczna	
Portugal		
Slovenija		
Slovensko	Klinická farmakológia	
Suomi/Finland	Kliininen farmakologia ja lääkehoito / klinisk farmakologi och läkemedelsbehandling	
Sverige	Klinisk farmakologi	
United Kingdom	Clinical pharmacology and therapeutics	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	MÉDECINE DU TRAVAIL Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Médecine du travail / arbeidsgeneeskunde	
Česká republika	Pracovní lékařství	
Danmark	Arbejdsmedicin	
Deutschland	Arbeitsmedizin	
Eesti		
Ελλάς	Ιατρική της Εργασίας	
España		
France	Médecine du travail	
Ireland	Occupational medicine	
Italia	Medicina del lavoro	
Κύπρος	Ιατρική της Εργασίας	
Latvija	Arodslimības	
Lietuva	Darbo medicina	
Luxembourg	Médecine du travail	
Magyarország	Foglalkozás-orvostan (üzemorvostan)	
Malta	Mediċina Okkupazzjonali	
Nederland	Arbeid en gezondheid, bedrijfsgeneeskunde Arbeid en gezondheid, verzekeringsgeneeskunde	
Österreich	Arbeits- und Betriebsmedizin	
Polska	Medycyna pracy	
Portugal	Medicina do trabalho	
Slovenija	Medicina dela, prometa in športa	
Slovensko	Klinické pracovné lekárstvo a klinická toxikológia	
Suomi/Finland	Työterveyshuolto / företagshälsovård	
Sverige	Yrkes- och miljömedicin	
United Kingdom	Occupational medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
ALLERGOLOGIE Durée minimale de formation: 3 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Alergologie a klinická imunologie	
Danmark	Medicinsk allergologi eller medicinske overfølsomhedssygdomme	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς	Αλλεργιολογία	
España	Alergología	
France		
Ireland		
Italia	Allergologia ed immunologia clinica	
Κύπρος	Αλλεργιολογία	
Latvija	Alergoloģija–	
Lietuva	Alergologija ir klinikinė imunologija	
Luxembourg		
Magyarország	Allergológia és klinikai immunológia	
Malta		
Nederland	Allergologie en inwendige geneeskunde	
Österreich		
Polska	Alergologia	
Portugal	Imuno-alergologia	
Slovenija		
Slovensko	Klinická imunológia a alergológia	
Suomi/Finland		
Sverige	Allergisjukdomar	
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
CHIRURGIE GASTRO-ENTÉROLOGIQUE Durée minimale de formation: 5 ans		
Belgique/België/Belgien	Chirurgie abdominale / heelkunde op het abdomen	
Česká republika		
Danmark	Kirurgisk gastroenterologi eller kirurgiske mave-tarm-sygdomme	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Cirugía del aparato digestivo	
France	Chirurgie viscérale et digestive	
Ireland		
Italia	Chirurgia dell'aparato digestivo	
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva	Abdominalinė chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie gastro-entérologique	
Magyarország		
Malta		
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal		
Slovenija	Abdominalna kirurgija	
Slovensko		
Suomi/Finland	Gastroenterologinen kirurgia / gastroenterologisk kirurgi	
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
	MÉDECINE NUCLÉAIRE Durée minimale de formation: 4 ans	
Belgique/België/Belgien	Médecine nucléaire / nucleaire geneeskunde	
Česká republika	Nukleární medicína	
Danmark	Klinisk fysiologi og nuklearmedicin	
Deutschland	Nuklearmedizin	
Eesti		
Ελλάς	Πυρηνική Ιατρική	
España	Medicina nuclear	
France	Médecine nucléaire	
Ireland		
Italia	Medicina nucleare	
Κύπρος	Πυρηνική Ιατρική	
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Médecine nucléaire	
Magyarország	Nukleáris medicina (izotóp diagnosztika)	
Malta	Mediċina Nukleari	
Nederland	Nucleaire geneeskunde	
Österreich	Nuklearmedizin	
Polska	Medycyna nuklearna	
Portugal	Medicina nuclear	
Slovenija	Nuklearna medicina	
Slovensko	Nukleárna medicína	
Suomi/Finland	Kliininen fysiologia ja isotooppilääketiede / klinisk fysiologi och nukleärmedicin	
Sverige	Nukleärmedicin	
United Kingdom	Nuclear medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
SOINS D'URGENCE Durée minimale de formation: 5 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Traumatologie Urgentní medicína	
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Accident and emergency medicine	
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország	Traumatológia	
Malta	Mediċina tal-Aċċidenti u l-Emerġenza	
Nederland		
Österreich		
Polska	Medycyna ratunkowa	
Portugal		
Slovenija		
Slovensko	Úrazová chirurgia	
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom	Accident and emergency medicine	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
NEUROPHYSIOLOGIE CLINIQUE Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika		
Danmark	Klinisk neurofysiologi	
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Neurofisiologia clínica	
France		
Ireland	Neurophysiology	
Italia		
Κύπρος		
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg		
Magyarország		
Malta	Newrofiżjoloġija Klinika	
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal		
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland	Kliininen neurofysiologia / klinisk neurofysiologi	
Sverige	Klinisk neurofysiologi	
United Kingdom	Clinical neurophysiology	

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
CHIRURGIE MAXILLO-FACIALE (FORMATION DE BASE DE MÉDECINE) Durée minimale de formation: 5 ans		
Belgique/België/Belgien		
Česká republika	Maxilofaciální chirurgie	
Danmark		
Deutschland		
Eesti		
Ελλάς		
España	Cirugía oral y maxilofacial	
France	Chirurgie maxillo-faciale et stomatologie	
Ireland		
Italia	Chirurgia maxillo-facciale	
Κύπρος		
Latvija	Mutes, sejas un žokļu ķirurģija	
Lietuva	Veido ir žandikaulių chirurgija	
Luxembourg	Chirurgie maxillo-faciale	
Magyarország	Szájsebészet	
Malta		
Nederland		
Österreich	Mund – Kiefer – und Gesichtschirurgie	
Polska	Chirurgia szczękowo-twarzowa	
Portugal		
Slovenija	Maksilofacialna kirurgija	
Slovensko	Maxilofaciálna chirurgia	
Suomi/Finland		
Sverige		
United Kingdom		

Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme
CLINIQUE DENTAIRE, ORALE ET MAXILLO-FACIALE (FORMATION DE BASE DE MÉDECIN ET DE PRATICIEN DE L'ART DENTAIRE) Durée minimale de formation: 4 ans		
Belgique/België/Belgien	Stomatologie et chirurgie orale et maxillo-faciale / stomatologie en mond-, kaak- en aangezichtschirurgie	
Česká republika		
Danmark		
Deutschland	Mund-, Kiefer- und Gesichtschirurgie	
Eesti		
Ελλάς		
España		
France		
Ireland	Oral and maxillo-facial surgery	
Italia		
Κύπρος	Στοματο -Γναθο-Προσωποχειρουργική	
Latvija		
Lietuva		
Luxembourg	Chirurgie dentaire, orale et maxillo-faciale	
Magyarország	Arc-állcsont-szájsebészet	
Malta	Kirurġija tal-għadam tal-wiċċ	
Nederland		
Österreich		
Polska		
Portugal		
Slovenija		
Slovensko		
Suomi/Finland	Suu- ja leukakirurgia / oral och maxillofacial kirurgi	
Sverige		
United Kingdom	Oral and maxillo-facial surgery	

»

2. Infirmiers

31977 L 0452: Directive 77/452/CEE du Conseil du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services (JO L 176 du 15.7.1977, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 L 1057: Directive 81/1057/CEE du Conseil du 14.12.1981 (JO L 385 du 31.12.1981, p. 25),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0594: Directive 89/594/CEE du Conseil du 30.10.1989 (JO L 341 du 23.11.1989, p. 19),

— 31989 L 0595: Directive 89/595/CEE du Conseil du 10.10.1989 (JO L 341 du 23.11.1989, p. 30),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

a) Les éléments ci-après sont ajoutés à l'article 1er, paragraphe 2:

«en République tchèque:

"všeobecná sestra/všeobecný ošetřovatel";

en Estonie:

"õde";

à Chypre:

"Εγγεγραμμένος Νοσηλευτής";

en Lettonie:

"māsa";

en Lituanie:

"Bendrosios praktikos slaugytojas";

en Hongrie:

"ápoló";

à Malte:

"Infermier Reġistrat tal-Ewwel Livell";

en Pologne:

"pielęgniarka";

en Slovénie:

"diplomirana medicinska sestra / diplomirani zdravstvenik";

en Slovaquie: "sestra"».

b) Les articles ci-après sont ajoutés après l'article 4 *bis*:

«*Article 4 ter*

En ce qui concerne les titres polonais d'infirmier responsable des soins généraux, seules les dispositions ci-après en matière de droits acquis s'appliqueront:

Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par la Pologne ou dont la formation a commencé dans cet État avant la date de son adhésion à l'Union européenne, et qui ne répondent pas aux exigences minimales en matière de formation prévues par l'article 1er de la directive 77/453/CEE, les États membres reconnaissent les diplômes, certificats et autres titres ci-après d'infirmier dispensant des soins généraux s'ils sont accompagnés d'un certificat déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé en Pologne les activités d'infirmier dispensant des soins généraux pendant la période précisée ci-dessous:

— diplôme d'infirmier (niveau licence) (*dyplom licencjata pielęgniarstwa*) — au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat,

— diplôme d'infirmier sanctionnant des études supérieures, délivré par un établissment d'enseignement professionnel médical (*dyplom pielęgniarki albo pielęgniarki dyplomowanej*) — au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

Les activités mentionnées doivent avoir compris la pleine responsabilité de la programmation, de l'organisation et de l'administration des soins infirmiers au patient.

Article 4 quater

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres tchèques d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins

généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire de la République tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovaques d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres d'infirmier dispensant des soins généraux lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes d'infirmier responsable des soins généraux, pour ce qui est de l'accès aux activités d'infirmier responsable des soins généraux et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.».

c) À l'annexe, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	1. Diplom o ukončení studia ve studijním programu ošetřovatelství ve studijním oboru všeobecná sestra (bakalář, Bc.) 2. Diplom o ukončení studia ve studijním oboru diplomovaná všeobecná sestra (diplomovaný specialista, DiS.)	1. Vysoká škola zřízená nebo uznaná státem 2. Vyšší odborná škola zřízená nebo uznaná státem	1. Vysvědčení o státní závěrečné zkoušce 2. Vysvědčení o absolutoriu»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom õe erialal	1. Tallinna Meditsiinikool 2. Tartu Meditsiinikool 3. Kohtla-Järve Meditsiinikool»	

et, entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Δίπλωμα Γενικής Νοσηλευτικής	Νοσηλευτική Σχολή	
Latvija	1. diploms par māsas kvalifikācijas iegūšanu 2. māsas diploms	1. Māsu skolas 2. Universitātes tipa augstskola pamatojoties uz Valsts eksāmenu komisijas lēmumu	
Lietuva	1. Aukštojo mokslo diplomas, nurodantis suteiktą bendrosios praktikos slaugytojo profesinę kvalifikaciją 2. Aukštojo mokslo diplomas (neuniversitetinės studijos), nurodantis suteiktą bendrosios praktikos slaugytojo profesinę kvalifikaciją	1. Universitetas 2. Kolegija»	

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	1. Ápoló bizonyítvány 2. Diplomás ápoló oklevél 3. Egyetemi okleveles ápoló oklevél	1. Iskola 2. Egyetem / főiskola 3. Egyetem	
Malte	Lawrja jew diploma fl-istudji tal-infermerija	Universita `ta' Malte»	

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom ukończenia studiów wyższych na kierunku pielęgniarstwo z tytułem "magister pielęgniarstwa"	1. Uniwersytet Medyczny 2. Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego»	

et, entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naslov "diplomirana medicinska sestra / diplomirani zdravstvenik"	1. Univerza 2. Visoka strokovna šola	
Slovensko	1. Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "magister z ošetrovateľstva" ("Mgr.") 2. Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "bakalár z ošetrovateľstva" ("Bc.") 3. Absolventský diplom v študijnom odbore diplomovaná všeobecná sestra	1. Vysoká škola 2. Vysoká škola 3. Stredná zdravotnícka škola»	

3. Praticiens de l'art dentaire

a) 31978 L 0686: Directive 78/686/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du praticien de l'art dentaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services (JO L 233 du 24.8.1978, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 331981 L 1057: Directive 81/1057/CEE du Conseil du 14.12.1981 (JO L 385 du 31.12.1981, p. 25),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0594: Directive 89/594/CEE du Conseil du 30.10.1989 (JO L 341 du 23.11.1989, p. 19),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

i) Les éléments ci-après sont ajoutés à l'article 1er:

«— en République tchèque:

Zubní lékař,

— en Estonie:

Hambaarst,

— à Chypre:

Οδοντίατρος,

— en Lettonie:

Zobārsts,

— en Lituanie:

Gydytojas odontologas,

— en Hongrie:

Fogorvos,

— à Malte:

Kirurgu Dentali,

— en Pologne:

Lekarz dentysta,

— en Slovénie:

Doktor dentalne medicine /Doktorica dentalne medicine,

— en Slovaquie:

Zubný lekár».

ii) L'article ci-après est inséré après l'article 7 *bis*:

«*Article 7 ter*

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires, pour ce qui est de l'accès aux activités de praticien de l'art dentaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires, pour ce qui est de l'accès aux activités de praticien de l'art dentaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires, pour ce qui est de l'accès aux activités de praticien de l'art dentaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes de praticien de l'art dentaire ou de spécialités dentaires, pour ce qui est de l'accès aux activités de praticien de l'art dentaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.».

iii) À l'article 8, paragraphe 1, les termes «articles 2, 4, 7 et 19» sont remplacés par les termes «articles 2, 4, 7, 19, 19 *bis*, 19 *ter*, 19 *quater* et 19 *quinquies*».

iv) À l'article 17, les termes «prévues à l'article 2, à l'article 7 paragraphe 1 et à l'article 19» sont remplacés par les termes «prévues à l'article 2, à l'article 7, paragraphe 1, et aux articles 19, 19 *bis*, 19 *ter*, 19 *quater* et 19 *quinquies*».

v) Les articles ci-après sont insérés après l'article 19 *ter*:

«*Article 19 quater*

1. À compter de la date d'adhésion de la République tchèque, les États membres reconnaissent, aux fins de l'exercice des activités visées à l'article 1er de la présente directive, les diplômes, certificats et autres titres de médecin délivrés en République tchèque ou dans l'ancienne Tchécoslovaquie aux personnes ayant entamé leur formation médicale universitaire avant l'adhésion, accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités tchèques compétentes certifiant que ces personnes ont exercé effectivement, licitement et à titre principal en République tchèque les activités visées à l'article 5 de la directive 78/687/CEE pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation et que ces personnes sont autorisées à exercer lesdites activités dans les mêmes conditions que les porteurs du diplôme visé à l'annexe A de la présente directive.

2. Sont dispensées de l'exigence de la pratique de trois ans visée au paragraphe 1 les personnes ayant suivi avec succès des études d'au moins trois années attestées par les autorités compétentes comme étant équivalentes à la formation visée à l'article 1er de la directive 78/687/CEE.

Article 19 quinquies

1. À compter de la date d'adhésion de la Slovaquie, les États membres reconnaissent, aux fins de l'exercice des activités visées à l'article 1er de la présente directive, les diplômes, certificats et autres titres de médecin délivrés en Slovaquie ou dans l'ancienne Tchécoslovaquie aux personnes ayant entamé leur formation médicale universitaire avant l'adhésion, accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités slovaques compétentes certifiant que ces personnes ont exercé effectivement, licitement et à titre principal en Slovaquie les activités visées à l'article 5 de la directive 78/687/CEE pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation et que ces personnes sont autorisées à exercer lesdites activités dans les mêmes conditions que les porteurs du diplôme visé à l'annexe A de la présente directive.

2. Sont dispensées de l'exigence de la pratique de trois ans visée au paragraphe 1 les personnes ayant suivi avec succès des études d'au moins trois années attestées par les autorités compétentes comme étant équivalentes à la formation visée à l'article 1er de la directive 78/687/CEE.».

vi) À l'annexe A, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark.

«Česká republika	Diplom o ukončení studia ve studijním programu zubní lékařství (doktor zubního lékařství, Dr. med. Dent.)	Lékařská fakulta univerzity v České republice	Vysvědčení o státní rigorózní zkoušce»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom hambaarstiteaduse õppekava läbimise kohta	Tartu Ülikool»	

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Εγγραφής Οδοντιάτρου	Οδοντιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	Zobārsta diploms	Universitātes tipa augstskola	Rezidenta diploms par zobārsta pēcdiploma izglītības programmas pabeigšanu, ko izsniedz universitātes tipa augstskola un "Sertifikāts" – kompetentas iestādes izsniegts dokuments, kas apliecina, ka persona ir nokārtojusi sertifikācijas eksāmenu zobārstniecībā
Lietuva	Aukštojo mokslo diplomas, nurodantis suteiktą gydytojo odontologo kvalifikaciją	Universitetas	Internatūros pažymėjimas, nurodantis suteiktą gydytojo odontologo profesinę kvalifikaciją»

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Fogorvos oklevél (doctor medicinae dentariae, abrév.: dr. med. dent.)	Egyetem	
Malte	Lawrja fil- Kirurġija Dentali	Universita` ta Malte»	

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom ukończenia studiów wyższych z tytułem "lekarz dentysta"	1. Akademia Medyczna 2. Uniwersytet Medyczny 3. Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego	Lekarsko — Dentystyczny Egzamin Państwowy»

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naslov "doktor dentalne medicine / doktorica dentalne medicine"	Univerza	Potrdilo o opravljenem strokovnem izpitu za poklic zobozdravnik / zobozdravnica
Slovensko	Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "doktor zubného lekárstva" ("MDDr.")	Vysoká škola»	

vii) À l'annexe B, 1. Orthodontie, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	–»		

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Residentuuri lõputunnistus ortodontia erialal	Tartu Ülikool»	

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Αναγνώρισης του Ειδικού Οδοντιάτρου στην Ορθοδοντική	Οδοντιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	"Sertifikāts" – kompetentas iestādes izsniegts dokuments, kas apliecina, ka persona ir nokārtojusi sertifikācijas eksāmenu ortodontijā	Latvijas Ārstu biedrība	
Lietuva	Rezidentūros pažymėjimas, nurodantis suteiktą gydytojo ortodonto profesinę kvalifikaciją	Universitetas»	

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Fogszabályozás szakorvosa bizonyítvány	Az Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium illetékes testülete	
Malte	Certifikat ta' speċjalista dentali fl-Ortodonzja	Kumitat ta' Approvazzjoni dwar Speċjalisti»	

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom uzyskania tytułu specjalisty w dziedzinie ortodoncji	Centrum Egzaminów Medycznych»	

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Potrdilo o opravljenem specialističnem izpitu iz čeljustne in zobne ortopedije	1. Ministrstvo za zdravje 2. Zdravniška zbornica Slovenije	
Slovensko	–»		

viii) À l'annexe B, 2. Chirurgie buccale, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	–»		

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	–»		

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Αναγνώρισης του Ειδικού Οδοντιάτρου στη Στοματική Χειρουργική	Οδοντιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	–		
Lietuva	Rezidentūros pažymėjimas, nurodantis suteiktą burnos chirurgo profesinę kvalifikaciją	Universitetas»	

entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Dento alveoláris sebészet szakorvosa bizonyítvány	Az Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium illetékes testülete	
Malte	Ċertifikat ta' speċjalista dentali fil-Kirurġija tal-ħalq	Kumitat ta' Approvazzjoni dwar Speċjalisti»	

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom uzyskania tytułu specjalisty w dziedzinie chirurgii stomatologicznej	Centrum Egzaminów Medycznych»	

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Potrdilo o opravljenem specialističnem izpitu iz oralne kirurgije	1. Ministrstvo za zdravje 2. Zdravniška zbornica Slovenije	
Slovensko	–»		

b) 31978 L 0687 Directive 78/687/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités du praticien de l'art dentaire (JO L 233 du 24.8.1978, p. 10), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

À l'article 6, les termes «article 19» sont remplacés par les termes «articles 19, 19 *bis*, 19 *ter*, 19 *quater* et 19 *quinquies*».

4. Médecine vétérinaire

31978 L 1026: Directive 78/1026/CEE du Conseil du 18 décembre 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services (JO L 362 du 23.12.1978, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 L 1057: Directive 81/1057/CEE du Conseil du 14.12.1981 (JO L 385 du 31.12.1981, p. 25),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0594: Directive 89/594/CEE du Conseil du 30.10.1989 (JO L 341 du 23.11.1989, p. 19),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

a) Les articles ci-après sont insérés après l'article 4 *bis*:

«*Article 4 ter*

Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'Estonie ou dont la formation a commencé dans cet État avant la date de son adhésion à l'Union européenne, les États membres reconnaissent ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire s'ils sont accompagnés d'un certificat déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé en Estonie les activités en cause pendant au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

Article 4 quater

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres tchèques de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire estonien pendant au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovaques de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de vétérinaire lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes de vétérinaire, pour ce qui est de l'accès aux activités de vétérinaire et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.».

b) À l'annexe, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark.

«Česká republika	1. Diplom o ukončení studia ve studijním programu veterinární lékařství (doktor veterinární medicíny, MVDr.) 2. Diplom o ukončení studia ve studijním programu veterinární hygiena a ekologie (doktor veterinární medicíny, MVDr.)	Veterinární fakulta univerzity v České republice»	

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom: täitnud veterinaarmeditsiini õppekava	Eesti Põllumajandusülikool»	

entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Εγγραφής Κτηνιάτρου	Κτηνιατρικό Συμβούλιο	
Latvija	Veterinārārsta diploms	Latvijas Lauksaimniecības Universitāte	
Lietuva	Aukštojo mokslo diplomas (veterinarijos gydytojo (DVM))	Lietuvos Veterinarijos Akademija»	

et entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Állatorvos doktor diploma – dr.med.vet.	Szent István Egyetem Állatorvos-tudományi Kar	
Malte	Liċenzja ta' Kirurgu Veterinarju	Kunsill tal-Kirurġi Veterinarji»	

entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom lekarza weterynarii	1. Szkoła Główna Gospodarstwa Wiejskiego w Warszawie 2. Akademia Rolnicza we Wrocławiu 3. Akademia Rolnicza w Lublinie 4. Uniwersytet Warmińsko-Mazurski w Olsztynie»	

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naslov "doktor veterinarske medicine / doktorica veterinarske medicine"	Univerza	Spričevalo o opravljenem državnem izpitu s področja veterinarstva
Slovensko	Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "doktor veterinárskej medicíny" ("MVDr.")	Univerzita veterinárskeho lekárstva»	

5. Sages-femmes

31980 L 0154: Directive 80/154/CEE du Conseil du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services (JO L 33 du 11.2.1980, p. 1), modifiée par:

— 31980 L 1273: Directive 80/1273/CEE du Conseil du 22.12.1980 (JO L 375 du 31.12.1980, p. 74),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0594: Directive 89/594/CEE du Conseil du 30.10.1989 (JO L 341 du 23.11.1989, p. 19),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

a) Les éléments ci-après sont ajoutés à l'article 1er:

«en République tchèque:

— "Porodní asistentka/porodní asistent",

en Estonie:

— "Ämmaemand",

à Chypre:

— "Εγγεγραμμένη Μαία",

en Lettonie:

— "Vecmāte",

en Lituanie:

— "Akušeris",

en Hongrie:

— "Szülésznő",

à Malte:

— "Qabla",

en Pologne:

— "Położna"

en Slovénie:

— "Diplomirana babica / Diplomirani babičar",

en Slovaquie:

— "Pôrodná asistentka"».

b) Les articles ci-après sont insérés après l'article 5 *bis*:

«*Article 5 ter*

En ce qui concerne les titres polonais de sage-femme, seules les dispositions ci-après en matière de droits acquis s'appliqueront:

Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par la Pologne ou dont la formation a commencé dans cet État avant la date de son adhésion à l'Union européenne, et qui ne répondent pas aux exigences minimales en matière de formation prévues par l'article 1er de la directive 80/155/CEE, les États membres reconnaissent les diplômes, certificats et autres titres ci-après de sage-femme s'ils sont accompagnés d'un certificat déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé en Pologne les activités de sage-femme pendant la période précisée ci-après:

— diplôme de sage-femme (niveau licence) (dyplom licencjata położnictwa) — au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat,

— diplôme de sage-femme sanctionnant des études supérieures, délivré par un établissement d'enseignement professionnel médical (dyplom położnej) — au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

Article 5 quater

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres tchèques de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovaques de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, décla-

rant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres de sage-femme ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres de sage-femme lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes de sage-femme, pour ce qui est de l'accès aux activités de sage-femme et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.».

c) À l'annexe, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	1. Diplom o ukončení studia ve studijním programu ošetřovatelství ve studijním oboru porodní asistentka (bakalář, Bc.) 2. Diplom o ukončení studia ve studijním oboru diplomovaná porodní asistentka (diplomovaný specialista, DiS.)	1. Vysoká škola zřízená nebo uznaná státem 2. Vyšší odborná škola zřízená nebo uznaná státem	1. Vysvědčení o státní závěrečné zkoušce 2. Vysvědčení o absolutoriu»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom ämmaemanda erialal	1. Tallinna Meditsiinikool 2. Tartu Meditsiinikool»	

et, entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Δίπλωμα στο μεταβασικό πρόγραμμα Μαιευτικής	Νοσηλευτική Σχολή	
Latvija	Diploms par vecmātes kvalifikācijas iegūšanu	Māsu skolas	
Lietuva	1. Aukštojo mokslo diplomas, nurodantis suteiktą bendrosios praktikos slaugytojo profesinę kvalifikaciją, ir profesinės kvalifikacijos pažymėjimas, nurodantis suteiktą akušerio profesinę kvalifikaciją 2. Aukštojo mokslo diplomas (neuniversitetinės studijos), nurodantis suteiktą bendrosios praktikos slaugytojo profesinę kvalifikaciją; ir profesinės kvalifikacijos pažymėjimas, nurodantis suteiktą akušerio profesinę kvalifikaciją 3. Aukštojo mokslo diplomas (neuniversitetinės studijos), nurodantis suteiktą akušerio profesinę kvalifikaciją	1. Universitetas 2. Kolegija 3. Kolegija	1. Pažymėjimas, liudijantis profesinę praktiką akušerijoje 2. Pažymėjimas, liudijantis profesinę praktiką akušerijoje»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Szülésznő bizonyítvány	Iskola/főiskola	
Malte	Lawrja jew diploma fl-Istudji tal-Qwiebel	Universita` ta' Malte»	

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom ukończenia studiów wyższych na kierunku położnictwo z tytułem "magister położnictwa"	1. Uniwersytet Medyczny 2. Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego»	

et, entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naslov "diplomirana babica / diplomirani babičar"	1. Univerza 2. Visoka strokovna šola	
Slovensko	1. Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "bakalár z pôrodnej asistencie" ("Bc.") 2. Absolventský diplom v študijnom odbore diplomovaná pôrodná asistentka	1. Vysoká škol 2. Stredná zdravotnícka škola»	

6. Pharmacie

31985 L 0433: Directive 85/433/CEE du Conseil du 16 septembre 1985 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres en pharmacie, et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement pour certaines activités du domaine de la pharmacie (JO L 253 du 24.9.1985, p. 37), modifiée par:

— 31985 L 0584: Directive 85/584/CEE du Conseil du 20.12.1985 (JO L 372 du 31.12.1985, p. 42),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

a) L'article ci-après est inséré après l'article 6 *bis*:

«*Article 6 ter*

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres tchèques en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en République tchèque.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres estoniens en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en Estonie.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lettons en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en Lettonie.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres lituaniens en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en Lituanie.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovaques en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en Slovaquie.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres en pharmacie ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres en pharmacie lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, la même validité sur le plan juridique que les titres slovènes en pharmacie, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE et de leur exercice. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé l'une des activités visées à l'article 1er, paragraphe 2, de la directive 85/432/CEE sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat, pour autant que cette activité soit réglementée en Slovénie.».

b) À l'annexe, la première ligne du tableau est remplacée par ce qui suit:

«Pays	Titre du diplôme	Organisme qui délivre le diplôme	Certificat qui accompagne le diplôme»

c) À l'annexe, les éléments ci-après sont insérés entre les mentions relatives à la Belgique et celles relatives au Danemark:

«Česká republika	Diplom o ukončení studia ve studijním programu farmacie (magistr, Mgr.)	Farmaceutická fakulta univerzity v České republice	Vysvědčení o státní závěrečné zkoušce»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et celles relatives à la Grèce:

«Eesti	Diplom proviisori õppekava läbimisest	Tartu Ülikool»	

et entre les mentions relatives à l'Italie et celles relatives au Luxembourg:

«Κύπρος	Πιστοποιητικό Εγγραφής Φαρμακοποιού	Συμβούλιο Φαρμακευτικής	
Latvija	Farmaceita diploms	Universitātes tipa augstskola	
Lietuva	Aukštojo mokslo diplomas, nurodantis suteiktą vaistininko profesinę kvalifikaciją	Universitetas»	

et entre les mentions relatives au Luxembourg et celles relatives aux Pays-Bas:

«Magyarország	Okleveles gyógyszerész oklevél (magister pharmaciae, abbrev.: mag. pharm)	Egyetem	
Malte	Lawrja fil-farmaċija	Universita` ta' Malte»	

et entre les mentions relatives à l'Autriche et celles relatives au Portugal:

«Polska	Dyplom ukończenia studiów wyższych na kierunku farmacja z tytułem magistra	1. Akademia Medyczna 2. Uniwersytet Medyczny 3. Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego»	

et entre les mentions relatives au Portugal et celles relatives à la Finlande:

«Slovenija	Diploma, s katero se podeljuje strokovni naziv "magister farmacije / magistra farmacije"	Univerza	Potrdilo o opravljenem strokovnem izpitu za poklic magister farmacije / magistra farmacije
Slovensko	Vysokoškolský diplom o udelení akademického titulu "magister farmácie" ("Mgr.")	Vysoká škola»	

IV. *ARCHITECTURE*

31985 L 0384: Directive 85/384/CEE du Conseil du 10 juin 1985 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services (JO L 223 du 21.8.1985, p. 15), modifiée par:

— 31985 L 0614: Directive 85/614/CEE du Conseil du 20.12.1985 (JO L 376 du 31.12.1985, p. 1),

— 31986 L 0017: Directive 86/17/CEE du Conseil du 27.1.1986 (JO L 27 du 1.2.1986, p. 71),

— 31990 L 0658: Directive 90/658/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 73),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

a) Les éléments ci-après sont ajoutés à l'article 11:

«o) en République tchèque

— les diplômes délivrés par les facultés de la "České vysoké učení technické" (Université technique tchèque de Prague):

— "Vysoká škola architektury a pozemního stavitelství" (École supérieure d'architecture et de construction immobilière) (jusqu'en 1951),

— "Fakulta architektury a pozemního stavitelství" (Faculté d'architecture et de construction immobilière) (de 1951 à 1960),

— "Fakulta stavební" (Faculté de génie civil) (à partir de 1960) dans les filières: Construction et structure des bâtiments, Construction immobilière, Construction et architecture, Architecture (y compris aménagement du territoire), Constructions civiles et constructions destinées à la production industrielle et agricole, ou dans le cadre du programme d'études en génie civil, dans la filière Construction immobilière et architecture,

— "Fakulta architektury" (Faculté d'architecture) (à partir de 1976) dans les filières: Architecture, Aménagement du terriroire, ou dans le cadre du programme d'études en architecture et aménagement du territoire, dans les filières: Architecture, Théorie de la conception architecturale, Aménagement du territoire, Histoire de l'architecture et reconstruction des monuments historiques, ou Architecture et construction immobilière,

— les diplômes délivrés par la "Vysoká škola technická Dr. Edvarda Beneše"(jusqu'en 1951) dans le domaine de l'architecture et de la construction,

— les diplômes délivrés par la "Vysoká škola stavitelství v Brně" (de 1951 à 1956) dans le domaine de l'architecture et de la construction,

— les diplômes délivrés par la "Vysoké učení technické v Brně", par la "Fakulta architektury" (Faculté d'architecture) (à partir de 1956) dans la filière Architecture et aménagement du territoire ou par la "Fakulta stavební" (Faculté de génie civil) (à partir de 1956) dans la filière Construction,

— les diplômes délivrés par la "Vysoká škola báňská – Technická univerzita Ostrava", "Fakulta stavební" (Faculté de génie civil) (à partir de 1997) dans la filière Structures et architecture ou dans la filière Génie civil,

— les diplômes délivrés par la "Technická univerzita v Liberci", "Fakulta architektury" (Faculté d'architecture) (à partir de 1994) dans le cadre du programme d'études en architecture et en aménagement du territoire, dans la filière Architecture,

— les diplômes délivrés par la "Akademie výtvarných umění v Praze" dans le cadre du programme d'étude des Beaux-Arts, dans la filière Conception architecturale,

— les diplômes délivrés par la "Vysoká škola uměleckoprůmyslová v Praze" dans le cadre du programme d'études des Beaux-Arts, dans la filière Architecture,

— un justificatif de l'autorisation délivrée par la "Česká komora architektů" sans que le domaine soit précisé ou dans le domaine de la construction immobilière;

p) en Estonie:

diplom arhitektuuri erialal, väljastatud Eesti Kunstiakadeemia arhitektuuri teaduskonna poolt alates 1996 aastast ((diplôme d'études en architecture, délivré par la Faculté d'architecture de l'Académie des arts d'Estonie depuis 1996), väljastatud Tallinna Kunstiülikooli poolt 1989-1995 aastal (délivré par l'Université des arts de Tallinn de 1989 à 1995), väljastatud Eesti NSV Riikliku Kunstiinstituudi poolt 1951-1988 (délivré par l'Institut étatique des arts de la République socialiste soviétique d'Estonie de 1951 à 1988);

q) à Chypre:

Βεβαίωση Εγγραφής στο Μητρώο Αρχιτεκτόνων που εκδίδεται από το Επιστημονικό και Τεχνικό Επιμελητήριο Κύπρου (Certificat d'enregistrement dans le Registre des architectes délivré par la Chambre scientifique et technique de Chypre (ETEK));

r) en Lettonie:

"arhitekta diploms", ko izsniegusi Latvijas Valsts Universitātes Inženierceltniecības fakultātes Arhitektūras nodaļa līdz 1958. gadam, Rīgas Politehniskā Institūta Celtniecības fakultātes Arhitektūras nodaļa no 1958. gada līdz 1991. gadam, Rīgas Tehniskās Universitātes Arhitektūras fakultāte kopš 1991. gada, un "Arhitekta prakses sertifikāts", ko izsniedz Latvijas Arhitektu savienība

(diplômes d'architecte délivrés par le Département d'architecture de la Faculté de génie civil de l'Université d'État de Lettonie jusqu'en 1958, diplômes d'architecte délivrés par le Département d'architecture de la Faculté de génie civil de l'Institut polytechnique de Riga de 1958 à 1991, diplômes d'architecte délivrés par la Faculté d'architecture de l'Université technique de Riga depuis 1991; certificat d'enregistrement délivré par l'Association des architectes de Lettonie);

s) en Lituanie:

— les diplômes d'ingénieur architecte/architecte délivrés par le Kauno politechnikos institutas jusqu'en 1969 (inžinierius architektas/architektas),

— les diplômes d'architecte/diplômes de niveau licence et maîtrise en architecture délivrés par le Vilnius inžinerinis statybos institutas jusqu'en 1990, par la Vilniaus technikos universitetas jusqu'en 1996, par la Vilnius Gedimino technikos universitetas depuis 1996 (architektas/architektûros bakalauras/architektûros magistras),

— les diplômes de spécialisation sanctionnant la formation en architecture/la licence ou maîtrise en architecture, délivrés par le LTSR Valstybinis dailės institutas jusqu'en 1990 et par la Vilniaus dailės akademija depuis 1990 (architektūros kursas/architektūros bakalauras/architektūros magistras),

— les diplômes de niveau licence et maîtrise en architecture délivrés par la Kauno technologijos universitetas depuis 1997 (architektūros bakalauras/architektūros magistras);

tous ces diplômes doivent être accompagnés du certificat délivré par la Commission d'attestation conférant le droit d'exercer des activités dans le domaine de l'architecture (Architecte certifié/Atestuotas architektas);

t) en Hongrie:

— diplôme de "okleveles építészmérnök" (diplôme d'architecture, maître ès sciences en architecture) délivré par les universités,

— diplôme de "okleveles építész tervezö müvész" (diplôme de maîtrise ès sciences en architecture et en génie civil) délivré par les universités;

u) à Malte:

Perit: diplôme de Lawrja ta' Perit délivré par la Universita` ta' Malte, qui donne droit à l'enregistrement en tant que "Perit";

v) en Pologne:

les diplômes délivrés par les facultés d'architecture:

— de l'Université technique de Varsovie, Faculté d'architecture de Varsovie (Politechnika Warszawska, Wydział Architektury); titre professionnel d'architecte: inżynier architekt, magister nauk technicznych; inżynier architekt; inżyniera magistra architektury; magistra inżyniera architektury; magistra inżyniera architekta; magister inżynier architekt

(de 1945 à 1948, titre: inżynier architekt magister nauk technicznych; de 1951 à 1956, titre: inżynier architekt; de 1954 à 1957, 2ème étape, titre: inżyniera magistra architektury; de 1957 à 1959, titre: nżyniera magistra architektury; de 1959 à 1964: magistra inżyniera architektury; de 1964 à 1982, titre: magistra inżyniera architekta de 1983 à 1990, titre: magister inżynier architekt; depuis 1991, titre: magistra inżyniera architekta),

— de l'Université technique de Cracovie, Faculté d'architecture de Cracovie (Politechnika Krakowska, Wydział Architektury); titre professionnel d'architecte: magister inżynier architekt

(de 1945 à 1953 Université des mines et de la métallurgie, Faculté polytechnique d'architecture — Akademia Górniczo-Hutnicza, Politechniczny WydziałArchitektury);

— de l'Université technique de Wrocław, Faculté d'architecture de Wrocław (Politechnika Wrocławska, Wydział Architektury; titre professionnel d'architecte: inżynier architekt magister nauk technicznych; magister inżynier Architektury; magister inżynier architekt

(de 1949 à 1964, titre: inżynier architekt magister nauk technicznych; de 1956 à 1964, titre: magister inżynier architektury; depuis 1964, titre: magister inżynier architekt),

— de l'Université technique de Silésie, Faculté d'architecture de Gliwice (Politechnika Śląska, Wydział Architektury; titre professionnel d'architecte: inżynier architekt; magister inżynier architekt

(de 1945 à 1955, Faculté de génie civil et de construction — Wydział Inżynieryjno-Budowlany, titre: inżynier architekt; de 1961 à 1969, Faculté de construction industrielle et d'études d'ingénieur générales — Wydział Budownictwa Przemysłowego i Ogólnego, titre: magister inżynier architektt; de 1969 à1976, Faculté de génie civil et d'architecture — Wydział Budownictwa i Architektury, titre: magister inżynier architektt; depuis 1977 Faculté d'architecture — Wydział Architektury, titre: magister inżynier architekt et, depuis 1995, titre: inżynier architekt),

— de l'Université technique de Poznań, Faculté d'architecture de Poznań (Politechnika Poznańska, Wydział Architektury); titre professionnel d'architecte: inżynier architektury; inżynier architekt; magister inżynier architekt

(de 1945 à 1955, École d'ingénieur, Faculté d'architecture — Szkoła Inżynierska, Wydział Architektury, titre: inżynier architektury; depuis 1978, titre: magister inżynier architekt et, depuis 1999, titre: inżynier architekt),

— de l'Université technique de Gdańsk, Faculté d'architecture de Gdańsk (Politechnika Gdańska, Wydział Architektury); titre professionnel d'architecte: magister inżynier architekt

(de 1945 à 1969 Faculté d'architecture — Wydział Architektury de 1969 à 1971 Faculté de génie civil et d'architecture — Wydział Budownictwa i Architekturyy, de 1971 à 1981 Institut d'architecture et d'aménagement du territoire — Instytut Architektury i Urbanistykii, depuis 1981 Faculté d'architecture — Wydział Architektury),

— de l'Université technique de Białystok, Faculté d'architecture de Białystok (Politechnika Białostocka, Wydział Architektury); titre professionnel d'architecte: magister inżynier architekt

(de 1975 à 1989 Institut d'architecture — Instytut Architektury),

— de l'Université technique de Łódź, Faculté de génie civil, d'architecture et de génie de l'environment de Łódź (Politechnika Łódzka, Wydział Budownictwa, Architektury i Inżynierii Środowiska); titre professionnel d'architecte: inżynier architekt; magister inżynier architekt

(de 1973 à 1993 Faculté de génie civil et d'architecture — Wydział Budownictwa i Architektury et depuis 1992 Faculté de génie civil, d'architecture et de génie de l'environnement — Wydział Budownictwa, Architektury i Inżynierii Środowiska; titre: de 1973 à 1978 inżynier architekt, depuis 1978 magister inżynier architekt),

— de l'Université technique de Szczecin, Faculté de génie civil et d'architecture de Szczecin (Politechnika Szczecińska, Wydział Budownictwa i Architektury; titre professionnel d'architecte: inżynier architekt; magister inżynier architekt

(de 1948 à 1954 École supérieure d'ingénieur, Faculté d'architecture — Wyższa Szkoła Inżynierska, Wydział Architektury, titre: inżynier architekt, depuis 1970 magister inżynier architektet depuis 1998 inżynier architekt),

tous ces diplômes doivent être accompagnés du certificat d'adhérent délivré par la Chambre régionale des architectes de Pologne compétente, qui confère le droit d'exercer des activités dans le domaine de l'architecture en Pologne;

w) en Slovénie:

— "univerzitetni diplomirani inženir arhitekture / univerzitetna diplomirana inženirka arhitekture" (diplôme universitaire d'architecture) délivré par la faculté d'architecture, accompagné d'un certificat de l'autorité compétente en matière d'architecture légalement reconnu, qui confère le droit d'exercer des activités dans le domaine de l'architecture,

— un diplôme universitaire délivré par les facultés techniques délivrant le titre de "univerzitetni diplomirani inženir (univ.dipl.inž.) / univerzitetna diplomirana inženirka" accompagné d'un certificat de l'autorité compétente en matière d'architecture légalement reconnu, qui confère le droit d'exercer des activités dans le domaine de l'architecture;

x) en Slovaquie:

— diplôme dans la filière "architecture et construction immobilière" ("architektúra a pozemné staviteľstvo") délivré par l'Université technique de Slovaquie (Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava de 1950 à 1952 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "architecture" ("architektúra") délivré par la Faculté d'architecture et de construction immobilière de l'Université technique de Slovaquie (Fakulta architektúry a pozemného staviteľstva, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava de 1952 à 1960 (titre: Ing. arch.),

— diplôme dans la filière "construction immobilière" ("pozemné staviteľstvo") délivré par la Faculté d'architecture et de construction immobilière de l'Université technique de Slovaquie (Fakulta architektúry a pozemného staviteľstva, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava de 1952 à 1960 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "architecture" ("architektúra") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava de 1961 à 1976, (titre: Ing. arch.),

— diplôme dans la filière "construction immobilière" ("pozemné stavby") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava de 1961 à 1976, (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "architecture" ("architektúra") délivré par la Faculté d'architecture de l'Université technique de Slovaquie (Fakulta architektúry, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava depuis 1977 (titre: Ing. arch.),

— diplôme dans la filière "urbanisme" ("urbanizmus") délivré par la Faculté d'architecture de l'Université technique de Slovaquie (Fakulta architektúry, Slovenská vysoká škola technická) de Bratislava depuis 1977 (titre: Ing. arch.), diplôme dans la filière "construction immobilière" ("pozemné stavby") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta, Slovenská technická univerzita) de Bratislava de 1977 à 1997 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "architecture et construction immobilière" ("architektúra a pozemné stavby") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta, Slovenská technická univerzita) de Bratislava depuis 1998 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "construction immobilière – spécialisation: architecture" ("pozemné stavby – špecializácia: architektúra") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta, Slovenská technická univerzita) de Bratislava en 2000 et 2001 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "construction immobilière et architecture" ("pozemné stavby a architektúra") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique de Slovaquie (Stavebná fakulta – Slovenská technická univerzita) de Bratislava depuis 2001 (titre: Ing.),

— diplôme dans la filière "architecture" ("architektúra") délivré par l'Académie des Beaux-Arts et du design (Vysoká škola výtvarných umení) de Bratislava depuis 1969 (titre: Akad. arch. jusqu'en 1990; Mgr. de 1990 à 1992; Mgr. arch. de 1992 à 1996; Mgr. art. depuis 1997),

— diplôme dans la filière "construction immobilière" ("pozemné staviteľstvo") délivré par la Faculté de génie civil de l'Université technique (Stavebná fakulta,Technická univerzita) de Košice de 1981 à 1991 (titre: Ing.),

tous ces diplômes doivent être accompagnés des éléments suivants:

— un certificat d'autorisation délivré par la Chambre des architectes de Slovaquie (Slovenská komora architektov) de Bratislava, sans que le domaine soit précisé ou dans le domaine "construction immobilière" ("pozemné stavby") ou "aménagement du territoire" ("územné plánovanie"),

— un certificat d'autorisation délivré par la Chambre slovaque des ingénieurs civils (Slovenská komora stavebných inžinierov) de Bratislava dans le domaine de la construction immobilière ("pozemné stavby")»,

b) L'article ci-après est inséré après l'article 11:

«*Article 11 bis*

1. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de la République tchèque attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres tchèques du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire tchèque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

2. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 20 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de l'Estonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres estoniens du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire estonien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

3. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 21 août 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de la Lettonie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres lettons du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire letton pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

4. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 11 mars 1990, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de la Lituanie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres lituaniens du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire lituanien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

5. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 1er janvier 1993, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de la Slovaquie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres slovaques du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire slovaque pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

6. Pour les ressortissants des États membres dont les diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture ont été délivrés par la Yougoslavie ou dont la formation a commencé dans cet État avant le 25 juin 1991, chaque État membre reconnaît ces diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture lorsque les autorités de la Slovénie attestent que ces titres ont, sur le territoire de celle-ci, le même effet que les titres slovènes du domaine de l'architecture énumérés à l'article 11, pour ce qui est de l'accès aux activités visées à l'article 1er et de leur exercice, et sous réserve du respect de l'article 23. Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé des activités dans le domaine de l'architecture sur le territoire slovène pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.»

D. *DROITS DES CITOYENS*

31994 L 0080: Directive 94/80/CE du Conseil du 19 décembre 1994 fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils n'ont pas la nationalité (JO L 368 du 31.12.1994, p. 38), modifiée par:

— 31996 L 0030: Directive 96/30/CE du Conseil du 13.5.1996 (JO L 122 du 22.5.1996, p. 14).

L'annexe est remplacée par le texte suivant:

«*Annexe*

Aux fins de l'article 2, paragraphe 1, point a), de la présente directive, on entend par "collectivité locale de base":

pour la Belgique:

commune/gemeente/Gemeinde,

pour la République tchèque:

obec, městský obvod nebo městská část územně členěného statutárního města, městská část hlavního města Prahy,

pour le Danemark:

amtskommune, Københavns kommune, Frederiksberg kommune, primærkommune,

pour l'Allemagne:

kreisfreie Stadt bzw. Stadtkreis; Kreis; Gemeinde, Bezirk in der Freien und Hansestadt Hamburg und im Land Berlin; Stadtgemeinde Bremen in der Freien Hansestadt Bremen, Stadt-, Gemeinde-, oder Ortsbezirke bzw. Ortschaften,

pour l'Estonie:

vald, linn,

pour la Grèce:

κοινότης, δήμος,

pour l'Espagne:

municipio, entidad de ámbito territorial inferior al municipal,

pour la France:

commune, arrondissement dans les villes déterminées par la législation interne, section de commune,

pour l'Irlande:

country, county borough, borough, urban district, town,

pour l'Italie:

comune, circoscrizione,

pour Chypre:

δήμος, κοινότητα,

pour la Lettonie:

pagasts, novads, pilsēta,

pour la Lituanie:

Savivaldybės taryba,

pour le Luxembourg:

commune,

pour la Hongrie:

települési önkormányzat: község, nagyközség, város, megyei jogú város, főváros, főváros kerületei; területi önkormányzat: megye,

pour Malte:

Kunsill Lokali,

pour les Pays-Bas:

gemeente, deelgemeente,

pour l'Autriche:

Gemeinden, Bezirke in der Stadt Wien,

pour la Pologne:

gmina,

pour le Portugal:

município, freguesia,

pour la Slovénie:

občina,

pour la Slovaquie:

samospráva obce: obec, mesto, hlavné mesto Slovenskej republiky Bratislava, mesto Košice, mestská časť hlavného mesta Slovenskej republiky Bratislavy, mestská časť mesta Košice; samospráva vyššieho územného celku: samosprávny kraj,

pour la Finlande:

kunta, kommun, kommun på Åland,

pour la Suède:

kommuner, landsting,

pour le Royaume-Uni:

counties in England; counties, county boroughs and communities in Wales: regions and Islands in Scotland; districts in England, Scotland and Northern Ireland; London boroughs; parishes in England; the City of London in relation to ward elections for common councilmen.»

3. **LIBRE PRESTATION DE SERVICES**

1. 31973 L 0239: Première directive 73/239/CEE du Conseil du 24 juillet 1973 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, et son exercice (JO L 228 du 16.8.1973, p. 3), modifiée par:

— 31976 L 0580: Directive 76/580/CEE du Conseil du 29.6.1976 (JO L 189 du 13.7.1976, p. 13),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31984 L 0641: Directive 84/641/CEE du Conseil du 10.12.1984 (JO L 339 du 27.12.1984, p. 21),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31987 L 0343: Directive 87/343/CEE du Conseil du 22.6.1987 (JO L 185 du 4.7.1987, p. 72),

— 31987 L 0344: Directive 87/344/CEE du Conseil du 22.6.1987 (JO L 185 du 4.7.1987, p. 77),

— 31988 L 0357: Deuxième directive 88/357/CEE du Conseil du 22.6.1988 (JO L 172 du 4.7.1988, p. 1),

— 31990 L 0618: Directive 90/618/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 330 du 29.11.1990, p. 44),

— 31992 L 0049: Directive 92/49/CEE du Conseil du 18.6.1992 (JO L 228 du 11.8.1992, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0026: Directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29.6.1995 (JO L 168 du 18.7.1995, p. 7),

— 32000 L 0026: Directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 16.5.2000 (JO L 181 du 20.7.2000, p. 65),

— 32002 L 0013: Directive 2002/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 5.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 17).

Le texte ci-après est ajouté à l'article 8, paragraphe 1, point a).

«— en ce qui concerne la République tchèque: "akciová společnost", "družstvo";

— en ce qui concerne la République d'Estonie: "aktsiaselts";

— en ce qui concerne la République de Chypre: "Εταιρεία περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή εταιρεία περιορισμένης ευθύνης χωρίς μετοχικό κεφάλαιο";

— en ce qui concerne la République de Lettonie: "apdrošināšanas akciju sabiedrība", "savstarpējās apdrošināšanas kooperatīvā biedrība";

— en ce qui concerne la République de Lituanie: "akcinės bendrovės", "uždarosios akcinės bendrovės";

— en ce qui concerne la République de Hongrie: "biztosító részvénytársaság", "biztosító szövetkezet", "biztosító egyesület", "külföldi székhelyű biztosító magyarországi fióktelepe";

— en ce qui concerne Malte: "kumpanija pubblika", "kumpanija privata", "fergħa", "Korp ta' l-Assikurazzjoni Rikonnoxxut";

— en ce qui concerne la République de Pologne: "spółka akcyjna", "towarzystwo ubezpieczeń wzajemnych";

— en ce qui concerne la République de Slovénie: "delniška družba", "družba za vzajemno zavarovanje";

— en ce qui concerne la République slovaque: "akciová spoločnost'".»

2. 31974 L 0557: Directive 74/557/CEE du Conseil du 4 juin 1974 concernant la réalisation de la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour les activités non salariées et les activités d'intermédiaires relevant du commerce et de la distribution des produits toxiques (JO L 307 du 18.11.1974, p. 5), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Le texte ci-après est ajouté à l'annexe.

«— République tchèque:

1. Substances et préparations toxiques visées par la loi 157/1998 Sb. relative aux substances et préparations chimiques, telle que modifiée, et règlement 25/1999 Sb. du gouvernement instituant une procédure d'évaluation du degré de dangerosité des substances et préparations chimiques ainsi qu'un mode de classification et d'étiquetage de ces substances et établissant la liste des substances chimiques actuellement réputées dangereuses, tel que modifié.

2. Pesticides biologiques à usage agricole visés par la loi 147/1996 Sb. relative aux soins phytosanitaires, telle que modifiée et mise en œuvre par le décret 91/2002 Sb. du ministère de l'agriculture.

— Estonie:

1. Produits faisant l'objet de régimes spéciaux visés par la loi du 6 mai 1998 relative aux produits chimiques ainsi que par la législation dérivée. La liste des produits chimiques dangereux prévue à l'article 11 de la loi relative aux produits chimiques est établie par le règlement 59 du ministre des affaires sociales du 30 novembre 1998.

2. Produits phytosanitaires enregistrés qui sont visés par la loi du 15 mars 2000 relative à la protection phytosanitaire et par la législation dérivée.

La liste des substances actives qui sont interdites dans les produits phytosanitaires est établie par le règlement 285 du gouvernement du 30 août 2000.

— Chypre:

1. Produits toxiques visés par la loi de 1991 sur les substances dangereuses (199/1991), la loi (modification) N.27(I)/1997 sur les substances dangereuses, la loi (modification) N.81(I)/2002 sur les substances dangereuses et les règlements de 2002 (P.I.292/2002) sur les substances dangereuses (classification, étiquetage et emballage des substances et préparations dangereuses).

2. Pesticides visés par la loi de 1993 ((I)/1993) sur les pesticides et par les règlements de 1993 et 2000 sur les pesticides.

— Lettonie:

1. Produits chimiques visés par la loi du 1er avril 1998 sur les substances et les produits chimiques, ainsi que par les règlements fondés sur cette loi.

2. Produits phytosanitaires (dont les pesticides biologiques à usage agricole) visés par la loi du 17 décembre 1998 sur la protection phytosanitaire.

— Lituanie:

Substances toxiques énumérées dans le décret 195 du 26 avril 2002 du ministre de la santé portant adoption du classement des substances toxiques selon leur degré de toxicité, y compris les substances chimiques devant porter les symboles de danger T (toxique) ou T+ (très toxique), conformément aux exigences de la directive 67/548/CEE du Conseil.

— Hongrie:

1. Les substances suivantes:

— phosphine et produits pouvant libérer de la phosphine,

— oxyde d'éthylène,

— disulfure de carbone,

— acide cyanhydrique et sels solubles d'acide cyanhydrique,

— fluorure d'hydrogène et sels solubles de fluorure d'hydrogène,

— acrylonitrile,

— ammoniac liquide,

— chloropicrine,

— tétrachlorure de carbone,

— trichloroacétonitrile.

2. Substances rodenticides, insecticides, répulsives et insecticides-appâts (produits biocides = pesticides non agricoles) visées par le décret 3/1969 (V.16.) EüM du ministre de la santé, en circulation et utilisées aux fins de la santé publique.

— Malte:

1. Agents biocides et produits phytosanitaires visés par l'Att dwar il-Kontroll tal-Pestiċidji (Kap. 430) (Att XI tal-2001) (loi sur la réglementation des pesticides (Cap. 430) (loi XI de 2001)) et la législation dérivée.

2. Précurseurs de drogues énumérés dans l'Ordinanza dwar il-Mediċini Perikoluži (Kap. 101) (Ordinanza XXXI tal-1939, kif sussegwentement emendata) (règlement relatif aux drogues dangereuses) (Cap. 101) (règlement XXXI de 1939), modifié ultérieurement).

3. Substances énumérées dans l'Ordni dwar Sustanzi Velenużi (Notifikazzjoni tal-Gvern 510 tal-1967) (règlement relatif aux substances toxiques – avis du gouvernement 510 1967) émis en application de l'Ordinanza dwar il-Professjoni Medika u l-Professjonijiet li għandhom x'jaqsmu magħha (Kap. 31) (Ordinanza XVII tal-1901, kif sussegwentement emendata) — (règlement relatif aux professions médicales et assimilées) (Cap. 31) (règlement XVII de 1901), modifié ultérieurement).

— Pologne:

1. Produits phytosanitaires visés par la loi de juillet 1995 sur la protection des plantes cultivées (Dz.U. 1999, Nr 66, poz. 751 modifié).

2. Déchets visés par la loi du 27 avril 2001 sur les déchets (Dz.U. 2001, Nr 62, poz. 628).

— Slovénie:

1. Substances et préparations figurant sur la "Seznam registriranih fitofarmacevtskih sredstev v Republiki Sloveniji" (Uradni list RS, št. 31/01, str. 3393, št. 70/01, str. 7317 in št. 94/01, str. 9193) publiée périodiquement par le ministre de l'agriculture, des forêts et de l'alimentation, en application de l'article 28 de la loi sur les produits phytosanitaires (Zakon o fitofarmacevtskih sredstvih, Uradni list RS, št. 11/01, str. 1163).

2. Substances et préparations classées parmi les produits chimiques dangereux en vertu de la loi sur les produits chimiques (Zakon o kemikalijah, Uradni list RS, št. 36/1999, str. 4165).

— Slovaquie:

1. Les substances et préparations chimiques dont le commerce et la distribution sont réglementés par la loi n° 163/2001 Z.z. sur les substances et préparations chimiques.

2. Les produits phytosanitaires, y compris les produits phytosanitaires biologiques dont la mise sur le marché est réglementée par la loi n° 471/2001 Z. z. modifiant la loi n° 285/1995 Z. z. sur les soins des plantes, et notamment les articles 15 et 19, ainsi que par l'article 14 du décret du ministère de l'agriculture de la République slovaque du 21 janvier 2001 n° 3322/3/2001-100 fixant les modalités concernant les produits phytosanitaires.».

3. 31977 L 0092: Directive 77/92/CEE du Conseil du 13 décembre 1976 relative à des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'agent et de courtier d'assurance (ex groupe 630 CITI) et comportant notamment des mesures transitoires pour ces activités (JO L 26 du 31.1.1977, p. 14), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) Le texte ci-après est ajouté à l'article 2, paragraphe 2, point a).

«— en République tchèque:

— "pojišťovací nebo zajišťovací makléř"

— en Estonie:

— "kindlustusmaakler"

— à Chypre:

— "Πράκτορας"

— en Lettonie:

— "apdrošināšanas brokeru sabiedrība"

— en Lituanie:

— "draudimo brokeris"

— en Hongrie:

— "biztosítási alkusz"

— à Malte:

— "aġent fl-assikurazzjoni"

— en Pologne:

— "broker ubezpieczeniowy", "broker asekuracyjny"

— en Slovénie:

— "zavarovalni posrednik"

— en Slovaquie:

— "poisťovací maklér".»

b) Le texte ci-après est ajouté à l'article 2, paragraphe 2, point b).

«— en République tchèque:

— "pojišťovací agent"

— en Estonie:

— "kindlustusagent"

— à Chypre:

— "Μεσάζοντας"

— en Lettonie:

— "apdrošināšanas aģentūra", "apdrošināšanas aģents"

— en Lituanie:

— "draudimo agentas"

— en Hongrie:

— "Egyes biztosítási ügynök", "Többes biztosítási ügynök", "Vezérügynök"

— à Malte:

— "brokers fl-assikurazzjoni"

— en Pologne:

— "agent ubezpieczeniowy"

— en Slovénie:

— "zavarovalni zastopnik"

— en Slovaquie:

— "poisťovací agent".»

c) Le texte ci-après est ajouté à l'article 2, paragraphe 2, point c).

«— en République tchèque:

— "pomocný pojišťovací zprostředkovatel"

— à Chypre:

— "Μεσίτης ασφαλίσεων"

— en Hongrie:

— "alügynök"

— à Malte:

— "Sotto-aġent fl-assikurazzjoni"»

4. 31979 L 0267: Première directive 79/267/CEE du Conseil du 5 mars 1979 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe sur la vie, et son exercice (JO L 63 du 13.3.1979, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 L 0619: Directive 90/619/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 330 du 29.11.1990, p. 50),

— 31992 L 0096: Directive 92/96/CEE du Conseil du 10.11.1992 (JO L 360 du 9.12.1992, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0026: Directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29.6.1995 (JO L 168 du 18.7.1995, p. 7),

— 32002 L 0012: Directive 2002/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 5.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 11).

Le texte ci-après est ajouté à l'article 8, paragraphe 1, point a).

«— en ce qui concerne la République tchèque: "akciová společnost", "družstvo",

— en ce qui concerne la République d'Estonie: "aktsiaselts",

— en ce qui concerne la République de Chypre: "Εταιρεία περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή εταιρεία περιορισμένης ευθύνης χωρίς μετοχικό κεφάλαιο",

— en ce qui concerne la République de Lettonie: "apdrošināšanas akciju sabiedrība", "savstarpējās apdrošināšanas kooperatīvā biedrība",

— en ce qui concerne la République de Lituanie: "akcinės bendrovės", "uždarosios akcinės bendrovės",

— en ce qui concerne la République de Hongrie: "biztosító részvénytársaság", "biztosító szövetkezet", "biztosító egyesület", "külföldi székhelyű biztosító magyarországi fióktelepe",

— en ce qui concerne Malte: "kumpanija pubblika", "kumpanija privata", "fergħa", "Korp ta' l-Assikurazzjoni Rikonnoxxut",

— en ce qui concerne la République de Pologne: "spółka akcyjna", "towarzystwo ubezpieczeń wzajemnych",

— en ce qui concerne la République de Slovénie: "delniška družba", "družba za vzajemno zavarovanje",

— en ce qui concerne la République slovaque: "akciová spoločnost'".»

5. 32000 L 0012: Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1), modifiée par:

— 32000 L 0028: Directive 2000/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.9.2000 (JO L 275 du 27.10.2000, p. 37).

Le texte ci-après est ajouté à l'article 2, paragraphe 3:

«— en Lettonie, les "krājaizdevu sabiedrības", établissements qui sont reconnus par "Krājaizdevu sabiedrību likums" en tant que coopératives prestant des services financiers uniquement à leurs membres,

— en Lituanie, les "kredito unijos" autres que le "Centrinė kredito unija",

— en Hongrie, la "Magyar Fejlesztési Bank Rt." et la "Magyar Export-Import Bank Rt.",

— en Pologne, la "Spółdzielcze Kasy Oszczędnościowo — Kredytowe" et la "Bank Gospodarstwa Krajowego".»

4. **DROIT DES SOCIÉTÉS**

A. DROIT DES SOCIÉTÉS

1. 31968 L 0151: Première directive 68/151/CEE du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (JO L 65 du 14.3.1968, p. 8), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlandee et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'article 1er est complété comme suit:

«— pour la République tchèque:

société s ručením omezeným, akciová společnost;

— pour l'Estonie:

aktsiaselts, osaühing;

— pour Chypre:

Δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση, ιδιωτικές εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση;

— pour la Lettonie:

akciju sabiedrība, sabiedrība ar ierobežotu atbildību, komanditsabiedrība;

— pour la Lituanie:

akcinė bendrovė, uždaroji akcinė bendrovė;

— pour la Hongrie:

részvénytársaság, korlátolt felelősségű társaság;

— pour Malte:

kumpanija pubblika/public limited liability company, kumpanija privata/private limited liability company;

— pour la Pologne:

spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, spółka komandytowo–akcyjna, spółka akcyjna;

— pour la Slovénie:

delniška družba, družba z omejeno odgovornostjo, komaditna delniška družba;

— pour la Slovaquie:

akciová spoločnosť, spoločnosť s ručením obmedzeným'».

2. 31977 L 0091: Deuxième directive 77/91/CEE du Conseil du 13 décembre 1976 tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (JO L 26 du 31.1.1977, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31992 L 0101: Directive 92/101/CEE du Conseil du 23.11.1992 (JO L 347 du 28.11.1992, p. 64),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 1er, le paragraphe 1 est complété comme suit:

«— pour la République tchèque:

akciová společnost;

— pour l'Estonie:

aktsiaselts;

— pour Chypre:

Δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές, δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με εγγύηση που διαθέτουν μετοχικό κεφάλαιο;

— pour la Lettonie:

akciju sabiedrība;

— pour la Lituanie:

akcinė bendrovė;

— pour la Hongrie:

részvénytársaság;

— pour Malte:

kumpanija pubblika/public limited liability company;

— pour la Pologne:

spółka akcyjna;

— pour la Slovénie:

delniška družba;

— pour la Slovaquie:

akciová spoločnosť».

3. 31978 L 0855: Troisième directive 78/855/CEE du Conseil du 9 octobre 1978 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, sous g), du traité et concernant les fusions des sociétés anonymes (JO L 295 du 20.10.1978, p. 36), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 1er, le paragraphe 1 est complété comme suit:

«pour la République tchèque:

akciová společnost;

pour l'Estonie:

aktsiaselts;

pour Chypre:

Δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές, δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με εγγύηση που διαθέτουν μετοχικό κεφάλαιο;

pour la Lettonie:

akciju sabiedrība;

pour la Lituanie:

akcinė bendrovė;

pour la Hongrie:

részvénytársaság;

pour Malte:

kumpanija pubblika/société anonyme, kumpanija privata/société de personnes à responsabilité limitée;

pour la Pologne:

spółka akcyjna;

pour la Slovénie:

delniška družba;

pour la Slovaquie:

akciová spoločnosť».

4. 31989 L 0667: Douzième directive 89/667/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 en matière de droit des sociétés concernant les sociétés à responsabilité limitée à un seul associé (JO L 395 du 30.12.1989, p. 40), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'article 1er est complété comme suit:

«— pour la République tchèque:

společnost s ručením omezeným;

— pour l'Estonie:

aktsiaselts, osaühing;

— pour Chypre:

Ιδιωτική εταιρεία περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση;

— pour la Lettonie:

sabiedrība ar ierobežotu atbildību;

— pour la Lituanie:

uždaroji akcinė bendrovė;

— pour la Hongrie:

korlátolt felelősségű társaság, részvénytársaság;

— pour Malte:

kumpanija privata/société de personnes à responsabilité limitée;;

— pour la Pologne:

spółka z ograniczoną odpowiedzialnością;

— pour la Slovénie:

družba z omejeno odgovornostjo;

— pour la Slovaquie:

spoločnosť s ručením obmedzeným'».

B. NORMES COMPTABLES

1. 31978 L 0660: Quatrième directive 78/660/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, sous g), du traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés (JO L 222 du 14.8.1978, p. 11), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31983 L 0349: Septième directive 83/349/CEE du Conseil du 13.6.1983 (JO L 193 du 18.7.1983, p. 1),

— 31984 L 0569: Directive 84/569/CEE du Conseil du 27.11.1984 (JO L 314 du 4.12.1984, p. 28),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0666: Onzième directive 89/666/CEE du Conseil du 21.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 36),

— 31990 L 0604: Directive 90/604/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 57),

— 31990 L 0605: Directive 90/605/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 60).

— 31994 L 0008: Directive 94/8/CE du Conseil du 21.3.1994 (JO L 82 du 25.3.1994, p. 33),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31999 L 0060: Directive 1999/60/CE du Conseil du 17.6.1999 (JO L 162 du 26.6.1999, p. 65),

— 32001 L 0065: Directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.9.2001 (JO L 283 du 27.10.2001, p. 28).

a) À l'article 1er, paragraphe 1, le premier alinéa est complété comme suit:

«— pour la République tchèque:

společnost s ručením omezeným, akciová společnost;

— pour l'Estonie:

aktsiaselts, osaühing;

— pour Chypre:

Δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση, ιδιωτικές εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση;

— pour la Lettonie:

akciju sabiedrība, sabiedrība ar ierobežotu atbildību;

— pour la Lituanie:

akcinės bendrovės, uždarosios akcinės bendrovės;

— pour la Hongrie:

részvénytársaság, korlátolt felelősségű társaság;

— pour Malte:

kumpanija pubblika/société anonyme, kumpanija privata/société de personnes à responsabilité limitée,

socjeta in akkomandita bil-kapital maqsum f'azzjonijiet/société en commandite par actions;

— pour la Pologne:

spółka akcyjna, spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, spółka komandytowo-akcyjna;

— pour la Slovénie:

delniška družba, družba z omejeno odgovornostjo, komanditna delniška družba;

— pour la Slovaquie:

akciová spoločnosť, spoločnosť s ručením obmedzeným'».

b) À l'article 1er, paragraphe 1, le deuxième alinéa est complété comme suit:

«p) pour la République tchèque:

veřejná obchodní společnost, komanditní společnost, družstvo;

q) pour l'Estonie:

täisühing, usaldusühing;

r) pour Chypre:

Ομόρρυθμες και ετερόρρυθμες εταιρείες (συνεταιρισμοί);

s) pour la Lettonie:

pilnsabiedrība, komanditsabiedrība;

t) pour la Lituanie:

tikrosios ūkinės bendrijos, komanditinės ūkinės bendrijos;

u) pour la Hongrie:

közkereseti társaság, betéti társaság, közös vállalat, egyesülés;

v) pour Malte:

Socjeta f'isem kollettiv jew socjeta in akkomandita, bil-kapital li mhux maqsum f'azzjonijiet meta s-socji kollha li ghandhom responsabbilita' llimitata huma socjetajiet tat-tip deskritt f'sub paragrafu 1/société en commandite dont le capital n'est pas divisé en actions, lorsque tous les associés commandités sont des associés tels que décrits au premier alinéa;

w) pour la Pologne:

spółka jawna, spółka komandytowa;

x) pour la Slovénie:

družba z neomejeno odgovornostjo, komanditna družba;

y) pour la Slovaquie:

verejná obchodná spoločnosť, komanditná spoločnosť».

2. 31983 L 0349: Septième directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, point g), du traité, concernant les comptes consolidés (JO L 193 du 18.7.1983, p. 1), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31989 L 0666: Onzième directive 89/666/CEE du Conseil du 21.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 36),

— 31990 L 0604: Directive 90/604/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 57),

— 31990 L 0605: Directive 90/605/CEE du Conseil du 8.11.1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 60),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0065: Directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.9.2001 (JO L 283 du 27.10.2001, p. 28).

L'article 4, paragraphe 1, est complété comme suit:

«p) pour la République tchèque:

společnost s ručením omezeným, akciová společnost;

q) pour l'Estonie:

aktsiaselts, osaühing;

r) pour Chypre:

Δημόσιες εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση, ιδιωτικές εταιρείες περιορισμένης ευθύνης με μετοχές ή με εγγύηση;

s) pour la Lettonie:

akciju sabiedrība, sabiedrība ar ierobežotu atbildību;

t) pour la Lituanie:

akcinės bendrovės, uždarosios akcinės bendrovės;

u) pour la Hongrie:

részvénytársaság, korlátolt felelősségű társaság;

v) pour Malte:

kumpanija pubblika/société anonyme, kumpanija privata/société de personnes à responsabilité limitée,

socjeta in akkomandita bil-kapital maqsum f'azzjonijiet/société en commandite par actions;

w) pour la Pologne:

spółka akcyjna, spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, spółka komandytowo–akcyjna;

x) pour la Slovénie:

delniška družba, družba z omejeno odgovornostjo, komanditna delniška družba;

y) pour la Slovaquie:

akciová spoločnosť, spoločnosť s ručením obmedzeným'».

C. DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

I. *MARQUE COMMUNAUTAIRE*

31994 R 0040: Règlement (CE) nº 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire (JO L 11 du 14.1.1994, p. 1), modifié par:

— 31994 R 3288: Règlement (CE) nº 3288/94 du Conseil du 22 décembre 1994 (JO L 349 du 31.12.1994, p. 83).

L'article ci–après est inséré après l'article 142:

«*Article 142 bis*

Dispositions concernant l'élargissement de la Communauté

1. À compter de la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie (ci–après dénommés "nouvel État membre, nouveaux États membres"), une marque communautaire enregistrée ou déposée conformément au présent règlement avant la date d'adhésion est étendue au territoire de ces États membres afin d'avoir le même effet dans toute la Communauté.

2. L'enregistrement d'une marque communautaire qui fait l'objet d'une demande d'enregistrement à la date d'adhésion ne peut être refusé pour les motifs absolus de refus énumérés à l'article 7, paragraphe 1, si ces motifs sont nés uniquement de l'adhésion d'un nouvel État membre.

3. Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque communautaire a été déposée au cours des six mois précédant la date d'adhésion, une opposition peut être formée en vertu de l'article 2 si une marque antérieure ou un autre droit antérieur au sens de l'article 8 a été acquis dans un nouvel État membre avant l'adhésion, à condition qu'elle ou il ait été acquis(e) de bonne foi et que la date de dépôt ou, le cas échéant, la date de priorité ou la date d'acquisition dans le nouvel État membre de la marque antérieure ou de l'autre droit antérieur précède la date de dépôt ou, le cas échéant, la date de priorité de la marque communautaire faisant l'objet de la demande.

4. Une marque communautaire visée au paragraphe 1 ne peut faire l'objet d'une déclaration de nullité:

~~-~~ en vertu de l'article 51, si les motifs de l'invalidité sont devenus applicables simplement à cause de l'adhésion,

~~-~~ en vertu de l'article 52, paragraphes 1 et 2, si le droit national antérieur a été enregistré, demandé ou acquis dans un nouvel État membre avant la date d'adhésion.

5. L'utilisation d'une marque communautaire visée au paragraphe 1 peut être interdite, en vertu des articles 106 et 107 si la marque antérieure ou l'autre droit antérieur a été enregistré(e), demandé(e) ou acquis(e) de bonne foi dans le nouvel État membre avant la date d'adhésion de cet État; ou, le cas échéant, à une date de priorité antérieure à la date d'adhésion de cet État.»

II. *CERTIFICATS COMPLÉMENTAIRES DE PROTECTION*

1. 31992 R 1768: Règlement (CEE) nº 1768/92 du Conseil du 18 juin 1992 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments (JO L 182 du 2.7.1992, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) L'article ci–après est inséré après l'article 19:

«*Article 19 bis*

Dispositions complémentaires concernant l'élargissement de la Communauté

Sans préjudice des autres dispositions du présent règlement, les dispositions ci–après sont applicables:

a) i) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur en République tchèque et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en République tchèque après le 10 novembre 1999 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché;

ii) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur en République tchèque et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue dans la Communauté six mois au maximum avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché;

b) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Estonie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché ou, dans le cas des brevets octroyés avant le 1er janvier 2000, dans la période de six mois prévu dans la loi sur les brevets d'octobre 1999;

c) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue à Chypre avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché; nonobstant ce qui précède, lorsque l'autorisation de mise sur le marché a été obtenue avant l'octroi du brevet de base, la demande de certificat doit avoir été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle le brevet a été octroyé;

d) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Lettonie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat. Dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré, la possibilité de présenter une demande de certificat est ouverte pendant un délai de six mois commençant à courir au plus tard à la date d'adhésion;

e) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur demandé après le 1er février 1994 et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Lituanie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

f) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Hongrie après le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

g) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue à Malte avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat. Dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré, la possibilité de présenter une demande de certificat est ouverte pendant un délai de six mois commençant à courir au plus tard à la date d'adhésion;

h) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Pologne après le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

i) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Slovénie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion, y compris dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré;

j) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Slovaquie avant le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché ou dans les six mois suivant le 1er juillet 2002 si l'autorisation de mise sur le marché a été obtenue avant cette date.»

b) À l'article 20, le paragraphe unique est numéroté «1» et le paragraphe ci–après est ajouté:

«2. Le présent règlement s'applique aux certificats complémentaires de protection délivrés conformément à la législation nationale de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie avant la date d'adhésion.».

2. 31996 R 1610: Règlement (CE) nº 1610/96 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques (JO L 198 du 8.8.1996, p. 30).

a) L'article ci–après est inséré après l'article 19:

«*Article 19 bis*

Dispositions concernant l'élargissement de la Communauté

Sans préjudice des autres dispositions du présent règlement, les dispositions ci–après sont applicables:

a) i) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur en République tchèque et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en République tchèque après le 10 novembre 1999 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché;

ii) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur en République tchèque et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue dans la Communauté six mois au maximum avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché;

b) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Estonie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché ou, dans le cas des brevets octroyés avant le 1er janvier 2000, dans la période de six mois prévue dans la loi sur les brevets d'octobre 1999;

c) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue à Chypre avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché; nonobstant ce qui précède, lorsque l'autorisation de mise sur le marché a été obtenue avant l'octroi du brevet de base, la demande de certificat doit avoir été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle le brevet a été octroyé;

d) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Lettonie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat. Dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré, la possibilité de présenter une demande de certificat est ouverte pendant un délai de six mois commençant à courir au plus tard à la date d'adhésion;

e) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur demandé après le 1er février 1994 et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Lituanie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

f) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Hongrie après le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

g) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue à Malte avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat. Dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré, la possibilité de présenter une demande de certificat est ouverte pendant un délai de six mois commençant à courir au plus tard à la date d'adhésion;

h) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Pologne après le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion;

i) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Slovénie avant la date d'adhésion peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date d'adhésion, y compris dans les cas où le délai prévu à l'article 7, paragraphe 1, est expiré;

j) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur et pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue en Slovaquie avant le 1er janvier 2000 peut donner lieu à délivrance d'un certificat, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois suivant la date à laquelle a été obtenue la première autorisation de mise sur le marché ou dans les six mois suivant le 1er juillet 2002 si l'autorisation de mise sur le marché a été obtenue avant cette date.».

b) À l'article 20, le paragraphe unique est numéroté «1» et le paragraphe ci–après est ajouté:

«2. Le présent règlement s'applique aux certificats complémentaires de protection délivrés conformément à la législation nationale de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Slovénie et de la Slovaquie avant la date d'adhésion.».

III. *DESSINS ET MODÈLES COMMUNAUTAIRES*

32002 R 0006: Règlement (CE) nº 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins et modèles communautaires (JO L 3 du 5.1.2002, p. 1).

L'article ci-après est inséré après l'article 110:

«*Article 110 bis*

Dispositions liées à l'élargissement de la Communauté

1. À compter de la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie (ci–après dénommés "nouvel(nouveaux) État(s) membre(s)"), la protection conférée par un dessin ou modèle communautaire ou par le dépôt de la demande conformément au présent règlement avant la date d'adhésion est étendue au territoire de ces États membres afin de produire les mêmes effets dans l'ensemble de la Communauté.

2. Une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle communautaire ne saurait être rejetée sur la base d'un des motifs de rejet des demandes d'enregistrement énumérés à l'article 47, paragraphe 1, si ces motifs sont devenus applicables uniquement du fait de l'adhésion d'un nouvel État membre.

3. Un dessin ou modèle communautaire visé au paragraphe 1 ne peut être déclaré nul en vertu de l'article 25, paragraphe 1, si les motifs de nullité sont devenus applicables uniquement du fait de l'adhésion d'un nouvel État membre.

4. Le demandeur ou le détenteur d'un droit antérieur dans un nouvel État membre peut s'opposer à l'usage d'un dessin ou modèle communautaire relevant de l'article 25, paragraphe 1, points d), e) ou f) sur le territoire où le droit antérieur est protégé. Aux fins de la présente disposition, "droit antérieur" signifie un droit acquis ou appliqué de bonne foi avant l'adhésion.

5. Les paragraphes 1, 3 et 4 ci–dessus s'appliquent également aux dessins et modèles communautaires non enregistrés. Conformément à l'article 11, un dessin ou modèle qui n'a pas été divulgué au public sur le territoire de la Communauté ne bénéficie pas de la protection en qualité de dessin ou modèle communautaire non enregistré.»

5. **POLITIQUE DE LA CONCURRENCE**

1. 31968 R 1017: Règlement (CEE) nº 1017/68 du Conseil du 19 juillet 1968 portant application de règles de concurrence aux secteurs des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable (JO L 175 du 23.7.1968, p. 1), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlandee et du Royaume uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 30, paragraphe 3, le second alinéa est remplacé par le texte suivant:

«L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui existaient à la date d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, ou à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par les articles 4 et 5 du présent règlement. Toutefois, le présent alinéa ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui, à la date de l'adhésion, relèvent déjà de l'article 53, paragraphe 1, de l'accord EEE.».

2. 31986 R 4056: Règlement (CEE) nº 4056/86 du Conseil du 22 décembre 1986 déterminant les modalités d'application des articles 85 et 86 du traité aux transports maritimes (JO L 378 du 31.12.1986, p. 4), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'article 26 bis est remplacé par le texte suivant:

«*Article 26 bis*

L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui existaient à la date d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, ou à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par les articles 3 à 6 du présent règlement. Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui, à la date d'adhésion, relèvent déjà de l'article 53, paragraphe 1, de l'accord EEE.».

3. 31993 R 1617: Règlement (CEE) nº 1617/93 de la Commission du 25 juin 1993 concernant l'application de l'article 85, paragraphe 3, du traité à certaines catégories d'accords, de décisions ou de pratiques concertées ayant pour objet la planification conjointe et la coordination des horaires, l'exploitation de services en commun, les consultations tarifaires pour le transport de passagers et de fret sur les services aériens réguliers et la répartition des créneaux horaires dans les aéroports (JO L 155 du 26.6.1993, p. 18), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31996 R 1523: Règlement (CE) nº 1523/96 de la Commission du 24.7.1996 (JO L 190 du 31.7.1996, p. 11),

— 31999 R 1083: Règlement (CE) nº 1083/1999 de la Commission du 26.5.1999 (JO L 131 du 27.5.1999, p. 27),

— 32001 R 1324: Règlement (CE) nº 1324/2001 de la Commission du 29.6.2001 (JO L 177 du 30.6.2001, p. 56).

— 32002 R 1105: Règlement (CE) nº 1105/2002 de la Commission du 25.6.2002 (JO L 167 du 26.6.2002, p; 6).

L'article 6 *bis* est remplacé par le texte suivant:

«*Article 6 bis*

L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui existaient à la date d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, ou à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement. Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui, à la date d'adhésion, relèvent déjà de l'article 53, paragraphe 1, de l'accord EEE.».

4. 31996 R 0240: Règlement (CE) nº 240/96 de la Commission du 31 janvier 1996 concernant l'application de l'article 85, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords de transfert de technologie (JO L 31 du 9.2.1996, p. 2).

À l'article 11, le paragraphe suivant est ajouté:

«4. L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords qui existaient à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement.».

5. 31998 R 0447: Règlement (CE) nº 447/98 de la Commission du 1er mars 1998 relatif aux notifications, aux délais et aux auditions prévus par le règlement (CEE) nº 4064/89 du Conseil relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises (JO L 61 du 2.3.1998, p. 1).

a) À l'article 2, paragraphe 2, «vingt-trois» est remplacé par «trente-trois».

b) À l'article 13, paragraphe 4, «vingt-neuf» est remplacé par «trente-neuf».

c) À l'article 19, paragraphe 1, «vingt–neuf» est remplacé par «trente–neuf».

d) Au cinquième alinéa du point E de l'annexe, «vingt-trois» est remplacé par «trente-trois».

6. 31999 R 0659: Règlement (CE) nº 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1).

À l'article 1er, point b), le romanito i), est remplacé par le texte suivant:

«i) sans préjudice des articles 144 et 172 de l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et de l'annexe IV, point 3 et de l'appendice de ladite annexe de l'acte d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, toute aide existant avant l'entrée en vigueur du traité dans l'État membre concerné, c'est-à-dire les régimes d'aides et aides individuelles mis à exécution avant, et toujours applicables après, ladite entrée en vigueur;».

7. 31999 R 2790: Règlement (CE) nº 2790/1999 de la Commission du 22 décembre 1999 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées (JO L 336 du 29.12.1999, p. 21).

L'article ci-après est inséré après l'article 12:

«*Article 12 bis*

L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords qui existaient à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement.».

8. 32000 R 2658: Règlement (CE) nº 2658/2000 de la Commission du 29 novembre 2000 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords de spécialisation (JO L 304 du 5.12.2000, p. 3).

L'article ci-après est inséré après l'article 8:

«*Article 8 bis*

L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords qui existaient à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement.».

9. 32000 R 2659: Règlement (CE) nº 2659/2000 de la Commission du 29 novembre 2000 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords de recherche et de développement (JO L 304 du 5.12.2000, p. 7).

L'article ci-après est inséré après l'article 8:

«*Article 8 bis*

L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords qui existaient à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement.».

10. 32000 R 0823: Règlement (CE) nº 823/2000 de la Commission du 19 avril 2000 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées entre compagnies maritimes de ligne (consortiums) (JO L 100 du 20.4.2000, p. 24).

À l'article 13, le paragraphe suivant est ajouté:

«3. L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées qui existaient à la date d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et qui, à la suite de l'adhésion, entrent dans le champ d'application de l'article 81, paragraphe 1, si, dans les six mois qui suivent la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à remplir les conditions prévues par le présent règlement.».

11. 32002 R 1400: Règlement (CE) nº 1400/2002 de la Commission du 31 juillet 2002 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO L 203 du 1.8.2002, p. 30).

À l'article 10, le texte existant est numéroté paragraphe 1 et le paragraphe suivant est ajouté:

«2. L'interdiction énoncée à l'article 81, paragraphe 1, ne s'applique pas aux accords existant à la date d'adhésion pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie et qui, en raison de l'adhésion, relèvent de l'article 81, paragraphe 1, si, dans un délai de six mois à compter de la date d'adhésion, ils sont modifiés de manière à être conforme aux conditions prévues par le présent règlement.»

6. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31965 R 0079: Règlement nº 79/65/CEE du Conseil du 15 juin 1965 portant création d'un réseau d'information comptable agricole sur les revenus et l'économie des exploitations agricoles dans la Communauté économique européenne (JO 109 du 23.6.1965, p. 1859), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31972 R 2835: Règlement (CEE) nº 2835/72 du Conseil du 29.12.1972 (JO L 298 du 31.12.1972, p. 47),

— 31973 R 2910: Règlement (CEE) nº 2910/73 du Conseil du 23.10.1973 (JO L 299 du 27.10.1973, p. 1),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 R 2143: Règlement (CEE) nº 2143/81 du Conseil du 27.7.1981 (JO L 210 du 30.7.1981, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 R 3644: Règlement (CEE) nº 3644/85 du Conseil du 19.12.1985 (JO L 348 du 24.12.1985, p. 4),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31990 R 3577: Règlement (CEE) nº 3577/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 R 2801: Règlement (CE) nº 2801/95 du Conseil du 29.11.1995 (JO L 291 du 6.12.1995, p. 3),

— 31997 R 1256: Règlement (CE) nº 1256/97 du Conseil du 25.6.1997 (JO L 174 du 2.7.1997, p. 7).

a) L'article 4, paragraphe 3, est remplacé par le texte suivant:

«3. Le nombre maximal des exploitations comptables est de 105 000 pour la Communauté.»

b) À l'article 5, paragraphe 1, la phrase suivante est ajoutée:

«La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie instituent un comité national au plus tard à la fin de la période de six mois suivant la date de leur adhésion.»

c) L'annexe est complétée comme suit:

«République tchèque

Constitue une circonscription

Estonie

Constitue une circonscription

Chypre

Constitue une circonscription

Lettonie

Constitue une circonscription

Lituanie

Constitue une circonscription

Hongrie

1. Közép-Magyarország
2. Közép-Dunántúl
3. Nyugat-Dunántúl
4. Dél-Dunántúl
5. Észak- Magyarország
6. Észak-Alföld
7. Dél-Alföld

Malte

Constitue une circonscription

Pologne

1. Pomorze et Mazury
2. Wielkopolska et Śląsk
3. Mazowsze et Podlasie
4. Małopolska et Pogórze

Slovénie

Constitue une circonscription

Slovaquie

Constitue une circonscription.».

2. 31966 R 0136: Règlement nº 136/66/CEE du Conseil du 22 septembre 1966 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (JO L 172 du 30.9.1966, p. 3025), modifié par:

— 31968 R 2146: Règlement (CEE) nº 2146/68 du Conseil du 20.12.1968 (JO L 314 du 31.12.1968, p. 1),

— 31970 R 1253: Règlement (CEE) nº 1253/70 du Conseil du 29.6.1970 (JO L 143 du 1.7.1970, p. 1),

— 31970 R 2554: Règlement (CEE) nº 2554/70 du Conseil du 15.12.1970 (JO L 275 du 19.12.1970, p. 5),

— 31971 R 2727: Règlement (CEE) nº 2727/71 du Conseil du 20.12.1971 (JO L 282 du 23.12.1971, p. 8),

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31972 R 1547: Règlement (CEE) nº 1547/72 du Conseil du 18 juillet 1972 (JO L 165 du 21.7.1972, p. 1),

— 31973 R 1707: Règlement (CEE) nº 1707/73 du Conseil du 26.6.1973 (JO L 175 du 29.6.1973, p. 5),

— 31977 R 2560: Règlement (CEE) nº 2560/77 du Conseil du 7.11.1977 (JO L 303 du 28.11.1977, p. 1),

— 31978 R 1419: Règlement (CEE) nº 1419/78 du Conseil du 20.6.1978 (JO L 171 du 28.6.1978, p. 8),

— 31978 R 1562: Règlement (CEE) nº 1562/78 du Conseil du 29.6.1978 (JO L 185 du 7.7.1978, p. 1),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31979 R 0590: Règlement (CEE) nº 590/79 du Conseil du 26.3.1979 (JO L 78 du 30.3.1979, p. 1),

— 31980 R 1585: Règlement (CEE) nº 1585/80 du Conseil du 24.6.1980 (JO L 160 du 26.6.1980, p. 2),

— 31980 R 1917: Règlement (CEE) nº 1917/80 du Conseil du 15.7.1980 (JO L 186 du 19.7.1980, p. 1),

— 31980 R 3454: Règlement (CEE) nº 3454/80 du Conseil du 22.12.1980 (JO L 360 du 31.12.1980, p. 16),

— 31982 R 1413: Règlement (CEE) nº 1413/82 du Conseil du 18.5.1982 (JO L 162 du 12.6.1982, p. 6),

— 31984 R 1097: Règlement (CEE) nº 1097/84 du Conseil du 31.3.1984 (JO L 113 du 28.4.1984, p. 1),

— 31984 R 1101: Règlement (CEE) nº 1101/84 du Conseil du 31.3.1984 (JO L 113 du 28.4.1984, p. 7),

— 31984 R 1556: Règlement (CEE) nº 1556/84 du Conseil du 4.6.1984 (JO L 150 du 6.6.1984, p. 5),

— 31984 R 2260: Règlement (CEE) nº 2260/84 du Conseil du 17.7.1984 (JO L 208 du 3.8.1984, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 R 0231: Règlement (CEE) nº 231/85 du Conseil du 29.1.1985 (JO L 26 du 31.1.1985, p. 12),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31986 R 1454: Règlement (CEE) nº 1454/86 du Conseil du 13.5.1986 (JO L 133 du 21.5.1986, p. 8),

— 31987 R 1915: Règlement (CEE) nº 1915/87 du Conseil du 2.7.1987 (JO L 183 du 3.7.1987, p. 7),

— 31987 R 3994: Règlement (CEE) nº 3994/87 de la Commission du 23.12.1987 (JO L 377 du 31.12.1987, p. 31),

— 31988 R 1098: Règlement (CEE) nº 1098/88 du Conseil du 25.4.1988 (JO L 110 du 29.4.1988, p. 10),

— 31988 R 2210: Règlement (CEE) nº 2210/88 du Conseil du 19.7.1988 (JO L 197 du 26.7.1988, p. 1),

— 31989 R 1225: Règlement (CEE) nº 1225/89 du Conseil du 3.5.1989 (JO L 128 du 11.5.1989, p. 15),

— 31989 R 2902: Règlement (CEE) nº 2902/89 du Conseil du 25.9.1989 (JO L 280 du 29.9.1989, p. 2),

— 31990 R 3499: Règlement (CEE) nº 3499/90 du Conseil du 27.11.1990 (JO L 338 du 5.12.1990, p. 1),

— 31990 R 3577: Règlement (CEE) nº 3577/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 23),

— 31991 R 1720: Règlement (CEE) nº 1720/91 du Conseil du 13.6.1991 (JO L 162 du 26.6.1991, p. 27),

— 31992 R 0356: Règlement (CEE) nº 356/92 du Conseil du 10.2.1992 (JO L 39 du 15.2.1992, p. 1),

— 31992 R 2046: Règlement (CEE) nº 2046/92 du Conseil du 30.6.1992 (JO L 215 du 30.7.1992, p. 1),

— 31993 R 3179: Règlement (CE) nº 3179/93 du Conseil du 16.11.1993 (JO L 285 du 20.11.1993, p. 9),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 R 3290: Règlement (CE) nº 3290/94 du Conseil du 22.12.1994 (JO L 349 du 31.12.1994, p. 5),

— 31996 R 1581: Règlement (CE) nº 1581/96 du Conseil du 30.7.1996 (JO L 206 du 16.8.1996, p. 11),

— 31998 R 1638: Règlement (CE) nº 1638/98 du Conseil du 20.7.1998 (JO L 210 du 28.7.1998, p. 32),

— 31999 R 2702: Règlement (CE) nº 2702/1999 du Conseil du 14.12.1999 (JO L 327 du 21.12.1999, p. 7),

— 32000 R 2826: Règlement (CE) nº 2826/2000 du Conseil du 19.12.2000 (JO L 328 du 23.12.2000, p. 2),

— 32001 R 1513: Règlement (CE) nº 1513/2001 du Conseil du 23.7.2001 (JO L 201 du 26.7.2001, p. 4),

L'article 5, paragraphe 3, est remplacé par le texte suivant:

«3. La quantité maximale en huile d'olive à laquelle s'applique l'aide visée au paragraphe 1 est de 1 783 811 tonnes par campagne. Cette quantité maximale garantie est répartie comme suit entre les États membres sous forme de quantités nationales garanties (QNG):

— Grèce: 419 529 tonnes

— Espagne: 760 027 tonnes

— France: 3 297 tonnes

— Italie: 543 164 tonnes

— Chypre: 6 000 tonnes

— Portugal: 51 244 tonnes

— Slovénie: 400 tonnes

— Malte: 150 tonnes

Les quantités nationales garanties fixées pour Chypre et Malte sont provisoires. Ces chiffres seront révisés en 2005 après l'introduction du système d'information géographique (SIG). Si la production éligible est différente de la quantité fixée, la Commission décide, conformément à la procédure prévue à l'article 38 du règlement nº 136/66/CEE, d'ajuster en conséquence les quantités nationales garanties chypriotes et maltaises.»

3. 31975 L 0106: Directive 75/106/CEE du Conseil du 19 décembre 1974 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au préconditionnement en volume de certains liquides en préemballages (JO L 42 du 15.2.1975, p. 1) modifiée en dernier lieu par:

— 31989 L 0676: Directive du Conseil 89/676/CEE du 21.12.1989 (JO L 398 du 30.12.1989, p. 18).

À l'article 5, paragraphe 3, le point e) ci-après est ajouté:

«e) Sans préjudice du point b), peuvent être commercialisés en Hongrie les produits énumérés à l'annexe III, point 1 a), qui ont été produits et mis en bouteille en Hongrie avant le 1er janvier 1993 et qui ont un volume de 0,70 litre, pour autant que la Hongrie déclare à la Commission la quantité de stocks existant à la date de l'adhésion.»

4. 1977 R 1784: Règlement (CEE) nº 1784/77 du Conseil du 19 juillet 1977 relatif à la certification du houblon (JO L 200 du 8.8.1977, p. 1), modifié par:

— 1994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 1979 R 2225: Règlement (CEE) nº 2225/79 du Conseil du 9.10.1979 (JO L 257 du 12.10.1979, p. 1),

— 31985 R 2039: Règlement (CEE) nº 2039/85 du Conseil du 23.7.1985 (JO L 193 du 25.7.1985, p. 1),

— 31991 R 1605: Règlement (CEE) nº 1605/91 du Conseil du 10.6.1991 (JO L 149 du 14.6.1991, p. 14),

— 31993 R 1987: Règlement (CEE) nº 1987/93 du Conseil du 19.7.1993 (JO L 182 du 24.7.1993, p. 1),

— 31996 R 1323: Règlement (CE) nº 1323/96 du Conseil du 26.6.1996 (JO L 171 du 10.7.1996, p. 1),

À l'article 9, la phrase suivante est ajoutée:

«La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie communiquent ces éléments dans un délai de quatre mois à compter de la date de leur adhésion.».

5. 31982 R 1981: Règlement (CEE) nº 1981/82 du Conseil du 19 juillet 1982 arrêtant la liste de régions de la Communauté dans lesquelles seuls les groupements reconnus de producteurs de houblon bénéficient de l'aide à la production (JO L 215 du 23.7.1982, p. 3), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31987 R 4069: Règlement (CEE) nº 4069/87 du Conseil du 22.12.1987 (JO L 380 du 31.12.1987, p. 32),

— 31989 R 1808: Règlement (CEE) nº 1808/89 du Conseil du 19.6.1989 (JO L 177 du 24.6.1989, p. 5),

— 31992 R 3337: Règlement (CEE) nº 3337/92 du Conseil, du 16.11.1992 (JO L 336 du 20.11.1992, p. 2).

À la liste figurant à l'annexe, les régions suivantes sont ajoutées:

«Česká republika

Slovensko».

6. 31985 R 1907: Règlement (CEE) nº 1907/85 de la Commission du 10 juillet 1985 relatif à la liste des variétés de vignes et des régions fournissant des vins importés pour l'élaboration des vins mousseux dans la Communauté (JO L 179 du 11.7.1985, p. 21).

a) Après l'article 1er, l'article ci-après est inséré:

«*Article 1er bis*

1. La Lituanie peut utiliser les stocks de vins provenant de Moldavie importés avant le 1er janvier 2004 pour élaborer du vin mousseux jusqu'à ce que ces stocks soient épuisés.

2. La Lituanie établit un inventaire des stocks disponibles au 1er janvier 2004 et contrôle ces stocks.

3. Le vin mousseux produit à partir de vin moldave porte une étiquette supplémentaire spéciale indiquant l'origine des matières utilisées et précisant que ce vin est destiné uniquement à la vente sur le territoire de la Lituanie ou à l'exportation vers des pays tiers.».

7. 31989 R 1576: Règlement (CEE) nº 1576/89 du Conseil du 29 mai 1989 établissant les règles générales relatives à la définition, à la désignation et à la présentation des boissons spiritueuses (JO L 160 du 12.6.1989, p. 1), modifié par:

— 31992 R 3280: Règlement (CEE) nº 3280/92 du Conseil du 9.11.1992 (JO L 327 du 13.11.1992, p. 3),

— 31994 R 3378: Règlement (CE) nº 3378/94 du Parlement européen et du Conseil du 22.12.1994 (JO L 366 du 31.12.1994, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 1er, paragraphe 4:

— au point f), les alinéas 3 et 4 ci-après sont ajoutés:

«3) La dénomination "marc de raisin" ou "eau-de-vie de marc de raisin" peut être remplacée par la dénomination "zivania" uniquement pour la boisson spiritueuse produite à Chypre.

4) La dénomination "marc de raisin" ou "eau-de-vie de marc de raisin" peut être remplacée par la dénomination "Pálinka" uniquement pour la boisson spiritueuse produite en Hongrie.»

— au point i), l'alinéa 4 ci-après est ajouté:

«4) La dénomination "eau de vie de fruit" peut être remplacée par la dénomination Pálinka uniquement pour la boisson spiritueuse produite en Hongrie et pour les distillats d'abricot produits uniquement dans les provinces autrichiennes suivantes: Niederösterreich, Burgenland, Steiermark et Wien.»

— au point o), alinéa 3, le premier tiret est remplacé par le texte suivant:

«— être élaboré soit exclusivement en Grèce soit exclusivement à Chypre».

b) À l'article 5, paragraphe 3,

— au point c), l'alinéa ci-après est ajouté:

«La Pologne peut exiger que, pour la production sur son territoire de vodka portant l'appellation "Vodka polonaise/Polska Wódka", ne soient utilisées que des matières premières spécifiques d'origine polonaise ou que soient suivies les spécifications traditionnelles, dans le respect de la politique de qualité appliquée par la Pologne.»

c) À l'article 7, paragraphe 5, première phrase, après le terme «Rum-Verschnitt», l'expression «et la dénomination Slivovice» est ajoutée.

d) À l'article 9, le paragraphe 3 ci-après est ajouté:

«3. Cependant, le paragraphe 1 ne fait pas obstacle à la commercialisation de la boisson spiritueuse dénommée "Slivovice" produite en République tchèque et obtenue par l'addition de distillat de prune, avant la distillation finale, dans une proportion maximale de 30 % vol. d'alcool éthylique d'origine agricole. Ce produit peut porter la dénomination "spiritueux" ou "boisson spiritueuse" au sens de l'article 5 et peut aussi utiliser la dénomination Slivovice dans le même champ visuel sur l'étiquette frontale. Si cette Slivovice tchèque est commercialisée dans la Communauté, sa composition alcoolique doit figurer sur l'étiquette. La présente disposition est sans préjudice de l'utilisation de la dénomination Slivovice pour les eaux-de-vie de fruits conformément à l'article 1er, paragraphe 4, point i).»

e) À l'annexe II, les dénominations géographiques ci-après sont ajoutées:

— au point 5, «Karpatské brandy špeciál»

— au point 7, «Szatmári szilvapálinka», «Kecskeméti barackpálinka», «Békési szilvapálinka», «Szabolcsi almapálinka» et «Bošácka Slivovica»

— au point 11, «Vilniaus džinas», «Spišská borovička», «Slovenská borovička Juniperus», «Slovenská borovička», «Inovecká borovička», «Liptovská borovička»

— au point 14, «Allažu Ķimelis», «Čepkelių», «Demänovka bylinný likér», «Polish Cherry» «Karlovarská hořká»

— au point 16, «Latvijas Dzidrais», «Rīgas degvīns», «LB degvīns», «LB vodka», «Originali Lietuviška degtinė», «Laugarício vodka», «Polska Wódka/Polish Vodka», «vodka aux herbes aromatisée à l'extrait d'herbe à bison, produite dans la plaine de Podlasie du Nord»/«Wódka ziołowa z Niziny Północnopodlaskiej aromatyzowana ekstraktem z trawy żubrowej»

f) À l'annexe II, le point suivant est ajouté:

«17. Boissons spiritueuses au goût amer	"Riga Black Balsam" ou "Rīgas melnais Balzāms", "Demänovka bylinná horká".».

8. 31991 R 2092: Règlement (CEE) nº 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (JO L 198 du 22.7.1991, p. 1), modifié par:

— 31992 R 1535: Règlement (CEE) nº 1535/92 de la Commission du 15.6.1992 (JO L 162 du 16.6.1992, p. 15),

— 31992 R 2083: Règlement (CEE) nº 2083/92 du Conseil du 14.7.1992 (JO L 208 du 24.7.1992, p. 15),

— 31992 R 3713: Règlement (CEE) nº 3713/92 de la Commission du 22.12.1992 (JO L 378 du 23.12.1992, p. 21),

— 31993 R 0207: Règlement (CEE) nº 207/93 de la Commission du 29.1.1993 (JO L 25 du 2.2.1993, p. 5),

— 31993 R 2608: Règlement (CEE) nº 2608/93 de la Commission du 23.9.1993 (JO L 239 du 24.9.1993, p. 10),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 R 0468: Règlement (CE) nº 468/94 de la Commission du 2.3.1994 (JO L 59 du 3.3.1994, p. 1),

— 31994 R 1468: Règlement (CE) nº 1468/94 du Conseil du 20.6.1994 (JO L 159 du 28.6.1994, p. 11),

— 31994 R 2381: Règlement (CE) nº 2381/94 de la Commission du 30.9.1994 (JO L 255 du 1.10.1994, p. 84),

— 31195 R 0529: Règlement (CE) nº 529/95 de la Commission du 9.3.1995 (JO L 54 du 10.3.1995, p. 10),

— 31995 R 1201: Règlement (CE) nº 1201/95 de la Commission du 29.5.1995 (JO L 119 du 30.5.1995, p. 9),

— 31995 R 1202: Règlement (CE) nº 1202/95 de la Commission du 29.5.1995 (JO L 119 du 30.5.1995, p. 11),

— 31995 R 1935: Règlement (CE) nº 1935/95 du Conseil du 22.6.1995 (JO L 186 du 5.8.1995, p. 1),

— 31996 R 0418: Règlement (CE) nº 418/96 de la Commission du 7.3.1996 (JO L 59 du 8.3.1996, p. 10),

— 31997 R 1488: Règlement (CE) nº 1488/97 de la Commission du 29.7.1997 (JO L 202 du 30.7.1997, p. 12),

— 31998 R 1900: Règlement (CE) nº 1900/98 de la Commission du 4.9.1998 (JO L 247 du 5.9.1998, p. 6),

— 31999 R 0330: Règlement (CE) nº 330/1999 de la Commission du 12.2.1999 (JO L 40 du 13.2.1999, p. 23),

— 31999 R 1804: Règlement (CE) nº 1804/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 222 du 24.8.1999, p. 1),

— 32000 R 0331: Règlement (CE) nº 331/2000 de la Commission du 17.12.1999 (JO L 48 du 19.2.2000, p. 1),

— 32000 R 1073: Règlement (CE) nº 1073/2000 de la Commission du 19.5.2000 (JO L 119 du 20.5.2000, p. 27),

— 32000 R 1437: Règlement (CE) nº 1437/2000 de la Commission du 30.6.2000 (JO L 161 du 1.7.2000, p. 62),

— 32000 R 2020: Règlement (CE) nº 2020/2000 de la Commission du 25.9.2000 (JO L 241 du 26.9.2000, p. 39),

— 32001 R 0436: Règlement (CE) nº 436/2001 de la Commission du 2.3.2001 (JO L 63 du 3.3.2001, p. 16),

— 32001 R 2491: Règlement (CE) nº 2491/2001 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 337 du 20.12.2001, p. 9),

— 32002 R 0473: Règlement (CE) nº 473/2002 de la Commission du 15.3.2002 (JO L 75 du 16.3.2002, p. 21).

a) À l'article 2, les tirets ci-après sont insérés entre les tirets concernant les langues espagnole et danoise:

«— en tchèque: ekologické»,

entre les rubriques concernant les langues allemande et grecque:

«— en estonien: mahe or ökoloogiline»

entre les tirets concernant les langues italienne et néerlandaise:

«— en letton: bioloģiskā,

— en lituanien: ekologiškas,

— en hongrois: ökológiai,

— en maltais: organiku,»,

entre les tirets concernant les langues néerlandaise et portugaise:

«— en polonais: ekologiczne»,

et entre les tirets concernant les langues portugaise et finnoise:

«— en slovaque: ekologické, biologické,

— en slovène: ekološki».

b) À l'article 5, le paragraphe 3 bis est remplacé par le texte suivant:

«Par dérogation aux paragraphes 1 à 3, les marques qui portent une indication visée à l'article 2 peuvent continuer à être utilisées jusqu'au 1er juillet 2006 dans l'étiquetage et la publicité des produits qui ne satisfont pas au présent règlement à condition:

— que l'enregistrement de la marque ait été demandé avant le 22 juillet 1991 – à moins que le second tiret ci-dessous ne s'applique – et qu'elle soit conforme à la première directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des États membres sur les marques (*), et

— que la marque soit toujours accompagnée d'une mention claire, visible et facilement lisible indiquant que les produits ne sont pas produits selon le mode de production biologique prescrit dans le présent règlement.

La date visée au premier tiret du premier alinéa est, pour la Finlande, l'Autriche et la Suède, le 1er janvier 1995 et, pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le 1er mai 2004.

(*) JO L 40 du 11.2.1989, p. 1. Directive modifiée par la décision 92/10/CEE (JO L 6 du 11.1.1992, p. 35).»;

c) À l'annexe V, les rubriques ci-après sont insérées entre les rubriques concernant les langues espagnole et danoise:

«CS: Ekologické zemědělství – kontrolní systém ES»,

entre les rubriques concernant les langues allemande et grecque:

«ET: Mahepõllumajandus – EÜ kontrollsüsteem or Ökoloogiline põllumajandus – EÜ kontrollsüsteem»,

entre les tirets concernant les langues italienne et néerlandaise:

«LV: Bioloģiskā lauksaimniecība – EK kontroles sistēma,

LT: Ekologinis žemės ūkis – EB kontrolės sistema,

HU: Ökológiai gazdálkodás – EK Ellenőrző Rendszer,

MT: Agrikultura Organika – Sistema ta' Kontroll tal-KE»,

entre les tirets concernant les langues néerlandaise et portugaise:

«PL: Rolnictwo ekologiczne – system kontroli WE»,

et entre les tirets concernant les langues portugaise et finnoise:

«SK: Ekologické poľnohospodárstvo – kontrolný systém ES or biologické poľnohospodárstvo – kontrolný systém ES,

SL: Ekološko kmetijstvo — Kontrolni sistem ES».

9. 31992 R 2075: Règlement (CEE) nº 2075/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune de marché dans le secteur du tabac brut (JO L 215 du 30.7.1992, p. 70), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 R 3290: Règlement (CE) nº 3290/94 du Conseil du 22.12.1994 (JO L 349 du 31.12.1994, p. 105),

— 31995 R 0711: Règlement (CE) nº 711/95 du Conseil du 27.3.1995 (JO L 73 du 1.4.1995, p. 13),

— 31996 R 0415: Règlement (CE) nº 415/96 du Conseil du 4.3.1996 (JO L 59 du 8.3.1996, p. 3),

— 31996 R 2444: Règlement (CE) nº 2444/96 du Conseil du 17.12.1996 (JO L 333 du 21.12.1996, p. 4),

— 31997 R 2595: Règlement (CE) nº 2595/97 du Conseil du 18.12.1997 (JO L 351 du 23.12.1997, p. 11),

— 31998 R 1636: Règlement (CE) nº 1636/98 du Conseil du 20.7.1998 (JO L 210 du 28.7.1998, p. 23),

— 31999 R 0660: Règlement (CE) nº 660/1999 du Conseil du 22.3.1999 (JO L 83 du 27.3.1999, p. 10),

— 32000 R 1336: Règlement (CE) nº 1336/2000 du Conseil du 19.6.2000 (JO L 154 du 27.6.2000, p. 2),

— 32002 R 0546: Règlement (CE) nº 546/2002 du Conseil du 25.3.2002 (JO L 84 du 28.3.2002, p. 4),

a) À l'article 8, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Un seuil de garantie global et maximal pour la Communauté est fixé à 402 953 tonnes de tabac brut en feuilles par récolte.»

b) Au point I «Flue-Cured» de l'annexe, les variétés suivantes sont ajoutées:

«Wiślica

Virginia SCR IUN

Wiktoria

Wiecha

Wika

Wala

Wisła

Wilia

Waleria

Watra

Wanda

Weneda

Wenus

DH 16

DH 17»

c) Au point II «Light Air-Cured» de l'annexe, les variétés suivantes sont ajoutées:

«Bursan

Bachus

Bożek

Boruta

Tennessee 90

Baca

Bocheński

Bonus

NC 3

Tennessee 86»

d) Au point III «Dark Air-Cured» de l'annexe, les variétés suivantes sont ajoutées:

«Prezydent

Mieszko

Milenium

Małopolanin

Makar

Mega»

e) Au point IV «Fire-Cured» de l'annexe, les variétés suivantes sont ajoutées:

«Kosmos».

10. 31992 R 2081: Règlement (CEE) nº 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires (JO L 208 du 24.7.1992, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 R 0535: Règlement (CE) nº 535/97 du Conseil du 17.3.1997 (JO L 83 du 25.3.1997, p. 3),

— 31997 R 1068: Règlement (CE) nº 1068/97 de la Commission du 12.6.1997 (JO L 156 du 13.6.1997, p. 10),

— 32000 R 2796: Règlement (CE) nº 2796/2000 de la Commission du 20.12.2000 (JO L 324 du 21.12.2000, p. 26).

À l'article 2, paragraphe 7, et à l'article 10, paragraphe 1, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le délai visé ci-dessus est à compter à partir de la date de leur adhésion.».

11. 31992 R 2082: Règlement (CEE) nº 2082/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires (JO L 208 du 24.7.1992, p. 9), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 7, paragraphe 4, la phrase suivante est ajoutée:

«La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie publient ces données dans un délai de six mois à compter de la date de leur adhésion.»

b) À l'article 14, paragraphe 1, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le délai visé ci-dessus court à compter de la date de leur adhésion.»

12. 31992 R 2137: Règlement (CEE) nº 2137/92 du Conseil du 23 juillet 1992 relatif à la grille communautaire de classement des carcasses d'ovins et à la qualité type communautaire des carcasses d'ovins fraîches ou réfrigérées et prorogeant le règlement (CEE) nº 338/91 (JO L 214 du 30.7.1992, p. 1), modifié par:

— 31994 R 1278: Règlement (CE) nº 1278/94 du Conseil du 30.5.1994 (JO L 140 du 3.6.1994, p. 5),

— 31997 R 2536: Règlement (CE) nº 2536/97 du Conseil du 16.12.1997 (JO L 347 du 18.12.1997, p. 6),

À l'article 3, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Si la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie entendent faire usage de cette autorisation, elles doivent le notifier à la Commission et aux autres États membres au plus tard un an après la date d'adhésion.».

13. 31992 R 3950: Règlement (CEE) nº 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 405 du 31.12.1992, p. 1), modifié par:

— 31993 R 0748: Règlement (CEE) nº 748/93 du Conseil du 17.3.1993 (JO L 77 du 31.3.1993, p. 16),

— 31993 R 1560: Règlement (CEE) nº 1560/93 du Conseil du 14.6.1993 (JO L 154 du 25.6.1993, p. 30),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO L 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 R 0647: Règlement (CE) nº 647/94 de la Commission du 23.3.1994 (JO L 80 du 24.3.1994, p. 16),

— 31994 R 1883: Règlement (CE) nº 1883/94 du Conseil du 27.7.1994 (JO L 197 du 30.7.1994, p. 25),

— 31995 R 0630: Règlement (CE) nº 630/95 de la Commission du 23.3.1995 (JO L 66 du 24.3.1995, p. 11),

— 31995 R 1552: Règlement (CE) nº 1552/95 du Conseil du 29.6.1995 (JO L 148 du 30.6.1995, p. 43),

— 31996 R 0635: Règlement (CE) nº 635/96 de la Commission du 10.4.1996 (JO L 90 du 11.4.1996, p. 17),

— 31996 R 1109: Règlement (CE) nº 1109/96 de la Commission du 20.6.1996 (JO L 148 du 21.6.1996, p. 13),

— 31997 R 0614: Règlement (CE) nº 614/97 de la Commission du 8.4.1997 (JO L 94 du 9.4.1997, p. 4),

— 31998 R 0551: Règlement (CE) nº 551/98 du Conseil du 9.3.1998 (JO L 73 du 12.3.1998, p. 1),

— 31998 R 0903: Règlement (CE) nº 903/98 de la Commission du 28.4.1998 (JO L 127 du 29.4.1998, p. 8),

— 31999 R 0751: Règlement (CE) nº 751/1999 de la Commission du 9.4.1999 (JO L 96 du 10.4.1999, p. 11),

— 31999 R 1256: Règlement (CE) nº 1256/1999 du Conseil du 17.5.1999 (JO L 160 du 26.6.1999, p. 73),

— 32000 R 0749: Règlement (CE) nº 749/2000 de la Commission du 11.4.2000 (JO L 90 du 12.4.2000, p. 4),

— 32001 R 0603: Règlement (CE) nº 603/2001 de la Commission du 28.3.2001 (JO L 89 du 29.3.2001, p. 18),

— 32002 R 0582: Règlement (CE) nº 582/2002 de la Commission du 4.4.2002 (JO L 89 du 5.4.2002, p. 7),

— 32002 R 2028: Règlement (CE) nº 2028/2002 du Conseil du 11.11.2002 (JO L 313 du 16.11.2002, p. 3),

a) À l'article 3, paragraphe 2, les alinéas suivants sont ajoutés:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les quantités visées incluent la totalité des quantités de lait ou d'équivalent-lait livrées à un acheteur ou vendues directement à la consommation, même s'il est produit ou commercialisé au titre d'une mesure transitoire applicable dans ces pays.

Pour la Pologne, la répartition de la quantité entre les livraisons et les ventes directes est réexaminée sur la base de ses chiffres réels de livraisons et de ventes directes pour 2003 et, si nécessaire, ajustée par la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 42 du règlement (CE) nº 1255/1999.

Pour la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, une réserve spéciale pour restructuration est établie comme indiqué au tableau g) de l'annexe. Cette réserve est libérée à compter du 1er avril 2006 dans la mesure où la consommation propre des exploitations de lait et de produits laitiers dans chacun de ces pays a diminué depuis 1998 pour l'Estonie, la Lettonie et depuis 2000 pour la République tchèque, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie. La décision relative à la libération de la réserve et à sa répartition entre les livraisons et les ventes directes est prise par la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 42 du règlement (CE) nº 1255/1999, sur la base de l'évaluation d'un rapport devant être présenté à la Commission par la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie au plus tard le 31 décembre 2005. Ce rapport décrit en détail les résultats et les tendances du processus de restructuration du secteur laitier national et, en particulier, le passage d'une production destinée à la consommation propre des exploitations à une production destinée au marché.»

b) À l'article 4, paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:

«En ce qui concerne la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, la quantité de référence individuelle susvisée est égale à la quantité disponible le 31.3.2002 pour l'Estonie et la Hongrie, le 31.3.2003 pour Malte et la Lituanie, le 31.3.2004 pour la République tchèque, Chypre, l'Estonie, la Lettonie et la Slovaquie et le 31.3.2005 pour la Pologne et la Slovénie.»

c) À l'article 11, l'alinéa ci-après est ajouté après le deuxième alinéa.

«Toutefois, pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les caractéristiques du lait considéré comme représentatif sont celles de l'année civile 2001, et les matières grasses du lait livré représentatives de la moyenne nationale sont fixées à 4,21 % pour la République tchèque, à 4,31 % pour l'Estonie, à 3,46 % pour Chypre, à 4,07 % pour la Lettonie, à 3,99 % pour la Lituanie, à 3,85 % pour la Hongrie, à 3,90 % pour la Pologne, à 4,13 % pour la Slovénie et à 3,71 % pour la Slovaquie.»

d) Le tableau c) de l'annexe est remplacé par le tableau suivant:

«c) Total des quantités de référence visées à l'article 3, paragraphe 2, applicable du 1er avril 2002 au 31 mars 2005. Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le total des quantités de référence visées à l'article 3, paragraphe 2, est applicable du 1er mai 2004 au 31 mars 2005.

(en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Belgique	3 188 202,403	122 228,597
République tchèque	2 613 239,000	68 904,000
Danemark	4 454 709,217	638,783
Allemagne	27 769 228,612	95 587,388
Estonie	537 118,000	87 365,000
Grèce	699 626,000	887,000
Espagne	6 035 564,833	81 385,167
France	23 844 318,264	391 479,736
Irlande	5 386 176,780	9 587,220
Italie	10 316 482,000	213 578,000
Chypre	141 337,000	3 863,000
Lettonie	468 943,000	226 452,000
Lituanie	1 256 440,000	390 499,000
Luxembourg	268 554,000	495,000
Hongrie	1 782 650,000	164 630,000
Malte	48 698,000	—
Pays-Bas	11 001 277,000	73 415,000
Autriche	2 599 130,467	150 270,533
Pologne	8 500 000,000	464 017,000
Portugal ([1])	1 861 171,000	9 290,000
Slovénie	467 063,000	93 361,000
Slovaquie	990 810,000	22 506,000
Finlande	2 398 275,179	8 685,339
Suède	3 300 000,000	3 000,000
Royaume-Uni	14 437 481,500	172 265,500

([1]) à l'exception de Madère

»;

e) Le tableau d) de l'annexe est remplacé par le tableau suivant:

«d) Total des quantités de référence visées à l'article 3, paragraphe 2, applicable du 1er avril 2005 au 31 mars 2006.

(en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Belgique	3 204 754,403	122 228,597
République tchèque	2 613 239,000	68 904,000
Danemark	4 476 986,217	638,783
Allemagne	27 908 552,612	95 587,388
Estonie	537 118,000	87 365,000

(en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Grèce	699 626,000	887,000
Espagne	6 035 564,833	81 385,167
France	23 965 497,264	391 479,736
Irlande	5 386 176,780	9 587,220
Italie	10 316 482,000	213 578,000
Chypre	141 337,000	3 863,000
Lettonie	468 943,000	226 452,000
Lituanie	1 256 440,000	390 499,000
Luxembourg	269 899,000	495,000
Hongrie	1 782 650,000	164 630,000
Malte	48 698,000	—
Pays-Bas	11 056 650,000	73 415,000
Autriche	2 612 877,467	150 270,533
Pologne	8 500 000,000	464 017,000
Portugal ([1])	1 870 533,000	9 290,000
Slovénie	467 063,000	93 361,000
Slovaquie	990 810,000	22 506,000
Finlande	2 410 298,179	8 685,339
Suède	3 316 515,000	3 000,000
Royaume-Uni	14 510 431,500	172 265,500

([1]) à l'exception de Madère

»;

f) Le tableau e) de l'annexe est remplacé par le tableau suivant:

«e) Total des quantités de référence visées à l'article 3, paragraphe 2, applicable du 1er avril 2006 au 31 mars 2007.

en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Belgique	3 221 306,403	122 228,597
République tchèque	2 613 239,000	68 904,000
Danemark	4 499 262,217	638,783
Allemagne	28 047 876,612	95 587,388
Estonie	537 118,000	87 365,000
Grèce	699 626,000	887,000
Espagne	6 035 564,833	81 385,167
France	24 086 676,264	391 479,736
Irlande	5 386 176,780	9 587,220
Italie	1 0316 482,000	213 578,000
Chypre	141 337,000	3 863,000
Lettonie	468 943,000	226 452,000
Lituanie	1 256 440,000	390 499,000
Luxembourg	271 244,000	495,000
Hongrie	1 782 650,000	164 630,000
Malte	48 698,000	—

en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Pays-Bas	11 112 024,000	73 415,000
Autriche	2 626 624,467	150 270,533
Pologne	8 500 000,000	464 017,000
Portugal ([1])	1 879 896,000	9 290,000
Slovénie	467 063,000	93 361,000
Slovaquie	990 810,000	22 506,000
Finlande	2 422 320,179	8 685,339
Suède	3 333 030,000	3 000,000
Royaume-Uni	14 583 381,500	172 265,500

([1]) à l'exception de Madère

»;

g) Le tableau f) de l'annexe est remplacé par le tableau suivant:

«f) Total des quantités de référence visées à l'article 3, paragraphe 2, applicable du 1er avril 2006 au 31 mars 2008.

(en tonnes)

État membre	Livraisons	Ventes directes
Belgique	3 237 858,403	122 228,597
République tchèque	2 613 239,000	68 904,000
Danemark	4 521 539,217	638,783
Allemagne	28 187 200,612	95 587,388
Estonie	537 118,000	87 365,000
Grèce	699 626,000	887,000
Espagne	6 035 564,833	81 385,167
France	24 207 855,264	391 479,736
Irlande	5 386 176,780	9 587,220
Italie	10 316 482,000	213 578,000
Chypre	141 337,000	3 863,000
Lettonie	468 943,000	226 452,000
Lituanie	1 256 440,000	390 499,000
Luxembourg	272 590,000	495,000
Hongrie	1 782 650,000	164 630,000
Malte	48 698,000	—
Pays-Bas	11 167 397,000	73 415,000
Autriche	2 640 371,467	150 270,533
Pologne	8 500 000,000	464 017,000
Portugal ([1])	1 889 258,000	9 290,000
Slovénie	467 063,000	93 361,000
Slovaquie	990 810,000	22 506,000
Finlande	2 434 343,179	8 685,339
Suède	3 349 545,000	3 000,000
Royaume-Uni	14 656 332,500	172 265,500

([1]) à l'exception de Madère

»;

h) Le tableau g) ci-après est ajouté à l'annexe:

«g) Quantités de la réserve spéciale pour restructuration visées à l'article 3, paragraphe 2

(en tonnes)

État membre	Réserve spéciale pour restructuration
République tchèque	55 788
Estonie	21 885
Lettonie	33 253
Lituanie	57 900
Hongrie	42 780
Pologne	416 126
Slovénie	16 214
Slovaquie	27 472

»;

14. 31993 R 0404: Règlement (CEE) nº 404/93 du Conseil du 13 février 1993 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (JO L 47 du 25.2.1993, p. 1), modifié par:

— 31993 R 3518: Règlement (CE) nº 3518/93 de la Commission du 21.12.1993 (JO L 320 du 22.12.1993, p. 15),

— 31994 R 3290: Règlement (CE) nº 3290/94 du Conseil du 22.12.1994 (JO L 349 du 31.12.1994, p. 105),

— 31998 R 1637: Règlement (CE) nº 1637/98 du Conseil du 20.7.1998 (JO L 210 du 28.7.1998, p. 28),

— 31999 R 1257: Règlement (CE) nº 1257/1999 du Conseil du 17.5.1999 (JO L 160 du 26.6.1999, p. 80),

— 32001 R 0216: Règlement (CE) nº 216/2001 du Conseil du 29.1.2001 (JO L 31 du 2.2.2001, p. 2),

— 32001 R 2587: Règlement (CE) nº 2587/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 13).

L'article 12, paragraphe 2, est remplacé par le texte suivant:

«2. La quantité maximale de bananes communautaires commercialisées pouvant donner droit à l'octroi de l'aide compensatoire est fixée à 867 500 tonnes (poids net). Cette quantité est répartie par région productrice de la Communauté de la façon suivante:

1. 420 000 tonnes pour les îles Canaries,

2. 150 000 tonnes pour la Guadeloupe,

3. 219 000 tonnes pour la Martinique,

4. 50 000 tonnes pour Madère, les Açores et l'Algarve,

5. 15 000 tonnes pour la Crète et la Laconie,

6. 13 500 tonnes pour Chypre.

La quantité par région peut être adaptée dans la limite de la quantité maximale prévue pour la Communauté.»

15. 31994 R 1868: Règlement (CE) nº 1868/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de contingentement pour la production de fécule de pomme de terre (JO L 197 du 30.7.1994, p. 4), modifié par:

— 31995 R 1664: Règlement (CE) nº 1664/95 de la Commission du 7.7.1995 (JO L 158 du 8.7.1995, p. 13),

— 31995 R 1863: Règlement (CE) nº 1863/95 du Conseil du 17.7.1995 (JO L 179 du 29.7.1995, p. 1),

— 31998 R 1284: Règlement (CE) nº 1284/98 du Conseil du 16.6.1998 (JO L 178 du 23.6.1998, p. 3),

— 31999 R 1252: Règlement (CE) nº 1252/1999 du Conseil du 17.5.1999 (JO L 160 du 26.6.1999, p. 15),

— 32000 R 0962: Règlement (CE) nº 962/2002 du Conseil du 27.5.2002 (JO L 149 du 7.6.2002, p. 1),

a) À l'article 2, les paragraphes 3 et 4 ci-après sont ajoutés:

«3. Les États membres producteurs de fécule de pomme de terre énumérés ci-après se voient allouer les contingents suivants pour la campagne 2004/2005:

(en tonnes)

République tchèque	33 660
Estonie	250
Lettonie	5 778
Lituanie	1 211
Pologne	144 985
Slovaquie	729
Total	186 613

4. Chaque État membre producteur répartit le contingent visé au paragraphe 3 entre les entreprises produisant des féculents, pour utilisation au cours de la campagne de commercialisation 2004/2005, en particulier sur la base de la quantité moyenne de fécule produite par ces féculeries pendant la période 1999-2001 pour la République Tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie, et 1998-2000 pour la Lituanie, et compte tenu des investissements irréversibles effectués par ces entreprises avant le 1er février 2002».

b) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 4*

Il est interdit à une féculerie de conclure des contrats de culture de pommes de terre avec des producteurs pour une quantité de pommes de terre supérieure à celle nécessaire pour couvrir son contingent visé à l'article 2, paragraphes 2 ou 4.»

c) L'article 5 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 5*

Une prime de 22,25 euros par tonne de fécule produite est versée aux féculeries pour la quantité de fécule correspondant à leur contingent maximal visé à l'article 2, paragraphes 2 ou 4, à condition qu'elles aient versé aux producteurs le prix minimal visé à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 1766/92 (*), pour les quantités de pommes de terre nécessaires pour assurer la production de fécule prévue au contingent.»

d) L'article 6, paragraphe 1, est remplacé par le texte suivant:

«1. Toute fécule de pomme de terre produite au-delà du contingent visé à l'article 2, paragraphes 2 ou 4, est exportée en l'état de la Communauté avant le 1er janvier suivant la fin de la campagne de commercialisation en cause.

Aucune restitution à l'exportation n'est versée à ce titre.»

16. 31995 R 0603: Règlement (CE) nº 603/95 du Conseil du 21 février 1995 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fourrages séchés (JO L 63 du 21.3.1995, p. 1), modifié par:

— 31995 R 0684: Règlement (CE) nº 684/95 du Conseil du 27.3.1995 (JO L 71 du 31.3.1995, p. 3),

— 31995 R 1347: Règlement (CE) nº 1347/95 du Conseil du 9.6.1995 (JO L 131 du 15.6.1995, p. 1),

a) L'article 4, paragraphe 1, est remplacé par le texte suivant:

«1. Il est institué, pour chaque campagne de commercialisation, une quantité maximale garantie de 4 517 223 tonnes de fourrages déshydratés pour laquelle l'aide visée à l'article 3, paragraphe 2, peut être accordée.»

b) À l'article 4, paragraphe 2, le tableau est remplacé par ce qui suit:

«Quantité nationale garantie (QNG)

(en tonnes)

UEBL	8 000
République tchèque	27 942
Danemark	334 000
Allemagne	421 000
Grèce	32 000
Espagne	1 224 000
France	1 455 000
Irlande	5 000
Italie	523 000
Lituanie	650
Hongrie	49 593
Pays-Bas	285 000
Autriche	4 400
Pologne	13 538
Portugal	5 000
Slovaquie	13 100
Finlande	3 000
Suède	11 000
Royaume-Uni	102 000

»

17. 31995 R 3072: Règlement (CE) nº 3072/95 du Conseil du 22 décembre 1995 portant organisation commune du marché du riz (JO L 329 du 30.12.1995, p. 18), modifié par:

— 31998 R 0192: Règlement (CE) nº 192/98 du Conseil du 20.1.1998 (JO L 20 du 27.1.1998, p. 16),

— 31998 R 2072: Règlement (CE) nº 2072/98 du Conseil du 28.9.1998 (JO L 265 du 30.9.1998, p. 4),

— 32000 R 1528: Règlement (CE) nº 1528/2000 de la Commission du 13.7.2000 (JO L 175 du 14.7.2000, p. 64),

— 32000 R 1667: Règlement (CE) nº 1667/2000 du Conseil du 17.7.2000 (JO L 193 du 29.7.2000, p. 3),

— 2001 R 1987: Règlement (CE) nº 1987/2001 du Conseil du 8.10.2001 (JO L 271 du 12.10.2001, p. 5),

— 32002 R 0411: Règlement (CE) nº 411/2002 de la Commission du 4.3.2002 (JO L 62 du 5.3.2002, p. 27).

a) À l'article 6, paragraphe 3, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

«

(en euros par hectare)

	1999/2000 et suivantes
Espagne	334,33
Hongrie	163,215
France	
— territoire métropolitain	289,05
— Guyane française	395,40
Grèce	
— départements de Thessalonique, Serres, Kavala, Étolie-Acarnanie et Phtiotide	393,82
— autres départements	393,82
Italie	318,01
Portugal	318,53

»;

b) À l'article 6, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Il est institué une superficie de base nationale pour chaque État membre producteur. Toutefois, pour la France et la Grèce, deux superficies de base sont instituées. Les superficies de base sont fixées comme suit:

Espagne	104 973 ha
Hongrie	3 222 ha
France	
— territoire métropolitain	24 500 ha
— Guyane française	5 500 ha
Grèce	
— départements de Thessalonique, Serres, Kavala, Étolie-Acarnanie et Phtiotide	22 330 ha

— autres départements	2 561 ha
Italie	239 259 ha
Portugal	34 000 ha»

18. 31996 R 1107: Règlement (CE) nº 1107/96 de la Commission du 12 juin 1996 relatif à l'enregistrement des indications géographiques et des appellations d'origine au titre de la procédure prévue à l'article 17 du règlement (CEE) nº 2081/92 du Conseil (JO L 148 du 21.6.1996, p. 1), modifié par:

— 31996 R 1263: Règlement (CE) nº 1263/96 de la Commission du 1.7.1996 (JO L 163 du 2.7.1996, p. 19).

— 31997 R 0123: Règlement (CE) nº 123/97 de la Commission du 23.1.1997 (JO L 22 du 24.1.1997, p. 19).

— 31997 R 1065: Règlement (CE) nº 1065/97 de la Commission du 12.6.1997 (JO L 156 du 13.6.1997, p. 5).

— 31997 R 2325: Règlement (CE) nº 2325/97 de la Commission du 24.11.1997 (JO L 322 du 25.11.1997, p. 33).

— 31998 R 0134: Règlement (CE) nº 134/98 de la Commission du 20.1.1998 (JO L 15 du 21.1.1998, p. 6).

— 31998 R 0644: Règlement (CE) nº 644/98 de la Commission du 20.3.1998 (JO L 87 du 21.3.1998, p. 8),

— 31998 R 1549: Règlement (CE) nº 1549/98 de la Commission du 17.7.1998 (JO L 202 du 18.7.1998, p. 25).

— 31999 R 0083: Règlement (CE) nº 83/1999 de la Commission du 13.1.1999 (JO L 8 du 14.1.1999, p. 17),

— 31999 R 0590: Règlement (CE) nº 590/1999 de la Commission du 18.3.1999 (JO L 74 du 19.3.1999, p. 8),

— 31999 R 1070: Règlement (CE) nº 1070/1999 de la Commission du 25.5.1999 (JO L 130 du 26.5.1999, p. 18),

— 32000 R 0813: Règlement (CE) nº 813/2000 du Conseil du 17.4.2000 (JO L 100 du 20.4.2000, p. 5),

— 32000 R 2703: Règlement (CE) nº 2703/2000 de la Commission du 11.12.2000 (JO L 311 du 12.12.2000, p. 25),

— 32001 R 0913: Règlement (CE) nº 913/2001 de la Commission du 10.5.2001 (JO L 129 du 11.5.2001, p. 8),

— 32001 R 1347: Règlement (CE) nº 1347/2001 du Conseil du 28.6.2001 (JO L 182 du 5.7.2001, p. 3),

— 32001 R 1778: Règlement (CE) nº 1778/2001 de la Commission du 7.9.2001 (JO L 240 du 8.9.2001, p. 6),

— 32002 R 0564: Règlement (CE) nº 564/2002 de la Commission du 2.4.2002 (JO L 86 du 3.4.2002, p. 7),

— 32002 R 1829: Règlement (CE) nº 1829/2002 de la Commission du 14.10.2002 (JO L 277 du 15.10.2002, p. 10).

a) À l'article 1er, l'alinéa suivant est ajouté:

«Les dénominations "Budějovické pivo", "Českobudějovické pivo" et "Budějovický měšťanský var" sont enregistrées en tant qu'indications géographiques protégées (IGP) et inscrites sur la liste qui figure à l'annexe conformément aux spécifications fournies à la Commission. Cette disposition ne porte pas atteinte aux marques de bière ou autres droits existants dans l'Union européenne à la date d'adhésion.»

b) À l'annexe, partie B, le texte suivant est inséré à la rubrique «Bières»:

«République tchèque:

— Budějovické pivo (IGP)

— Českobudějovické pivo (IGP)

— Budějovický měšťanský (PGI)».

19. 31996 R 1577: Règlement (CE) nº 1577/96 du Conseil du 30 juillet 1996 portant une mesure spécifique en faveur de certaines légumineuses à grains (JO L 206 du 16.8.1996, p. 4), modifié par:

— 31997 R 1826: Règlement (CE) nº 1826/97 de la Commission du 22.9.1997 (JO L 260 du 23.9.1997, p. 11),

— 32000 R 0811: Règlement (CE) nº 811/2000 du Conseil du 17.4.2000 (JO L 100 du 20.4.2000, p. 1).

À l'article 3, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Les superficies maximales garanties sont fixées à 162 529 hectares pour les lentilles et les pois chiches et à 259 473 hectares pour les vesces visées à l'article 1er, point c). Lorsqu'une superficie maximale n'est pas atteinte au cours d'une campagne, le solde non utilisé est reversé à l'autre superficie maximale garantie pour la même campagne, avant qu'un dépassement n'intervienne.».

20. 31996 R 2201: Règlement (CE) nº 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 29), modifié par:

— 31997 R 2199: Règlement (CE) nº 2199/97 du Conseil du 30.10.1997 (JO L 303 du 6.11.1997, p. 1),

— 31999 R 2701: Règlement (CE) nº 2701/1999 du Conseil du 14.12.1999 (JO L 327 du 21.12.1999, p. 5),

— 32000 R 2699: Règlement (CE) nº 2699/2000 du Conseil du 4.12.2000 (JO L 311 du 12.12.2000, p. 9),

— 32001 R 1239: Règlement (CE) nº 1239/2001 du Conseil du 19.6.2001 (JO L 171 du 26.6.2001, p. 1),

— 32002 R 0453: Règlement (CE) nº 453/2002 de la Commission du 13.3.2002 (JO L 72 du 14.3.2002, p. 9).

a) À l'article 7, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour Chypre, les campagnes de commercialisation 1995-96, 1996-97 et 1999-2000 constituent les années de référence pour l'établissement de la superficie maximale garantie communautaire visée au premier alinéa.»,

b) À l'article 9, paragraphe 1, le second alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Les quantités de sultanines et de raisins secs de Corinthe achetées conformément au paragraphe 2 ne peuvent pas dépasser 27 930 tonnes.»,

c) L'annexe III est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE III*

Seuils de transformation visés à l'article 5

Matières premières fraîches

(poids en tonnes)

		Tomates	Pêches	Poires
Seuils communautaires		8 653 328	542 062	105 659
Seuils nationaux	République tchèque	12 000	1 287	11
	Grèce	1 211 241	300 000	5 155
	Espagne	1 238 606	180 794	35 199
	France	401 608	15 685	17 703
	Italie	4 350 000	42 309	45 708
	Chypre	7 944	6	s.o.
	Lettonie	s.o.	s.o.	s.o.
	Hongrie	130 790	1 616	1 031
	Malte	27 000	s.o.	s.o.
	Pays-Bas	s.o.	s.o.	243
	Autriche	s.o.	s.o.	9
	Pologne	194 639	s.o.	s.o.
	Portugal	1 050 000	218	600
	Slovaquie	29 500	147	s.o.

s.o. = sans objet

».

21. 31996 R 2202: Règlement (CE) nº 2202/96 du Conseil du 28 octobre 1996 instituant un régime d'aide aux producteurs de certains agrumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 49), modifié par:

— 31999 R 0858: Règlement (CE) nº 858/1999 du Conseil du 22.4.1999 (JO L 108 du 27.4.1999, p. 8),

— 32000 R 2699: Règlement (CE) nº 2699/2000 du Conseil du 4.12.2000 (JO L 311 du 12.12.2000, p. 9),

L'annexe II est remplacée par ce qui suit:

«*ANNEXE II*

Seuils de transformation visés à l'article 5

Matières premières fraîches

(poids en tonnes)

		Oranges	Citrons	Pamplemousses	Petits agrumes
Seuils communautaires		1 518 982	513 650	22 000	390 000
Seuils nationaux	Grèce	280 000	27 976	799	5 217
	Espagne	600 467	192 198	1 919	270 186
	France	s.o.	s.o.	61	445
	Italie	599 769	290 426	3 221	106 428
	Chypre	18 746	3 050	16 000	6 000
	Portugal	20 000	s.o.	s.o.	1 724

s.o. = sans objet

».

22. 31998 R 1638: Règlement (CE) nº 1638/98 du Conseil du 20 juillet 1998 modifiant le règlement nº 136/66/CEE portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (JO L 210 du 28.7.1998, p. 32), modifié par:

— 32001 R 1513: Règlement (CE) nº 1513/2001 du Conseil du 23.7.2001 (JO L 201 du 26.7.2001, p. 4),

a) À l'article 2, paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:

«Chypre, Malte et la Slovénie introduisent le SIG pour le 1er janvier 2005 au plus tard.»

b) À l'article 4, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Les oliviers supplémentaires et les surfaces correspondantes plantés après le 1er mai 1998 en ce qui concerne la Communauté, à l'exception de Chypre et de Malte pour lesquelles cette date est le 31 décembre 2001, ou bien qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de culture à une date à déterminer, ne peuvent être à la base d'une aide aux producteurs d'olives dans le cadre de l'organisation commune de marché dans le secteur des matières grasses en vigueur à partir du 1er novembre 2001.»

23. 31999 R 1251: Règlement (CE) nº 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables (JO L 160 du 26.6.1999, p. 1), modifié par:

— 31999 R 2704: Règlement (CE) nº 2704/1999 du Conseil du 14.12.1999 (JO L 327 du 21.12.1999, p. 12),

— 32000 R 1672: Règlement (CE) nº 1672/2000 du Conseil du 27.7.2000 (JO L 193 du 29.7.2000, p. 13),

— 32001 R 1038: Règlement (CE) nº 1038/2001 du Conseil du 22.5.2001 (JO L 145 du 31.5.2001, p. 16),

a) À l'article 2, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les superficies de base régionales sont établies en tant que nombre moyen d'hectares d'une région qui ont été emblavés en cultures arables pendant une période de trois années consécutives se situant entre 1997 et 2001. Les superficies de base régionales pour chacun de ces États membres ne dépassent pas les superficies de base visées à l'annexe VI.»

b) À l'article 3, paragraphe 5, le tiret suivant est ajouté:

«— dans le cas de la République tchèque, de Chypre, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, en fixant les rendements de référence aux niveaux visés à l'annexe VI.»

c) À l'article 3, paragraphe 7, les termes «… ou, dans le cas de l'Italie et de l'Espagne, le rendement fixé conformément à l'article 3, paragraphe 5, est dépassé …», sont remplacés par ce qui suit:

«… ou, dans le cas de Chypre, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Slovénie et de l'Espagne, le rendement fixé conformément à l'article 3, paragraphe 5, est dépassé …»;

d) À l'article 7, l'alinéa ci-après est inséré entre les premier et deuxième alinéas:

«Pour la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovénie, les demandes de paiement ne peuvent être présentées pour des terres qui, au 31 décembre 2000, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Pour la Slovaquie, les demandes de paiement ne peuvent être présentées pour des terres qui, au 31 décembre 2001, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Pour l'Estonie, les demandes de paiement ne peuvent être présentées pour des terres qui, au 1er octobre 2002, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Pour la République tchèque, les demandes de paiement ne peuvent être présentées pour des terres qui, au 30 novembre 2002, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Pour Chypre, les demandes de paiement ne peuvent être présentées pour des terres qui, au 1er décembre 2002, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles.»

e) À l'article 7, les troisième et quatrième alinéas sont remplacés par les textes suivants:

«Les États membres peuvent également déroger aux premier et deuxième alinéas pour tenir compte de certaines situations spécifiques liées à telle ou telle forme d'intervention publique lorsque cette intervention amène un agriculteur à cultiver des terres précédemment considérées comme inéligibles afin de poursuivre son activité agricole normale et que ladite intervention implique que des terres initialement éligibles ne le sont plus, de telle sorte que la quantité totale de terres éligibles n'est pas augmentée de façon significative.

En outre, les États membres peuvent, dans certains cas non couverts par les deux alinéas précédents, déroger aux premier et deuxième alinéas s'ils fournissent la preuve dans un plan soumis par la Commission que la quantité totale de terres éligibles reste inchangée.»

f) À l'annexe II, le texte suivant est ajouté:

«Chypre

Hongrie»;

g) L'annexe III est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE III*

SUPERFICIES MAXIMALES GARANTIES BÉNÉFICIANT DU SUPPLÉMENT AU PAIEMENT À LA SURFACE POUR LE FROMENT (BLÉ) DUR

(en hectares)

Grèce	617 000
Espagne	594 000
France	208 000
Italie	1 646 000
Chypre	6 183
Autriche	7 000
Portugal	118 000
Hongrie	2 500

»

h) L'annexe IV est remplacée par ce qui suit:

«*ANNEXE IV*

SUPERFICIES MAXIMALES GARANTIES BÉNÉFICIANT DE L'AIDE SPÉCIALE POUR LE FROMENT (BLÉ) DUR

(en hectares)

Allemagne	10 000
Espagne	4 000
France	50 000
Italie	4 000
Hongrie	4 305
Slovaquie	4 717
Royaume-Uni	5 000

»

i) L'annexe ci-après est ajoutée:

«*ANNEXE VI*

SUPERFICIES DE BASE NATIONALES ET RENDEMENTS DE RÉFÉRENCE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, EN ESTONIE, À CHYPRE, EN LETTONIE, EN LITUANIE, EN HONGRIE, À MALTE, EN POLOGNE, EN SLOVÉNIE ET EN SLOVAQUIE

	Superficie de base (en hectares)	Rendement de référence (en tonnes par hectare)
République tchèque	2 253 598	4,20
Estonie	362 827	2,40
Chypre	79 004	2,30
Lettonie	443 580	2,50
Lituanie	1 146 633	2,70
Hongrie	3 487 792	4,73
Malte	4 565	2,02
Pologne	9 454 671	3,00
Slovénie	125 171	5,27
Slovaquie	1 003 453	4,06

»

24. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié par:

— 32001 R 1455: Règlement (CE) nº 1455/2001 du Conseil du 28.6.2001 (JO L 198 du 21.7.2001, p. 58),

— 32001 R 1512: Règlement (CE) nº 1512/2001 du Conseil du 23.7.2001 (JO L 201 du 26.7.2001, p. 1),

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.1.2001, p. 29).

a) L'article 7, paragraphe 2, est remplacé par le texte suivant:

«2. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, à partir du 1er janvier 2000, la somme des droits à la prime sur leur territoire ne dépasse pas les plafonds nationaux établis à l'annexe II et que les réserves nationales visées à l'article 9 puissent être créées. La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie fixent des plafonds individuels pour des producteurs et créent les réserves nationales à partir du nombre total de droits à la prime réservé à chacun de ces États membres conformément à ce qui est prévu à l'annexe II, au plus tard un an après la date d'adhésion.»

b) À l'article 11, paragraphe 3, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les plafonds nationaux sont ceux figurant dans le tableau ci-après:

Prime à l'abattage:

	Taureaux, bœufs, vaches et génisses	Veaux âgés de plus d'un mois et de moins de 7 mois et d'un poids-carcasse inférieur à 160 kg
République tchèque	483 382	27 380
Estonie	107 813	30 000
Chypre	21 000	—
Lettonie	124 320	53 280
Lituanie	367 484	244 200
Hongrie	141 559	94 439
Malte	6 002	17
Pologne	1 815 430	839 518
Slovénie	161 137	35 852
Slovaquie	204 062	62 841

»

c) À l'article 16, paragraphe 1, premier alinéa, le tiret suivant est ajouté:

«— pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie: égal aux plafonds fixés à l'annexe I ou égale au nombre moyen d'abattages d'animaux bovins mâles durant les années 2001, 2002 et 2003 résultant des statistiques d'Eurostat pour ces trois années ou toute autre information statistique officielle publiée pour ces années qui est acceptée par la Commission.»;

d) À l'article 16, paragraphe 4, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les années de référence sont 2001, 2002 et 2003.»

e) À l'article 17, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les années de référence sont 1999, 2000 et 2001.»

f) L'article suivant est inséré après l'article 17:

«*Article 17 bis*

Les montants globaux visés à l'article 14, paragraphe 1, et le paiement maximal à la surface par hectare de 350 euros visé à l'article 17, paragraphe 3, sont appliqués par paliers conformément à l'article 1er bis du règlement (CE) nº 1259/1999 du Conseil.»

g) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE I*

PRIME SPÉCIALE

Plafonds régionaux des États membres visés à l'article 4, paragraphe 4

Belgique	235 149
République tchèque	244 349
Danemark	277 110
Allemagne	1 782 700
Estonie	18 800
Grèce	143 134
Espagne	713 999 ([1])
France	1 754 732 ([2])
Irlande	1 077 458
Italie	598 746
Chypre	12 000
Lettonie	70 200
Lituanie	150 000
Luxembourg	18 962
Hongrie	94 620
Malte	3 201
Pays-Bas	157 932
Autriche	423 400
Pologne	926 000
Portugal	175 075 ([3])
Slovénie	92 276
Slovaquie	78 348
Finlande	250 000
Suède	250 000
Royaume-Uni	1 419 811 ([4])

([1]) Sans préjudice des dispositions spéciales prévues par le règlement (CE) nº 1454/2001 du Conseil du 28 juin 2001 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries et abrogeant le règlement (CEE) nº 1601/92 (Poseican).

([2]) Sans préjudice des dispositions spéciales prévues par le règlement (CE) nº 1452/2001 du Conseil du 28 juin 2001 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer, modifiant la directive 72/462/CEE et abrogeant les règlements (CEE) nº 525/77 et (CEE) nº 3763/91 (Poseidom).

([3]) Sans préjudice des dispositions spéciales prévues par le règlement (CE) nº 1453/2001 du Conseil du 28 juin 2001 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des Açores et de Madère et abrogeant le règlement (CEE) nº 1600/92 (Poseima). À l'exclusion du programme d'extensification prévu par le règlement (CE) nº 1017/94 du Conseil du 26 avril 1994 concernant la conversion de terres actuellement consacrées aux cultures arables vers la production extensive de bétail au Portugal (JO L 112 du 3.5.1994, p. 2). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2582/2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 5).

([4]) Ce plafond est temporairement augmenté de 100 000 têtes pour être porté à 1 519 811 têtes jusqu'au moment où les animaux vivants âgés de moins de six mois pourront être exportés.»

h) L'annexe II est remplacée par ce qui suit:

«*ANNEXE II*

PRIME À LA VACHE ALLAITANTE

Plafonds nationaux visés à l'article 7, paragraphe 2, applicables à compter du 1er janvier 2000

Belgique	394 253
République tchèque (*)	90 300
Danemark	112 932
Allemagne	639 535
Estonie (*)	13 416
Grèce	138 005
Espagne (1)	1441 539
France (2)	3 779 866
Irlande	1 102 620
Italie	621 611
Chypre (*)	500
Lettonie (*)	19 368
Lituanie (*)	47 232
Luxembourg	18 537
Hongrie (*)	117 000
Malte (*)	454
Pays-Bas	63 236
Autriche	325 000
Pologne (*)	325 581
Portugal (3)	277 539
Slovénie (*)	86 384
Slovaquie (*)	28 080
Finlande	55 000
Suède	155 000
Royaume-Uni	1 699 511

(*) Applicable à compter de la date d'adhésion.
(1) À l'exclusion du plafond spécifique prévu par l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CE) nº 1454/2001 et de la réserve spécifique prévue par l'article 2 du règlement (CE) nº 1017/94.
(2) À l'exclusion du plafond spécifique prévu par l'article 9, paragraphe 4, point b), du règlement (CE) nº 1452/2001.
(3) À l'exclusion du plafond spécifique prévu par l'article 13, paragraphe 3, et l'article 22, paragraphe 3, du règlement (CE) nº 1453/2001.»

i) L'annexe IV est remplacée par ce qui suit:

«*ANNEXE IV*

PAIEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Montants globaux visés à l'article 14

(en millions d'euros)

	2002 et années suivantes
Belgique	39,4
République tchèque	8,776017
Danemark	11,8
Allemagne	88,4
Estonie	1,13451
Grèce	3,8
Espagne	33,1
France	93,4
Irlande	31,4
Italie	65,6
Chypre	0,308945
Lettonie	1,33068
Lituanie	4,942267
Luxembourg	3,4
Hongrie	2,936076
Malte	0,0637
Pays-Bas	25,3
Autriche	12,0
Pologne	27,3
Portugal	6,2
Slovénie	2,964780
Slovaquie	4,500535
Finlande	6,2
Suède	9,2
Royaume-Uni	63,8

».

25. 31999 R 1255: Règlement (CEE) nº 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 160 du 26.6.1999, p. 48), modifié par:

— 32000 R 0999: Règlement (CE) nº 999/2000 de la Commission du 12.5.2000 (JO L 114 du 13.5.2000, p. 9),

— 32000 R 1040: Règlement (CE) nº 1040/2000 du Conseil du 16.5.2000 (JO L 118 du 19.5.2000, p. 1),

— 32000 R 1526: Règlement (CE) nº 1526/2000 de la Commission du 13.7.2000 (JO L 175 du 14.7.2000, p. 55),

— 32000 R 1670: Règlement (CE) nº 1670/2000 du Conseil du 20.7.2000 (JO L 193 du 29.7.2000, p. 10),

— 32002 R 0509: Règlement (CE) nº 509/2002 de la Commission du 21.3.2002 (JO L 79 du 22.3.2002, p. 15).

a) À l'article 16, paragraphe 3, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la période de douze mois visée au précédent alinéa est 2004-2005.»

b) L'article suivant est inséré après l'article 19:

«*Article 19 bis*

Les montants globaux visés à l'article 17, paragraphe 1, les montants totaux de la prime et du supplément de prime visés à l'article 18, paragraphe 2, et le paiement maximal à la surface par hectare de 350 euros visé à l'article 19, paragraphe 3, sont appliqués par paliers conformément à l'article 1er bis du règlement (CE) nº 1259/1999 du Conseil.»

c) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE I*

PAIEMENTS SUPPLÉMENTAIRES: MONTANTS GLOBAUX VISÉS À L'ARTICLE 17

(exprimés en millions d'euros)

	2005	2006	2007 et années civiles suivantes
Belgique	8,6	17,1	25,7
République tchèque	6,9	13,87	20,8
Danemark	11,5	23,0	34,5
Allemagne	72,0	144,0	216,0
Estonie	1,6	3,2	4,85
Grèce	1,6	3,3	4,9
Espagne	14,4	28,7	43,1
France	62,6	125,3	187,9
Irlande	13,6	27,1	40,7
Italie	25,7	51,3	77,0
Chypre	0,4	0,75	1,1
Lettonie	1,8	3,6	5,4
Lituanie	4,25	8,5	12,8
Luxembourg	0,7	1,4	2,1
Hongrie	5,0	10,1	15,1
Malte	0,13	0,25	0,38
Pays-Bas	28,6	57,2	85,8
Autriche	7,1	14,2	21,3
Pologne	23,1	46,3	69,6
Portugal	4,8	9,7	14,5
Slovénie	1,45	2,9	4,35
Slovaquie	2,6	5,2	7,9
Finlande	6,2	12,4	18,6
Suède	8,5	17,1	25,6
Royaume-Uni	37,7	75,4	113,1

»

26. 31999 R 1257: Règlement (CE) nº 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements (JO L 160 du 26.6.1999, p. 80)

1. Le chapitre ci-après est inséré après le chapitre IX du titre II:

«CHAPITRE IX bis

MESURES SPÉCIFIQUES APPLICABLES AUX NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

SOUS-CHAPITRE I

SOUTIEN ADDITIONNEL APPLICABLE À TOUS LES NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

Article 33 bis

Dispositions générales

Le présent sous-chapitre définit les conditions dans lesquelles un soutien additionnel temporaire complétant le soutien prévu aux chapitres I à IX est accordé pour les mesures transitoires de développement rural prises en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie et en Slovaquie (ci-après dénommées "les nouveaux États membres") afin de répondre aux besoins spécifiques des nouveaux États membres pendant la période de programmation 2004-2006.

Article 33 ter

Soutien aux exploitations de semi-subsistance soumises à une restructuration

1. Le soutien aux exploitations de semi-subsistance soumises à une restructuration doit contribuer à la réalisation des objectifs suivants:

a) aider à résoudre les problèmes posés par la transition rurale et notamment par la pression concurrentielle qu'exercera le marché unique dans le secteur agricole et l'économie rurale des nouveaux États membres

b) faciliter et encourager la restructuration des exploitations qui ne sont pas encore économiquement viables.

Aux fins du présent article, on entend par "exploitations de semi-subsistance" les exploitations qui produisent en premier lieu pour leur consommation propre, mais qui commercialisent également une partie de leur production.

2. Pour bénéficier du soutien, l'exploitant doit présenter un plan de développement agricole qui:

a) démontre qu'à l'avenir l'exploitation sera économiquement viable;

b) contient des précisions sur les investissements requis;

c) indique des étapes et des objectifs précis.

3. Le respect du plan de développement agricole visé au paragraphe 2 fait l'objet d'un examen après trois ans. Si les objectifs définis dans le plan n'ont pas été atteints au moment de l'examen effectué après trois ans, le soutien n'est pas reconduit, mais il ne sera pas exigé de rembourser les montants déjà reçus.

4. Le soutien est versé annuellement sous forme d'aide forfaitaire jusqu'à concurrence du plafond précisé à l'annexe II et pendant une période de cinq ans au maximum.

Article 33 quater

Soutien en vue du respect des normes communautaires

1. Un soutien peut être accordé pour aider les agriculteurs des nouveaux États membres à s'adapter aux normes fixées par la Communauté dans les domaines de l'environnement, de la santé publique, de la santé animale et dans le domaine phytosanitaire, ainsi que dans les domaines du bien-être des animaux et de la sécurité au travail, jusqu'au moment où la norme requise va être atteinte.

2. Les exploitants ont droit à ce soutien si:

a) ils bénéficient de l'aide à l'investissement conformément au Chapitre I, de sorte qu'à terme, la norme concernée sera atteinte; ou

b) ils fournissent un plan relatif à la modernisation et/ou à la modification des pratiques d'exploitation nécessaires pour se conformer aux normes minimales, élaboré ou certifié par une personne dont les compétences sont reconnues.

Seuls peuvent bénéficier de l'aide les agriculteurs qui sont en mesure de démontrer que leur exploitation est économiquement viable, ou qu'elle le sera lorsque la mesure d'aide arrivera à son terme.

3. L'aide est octroyée annuellement sur une base dégressive, par tranches égales jusqu'à épuisement. Elle est versée jusqu'au moment où il est prévu que la norme sera atteinte, et pendant cinq ans au maximum.

Le montant versé est fixé à un niveau permettant d'éviter la surcompensation. Lors de la détermination du niveau de l'aide annuelle, il est tenu compte des pertes de revenu et des coûts liés aux investissements supplémentaires ainsi que de la charge de travail.

Les plafonds entrant en ligne de compte pour l'aide communautaire pendant la première année sont fixés à l'annexe II. Si l'aide ne peut pas être calculée sur la base des superficies, un autre montant approprié peut être fixé dans le cadre du processus de programmation.

Article 33 quinquies

Groupements de producteurs

1. Une aide forfaitaire est accordée pour faciliter la création et le fonctionnement administratif des groupements de producteurs qui ont pour objectifs:

a) d'adapter la production des producteurs qui sont membres de ces groupements aux exigences du marché;

b) de procéder conjointement à la commercialisation de produits, y compris la préparation pour la vente, la centralisation des ventes et la fourniture aux acheteurs en gros; et

c) d'établir des règles communes relatives à l'information sur la production, en accordant une attention particulière aux récoltes et à la disponibilité.

2. Le soutien n'est accordé qu'aux groupements de producteurs officiellement reconnus par les autorités compétentes du nouvel État membre dont ils relèvent entre la date de l'adhésion et la fin de la période de programmation, sur la base du droit national ou du droit communautaire.

3. L'aide est octroyée par tranches annuelles pendant les cinq premières années suivant la date à laquelle le groupement de producteurs a été reconnu. Elle est calculée sur la base de la production que le groupement commercialise annuellement et ne dépasse pas:

a) 5 %, 5 %, 4 %, 3 % et 2 % de la valeur de la production commercialisée jusqu'à concurrence de 1 000 000 EUR les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement, et

b) 2,5 %, 2,5 %, 2,0 %, 1,5 % et 1,5 % de la valeur de la production commercialisée dépassant 1 000 000 EUR les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

En tout état de cause, l'aide ne dépasse pas les plafonds définis à l'annexe II.

Dans le cas de Malte, une aide minimale peut être fixée pour un secteur de production où la production totale est extrêmement faible. Le secteur concerné et le niveau de l'aide sont déterminés par la Commission.

Article 33 sexies

Assistance technique

1. Une aide peut être accordée pour les mesures de préparation, de suivi, d'évaluation et de contrôle qui sont nécessaires pour appliquer les documents de programmation en matière de développement rural.

2. Les mesures visées au paragraphe 1 recouvrent notamment:

a) les études;

b) les mesures d'assistance technique, l'échange d'expériences et les informations destinées aux partenaires, aux bénéficiaires et au grand public;

c) l'installation, l'exploitation et l'interconnexion de systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation informatisés;

d) l'amélioration des méthodes d'évaluation et l'échange d'informations concernant les pratiques en la matière.

Article 33 septies

Mesures de type Leader +

1. Une aide peut être accordée pour les mesures qui portent sur l'acquisition de compétences destinées à préparer les collectivités rurales à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies de développement rural.

Ces mesures peuvent recouvrir, en particulier:

a) une assistance technique pour les études portant sur la région, et un diagnostic territorial tenant compte des souhaits exprimés par la population concernée;

b) l'information et la formation de la population pour encourager une participation active au processus de développement;

c) la création de partenariats représentatifs en matière de développement local;

d) l'élaboration de stratégies de développement intégrées;

e) le financement de la recherche et la préparation des demandes de soutien.

2. Une aide peut être accordée pour l'adoption de stratégies de développement rural territoriales intégrées à caractère pilote, élaborées par les groupes d'action locaux conformément aux principes énoncés aux points 12 et 14 de la Communication de la Commission aux États membres du 14 avril 2000 fixant les orientations pour l'initiative communautaire concernant le développement rural (Leader +) (*). Cette aide est limitée aux régions où il existe déjà des capacités administratives suffisantes et une expérience des approches de type "développement rural local".

3. Les groupes d'action locaux visés au paragraphe 2 peuvent avoir le droit de participer aux actions de coopération interterritoriale et transnationale conformément aux principes énoncés aux points 15 à 18 de la communication de la Commission visée au paragraphe 2.

4. Les nouveaux États membres et les groupes d'action locaux se voient accorder l'accès à l'observatoire des territoires ruraux prévu au point 23 de la communication de la Commission visée au paragraphe 2.

Article 33 octies

Services de conseil aux exploitations et de vulgarisation agricole

Outre les mesures prévues au troisième tiret de l'article 33, une aide est accordée pour la fourniture de services de conseil aux exploitations et de vulgarisation agricole.

Article 33 nonies

Compléments aux paiements directs

1. À titre de disposition temporaire et sui generis, une aide peut être accordée aux exploitants qui peuvent bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires ou d'aides au titre de l'article 1er quater du règlement (CE) nº 1259/1999 (**), pendant la période 2004-2006 seulement.

2. Le montant de l'aide accordée à un exploitant pour les années 2004, 2005 et 2006 ne doit pas dépasser la différence entre:

a) le niveau des paiements directs applicable dans les nouveaux États membres pour l'année concernée conformément à l'article 1er bis du règlement (CE) nº 1259/1999 ou à l'article 1er ter, paragraphe 5, dudit règlement; et

b) 40 % du niveau des paiements directs applicable dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004 pour l'année concernée.

3. La contribution de la Communauté au soutien accordé au titre du présent article dans un nouvel État membre pour chacune des années 2004, 2005 et 2006 ne doit pas dépasser 20 % de sa dotation annuelle respective. Toutefois, un nouvel État membre peut remplacer ce taux annuel de 20 % par les taux suivants: 25 % pour 2004, 20 % pour 2005 et 15 % pour 2006.

4. L'aide accordée à un exploitant au titre du présent article est comptabilisée:

a) dans le cas de Chypre, comme aide directe nationale complémentaire aux fins de l'application des montants totaux visés à l'article 1er quater, paragraphe 3, du règlement (CE) nº 1259/1999;

b) dans le cas de tout autre nouvel État membre, comme paiements ou aides directs nationaux complémentaires, selon le cas, aux fins de l'application des niveaux maximum définis à l'article 1er quater, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1259/1999.

SOUS-CHAPITRE II

SOUTIEN ADDITIONNEL APPLICABLE À MALTE

Article 33 undecies

Compléments aux aides d'État à Malte

1. À Malte, une aide peut être accordée aux bénéficiaires d'aides d'État spéciales temporaires accordées dans le cadre du Programme spécial de politique de marché pour l'agriculture maltaise (SMPPMA) prévu à l'annexe XI, chapitre 4 ("Agriculture"), section A, point 1, du présent Acte.

2. Par dérogation à l'article 33 nonies, paragraphe 3, la contribution totale de la Communauté au soutien accordé par Malte dans le cadre du présent article et de l'article 33 nonies pour chacune des années 2004, 2005 et 2006, ne doit pas dépasser 20 % de la dotation annuelle pour l'année concernée, telle que définie à l'annexe III. Toutefois, Malte peut remplacer ce taux annuel de 20 % par les taux suivants: 25 % pour 2004, 20 % pour 2005 et 15 % pour 2006.

3. L'aide accordée au titre du présent article est comptabilisée comme aide d'État spéciale temporaire dans le cadre du SMPPMA aux fins de l'application des montants maximum prévus dans le cadre de ce programme.

Article 33 duodecies

Agriculteurs à plein temps à Malte

Une aide temporaire spécifique est octroyée aux agriculteurs à plein temps pour leur permettre de s'adapter aux modifications de l'environnement de marché qui résulteront du démantèlement des prélèvements au moment de l'adhésion.

L'aide est versée annuellement sur une base dégressive pendant une période de cinq ans au maximum. Trois types de versement sont prévus:

a) paiement à l'hectare pour les terres irriguées;

b) paiement à l'hectare pour les terres non irriguées;

c) paiement par unité de gros bétail pour les exploitations d'élevage.

Le montant du paiement est fixé en fonction de la chute attendue du revenu des agriculteurs due au démantèlement des prélèvements et de la chute des prix des produits agricoles en découlant. Le montant du paiement est fixé à un niveau permettant d'éviter la surcompensation, notamment en liaison avec les aides d'État spécifiques accordées pour certains produits dans le cadre du SMPPMA.

Les plafonds par exploitation agricole pour les trois catégories de paiements sont arrêtés par la Commission.

SOUS-CHAPITRE III

DÉROGATIONS

Article 33 terdecies

Dispositions générales

Le présent sous-chapitre définit les cas dans lesquels les nouveaux États membres peuvent déroger aux critères d'éligibilité fixés pour les mesures définies aux chapitres I, IV, V et VII.

Article 33 quaterdecies

Dérogations applicables à tous les nouveaux États membres

1. Par dérogation à l'article 5, premier tiret, un soutien à l'investissement est octroyé aux exploitations agricoles dont la viabilité économique une fois l'investissement réalisé peut être prouvée.

2. Par dérogation à l'article 7, deuxième alinéa, le montant total de l'aide à l'investissement dans les exploitations agricoles, exprimé en pourcentage du volume des investissements éligibles, est limité à un maximum de 50 % et, dans les régions défavorisées, à 60 %. Lorsque les investissements sont entrepris par de jeunes agriculteurs, tels que visés au Chapitre II, ces pourcentages peuvent atteindre un maximum de 55 % et, dans les zones défavorisées, de 65 %.

3. Par dérogation à l'article 26, paragraphe 1, deuxième tiret, une aide à l'investissement est octroyée aux entreprises auxquelles a été accordée une période transitoire après l'adhésion pour qu'elles se conforment aux normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux. Dans ce cas, l'exploitation se conforme aux normes concernées au terme de la période transitoire déterminée, ou à la fin de la réalisation des investissements, la date la plus proche étant retenue.

4. Par dérogation à l'article 29, paragraphe 5, la classification des zones de risque d'incendie de forêt est présentée dans le cadre du plan de développement rural.

Article 33 quindecies

Dérogations applicables à certains nouveaux États membres

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, deuxième tiret, les agriculteurs de Lituanie auxquels a été accordé un quota laitier sont éligibles au régime de retraite anticipée à condition d'être âgés de moins de soixante-dix ans à la date de la cessation.

Le montant du soutien est soumis aux montants maximum fixés dans l'annexe I du présent règlement et est calculé en fonction du volume du quota laitier et de l'activité agricole totale de l'exploitation.

Les quotas laitiers alloués à un cédant sont restitués à la réserve nationale des quotas laitiers, sans que cela donne lieu à un nouveau paiement compensatoire.

2. Par dérogation à l'article 21, Malte peut dépasser la limite de 10 % fixée pour la surface totale des zones visées à l'article 20.

Par dérogation à l'article 24, paragraphe 2, les plafonds annuels entrant en ligne de compte pour l'aide communautaire définis à l'annexe I peuvent être augmentés pour la mesure visant à entretenir et à préserver les murs en moellons à Malte. Le montant maximum par hectare qui peut être versé au titre de la présente dérogation est fixé par la Commission.

3. Par dérogation à l'article 31, paragraphe 1, un soutien peut être accordé par l'Estonie pour le reboisement des terres agricoles abandonnées à condition que ces terres aient été utilisées au cours des cinq années précédentes. En pareil cas, cette aide ne peut comprendre, en plus des frais de plantation, que la prime annuelle à l'hectare prévue à l'article 31, paragraphe 1, deuxième alinéa, premier tiret.

(*) JO C 139 du 8.5.2000, p. 5.

(**) Règlement (CE) nº 1259/1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune (JO L 160 du 26.6.1999, p. 113). Règlement modifié par le règlement (CE) nº 1244/2001 (JO L 173 du 27.6.2001, p. 1.»

2. À l'article 34, le tiret ci-après est inséré à la fin du deuxième alinéa:

«— les conditions régissant les mesures spécifiques aux nouveaux États membres (Chapitre IX bis)»

3. À l'article 42, le paragraphe ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les plans de développement rural couvrent une période de trois ans à compter du 1er janvier 2004.»

4. À l'article 44, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les plans de développement rural sont présentés au plus tard six mois à compter de la date de l'adhésion.»

5. À l'article 44, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la Commission approuve les documents de programmation en matière de développement rural conformément à la procédure visée à l'article 50, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1260/1999, dans un délai de six mois après la présentation des plans, dans la mesure où ladite période de six mois prend fin après la date d'adhésion.»

6. Le chapitre ci-après est inséré après le chapitre IV du titre III:

«CHAPITRE IV bis

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLES AUX NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

Article 47 bis

1. L'aide communautaire accordée aux nouveaux États membres pour:

a) les mesures visées à l'article 35, paragraphe 1, et à l'article 35, paragraphe 2, deuxième tiret,

b) les exploitations de semi-subsistance (article 33 ter),

c) le respect des normes communautaires (article 33 quater),

d) les groupements de producteurs (article 33 quinquies),

e) l'assistance technique (article 33 sexies),

f) les compléments aux paiements directs (article 33 nonies)

g) les compléments aux aides d'État à Malte (article 33 undecies),

h) les compléments aux aides d'État à Malte (article 33 undecies),

est financée au titre du FEOGA "garantie" conformément aux dispositions énoncées au présent chapitre.

2. L'aide communautaire accordée pour des mesures du type Leader+ (article 33 septies) dans les zones relevant de l'objectif 2 est financée par la section "orientation" du FEOGA.

3. Les dispositions ci-après ne s'appliquent pas:

a) articles 149 à 153 du règlement (CE) nº 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (*),

b) article 35, paragraphe 1, article 35, paragraphe 2, deuxième tiret, article 36, paragraphe 2, et article 47 du présent règlement.

Article 47 ter

1. La Communauté contribue au financement en application des dispositions énoncées aux articles 29 à 32 du règlement (CE) nº 1260/1999.

Toutefois, la contribution financière de la Communauté peut représenter 80 % dans les zones relevant de l'objectif 1.

Par dérogation à l'article 30, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1260/1999, les dépenses ne sont éligibles pour bénéficier de l'aide que si elles ont réellement été versées au bénéficiaire d'une mesure de soutien au développement rural après le 31 décembre 2003 et après la date à laquelle le plan de développement rural a été présenté à la Commission. La plus éloignée de ces deux dates constitue le point de départ pour l'éligibilité des dépenses.

2. Les dispositions du règlement (CE) nº 1258/1999 relatif au financement de la politique agricole commune (**) s'appliquent, à l'exception de l'article 5 et de l'article 7, paragraphe 2.

(*) JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.
(**) JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.»

7. À l'article 49, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le FEOGA "garantie" peut participer au financement d'évaluations concernant le développement rural conformément aux dispositions du Chapitre IV bis. Les dépenses relatives aux évaluations *ex ante* sont éligibles à l'aide si elles ont été engagées à partir du 1er janvier 2004.»

8. À l'article 50, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Par dérogation au premier alinéa, des dispositions financières spécifiques aux nouveaux États membres, ainsi que les mécanismes nécessaires pour faciliter la mise en application de ces dispositions financières, y compris ceux nécessaires pour résoudre les problèmes pratiques, sont adoptés conformément à la procédure énoncée à l'article 13 du règlement (CE) nº 1258/1999.»

9. À l'article 8, paragraphe 2, premier tiret, à l'article 12, paragraphe 1, à l'article 15, paragraphe 3, à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 31, paragraphe 4, et dans le titre de l'annexe, le terme «annexe» est remplacé par «annexe I».

10. L'annexe ci-après est ajoutée en tant qu'annexe II:

«*ANNEXE II*

Tableau des montants relatifs aux mesures spécifiques aux nouveaux États membres

Article	Objet:	EUR	
Article 33 *ter*	Exploitations de semi-subsistance	1 000 (1)	par exploitation/par année
Article 33 *quater*	Respect des normes communautaires	200	par hectare pendant la première année
Article 33 *quinquies*	Groupements de producteurs	100 000	pendant la première année
		100 000	pendant la deuxième année
		80 000	pendant la troisième année
		60 000	pendant la quatrième année
		50 000	pendant la cinquième année

(1) Dans le cas de la Pologne, le montant maximum éligible n'est pas supérieur à 1 250 EUR.»

27. 31999 R 1259: Règlement (CE) nº 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune (JO L 160 du 26.6.1999, p. 113), modifié par:

— 32001 R 1244: Règlement (CE) nº 1244/2001 du Conseil du 19.6.2001 (JO L 173 du 27.6.2001, p. 1)

a) À l'article 1er, le terme «annexe» est remplacé par «annexe I».

b) Les articles ci-après sont insérés après l'article 1er.

«*Article premier bis*

Introduction de régimes de soutien dans les nouveaux États membres

En République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie et en Slovaquie (ci-après dénommés "nouveaux États membres") les paiements directs accordés au titre des régimes de soutien visés à l'article 1er sont introduits par paliers conformément au calendrier ci-après, les chiffres correspondant au pourcentage du niveau applicable de ces paiements dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004.

25 % en 2004

30 % en 2005

35 % en 2006

40 % en 2007

50 % en 2008

60 % en 2009

70 % en 2010

80 % en 2011

90 % en 2012

100 % à compter de 2013

Article premier ter

Régime de paiement unique à la surface applicable dans les nouveaux États membres

1. Au cours de la période d'application visée au paragraphe 9, les nouveaux États membres peuvent décider, au plus tard à la date d'adhésion, de remplacer les paiements au titre des régimes de soutien visés à l'article 1er par un paiement unique (dénommé ci-après "paiement unique à la surface"), qui est calculé conformément au paragraphe 2.

2. Le paiement unique à la surface est effectué une fois par an. Il est calculé en divisant l'enveloppe financière annuelle établie conformément au paragraphe 3 par la surface agricole de chaque nouvel État membre, déterminée conformément au paragraphe 4.

3. Pour chaque nouvel État membre, la Commission établit l'enveloppe financière annuelle:

— sur la base du total des fonds qui seraient disponibles par rapport à l'année civile concernée aux fins de l'octroi de paiements directs dans ce nouvel État membre au titre des régimes de soutien visés à l'article 1er,

— conformément aux dispositions communautaires pertinentes et en fonction de paramètres quantitatifs, tels que la surface de base, le plafond des primes et les quantités maximales garanties (QMG), qui sont précisés dans l'acte d'adhésion pour chaque régime de soutien, et

— ajustée en utilisant le pourcentage pertinent qui figure à l'article 1 bis en ce qui concerne l'introduction progressive des paiements directs.

4. La surface agricole d'un nouvel État membre aux fins du régime de paiement unique à la surface, est la partie de la surface agricole utilisée qui a été maintenue en bonnes conditions agronomiques à la date du 30 juin 2003, qu'elle soit ou non exploitée à cette date, et, le cas échéant, adaptée conformément aux critères objectifs qui seront définis par ce nouvel État membre après approbation de la Commission.

Par "surface agricole utilisée", on entend la surface totale occupée par les terres arables, les prairies permanentes, les cultures permanentes et les jardins potagers, conformément à la définition de la Commission (EUROSTAT) à ses fins statistiques.

5. Afin d'octroyer des paiements au titre du régime de paiement unique à la surface, toutes les parcelles agricoles répondant aux critères précisés au paragraphe 4 peuvent être éligibles.

La surface minimale éligible par exploitation pour laquelle des paiements peuvent être demandés est de 0,3 ha. Toutefois, tout nouvel État membre peut décider, sur la base de critères objectifs et après accord de la Commission, de relever le seuil minimal, qui reste inférieur à 1 ha.

6. Il n'est pas fait obligation de produire ou d'utiliser les facteurs de production. Toutefois, les exploitants peuvent utiliser les terres visées au paragraphe 4 à toutes fins agricoles. En cas de production de chanvre relevant du code NC 53021000 l'article 5 *bis*, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1251/1999 (*) et l'article 7 ter du règlement (CE) nº 2316/1999 (**) sont applicables.

Les terres donnant lieu à des paiements au titre du régime de paiement unique à la surface sont maintenues en bonne condition agronomique compatible avec la protection de l'environnement.

7. Si, au cours d'une année donnée, les paiements uniques à la surface dans un nouvel État membre dépassent l'enveloppe financière annuelle de ce nouvel État membre, le montant national par hectare applicable dans ce nouvel État membre est réduit proportionnellement par application d'un coefficient de réduction.

8. Les dispositions communautaires relatives au système intégré de gestion et de contrôle (ci-après dénommé "SIGC"), fixées dans le règlement (CEE) nº 3508/92 (***), et notamment dans son article 2, s'appliquent au régime de paiement unique à la surface dans la mesure nécessaire. En conséquence, les États membres qui choisissent ce régime:

— préparent et traitent les demandes d'aide annuelles des exploitants. Ces demandes contiennent exclusivement des données relatives aux demandeurs et aux parcelles agricoles déclarées (numéro d'identification et superficie);

— mettent en place un système d'identification des parcelles pour garantir que les parcelles pour lesquelles une demande a été introduite peuvent effectivement être identifiées, que la superficie est correcte, que les parcelles sont constituées de terre agricole et qu'elles ne font pas l'objet d'une autre demande;

— disposent d'une banque de données informatique des exploitations agricoles, des parcelles et des demandes d'aide;

— vérifient les demandes d'aide conformément aux articles 7 et 8 du règlement (CEE) nº 3508/92.

L'application du régime de paiement unique à la surface n'affecte en aucune façon les obligations des nouveaux États membres en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions communautaires relatives à l'identification et à l'enregistrement des animaux, conformément à la directive 92/102/CEE (****) et au règlement (CE) nº 1760/2000 (*****).

9. Pour chaque nouvel État membre, le régime de paiement unique à la surface est proposé pour une période d'application jusqu'à fin 2006 reconductible deux fois pour une année à la demande du nouvel État membre. Sous réserve des dispositions du paragraphe 11, tout nouvel État membre peut décider de mettre un terme à l'application du régime dès la fin de la première ou de la deuxième année de la période d'application. Les nouveaux États membres notifient leur intention à la Commission au moins deux mois avant la fin de la dernière année d'application du régime.

10. Avant le terme de la période d'application du régime de paiement unique à la surface, la Commission évalue dans quelle mesure le nouvel État membre concerné est prêt pour appliquer intégralement le régime de soutien visé à l'article 1er.

En particulier, à la fin de la période d'application du régime de paiement unique à la surface, le nouvel État membre aura pris toutes les mesures nécessaires pour établir le SIGC prévu dans le règlement (CEE) nº 3508/92 afin que les régimes de soutien visés à l'article 1er puissent fonctionner correctement, sous la forme qui sera alors applicable.

11. Sur la base de son évaluation, la Commission:

a) note que le nouvel État membre peut intégrer le système de régimes de soutien visé à l'article 1er, qui est appliqué dans les États membres actuels,

ou

b) décide de reconduire l'application du régime de paiement unique à la surface par le nouvel État membre pour la durée qu'elle estime nécessaire pour permettre que les procédures de gestion et de contrôle nécessaires soient pleinement opérationnelles et fonctionnent correctement.

Avant le terme de la période d'application reconduite qui est visée au point b), le paragraphe 11 est applicable.

Jusqu'à la fin de la période d'application de 5 ans du régime de paiement unique à la surface (à savoir 2008), le pourcentage fixé à l'article 1er bis est applicable. Si l'application du régime de paiement unique à la surface est reconduite au-delà de cette date conformément à une décision prise en vertu du point b), le pourcentage fixé à l'article 1er bis pour l'année 2008 est applicable jusqu'à la fin de la dernière année d'application du régime de paiement unique à la surface.

12. À l'issue de la période d'application du régime de paiement unique à la surface, les régimes de soutien visés à l'article 1er sont appliqués conformément aux dispositions communautaires pertinentes et en fonction de paramètres quantitatifs, tels que la surface de base, le plafond des primes et les quantités maximales garanties (QMG), qui sont précisés dans l'acte d'adhésion pour chaque régime de soutien, sans préjuger des changements éventuels qui découleraient de modifications qui seraient apportées à la législation communautaire applicable. Les pourcentages déterminés à l'article 1er bis pour les années pertinentes sont appliqués en conséquence.

13. Les nouveaux États membres communiquent à la Commission toutes les précisions relatives aux mesures prises pour mettre en œuvre le présent article, notamment les mesures prises conformément au paragraphe 7.

14. Le régime de paiement unique à la surface est considéré comme une intervention, au sens de l'article 1er, paragraphe 2, point b), et de l'article 2, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1258/1999 (******).

Article 1quater

Paiements directs nationaux complémentaires dans les nouveaux États membres

1. Aux fins du présent article, on entend par "régime national similaire à ceux de la PAC" tout régime de paiement direct national applicable avant la date d'adhésion des nouveaux États membres et au titre duquel une aide était accordée aux exploitants en ce qui concerne la production relevant de l'un des régimes de paiement direct de l'UE énumérés à l'annexe 1.

2. Les nouveaux États membres ont la faculté, sous réserve de l'autorisation de la Commission, de compléter les aides directes payées à un exploitant au titre de l'un des régimes similaire à ceux de la PAC qui figure à l'annexe 1, à concurrence:

— de 55 % du niveau des paiements directs dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004 en 2004, de 60 % en 2005, de 65 % en 2006 et, à compter de 2007, jusqu'à 30 points de pourcentage au-dessus du niveau applicable visé à l'article 1er, pendant l'année concernée. Toutefois, dans le secteur de l'amidon de pomme de terre, le République tchèque peut, pendant toute la durée de l'introduction progressive des paiements directs, compléter à hauteur de 100 % le niveau des paiements directs dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004,

ou

— du montant total des aides directes auxquelles l'exploitant aurait eu droit, produit par produit, dans le nouvel État membre concerné, au cours de l'année civile 2003 au titre d'un régime national similaire à ceux de la PAC, accru de 10 points de pourcentage. Pour la Lituanie, l'année de référence est l'année civile 2002 et pour la Slovénie l'augmentation est de 10 points de pourcentage en 2004, de 15 points de pourcentage en 2005, de 20 points de pourcentage en 2006 et de 25 points de pourcentage en 2007.

Pour chaque régime similaire à ceux de la PAC concerné, les nouveaux États membres peuvent choisir d'appliquer l'une ou l'autre des options susmentionnées.

Le montant total des aides directes pouvant être versées à l'exploitant dans les nouveaux États membres après l'adhésion au titre du régime de l'UE applicable, y compris tout paiement direct national complémentaire, ne dépasse pas le niveau de l'aide directe à laquelle cet exploitant aurait droit au titre du régime de l'UE correspondant, tel qu'il sera alors applicable aux États membres dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004.

3. Chypre peut compléter les aides directes accordées à un exploitant au titre de l'un des régimes similaires à ceux de la PAC qui figurent à l'annexe 1 à concurrence du montant total de l'aide à laquelle l'exploitant aurait eu droit à Chypre en 2001.

Les autorités chypriotes veillent à ce que le montant total de l'aide directe qui est versée, à Chypre, à l'exploitant après l'adhésion au titre du régime de l'UE applicable, y compris tout paiement direct national complémentaire, ne dépasse en aucun cas le niveau de l'aide directe à laquelle cet exploitant aurait droit au titre de ce régime durant l'année concernée dans la Communauté dans sa composition au 30 avril 2004.

Les montants totaux des aides nationales complémentaires à accorder sont ceux indiqués à l'annexe II.

Les aides nationales complémentaires sont accordées sous réserve de tout ajustement que pourrait rendre nécessaire l'évolution de la politique agricole commune.

Les dispositions des paragraphes 2 et 5 ne s'appliquent pas à Chypre.

4. S'il décide d'appliquer le régime de paiement unique à la surface, un nouvel État membre peut octroyer l'aide directe nationale complémentaire aux conditions visées aux paragraphes 5 et 8.

5. Le montant total par secteur de l'aide nationale complémentaire qui est accordée pour une année déterminée lors de la mise en œuvre du régime de paiement unique à la surface s'inscrit dans les limites d'une enveloppe financière spécifique par secteur. Cette enveloppe financière correspond à la différence entre:

— le montant total de l'aide découlant de l'application soit du premier soit du second tiret du paragraphe 2, selon qu'il conviendra, et

— le montant total de l'aide directe qui serait proposée pour le même secteur dans le nouvel État membre concerné pour la même année au titre du régime de paiement unique à la surface.

6. Le nouvel État membre peut décider, en se fondant sur des critères objectifs et après avoir reçu l'autorisation de la Commission, des montants des aides nationales complémentaires à accorder.

7. L'autorisation donnée par la Commission:

— spécifie les régimes pertinents de paiements directs nationaux similaires à ceux de la PAC, lorsque le paragraphe 2, second tiret, est applicable,

— définit le montant à concurrence duquel l'aide nationale complémentaire peut être versée, le taux de l'aide nationale complémentaire et, le cas échéant, les conditions de son octroi,

— est accordée sous réserve de tout ajustement que pourrait rendre nécessaire l'évolution de la politique agricole commune.

8. Aucun paiement ni aide nationaux complémentaires ne sont accordés à des fins d'activités agricoles couvertes par une organisation commune de marché qui ne reçoit pas d'aide directe au titre de l'un des régimes de soutien visés à l'article 1er.

9. Chypre, peut accorder, en plus des paiements directs nationaux complémentaires, une aide nationale transitoire et dégressive jusqu'à la fin de 2010. Cette aide d'État est accordée sous une forme similaire à celles de l'aide communautaire, tels que les paiements découplés.

Compte tenu du type et du montant de l'aide nationale accordée en 2001, Chypre peut accorder des aides d'État pour les (sous-)secteurs énumérés à l'annexe III et à concurrence des montants figurant dans cette annexe.

Les aides d'État sont accordées sous réserve de tout ajustement que pourrait rendre nécessaire l'évolution de la politique agricole commune. Si ces ajustements devaient s'avérer nécessaires, le montant des aides ou les conditions de leur octroi sont modifiés en fonction d'une décision de la Commission.

Chypre présente un rapport annuel à la Commission sur la mise en œuvre des mesures relatives aux aides d'État en indiquant la forme que prennent ces aides et leur montant par (sous-)secteur.

10. La Lettonie peut, en plus des paiements directs nationaux complémentaires, accorder une aide nationale transitoire et dégressive jusqu'à la fin de 2008. Cette aide d'État est accordée sous une forme similaire à celle des aides communautaires, tels que les paiements découplés.

La Lettonie peut accorder des aides d'État pour les (sous-)secteurs énumérés à l'annexe IV et à concurrence des montants figurant dans cette annexe.

Les aides d'État sont accordées sous réserve de tout ajustement que pourrait rendre nécessaire l'évolution de la politique agricole commune. Si ces ajustements devaient s'avérer nécessaires, le montant des aides ou les conditions de leur octroi sont modifiés en fonction d'une décision de la Commission.

La Lettonie présente un rapport annuel à la Commission sur la mise en œuvre des mesures relatives aux aides d'État en indiquant la forme que prennent ces aides et leur montant par (sous-)secteur.

(*) Règlement (CE) nº 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables (JO L 160 du 26.6.1999, p. 1).

(**) Règlement (CE) nº 2316/1999 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) no 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables (JO L 280 du 30.10.1999, p. 43).

(***) Règlement (CEE) nº 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires (JO L 355 du 5.12.1992, p. 1).

(****) Directive 92/102/CEE du Conseil concernant l'identification et l'enregistrement des animaux (JO L 355 du 5.12.1992, p. 32).

(*****) Règlement (CE) nº 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et abrogeant le règlement (CE) nº 820/97 du Conseil (JO L 204 du 11.8.2000, p. 1).

(******) Règlement (CE) nº 1258/1999 du Conseil relatif au financement de la politique agricole commune (JO L 160 du 26.6.1999, p. 103).»

c) Le paragraphe ci-après est ajouté à l'article 2 bis:

«8. Le régime simplifié ne s'applique pas aux nouveaux États membres.»

d) L'article 11, paragraphe 4, est remplacé par le texte suivant:

«4. Conformément au paragraphe 2, la Commission arrête:

— les modalités d'application de l'article 2 bis, y compris toute dérogation aux règlements concernés et au règlement (CEE) nº 3508/92 (*), qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif de la simplification, en particulier celles relatives aux conditions d'éligibilité, aux dates de présentation de la demande, et aux dispositions en matière de paiement et de contrôle, ainsi que les modalités d'application visant à éviter les demandes doubles en ce qui concerne la surface et la production couvertes par le régime simplifié,

— les modalités relatives à la mise en œuvre du régime de paiement unique à la surface établi à l'article 1er ter,

— les modifications à apporter, le cas échéant, à l'annexe I, compte tenu des critères définis à l'article 1er, et

— s'il y a lieu, les modalités d'application du présent règlement, notamment les mesures nécessaires pour éviter que les articles 3 et 4 soient contournés, ainsi que les mesures concernant l'article 7.

(*) Règlement (CEE) nº 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires (JO L 355 du 5.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 495/2001 (JO L 72 du 14.3.2001, p. 6)»

e) Le titre de l'annexe est remplacé par le titre «Annexe I».

f) Les annexes ci-après sont ajoutées.

«*ANNEXE II*

Tableau 1:

Chypre: paiements directs nationaux complémentaires en cas d'application des régimes normaux pour les paiements directs

Pourcentage de l'introduction des paiements directs:	25%	30%	35%	40%	50%	60%	70%	80%	90%
Secteur	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cultures arables (à l'exclusion du blé dur)	7 913 822	7 386 234	6 858 646	6 331 058	5 275 881	4 220 705	3 165 529	2 110 353	1 055 176
Blé dur	2 269 470	2 118 172	1 966 874	1 815 576	1 512 980	1 210 384	907 788	605 192	302 596
Légumineuses à grains	30 228	28 273	26 318	24 363	20 363	16 362	12 272	8 181	4 091
Lait et produits laitiers	0	899 576	1 572 371	2 178 000	1 815 000	1 452 000	1 089 000	726 000	363 000
Bovins	3 456 709	3 226 262	2 995 814	2 765 367	2 304 473	1 843 578	1 382 684	921 789	460 895
Ovins et caprins	8 267 087	7 715 948	7 164 809	6 613 669	5 511 391	4 409 113	3 306 835	2 204 556	1 102 278
Huile d'olive	5 951 250	5 554 500	5 157 750	4 761 000	3 967 500	3 174 000	2 380 500	1 587 000	793 500
Tabac	782 513	730 345	678 178	626 010	521 675	417 340	313 005	208 670	104 335
Bananes	3 290 625	3 071 250	2 851 875	2 632 500	2 193 750	1 755 000	1 316 250	877 500	0
Raisins secs	104 393	86 562	68 732	50 901	15 241	0	0	0	0
Total	32 066 096	30 817 121	29 341 366	27 798 445	23 138 253	18 498 483	13 873 862	9 249 241	4 185 871

Tableau 2:

Chypre: Paiements directs nationaux complémentaires en cas d'application du régime de paiement unique à la surface pour les paiements directs

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008
Cultures arables (à l'exclusion du blé dur)	6 182 503	3 997 873	2 687 095	1 303 496	0
Blé dur	2 654 980	2 469 490	2 358 196	2 240 719	2 018 131
Légumineuses à grains	27 346	20 566	16 498	12 204	4 068
Lait et produits laitiers	0	1 165 968	2 365 032	3 566 500	3 548 500
Bovins	4 608 945	4 608 945	4 608 945	4 608 945	4 608 945
Ovins et caprins	10 932 782	10 887 782	10 860 782	10 832 282	10 778 282

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008
Huile d'olive	7 215 000	6 855 000	6 639 000	6 411 000	5 979 000
Raisins secs	182 325	176 715	173 349	169 796	163 064
Bananes	4 368 300	4 358 700	4 352 940	4 346 860	4 335 340
Tabac	1 049 000	1 046 750	1 045 400	1 043 975	1 041 275
Total	37 221 182	35 587 790	35 107 238	34 535 778	32 476 606

ANNEXE III

Chypre: aides d'État

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales (à l'exclusion du blé dur)	7 920 562	6 789 053	5 657 544	4 526 035	3 394 527	2 263 018	1 131 509
Lait et produits laitiers	7 122 260	5 066 822	3 359 449	1 995 577	1 496 683	997 789	498 894
Bovins	227 103	194 660	162 216	129 773	97 330	64 887	
Ovins et caprins	3 597 708	3 083 750	2 569 791	2 055 833	1 541 875	1 027 917	513 958
Porcins	9 564 120	8 197 817	6 831 514	5 465 211	4 098 909	2 732 606	1 366 303
Volaille et œufs	3 998 310	3 427 123	2 855 936	2 284 749	1 713 561	1 142 374	571 187
Vin	15 077 963	12 923 969	10 769 974	8 615 979	6 461 984	4 307 990	2 153 995
Huile d'olive	7 311 000	6 266 571	5 222 143	4 177 714	3 133 286	2 088 857	1 044 429
Raisin de table	3 706 139	3 176 691	2 647 242	2 117 794	1 588 345	1 058 897	529 448
Tomates transformées	411 102	352 373	293 644	234 915	176 187	117 458	58 729
Bananes	445 500	381 857	318 214	254 571	190 929	127 286	63 643
Fruits des arbres à feuilles caduques, y compris fruits à noyau	9 709 806	8 322 691	6 935 576	5 548 461	4 161 346	2 774 230	1 387 115
Amandes	2 531 871	2 170 175	1 808 479	1 446 783	1 085 088	723 392	361 696
Caroubles	517 500	443 571	369 643	295 714	221 786	147 857	73 929
Total	72 140 945	60 797 123	49 801 366	39 149 11	29 361 833	19 574 556	9 754 835

ANNEXE IV

Lettonie: aides d'État

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008
Lin	654 000	523 200	392 400	261 600	130 800
Lait et produits laitiers	5 236 000	—	—	—	—
Porcins	204 000	163 200	122 400	81 600	40 800
Ovins et caprins	107 000	85 600	64 200	42 800	21 400
Semences	109 387	87 510	66 110	44 710	23 310
Total	6 310 387	859 510	645 110	430 710	216 310»

28. 31999 R 1493: Règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché viti-vinicole (JO L 179 du 14.7.1999, p. 1), modifié par:

— 32000 R 1622: Règlement (CE) nº 1622/2000 de la Commission du 24.7.2000 (JO L 194 du 31.7.2000, p. 1),

— 32000 R 2826: Règlement (CE) nº2826/2000 du Conseil du 19.12.2000 (JO L 328 du 23.12.2000, p. 2),

— 32001 R 2585: Règlement (CE) nº 2585/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 10).

a) À l'article 1er, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Il sera décidé lors de l'adhésion si la Pologne doit être classée en tant que zone viticole A à l'annexe III.»

b) À l'article 5, paragraphe 2, le point suivant est ajouté:

«d) pour Chypre, les droits de plantation de 2000 ha pour la production de vins de qualité sur la réserve nationale de Chypre existant avant l'adhésion. Chypre communique à la Commission la liste des régions qui se verront attribuer les droits de plantation provenant de cette réserve nationale.»

c) À l'article 6, le paragraphe 4 ci-après est ajouté:

«4. Pour la République tchèque, les droits de plantation nouvellement créés sont attribués pour la production de v.q.p.r.d. à concurrence de 2 % de la superficie totale des vignobles exploités en République tchèque au 1er mai 2004. Ces droits sont affectés à une réserve nationale soumise à l'application de l'article 5.

De nouveaux droits de plantation sont attribués à Malte pour la production de v.q.p.r.d. à concurrence d'une superficie viticole plantée totale de 1 000 ha. Ces droits de plantation nouvellement créés doivent être utilisés au plus tard pour la campagne viticole 2005/2006. Si ces droits ne sont pas utilisés d'ici à la campagne 2005/2006, ils sont affectés à la réserve soumise à l'application de l'article 5.».

d) À l'article 19, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Si la Pologne est classée comme zone viticole au sens de l'article 1er, paragraphe 3, elle indique dès son adhésion les variétés de vin qui conviennent à la production de chacun des vins de qualité produits sur son territoire.».

e) À l'article 27, le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:

«7. Les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes qui transforment le raisin récolté dans la zone viticole A ou dans la partie allemande de la zone viticole B ou dans des régions plantées en vignes en Autriche ou en République tchèque sont tenus de retirer les sous-produits de cette transformation sous contrôle et à des conditions à déterminer.»

f) À l'article 44, paragraphes 6 et 13, après le terme «Irlande» le terme «Pologne» est ajouté.

g) À l'annexe I, la phrase ci-après est ajoutée au point 3:

«Le v.q.p.r.d. "Tokaji eszencia" provenant de Hongrie n'est pas considéré comme un moût de raisin en fermentation.».

h) À l'annexe III (zones viticoles):

— au point 1, l'alinéa d) ci-après est ajouté:

«d) en République tchèque, Bohème: la superficie plantée en vignes dans les zones viticoles: pražská, mělnická, roudnická, žernosecká, mostecká, čáslavská»

— au point 2, les alinéas d), e) et f) ci-après sont ajoutés:

«d) en République tchèque, Moravie: les superficies plantées en vignes dans les zones viticoles: brněnská, bzenecká, mikulovská, mutěnická, velkopavlovická, znojemská, strážnická, kyjovská, uherskohradišťská, Podluží et les superficies plantées en vignes qui ne sont pas incluses au point 1, alinéa d).

e) en Slovaquie: les zones viticoles des Petites Carpates, de la Slovaquie méridionale, de Nitra, de la Slovaquie centrale et orientale et les zones viticoles qui ne sont pas incluses au point 3.

f) en Slovénie: les superficies plantées en vignes dans les régions de Podravje: ljutomersko-ormoški vinorodni okoliš, mariborski vinorodni okoliš, radgonsko-kapelski vinorodni okoliš, šmarsko-virštajnski vinorodni okoliš, vinorodni okoliš Haloze, prekmurski vinorodni okoliš, vinorodni okoliš Srednje Slovenske gorice et dans la région de Posavje: bizeljsko-sremiški vinorodni okoliš, vinorodni okoliš Bela krajina, vinorodni okoliš Dolenjska, ainsi que les superficies plantées en vignes qui ne sont pas incluses au point 5, alinéa d)».

— au point 3, le texte suivant est ajouté:

«En Slovaquie, la région de Tokay.»

— au point 4, le texte suivant est ajouté:

«En Hongrie, toutes les superficies plantées en vignes.»

— au point 5, l'alinéa d) ci-après est ajouté:

«d) en Slovénie, les superficies plantées en vignes dans la région de Primorska: vinorodni okoliš Goriška Brda, vinorodni okoliš Vipavska dolina, koprski vinorodni okoliš et Kras»

— au point 6, l'alinéa ci-après est ajouté:

«À Chypre, la zone viticole C III a) comprend les superficies plantées en vignes situées à plus de 600 mètres d'altitude».

— au point 7, les alinéas f) et g) ci-après sont ajoutés:

«f) à Chypre, les superficies plantées en vignes situées à moins de 600 mètres d'altitude;

g) à Malte: les superficies plantées en vignes.».

i) À l'annexe IV, point 4, l'alinéa d) ci-après est ajouté:

«d) le versage de vin sur de la lie, du marc de raisins ou de la pulpe d'aszú pressé lorsque cette pratique est utilisée traditionnellement pour la production de "Tokaji fordítás" et de "Tokaji máslás" dans la région hongroise de Tokajhegyalja dans des conditions à fixer».

j) À l'annexe V:

— dans la partie A, point 2, alinéa b), le tiret ci-après est ajouté:

«— les v.q.p.r.d. Tokaji provenant de Hongrie et portant selon la réglementation hongroise la dénomination "Tokaji édes szamorodni" ou "Tokaji aszú".».

— dans la partie A, point 2, alinéa d), le membre de phrase ci-après est ajouté:

«et les v.q.p.r.d. provenant de Hongrie et portant selon la réglementation hongroise la dénomination "Tokaji máslás", "Tokaji fordítás", "Tokaji aszúeszencia", "Tokaji eszencia", "Aszúbor"et "Töppedt szőlőből készült bor".»

— dans la partie D, point 3, le membre de phrase ci-après est ajouté:

«et dans les zones viticoles de Hongrie et de Slovénie»

k) À l'annexe VI:

— dans la partie D, point 1, alinéa b), l'alinéa suivant est ajouté:

«Cependant, pour le v.q.p.r.d. Commandaria provenant de Chypre, les phases de production postérieures à la transformation du raisin en moût de raisin et à la transformation du moût ainsi obtenu en vin peuvent être effectuées sous le strict contrôle de Chypre en dehors de la région spécifique où les raisins utilisés ont été récoltés dans les conditions fixées par la législation chypriote.»

— dans la partie F, point 5, le membre de phrase ci-après est ajouté après «Toutefois,»:

«pour les v.q.p.r.d. Dolenjska provenant de Slovénie et portant selon la réglementation slovène la dénomination "Cviček PTP" et»

l) À l'annexe VII, point A.2.b), le troisième tiret est remplacé par ce qui suit:

«— une des mentions suivantes dans des conditions à déterminer: "Landwein", "vin de pays", indicazione geografica tipica, "ονομασία κατά παράδοση", "οίνος τοπικός", "vino de la tierra", "vinho regional", "regional wine", "landwijn", "geograafilise tähistusega lauavein", "tájbor", "inbid tradizzjonali tal-lokal", "zemské víno" ou "deželno vino PGO", ou "deželno vino s priznano geografsko oznako". Lorsqu'une telle mention est utilisée, l'indication de la mention "vin de table" ne devrait pas être pbmogatpore obligatoire.».

m) À l'annexe VII:

— dans la partie C, point 2, deuxième tiret, le texte suivant est ajouté:

«La Pologne est autorisée à continuer d'utiliser la dénomination composée "Polskie wino/vin polonais" pour les produits fermentés relevant du code NC 2206 obtenus à partir de jus de raisin concentré ou de moût de raisin concentré et à partir de jus de raisin ou de moût de raisin. Ces produits, portant l'étiquette "Polskie wino/vin polonais" seront commercialisés uniquement en Pologne.»

n) À l'annexe VIII, point D.3, les tirets sont remplacés par ce qui suit:

«— "brut nature", "naturherb", "bruto natural", "pas dosé", "dosage zéro", "natūralusis briutas", "īsts bruts", "přírodně tvrdé", "popolnoma suho" ou "dosaggio zero": si sa teneur en sucre est inférieure à 3 grammes par litre; ces mentions ne peuvent être utilisées que pour les produits n'ayant pas été additionnés de sucre après la prise de mousse,

— "extra brut", "extra herb", "ekstra briutas", "ekstra brut", "ekstra bruts", "zvláště tvrdé", "extra bruto", "izredno suho ou" "ekstra wytrawne": si sa teneur en sucre se situe entre 0 et 6 grammes par litre,

— "brut", "herb", "briutas", "bruts", "tvrdé", "bruto", "zelo suho" ou "bardzo wytrawne": si sa teneur en sucre est inférieure à 15 grammes par litre,

— "extra dry", "extra trocken", "extra seco", "labai sausas", "ekstra kuiv", "ekstra sausais", "különlegesen száraz", "wytrawne", "zelo suho", "zvláště suché" ou "extra suché": si sa teneur en sucre se situe entre 12 et 20 grammes par litre,

— "sec", "trocken", "secco" or "asciutto", "dry", "tør", "ξηρός", "seco", "torr", "kuiva", "sausas", "kuiv", "sausais", "száraz", "półwytrawne", "polsuho", ou "suché": si sa teneur en sucre se situe entre 17 et 35 grammes par litre,

— "demi-sec", "halbtrocken", "abboccato", "medium dry", "halvtør", "ημίξηρος", "semi seco", "meio seco", "halvtorr", "puolikuiva", "pusiau sausas", "poolkuiv", "pussausais", "félszáraz", "półsłodkie", "polsladko" , ou "polosuché" ou "polosladké": si sa teneur en sucre se situe entre 33 et 50 grammes par litre,

— "doux", "mild", "dolce", "sweet", "sød", "γλυκύς", "dulce", "doce", "söt", "makea", "saldus", "magus", "pussaldais", "édes", "ħelu", "słodkie", "sladko" ou "sladké": si sa teneur en sucre est supérieure à 50 grammes par litre.».

o) À l'annexe VIII, dans la partie E, point 6, alinéa a), l'élément de phrase introductif est remplacé par le texte suivant:

«a) le terme "Winzersekt" est réservé aux v.m.q.p.r.d. produits en Allemagne, le terme "Hauersekt" aux v.m.q.p.r.d. produits en Autriche, le terme "pěstitelský sekt" aux v.m.q.p.r.d. produits en République tchèque et le terme "Termelői pezsgő" aux v.m.q.p.r.d. produits en Hongrie, tous ces vins étant:»

29. 31999 R 1621: Règlement (CE) nº 1621/1999 de la Commission du 22 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) nº 2201/96 du Conseil en ce qui concerne l'aide pour la culture de raisins destinés à la production de certaines variétés de raisins secs (JO L 192 du 24.7.1999, p. 21), modifié par:

— 31999 R 2256: Règlement (CE) nº 2256/1999 de la Commission du 25.10.1999 (JO L 275 du 26.10.1999, p. 13),

— 32001 R 1880: Règlement (CE) nº 1880/2001 de la Commission du 26.9.2001 (JO L 258 du 27.9.2001, p. 14).

L'article 2, paragraphe 1, est remplacé par le texte suivant:

«La superficie maximale garantie communautaire visée à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 2201/96 est fixée à 53 187 hectares.»

30. 32000 R 1622: Règlement (CE) 1622/2000 de la Commission du 24 juillet 2000 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) 1493/1999 portant organisation commune du marché vitivinicole, et instituant un code communautaire des pratiques et traitements œnologiques (JO L 194 du 31.7.2000, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32000 R 2451: Règlement (CE) nº 2451/2000 de la Commission du 7.11.2000 (JO L 282 du 8.11.2000, p. 7),

— 32001 R 0885: Règlement (CE) nº 885/2001 de la Commission du 24.4.2001 (JO L 128 du 10.5.2001, p. 54),

— 32001 R 1609: Règlement (CE) nº 1609/2001 de la Commission du 6.8.2001 (JO L 212 du 7.8.2001, p. 9),

— 32001 R 1655: Règlement (CE) nº 1055/2001 de la Commission du 14.8.2001 (JO L 220 du 15.8.2001, p. 17),

— 32001 R 2066: Règlement (CE) nº 2066/2001 de la Commission du 22.10.2001 (JO L 278 du 23.10.2001, p. 9),

— 32002 R 2244: Règlement (CE) nº 2244/2002 de la Commission du 16.12.2002 (JO L 341 du 17.12.2002, p. 27),

À l'annexe XIII, le point g) ci-après est ajouté:

«g) pour les vins hongrois:

25 milliéquivalents par litre pour les vins de qualité suivants:

— "Tokaji máslás",

— "Tokaji fordítás",

— "Aszúbor",

— "Töppedt szőlőből készült bor",

— "Tokaji édes szamorodni".

35 milliéquivalents par litre pour les vins de qualité suivants:

— "Tokaji aszú",

— "Tokaji aszúeszencia",

— "Tokaji eszencia".»

31. 32000 R 1673: Règlement (CE) nº 1673/2000 du Conseil du 27 juillet 2000 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres (JO L 193 du 29.7.2000, p. 16), modifié par:

— 32002 R 0651: Règlement (CE) nº 651/2002 de la Commission du 16.4.2002 (JO L 101 du 17.4.2002, p. 3).

a) L'article 3, paragraphe 1, est remplacé par le texte suivant:

«1. Une quantité maximale garantie de 80 823 tonnes par campagne de commercialisation est établie pour les fibres longues de lin et répartie entre tous les États membres sous forme de quantités nationales garanties. La répartition de cette quantité est la suivante:

— 13 800 tonnes pour la Belgique,

— 1 923 tonnes pour la République tchèque,

— 300 tonnes pour l'Allemagne,

— 30 tonnes pour l'Estonie,

— 50 tonnes pour l'Espagne,

— 55 800 tonnes pour la France,

— 360 tonnes pour la Lettonie,

— 2 263 tonnes pour la Lituanie,

— 4 800 tonnes pour les Pays-Bas,

— 150 tonnes pour l'Autriche,

— 924 tonnes pour la Pologne,

— 50 tonnes pour le Portugal,

— 73 tonnes pour la Slovaquie,

— 200 tonnes pour la Finlande,

— 50 tonnes pour la Suède,

— 50 tonnes pour le Royaume-Uni.»

b) À l'article 3, paragraphe 2, l'élément de phrase introductif et le point a) sont remplacés par le texte suivant:

«Une quantité maximale garantie de 146 296 tonnes par campagne de commercialisation est établie pour les fibres courtes de lin et les fibres de chanvre pour lesquelles l'aide peut être octroyée. Cette quantité est répartie sous forme:

a) de quantités nationales garanties pour les États membres suivants:

— 10 350 tonnes pour la Belgique,

— 2 866 tonnes pour la République tchèque,

— 12 800 tonnes pour l'Allemagne,

— 42 tonnes pour l'Estonie,

— 20 000 tonnes pour l'Espagne,

— 61 350 tonnes pour la France,

— 1 313 tonnes pour la Lettonie,

— 3 463 tonnes pour la Lituanie,

— 2 061 tonnes pour la Hongrie,

— 5 550 tonnes pour les Pays-Bas,

— 2 500 tonnes pour l'Autriche,

— 462 tonnes pour la Pologne,

— 1 750 tonnes pour le Portugal,

— 189 tonnes pour la Slovaquie,

— 2 250 tonnes pour la Finlande,

— 2 250 tonnes pour la Suède,

— 12 100 tonnes pour le Royaume-Uni.

Cependant, dans le cas de la Hongrie, la quantité nationale garantie ne concerne que les fibres de chanvre.»

32. 32001 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 178 du 30.6.2001, p. 1), modifié par:

— 32002 R 0680: Règlement (CE) nº 680/2002 de la Commission du 19.4.2002 (JO L 104 du 20.4.2002, p. 26)

a) À l'article 10, paragraphe 4, l'alinéa suivant est ajouté:

«Le tableau figurant au précédent alinéa, dans lequel sont indiqués les coefficients de répartition, est adapté conformément à la procédure visée à l'article 42, paragraphe 2, compte tenu des quantités de base établies à l'article 11, paragraphe 2.»

b) À l'article 11, paragraphe 1, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la campagne de commercialisation est celle de 2003-2004.»

c) À l'article 11, paragraphe 2, le texte ci-après est inséré dans le tableau «1. Quantités de base A» avant la ligne correspondant au Danemark.

«République tchèque:	441 209	—	—»

et, entre la ligne correspondant à l'Italie et celle correspondant aux Pays-Bas:

«Lettonie	66 400	—	—
Lituanie	103 010	—	—
Hongrie	400 454	127 627	—»

et, entre la ligne correspondant à l'Autriche et celle correspondant au Portugal:

«Pologne	1 580 000	24 911	—»

et, entre la ligne correspondant à la région autonome des Açores et celle correspondant à la Finlande:

«Slovénie	48 157	—	—
Slovaquie	189 760	37 522	—»

d) À l'article 11, paragraphe 2, le texte ci-après est inséré dans le tableau «2. Quantités de base B» avant la ligne correspondant au Danemark.

«République tchèque:	13 653	—	—»

et, entre la ligne correspondant à l'Italie et celle correspondant aux Pays-Bas:

«Lettonie	105	—	—
Hongrie	1 230	10 000	—»

et, entre la ligne correspondant à l'Autriche et celle correspondant au Portugal:

«Pologne	91 926	1 870	—»

et, entre la ligne correspondant à la région autonome des Açores et celle correspondant à la Finlande:

«Slovénie	4 816	—	—
Slovaquie	17 672	5 025	—»

e) À l'article 11, paragraphe 3, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la campagne de commercialisation est celle de 2003-2004.»

f) À l'article 39, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, les besoins maximaux supposés d'approvisionnement de l'entreprise productrice de sucre établie en Slovénie sont de 19 585 tonnes.»

g) La phrase ci-après est ajoutée à l'annexe III, point IV, paragraphe 2; point V, paragraphes 2 et 3; point VI, paragraphe 2; point VIII d); et point XI, paragraphe 2.

«Pour la République tchèque, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la campagne de commercialisation pertinente est celle de 2003-2004.»

33. 32001 R 2529: Règlement (CE) nº 2529/2001 du Conseil du 19 décembre 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine (JO L 341 du 22.12.2001, p. 3).

a) À l'article 8, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que, à partir du 1er janvier 2002, la somme des droits à la prime sur leur territoire ne dépasse pas les plafonds nationaux établis à l'annexe I et que les réserves nationales visées à l'article 10 puissent être maintenues. La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie fixent des plafonds individuels pour des producteurs et créent les réserves nationales à partir du nombre total de droits à la prime réservé à chacun de ces États membres conformément à ce qui est prévu à l'annexe I, au plus tard un an après la date d'adhésion.».

b) L'article suivant est inséré après l'article 11:

«*Article 11 bis*

Les montants globaux visés à l'article 11, paragraphe 1, sont appliqués par paliers conformément à l'article 1er bis du règlement (CE) nº 1259/1999 du Conseil.»

c) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE I*

DROITS INDIVIDUELS À LA PRIME À LA BREBIS ET À LA CHÈVRE

État membre	Droits (x 1 000)
Belgique	70
République tchèque	66,733
Danemark	104
Allemagne	2 432
Estonie	48
Grèce	11 023
Espagne	19 580
France	7 842
Irlande	4 956
Italie	9 575
Chypre	472,401
Lettonie	18,437
Lituanie	17,304
Luxembourg	4
Hongrie	1 146
Malte	8,485
Pays-Bas	930
Autriche	206
Pologne	335,88
Portugal [1]	2 690
Slovénie	84,909
Slovaquie	305,756
Finlande	80
Suède	180
Royaume-Uni	19 492
Total	81 667,905

[1] À l'exclusion du programme d'extensification prévu par le règlement (CE) nº 1017/94 du Conseil du 26 avril 1994 concernant la conversion de terres actuellement consacrées aux cultures arables vers la production extensive de bétail au Portugal (JO L 112 du 3.5.1994, p. 2). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2582/2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 5).»

d) L'annexe II est remplacée par ce qui suit:

«*ANNEXE II*

MONTANTS GLOBAUX VISÉS À L'ARTICLE 11

(exprimés en millions d'euros)

Belgique	64
République tchèque	71
Danemark	79
Allemagne	1 793
Estonie	51
Grèce	8 767
Espagne	18 827
France	7 083
Irlande	4 875
Italie	6 920
Chypre	441
Lettonie	19
Lituanie	18
Luxembourg	4
Hongrie	1 212
Malte	9
Pays-Bas	743
Autriche	185
Pologne	355
Portugal	2 275
Slovénie	86
Slovaquie	323
Finlande	61
Suède	162
Royaume-Uni	20 162

»

34. 32002 R 0546: Règlement (CE) nº 546/2002 du Conseil du 25 mars 2002 fixant les primes et les seuils de garantie pour le tabac en feuilles par groupe de variétés, par État membre et pour les récoltes 2002, 2003 et 2004 et modifiant le règlement (CEE) nº 2075/92 (JO L 84 du 28.3.2002, p. 4).

a) À l'annexe II, le second tableau est complété par les rubriques suivantes:

«

Chypre	350								350
Hongrie	5 768	6 587							12 355
Pologne	22 200	12 633	1 867	1 233					37 933
Slovaquie	1 598	117							1 715

»

b) À l'annexe II, la dernière ligne du deuxième tableau est remplacée par ce qui suit:

«

	162 602	97 866	34 338	7 518	15 771	27 114	24 512	16 696	386 417

»

35. 32002 R 0753: Règlement (CE) nº 753/2002 de la Commission du 29 avril 2002 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil en ce qui concerne la désignation, la dénomination, la présentation et la protection de certains produits vitivinicoles (JO L 118 du 4.5.2002, p. 1), modifié par:

— 32002 R 2086: Règlement (CE) nº 2086/2002 de la Commission du 25.11.2002 (JO L 321 du 26.11.2002, p. 8),

À l'article 47, le paragraphe 3 ci-après est ajouté:

«3. Les vins, le moût de raisin et les vins mousseux produits en Hongrie jusqu'au 1er mai 2004 et dont la désignation et la présentation ne sont pas conformes au règlement (CE) 1493/1999 ou au présent règlement peuvent être conservés pour être vendus, mis en libre pratique ou exportés jusqu'à épuisement des stocks, à condition qu'ils respectent les dispositions en vigueur en Hongrie avant cette date concernant les vins, le moût de raisin et les vins mousseux. La Hongrie met en place une banque de données informatisée où figurent les déclarations de stocks et déclare les stocks disponibles au moment de l'adhésion.»

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

1. 31964 L 0432: Directive 64/432/CEE du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (JO P 121 du 29.7.1964, p. 1977), modifiée et mise à jour en dernier lieu par:

— 31997 L 0012: Directive 97/12/CE du Conseil du 17.3.1997 (JO L 109 du 25.4.1997, p. 1),

et modifiée ensuite par:

— 31998 L 0046: Directive 98/46/CE du Conseil du 24.6.1998 (JO L 198 du 15.7.1998, p. 22),

— 32000 D 0504: Décision 2000/504/CE de la Commission du 25.7.2000 (JO L 201 du 9.8.2000, p. 6),

— 32000 L 0015: Directive 2000/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 10.4.2000 (JO L 105 du 3.5.2000, p. 34),

— 32000 L 0020: Directive 2000/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 16.5.2000 (JO L 163 du 4.7.2000, p. 35),

— 32001 D 0298: Décision 2001/298/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 63),

— 32002 R 0535: Règlement (CE) nº 535/2002 de la Commission du 21.3.2002 (JO L 80 du 23.3.2002, p. 22),

— 32002 R 1226: Règlement (CE) nº 1226/2002 de la Commission du 8.7.2002 (JO L 179 du 9.7.2002, p. 13).

a) À l'article 2, le point p) est complété comme suit:

«— République tchèque: kraj

— Estonie: maakond

— Chypre: επαρχία (district)

— Lettonie: rajons

— Lituanie: apskritis

— Hongrie: megye

— Malte: —

— Pologne: powiat

— Slovenie: območje

— Slovaquie: kraj».

b) À l'annexe B. 4. 2. le texte suivant est ajouté:

«16. République tchèque:

Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6;
Ústav pro státní kontrolu veterinárních biopreparátů a léčiv, Hudcova 56 A, 621 00 Brno

17. Estonie:

Ravimiamet, Ravila 19, 50411 Tartu

18. Chypre:

Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες 1417 Λευκωσία,

(National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia);

19. Lettonie:

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga;

20. Lituanie:

Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius;

21. Hongrie:

Állatgyógyászati Oltóanyag-, Gyógyszer- és Takarmányellenőrző Intézet (ÁOGYTI), Pf. 318., Szállás u. 7.,
HU-1475 Budapest;

22. Malte:

Institut du pays fournisseur;

23. Pologne:

Laboratorium Zakładu Mikrobiologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy

24. Slovenie:

Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60,
SI-1000 Ljubljana

25. Slovaquie:

Ústav štátnej kontroly veterinárnych biopreparátov a liečiv, Biovetská 34, SK-949 01 Nitrá.».

c) À l'annexe C. 4.2, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Státní veterinární ústav Olomouc, Jakoubka ze Stříbra 1,
779 00 Olomouc»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

institut du pays fournisseur»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία
National Reference Laboratory for Animal Health, Veterinary Services, CY-1417 Nicosia

LETTONIE

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga

LITUANIE

Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Állatgyógyászati Oltóanyag-, Gyógyszer- és Takarmányellenőrző Intézet (ÁOGYTI), Pf. 318., Szállás u. 7., H-1475 Budapest

MALTE

Institut du pays fournisseur»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Laboratorium Zakładu Mikrobiologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana

SLOVAQUIE

Štátny veterinárny ústav, Pod dráhami 918, SK-960 86 Zvolen»

d) Au chapitre II.A.2 de l'annexe D, le texte ci-après est ajouté.

«p)	République tchèque:	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
q)	Estonie:	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Kreutzwaldi 30, 51006 Tartu
r)	Chypre:	National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία
s)	Lettonie:	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs Lejupes iela 3 LV-1076 Rīga
t)	Lituanie:	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
u)	Hongrie:	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest
v)	Malte:	institut du pays fournisseur
w)	Pologne:	Laboratorium Zakładu Biochemii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy
x)	Slovenie:	Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana
y)	Slovaquie:	Štátny veterinárny ústav, Pod dráhami 918, SK-960 86 Zvolen»

2. 31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012), modifiée et mise à jour en dernier lieu par:

— 31991 L 0497: Directive 91/497/CEE du Conseil du 29.7.1991 (JO L 268 du 24.9.1991, p. 69),

et modifiée ensuite par:

— 31992 L 0005: Directive 92/5/CEE du Conseil du 10.2.1992 (JO L 57 du 2.3.1992, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7).

a) À l'annexe I, chapitre XI, le premier tiret du point 50 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure, le sigle identifiant le pays expéditeur, en lettres capitales, soit: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL-AT – PL – P – SI – SK – FIN – S – UK, suivi du numéro d'agrément vétérinaire de l'établissement.»,

b) à l'annexe I, chapitre XI, le deuxième tiret du point 50 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, un des sigles: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»,

c) à l'annexe I, chapitre XI, le troisième tiret du point 50 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, un des sigles: EEC – CEE – EWG – EEG – EØF – EOK – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS.

Les caractères doivent avoir une hauteur d'au moins 0,8 cm pour les lettres et d'au moins 1 cm pour les chiffres.

La marque de salubrité peut, en outre, comporter une indication permettant d'identifier le vétérinaire qui a procédé à l'inspection sanitaire des viandes.».

3. 31971 L 0118: Directive 71/118/CEE du Conseil du 15 février 1971 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (JO L 55 du 8.3.1971, p. 23), modifiée et mise à jour en dernier lieu par:

— 31992 L 0116: Directive 92/116/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 1),

et modifiée ensuite par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 L 0065: Directive 94/65/CE du Conseil du 14.12.1994 (JO L 368 du 31.12.1994, p. 10),

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31).

a) À l'annexe I, chapitre XII, le premier tiret du point 66 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure, le sigle identifiant le pays expéditeur, en lettres capitales, soit: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL – AT – PL – P – SI – SK – FIN – S – UK».

b) À l'annexe I, chapitre XII, le troisième tiret du point 66 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, un des sigles suivants: EEC – CEE – EWG – EEG – EOK – EØF – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS. Les lettres doivent avoir une hauteur de 0,2 centimètre.».

4. 31972 L 0461: Directive 72/461/CEE du Conseil du 12 décembre 1972 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches (JO L 302 du 31.12.1972, p. 24), modifiée par:

— 31973 L 0358: Directive 73/358/CEE du Conseil du 19.11.1973 (JO L 326 du 27.11.1973, p. 17),

— 31974 L 0387: Directive 74/387/CEE du Conseil du 15.7.1974 (JO L 202 du 24.7.1974, p. 36),

— 31975 L 0379: Directive 75/379/CEE du Conseil du 24.6.1975 (JO L 172 du 3.7.1975, p. 17),

— 31977 L 0098: Directive 77/98/CEE du Conseil du 21.12.1976 (JO L 26 du 31.1.1977, p. 81),

— 31978 L 0054: Directive 78/54/CEE du Conseil du 19.12.1977 (JO L 16 du 20.1.1978, p. 22),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31980 L 1099: Directive 80/1099/CEE du Conseil du 11.11.1980 (JO L 325 du 1.12.1980, p. 14),

— 31982 L 0893: Directive 82/893/CEE du Conseil du 21.12.1982 (JO L 378 du 31.12.1982, p. 57),

— 31983 L 0646: Directive 83/646/CEE du Conseil du 13.12.1983 (JO L 360 du 23.12.1983, p. 44),

— 31984 L 0336: Directive 84/336/CEE du Conseil du 19.6.1984 (JO L 177 du 4.7.1984, p. 22),

— 31984 L 0643: Directive 84/643/CEE du Conseil du 11.12.1984 (JO L 339 du 27.12.1984, p. 27),

— 31985 L 0322: Directive 85/322/CEE du Conseil du 12.6.1985 (JO L 168 du 28.6.1985, p. 41),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31987 D 0231: Décision 87/231/CEE du Conseil du 7.4.1987 (JO L 99 du 11.4.1987, p. 18),

— 31987 L 0064: Directive 87/64/CEE du Conseil du 30.12.1986 (JO L 34 du 5.2.1987, p. 52),

— 31987 L 0489: Directive 87/489/CEE du Conseil du 22.9.1987 (JO L 280 du 3.10.1987, p. 28),

— 31989 L 0662: Directive 89/662/CEE du Conseil du 11.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 13),

— 31991 L 0266: Directive 91/266/CEE du Conseil du 21.5.1991 (JO L 134 du 29.5.1991, p. 45),

— 31991 L 0687: Directive 91/687/CEE du Conseil du 11.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 16),

— 31992 L 0118: Directive 92/118/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 49),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe, point 2, le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS.»

5. 31977 L 0096: Directive 77/96/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à la recherche de trichines lors des importations, en provenance des pays tiers, des viandes fraîches provenant d'animaux domestiques de l'espèce porcine (JO L 26 du 31.1.1977, p. 67), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31983 L 0091: Directive 83/91/CEE du Conseil du 7.2.1983 (JO L 59 du 5.3.1983, p. 34),

— 31984 L 0319: Directive 84/319/CEE de la Commission du 7.6.1984 (JO L 167 du 27.6.84, p. 34),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31989 L 0321: Directive 89/321/CEE de la Commission du 27.4.1989 (JO L 133 du 17.5.1989, p. 33),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31994 L 0059: Directive 94/59/CE de la Commission du 2.12.1994 (JO L 315 du 8.12.1994, p. 18).

a) À l'annexe III, point 2, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— sous la lettre T précitée, un des sigles CEE, EEG, EWG, EØF, EOK, EEC, ETY, EHS, EMÜ, EEK, EEB, EGK, KEE ou EGS. Les lettres doivent avoir une hauteur de 0,4 cm.».

b) À l'annexe III, point 5, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— sous la lettre T précitée, un des sigles CEE, EEG, EWG, EØF, EOK, EEC, ETY, EHS, EMÜ, EEK, EEB, EGK, KEE ou EGS. Les lettres doivent avoir une hauteur de 0,2 cm.».

6. 31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière de production et de mise sur le marché de produits à base de viande et de certains autres produits d'origine animale (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31980 L 0214: Directive 80/214/CEE du Conseil du 22.1.1980 (JO L 47 du 21.2.1980, p. 3),

— 31985 L 0327: Directive 85/327/CEE du Conseil du 12.6.1985 (JO L 168 du 28.6.1985, p. 49),

— 31985 L 0328: Directive 85/328/CEE du Conseil du 20.6.1985 (JO L 168 du 28.6.1985, p. 50),

— 31985 L 0586: Directive 85/586/CEE du Conseil du 20.12.1985 (JO L 372 du 31.12.1985, p. 44),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31987 R 3805: Règlement (CEE) nº 3805/87 du Conseil du 15.12.1987 (JO L 357 du 19.12.1987, p. 1),

— 31988 L 0658: Directive 88/658/CEE du Conseil du 14.12.1988 (JO L 382 du 31.12.1988, p. 15),

— 31989 L 0227: Directive 89/227/CEE du Conseil du 21.3.1989 (JO L 93 du 6.4.1989, p. 25),

— 31989 L 0662: Directive 89/662/CEE du Conseil du 11.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 13),

— 31992 L 0005: Directive 92/5/CEE du Conseil du 10.2.1992 (JO L 57 du 2.3.1992, p. 1),

— 31992 L 0045: Directive 92/45/CEE du Conseil du 16.6.1992 (JO L 268 du 14.9.1992, p. 45),

— 31992 L 0116: Directive 92/116/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 1),

— 31992 L 0118: Directive 92/118/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 49),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0068: Directive 95/68/CE du Conseil du 22.12.1995 (JO L 332 du 30.12.1995, p. 10),

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25).

a) À l'annexe B, chapitre VI, le premier tiret du point 4 a) i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure: les initiales du pays expéditeur, en majuscules d'imprimerie, soit: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL – AT – PL – P – SI – SK – FI – S – UK, suivies du numéro d'agrément de l'établissement, ou du centre de reconditionnement, conformément à la décision 94/837/CE, le cas échéant accompagné d'un numéro de code précisant le type de produit pour lequel l'établissement a été agréé,»

b) À l'annexe B, chapitre VI, le deuxième tiret du point 4 a) i) est complété comme suit:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

c) À l'annexe B, chapitre VI, le troisième tiret du point 4 a) ii) est complété comme suit:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG –ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

7. 31979 D 0542: Décision 79/542/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 établissant une liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches (JO L 146 du 14.6.1979, p. 15), modifiée par:

— 31979 D 0560: Décision 79/560/CEE de la Commission du 4.5.1979 (JO L 147 du 15.6.1979, p. 49),

— 31984 D 0134: Décision 84/134/CEE de la Commission du 2.3.1984 (JO L 70 du 13.3.1984, p. 18),

— 31985 D 0473: Décision 85/473/CEE de la Commission du 2.10.1985 (JO L 278 du 18.10.1985, p. 35),

— 31985 D 0488: Décision 85/488/CEE de la Commission du 17.10.1985 (JO L 293 du 5.11.1985, p. 17),

— 31985 D 0575: Décision 85/575/CEE de la Commission du 19.12.1985 (JO L 372 du 31.12.1985, p. 28),

— 31986 D 0425: Décision 86/425/CEE de la Commission du 29.7.1986 (JO L 243 du 28.8.1986, p. 34),

— 31989 D 0008: Décision 89/8/CEE de la Commission du 14.12.1988 (JO L 7 du 10.1.1989, p. 27),

— 31990 D 0390: Décision 90/390/CEE de la Commission du 16.7.1990 (JO L 193 du 25.7.1990, p. 36),

— 31990 D 0485: Décision 90/485/CEE de la Commission du 27.9.1990 (JO L 267 du 29.9.1990, p. 46),

— 31991 D 0361: Décision 91/361/CEE de la Commission du 14.6.1991 (JO L 195 du 18.7.1991, p. 43),

— 31992 D 0014: Décision 92/14/CEE de la Commission du 17.12.1991 (JO L 8 du 14.1.1992, p. 12),

— 31992 D 0160: Décision 92/160/CEE de la Commission du 5.3.1992 (JO L 71 du 18.3.1992, p. 27),

— 31992 D 0162: Décision 92/162/CEE de la Commission du 9.3.1992 (JO L 71 du 18.3.1992, p. 30),

— 31992 D 0245: Décision 92/245/CEE de la Commission du 14.4.1992 (JO L 124 du 9.5.1992, p. 42),

— 31992 D 0376: Décision 92/376/CEE de la Commission du 2.7.1992 (JO L 197 du 16.7.1992, p. 70),

— 31993 D 0099: Décision 93/99/CEE de la Commission du 22.12.1992 (JO L 40 du 17.2.1993, p. 17),

— 31993 D 0100: Décision 93/100/CEE de la Commission du 19.1.1993 (JO L 40 du 17.2.1993, p. 23),

— 31993 D 0237: Décision 93/237/CEE de la Commission du 6.4.1993 (JO L 108 du 1.5.1993, p. 129),

— 31993 D 0344: Décision 93/344/CEE de la Commission du 17.5.1993 (JO L 138 du 9.6.1993, p. 11),

— 31993 D 0435: Décision 93/435/CEE de la Commission du 27.7.1993 (JO L 201 du 11.8.1993, p. 28),

— 31993 D 0507: Décision 93/507/CEE de la Commission du 21.9.1993 (JO L 237 du 22.9.1993, p. 36),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0059: Décision 94/59/CE de la Commission du 26.1.1994 (JO L 27 du 1.2.1994, p. 53),

— 31994 D 0310: Décision 94/310/CE de la Commission du 18.5.1994 (JO L 137 du 1.6.1994, p. 72),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31994 D 0561: Décision 94/561/CE de la Commission du 27.7.1994 (JO L 214 du 19.8.1994, p. 17),

— 31995 D 0288: Décision 95/288/CE de la Commission du 18.7.1995 (JO L 181 du 1.8.1995, p. 42),

— 31995 D 0322: Décision 95/322/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 9),

— 31995 D 0323: Décision 95/323/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 11),

— 31996 D 0132: Décision 96/132/CE de la Commission du 26.1.1996 (JO L 30 du 8.2.1996, p. 52),

— 31996 D 0279: Décision 96/279/CE de la Commission du 26.2.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 1),

— 31996 D 0605: Décision 96/605/CE de la Commission du 11.10.1996 (JO L 267 du 19.10.1996, p. 29),

— 31996 D 0624: Décision 96/624/CE de la Commission du 17.10.1996 (JO L 279 du 31.10.1996, p. 33),

— 31997 D 0010: Décision 97/10/CE de la Commission du 12.12.1996 (JO L 3 du 7.1.1997, p. 9),

— 31997 D 0160: Décision 97/160/CE de la Commission du 14.2.1997 (JO L 62 du 4.3.1997, p. 39),

— 31997 D 0736: Décision 97/736/CE de la Commission du 14.10.1997 (JO L 295 du 29.10.1997, p. 37),

— 31998 D 0146: Décision 98/146/CE de la Commission du 6.2.1998 (JO L 46 du 17.2.1998, p. 8),

— 31998 D 0594: Décision 98/594/CE de la Commission du 6.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 53),

— 31998 D 0622: Décision 98/622/CE de la Commission du 27.10.1998 (JO L 296 du 5.11.1998, p. 16),

— 31999 D 0228: Décision 1999/228/CE de la Commission du 5.3.1999 (JO L 83 du 27.3.1999, p. 77),

— 31999 D 0236: Décision 1999/236/CE de la Commission du 17.3.1999 (JO L 87 du 31.3.1999, p. 13),

— 31999 D 0301: Décision 1999/301/CE de la Commission du 30.4.1999 (JO L 117 du 5.5.1999, p. 52),

— 31999 D 0558: Décision 99/558/CE de la Commission du 26.7.1999 (JO L 211 du 11.8.1999, p. 53),

— 31999 D 0759: Décision 1999/759/CE de la Commission du 5.11.1999 (JO L 300 du 23.11.1999, p. 30),

— 32000 D 0002: Décision 2000/2/CE de la Commission du 17.12.1999 (JO L 1 du 4.1.2000, p. 17),

— 32000 D 0162: Décision 2000/162/CE de la Commission du 14.2.2000 (JO L 51 du 24.2.2000, p. 41),

— 32000 D 0209: Décision 2000/209/CE de la Commission du 24.2.2000 (JO L 64 du 11.3.2000, p. 22),

— 32000 D 0236: Décision 2000/236/CE de la Commission du 22.3.2000 (JO L 74 du 23.3.2000, p. 19),

— 32000 D 0623: Décision 2000/623/CE de la Commission du 29.9.2000 (JO L 260 du 14.10.2000, p. 52),

— 32001 D 0117: Décision 2001/117/CE de la Commission du 26.1.2001 (JO L 43 du 14.2.2001, p. 38),

— 32001 D 0731: Décision 2001/731/CE de la Commission du 16.10.2001 (JO L 274 du 17.10.2001, p. 22).

À l'annexe, partie I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées:

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

8. 31982 D 0733: Décision 82/733/CEE du Conseil du 18 octobre 1982 relative à la liste des établissements de la République populaire hongroise agréés pour l'exportation des viandes fraîches vers la Communauté (JO L 311 du 8.11.1982, p. 10), modifiée par:

— 31982 D 0961: Décision 82/961/CEE de la Commission du 23.12.1982 (JO L 386 du 31.12.1982, p. 51),

— 31983 D 0219: Décision 83/219/CEE de la Commission du 22.4.1983 (JO L 121 du 7.5.1983, p. 26),

— 31984 D 0234: Décision 84/234/CEE de la Commission du 4.4.1984 (JO L 120 du 5.5.1984, p. 22),

— 31985 D 0390: Décision 85/390/CEE de la Commission du 15.7.1985 (JO L 224 du 22.8.1985, p. 37),

— 31985 D 0484: Décision 85/484/CEE de la Commission du 18.10.1985 (JO L 287 du 29.10.1985, p. 37),

— 31986 D 0245: Décision 86/245/CEE de la Commission du 2.5.1986 (JO L 163 du 19.6.1986, p. 49).

La décision 82/733/CEE est abrogée.

9. 31984 D 0028: Décision 84/28/CEE de la Commission du 6 janvier 1984 relative à la liste des établissements de Pologne agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 21 du 26.1.1984, p. 42), modifiée par:

— 31984 D 0426: Décision 84/426/CEE de la Commission du 26.7.1984 (JO L 238 du 6.9.1984, p. 39),

— 31985 D 0139: Décision 85/139/CEE de la Commission du 30.1.1985 (JO L 51 du 21.2.1985, p. 48),

— 31985 D 0491: Décision 85/491/CEE de la Commission du 24.10.1985 (JO L 296 du 8.11.1985, p. 46),

— 31986 D 0252: Décision 86/252/CEE de la Commission du 5.5.1986 (JO L 165 du 21.6.1986, p. 43).

La décision 84/28/CEE est abrogée.

10. 31984 D 0294: Décision 84/294/CEE de la Commission du 27 avril 1984 relative aux conditions de police sanitaire et à la certification vétérinaire requises à l'importation de viandes fraîches en provenance de Malte (JO L 144 du 30.5.1984, p. 17).

La décision 84/294/CEE est abrogée.

11. 31985 L 0511: Directive 85/511/CEE du Conseil du 18 novembre 1985 établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse (JO L 315 du 26.11.1985, p. 11), modifiée par:

— 31990 L 0423: Directive 90/423/CEE du Conseil du 26.6.1990 (JO L 224 du 18.8.1990, p. 13),

— 31992 D 0380: Décision 92/380/CEE de la Commission du 2.7.1992 (JO L 198 du 17.7.1992, p. 54),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe B, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque:	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
Estonie:	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom
Chypre:	Istituto Zooprofilattico Sperimentale della Lombardia e dell'Emilia Romagna Via Bianchi IT-25124 Brescia
Lettonie:	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie:	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie:	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., HU-1581 Budapest
Malte:	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom
Pologne:	Laboratorium Zakładu Pryszczycy Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, ul. Wodna 7, PL-98-220 Zduńska Wola

Slovénie: Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana

Slovaquie: Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom».

12. 31986 D 0463: Décision 86/463/CEE de la Commission du 3 septembre 1986 relative aux conditions de police sanitaire et à la certification vétérinaire requises à l'importation de viandes fraîches en provenance de Chypre (JO L 271 du 23.9.1986, p. 23).

La décision 86/463/CEE est abrogée.

13. 31987 D 0548: Décision 87/548/CEE de la Commission du 6 novembre 1987 relative à la liste des établissements de Malte agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 327 du 18.11.1987, p. 28).

La décision 87/548/CEE est abrogée.

14. 31989 L 0437: Directive 89/437/CEE du Conseil du 20 juin 1989 concernant les problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché des ovoproduits (JO L 212 du 22.7.1989, p. 87), modifiée par:

— 31989 L 0662: Directive 89/662/CEE du Conseil du 11.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 13),

— 31991 L 0684: Directive 91/684/CEE du Conseil du 19.12.1991 (JO L 376 du 31.12.1991, p. 38),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'annexe, chapitre XI, le premier tiret du point 1 i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure, les initiales du pays expéditeur, en majuscules d'imprimerie, ou l'une des lettres suivantes: B/CZ/DK/D/EE/EL/E/F/IRL/I/CY/LV/LT/L/HU/MT/NL/AT/PL/P/SI/SK/FI/SE/UK, suivies du numéro d'agrément de l'établissement,».

b) À l'annexe, chapitre XI, le deuxième tiret du point 1 i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

c) À l'annexe, chapitre XI, le troisième tiret du point 1 ii) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

15. 31990 D 0014: Décision 90/14/CEE de la Commission du 20 décembre 1989 établissant la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation de sperme surgelé d'animaux domestiques de l'espèce bovine (JO L 8 du 11.1.1990, p. 71), modifiée par:

— 31991 D 0276: Décision 91/276/CEE de la Commission du 22.5.1991 (JO L 135 du 30.5.1991, p. 58),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 3194 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11).

L'annexe est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE*

LISTE DES PAYS TIERS À PARTIR DESQUELS LES ÉTATS MEMBRES AUTORISENT L'IMPORTATION DE SPERME SURGELÉ D'ANIMAUX DOMESTIQUES DE L'ESPÈCE BOVINE

Australia

Canada

Israël

Nouvelle-Zélande

Roumanie

Suisse

États-Unis d'Amérique

Yougoslavie»

16. 31990 L 0426: Directive 90/426/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers (JO L 224 du 18.8.1990, p. 42), modifiée par:

— 31990 L 0425: Directive 90/425/CEE du Conseil du 26.6.1990 (JO L 224 du 18.8.1990, p. 29),

— 31991 L 0496: Directive 91/496/CEE du Conseil du 15.7.1991 (JO L 268 du 24.9.1991, p. 56),

— 31992 D 0130: Décision 92/130/CEE de la Commission du 13.2.1992 (JO L 47 du 22.2.1992, p. 26),

— 31992 L 0036: Directive 92/36/CEE du Conseil du 29.4.1992 (JO L 157 du 10.6.1992, p. 28),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 D 0298: Décision 2001/298/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 63),

— 32002 D 0160: Décision 2002/160/CE de la Commission du 21.2.2002 (JO L 53 du 23.2.2002, p. 37).

À l'annexe C, note de bas de page (c), le texte suivant est ajouté:

«en République tchèque:	"veterinární inspektor"
en Estonie:	"veterinaarjärelevalve ametnik"
à Chypre:	"Επίσημος Κτηνίατρος";
en Lettonie:	"veterinārais inspektors"
en Lituanie:	"veterinarijos inspektorius"
en Hongrie:	"hatósági állatorvos"
à Malte:	"veterinarju uffiċjali"
en Pologne:	"urzędowy lekarz weterynarii"
en Slovénie:	"veterinarski inšpektor"
en Slovaquie:	"veterinárny inšpektor".»

17. 31990 L 0539: Directive 90/539/CEE du Conseil du 15 octobre 1990 relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance des pays tiers de volailles et d'œufs à couver (JO L 303 du 31.10.1990, p. 6), modifiée par:

— 31991 L 0494: Directive 91/494/CEE du Conseil du 26.6.1991 (JO L 268 du 24.9.1991, p. 35),

— 31991 L 0496: Directive 91/496/CEE du Conseil du 15.7.1991 (JO L 268 du 24.9.1991, p. 56),

— 31992 D 0369: Décision 92/369/CEE de la Commission du 24.6.1992 (JO L 195 du 14.7.1992, p. 25),

— 31992 L 0065: Directive 92/65/CEE du Conseil du 13.7.1992 (JO L 268 du 14.9.1992, p. 54),

— 31993 L 0120: Directive 93/120/CE du Conseil du 22.12.1993 (JO L 340 du 31.12.1993, p. 35),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 L 0090: Directive 1999/90/CE du Conseil du 15.11.1999 (JO L 300 du 23.11.1999, p. 19),

— 32000 D 0505: Décision 2000/505/CE de la Commission du 25.7.2000 (JO L 201 du 9.8.2000, p. 8),

— 32001 D 0867: Décision 2001/867/CE de la Commission du 3.12.2001 (JO L 323 du 7.12.2001, p. 29).

À l'annexe I.1, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
Estonie	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Väike-Paala 3, 11415 Tallinn
Chypre	Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία (National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia)
Lettonie	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest
Malte	National Veterinary Laboratory, Marsa, Malta
Pologne	Laboratorium Zakładu Chorób Drobiu Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy
Slovénie	Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana
Slovaquie	Štátny veterinárny a potravinový ústav, Botanická 15, SK-842 52 Bratislava»

18. 31991 D 0270: Décision 91/270/CEE de la Commission du 14 mai 1991 établissant une liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine (JO L 134 du 29.5.1991, p. 56).

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31996 D 0572: Décision 96/572/CE de la Commission du 24.9.1996 (JO L 250 du 2.10.1996, p. 20).

À l'annexe, les mots suivants sont supprimés:

«Tchécoslovaquie», «Hongrie» et «Pologne»

19. 31991 L 0493: Directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO L 268 du 24.9.91, p. 15), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0071: Directive 95/71/CE du Conseil du 22.12.1995 (JO L 332 du 30.12.1995, p. 40),

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31).

a) À l'annexe, chapitre VII, le premier tiret du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«— le pays d'expédition, qui peut être exprimé soit en toutes lettres soit par les initiales du pays expéditeur en lettres capitales, c'est-à-dire pour la Communauté, les lettres: B/CZ/DK/D/E/EL/E/F/IRL/I/CY/LV/LT/L/HU/MT/NL/AT/PL/P/SI/SK/FI/SE/UK,».

b) À l'annexe, chapitre VII, le troisième tiret du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«— un des sigles suivants: CE – EC – EG – EK – EF – EY – ES – EÜ – EB – KE – WE».

20. 31991 L 0495: Directive 91/495/CEE du Conseil du 27 novembre 1990 concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché de viandes de lapin et de viandes gibier d'élevage (JO L 268 du 24.9.91, p. 41), modifiée par:

— 31992 L 0065: Directive 92/65/CEE du Conseil du 13.7.1992 (JO L 268 du 14.9.1992, p. 54),

— 31992 L 0116: Directive 92/116/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 1),

— 31994 L 0065: Directive 94/65/CE du Conseil du 14.12.1994 (JO L 368 du 31.12.1994, p. 10).

a) À l'annexe I, chapitre III, le premier tiret du point 11.1 a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure, la ou les initiales du pays expéditeur apposées en lettres capitales: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL – AT – PL – P – SI – SK – FIN – S – UK,»

b) À l'annexe I, chapitre III, le troisième tiret du point 11.1 sous a) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, un des sigles CEE, EØF, EWG, EOK, EEC, EEG, ETY, EHS, EMÜ, EEK, EEB, EGK, KEE, EGS;»

21. 31991 L 0496: Directive 91/496/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE (JO L 268 du 24.9.1991, p. 56), modifiée par:

— 31991 L 0628: Directive 91/628/CEE du Conseil du 19.11.1991 (JO L 340 du 11.12.1991, p. 17),

— 31992 D 0438: Décision 92/438/CEE du Conseil du 13.7.1992 (JO L 243 du 25.8.1992, p. 27),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0957: Décision 94/957/CE de la Commission du 28.12.1994 (JO L 371 du 31.12.1994, p. 19),

— 31994 D 0970: Décision 94/970/CE de la Commission du 28.12.1994 (JO L 371 du 31.12.1994, p. 41),

— 31995 D 0157: Décision 95/157/CE de la Commission du 21.4.1995 (JO L 103 du 6.5.1995, p. 40),

— 31996 L 0043: Directive 96/43/CE du Conseil du 26.6.1996 (JO L 162 du 1.7.1996, p. 1).

a) La phrase introductive de l'article 9, paragraphe 1, est remplacée par le texte suivant:

«1. Les États membres autorisent le transport d'animaux en provenance d'un pays tiers vers un autre pays tiers ou vers le même pays tiers sous réserve que:»

b) L'article suivant est ajouté après l'article 17 bis:

«*Article 17* ter

En ce qui concerne la frontière avec la Roumanie, un régime spécial avec la Hongrie s'applique pendant une période de trois ans à partir de la date d'adhésion. Durant cette période transitoire, la Hongrie applique les mesures qui seront déterminées avant la date d'adhésion conformément à la procédure prévue à l'article 23.

Avant la fin de cette période de 3 ans, la situation sera réexaminée et les mesures nécessaires seront adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 23.»

22. 31992 L 0035: Directive 92/35/CEE du Conseil du 29 avril 1992 établissant les règles de contrôle et les mesures de lutte contre la peste équine (JO L 157 du 10.6.1992, p. 19), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe I.A, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque	Institute of Animal Health, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF
Estonie	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Kreutzwaldi 30, 51006 Tartu
Chypre	Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία (National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia)
Lettonie	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., HU-1581 Budapest
Malte	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom
Pologne	Laboratorium Zakładu Wirusologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy
Slovénie	Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana
Slovaquie	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road Pirbright, Woking Surrey GU24 ONF, United Kingdom»

23. 31992 L 0040: Directive 92/40/CEE du Conseil du 19 mai 1992 établissant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire (JO L 167 du 22.6.92, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe IV, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
Estonie	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Väike-Paala 3, 11415 Tallinn
Chypre	Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία (National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia)
Lettonie	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest
Malte	Istituto Zooprofilatico Sperimentale delle Venezie, Padova, Italie
Pologne	Laboratorium Zakładu Chorób Drobiu Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy
Slovénie	Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana
Slovaquie	Štátny veterinárny ústav, Pod dráhami 918, SK-96086 Zvolen»

24. 31992 L 0045: Directive 92/45/CEE du Conseil du 16 juin 1992 concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire relatifs à la mise à mort du gibier sauvage et à la mise sur le marché de viandes de gibier sauvage (JO L 268 du 14.9.92, p. 35), modifiée par:

— 31992 L 0116: Directive 92/116/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31).

a) À l'annexe I, chapitre VII, le premier tiret du point 2 a) i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure le nom en toutes lettres ou la ou les initiales du pays expéditeur des viandes apposées en lettres capitales: pour la Communauté, les lettres suivantes: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL – AT – PL – P – SI – SK – FIN – S –UK,»

b) À l'annexe I, chapitre VII, le troisième tiret du point 2 a) i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles CEE, EØF, EWG, EOK, EEC, EEG, ETY, EHS, EMÜ, EEK, EEB, EGK, KEE, EGS, EHS, ou le sigle permettant d'identifier le pays tiers d'origine.»

25. 31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.1992, p. 1), modifiée par:

— 31992 L 0118: Directive 92/118/CEE du Conseil du 17.12.1992 (JO L 62 du 15.3.1993, p. 49),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0330: Décision 94/330/CE de la Commission du 25.5.1994 (JO L 146 du 11.6.1994, p. 23),

— 31994 L 0071: Directive 94/71/CE du Conseil du 13.12.1994 (JO L 368 du 31.12.1994, p. 33).

a) À l'annexe C, chapitre IV.A, le premier tiret du point 3 a) i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure: les initiales du pays expéditeur, en lettres capitales c'est-à-dire, pour la Communauté, les lettres: B – DK – D – EL – E – F – IRL – I – L – NL – P – UK – AT – FI – SE – CZ – EE – CY – LV – LT – HU – MT – PL – SI – SK.».

b) À l'annexe C, chapitre IV.A, le deuxième tiret du point 3 a) i) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

c) À l'annexe C, chapitre IV.A, le troisième tiret du point 3 a) ii) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG –ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

d) À l'annexe C, chapitre IV.A, le premier tiret du point 3 a) iii) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie supérieure, les initiales du pays expéditeur, en lettres capitales c'est-à-dire, pour la Communauté, les lettres: B – CZ – DK – D – EE – EL – E – F – IRL – I – CY – LV – LT – L – HU – MT – NL – AT – PL – P – SI – SK – FIN – S – UK,»

e) À l'annexe C, chapitre IV.A, le troisième tiret du point 3 a) iii) est remplacé par le texte suivant:

«— dans la partie inférieure, l'un des sigles suivants: CEE – EØF – EWG – EOK – EEC – EEG – ETY – EHS – EMÜ – EEK – EEB – EGK – KEE – EGS;»

26. 31992 L 0065: Directive 92/65/CEE du Conseil du 13 juillet 1992 définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A section I de la directive 90/425/CEE (JO L 268 du 14.9.1992, p. 54), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 D 0176: Décision 95/176/CE de la Commission du 6.4.1995 (JO L 117 du 24.5.1995, p. 23),

— 32001 D 0298: Décision 2001/298/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 63),

— 32002 R 1282: Règlement (CE) nº 1282/2002 de la Commission du 15.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 3).

— 32002 R 1802: Règlement (CE) nº 1802/2002 de la Commission du 10.10.2002 (JO L 274 du 11.10.2002, p. 21).

a) À l'article 10, paragraphe 3, la première phrase est remplacée par le texte suivant:

«À compter du 1er juillet 1994 et, pour Chypre et Malte, à compter de la date de leur adhésion, par dérogation au paragraphe 2, la mise sur le marché en Irlande, à Chypre, à Malte et au Royaume-Uni de chats et de chiens non originaires de ces pays est soumise aux conditions suivantes:»

b) L'article 10, paragraphe 4, est remplacé par le texte suivant:

«4. L'Irlande, Chypre, Malte et le Royaume-Uni peuvent, sans préjudice des paragraphes 2 et 3, maintenir leur réglementation nationale relative à la quarantaine pour tous les carnivores, primates, chauves-souris et autres animaux réceptifs à la rage, qui sont visés par la présente directive et pour lesquels il ne peut être démontré qu'ils sont nés sur l'exploitation d'origine et maintenus depuis leur naissance en captivité, sans que le maintien de ces réglementations puisse porter préjudice à la suppression des contrôles vétérinaires aux frontières entre États membres.»

27. 31992 L 0066: Directive 92/66/CEE du Conseil du 14 juillet 1992 établissant des mesures communautaires de lutte contre la maladie de Newcastle (JO L 260 du 5.9.1992, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'annexe IV, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
Estonie	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Väike-Paala 3, 11415 Tallinn
Chypre	Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων, Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία (National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services, CY-1417 Nicosia)
Lettonie	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest
Malte	Veterinary Laboratory Agency, Weybridge, United Kingdom
Pologne	Laboratorium Zakładu Chorób Drobiu Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy
Slovénie	Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana
Slovaquie	Štátny veterinárny ústav, Pod dráhami 918, SK-960 86 Zvolen»

28. 31992 L 0118: Directive 92/118/CEE du Conseil du 17 décembre 1992 définissant les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre 1er de la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les pathogènes, de la directive 90/425/CEE (JO L 62 du 15.3.1993, p. 49), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0466: Décision 94/466/CE de la Commission du 13.7.1994 (JO L 190 du 26.7.1994, p. 26),

— 31994 D 0723: Décision 94/723/CE de la Commission du 26.10.1994 (JO L 288 du 9.11.1994, p. 48),

— 31995 D 0338: Décision 95/338/CE de la Commission du 26.7.1995 (JO L 200 du 24.8.1995, p. 35),

— 31995 D 0339: Décision 95/339/CE de la Commission du 27.7.1995 (JO L 200 du 24.8.1995, p. 36),

— 31996 D 0103: Décision 96/103/CE de la Commission du 25.1.1996 (JO L 24 du 31.1.1996, p. 28),

— 31996 D 0340: Décision 96/340/CE de la Commission du 10.5.1996 (JO L 129 du 30.5.1996, p. 35),

— 31996 D 0405: Décision 96/405/CE de la Commission du 21.6.1996 (JO L 165 du 4.7.1996, p. 40),

— 31996 L 0090: Directive 96/90/CE du Conseil du 17.12.1996 (JO L 13 du 16.1.1997, p. 24),

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31),

— 31999 D 0724: Décision 1999/724/CE de la Commission du 28.10.1999 (JO L 290 du 12.11.1999, p. 32).

— 32002 L 0033: Directive 2002/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 21.10.2002 (JO L 315 du 19.11.2002, p. 14).

a) À l'annexe II, chapitre 3.I.B, le point 8 est remplacé par le texte suivant:

«8) Les emballages et les conditionnements des escargots doivent porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE, EC, EF, EG, EK, EY, ES, EÜ, EB, KE, WE.»

b) À l'annexe II, chapitre 3.II.B, le point 8 est remplacé par le texte suivant:

«8) Les emballages et conditionnements de cuisses de grenouilles doivent porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE, EC, EF, EG, EK, EY, ES, EÜ, EB, KE, WE.»

c) À l'annexe II, chapitre 4, partie VI, point 2, le premier tiret est remplacé par le texte suivant:

«— porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE – EC – EF – EG – EK – EY – ES – EÜ – EB – KE – WE.»

29. 31992 L 0119: Directive 92/119/CEE du Conseil du 17 décembre 1992 établissant des mesures communautaires générales de lutte contre certaines maladies animales ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc (JO L 62 du 15.3.1993, p. 69), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32002 L 0060: Directive 2002/60/CE du Conseil du 27.6.2002 (JO L 192 du 20.7.2002, p. 27).

À l'annexe II, point 5, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque:	Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 24/136, 165 03 Praha 6
Estonie:	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Kreutzwaldi 30, 51006 Tartu
Chypre:	Instituto Zooprofilattico Sperimentale della Lombardia e dell'Emilia Romagna, Via Bianchi 9, IT-25124 Brescia
Lettonie:	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga
Lituanie:	Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J. Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius
Hongrie:	Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest
Malte:	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom
Pologne:	Laboratorium Zakładu Pryszczycy Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, ul. Wodna 7, PL-98-220 Zduńska Wola
Slovénie:	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom
Slovaquie:	Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking, Surrey GU24 ONF, United Kingdom»

30. 31992 D 0260: Décision 92/260/CEE de la Commission du 10 avril 1992 relative aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour l'admission temporaire de chevaux enregistrés (JO L 130 du 15.5.1992, p. 67), modifiée par:

— 31993 D 0344: Décision 93/344/CEE de la Commission du 17.5.1993 (JO L 138 du 9.6.1993, p. 11),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31994 D 0561: Décision 94/561/CE de la Commission du 27.7.1994 (JO L 214 du 19.8.1994, p. 17),

— 31995 D 0322: Décision 95/322/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 9),

— 31995 D 0323: Décision 95/323/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 11),

— 31996 D 0081: Décision 96/81/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 19 du 25.1.1996, p. 53),

— 31996 D 0279: Décision 96/279/CE de la Commission du 26.2.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 1),

— 31997 D 0010: Décision 97/10/CE de la Commission du 12.12.1996 (JO L 3 du 7.1.1997, p. 9),

— 31997 D 0160: Décision 97/160/CE de la Commission du 14.2.1997 (JO L 62 du 4.3.1997, p. 39),

— 31998 D 0360: Décision 98/360/CE de la Commission du 15.5.1998 (JO L 163 du 6.6.1998, p. 44),

— 31998 D 0594: Décision 98/594/CE de la Commission du 6.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 53),

— 31999 D 0228: Décision 1999/228/CE de la Commission du 5.3.1999 (JO L 83 du 27.3.1999, p. 77),

— 32000 D 0209: Décision 2000/209/CE de la Commission du 24.2.2000 (JO L 64 du 11.3.2000, p. 22),

— 32001 D 0117: Décision 2001/117/CE de la Commission du 26.1.2001 (JO L 43 du 14.2.2001, p. 38),

— 32001 D 0611: Décision 2001/611/CE de la Commission du 20.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 49),

— 32001 D 0619: Décision 2001/619/CE de la Commission du 25.7.2001 (JO L 215 du 9.8.2001, p. 55),

— 32001 D 0828: Décision 2001/828/CE de la Commission du 23.11.2001 (JO L 308 du 27.11.2001, p. 41),

— 32002 D 0635: Décision 2002/635/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 206 du 3.8.2002, p. 20).

a) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe B» est remplacée par le texte suivant:

«Australia (AU), Bulgarie (BG), Belarus (BY), Croatie (HR), ancienne République yougoslave de Macédoine ([2]) (MK), Nouvelle-Zélande (NZ), Roumanie (RO), Russie ([1]) (RU), Ukraine (UA), République fédérale de Yougoslavie (YU)»

b) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe E» est remplacée par le texte suivant:

«Émirats arabes unis (AE), Bahreïn (BH), Algérie (DZ), Égypte ([1]) (EG), Israël (IL), Jordanie (JO), Koweït (KW), Liban (LB), Libye (LY), Maroc (MA), Maurice (MU), Oman (OM), Qatar (QA), Arabie saoudite ([1]) (SA), Syrie (SY), Tunisie (TN), Turquie ([1]) (TR)».

c) À l'annexe II, partie A, section III, point d), le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— Émirats arabes unis, Australia, Bulgarie, Belarus, Canada, Suisse, Groenland, Hong Kong, Croatie, Islande, Japan, République de Corée, ancienne République yougoslave de Macédoine, Macao, Malaisie (péninsule), Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Singapour, Thaïlande, Ukraine, États-Unis d'Amérique, République fédérale de Yougoslavie.»

d) À l'annexe II, partie B, le titre est remplacé par le texte suivant:

«CERTIFICAT SANITAIRE

pour l'admission temporaire de chevaux enregistrés admis sur le territoire de la Communauté pour un délai inférieur à quatre-vingt-dix jours en provenance d'Australie, de Bosnie-et-Herzégovine, de Bulgarie, du Belarus, de Croatie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de Nouvelle-Zélande, de Roumanie, de Russie ([1]), d'Ukraine, de la République fédérale de Yougoslavie»

e) À l'annexe II, partie B, section III, point d), le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— Émirats arabes unis, Australia, Bulgarie, Belarus, Canada, Suisse, Groenland, Hong Kong, Croatie, Islande, Japan, République de Corée, ancienne République yougoslave de Macédoine, Macao, Malaisie (péninsule), Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Singapour, Thaïlande, Ukraine, États-Unis d'Amérique, République fédérale de Yougoslavie.»

f) À l'annexe II, partie C, section III, point d), le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— Émirats arabes unis, Australia, Bulgarie, Belarus, Canada, Suisse, Groenland, Hong Kong, Croatie, Islande, Japan, République de Corée, ancienne République yougoslave de Macédoine, Macao, Malaisie (péninsule), Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Singapour, Thaïlande, Ukraine, États-Unis d'Amérique, République fédérale de Yougoslavie.»

g) À l'annexe II, partie D, section III, point d), le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— Émirats arabes unis, Australia, Bulgarie, Belarus, Canada, Suisse, Groenland, Hong Kong, Croatie, Islande, Japan, République de Corée, ancienne République yougoslave de Macédoine, Macao, Malaisie (péninsule), Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Singapour, Thaïlande, Ukraine, États-Unis d'Amérique, République fédérale de Yougoslavie.»

h) À l'annexe II, partie E, le titre est remplacé par le texte suivant:

«CERTIFICAT SANITAIRE

pour l'admission temporaire de chevaux enregistrés admis sur le territoire de la Communauté pour un délai inférieur à quatre-vingt-dix jours en provenance des Émirats arabes unis, de Bahreïn, d'Algérie, d'Égypte ([1]), d'Israël, de Jordanie, du Koweït, du Liban, de Libye, du Maroc, de Maurice, d'Oman, du Qatar, d'Arabie saoudite ([1]), de Syrie, de Tunisie, de Turquie ([1])»

i) À l'annexe II, partie E, section III, point d), le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— Émirats arabes unis, Australia, Bulgarie, Belarus, Canada, Suisse, Groenland, Hong Kong, Croatie, Islande, Japan, République de Corée, ancienne République yougoslave de Macédoine, Macao, Malaisie (péninsule), Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Singapour, Thaïlande, Ukraine, États-Unis d'Amérique, République fédérale de Yougoslavie.»

31. 31992 D 0452: Décision 92/452/CEE de la Commission du 30 juillet 1992 établissant la liste des équipes de collecte d'embryons agréées, dans les pays tiers, pour les exportations vers la Communauté d'embryons d'animaux de l'espèce bovine (JO L 250 du 29.8.1992, p. 40), modifiée par:

— 31992 D 0523: Décision 92/523/CEE de la Commission du 4.11.1992 (JO L 328 du 14.11.1992, p. 42),

— 31993 D 0212: Décision 93/212/CEE de la Commission du 18.3.1993 (JO L 91 du 15.4.1993, p. 20),

— 31993 D 0433: Décision 93/433/CEE de la Commission du 29.6.1993 (JO L 201 du 11.8.1993, p. 17),

— 31993 D 0574: Décision 93/574/CEE de la Commission du 22.10.1993 (JO L 276 du 9.11.1993, p. 23),

— 31993 D 0677: Décision 93/677/CE de la Commission du 13.12.1993 (JO L 316 du 17.12.1993, p. 44),

— 31994 D 0221: Décision 94/221/CE de la Commission du 15.4.1994 (JO L 107 du 28.4.1994, p. 63),

— 31994 D 0387: Décision 94/387/CE de la Commission du 10.6.1994 (JO L 176 du 9.7.1994, p. 27),

— 31994 D 0608: Décision 94/608/CE de la Commission du 8.9.1994 (JO C 241 du 16.9.1994, p. 22),

— 31994 D 0678: Décision 94/678/CE de la Commission du 14.10.1994 (JO L 269 du 20.10.1994, p. 40),

— 31994 D 0737: Décision 94/737/CE de la Commission du 9.11.1994 (JO L 294 du 15.11.1994, p. 37),

— 31995 D 0093: Décision 95/93/CE de la Commission du 24.3.1995 (JO L 73 du 1.4.1995, p. 86),

— 31995 D 0335: Décision 95/335/CE de la Commission du 26.7.1995 (JO L 194 du 17.8.1995, p. 12),

— 31996 D 0097: Décision 96/97/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 23 du 30.1.1996, p. 20),

— 31996 D 0312: Décision 96/312/CE de la Commission du 22.4.1996 (JO L 118 du 15.5.1996, p. 26),

— 31996 D 0596: Décision 96/596/CE de la Commission du 2.10.1996 (JO L 262 du 16.10.1996, p. 15),

— 31996 D 0726: Décision 96/726/CE de la Commission du 29.11.1996 (JO L 329 du 19.12.1996, p. 49),

— 31997 D 0104: Décision 97/104/CE de la Commission du 22.1.1997 (JO L 36 du 6.2.1997, p. 31),

— 31997 D 0249: Décision 97/249/CE de la Commission du 25.3.1997 (JO L 98 du 15.4.1997, p. 17),

— 31999 D 0204: Décision 1999/204/CE de la Commission du 25.2.1999 (JO L 70 du 17.3.1999, p. 26),

— 31999 D 0685: Décision 1999/685/CE de la Commission du 7.10.1999 (JO L 270 du 20.10.1999, p. 33),

— 32000 D 0051: Décision 2000/51/CE de la Commission du 17.12.1999 (JO L 19 du 25.1.2000, p. 54),

— 32000 D 0344: Décision 2000/344/CE de la Commission du 2.5.2000 (JO L 119 du 20.5.2000, p. 38),

— 32000 D 0557: Décision 2000/557/CE de la Commission du 7.9.2000 (JO L 235 du 19.9.2000, p. 30),

— 32001 D 0184: Décision 2001/184/CE de la Commission du 27.2.2001 (JO L 67 du 9.3.2001, p. 77),

— 32001 D 0638: Décision 2001/638/CE de la Commission du 2.8.2001 (JO L 223 du 18.8.2001, p. 24),

— 32001 D 0728: Décision 2001/728/CE de la Commission du 9.10.2001 (JO L 273 du 16.10.2001, p. 24),

— 32002 D 0046: Décision 2002/46/CE de la Commission du 21.1.2002 (JO L 21 du 24.1.2002, p. 21),

— 32002 D 0252: Décision 2002/252/CE de la Commission du 26.3.2002 (JO L 86 du 3.4.2002, p. 42),

— 32002 D 0456: Décision 2002/456/CE de la Commission du 13.6.2002 (JO L 155 du 14.6.2002, p. 60),

— 32002 D 0637: Décision 2002/637/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 206 du 3.8.2002, p. 29).

a) À l'annexe, le titre est remplacé par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA»

b) À l'annexe, les point (1) à (8) figurant sous le titre sont remplacés par le texte suivant:

«(1) Versión — Verze — Udgave — Fassung vom — Versioon — Έκδοση — Version — Version — Versione — Versija — Versija — Változat — Verżjoni — Versie — Wersja — Versão — Verzia — Verzija — Tilanne — Version

(2) Código ISO — Kód ISO — ISO-Kode — ISO-Code — ISO-kood — Κωδικός ISO — ISO code — Code ISO — Codice ISO — ISO standarts — ISO kodas — ISO kód — Kodiči ISO — ISO-code — Kod ISO — Código ISO — Kód ISO — ISO-koda — ISO-koodi — ISO-kod

(3) País tercero — Třetí země — Tredjeland — Drittland — Kolmas riik — Τρίτη χώρα — Non-member country — Pays tiers — Paese terzo — Trešā valsts — Trečioji šalis — Harmadik ország — Pajjiż terz — Derde land — Państwo trzecie — País terceiro — Tretia krajina — Tretja država — Kolmas maa — Tredje land

(4) Número de autorización del equipo / Číslo schválení týmu / Teamgodkendelsesnummer / Zulassungsnummer der Einheit / Rühma tunnustusnumber / Αριθμός έγκρισης ομάδας / Team approval No / Numéro d'agrément de l'équipe / Numero di riconoscimento del gruppo / Uzņēmuma atzīšanas numurs / Grupės patvirtinimo numeris / A Munkacsoport működési engedélyének száma / In-numru ta' approvazzjoni tal-grupp / Erkenningsnummer van het team / Numer zatwierdzenia zespołu / Número de aprovação da equipa / Veterinárne registračné číslo tímu / Veterinarska številka odobritve skupine za zbiranje zarodkov / Ryhmän hyväksyntänumero / Godkännandenummer för gruppen

(5) Recogida de embriones / Odběr embryí / Embryonindsamling / Embryo-Entnahme / Embrüote kogumine / Συλλογή εμβρύου / Embryo collection / Collecte d'embryons / Raccolta di embrioni / Embriju iegūšana / Embrionų surinkimas / Embriógyűtés / Ġbir ta' l-embrijoni / Embryoteam / Pozyskiwanie zarodków / Colheita de embriões / Odber embryí / Zbiranje zarodkov / Alkionsiirto / Embryosamling

(6) Producción de embriones / Produkce embryí / Embryonproduktion / Embryo-Erzeugung / Embrüote tootmine / Παραγωγή εμβρύου / Embryo production / Production d'embryons / Produzione di embrioni / Embriju ražošana / Embrionų gavyba / Embriótermelés / Produzzjoni ta' l-embrijoni / Embryoproductieteam / Produkcja zarodków / Produção de embriões / Produkcia embryí / Pridobivanje zarodkov / Alkiontuotanto / Embryoframställning

(7) Dirección / Adresa / Adresse / Anschrift / Aadress / Διεύθυνση / Address / Adresse / Indirizzo / Adrese / Adresas / Cím / Indirizz / Adres / Adres / Endereço / Adresa / Naslov / Osoite / Adress

(8) Equipo veterinario / Veterinární lékař týmu / Teamdyrlæge / Tierarzt der Einheit / Rühma veterinaararst / Κτηνίατρος Ομάδας / Team veterinarian / Vétérinaire de l'équipe / Veterinario del gruppo / Pilnvarots veterinārārsts / Grupės veterinaras / A munkacsoport állatorvosa / Veterinarju tal-grupp / Dierenarts van het team / Lekarz weterynarii zespołu / Equipa veterinária / Veterinárny lekár tímu / Vodja skupine za zbiranje zarodkov, ki je doktor veterinarske medicine / Ryhmän eläinlääkäri / Gruppens veterinär»

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

République slovaque.

32. 31992 D 0471: Décision 92/471/CEE de la Commission du 2 septembre 1992 concernant les conditions de police sanitaire et la certification vétérinaire relatives à l'importation d'embryons de bovins en provenance de certains pays tiers (JO L 270 du 15.9.1992, p. 27), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0280: Décision 94/280/CE de la Commission du 28.4.1994 (JO L 120 du 11.5.1994, p. 52),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31996 D 0572: Décision 96/572/CE de la Commission du 24.9.1996 (JO L 250 du 2.10.1996, p. 20).

À l'annexe A, la partie II est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE II

Liste des pays pouvant utiliser le modèle de certificat sanitaire établi à la partie I de l'annexe A

Argentine

Bosnie-et-Herzégovine

Canada

Croatie

Israël

Nouvelle-Zélande

Roumanie

Suisse

États-Unis d'Amérique

Ancienne République yougoslave de Macédoine»

33. 31993 D 0013: Décision 93/13/CEE de la Commission du 22 décembre 1992 fixant les procédures des contrôles vétérinaires aux postes d'inspection frontaliers de la Communauté lors de l'introduction des produits en provenance de pays tiers (JO L 9 du 15.1.1993, p. 33), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0043: Décision 94/43/CE de la Commission du 26.1.1994 (JO L 23 du 28.1.1994, p. 33),

— 31994 D 0305: Décision 94/305/CE de la Commission du 16.5.1994 (JO L 133 du 28.5.1994, p. 50),

— 31996 D 0032: Décision 96/32/CE de la Commission du 19.12.1995 (JO L 9 du 12.1.1996, p. 9).

À l'annexe F, le texte ci-après est supprimé.

«Tchécoslovaquie»,

«Estonie»,

«Chypre»,

«Lettonie»,

«Lituanie»,

«Hongrie»,

«Malte»,

«Pologne»,

«Slovénie».

34. 31993 D 0027: Décision 93/27/CEE de la Commission du 11 décembre 1992 relative à la liste des établissements de la République de Slovénie agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 16 du 25.1.1993, p. 26).

La décision 93/27/CEE est abrogée.

35. 31993 L 0053: Directive 93/53/CEE du Conseil du 24 juin 1993 établissant des mesures communautaires minimales de lutte contre certaines maladies des poissons (JO L 175 du 19.7.1993, p. 23), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32000 L 0027: Directive 2000/27/CE du Conseil du 2.5.2000 (JO L 114 du 13.5.2000, p. 28),

— 32001 D 0288: Décision 2001/288/CE de la Commission du 3.4.2001 (JO L 99 du 10.4.2001, p. 11).

À l'annexe A, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«République tchèque

Výzkumný ústav veterinárního lékařství
Hudcova 70
621 32 Brno-Medlánky»

Entre les les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium,
Väike-Paala 3
11415 Tallinn»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre

Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων,
Κτηνιατρικές Υπηρεσίες, 1417 Λευκωσία

National Reference Laboratory for Animal Health Veterinary Services
CY-1417 Nicosia

Lettonie

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie

Nacionalinė veterinarijos laboratorija
J. Kairiūkščio g. 10
LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2.
Tábornok u. 2.
H-1581 Budapest

Malte

Istituto Zooprofilattico Sperimentale delle Venezie
Legnaro (PD), Italy»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne

Laboratorium Zakładu Chorób Ryb Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
Al. Partyzantów 57
PL-24-100 Puławy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie

Nacionalni veterinarski inštitut,
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana

Slovaquie

Štátny veterinárny a potravinový ústav
Janoškova 1611/58
026 80 SK-Dolný Kubín».

36. 31993 D 0195: Décision 93/195/CEE de la Commission du 2 février 1993 relative aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour la réadmission de chevaux enregistrés en vue des courses, de la compétition et de manifestations culturelles après exportation temporaire (JO L 86 du 6.4.1993, p. 1), modifiée par:

— 31993 D 0344: Décision 93/344/CEE de la Commission du 17.5.1993 (JO L 138 du 9.6.1993, p. 11),

— 31993 D 0509: Décision 93/509/CEE de la Commission du 21.9.1993 (JO L 238 du 23.9.1993, p. 44),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31994 D 0561: Décision 94/561/CE de la Commission du 27.7.1994 (JO L 214 du 19.8.1994, p. 17),

— 31995 D 0099: Décision 95/99/CE de la Commission du 27.3.1995 (JO L 76 du 5.4.1995, p. 16),

— 31995 D 0322: Décision 95/322/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 9),

— 31995 D 0323: Décision 95/323/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 11),

— 31996 D 0279: Décision 96/279/CE de la Commission du 26.2.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 1),

— 31997 D 0160: Décision 97/160/CE de la Commission du 14.2.1997 (JO L 62 du 4.3.1997, p. 39),

— 31997 D 0684: Décision 97/684/CE de la Commission du 10.10.1997 (JO L 287 du 21.10.1997, p. 49),

— 31998 D 0360: Décision 98/360/CE de la Commission du 15.5.1998 (JO L 163 du 6.6.1998, p. 44),

— 31998 D 0567: Décision 98/567/CE de la Commission du 6.10.1998 (JO L 276 du 13.10.1998, p. 11),

— 31998 D 0594: Décision 98/594/CE de la Commission du 6.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 53),

— 31999 D 0228: Décision 1999/228/CE de la Commission du 5.3.1999 (JO L 83 du 27.3.1999, p. 77),

— 31999 D 0558: Décision 1999/558/CE de la Commission du 26.7.1999 (JO L 211 du 11.8.1999, p. 53),

— 32000 D 0209: Décision 2000/209/CE de la Commission du 24.2.2000 (JO L 64 du 11.3.2000, p. 22),

— 32000 D 0754: Décision 2000/754/CE de la Commission du 24.11.2000 (JO L 303 du 2.12.2000, p. 34),

— 32001 D 0117: Décision 2001/117/CE de la Commission du 26.1.2001 (JO L 43 du 14.2.2001, p. 38),

— 32001 D 0144: Décision 2001/144/CE de la Commission du 12.2.2001 (JO L 53 du 23.2.2001, p. 23),

— 32001 D 0610: Décision 2001/610/CE de la Commission du 18.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 45),

— 32001 D 0611: Décision 2001/611/CE de la Commission du 20.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 49).

a) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe B» est remplacée par le texte suivant:

«Australia (AU), Bulgarie (BG), Belarus (BY), Croatie (HR), ancienne République yougoslave de Macédoine (807), Nouvelle-Zélande (NZ), Roumanie (RO), Russie ([1]) (RU), Ukraine (UA), République fédérale de Yougoslavie (YU)».

b) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe E» est remplacée par le texte suivant:

«Émirats arabes unis (AE), Bahreïn (BH), Algérie (DZ), Égypte ([1]) (EG), Israël (IL), Jordanie (JO), Koweït (KW), Liban (LB), Lybie (LY), Maroc (MA), Maurice (MU), Oman (OM), Qatar (QA), Arabie saoudite ([1]) (SA), Syrie (SY), Tunisie (TN), Turquie ([1]) (TR)».

c) À l'annexe II, la liste figurant sous «Groupe B» est remplacée par le texte suivant:

«Australie, Bulgarie, Belarus, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Ukraine, République fédérale de Yougoslavie»

d) À l'annexe II, la liste figurant sous «Groupe E» est remplacée par le texte suivant:

«Émirats arabes unis, Bahreïn, Algérie, Égypte ([1]), Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Maurice, Oman, Qatar, Arabie saoudite ([1]), Syrie, Tunisie, Turquie ([1])».

37. 31993 D 0196: Décision 93/196/CEE de la Commission du 5 février 1993 relative aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour les importations d'équidés de boucherie (JO L 86 du 6.4.1993, p. 7), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31995 D 0322: Décision 95/322/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 9),

— 31996 D 0081: Décision 96/81/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 19 du 25.1.1996, p. 53),

— 31996 D 0082: Décision 96/82/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 19 du 25.1.1996, p. 56),

— 31996 D 0279: Décision 96/279/CE de la Commission du 26.2.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 1),

— 31997 D 0036: Décision 97/36/CE de la Commission du 18.12.1996 (JO L 14 du 17.1.1997, p. 57),

— 32001 D 0117: Décision 2001/117/CE de la Commission du 26.1.2001 (JO L 43 du 14.2.2001, p. 38),

— 32001 D 0611: Décision 2001/611/CE de la Commission du 20.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 49).

a) À l'annexe II (III), la liste figurant sous «Groupe B» à la note de bas de page 3 est remplacée par le texte suivant:

«Australie, Belarus, Bulgarie, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Russie ([1]), Ukraine, République fédérale de Yougoslavie,»

b) À l'annexe II (III), la liste figurant sous «Groupe E» à la note de bas de page 3 est remplacée par le texte suivant:

«Algérie, Israël, Maurice, Maroc, Tunisie.»

38. 31993 D 0197: Décision 93/197/CEE de la Commission du 5 février 1993 relative aux conditions sanitaires et à la certification sanitaire requises pour les importations d'équidés enregistrés ainsi que d'équidés d'élevage et de rente (JO L 86 du 6.4.1993, p. 16), modifiée par:

— 31993 D 0344: Décision 93/344/CEE de la Commission du 17.5.1993 (JO L 138 du 9.6.1993, p. 11),

— 31993 D 0510: Décision 93/510/CEE de la Commission du 21.9.1993 (JO L 238 du 23.9.1993, p. 45),

— 31993 D 0682: Décision 93/682/CE de la Commission du 17.12.1993 (JO L 317 du 18.12.1993, p. 82),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31994 D 0561: Décision 94/561/CE de la Commission du 27.7.1994 (JO L 214 du 19.8.1994, p. 17),

— 31995 D 0322: Décision 95/322/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 9),

— 31995 D 0323: Décision 95/323/CE de la Commission du 25.7.1995 (JO L 190 du 11.8.1995, p. 11),

— 31995 D 0536: Décision 95/536/CE de la Commission du 6.12.1995 (JO L 304 du 16.12.1995, p. 49),

— 31996 D 0081: Décision 96/81/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 19 du 25.1.1996, p. 53),

— 31996 D 0082: Décision 96/82/CE de la Commission du 12.1.1996 (JO L 19 du 25.1.1996, p. 56),

— 31996 D 0279: Décision 96/279/CE de la Commission du 26.2.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 1),

— 31997 D 0010: Décision 97/10/CE de la Commission du 12.12.1996 (JO L 3 du 7.1.1997, p. 9),

— 31997 D 0036: Décision 97/36/CE de la Commission du 18.12.1996 (JO L 14 du 17.1.1997, p. 57),

— 31997 D 0160: Décision 97/160/CE de la Commission du 14.2.1997 (JO L 62 du 4.3.1997, p. 39),

— 31998 D 0360: Décision 98/360/CE de la Commission du 15.5.1998 (JO L 163 du 6.6.1998, p. 44),

— 31998 D 0594: Décision 98/594/CE de la Commission du 6.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 53),

— 31999 D 0228: Décision 1999/228/CE de la Commission du 5.3.1999 (JO L 83 du 27.3.1999, p. 77),

— 31999 D 0236: Décision 1999/236/CE de la Commission du 17.3.1999 (JO L 87 du 31.3.1999, p. 13),

— 31999 D 0252: Décision 1999/252/CE de la Commission du 26.3.1999 (JO L 96 du 10.4.1999, p. 31),

— 31999 D 0613: Décision 1999/613/CE de la Commission du 10.9.1999 (JO L 243 du 15.9.1999, p. 12),

— 32000 D 0209: Décision 2000/209/CE de la Commission du 24.2.2000 (JO L 64 du 11.3.2000, p. 22),

— 32001 D 0117: Décision 2001/117/CE de la Commission du 26.1.2001 (JO L 43 du 14.2.2001, p. 38),

— 32001 D 0611: Décision 2001/611/CE de la Commission du 20.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 49),

— 32001 D 0619: Décision 2001/619/CE de la Commission du 25.7.2001 (JO L 215 du 9.8.2001, p. 55),

— 32001 D 0754: Décision 2001/754/CE de la Commission du 23.10.2001 (JO L 282 du 26.10.2001, p. 81),

— 32001 D 0766: Décision 2001/766/CE de la Commission du 25.10.2001 (JO L 288 du 1.11.2001, p. 50),

— 32001 D 0828: Décision 2001/828/CE de la Commission du 23.11.2001 (JO L 308 du 27.11.2001, p. 41),

— 32002 D 0635: Décision 2002/635/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 206 du 3.8.2002, p. 20).

— 32002 D 0841: Décision 2002/841/CE de la Commission du 24.10.2002 (JO L 287, 25.10.2002, p. 42).

a) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe B» est remplacée par le texte suivant:

«Australie (AU), Bulgarie (BG), Belarus (BY), Croatie (HR), Kirgizstan (1) (2) (KG), ancienne République yougoslave de Macédoine (3) (MK), Nouvelle-Zélande (NZ), Roumanie (RO), Russie (1) (RU), Ukraine (UA), République fédérale de Yougoslavie (YU)»

b) À l'annexe I, la liste figurant sous «Groupe E» est remplacée par le texte suivant:

«Émirats arabes unis (2) (AE), Barheïn (2) (BH), Algérie (DZ), Égypte (1) (EG), Israël (IL), Jordanie (2) (JO), Koweït (2) (KW), Liban (2) (LB), Lybie (2) (LY), Maroc (MA), Maurice (MU), Oman (2) (OM), Qatar (2) (QA), Arabie saoudite (1) (2) (SA), Syrie (2) (SY), Tunisie (TN), Turquie (1) (2) (TR)».

c) À l'annexe II, partie B, le titre est remplacé par le texte suivant:

«CERTIFICAT SANITAIRE

pour les importations sur le territoire de la Communauté de chevaux enregistrés en provenance du Kirghizstan (1), ainsi que d'équidés enregistrés et d'équidés d'élevage et de rente en provenance d'Australie, de Bulgarie, du Belarus, de Croatie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de Nouvelle-Zélande, de Roumanie, de Russie (1), d'Ukraine et de la République fédérale de Yougoslavie»

d) À l'annexe II, partie B, la note 5 est remplacée par le texte suivant:

«(5) Pour les pays couverts par ce certificat, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, les tests de laboratoire doivent être effectués dans un laboratoire agréé par l'État membre de destination. Les résultats des tests, certifiés par le laboratoire, doivent être joints au certificat sanitaire accompagnant l'animal.»

e) À l'annexe II, partie E, le titre est remplacé par le texte suivant:

«CERTIFICAT SANITAIRE

pour les importations sur le territoire de la Communauté de chevaux enregistrés en provenance des Émirats arabes unis, de Bahreïn, d'Algérie, d'Égypte (1), de Jordanie, du Koweït, du Liban, de Libye, d'Oman, du Qatar, d'Arabie saoudite (1), de Syrie, de Turquie (1), ainsi que d'équidés enregistrés et d'équidés d'élevage et de rente en provenance d'Algérie, d'Israël, du Maroc, de Maurice et de Tunisie»

39. 31993 D 0383: Décision 93/383/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux laboratoires de référence pour le contrôle des biotoxines marines (JO L 166 du 8.7.1993, p. 31), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31999 D 0312: Décision 1999/312/CE du Conseil du 29.4.1999 (JO L 120 du 8.5.1999, p. 37).

À l'annexe, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Luxembourg, d'une part, et au Danemark, d'autre part.

«République tchèque:

— Státní veterinární ústav Jihlava
Rantířovská 93
586 05 Jihlava»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:

— Veterinaar- ja Toidulaboratoorium,
Kreutzwaldi 30
51006 Tartu»

entre les mentions relatives à l'Italie et aux Pays-Bas:

«Chypre:

— Ινστιτούτο Υγιεινής Τροφίμων,
Κέντρο Κτηνιατρικών Ιδρυμάτων
80, Οδός 26ης Οκτωβρίου
GR-54627, Θεσσαλονίκη

(Institute of Food Hygiene
Center of Veterinary Institutes
80, 26th October Street
GR-54627 Thessaloniki)

Lettonie:

— Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie:

— Klaipėdos apskrities valstybinės maisto ir veterinarijos tarnybos laboratorija
Kretingos g. 62
LT-5809 Klaipėda

Hongrie:

— Országos Élelmiszervizsgáló Intézet (OÉVI)
Pf. 1740.
Mester u. 81.
H-1465-Budapest

Malte:

— Istituto Zooprofilattico Sperimentale delle Venezie
Basaldella di Campoformido (UD)
Italy»

entre les mentions relatives aux Pays-Bas et au Portugal:

«Pologne:

— Laboratorium Zakładu Higieny Żywności Pochodzenia Zwierzęcego Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
Al. Partyzantów 57
PL-24-100 Puławy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie:

— Nacionalni veterinarski inštitut
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana

Slovaquie:

— Štátny veterinárny a potravinový ústav,
Janoškova 1611/58,
SK-026 01 Dolný Kubín»

40. 31993 D 0546: Décision 93/546/CEE de la Commission du 12 octobre 1993 relative à la liste des établissements de la République tchèque agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 266 du 27.10.1993, p. 31).

La décision 93/546/CEE est abrogée.

41. 31993 D 0547: Décision 93/547/CEE de la Commission du 12 octobre 1993 relative à la liste des établissements de la République slovaque agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 266 du 27.10.1993, p. 33).

La décision 93/547/CEE est abrogée.

42. 31993 D 0693: Décision 93/693/CEE de la Commission du 14 décembre 1993 établissant une liste de centres de collecte de sperme agréés pour l'exportation de sperme d'animaux domestiques de l'espèce bovine vers la Communauté en provenance de pays tiers et abrogeant les décisions 91/642/CEE, 91/643/CEE et 92/255/CEE (JO L 320 du 22.12.1993, p. 35), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0214: Décision 94/214/CE de la Commission du 13.4.1994 (JO L 106 du 27.4.1994, p. 34),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31994 D 0609: Décision 94/609/CE de la Commission du 8.9.1994 (JO C 241 du 16.9.1994, p. 23),

— 31994 D 0861: Décision 94/861/CE de la Commission du 20.12.1994 (JO L 352 du 31.12.1994, p. 71),

— 31995 D 0480: Décision 95/480/CE de la Commission du 7.11.1995 (JO L 275 du 18.11.1995, p. 24),

— 31996 D 0130: Décision 96/130/CE de la Commission du 24.1.1996 (JO L 30 du 8.2.1996, p. 50),

— 31996 D 0570: Décision 96/570/CE de la Commission du 24.9.1996 (JO L 250 du 2.10.1996, p. 17),

— 31997 D 0001: Décision 97/1/CE de la Commission du 4.12.1996 (JO L 1 du 3.1.1997, p. 3),

— 31997 D 0103: Décision 97/103/CE de la Commission du 22.1.1997 (JO L 36 du 6.2.1997, p. 29),

— 31997 D 0229: Décision 97/229/CE de la Commission du 3.3.1997 (JO L 91 du 5.4.1997, p. 39),

— 31999 D 0131: Décision 1999/131/CE de la Commission du 29.1.1999 (JO L 43 du 17.2.1999, p. 11),

— 31999 D 0682: Décision 1999/682/CE de la Commission du 7.10.1999 (JO L 270 du 20.10.1999, p. 27),

— 32000 D 0031: Décision 2000/31/CE de la Commission du 16.12.1999 (JO L 11 du 15.1.2000, p. 48),

— 32000 D 0343: Décision 2000/343/CE de la Commission du 2.5.2000 (JO L 119 du 20.5.2000, p. 36),

— 32000 D 0564: Décision 2000/564/CE de la Commission du 7.9.2000 (JO L 236 du 20.9.2000, p. 33),

— 32001 D 0104: Décision 2001/104/CE de la Commission du 25.1.2001 (JO L 38 du 8.2.2001, p. 45),

— 32001 D 0639: Décision 2001/639/CE de la Commission du 2.8.2001 (JO L 223 du 18.8.2001, p. 26),

— 32001 D 0726: Décision 2001/726/CE de la Commission du 9.10.2001 (JO L 273 du 16.10.2001, p. 21),

— 32002 D 0036: Décision 2002/36/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 15 du 17.1.2002, p. 32),

— 32002 D 0645: Décision 2002/645/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 211 du 7.8.2002, p. 21).

a) À l'annexe, le titre est remplacé par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA»

b) À l'annexe, les point (1) à (6) figurant sous le titre sont remplacés par le texte suivant:

«(1) Versión — Verze — Udgave — Fassung vom — Versioon — Έκδοση — Version — Version — Versione — Versija — Versija — Változat — Verżjoni — Versie — Wersja — Versão — Verzia — Verzija — Tilanne — Version

(2) Código ISO — Kód ISO — ISO-Kode — ISO-Code — ISO kood — Κωδικός ISO — ISO code — Code ISO — Codice ISO — ISO standarts — ISO kodas — ISO-kód — Kodiċi ISO — ISO-code — Kod ISO — Código ISO — Kód ISO — ISO-koda — ISO-koodi — ISO-kod

(3) País tercero — Třetí země — Tredjeland — Drittland — Kolmas riik — Τρίτη χώρα — Non-member country — Pays tiers — Paese terzo — Trešā valsts — Trečioji šalis — Harmadik ország — Pajjiż terz — Derde land — Państwo trzecie — País terceiro — Tretia krajina — Tretja država — Kolmas maa — Tredje land

(4) Número de autorización — Číslo schválení — Godkendelsesnummer — Registriernummer — Tunnustusnumber — Αριθμός έγκρισης — Approval Number — Numéro d'agrément — Numero di riconoscimento — Atzīšanas numurs — Patvirtinimo numeris — A működési engedély száma — Numru ta' approvazzjoni — Registratienummer — Numer zatwierdzenia — Número de aprovação — Veterinárne registračné číslo — Veterinarska številka odobritve osemenjevalnega središča — Hyväksyntänumero — Godkännandenummer

(5) Nombre y dirección del centro autorizado — Název a adresa schválené stanice — Den godkendte tyrestations navn og adresse — Name und Anschrift der zugelassenen Besamungsstation — Tunnustatud seemendusjaama nimi ja aadress — Όνομα και διεύθυνση του εγκεκριμένου κέντρου — Name and address of approved centre — Nom et adresse du centre agréé — Nome e indirizzo del centro riconosciuto — Atzīta centra nosaukums un adrese — Patvirtinto centro pavadinimas ir adresas — Az engedélyezett állomás neve és címe — Isem u indirizz taċ-ċentru approvat — Naam en adres van het erkende centrum — Nazwa i adres zatwierdzonej stacji produkcji nasienia — Nome e endereço aprovado — Meno a adresa schválenej stanice — Ime in naslov odobrenega osemenjevalnega središča — Hyväksytyn aseman nimi ja osoite — Tjurstationens namn och adress

(6) Establecimiento autorizado — Schválené prostory — Godkendte faciliteter — Zugelassene Betriebe — Tunnustatud ehitised — Εγκεκριμένες Εγκαταστάσεις — Approved premises — Locaux agréés — Istituto riconosciuto — Atzītas telpas — Patvirtintos patalpos — Engedélyezett létesítmények — Stabiliment approvat — Erkende inrichting — Zatwierdzone pomieszczenia — Instalações aprovadas — Schválená prevádzkareň — Odobreno osemenjevalno središče — Hyväksytty laitos — Godkänd anläggning»

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

République slovaque.

43. 31994 D 0085: Décision 94/85/CE de la Commission du 16 février 1994 établissant une liste de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes fraîches de volaille (JO L 44 du 17.2.1994, p. 31), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0298: Décision 94/298/CE de la Commission du 5.5.1994 (JO L 131 du 26.5.1994, p. 24),

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31995 D 0058: Décision 95/58/CE de la Commission du 2.3.1995 (JO L 55 du 11.3.1995, p. 41),

— 31995 D 0181: Décision 95/181/CE de la Commission du 17.5.1995 (JO L 119 du 30.5.1995, p. 34),

— 31996 D 0002: Décision 96/2/CE de la Commission du 12.12.1995 (JO L 1 du 3.1.1996, p. 6),

— 32000 D 0609: Décision 2000/609/CE de la Commission du 29.9.2000 (JO L 258 du 12.10.2000, p. 49),

— 32001 D 0299: Décision 2001/299/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 69),

— 32001 D 0733: Décision 2001/733/CE de la Commission du 10.10.2001 (JO L 275 du 18.10.2001, p. 17).

À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

44. 31994 D 0278: Décision 94/278/CE de la Commission du 18 mars 1994 établissant la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation de certains produits visés par la directive 92/118/CEE du Conseil (JO L 120 du 11.5.1994, p. 44), modifiée par:

— 31994 D 0453: Décision 94/453/CE de la Commission du 29.6.1994 (JO L 187 du 22.7.1994, p. 11),

— 31995 D 0134: Décision 95/134/CE de la Commission du 7.4.1995 (JO L 89 du 21.4.1995, p. 44),

— 31995 D 0344: Décision 95/444/CE de la Commission du 18.10.1995 (JO L 258 du 28.10.1995, p. 67),

— 31996 D 0166: Décision 96/166/CE de la Commission du 12.2.1996 (JO L 39 du 17.2.1996, p. 25),

— 31996 D 0285: Décision 96/285/CE de la Commission du 12.4.1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 19),

— 31996 D 0344: Décision 96/344/CE de la Commission du 21.5.1996 (JO L 133 du 4.6.1996, p. 28),

— 31997 D 0752: Décision 97/752/CE de la Commission du 31.10.1997 (JO L 305 du 8.11.1997, p. 69),

— 31998 D 0597: Décision 98/597/CE de la Commission du 15.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 59),

— 32000 D 0611: Décision 2000/611/CE de la Commission du 11.10.2000 (JO L 259 du 13.10.2000, p. 64),

— 32001 D 0158: Décision 2001/158/CE de la Commission du 12.2.2001 (JO L 57 du 27.2.2001, p. 52),

— 32001 D 0700: Décision 2001/700/CE de la Commission du 17.9.2001 (JO L 256 du 25.9.2001, p. 14),

— 32002 D 0337: Décision 2002/337/CE de la Commission du 25.4.2002 (JO L 116 du 3.5.2002, p. 58),

— 32002 D 0574: Décision 2002/574/CEE de la Commission du 10.7.2002 (JO L 181 du 11.7.2002, p. 23).

a) À l'annexe, partie II, point B, la mention relative à l'Estonie est supprimée.

b) À l'annexe, partie VIII, point B, la mention relative à l'Estonie est supprimée.

c) À l'annexe, partie XI, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Hongrie,

Slovaquie.

d) À l'annexe, partie XII, la mention relative à la Hongrie est supprimée.

45. 31994 D 0577: Décision 94/577/CEE de la Commission du 15 juillet 1994 établissant les conditions de police sanitaire et la certification vétérinaire applicables à l'importation de sperme de bovins en provenance de pays tiers (JO L 221 du 26.8.1994, p. 26), modifiée par:

— 31999 D 0495: Décision 1999/495/CE de la Commission du 1.7.1999 (JO L 192 du 24.7.1999, p. 56).

L'annexe A, partie 2, est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE 2

Liste des pays autorisés à utiliser le modèle de certificat sanitaire établi à la partie 1 de l'annexe A

NOUVELLE-ZÉLANDE

ROUMANIE

SUISSE»

46. 31994 D 0984: Décision 94/984/CEE de la Commission du 20 décembre 1994 établissant les conditions de police sanitaire et la certification vétérinaire requises à l'importation de viandes fraîches de volaille en provenance de certains pays tiers (JO L 378 du 31.12.1994, p. 11), modifiée par:

— 31995 D 0302: Décision 95/302/CE de la Commission du 13.7.1995 (JO L 185 du 4.8.1995, p. 50),

— 31996 D 0298: Décision 96/298/CE de la Commission du 23.2.1996 (JO L 114 du 8.5.1996, p. 33),

— 31996 D 0456: Décision 94/456/CE de la Commission du 22.7.1996 (JO L 188 du 27.7.1996, p. 52),

— 31999 D 0549: Décision 1999/549/CE de la Commission du 19.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 36),

— 32000 D 0254: Décision 2000/254/CE de la Commission du 20.3.2000 (JO L 78 du 29.3.2000, p. 33),

— 32000 D 0352: Décision 2000/352/CE de la Commission du 4.5.2000 (JO L 124 du 25.5.2000, p. 64),

— 32001 D 0598: Décision 2001/598/CE de la Commission du 11.7.2001 (JO L 210 du 3.8.2001, p. 37),

— 32001 D 0659: Décision 2001/659/CE de la Commission du 6.8.2001 (JO L 232 du 30.8.2001, p. 19),

— 32002 D 0477: Décision 2002/477/CE de la Commission du 20.6.2002 (JO L 164 du 22.6.2002, p. 39).

À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

47. 31995 L 0070: Directive 95/70/CE du Conseil du 22 décembre 1995 établissant des mesures communautaires minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves (JO L 332 du 30.12.1995, p. 33), modifiée par:

— 32001 D 0293: Décision 2001/293/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 100 du 11.4.2001, p. 30).

À l'annexe C, le texte suivant est ajouté:

«République tchèque:

Ifremer
Boîte postale 133
17390 La Tremblade
France

Estonie:

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium,
Kreutzwaldi 30
51006 Tartu

Chypre:

Ινστιτούτο Λοιμωδών και Παρασιτικών Νοσημάτων,
Κέντρο Κτηνιατρικών Ιδρυμάτων
80, Οδός, 26ης Οκτωβρίου
GR-54627, Θεσσαλονίκη

Institute of Infectious and Parasitological Diseases
Center of Veterinary Institutes,
80, 26th October Street
GR-54627,
Thessaloniki

Lettonie:

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie:

Nacionalinė veterinarijos laboratorija
J. Kairiūkščio g. 10
LT-2021 Vilnius

Hongrie:

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI) Pf. 2.
Tábornok u. 2.
HU-1581 Budapest

Malte:

Istituto Zooprofilattico Sperimentale delle Venezie
Basaldella di Campoformido (UD)
Italy

Pologne:

Laboratorium Zakładu Higieny Środków Żywienia Zwierząt
Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
Al. Partyzantów 57
PL-24-100 Puławy

Slovenie:

Nacionalni veterinarski inštitut
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana

Slovaquie:

Laboratoire de Génétique et Pathologie Ifremer
Ronce-les-bains
F-17390 La Tremblade, France»

48. 31995 D 0233: Décision 95/233/CE de la Commission du 22 juin 1995 établissant des listes de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de volailles vivantes et d'œufs à couver (JO L 156 du 7.7.1995, p. 76), modifiée par:

— 31996 D 0619: Décision 96/619/CE de la Commission du 16.10.1996 (JO L 276 du 29.10.1996, p. 18),

— 32001 D 0732: Décision 2001/732/CE de la Commission du 10.10.2001 (JO L 275 du 18.10.2001, p. 14),

— 32001 D 0751: Décision 2001/751/CE de la Commission du 16.10.2001 (JO L 281 du 25.10.2001, p. 24),

— 32002 D 0183: Décision 2002/183/CE de la Commission du 28.2.2002 (JO L 61 du 2.3.2002, p. 56).

a) À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Hongrie,

Lettonie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

b) À l'annexe II, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Hongrie,

Lettonie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

49. 31995 D 0340: Décision 95/340/CE de la Commission du 27 juillet 1995 établissant la liste provisoire des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de lait et de produits à base de lait et abrogeant la décision 94/70/CE (JO L 200 du 24.8.1995, p. 38), modifiée par:

— 31996 D 0106: Décision 96/106/CE de la Commission du 29.1.1996 (JO L 24 du 31.1.1996, p. 34),

— 31996 D 0325: Décision 96/325/CE de la Commission du 29.4.1996 (JO L 123 du 23.5.1996, p. 24),

— 31996 D 0571: Décision 96/571/CE de la Commission du 24.9.1996 (JO L 250 du 2.10.1996, p. 19),

— 31996 D 0584: Décision 96/584/CE de la Commission du 25.9.1996 (JO L 255 du 9.10.1996, p. 20),

— 32001 D 0743: Décision 2001/743/CE de la Commission du 19.10.2001 (JO L 278 du 23.10.2001, p. 32).

À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

50. 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en oeuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits et abrogeant les directives 85/358/CEE et 86/469/CEE et les décisions 89/187/CEE et 91/664/CEE (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

À l'article 8, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté après le premier alinéa.

«La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie communiquent à la Commission, pour la première fois le 31 mars 2005 au plus tard, les résultats du plan de recherche des résidus et des substances et de leurs actions de contrôle.»

51. 31996 D 0482: Décision 96/482/CE de la Commission du 12 juillet 1996 établissant les conditions sanitaires et la certification vétérinaire requises à l'importation de volailles et d'œufs à couver, à l'exclusion des ratites et de leurs œufs, en provenance de pays tiers, ainsi que les mesures de police sanitaire à appliquer après une telle importation (JO L 196 du 7.8.1996, p. 13), modifiée par:

— 31999 D 0549: Décision 1999/549/CE de la Commission du 19.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 36),

— 32000 D 0505: Décision 2000/505/CE de la Commission du 25.7.2000 (JO L 201 du 9.8.2000, p. 8),

— 32002 D 0183: Décision 2002/183/CE de la Commission du 28.2.2002 (JO L 61 du 2.3.2002, p. 56),

— 32002 D 0542: Décision 2002/542/CE de la Commission du 4.7.2002 (JO L 176 du 5.7.2002, p. 43).

À l'annexe I, partie I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Chypre,

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

52. 31997 D 0004: Décision 97/4/CE de la Commission du 12 décembre 1996 établissant la liste provisoire des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de lait et de produits à base de lait et abrogeant la décision 94/70/CE (JO L 2 du 4.1.1997, p. 6), modifiée par:

— 31997 D 0574: Décision 97/574/CE de la Commission du 22.7.1997 (JO L 236 du 27.8.1997, p. 20),

— 32001 D 0400: Décision 2001/400/CE de la Commission du 17.5.2001 (JO L 140 du 24.5.2001, p. 70).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: carne fresca de ave / Produkt: čerstvé drůbeží maso / Produkt: fersk fjerkrækød / Erzeugnis: frisches Geflügelfleisch / Toode: värske linnuliha / Προϊόν: νωπὸ κρέας πουλερικών / Product: fresh poultry meat / Produit: viandes fraîches de volaille / Prodotto: carne fresca di pollame / Produkts: svaiga putnu gaļa / Produktas: šviežia paukštiena / Termék: friss baromfihús / Prodott: Laħam frisk tat-tiġieġ / Produkt: vers vlees van gevogelte / Produkt: świeże mięso drobiowe / Produto: carne fresca de aves / Produkt: Čerstvé hydinové mäso / Proizvod: sveže meso perutnine / Tuote: tuore sipikarjanliha / Varuslag: färskt fjäderfäkött

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Régions / Regione / Reģions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Actividad / Činnost / Aktivitet / Tätigkeit / Tegevusvaldkond / Είδος εγκατάστασης / Activity / Activité / Attività / Darbība / Veikla / Tevékenység / Attivita` / Activiteit / Rodzaj działalności / Actividade / Činnosť / Dejavnost / Toimintamuoto / Verksamhet

SH = Matadero / Jatky / Slagteri / Schlachthof / Tapamaja / Σφαγειοτεχνική εγκατάσταση / Slaughterhouse / Abattoir / Macello / Kautuve / Skerdykla / Vágóhíd / Biċċerija / Slachthuis / Rzeźnia / Matadouro / Bitúnok / Klavnica / Teurastamo / Slakteri

CP = Sala de despiece / Bourárna / Opskæringsvirksomheder / Zerlegungsbetrieb / Lihalõikusettevõte / Εργαστήριο Τεμαχισμού / Cutting plant / Découpe / Sala di sezionamento / Gaļas sadalīšanas uzņēmums / Išpjaustymo įmonė / Daraboló üzem / Stabiliment tal-qtiegħ / Uitsnijderij / Zakład rozbioru / Sala de corte / Rozrábkareň / Razsekovalnica / leikkaamo / Styckningsanläggning

CS = Almacén frigorífico / Chladírna (mrazírna) / Frysehus / Kühlhaus / Külmladu / Ψυκτική εγκατάσταση / Cold store / Entreposage / Deposito frigorifero / Saldētava / Šaltieji sandėliai / Hűtőház / Kamra tal-friża / Koelhuis / Chłodnia składowa / Armazém frigorífico / Chladiareň (mraziareň) / Hladilnica / Kylmävarasto / Kyl- och fryshus»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA / Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»

ii) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA / Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN»;

iii) «País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA / Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN»;

iv) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

v) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE / Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČĪLE / Šalis: ČILĖ / Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI` / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

vi) «País: CROACIA / Země: CHORVATSKO / Land: KROATIEN / Land: KROATIEN / Riik: HORVAATIA / Χώρα: ΚΡΟΑΤΙΑ / Country: CROATIA / Pays: CROATIE / Paese: CROAZIA / Valsts: HORVĀTIJA / Šalis: KROATIJA / Ország: HORVÁTORSZÁG / Pajjiż: KROAZJA / Land: KROATIË / Państwo: CHORWACJA / País: CROÁCIA / Krajina: CHORVÁTSKO / Država: HRVAŠKA / Maa: KROATIA / Land: KROATIEN»;

vii) «País: ISRAEL / Země: IZRAEL / Land: ISRAEL / Land: ISRAEL / Riik: IISRAEL / Χώρα: ΙΣΡΑΗΛ / Country: ISRAEL / Pays: ISRAËL / Paese: ISRAELE / Valsts: IZRAĒLA / Šalis: IZRAELIS / Ország: IZRAEL / Pajjiż: IŻRAEL / Land: ISRAËL / Państwo: IZRAEL / País: ISRAEL / Krajina: IZRAEL / Država: IZRAEL / Maa: ISRAEL / Land: ISRAEL»;

viii) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

ix) «País: TAILANDIA / Země: THAJSKO / Land: THAILAND / Land: THAILAND / Riik: TAI / Χώρα: ΤΑΪΛΑΝΔΗ / Country: THAILAND / Pays: THAILANDE / Paese: TAILANDIA / Valsts: TAIZEME / Šalis: TAILANDAS / Ország: THAIFÖLD / Pajjiż: TAJLANDJA / Land: THAILAND / Państwo: TAJLANDIA / País: TAILANDIA / Krajina: THAJSKO / Država: TAJSKA / Maa: THAIMAA / Land: THAILAND»;

x) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

xi) «País: CHINA / Země: ČÍNA / Land: KINA / Land: CHINA / Riik: HIINA / Χώρα: ΚΙΝΑ / Country: CHINA / Pays: CHINE / Paese: CINA / Valsts: ĶĪNA / Šalis: Kinija / Ország: KÍNA / Pajjiż: ĊINA / Land: CHINA / Państwo: CHINY / País: CHINA / Krajina: Čína / Država: KITAJSKA / Maa: KIINA / Land: KINA».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

53. 31997 L 0078: Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté (JO L 24 du 30.1.1998, p. 9).

a) La phrase introductive de l'article 11, paragraphe 1, est remplacée par le texte suivant:

«1. Un État membre n'autorise, au nom de tous les États membres par lesquels les lots transiteront, le transit de lots d'un pays tiers vers un autre pays tiers ou vers le même pays tiers que si:»

b) À l'article 21, le paragraphe suivant est ajouté:

«4. En ce qui concerne la frontière avec la Roumanie et eu égard seulement aux moyens à prévoir un régime spécial avec la Hongrie est appliqué pendant une période de trois ans à partir de la date d'adhésion. Durant cette période transitoire, la Hongrie applique les mesures qui seront déterminées avant la date d'adhésion conformément à la procédure prévue à l'article 29.

Avant la fin de cette période de trois ans, la situation sera réexaminée et les mesures nécessaires seront adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 29.»

c) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

«*ANNEXE I*

TERRITOIRES VISÉS À L'ARTICLE 1er

1. Le territoire du Royaume de Belgique.

2. Le territoire de la République tchèque.

3. Le territoire du Royaume de Danemark à l'exception des îles Féroé et du Groenland.

4. Le territoire de la République fédérale d'Allemagne.

5. Le territoire de la République d'Estonie.

6. Le territoire de la République hellénique.

7. Le territoire du Royaume d'Espagne à l'exception de Ceuta et Melilla.

8. Le territoire de la République française.

9. Le territoire de l'Irlande.

10. Le territoire de la République italienne.

11. Le territoire de la République de Chypre.

12. Le territoire de la République de Lettonie.

13. Le territoire de la République de Lituanie.

14. Le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

15. Le territoire de la République de Hongrie.

16. Le territoire de la République de Malte.

17. Le territoire du Royaume des Pays-Bas en Europe.

18. Le territoire de la République d'Autriche.

19. Le territoire de la République de Pologne.

20. Le territoire de la République portugaise.

21. Le territoire de la République de Slovénie.

22. Le territoire de la République slovaque.

23. Le territoire de la République de Finlande.

24. Le territoire du Royaume de Suède.

25. Le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.».

54. 31997 D 0222: Décision 97/222/CE de la Commission du 28 février 1997 établissant la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation de produits à base de viande (JO L 89 du 4.4.1997, p. 39), modifiée par:

— 31997 D 0737: Décision 97/737/CE de la Commission du 14.10.1997 (JO L 295 du 29.10.1997, p. 39),

— 31998 D 0246: Décision 98/246/CE de la Commission du 19.3.1998 (JO L 98 du 31.3.1998, p. 44),

— 31999 D 0062: Décision 1999/62/CE de la Commission du 21.12.1998 (JO L 20 du 27.1.1999, p. 54),

— 32000 D 0338: Décision 2000/338/CE de la Commission du 13.4.2000 (JO L 117 du 18.5.2000, p. 32),

— 32001 D 0794: Décision 2001/794/CE de la Commission du 9.11.2001 (JO L 297 du 15.11.2001, p. 20),

— 32002 D 0184: Décision 2002/184/CE de la Commission du 27.2.2002 (JO L 61 du 2.3.2002, p. 61),

— 32002 D 0464: Décision 2002/464/CE de la Commission du 13.6.2002 (JO L 161 du 19.6.2002, p. 16).

a) À l'annexe, partie I, les mentions relatives à la République tchèque sont supprimées.

b) À l'annexe, partie II, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

55. 31997 D 0232: Décision 97/232/CE de la Commission du 3 mars 1997 établissant une liste de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes fraîches de volaille (JO L 93 du 8.4.1997, p. 43), modifiée par:

— 31999 D 0541: Décision 1999/541/CE de la Commission du 26.7.1999 (JO L 207 du 6.8.1999, p. 31),

— 32001 D 0600: Décision 2001/600/CE de la Commission du 17.7.2001 (JO L 210 du 3.8.2001, p. 51),

— 32002 D 0003: Décision 2002/3/CE de la Commission du 28.12.2001 (JO L 2 du 4.1.2002, p. 17).

a) À l'annexe, la partie 2 est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE 2

Liste des pays tiers autorisés à utiliser le certificat visé à l'annexe I partie 1b de la décision 93/198/CEE pour les importations d'ovins et de caprins destinés à l'abattage immédiat

Bulgarie (sauf les provinces de Bourgas, Jambol, Hasskovo et Kardjali)

Canada (sauf la zone de la vallée de l'Okanagan en Colombie britannique qui est définie comme la zone comprise dans une ligne tirée à partir d'un point sur la frontière qui sépare le Canada des États-Unis par 120° 15′ de longitude et 49° de latitude dans une direction nord jusqu'à un point situé par 119° 35′ de longitude et 50° 30′ de latitude dans une direction nord-est jusqu'à un point situé par 119° de longitude et 50° 45′ de latitude dans une direction sud qui sépare le Canada des États-Unis par 118° 15′ de longitude et 49° de latitude)

Croatie

Nouvelle-Zélande

Roumanie»

b) À l'annexe, la partie 3 est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE 3

Liste des pays tiers autorisés qui doivent utiliser le certificat visé à l'annexe II, partie 1a, de la décision 93/198/CEE pour les importations d'ovins et de caprins destinés à l'engraissement

Bulgarie (à l'exclusion des provinces de Bourgas, Jambol, Hasskovo et Kardjali)

Canada (sauf la zone de la vallée de l'Okanagan en Colombie britannique qui est définie comme la zone comprise dans une ligne tirée à partir d'un point sur la frontière qui sépare le Canada des États-Unis par 120° 15′ de longitude et 49° de latitude dans une direction nord jusqu'à un point situé par 119° 35′ de longitude et 50° 30′ de latitude dans une direction nord-est jusqu'à un point situé par 119° de longitude et 50° 45′ de latitude dans une direction sud qui sépare le Canada des États-Unis par 118° 15′ de longitude et 49° de latitude)

Chili

Croatie

Groenland

Islande

Nouvelle-Zélande

Roumanie

Suisse»

c) À l'annexe, la partie 4 est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE 4

Liste des pays tiers qui doivent utiliser le certificat visé à l'annexe II, partie 1b, de la décision 93/198/CEE pour les importations d'ovins et de caprins reproducteurs

Bulgarie (à l'exclusion des provinces de Bourgas, Jambol, Hasskovo et Kardjali)

Canada (sauf la zone de la vallée de l'Okanagan en Colombie britannique qui est définie comme la zone comprise dans une ligne tirée à partir d'un point sur la frontière qui sépare le Canada des États-Unis par 120° 15′ de longitude et 49° de latitude dans une direction nord jusqu'à un point situé par 119° 35′ de longitude et 50° 30′ de latitude dans une direction nord-est jusqu'à un point situé par 119° de longitude et 50° 45′ de latitude dans une direction sud qui sépare le Canada des États-Unis par 118° 15′ de longitude et 49° de latitude)

Chili

Croatie

Groenland

Islande

Nouvelle-Zélande

Roumanie

Suisse»

d) À l'annexe, la partie 5 est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE 5

Pays tiers ou parties de pays tiers reconnus comme satisfaisant aux critères du statut officiellement indemne de brucellose

Groenland

Roumanie»

56. 31997 D 0252: Décision 97/252/CE de la Commission du 25 mars 1997 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de lait et de produits à base de lait destinés à la consommation humaine (JO L 101 du 18.4.1997, p. 46), modifiée par:

— 31997 D 0480: Décision 97/480/CE de la Commission du 1.7.1997 (JO L 207 du 1.8.1997, p. 1),

— 31997 D 0598: Décision 97/598/CE de la Commission du 25.7.1997 (JO L 240 du 2.9.1997, p. 8),

— 31997 D 0617: Décision 97/617/CE de la Commission du 29.7.1997 (JO L 250 du 13.9.1997, p. 15),

— 31997 D 0666: Décision 97/666/CE de la Commission du 17.9.1997 (JO L 283 du 15.10.1997, p. 1),

— 31998 D 0071: Décision 98/71/CE de la Commission du 7.1.1998 (JO L 11 du 17.1.1998, p. 39),

— 31998 D 0087: Décision 98/87/CE de la Commission du 15.1.1998 (JO L 17 du 22.1.1998, p. 28),

— 31998 D 0088: Décision 98/88/CE de la Commission du 15.1.1998 (JO L 17 du 22.1.1998, p. 31),

— 31998 D 0089: Décision 98/89/CE de la Commission du 16.1.1998 (JO L 17 du 22.1.1998, p. 33),

— 31998 D 0394: Décision 98/394/CE de la Commission du 29.5.1998 (JO L 176 du 20.6.1998, p. 28),

— 31999 D 0052: Décision 1999/52/CE de la Commission du 8.1.1999 (JO L 17 du 22.1.1999, p. 51),

— 32001 D 0177: Décision 2001/177/CE de la Commission du 15.2.2001 (JO L 68 du 9.3.2001, p. 1),

— 32002 D 0527: Décision 2002/527/CE de la Commission du 27.6.2002 (JO L 170 du 29.6.2002, p. 86).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: leche y productos lácteos / Výrobek: mléko a mléčné výrobky / Produkt: mælk og mejeriprodukter / Erzeugnis: Milch und Milcherzeugnisse / Toode: piim ja piimatooted, piimapõhised tooted / Προϊόν: γάλα και γαλακτοκομικά προϊόντα / Product: milk and milk products / Produit: lait et produits laitiers / Prodotto: latte e prodotti lattiero-caseari / Produkts: piens un piena produkti / Produktas: pienas ir pieno produktai / Termék: tej és tejtermékek / Prodott: Ħalib u prodotti tal-ħalib / Product: melk en zuivelproducten / Produkt: mleko i przetwory mleczne / Produto: leite e produtos lácteos / Produkt: mlieko a mliečne výrobky / Proizvod: mleko in mlečni izdelki / Tuote: maito- ja maitotuotteet / Varuslag: mjölk och mjölkprodukter

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

6 = * Países y establecimientos que cumplen todos los requisitos del apartado 1 del artículo 2 de la Decisión 95/408/CE del Consejo.

* Země a zařízení, které splňují všechny požadavky čl. 2 odst. 1 rozhodnutí Rady 95/408/ES.

* Lande og virksomheder, der opfylder alle betingelserne i artikel 2, stk. 1, i Rådets beslutning 95/408/EF.

* Länder und Betriebe, die alle Anforderungen des Artikels 2 Absatz 1 der Entscheidung 95/408/EG des Rates erfüllen.

* Nõukogu otsuse 95/408/EÜ artikli 2 lõike 1 kõikidele nõuetele vastavad riigid ja ettevõtted.

* Χώρες και εγκαταστάσεις που πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 παράγραφος 1 της απόφασης 95/408/ΕΚ του Συμβουλίου.

* Countries and establishments complying with all requirements of Article 2(1) of Council Decision 95/408/EC.

* Pays et établissements remplissant l'ensemble des dispositions de l'article 2 paragraphe 1 de la décision 95/408/CE du Conseil.

* Paese e stabilimenti che ottemperano a tutte le disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 1 della decisione 95/408/CE del Consiglio.

* Valstis un uzņēmumi, kuri atbilst Padomes Lēmuma 95/408/EK 2. panta 1. punkta prasībām.

* Šalys ir įmonės, atitinkančios visus Tarybos sprendimo 95/408/EB 2 straipsnio 1 dalies reikalavimus.

* Azok az országok és létesítmények, amelyek teljes mértékben megfelelnek a 95/408/EK tanácsi határozat 2. cikkének (1) bekezdésében foglalt követelményeknek.

* Pajjiżi u stabilimenti li jissodisfaw il-kundizzjonijiet ta' l-Artiklu 2(1) tad-Deċiżjoni tal-Kunsill 95/408/KE.

* Landen en inrichtingen die voldoen aan al de voorwaarden van artikel 2, lid 1, van Beschikking 95/408/EG van de Raad.

* Państwa i zakłady spełniające wszystkie wymagania artykułu 2 ust. 1 decyzji Rady 95/408/WE.

* Países e estabelecimentos que respeitam todas as exigências do n.º 1 do artigo 2.º da Decisão 95/408/CE do Conselho.

* Krajiny a prevádzkarne v súlade so všetkými požiadavkami článku 2 (1) rozhodnutia Rady 95/408/ES.

* Države in obrati, ki izpolnjujejo vse zahteve iz člena 2 (1) Odločbe Sveta 95/408/ES.

* Neuvoston päätöksen 95/408/EY 2 artiklan 1 kohdan kaikki vaatimukset täyttävät maat ja laitokset.

* Länder och anläggningar som uppfyller alla krav i artikel 2.1 i rådets beslut 95/408/EG.».

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «AR – País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA / Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

ii) «AU – País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA / Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

iii) «BU – País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA / Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN»;

iv) «CA – País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

v) «CH – País: SUIZA / Země: ŠVÝCARSKO / Land: SCHWEIZ / Land: SCHWEIZ / Riik: ŠVEITS / Χώρα: ΕΛΒΕΤΙΑ / Country: SWITZERLAND / Pays: SUISSE / Paese: SVIZZERA / Valsts: ŠVEICE / Šalis: ŠVEICARIJA / Ország: SVÁJC / Pajjiż: SVIZZERA / Land: ZWITZERLAND / Państwo: SZWAJCARIA / País: SUIÇA / Krajina: ŠVAJČIARSKO / Država: ŠVICA / Maa: SVEITSI / Land: SCHWEIZ»;

vi) «HR – País: CROACIA / Země: CHORVATSKO / Land: KROATIEN / Land: KROATIEN / Riik: HORVAATIA / Χώρα: ΚΡΟΑΤΙΑ / Country: CROATIA / Pays: CROATIE / Paese: CROAZIA / Valsts: HORVĀTIJA / Šalis: KROATIJA / Ország: HORVÁTORSZÁG / Pajjiż: KROAZJA / Land: KROATIË / Państwo: CHORWACJA / País: CROÁCIA / Krajina: CHORVÁTSKO / Država: HRVAŠKA / Maa: KROATIA / Land: KROATIEN»;

vii) «IL – País: ISRAEL / Země: IZRAEL / Land: ISRAEL / Land: ISRAEL / Riik: IISRAEL / Χώρα: ΙΣΡΑΗΛ / Country: ISRAEL / Pays: ISRAËL / Paese: ISRAELE / Valsts: IZRAĒLA / Šalis: IZRAELIS / Ország: IZRAEL / Pajjiż: IŻRAEL / Land: ISRAËL / Państwo: IZRAEL / País: ISRAEL / Krajina: IZRAEL / Država: IZRAEL / Maa: ISRAEL / Land: ISRAEL»;

viii) «NZ – País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUSMEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

ix) «RO – País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÄNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

x) «SG – País: SINGAPUR / Země: SINGAPUR / Land: SINGAPORE / Land: SINGAPUR / Riik: SINGAPUR / Χώρα: ΣΙΓΚΑΠΟΥΡΗ / Country: SINGAPORE / Pays: SINGAPOUR / Paese: SINGAPORE / Valsts: SINGAPŪRA / Šalis: SINGAPŪRAS / Ország: SZINGAPÚR / Pajjiż: SINGAPOR / Land: SINGAPORE / Państwo: SINGAPUR / País: SINGAPURA / Krajina: SINGAPUR / Država: SINGAPUR / Maa: SINGAPORE / Land: SINGAPORE»;

xi) «IS – País: ISLANDIA / Země: ISLAND / Land: ISLAND / Land: ISLAND / Riik: ISLAND / Χώρα: ΙΣΛΑΝΔΙΑ / Country: ICELAND / Pays: ISLANDE / Paese: ISLANDA / Valsts: ISLANDE / Šalis: ISLANDIJA / Ország: IZLAND / Pajjiż: IŻLANDA / Land: IJSLAND / Państwo: ISLANDIA / País: ISLÂNDIA / Krajina: ISLAND / Država: ISLANDIJA / Maa: ISLANTI / Land: ISLAND»;

xii) «TR – País: TURQUÍA / Země: TURECKO / Land: TYRKIET / Land: TÜRKEI / Riik: TÜRGI / Χώρα: ΤΟΥΡΚΙΑ / Country: TURKEY / Pays: TURQUIE / Paese: TURCHIA / Valsts: TURCIJA / Šalis: TURKIJA / Ország: TÖRÖKORSZÁG / Pajjiż: TURKIJA / Land: TURKIJE / Państwo: TURCJA / País: TURQUIA / Krajina: TURECKO / Država: TURČIJA / Maa: TURKKI / Land: TURKIET»;

xiii) «US – País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

xiv) «UY – País: URUGUAY / Země: URUGUAY / Land: URUGUAY / Land: URUGUAY / Riik: URUGUAY / Χώρα: ΟΥΡΟΥΓΟΥΑΗ / Country: URUGUAY / Pays: URUGUAY / Paese: URUGUAY / Valsts: URUGVAJA / Šalis: URUGVAJUS / Ország: URUGUAY / Pajjiż: URUGWAJ / Land: URUGUAY / Państwo: URUGWAJ / País: URUGUAI / Krajina: URUGUAJ / Država: URUGVAJ / Maa: URUGUAY / Land: URUGUAY»;

xv) «ZA – País: SUDÁFRICA / Země: JIŽNÍ AFRIKA / Land: SYDAFRIKA / Land: SÜDAFRIKA / Riik: LÕUNA-AAFRIKA / Χώρα: ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ / Country: SOUTH AFRICA / Pays: AFRIQUE DU SUD / Paese: SUDAFRICA / Valsts: DIENVIDĀFRIKA / Šalis: PIETŲ AFRIKA / Ország: DÉL-AFRIKAI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: L-AFRIKA T'ISFEL / Land: ZUIDAFRIKA / Państwo: REPUBLIKA POŁUDNIOWEJ AFRYKI / País: ÁFRICA DO SUL / Krajina: JUHOAFRICKÁ REPUBLIKA / Država: JUŽNA AFRIKA / Maa: ETELÄ-AFRIKKA / Land: SYDAFRIKA»;

xvi) «MK – País: ANTIGUA REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA / Země: BÝVALÁ JUGOSLÁVSKÁ REPUBLIKA MAKEDÓNIE / Land: DEN TIDLIGERE JUGOSLAVISKE REPUBLIK MAKEDONIEN / Land: DIE EHEMALIGE JUGOSLAWISCHE REPUBLIK MAZEDONIEN / Riik: ENDINE JUGOSLAAVIA MAKEDOONIA VABARIIK / Χώρα: ΠΡΩΗΝ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑΣ / Country: FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA / Pays: ANCIENNE REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE / Paese: EX REPUBBLICA IUGOSLAVA DI MACEDONIA / Valsts: BIJUSĪ DIENVIDSLĀVIJAS MAĶEDONIJAS REPUBLIKA / Šalis: BUVUSIOJI JUGOSLAVIJOS RESPUBLIKA MAKEDONIJA / Ország: MACEDÓNIA, VOLT JUGOSZLÁV KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: DIK LI KIENET IR-REPUBBLIKA JUGOSLAVA TAL-MAĊEDONJA / Land: VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REPUBLIEK MACEDONIË / Państwo: BYŁA JUGOSŁOWIAŃSKA REPUBLIKA MACEDONII / País: ANTIGA REPUBLICA JUGOSLAVA DA MACEDONIA / Krajina: BÝVALÁ JUHOSLOVANSKÁ REPUBLIKA MACEDÓNSKO / Država: NEKDANJA JUGOSLOVANSKA REPUBLIKA MAKEDONIJA / Maa: ENTINEN JUGOSLAVIAN TASAVALTA MAKEDONIA / Land: F.D. JUGOSLAVISKA REPUBLIKEN MAKEDONIEN».

c) À l'annexe, la note accompagnant la mention relative à l'ancienne République yougoslave de Macédoine est remplacée par le texte suivant:

«Nota: Código provisional que no afecta en absoluto a la denominación definitiva del país, que se acordará tras la conclusión de las negociaciones actualmente en curso sobre este tema en las Naciones Unidas. — Poznámka: Prozatímní kód, kterým není žádným způsobem dotčeno konečné označení této země, které bude odsouhlaseno po ukončení jednání probíhajícího o této záležitosti v OSN — Note: Denne foreløbige kode foregriber på ingen måde landets endelige benævnelse, som vilblive fastlagt efter afslutningen af de forhandlinger, der for tiden føres herom inden for rammerne af FN. — Note: Provisorischer Code, der die endgültige Benennung des Landes nicht berührt, die nach Abschluss der laufenden Verhandlungen innerhalb der Vereinten Nationen festgelegt wird. — Märkus: Ajutine kood, mis ei takista mingil viisil võtmast kasutusele maa lõplikku nimetust, mis lepitakse kokku Ühinenud Rahvaste Organisatsioonis antud küsimuses käimasolevate läbirääkimiste tulemusel. — Σημείωση: Αυτός ο κωδικός δεν προδικάζει καθόλου την οριστική ονομασία της χώρας η οποία θα συμφωνηθεί όταν ολοκληρωθούν οι σχετικές διαπραγματεύσεις στο πλαίσιο των Ηνωμένων Εθνών. — Note: Provisional code, which does not prejudge in any way the definitive nomenclature for this country, which will be agreed following the conclusion of negotiations currently taking place on this subject at the United Nations. — Note: Code provisoire qui ne préjuge en rien de la dénomination définitive du pays, qui sera agréée dès conclusion des négociations actuellement en cours à ce sujet dans le cadre des Nations unies. — Nota: Questo codice provvisorio non pregiudica assolutamente la denominazione definitiva del paese che sarà approvata non appena conclusi i negoziati attualmente in corso al riguardo nel quadro delle Nazioni Unite. — Piezīme: Pagaidu kods, kurš nekādā veidā neietekmē galīgo valsts nomenklatūru, kura tiks apstiprināta Apvienoto Nāciju Organizācijas ietvaros pašlaik notiekošo sarunu rezultātā. — Pastaba: Laikinasis kodas, neturėsiantis įtakos pastoviai šios šalies terminologijai, dėl kurios bus susitarta pasibaigus šiuo klausimu vykstančioms deryboms Jungtinėse Tautose. — Megjegyzés: Ideiglenes kód, amely független az említett ország azon végleges elnevezésétől, amelyről az ENSZ-ben folytatott jelenlegi tárgyalások lezárását követően születik döntés. — Nota: Dan il-kodiċi proviżorju ma jippreġudika bl-ebda mod in-nomenklatura definittiva tal-pajjiż, li se jkun miftiehem wara l-konklużjoni tan-negozjati li qed isiru fuq dan is-suġġett fi ħdan il-Ġnus Magħquda. — Noot: Voorlopige code die geen invloed op de definitieve naam van het land heeft, die aan het einde van de lopende onderhandelingen in het kader van de Verenigde Naties zal worden vastgesteld. — Uwaga: Tymczasowy kod, który w ostateczny sposób nie o nazewnictwie dla tego kraju, zostanie uzgodniony w następstwie aktualnie trwających negocjacji w tym zakresie na forum ONZ. — Nota: Código provisório que não interfere em nada com a denominação definitiva do país, que será aprovada após conclusão das negociações actualmente em curso sobre este assunto no quadro das Nações Unidas. — Poznámka: dočasný kód, ktorým nie je žiadnym spôsobom dotknuté označenie tejto krajiny, ktoré bude odsúhlasené po ukončení rokovaní o tejto záležitosti prebiehajúcich v súčasnosti v OSN. — Opomba: Začasna koda, ki nikakor dokončno ne določa nomenklature za to državo in bo dogovorjena po zaključku pogajanj, ki trenutno potekajo na to temo v Združenih narodih. — Huomautus: Tämä väliaikainen koodi ei estä ottamasta käyttöön maan lopullista nimeä, joka hyväksytään, kun Yhdistyneissä Kansakunnissa asiasta käytävät neuvottelut saadaan päätökseen. — Anmärkning: Koden föregriper inte den definitiva beteckningen av detta land, vilken kommer att bestämmas under de förhandlingar som för närvarande pågår i Förenta nationerna.»

d) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

57. 31997 D 0296: Décision 97/296/CE de la Commission du 22 avril 1997 établissant la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine (JO L 122 du 14.5.1997, p. 21), modifiée par:

— 31997 D 0429: Décision 97/429/CE de la Commission du 30.6.1997 (JO L 184 du 12.7.1997, p. 53),

— 31997 D 0564: Décision 97/564/CE de la Commission du 28.7.1997 (JO L 232 du 23.8.1997, p. 13),

— 31997 D 0758: Décision 97/758/CE de la Commission du 6.11.1997 (JO L 307 du 12.11.1997, p. 38),

— 31997 D 0877: Décision 97/877/CE de la Commission du 23.12.1997 (JO L 356 du 31.12.1997, p. 62),

— 31998 D 0148: Décision 98/148/CE de la Commission du 13.2.1998 (JO L 46 du 17.2.1998, p. 18),

— 31998 D 0419: Décision 98/419/CE de la Commission du 30.6.1998 (JO L 190 du 4.7.1998, p. 55),

— 31998 D 0573: Décision 98/573/CE de la Commission du 12.10.1998 (JO L 277 du 14.10.1998, p. 49),

— 31998 D 0711: Décision 98/711/CE de la Commission du 24.11.1998 (JO L 337 du 12.12.1998, p. 58),

— 31999 D 0136: Décision 1999/136/CE de la Commission du 28.1.1999 (JO L 44 du 18.2.1999, p. 61),

— 31999 D 0244: Décision 1999/244/CE de la Commission du 26.3.1999 (JO L 91 du 7.4.1999, p. 37),

— 31999 D 0277: Décision 1999/277/CE de la Commission du 23.4.1999 (JO L 108 du 27.4.1999, p. 57),

— 31999 D 0488: Décision 1999/488/CE de la Commission du 5.7.1999 (JO L 190 du 23.7.1999, p. 39),

— 31999 D 0532: Décision 1999/532/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 203 du 3.8.1999, p. 78),

— 31999 D 0814: Décision 1999/814/CE de la Commission du 16.11.1999 (JO L 315 du 9.12.1999, p. 44),

— 32000 D 0088: Décision 2000/88/CE de la Commission du 21.12.1999 (JO L 26 du 2.2.2000, p. 47),

— 32000 D 0170: Décision 2000/170/CE de la Commission du 14.2.2000 (JO L 55 du 29.2.2000, p. 68),

— 32000 D 0674: Décision 2000/674/CE de la Commission du 20.10.2000 (JO L 280 du 4.11.2000, p. 59),

— 32001 D 0066: Décision 2001/66/CE de la Commission du 23.1.2001 (JO L 22 du 24.1.2001, p. 39),

— 32001 D 0111: Décision 2001/111/CE de la Commission du 12.2.2001 (JO L 42 du 13.2.2001, p. 6),

— 32001 D 0635: Décision 2001/635/CE de la Commission du 16.8.2001 (JO L 221 du 17.8.2001, p. 56),

— 32002 D 0028: Décision 2002/28/CE de la Commission du 11.1.2002 (JO L 11 du 15.1.2002, p. 44),

— 32002 D 0473: Décision 2002/473/CE de la Commission du 20.6.2002 (JO L 163 du 21.6.2002, p. 29).

— 32002 D 0863: Décision 2002/863/CE de la Commission du 29.10.2002 (JO L 301 du 5.11.2002, p. 53).

a) À l'annexe, les mentions relatives aux pays ci-après sont supprimées de la liste figurant sous «I. Pays tiers faisant l'objet d'une décision spécifique sur la base de la directive 91/493/CE du Conseil».

République tchèque,

Estonie,

Lettonie,

Lituanie,

Pologne,

Slovénie.

b) À l'annexe, les mentions relatives aux pays ci-après sont supprimées de la liste figurant sous «II. Pays tiers répondant aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la décision 95/408/CE du Conseil».

Chypre,

Hongrie,

Malte.

58. 31997 D 0299: Décision 97/299/CE de la Commission du 24 avril 1997 établissant les listes d'établissements de la République tchèque en provenance desquels les États membres autorisent les importations de certains produits d'origine animale (JO L 124 du 16.5.1997, p. 50), modifiée par:

— 31998 D 0071: Décision 98/71/CE de la Commission du 7.1.1998 (JO L 11 du 17.1.1998, p. 39).

La décision 97/299/CE est abrogée.

59. 31997 D 0365: Décision 97/365/CE de la Commission du 26 mars 1997 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de produits à base de viande des espèces bovine, porcine, des équidés, des ovins et des caprins (JO L 154 du 12.6.1997, p. 41), modifiée par:

— 31997 D 0569: Décision 97/569/CE de la Commission du 16.7.1997 (JO L 234 du 26.8.1997, p. 16),

— 31998 D 0662: Décision 98/662/CE de la Commission du 16.11.1998 (JO L 314 du 24.11.1998, p. 19),

— 31999 D 0344: Décision 1999/344/CE de la Commission du 25.5.1999 (JO L 131 du 27.5.1999, p. 72),

— 32000 D 0078: Décision 2000/78/CE de la Commission du 17.12.1999 (JO L 30 du 4.2.2000, p. 37),

— 32000 D 0429: Décision 2000/429/CE de la Commission du 6.7.2000 (JO L 170 du 11.7.2000, p. 12),

— 32001 D 0826: Décision 2001/826/CE de la Commission du 23.11.2001 (JO L 308 du 27.11.2001, p. 37).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: productos cárnicos / Výrobky: masné výrobky / Produkt: kødprodukter / Erzeugnis: Fleischerzeugnisse / Toode: lihatooted / Προϊόν: Προϊόντα με βάση το κρέας / Product: meat products / Produit: à base de viandes / Prodotto: prodotti a base di carne / Produkts: gaļas produkti / Produktas: mėsos produktai / Termék: húskészítmények / Prodott: Prodotti tal-laħam / Product: vleesproducten / Produkt: przetwory mięsne / Produto: produtos à base de carne / Produkt: mäsové výrobky / Proizvod: mesni izdelki / Tuote: lihatuotteet / Varuslag: köttvaror

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

6 = * Países y establecimientos que cumplen todos los requisitos del apartado 1 del artículo 2 de la Decisión 95/408/CE del Consejo.

* Země a zařízení, které splňují všechny požadavky čl. 2 odst. 1 rozhodnutí Rady 95/408/ES.

* Lande og virksomheder, der opfylder alle betingelserne i artikel 2, stk. 1, i Rådets beslutning 95/408/EF.

* Länder und Betriebe, die alle Anforderungen des Artikels 2 Absatz 1 der Entscheidung 95/408/EG des Rates erfüllen.

* Nõukogu otsuse 95/408/EÜ artikli 2 lõike 1 kõikidele nõuetele vastavad riigid ja ettevõtted.

* Χώρες και εγκαταστάσεις που πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 παράγραφος 1 της απόφασης 95/408/ΕΚ του Συμβουλίου.

* Countries and establishments complying with all requirements of Article 2(1) of Council Decision 95/408/EC.

* Pays et établissements remplissant l'ensemble des dispositions de l'article 2 paragraphe 1 de la décision 95/408/CE du Conseil.

* Paese e stabilimenti che ottemperano a tutte le disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 1 della decisione 95/408/CE del Consiglio.

* Valstis un uzņēmumi, kuri atbilst Padomes Lēmuma 95/408/EK 2. panta 1. punkta prasībām.

* Šalys ir įmonės, atitinkančios visus Tarybos sprendimo 95/408/EB 2 straipsnio 1 dalies reikalavimus.

* Azok az országok és létesítmények, amelyek teljes mértékben megfelelnek a 95/408/EK tanácsi határozat 2. cikkének (1) bekezdésében foglalt követelményeknek.

* Pajjiżi u stabilimenti li jissodisfaw il-kundizzjonijiet ta' l-Artiklu 2(1) tad-Deċiżjoni tal-Kunsill 95/408/KE.

* Landen en inrichtingen die voldoen aan al de voorwaarden van artikel 2, lid 1, van Beschikking 95/408/EG van de Raad.

* Państwa i zakłady spełniające wszystkie wymagania artykułu 2 ust. 1 decyzji Rady 95/408/WE.

* Países e estabelecimentos que respeitam todas as exigências do n.º 1 do artigo 2.º da Decisão 95/408/CE do Conselho.

* Krajiny a prevádzkarne v súlade so všetkými požiadavkami článku 2 (1) rozhodnutia Rady 95/408/ES.

* Države in obrati, ki izpolnjujejo vse zahteve iz člena 2 (1) Odločbe Sveta 95/408/ES.

* Neuvoston päätöksen 95/408/EY 2 artiklan 1 kohdan kaikki vaatimukset täyttävät maat ja laitokset.

* Länder och anläggningar som uppfyller alla krav i artikel 2.1 i rådets beslut 95/408/EG.

7 = Les produits de cet établissement doivent être préparés à partir de viande fraîche produite conformément à la directive 64/433/CEE (*) dans des abattoirs agréés par l'Union européenne ou satisfaisant aux exigences de l'article 21 bis de la directive 72/462/CEE (**).»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA / Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

ii) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

iii) «País: SUIZA / Země: ŠVÝCARSKO / Land: SCHWEIZ / Land: SCHWEIZ / Riik: ŠVEITS / Χώρα: ΕΛΒΕΤΙΑ / Country: SWITZERLAND / Pays: SUISSE / Paese: SVIZZERA / Valsts: ŠVEICE / Šalis: ŠVEICARIJA / Ország: SVÁJC / Pajjiż: SVIZZERA / Land: ZWITZERLAND / Państwo: SZWAJCARIA / País: SUIÇA / Krajina: ŠVAJČIARSKO / Država: ŠVICA / Maa: SVEITSI / Land: SCHWEIZ»;

iv) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

v) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

vi) «País: SINGAPUR / Země: SINGAPUR / Land: SINGAPORE / Land: SINGAPUR / Riik: SINGAPUR / Χώρα: ΣΙΓΚΑΠΟΥΡΗ / Country: SINGAPORE / Pays: SINGAPOUR / Paese: SINGAPORE / Valsts: SINGAPŪRA / Šalis: SINGAPŪRAS / Ország: SZINGAPÚR / Pajjiż: SINGAPOR / Land: SINGAPORE / Państwo: SINGAPUR / País: SINGAPURA / Krajina: SINGAPUR / Država: SINGAPUR / Maa: SINGAPORE / Land: SINGAPORE»;

vii) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

viii) «País: SUDÁFRICA / Země: JIŽNÍ AFRIKA / Land: SYDAFRIKA / Land: SÜDAFRIKA / Riik: LÕUNA-AAFRIKA / Χώρα: ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ / Country: SOUTH AFRICA / Pays: AFRIQUE DU SUD / Paese: SUDAFRICA / Valsts: DIENVIDĀFRIKA / Šalis: PIETŲ AFRIKA / Ország: DÉL-AFRIKAI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: L-AFRIKA T'ISFEL / Land: ZUID-AFRIKA / Państwo: REPUBLIKA POŁUDNIOWEJ AFRYKI / País: ÁFRICA DO SUL / Krajina: JUHOAFRICKÁ REPUBLIKA / Država: JUŽNA AFRIKA / Maa: ETELÄ-AFRIKKA / Land: SYDAFRIKA»;

ix) «País: MAURICIO / Země: MAURICIUS / Land: MAURITIUS / Land: MAURITIUS / Riik: MAURITIUS / Χώρα: ΜΑΥΡΙΚΙΟΣ / Country: MAURITIUS / Pays: MAURICE / Paese: MAURIZIO / Valsts: MAURĪCIJA / Šalis: MAURICIJUS / Ország: MAURITIUS / Pajjiż: MAURITIUS / Land: MAURITIUS / Państwo: MAURITIUS / País: MAURÍCIA / Krajina: MAURÍCIUS / Država: MAURITIUS / Maa: MAURITIUS / Land: MAURITIUS»;

x) «País: MÉXICO / Země: MEXIKO / Land: MEXICO / Land: MEXIKO / Riik: MEHHIKO / Χώρα: ΜΕΞΙΚΟ / Country: MEXICO / Pays: MEXIQUE / Paese: MESSICO / Valsts: MEKSIKA / Šalis: MEKSIKA / Ország: MEXIKÓ / Pajjiż: MESSIKU / Land: MEXICO / Państwo: MEKSYK / País: MÉXICO / Krajina: MEXIKO / Država: MEHIKA / Maa: MEKSIKO / Land: MEXIKO».

xi) «País: TÚNEZ / Země: TUNISKO / Land: TUNESIEN / Land: TUNESIEN / Riik: TUNEESIA / Χώρα: ΤΥΝΗΣΙΑ / Country: TUNISIA / Pays: TUNISIE / Paese: TUNISIA / Valsts: TUNISIJA / Šalis: TUNISAS / Ország: TUNÉZIA / Pajjiż: TUNEŻIJA / Land: TUNESIË / Państwo: TUNEZJA / País: TUNÍSIA / Krajina: TUNISKO / Država: TUNIZIJA / Maa: TUNISIA / Land: TUNISIEN»;

xii) «País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA / Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

60. 31997 D 0467: Décision 97/467/CE de la Commission du 7 juillet 1997 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes de lapin et de gibier d'élevage (JO L 199 du 26.7.1997, p. 57), modifiée par:

— 31997 D 0869: Décision 97/869/CE de la Commission du 11.12.1997 (JO L 353 du 4.12.1997, p. 43),

— 31997 D 0871: Décision 97/871/CE de la Commission du 16.12.1997 (JO L 353 du 24.12.1997, p. 47),

— 31998 D 0103: Décision 98/103/CE de la Commission du 26.1.1998 (JO L 25 du 31.1.1998, p. 96),

— 31998 D 0219: Décision 98/219/CE de la Commission du 4.3.1998 (JO L 82 du 19.3.1998, p. 44),

— 31998 D 0556: Décision 98/556/CE de la Commission du 30.9.1998 (JO L 266 du 1.10.1998, p. 86),

— 31999 D 0697: Décision 1999/697/CE de la Commission du 13.10.1999 (JO L 275 du 26.10.1999, p. 33),

— 31999 D 0757: Décision 1999/757/CE de la Commission du 5.11.1999 (JO L 300 du 23.11.1999, p. 25),

— 32000 D 0212: Décision 2000/212/CE de la Commission du 3.3.2000 (JO L 65 du 14.3.2000, p. 33),

— 32000 D 0329: Décision 2000/329/CE de la Commission du 18.4.2000 (JO L 114 du 13.5.2000, p. 35),

— 32000 D 0496: Décision 2000/496/CE de la Commission du 18.7.2000 (JO L 200 du 8.8.2000, p. 39),

— 32000 D 0691: Décision 2000/691/CE de la Commission du 25.10.2000 (JO L 286 du 11.11.2000, p. 37),

— 32001 D 0396: Décision 2001/396/CE de la Commission du 4.5.2001 (JO L 139 du 23.5.2001, p. 16),

— 32002 D 0614: Décision 2002/614/CE de la Commission du 22.7.2002 (JO L 196 du 25.7.2002, p. 58).

— 32002 D 0797: Décision 2002/797/CE de la Commission du 14.10.2002 (JO L 277 du 15.10.2002, p. 23).

a) À l'annexe I, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO I — PŘÍLOHA I — BILAG I — ANHANG I — I LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — I PIELIKUMS — I PRIEDAS — I. MELLÉKLET — ANNESS I — BILAGE I — ZAŁĄCZNIK I — ANEXO I — PRÍLOHA I — PRILOGA I — LITTE I — BILAGA I

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS AUTORIZADOS PARA EXPORTAR CARNE DE CONEJO Y CARNE DE CAZA DE CRÍA (EXCLUIDA LA DE ESTRUCIONIFORMES) / SEZNAM ZAŘÍZENÍ SCHVÁLENÝCH K DOVOZU KRÁLIČÍHO MASA A MASA FARMOVÉ ZVĚŘE (KROMĚ MASA PTÁKŮ NADŘÁDU BĚŽCI) / LISTE OVER VIRKSOMHEDER, HVORFRA MEDLEMSSTATERNE TILLADER IMPORT AF KØD AF KANIN OG VILDT (UNDTAGEN STRUDSEKØD) / LISTE DER FÜR DIE EINFUHR VON KANINCHEN- UND ZUCHTWILDFLEISCH (AUSSER LAUFVOGELFLEISCH) ZUGELASSENEN BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU, KELLEL ON LUBATUD IMPORTIDA KÜÜLIKU LIHA JA FARMIULUKI LIHA (MUU KUI SILERINNALISTE LINDUDE LIHA) / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ ΑΠΟ ΤΙΣ ΟΠΟΙΕΣ ΕΠΙΤΡΕΠΕΤΑΙ Η ΕΙΣΑΓΩΓΗ ΚΡΕΑΤΟΣ ΚΟΥΝΕΛΙΟΥ ΚΑΙ ΕΚΤΡΕΦΟΜΕΝΩΝ ΘΗΡΑΜΑΤΩΝ (ΕΚΤΟΣ ΣΤΡΟΥΘΙΟΝΙΔΩΝ) / LIST OF ESTABLISHMENTS AUTHORISED FOR IMPORT OF RABBIT MEAT AND GAME MEAT (OTHER THAN RATITES) / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS AUTORISÉS POUR L'IMPORTATION DE VIANDES DE LAPIN ET DE GIBIER (AUTRES QUE LES RATITES) / ELENCO DEGLI STABILIMENTI AUTORIZZATI PER LE IMPORTAZIONI DI CARNI DI CONIGLIO E DI SELVAGGINA D'ALLEVAMENTO (ESCLUSI I RATITI) / UZŅĒMUMU SARAKSTS, NO KURIEM ATĻAUTS IMPORTĒT TRUŠU GAĻU UN SAIMNIECĪBĀS AUDZĒTU MEDĪJAMO DZĪVNIEKU GAĻU, IZŅEMOT STRAUSU DZIMTAS PUTNU GAĻU / ĮMONIŲ, IŠ KURIŲ LEIDŽIAMA IMPORTUOTI TRIUŠIENĄ IR ŽVĖRIENĄ (IŠSKYRUS STRUTINIŲ MĖSĄ) SĄRAŠAS / NYÚL- ÉS VADHÚS (KIVÉVE FUTÓMADARAK) BEHOZATALÁRA ENGEDÉLYEZETT LÉTESÍTMÉNYEK LISTÁJA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI AWTORIZZATI GĦALL-IMPORTAZZJONI TA' LAĦAM TAL-FENEK U LAĦAM TAL-KAĊĊA / LIJST VAN INRICHTINGEN WAARUIT DE INVOER VAN KONIJNENVLEES EN VLEES VAN WILD (MET UITZONDERING VAN LOOPVOGELS) IS TOEGESTAAN / LISTA ZAKŁADÓW, Z KTÓRYCH IMPORT MIĘSA KRÓLIKÓW I MIĘSA ZWIERZĄT ŁOWNYCH (Z WYŁĄCZENIEM PTAKÓW BEZGRZEBIENIOWYCH) JEST DOZWOLONY / LISTA DE ESTABELECIMENTOS AUTORIZADOS A IMPORTAR CARNES DE COELHO E CARNES DE CAÇA DE CRIAÇÃO (COM EXCEPÇÃO DE CARNES DE RATITES) / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ SCHVÁLENÝCH NA DOVOZ KRÁLIČIEHO MÄSA A ZVERINY (OKREM MÄSA VTÁKOV PATRIACICH DO NADRADU BEŽCOV) / I MIĘSA ZWIERZĄT ŁOWNYCH (Z WYŁĄCZENIEM PTAKÓW BEZGRZEBIENIOWYCH) JEST DOZWOLONY / SEZNAM OBRATOV, ODOBRENIH ZA UVOZ MESA KUNCEV IN MESA DIVJADI (RAZEN RATITOV) / LUETTELO LAITOKSISTA, JOISTA ON SALLITTUA TUODA KANIN JA TARHATUN RIISTAN (MUIDEN KUIN SILEÄLASTAISTEN LINTUJEN) LIHAA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR FRÅN VILKA KÖTT AV KANIN OCH HÄGNAT VILT FÅR IMPORTERAS (UTOM KÖTT AV RATITER)

Producto: Carne de conejo y carne de caza de cría (*) / Produkt: Králičí maso a maso zvěře z farmového chovu (*) / Produkt: Kød af kanin og af opdrættet vildt (*) / Erzeugnis: Kaninchenfleisch und Fleisch von Zuchtwild (*) / Toode: küüliku liha ja farmiuluki liha (*) / Προϊόν: Κρέας κουνελιού και εκτρεφομένων θηραμάτων (*) / Product: Rabbit meat and farmed game meat (*) / Produit: Viande de lapin et viande de gibier d'élevage (*) / Prodotto: Carni di coniglio e carni diselvagginad'allevamento (*) / Produkts: trušu gaļa un saimniecībās audzētu medījamo dzīvnieku gaļa (*) / Produktas: Triušiena ir ūkiuose auginamų laukinių gyvūnų mėsa (*) / Termék: nyúl és tenyésztett vad húsa (*) / Prodott: Laħam tal-fenek u laħam tal-kaċċa mrobbi (*) / Product: Konijnenvlees en vlees van gekweekt wild (*) / Produkt: Mięso królików i zwierząt dzikich utrzymywanych przez człowieka (*) / Produto: Carne de coelho e carne de caça de criação (*) / Produkt: králičie mäso a mäso zo zveri z farmových chovov (*) / Proizvod: meso kuncev in meso gojene divjadi (*) / Tuote: Tarhatun riistan ja kanin liha (*) / Varuslag: Kaninkött och kött från vilda djur i hägn (*)

(*) Carne fresca / Čerstvé maso / Fersk kød / Frisches Fleisch / Värske liha / Νωπό κρέας / Fresh Meat / Viande fraîche / Carni fresche / Svaiga gaļa / Šviežia mėsa / Friss hús / Laħam frisk / Vers vlees / świeże mięso / Carne fresca / Čerstvé mäso / Sveže meso / Tuore liha / Färskt kött

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reģions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Actividad / Činnost / Aktivitet / Tätigkeit / Tegevusvaldkond / Είδος εγκατάστασης / Activity / Activité / Attività / Darbība / Veikla / Tevékenység / Attività / Activiteit / Rodzaj działalności / Actividade / Činnosť / Dejavnost / Toimintamuoto / Verksamhet

SH = Matadero / Jatky / Slagteri / Schlachthof / Tapamaja / Σφαγειοτεχνική εγκατάσταση / Slaughterhouse / Abattoir / Macello / Kautuve / Skerdykla / Vágóhíd / Biċċerija / Slachthuis / Rzeźnia / Matadouro / Bitúnok / Klavnica / Teurastamo / Slakteri

CP = Sala de despiece / Bourárna / Opskæringsvirksomheder / Zerlegungsbetrieb / Lihalõikusettevõte / Εργαστήριο Τεμαχισμού / Cutting plant / Découpe / Sala di sezionamento / Gaļas sadalīšanas uzņēmums / Išpjaustymo įmonė / Daraboló üzem / Stabiliment tal-qtiegħ / Uitsnijderij / Zakład rozbioru / Sala de corte / Rozrábkareň / Razsekovalnica / Leikkaamo / Styckningsanläggning

CS = Almacén frigorífico / Chladírna (mrazírna) / Frysehus / Kühlhaus / Külmladu / Ψυκτική εγκατάσταση / Cold store / Entreposage / Deposito frigorifero / Saldētava / Šaltieji sandėliai / Hűtőház / Kamra tal-friża / Koelhuis / Chłodnia składowa / Armazém / Chladiareň (mraziareň) / Hladilnica / Kylmävarasto / Kyl- och fryshus

6 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

7 = Países y establecimientos que cumplen todos los requisitos del apartado 1 del artículo 2 de la Decisión 95/408/CE del Consejo.

Země a zařízení, které splňují všechny požadavky čl. 2 odst. 1 rozhodnutí Rady 95/408/ES.

Lande og virksomheder, der opfylder alle betingelserne i artikel 2, stk. 1, i Rådets beslutning 95/408/EF.

Länder und Betriebe, die alle Anforderungen des Artikels 2 Absatz 1 der Entscheidung 95/408/EG des Rates erfüllen.

Nõukogu otsuse 95/408/EÜ artikli 2 lõike 1 kõikidele nõuetele vastavad riigid ja ettevõtted.

Χώρες και εγκαταστάσεις που πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 παράγραφος 1 της απόφασης 95/408/ΕΚ του Συμβουλίου.

Countries and establishments complying with all requirements of Article 2 (1) of Council Decision 95/408/EC.

Pays et établissements remplissant l'ensemble des dispositions de l'article 2, paragraphe 1, de la décision 95/408/CE du Conseil.

Paesi e stabilimenti che ottemperano a tutte le disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 1, della decisione 95/408/CE del Consiglio.

Valstis un uzņēmumi, kuri atbilst Padomes Lēmuma 95/408/EK 2. panta 1. punkta prasībām.

Šalys ir įmonės atitinkančios visus Tarybos sprendimo 95/408/EC 2 straipsnio 1 dalies reikalvimus.

Azok az országok és létesítmények, amelyek teljes mértékben megfelelnek a 95/408/EK tanácsi határozat 2. cikkének (1) bekezdésében foglalt követelményeknek.

Pajjiżi u stabilimenti li jissodisfaw il-kundizzjonijiet ta' l-Artiklu 2(1) tad-Deċiżjoni tal-Kunsill 95/408/KE.

Landen en inrichtingen die voldoen aan al de voorwaarden van artikel 2, lid 1, van Beschikking 95/408/EG van de Raad.

Państwa i zakłady spełniające wszystkie wymagania artykułu. 2 ust. 1 decyzji Rady nr 95/408/WE.

Krajiny a prevádzkarne spĺňajúce všetky požiadavky článku 2 ods. 1 rozhodnutia Rady 95/408/ES.

Države in obrati, ki izpolnjujejo vse zahteve iz člena 2(1) Odločbe Sveta 95/408/ES.

Países e estabelecimentos que respeitam todas as exigências do n.º 1 do artigo 2.º da Decisão 95/408/CE do Conselho.

Neuvoston päätöksen 95/408/EY 2 artiklan 1 kohdan kaikki vaatimukset täyttävät maat ja laitokset.

Länder och anläggningar som uppfyller alla krav i artikel 2.1 i rådets beslut 95/408/EG.

a = Conejo / Králík / Kanin / Kaninchen / Küülik / Κουνέλι, κουνέλια / Rabbit / Lapin / Coniglio / Trusis / Triušis / Nyúl / Fenek / Konijn / Królik / Coelho / Králik / Kunci / Kanit / Kanin

b = Biungulados / Sudokopytníci / Klovbærende dyr / Paarhufer / Sõralised / Διχηλα / Bi-ungulates / Biongulés / Biungulati / Pārnadži / Porakanopiai / Párosujjú patások / Annimali tal-fratt / Tweehoevigen / Parzystokopytne / Biungulados / Párnokopytníky / Parkljarji / Sorkkaeläimet / Klövdjur

c = Aves de caza de cria / Pernatá zvěř z farmového chovu / Opdrættet fjervildt / Zuchtfederwild / Farmis peetavad metslinnud / Εκτρεφόμενα πτερωτά θηράματα / Farmed game birds / Gibier d'élevage à plumes / Selvaggina da penna di allevamento / Saimniecībās audzēti medījamie putni / Ūkiuose auginami laukiniai paukščiai / Tenyésztett szárnyasvad / Tajr tal-kaċċa imrobbi / Gekweekt vederwild / Ptaki dzikie utrzymywane przez człowieka / Aves de caça de criação / Pernatá zver z farmových chovov / Gojena pernata divjad / Tarhatut riistalinnut / Vildfågel i hägn

d = Otros mamíferos / Jiní suchozemští savci / Andre landlevende dyr / Andere Landsäugetiere / Teised maismaa imetajad / Άλλα χερσαία θηλαστικά / Other land mammals / Autres mammifères terrestres / Altri mammiferi terrestri / Citi sauszemes zīdītāji / Kiti sausumos žinduoliai / Egyéb szárazföldi emlősök / Mammiferi oħra ta' l-art / Andere landzoogdieren / Inne ssaki lądowe / Outros mamíferos terrestres / Ostatné suchozemské cicavce / Drugi kopenski sesalci / Muut maalla elävät nisäkkäät / Andra landdäggdjur

e = Estrucioniformes / Ptáci nadřádu běžci / Strudse / Zuchtflachbrustvögel / Silerinnalised / Στρουθιονίδες / Ratites / Ratites / Ratiti / Strausu dzimta / Strutiniai / Futómadarak / Tajr li ma jtirx / Loopvogels / Bezgrzebieniowe / Ratites / Bežce / Ratiti / Sileälastaiset linnut / Ratiter

Las instalaciones sólo podrán homologarse sobre una base comunitaria cuando se hayan adoptado los certificados. / Zařízení nebudou v rámci Společenství schválena dokud nebudou přijata osvědčení. / Anlæggene kan ikke godkendes på fællesskabsplan, før certifikaterne foreligger. / Gemeinschaftsweit zugelassen werden nur ordnungsgemäß abgenommene Betriebe. / Ettevõtteid ei tunnustata ühenduse tasemel enne sertifikaadi väljastamist. / Οι εγκαταστάσεις δεν θα εγκρίνονται σε κοινοτική βάση πριν από την υιοθέτηση των πιστοποιητικών. / Plants will not be approved on a Community basis until certificates have been adopted. / Les établissements ne peuvent être agréés sur une base communautaire avant l'adoption des certificats. / Gli stabilimenti possono essere riconosciuti a livello comunitario soltanto previa adozione dei certificati. / Uzņēmumi netiks atzīti Kopienā, kamēr netiks apstiprināti sertifikāti. / Įmonės nebus patvirtintos Bendrijoje, kol nebus patvirtinti sertifikatai. / A bizonyítványok elfogadásáig a létesítmények nem kerülnek közösségi szintű jóváhagyásra / L-istabilimenti ma jkunux approvati fuq bażi Kommunitarja sakemm iċ-ċertifikati jkunu addottati. / Inrichtingen worden slechts op communautair niveau erkend nadat de certificaten zijn goedgekeurd. / Zakłady nie będą zatwierdzone na bazie wspólnotowej do czasu przyjęcia certyfikatów. / Os estabelecimentos não podem ser aprovados numa base comunitária antes da adopção dos certificados. / Závody nebudú schválené Spoločenstvom, kým nebudú schválené certifikáty. / Na ravni Skupnosti se obrati ne odobrijo pred odobritvijo zdravstvenih spričeval. / Laitokset hyväksytään yhteisön tasolla vasta todistusten antamisen jälkeen. / Anläggningarna kan inte godkännas på gemenskapsnivå innan intygen har antagits.»

b) À l'annexe I, les titres de tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA / Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

ii) «País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA / Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN»;

iii) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČīLE / Šalis: ČILĖ / Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI` / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

iv) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

v) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA / Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

vi) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

vii) «País: CHINA / Země: ČÍNA / Land: KINA / Land: CHINA / Riik: HIINA / Χώρα: ΚΙΝΑ / Country: CHINA / Pays: CHINE / Paese: CINA / Valsts: ĶĪNA / Šalis: KINIJA / Ország: KÍNA / Pajjiż: ĊINA / Land: CHINA / Państwo: CHINY / País: CHINA / Krajina: ČÍNA / Država: KITAJSKA / Maa: KIINA / Land: KINA»;

viii) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

ix) «País: CROACIA / Země: CHORVATSKO / Land: KROATIEN / Land: KROATIEN / Riik: HORVAATIA / Χώρα: ΚΡΟΑΤΙΑ / Country: CROATIA / Pays: CROATIE / Paese: CROAZIA / Valsts: HORVĀTIJA / Šalis: KROATIJA / Ország: HORVÁTORSZÁG / Pajjiż: KROAZJA / Land: KROATIË / Państwo: CHORWACJA / País: CROÁCIA / Krajina: CHORVÁTSKO / Država: HRVAŠKA / Maa: KROATIA / Land: KROATIEN»;

x) «Territorio: NUEVA CALEDONIA / Území: NOVÁ KALEDONIE / Territorium: NY KALEDONIEN / Gebiet: NEUKALEDONIEN / Territoorium: UUS KALEDOONIA / Περιοχή: ΝΕΑ ΚΑΛΗΔΟΝΙΑ / Territory: NEW CALEDONIA / Territoire: NOUVELLE-CALÉDONIE / Territorio: NUOVA CALEDONIA / Teritorija: JAUNKALEDONIJA / Teritorija: NAUJOJI KALEDONIJA / Terület: ÚJ-KALEDÓNIA / Territorju: KALEDONJA L-ĠDIDA / Gebied: NIEUW-CALEDONIË / Terytorium: NOWA KALEDONIA / Território: NOVA CALEDÓNIA / Územie: NOVÁ KALEDÓNIA / Ozemlje: NOVA KALEDONIJA / Alue: UUSI-KALEDONIA / Territorium: NYA KALEDONIEN».

xi) «País: RUSSIA / Země: RUSKO / Land: RUSSLAND / Land: RUSSLAND / Riik: VENEMAA / Χώρα: ΡΩΣΙΑ / Country: RUSSIA / Pays: RUSSIE / Paese: RUSSIA / Valsts: KRIEVIJA / Šalis: RUSIJA / Ország: OROSZORSZÁG / Pajjiż: IR-RUSSJA / Land: RUSLAND / Państwo: ROSJA / País: RÚSSIA / Krajina: RUSKO / Država: RUSIJA / Maa: VENÄJÄ / Land: RYSSLAND».

xii) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA / Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN».

xiii) «País: GROENLANDIA / Země: GRÓNSKO / Land: GRØNLAND / Land: GRÖNLAND / Riik: GRÖÖNIMAA / Χώρα: ΓΡΟΙΛΑΝΔΙΑ / Country: GREENLAND / Pays: GROENLAND / Paese: GROENLANDIA / Valsts: GRENLANDE / Šalis: GRENLANDIJA /Ország: GRÖNLAND / Pajjiż: GREENLAND / Land: GROENLAND / Państwo: GRENLANDIA / País: GRONELÂNDIA / Krajina: GRÓNSKO / Država: GRENLANDIJA / Maa: GRÖNLANTI / Land: GRÖNLAND».

c) À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

d) À l'annexe II, le titre est remplacé par le texte suivant:

«ANEXO II — PŘÍLOHA II — BILAG II — ANHANG II — II LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — II PIELIKUMS — II PRIEDAS — II. MELLÉKLET — ANNESS II — BILAGE II — ZAŁĄCZNIK II — ANEXO II — PRÍLOHA II — PRILOGA II — LITTE II — BILAGA II

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS AUTORIZADOS PARA EXPORTAR CARNE DE ESTRUCIONIFORMES / SEZNAM ZAŘÍZENÍ SCHVÁLENÝCH K DOVOZU MASA Z PTÁKŮ NADŘÁDU BĚŽCI / LISTE OVER VIRKSOMHEDER, HVORFRA MEDLEMSSTATERNE TILLADER IMPORT AF STRUDSEKØD / LISTE DER FÜR DIE EINFUHR VON LAUFVOGELFLEISCH ZUGELASSENEN BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU, KELLEL ON LUBATUD IMPORTIDA SILERINNALISTE LINDUDE LIHA / ΠΙΝΑΚΑΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ ΑΠΟ ΤΙΣ ΟΠΟΙΕΣ ΕΠΙΤΡΕΠΕΤΑΙ Η ΕΙΣΑΓΩΓΗ ΚΡΕΑΤΟΣ ΣΤΡΟΥΘΙΟΝΙΔΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS AUTHORISED FOR IMPORT OF RATITE MEAT / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS AUTORISÉS POUR L'IMPORTATION DE VIANDES DE RATITES / ELENCO DEGLI STABILIMENTI AUTORIZZATI PER LE IMPORTAZIONI DI CARNI DI RATITI / UZŅĒMUMU SARAKSTS, NO KURIEM ATĻAUTS IMPORTĒT STRAUSU DZIMTAS PUTNU GAĻU / ĮMONIŲ, IŠ KURIŲ LEIDŽIAMA IMPORTUOTI STRUTINIŲ MĖSĄ, SĄRAŠAS / FUTÓMADARAK HÓSÁNAK BEHOZATALÁRA ENGEDÉLYEZETT LÉTESÍTMÉNYEK LISTÁJA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI AWTORIZZATI GĦALL-IMPORTAZZJONI TA' LAĦAM TAT-TAJR LI MA JTIRX / LIJST VAN INRICHTINGEN WAARUIT DE INVOER VAN VLEES VAN LOOPVOGELS IS TOGESTAAN / LISTA ZAKŁADÓW Z KTÓRYCH IMPORT MIĘSA PTAKÓW BEZGRZEBIENIOWYCH JEST DOZWOLONY / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS AUTORIZADOS A IMPORTAR CARNES DE RATITES / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ SCHVÁLENÝCH NA DOVOZ MÄSA Z VTÁKOV PATRIACICH DO NADRADU BEŽCOV / SEZNAM OBRATOV, ODOBRENIH ZA UVOZ MESA RATITOV / LUETTELO LAITOKSISTA, JOISTA ON SALLITTUA TUODA SILEÄLASTAISTEN LINTUJEN LIHAA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR FRÅN VILKA RATITKÖTT FÅR IMPORTERAS»

e) À l'annexe II, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA / Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

ii) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

iii) «País: ISRAEL / Země: IZRAEL / Land: ISRAEL / Land: ISRAEL / Riik: IISRAEL / Χώρα: ΙΣΡΑΗΛ / Country: ISRAEL / Pays: ISRAËL / Paese: ISRAELE / Valsts: IZRAĒLA / Šalis: IZRAELIS / Ország: IZRAEL / Pajjiż: IŻRAEL / Land: ISRAËL / Państwo: IZRAEL / País: ISRAEL / Krajina: IZRAEL / Država: IZRAEL / Maa: ISRAEL / Land: ISRAEL»;

iv) «País: NAMIBIA / Země: NAMIBIE / Land: NAMIBIA / Land: NAMIBIA / Riik: NAMIIBIA / Χώρα: ΝΑΜΙΜΠΙΑ / Country: NAMIBIA / Pays: NAMIBIE / Paese: NAMIBIA / Valsts: NAMĪBIJA / Šalis: NAMIBIJA / Ország: NAMÍBIA / Pajjiż: NAMIBJA / Land: NAMIBIË / Państwo: NAMIBIA / País: NAMBÍA / Krajina: NAMÍBIA / Država: NAMIBIJA / Maa: NAMIBIA / Land: NAMIBIA»;

v) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

vi) «País: SUDÁFRICA / Země: JIŽNÍ AFRIKA / Land: SYDAFRIKA / Land: SÜDAFRIKA / Riik: LÕUNA-AAFRIKA / Χώρα: ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ / Country: SOUTH AFRICA / Pays: AFRIQUE DU SUD / Paese: SUDAFRICA / Valsts: DIENVIDĀFRIKA / Šalis: PIETŲ AFRIKA / Ország: DÉL-AFRIKAI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: L-AFRIKA T'ISFEL / Land: ZUIDAFRIKA / Państwo: REPUBLIKA POŁUDNIOWEJ AFRYKI / País: ÁFRICA DO SUL / Krajina: JUHOAFRICKÁ REPUBLIKA / Država: JUŽNA AFRIKA / Maa: ETELÄ-AFRIKKA / Land: SYDAFRIKA»;

vii) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

viii) «País: ZIMBABUE / Země: ZIMBABWE / Land: ZIMBABWE / Land: SIMBABWE / Riik: ZIMBABWE / Χώρα: ΖΙΜΠΑΜΠΟΥΕ / Country: ZIMBABWE / Pays: ZIMBABWE / Paese: ZIMBABWE / Valsts: ZIMBABVE / Šalis: ZIMBABVĖ / Ország: ZIMBABWE / Pajjiż: ŻIMBABWE / Land: ZIMBABWE / Państwo: ZIMBABWE / País: ZIMBABUÉ / Krajina: ZIMBABWE / Država: ZIMBABVE / Maa: ZIMBABWE / Land: ZIMBABWE».

f) À l'annexe II, la mention relative à Chypre est supprimée.

61. 31997 D 0468: Décision 97/468/CE de la Commission du 7 juillet 1997 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes de gibier sauvage (JO L 199 du 26.7.1997, p. 62), modifiée par:

— 31998 D 0369: Décision 98/369/CE de la Commission du 19.5.1998 (JO L 165 du 10.6.1998, p. 30),

— 31999 D 0343: Décision 1999/343/CE de la Commission du 25.5.1999 (JO L 131 du 27.5.1999, p. 70),

— 32000 D 0076: Décision 2000/76/CE de la Commission du 17.12.1999 (JO L 30 du 4.2.2000, p. 33),

— 32002 D 0672: Décision 2002/672/CE de la Commission du 21.8.2002 (JO L du 24.8.2002, p. 26).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: Carne de caza salvaje / Produkt: Maso volně žijící zvěře / Produkt: Kød af vildtlevende vildt / Erzeugnis: Wildfleisch / Toode: ulukiliha / Προϊόν: Κρέας ἀγριων θηραμάτων / Product: Wild game meat / Produit: Viande de gibier sauvage / Prodotto: Carni di selvaggina / Produkts: medījamo dzīvnieku gaļa / Produktas: Žvėriena / Termék: vadhús / Prodott: Laħam tal-kaċċa salvaġġ / Product: Vlees van vrij wild / Produkt: mięso zwierząt łownych / Produto: Carne de caça selvagem / Produkt: zverina z divo žijúcej zveri / Proizvod: Meso divjadi / Tuote: Luonnonvaraisen riistan liha / Varuslag: Viltkött

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός ἐγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy identyfikacyjny / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Ὄνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Actividad / Činnost / Aktivitet / Tätigkeit / Tegevusvaldkond / Είδος εγκατάστασης / Activity / Activité / Attività / Darbība / Veikla / Tevékenység / Attivita` / Activiteit / Rodzaj działalności / Actividade / Činnosť / Dejavnost / Toimintamuoto / Verksamhet

PH = Sala de tratamiento de la caza / Zařízení na zpracování masa volně žijící zvěře / Vildtbehandlingsvirksomhed / Wildbearbeitungsbetrieb / Ulukiliha käitlemisettevõte / Κέντρο επεξεργασίας ἀγριων θηραμάτων / Wild game processing house / Atelier de traitement du gibier sauvage / Centro di lavorazione della selvaggina / Medījamo dzīvnieku gaļas pārstrādes uzņēmums / Žvėrienos perdirbimo įmonė / Vadhúsfeldolgozó üzem / Stabiliment li jipproċessa l-laħam tal-kaċċa salvaġġa / Wildverwerkingseenheid / Zakład przetwórstwa dziczyzny / Estabelecimento de tratamento de caça selvagem / Prevádzkareň na spracovanie zveriny z divo žijúcej zveri / Obrat za obdelavo mesa divjadi / Luonnonvaraisen riistan käsittelytila / Viltbearbetningsanläggning.

CS = Almacén frigorífico / Chladírna (mrazírna) / Frysehus / Kühlhaus / Külmladu / Ψυκτική εγκατάσταση / Cold store / Entreposage / Deposito frigorifero / Saldētava / Šaltieji sandėliai / Hűtőház / Kamra tal-friża / Koelhuis / Chłodnia składowa / Armazém frigorífico / Chladiareň (mraziareň) / Hladilnica/ Kylmävarasto / Kyl- och fryshus

6 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

a = Caza mayor / Volně žijící velká zvěř / Vildtlevende storvildt / Großwild / Suured ulukid / Μεγάλα ἀγρια θηράματα / Large wild game / Gros gibier sauvage / Selvaggina grossa / Lielie medījamie dzīvnieki / Stambūs žvėrys / Nagyvad / Laħam ta' annimali salvaġġi kbar / Grof vrij wild / Gruba zwierzyna łowna / Caça maior selvagem / Veľká divo žijúca zver / Velika divjad / Luonnonvarainen suurriista / Storvilt

b = Lepóridos / Zajícovití / Leporidae / Leporiden / Leporidae sugukonda kuuluvad loomad / λαγόμορφα / Leporidae / Léporidés / Leporidi / Zaķu dzimta / Kiškiniai / Nyúlfélék / Fniek salvaġġi / Haasachtigen (leporidae) / Zającowate / Leporídeos / Zajacovité / Leporidi / Leporidae-suvun eläimet / Hardjur

c = Aves de caza silvestres / Volně žijící pernatá zvěř / Vildtlevende Fjervildt / Federwild / Metslinnud / Ἀγρια πτερωτὰ θηράματα / Wild game birds / Oiseaux sauvages de chasse / Selvaggina da penna selvatica / Medījamie putni / Laukiniai paukščiai / Szárnyasvad / Tajr salvaġġ / Vrij vederwild / Ptactwo łowne / Aves de caça selvagem / Divo žijúca pernatá zver / Pernata divjad / Luonnonvaraiset riistalinnut / Vildfågel

T = Prueba para la detección de triquinas / Vyšetření na trichinely / Undersøgelse for trikiner / Untersuchung auf Trichinen / Trihhinellade kontroll / Εξέταση παρουσίας τριχινών / Examination for trichinae / Examen pour le dépistage des trichines / Esame per l'individuazione di trichine / Trihinelozes izmeklējumi / Trichineliozės tyrimas / Trichinellavizsgálat / L-eżami tat-trichanae / Onderzoek op de aanwezigheid van trichinen / Badanie na włośnie / Exame para a detecção de triquinas / Vyšetrenie na trichinely / Pregled na trihine / Trikiinien tutkiminen / Trikinkontroll»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA /Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

ii) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA /Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

iii) «País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA /Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN»;

iv) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE / Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČĪLE / Šalis: ČILĖ /Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI` / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

v) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA /Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

vi) «País: SUDÁFRICA / Země: JIŽNÍ AFRIKA / Land: SYDAFRIKA / Land: SÜDAFRIKA / Riik: LÕUNA-AAFRIKA / Χώρα: ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ / Country: SOUTH AFRICA / Pays: AFRIQUE DU SUD / Paese: SUDAFRICA / Valsts: DIENVIDĀFRIKA / Šalis: PIETŲ AFRIKA /Ország: DÉL-AFRIKAI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: L-AFRIKA T'ISFEL / Land: ZUIDAFRIKA / Państwo: REPUBLIKA POŁUDNIOWEJ AFRYKI / País: ÁFRICA DO SUL / Krajina: JUHOAFRICKÁ REPUBLIKA / Država: JUŽNA AFRIKA / Maa: ETELÄ-AFRIKKA / Land: SYDAFRIKA»;

vii) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA /Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

viii) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA /Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: New Zealand / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

ix) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS /Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

x) «País: URUGUAY / Země: URUGUAY / Land: URUGUAY / Land: URUGUAY / Riik: URUGUAY / Χώρα: ΟΥΡΟΥΓΟΥΑΗ / Country: URUGUAY / Pays: URUGUAY / Paese: URUGUAY / Valsts: URUGVAJA / Šalis: URUGVAJUS /Ország: URUGUAY / Pajjiż: URUGWAJ / Land: URUGUAY / Państwo: URUGWAJ / País: URUGUAI / Krajina: URUGUAJ / Država: URUGVAJ / Maa: URUGUAY / Land: URUGUAY»;

xi) «País: TÚNEZ / Země: TUNISKO / Land: TUNESIEN / Land: TUNESIEN / Riik: TUNEESIA / Χώρα: ΤΥΝΗΣΙΑ / Country: TUNISIA / Pays: TUNISIE / Paese: TUNISIA / Valsts: TUNISIJA / Šalis: TUNISAS /Ország: TUNÉZIA / Pajjiż: TUNEŻIJA / Land: TUNESIË / Państwo: TUNEZJA / País: TUNÍSIA / Krajina: TUNISKO / Država: TUNIZIJA / Maa: TUNISIA / Land: TUNISIEN»;

xii) «País: GROENLANDIA / Země: GRÓNSKO / Land: GRØNLAND / Land: GRÖNLAND / Riik: GRÖÖNIMAA / Χώρα: ΓΡΟΙΛΑΝΔΙΑ / Country: GREENLAND / Pays: GROENLAND / Paese: GROENLANDIA / Valsts: GRENLANDE / Šalis: GRENLANDIJA /Ország: GRÖNLAND / Pajjiż: GREENLAND / Land: GROENLAND / Państwo: GRENLANDIA / País: GRONELÂNDIA / Krajina: GRÓNSKO / Država: GRENLANDIJA / Maa: GRÖNLANTI / Land: GRÖNLAND».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Estonie,

Lituanie,

Hongrie

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

62. 31997 D 0569: Décision 97/569/CE de la Commission du 16 juillet 1997 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de produits à base de viande (JO L 234 du 26.8.1997, p. 16), modifiée par:

— 31998 D 0009: Décision 98/9/CE de la Commission du 16.12.1997 (JO L 3 du 7.1.1998, p. 12),

— 31998 D 0163: Décision 98/163/CE de la Commission du 10.2.1998 (JO L 53 du 24.2.1998, p. 23),

— 31998 D 0220: Décision 98/220/CE de la Commission du 4.3.1998 (JO L 82 du 19.3.1998, p. 47),

— 31998 D 0346: Décision 98/346/CE de la Commission du 19.5.1998 (JO L 154 du 28.5.1998, p. 35),

— 31999 D 0336: Décision 1999/336/CE de la Commission du 20.5.1999 (JO L 127 du 21.5.1999, p. 30),

— 32000 D 0253(01): Décision 2000/253/CE de la Commission du 20.3.2000 (JO L 78 du 29.3.2000, p. 32),

— 32000 D 0555: Décision 2000/555/CE de la Commission du 6.9.2000 (JO L 235 du 19.9.2000, p. 25),

— 32002 D 0074: Décision 2002/74/CE de la Commission du 30.1.2002 (JO L 33 du 2.2.2002, p. 29),

— 32002 D 0671: Décision 2002/671/CE de la Commission du 20.8.2002 (JO L du 24.8.2002, p. 25).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: productos cárnicos / Výrobky: masné výrobky / Produkt: kødprodukter / Erzeugnis: Fleischerzeugnisse / Toode: lihatooted / Προϊόν: Προϊόντα με βάση το κρέας / Product: meat products / Produit: à base de viandes / Prodotto: prodotti a base di carne / Produkts: gaļas produkti / Produktas: mėsos produktai / Termék: húskészítmények / Prodott: Prodotti tal-laħam / Product: vleesproducten / Produkt: przetwory mięsne / Produto: produtos à base de carne / Produkt: mäsové výrobky / Proizvod: mesni izdelki / Tuote: lihatuotteet / Varuslag: köttvaror

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

PMP = poultry meat products

RMP = rabbit meat products

FMP = farmed game meat products

WMP = wild game meat products

6 = * Países y establecimientos que cumplen todos los requisitos del apartado 1 del artículo 2 de la Decisión 95/408/CE del Consejo.

* Země a zařízení, které splňují všechny požadavky čl. 2 odst. 1 rozhodnutí Rady 95/408/ES.

* Lande og virksomheder, der opfylder alle betingelserne i artikel 2, stk. 1, i Rådets beslutning 95/408/EF.

* Länder und Betriebe, die alle Anforderungen des Artikels 2 Absatz 1 der Entscheidung 95/408/EG des Rates erfüllen.

* Nõukogu otsuse 95/408/EÜ artikkel 2 punkti 1 kõikidele nõuetele vastavad riigid ja ettevõtted.

* Χώρες και εγκαταστάσεις που πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 παράγραφος 1 της απόφασης 95/408/ΕΚ του Συμβουλίου.

* Countries and establishments complying with all requirements of Article 2 (1) of Council Decision 95/408/EC.

* Pays et établissements remplissant l'ensemble des dispositions de l'article 2 paragraphe 1 de la décision 95/408/CE du Conseil.

* Paese e stabilimenti che ottemperano a tutte le disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 1 della decisione 95/408/CE del Consiglio.

* Valstis un uzņēmumi, kuri atbilst Padomes Lēmuma 95/408/EK 2. panta 1. punkta prasībām.

* Šalys ir įmonės, atitinkančios visus Tarybos sprendimo 95/408/EB 2 straipsnio 1 dalies reikalavimus.

* Azok az országok és létesítmények, amelyek teljes mértékben megfelelnek a 95/408/EK tanácsi határozat 2. cikkének (1) bekezdésében foglalt követelményeknek.

* Pajjiżi u stabilimenti li jissodisfaw il-kundizzjonijiet ta' l-Artiklu 2(1) tad-Deċiżjoni tal-Kunsill 95/408/KE.

* Landen en inrichtingen die voldoen aan al de voorwaarden van artikel 2, lid 1, van Beschikking 95/408/EG van de Raad.

* Państwa i zakłady spełniające wszystkie wymagania artykułu 2 ust. 1 decyzji Rady 95/408/WE.

* Países e estabelecimentos que respeitam todas as exigências do n.o 1 do artigo 2.o da Decisão 95/408/CE do Conselho.

* Krajiny a prevádzkarne v súlade so všetkými požiadavkami článku 2 (1) rozhodnutia Rady 95/408/ES.

* Države in obrati, ki izpolnjujejo vse zahteve iz člena 2 (1) Odločbe Sveta 95/408/ES.

* Neuvoston päätöksen 95/408/EY 2 artiklan 1 kohdan kaikki vaatimukset täyttävät maat ja laitokset.

* Länder och anläggningar som uppfyller alla krav i artikel 2.1 i rådets beslut 95/408/EG.»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA /Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»

ii) «País: BULGARIA / Země: BULHARSKO / Land: BULGARIEN / Land: BULGARIEN / Riik: BULGAARIA / Χώρα: ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ / Country: BULGARIA / Pays: BULGARIE / Paese: BULGARIA / Valsts: BULGĀRIJA / Šalis: BULGARIJA /Ország: BULGÁRIA / Pajjiż: BULGARIJA / Land: BULGARIJE / Państwo: BUŁGARIA / País: BULGÁRIA / Krajina: BULHARSKO / Država: BOLGARIJA / Maa: BULGARIA / Land: BULGARIEN»;

iii) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA /Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN»;

iv) «País: HONG KONG / Země: HONGKONG / Land: HONGKONG / Land: HONGKONG / Riik: HONGKONG / Χώρα: ΧΟΝΓΚ ΚΟΝΓΚ / Country: HONG KONG / Pays: HONGKONG / Paese: HONG KONG / Valsts: HONKONGA / Šalis: HONKONGAS /Ország: HONGKONG / Pajjiż: ĦONG KONG / Land: HONGKONG / Państwo: HONGKONG / País: HONG KONG / Krajina: HONGKONG / Država: HONGKONG / Maa: HONGKONG / Land: HONGKONG»;

v) «País: ISRAEL / Země: IZRAEL / Land: ISRAEL / Land: ISRAEL / Riik: IISRAEL / Χώρα: ΙΣΡΑΗΛ / Country: ISRAEL / Pays: ISRAËL / Paese: ISRAELE / Valsts: IZRAĒLA / Šalis: IZRAELIS /Ország: IZRAEL / Pajjiż: IŻRAEL / Land: ISRAËL / Państwo: IZRAEL / País: ISRAEL / Krajina: IZRAEL / Država: IZRAEL / Maa: ISRAEL / Land: ISRAEL»;

vi) «País: TAILANDIA / Země: THAJSKO / Land: THAILAND / Land: THAILAND / Riik: TAI / Χώρα: ΤΑΪΛΑΝΔΗ / Country: THAILAND / Pays: THAILANDE / Paese: TAILANDIA / Valsts: TAIZEME / Šalis: TAILANDAS / Ország: THAIFÖLD / Pajjiż: TAJLANDJA / Land: THAILAND / Państwo: TAJLANDIA / País: TAILANDIA / Krajina: THAJSKO / Država: TAJSKA / Maa: THAIMAA / Land: THAILAND»;

vii) «País: SUDÁFRICA / Země: JIŽNÍ AFRIKA / Land: SYDAFRIKA / Land: SÜDAFRIKA / Riik: LÕUNA-AAFRIKA / Χώρα: ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ / Country: SOUTH AFRICA / Pays: AFRIQUE DU SUD / Paese: SUDAFRICA / Valsts: DIENVIDĀFRIKA / Šalis: PIETŲ AFRIKA / Ország: DÉL-AFRIKAI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: L-AFRIKA T'ISFEL / Land: ZUIDAFRIKA / Państwo: REPUBLIKA POŁUDNIOWEJ AFRYKI / País: ÁFRICA DO SUL / Krajina: JUHOAFRICKÁ REPUBLIKA / Država: JUŽNA AFRIKA / Maa: ETELÄ-AFRIKKA / Land: SYDAFRIKA»;

viii) «País: SINGAPUR / Země: SINGAPUR / Land: SINGAPORE / Land: SINGAPUR / Riik: SINGAPUR / Χώρα: ΣΙΓΚΑΠΟΥΡΗ / Country: SINGAPORE / Pays: SINGAPOUR / Paese: SINGAPORE / Valsts: SINGAPŪRA / Šalis: SINGAPŪRAS / Ország: SZINGAPÚR / Pajjiż: SINGAPOR / Land: SINGAPORE / Państwo: SINGAPUR / País: SINGAPURA / Krajina: SINGAPUR / Država: SINGAPUR / Maa: SINGAPORE / Land: SINGAPORE»;

ix) «País: SUIZA / Země: ŠVÝCARSKO / Land: SCHWEIZ / Land: SCHWEIZ / Riik: ŠVEITS / Χώρα: ΕΛΒΕΤΙΑ / Country: SWITZERLAND / Pays: SUISSE / Paese: SVIZZERA / Valsts: ŠVEICE / Šalis: ŠVEICARIJA / Ország: SVÁJC / Pajjiż: SVIZZERA / Land: ZWITZERLAND / Państwo: SZWAJCARIA / País: SUIÇA / Krajina: ŠVAJČIARSKO / Država: ŠVICA / Maa: SVEITSI / Land: SCHWEIZ»;

x) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE / Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČĪLE / Šalis: ČILĖ / Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

xi) «País: CROACIA / Země: CHORVATSKO / Land: KROATIEN / Land: KROATIEN / Riik: HORVAATIA / Χώρα: ΚΡΟΑΤΙΑ / Country: CROATIA / Pays: CROATIE / Paese: CROAZIA / Valsts: HORVĀTIJA / Šalis: KROATIJA / Ország: HORVÁTORSZÁG / Pajjiż: KROAZJA / Land: KROATIË / Państwo: CHORWACJA / País: CROÁCIA / Krajina: CHORVÁTSKO / Država: HRVAŠKA / Maa: KROATIA / Land: KROATIEN»;

xii) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

xiii) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

xiv) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

xv) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA / Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

xvi) «MALAYSIA».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

63. 31997 D 0735: Décision 97/735/CE de la Commission du 21 octobre 1997 relative à des mesures de protection en ce qui concerne les échanges de certains types de déchets animaux de mammifères (JO L 294 du 28.10.1997, p. 7), modifiée par:

— 31999 D 0534: Décision 1999/534/CE du Conseil du 19.7.1999 (JO L 204 du 4.8.1999, p. 37).

À l'article 1er, paragraphe 2, la phrase ci-après est ajoutée au second alinéa.

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la date à laquelle ce rapport est transmis est la date d'adhésion.».

64. 31997 R 2629: Règlement (CE) nº 2629/97 de la Commission du 29 décembre 1997 établissant les modalités d'application du règlement (CE) nº 820/97 du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les registres d'exploitation et les passeports dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins (JO L 354 du 30.12.1997, p. 19), modifié par:

— 31998 R 1177: Règlement (CE) nº 1177/98 de la Commission du 5.6.1998 (JO L 163 du 6.6.1998, p. 19),

— 31998 R 2194: Règlement (CE) nº 2194/98 de la Commission du 12.10.1998 (JO L 276 du 13.10.1998, p. 4),

— 31999 R 0331: Règlement (CE) nº 331/1999 de la Commission du 12.2.1999 (JO L 40 du 13.2.1999, p. 27),

— 31999 R 1663: Règlement (CE) nº 1663/1999 de la Commission du 28.7.1999 (JO L 197 du 29.7.1999, p. 27),

— 32000 R 1606: Règlement (CE) nº 1606/2000 de la Commission du 24.7.2000 (JO L 185 du 25.7.2000, p. 16).

La liste figurant à l'annexe est remplacée par le texte suivant:

«Autriche	AT
Belgique	BE
République tchèque	CZ
Chypre	CY
Danemark	DK
Estonie	EE
Finlande	FI
France	FR
Allemagne	DE
Grèce	EL
Hongrie	HU
Irlande	IE
Italie	IT
Lettonie	LV
Lituanie	LT
Luxembourg	LU
Malte	MT
Pays-Bas	NL
Pologne	PL
Portugal	PT
Slovénie	SI
Slovaquie	SK
Espagne	ES
Suède	SE
Royaume-Uni	UK».

65. 31998 D 0071: Décision 98/71/CE de la Commission du 7 janvier 1998 établissant les listes provisoires d'établissements de la République tchèque en provenance desquels les États membres autorisent les importations de lait et de produits à base de lait destinés à la consommation humaine, et les importations de lait et de produits à base de lait non destinés à la consommation humaine, et modifiant les décisions 97/299/CE et 97/252/CE (JO L 11 du 17.1.1998, p. 39).

La décision 98/71/CE est abrogée.

66. 31998 D 0179: Décision 98/179/CE de la Commission du 23 février 1998 fixant les modalités de prise d'échantillons officiels pour la recherche de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits (JO L 65 du 5.3.1998, p. 31).

Au point 1.2. de l'annexe, la phrase ci-après est ajoutée au deuxième alinéa.

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, l'accréditation doit être obtenue pour la date d'adhésion.»

67. 31998 D 0371: Décision 98/371/CEE de la Commission du 29 mai 1998 concernant les conditions de police sanitaire et la certification vétérinaire requises à l'importation de viandes fraîches en provenance de certains pays européens (JO L 170 du 16.6.1998, p. 16), modifiée par:

— 31998 D 0546: Décision 98/546/CE de la Commission du 22.7.1998 (JO L 260 du 23.9.1998, p. 15),

— 31999 D 0538: Décision 1999/538/CE de la Commission du 26.7.1999 (JO L 207 du 6.8.1999, p. 21),

— 32000 D 0019: Décision 2000/19/CE de la Commission du 9.12.1999 (JO L 6 du 11.1.2000, p. 58),

— 32001 D 0774: Décision 2001/774/CE de la Commission du 7.11.2001 (JO L 291 du 8.11.2001, p. 48),

— 32001 D 0849: Décision 2001/849/CE de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 71),

— 32002 D 0007: Décision 2002/7/CE de la Commission du 28.12.2001 (JO L 3 du 5.1.2002, p. 50).

a) À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

b) À l'annexe II, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

68. 31998 D 0536: Décision 98/536/CE de la Commission du Décision de la Commission du 3 septembre 1998 arrêtant la liste des laboratoires nationaux de référence pour la recherche de résidus (JO L 251 du 11.9.1998, p. 39).

À l'annexe, les entrées ci-après sont insérées entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«République tchèque	Laboratoire national de référence pour les résidus des médicaments à usage vétérinaire Ústav pro státní kontrolu veterinárních biopreparátů a léčiv Hudcova 56 A 621 00 Brno	Groupes A1, A2, A3, A4, A5, A6, B2a, B2b, B2c, B2e, B2d, B2f
	Laboratoire national de référence pour les mycotoxines et les autres toxines naturelles, les colorants et les substances antibactériennes Státní veterinární ústav Jihlava, Rantířovská 93 586 05 Jihlava	Groupes B1, B3e, B3d
	Laboratoire national de référence pour les pesticides et le PCB Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 136/24 165 03 Praha 6 – Lysolaje	Groupes B2c, B3a, B3b
	Laboratoire national de référence pour les éléments chimiques Státní veterinární ústav Olomouc, Jakoubka ze Stříbra 1 779 00 Olomouc	Groupe B3c
	Laboratoire national de référence pour la détection des substances radioactives dans l'alimentation et les chaînes alimentaires Státní veterinární ústav Praha, Sídlištní 136/24 165 03 Praha 6 – Lysolaje	Group B3f»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce.

«Estonie	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium Väike-Paala 3 11415 Tallinn	Groupe A Groupes B1, B2

	Tervisekaitseinspektsiooni Tartu Keemialaboratoorium Põllu 1a 50303 Tartu	Groupe B3a, B3b
	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium Kreutzwaldi 30 51006 Tartu	Groupe B3c
	Taimse Materjali Kontrolli Keskus Teaduse 6 75501 Saku, Harjumaa	Groupe B3d
	Veterinaar- ja Toidulaboratoorium Väike-Paala 3 11415 Tallinn	Groupes B3e, B3f»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre	Εθνικό Εργαστήριο Αναφοράς για τον έλεγχο των υπολειμμάτων Γενικό Χημείο του Κράτους Κίμωνος 44 1451 Λευκωσία	Tous les groupes
	Laboratoire national de référence pour le contrôle des résidus Laboratoire général d'État Kimonos 44 1451 Nicosie	
Lettonie	Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs Lejupes iela 3 Rīga, LV-1076	Tous les groupes
Lituanie	Nacionalinė veterinarijos laboratorija J. Kairiūkščio g. 10 LT-2021 Vilnius	Tous les groupes»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie	Országos Élelmiszervizsgáló Intézet (OÉVI) Pf. 1740. Mester u. 81. H-1465 Budapest	Tous les groupes
Malte	Ministry for Agriculture and Fisheries Food and Veterinary Regulation Division Public Health and Laboratory Diagnostics Unit Albertown – Marsa, Malta	Groupes B1, B3c
	Istituto Zooprofilattico Sperimentale dell'Abruzzo e del Molise – G. Caporale Campo Boario 64100 Teramo, Italia	Groupes B1, B2a, B2c, B2d, B2e, B2f, B3a, B3b, B3d, B3e, B3f
	Central Science Laboratory – Sand Hutton York, United Kingdom	Groupes A6, B2b
	Progetto Natura Via Marradi 41 59100 Prato, Italia	Groupes B1, B2b, B2c, B2d, B3a, B3b.»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne	Laboratorium Zakładu Higieny Żywności Pochodzenia Zwierzęcego Państwowego Instytutu Weterynaryjnego PL-24-100 Puławy Al. Partyzantów 57	Groupes A1, A2, A3, A4 Groupe B1
	Laboratorium Zakładu Farmakologii i Toksykologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego PL-24-100 Puławy Al. Partyzantów 57	Groupes A5, A6, Groupes B1, B2, B3»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie	Nacionalni veterinarski inštitut Gerbičeva 60 SI-1000 Ljubljana	Groupes A1, A3, A4, A5, A6, B1, B2a, B2b, B2d, B3a, B3d
	Zavod za zdravstveno varstvo Maribor Prvomajska ulica 1 SI-2000 Maribor	Groupes A2, B2c, B2e, B3-PCB, B3b, B3c
Slovaquie	Štátny veterinárny a potravinový ústav Akademická 3 SK – 949 01 Nitra	Groupes A1, A3, A4, A5
	Štátny veterinárny a potravinový ústav Hlinkova 1/B SK – 040 01 Košice	Groupes A2, B2a, B2b, B2d, B3c, B3d,
	Štátny veterinárny a potravinový ústav Botanická 15 SK – 842 52 Bratislava	Groupes A6, B2c, B2e, B3a, B3b
	Štátny veterinárny a potravinový ústav Janoškova 1611/58 SK – 026 80 Dolný Kubín	Groups B1, B2f, B3e
	Národné referenčné laboratórium pre rádiometriu a rádioekológiu Štátny veterinárny a potravinový ústav Akademická 3 SK – 949 01 Nitra	Groupe B3f (radioactivité)
	Národné referenčné centrum pre dioxíny a príbuzné látky Ústav preventívnej a klinickej medicíny Limbova 14 SK – 833 01 Bratislava	Groupe B3f (dioxines et composés connexes)»

69. 31998 D 0675: Décision 98/675/CE de la Commission du 16 novembre 1998 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture originaires d'Estonie (JO L 317 du 26.11.1998, p. 42).

La décision 98/675/CE est abrogée.

70. 31999 D 0120: Décision 1999/120/CE de la Commission du 27 janvier 1999 établissant les listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de boyaux d'animaux (JO L 36 du 10.2.1999, p. 21), modifiée par:

— 31999D0263: Décision 1999/263/CE de la Commission du 19.4.1999 (JO L 103 du 20.4.1999, p. 33),

— 32000 D 0080: Décision 2000/80/CE de la Commission du 20.12.1999 (JO L 30 du 4.2.2000, p. 41),

— 32002 D 0483: Décision 2002/483/CE de la Commission du 24.6.2002 (JO L 166 du 25.6.2002, p. 25).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: Estómagos, vejigas y tripas de animales / Produkt: Žaludky, měchýře a střeva zvířat / Produkt: Maver, dyreblærer og dyretarme / Erzeugnis: Mägen, Blasen und Därme von Tieren / Toode: loomade maod, kusepõied ja sooled / Προϊόν: στομάχια, κύστεις και έντερα ζώων / Product: Stomachs, bladders and intestines of animals / Produit: Estomacs, vessies et boyaux d'animaux / Prodotto: Stomachi, vesciche e budella di origine animale / Produkts: dzīvnieku kuņģi, urīnpūšļi un zarnas / Produktas: skrandis, šlapimo pūslė ir gyvulių žarnos / Termék: állati gyomor, hólyag és bél / Prodott: L-istonku, bżieżaq tal-urina u l-budullata ta' l-annimali / Product: Magen, blazen en darmen van dieren / Produkt: Żołądki, pęcherze i jelita zwierząt / Produto: Estômagos, bexigas e tripas de animais / Produkt: Žalúdky, mechúre a črevá zvierat / Proizvod: vampi in želodci, mehurji in čreva živali / Tuote: Vatsalaukkuja, virtsarakkoja ja suolia / Varuslag: Magar, blåsor och tarmar

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: AFGANISTÁN / Země: AFGHÁNISTÁN / Land: AFGHANISTAN / Land: AFGHANISTAN / Riik: AFGANISTAN / Χώρα: ΑΦΓΑΝΙΣΤΑΝ / Country: AFGHANISTAN / Pays: AFGHANISTAN / Paese: AFGANISTAN / Valsts: AFGANISTĀNA / Šalis: AFGANISTANAS /Ország: AFGANISZTÁN / Pajjiż: AFGANISTAN / Land: AFGHANISTAN / Państwo: AFGANISTAN / País: AFGANISTÃO / Krajina: AFGANISTAN / Država: AFGANISTAN / Maa: AFGANISTAN / Land: AFGHANISTAN»;

ii) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA /Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

iii) «País: AUSTRALIA / Země: AUSTRÁLIE / Land: AUSTRALIEN / Land: AUSTRALIEN / Riik: AUSTRAALIA / Χώρα: ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ / Country: AUSTRALIA / Pays: AUSTRALIE / Paese: AUSTRALIA / Valsts: AUSTRĀLIJA / Šalis: AUSTRALIJA /Ország: AUSZTRÁLIA / Pajjiż: AWSTRALJA / Land: AUSTRALIË / Państwo: AUSTRALIA / País: AUSTRÁLIA / Krajina: AUSTRÁLIA / Država: AVSTRALIJA / Maa: AUSTRALIA / Land: AUSTRALIEN»;

iv) «País: BANGLADESH / Země: BANGLADÉŠ / Land: BANGLADESH / Land: BANGLADESCH / Riik: BANGLADESH / Χώρα: ΜΠΑΓΚΛΑΝΤΕΣ / Country: BANGLADESH / Pays: BANGLADESH / Paese: BANGLADESH / Valsts: BANGLADEŠA / Šalis: BANGLADEŠAS / Ország: BANGLADES / Pajjiż: BANGLADEXX / Land: BANGLADESH / Państwo: BANGLADESZ / País: BANGLADECHE / Krajina: BANGLADÉŠ / Država: BANGLADEŠ / Maa: BANGLADESH / Land: BANGLADESH»;

v) «País: BAHRÁIN / Země: BAHRAJN / Land: BAHRAIN / Land: BAHRAIN / Riik: BAHREIN / Χώρα: ΜΠΑΧΡΕΟΝ / Country: BAHRAIN / Pays: BAHREÏN / Paese: BAHRAIN / Valsts: BAHREINA / Šalis: BAHREINAS / Ország: BAHREIN / Pajjiż: BAHRAIN / Land: BAHREIN / Państwo: BAHRAJN / País: BARÉM / Krajina: BAHRAJN / Država: BAHRAJN / Maa: BAHRAIN / Land: BAHRAIN»;

vi) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA / Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN»;

vii) «País: CANADÁ / Země: KANADA / Land: CANADA / Land: KANADA / Riik: KANADA / Χώρα: ΚΑΝΑΔΑΣ / Country: CANADA / Pays: CANADA / Paese: CANADA / Valsts: KANĀDA / Šalis: KANADA / Ország: KANADA / Pajjiż: KANADA / Land: CANADA / Państwo: KANADA / País: CANADÁ / Krajina: KANADA / Država: KANADA / Maa: KANADA / Land: KANADA»;

viii) «País: SUIZA / Země: ŠVÝCARSKO / Land: SCHWEIZ / Land: SCHWEIZ / Riik: ŠVEITS / Χώρα: ΕΛΒΕΤΙΑ / Country: SWITZERLAND / Pays: SUISSE / Paese: SVIZZERA / Valsts: ŠVEICE / Šalis: ŠVEICARIJA / Ország: SVÁJC / Pajjiż: SVIZZERA / Land: ZWITZERLAND / Państwo: SZWAJCARIA / País: SUIÇA / Krajina: ŠVAJČIARSKO / Država: ŠVICA / Maa: SVEITSI / Land: SCHWEIZ»;

ix) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE / Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČĪLE / Šalis: ČILĖ / Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI` / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

x) «País: CHINA / Země: ČÍNA / Land: KINA / Land: CHINA / Riik: HIINA / Χώρα: ΚΙΝΑ / Country: CHINA / Pays: CHINE / Paese: CINA / Valsts: ĶĪNA / Šalis: KINIJA / Ország: KÍNA / Pajjiż: ĊINA / Land: CHINA / Państwo: CHINY / País: CHINA / Krajina: ČÍNA / Država: KITAJSKA / Maa: KIINA / Land: KINA»;

xi) «País: COSTA RICA / Země: KOSTARIKA / Land: COSTA RICA / Land: COSTA RICA / Riik: COSTA RICA / Χώρα: ΚΟΣΤΑ ΡΙΚΑ / Country: COSTA RICA / Pays: COSTA RICA / Paese: COSTA RICA / Valsts: KOSTARIKA / Šalis: KOSTA RIKA / Ország: COSTA RICA / Pajjiż: KOSTA RIKA / Land: COSTA RICA / Państwo: KOSTARYKA / País: COSTA RICA / Krajina: KOSTARIKA / Država: KOSTARIKA / Maa: COSTA RICA / Land: COSTA RICA»;

xii) «País: EGIPTO / Země: EGYPT / Land: EGYPTEN / Land: ÄGYPTEN / Riik: EGIPTUS / Χώρα: ΑΙΓΥΠΤΟΣ / Country: EGYPT / Pays: ÉGYPTE / Paese: EGITTO / Valsts: ĒGIPTE / Šalis: EGIPTAS / Ország: EGYIPTOM / Pajjiż: EĠITTU / Land: EGYPTE / Państwo: EGIPT / País: EGIPTO / Krajina: EGYPT / Država: EGIPT / Maa: EGYPTI / Land: EGYPTEN»;

xiii) «País: CROACIA / Země: CHORVATSKO / Land: KROATIEN / Land: KROATIEN / Riik: HORVAATIA / Χώρα: ΚΡΟΑΤΙΑ / Country: CROATIA Pays: CROATIE / Paese: CROAZIA / Valsts: HORVĀTIJA / Šalis: KROATIJA / Ország: HORVÁTORSZÁG / Pajjiż: KROAZJA / Land: KROATIË / Państwo: CHORWACJA / País: CROÁCIA / Krajina: CHORVÁTSKO / Država: HRVAŠKA / Maa: KROATIA / Land: KROATIEN»;

xiv) «País: HONDURAS / Země: HONDURAS / Land: HONDURAS / Land: HONDURAS / Riik: HONDURAS / Χώρα: ΟΝΔΟΥΡΑ / Country: HONDURAS / Pays: HONDURAS / Paese: HONDURAS Valsts: HONDURASA / Šalis: HONDŪRAS /Ország: HONDURAS / Pajjiż: ĦONDURAS / Land: HONDURAS / Państwo: HONDURAS / País: HONDURAS / Krajina: HONDURAS / Država: HONDURAS / Maa: HONDURAS / Land: HONDURAS»;

xv) «País: INDIA / Země: INDIE / Land: INDIEN / Land: INDIEN / Riik: INDIA / Χώρα: ΙΝΔΙΑ / Country: INDIA / Pays: INDE / Paese: INDIA / Valsts: INDIJA / Šalis: INDIJA /Ország: INDIA / Pajjiż: INDJA / Land: INDIA / Państwo: INDIE / País: ÌNDIA / Krajina: INDIA / Država: INDIJA / Maa: INTIA / Land: INDIEN»;

xvi) «País: IRÁN / Země: ÍRÁN / Land: IRAN / Land: IRAN / Riik: IRAAN / Χώρα: ΙΡΑΝ / Country: IRAN / Pays: IRAN / Paese: IRAN / Valsts: IRĀNA / Šalis: IRANAS /Ország: IRÁN / Pajjiż: IRAN / Land: IRAN / Państwo: IRAN / País: IRÃO / Krajina: IRÁN / Država: IRAN / Maa: IRAN / Land: IRAN»;

xvii) «País: JAPÓN / Země: JAPONSKO / Land: JAPAN / Land: JAPAN / Riik: / Χώρα: ΙΑΠΩΝΙΑ / Country: JAPAN / Pays: JAPON / Paese: GIAPPONE / Valsts: JAPĀNA / Šalis: JAPONIJA /Ország: JAPÁN / Pajjiż: ĠAPPUN / Land: JAPAN / Państwo: JAPONIA / País: JAPÃO / Krajina: JAPONSKO / Država: JAPONSKA / Maa: JAPANI / Land: JAPAN»;

xviii) «País: KUWAIT / Země: KUVAJT / Land: KUWAIT / Land: KUWAIT / Riik: KUVEIT / Χώρα: ΚΟΥΒΕΪΤ / Country: KUWAIT / Pays: KOWEÏT / Paese: KUWAIT / Valsts: KUVEITA / Šalis: KUVEITAS /Ország: KUVAIT / Pajjiż: KUWAJT / Land: KOEWEIT / Państwo: KUWEJT / País: KUWAIT / Krajina: KUVAJT / Država: KUVAJT / Maa: KUWAIT / Land: KUWAIT»;

xix) «País: LÍBANO / Země: LIBANON / Land: LIBANON / Land: LIBANON / Riik: LIIBANON / Χώρα: ΛΙΒΑΝΟΣ / Country: LEBANON / Pays: LIBAN / Paese: LIBANO / Valsts: LIBĀNA / Šalis: LIBANAS /Ország: LIBANON / Pajjiż: LIBANU / Land: LIBANON / Państwo: LIBAN / País: LÍBANO / Krajina: LIBANON / Država: LIBANON / Maa: LIBANON / Land: LIBANON»;

xx) «País: MARRUECOS / Země: MAROKO / Land: MAROKKO / Land: MAROKKO / Riik: MAROKO / Χώρα: ΜΑΡΟΚΟ / Country: MAROCCO / Pays: MAROC / Paese: MAROCCO / Valsts: MAROKA / Šalis: MAROKAS /Ország: MAROKKÓ / Pajjiż: MAROKK / Land: MAROKKO / Państwo: MAROKO / País: MARROCOS / Krajina: MAROKO / Država: MAROKO / Maa: MAROKKO / Land: MAROCKO»;

xxi) «País: MÉXICO / Země: MEXIKO / Land: MEXICO / Land: MEXIKO / Riik MEHHIKO / Χώρα: ΜΕΞΙΚΟ / Country: MEXICO / Pays: MEXIQUE / Paese: MESSICO / Valsts: MEKSIKA / Šalis: MEKSIKA / Ország: MEXIKÓ / Pajjiż: MESSIKU / Land: MEXICO / Państwo: MEKSYK / País: MÉXICO / Krajina: MEXIKO / Država: MEHIKA / Maa: MEKSIKO / Land: MEXIKO»;

xxii) «País: MONGOLIA / Země: MONGOLSKO / Land: MONGOLIET / Land: MONGOLEI / Riik: MONGOOLIA / Χώρα: ΜΟΓΓΟΛΙΑ / Country: MONGOLIA / Pays: MONGOLIE / Paese: MONGOLIA / Valsts: MONGOLIJA / Šalis: MONGOLIJA / Ország: MONGÓLIA / Pajjiż: MONGOLJA / Land: MONGOLIË / Państwo: MONGOLIA / País: MONGÓLIA / Krajina: MONGOLSKO / Država: MONGOLIJA / Maa: MONGOLIA / Land: MONGOLIET»;

xxiii) «País: NICARAGUA / Země: NIKARAGUA / Land: NICARAGUA / Land: NICARAGUA / Riik: NICARAGUA / Χώρα: ΝΙΚΑΡΑΓΟΥΑ / Country: NICARAGUA / Pays: NICARAGUA / Paese: NICARAGUA / Valsts: NIKARAGVA / Šalis: NIKARAGVA / Ország: NICARAGUA / Pajjiż: NIKARAGWA / Land: NICARAGUA / Państwo: NIKARAGUA / País: NICARÁGUA / Krajina: NIKARAGUA / Država: NIKARAGVA / Maa: NICARAGUA / Land: NICARAGUA».

xxiv) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUSMEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA/ Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

xxv) «País: PANAMÁ / Země: PANAMA / Land: PANAMA / Land: PANAMA / Riik: PANAMA / Χώρα: ΠΑΝΑΜΑΣ / Country: PANAMA / Pays: PANAMA / Paese: PANAMA / Valsts: PANAMA / Šalis: PANAMA / Ország: PANAMA / Pajjiż: PANAMA / Land: PANAMA / Państwo: PANAMA / País: PANAMÁ / Krajina: PANAMA / Država: PANAMA / Maa: PANAMA / Land: PANAMA»;

xxvi) «País: PARAGUAY / Země: PARAGUAY / Land: PARAGUAY / Land: PARAGUAY / Riik: PARAGUAY / Χώρα: ΠΑΡΑΓΟΥΑΗ / Country: PARAGUAY / Pays: PARAGUAY / Paese: PARAGUAY / Valsts: PARAGVAJA / Šalis: PARAGVAJUS / Ország: PARAGUAY / Pajjiż: PARAGWAJ / Land: PARAGUAY / Państwo: PARAGWAJ / País: PARAGUAI / Krajina: PARAGUAJ / Država: PARAGVAJ / Maa: PARAGUAY / Land: PARAGUAY»;

xxvii) «País: PERÚ / Země: PERU / Land: PERU / Land: PERU / Riik: PERUU / Χώρα: ΠΕΡΟΥ / Country: PERU / Pays: PÉROU / Paese: PERÙ / Valsts: PERU / Šalis: PERU / Ország: PERU / Pajjiż: PERU / Land: PERU / Państwo: PERU / País: PERU / Krajina: PERU / Država: PERU / Maa: PERU / Land: PERU»;

xxviii) «País: PAKISTÁN / Země: PÁKISTÁN / Land: PAKISTAN / Land: PAKISTAN / Riik: PAKISTAN / Χώρα: ΠΑΚΙΣΤΑΝ / Country: PAKISTAN / Pays: PAKISTAN / Paese: PAKISTAN / Valsts: PAKISTĀNA / Šalis: PAKISTANAS / Ország: PAKISZTÁN / Pajjiż: PAKISTAN / Land: PAKISTAN / Państwo: PAKISTAN / País: PAQUISTÃO / Krajina: PAKISTAN / Država: PAKISTAN / Maa: PAKISTAN / Land: PAKISTAN»;

xxix) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA / Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

xxx) «País: SIRIA / Země: SÝRIE / Land: SYRIEN / Land: SYRIEN / Riik: SÜÜRIA / Χώρα: ΣΥΡΙΑ / Country: SYRIA / Pays: SYRIE / Paese: SIRIA / Valsts: SĪRIJA / Šalis: SIRIJA / Ország: SZÍRIA / Pajjiż: SIRJA / Land: SYRI / Państwo: SYRIA / País: SÍRIA / Krajina: SÝRIA / Država: SIRIJA / Maa: SYYRIA / Land: SYRIEN»;

xxxi) «País: TÚNEZ / Země: TUNISKO / Land: TUNESIEN / Land: TUNESIEN / Riik: TUNEESIA / Χώρα: ΤΥΝΗΣΙΑ / Country: TUNISIA / Pays: TUNISIE / Paese: TUNISIA / Valsts: TUNISIJA / Šalis: TUNISAS /Ország: TUNÉZIA / Pajjiż: TUNEŻIJA / Land: TUNESIË / Państwo: TUNEZJA / País: TUNÍSIA / Krajina: TUNISKO / Država: TUNIZIJA / Maa: TUNISIA / Land: TUNISIEN»;

xxxii) «País: TURKMENISTÁN / Země: TURKMENISTÁN / Land: TURKMENISTAN / Land: TURKMENISTAN / Riik: TÜRKMENISTAN / Χώρα: ΤΟΥΡΚΜΕΝΙΣΤΑΝ / Country: TURKMENISTAN / Pays: TURKMÉNISTAN / Paese: TURKMENISTAN / Valsts: TURKMĒNIJA / Šalis: TURKMĖNISTANAS /Ország: TÜRKMENISZTÁN / Pajjiż: TURKMENISTAN / Land: TURKMENISTAN / Państwo: TURKMENISTAN / País: TURQUEMENISTÃO / Krajina: TURKMÉNSKO / Država: TURKMENISTAN / Maa: TURKMENISTAN / Land: TURKMENISTAN»;

xxxiii) «País: TURQUÍA / Země: TURECKO / Land: TYRKIET / Land: TÜRKEI / Riik: TÜRGI / Χώρα: ΤΟΥΡΚΙΑ / Country: TURKEY / Pays: TURQUIE / Paese: TURCHIA / Valsts: TURCIJA / Šalis: TURKIJA /Ország: TÖRÖKORSZÁG / Pajjiż: TURKIJA / Land: TURKIJE / Państwo: TURCJA / País: TURQUIA / Krajina: TURECKO / Država: TURČIJA / Maa: TURKKI / Land: Turkiet»;

xxxiv) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI D'AMERICA / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS /Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA»;

xxxv) «País: UCRANIA / Země: UKRAJINA / Land: UKRAINE / Land: UKRAINE / Riik: UKRAINA / Χώρα: ΟΥΚΡΑΝΙΑ / Country: UKRAINE / Pays: UKRAINE / Paese: UCRAINA / Valsts: UKRAINA / Šalis: UKRAINA / Ország: UKRAJNA / Pajjiż: UKRAJNA / Land: OEKRAÏNE / Państwo: UKRAINA / País: UCRÂNIA / Krajina: UKRAJINA / Država: UKRAJINA / Maa: UKRAINA / Land: UKRAINA»;

xxxvi) «País: URUGUAY / Země: URUGUAY / Land: URUGUAY / Land: URUGUAY / Riik: URUGUAY / Χώρα: ΟΥΡΟΥΓΟΥΑΗ / Country: URUGUAY / Pays: URUGUAY / Paese: URUGUAY / Valsts: URUGVAJA / Šalis: URUGVAJUS / Ország: URUGUAY / Pajjiż: URUGWAJ / Land: URUGUAY / Państwo: URUGWAJ / País: URUGUAI / Krajina: URUGUAJ / Država: URUGVAJ / Maa: URUGUAY / Land: URUGUAY»;

xxxvii) «País: UZBEKISTÁN / Země: UZBEKISTÁN / Land: USBEKISTAN / Land: USBEKISTAN / Riik: USBEKISTAN / Χώρα: ΟΥΖΜΠΕΚΙΣΤΑΝ / Country: UZBEKISTAN / Pays: OUZBÉKISTAN / Paese: UZBEKISTAN / Valsts: UZBEKIJA / Šalis: UZBEKISTANAS / Ország: ÜZBEGISZTÁN / Pajjiż: UŻBEKISTAN / Land: OEZBEKISTAN / Państwo: UZBEKISTAN / País: UZBEQUISTÃO / Krajina: UZBEKISTAN / Država: UZBEKISTAN / Maa: UZBEKISTAN / Land: UZBEKISTAN»;

xxxviii) «País: REPÚBLICA FEDERATIVA DE YUGOSLAVIA / Země: SVAZOVÁ REPUBLIKA JUGOSLÁVIE / Land: JUGOSLAVIEN / Land: JUGOSLAWISCHE REPUBLIK / Riik: JUGOSLAAVIA / Χώρα: ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΣ / Country: FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA / Pays: YOUGOSLAVIE / Paese: REPUBBLICA FEDERALE DI IUGOSLAVIA / Valsts: DIENVIDSLĀVIJA FEDERATĪVĀ REPUBLIKA / Šalis: JUGOSLAVIJA / Ország: JUGOSZLÁV SZÖVETSÉGI KÖZTÁRSASÁG / Pajjiż: JUGOSLAVJA / Land: JOEGOSLAVIË / Państwo: JUGOSŁAWIA / País: REPÚBLICA FEDERATIVA DA JUGOSLÁVIA / Krajina: FEDERATÍVNA REPUBLIKA JUHOSLÁVIA / Država: ZVEZNA REPUBLIKA JUGOSLAVIJA / Maa: JUGOSLAVIA / Land: JUGOSLAVIEN».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

République slovaque.

71. 31999 D 0710: Décision 1999/710/CE de la Commission du 15 octobre 1999 établissant des listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes hachées et de préparations de viande (JO L 281 du 4.11.1999, p. 82), modifiée par:

— 32000 D 0079: Décision 2000/79/CE de la Commission du 20.12.1999 (JO L 30 du 4.2.2000, p. 39),

— 32000D0252: Décision 2000/252/CE de la Commission du 17.3.2000 (JO L 78 du 29.3.2000, p. 28),

— 32000D0430: Décision 2000/430/CE de la Commission du 6.7.2000 (JO L 170 du 11.7.2000, p. 14),

— 32001D0336: Décision 2001/336/CE de la Commission du 18.4.2001 (JO L 120 du 28.4.2001, p. 39).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: carne picada y preparados de carne / Výrobek: mleté maso a masné polotovary / Produkt: hakket kød og tilberedt kød / Erzeugnis: Hackfleisch/Faschiertes und Fleischzubereitungen / Toode: hakkliha ja tükilihast tooted / Προϊόν: κιμάδες και παρασκευάσματα κρέατος / Product: minced meat and meat preparations / Produit: viandes hachées et préparations de viande / Prodotto: carni machinate e preparazioni di carne / Produkts: malta gaļa un gaļas izstrādājumi / Produktas: Smulkinta mėsa ir mėsos pusgami-

niai / Termék: darált hús és húskészítmények / Prodott: ikkappuljat u prodotti tal-laħam ippreparati / Product: gehakt vlees en vleesbereidingen / Produkt: Mięso mielone i wyroby mięsne nie poddane obróbce termicznej / Produto: carnes picadas e preparados de carnes / Produkt: mleté mäso a mäsové prípravky / Proizvod: mleto meso in mesni pripravki / Tuote: jauhettu liha ja lihavalmisteet / Varuslag: malet kött och köttberedningar

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region

5 = Actividad / Činnost / Aktivitet / Tätigkeit / Tegevusvaldkond / Είδος εγκατάστασης / Activity / Activité / Attività / Darbība / Veikla / Tevékenység / Attività / Activiteit / Rodzaj działalności / Actividade / Činnosť / Dejavnost / Toimintamuoto / Verksamhet

MM = Carne picada / Mleté maso / Hakket kød / Hackfleisch/ Faschiertes / Hakkliha / Κιμάδες / Minced meat / Viandes hachées / Carni macinate / Malta gaļa / Smulkinta mėsa / Darált hús / Ikkappuljat / Vleesbereidingen / Mięso mielone / Carnes picadas / Mleté mäso/ Mleto meso / Jauhettu liha / Malet kött

MP = Preparados de carne / Masné polotovary / Tilberedt kød / Fleischzubereitungen / Tükilihast tooted / Παρασκευάσματα κρέατος / Meat preparations / Préparations de viande / Preparazioni di carni / Gaļas izstrādājumi / Mėsos pusgaminiai / Előkészített húsok / Preparazzjonijiet tal-laħam / Vleesbereidingen / Wyroby mięsne nie poddane obróbce termicznej / Preparados de carnes / Mäsové prípravky / Mesni pripravki / Raakalihavalmisteet / Köttberedningar

6 = Menciones especiales / Zvláštní poznámky / Særlige bemærkninger / Besondere Bemerkungen / Erimärkused / Ειδικές παρατηρήσεις / Special remarks / Mentions spéciales / Note particolari / Īpašas atzīmes / Specialios pastabos / Különleges megjegyzések / Rimarki speċjali / Bijzondere opmerkingen / Uwagi szczególne / Menções especiais / Osobitné poznámky / Posebne opombe / Erikoismainintoja / Anmärkningar

7 = Países y establecimientos que cumplen todos los requisitos del apartado 1 del artículo 2 de la Decisión 95/408/CE del Consejo.

Země a zařízení, které splňují všechny požadavky čl. 2 odst. 1 rozhodnutí Rady 95/408/ES.

Lande og virksomheder, der opfylder alle betingelserne i artikel 2, stk. 1, I Rådets beslutning 95/408/EF.

Länder und Betriebe, die alle Anforderungen des Artikels 2 Absatz 1 der Entscheidung 95/408/EG des Rates erfüllen.

Nõukogu otsuse 95/408/EÜ artikli 2 lõike 1 kõikidele nõuetele vastavad riigid ja ettevõtted.

Χώρες και εγκαταστάσεις που πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 παράγραφος 1 της απόφασης 95/408/ΕΚ του Συμβουλίου.

Countries and establishments complying with all requirements of Article 2(1) of Council Decision 95/408/EC.

Pays et établissements remplissant l'ensemble des dispositions de l'article 2, paragraphe 1, de la décision 95/408/CE du Conseil.

Paesi e stabilimenti che ottemperano a tutte le disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 1, della decisione 95/408/CE del Consiglio.

Valstis un uzņēmumi, kuri atbilst Padomes Lēmuma 95/408/EK 2. panta 1. punkta prasībām.

Šalys ir įmonės, atitinkančios visus Tarybos sprendimo 95/408/EB 2 straipsnio 1 dalies reikalvimus.

Azok az országok és létesítmények, amelyek teljes mértékben megfelelnek a 95/408/EK tanácsi határozat 2. cikkének (1) bekezdésében foglalt követelményeknek

Pajjiżi u stabilimenti li jissodisfaw il-kundizzjonijiet ta' l-Artiklu 2(1) tad-Deċiżjoni tal-Kunsill 95/408/KE.

Landen en inrichtingen die voldoen aan al de voorwaarden van artikel 2, lid 1, van Beschikking 95/408/EG van de Raad.

Państwa i zakłady spełniające wszystkie wymagania art. 2 ust. 1 decyzji Rady 95/408/WE.

Países e estabelecimentos que respeitam todas as exigências do n.º 1 do artigo 2.º da Decisão 95/408/CE do Conselho.

Krajiny a prevádzkárne spĺňajúce všetky požiadavky článku 2 ods. 1 rozhodnutia Rady 95/408/ES.

Države in obrati, ki izpolnjujejo vse zahteve iz člena 2(1) Odločbe Sveta 95/408/ES.

Neuvoston päätöksen 95/408/EY 2 artiklan 1 kohdan kaikki vaatimukset täyttävät maat ja laitokset.

Länder och anläggningar som uppfyller alla krav i artikel 2.1 i rådets beslut 95/408/EG.»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA / Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

ii) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA /Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN»;

iii) «País: CHILE / Země: CHILE / Land: CHILE / Land: CHILE / Riik: TŠIILI / Χώρα: ΧΙΛΗ / Country: CHILE / Pays: CHILI / Paese: CILE / Valsts: ČĪLE / Šalis: ČILĖ /Ország: CHILE / Pajjiż: ĊILI` / Land: CHILI / Państwo: CHILE / País: CHILE / Krajina: CHILE / Država: ČILE / Maa: CHILE / Land: CHILE»;

iv) «País: ISRAEL / Země: IZRAEL / Land: ISRAEL / Land: ISRAEL / Riik: IISRAEL / Χώρα: ΙΣΡΑΗΛ / Country: ISRAEL / Pays: ISRAËL / Paese: ISRAELE / Valsts: IZRAĒLA / Šalis: IZRAELIS / Ország: IZRAEL / Pajjiż: IŻRAEL / Land: ISRAËL / Państwo: IZRAEL / País: ISRAEL / Krajina: IZRAEL / Država: IZRAEL / Maa: ISRAEL / Land: ISRAEL»;

v) «País: NUEVA ZELANDA / Země: NOVÝ ZÉLAND / Land: NEW ZEALAND / Land: NEUSEELAND / Riik: UUS-MEREMAA / Χώρα: ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ / Country: NEW ZEALAND / Pays: NOUVELLE-ZÉLANDE / Paese: NUOVA ZELANDA / Valsts: JAUNZĒLANDE / Šalis: NAUJOJI ZELANDIJA / Ország: ÚJ-ZÉLAND / Pajjiż: NEW ZEALAND / Land: NIEUW-ZEELAND / Państwo: NOWA ZELANDIA / País: NOVA ZELÂNDIA / Krajina: NOVÝ ZÉLAND / Država: NOVA ZELANDIJA / Maa: UUSI-SEELANTI / Land: NYA ZEELAND»;

vi) «País: RUMANÍA / Země: RUMUNSKO / Land: RUMÆNIEN / Land: RUMÄNIEN / Riik: RUMEENIA / Χώρα: ΡΟΥΜΑΝΙΑ / Country: ROMANIA / Pays: ROUMANIE / Paese: ROMANIA / Valsts: RUMĀNIJA / Šalis: RUMUNIJA / Ország: ROMÁNIA / Pajjiż: RUMANIJA / Land: ROEMENIË / Państwo: RUMUNIA / País: ROMÉNIA/ Krajina: RUMUNSKO / Država: ROMUNIJA / Maa: ROMANIA / Land: RUMÄNIEN»;

vii) «País: TAILANDIA / Země: THAJSKO / Land: THAILAND / Land: THAILAND / Riik: TAI / Χώρα: ΤΑΪΛΑΝΔΗ / Country: THAILAND / Pays: THAILANDE / Paese: TAILANDIA / Valsts: TAIZEME / Šalis: TAILANDAS / Ország: THAIFÖLD / Pajjiż: TAJLANDJA / Land: THAILAND / Państwo: TAJLANDIA / País: TAILANDIA / Krajina: THAJSKO / Država: TAJSKA / Maa: THAIMAA / Land: THAILAND».

c) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

République slovaque.

72. 32000 D 0050: Décision 2000/50/CE de la Commission du 17 décembre 1999 concernant les exigences minimales pour l'inspection des exploitations d'élevage (JO L 19 du 25.1.2000, p. 51).

À l'article 2, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le rapport devra être présenté pour la première fois le 30 avril 2006 au plus tard.»

73. 32000 L 0075: Directive 2000/75/CE du Conseil du 20 novembre 2000 arrêtant des dispositions spécifiques relatives aux mesures de lutte et d'éradication de la fièvre catarrhale du mouton ou bluetongue (JO L 327 du 22.12.2000, p. 74).

a) Le titre de l'annexe I.A est remplacé par le texte suivant:

«LISTA DE LOS LABORATORIOS NACIONALES DE LA FIEBRE CATARRAL OVINA

SEZNAM NÁRODNÍCH LABORATOŘÍ PRO KATARÁLNÍ HOREČKU OVCÍ

LISTE OVER NATIONALE LABORATORIER FOR BLUETONGUE

LISTE DER FÜR DIE BLAUZUNGENKRANKHEIT ZUSTÄNDIGEN NATIONALEN LABORATORIEN

RAHVUSLIKE BLUETONGUE LABORATOORIUMIDE LOETELU

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΕΘΝΙΚΩΝ ΕΡΓΑΣΤΗΡΙΩΝ ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΤΑΡΡΟΪΚΟ ΠΥΡΕΤΟ ΤΟΥ ΠΡΟΒΑΤΟΥ

LIST OF THE NATIONAL BLUETONGUE LABORATORIES

LISTE DES LABORATOIRES NATIONAUX POUR LA FIÈVRE CATARRHALE DU MOUTON

ELENCO DEI LABORATORI NAZIONALI PER LA FEBBRE CATARRALE DEGLI OVINI

NACIONĀLO INFEKCIOZĀ KATARĀLĀ DRUDŽA DIAGNOSTIKAS LABORATORIJU SARAKSTS

NACIONALINIŲ MĖLYNOJO LIEŽUVIO LIGOS LABORATORIJŲ SĄRAŠAS'

A KÉKNYELV BETEGSÉG DIAGNOSZTIZÁLÁSÁRA KIJELÖLT NEMZETI LABORATÓRIUMOK

LISTA TAL-LABORATORJI NAZZJONALI GHALL-BLUETONGUE

LIJST VAN DE NATIONALE LABORATORIA VOOR BLUETONGUE

LISTA LABORATORIÓW KRAJOWYCH DO DIAGNOSTYKI CHOROBY NIEBIESKIEGO JĘZYKA

LISTA DOS LABORATÓRIOS NACIONAIS EM RELAÇÃO À FEBRE CATARRAL OVINA

SEZNAM NACIONALNIH LABORATORIJEV ZA BOLEZEN MODRIKASTEGA JEZIKA

ZOZNAM NÁRODNÝCH LABORATÓRIÍ PRE ZHUBNÚ KATARÁLNU HORÚČKU OVIEC (BLUETONGUE)

LUETTELO KANSALLISISTA LAMPAAN BLUETONGUE-TAUTIA VARTEN NIMETYISTÄ LABORATORIOISTA

FÖRTECKNING ÖVER NATIONELLA LABORATORIER FÖR BLUETONGUE»

b) À l'annexe I.A, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«République tchèque:

Institute for Animal Health
Pirbright Laboratory
Ash Road, Pirbright
Woking
Surrey GU24 ONF
United Kingdom»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium,
Kreutzwaldi 30
51006 Tartu»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre:

Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων,
Κτηνιατρικές Υπηρεσίες
1417 Λευκωσία

(Laboratoire national de référence pour les services vétérinaires de santé animale)
CY-1417 Nicosie)

Lettonie:

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie:

Nacionalinė veterinarijos laboratorija
J.Kairiūkščio g. 10
LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie:

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI) Pf. 2.
Tábornok u. 2.
H-1581 Budapest

Malte:

Istituto Zooprofilatico dell'Abruzzo e Molise
Via Campo Boario
IT-64100 Teramo»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne:

Laboratorium Zakładu Wirusologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
Al. Partyzantów 57
PL-24-100 Puławy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie:

Nacionalni veterinarski inštitut,
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana

Slovaquie:

Institute for Animal Health Pirbright Laboratory
Ash Road, Pirbright Woking Surrey GU24 ONF
United Kingdom»

74. 32000 D 0085: Décision 2000/85/CE de la Commission du 21 décembre 1999 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche originaires de Lettonie (JO L 26 du 2.2.2000, p. 21).

La décision 2000/85/CE est abrogée.

75. 32000 D 0087: Décision 2000/87/CE de la Commission du 21 décembre 1999 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche originaires de Lituanie (JO L 26 du 2.2.2000, p. 42).

La décision 2000/87/CE est abrogée.

76. 32000 D 0159: Décision 2000/159/CE de la Commission du 8 février 2000 concernant l'approbation provisoire des plans des pays tiers relatifs aux résidus conformément à la directive 96/23/CE du Conseil (JO L 51 du 24.2.2000, p. 30), modifiée par:

— 32001 D 0487: Décision 2001/487/CE de la Commission du 18.6.2001 (JO L du 29.6.2001, p. 68)

— 32002 D 0336: Décision 2002/336/CE de la Commission du 25.4.2002 (JO L 116 du 3.5.2002, p. 51).

À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

77. 32000 D 0284: Décision 2000/284/CE de la Commission du 31 mars 2000 établissant la liste des centres agréés de collecte de sperme pour les importations de sperme d'équidés en provenance de pays tiers et modifiant les décisions 96/539/CE et 96/540/CE (JO L 94 du 14.4.2000, p. 35), modifiée par:

— 32000 D 0344: Décision 2000/444/CE de la Commission du 5.7.2000 (JO L 179 du 18.7.2000, p. 15),

— 32000 D 0790: Décision 2000/790/CE de la Commission du 30.11.2000 (JO L 314 du 14.12.2000, p. 32),

— 32001 D 0169: Décision 2001/169/CE de la Commission du 16.2.2001 (JO L 60 du 1.3.2001, p. 62),

— 32001 D 0392: Décision 2001/392/CE de la Commission du 4.5.2001 (JO L 138 du 22.5.2001, p. 22),

— 32001 D 0612: Décision 2001/612/CE de la Commission du 20.7.2001 (JO L 214 du 8.8.2001, p. 51),

— 32001 D 0734: Décision 2001/734/CE de la Commission du 11.10.2001 (JO L 275 du 18.10.2001, p. 19),

— 32002 D 0073: Décision 2002/73/CE de la Commission du 30.1.2002 (JO L 33 du 2.2.2002, p. 18),

— 32002 D 0297: Décision 2002/297/CE de la Commission du 10.4.2002 (JO L 101 du 17.4.2002, p. 46),

— 32002 D 0339: Décision 2002/339/CE de la Commission du 2.5.2002 (JO L 116 du 3.5.2002, p. 63),

— 32002 D 0416: Décision 2002/416/CE de la Commission du 6.6.2002 (JO L 150 du 8.6.2002, p. 56).

— 32002 D 0776: Décision 2002/776/EC de la Commission du 3.10.2002 (OJ L 267 du 4.10.2002, p. 30).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

1. Versión — Verze — Udgave — Fassung vom — Versioon — Έκδοση — Version — Version — Versione — Versija — Versija — Változat — Verżjoni — Versie — Wersja — Versão — Verzia — Verzija — Tilanne — Version

2. Código ISO — Kód ISO — ISO-kode — ISO-Code — ISO-kood — Κωδικός-ISO — ISO-code — Code ISO — Codice ISO — ISO standarts — ISO kodas — ISO-kód — Kodiċi ISO — ISO-code — Kod ISO — Código ISO — Kód ISO — ISO-koda — ISO-koodi — ISO-kod

3. Tercer país — Třetí země — Tredjeland — Drittland — Kolmas riik — Τρίτη χώρα — Third country — Pays tiers — Paese terzo — Trešā valsts — Trečioji šalis — Harmadik ország — Pajjiż terz — Derde land — Kraj trzeci — País terceiro — Tretia krajina — Tretja država — Kolmas maa — Tredje land

4. Nombre del centro autorizado — Název schválené stanice — Den godkendte stations navn — Name der zugelassenen Besamungsstation — Tunnustatud seemendusjaama nimi — Όνομα του εγκεκριμένου κέντρου — Name of approved centre — Nom du centre agréé — Nome del centro riconosciuto — Atzīta centra nosaukums — Patvirtinto centro pavadinimas — Az engedélyezett állomás neve — Isem taċ-ċentru approvat — Naam van het erkende centrum — Nazwa zatwierdzonej stacji produkcji nasienia — Nome do centro aprovado — Názov schválenej stanice — Ime odobrenega osemenjevalnega središča- Hyväksytyn aseman nimi — Tjurstationens namn

5. Dirección del centro autorizado — Adresa schválené stanice — Den godkendte stations adresse — Anschrift der zugelassenen Besamungsstation — Tunnustatud seemendusjaama aadress — Διεύθυνση του εγκεκριμένου κέντρου — Address of approved centre — Adresse du centre agréé — Indirizzo del centro riconosciuto — Atzīta centra adrese — Patvirtinto centro adresas — Az engedélyezett állomás címe — Indirizz taċ-ċentru approvat — Adres van het erkende centrum — Adres zatwierdzonej stacji produkcji nasienia — Endereço aprovado — Adresa schválenej stanice — Naslov odobrenega osemenjevalnega središča — Hyväksytyn aseman osoite — Tjurstationens adress

6. Autoridad competente en materia de autorización — Příslušný schvalující orgán — Godkendelsesmyndighed — Zulassungsbehörde — Tunnustuse andnud järelevalveasutus — Εγκρίνουσα αρχή — Approving authority — Autorité d'agrément — Autorità che rilascia il riconoscimento — Iestāde, kura veic atzīšanu — Patvirtinanti institucija — Engedélyező hatóság — Awtorità ta' l-approvazzjoni — Autoriteit die de erkenning heeft verleend — Organ zatwierdzający — Autoridade de aprovação — Schvaľujúci orgán — Pristojni organ za odobritev — Hyväksyntäviranomainen — Godkännandemyndighet

7. Número de autorización — Číslo schválení — Godkendelsesnummer — Registriernummer — Tunnustusnumber — Αριθμός έγκρισης — Approval number — Numéro d'agrément — Numero di riconoscimento — Atzīšanas numurs — Patvirtinimo numeris — A működési engedély száma — Numru ta' l-approvazzjoni — Registratienummer — Numer zatwierdzenia — Número de aprovação — Číslo schválenia — Veterinarska številka odobritve — Hyväksyntänumero — Godkännandenummer

8. Fecha de la autorización — Datum schválení — Godkendelsesdato — Zulassungsdatum — Tunnustamise kuupäev — Ημερομηνία έγκρισης — Approval date — Date d'agrément — Data di approvazione — Atzīšanas datums — Patvirtinimo data — A működési engedély kiadásának dátuma — Data ta' l-approvazzjoni — Datum van erkenning — Data zatwierdzenia — Data da aprovação — Dátum schválenia — Datum odobritve — Hyväksyntäpäivä — Datum för godkännandet».

b) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie

Hongrie,

Malte,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

c) À l'annexe, la note de bas de page (a) est remplacée par le texte suivant:

«([a]) Código provisional que no afecta a la denominación definitiva del país que será asignada cuando concluyan las negociaciones en curso en las Naciones Unidas — Prozatímní kód, kterým není dotčeno konečné označení země, které bude přiřazeno po ukončení jednání probíhajícího v OSN — foreløbig kode, som ikke foregriber den endelige betegnelse af landet, der skal tildeles, når de igangværende forhandlinger i FN er afsluttet — Provisorischer Code, der in nichts der endgültigen Bezeichnung des Landes vorgreift, die bei Schlussfolgerung der momentan laufenden Verhandlungen in diesem Zusammenhang im Rahmen der Vereinten Nationen genehmigt wird — Ajutine kood, mis ei mõjuta lõplikku nimetust, mis omistatakse riigile peale Ühinenud Rahvaste Organisatsioonis käimasolevate läbirääkimiste lõppu — Προσωρινός κωδικός που δεν επηρεάζει τον οριστικό τίτλο της χώρας που θα δοθεί μετά την περάτωση των διαπραγματεύσεων που πραγματοποιούνται επί του παρόντος στα Ηνωμένα Έθνη — Provisional code that does not affect the definitive denomination of the country to be attributed after the conclusion of the negotiations currently taking place in the United Nations — Code provisoire ne préjugeant pas de la dénomination définitive du pays qui sera arrêtée à l'issue des négociations en cours dans le cadre des Nations unies — Codice provvisorio senza effetti sulla denominazione definitiva del paese che sarà attribuita dopo la conclusione dei negoziati in corso presso le Nazioni Unite — Pagaidu kods, kurš nekādā veidā neietekmē galīgo valsts nomenklatūru, kura tiks apstiprināta Apvienoto Nāciju Organizācijas ietvaros pašlaik notiekošo sarunu rezultātā — Laikinas kodas, neturėsiantis įtakos pastoviai šalies terminologijai, kuri bus nustatyta pasibaigus šiuo metu vykstančioms deryboms Jungtinėse Tautose — Ide-

iglenes kód, amely nem befolyásolja az ország azon végleges elnevezését, amelyet az ENSZ-ben folytatott jelenlegi tárgyalások lezárását követően hagynak jóvá — Kodiċi proviżorju li ma jaffetwawx id-denominazzjoni definittiva tal-pajjiż fil-konklużjoni tan-negozjati li għaddejjin bħalissa fi ħdan il-Ġnus Magħquda — Voorlopige code die geen gevolgen heeft voor de definitieve benaming die aan het land wordt gegeven op grond van de onderhandelingen die momenteel in het kader van de Verenigde Naties worden gevoerd — Tymczasowy kod, który w ostateczny sposób nie przesądza o nazewnictwie kraju, zostanie uzgodniony w następstwie aktualnie trwających negocjacji w tym na forum ONZ — Código provisório que não afecta a denominação definitiva do país a ser atribuída após a conclusão das negociações actualmente em curso nas Nações Unidas — Dočasný kód, ktorým nie je dotknuté označenie tejto krajiny, ktoré jej bude pridelené po ukončení rokovaní prebiehajúcich v súčasnosti v OSN — Začasna koda, ki ne vpliva na končno poimenovanje države in bo dodeljena po zaključku pogajanj, ki trenutno potekajo v Združenih narodih — Väliaikainen koodi, joka ei vaikuta maan lopulliseen nimeen, joka annetaan tällä hetkellä Yhdistyneissä Kansakunnissa meneillään olevien neuvottelujen päätteeksi — Provisorisk kod som inte påverkar det slutgiltiga landsnamnet som skall anges när de pågående förhandlingarna i Förenta nationerna slutförts.»

d) À l'annexe, la note de bas de page (b) est remplacée par le texte suivant:

«([b]) Sólo esperma procedente de caballos registrados — Pouze sperma odebrané od registrovaných koní — Kun sæd fra registrerede heste — Nur Samen von registrierten Pferden — Ainult registreeritud hobustelt kogutud sperma — Μόνο σπέρμα που συλλέχθηκε από καταγεγραμμένους ίππους — Only semen collected from registered horses — Sperme provenant uniquement de chevaux enregistrés — Solamente sperma raccolto da cavalli registrati — Tikai no reģistrētiem zirgiem iegūta sperma — Tiktai sperma surinkta iš registruotų arklių — Kizárólag nyilvántartott lovaktól begyűjtött sperma — Sperma miġbura minn żwiemel reġistrati biss — Enkel sperma verzameld van geregistreerde paarden —Tylko nasienie pochodzące od zarejestrowanych koni — Apenas sémen colhido de cavalos registados — Iba semeno registrovaných koní — Le seme, pridobljeno od registriranih konj — Ainoastaan rekisteröidyistä hevosista kerätty siemenneste — Bara sperma insamlad från registrerade hästar.»

78. 32000 D 0585: Décision 2000/585/CE de la Commission du 7 septembre 2000 définissant les conditions sanitaires et de police sanitaire ainsi que la certification vétérinaire requises pour les importations de viandes de gibier sauvage, de gibier d'élevage et de lapin en provenance de pays tiers et abrogeant les décisions 97/217/CE, 97/218/CE, 97/219/CE et 97/220/CE de la Commission (JO L 251 du 6.10.2000, p. 1), modifiée par:

— 32001 D 0640: Décision 2001/640/CE de la Commission du 2.8.2001 (JO L 223 du 18.8.2001, p. 28),

— 32001 D 0736: Décision 2001/736/CE de la Commission du 17.10.2001 (JO L 275 du 18.10.2001, p. 32),

— 32002 D 0219: Décision 2002/219/CE de la Commission du 7.3.2002 (JO L 72 du 14.3.2002, p. 27),

— 32002 D 0646: Décision 2002/646/CE de la Commission du 31.7.2002 (JO L 211 du 7.8.2002, p. 23).

a) À l'annexe I, les mentions relatives à la République tchèque sont supprimées.

b) À l'annexe II, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Estonie,

Chypre,

Lettonie,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

République slovaque.

79. 32000 D 0609: Décision 2000/609/CE de la Commission du 29 septembre 2000 établissant les conditions sanitaires et de police sanitaire et la certification vétérinaire requises à l'importation de viandes de ratites d'élevage et modifiant la décision 94/85/CE établissant une liste de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de viandes fraîches de volaille (JO L 258 du 12.10.2000, p. 49), modifiée par:

— 32000 D 0782: Décision 2000/782/CE de la Commission du 8.12.2000 (JO L 309 du 9.12.2000, p. 37).

À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Chypre,

Lituanie,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

80. 32000 D 0676: Décision 2000/676/CE de la Commission du 20 octobre 2000 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche originaires de Pologne (JO L 280 du 4.11.2000, p. 69).

La décision 2000/676/CE est abrogée.

81. 32000 R 1760: Règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil (JO L 204 du 11.8.2000, p. 1):

a) À l'article 4, paragraphe 1, la phrase ci-après est ajoutée après la première phase du premier alinéa.

«Tous les animaux d'une exploitation située en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie ou en Slovaquie nés au plus tard à la date d'adhésion ou destinés après cette date aux échanges intracommunautaires sont identifiés par une marque approuvée par l'autorité compétente, apposée à chaque oreille.»

b) À l'article 4, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Aucun animal né en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie ou en Slovaquie après la date d'adhésion ne peut quitter une exploitation sans être identifié conformément aux dispositions du présent article.»

c) À l'article 6, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté après le premier alinéa.

«À compter de la date d'adhésion, pour chaque animal devant être identifié conformément à l'article 4, l'autorité compétente en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie et en Slovaquie délivre un passeport dans les quatorze jours suivant la notification de sa naissance ou, dans le cas d'animaux importés de pays tiers, dans les quatorze jours suivant la notification de sa nouvelle identification par l'État membre concerné conformément à l'article 4, paragraphe 3.»

d) À l'article 20, la phrase ci-après est ajoutée.

«La République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie le font au plus tard trois mois après l'adhésion.»

82. 32001 D 0039: Décision 2001/39/CE de la Commission du 22 décembre 2000 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche originaires de la République tchèque (JO L 10 du 13.1.2001, p. 68).

La décision 2001/39/CE est abrogée.

83. 32001 L 0089: Directive 2001/89/CE du Conseil du 23 octobre 2001 relative à des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique (JO L 316 du 1.12.2001, p. 5).

À l'annexe III, point 1, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque:

Státní veterinární ústav Jihlava, Rantířovská 93, 586 05 Jihlava»

entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium, Kreutzwaldi 30, 51006 Tartu»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre:

Institute of Virology, Hannover Veterinary School, Bunteweg 17, D-30559 Hannover

Lettonie:

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs, Lejupes iela 3, LV-1076 Rīga

Lituanie:

Nacionalinė veterinarijos laboratorija, J.Kairiūkščio g. 10, LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie:

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI), Pf. 2., Tábornok u. 2., H-1581 Budapest

Malte:

Veterinary Laboratory Agency, Weybridge, United Kingdom»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne:

Laboratorium Zakładu Chorób Świń Państwowego Instytutu Weterynaryjnego, Al. Partyzantów 57, PL-24-100 Puławy»

et entre mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie:

Nacionalni veterinarski inštitut, Gerbičeva 60, SI-1000 Ljubljana

Slovaquie:

Štátny veterinary ústav, Pod dráhami 918, SK-960 86 Zvolen»

84. 32001 D 0556: Décision 2001/556/CE de la Commission du 11 juillet 2001 établissant des listes provisoires d'établissements de pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations de gélatine destinée à la consommation humaine (JO L 200 du 25.7.2001, p. 23).

a) À l'annexe, le titre et les références sont remplacés par le texte suivant:

«ANEXO — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BILAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — PRÍLOHA — PRILOGA — LITTE — BILAGA

LISTA DE LOS ESTABLECIMIENTOS / SEZNAM ZAŘÍZENÍ / LISTE OVER VIRKSOMHEDER / VERZEICHNIS DER BETRIEBE / ETTEVÕTETE LOETELU / ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ / LIST OF ESTABLISHMENTS / LISTE DES ÉTABLISSEMENTS / ELENCO DEGLI STABILIMENTI / UZŅĒMUMU SARAKSTS / ĮMONIŲ SĄRAŠAS / LÉTESÍTMÉNYLISTA / LISTA TA' L-ISTABILIMENTI / LIJST VAN BEDRIJVEN / LISTA ZAKŁADÓW / LISTA DOS ESTABELECIMENTOS / ZOZNAM PREVÁDZKARNÍ / SEZNAM OBRATOV / LUETTELO LAITOKSISTA / FÖRTECKNING ÖVER ANLÄGGNINGAR

Producto: gelatina destinada al consumo humano / Výrobek: želatina určená k lidské spotřebě / Produkt: gelatine til konsum / Erzeugnis: zum Verzehr bestimmte Gelatine / Toode: želatiin toiduks / Προϊόν: ζελατίνη με προορισμό την κατανάλωση από τον άνθρωπο / Product: gelatine intended for human consumption / Produit: gélatine destinée à la consommation humaine / Prodotto: gelatine destinate al consumo umano / Produkts: lietošanai pārtikā paredzēts želatīns / Produktas: želatina, skirta žmonių maistui / Termék: emberi fogyasztásra szánt zselatin / Prodott: ġelatina għall-konsum uman / Product: voor menselijke consumptie bestemde gelatine / Produkt: żelatyna spożywcza / Produtogelatina destinada ao consumo humano / Produkt: Želatina na ľudskú konzumáciu / Proizvod: želatina, namenjena prehrani ljudi / Tuote: ihmisravinnoksi tarkoitettu gelatiini / Varuslag: gelatin avsett som livsmedel

1 = Referencia nacional / Národní kód / National reference / Nationaler Code / Rahvuslik viide / Εθνικός αριθμός έγκρισης / National reference / Référence nationale / Riferimento nazionale / Nacionālā norāde / Nacionalinė nuoroda / Nemzeti referenciaszám / Referenza nazzjonali / Nationale code / Kod krajowy / Referência nacional / Národný odkaz / Nacionalna referenca / Kansallinen referenssi / Nationell referens

2 = Nombre / Název / Navn / Name / Nimi / Όνομα εγκατάστασης / Name / Nom / Nome / Nosaukums / Pavadinimas / Név / Isem / Naam / Nazwa / Nome / Názov / Ime / Nimi / Namn

3 = Ciudad / Město / By / Stadt / Linn / Πόλη / Town / Ville / Città / Pilsēta / Miestas / Város / Belt / Stad / Miasto / Cidade / Mesto / Kraj / Kaupunki / Stad

4 = Región / Oblast / Region / Region / Piirkond / Περιοχή / Region / Région / Regione / Reġions / Regionas / Régió / Reġjun / Regio / Region / Região / Kraj / Regija / Alue / Region»

b) À l'annexe, les titres des tableaux sont remplacés par le texte suivant:

i) «País: ARGENTINA / Země: ARGENTINA / Land: ARGENTINA / Land: ARGENTINIEN / Riik: ARGENTIINA / Χώρα: ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ / Country: ARGENTINA / Pays: ARGENTINE / Paese: ARGENTINIA / Valsts: ARGENTĪNA / Šalis: ARGENTINA /Ország: ARGENTÍNA / Pajjiż: ARĠENTINA / Land: ARGENTINË / Państwo: ARGENTYNA / País: ARGENTINA / Krajina: ARGENTÍNA / Država: ARGENTINA / Maa: ARGENTIINA / Land: ARGENTINA»;

ii) «País: BRASIL / Země: BRAZÍLIE / Land: BRASILIEN / Land: BRASILIEN / Riik: BRASIILIA / Χώρα: ΒΡΑΖΙΛΙΑ / Country: BRAZIL / Pays: BRÉSIL / Paese: BRASILE / Valsts: BRAZĪLIJA / Šalis: BRAZILIJA /Ország: BRAZÍLIA / Pajjiż: BRAŻIL / Land: BRASILIË / Państwo: BRAZYLIA / País: BRASIL / Krajina: BRAZÍLIA / Država: BRAZILIJA / Maa: BRASILIA / Land: BRASILIEN»;

iii) «País: BIELORRUSIA / Země: BĚLORUSKO / Land: BELARUS / Land: BELARUS / Riik: VALGEVENE / Χώρα: ΛΕΥΚΟΡΩΣΙΑ / Country: BELARUS / Pays: BELARUS / Paese: BIELORUSSIA / Valsts: BALTKRIEVIJA / Šalis: BALTARUSIJA /Ország: FEHÉROROSZORSZÁG / Pajjiż: BELORUSSJA / Land: BELARUS / Państwo: BIAŁORUŚ / País: BIELORRÚSSIA / Krajina: BIELORUSKO / Država: BELORUSIJA / Maa: VALKO-VENÄJÄ / Land: VITRYSSLAND»;

iv) «País: CHINA / Země: ČÍNA / Land: KINA / Land: CHINA / Riik: HIINA / Χώρα: ΚΙΝΑ / Country: CHINA / Pays: CHINE / Paese: CINA / Valsts: ĶĪNA / Šalis: KINIJA /Ország: KÍNA / Pajjiż: ĊINA / Land: CHINA / Państwo: CHINY / País: CHINA / Krajina: ČÍNA / Država: KITAJSKA / Maa: KIINA / Land: KINA»;

v) «País: COLOMBIA / Země: KOLUMBIE / Land: COLOMBIA / Land: KOLUMBIEN / Riik: KOLUMBIA / Χώρα: ΚΟΛΟΜΒΙΑ / Country: COLOMBIA / Pays: COLOMBIE / Paese: COLOMBIA / Valsts: KOLUMBIJA / Šalis: KOLUMBIJA /Ország: KOLUMBIA / Pajjiż: KOLOMBJA / Land: COLOMBIA / Państwo: KOLUMBIA / País: COLÔMBIA / Krajina: KOLUMBIA / Država: KOLUMBIJA / Maa: KOLUMBIA / Land: COLOMBIA»;

vi) «País: COREA / Země: KOREA / Land: KOREA / Land: REPUBLIK KOREA / Riik: KOREA / Χώρα: ΚΟΡΕΑ / Country: KOREA / Pays: CORÉE / Paese: COREA / Valsts: KOREJA / Šalis: KORĖJA / Ország: KOREA / Pajjiż: KOREA T'ISFEL / Land: KOREA / Państwo: KOREA / País: COREIA / Krajina: KÓREA / Država: KOREJA / Maa: KOREA / Land: KOREA»;

vii) «País: PAKISTÁN / Země: PÁKISTÁN / Land: PAKISTAN / Land: PAKISTAN / Riik: PAKISTAN / Χώρα: ΠΑΚΙΣΤΑΝ / Country: PAKISTAN / Pays: PAKISTAN / Paese: PAKISTAN / Valsts: PAKISTĀNA / Šalis: PAKISTANAS / Ország: PAKISZTÁN / Pajjiż: PAKISTAN / Land: PAKISTAN / Państwo: PAKISTAN / País: PAQUISTÃO / Krajina: PAKISTAN / Država: PAKISTAN / Maa: PAKISTAN / Land: PAKISTAN»;

viii) «País: SUIZA / Země: ŠVÝCARSKO / Land: SCHWEIZ / Land: SCHWEIZ / Riik: ŠVEITS / Χώρα: ΕΛΒΕΤΙΑ / Country: SWITZERLAND / Pays: SUISSE / Paese: SVIZZERA / Valsts: ŠVEICE / Šalis: ŠVEICARIJA / Ország: SVÁJC / Pajjiż: SVIZZERA / Land: ZWITZERLAND / Państwo: SZWAJCARIA / País: SUIÇA / Krajina: ŠVAJČIARSKO / Država: ŠVICA / Maa: SVEITSI / Land: SCHWEIZ»;

ix) «País: TAIWÁN / Země: TAIWAN / Land: TAIWAN / Land: TAIWAN / Riik: TAIWAN / Χώρα: ΤΑΪΒΑΝ / Country: TAIWAN / Pays: TAIWAN / Paese: TAIWAN / Valsts: TAIVĀNA / Šalis: TAIVANIS / Ország: TAJVAN / Land: TAIWAN / Pajjiż: TAJWAN / Land: TAIWAN / Państwo: TAJWAN / País: TAIWAN / Krajina: TAIWAN / Država: TAJVAN / Maa: TAIWAN / Land: TAIWAN»;

x) «País: ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA / Země: SPOJENÉ STÁTY AMERICKÉ / Land: AMERIKAS FORENEDE STATER / Land: VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / Riik: AMEERIKA ÜHENDRIIGID / Χώρα: ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ / Country: UNITED STATES OF AMERICA / Pays: ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / Paese: STATI UNITI / Valsts: AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS / Šalis: JUNGTINĖS AMERIKOS VALSTIJOS / Ország: AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK / Pajjiż: STATI UNITI TA' L-AMERIKA / Land: VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA / Państwo: STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI / País: ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA / Krajina: SPOJENÉ ŠTÁTY AMERICKÉ / Država: ZDRUŽENE DRŽAVE AMERIKE / Maa: AMERIKAN YHDYSVALLAT / Land: FÖRENTA STATERNA».

c) À l'annexe, la mention relative à la République slovaque est supprimée.

85. 32001 D 0827: Décision 2001/827/CE de la Commission du 23 novembre 2001 relative à la liste des établissements de Lituanie agréés pour l'importation de viandes fraîches dans la Communauté (JO L 308 du 27.11.2001, p. 39).

La décision 2001/827/CE est abrogée.

86. 32001 R 0999: Règlement (CE) nº 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles (JO L 147 du 31.5.2001, p. 1), modifié par:

— 32001 R 1248: Règlement (CE) nº 1248/2001 de la Commission du 22.6.2001 (JO L 173 du 27.6.2001, p. 12),

— 32001 R 1326: Règlement (CE) nº 1326/2001 de la Commission du 29.6.2001 (JO L 177 du 30.6.2001, p. 60),

— 32002 R 0270: Règlement (CE) nº 270/2002 de la Commission du 14.2.2002 (JO L 45 du 15.2.2002, p. 4),

— 32002 R 1494: Règlement (CE) nº 1494/2002 de la Commission du 21.8.2002 (JO L 225 du 22.8.2002, p. 3).

a) À l'annexe III, chapitre A, partie II, point 2, le tableau est remplacé par le texte suivant:

«

États membres	Taille minimale de l'échantillon annuel Animaux abattus (*)
Belgique	3 750
République tchèque	2 750
Danemark	3 000
Allemagne	60 000
Estonie	950
Grèce	60 000
Espagne	60 000
France	60 000
Irlande	60 000
Italie	60 000
Chypre	13 550
Lettonie	1 650
Lituanie	1 100
Luxembourg	250
Hongrie	33 750
Malte	650
Pays-Bas	39 000
Autriche	8 200
Pologne	10 550
Portugal	22 500
Slovénie	1 900
Slovaquie	13 400
Finlande	1 900
Suède	5 250
Royaume-Uni	60 000

(*) La taille de l'échantillon a été calculée pour détecter une prévalence de 0,005 % avec un niveau de confiance de 95 % chez les animaux abattus dans les États membres qui abattent un grand nombre d'ovins adultes. Dans les États membres qui abattent un faible nombre d'ovins adultes, la taille de l'échantillon est calculée de manière à représenter 25 % du nombre estimé ou enregistré de brebis de réforme abattues en 2000.

»

b) À l'annexe III, chapitre A, partie II, point 3, le tableau est remplacé par le texte suivant:

«

États membres	Taille minimale de l'échantillon annuel Animaux morts (*)
Belgique	450
République tchèque	350
Danemark	400
Allemagne	6 000
Estonie	130
Grèce	6 000
Espagne	6 000
France	6 000
Irlande	6 000
Italie	6 000
Chypre	1 800
Lettonie	220
Lituanie	150
Luxembourg	30
Hongrie	4 500
Malte	90
Pays-Bas	5 000
Autriche	1 100
Pologne	1 650
Portugal	6 000
Slovénie	250
Slovaquie	1 800
Finlande	250
Suède	800
Royaume-Uni	6 000

(*) La taille de l'échantillon a été calculée pour détecter une prévalence de 0,05 % avec un niveau de confiance de 95 % chez les animaux abattus dans les États membres à forte population ovine. Dans les États membres à faible population ovine, la taille de l'échantillon est calculée de manière à représenter 50 % du nombre estimé d'animaux morts (mortalité estimée: 1 %).

»

c) À l'annexe X, chapitre A, point 3, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«Chypre:

Εργαστήριο Αναφοράς για τις Ασθένειες των Ζώων,
Κτηνιατρικές Υπηρεσίες
1417 Λευκωσία

(Laboratoire national de référence pour les services vétérinaires de santé animale
CY-1417 Nicosie)

République tchèque:

Státní veterinární ústav Jihlava, Rantířovská 93,
586 05 Jihlava»

Entre les mentions relatives au le Danemark et à la Finlande:

«Estonie:

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium
Kreutzwaldi 30
51006 Tartu»

entre les mentions relatives à la Grèce et à l'Irlande:

«Hongrie:

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI)
Pf. 2.
Tábornok u. 2.
H-1581-Budapest»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Lettonie:

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie:

Nacionalinė veterinarijos laboratorija
J. Kairiūkščio g. 10
LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Malte:

National Veterinary Laboratory
Marsa
Malta»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Pologne:

Laboratorium Zakładu Wirusologii Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
Al. Partyzantów 57
PL-24-100 Puławy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à l'Espagne:

«Slovaquie:

Neuroimunologický ústav SAV
Dúbravská cesta 9
SK-942 45 Bratislava

Slovénie:

Nacionalni veterinarski inštitut
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana»

87. 32002 L 0004: Directive 2002/4/CE de la Commission du 30 janvier 2002 concernant l'enregistrement des établissements d'élevage de poules pondeuses relevant de la directive 1999/74/CE du Conseil (JO L 30, du 31.1.2002, p. 44).

La liste figurant à la partie 2.2 de l'annexe est remplacée par le texte suivant:

«AT	Autriche
BE	Belgique
CY	Chypre
CZ	République tchèque
DE	Allemagne
DK	Danemark
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FI	Finlande
FR	France
HU	Hongrie
IE	Irlande
IT	Italie
LT	Lituanie
LU	Luxembourg
LV	Lettonie
MT	Malte
NL	Niederlande
PL	Pologne
PT	Portugal
SE	Suède
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
UK	Royaume-Uni.»

88. 32002 D 0024: Décision de la Commission du 11 janvier 2002 fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche originaires de la République de Slovénie (JO L 11, du 15.1.2002, p. 20).

La décision 2002/24/CE est abrogée.

89. 32002 L 0060: Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine (JO L 192 du 20.7.2002, p. 27).

À l'annexe IV, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«République tchèque

Institute of Animal Health, Ash Road, Pirbright, Woking,
Surrey GU24 ONF»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie

Veterinaar- ja Toidulaboratoorium
Kreutzwaldi 30
51006 Tartu»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre

Τμήμα Κτηνιατρικών Ιδρυμάτων
Διεύθυνση Κτηνιατρικής και Δημόσιας Υγείας
Γενική Διεύθυνση Κτηνιατρικής
Υπουργείο Γεωργίας
Αχαρνών 2,
10176 Αθήνα

Lettonie

Valsts veterinārmedicīnas diagnostikas centrs
Lejupes iela 3
LV-1076 Rīga

Lituanie

Nacionalinė veterinarijos laboratorija
J.Kairiūkščio g. 10
LT-2021 Vilnius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Ungarn

Országos Állategészségügyi Intézet (OÁI) Pf. 2.
Tábornok u. 2.
H-1581 Budapest

Malta

Institute for Animal Health
Pirbright Laboratory
Ash Road — Pirbright
Woking — Surrey GU24 ONF
United Kingdom»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne

Laboratorium Zakładu Pryszczycy Państwowego Instytutu Weterynaryjnego
ul. Wodna 7
PL-98-220 Zduńska Wola»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie

Nacionalni veterinarski inštitut
Gerbičeva 60
SI-1000 Ljubljana

République slovaque

Štátny veterinárny ústav
Pod dráhami 918
SK-960 86 Zvolen».

90. 32002 D 0199: Décision 2002/199/CE de la Commission du 30 janvier 2002 concernant les conditions de police sanitaire et les certificats sanitaires requis à l'importation de bovins et de porcins vivants en provenance de certains pays tiers (JO L 71 du 13.3.2002, p. 1), modifiée par:

— 32002 D 0578: Décision 2002/578/CE de la Commission du 10.7.2002 (JO L 183 du 12.7.2002, p. 62).

a) À l'annexe I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque

Estonie

Chypre

Hongrie

Lituanie

Lettonie

Malte

Pologne

Slovénie

République slovaque.

b) À l'annexe II, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque

Estonie

Chypre

Hongrie

Lituanie

Lettonie

Malte

Pologne

Slovénie

République slovaque.

91. 32002 D 0613: Décision 2002/613/CE de la Commission du 19 juillet 2002 établissant les conditions d'importation de sperme d'animaux domestiques de l'espèce porcine (JO L 196 du 25.7.2002, p. 45).

a) À l'annexe II, le texte ci-après est supprimé.

«Hongrie

Chypre».

b) À l'annexe IV, le titre est remplacé par le texte suivant:

«(Suisse)»

c) À l'annexe V, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

Chypre,

Hongrie.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

1. 31995 D 0514: Décision 95/514/CE du Conseil du 29 novembre 1995 concernant l'équivalence des inspections sur pied des cultures productrices de semences effectuées dans des pays tiers et l'équivalence des semences produites dans des pays tiers (JO L 296 du 9.12.1995, p. 34), modifiée par:

— 31996 D 0217: Décision 96/217/CE de la Commission du 8.3.1996 (JO L 72 du 21.3.1996, p. 37),

— 31997 D 0033: Décision 97/33/CE de la Commission du 17.12.1996 (JO L 13 du 16.1.1997, p. 31),

— 31998 D 0162: Décision 98/162/CE de la Commission du 16.2.1998 (JO L 53 du 24.2.1998, p. 21),

— 31998 D 0172: Décision 98/172/CE de la Commission du 17.2.1998 (JO L 63 du 4.3.1998, p. 29),

— 32000 D 0326: Décision 2000/326/CE de la Commission du 2.5.2000 (JO L 114 du 13.5.2000, p. 30),

— 32002 D 0276: Décision 2002/276/CE de la Commission du 12.4.2002 (JO L 96 du 13.4.2002, p. 28).

À l'annexe, partie I, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

2. 31997 D 0005: Décision 97/5/CE de la Commission du 12 décembre 1996 reconnaissant la Hongrie comme indemne de *Clavibacter michiganenssi* (Smith) Davis et al. ssp. *sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. (JO L 2 du 4.1.1997, p. 21).

La décision 97/5/CE est abrogée.

3. 31997 D 0788: Décision 97/788/CE du Conseil du 17 novembre 1997 concernant l'équivalence des contrôles des sélections conservatrices effectuées dans des pays tiers (JO L 322 du 25.1.1997, p. 39), modifiée par:

— 32002 D 0580: Décision 2002/580/CE du Conseil du 18 juin 2002 (JO L 184 du 13.7.2002, p. 26).

a) À l'annexe, les mentions relatives aux pays mentionnés ci-après sont supprimées.

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

Slovénie,

Slovaquie.

b) À l'annexe, note 1, le texte ci-après est supprimé.

«CZ = République tchèque», «HU = Hongrie», «PL = Pologne», «SL = République de Slovénie» et «SK = République slovaque».

4. 31998 D 0083: Décision 98/83/CE de la Commission du 8 janvier 1998 reconnaissant certains pays tiers et certaines régions de pays tiers comme indemnes de *Xanthomonas campestris* (toutes les souches pathogènes aux Citrus), *Cercospora angolensis* Carv. & Mendes ou *Guignardia citricarpa* Kiely (toutes les souches pathogènes aux Citrus) (JO L 15 du 21.1.1998, p. 41), modifiée par:

— 31999 D 0104: Décision 1999/104/CE de la Commission du 26.1.1999 (JO L 33 du 6.2.1999, p. 27),

— 32001 D 0440: Décision 2001/440/CE de la Commission du 29.5.2001 (JO L 155 du 12.6.2001, p. 13).

À l'article 1er, premier tiret, les pays ci-après sont supprimés.

«Chypre» et «Malte».

5. 32000 L 0029: Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté (JO L 169 du 10.7.2000, p. 1), modifiée par:

— 32001 L 0033: Directive 2001/33/CE de la Commission du 8.5.2001 (JO L 127 du 9.5.2001, p. 42),

— 32002 L 0028: Directive 2002/28/CE de la Commission du 19.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 23),

— 32002 L 0036: Directive 2002/36/CE de la Commission du 29.4.2002 (JO L 116 du 3.5.2002, p. 16),

— 32002 L 0089: Directive 2002/89/CE du Conseil du 28.11.2002 (JO L 355 du 30.12.2002, p. 45).

a) À l'annexe I, partie B, le texte ci-après est inséré après le point 1 dans le tableau a).

1.	
«1.1. *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch)»	«CY»

b) À l'annexe I, partie B, les points 2 et 3 du tableau a) sont remplacés par le texte suivant:

«2. *Globodera pallida* (Stone) *Behrens*	FI, LV, SI, SK

3. *Leptinotarsa decemlineata* Say	E (Ibiza et Minorque), IRL, CY, M, P (Açores et Madère), UK, S (Malmöhus, Kristianstads, Blekinge, Kalmar, Gotlands Län, Halland), FI (districts d'Åland, Turku, Uusimaa, Kymi, Häme, Pirkanmaa, Satakunta)»

c) À l'annexe I, partie B, le point 1 du tableau b) est remplacé par le texte suivant:

«1. Virus de la rhizomanie	DK, F (Bretagne), FI, IRL, LT, P (Açores), S, UK (Irlande du Nord)»

d) À l'annexe II, partie A, chapitre I a), le point ci-après est supprimé.

«14. *Eutetranychus orientalis* Klein	Végétaux de *Citrus* L., *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf. et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences»

e) À l'annexe II, partie A, chapitre II a), le texte ci-après est ajouté à la suite du point 6.

«6.1 *Eutetranychus orientalis* Klein	Végétaux de *Citrus* L., *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf. et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences»

f) À l'annexe II, partie B a), le point 6 d) du tableau a) est remplacé par le texte suivant:

«6 d) *Ips sexdentatus* Börner	Végétaux de *Abies* Mill., *Larix* Mill., *Picea* A. Dietr., *Pinus* L. et Pseudotsuga Carr., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (*Coniferales*) avec écorce, écorce isolée de conifères	IRL, CY, UK (Irlande du Nord, île de Man)»

g) À l'annexe II, partie B, le point 2 du tableau b) est remplacé par le texte suivant:

«2. *Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*	Parties de végétaux, à l'exception des fruits, semences et végétaux destinés à la plantation, mais y compris le pollen vivant destiné à la pollinisation de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L. autres que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl.	CZ (districts de Brno-ville, Brno-campagne, Breclav, Hodonin, Kromeriz, Trebic, Uherske Hradiste, Vyskov, Zlin et Znojmo), E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Emilie-Romagne: provinces de Forlí-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Friuli-Vénétie Julienne; Latium; Ligurie; Lombardie; Marches; Molise; Piémont; Pouilles; Sardaigne; Sicile; Toscane; Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie; Val d'Aoste; Vénétie: sauf, dans la province de Rovigo, les communes de Rovigo, Polesella, Villamarzana, Fratta Polesine, San Bellino, Badia Polesine, Trecenta, Ceneselli, Pontecchio Polesine, Arquà Polesine, Costa di Rovigo, Occhiobello, Lendinara, Canda, Ficarolo, Guarda Veneta, Frassinelle Polesine, Villanova del Ghebbo, Fiesso Umbertiano, Castelguglielmo, Bagnolo di Po, Giacciano con Baruchella, Bosaro, Canaro, Lusia, Pincara, Stienta, Gaiba, Salara, et, dans la province de Padoue, les communes Castelbaldo, Barbona, Piacenza d'Adige, Vescovana, S. Urbano, Boara Pisani, Masi, et, dans la province de Vérone, les communes de Palù, Roverchiara, Legnago (la portion du territoire communal située au nord-est de la route nationale Transpolesana), Castagnaro, Ronco all'Adige, Villa Bartolomea, Oppeano, Terrazzo, Isola Rizza, Angiari), LV, LT, A (Burgenland, Carinthie, Basse Autriche, Tyrol (district administratif de Lienz), Styrie, Vienne), P, SI, SK, FI, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)»

h) À l'annexe II, partie B, le tableau d) est remplacé par le texte suivant:

«d) Virus et pathogènes similaires aux virus

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
1. Citrus tristeza virus (isolats européens)	Fruits de *Citrus* L., *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf. et leurs hybrides, avec feuilles et pédoncules	EL, F (Corse), I, MT, P

»

i) À l'annexe III, partie A, point 12, les mentions ci-après sont supprimées de la colonne de droite.

«Chypre» et «Malte»

j) À l'annexe III, partie A, point 14, les mentions ci-après sont supprimées de la colonne de droite.

«Estonie, Lettonie, Lituanie», «de Chypre» et «de Malte».

k) À l'annexe III, la partie B est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE B

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS DONT L'INTRODUCTION DOIT ÊTRE INTERDITE DANS CERTAINES ZONES PROTÉGÉES

Description	Zones protégées
1. Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés à l'annexe III, partie A, points 9 et 18, si nécessaire, végétaux et pollen vivant destiné à la pollinisation de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L. autre que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers., *Stranvaesia* Lindl., à l'exception des fruits et semences, originaires de pays tiers autres que ceux reconnus exempts d'*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al. Conformément à la procédure prévue à l'article 18	E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlí-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie: à l'exception, dans la province de Rovigo, des communes de Rovigo, Polesella, Villamarzana, Fratta Polesine, San Bellino, Badia Polesine, Trecenta, Ceneselli, Pontecchio Polesine, Arquà Polesine, Costa di Rovigo, Occhiobello, Lendinara, Canda, Ficarolo, Guarda Veneta, Frassinelle Polesine, Villanova del Ghebbo, Fiesso Umbertiano, Castelguglielmo, Bagnolo di Po, Giacciano con Baruchella, Bosaro, Canaro, Lusia, Pincara, Stienta, Gaiba, Salara, et, dans la province de Padoue, des communes de Castelbaldo, Barbona, Piacenza d'Adige, Vescovana, S. Urbano, Boara Pisani, Masi, et, dans la province de Vérone, des communes de Palù, Roverchiara, Legnago (la partie du territoire de la commune située au nord-est de la route nationale Transpolesana), Castagnaro, Ronco all'Adige, Villa Bartolomea, Oppeano, Terrazzo, Isola Rizza, Angiari), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol (arrondissement de Lienz), Styrie, Vienne), LV, LT, P, SI, SK, FI, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)

»

l) À l'annexe IV, partie A, chapitre I, point 34, deuxième tiret, les mentions ci-après sont supprimées de la colonne de gauche.

«d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie»

m) À l'annexe IV, partie A, chapitre I, point 34, troisième tiret, les mentions ci-après sont supprimées de la colonne de gauche.

«Chypre» et «Malte»

n) À l'annexe IV, partie B, point 6, la mention ci-après est insérée dans la colonne de droite avant «IRL».

«CY»

o) À l'annexe IV, partie B, point 12, la mention ci-après est insérée dans la colonne de droite avant «IRL».

«CY»

p) À l'annexe IV, partie B, point 14.5, la mention ci-après est insérée avant «IRL» dans la colonne de droite.

«CY»

q) À l'annexe IV, partie B, le point 21 est remplacé par le texte suivant:

«21. Végétaux et pollen vivant destiné à la pollinisation de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L. autres que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl., à l'exception des fruits et semences	Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'au point 1 de la partie B de l'annexe III, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux: a) proviennent des zones protégées E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlí-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie: à l'exception, dans la province de Rovigo, des communes de Rovigo, Polesella, Villamarzana, Fratta Polesine, San Bellino, Badia Polesine, Trecenta, Ceneselli, Pontecchio Polesine, Arquà Polesine, Costa di Rovigo, Occhiobello, Lendinara, Canda, Ficarolo, Guarda Veneta, Frassinelle Polesine, Villanova del Ghebbo, Fiesso Umbertiano, Castelguglielmo, Bagnolo di Po, Giacciano con Baruchella, Bosaro, Canaro, Lusia, Pincara, Stienta, Gaiba, Salara, et, dans la province de Padoue, des communes de Castelbaldo, Barbona, Piacenza d'Adige, Vescovana, S. Urbano, Boara Pisani, Masi, et, dans la province de Vérone, des communes de Palù, Roverchiara, Legnago (la partie du territoire de la commune située au nord-est de la route nationale Transpolesana), Castagnaro, Ronco all'Adige, Villa Bartolomea, Oppeano, Terrazzo, Isola Rizza, Angiari), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol (arrondissement de Lienz), Styrie, Vienne), LV, LT, P, FI, SI, SK, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes) Ou b) ont été produits ou, en cas de transfert dans une "zone tampon", maintenus pendant au moins un an dans un champ: aa) situé dans une "zone tampon" officiellement déclarée et couvrant au moins 50 km^2, c'est-à-dire une zone où les plantes hôtes ont été soumises à un système de lutte officiellement approuvé et contrôlé ayant pour objet de réduire au minimum le risque de propagation d'*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al. à partir des végétaux qui y sont cultivés; bb) officiellement agréé, avant le début de la dernière période complète de végétation, pour la culture de végétaux dans les conditions visées dans ce point; cc) qui, avec les autres parties de la "zone tampon", s'est révélé exempt d'*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. Et al. Depuis le début de la dernière période complète de végétation, lors: — d'inspections officielles effectuées au moins deux fois (une fois en juillet/août et une fois en septembre/octobre) sur les lieux mêmes, ainsi que dans la zone l'entourant sur une largeur d'au moins 250 m et	E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlí-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie: à l'exception, dans la province de Rovigo, des communes de Rovigo, Polesella, Villamarzana, Fratta Polesine, San Bellino, Badia Polesine, Trecenta, Ceneselli, Pontecchio Polesine, Arquà Polesine, Costa di Rovigo, Occhiobello, Lendinara, Canda, Ficarolo, Guarda Veneta, Frassinelle Polesine, Villanova del Ghebbo, Fiesso Umbertiano, Castelguglielmo, Bagnolo di Po, Giacciano con Baruchella, Bosaro, Canaro, Lusia, Pincara, Stienta, Gaiba, Salara, et, dans la province de Padoue, des communes de Castelbaldo, Barbona, Piacenza d'Adige, Vescovana, S. Urbano, Boara Pisani, Masi, et, dans la province de Vérone, des communes de Palù, Roverchiara, Legnago (la partie du territoire de la commune située au nord-est de la route nationale Transpolesana), Castagnaro, Ronco all'Adige, Villa Bartolomea, Oppeano, Terrazzo, Isola Rizza, Angiari), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol (arrondissementde Lienz), Styrie, Vienne), LV, LT, P, FI, SI, SK, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)»

	— de contrôles officiels effectués au hasard dans la zone l'entourant sur une largeur d'au moins un kilomètre au moins une fois au cours des mois de juillet à octobre, en des lieux sélectionnés appropriés, où il existe notamment des plantes indicatrices appropriées et — de tests officiels effectués, conformément à des méthodes de laboratoire appropriées sur des échantillons prélevés officiellement depuis le début de la dernière période complète de végétation sur des végétaux ayant montré des symptômes *Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al*. Dans le champ ou dans les autres parties de la «zone tampon» et	
	dd) où, tout comme dans les autres parties de la «zone tampon», aucune plante hôte montrant des symptômes d'*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. Et al. n'a été enlevée sans enquête ou approbation officielle préalable.	

r) À l'annexe IV, partie B, le texte ci-après est ajouté après le point 21.

«21.1. Végétaux de *Vitis* L., à l'exception des fruits et semences	Sans préjudice de l'interdiction applicable aux végétaux visés au point 15 de la partie A de l'annexe III, constatation officielle que les végétaux: a) proviennent d'une région connue comme exempte de *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch); b) ont grandi sur un lieu de production déclaré exempt de *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch) lors d'inspections officielles effectuées au cours des deux dernières périodes complètes de végétation; ou c) ont été soumis à une fumigation ou à un traitement adéquat contre *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch).	CY
21.2. Fruits de *Vitis* L.	Les fruits doivent être exempts de feuilles et constatation officielle que les fruits: a) proviennent d'une région connue comme exempte de *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch); b) ont grandi sur un lieu de production déclaré exempt de *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch) lors d'inspections officielles effectuées au cours des deux dernières périodes complètes de végétation; ou c) ont été soumis à une fumigation ou à un traitement adéquat contre *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch).	CY»

s) À l'annexe V, partie A.II, le texte ci-après est ajouté au point 1.9.

«, fruits de *Vitis* L»

t) À l'annexe V, partie B.I, point 7 b), les mentions ci-après sont supprimées.

«d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie», «Chypre» et «Malte»

u) À l'annexe V, partie B.II, le texte ci-après est ajouté après le point 6.

«6 *bis* fruits de *Vitis* L»

6. 32001 L 0032: Directive 2001/32/CE de la Commission du 8 mai 2001 reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté, et abrogeant la directive 92/76/CEE (JO L 127 du 9.5.2001, p. 38), modifiée par:

— 32002 L 0029: Directive 2002/29/CE de la Commission du 19.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 26).

a) À l'article 1er, les alinéas ci-après sont ajoutés.

«Au point a) 3.1, la zone protégée pour Chypre est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point a) 6, la zone protégée pour la Lettonie, la Slovénie et la Slovaquie est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point a) 11, la zone protégée pour Chypre est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point a) 13, la zone protégée pour Chypre et Malte est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point b) 2, la zone protégée pour la Lettonie, la Lituanie, la Slovénie et la Slovaquie est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point d) 1, la zone protégée pour la Lituanie est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.

Au point d) 3, la zone protégée pour Malte est reconnue jusqu'au 31 mars 2006.»

b) À l'annexe, après le point 3 du tableau a), le point 3.1 ci-après est ajouté.

«3.1. *Daktulosphaira vitifoliae* (Fitch)	Chypre,»

c) À l'annexe, le point a) 6 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«6. *Globodera pallida* (Stone) Behrens	Lettonie, Slovénie, Slovaquie et Finlande,»

d) À l'annexe, le point a) 11 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«11. *Ips sexdentatus* Boerner	Irlande, Chypre, Royaume-Uni (Irlande du Nord, île de Man)»

e) À l'annexe, le point a) 13 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«13. *Leptinotarsa decemlineata* Say	Espagne (Ibiza et Minorque), Irlande, Chypre, Malte, Portugal (Açores et Madère), Finlande (provinces de Åland, Håme, Kymi, Pirkanmaa, Satakunta, Turku, Uusimaa), Suède (Blekroge, Gotlands, Halland, Kalmar et Skåne), Royaume-Uni»

f) À l'annexe, le point b) 2 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«2. *Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al.	Espagne, France (Corse), Irlande, Italie (Abruzzes; Basilicate; Calabre; Campanie; Émilie-Romagne: provinces de Forlí-Cesena, Parme, Piacenza and Rimini; Frioul-Vénétie julienne; Latium; Ligurie; Lombardie; Marches; Molise; Piémont; Pouilles; Sardaigne; Sicile; Toscane; Trentin-Haut Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie; Val d'Aoste; Vénétie: sauf, dans la province de Rovigo, les communes de Rovigo, Polesella, Villamarzana, Fratta Polesine, San Bellino, Badia Polesine, Trecenta, Ceneselli, Pontecchio Polesine, Arquà Polesine, Costa di Rovigo, Occhiobello, Lendinara, Canda, Ficarolo, Guarda Veneta, Frassinelle Polesine, Villanova del Ghebbo, Fiesso Umbertiano, Castelguglielmo, Bagnolo di Po, Giacciano con Baruchella, Bosaro, Canaro, Lusia, Pincara, Stienta, Gaiba, Salara, et, dans la province de Padoue, les communes de Castelbaldo, Barbona, Piacenza d'Adige, Vescovana, S. Urbano, Boara Pisani, Masi, et, dans la province de Vérone, les communes de Palù, Roverchiara, Legnago (la portion du territoire communal située au nord-est de la route nationale), Castagnaro, Ronco all'Adige, Villa Bartolomea, Oppeano, Terrazzo, Isola Rizza, Angiari), Lettonie, Lituanie, Autriche (Burgenland, Carinthie, Basse-Autiche, Tyrol (district administratif de Lienz), Styrie, Vienne), Portugal, Slovénie, Slovaquie, Finlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)»

g) À l'annexe, le point d) 1 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«1. Virus de la rhizomanie	Danemark, France (Bretagne), Irlande, Lituanie, Portugal (Açores), Finlande, Suède, Royaume-Uni (Irlande du Nord)»

h) À l'annexe, le point d) 3 du tableau est remplacé par le texte suivant:

«3. Citrus tristeza virus (isolats européens)	Grèce, France (Corse), Italie, Malte, Portugal»

7. 32001 D 0575: Décision 2001/575/CE de la Commission du 13 juillet 2001 reconnaissant la Slovaquie et la Slovénie indemnes de *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al. ssp. *sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. (JO L 203 du 28.7.2001, p. 22).

La décision 2001/575/CE est abrogée.

8. 32002 D 0674: Décision 2002/674/CE de la Commission du 22 août 2002 reconnaissant la Slovaquie indemne de Erwinia amylovora (Burr.) Wirisl. et al. (JO L 228 du 24.8.2002, p. 33).

La décision 2002/674/CE est abrogée.

7. **PÊCHE**

1. 31994 R 2211: Règlement (CE) nº 2211/94 de la Commission du 12 septembre 1994 portant modalités d'application du règlement (CEE) nº 3759/92 du Conseil en ce qui concerne la notification des prix à l'importation des produits de la pêche (JO L 238 du 13.9.1994, p.1), modifié par:

— 31998 R 2431: Règlement (CE) nº 2431/98 de la Commission du 11.11.1998 (JO L 302 du 12.11.1998, p. 13),

— 31999 R 2805: Règlement (CE) nº 2805/1999 de la Commission du 22.12.1999 (JO L 340 du 31.12.1999, p. 51).

a) À l'annexe I, les mentions suivantes sont ajoutées:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Prague
ESTONIE	Meeruse
	Lehtma
	Pärnu
	Veere
CHYPRE	Λεμεσός
LETTONIE	Mērsrags
	Lielupe
	Liepāja
	Pāvilosta
	Rīga
	Roja
	Salacgrīva
	Skulte
	Ventspils
LITUANIE	Klaipėda
	Marijampolė
	Vilnius
	Kaunas
	Šiauliai
	Mažeikiai
HONGRIE	Budapest
MALTE	Ajruport Internazzjonali ta' Malta, Luqa
	Port Hieles ta' Malta, Marsaxlokk
POLOGNE	Darłowo
	Dziwnów
	Gdańsk
	Gdynia
	Hel
	Kołobrzeg
	Szczecin
	Świnoujście
	Ustka
	Władysławowo
SLOVÉNIE	Gruškovje
	Obrežje
	Jelšane
	Luka Koper
	Letališče Brnik
	Dobova
	Dragonja
	Metlika
	Zavrč
SLOVAQUIE	Tout bureau de douane de mise en libre pratique.»

b) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions concernant la Belgique et l'Allemagne:

«CY	Chypre
CZ	République tchèque»

et entre les mentions concernant le Danemark et l'Espagne:

«EE	Estonie»

et entre les mentions concernant la Grèce et l'Irlande:

«HN	Hongrie»

et entre les mentions concernant l'Italie et le Luxembourg:

«LT	Lituanie
LV	Lettonie»

et entre les mentions concernant le Luxembourg et les Pays-Bas:

«MT	Malte»

et entre les mentions concernant les Pays-Bas et le Portugal:

«PL	Pologne»

et entre les mentions concernant le Portugal et la Suède:

«SI	Slovénie
SK	Slovaquie».

c) À l'annexe II, le tableau 2 est complété comme suit:

Code	Monnaie
«CZK	Couronne tchèque
EEK	Couronne estonienne
CYP	Livre chypriote
LVL	Lats letton
LTL	Litas lituanien
HUF	Forint hongrois
MTL	Lire maltaise
PLN	złoty polonais
SIT	Tolar slovène
SKK	Couronne slovaque»

2. 31996 R 2406: Règlement (CE) nº 2406/96 du Conseil du 26 novembre 1996 fixant des normes communes de commercialisation pour certains produits de la pêche (JO L 334 du 23.12.1996, p. 1), modifié par:

— 31997 R 0323: Règlement (CE) nº 323/97 de la Commission du 21.2.1997 (JO L 52 du 22.2.1997, p. 8),

— 32000 R 2578: Règlement (CE) nº 2578/2000 du Conseil du 17.11.2000 (JO L 298 du 25.11.2000, p. 1),

— 32001 R 2495: Règlement (CE) nº 2495/2001 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 337 du 20.12.2001, p. 23).

À l'annexe II, les entrées correspondant au hareng (*Clupea harengus*), qui figurent dans le tableau des catégories de calibrage, sont remplacées par le texte suivant:

«Hareng de l'Atlantique (*Clupea harengus*)	1	0,250 et plus	4 ou moins	1	CIEM V b (zone CE)	20 cm
	2	de 0,125 à 0,250	de 5 à 8	2	(a)	20 cm
	3	de 0,085 à 0,125	de 9 à 11			18 cm
	4(a)	de 0,050 à 0,085	de 12 à 20	3	(b)	20 cm
Hareng de la Baltique (*Clupea harengus*) capturé et débarqué, sud de la latitude 56° 30′	4(b)	de 0,036 à 0,085	de 12 à 27			
Hareng de la Baltique (*Clupea harengus*) capturé et débarqué, nord de la latitude 56° 30′	4(c)	de 0,057 à 0,085	de 12 à 17			
	5	de 0,031 à 0,057	de 18 à 32			
	6	de 0,023 à 0,031	de 33 à 44			
Hareng de la mer Baltique (*Clupea harengus*) capturé et débarqué dans les eaux relevant de la souveraineté et de la juridiction de l'Estonie et de la Lettonie	7(a)	de 0,023 à 0,036	de 28 à 44			
	7(b)	de 0,014 à 0,023	de 45 à 70			
Hareng de la mer Baltique (*Clupea harengus*) capturé et débarqué dans le golf de Riga	8	de 0,010 à 0,014	de 71 à 100»			

3. 32000 R 0104: Règlement (CE) nº 104/2000 du Conseil du 17 décembre 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (JO L 17 du 21.1.2000 p. 22).

À l'annexe IV, les mentions ci-après sont ajoutées au tableau:

«19. Sprat (*Sprattus sprattus*)	ex 0302 61 80
20. Coryphène (*Coryphaena hippurus*)	ex 0302 69 99»

4. 32001 R 0080: Règlement (CE) nº 80/2001 de la Commission du 16 janvier 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) nº 104/2000 du Conseil en ce qui concerne les communications afférentes à la reconnaissance des organisations de producteurs ainsi qu'à la fixation des prix et des interventions dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (JO L 13 du 17.1.2001, p. 3), modifié par:

— 32001 R 2494: Règlement (CE) nº 2494/2001 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 337 du 20.12.2001, p. 22).

a) À l'annexe VIII, le tableau 1 est complété comme suit:

NUTS codes «ISO-A3»	Pays	Nom NUTS
CZ	Česká Republika	
CZ01		Praha
EE	Eesti	
EE001		Põhja-Eesti
EE002		Kesk-Eesti
EE003		Kirde-Eesti
EE004		Lääne-Eesti
EE005		Lõuna-Eesti
CY	Κύπρος	
LV	Latvija	
LV001		Rīga
LV002		Vidzeme
LV003		Kurzeme
LV004		Zemgale
LV005		Latgale
LT	Lietuva	
LT001		Alytaus (apskritis)
LT002		Kauno (apskritis)
LT003		Klaipėdos (apskritis)
LT004		Marijampolės (apskritis)
LT005		Panevėžio (apskritis)
LT006		Šiaulių (apskritis)
LT007		Tauragės (apskritis)
LT008		Telšių (apskritis)
LT009		Utenos (apskritis)
LT00A		Vilniaus (apskritis)
HU	Magyarország	
HU01		Közép-Magyarország
HU02		Közép-Dunántúl
HU03		Nyugat-Dunántúl
HU04		Dél-Dunántúl
HU05		Észak-Magyarország
HU06		Észak-Alföld
HU07		Dél-Alföld
MT	Malta	
PL	Polska	
PL01		Dolnośląskie
PL02		Kujawsko-Pomorskie
PL03		Lubelskie
PL04		Lubuskie
PL05		Łódzkie
PL06		Małopolskie
PL07		Mazowieckie
PL08		Opolskie
PL09		Podkarpackie
PL0A		Podlaskie
PL0B		Pomorskie
PL0C		Śląskie
PL0D		Świętokrzyskie
PL0E		Warmińsko-Mazurskie
PL0F		Wielkopolskie
PL0G		Zachodniopomorskie
SI	Slovenija	
SK	Slovensko	Slovenská republika

b) À l'annexe VIII, le tableau 6 est complété comme suit:

Code	Monnaie
CZK	Couronne tchèque
EEK	Couronne estonienne
CYP	Livre chypriote
LVL	Lats letton
LTL	Litas lituanien
HUF	Forint hongrois
MTL	Lire maltaise
PLN	złoty polonais
SIT	Tolar slovène
SKK	Couronne slovaque

c) À l'annexe VIII, tableau 7, le texte ci-après est inséré:

Code	Espèce
«DOL	*Coryphaena hippurus*»
«SPR	*Sprattus sprattus*»

5. 32001 R 2065: règlement (CE) nº 2065/2001 de la Commission du 22 octobre 2001 établissant les modalités d'application du règlement (CE) nº 104/2000 du Conseil en ce qui concerne l'information du consommateur dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (JO L 278 du 23.10.2001, p. 6)

À l'article 4, paragraphe 1, les mentions ci-après sont insérées entre les mentions en langue espagnole et en langue danoise:

— en langue tchèque:

«… uloveno v moři …» ou «… uloveno ve sladkých vodách …» ou «… pochází z chovu …»,

et, entre les mentions en langue allemande et en langue grecque:

— en langue estonienne:

«… püütud merest …» ou «… püütud sisevetest …» ou «… kasvatatud …»,

et, entre les mentions en langue italienne et en langue néerlandaise:

— en langue lettonne:

«… nozvejots jūrā …» ou «… nozvejots saldūdeņos …» ou «… izaudzēts …»,

— en langue lituanienne:

«… sužvejota …» ou «… sužvejota gėluose vandenyse …» ou «… užauginta …»,

— en langue hongroise:

«… tengeri halzsákmányból …», «… édesvízi halzsákmányból …» ou «… akvakultúrából …»,

— en langue maltaise:

«… maqbud mill-baħar …» ou «… maqbud mill-ilma ħelu …» ou «… prodott ta' l-akwakultura …»,

et, entre les mentions en langue néerlandaise et en langue portugaise:

— en langue polonaise:

«… poławiane w morzu …» ou «… poławiane w wodach śródlądowych …» ou «… produkty pochodzące z chowu lub hodowli …»,

et, entre les mentions en langue portugaise et en langue finnoise:

— en langue slovaque:

«… produkt morského rybolovu …» ou «… produkt zo sladkovodného rybárstva …» ou «… produkt farmového chovu rýb …»,

— en langue slovène:

«… ujeto …» ou «… ujeto v celinskih vodah …» ou «… vzrejeno …» ou «… gojeno …»,

8. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

A. TRANSPORTS INTÉRIEURS

31970 R 1108: Règlement (CEE) nº 1108/70 du Conseil du 4 juin 1970 instaurant une comptabilité des dépenses afférentes aux infrastructures de transports par chemin de fer, par route et par voie navigable (JO L 130 du 15.6.1970, p. 4), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11979 R 1384: Règlement (CEE) nº 1384/79 du Conseil du 25.6.1979 (JO L 167 du 5.7.1979, p. 1),

— 31981 R 3021: Règlement (CEE) nº 3021/81 du Conseil du 19.10.1981 (JO L 302 du 23.10.1981, p. 8),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) nº 3572/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'annexe II est modifiée comme suit:

a) sous la rubrique «A.1. CHEMINS DE FER – Réseaux principaux», le texte suivant est inséré:

«République tchèque

— Správa železniční dopravní cesty s.o.»

«République d'Estonie

— AS Eesti Raudtee;

— Edelaraudtee AS»

«République de Lettonie

— Valsts akciju sabiedrība "Latvijas Dzelzceļš" (LDZ)»

«République de Lituanie

— Ackinė bendrovė "Lietuvos geležinkeliai"»

«République de Hongrie

— Magyar Államvasutak Rt. (MÁV)

— Győr-Sopron-Ebenfurti Vasút Rt. (GySEV)»

«République de Pologne

— PKP Polskie Linie Kolejowe S.A.»

«République de Slovénie

— Slovenske železnice (SŽ)»

«République slovaque

— Železnice Slovenskej republiky (ŽSR)»;

b) sous la rubrique «A.2. CHEMINS DE FER – Réseaux ouverts au trafic public et raccordés au réseau principal (réseaux urbains exclus)», le texte suivant est inséré:

«République tchèque

— Jindřichohradecké místní dráhy (JHMD) a.s.

— Connex Morava, a.s.

— OKD Doprava, a.s.

— Viamont, a.s.»

«République d'Estonie

— AS Eesti Raudtee

— Edelaraudtee AS»

«République de Lettonie

— Valsts akciju sabiedrība "Latvijas Dzelzceļš" (LDZ)

— Pašvaldību dzelzceļa infrastruktūras pārvaldītājs ILDC»

«République de Lituanie

— Akcinė bendrovė "Lietuvos geležinkeliai"»

«République de Hongrie

— Fertővidéki Helyiérdekű Vasút Rt. (FHÉV)»

«République de Pologne

— Przedsiębiorstwo Transportu Kolejowego i Gospodarki Kamieniem S.A. – Rybnik

— Kopalnia Piasku "Kuźnica Warężyńska" S.A. – Dąbrowa Górnicza

— Kopalnia Piasku "Szczakowa" S.A. – Jaworzno

— Kopalnia Piasku "Kotlarnia" S.A. – Kotlarnia

— Jastrzębska Spółka Kolejowa Sp. z o.o. w Jastrzębiu Zdroju

— Kopalnia Piasku "Maczki Bór" Sp. z o.o. – Sosnowiec»;

c) sous la rubrique «B. ROUTE», le texte suivant est inséré:

«République tchèque

1. Dálnice
2. Silnice
3. Místní komunikace»

«République d'Estonie

1. Põhimaanteed
2. Tugimaanteed
3. Kõrvalmaanteed
4. Kohalikud maanteed ja tänavad»

«République de Chypre

1. Αυτοκινητόδρομοι
2. Κύριοι Δρόμοι
3. Δευτερεύοντες Δρόμοι
4. Τοπικοί Δρόμοι»

«République de Lettonie

1. Valsts galvenie autoceļi
2. Valsts 1. šķiras autoceļi
3. Valsts 2. šķiras autoceļi
4. Pilsētu ielas un autoceļi»

«République de Lituanie

1. Magistraliniai keliai
2. Krašto keliai
3. Rajoniniai keliai»

«République de Hongrie

1. Gyorsforgalmi utak
2. Főutak
3. Mellékutak
4. Önkormányzati utak»

«République de Malte

1. Toroq Arterjali
2. Toroq Distributorji
3. Toroq Lokali»

«République de Pologne

1. Drogi krajowe
2. Drogi wojewódzkie
3. Drogi powiatowe
4. Drogi gminne»

«République de Slovénie

1. Avtoceste
2. Hitre ceste
3. Glavne ceste
4. Regionalne ceste
5. Lokalne ceste
6. Javne poti»

«République slovaque

1. Diaľnice
2. Rýchlostné cesty
3. Cesty I. triedy
4. Cesty II. triedy
5. Cesty III. triedy
6. Miestne komunikácie».

B. TRANSPORTS MARITIMES

31971 R 0281: Règlement (CEE) nº 281/71 de la Commission du 9 février 1971 relatif à la détermination de la liste des voies navigables à caractère maritime visée à l'article 3, sous e), du règlement (CEE) nº 1108/70 du Conseil du 4 juin 1970 (OJ L 33 du 10.2.1971, p. 11), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Le texte suivant est inséré à l'annexe:

«*République de Pologne:*

(1) la partie du lac Nowowarpieńskie et la partie de la lagune de Szczecin, avec la Świna et la Dziwna et le Zalew Kamieński, situés à l'est de la frontière internationale entre la République de Pologne et la République fédérale d'Allemagne, ainsi que l'Odra entre la lagune de Szczecin et les eaux portuaires de Szczecin,

(2) la partie du golfe de Gdańsk se trouvant à l'intérieur d'une ligne de base allant du point 54° 37′ 36″ N et 18° 49′ 18″ E (sur la péninsule de Hel) au point 54° 22′ 12″ N et 19° 21′ 00″ E (sur la péninsule de la Vistule),

(3) la partie de la lagune de la Vistule située au sud-ouest de la frontière internationale entre la République de Pologne et la Fédération de Russie qui traverse la lagune,

(4) les eaux portuaires délimitées à partir du large par une ligne rejoignant les installations portuaires permanentes faisant partie intégrale du système portuaire qui se trouvent le plus loin en mer.»

C. TRANSPORTS PAR ROUTE

1. 31985 R 3821: Règlement (CEE) nº 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route (JO L 370 du 31.12.1985, p. 8), modifié par:

— 31990 R 3314: Règlement (CEE) nº 3314/90 de la Commission du 16.11.1990 (JO L 318 du 17.11.1990, p. 20),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) nº 3572/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 31992 R 3688: Règlement (CEE) nº 3688/92 de la Commission du 21.12.1992 (JO L 374 du 22.12.1992, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 R 2479: Règlement (CE) nº 2479/95 de la Commission du 25.10.1995 (JO L 256 du 26.10.1995, p. 8),

— 31997 R 1056: Règlement (CE) nº 1056/97 de la Commission du 11.6.1997 (JO L 154 du 12.6.1997, p. 21),

— 31998 R 2135: Règlement (CE) nº 2135/98 du Conseil du 24.9.1998 (JO L 274 du 9.10.1998, p. 1).

— 32002 R 1360: Règlement (CE) nº 1360/2002 de la Commission du 13.6.2002 (JO L 207 du 5.8.2002, p. 1).

a) À l'annexe I (B), le point 172 de la partie IV (1) est remplacé par le texte suivant:

«les mêmes termes dans les autres langues officielles de la Communauté, imprimés de manière à constituer la toile de fond de la carte:

ES	TARJETA DEL CONDUCTOR	TARJETA DE CONTROL	TARJETA DEL CENTRO DE ENSAYO	TARJETA DE LA EMPRESA
CS	KARTA ŘIDIČE	KONTROLNÍ KARTA	KARTA DÍLNY	KARTA PODNIKU
DA	FØRERKORT	KONTROLKORT	VÆRKSTEDSKORT	VIRKSOMHEDSKORT
DE	FAHRERKARTE	KONTROLLKARTE	WERKSTATTKARTE	UNTERNEHMENSKARTE
ET	AUTOJUHI KAART	KONTROLLIJA KAART	TÖÖKOJA KAART	TÖÖANDJA KAART
EL	ΚΑΡΤΑ ΟΔΗΓΟΥ	ΚΑΡΤΑ ΕΛΕΓΧΟΥ	ΚΑΡΤΑ ΚΕΝΤΡΟΥ ΔΟΚΙΜΩΝ	ΚΑΡΤΑ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΗΣ
EN	DRIVER CARD	CONTROL CARD	WORKSHOP CARD	COMPANY CARD
FR	CARTE DE CONDUCTEUR	CARTE DE CONTROLEUR	CARTE D'ATELIER	CARTE D'ENTREPRISE
GA	CÁRTA TIOMÁNAÍ	CÁRTA STIÚRTHA	CÁRTA CEARDLAINNE	CÁRTA COMHLACHTA
IT	CARTA DEL CONDUCENTE	CARTA DI CONTROLLO	CARTA DELL'OFFICINA	CARTA DELL' AZIENDA
LV	VADĪTĀJA KARTE	KONTROLKARTE	DARBNĪCAS KARTE	UZŅĒMUMA KARTE
LT	VAIRUOTOJO KORTELĖ	KONTROLĖS KORTELĖ	DIRBTUVĖS KORTELĖ	ĮMONĖS KORTELĖ

HU	GÉPJÁRMŰVEZETŐI KÁRTYA	ELLENŐRI KÁRTYA	MŰHELYKÁRTYA	ÜZEMBENTARTÓI KÁRTYA
MT	KARTA TAS-SEWWIEQ	KARTA TAL-KONTROLL	KARTA TAL-ISTAZZJON TAT-TESTIJIET	KARTA TAL-KUMPANNIJA
NL	BESTUURDERS KAART	CONTROLEKAART	WERKPLAATSKAART	BEDRIJFSKAART
PL	KARTA KIEROWCY	KARTA KONTROLNA	KARTA WARSZTATOWA	KARTA PRZEDSIĘBIORSTWA
PT	CARTÃO DE CONDUTOR	CARTÃO DE CONTROLO	CARTÃO DO CENTRO DE ENSAIO	CARTÃO DE EMPRESA
SK	KARTA VODIČA	KONTROLNÁ KARTA	DIELENSKÁ KARTA	PODNIKOVÁ KARTA
SL	VOZNIKOVA KARTICA	KONTROLNA KARTICA	KARTICA PREIZKUŠEVALIŠČA	KARTICA PODJETJA
FI	KULJETTAJAKORTTI	VALVONTAKORTTI	KORJAAMOKORTTI	YRITYSKORTTI
SV	FÖRARKORT	KONTROLLKORT	VERKSTADSKORT	FÖRETAGSKORT

»

b) À l'annexe I (B), le point 174 de la partie IV (1) est remplacé par le texte suivant:

«le signe distinctif de l'État membre délivrant la carte, imprimé en négatif dans un rectangle bleu et entouré de douze étoiles jaunes; les signes distinctifs sont les suivants:

B: Belgique

CZ: République tchèque

DK: Danemark

D: Allemagne

EST: Estonie

GR: Grèce

E: Espagne

F: France

IRL: Irlande

I: Italie

CY: Chypre

LV: Lettonie

LT: Lituanie

L: Luxembourg

H: Hongrie

M: Malte

NL: Pays-Bas

A: Autriche

PL: Pologne

P: Portugal

SLO: Slovénie

SK: Slovaquie

FIN: Finlande

S: Suède

UK: Royaume-Uni».

c) À l'annexe II, la liste de la section I, point 1, est remplacée par la liste suivante:

«Belgique 6,

République tchèque 8,

Danemark 18,

Allemagne 1,

Estonie 29,

Grèce 23,

Espagne 9,

France 2

Irlande 24,

Italie 3,

Chypre CY,

Lettonie 32,

Lituanie 36,

Luxembourg 13,

Hongrie 7,

Malte MT,

Pays-Bas 4,

Autriche 12,

Pologne 20,

Portugal 21,

Slovénie 26,

Slovaquie 27,

Finlande 17,

Suède 5,

Royaume-Uni 11».

2. 31991 L 0439: Directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire (JO L 237 du 24.8.1991, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 L 0072: Directive 94/72/CE du Conseil du 19.12.1994 (JO L 337 du 24.12.1994, p. 86),

— 31996 L 0047: Directive 96/47/CE du Conseil du 23.7.1996 (JO L 235 du 17.9.1996, p. 1),

— 31997 L 0026: Directive 97/26/CE du Conseil du 2.6.1997 (JO L 150 du 7.6.1997, p. 41),

— 32000 L 0056: Directive 2000/56/CE de la Commission du 14.9.2000 (JO L 237 du 21.9.2000, p. 45).

a) À l'annexe I, point 2, le troisième tiret après les mots «La page 1 contient:» est remplacé par le texte suivant:

«— le signe distinctif suivant de l'État membre délivrant le permis:

B: Belgique

CZ: République tchèque

DK: Danemark

D: Allemagne

EST: Estonie

GR: Grèce

E: Espagne

F: France

IRL: Irlande

I: Italie

CY: Chypre

LV: Lettonie

LT: Lituanie

L: Luxembourg

H: Hongrie

M: Malte

NL: Pays-Bas

A: Autriche

PL: Pologne

P: Portugal

SLO: Slovénie

SK: Slovaquie

FIN: Finlande

S: Suède

UK: Royaume-Uni».

b) À l'annexe I, point 3, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Dans le cas où un État membre désire libeller ces inscriptions dans une langue nationale autre qu'une des langues suivantes: espagnole, tchèque, danoise, allemande, estonienne, grecque, anglaise, française, italienne, lettone, lituanienne, hongroise, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, finnoise et suédoise, il établira une version bilingue du permis faisant appel à une des langues précitées,sans préjudice des autres dispositions de la présente annexe.».

c) À l'annexe I bis, le point 2, sous c), est remplacé par le texte suivant:

«c) le signe distinctif de l'État membre délivrant le permis, imprimé en négatif dans un rectangle bleu et entouré de douze étoiles jaunes; les signes distinctifs sont les suivants:

B: Belgique

CZ: République tchèque

DK: Danemark

D: Allemagne

EST: Estonie

GR: Grèce

E: Espagne

F: France

IRL: Irlande

I: Italie

CY: Chypre

LV: Lettonie

LT: Lituanie

L: Luxembourg

H: Hongrie

M: Malte

NL: Pays-Bas

A: Autriche

PL: Pologne

P: Portugal

SLO: Slovénie

SK: Slovaquie

FIN: Finlande

S: Suède

UK: Royaume-Uni».

d) À l'annexe I bis, le point 2, sous e), est remplacé par le texte suivant:

«e) la mention "modèle des Communautés européennes" dans la ou les langues de l'État membre qui délivre le permis et la mention "permis de conduire" dans les autres langues de la Communauté, imprimées en rose afin de constituer la toile de fond du permis:

Permiso de Conducción

Řidičský průkaz

Kørekort

Führerschein

Juhiluba

Άδεια Οδήγησης

Driving Licence

Permis de conduire

Ceadúnas Tiomána

Patente di guida

Vadītāja apliecība

Vairuotojo pažymėjimas

Vezetői engedély

Liċenzja tas-Sewqan

Rijbewijs

Prawo Jazdy

Carta de Condução

Vodičský preukaz

Vozniško dovoljenje

Ajokortti

Körkort»;

e) À l'annexe I bis, le point 2, sous b), après les mots «La page 2 contient», est remplacé par le texte suivant:

«Dans le cas où un État membre désire libeller ces inscriptions dans une langue nationale autre qu'une des langues suivantes: espagnole, tchèque, danoise, allemande, estonienne, grecque, anglaise, française, italienne, lettone, lituanienne, hongroise, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, finnoise et suédoise, il établira une version bilingue du permis faisant appel à une des langues précitées, sans préjudice des autres dispositions de la présente annexe.».

3. 31992 L 0106: Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre États membres (JO L 368 du 17.12.1992, p. 38), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 6, paragraphe 3, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«— République tchèque:

silniční daň;»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— Estonie:

raskeveokimaks;»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— Chypre:

τέλη κυκλοφορίας οχημάτων;»

«— Lettonie:

transportlīdzekļa ikgadējā nodeva;»

«— Lituanie:

transporto priemonių savininkų ar valdytojų naudotojo mokestis;»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— Hongrie:

gépjárműadó;»

«— Malte:

liċenzja tat-triq/road licence fee;»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— Pologne:

podatek od środków transportowych;»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— Slovénie:

letno povračilo za uporabo javnih cest za motorna in priklopna vozila;»

«— Slovaquie:

cestná daň;».

4. 31992 R 0881: Règlement (CEE) nº 881/92 du Conseil du 26 mars 1992 concernant l'accès au marché des transports de marchandises par route dans la Communauté exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres (JO L 95 du 9.4.1992, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

À l'annexe I, première page de l'autorisation, note de bas de page 1, et à l'annexe III, première page de l'attestation, note de bas de page 1, le texte suivant est inséré:

«(CZ) République tchèque», «(EST) Estonie», «(CY) Chypre», «(LV) Lettonie», «(LT) Lituanie», «(H), Hongrie», «(M) Malte», «(PL) Pologne», «(SLO) Slovénie», «(SK) Slovaquie».

5. 31992 R 0684: Règlement (CEE) nº 684/92 du Conseil du 16 mars 1992 établissant des règles communes pour les transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et autobus (JO L 74 du 20.3.1992, p. 1), modifié par:

— 31998 R 0011: Règlement (CE) nº 11/98 du Conseil du 11.12.1997 (JO L 4 du 8.1.1998, p. 1).

À l'annexe, les mentions suivantes sont insérées dans la note de bas de page 1:

«(CZ) République tchèque», «(EST) Estonie», «(CY) Chypre», «(LV) Lettonie», «(LT) Lituanie», «(H), Hongrie», «(M) Malte», «(PL) Pologne», «(SLO) Slovénie», «(SK) Slovaquie».

6. 31996 L 0026: Directive 96/26/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux (JO nº L 124 du 23.5.1996, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0076: Directive 98/76/CE du Conseil du 1.10.1998 (JO L 277 du 14.10.1998, p. 17).

a) A l'article 10, les paragraphes ci-après sont ajoutés:

«4. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en République tchèque ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées

— aux transporteurs internationaux de marchandises et de voyageurs depuis le 1er juillet 2000, en application de la loi sur les transports routiers nº 111/1994 Sb. modifiée par la loi nº 150/2000 Sb.;

— aux transporteurs nationaux de marchandises et de voyageurs depuis le 1er janvier 2003, en application de la loi sur les transports routiers nº 111/1994 Sb. modifiée par la loi nº 150/2000 Sb..

5. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Estonie ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées

— aux transporteurs internationaux et nationaux de marchandises depuis le 1er octobre 2000, en application de la loi sur les transports routiers du 7 juin 2000 (RT I 2000, 54, 346);

— aux transporteurs internationaux et nationaux de voyageurs depuis le 1er octobre 2000, en application de la loi sur les transports publics du 26 janvier 2000 (RT I 2000, 10, 58).

6. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Lettonie ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées:

— aux transporteurs internationaux et nationaux de marchandises et de voyageurs par route depuis le 1er avril 2001, en application de la loi sur les transports routiers et le règlement nº 9 du ministère des transports du 6 février 2001 concernant la commission d'examen pour la délivrance de certificats de capacité professionnelle dans le domaine des transports nationaux et internationaux de marchandises et de voyageurs.

7. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Lituanie ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées:

— aux transporteurs internationaux et nationaux de marchandises et de voyageurs par route depuis le 17 janvier 2003, en application de l'ordonnance nº 3-20 du Ministère des transports et des communications du 13 janvier 2003 sur l'examen des personnes qui exercent une activité soumise à une licence dans le domaine des transports en matière de compétence professionnelle;

8. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Hongrie ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées:

— aux transporteurs internationaux de marchandises par route depuis le 1er février 1991, en application du décret gouvernemental nº 20/1991 (I.29.) Korm. modifiant le décret nº 89/1988 (XII.20) MT du Conseil des ministres;

— aux transporteurs nationaux de marchandises par route depuis le 1er avril 1995, en application du décret gouvernemental nº 31/1995 (III.24) Korm. modifiant le décret nº 89/1988 (XII.20) MT du Conseil des ministres;

— aux transporteurs de marchandises par route depuis le 1er mai 2001, en application du décret gouvernemental nº 68/2001 (IV.20) Korm. modifiant le décret nº 89/1988 (XII.20) MT du Conseil des ministres;

— aux transporteurs de voyageurs par route depuis le 1er janvier 2002, en application du décret nº 49/2001 (XII.22) KöViM. du Ministère des transports et de la gestion des eaux.

9. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Pologne ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées depuis le 31 janvier 2002 aux transporteurs internationaux et nationaux de passagers et de marchandises par route en application de la loi sur les transports routiers du 6 septembre 2001.

10. Par dérogation au paragraphe 3, les attestations délivrées aux transporteurs par route avant la date d'adhésion en Slovaquie ne sont assimilées aux attestations délivrées en vertu des dispositions de la présente directive que si elles ont été délivrées depuis le 1er septembre 2002 aux opérateurs de transports internationaux et nationaux de marchandises et de voyageurs par route en application de la loi sur les transports routiers nº 168/1996 modifiée le 19 août 2002.»

b) Le paragraphe ci-après est ajouté à l'article 10 *ter*:

«Les certificats de capacité professionnelle visés à l'article 10, paragraphes 4 à 10, peuvent être à nouveau délivrés par les États membres concernés sous la forme du certificat présenté à l'annexe I bis.»

7. 31998 R 2121: Règlement (CE) nº 2121/98 de la Commission du 2 octobre 1998 portant modalités d'application des règlements (CEE) nº 684/92 et (CE) nº 12/98 du Conseil en ce qui concerne les documents pour les transports de voyageurs effectués par autocar et autobus (JO L 268 du 3.10.1998, p. 10).

a) Les mentions suivantes sont insérées à la note de bas de page 1 de chacune des annexes II, IV et V:

«(CZ) République tchèque», «(EST) Estonie», «(CY) Chypre», «(LV) Lettonie», «(LT) Lituanie», «(H) Hongrie», «(M) Malte», «(PL) Pologne», «(SLO) Slovénie», «(SK) Slovaquie».

b) Le tableau contenu dans le modèle de communication reproduit à l'annexe VI est remplacé par le tableau suivant:

«

État membre d'accueil	Nombre de passagers		Nombre de passagers — km	
	Types de services		Types de services	
	réguliers spécialisés	occasionnels	réguliers spécialisés	occasionnels
B				
CZ				
DK				
D				
EST				
GR				
E				
F				
IRL				
I				
CY				
LV				
LT				
L				
H				
M				
NL				
A				
PL				
P				
SLO				
SK				
FIN				
S				
UK				
Total cabotage				

»

8. 31999 L 0037: Directive 1999/37/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux documents d'immatriculation des véhicules (JO L 138 du 1.6.1999, p. 57).

a) À l'annexe I, point IV, le deuxième tiret est remplacé par le texte ci-après:

«— le signe distinctif de l'État membre délivrant la partie I du certificat d'immatriculation, à savoir:

B: Belgique

CZ: République tchèque

DK: Danemark

D: Allemagne

EST: Estonie

GR: Grèce

E: Espagne

F: France

IRL: Irlande

I: Italie

CY: Chypre

LV: Lettonie

LT: Lituanie

L: Luxembourg

H: Hongrie

M: Malte

NL: Pays Bas

A: Autriche

PL: Pologne

P: Portugal

SLO: Slovénie

SK: Slovaquie

FIN: Finlande

S: Suède

UK: Royaume-Uni».

b) À l'annexe II, point IV, le deuxième tiret est remplacé par le texte ci-après:

«— le signe distinctif de l'État membre délivrant la partie II du certificat d'immatriculation, à savoir:

B: Belgique

CZ: République tchèque

DK: Danemark

D: Allemagne

EST: Estonie

GR: Grèce

E: Espagne

F: France

IRL: Irlande

I: Italie

CY: Chypre

LV: Lettonie

LT: Lituanie

L: Luxembourg

H: Hongrie

M: Malte

NL: Pays Bas

A: Autriche

PL: Pologne

P: Portugal

SLO: Slovénie

SK: Slovaquie

FIN: Finlande

S: Suède

UK: Royaume-Uni».

9. 31999 L 0062: Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (JO L 187 du 20.7.1999, p. 42).

À l'article 3, paragraphe 1, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«— République tchèque:

silniční daň,»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— Estonie:

raskeveokimaks,»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— Chypre:

Τέλη Κυκλοφορίας Οχημάτων,

— Lettonie:

transportlīdzekļa ikgadējā nodeva,

— Lituanie:

a) Transporto priemonių savininkų ar valdytojų naudotojo mokestis;

b) Mokestis už Lietuvoje įregistruotas krovinines transporto priemones,»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— Hongrie:

gépjárműadó,

— Malte:

liċenzja tat-triq/road licence fee,»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— Poland:

podatek od środków transportowych,»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— Slovénie:

letno povračilo za uporabo javnih cest za motorna in priklopna vozila,

— Slovaquie:

cestná daň.»

D. TRANSPORTS FERROVIAIRES

1. 31969 R 1192: Règlement (CEE) nº 1192/69 du Conseil du 26.6.1969 relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer (JO L 156 du 28.6.1969, p. 8), modifié par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 R 3572: Règlement (CEE) nº 3572/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 12),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Les mentions suivantes sont insérées à l'article 3, paragraphe 1:

«— České dráhy (ČD) a.s.; Správa železniční dopravní cesty s.o.;»

«— AS Eesti Raudtee,

Edelaraudtee AS;»

«— Valsts akciju sabiedrība "Latvijas Dzelzceļš" (LDZ);»

«— Lietuvos geležinkeliai (LG);»

«— Magyar Államvasutak Rt. (MÁV),

— Győr-Sopron-Ebenfurti Vasút Rt. (GySEV);»

«— PKP Polskie Linie Kolejowe S.A.;

PKP Cargo S.A.;

PKP InterCity sp. z o.o.;

PKP Przewozy Regionalne sp. z o.o.;»

«— Slovenske železnice (SŽ);»

«— Železnice Slovenskej republiky (ŽSR);».

2. 31991 L 0440: Règlement (CEE) nº 1192/69 du Conseil du 26.6.1969 relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer (JO L 237 du 24.8.1991, p. 25), modifié par:

— 32001 L 0012: Directive 2001/12/EC du Parlement européen et du Conseil du 26.2.2001 (JO L 75 du 15.3.2001, p. 1).

a) À l'annexe I, les mentions suivantes sont insérées dans la liste des ports entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«ČESKÁ REPUBLIKA»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

Muuga sadam

Paljassaare sadam

Vanasadam

Paldiski põhjasadam

Paldiski lõunasadam

Kopli põhjasadam

Kopli lõunasadam

Bekkeri sadam

Kunda sadam»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

LATVIJA

Rīga

Ventspils

Liepāja

LIETUVA

Klaipėda»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYARORSZÁG

MALTA»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

Szczecin

Świnoujście

Gdańsk

Gdynia»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

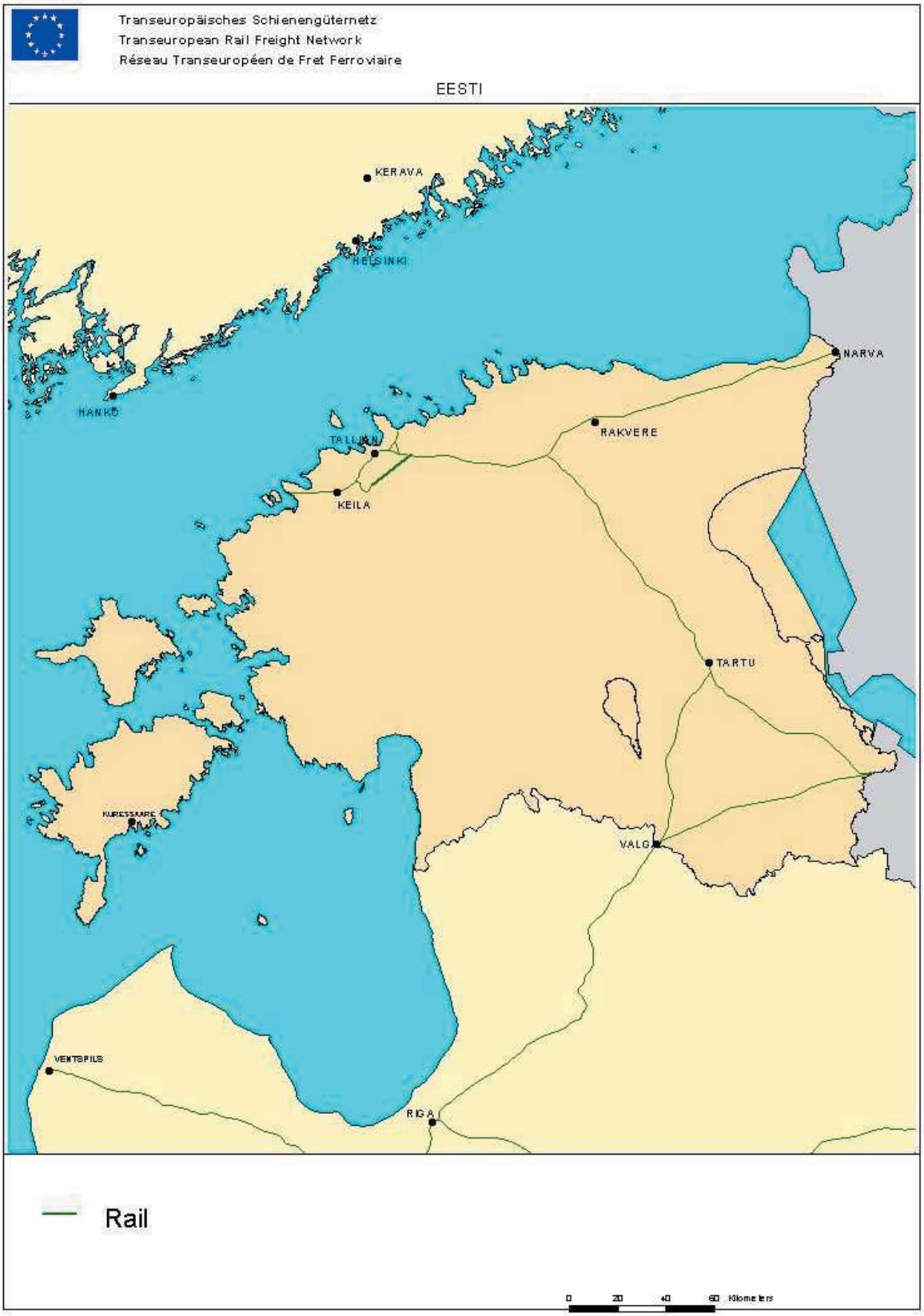
«SLOVENIJA

Koper

SLOVENSKO».

b) À l'annexe I, la carte suivante est insérée entre les cartes relatives à la Belgique et au Danemark:

et entre les cartes relatives à l'Allemagne et à la Grèce:



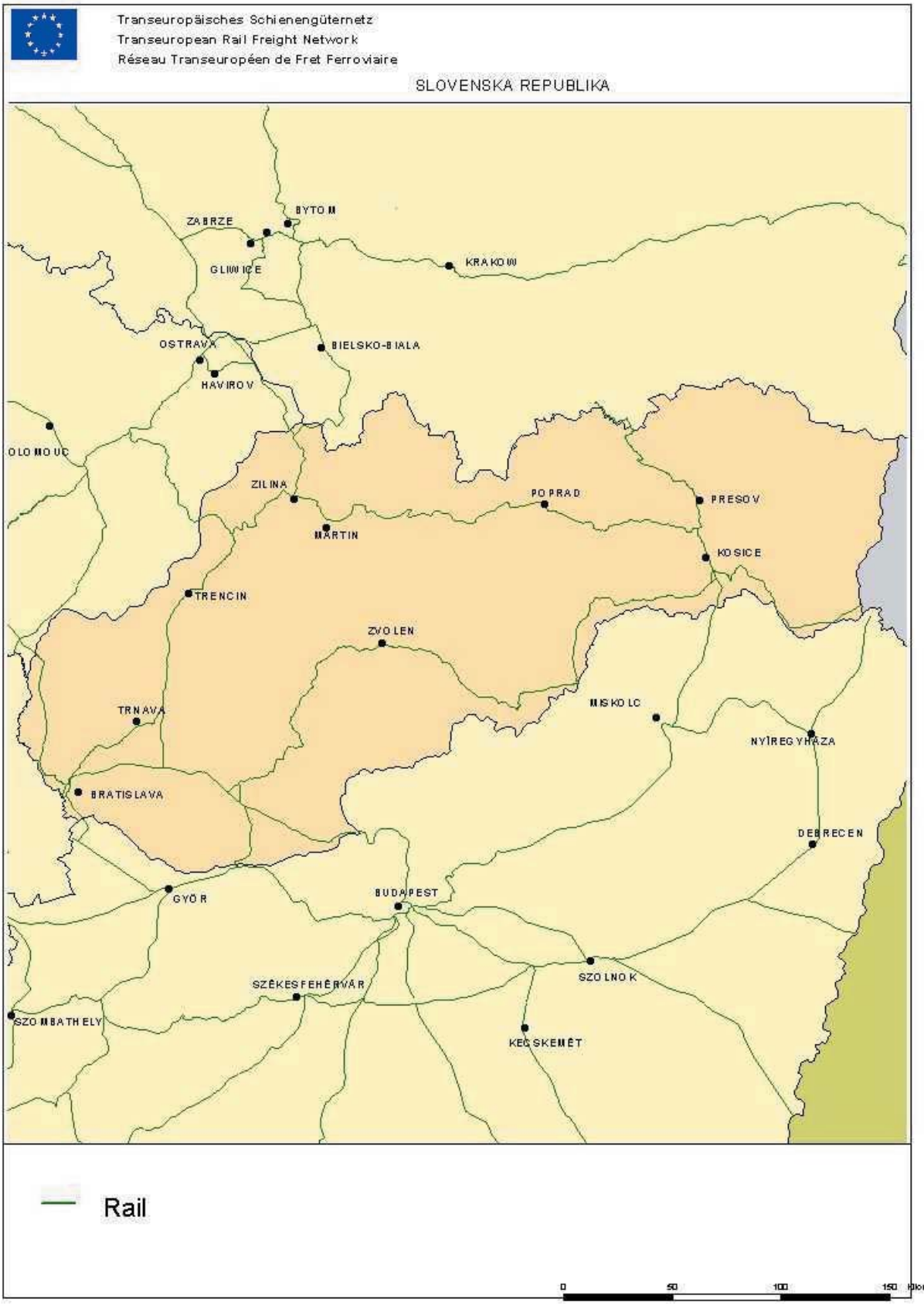
et entre les cartes relatives à l'Italie et au Luxembourg:

Transeuropäisches Schienengüternetz
Transeuropean Rail Freight Network
Réseau Transeuropéen de Fret Ferroviaire
LIETUVA
VENTSPILS
RIGA
JEKABPILS
JELGAVA
JONISKIS
DAUGAVPILS
KLAIPEDA
KAUNAS
KAISIADORYS
VILNIUS
MARIJAMPOLE
Rail
0 20 40 60 Kilometers

et entre les cartes relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

et entre les cartes relatives à l'Autriche et au Portugal:

et entre les cartes relatives au Portugal et à la Finlande:


Transeuropäisches Schienengüternetz
Transeuropean Rail Freight Network
Réseau Transeuropéen de Fret Ferroviaire
SLOVENSKA REPUBLIKA
ZABRZE
BYTOM
GLIWICE
KRAKOW
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
HAVIROV
OLOMOUC
ZILINA
POPRAD
PRESOV
MARTIN
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
TRNAVA
MISKOLC
NYIREGYHAZA
BRATISLAVA
DEBRECEN
GYÖR
BUDAPEST
SZOLNOK
SZÉKESFEHÉRVÁR
SZOMBATHELY
KECSKEMÉT
Rail
0
50
100
150 Kilometers

E. TRANSPORTS PAR VOIE NAVIGABLE

1. 31977 D 0527: Décision 77/527/EEC de la Commission du 29 juillet 1977 établissant la liste des voies navigables à caractère maritime aux fins de l'application de la directive 76/135/CEE du Conseil (JO L 209 du 17.8.1977, p. 29), modifiée par:

   — 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

   — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

   a) Les mentions suivantes sont insérées dans le titre de l'annexe:

      «PŘÍLOHA» et «Seznam námořních plavebních cest vyhotovený podle čl. 3 odst. 6 směrnice 76/135/EHS»

      «LISA» et «Direktiivi 76/135/EMÜ artikli 3 (6) alusel rajatud mereteede nimekiri».

      «PIELIKUMS» et «Jūras kuģošanas līniju saraksts, kas izveidots atbilstoši Direktīvas 76/135/EEK 3. panta 6. punkta nosacījumiem»,

      «PRIEDAS» et «Jūrinių laivybos kelių sąrašas, sudarytas pagal Direktyvos 76/135/EEB 3 (6) straipsnį»,

      «MELLÉKLET» et «Tengerhajózási útvonalak listája a 76/135/EGK irányelv 3 Cikk (6) bekezdése alapján»,

      «ANNESS» et «Lista ta' mogħdijiet marittimi skond l-artiklu 3(6) tad-Direttiva 76/135/KEE»,

      «ZAŁĄCZNIK» et «Lista morskich dróg żeglugowych dla potrzeb art. 3 (6) dyrektywy 76/135/EWG»

      «PRILOGA» et «Seznam plovnih poti pomorskega značaja, sestavljen na podlagi člena 3(6) Direktive 76/135/EGS»,

      «PRÍLOHA» et «Zoznam námorných plavebných trás podľa článku 3 ods. 6 smernice 76/135/EHS».

   b) Les mentions suivantes sont ajoutées à la liste contenue à l'annexe:

      «POLSKA

      1) część Jeziora Nowowarpieńskiego i część Zalewu Szczecińskiego wraz ze Świną i Dziwną oraz Zalewem Kamieńskim, znajdująca się na wschód od granicy państwowej między Rzecząpospolitą Polską a Republiką Federalną Niemiec, oraz rzeka Odra pomiędzy Zalewem Szczecińskim a wodami portu Szczecin,

      2) część Zatoki Gdańskiej zamknięta linią podstawową biegnącą od punktu o współrzędnych 54° 37′ 36″ szerokości geograficznej północnej i 18° 49′ 18″ długości geograficznej wschodniej (na Mierzei Helskiej) do punktu o współrzędnych 54° 22″ 12″ szerokości geograficznej północnej i 19° 21′ 00″ długości geograficznej wschodniej (na Mierzei Wiślanej),

      3) część Zalewu Wiślanego, znajdująca się na południowy zachód od granicy państwowej między Rzecząpospolitą Polską a Federacją Rosyjską na tym Zalewie,

      4) wody portów określone od strony morza linią łączącą najdalej wysunięte w morze stałe urządzenia portowe, stanowiące integralną część systemu portowego.»

2. 31982 L 0714: Directive 82/714/CEE du Conseil du 4 octobre 1982 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure (JO L 301 du 28.10.1982, p. 1), modifiée par:

   — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

   L'annexe I est modifiée comme suit:

   i) Le texte suivant est ajouté au «CHAPITRE PREMIER», «Zone 1»:

      «République de Pologne

      La partie de la baie de Pomorska située au sud de la ligne qui relie Nord Perd sur l'île Rugen et le phare de Niechorze.

      La partie de la baie de Gdańska située au sud de la ligne qui relie le phare Hel et la bouée d'entrée du port de Baltijsk.»;

   ii) les mentions suivantes sont ajoutées au «CHAPITRE PREMIER», «Zone 2»:

      «République tchèque

      Barrage du lac de Lipno.»

      «République de Hongrie

      Lac Balaton.»

      «République de Pologne

      Baie de Szczecin.

      Baie de Kamień.

      Baie de Wisła.

      Baie de Puck.

      Lac de retenue de Włocławek.

      Lac Śniardwy.

      Lac Niegocin.

      Lac Mamry.»;

   iii) les mentions suivantes sont ajoutées au «CHAPITRE II», «Zone 3»:

      «République tchèque

      Labe: de l'écluse Ústí nad Labem-Střekov jusqu'à l'écluse Lovosice.

      Lacs de barrage: Baška, Brněnská (Kníničky), Horka (Stráž pod Ralskem), Hracholusky, Jesenice, Nechranice, Olešná, Orlík, Pastviny, Plumov, Rozkoš, Seč, Skalka, Slapy, Těrlicko, Žermanice.

      Biefs: Oleksovice, Svět, Velké Dářko.»

      «République de Hongrie

      Danube: du km 1812 au km 1433.

      Danube Moson: du km 14 au km 0.

      Danube Szentendre: du km 32 au km 0.

      Danube Ráckeve: du km 58 au km 0.

      Rivière Tisza: du km 685 au km 160.

      Rivière Dráva: du km 198 au km 70.

Rivière Bodrog: du km 51 au km 0.

Rivière Kettős Körös: du km 23 au km 0.

Rivière Hármas Körös: du km 91 au km 0.

Canal de Sió: du km 23 au km 0.

Lac de Velence.

Lac de Fertő.»

«République de Pologne

— Biebrza de la jonction avec le canal d'Augustów jusqu'au confluent avec la Narwa

— Brda de la jonction avec le canal de Bydgoszcz à Bydgoszcz jusqu'au confluent avec la Wisła

— Bug du confluent avec la Muchawiec jusqu'au confluent avec la Narwa

— Lac Dąbie jusqu'à la frontière y compris les lagunes

— Canal d'Augustów de la jonction avec la Biebrza jusqu'à la frontière, y compris les lacs situés le long de ce canal

— Canal Bartnicki du lac Ruda Woda jusqu'au lac Bartężek inclus

— Canal de Bydgoszcz

— Canal d'Elbląg du lac Druzno jusqu'au lac Jeziorak et au lac Szeląg Wielki, y compris ces lacs et les lacs situés le long de ce canal, ainsi que le chenal navigable latéral en direction de Zalewo depuis le lac Jeziorak jusqu'au lac Ewingi inclus

— Canal de Gliwice y compris le canal de Kędzierzyn

— Canal Jagielloński de la jonction avec l'Elbląg jusqu'à la Nogat

— Canal Łączański

— Canal de Śleśiń avec les lacs situés sur ce canal et le lac Goplo

— Canal de Żerań

— Martwa Wisła de la Wisła à Przegalina jusqu'à la frontière y compris les lagunes

— Narew du confluent avec la Biebrza jusqu'à l'estuaire de la Wisła, y compris le lac Zegrzyński

— Rivière Nogat de la Wisła jusqu'à l'estuaire de la baie de la Wisła

— Noteć (supérieure) du lac Gopło jusqu'à la jonction avec le canal Górnonotecki, canal Górnonotecki et Noteć (inférieure) de la jonction avec le canal de Bydgoszcz jusqu'au confluent avec la Warta

— Nysa Łużycka de Gubin jusqu'au confluent avec l'Oder

— Oder depuis Racibórz jusqu'au confluent avec l'Oder oriental qui devient la Regalica à partir du passage de Klucz-Ustowo, ainsi que ce fleuve et ses affluents jusqu'au lac Dąbie et le chenal navigable latéral de l'Oder de l'écluse d'Opatowice jusqu'à celle de Wrocław

— Oder occidental du barrage de Widuchowa (704,1 km de l'Oder) jusqu'à l'estuaire, ainsi que les affluents et le passage de Klucz-Ustowo reliant l'Oder oriental à l'Oder occidental

— Parnica et passage de Parnica de l'Oder occidental jusqu'à la frontière y compris les lagunes

— Pisa du lac Roś jusqu'au confluent avec le Narew

— Szkarpawa de la Wisła jusqu'à l'estuaire de la baie de la Wisła

— Warta de la baie de Ślesiń jusqu'à l'estuaire de l'Oder

— Réseau des grands lacs de Mazurie englobant les lacs reliés par les rivières et les canaux qui constituent un parcours principal allant du lac Roś (inclus) à Pisz jusqu'au canal de Węgorzewo (inclus) à Węgorzewo, y compris les lacs Seksty, Mikołajskie, Tałty, Tałtowisko, Kotek, Szymon, Szymoneckie, Jagodne, Boczne, Tajty, Kisajno, Dargin, Łabap, Kirsajty et Święcajty, ainsi que le canal de Giżycko, le canal de Niegociń, le canal de Piękna Góra, et une voie annexe du lac Ryńskie (inclus) à Ryn jusqu'au lac Nidzkie (jusqu'à 3 km, constituant une frontière avec la réserve du "lac Nidzkie"), y compris les lacs Bełdany, Guzianka Mała et Guzianka Wielka

— Wisła du confluent avec la Przemsza jusqu'à la jonction avec le canal Łączański ainsi que de la jonction avec ce canal à Skawina jusqu'à l'estuaire de la Wisła, dans le golfe de Gdańsk, à l'exclusion du lac de retenue de Włocławek.'»

«République slovaque

Danube: du Devín (km 1880,26) jusqu'à la frontière slovaquo-hongroise.»;

iv) les mentions suivantes sont ajoutées au «CHAPITRE III», «Zone 4»:

«République tchèque

Toutes les autres voies non mentionnées dans les zones 1, 2 et 3.»

«République de Lituanie

L'ensemble du réseau lituanien.»

«République de Hongrie

Toutes les autres voies non mentionnées dans les zones 2 et 3.»

«République de Pologne

Toutes les autres voies non mentionnées dans les zones 1, 2 et 3.»;

«République slovaque

Toutes les autres voies non mentionnées dans la zone 3.»

3. 31991 L 0672: Directive 91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure (JO L 373 du 31.12.1991, p. 29), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) L'annexe I est modifiée comme suit:

i) les mentions suivantes sont ajoutées sous la rubrique «GROUPE A»:

«République de Hongrie:

— Hajóskapitányi bizonyítvány (certificat de capitaine),

— Hajóvezetői "A" bizonyítvány (brevet de conduite "A") (conformément au décret nº 15/2001. (IV. 27.) KöViM du ministre des transports et de la gestion de l'eau sur les certificats de navigation)».

«République de Pologne:

— Patent żeglarski kapitana żeglugi śródlądowej – kategorii A (brevet de conduite "A") (conformément au règlement du ministre de l'infrastructure du 23 janvier 2003 sur les qualifications professionnelles et le nombre d'équipages sur les bateaux des voies de navigation intérieures).»;

ii) les mentions suivantes sont ajoutées sous la rubrique «GROUPE B»:

«République tchèque:

— Průkaz způsobilosti kapitána a průkaz způsobilosti kormidelníka (loi du 25 mai 1995 relative à la navigation intérieure (114/1995 Sb.) et décret du ministre des transports du 14 septembre 1995 sur l'éligibilité des personnes à piloter et exploiter des navires (224/1995 Sb.)).

République d'Estonie:

— Siseveelaeva laevajuhi diplom.

République de Lituanie:

— Vidaus vandenų transporto specialisto laipsnio diplomas (approuvés par l'arrêté nº 161 du ministre des transports et des communications du 15 mai 2001 relatif aux règles régissant la délivrance de diplômes et de certificats aux spécialistes des transports par voie navigable).

République de Hongrie:

— Hajóskapitányi bizonyítvány (certificat de capitaine),

— Hajóvezetői "A" bizonyítvány (brevet de conduite "A") (conformément au décret nº 15/2001. (IV. 27.) KöViM du ministre des transports et de la gestion de l'eau sur les certificats de navigation).

République de Pologne:

— Patent żeglarski kapitana żeglugi śródlądowej – kategorii B (brevet de conduite "B") (conformément au règlement du ministre de l'infrastructure du 23 janvier 2003 sur les qualifications professionnelles et le nombre minimum d'équipages sur les bateaux des voies de navigation intérieures).

République slovaque:

— Lodný kapitán I. triedy,

— Lodný kapitán II. triedy,

— (Décret 182/2001 Z. z. du ministre des transports, des postes et des télécommunications de la République slovaque établissant des dispositions détaillées sur les exigences de qualification et la vérification de la compétence professionnelle des membres de l'équipage d'un bateau et des capitaines de petits bateaux (références à l'article 30, paragraphe 7, et à l'article 31, paragraphe 3, de la loi 338/2000 Z. z. relative à la navigation intérieure et modifications de certaines lois).»;

b) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives aux Pays-Bas et à la Finlande:

«République de Pologne

Zone 1 et zone 2 de l'annexe II de la directive 82/714/CEE, à l'exception du lac de retenue de Włocławek et des lacs Śniardwy, Niegocin et Mamry».

F. RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

31996 D 1692: Décision nº 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.7.1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 228 du 9.9.1996, p. 1), modifiée par:

— 32001 D 1346: Décision nº 1346/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.5.2001 (JO L 185 du 6.7.2001, p. 1).

L'annexe I est modifiée comme suit:

i) le texte est remplacé par le texte suivant:

«Section 2: Réseau routier

2.0 Europe

2.1 Belgique

2.2 République tchèque

2.3 Danemark

2.4 Allemagne

2.5 Estonie

2.6 Grèce

2.7 Espagne

2.8 France

2.9 Irlande

2.10 Italie

2.11 Chypre

2.12 Lettonie

2.13 Lituanie

2.14 Luxembourg

2.15 Hongrie

2.16 Malte

2.17 Pays-Bas

2.18 Autriche

2.19 Pologne

2.20 Portugal

2.21 Slovénie

2.22 Slovaquie

2.23 Finlande

2.24 Suède

2.25 Royaume-Uni

Section 3: Réseau ferroviaire

3.0 Europe

3.1 Belgique

3.2 République tchèque

3.3 Danemark

3.4 Allemagne

3.5 Estonie

3.6 Grèce

3.7 Espagne

3.8 France

3.9 Irlande

3.10 Italie

3.11 Lettonie

3.12 Lituanie

3.13 Luxembourg

3.14 Hongrie

3.15 Pays-Bas

3.16 Autriche

3.17 Pologne

3.18 Portugal

3.19 Slovénie

3.20 Slovaquie

3.21 Finlande

3.22 Suède

3.23 Royaume-Uni

Section 4: Réseau des voies navigables et ports de navigation intérieure

4.0 Europe

4.1 A.

B.

4.2

4.3

4.4

4.5

4.6 République tchèque

4.7 Lituanie

4.8 Hongrie

4.9 Pologne

4.10 Slovaquie

Section 5: Ports maritimes – Catégorie A

5.0 Europe

5.1 Mer Baltique

5.2 Mer du Nord

5.3 Océan Atlantique

5.4 Mer Méditerranée – partie occidentale

5.5 Mer Méditerranée – partie orientale

5.6 Chypre

5.7 Malte

Section 6: Aéroports

6.0 Europe

6.1 Belgique/Danemark/Allemagne/Luxembourg/Pays-Bas/Autriche

6.2 République tchèque

6.3 Estonie

6.4 Grèce

6.5 Espagne/Portugal

6.6 France

6.7 Irlande/Royaume-Uni

6.8 Italie

6.9 Chypre

6.10 Lettonie

6.11 Lituanie

6.12 Hongrie

6.13 Malte

6.14 Pologne

6.15 Slovénie

6.16 Slovaquie

6.17 Finlande/Suède

Section 7: Réseau de transport combiné

7.1 A. Rail

B. Rail grande échelle

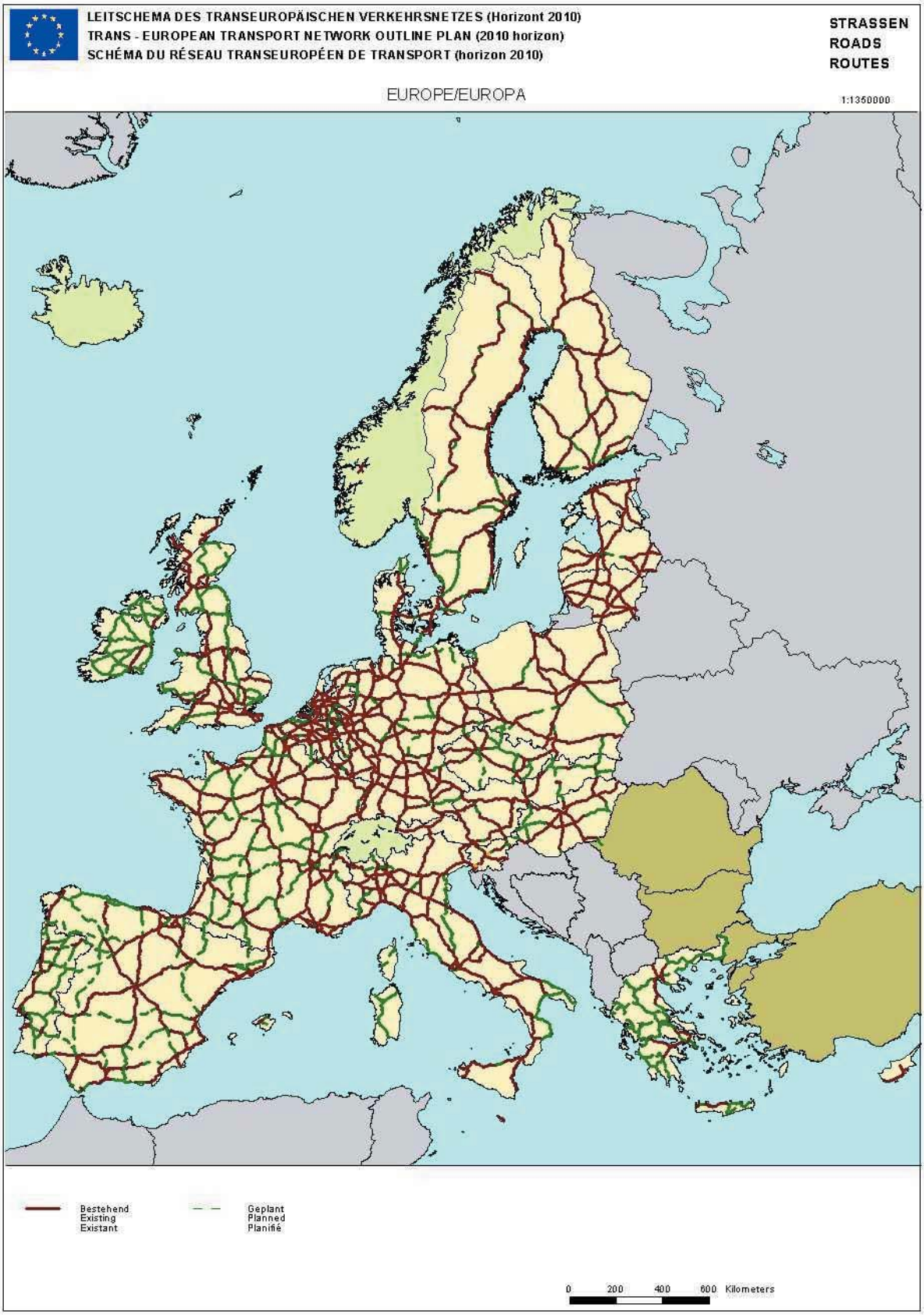
7.2 Voies navigables»;

ii) pour ce qui est des cartes:

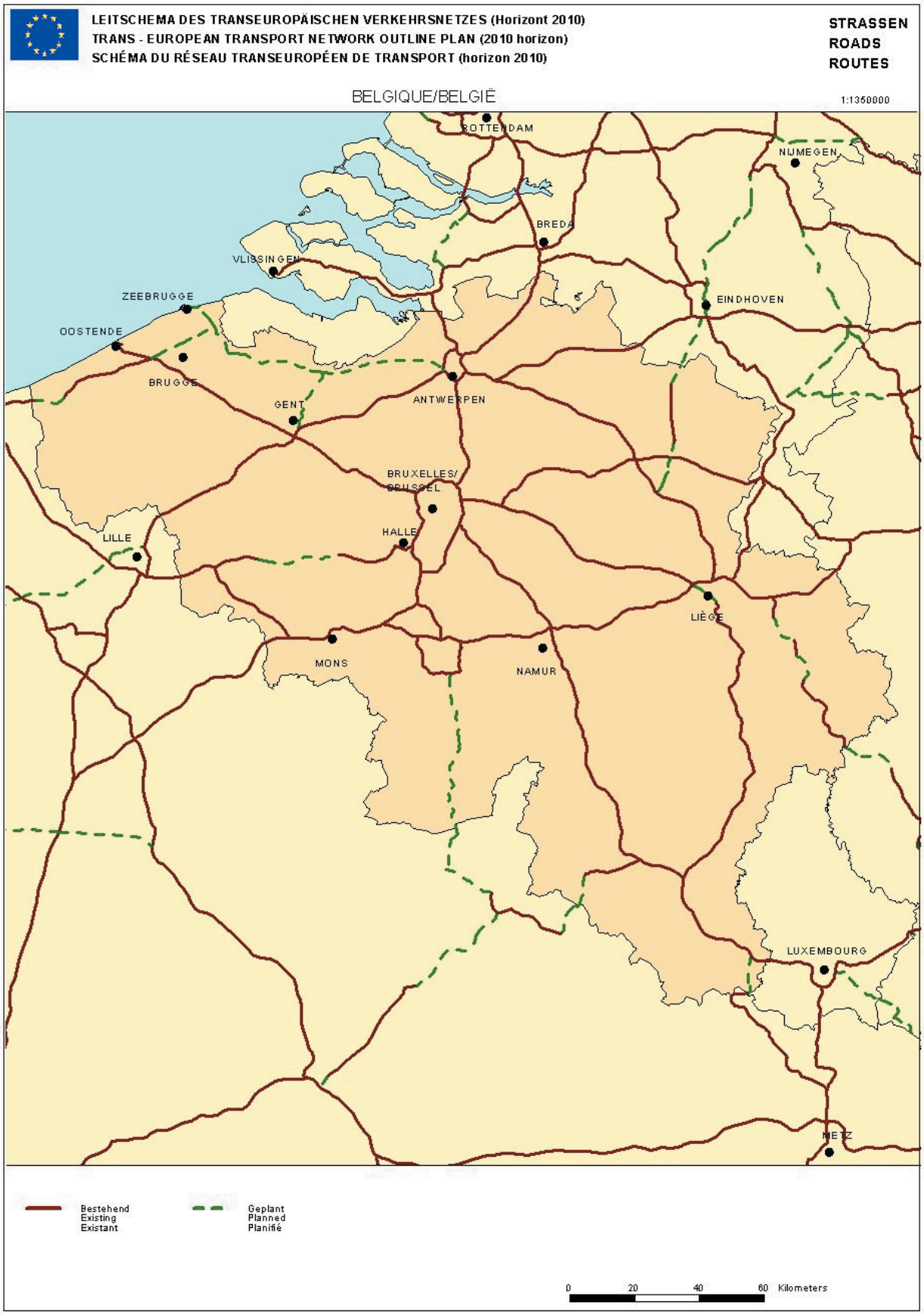
— les cartes de la Section 2 sont remplacées par les cartes figurant ci-après:

«

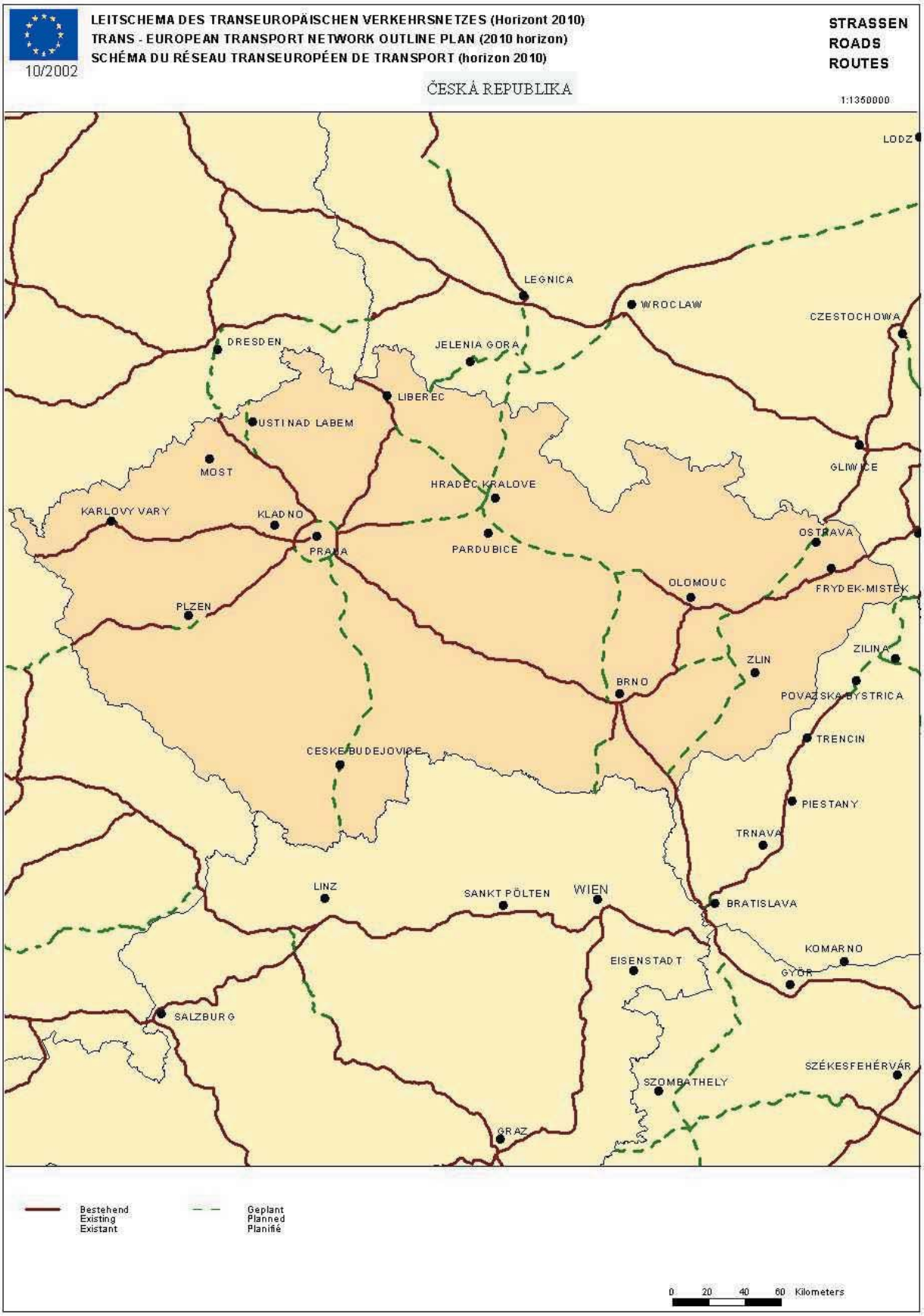
2.0



2.1


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
BELGIQUE/BELGIË
1:1350000
ROTTERDAM
NIJMEGEN
BREDA
VLISSINGEN
ZEEBRUGGE
EINDHOVEN
OOSTENDE
BRUGGE
GENT
ANTWERPEN
BRUXELLES/
BRUSSEL
HALLE
LILLE
LIÈGE
MONS
NAMUR
LUXEMBOURG
METZ
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

2.2


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
10/2002
STRASSEN
ROADS
ROUTES
ČESKÁ REPUBLIKA
1:1350000
LODZ
LEGNICA
WROCLAW
CZESTOCHOWA
DRESDEN
JELENIA GORA
LIBEREC
USTI NAD LABEM
MOST
GLIWICE
HRADEC KRALOVE
KARLOVY VARY
KLADNO
PRAHA
PARDUBICE
OSTRAVA
OLOMOUC
FRYDEK-MISTEK
PLZEN
ZLIN
ZILINA
BRNO
POVAZSKA BYSTRICA
TRENCIN
CESKE BUDEJOVICE
PIESTANY
TRNAVA
LINZ
SANKT PÖLTEN
WIEN
BRATISLAVA
KOMARNO
EISENSTADT
GYÖR
SALZBURG
SZÉKESFEHÉRVÁR
SZOMBATHELY
GRAZ
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

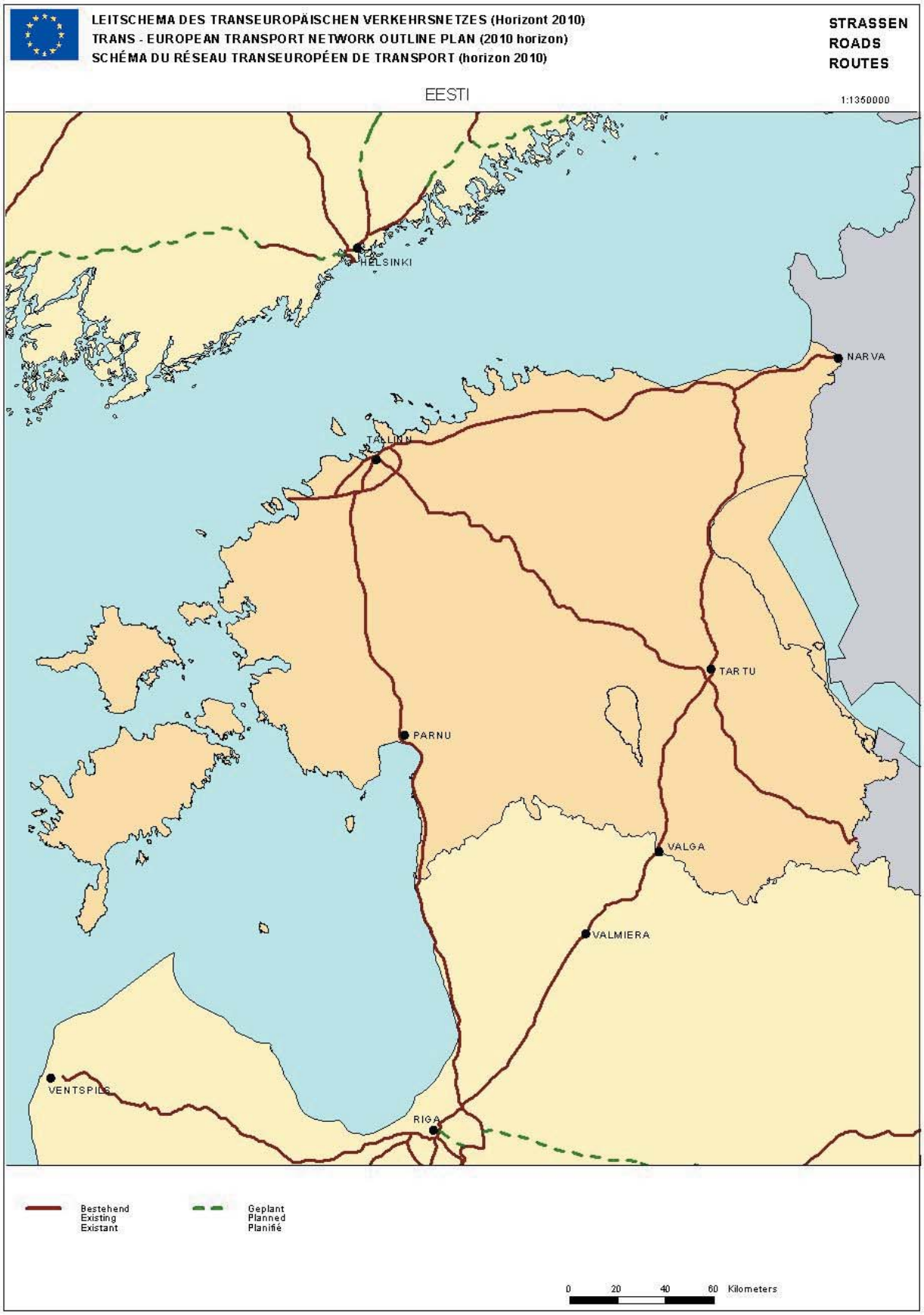
2.3

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
DANMARK
1:1350000
JÖNKÖPING
GÖTEBORG
HIRTSHALS
FREDERIKSHAVN
AALBORG
ÅRHUS
HELSINGØR
HELSINGBORG
KØBENHAVN
MALMÖ
FREDERICIA
ESBJERG
KOLDING
ODENSE
KORSØR
NYBORG
RØDBY
GEDSER
FEHMARN
KIEL
ROSTOCK
CUXHAVEN
LÜBECK
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
50
100
150
Kilometers

2.4

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
DEUTSCHLAND
1:1350000
NYBORG
RØDBY
GEDSER
FEHMARN
KIEL
ROSTOCK
CUXHAVEN
LUBECK
BREMERHAVEN
EMDEN
HAMBURG
SZCZECIN
GRONINGEN
WILHELMSHAVEN
BREMEN
UMUIDEN
AMSTERDAM
BERLIN
UTRECHT
HANNOVER
ENSCHEDE
ARNHEM
MAGDEBURG
NIJMEGEN
BREDA
HALLE
EINDHOVEN
DORTMUND
LEGNICA
KASSEL
DRESDEN
JELENIA GORA
ERFURT
KÖLN
USTINAD LABEM
LIBEREC
LIEGE
MOST
HRADEC KRALOVE
NAMUR
KARLOVY VARY
KLADNO
FRANKFURT
PRAHA
PARDUBICE
TRIER
PLZEN
LUXEMBOURG
NÜRNBERG
METZ
CESKE BUDEJOVICE
STUTTGART
STRASBOURG
SANKT PÖLTEN
LINZ
MÜNCHEN
MULHOUSE
SALZBURG
FRIEDRICHSHAFEN
DIJON
BREGENZ
GRAZ
INNSBRUCK
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.5


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
EESTI
1:1350000
HELSINKI
NARVA
TALLIN
TARTU
PARNU
VALGA
VALMIERA
VENTSPILS
RIGA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

2.6

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
HELLAS/ ΕΛΛΑΣ
1:1350000
KAVALLA
ALEXANDROUPOLIS
THESSALONIKI
VOLOS
IOANNINA
IGOUMENITSA
ATHINAI
PIRAEUS
PATRAI
KALAMATA
IRAKLION
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.7

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
ESPAÑA
1:1350000
LIMOGES
CLERMONT-FERRAND
BORDEAUX
LA CORUNA
GIJON
OVIEDO
SANTANDER
BILBAO
PASAJES
BAYONNE
PAU
TARBES
TOULOUSE
VIGO
SETE
BRAGA
CHAVES
BRAGANCA
PORTO
VILA REAL
VALLADOLID
SORIA
GERONA
AVEIRO
VISEU
ZARAGOZA
COIMBRA
GUARDA
BARCELONA
TARRAGONA
MADRID
TERUEL
MERIDA
EVORA MONTE
CIUDAD REAL
VALENCIA
ALCUDIA
PALMA DE MALLORCA
MANACOR
ALBACETE
ROSAL DE LA FRONTERA
BAILEN
ALICANTE
SEVILLA
MURCIA
HUELVA
GRANADA
CARTAGENA
MALAGA
CADIZ
ALMERIA
MOTRIL
ALGECIRAS
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.8

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
FRANCE
1:1350000
LONDON
SOUTHAMPTON
PORTSMOUTH
PLYMOUTH
DOVER
CALAIS
DUNKERQUE
BOULOGNE-SUR-MER
LILLE
DORTMUND
KASSEL
KÖLN
FRANKFURT
TRIER
LUXEMBOURG
CHERBOURG
LE HAVRE
ROUEN
CAEN
BREST
SAINT MALO
PARIS
METZ
STRASBOURG
RENNES
SAINT NAZAIRE
NANTES
TOURS
MULHOUSE
FRIEDRICHSHAFEN
BREGENZ
DIJON
NEVERS
LA ROCHELLE
POITIERS
CHALON-SUR-SAONE
MACON
LIMOGES
CLERMONT-FERRAND
LYON
AOSTA
MILANO
BORDEAUX
TORINO
GRENOBLE
ASTI
PIACENZA
VALENCE
SANTANDER
GENOVA
SAVONA
BAYONNE
PASAJES
BILBAO
TOULOUSE
NIMES
AVIGNON
PAU
TARBES
VENTIMIGLIA
NICE
SETE
MARSEILLE
BASTIA
SORIA
GERONA
ZARAGOZA
AJACCIO
BARCELONA
TARRAGONA
PORTO TORRES
OLBIA
TERUEL
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.9

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
IRELAND
1:1350000
LONDONDERRY
SLIGO
GALWAY
DUBLIN
DUN LAOGHAIRE
LIMERICK
WATERFORD
ROSSLARE
CORK
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

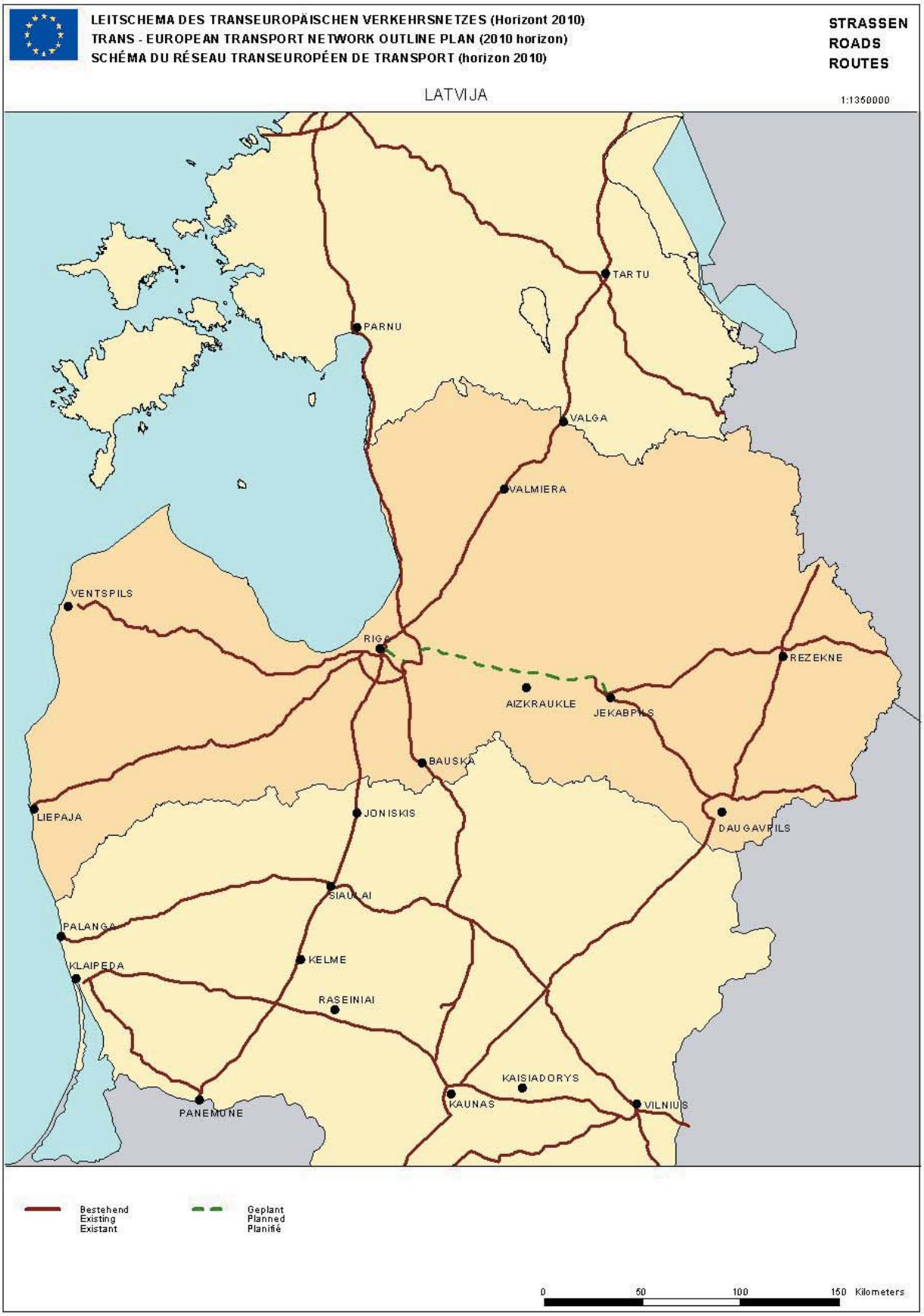
2.10

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
ITALIA
1:1350000
BREGENZ
INNSBRUCK
GRAZ
KLAGENFURT
MARIBOR
JESENICE
LJUBLJANA
AOSTA
MILANO
VERONA
VENEZIA
TRIESTE
KOPER
TORINO
GRENOBLE
ASTI
SAN BONIFACIO
PIACENZA
MODENA
GENOVA
SAVONA
BOLOGNA
RAVENNA
LA SPEZIA
FIRENZE
VENTIMIGLIA
NICE
LIVORNO
ANCONA
PERUGIA
PIOMBINO
GROSSETO
BASTIA
PESCARA
CIVITAVECCHIA
AJACCIO
ROMA
FOGGIA
BARI
NAPOLI
BRINDISI
OLBIA
TARANTO
PORTO TORRES
OTRANTO
CAGLIARI
CATANZARO
MESSINA
PALERMO
REGGIO DI CALABRIA
TRAPANI
MAZARA DEL VALLO
AUGUSTA
VICTORIA
MELLIEHA
MOSTA
VALLETTA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

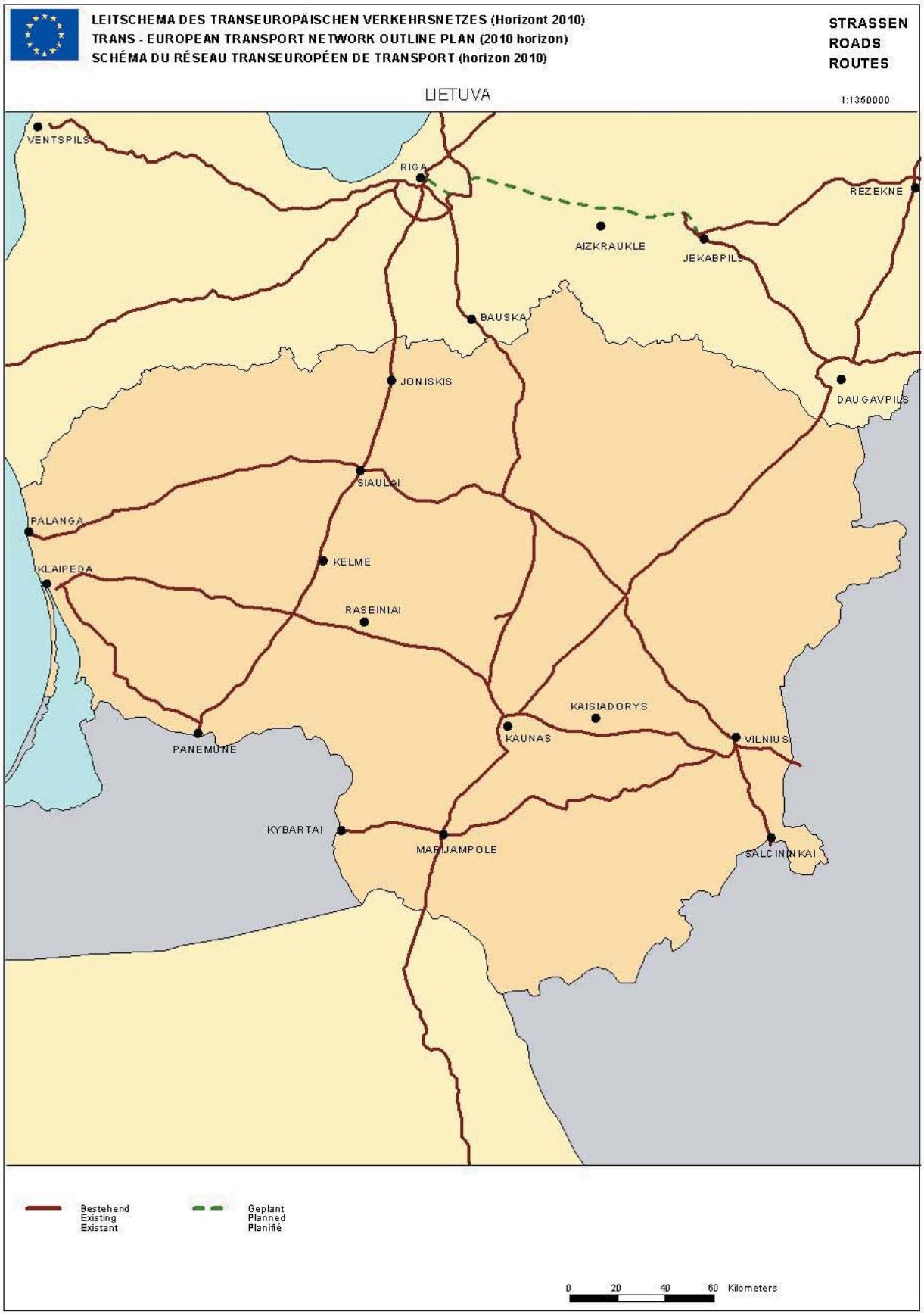
2.11

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
11/2002
STRASSEN
ROADS
ROUTES
KYPROS
LEFKOSIA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 10 20 30 40 Kilometers

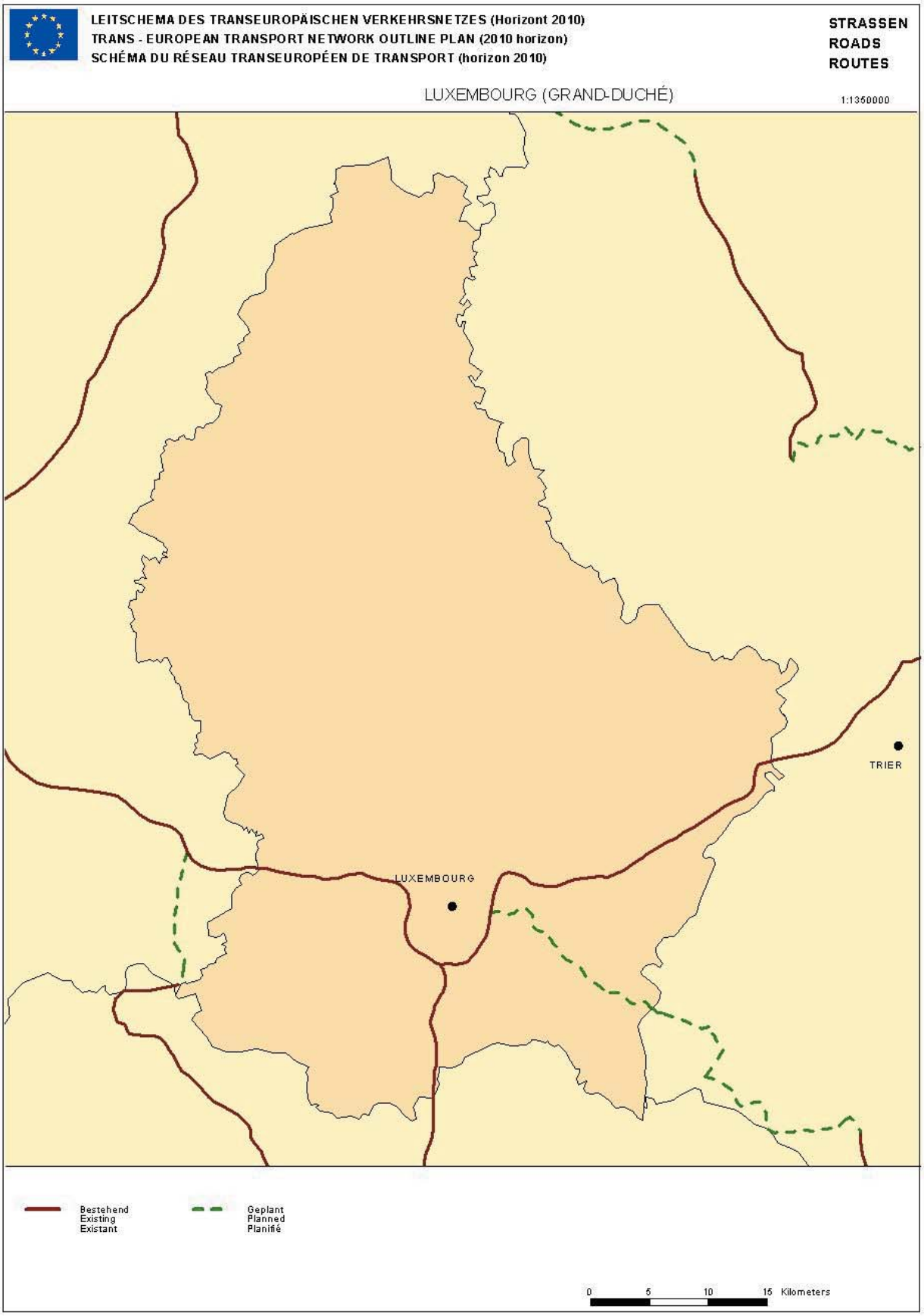
2.12


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
LATVIJA
1:1350000
TARTU
PARNU
VALGA
VALMIERA
VENTSPILS
RIGA
REZEKNE
AIZKRAUKLE
JEKABPILS
BAUSKA
LIEPAJA
JONISKIS
DAUGAVPILS
SIAULIAI
PALANGA
KLAIPEDA
KELME
RASEINIAI
KAISIADORYS
KAUNAS
VILNIUS
PANEMUNE
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
50
100
150 Kilometers

2.13


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
LIETUVA
1:1350000
VENTSPILS
RIGA
REZEKNE
AIZKRAUKLE
JEKABPILS
BAUSKA
JONISKIS
DAUGAVPILS
SIAULIAI
PALANGA
KELME
KLAIPEDA
RASEINIAI
KAISIADORYS
KAUNAS
VILNIUS
PANEMUNE
KYBARTAI
MARIJAMPOLE
SALCININKAI
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

2.14


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ)
1:1350000
TRIER
LUXEMBOURG
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 5 10 15 Kilometers

2.15

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
MAGYARORSZAG
1:1350000
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
OLOMOUC
FRYDEK-MISTEK
ZLIN
ZILINA
PRESOV
BRNO
MARTIN
POPRAD
POVAZSKA BYSTRICA
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
PIESTANY
TRNAVA
MISKOLC
NYÍREGYHÁZA
WIEN
BRATISLAVA
KOMARNO
EISENSTADT
DEBRECEN
GYÖR
BUDAPEST
SZOLNOK
SZOMBATHELY
SZÉKESFEHÉRVÁR
DUNAÚJVÁROS
KECSKEMÉT
SZEGED
PÉCS
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
50
100
150 Kilometers

2.16

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
11/2002
STRASSEN
ROADS
ROUTES
MALTA
1:1350000
VICTORIA
MELLIEHA
MOSTA
VALLETTA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
8
16 Kilometers

2.17

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
NEDERLAND
1:1350000
EMDEN
GRONINGEN
IJMUIDEN
AMSTERDAM
DEN HAAG
UTRECHT
ENSCHEDE
ARNHEM
ROTTERDAM
NIJMEGEN
BREDA
VLISSINGEN
EINDHOVEN
ANTWERPEN
GENT
BRUXELLES/
BRUSSEL
KÖLN
HALLE
LIÈGE
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

2.18

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
ÖSTERREICH
1:1350000
USTI NAD LABEM
MOST
KARLOVY VARY
KLADNO
HRADEC KRALOVE
PARDUBICE
PRAHA
OLOMOUC
PLZEN
NÜRNBERG
BRNO
CESKE BUDEJOVICE
LINZ
SANKT PÖLTEN
WIEN
BRATISLAVA
MÜNCHEN
EISENSTADT
SALZBURG
FRIEDRICHSHAFEN
BREGENZ
SZOMBATHELY
INNSBRUCK
GRAZ
KLAGENFURT
MARIBOR
JESENICE
LJUBLJANA
TRIESTE
KOPER
VERONA
VENEZIA
SAN BONIFACIO
PIACENZA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
50
100
150
Kilometers

2.19

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
POLSKA
1:1350000
RASEINIAI
KAISIADORYS
KAUNAS
VILNIUS
PANEMUNE
KYBARTAI
MARIJAMPOLE
SALCININKAI
GDYNIA
GDANSK
ELBLAG
BIALYSTOK
SZCZECIN
BYDGOSZCZ
TORUN
WARSZAWA
POZNAN
LODZ
LUBLIN
LEGNICA
WROCLAW
CZESTOCHOWA
DRESDEN
JELENIA GORA
LIBEREC
USTI NAD LABEM
MOST
KATOWICE
KRAKOW
GLIWICE
RZESZOW
TARNOW
HRADEC KRALOVE
KLADNO
PRAHA
PARDUBICE
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
OLOMOUC
FRYDEK-MISTEK
ZILINA
MARTIN
ZLIN
BRNO
POPRAD
PRESOV
POVAZSKA BYSTRICA
KOSICE
CESKE BUDEJOVICE
TRENCIN
ZVOLEN
PIESTANY
TRNAVA
MISKOLC
NYIREGYHAZA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

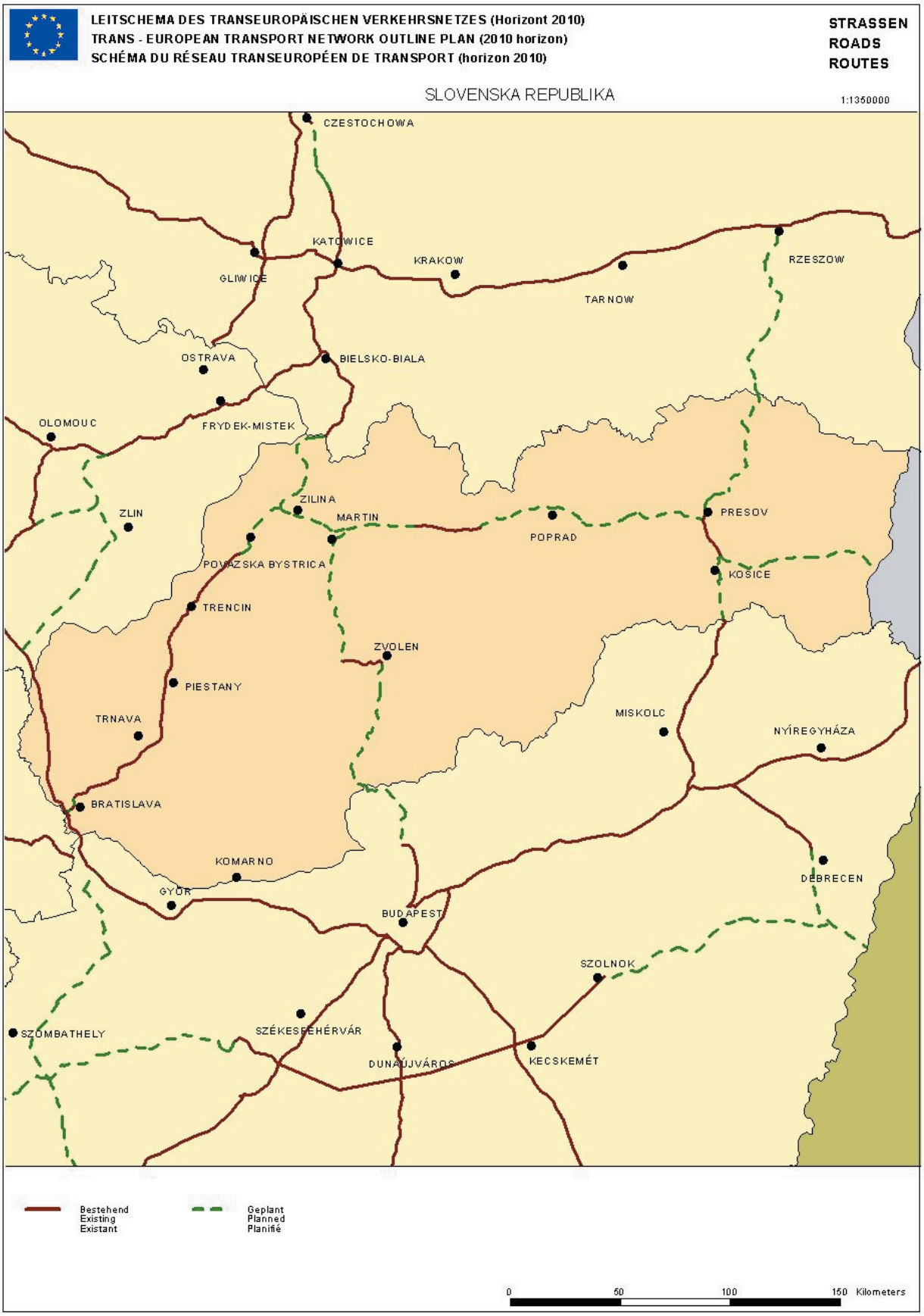
2.20

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
PORTUGAL
1:1350000
VIGO
BRAGA
BRAGANCA
CHAVES
PORTO
VILA REAL
AVEIRO
VISEU
GUARDA
COIMBRA
LISBOA
SETUBAL
MERIDA
EVORA MONTE
ROSAL DE LA FRONTERA
SEVILLA
FARO
HUELVA
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 20 40 60 Kilometers

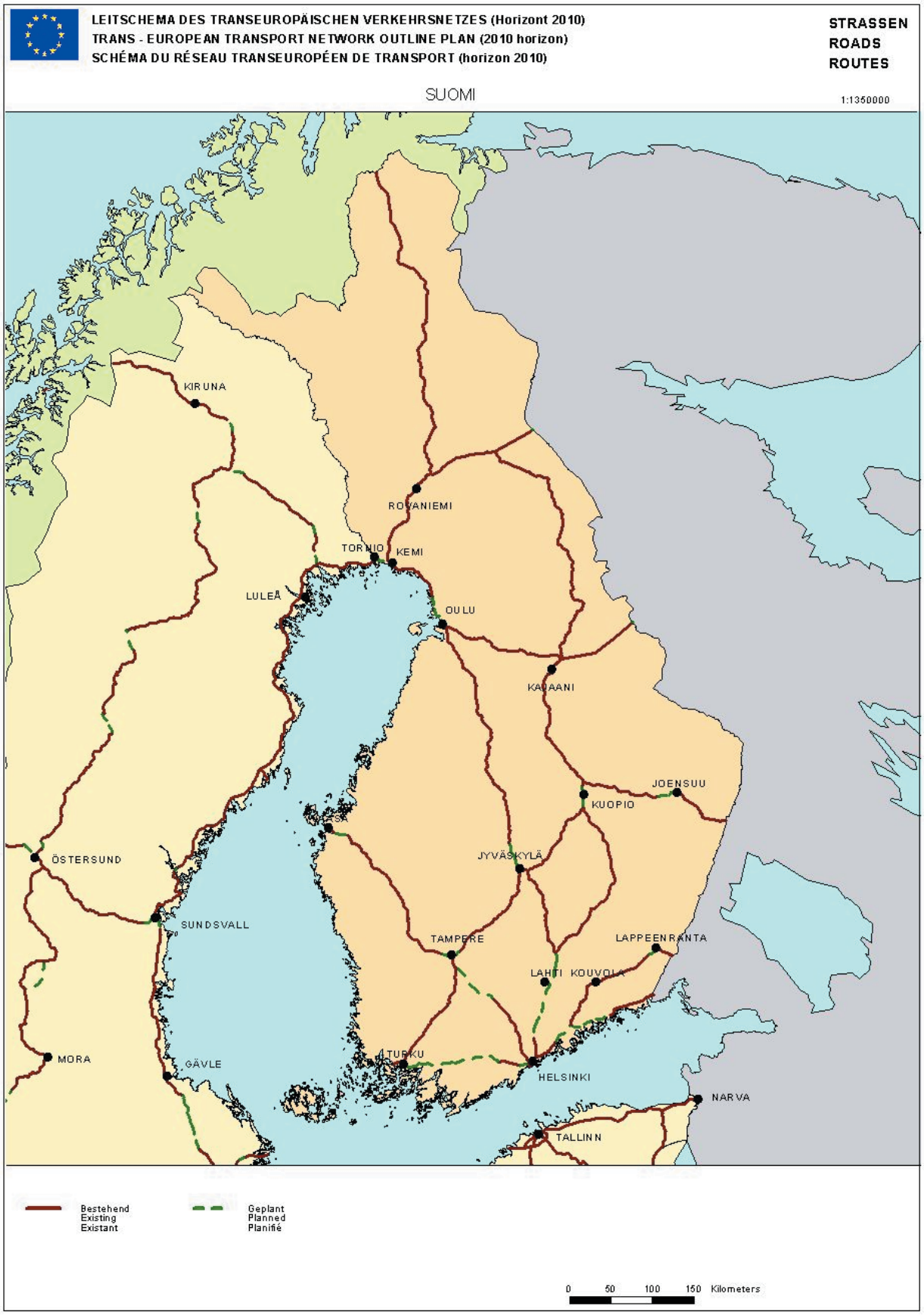
2.21

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
10/2002
STRASSEN
ROADS
ROUTES
SLOVENIJA
1:1350000
GRAZ
KLAGENFURT
MARIBOR
JESENICE
LJUBLJANA
ZAGREB
TRIESTE
KOPER
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 5 10 15 Kilometers

2.22


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
SLOVENSKA REPUBLIKA
1:1350000
CZESTOCHOWA
KATOWICE
KRAKOW
RZESZOW
GLIWICE
TARNOW
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
OLOMOUC
FRYDEK-MISTEK
ZILINA
ZLIN
MARTIN
PRESOV
POPRAD
POVAZSKA BYSTRICA
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
PIESTANY
TRNAVA
MISKOLC
NYÍREGYHÁZA
BRATISLAVA
KOMARNO
DEBRECEN
GYÖR
BUDAPEST
SZOLNOK
SZOMBATHELY
SZÉKESFEHÉRVÁR
DUNAÚJVÁROS
KECSKEMÉT
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0
50
100
150 Kilometers

2.23


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
SUOMI
1:1350000
KIRUNA
ROVANIEMI
TORNIO
KEMI
LULEÅ
OULU
KAJAANI
JOENSUU
KUOPIO
ÖSTERSUND
JYVÄSKYLÄ
SUNDSVALL
TAMPERE
LAPPEENRANTA
LAHTI
KOUVOLA
MORA
GÄVLE
TURKU
HELSINKI
NARVA
TALLINN
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.24

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
SVERIGE
1:1350000
KIRUNA
ROVANIEMI
TORNIO
KEMI
LULEÅ
OULU
KAJAANI
JOENSUU
KUOPIO
VAASA
JYVÄSKYLÄ
ÖSTERSUND
SUNDSVALL
TAMPERE
LAPPEENRANTA
LAHTI
KOUVOLA
MORA
GÄVLE
TURKU
HELSINKI
NARVA
TALLINN
KARLSTAD
STOCKHOLM
TARTU
PÄRNU
VALGA
NORRKÖPING
VALMIERA
VENTSPILS
RIGA
JÖNKÖPING
GÖTEBORG
HIRTSHALS
AIZKRAUKLE
FREDERIKSHAVN
AALBORG
BAUSKA
LIEPAJA
JONISKIS
SIAULIAI
ÅRHUS
PALANGA
KLAIPEDA
RASEINIAI
HELSINGBORG
MALMÖ
VILNIUS
ESBJERG
KØBENHAVN
ODENSE
MARIJAMPOLE
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

2.25

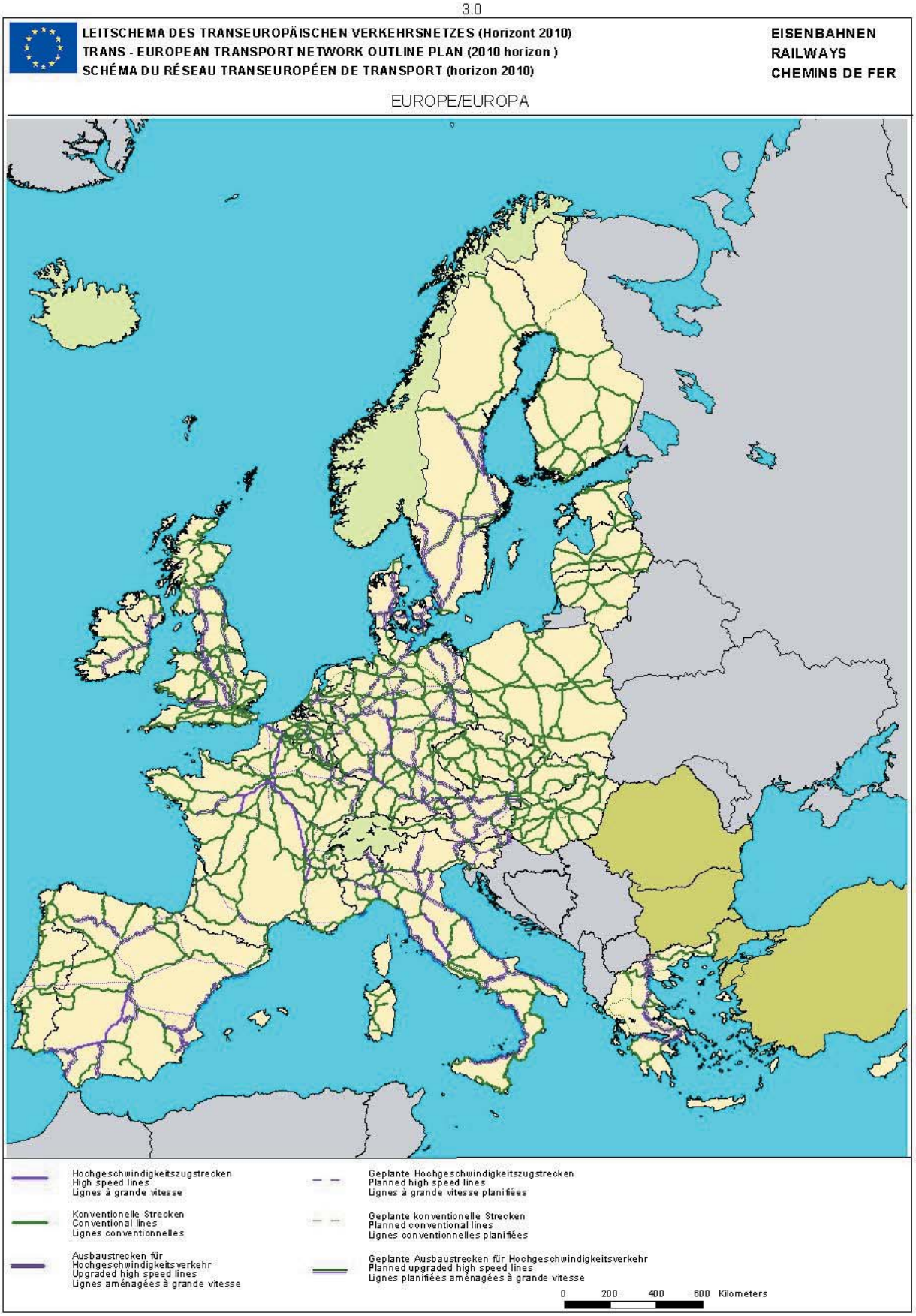
LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
STRASSEN
ROADS
ROUTES
UNITED KINGDOM
1:1350000
INVERNESS
ABERDEEN
EDINBURGH
GLASGOW
STRANRAER
LARNE
LONDONDERRY
SLIGO
BELFAST
NEWCASTLE (TYNE)
GALWAY
DUBLIN
LEEDS
HULL
HOLYHEAD
LIVERPOOL
MANCHESTER
DUN LAOGHAIRE
LIMERICK
WATERFORD
ROSSLARE
CORK
BIRMINGHAM
GREAT YARMOUTH
FISHGUARD
IJMUIDEN
AMSTERDAM
PEMBROKE DOCK
SWANSEA
CARDIFF
FELIXSTOWE
DEN HAAG
HARWICH
LONDON
VLISSINGEN
ZEEBRUGGE
DOVER
OOSTENDE
SOUTHAMPTON
CALAIS
PLYMOUTH
PORTSMOUTH
DUNKERQUE
GENT
BOULOGNE-SUR-MER
MONS
NAMUR
CHERBOURG
LE HAVRE
ROUEN
CAEN
LUXEMBOURG
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 50 100 150 Kilometers

»

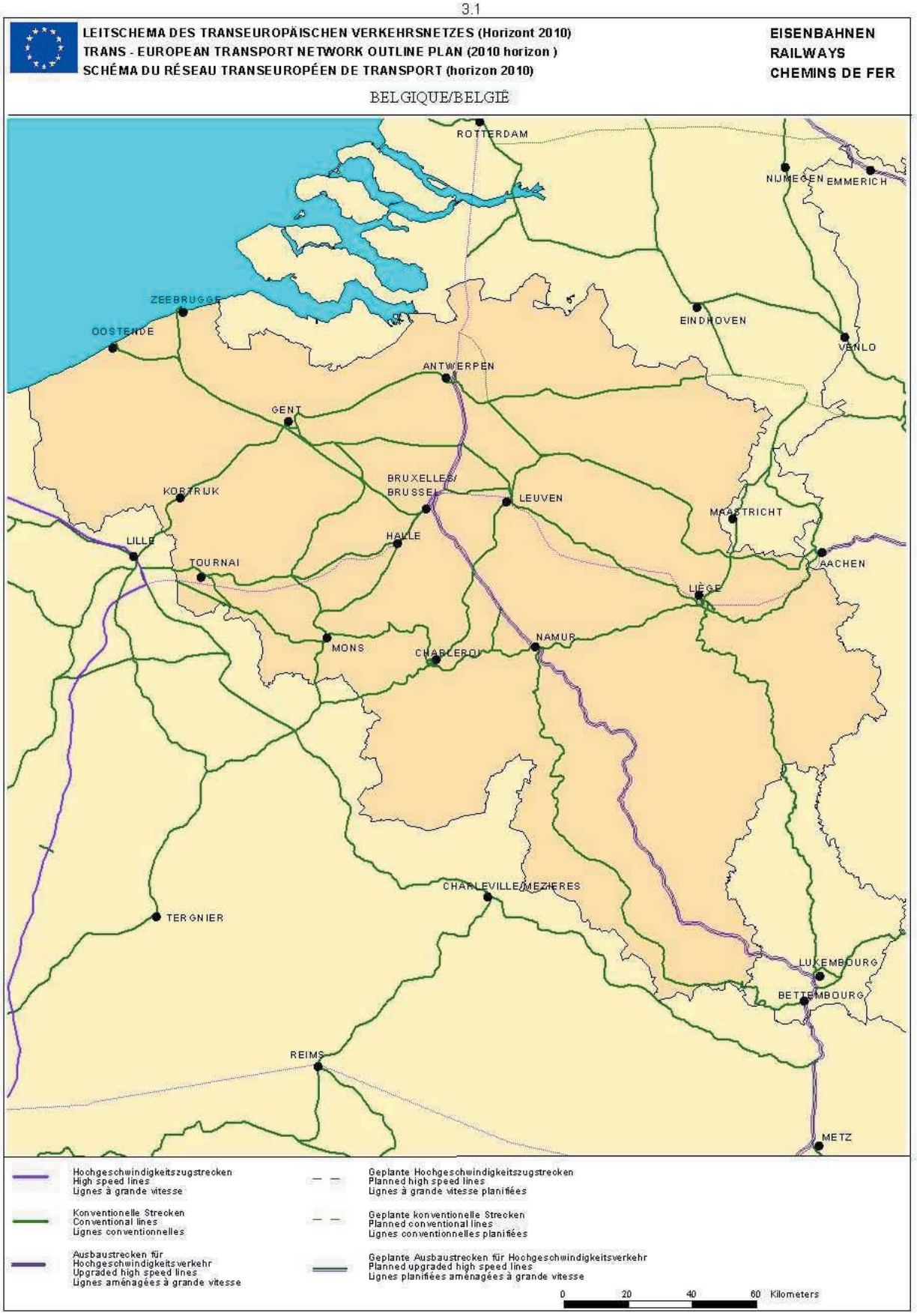
— les cartes de la Section 3 sont remplacées par les cartes figurant ci-après:

«

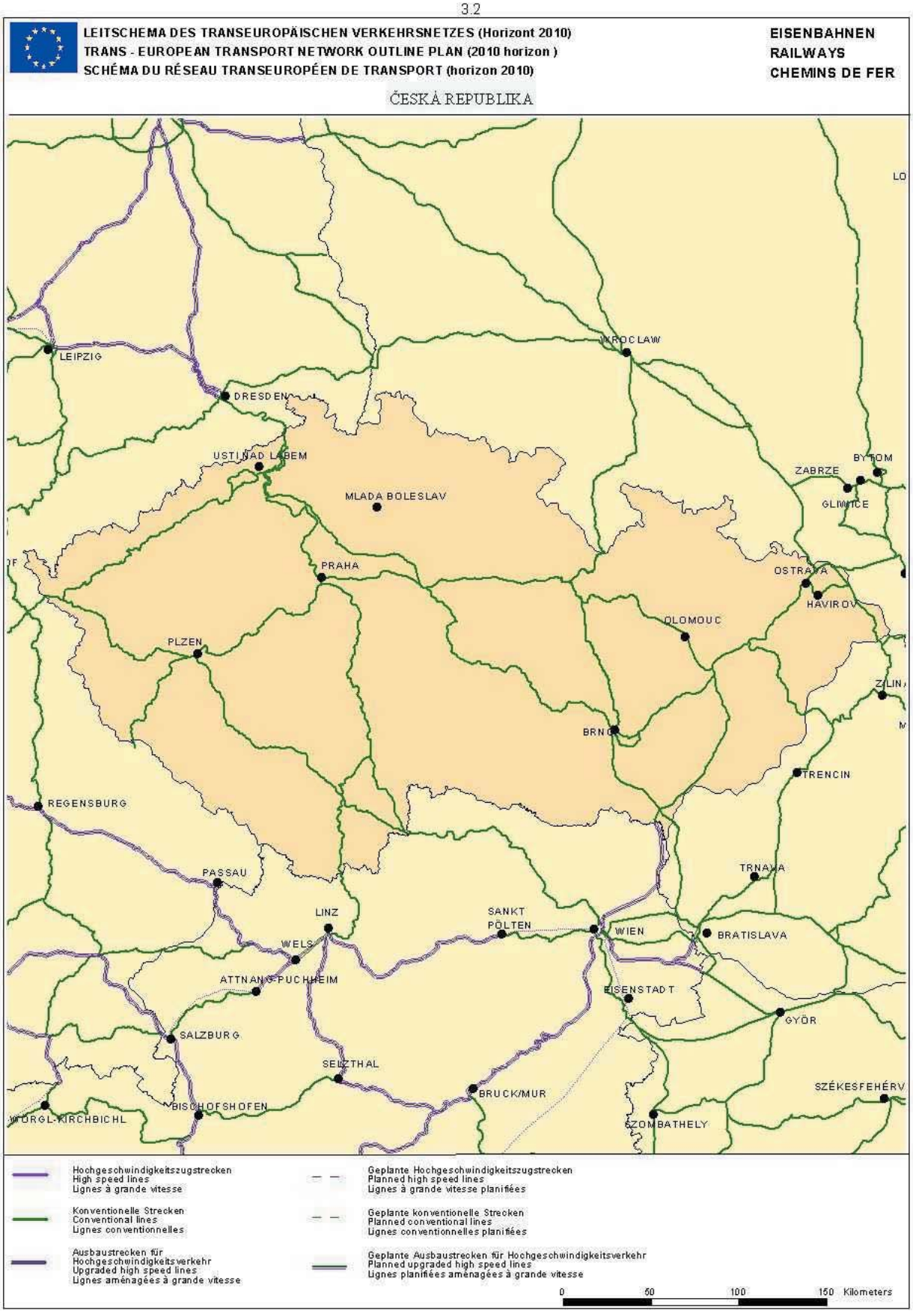
3.0



3.1


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
BELGIQUE/BELGIË
ROTTERDAM
NIJMEGEN
EMMERICH
ZEEBRUGGE
OOSTENDE
EINDHOVEN
VENLO
ANTWERPEN
GENT
BRUXELLES/
BRUSSEL
KORTRIJK
LEUVEN
MAASTRICHT
LILLE
HALLE
TOURNAI
AACHEN
LIÈGE
NAMUR
MONS
CHARLEROI
CHARLEVILLE/MEZIERES
TERGNIER
LUXEMBOURG
BETTEMBOURG
REIMS
METZ
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für
Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

3.2


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
ČESKÁ REPUBLIKA
LEIPZIG
DRESDEN
USTI NAD LABEM
MLADA BOLESLAV
PRAHA
PLZEN
REGENSBURG
PASSAU
LINZ
WELS
ATTNANG-PUCHHEIM
SALZBURG
SELZTHAL
BISCHOFSHOFEN
WURGL-KIRCHBICHL
BRUCK/MUR
SANKT PÖLTEN
WIEN
EISENSTADT
WROCLAW
ZABRZE
BYTOM
GLIWICE
OSTRAVA
HAVIROV
OLOMOUC
BRNO
TRENCIN
TRNAVA
BRATISLAVA
GYÖR
SZÉKESFEHÉRV
SZOMBATHELY
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

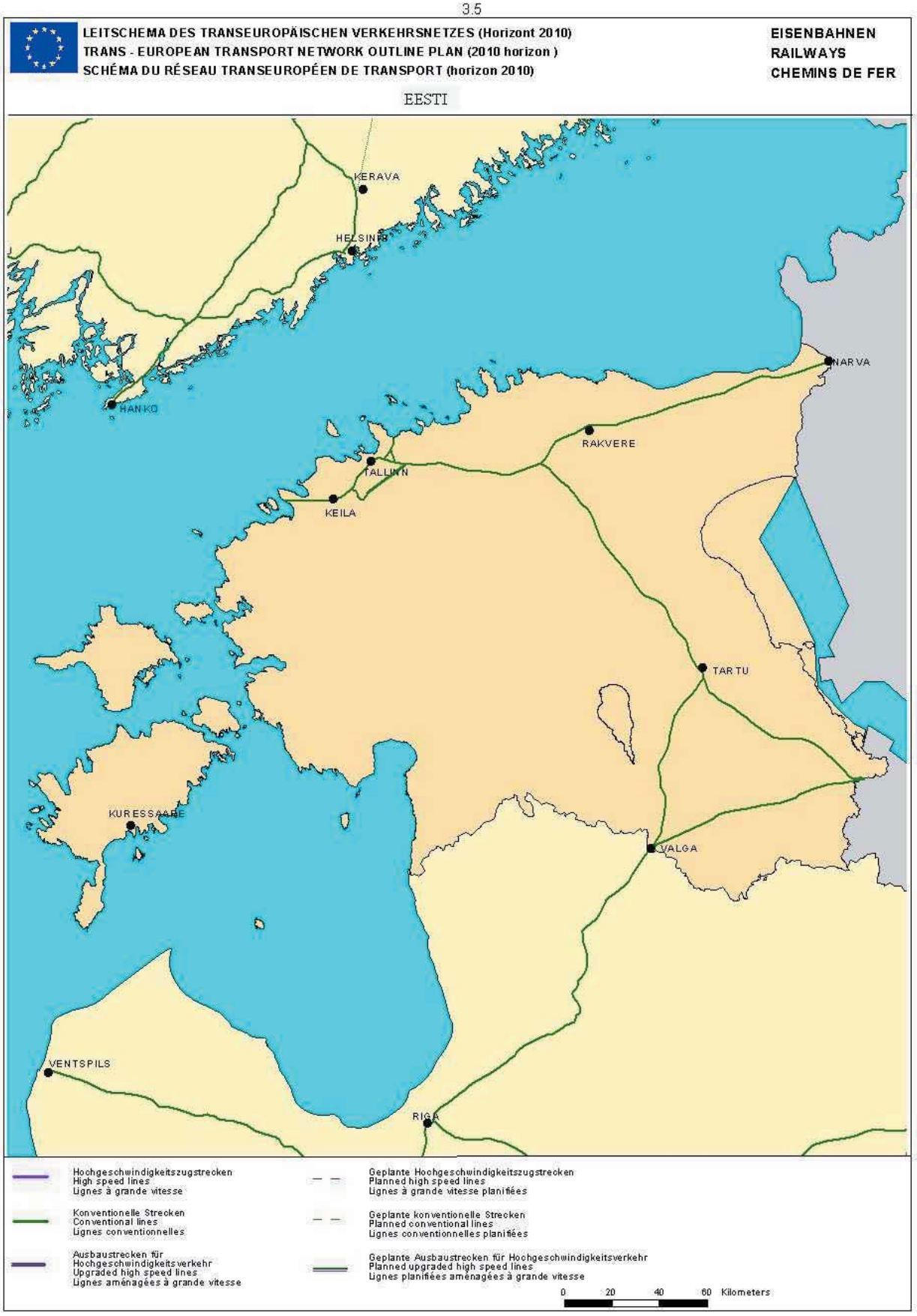
3.3

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
DANMARK
GÖTEBORG
HIRTSHALS
FREDERIKSHAVN
AALBORG
ÅRHUS
HELSINGBORG
KØBENHAVN
MALMÖ
FREDERICIA
ESBJERG
RINGSTED
ODENSE
NYBORG
KORSØR
TRELLEBORG
RØDBY
GEDSER
FEHRMARN
KIEL
STRALSUND
ROSTOCK
CUXHAVEN
LÜBECK
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.4

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
DEUTSCHLAND
PADBORG
RØDBY
GEDSER
FEHMARN
STRALSUND
KIEL
ROSTOCK
CUXHAVEN
LÜBECK
WILHELMSHAVEN
HAMBURG
EMDEN
BREMERHAVEN
SZCZECIN
GRONINGEN
BREMEN
UELZEN
MEPPEL
STENDAL
IJMUIDEN
BERLIN
HANNOVER
AMSTERDAM
MAGDEBURG
UTRECHT
BRAUNSCHWEIG
ARNHEM
MÜNSTER
EMMERICH
NIJMEGEN
HAMM
EINDHOVEN
DUISBURG
DORTMUND
HALLE
VENLO
HAGEN
KASSEL
LEIPZIG
DRESDEN
BEBRA
ERFURT
MAASTRICHT
KÖLN
USTI NAD LABEM
AACHEN
LIEGE
FULDA
NAMUR
MLADA BOLESLAV
HOF
FRANKFURT
PRAHA
MAINZ
PLZEN
TRIER
WÜRZBURG
LUXEMBOURG
MANNHEIM
NÜRNBERG
BETTEMBOURG
SAARBRÜCKEN
METZ
REGENSBURG
KARLSRUHE
INGOLSTADT
NANCY
PASSAU
STUTTGART
SANKT PÖLTEN
STRASBOURG
AUGSBURG
LINZ
WELS
ULM
ATTNANG-PUCHHEIM
MÜNCHEN
MULHOUSE
SALZBURG
SINGEN
BELFORT
SELZTHAL
LINDAU
SCHAFFHAUSEN
BASEL
BREGENZ
INNSBRUCK
BISCHOFSHOFEN
BESANÇON
FELDKIRCH
GRAZ
BRENNERO/BRENNER
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.5


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
EESTI
KERAVA
HELSINKI
HANKO
NARVA
RAKVERE
TALLINN
KEILA
TARTU
KURESSAARE
VALGA
VENTSPILS
RIGA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

3.6

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
ELLAS/ΕΛΛΑΣ
XANTHI
ALEXANDROUPOLIS
THESSALONIKI
FLORINA
KOZANI
LARISA
VOLOS
IOUMENITSA
PALEOFARSALOS
PATRAI
KORINTHOS
ATHINAI
KALAMAI
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.7

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
ESPAÑA
LIMOGES
CLERMONT-FERRAND
BORDEAUX
FERROL
LA CORUNA
SANTIAGO DE COMPOSTELA
LUGO
GIJON
OVIEDO
SANTANDER
BILBAO
DAX
SAN SEBASTIAN
PAU
TOULOUSE
MONTPELLIER
VIGO
ORENSE
LEON
VITORIA-GASTEIZ
TUY
MIRANDA DE EBRO
PAMPLONA
NARBONNE
BURGOS
BRAGA
PALENCIA
LOGROÑO
PERPIGNAN
PORTO
VALLADOLID
HUESCA
PORT-BOU
SORIA
MEDINA DEL CAMPO
AVEIRO
GERONA
GUARDA
ZARAGOZA
LERIDA
PAMPILHOSA
SALAMANCA
SEGOVIA
VILAR FORMOSO
AVILA
COIMBRA
BARCELONA
GUADALAJARA
MADRID
TARRAGONA
TERUEL
ABRANTES
VALENCIA DE A.
CACERES
TOLEDO
CASTELLON DE LA PLANA
ALCAZAR DE SAN JUAN
BADAJOZ
CIUDAD REAL
VALENCIA
ALBACETE
CORDOBA
LINARES
ALICANTE
SEVILLA
JAEN
HUELVA
MURCIA
CARTAGENA
GRANADA
MALAGA
CADIZ
ALMERIA
ALGECIRAS
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.8

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
FRANCE
CARDIFF
BRISTOL
LONDON
TILBURY
SOUTHAMPTON
DOVER
DUNKERQUE
CALAIS
BRUXELLES/
BRUSSEL
EMMERICH
MÜNSTER
DUISBURG
HAMM
DORTMUND
HAGEN
KASSEL
KÖLN
AACHEN
FULDA
FRANKFURT
MAINZ
MANNHEIM
PENZANCE
PLYMOUTH
BRIGHTON
BOULOGNE-SUR-MER
LILLE
CHERBOURG
LE HAVRE
AMIENS
CHARLEVILLE-
MEZIÈRES
TRIER
LUXEMBOURG
BETTEMBOURG
ROUEN
TERGNIER
REIMS
METZ
SAARBRÜCKEN
BREST
SAINT MALO
PARIS
KARLSRUHE
QUIMPER
RENNES
NANCY
STUTTGART
STRASBOURG
LE MANS
ANGERS
MULHOUSE
SINGEN
BELFORT
TOURS
NANTES
DIJON
SCHAFFHAUSEN
BESANÇON
BASEL
POITIERS
LA ROCHELLE
MÂCON
DOMODOSSOLA
GENÈVE
CHIASSO-MENDRISIO
LIMOGES
CLERMONT-
FERRAND
LYON
NOVARA
MILANO
TORINO
BORDEAUX
GRENOBLE
VALENCE
ALESSANDRIA
SANTANDER
DAX
SAVONA
GENO
BILBAO
SAN SEBASTIAN
TOULOUSE
AVIGNON
VENTIMIGLIA
PAU
MONTPELLIER
VITORIA-GASTEIZ
MARSEILLE
NICE
PAMPLONA
NARBONNE
MIRANDA DE EBRO
BURGOS
LOGROÑO
PERPIGNAN
TOULON
HUESCA
PORT-BOU
SORIA
GERONA
ZARAGOZA
LERIDA
BARCELONA
GUADALAJARA
TARRAGONA
TERUEL
PORTO TORRES
CHILIVANI
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für
Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.9

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)

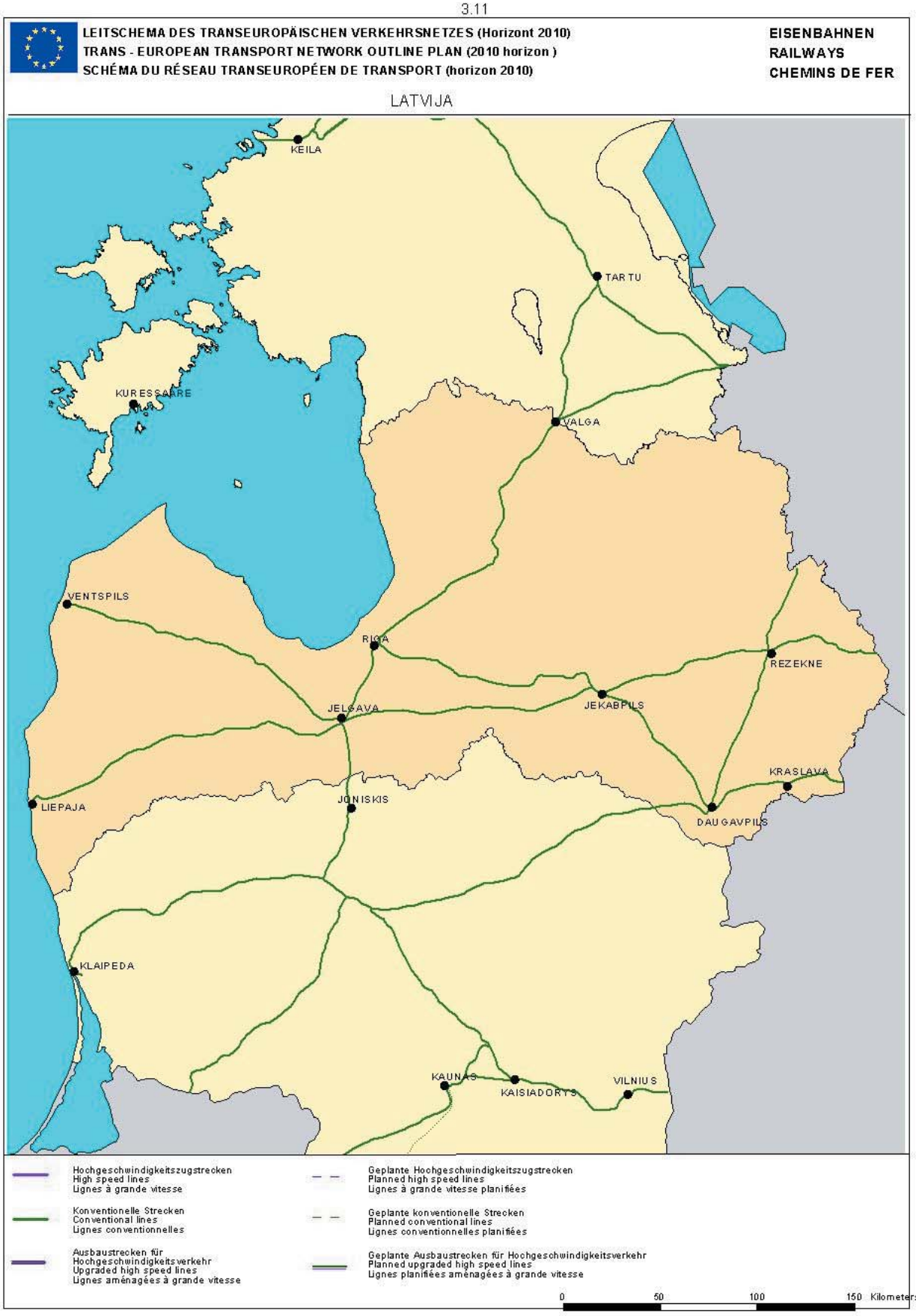
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER

IRELAND

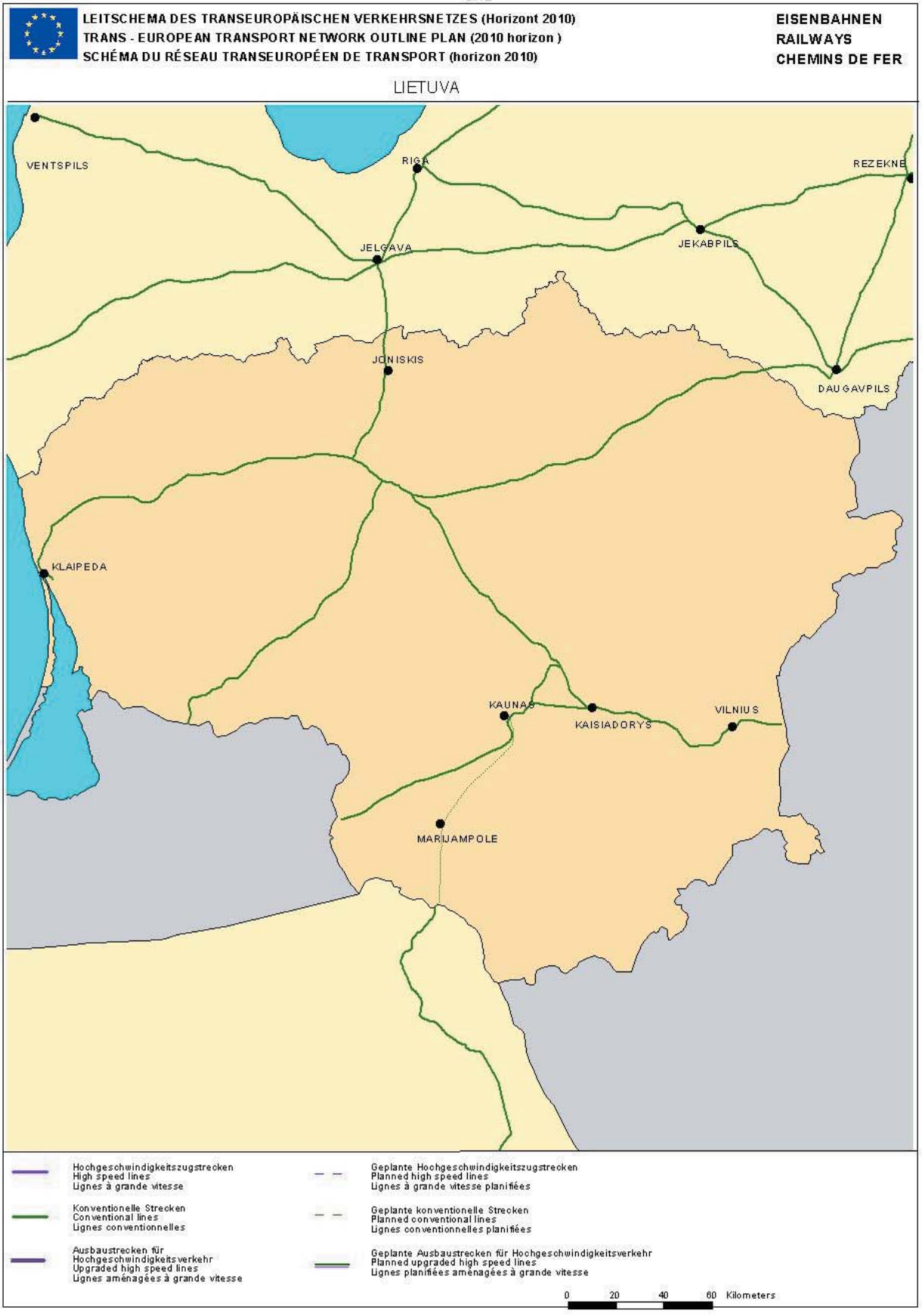
3.10

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
ITALIA
BESANCON
BASEL
BREGENZ
FELDKIRCH
INNSBRUCK
BRENNERO/BRENNER
MÜRZ-KIRCHBICHL
BISCHOFSHOFEN
GRAZ
SZOMBATHELY
KECSKEMÉT
SZEGED
PÉCS
VILLACH
KLAGENFURT
TARVISIO
MARIBOR
JESENICE
ZIDANI MOST
UDINE
LJUBLJANA
GENEVE
DOMODOSSOLA
CHIASSO
MENDRISIO
VERONA
VENEZIA
TRIESTE
KOPER
NOVARA
MILANO
TORINO
GRENOBLE
PIACENZA
PADOVA
FERRARA
ALESSANDRIA
PARMA
RAVENNA
GENOVA
BOLOGNA
SAVONA
RIMINI
VENTIMIGLIA
LA SPEZIA
PISA
FIRENZE
ANCONA
NICE
LIVORNO
PIOMBINO
TOULON
PESCARA
CIVITAVECCHIA
FOGGIA
ROMA
BARI
CASERTA
BRINDISI
PORTO TORRES
OLBIA
NAPOLI
TARANTO
GIULIANI
BATTIPAGLIA
LECCE
NUORO
PAOLA
CAGLIARI
CATANZARO
GIOIA TAURO
PALERMO
MESSINA
TRAPANI
CATANIA
AGRIGENTO
SIRACUSA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

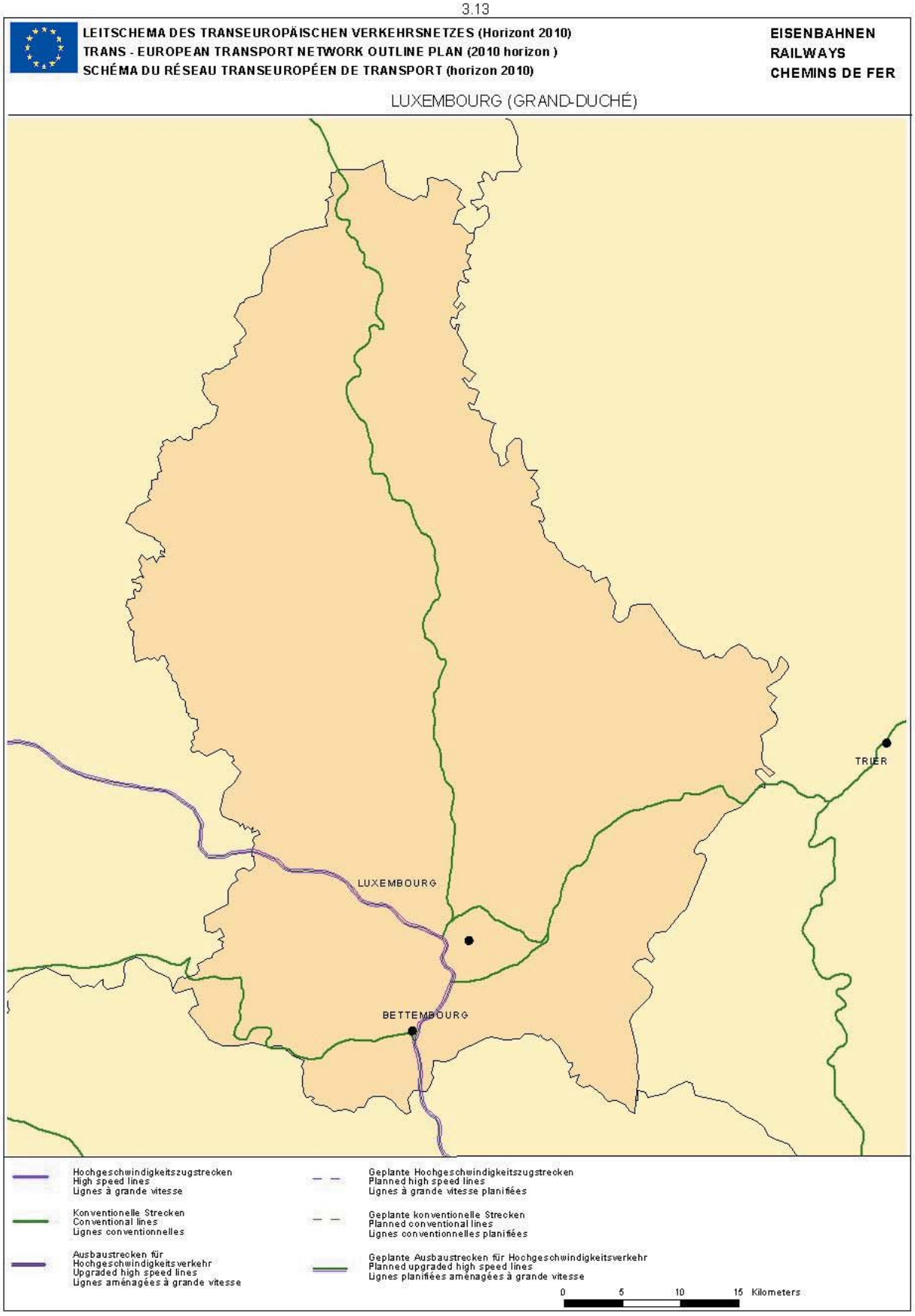
3.11


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
LATVIJA
KEILA
TARTU
KURESSAARE
VALGA
VENTSPILS
RIGA
REZEKNE
JEKABPILS
JELGAVA
KRASLAVA
JONISKIS
LIEPAJA
DAUGAVPILS
KLAIPEDA
KAUNAS
KAISIADORYS
VILNIUS
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.12


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
LIETUVA
VENTSPILS
RIGA
REZEKNE
JELGAVA
JEKABPILS
JONISKIS
DAUGAVPILS
KLAIPEDA
KAUNAS
KAISIADORYS
VILNIUS
MARIJAMPOLE
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

3.13


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ)
TRIER
LUXEMBOURG
BETTEMBOURG
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 5 10 15 Kilometers

3.14

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
MAGYARORSZAG
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
HAVIROV
OLOMOUC
ZILINA
MARTIN
POPRAD
PRESOV
BRNO
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
TRNAVA
MISKOLC
NYIREGYHÁZA
WIEN
BRATISLAVA
DEBRECEN
EISENSTADT
GYÖR
BUDAPEST
SZOLNOK
SZÉKESFEHÉRVÁR
SZOMBATHELY
KECSKEMÉT
SZEGED
PECS
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.15

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
NEDERLAND
EMDEN
GRONINGEN
MEPPEL
IJMUIDEN
AMSTERDAM
UTRECHT
DEN HAAG
ARNHEM
ROTTERDAM
NIJMEGEN
EMMERICH
EINDHOVEN
DUISBURG
VENLO
ANTWERPEN
GENT
BRUXELLES/
BRUSSEL
LEUVEN
MAASTRICHT
KÖLN
HALLE
TOURNAI
AACHEN
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

3.16

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
ÖSTERREICH
ÚSTÍ NAD LABEM
FULDA
MLADA BOLESLAV
HOF
PRAHA
PLZEN
OLOMOUC
WÜRZBURG
NÜRNBERG
BRNO
REGENSBURG
INGOLSTADT
PASSAU
LINZ
SANKT PÖLTEN
WIEN
BRATISLAVA
AUGSBURG
ULM
WELS
ATTNANG-PUCHHEIM
MÜNCHEN
EISENSTADT
SALZBURG
SELZTHAL
BRUCK/MUR
LINDAU
BREGENZ
SZOMBATHELY
WÖRGL/KIRCHBICHL
BISCHOFSHOFEN
FELDKIRCH
GRAZ
INNSBRUCK
BRENNERO/BRENNER
VILLACH
KLAGENFURT
MARIBOR
TARVISIO
JESENICE
ZIDANI MOST
LJUBLJANA
UDINE
TRIESTE
KOPER
VERONA
VENEZIA
PADOVA
PIACENZA
FERRARA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.17

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
POLSKA
KAUNAS
VILNIUS
KAISIADORYS
MARIJAMPOLE
GDYNIA
GDANSK
BIALYSTOK
SZCZECIN
TORUN
WARSZAWA
POZNAN
LODZ
LUBLIN
WROCLAW
DRESDEN
USTI NAD LABEM
BYTOM
ZABRZE
GLIWICE
KRAKOW
MLADA BOLESLAV
PRAHA
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
HAVIROV
OLOMOUC
ZILINA
POPRAD
PRESOV
BRNO
MARTIN
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
TRNAVA
MISKOLC
NYIREGYHÁZA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

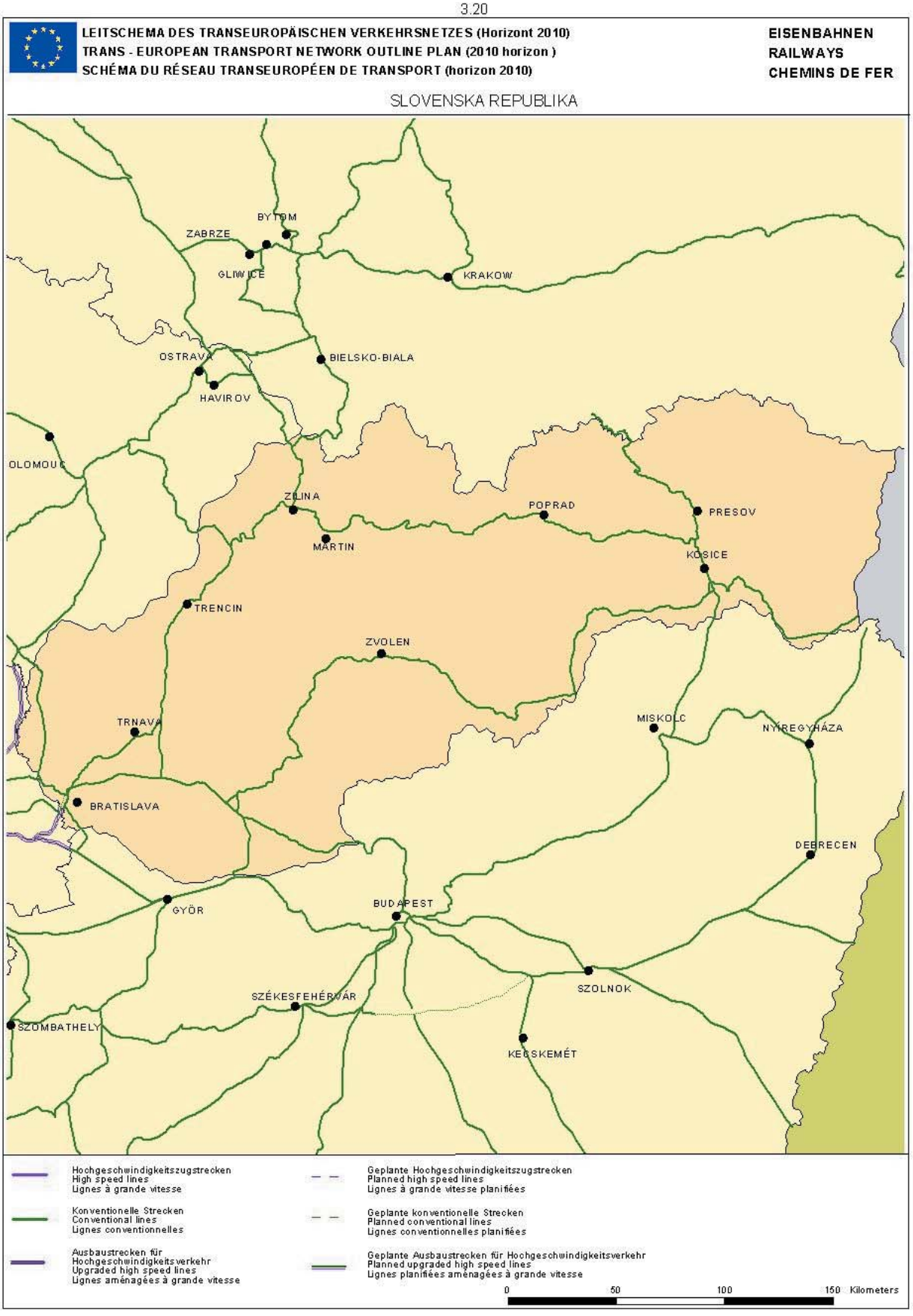
3.18

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
PORTUGAL
VIGO
ORENSE
LEON
TUY
BRAGA
PORTO
AVEIRO
GUARDA
SALAMANCA
PAMPILHOSA
FIGUEIRA DA FOZ
VILAR FORMOSO
COIMBRA
ENTRONCAMENTO
ABRANTES
VALENCIA DE A.
CACERES
LISBOA
SETUBAL
BADAJOZ
CORDOBA
SEVILLA
FARO
HUELVA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

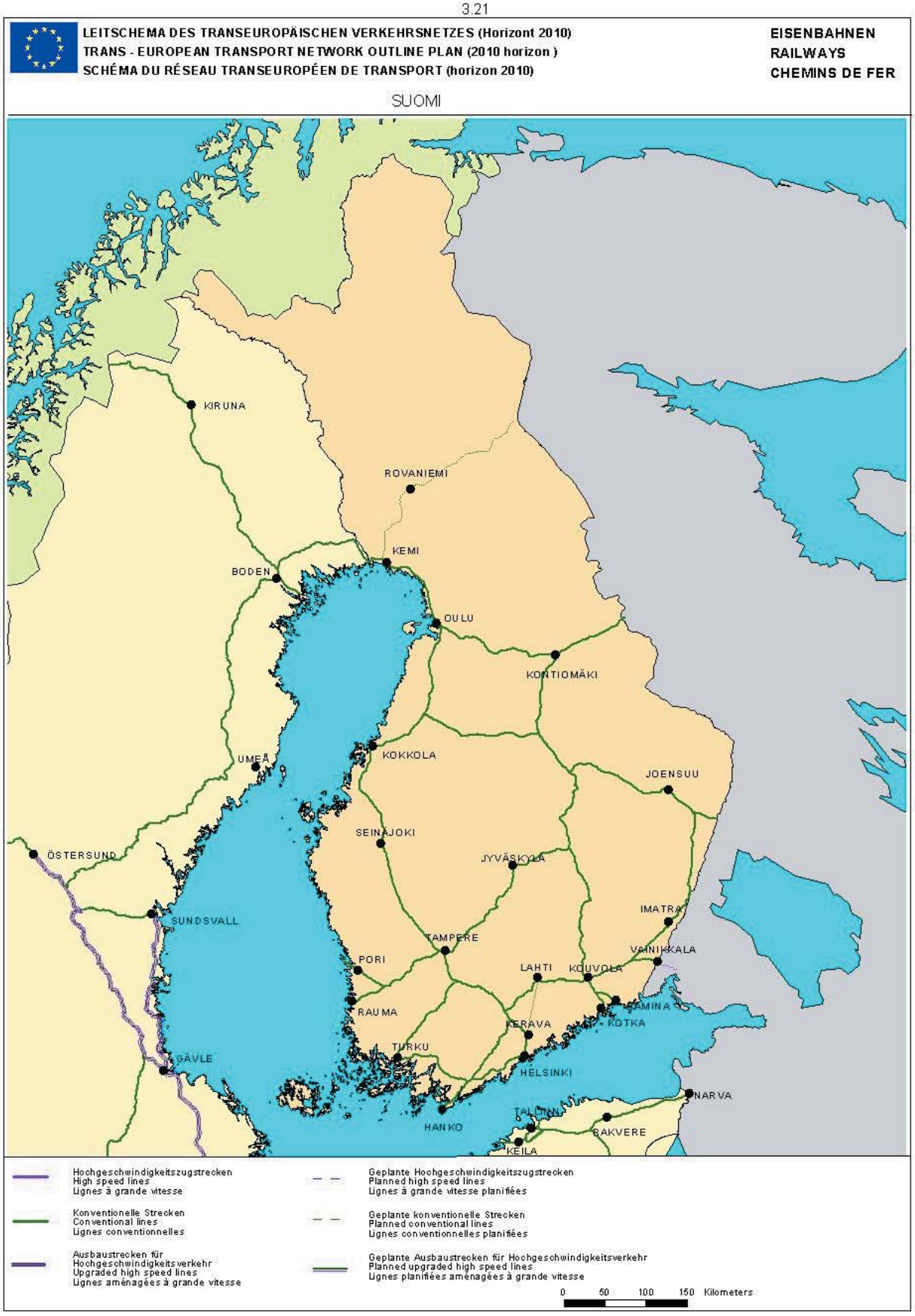
3.19

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
SLOVENIJA
SZOM
GRAZ
VILLACH
KLAGENFURT
MARIBOR
TARVISIO
JESENICE
ZIDANI MOST
LJUBLJANA
TRIESTE
KOPER
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 20 40 60 Kilometers

3.20


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
SLOVENSKA REPUBLIKA
BYTOM
ZABRZE
GLIWICE
KRAKOW
OSTRAVA
BIELSKO-BIALA
HAVIROV
OLOMOUC
ZILINA
POPRAD
PRESOV
MARTIN
KOSICE
TRENCIN
ZVOLEN
TRNAVA
MISKOLC
NYIREGYHAZA
BRATISLAVA
DEBRECEN
GYÖR
BUDAPEST
SZOLNOK
SZÉKESFEHÉRVÁR
SZOMBATHELY
KECSKEMÉT
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.21


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
SUOMI
KIRUNA
ROVANIEMI
KEMI
BODEN
OULU
KONTIOMÄKI
KOKKOLA
UMEÅ
JOENSUU
SEINÄJOKI
ÖSTERSUND
JYVÄSKYLÄ
IMATRA
SUNDSVALL
TAMPERE
VAINIKKALA
PORI
LAHTI
KOUVOLA
RAUMA
KERAVA
KOTKA
TURKU
GÄVLE
HELSINKI
NARVA
TALLINN
HANKO
PAKVERE
KEILA
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.22

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
SVERIGE
KIRUNA
ROVANIEMI
KEMI
BODEN
OULU
KONTIOMÄKI
UMEÅ
KOKKOLA
JOENSUU
SEINÄJOKI
ÖSTERSUND
JYVÄSKYLÄ
SUNDSVALL
IMATRA
TAMPERE
VAINIKKALA
PORI
LAHTI KOUVOLA
HAMINA
RAUMA
KOTKA
TURKU
GÄVLE
HELSINKI
NARVA
TALLINN
HANKO
RAKVERE
STOCKHOLM
KEILA
KARLSTAD
TARTU
KATRINEHOLM
KURESSAARE
NORRKÖPING
VALGA
VENTSPILS
RIGA
REZEKNE
HIRTSHALS
GÖTEBORG
JELGAVA
FREDERIKSHAVN
JEKABPILS
AALBORG
LIEPAJA
JONISKIS
DAUGAVPILS
ÅRHUS
KLAIPEDA
HELSINGBORG
KAUNAS
VILNIUS
MARIJAMPOLE
ESBJERG
MALMÖ
TRELLEBORG
RINGSTED
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

3.23

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
EISENBAHNEN
RAILWAYS
CHEMINS DE FER
UNITED KINGDOM
INVERNESS
ABERDEEN
GLASGOW
EDINBURGH
LONDONDERRY
LARNE
STRANRAER
NEWCASTLE (TYNE)
SLIGO
BELFAST
CARRICK-ON-SHANNON
HARTLEPOOL
GALWAY
MULLINGAR
ATHLONE
HOLYHEAD
LIVERPOOL
HULL
DUBLIN
LIMERICK
MANCHESTER
IMMINGHAM
TRALEE
KILKENNY
CREWE
KILLARNEY
WATERFORD
WEXFORD
ROSSLARE
FISHGUARD
NORWICH
BIRMINGHAM
CAMBRIDGE
AMSTERDAM
SWANSEA
FELIXSTOWE
HARWICH
CARDIFF
BRISTOL
LONDON
TILBURY
SOUTHAMPTON
DOVER
DUNKERQUE
CALAIS
BRUXELLES
BRUSSEL
BRIGHTON
PENZANCE
PLYMOUTH
BOULOGNE-SUR-MER
LILLE
CHERBOURG
AMIENS
CHARLEVILLE-
MEZIERES
LE HAVRE
ROUEN
TERGNIER
REIMS
Hochgeschwindigkeitszugstrecken
High speed lines
Lignes à grande vitesse
Konventionelle Strecken
Conventional lines
Lignes conventionnelles
Ausbaustrecken für
Hochgeschwindigkeitsverkehr
Upgraded high speed lines
Lignes aménagées à grande vitesse
Geplante Hochgeschwindigkeitszugstrecken
Planned high speed lines
Lignes à grande vitesse planifiées
Geplante konventionelle Strecken
Planned conventional lines
Lignes conventionnelles planifiées
Geplante Ausbaustrecken für Hochgeschwindigkeitsverkehr
Planned upgraded high speed lines
Lignes planifiées aménagées à grande vitesse
0 50 100 150 Kilometers

»

— les cartes de la Section 4 sont remplacées par les cartes figurant ci-après:

«

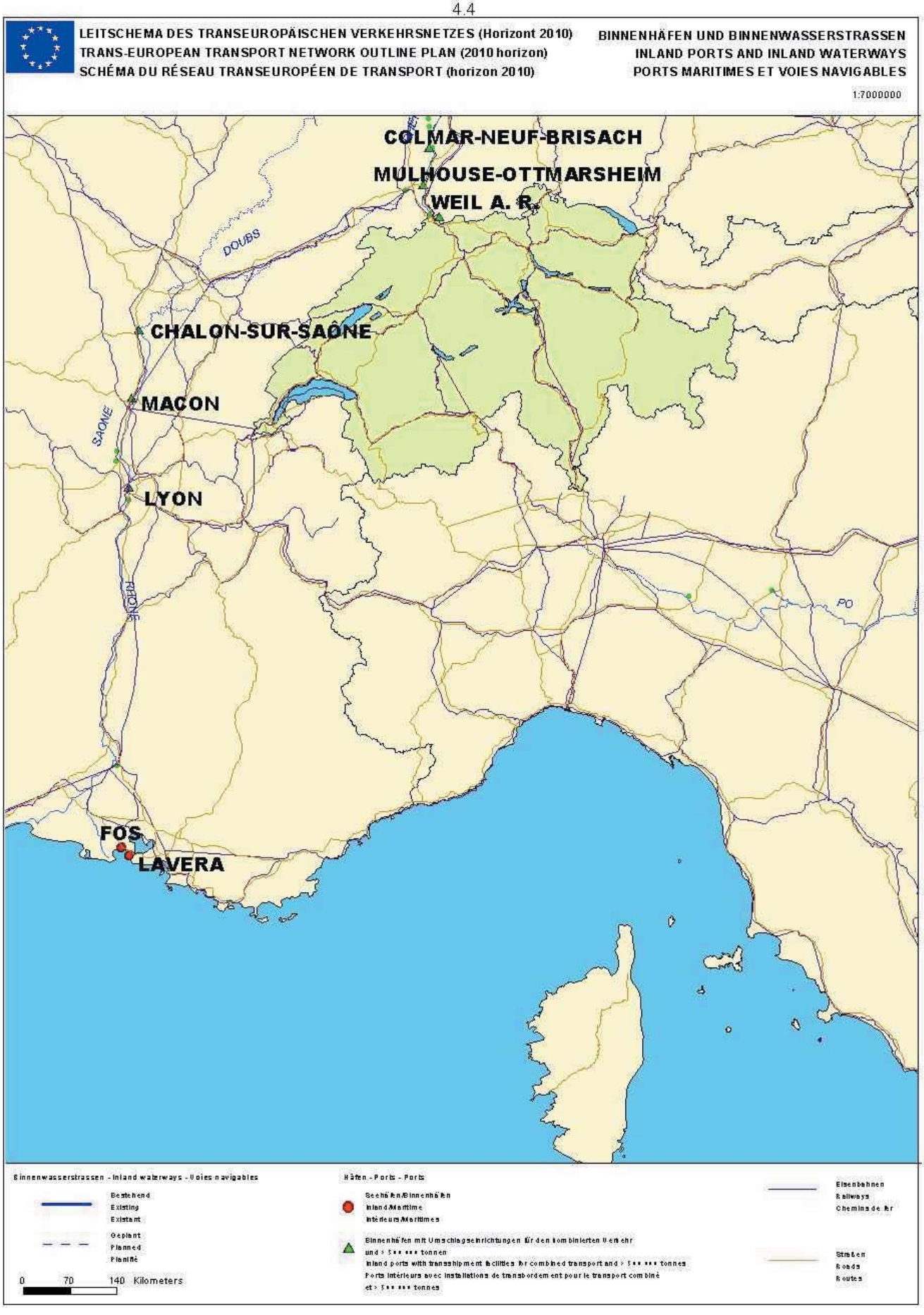
4.2

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:7000000
KIEL
CUXHAVEN
BRUNSBÜTEL
STADE-BÜTZFLETH
BREMERHAVEN
HAMBURG
NORDENHAM
DELFZIJL/EEMSHAVEN
EMDEN
GRONINGEN
LEER
OLDENBURG
PAPENBURG
BREMEN
BORPEN
MEPPEL
HUNTE
EMS
WESER
HANNOVER
ALLER
WOLFSBURG/FALLERSLEBEN
PEINE
BRAUNSCHWEIG
SALZGITTER
MITTELLAND KAN.
EBERSWALDE HAVEL-ODER
VELTEN
SPREE
EISENHÜT
MAGDEBURG
ROSSLAU
AKEN
RIESA
DRESDEN
ARNHEM/NIJMEGEN
EMMERICH
EMMELSUM/WESEL
HAMM
DORTMUND
DUISBURG
RUHR
DÜSSELDORF
NEUSS
KÖLN
BONN
LIEGE
KOBLENZ
LAHN
FRANKFURT-MAIN
MAINZ
ASCHAFFENBURG
MAIN
TRIER
MERTERT
GERNSHEIM
MANNHEIM
LUDWIGSHAFEN
SAARLOUIS/DILLINGEN
METZ
GERMERSHEIM
HEILBRONN
WÖRTH
KARLSRUHE
STUTTGART
RHEIN
NECKAR
MAIN-DONAU-KAN.
KELHEIM
REGENSBURG
DONAU
STRAUBING
DEGGENDORF
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 70 140 Kilometers
Häfen - Ports - Ports
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr und > 5 ... tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 5 ... tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné et > 5 ... tonnes
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes

4.3

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:7000000
SALZGITTER
MAGDEBURG
ROSSLAU
AKEN
NIJMEGEN
EMMERICH
EMMELSUM/WESEL
HAMM
DORTMUND
DUISBURG
RUHR
DÜSSELDORF
NEUSS
KÖLN
BONN
RIESA
ELBE
DRESDEN
KOBLENZ
FRANKFURT-MAIN
MAINZ
ASCHAFFENBURG
TRIER
MERTERT
GERNSHEIM
MANNHEIM
LUDWIGSHAFEN
PORT LOUIS/DILLINGEN
GERMERSHEIM
HEILBRONN
WÖRTH
KARLSRUHE
NECKAR
MAIN-DONAU-KAN.
REGENSBURG
KELHEIM
STRAUBING
DONAU
DEGGENDORF
STUTTGART
KREMS
WIEN
KEHL
STRASBOURG
LINZ
ENNS
RHEIN
COLMAR-NEUF-BRISACH
MULHOUSE-OTTMARSHEIM
WEIL A. R.
SAVA
PO
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 70 140 Kilometers
Häfen - Ports - Ports
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr
und > 5xx xxx tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 5xx xxx tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné
et > 5xx xxx tonnes
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes

4.4

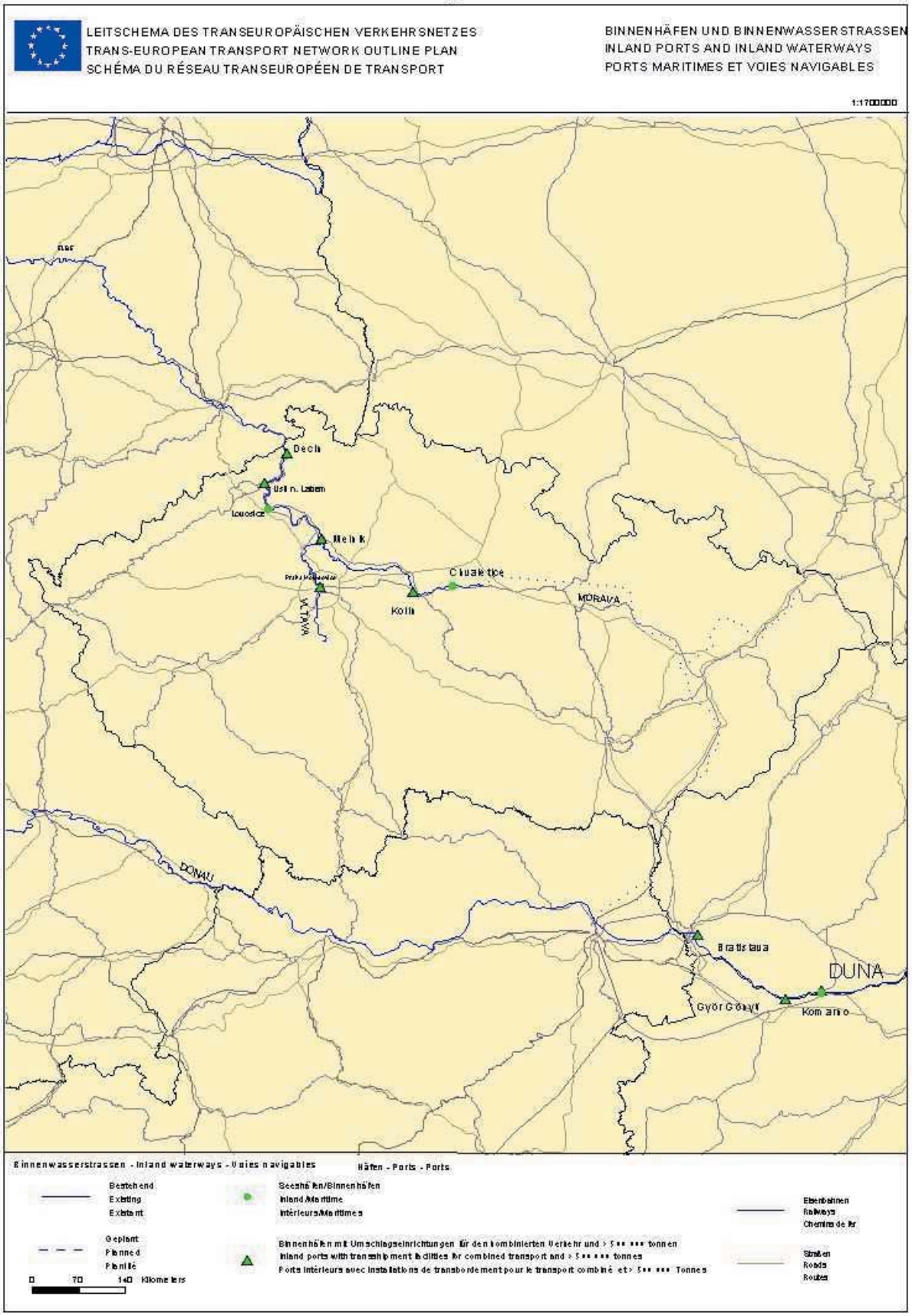

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:7000000
COLMAR-NEUF-BRISACH
MULHOUSE-OTTMARSHEIM
WEIL A. R.
DOUBS
CHALON-SUR-SAÔNE
MACON
SAÔNE
LYON
RHÔNE
PO
FOS
LAVERA
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 70 140 Kilometers
Häfen - Ports - Ports
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr
und > 5 xx xxx tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 5 xx xxx tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné
et > 5 xx xxx tonnes
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes

»

— les cartes ci-après sont ajoutées après la carte 4.5

«

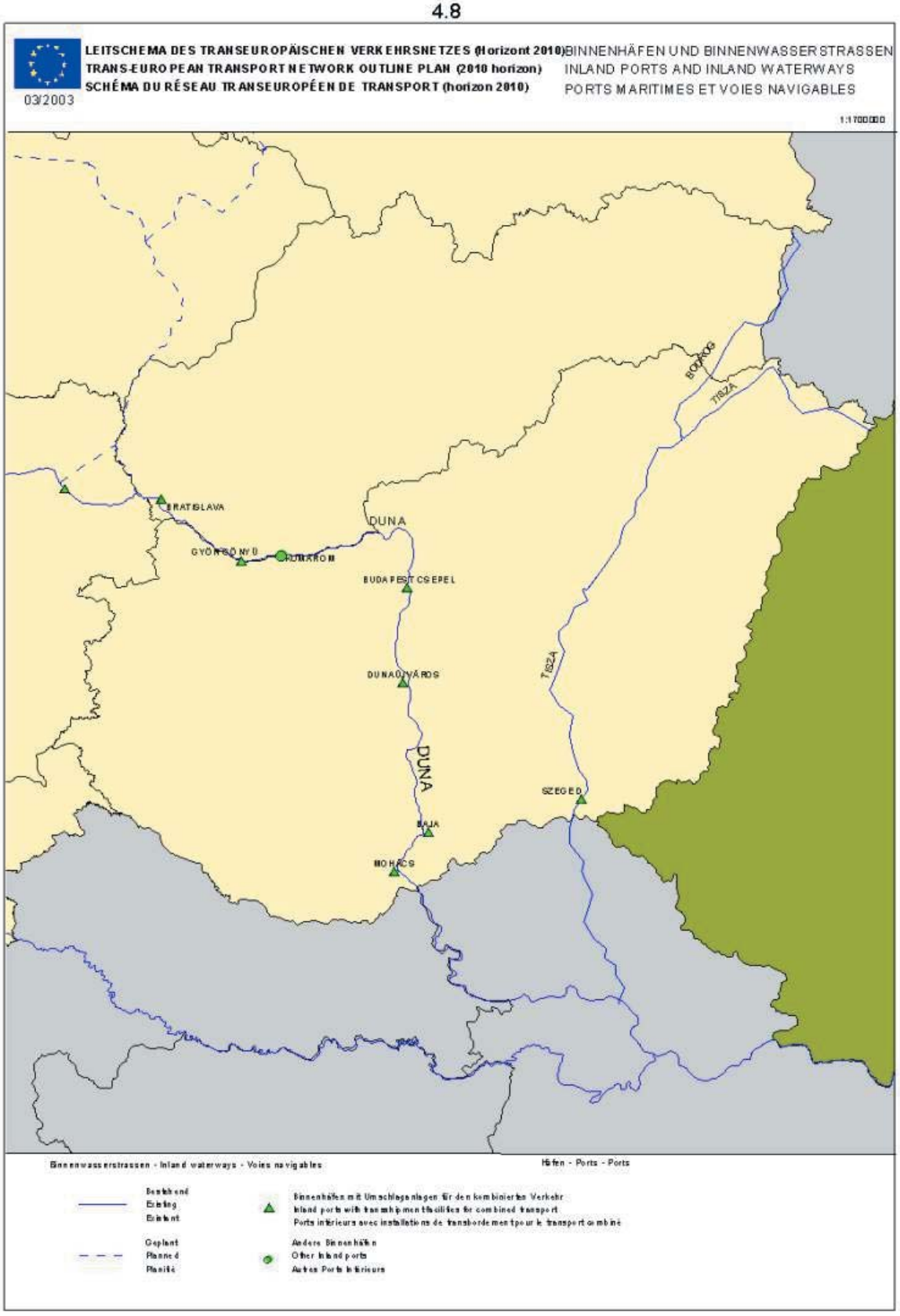
4.6



4.7

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:7000000
NEMUNAS
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 70 140 Kilometers
Häfen - Ports - Ports
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr
und > 5 ... ... tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 5 ... ... tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné
et > 5 ... ... tonnes
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes

4.8


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
03/2003
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:1700000
BODROG
TISZA
BRATISLAVA
DUNA
GYÖR-SZŐNY Ú
KOMÁROM
BUDAPEST CSEPEL
DUNAÚJVÁROS
TISZA
DUNA
SZEGED
BAJA
MOHÁCS
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Häfen - Ports - Ports
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Binnenhäfen mit Umschlaganlagen für den kombinierten Verkehr
Inland ports with transhipment facilities for combined transport
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné
Anderes Binnenhäfen
Other inland ports
Autres Ports intérieurs

4.9

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT (horizon 2010)

BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES

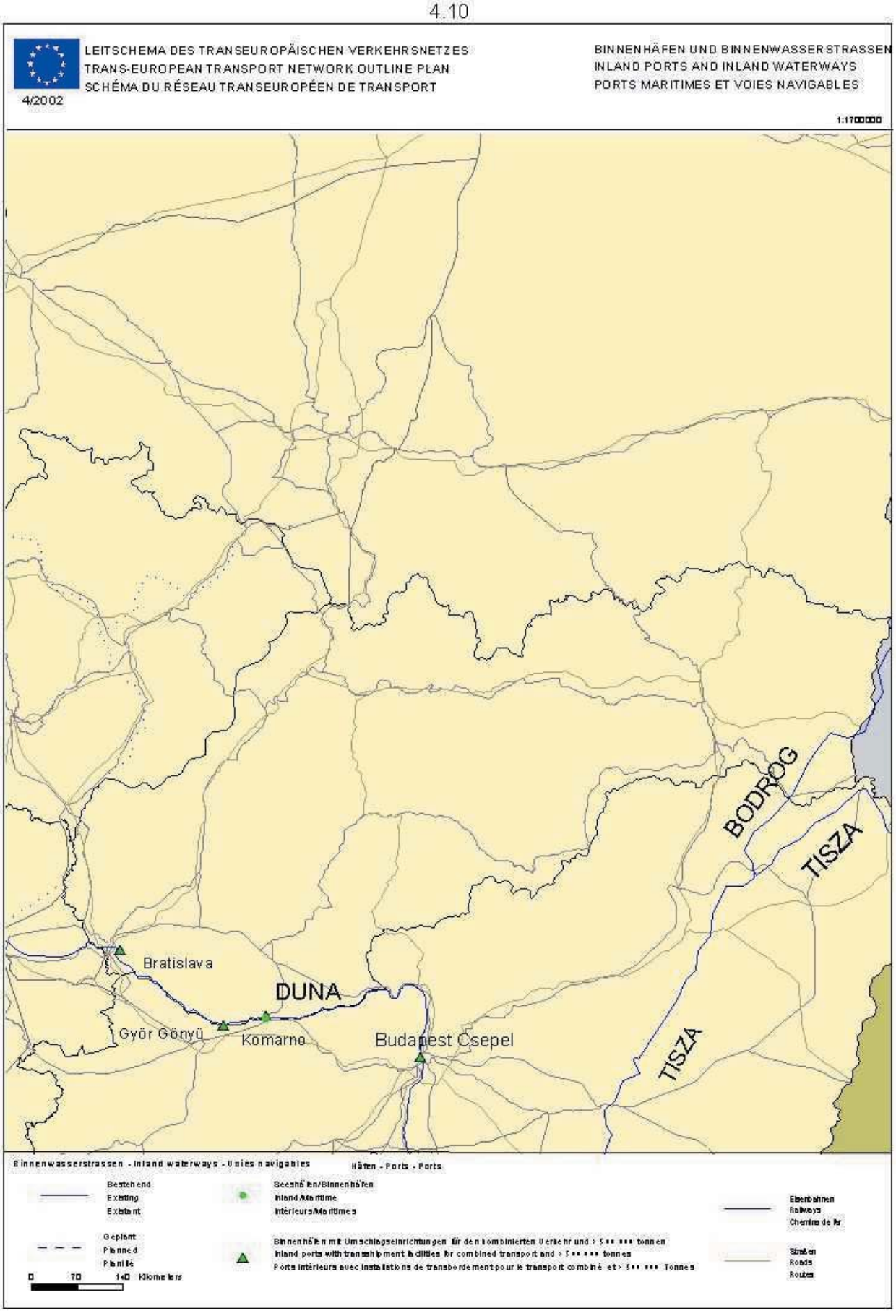
1:7000000

Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
0 70 140 Kilometers

Häfen - Ports - Ports
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr und > 5 ... tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 5 ... tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné et > 5 ... tonnes

Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes

4.10

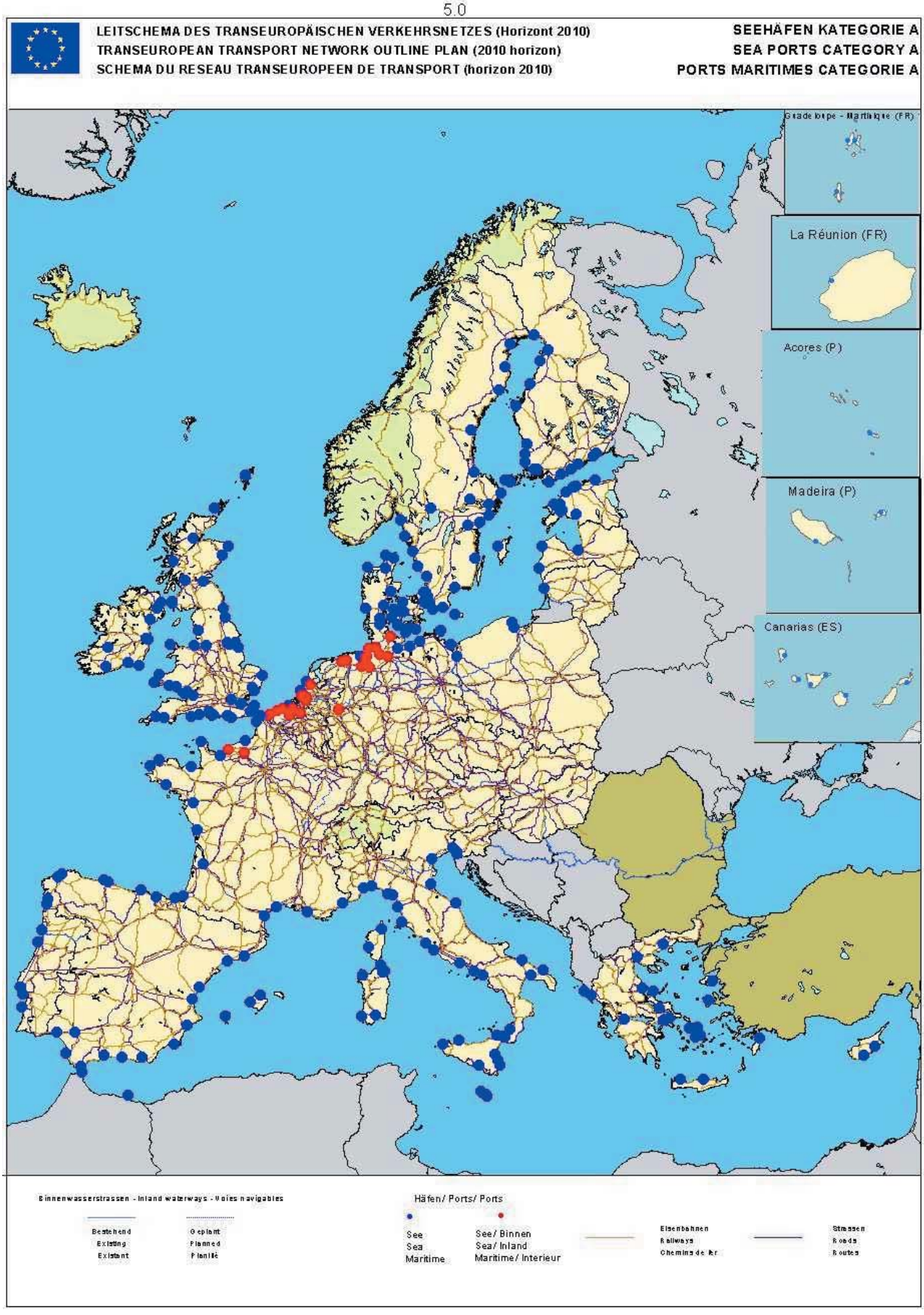

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
4/2002
BINNENHÄFEN UND BINNENWASSERSTRASSEN
INLAND PORTS AND INLAND WATERWAYS
PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES
1:1700000
BODROG
TISZA
Bratislava
DUNA
Győr Gönyü
Komarno
Budapest Csepel
TISZA
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Häfen - Ports - Ports
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Seehäfen/Binnenhäfen
Inland/Maritime
Intérieurs/Maritimes
Binnenhäfen mit Umschlageinrichtungen für den kombinierten Verkehr und > 500 000 Tonnen
Inland ports with transshipment facilities for combined transport and > 500 000 tonnes
Ports intérieurs avec installations de transbordement pour le transport combiné et > 500 000 Tonnes
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes
0 70 140 Kilometers

»

— les cartes de la Section 5 sont remplacées par les cartes figurant ci-après:

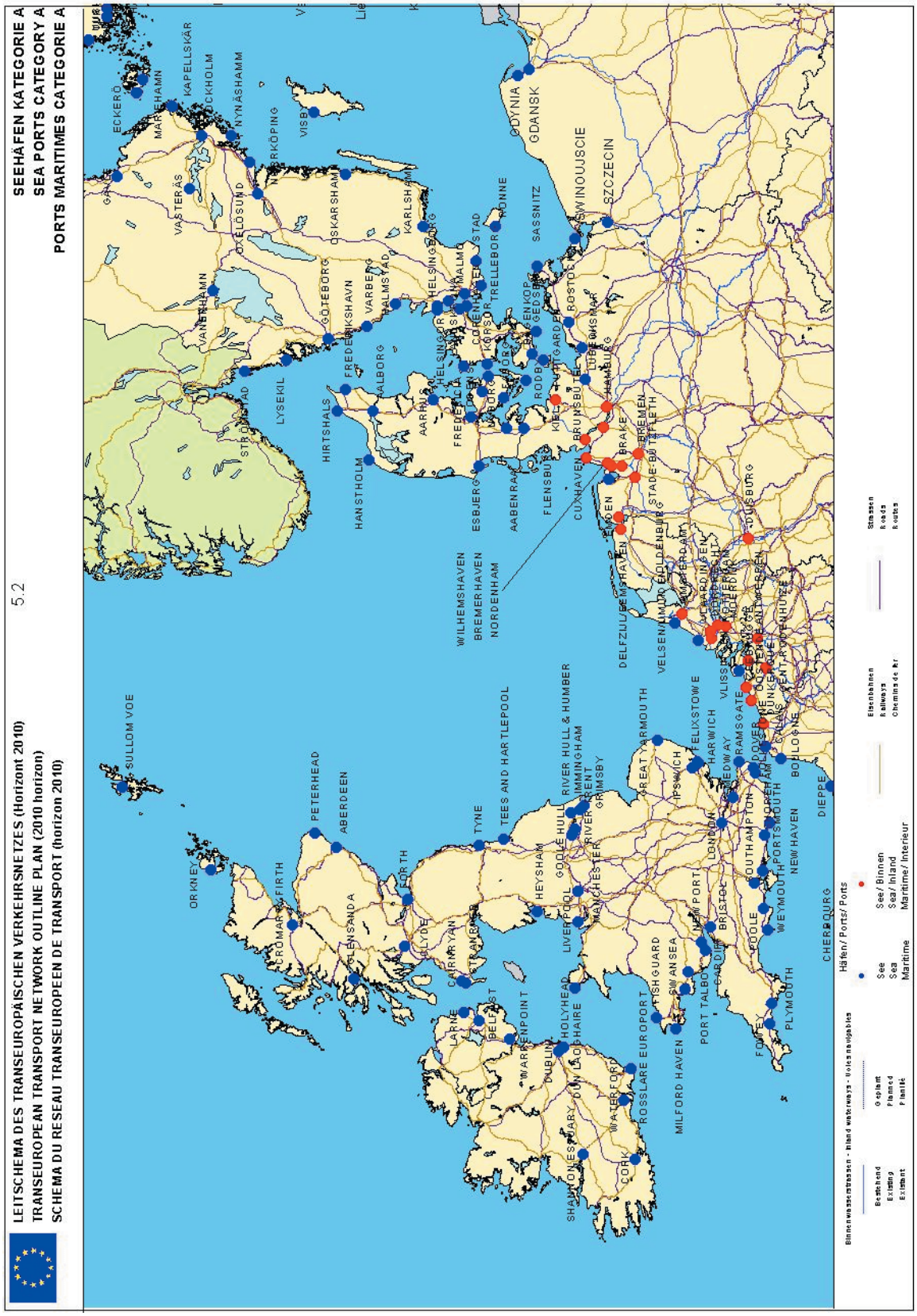
«

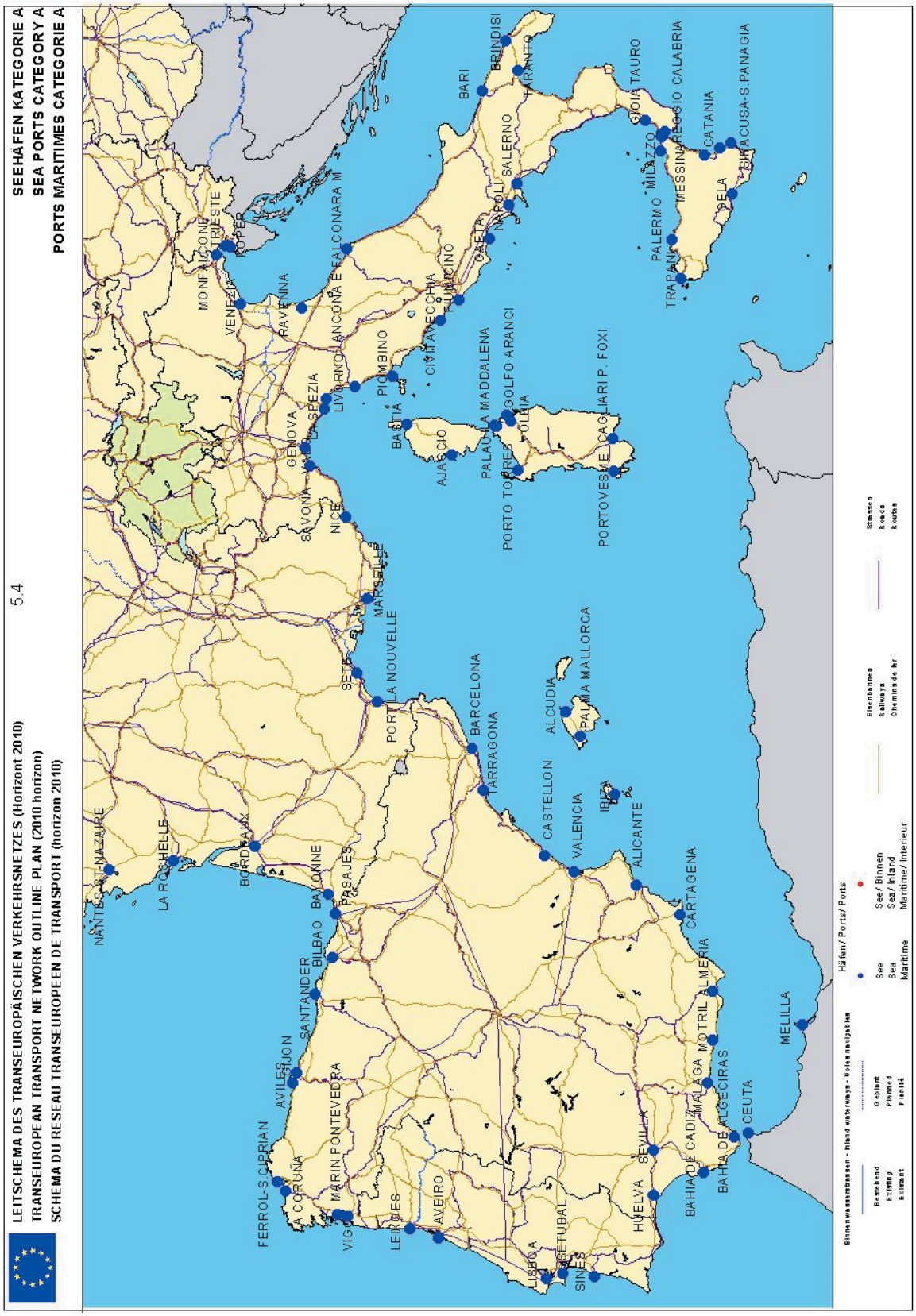
5.0

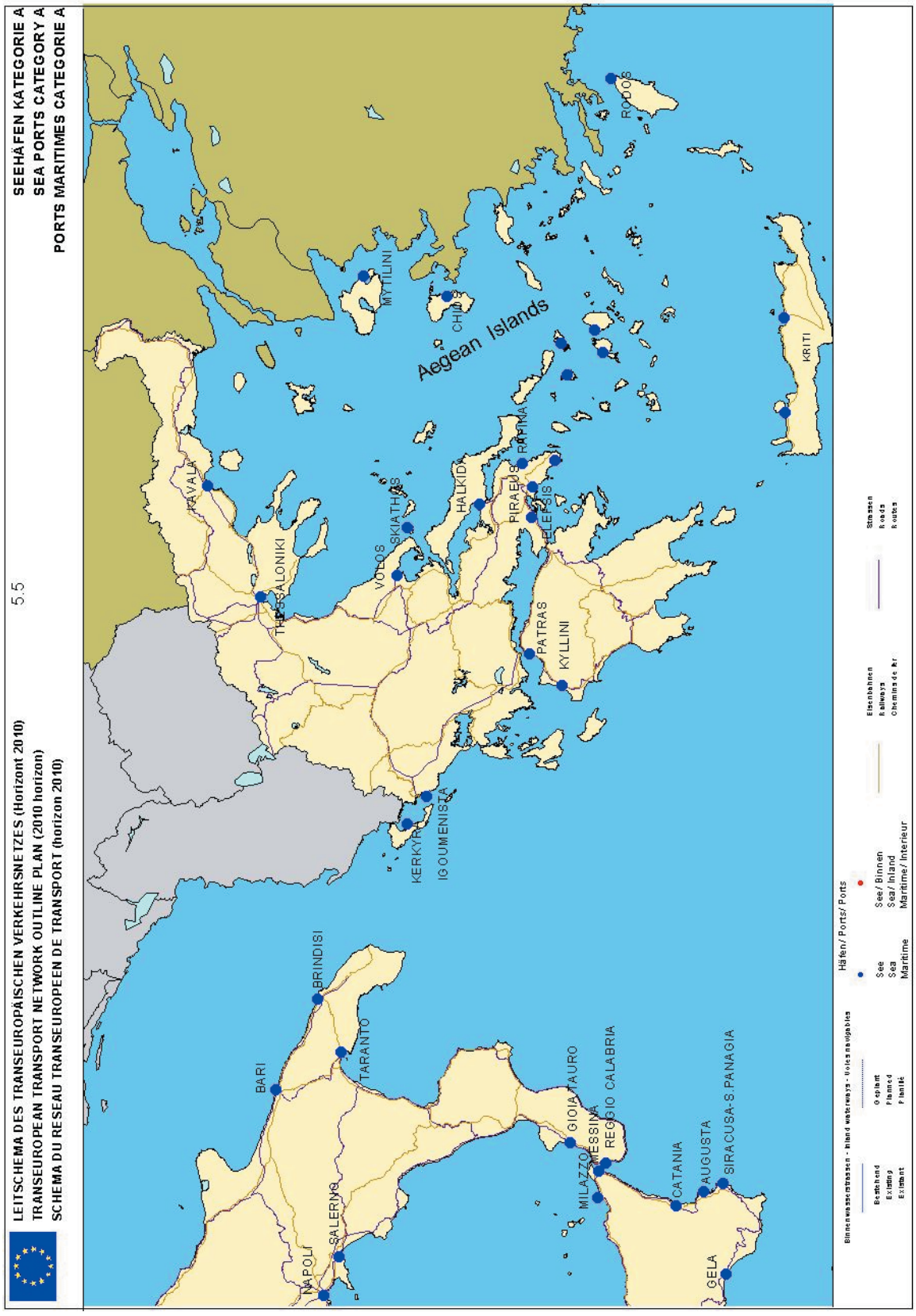


5.1

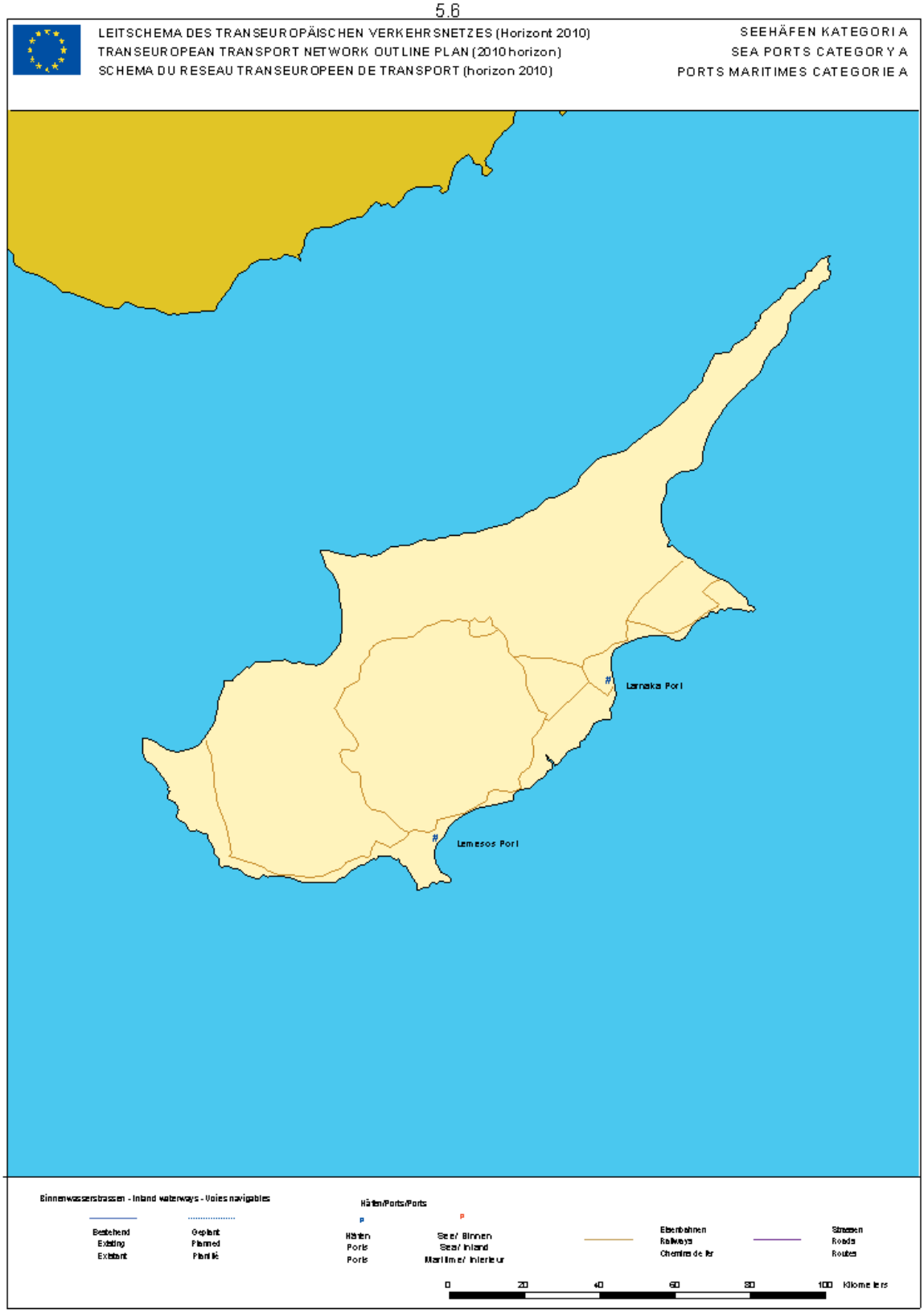
LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
KEMI
LULEA
OULU
RAUTAROUKKI/RAAHE
SKELLEFTEA
KOKKOLA
UMEA
SUNDSVALL
PORI
RAUMA
UUSIKAUPUNKI
TURKU
HELSINKI
INKOO
KOTKA
HAMINA
GAVLE
ECKERÖ
MARIEHAMN
KAPELLSKAR
VASTERÅS
STOCKHOLM
VANERHAMN
NYNÄSHAMN
OXELÖSUND
NORRKÖPING
LYSEKIL
VISBY
VENTSPILS
RIGA
GÖTEBORG
HIRTSHALS
OSKARSHAMN
FREDERIKSHAVN
VARBERG
HALMSTAD
LIEPAJA
KARLSHAMN
AARHUS
HELSINGOR
KLAIPEDA
HELSINGBORG
ESBJERG
ODENSE
TRELLEBORG
RONNE
GDYNIA
SASSNITZ
GDANSK
ROSTOCK
SWINOUJSCIE
KIEL
LUBECK
WISMAR
CUXHAVEN
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Häfen/ Ports/ Ports
See
Sea
Maritime
See/ Binnen
Sea/ Inland
Maritime/ Interieur
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Strassen
Roads
Routes


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
5.2
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
Binnenwasserstraßen - Inland waterways - Voies navigables
Häfen/ Ports/ Ports
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
See
Sea
Maritime
See/ Binnen
Sea/ Inland
Maritime/ Interieur
ECKERÖ
MARIEHAMN
KAPELLSKÄR
STOCKHOLM
NYNÄSHAMN
VÄSTERÅS
NORRKÖPING
VISBY
OXELÖSUND
OSKARSHAMN
KARLSHAMN
VÄNERSBORG
GÖTEBORG
FREDERIKSHAVN
VARBERG
HALMSTAD
HELSINGBORG
MALMÖ
STOCKHOLM
KORSÖR
TRELLEBORG
RØNNE
GDYNIA
GDANSK
SASSNITZ
SWINOUJSCIE
SZCZECIN
LYSEKIL
STRÖMSTAD
HIRTSHALS
HANSTHOLM
ÅLBORG
ÅARHUS
FREDERICIA
ODENSE
KØBENHAVN
ROSKILDE
HELSINGØR
RØDBY
ESBJERG
ÅABENRAA
FLENSBURG
KIEL
LÜBECK
HAMBURG
BRUNSBÜTTEL
CUXHAVEN
BREMERHAVEN
BREMEN
WILHELMSHAVEN
BREMERHAVEN
NORDENHAM
EMDEN
DELFZIJL
EEMSHAVEN
STADE-BÜTTELETH
DUISBURG
VELSEN/IJMUIDEN
AMSTERDAM
ROTTERDAM
MOERDIJK
VLISSINGEN
TERNEUZEN
ANTWERPEN
GENT
ZEEBRUGGE
OSTENDE
DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
DIEPPE
CHERBOURG
NEW HAVEN
PORTSMOUTH
WEYMOUTH
PLYMOUTH
FOWEY
POOLE
SOUTHAMPTON
DOVER
RAMSGATE
FELIXSTOWE
HARWICH
LONDON
IPSWICH
EDDYSTONE
BRISTOL
NEWPORT
PORT TALBOT
SWANSEA
MILFORD HAVEN
FISHGUARD
ROSSLARE EUROPORT
WATERFORD
CORK
SHANNON
FOYNES
DUN LAOGHAIRE
DUBLIN
HOLYHEAD
WARRENPOINT
BELFAST
LARNE
STRANRAER
CAIRNRYAN
ARDROSSAN
GLASGOW
GREENOCK
PRESTWICK
LIVERPOOL
GOOLE
HEYSHAM
MANCHESTER
RIVER MERSEY
RIVER HULL & HUMBER
IMMINGHAM
GRIMSBY
TEES AND HARTLEPOOL
TYNE
GREAT YARMOUTH
LEITH
GRANGEMOUTH
FORTH
ABERDEEN
PETERHEAD
CROMARTY FIRTH
KIRKWALL
ORKNEY
SULLOM VOE


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
5.4
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
NANTES-ST-NAZAIRE
LA ROCHELLE
BORDEAUX
BAYONNE
PASAJES
BILBAO
SANTANDER
AVILES
GIJON
FERROL-S.CIPRIAN
A CORUÑA
MARIN PONTEVEDRA
VIGO
LEIXOES
AVEIRO
SETUBAL
LISBOA
SINES
HUELVA
SEVILLA
BAHIA DE CADIZ
MALAGA
MOTRIL
ALMERIA
BAHIA DE ALGECIRAS
CEUTA
MELILLA
CARTAGENA
ALICANTE
IBIZA
VALENCIA
CASTELLON
TARRAGONA
BARCELONA
PORT LA NOUVELLE
SETE
MARSEILLE
NICE
SAVONA
GENOVA
LA SPEZIA
LIVORNO
PIOMBINO
BASTIA
AJACCIO
PORTO TORRES
PALAU
LA MADDALENA
GOLFO ARANCI
OLBIA
CIVITAVECCHIA
FIUMICINO
GAETA
NAPOLI
SALERNO
PORTOVESME
CAGLIARI P. FOXI
ALCUDIA
PALMA MALLORCA
ANCONA
FALCONARA M.
RAVENNA
VENEZIA
TRIESTE
MONFALCONE
KOPER
BARI
BRINDISI
TARANTO
GIOIA TAURO
PALERMO
MILAZZO
TRAPANI
MESSINA
REGGIO CALABRIA
CATANIA
SIRACUSA-S.PANAGIA
AUGUSTA
Binnenwasserstraßen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Häfen/ Ports/ Ports
See
Sea
Maritime
See/ Binnen
Sea/ Inland
Maritime/ Interieur
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Straßen
Roads
Routes


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
5.5
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
Aegean Islands
MYTILINI
CHIOS
RODOS
KRITI
KAVALA
THESSALONIKI
VOLOS
SKIATHOS
HALKIDA
RAFINA
PIRAEUS
ELEFSIS
PATRAS
KYLLINI
KERKYRA
IGOUMENITSA
BRINDISI
BARI
TARANTO
GIOIA TAURO
MESSINA
REGGIO CALABRIA
MILAZZO
CATANIA
AUGUSTA
SIRACUSA-S.PANAGIA
GELA
SALERNO
NAPOLI
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Häfen/ Ports/ Ports
See
Sea
Maritime
See/ Binnen
Sea/ Inland
Maritime/ Interieur
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Strassen
Roads
Routes

5.6


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
Larnaka Port
Lemesos Port
Binnenwasserstrassen - Inland waterways - Voies navigables
Bestehend
Existing
Existant
Geplant
Planned
Planifié
Häfen/Ports/Ports
Häfen
Ports
Ports
See/ Binnen
Sea/ Inland
Maritime/ Intérieur
Eisenbahnen
Railways
Chemins de fer
Strassen
Roads
Routes
0 20 40 60 80 100 Kilometers

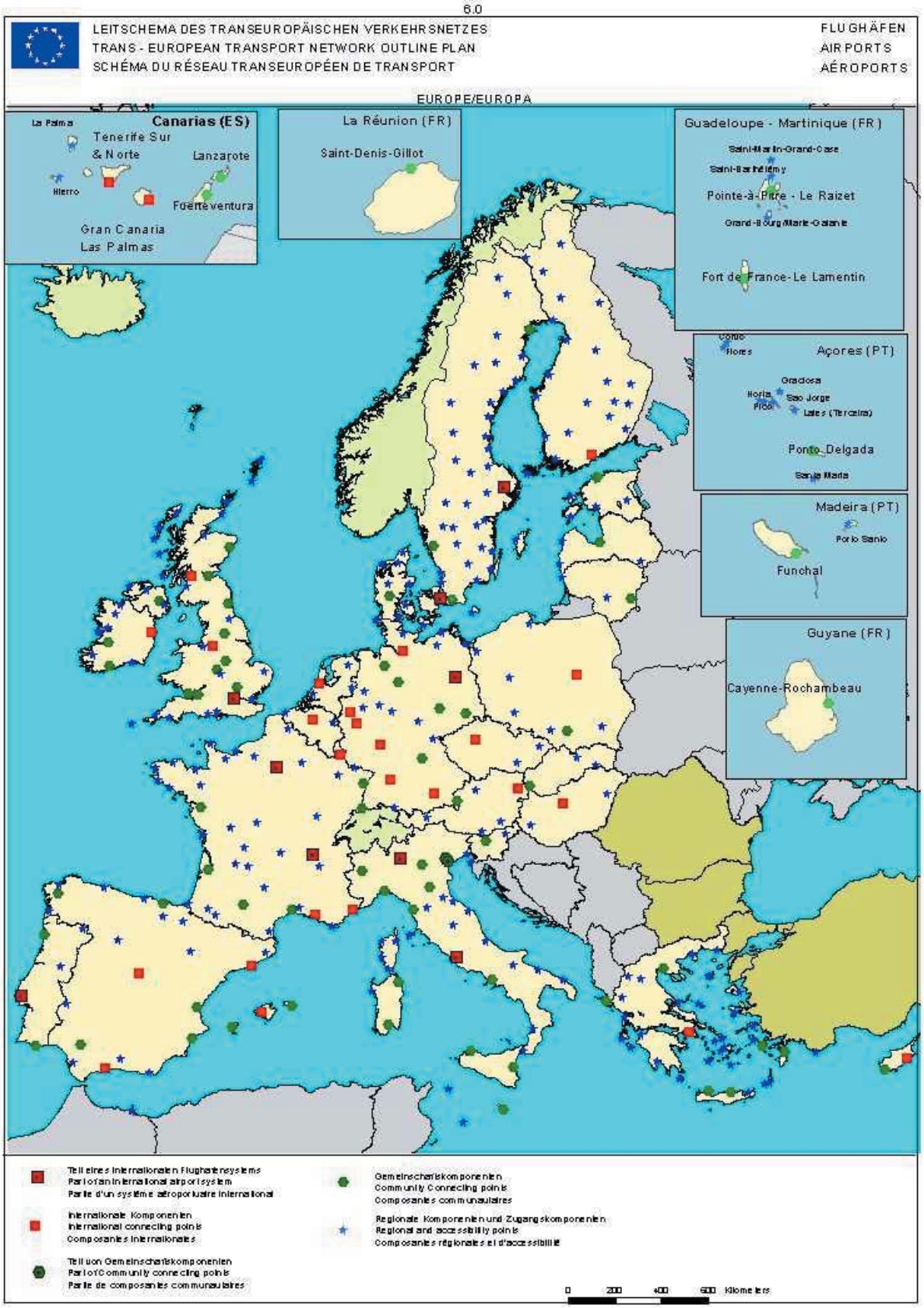
5.7

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES (Horizont 2010)
TRANSEUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN (2010 horizon)
SCHEMA DU RESEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT (horizon 2010)
03/2003
SEEHÄFEN KATEGORIE A
SEA PORTS CATEGORY A
PORTS MARITIMES CATEGORIE A
MGARR
CIRKEWWA
VALLETTA
MARSAX LOKK

»

— les cartes de la Section 6 sont remplacées par les cartes figurant ci-après:

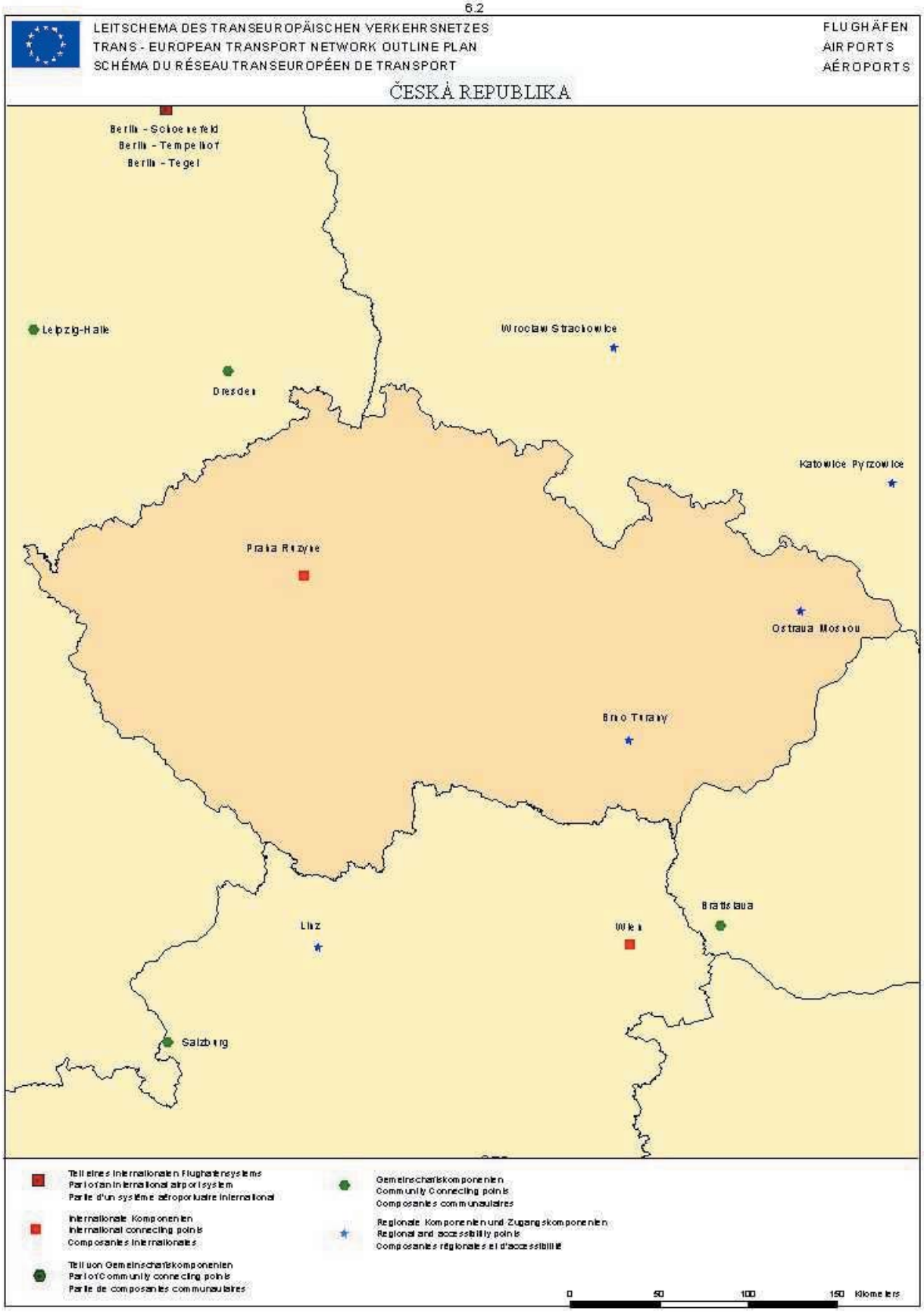
«



6.1

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
ÖSTERREICH - BELGIQUE/BELGIË - DEUTSCHLAND - DANMARK - LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ) - NEDERLAND
Visby
Jönköping
Göteborg - Landvetter
Hultsfred
Sindal
Thisted
Aalborg
Växjö - Kronoberg
Kalmar
Ronneby
Ängelholm
Karup
Århus - Tirstrup
Billund
Kastrup
Malmö Sturup
Odense
Roskilde
Bornholm, Rønne
Westerland - Sylt
Gdansk Rebiechowo
Kiel
Barth
Rostock - Laage
Hamburg
Eelde
Bremen
Poznan Lawica
Berlin - Tempelhof
Berlin - Tegel
Berlin - Schoenefeld
Hannover
Amsterdam Schiphol
Twente
Münster-Osnabrück
Rotterdam
Paderborn - Lippstadt
Dortmund
Leipzig-Halle
Wroclaw Strachowice
Düsseldorf
Kassel
Dresden
Brussel/Bruxelles
Maastricht
Köln - Bonn
Erfurt
Lille - Lesquin
Hof
Praha Ruzyne
Frankfurt
Ostrava Mosnov
Luxembourg
Nürnberg
Reims - Champagne
Brno Turany
Saarbrücken
Paris - Charles de Gaulle
Paris - Le Bourget
Paris - Orly
Metz-Nancy-Lorraine
Stuttgart
Strasbourg-Entzheim
Bratislava
Linz
Wien
München
Salzburg
Mulhouse-Bâle
Friedrichshafen
Dijon - Bourgogne
Graz
Innsbruck
Sármellék
Klagenfurt
Maribor
Ljubljana
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

6.2


LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
ČESKÁ REPUBLIKA
Berlin - Schoenefeld
Berlin - Tempelhof
Berlin - Tegel
Leipzig-Halle
Dresden
Wroclaw Strachowice
Katowice Pyrzowice
Praha Ruzyne
Ostrava Mosnov
Brno Turany
Linz
Wien
Bratislava
Salzburg
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

6.3
8/7/2002
LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
7/2002
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
EESTI
Helsinki - Vantaa
Tallinn
Kärdla
Tartu - Ülenurme
Pärnu
Kuressaare
Ventspils
Riga
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 20 40 60 Kilometers

6.4

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS

HELLAS/ΕΛΛΑΣ

6.5

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
ESPAÑA - PORTUGAL
Limoges Bellegarde
Lyon -
Clermont-Ferrand / Aulnat
Périgueux - Bassillac
Bordeaux-Mérignac
Brive - Laroche
Rodez Marcillac
Toulouse-Blagnac
Pau - Pyrénées
Tarbes - Ossun - Lourdes
Montpellier - Méditerra
Perpignan-Rivesaltes
Girona
Barcelona
Valencia
Palma de Mallorca
Menorca
Ibiza
Alicante
Murcia
Almeria
Malaga
Granada
Sevilla
Jerez
Faro
Beja
Badajoz
Lisbon
Coimbra
Porto - Sa Carneiro
Bragança
Valladolid
Zaragoza
Madrid - Barajas
Pamplona
Vitoria
Bilbao
Santander
Asturias
Santiago de Compostela
Vigo
La Coruña
Canarias (ES)
La Palma
Tenerife Sur
& Norte
Lanzarote
Hierro
Fuerteventura
Gran Canaria
Las Palmas
Madeira (PT)
Porto Santo
Funchal
Açores (PT)
Corvo
Flores
Graciosa
Horta
Pico
Sao Jorge
Lajes (Terceira)
Ponta Delgada
Santa Maria
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

6.6

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
FRANCE
Bristol
London-Heathrow
Southend
Southampton
London-Gatwick
London-Stansted
Newquay
Plymouth
Bournemouth
Oostende
Brussel/Bruxelles
Lille - Lesquin
Maastricht
Düsseldorf
Dortmund
Paderborn - Lippstadt
Kassel
Köln - Bonn
Cherbourg - Maupertus
Le Havre - Octeville
Rouen - Boos
Caen - Carpiquet
Lannion-Servel
Brest-Guipavas
Dinard - Pleurtuit
Quimper-Cornouaille
Rennes - Saint Jacques
Lorient Lann-bihoué
Nantes-Atlantique
Paris - Charles de Gaulle
Paris - le Bourget
Paris - Orly
Reims - Champagne
Luxembourg
Frankfurt
Saarbrücken
Metz-Nancy-Lorraine
Strasbourg-Entzheim
Stuttgart
Mulhouse-Bâle
Friedrichshafen
Dijon - Bourgogne
Châteauroux - Déols
Poitiers - Biard
La Rochelle - Laleu
Limoges Bellegarde
Clermont-Ferrand / Aulnat
Lyon - Bron
Lyon - Satolas
Milano - Linate
Milano - Malpensa
Bergamo (Orio al Serio)
Grenoble-Saint Geoirs
Torino - Caselle
Périgueux - Bassilac
Brive - Laroche
Bordeaux-Mérignac
Rodez Marcillac
Genova - Sestri
Santander
Bilbao
Biarritz-Bayonne-Anglet
Pau - Pyrénées
Toulouse-Blagnac
Nîmes-Arles-Camargue
Marseille-Provence
Nice-Côte-d'Azur
Vitoria
Pamplona
Tarbes - Ossun - Lourdes
Montpellier - Méditerranée
Toulon - Hyères
Perpignan-Rivesaltes
Girona
Bastia - Poretta
Calvi - Sainte Catherine
Ajaccio - Campo dell'oro
Figari - Corse Sud
Olbia - Costa Smeralda
Alghero-Fertilia
Guadeloupe - Martinique (FR)
Saint-Martin-Grand-Case
Saint-Barthélemy
Pointe-à-Pitre - Le Raizet
Grand-Bourg/Marie-Galante
Fort de France-Le Lamentin
Guyane (FR)
Cayenne-Rochambeau
La Réunion (FR)
Saint-Denis-Gillot
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

6.7

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
IRELAND - UNITED KINGDOM
Unst
Sumburgh
Kirkwall
Stornoway
Wick
Benbecula
Barra
Inverness
Tiree
Aberdeen
Islay
Edinburgh
Glasgow
Donegal
Prestwick
Londonderry
Belfast International
Newcastle
Sligo
Belfast City
Connaught
Teesside
Galway
Inishmore
Inisheer
Inishmann
Leeds Bradford
Dublin
Shannon
Manchester
Liverpool
Kerry
East Midlands
Cork
Birmingham
Waterford
Norwich
Coventry
London-Luton
Cardiff
Southend
Bristol
London-Heathrow
Southampton
London-Gatwick
London-Stansted
Ostende
Newquay
Plymouth
Brussel/
Bruxelles
St. Mary's
Bournemouth
Lille - Lesquin
Cherbourg - Maupertus
Le Havre - Octeville
Rouen - Boos
Lannion - Servel
Reims - Champagne
Caen - Carpiquet
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

6.8

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
ITALIA
Innsbruck
Graz
Sármellék
Klagenfurt
Maribor
Ljubljana
Trieste - Ronchi dei Legionari
Treviso (San Angelo)
Milano - Malpensa
Milano - Linate
Bergamo (Orio al Serio)
Verona - Villafranca
Venezia - Tessera
Torino - Caselle
Genova - Sestri
Bologna - Borgo Panigale
Forli
Rimini
Nice-Côte d'Azur
Firenze-Peretola
Ancona - Falconara
Pisa - Galileo Galilei
Perugia
Toulon - Hyères
Bastia - Poretta
Calvi - Sainte-Catherine
Marina di Campo
Pescara
Ajaccio - Campo dell'oro
Roma - Ciampino
Roma - Fiumicino
Foggia
Figari - Corse Sud
Bari-Palese
Napoli - Capodichino
Brindisi - Papola Casale
Olbia - Costa Smeralda
Alghero-Fertilia
Lamezia Terme
Cagliari - Elmas
Palermo - Punta Raisi
Reggio Calabria
Catania - Fontanarossa
Pantelleria
Malta - Luqa
Lampedusa
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

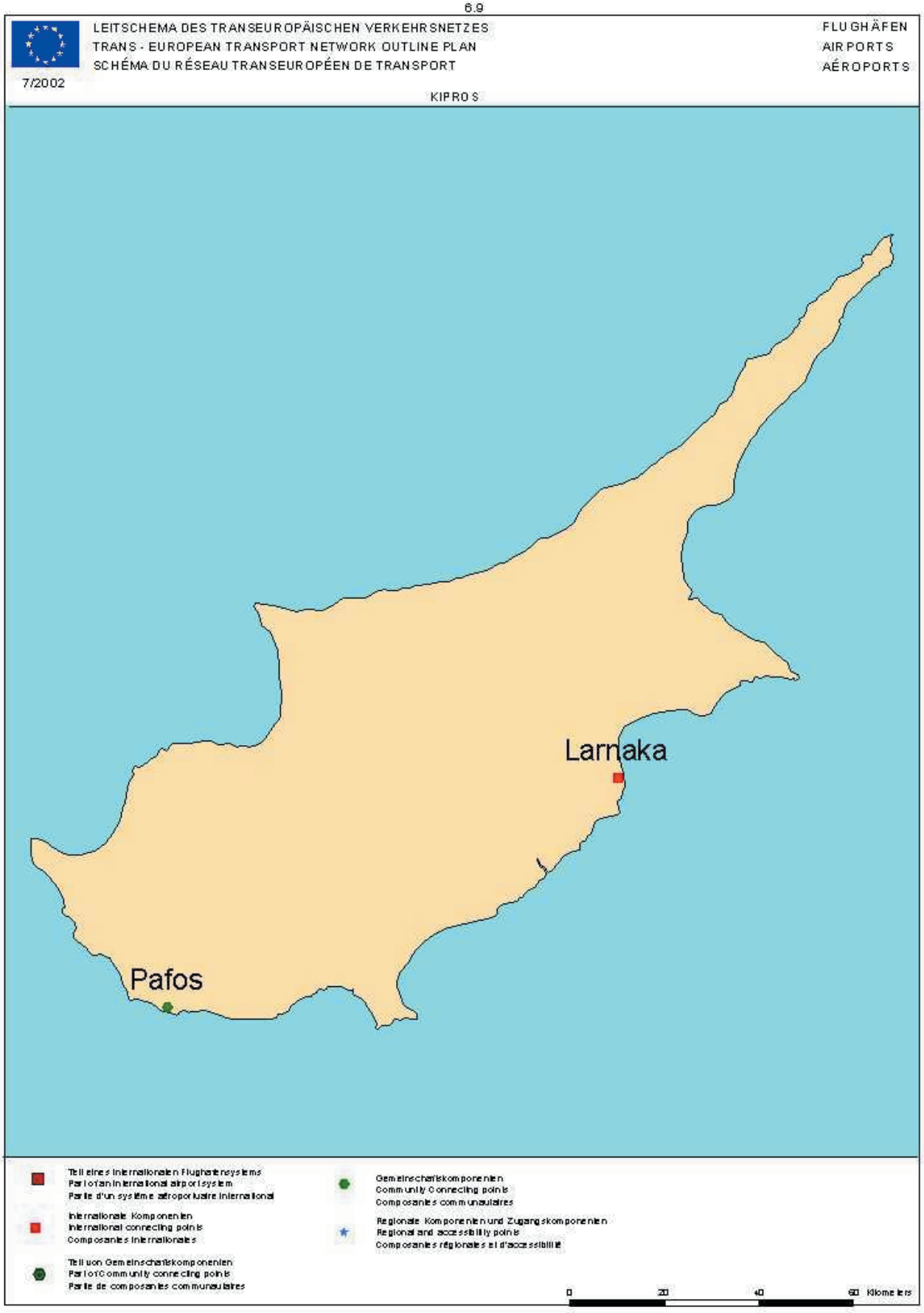
6.9

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIR PORTS
AÉROPORTS

7/2002

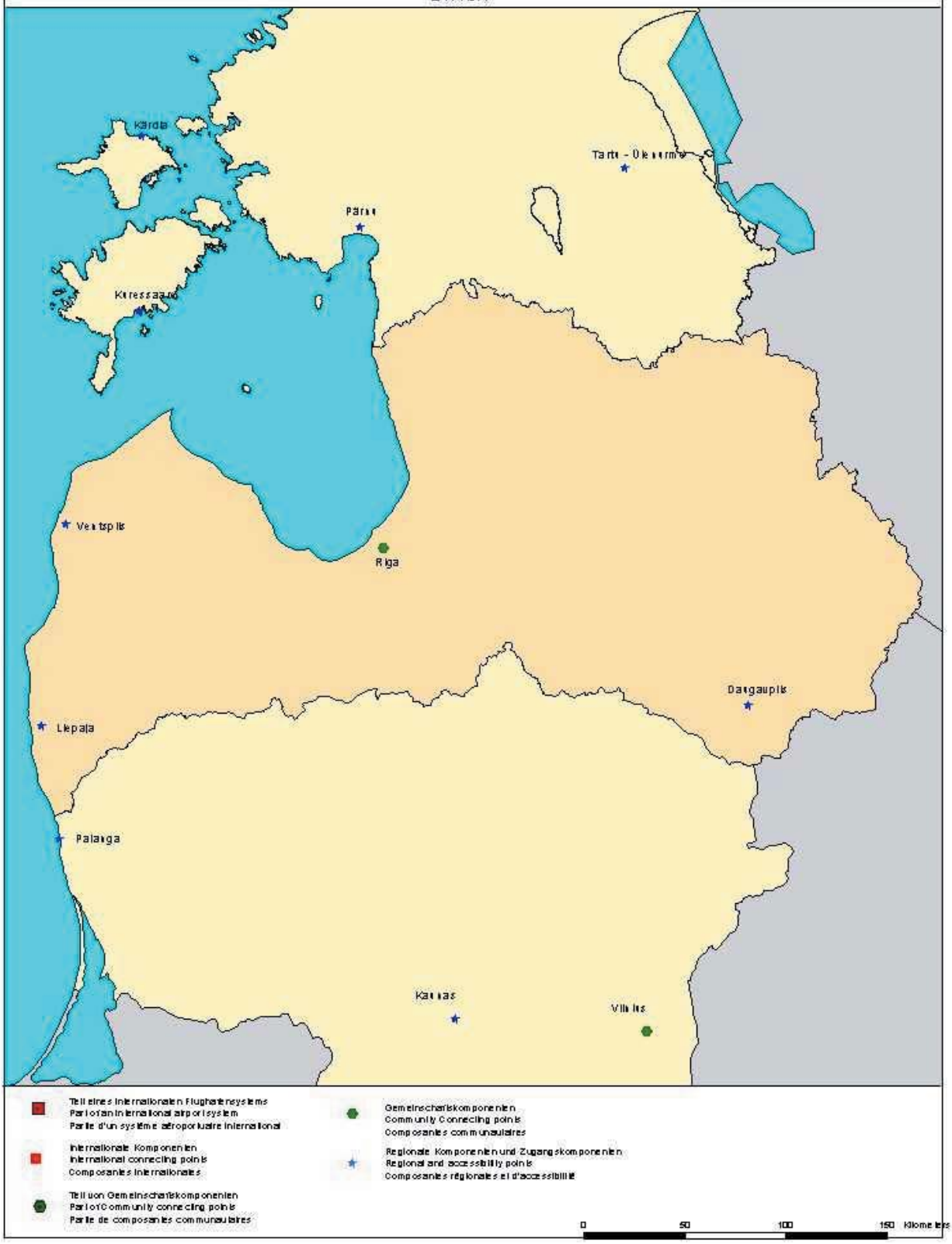
KIPROS



6.10

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS



6.11

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

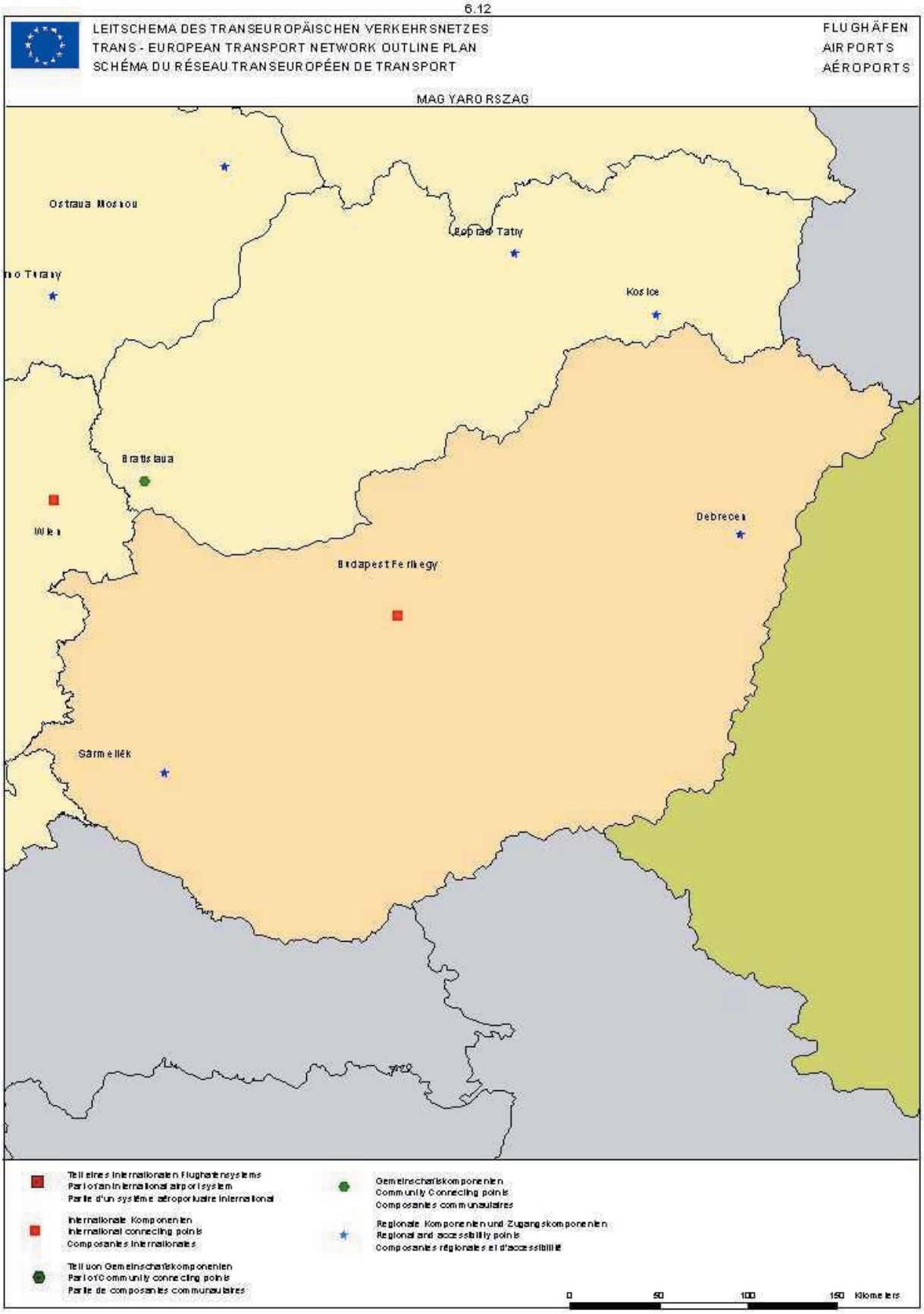
7/2002

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS

6.12

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS

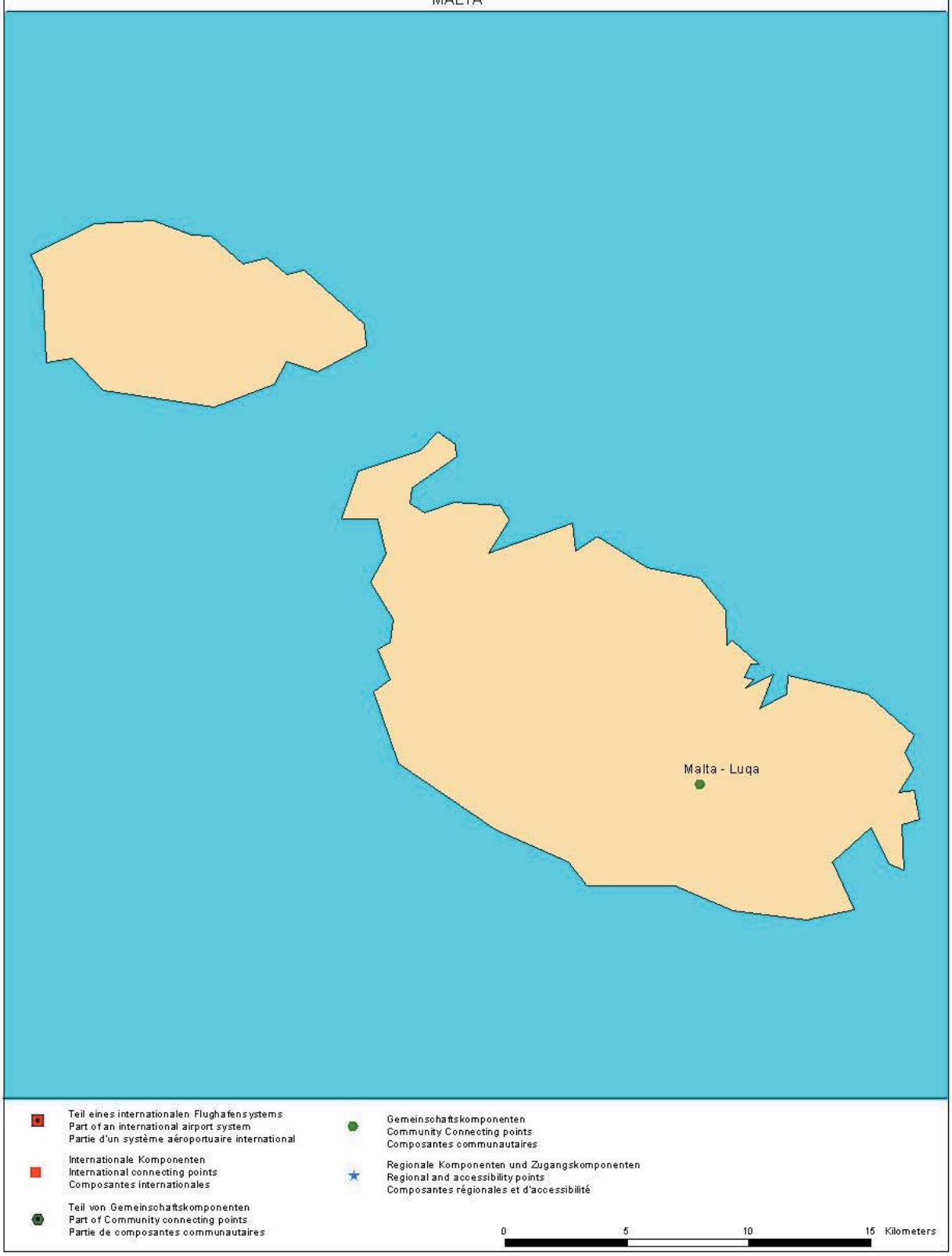


6.13

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS

MALTA



6.14

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
7/2002
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
POLSKA
Kaunas
Vilnius
Bornholm
Ronne
Gdansk Rebiechowo
Szczecin Goleniow
Poznan Lawica
Warszawa Okecie
Wroclaw Strachowice
Dresden
Katowice Pyrzowice
Krakow Balice
Rzeszow Jasionka
Praha Ruzyne
Ostrava Mosnov
Poprad Tatry
Brno Turany
Kosice
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

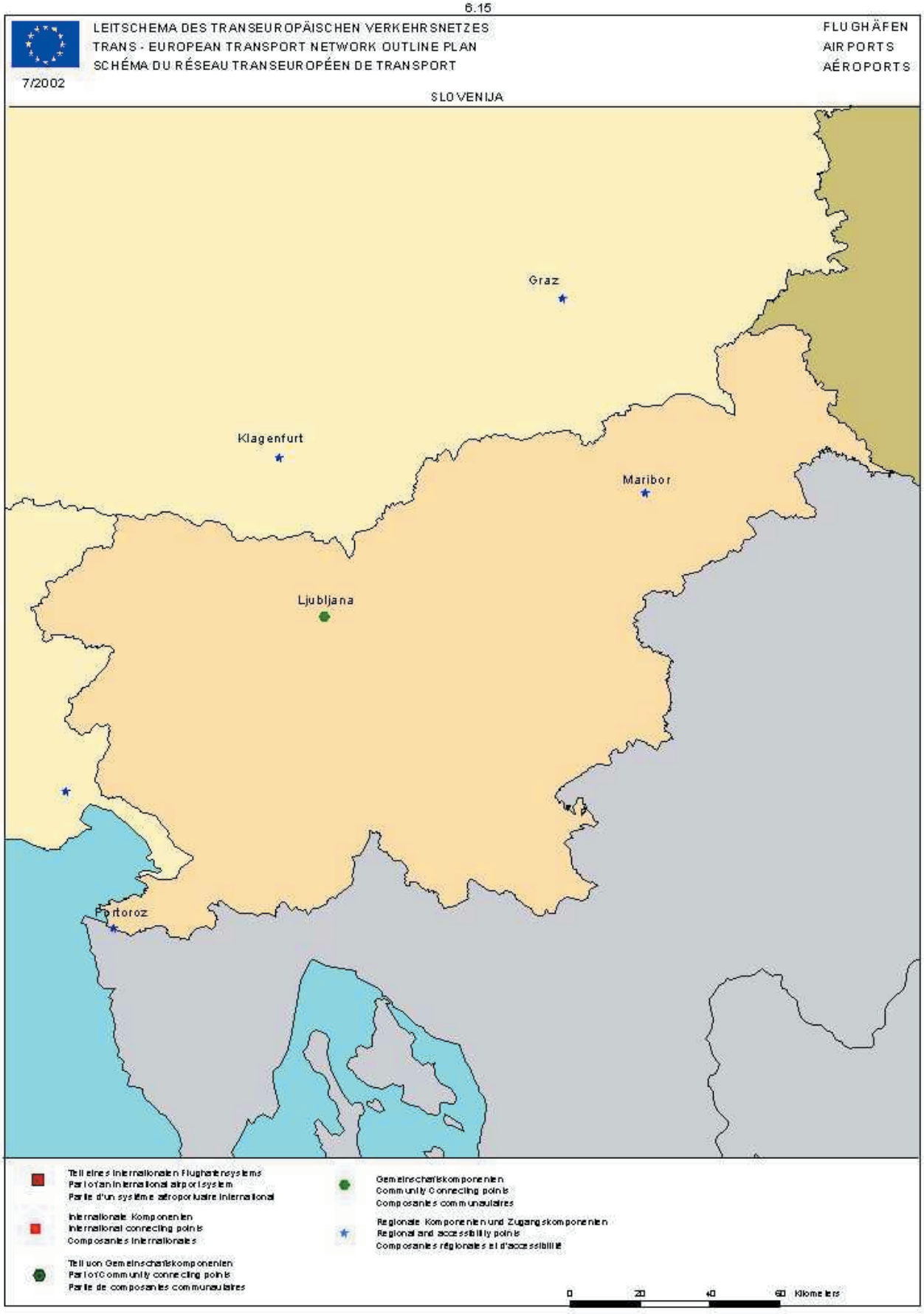
6.15

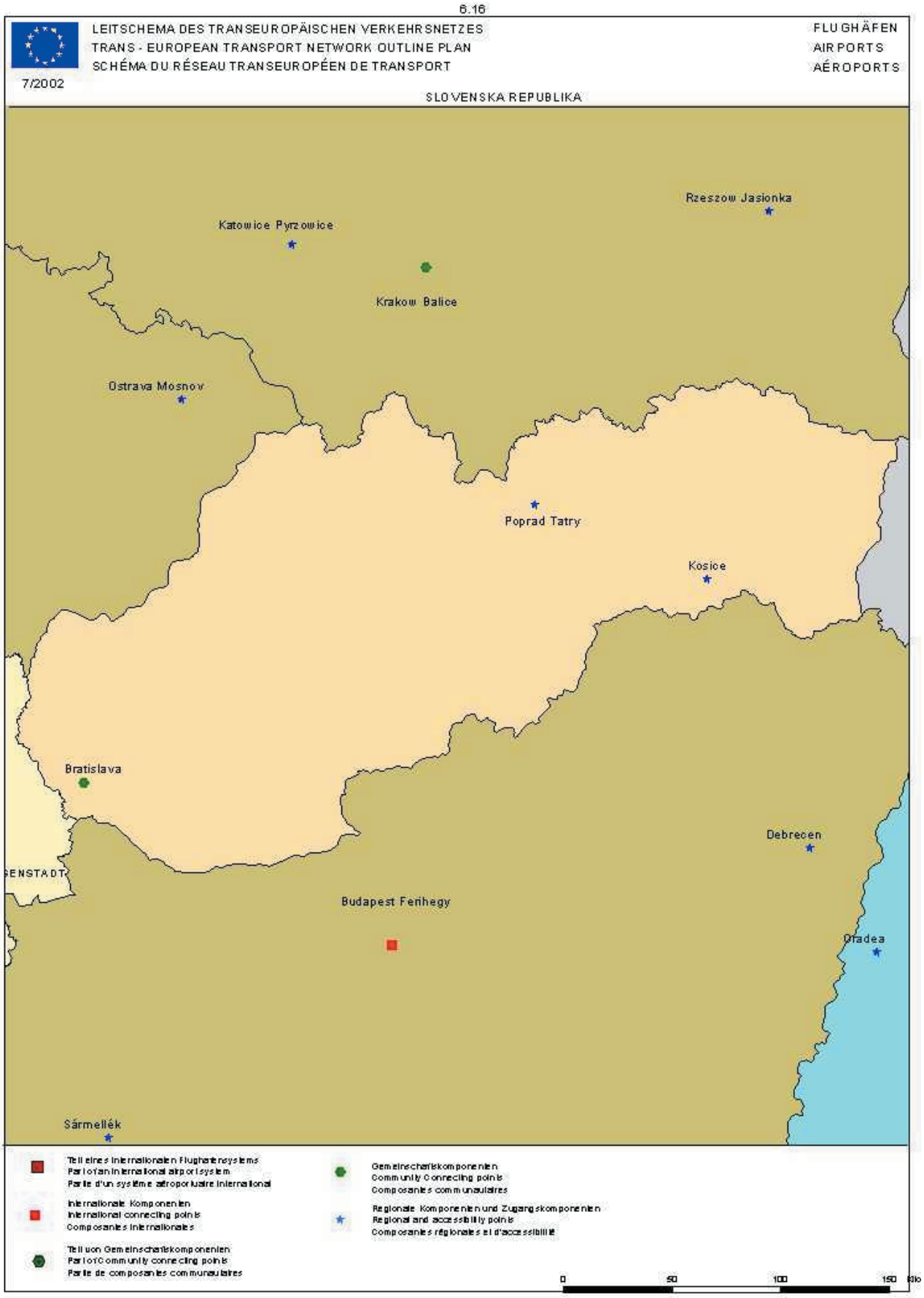
LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT

FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS

7/2002

SLOVENIJA




6.16
LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS - EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
7/2002
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
SLOVENSKA REPUBLIKA
Rzeszow Jasionka
Katowice Pyrzowice
Krakow Balice
Ostrava Mosnov
Poprad Tatry
Kosice
Bratislava
Debrecen
Budapest Ferihegy
Oradea
Sármellék
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community Connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilo

6.17

LEITSCHEMA DES TRANSEUROPÄISCHEN VERKEHRSNETZES
TRANS-EUROPEAN TRANSPORT NETWORK OUTLINE PLAN
SCHÉMA DU RÉSEAU TRANSEUROPÉEN DE TRANSPORT
FLUGHÄFEN
AIRPORTS
AÉROPORTS
SUOMI - SVERIGE
Teil eines internationalen Flughafensystems
Part of an international airport system
Partie d'un système aéroportuaire international
Internationale Komponenten
International connecting points
Composantes internationales
Teil von Gemeinschaftskomponenten
Part of Community connecting points
Partie de composantes communautaires
Gemeinschaftskomponenten
Community connecting points
Composantes communautaires
Regionale Komponenten und Zugangskomponenten
Regional and accessibility points
Composantes régionales et d'accessibilité
0 50 100 150 Kilometers

»

— la carte 7.1-A de la Section 7 est remplacée par la carte suivante:

«

7.1-A

»

G. TRANSPORT AÉRIEN

1. 31992 R 2408: Règlement (CEE) nº 2408/92 du Conseil du 23 juillet 1992 concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intracommunautaires (JO L 240 du 24.8.1992, p. 8), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Les mentions ci-après sont insérées à l'annexe I:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:	Praha – Ruzyně»,
«ESTONIE:	Tallinna Lennujaam»,
«CHYPRE:	Larnaka airport»,
«LETTONIE:	Riga»,
«LITUANIE:	Vilnius»,
«HONGRIE:	Budapest-Ferihegy International Airport»,
«MALTE:	Luqa»,
«POLOGNE:	Warszawa-Okęcie»,
«SLOVÉNIE:	Ljubljana»,
«SLOVAQUIE:	Bratislava Airport».

2. 31993 L 0065: Directive 93/65/CEE du Conseil du 19 juillet 1993 relative à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien (JO L 187 du 29.7.1993, p. 52), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).,

— 31997 L 0015: Directive 97/15/CE de la Commission du 25 mars 1997 (JO L 95 du 10.4.1997, p. 16).

Les mentions ci-après sont insérées à l'annexe II:

«République tchèque

Řízení letového provozu České republiky, s. p.
(Services de la navigation aérienne)
K letišti 1040/10
P.O.BOX 41
160 08 Praha»

«Estonie

Lennuliiklusteeninduse AS
(Services estoniens de la navigation aérienne)
Lennujaama tee 2
11 101 Tallinn

Les acquisitions pour les petits aéroports et aérodromes peuvent être faites par les autorités locales ou par les propriétaires»

«Chypre

Υπουργείο Συγκοινωνιών και Έργων
(Ministère des communications et des travaux)
Τμήμα Πολιτικής Αεροπορίας (Département de l'aviation civile)
16, Griva Digeni Avenue
1429 Nicosie»

«Lettonie

Valsts akciju sabiedrība "Latvijas gaisa satiksme"
Mārupes pagasts
Rīgas starptautiskā lidosta
LV – 1053»

«Lituanie

Valstybės įmonė "Oro navigacija"
Rodūnės kelias 2,
LT-2023, Vilnius

Civilinės aviacijos administracija
Rodūnės kelias 2,
LT-2023, Vilnius»

«Hongrie

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
(Ministère de l'économie et des transports)
Légügyi Főigazgatóság
(Direction générale de l'aviation civile)
H-1400 Budapest
Pf. 87

HungaroControl Magyar Légiforgalmi Szolgálat
(HungaroControl Services hongrois de la navigation aérienne)
H-1675 Budapest/Ferihegy
Pf. 80»

«Malte

Services maltais du trafic aérien Ltd.
Kaxxa Postali 1
Ajruport Internazzjonali ta' Malta
Luqa LQA 05»

«Pologne

Entreprise publique aéroportuaire polonaise
Agence polonaise du trafic aérien
ul. Żwirki i Wigury 1
00-906 Warszawa»

«Slovénie

Ministrstvo za promet
(Ministère des transports)
Uprava Republike Slovenije za civilno letalstvo
(Administration de l'aviation civile de la République de Slovénie)
Kotnikova 19 a
SI-1000 Ljubljana»

«Slovaquie

Letové prevádzkové služby SR, š.p. Bratislava
Services du trafic aérien de la République slovaque)
Letisko M. R. Štefánika
823 07 Bratislava».

3. 32002 L 0030: Directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté (JO L 85 du 28.3.2002, p. 40).

À l'annexe I, la mention ci-après est ajoutée:

«Port lotniczy Łódź – Lublinek».

9. **FISCALITÉ**

1. 31969 L 0335: Directive 69/335/CEE du Conseil du 17 juillet 1969 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux (JO L 249 du 3.10.1969, p. 25), modifiée par:

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31973 L 0079: Directive 73/79/CEE du Conseil du 9.4.1973 (JO L 103 du 18.4.1973, p. 13),

— 31974 L 0553: Directive 74/553/CEE du Conseil du 7.11.1974 (JO L 303 du 13.11.1974, p. 9),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31985 L 0303: Directive 85/303/CEE du Conseil du 10.6.1985 (JO L 156 du 15.6.1985, p. 23),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 1994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 3, paragraphe 1, point a), le texte suivant est ajouté:

«les sociétés de droit tchèque, dénommées:

— "akciová společnost"

— "komanditní společnost"

— "společnost s ručením omezeným";

les sociétés de droit chypriote, dénommées:

— "εταιρείες περιορισμένης ευθύνης";

les sociétés de droit letton, dénommées:

— "kapitālsabiedrība";

les sociétés de droit hongrois, dénommées:

— "Részvénytársaság"

— "Korlátolt felelősségű társaság";

les sociétés de droit maltais, dénommées:

— "Kumpaniji ta' Responsabilità Limitata"

— "Soċjetajiet en commandite li l-kapital tagħhom maqsum f'azzjonijiet";

les sociétés de droit polonais, dénommées:

— "spółka akcyjna"

— "spółka z ograniczoną odpowiedzialnością";

les sociétés de droit slovène, dénommées:

— "delniška družba"

— "komanditna delniška družba"

— "družba z omejeno odgovornostjo";

les sociétés de droit slovaque, dénommées:

— "akciová spoločnosť"

— "spoločnosť s ručením obmedzeným"

— "komanditná spoločnosť"».

2. 31976 L 0308: Directive 76/308/CEE du Conseil du 15 mars 1976 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certains prélèvements, droits de douane, taxes et d'autres mesures (JO L 73 du 19.3.1976, p. 18), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31979 L 1071: Directive 79/1071/CEE du Conseil du 6.12.1979 (JO L 331 du 27.12.1979, p. 10),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31992 L 0108: Directive 92/108/CEE du Conseil du 14.12.1992 (JO L 390 du 31.12.1992, p. 124),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32001 L 0044: Directive 2001/44/CE du Conseil du 15.6.2001 (JO L 175 du 28.6.2001, p. 17).

À l'article 3, sixième tiret, le texte suivant est ajouté:

«à Malta: Taxxa fuq Dokumenti u Trasferimenti

en Slovénie: i) davek od prometa zavarovalnih poslov

ii) požarna taksa».

3. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires-Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), telle que modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 95),

— 31980 L 0368: Directive 80/368/CEE du Conseil du 26.3.1980 (JO L 90 du 3.4.1980, p. 1).

— 31984 L 0386: Directive 84/386/CEE du Conseil du 31.7.1984 (JO L 208 du 3.8.1984, p. 58).

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 167),

— 31989 L 0465: Directive 89/465/CEE du Conseil du 18.7.1989 (JO L 226 du 3.8.1989, p. 21),

— 31991 L 0680: Directive 91/680/CEE du Conseil du 16.12.1991 (JO L 376 du 31.12.1991, p. 1).

— 31992 L 0077: Directive 92/77/CEE du Conseil du 19.10.1992 (JO L 316 du 31.10.1992, p. 1).

— 31992 L 0111: Directive 92/111/CEE du Conseil du 14.12.1992 (JO L 384 du 30.12.1992, p. 47).

— 31994 L 0004: Directive 94/4/CE du Conseil du 14.2.1994 (JO L 60 du 3.3.1994, p. 14).

— 31994 L 0005: Directive 94/5/CE du Conseil du 14.2.1994 (JO L 60 du 3.3.1994, p. 16).

— 31994 L 0076: Directive 94/76/CE du Conseil du 22.12.1994 (JO L 365 du 31.12.1994, p. 53).

— 31995 L 0007: Directive 95/7/CE du Conseil du 10.4.1995 (JO L 102 du 5.5.1995, p. 8).

— 31996 L 0042: Directive 96/42/CE du Conseil du 25.6.1996 (JO L 170 du 9.7.1996, p. 34).

— 31996 L 0095: Directive 96/95/CE du Conseil du 20.12.1996 (JO L 338 du 28.12.1996, p. 89).

— 31998 L 0080: Directive 98/80/CE du Conseil du 12.10.1998 (JO L 281 du 17.10.1998, p. 31).

— 31999 L 0049: Directive 1999/49/CE du Conseil du 25.5.1999 (JO L 139 du 2.6.1999, p. 27).

— 31999 L 0059: Directive 1999/59/CE du Conseil du 17.6.1999 (JO L 162 du 26.6.1999, p. 63).

— 31999 L 0085: Directive 1999/85/CE du Conseil du 22.10.1999 (JO L 277 du 28.10.1999, p. 34).

— 32000 L 0017: Directive 2000/17/CE du Conseil du 30.3.2000 (JO L 84 du 5.4.2000, p. 24).

— 32000 L 0065: Directive 2000/65/CE du Conseil du 17.10.2000 (JO L 269 du 21.10.2000, p. 44).

— 32001 L 0004: Directive 2001/4/CE du Conseil du 19.1.2001 (JO L 22 du 24.1.2001, p. 17).

— 32001 L 0115: Directive 2001/115/CE du Conseil du 20.12.2001 (JO L 15 du 17.1.2002, p. 24),

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) L'article suivant est inséré après l'article 24:

«*Article 24* bis

En mettant en œuvre l'article 24, paragraphes 2 à 6, les États membres ci-après peuvent octroyer une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à la contre-valeur en monnaie nationale de:

— en République tchèque: 35 000 EUR;

— en Estonie: 16 000 EUR;

— à Chypre: 15 600 EUR;

— en Lettonie: 17 200 EUR;

— en Lituanie: 29 000 EUR;

— en Hongrie: 35 000 EUR;

— Malte: 37 000 EUR lorsque l'activité économique consiste principalement en la fourniture de biens. 24 300 EUR lorsque l'activité économique consiste principalement en la fourniture de services ayant une valeur ajoutée faible (intrants élevés) et 14 600 EUR dans d'autres cas, à savoir des fournisseurs de services ayant une valeur ajoutée élevée (intrants faibles);

— en Pologne: 10 000 EUR;

— en Slovénie: 25 000 EUR;

— en Slovaquie: 35 000 EUR.

Ces exonérations n'ont aucun effet sur les ressources propres dont l'assiette devra être rétablie conformément au règlement (CEE, Euratom) nº 1553/89 du Conseil concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (*).

(*) JO L 155 du 7.6.1989, p. 9. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) nº 1026/1999 du Conseil (JO L 126 du 20.5.1999, p. 1).»

b) L'intitulé du TITRE XVI *quater* est remplacé par le texte suivant:

«TITRE XVI *quater*

Mesures de transition applicables dans le cadre de l'adhésion à l'Union européenne de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède le 1er janvier 1995, ainsi que de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie le 1er mai 2004».

c) Au TITRE XVI *quater*, article 28 *septdecies*, paragraphe 1, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— "nouveaux États membres": le territoire des États membres ayant adhéré à l'Union européenne le 1er janvier 1995 et le 1er mai 2004, tel que défini pour chacun de ces États membres à l'article 3 de la présente directive,».

d) Au TITRE XVI *quater*, l'article 28 *septdecies*, paragraphe 7, le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Cette condition est réputée remplie dans les cas suivants:

— pour l'Autriche, la Finlande et la Suède, lorsque la date de première mise en service du moyen de transport est antérieure au 1er janvier 1987;

— pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, lorsque la date de première mise en service du moyen de transport est antérieure au 1er mai 1996;

— lorsque le montant de la taxe qui serait due au titre de l'importation est insignifiant.».

4. 31977 L 0799: Directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs et indirects (JO L 336 du 27.12.1977, p. 15), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31979 L 1070: Directive 79/1070/CEE du Conseil du 6.12.1979 (JO L 331 du 27.12.1979, p. 8),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31992 L 0012: Directive 92/12/CEE du Conseil du 25.2.1992 (JO L 76 du 23.3.1992, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 1er, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«en République tchèque:

Daně z příjmů

Daň z nemovitostí

Daň dědická, daň darovací a daň z převodu nemovitostí

Daň z přidané hodnoty

Spotřební daně

en Estonie:

Tulumaks

Sotsiaalmaks

Maamaks

à Chypre:

Φόρος Εισοδήματος

Έκτακτη Εισφορά για την Άμυνα της Δημοκρατίας

Φόρος Κεφαλαιουχικών Κερδών

Φόρος Ακίνητης Ιδιοκτησίας

en Lettonie:

iedzīvotāju ienākuma nodoklis

nekustamā īpašuma nodoklis

uzņēmumu ienākuma nodoklis

en Lituanie:

Gyventojų pajamų mokestis

Pelno mokestis

Įmonių ir organizacijų nekilnojamojo turto mokestis

Žemės mokestis

Mokestis už valstybinius gamtos išteklius

Mokestis už aplinkos teršimą

Naftos ir dujų išteklių mokestis

Paveldimo turto mokestis

en Hongrie:

Személyi jövedelemadó

Társasági adó

Osztalékadó

Általános forgalmi adó

Jövedéki adó

Építményadó

Telekadó

à Malte:

Taxxa fuq l-*income*

en Pologne:

Podatek dochodowy od osób prawnych

Podatek dochodowy od osób fizycznych

Podatek od czynności cywilnopranych

en Slovénie:

Dohodnina

Davki občanov

Davek od dobička pravnih oseb

Posebni davek na bilančno vsoto bank in hranilnic

en Slovaquie:

daň z príjmov fyzických osôb

daň z príjmov právnických osôb

daň z dedičstva

daň z darovania

daň z prevodu a prechodu nehnuteľností

daň z nehnuteľností

daň z pridanej hodnoty

spotrebné dane».

b) À l'article 1er, paragraphe 5, le texte suivant est ajouté:

«en République tchèque:

Ministr financí ou un représentant autorisé

en Estonie:

Rahandusminister ou un représentant autorisé

à Chypre:

Υπουργός Οικονομικών ou un représentant autorisé

en Lettonie:

Finanšu ministrs ou un représentant autorisé

en Lituanie:

Finansų ministras ou un représentant autorisé

en Hongrie:

A pénzügyminiszter ou un représentant autorisé

à Malte:

Il-Ministru responsabbli għall-Finanzi ou un représentant autorisé

en Pologne:

Minister Finansów ou un représentant autorisé

en Slovénie:

Minister za financií ou un représentant autorisé

en Slovaquie:

Minister financií ou un représentant autorisé».

5. 31979 L 1072: Huitième directive 79/1072/CEE du Conseil du 6 décembre 1979 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis non établis à l'intérieur du pays (JO L 331 du 27.12.1979, p. 11), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31986 L 0560: Treizième directive 86/560/CEE du Conseil du 17.11.1986 (JO L 326 du 21.11.1986, p. 40),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'annexe C, point D, le texte suivant est ajouté:

«— République tchèque: Finanční úřad pro Prahu 1

— Estonie: Maksuamet

— Chypre: Υπουργείο Οικονομικών, Τμήμα Τελωνείων, Υπηρεσία Φ.Π.Α.

— Lettonie: Valsts ieņēmumu dienesta Lielo nodokļu maksātāju pārvalde

— Lituanie: Vilniaus apskrities valstybinė mokesčių inspekcija

— Hongrie: Adó- és Pénzügyi Ellenőrzési Hivatal

— Malte: Id-Dipartiment tat-Taxxa fuq il-Valur Miżjud fil-Ministeru tal-Finanzi

— Pologne: Drugi Urząd Skarbowy Warszawa Śródmieście

— Slovénie: Davčni urad Ljubljana;

— Slovaquie: Daňový úrad Bratislava I».

b) À l'annexe C, point I, le texte suivant est ajouté:

«CZK …

EEK …

CYP …

LVL …

LTL …

HUF …

MTL …

PLN …

SIT …

SKK …»

c) À l'annexe C, point I, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«CZK …

EEK …

CYP …

LVL …

LTL …

HUF …

MTL …

PLN …

SIT …

SKK …»

6. 31983 L 0182: Directive 83/182/CEE du Conseil du 28 mars 1983 relative aux franchises fiscales applicables à l'intérieur de la Communauté en matière d'importation temporaire de certains moyens de transport (JO L 105 du 23.4.1983, p. 59), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31991 L 0680: Directive 91/680/CEE du Conseil du 16.12.1991 (JO L 376 du 31.12.1991, p. 1),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

L'annexe est complétée comme suit:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

— Silniční daň

CHYPRE

— Ο περί Τελωνειακών Δασμών και Φόρων Καταναλώσεως Νόμος

— Ο περί Μηχανοκινήτων Οχημάτων και Τροχαίας Κινήσεως Νόμος του 1972, όπως τροποποιήθηκε

— Οι περί Μηχανοκινήτων Οχημάτων και Τροχαίας Κινήσεως Κανονισμοί του 1984, όπως τροποποιήθηκαν

LETTONIE

— akcīzes nodoklis (likums "Par akcīzes nodokli", pieņemts 1999. gada 25. novembrī)

— transportlīdzekļu ikgadējā nodeva (likums "Par transportlīdzekļu ikgadējo nodevu", pieņemts 2001. gada 22. novembrī)

LITUANIE

— Prekių apyvartos mokestis ((Žin., 2002, Nr. 56-2229).

MALTE

— Dazju tas-Sisa fuq Vetturi bil-Mutur (Att dwar Taxxa tar- Reġistrazzjoni tal-Vetturi bil-Mutur, Kap. 368)

SLOVÉNIE

— Davki od prometa motornih vozil (Zakon o davkih na motorna vozila, Ur.l. RS, št. 52/99);

SLOVAQUIE

— Zákon o cestnej dani».

7. 31990 L 0434: Directive 90/434/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents (JO L 225 du 20.8.1990, p. 1), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 3, point c), le texte suivant est ajouté:

«— Daň z příjmů právnických osob en République tchèque,

— Tulumaks en Estonie,

— Φόρος Εισοδήματος à Chypre,

— uzņēmumu ienākuma nodoklis en Lettonie,

— Pelno mokestis en Lituanie,

— Társasági adó en Hongrie,

— Taxxa fuq l-*income* dhul à Malte,

— Podatek dochodowy od osób prawnych en Pologne,

— Davek od dobička pravnih oseb en Slovénie,

— Daň z príjmov právnických osôb en Slovaquie».

b) L'annexe est complétée comme suit:

«p) les sociétés de droit tchèque, dénommées: "akciová společnost", "společnost s ručením omezeným";

q) les sociétés de droit estonien, dénommées: "täisühing", "usaldusühing", "osaühing", "aktsiaselts", "tulundusühistu";

r) en vertu du droit chypriote: "εταιρείες", telles que définies dans la loi concernant l'impôt sur le revenu;

s) les sociétés de droit letton, dénommées: "akciju sabiedrība", "sabiedrība ar ierobežotu atbildību";

t) les sociétés constituées selon le droit lituanien;

u) les sociétés de droit hongrois, dénommées: "közkereseti társaság", "betéti társaság", "közös vállalat", "korlátolt felelősségű társaság", "részvénytársaság", "egyesülés", "közhasznú társaság", "szövetkezet";

v) les sociétés de droit maltais, dénommées: "Kumpaniji ta' Responsabilita' Limitata", "Soċjetajiet en commandite li l-kapital tagħhom maqsum f'azzjonijiet";

w) les sociétés de droit polonais, dénommées: "spółka akcyjna", "spółka z ograniczoną odpowiedzialnością";

x) les sociétés de droit slovène, dénommées: "delniška družba", " komanditna družba", "družba z omejeno odgovornostjo";

y) les sociétés de droit slovaque, dénommées: "Akciová spoločnosť", "Spoločnosť s ručením obmedzeným", "Verejná obchodná spoločnosť", "Komanditná spoločnosť".».

8. 31990 L 0435: Directive 90/435/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents (JO L 225 du 20.8.1990, p. 6), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 2, point c), le texte suivant est ajouté:

«— Daň z příjmů právnických osob en République tchèque

— Tulumaks en Estonie

— Φόρος Εισοδήματος à Chypre

— uzņēmumu ienākuma nodoklis en Lettonie

— Pelno mokestis en Lituanie

— Társasági adó, osztalékadó en Hongrie

— Taxxa fuq l-*income* à Malte

— Podatek dochodowy od osób prawnych en Pologne

— Davek od dobička pravnih oseb en Slovénie

— daň z príjmov právnických osôb en Slovaquie».

b) À l'annexe, le texte suivant est ajouté:

«p) les sociétés de droit tchèque, dénommées: "akciová společnost", "společnost s ručením omezeným";

q) les sociétés de droit estonien, dénommées: "täisühing", "usaldusühing", "osaühing", "aktsiaselts", "tulundusühistu";

r) en vertu du droit chypriote: "εταιρείες" telles que définies dans la loi concernant l'impôt sur le revenu;

s) les sociétés de droit letton, dénommées: "akciju sabiedrība", "sabiedrība ar ierobežotu atbildību";

t) les sociétés constituées selon le droit lituanien;

u) les sociétés de droit hongrois dénommées: "közkereseti társaság", "betéti társaság", "közös vállalat", "korlátolt felelősségű társaság", "részvénytársaság", "egyesülés", "szövetkezet";

v) les sociétés de droit maltais, dénommées: "Kumpaniji ta' Responsabilita' Limitata", "Soċjetajiet en commandite li l-kapital tagħhom maqsum f'azzjonijiet";

w) les sociétés de droit polonais, dénommées: "spółka akcyjna", "spółka z ograniczoną odpowiedzialnością";

x) les sociétés de droit slovène, dénommées: "delniška druba", "komanditna družba", "družba z omejeno odgovornostjo";

y) les sociétés de droit slovaque, dénommées: "akciová spoločnosť", "spoločnosť s ručením obmedzeným", "komanditná spoločnosť".».

9. 31992 L 0083: Directive 92/83/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcooliques (JO L 316 du 31.10.1992, p. 21).

À l'article 22, le texte suivant est ajouté:

«6. La République tchèque peut appliquer un taux d'accises réduit d'au moins 50 % du taux national normal de l'accise sur l'alcool éthylique, sur l'alcool éthylique produit par des distilleries de fruiticulteurs produisant chaque année plus de 10 hectolitres d'alcool éthylique à partir de fruits qui leur sont fournis par des ménages de fruiticulteurs. L'application du taux réduit est limitée à 30 litres d'alcool de fruits par an et par ménage de fruiticulteurs, destinés exclusivement à leur consommation personnelle.».

«7. La Slovaquie et la Hongrie peuvent appliquer un taux d'accises réduit, d'au moins 50 % du taux national normal de l'accise sur l'alcool éthylique, sur l'alcool éthylique produit par des distilleries de fruiticulteurs produisant chaque année plus de 10 hectolitres d'alcool éthylique à partir de fruits qui leur sont fournis par des ménages de fruiticulteurs. L'application du taux réduit est limitée à 50 litres d'alcool de fruits par an et par ménage de fruiticultureurs, destinés exclusivement à leur consommation personnelle. La Commission réexaminera ce régime en 2015 et soumettra un rapport au Conseil sur les modifications éventuelles».

10. 31992 R 2719: règlement (CEE) n° 2719/92 de la Commission du 11 septembre 1992 relatif au document administratif d'accompagnement lors de la circulation en régime de suspension des produits soumis à accises (JO L 276 du 19.9.1992, p. 1), modifié par:

— 31993 R 2225: règlement (CEE) n° 2225/93 de la Commission du 27.7.1993 (JO L 198 du 7.8.1993, p. 5).

a) À l'article 2 bis, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Le document d'accompagnement établi conformément au paragraphe 1 comporte, dans la partie de la case 24 réservée à la signature de l'expéditeur, l'une des mentions suivantes:

— Dispensa de firma

— Podpis prominut

— Fritaget for underskrift

— Freistellung von der Unterschriftsleistung

— Allkirjanõudest loobutud

— Δεν απαιτείται υπογραφή

— Signature waived

— Dispense de signature

— Dispensa dalla firma

— Derīgs bez paraksta

— Parašo nereikalaujama

— Aláírás alól mentesítve

— Firma mhux meħtieġa

— Van ondertekening vrijgesteld

— Z pominięciem podpisu

— Dispensa de assinatura

— Podpis sa nevyžaduje

— Opustitev podpisa».

b) Dans les notes explicatives de l'annexe I, au point 2, case 12, la liste des abréviations est remplacée par la liste ci-après:

«BE Belgium

CZ Czech Republic

DK Denmark

DE Germany

EE Estonia

GR Greece

ES Spain

FR France

IE Ireland

IT Italy

CY Cyprus

LV Latvia

LT Lithuania

LU Luxembourg

HU Hungary

MT Malta

NL Netherlands

AT Austria

PL Poland

PT Portugal

SI Slovenia

SK Slovakia

FI Finland

SE Sweden

GB United Kingdom».

10. **STATISTIQUES**

1. 31975 R 2782: Règlement (CEE) nº 2782/75 du Conseil du 29 octobre 1975 concernant la production et la commercialisation des œufs à couver et des poussins de volailles de basse-cour (JO L 282 du 1.11.1975, p. 100), modifié par:

— 31980 R 3485: Règlement (CEE) nº 3485/80 du Conseil du 22.12.1980 (JO L 365 du 31.12.1980, p. 1),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 R 3791: Règlement (CEE) nº 3791/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 367 du 31.12.1985, p. 6),

— 31986 R 3494: Règlement (CEE) nº 3494/86 du Conseil du 13.11.1986 (JO L 323 du 18.11.1986, p. 1),

— 31987 R 3987: Règlement (CEE) nº 3987/87 de la Commission du 22.12.1987 (JO L 376 du 31.12.1987, p. 20),

— 31991 R 1057: Règlement (CEE) nº 1057/91 de la Commission du 26.4.1991 (JO L 107 du 27.4.1991, p. 11),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 R 2916: Règlement (CE) nº 2916/95 de la Commission du 18.12.1995 (JO L 305 du 19.12.1995, p. 49).

a) À l'article 5, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«násadová vejce, haudemunad, inkubējamas olas, kiaušiniai perinimui, keltetőtojás, bajd tat-tifqis, jaja wylęgowe; valilna jajca, násadové vajcia».

b) À l'article 6, la première phrase est complétée comme suit:

«líhnutí, haue, inkubācija, perinimas, keltetésre, tifqis, do wylęgu, valjenje, liahnutie.».

2. 31977 R 1868: Règlement (CEE) nº 1868/77 de la Commission du 29 juillet 1977 portant modalités d'application du règlement (CEE) nº 2782/75 concernant la production et la commercialisation des œufs à couver et des poussins de volailles de basse-cour (JO L 209 du 17.8.1977, p. 1), modifié par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31985 R 3759: Règlement (CEE) nº 3759/85 de la Commission du 23.12.1985 (JO L 356 du 31.12.1985, p. 64),

— 31987 R 1351: Règlement (CEE) nº 1351/87 de la Commission du 15.5.1987 (JO L 127 du 16.5.1987, p. 18),

— 31990 R 2773: Règlement (CEE) nº 2773/90 de la Commission du 27.9.1990 (JO L 267 du 29.9.1990, p. 25),

— 31994 R 3239: Règlement (CE) nº 3239/94 de la Commission du 21.12.1994 (JO L 338 du 28.12.1994, p. 48).

a) À l'article 1er, paragraphe 1, la mention suivante est insérée entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«CZ pour la République tchèque»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EE pour l'Estonie»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CY pour Chypre

LV pour la Lettonie

LT pour la Lituanie»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HU pour la Hongrie

MT pour Malte»

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«PL pour la Pologne»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SI pour la Slovénie

SK pour la Slovaquie»

b) À l'annexe II, la note 1 du tableau est complétée comme suit:

«République tchèque: une seule région,

Estonie: une seule région,

Chypre: une seule région,

Lettonie: une seule région,

Lituanie: une seule région,

Hongrie: une seule région,

Malte: une seule région,

Pologne: une seule région,

Slovénie: une seule région,

Slovaquie: une seule région».

3. 31979 R 0357: Règlement (CEE) nº 357/79 du Conseil du 5 février 1979 concernant les enquêtes statistiques sur les superficies viticoles (JO L 54 du 5.3.1979, p. 124), modifié par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31980 R 1992: Règlement (CEE) nº 1992/80 du Conseil du 22.7.1980 (JO L 195 du 29.7.1980, p. 10),

— 31981 R 3719: Règlement (CEE) nº 3719/81 du Conseil du 21.12.1981 (JO L 373 du 29.12.1981, p. 5),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) nº 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31986 R 0490: Règlement (CEE) nº 490/86 du Conseil du 25.2.1986 (JO L 54 du 1.3.1986, p. 22),

— 31990 R 3570: Règlement (CEE) nº 3570/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 8),

— 31993 R 3205: Règlement (CE) nº 3205/93 du Conseil du 16.11.1993 (OJ L 289 du 24.11.1993, p. 4),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31998 R 2329: Règlement (CE) nº 2329/98 du Conseil du 22.10.1998 (JO L 291 du 30.10.1998, p. 2).

a) À l'article 4, paragraphe 3, le texte suivant est inséré après «pour l'Italie, les provinces»:

«— pour la République tchèque, la Hongrie, Malte, la Slovénie, la Slovaquie, les régions visées en annexe,»

b) À l'annexe, le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

1. Pražská
2. Mělnická
3. Roudnická
4. Žernosecká
5. Mostecká
6. Čáslavská
7. Brněnská
8. Bzenecká
9. Mikulovská
10. Mutěnická
11. Velkopavlovická
12. Znojemská
13. Strážnická

14. Kyjovská

15. Uherskohradišťská

16. Podluží

HONGRIE:

1. Alföldi szőlőtermő táj

2. Észak-Dunántúli szőlőtermő táj

3. Dél-Dunántúli szőlőtermő táj

4. Észak-Magyarországi szőlőtermő táj

MALTE

1. Malta

2. Gozo et Comino

SLOVÉNIE

1. ljutomersko-ormoški vinorodni okoliš

2. mariborski vinorodni okoliš

3. radgonsko-kapelski vinorodni okoliš

4. šmarsko-virštajnski vinorodni okoliš

5. vinorodni okoliš Haloze

6. prekmurski vinorodni okoliš

7. vinorodni okoliš Srednje Slovenske gorice

8. bizeljsko-sremiški vinorodni okoliš

9. vinorodni okoliš Bela krajina

10. vinorodni okoliš Dolenjska

11. koprski vinorodni okoliš

12. vinorodni okoliš Goriška Brda

13. vinorodni okoliš Kras

14. vinorodni okoliš Vipavska dolina

SLOVAQUIE

1. Malokarpatská vinohradnícka oblasť

2. Južnoslovenská vinohradnícka oblasť

3. Stredoslovenská vinohradnícka oblasť

4. Nitrianska vinohradnícka oblasť

5. Východoslovenská vinohradnícka oblasť

6. Tokajská vinohradnícka oblasť»

4. 31980 L 1119: Directive 80/1119/CEE du Conseil du 17 novembre 1980 relative au relevé statistique des transports de marchandises par voies navigables intérieures (JO L 339 du 15.12.1980, p. 30), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne:

«République tchèque

Praha

Střední Čechy

Jihozápad

Severozápad

Severovýchod

Jihovýchod

Střední Morava

Moravskoslezsko»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Lettonie

Latvija

Lituanie

Lietuva»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie

Közép-Magyarország

Közép-Dunántúl

Nyugat-Dunántúl

Dél-Dunántúl

Észak-Magyarország

Észak-Alföld

Dél-Alföld»

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne

Dolnośląskie

Kujawsko-pomorskie

Lubelskie

Lubuskie

Łódzkie

Małopolskie

Mazowieckie

Opolskie

Podkarpackie

Podlaskie

Pomorskie

Śląskie

Świętokrzyskie

Warmińsko-mazurskie

Wielkopolskie

Zachodniopomorskie»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovaquie

Bratislavský kraj

Západné Slovensko

Stredné Slovensko

Východné Slovensko»

b) À l'annexe III:

«1) la liste au point "I. Pays des Communautés européennes" est remplacée par la suivante:

01. Belgique

02. République tchèque

03. Danemark

04. Allemagne

05. Estonie

06. Grèce

07. Espagne

08. France

09. Irlande

10. Italie

11. Chypre

12. Lettonie

13. Lituanie

14. Luxembourg

15. Hongrie

16. Malte

17. Pays-Bas

18. Autriche

19. Pologne

20. Portugal

21. Slovénie

22. Slovaquie

23. Finlande

24. Suède

25. Royaume-Uni

2) l'entrée relative à la Suisse au point "II" est renumérotée et devient le point 26

3) la liste au point "IV. Pays à commerce d'État" est remplacée par la suivante:

27. CEI

28. Roumanie

29. Bulgarie

30. République fédérale de Yougoslavie

4) les mentions aux points V, VI et VII sont renumérotées et deviennent les points 31, 32 et 33.»

c) À l'annexe IV, dans les tableaux 7(A), 7(B), 8(A) et 8(B), le titre «EUR 15» est remplacé par «EUR 25».

d) À l'annexe IV, tableaux 10(A) et 10(B):

— dans la colonne de gauche, le titre «EUR 15» est remplacé par «EUR 25», et la liste figurant sous ce titre est remplacée par la suivante:

«Belgique

République tchèque

Danemark

Allemagne

Estonie

Grèce

Espagne

France

Irlande

Italie

Chypre

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Hongrie

Malte

Pays-Bas

Autriche

Pologne

Portugal

Slovénie

Slovaquie

Finlande

Suède

Royaume-Uni»

— la liste des pays à commerce d'État est remplacée par la suivante:

«CEI

Roumanie

Bulgarie

République fédérale de Yougoslavie».

5. 31980 L 1177: Directive 80/1177/CEE du Conseil du 4 décembre 1980 relative au relevé statistique des transports de marchandises par chemin de fer dans le cadre d'une statistique régionale (JO L 350 du 23.12.1980, p. 23), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'article 1er, paragraphe 2, point a), le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«ČD: České dráhy»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ER: Eesti Raudtee

E: Edelaraudtee»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«LDz: Latvijas Dzelzceļš

LG: Lietuvos geležinkeliai»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MÁV Rt.: Magyar Államvasutak Részvénytársaság

GySEV Rt.: Győr-Sopron-Ebenfurti Vasút Részvénytársaság»

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«PKP: Polskie Koleje Państwowe»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SŽ: Slovenske železnice

ŽSR: Železnice Slovenskej republiky;

ŽSSK: Železničná spoločnosť, a. s.;»

b) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque

Praha

Střední Čechy

Jihozápad

Severozápad

Severovýchod

Jihovýchod

Střední Morava

Moravskoslezsko»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie

Eesti»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Lettonie

Rīga

Vidzeme

Kurzeme

Zemgale

Latgale

Lituanie

Lietuva»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie

Közép-Magyarország

Közép-Dunántúl

Nyugat-Dunántúl

Dél-Dunántúl

Észak-Magyarország

Észak-Alföld

Dél-Alföld»

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne

Dolnośląskie

Kujawsko-pomorskie

Lubelskie

Lubuskie

Łódzkie

Małopolskie

Mazowieckie

Opolskie

Podkarpackie

Podlaskie

Pomorskie

Śląskie

Świętokrzyskie

Warmińsko-mazurskie

Wielkopolskie

Zachodniopomorskie»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovenija

Slovenija

Slovaquie

Bratislavský kraj

Západné Slovensko

Stredné Slovensko

Východné Slovensko».

c) À l'annexe III,

1) la liste au point «I. Communautés européennes» est remplacée par la suivante:

«01. Belgique

02. République tchèque

03. Danemark

04. Allemagne

05. Estonie

06. Grèce

07. Espagne

08. France

09. Irlande

10. Italie

11. Chypre

12. Lettonie

13. Lituanie

14. Luxembourg

15. Hongrie

16. Malte

17. Pays-Bas

18. Autriche

19. Pologne

20. Portugal

21. Slovénie

22. Slovaquie

23. Finlande

24. Suède

25. Royaume-Uni».

2) la liste des «pays tiers» est remplacée par la suivante:

«26. Suisse

27. République fédérale de Yougoslavie

28. Turquie

29. Norvège

30. CEI

31. Roumanie

32. Bulgarie

33. Pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient

34. Autres pays.»

6. 31990 R 0837: Règlement (CEE) nº 837/90 du Conseil du 26 mars 1990 concernant les informations statistiques à fournir par les États membres sur la production de céréales (JO L 88 du 3.4.1990 p. 1), modifié par:

— 31990 R 3570: Règlement (CEE) nº 3570/90 du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 8),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31995 R 2197: Règlement (CE) nº 2197/95 de la Commission du 18.9.1995 (JO L 221 du 19.9.1995, p. 2).

Le texte suivant est inséré dans le tableau de l'annexe III entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«Česká republika	kraje – NUTS 3»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Eesti	—»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Κύπρος	—
Latvija	régions NUTS 3
Lietuva	comtés NUTS 3»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Magyarország	tervezési-statisztikai régiók
Malta	NUTS 2»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Polska	16 voivodships (NUTS 2)»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovenija	NUTS 2
Slovensko	NUTS 2».

7. 31991 D 0450: Décision 91/450/CEE, Euratom de la Commission du 26 juillet 1991 portant définition du territoire des États membres en vue de l'application de l'article 1er de la directive 89/130/CEE, Euratom du Conseil relative à l'harmonisation de l'établissement du produit national brut aux prix du marché (JO L 240 du 29.8.1991, p. 36).

Le texte suivant est ajouté à l'annexe:

a) entre les textes relatifs à la Belgique et au Danemark:

«Le territoire économique de la République tchèque comprend:

— le territoire de la République tchèque,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

b) entre les textes relatifs à l'Allemagne et à la Grèce:

«Le territoire économique de la République d'Estonie comprend:

— le territoire de la République d'Estonie,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

c) entre les textes relatifs à l'Italie et au Luxembourg:

«Le territoire économique de la République de Chypre comprend:

— le territoire de la République de Chypre,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.

Le territoire économique de la République de Lettonie comprend:

— le territoire de la République de Lettonie,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.

Le territoire économique de la République de Lituanie comprend:

— le territoire de la République de Lituanie,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

d) entre les textes relatifs au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Le territoire économique de la République de Hongrie comprend:

— le territoire de la République de Hongrie,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.

Le territoire économique de la République de Malte comprend:

— le territoire de la République de Malte,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

e) entre les textes relatifs à l'Autriche et au Portugal:

«Le territoire de la République de Pologne comprend:

— le territoire de la République de Pologne,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

f) entre les textes relatifs au Portugal et à la Finlande:

«Le territoire économique de la République de Slovénie comprend:

— le territoire de la République de Slovénie,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.

Le territoire économique de la République slovaque comprend:

— le territoire de la République slovaque,

— l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs,

— les enclaves territoriales – c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) – pour toutes les opérations autres que celles concernant la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur acquisition,

— les enclaves extraterritoriales – c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions communautaires européennes ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États – pour les seules opérations relatives à la propriété des terrains constituant l'enclave et des bâtiments existant sur ces terrains au moment de leur vente,

— les gisements de pétrole, de gaz naturel, etc. situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents.»

8. 31993 R 0959: Règlement (CEE) nº 959/93 du Conseil du 5 avril 1993 concernant les informations statistiques à fournir par les États membres sur les produits végétaux autres que les céréales (JO L 98 du 24.4.1993, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 R 2197: Règlement (CE) nº 2197/95 de la Commission du 18.9.1995 (JO L 221 du 19.9.1995, p. 2).

a) À l'annexe VI, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«Česká republika	kraje – NUTS 3»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Eesti	NUTS 2»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Κύπρος	—
Latvija	NUTS 3
Lietuva	NUTS 3»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Magyarország	tervezési-statisztikai régiók
Malte	NUTS 2»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Polska	NUTS 2»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovenija	NUTS 2
Slovensko	NUTS 2».

b) À l'annexe VIII, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
CZ	•	•	m	m	-	-	m	•	•	•	•	m	•	•	•	•	•	-	•	-	-	•	•	•	•	•	•	•	•	m	m	•

»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
EE	•	•	-	•	-	-	m	•	•	m	m	m	•	•	-	-	•	-	-	-	-	-	m	•	•	•	•	•	•	m	•	•

»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
CY	m	-	m	m	m	-	m	•	•	-	-	m	m	-	-	-	-	-	m	-	m	-	m	•	•	-	•	m	•	m	m	•

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
LV	•	•	-	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	-	-	•	-	-	-	-	-	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
LT	•	m	m	m	m	m	m	•	•	•	•	m	•	•	–	–	•	–	m	–	–	–	m	•	•	•	•	•	•	m	m	•

»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
HU	•	•	m	m	m	m	m	•	•	•	m	m	•	•	•	•	m	-	•	m	•	m	m	•	•	•	-	•	•	m	•	•

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
MT	m	-	-	m	-	-	-	•	•	-	-	•	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	•	•	-	-	-	•	•	-	-

»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
PL	•	•	•	•	•	•	m	•	•	•	•	•	•	•	m	m	•	-	•	m	•	m	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
SI	m	m	-	-	-	-	-	•	•	•	•	•	•	•	m	m	-	-	•	-	-	•	m	•	•	•	•	•	•	m	m	m

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
SK	•	•	m	m	-	-	m	•	•	•	•	-	•	•	•	•	m	-	m	-	m	m	m	•	•	•	•	•	•	m	m	m

».

9. 31993 R 2018: Règlement (CEE) nº 2018/93 du Conseil du 30 juin 1993 relatif à la communication de statistiques sur les captures et l'activité de pêche des États membres se livrant à la pêche dans l'Atlantique du Nord-Ouest (JO L 186 du 28.7.1993, p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 32001 R 1636: Règlement (CE) nº 1636/2001 de la Commission du 23.7.2001 (JO L 222 du 17.8.2001, p. 1).

À l'annexe V, le point e) est complété comme suit:

«Estonie	EST
Chypre	CYP
Lettonie	LVA
Lituanie	LTU
Malte	MLT
Pologne	POL
Slovénie	SVN».

10. 31994 D 0432: Décision 94/432/CE de la Commission du 30 mai 1994 établissant des dispositions d'application de la directive 93/23/CEE du Conseil en ce qui concerne les enquêtes statistiques sur le cheptel et la production du secteur porcin (JO L 179 du 13.7.1994, p. 22), modifiée par:

— 31995 D 0380: Décision 95/380/EC de la Commission du 18.9.1995 (JO L 228 du 23.9.1995, p. 25),

— 31999 D 0047: Décision 1999/47/CE de la Commission du 8.1.1999 (JO L 15 du 20.1.1999, p. 10),

— 31999 D 0547: Décision 1999/547/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 33).

a) À l'annexe I, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre:	–
Lettonie:	NUTS 2, 3
Lituanie:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie:	tervezési-statisztikai régiók
Malte:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne:	régions NUTS 2»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie:	NUTS 2
Slovaquie:	NUTS 2»

b) À l'annexe II, le texte suivant est ajouté à la note du tableau b):

«, SI».

11. 31994 D 0433: Décision 94/433/CE de la Commission du 30 mai 1994 établissant des dispositions d'application de la directive 93/24/CEE du Conseil en ce qui concerne les enquêtes statistiques sur le cheptel et la production du secteur bovin et modifiant ladite directive (JO L 179 du 13.7.1994, p. 27), modifiée par:

— 31995 D 0380: Décision 95/380/CE de la Commission du 18.9.1995 (JO L 228 du 23.9.1995, p. 25),

— 31999 D 0047: Décision 1999/47/CE de la Commission du 8.1.1999 (JO L 15 du 20.1.1999, p. 10),

— 31999 D 0547: Décision 1999/547/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 33).

a) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre:	—
Lettonie:	NUTS 2, 3
Lituanie:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie:	tervezési-statisztikai régiók
Malte:	NUTS 2, 3»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne:	régions NUTS 2»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie:	NUTS 2
Slovaquie:	NUTS 2».

b) À l'annexe III, le texte suivant est ajouté aux notes b) et c) du tableau:

«, SI».

12. 31994 D 0434: Décision 94/434/CE de la Commission du 30 mai 1994 établissant des dispositions d'application de la directive 93/25/CEE du Conseil en ce qui concerne les enquêtes statistiques sur le cheptel et la production du secteur des ovins et des caprins (JO L 179 du 13.7.1994, p. 33), modifiée par:

— 31995 D 0380: Décision 95/380/EC de la Commission du 18.9.1995 (JO L 228 du 23.9.1995, p. 25),

— 31999 D 0047: Décision 1999/47/EC de la Commission du 8.1.1999 (JO L 15 du 20.1.1999, p. 10).

a) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque:	régions selon les classifications NUTS 2 et 3»

et, entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie:	—»

et, entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre:	—
Lettonie:	régions NUTS 3:
	Rīga
	Vidzeme
	Kurzeme
	Zemgale
	Latgale
Lituanie:	—»

et, entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie:	— pour les ovins: tervezési-statisztikai régiók
	— pour les caprins: –
Malte:	régions NUTS 3:
	Malta
	Gozo et Comino»

et, entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Pologne:	Voivodships:
	Dolnośląskie
	Kujawsko-pomorskie
	Lubelskie
	Lubuskie
	Łódzkie
	Małopolskie
	Mazowieckie
	Opolskie
	Podkarpackie
	Podlaskie
	Pomorskie
	Śląskie
	Świętokrzyskie
	Warmińsko-mazurskie
	Wielkopolskie
	Zachodniopomorskie»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovénie	—
Slovaquie:	Bratislavský kraj
	Západné Slovensko
	Stredné Slovensko
	Východné Slovensko».

b) À l'annexe III, le texte suivant est ajouté aux notes de bas de page a), b) et c) du tableau 1:

«, SI».

c) À l'annexe III, le texte suivant est ajouté à la note de bas de page a) du tableau 2:

«, SI».

13. 31995 L 0057: Directive 95/57/CE du Conseil du 23 novembre 1995 concernant la collecte d'informations statistiques dans le domaine du tourisme (JO L 291 du 6.12.1995, p. 32).

À l'annexe, la liste «Total UNION EUROPÉENNE» sous le titre «VENTILATION EN ZONES GÉOGRAPHIQUES» est remplacée par la suivante:

«TOTAL UNION EUROPÉENNE (25)

Belgique

République tchèque

Danemark

Allemagne

Estonie

Grèce

Espagne

France

Irlande

Italie

Chypre

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Hongrie

Malte

Pays-Bas

Autriche

Pologne

Portugal

Slovénie

Slovaquie

Finlande

Suède

Royaume-Uni»

et la liste «TOTAL AUTRES PAYS EUROPÉENS (Pays AELE exclus)» est remplacée par la suivante:

«TOTAL AUTRES PAYS EUROPÉENS (Pays AELE exclus)

dont:

Turquie».

14. 31998 D 0385: Décision 98/385/CE de la Commission du 13 mai 1998 relative aux modalités d'application de la directive 95/64/CE du Conseil relative au relevé statistique des transports de marchandises et de passagers par mer (JO L 174 du 18.6.1998, p. 1), modifiée par:

— 32000 D 0363: Décision 2000/363/CE de la Commission du 28.4.2000 (JO L 132 du 5.6.2000, p. 1).

À l'annexe II, les mentions suivantes sont insérées entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
EE	0530	X	Kunda	EEKUN		X	
EE	0530	X	Miiduranna	EEMID		X	
EE	0530	X	Pärnu	EEPAR		X	
EE	0530	X	Tallinn	EETLL		X	
EE	0530	X	Vene-Balti	EEVEB		X	
			5	5	0	5	

»

et entre les mentions relatives à l'Italie et aux Pays-Bas:

«

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
CY	6000	X	Larnaka (Λάρνακα)	CYLCA			
CY	6000	X	Larnaka Oil Terminal (Σταθμός Πετρελαιοειδών Λάρνακας)	CYOIM		X	
CY	6000	X	Latsi (Λατσί)	CYLAT			
CY	6000	X	Lemesos (Λεμεσός)	CYLMS		X	
CY	6000	X	Moni Anchorage (Μονή)	CYMOI			

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
CY	6000	X	Pafos (Πάφος)	CYPFO			
CY	6000	X	Vasiliko (Βασιλικό)	CYVAS		X	
CY	6000	X	Zygi (Ζύγι)	CYZYY			
			8	8	0	3	

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
LV	0540	X	Rīga	LVRIX		X	
LV	0540	X	Venstpils	LVVNT		X	
LV	0540	X	Liepāja	LVLPX		X	
			3	3	0	3	
LT	0550	X	Klaipėdos valstybinis jūrų uostas	LTKLJ		X	
			1	1	0	1	

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
MT	0460	X	Valletta	MTVAL	X	X	X
MT	0460	X	Marsaxlokk	MTMAR	X	X	X
			2	2	2	2	

»

et entre les mentions relatives aux Pays-Bas et au Portugal:

«

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
PL	0600	X	Darłowo	PLDAR		X	
PL	0600	X	Elbląg	PLELB		X	
PL	0600	X	Gdańsk	PLGDN		X	
PL	0600	X	Gdynia	PLGDY		X	
PL	0600	X	Kołobrzeg	PLKOL		X	
PL	0600	X	Szczecin	PLSZZ		X	
PL	0600	X	Świnoujście	PLSWI		X	
PL	0600	X	Ustka	PLUST		X	
PL		X	Other – Poland	PL888			
			8	8	0	8	

»

et entre les mentions relatives au Portugal et au Royaume-Uni:

«

CTRY	MCA	MODIFIC.	PORT NAME	LOCODE	NAT. STAT. GROUP	STATISTICAL PORT	NATIONAL CODE
SI	0910	X	Koper	SIKOP	X	X	1
SI	0910	X	Izola	SIIZO	X	X	2
SI	0910	X	Piran	SIPIR	X	X	3
			3	3	3	3	

».

15. 31998 R 1172: Règlement (CE) nº 1172/98 du Conseil du 25 mai 1998 relatif au relevé statistique des transports de marchandises par route (JO L 326 du 18.12.1999, p. 39) tel que modifié par le:

— 31999 R 2691: Règlement de la Commission (CE) nº 2691/1999 du 17.12.1999 (JO L 326 du 18.12.1999, p. 39).

a) À l'annexe G, le tableau des codes de pays au point a) est remplacé par le suivant:

«Nom du pays	Code
Belgique	BE
République tchèque	CZ
Danemark	DK
Allemagne	DE
Estonie	EE
Grèce	GR
Espagne	ES
France	FR
Irlande	IE
Italie	IT
Chypre	CY
Lettonie	LV
Lituanie	LT
Luxembourg	LU
Hongrie	HU
Malte	MT
Pays-Bas	NL
Autriche	AT
Pologne	PL
Portugal	PT
Slovénie	SI
Slovaquie	SK
Finlande	FI
Suède	SE
Royaume-Uni	UK»

b) À l'annexe G, les rubriques suivantes sont supprimées dans le tableau des codes de pays au point b):

«Cyprus	CY»
«Czech Republic	CZ»
«Estonia	EE»
«Hungary	HU»
«Lithuania	LT»
«Latvia	LV»
«Malta	MT»
«Poland	PL»
«Slovenia	SI»
«Slovakia	SK».

16. 31998 R 2702: Règlement (CE) nº 2702/98 de la Commission du 17 décembre 1998 relatif au format technique de transmission des statistiques structurelles sur les entreprises (JO L 344 du 18.12.1998, p. 102), modifié par:

— 32002 R 1614: Règlement (CE) nº 1614/2002 de la Commission du 6.9.2002 (JO L 244 du 12.9.2002, p. 7).

À l'annexe, le tableau du point 3.2 est remplacé par le suivant:

«Pays	Code
Belgique	BE
République tchèque	CZ
Danemark	DK
Allemagne	DE
Estonie	EE
Grèce	GR
Espagne	ES
France	FR
Irlande	IE
Italie	IT
Chypre	CY
Lettonie	LV

Lituanie	LT
Luxembourg	LU
Hongrie	HU
Malte	MT
Pays-Bas	NL
Autriche	AT
Pologne	PL
Portugal	PT
Slovénie	SI
Slovaquie	SK
Finlande	FI
Suède	SE
Royaume-Uni	UK
Islande	IS
Liechtenstein	LI
Norvège	NO
Suisse	CH»

17. 31999 R 1227: Règlement (CE) nº 1227/1999 de la Commission du 28 mai 1999 relatif au format technique de transmission des statistiques des services d'assurance (JO L 154 du 19.6.1999, p. 75).

a) À l'annexe, le tableau du point 3.3 est remplacé par le suivant:

«Pays	Code
Belgique	BE
République tchèque	CZ
Danemark	DK
Allemagne	DE
Estonie	EE
Grèce	GR
Espagne	ES
France	FR
Irlande	IE
Italie	IT
Chypre	CY
Lettonie	LV
Lituanie	LT
Luxembourg	LU
Hongrie	HU
Malte	MT
Pays-Bas	NL
Autriche	AT
Pologne	PL
Portugal	PT
Slovénie	SI
Slovaquie	SK
Finlande	FI
Suède	SE
Royaume-Uni	UK
Islande	IS
Liechtenstein	LI
Norvège	NO
Suisse	CH»

b) Les mentions suivantes sont insérées, dans le tableau du point 3.11 de l'annexe, entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«Česká republika	CZE»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Eesti	EST»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Κύπρος	CYP
Latvija	LVA
Lietuva	LTU»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Magyarország	HUN
Malte	MLT»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Polska	POL»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovenija	SVN
Slovensko	SVK».

18. 31999 R 1228: Règlement (CE) nº 1228/1999 de la Commission du 28 mai 1999 relatif aux séries de données devant être produites pour les statistiques des services d'assurance (JO L 154 du 19.6.1999, p. 91).

À l'annexe, la partie de tableau intitulée «Série 5F» et décrivant la «Ventilation géographique» est remplacée par le texte suivant:

Ventilation géographique par État membre		
«Ventilation géographique	1. Belgique/België 2. Česká republika 3. Danmark 4. Deutschland 5. Eesti 6. Ελλάδα 7. España 8. France 9. Ireland 10. Italia 11. Κύπρος 12. Latvija 13. Lietuva 14. Luxembourg 15. Magyarország 16. Malte 17. Nederland 18. Österreich 19. Polska 20. Portugal 21. Slovenija 22. Slovensko 23. Suomi/Finland 24. Sverige 25. United Kingdom 26. Island 27. Liechtenstein 28. Norge 29. Schweiz/Suisse/Svizzera».	

19. 32000 D 0115: Décision 2000/115/CE de la Commission du 24 novembre 1999 concernant les définitions des caractéristiques, la liste des produits agricoles, les exceptions aux définitions ainsi que les régions et circonscriptions pour les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles (JO L 38 du 12.2.2000, p. 1), modifiée par:

— 32002 R 1444: Règlement (CE) nº 1444/2002 de la Commission du 24.7.2002 (JO L 216 du 12.8.2002, p. 1).

a) À l'annexe I, partie L «Main-d'œuvre agricole» dans la section intitulée «Main-d'œuvre agricole de l'exploitation», le texte suivant est ajouté au tableau figurant sous «Âge auquel l'enseignement obligatoire se termine dans les États membres»:

«République tchèque	15 ans
Estonie	17 ans
Chypre	15 ans
Lettonie	18 ans
Lithuanie	16 ans
Hongrie	16 ans
Malte	16 ans
Pologne	18 ans
Slovénie	15 ans
Slovaquie	16 ans»

b) Les mentions suivantes sont ajoutées à l'annexe IV entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«ČESKÁ REPUBLIKA

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Praha	CZ01	H1. m. Praha	CZ01
Střední Čechy	CZ02	Středočeský kraj	CZ020
Jihozápad	CZ03	Jihočeský kraj	CZ031
		Plzeňský kraj	CZ032
Severozápad	CZ04	Karlovarský kraj	CZ041
		Ústecký kraj	CZ042
Severovýchod	CZ05	Liberecký kraj	CZ051
		Královéhradecký kraj	CZ052
		Pardubický kraj	CZ053

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Jihovýchod	CZ06	Vysočina	CZ061
		Jihomoravský kraj	CZ062
Střední Morava	CZ07	Olomoucký kraj	CZ071
		Zlínský kraj	CZ072
Moravskoslezsko	CZ80	Moravskoslezský kraj	CZ081

»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Eesti	EE	Põhja-Eesti	EE001
		Lääne-Eesti	EE004
		Kesk-Eesti	EE006
		Kirde-Eesti	EE007
		Lõuna-Eesti	EE008

»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Κύπρος	CY	Κύπρος	CY

LATVIJA

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Latvija	LV	Rīga	LV001
		Vidzeme	LV002
		Kurzeme	LV003
		Zemgale	LV004
		Latgale	LV005

LIETUVA

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Lietuva	LT	Alytaus	LT001
		Kauno	LT002
		Klaipėdos	LT003
		Marijampolės	LT004
		Panevėžio	LT005
		Šiaulių	LT006
		Tauragės	LT007
		Telšių	LT008
		Utenos	LT009
		Vilniaus	LT00A

»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYARORSZÁG

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Közép-Magyarország	HU01	Budapest	HU011
		Pest	HU012
Közép-Dunántúl	HU02	Fejér	HU021
		Komárom-Esztergom	HU022
		Veszprém	HU023
Nyugat-Dunántúl	HU03	Győr-Moson-Sopron	HU031
		Vas	HU032
		Zala	HU033
Dél-Dunántúl	HU04	Baranya	HU041
		Somogy	HU042
		Tolna	HU043
Észak-Magyarország	HU05	Borsod-Abaúj-Zemplén	HU051
		Heves	HU052
		Nógrád	HU053
Észak-Alföld	HU06	Hajdú-Bihar	HU061
		Jász-Nagykun-Szolnok	HU062
		Szabolcs-Szatmár-Bereg	HU063
Dél-Alföld	HU07	Bács-Kiskun	HU071
		Békés	HU072
		Csongrád	HU073

MALTA

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Malta	MT	Malta Gozo et Comino	MT001 MT002

»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Dolnośląskie	PL01	Jeleniogórsko-wałbrzyski	PL011
		Legnicki	PL012
		Wrocławski	PL013
		M. Wrocław	PL014
Kujawsko-pomorskie	PL02	Bydgoski	PL021
		Toruńsko-włocławski	PL022
Lubelskie	PL03	Bialskopodlaski	PL031
		Chełmsko-zamojski	PL032
		Lubelski	PL033
Lubuskie	PL04	Gorzowski	PL041
		Zielonogórski	PL042
Łódzkie	PL05	Łódzki	PL051
		Piotrkowsko-skierniewicki	PL052
		M. Łódź	PL053
Małopolskie	PL06	Krakowsko-tarnowski	PL061
		Nowosądecki	PL062
		M. Kraków	PL063
Mazowieckie	PL07	Ciechanowsko-płocki	PL071
		Ostrołęcko-siedlecki	PL072
		Radomski	PL074
		Warszawski	PL076
		M. Warszawa	PL077
Opolskie	PL08	Opolski	PL080

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Podkarpackie	PL09	Rzeszowsko-tarnobrzeski	PL091
		Krośnieńsko-przemyski	PL092
Podlaskie	PL0A	Białostocko-suwalski	PL0A1
		Łomżyński	PL0A2
Pomorskie	PL0B	Słupski	PL0B1
		Gdański	PL0B2
		Gdańsk-Gdynia-Sopot	PL0B3
Śląskie	PL0C	Częstochowski	PL0C4
		Bielsko-bialski	PL0C5
		Centralny śląski	PL0C6
		Rybnicko-jastrzębski	PL0C7
Świętokrzyskie	PL0D	Świętokrzyski	PL0D0
Warmińsko-mazurskie	PL0E	Elbląski	PL0E1
		Olsztyński	PL0E2
		Ełcki	PL0E3
Wielkopolskie	PL0F	Pilski	PL0F1
		Poznański	PL0F2
		Kaliski	PL0F3
		Koniński	PL0F4
		M. Poznań	PL0F5
Zachodniopomorskie	PL0G	Szczeciński	PL0G1
		Koszaliński	PL0G2

»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA ([1])

Région	Codes NUTS	Circonscriptiont	Codes NUTS
Slovenija	SI	Pomurska	SI001
		Podravška	SI002
		Koroška	SI003
		Savinjska	SI004

Région	Codes NUTS	Circonscriptiont	Codes NUTS
		Zasavska	SI005
		Spodnjeposavska	SI006
		Gorenjska	SI009
		Notranjsko-kraška	SI00A
		Goriška	SI00B
		Obalno-kraška	SI00C
		Jugovzhodna Slovenija	SI00D
		Osrednjeslovenska	SI00E

([1]) Basé sur une classification NUTS provisoire

SLOVENSKO

Région	Codes NUTS	Circonscription	Codes NUTS
Bratislavský kraj	SK01	Bratislavský kraj	SK010
Západné Slovensko	SK02	Trnavský kraj	SK021
		Trenčiansky kraj	SK022
		Nitriansky kraj	SK023
Stredné Slovensko	SK03	Žilinský kraj	SK031
		Banskobystrický kraj	SK032
Východné Slovensko	SK04	Prešovský kraj	SK041
		Košický kraj	SK042

»

20. 32000 R 1901: Règlement (CE) nº 1901/2000 de la Commission du 7 septembre 2000 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) nº 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres (JO L 228 du 8.9.2000 p. 28), modifié par:

— 32001 R 2150: Règlement (CE) nº 2150/2001 de la Commission du 31.10.2001 (JO L 288 du 1.11.2001, p. 30).

— 32002 R 1835: Règlement (CE) nº 1835/2002 de la Commission du 15.10.2002 (JO L 278 du 16.10.2002, p. 9).

La liste à l'article 22 est remplacée par la suivante:

«Belgique BE ou 017

République tchèque CZ ou 061

Danemark DK ou 008

Allemagne DE ou 004

Estonie	EE ou 053
Grèce	GR ou 009
Espagne	ES ou 011
France	FR ou 001
Irlande	IE ou 007
Italie	IT ou 005
Chypre	CY ou 600
Lettonie	LV ou 054
Lituanie	LT ou 055
Luxembourg	LU ou 018
Hongrie	HU ou 064
Malte	MT ou 046
Pays-Bas	NL ou 003
Autriche	AT ou 038
Pologne	PL ou 060
Portugal	PT ou 010
Slovénie	SI ou 091
Slovaquie	SK ou 063
Finlande	FI ou 032
Suède	SE ou 030
Royaume-Uni	GB ou 006».

21. 32001 L 0109: directive 2001/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant les enquêtes statistiques à effectuer par les États membres en vue de déterminer le potentiel de production des plantations de certaines espèces d'arbres fruitiers (JO L 13 du 16.1.2002, p. 21).

L'annexe est remplacée par le texte ci-après:

«ANNEXE

ESPÈCES FAISANT L'OBJET D'ENQUÊTES DANS LES DIFFÉRENTS ÉTATS MEMBRES

	Pommes	Poires	Pêches	Abricots	Oranges	Citrons	Agrumes à petits fruits
Belgique	x	x					
République tchèque	x	x	x	x			
Danemark	x	x					
Allemagne	x	x					
Estonie	x						
Grèce	x	x	x	x	x	x	x
Espagne	x	x	x	x	x	x	x

	Pommes	Poires	Pêches	Abricots	Oranges	Citrons	Agrumes à petits fruits
France	x	x	x	x	x	x	x
Irlande	x						
Italie	x	x	x	x	x	x	x
Chypre	x	x	x	x	x	x	x
Lettonie	x	x					
Lituanie	x	x					
Luxembourg	x	x					
Hongrie	x	x	x	x			
Malte	x	x	x				
Pays Bas	x	x					
Autriche	x	x	x	x			
Pologne	x	x	x (*)	x (*)			
Portugal	x	x	x	x	x	x	x
Slovénie	x	x	x	x			
Slovaquie	x	x	x	x			
Finlande	x						
Suède	x	x					
Royaume-Uni	x	x					

(*) Aucune enquête n'est réalisée pour: l'âge des arbres, la densité de plantation, la variété fruitière.

»

11. **POLITIQUE SOCIALE ET EMPLOI**

1. 41957 D 0883: Décision du Conseil des ministres de la CECA du 9 juillet 1957 concernant le mandat et le règlement intérieur de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille (JO B 28 du 31.8.1957, p. 487), modifiée par:

— 41965 D 0332: Décision du 11 mars 1965 des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil spécial des ministres (JO P 46 du 22.3.1965, p. 698),

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Sans préjudice de toute nouvelle révision effectuée avant la date d'adhésion, l'annexe est modifiée comme suit:

a) à l'article 3, premier alinéa, le nombre «soixante» est remplacé par «cent»,

b) à l'article 9, deuxième alinéa, le nombre «huit» est remplacé par «treize»;

c) à l'article 18, premier alinéa, le nombre «quarante» est remplacé par «soixante-sept»,

d) à l'article 18, deuxième alinéa, le nombre «trente et un» est remplacé par «cinquante et un».

2. 31974 D 0325: Décision 74/325/CEE du Conseil du 27 juin 1974 relative à la création d'un comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu de travail (JO L 185 du 9.7.1974, p. 15), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Sans préjudice de toute révision ultérieure effectuée avant la date d'adhésion, à l'article 4, paragraphe 1, le nombre «90» est remplacé par «150».

3. 31975 R 1365: Règlement (CEE) nº 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975 concernant la création d'une Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (JO L 139 du 30.5.1975, p. 1), modifié par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31993 R 1947: Règlement (CEE) nº 1947/93 du Conseil du 30.6.1993 (JO L 181 du 23.7.1993, p. 13),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Sans préjudice de toute révision ultérieure effectuée avant la date d'adhésion:

a) à l'article 6, paragraphe 1, le nombre «quarante-huit» est remplacé par «soixante-dix-huit», et aux points a), b) et c) du même paragraphe, le nombre «quinze» est remplacé par «vingt-cinq», et

b) à l'article 10, paragraphe 1, le nombre «quinze» est remplacé par «vingt-cinq».

4. 31982 D 0043: Décision 82/43/CEE de la Commission du 9 décembre 1981 relative à la création d'un comité consultatif de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (JO L 20 du 28.1.1982, p. 35), modifiée par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 D 0420: Décision 95/420/CE de la Commission du 19.7.1995 (JO L 249 du 17.10.1995, p. 43).

a) À l'article 3, paragraphe 1, «quarante» est remplacé par «soixante-quatre».

b) À l'article 3, paragraphe 1, point c), premier tiret, «cinq» est remplacé par «sept».

c) À l'article 3, paragraphe 1, point c), deuxième tiret, «cinq» est remplacé par «sept».

5. 31994 R 2062: Règlement (CE) nº 2062/94 du Conseil du 18 juillet 1994 instituant une Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (JO L 216 du 20.8.1994, p. 1), modifié par:

— 31995 R 1643: Règlement (CE) nº 1643/95 du Conseil du 29.6.1995 (JO L 156 du 7.7.1995, p. 1),

Sans préjudice de toute révision ultérieure effectuée avant la date d'adhésion, à l'article 8, paragraphe 1, le nombre «quarante-huit» est remplacé par «soixante-dix-huit», et aux points a), b) et c) du même paragraphe, le nombre «quinze» est remplacé par «vingt-cinq».

6. 31998 D 0500: Décision 98/500/CE de la Commission du 20 mai 1998 concernant l'institution de comités de dialogue sectoriel destinés à favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux au niveau européen (JO L 225 du 12.8.1998, p. 27).

a) À l'article 3, «quarante» est remplacé par «soixante».

b) À l'article 5, paragraphe 3, «trente» est remplacé par «cinquante».

7. 31999 D 0207: Décision 1999/207/CE du Conseil du 9 mars 1999 réformant le comité permanent de l'emploi et abrogeant la décision 70/532/CEE (JO L 72 du 18.3.1999, p. 33).

À l'article 2, paragraphe 3, le nombre «vingt» est remplacé par «trente» et le nombre «dix» est remplacé par «quinze».

12. **ÉNERGIE**

A. GÉNÉRALITÉS

1. 31958 Q 1101: Conseil CEEA: Statuts de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom (JO 27 du 6.12.1958, p. 534), modifiés par:

— 31973 D 0045: Décision 73/45/Euratom du Conseil du 8 mars 1973 modifiant les statuts de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom à la suite de l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté (JO L 83 du 30.3.1973, p. 20),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31995 D 0001: Décision 95/1/CE, Euratom, CECA du Conseil de l'Union européenne du 1er janvier 1995 portant adaptation des instruments relatifs à l'adhésion de nouveaux États membres à l'Union européenne (JO L 1 du 1.1.1995, p. 1).

a) À l'article V, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

«1. Le capital de l'Agence s'élève à 5 440 000 EUR.

2. Le capital est réparti selon la clef suivante:

Belgique	EUR 192 000
République tchèque	EUR 192 000
Danemark	EUR 96 000
Allemagne	EUR 672 000
Estonie	EUR 32 000
Grèce	EUR 192 000
Espagne	EUR 416 000
France	EUR 672 000
Irlande	EUR 32 000
Italie	EUR 672 000
Chypre	EUR 32 000
Lettonie	EUR 32 000
Lituanie	EUR 32 000
Luxembourg	—
Hongrie	EUR 192 000
Malte	—
Pays-Bas	EUR 192 000
Autriche	EUR 96 000
Pologne	EUR 416 000
Portugal	EUR 192 000
Slovénie	EUR 32 000
Slovaquie	EUR 96 000
Finlande	EUR 96 000
Suède	EUR 192 000
Royaume-Uni	EUR 672 000»

b) À l'article V, les paragraphes 5, 6 et 7 sont remplacés par le texte suivant:

«5. Tous les paiements sont effectués en euros.».

c) À l'article X, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

«1. Il est constitué un comité consultatif de l'Agence comprenant soixante-neuf membres.

2. Les sièges sont répartis entre les ressortissants des États membres ainsi qu'il suit:

Belgique	3 membres
République tchèque	3 membres
Danemark	2 membres
Allemagne	6 membres
Estonie	1 membre
Grèce	3 membres
Espagne	5 membres
France	6 membres
Irlande	1 membre
Italie	6 membres

Chypre	1 membre
Lettonie	1 membre
Lituanie	1 membre
Luxembourg	—
Hongrie	3 membres
Malte	—
Pays-Bas	3 membres
Autriche	2 membres
Pologne	5 membres
Portugal	3 membres
Slovénie	1 membre
Slovaquie	2 membres
Finlande	2 membres
Suède	3 membres
Royaume-Uni	6 membres»

2. 31977 D 0270: Décision 77/270/Euratom du Conseil du 29 mars 1977 habilitant la Commission à contracter des emprunts Euratom en vue d'une contribution financement des centrales nucléaires de puissance (JO L 88 du 6.4.1977, p. 9), modifiée par:

— 31994 D 0179: Décision 94/179/Euratom du Conseil du 21.3.1994 (JO L 84 du 29.3.1994, p. 41).

Les termes suivants sont supprimés dans l'annexe:

«— République de Hongrie»

«— République de Lituanie»

«— République de Slovénie»

«— République tchèque»

«— République slovaque»

3. 31990 L 0377: Directive 90/377/CEE du Conseil du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité (JO L 185 du 17.7.1990, p. 16), modifiée par:

— 31993 L 0087: Directive 93/87/CEE de la Commission du 22.10.1983 (JO L 277 du 10.11.1993, p. 32),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) À l'annexe I, point 11, le texte suivant est ajouté:

«— République tchèque	Prague»
«— Estonie	Tallinn»
«— Chypre	Nicosie»
«— Lettonie	Riga»
«— Lituanie	Vilnius»
«— Hongrie	Budapest»
«— Malte	Valletta»
«— Pologne	Varsovie»
«— Slovénie	Ljubljana»
«— Slovaquie	Bratislava»;

b) À l'annexe II, point I, sous 2), le texte suivant est ajouté:

«— République tchèque	le pays dans son ensemble»
«— Estonie	le pays dans son ensemble»
«— Chypre	Nicosie»
«— lettonie	le pays dans son ensemble»
«— Lituanie	zone orientale, zone occidentale»
«— Hongrie	le pays dans son ensemble»
«— Malte	le pays dans son ensemble»
«— Pologne	le pays dans son ensemble»
«— Slovénie	le pays dans son ensemble»
«— Slovaquie	le pays dans son ensemble».

4. 31990 L 0547: Directive 90/547/CEE du Conseil du 29 octobre 1990 relative au transit d'électricité sur les grands réseaux (JO L 313 du 13.11.1990, p. 30), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31994 D 0559: Décision 94/559/CE de la Commission du 26.7.1994 (JO L 214 du 19.8.1994, p. 14),

— 31995 D 0162: Décision 95/162/CE de la Commission du 20.4.1995 (JO L 107 du 12.5.1995, p. 53),

— 31998 L 0075: Directive 98/75/CE de la Commission du 1.10.1998 (JO L 276 du 13.10.1998, p. 9).

À l'annexe, le texte suivant est inséré:

«République tchèque	ČEPS, a. s.»
«Estonie	AS Eesti Energia»
«Chypre	—»
«Lettonie	Latvenergo»
«Lituanie	AB "Lietuvos energija"»
«Hongrie	Magyar Villamos Művek Részvénytársaság (MVM Rt.)»
«Malte	Korporazzjoni Enemalta»
«Pologne	Polskie Sieci Elektroenergetyczne SA»
«Slovénie	ELES»
«Slovaquie	Slovenská elektrizačná prenosová sústava, a.s.»

5. 31991 L 0296: Directive 91/296/CEE du Conseil du 31 mai 1991 relative au transit du gaz naturel sur les grands réseaux (JO L 147 du 12.6.1991, p. 37), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31994 L 0049: Directive 94/49/CEE de la Commission du 11.11.1994 (JO L 295 du 16.11.1994, p. 16),

— 31995 L 0049: Directive 95/49/CEE de la Commission du 26.9.1995 (JO L 233 du 30.9.1995, p. 86).

À l'annexe, le texte suivant est inséré:

«République tchèque	Transgas, a. s.»
«Estonie	AS Eesti Gaas»
«Chypre	—»
«Lettonie	Latvijas Gāze»
«Lituanie	AB "Lietuvos dujos"»
«Hongrie	Magyar Olaj- és Gázipari Részvénytársaság (MOL Rt.)»
«Malte	—»
«Pologne	Polskie Górnictwo Naftowe i Gazownictwo S.A. EuRoPol Gaz S.A.»
«Slovénie	Geoplin»
«Slovaquie	Slovenský plynárenský priemysel, a. s. (SPP) Pozagas, a. s. Malacky»

6. 31992 D 0167: Décision 92/167/CEE de la Commission du 4 mars 1992 relative à la création d'un comité d'experts en matière de transit d'électricité sur les grands réseaux (JO L 74 du 20.3.1992, p. 43), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

— 31997 D 0559: Décision 97/559/CE de la Commission du 24.7.1997 (JO L 230 du 21.8.1997, p. 18).

L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 4*

Composition

1. Le comité comprend jusqu'à 30 membres, à savoir:

— jusqu'à 25 représentants des réseaux à haute tension opérant dans la Communauté (un représentant par État membre),

— trois experts indépendants dont l'expérience professionnelle et la compétence en matière de transit d'électricité dans la Communauté sont largement reconnues,

— un représentant d'Eurelectric,

— un représentant de la Commission.

2. Les membres du comité sont nommés par la Commission. Les 25 représentants des réseaux et le représentant d'Eurelectric sont nommés après consultation des milieux concernés, sur une liste où figurent au moins deux propositions pour chaque poste.»

7. 31995 D 0539: Décision 95/539/CEE de la Commission du 8 décembre 1995 relative à la création d'un comité d'experts en matière de transit du gaz naturel sur les grands réseaux (JO L 304 du 16.12.1995, p. 57), modifiée par:

— 31998 D 0285: Décision 98/285/CEE de la Commission du 23.4.1998 (JO L 128 du 30.4.1998, p. 70).

L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 4*

Composition

1. Le comité comprend jusqu'à 30 membres, à savoir:

— jusqu'à 25 représentants des réseaux de gaz naturel à haute pression opérant dans la Communauté (un représentant par État membre),

— trois experts indépendants dont l'expérience professionnelle et la compétence en matière de transit de gaz naturel dans la Communauté sont largement reconnues,

— un représentant d'Eurogas,

— un représentant de la Commission.

2. Les membres du comité sont nommés par la Commission. Les représentants des réseaux et le représentant d'Eurogas sont nommés après consultation du milieu concerné, sur une liste où figurent au moins deux propositions pour chaque poste.»

8. 32001 L 0077: Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité (JO L 283 du 27.10.2001, p. 33).

a) À l'annexe, le texte suivant est inséré entre la Belgique et le Danemark:

«République tchèque	2,36	3,8	8(*)»

entre l'Allemagne et la Grèce:

«Estonie	0,02	0,2	5,1»

entre l'Italie et le Luxembourg:

«Chypre	0,002	0,05	6
Lettonie	2,76	42,4	49,3
Lituanie	0,33	3,3	7»

entre le Luxembourg et les Pays-Bas:

«Hongrie	0,22	0,7	3,6
Malte	0	0	5»

entre l'Autriche et le Portugal:

«Pologne	2,35	1,6	7,5»

entre le Portugal et la Finlande:

«Slovénie	3,66	29,9	33,6
Slovaquie	5,09	17,9	31»

b) À l'annexe, la mention correspondant à la Communauté est remplacée par le texte suivant:

«Communauté	355,2	12,9	21»

c) À l'annexe, les notes de bas de page (**) et (***) sont remplacées par le texte suivant:

«(**) Ces chiffres font référence à la production intérieure d'É-SER en 1997, sauf pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour lesquels ces chiffres font référence à 1999.

(***) La part en pourcentage d'É-SER pour les années 1997 (pour les années 1999 et 2000 pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie) et 2010 est calculée à partir de la production intérieure d'É-SER divisée par la consommation intérieure brute d'électricité. Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la consommation intérieure brute d'électricité est fondée sur les chiffres de l'année 2000. En cas d'échanges internes d'É-SER (avec certification reconnue ou origine enregistrée), le calcul de ces pourcentages a une influence sur les chiffres de 2010 par État membre, mais pas sur le total de la Communauté.».

d) À l'annexe, la note de bas de page ci-après, relative à la mention concernant la République tchèque, est ajoutée:

«(*) En prenant en compte les valeurs de référence indicatives figurant à l'annexe, la République tchèque constate que la possibilité d'atteindre cet objectif indicatif dépend beaucoup des facteurs climatiques, qui ont une incidence énorme sur le niveau de la production d'énergie hydroélectrique et sur l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne

Le Programme national pour une gestion économique de l'énergie et le recours aux sources d'énergie renouvelables a été approuvé par le gouvernement en octobre 2001. Il prévoit comme objectif que la part de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables dans la consommation brute d'électricité doit atteindre 3,0 % sans les grosses centrales hydroélectriques de plus de 10 MW et 5,1 % en comptant les grosses centrales hydroélectriques de plus de 10 MW d'ici 2005.

Faute de ressources naturelles, l'importante augmentation supplémentaire de la production des grandes comme des petites centrales hydroélectriques est exclue.»

9. 42002 D 0234: Décision 2002/234/CECA des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 27 février 2002 relative aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier (JO L 79 du 22.3.2002, p. 42).

À l'annexe III, appendice A à l'appendice, point 1, le texte suivant est ajouté après le point «f) Coke et semi-coke de lignite»:

«g) Schiste bitumineux.».

10. 32002 R 1407: Règlement (CE) nº 1407/2002 du Conseil du 23 juillet 2002 concernant les aides d'État à l'industrie houillère (JO L 205 du 2.8.2002, p. 1).

a) À l'article 6, paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:

«Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les États membres adhérant à l'Union le 1er mai 2004, le volume global des aides à l'industrie houillère octroyées conformément aux articles 4 et 5 n'excède pas, pour une quelconque année après 2004, le volume des aides autorisées par la Commission conformément à l'article 10 pour l'année 2004.»

b) À l'article 9, le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 6:

«6 bis. Les États membres adhérant à l'Union le 1er mai 2004 soumettent les plans visés à l'article 9, paragraphes 4, 5 et 6, le plus rapidement possible après l'adhésion et, en tout état de cause, au plus tard le 31 août 2004.»

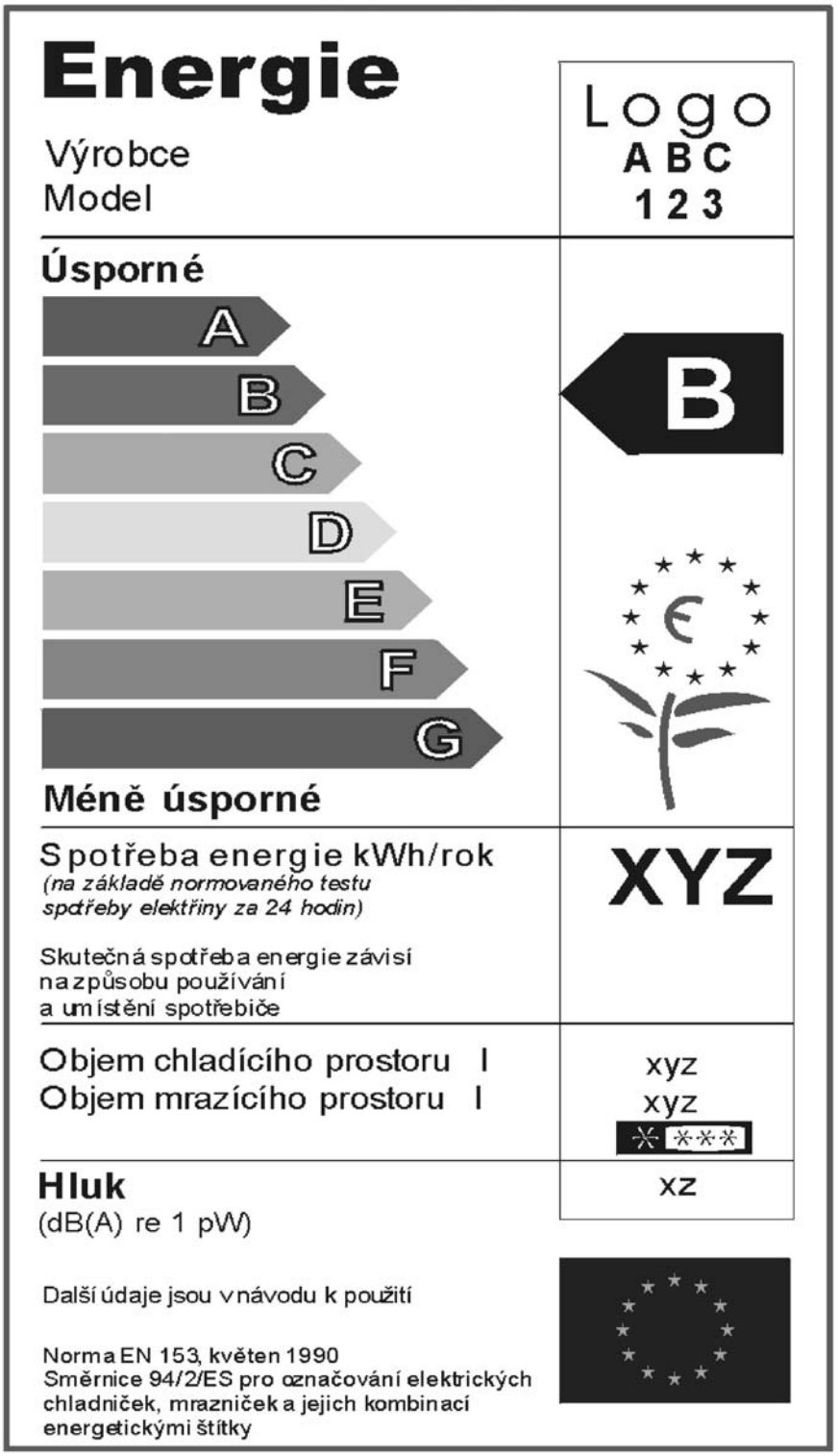
c) À l'article 9, paragraphe 8, la phrase suivante est ajoutée:

«Les États membres adhérant à l'Union le 1er mai 2004 peuvent effectuer cette notification après l'adhésion et, en tout état de cause, au plus tard le 31 août 2004.»

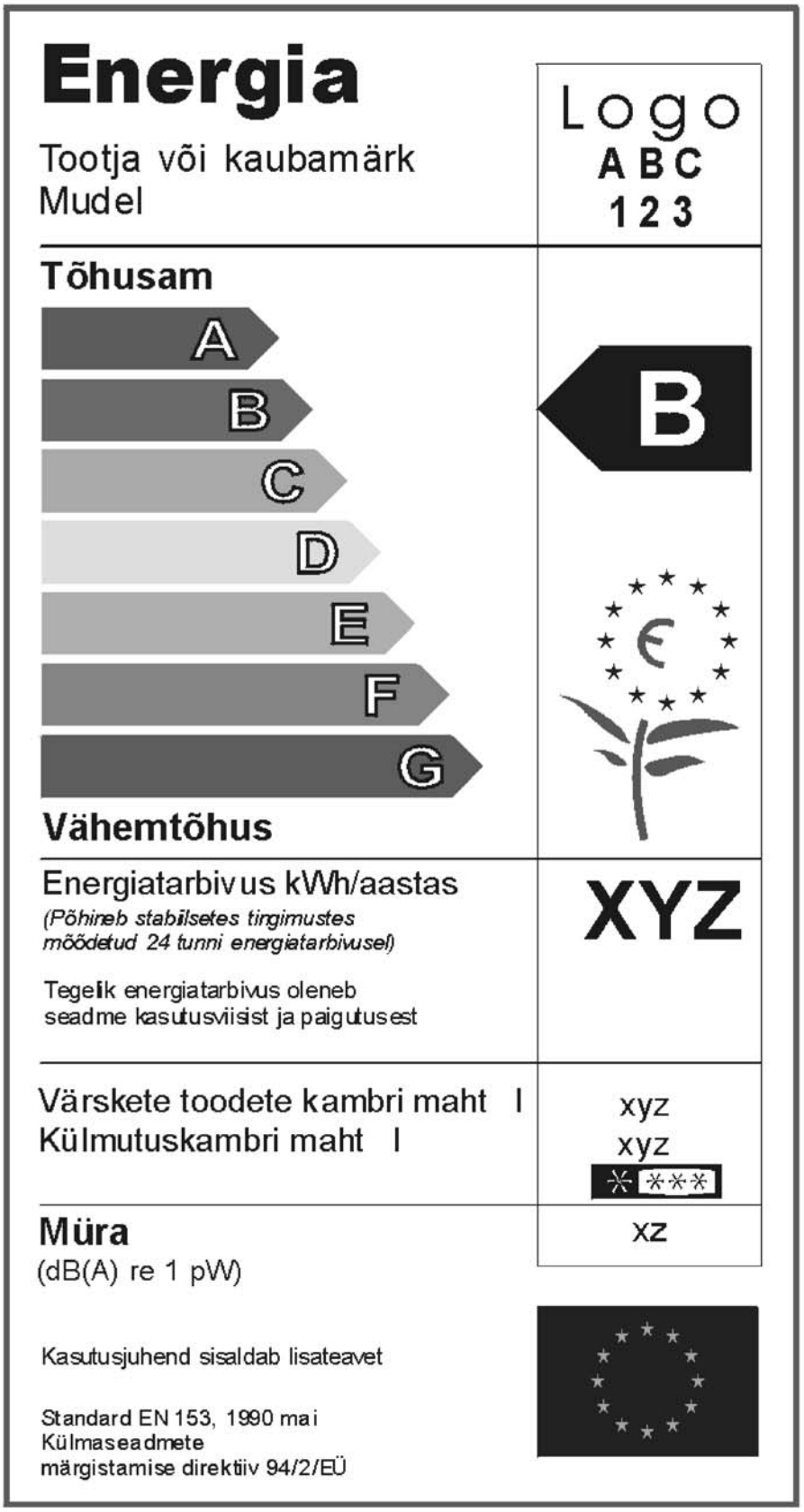
B. ÉTIQUETAGE ÉNERGÉTIQUE

1. 31994 L 0002: Directive 94/2/CE de la Commission du 21 janvier 1994 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques (JO L 45 du 17.2.1994, p. 1).

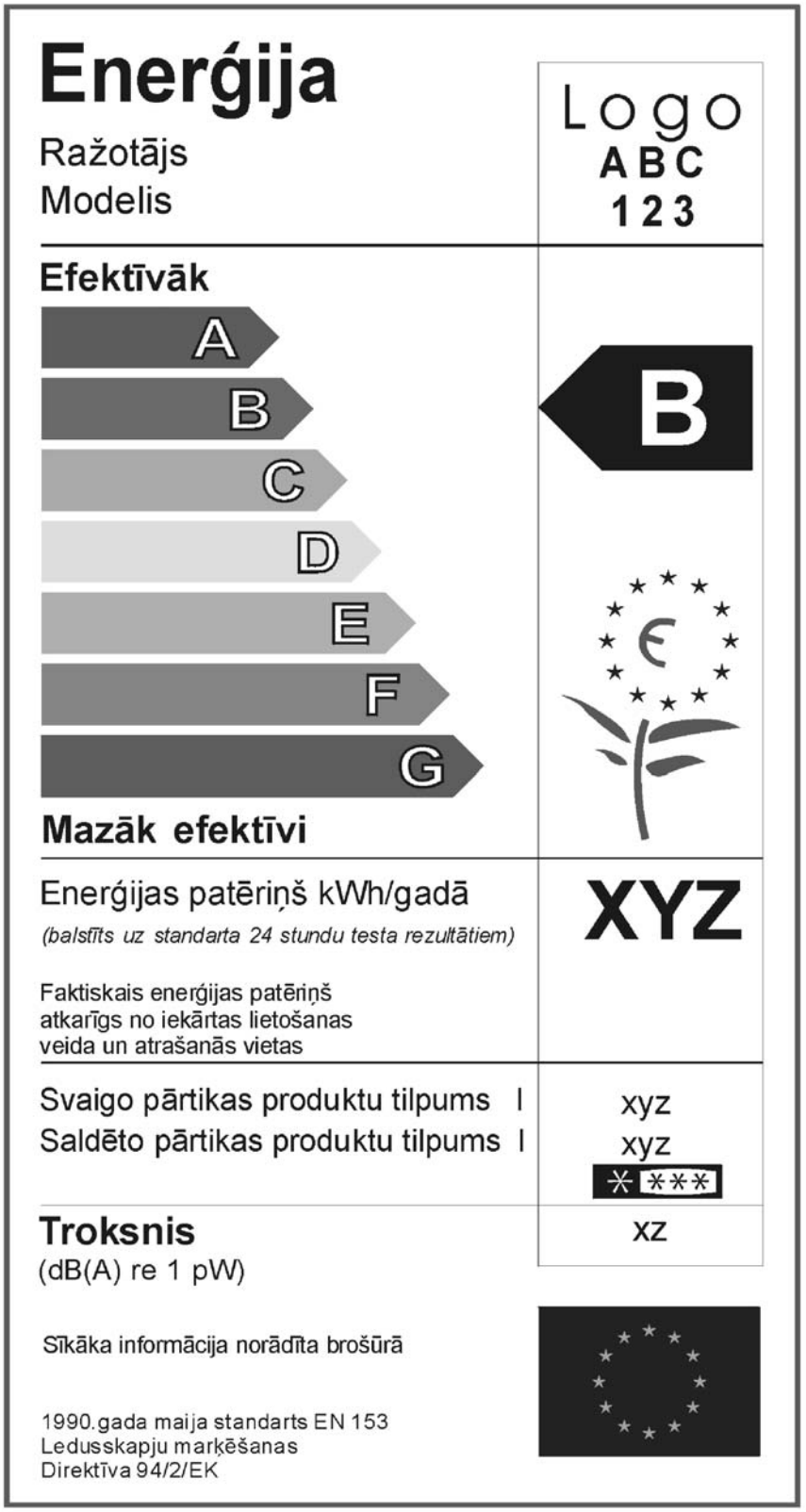
a) À l'annexe I, point 1, le texte suivant est ajouté entre l'étiquette en espagnol et l'étiquette en danois:

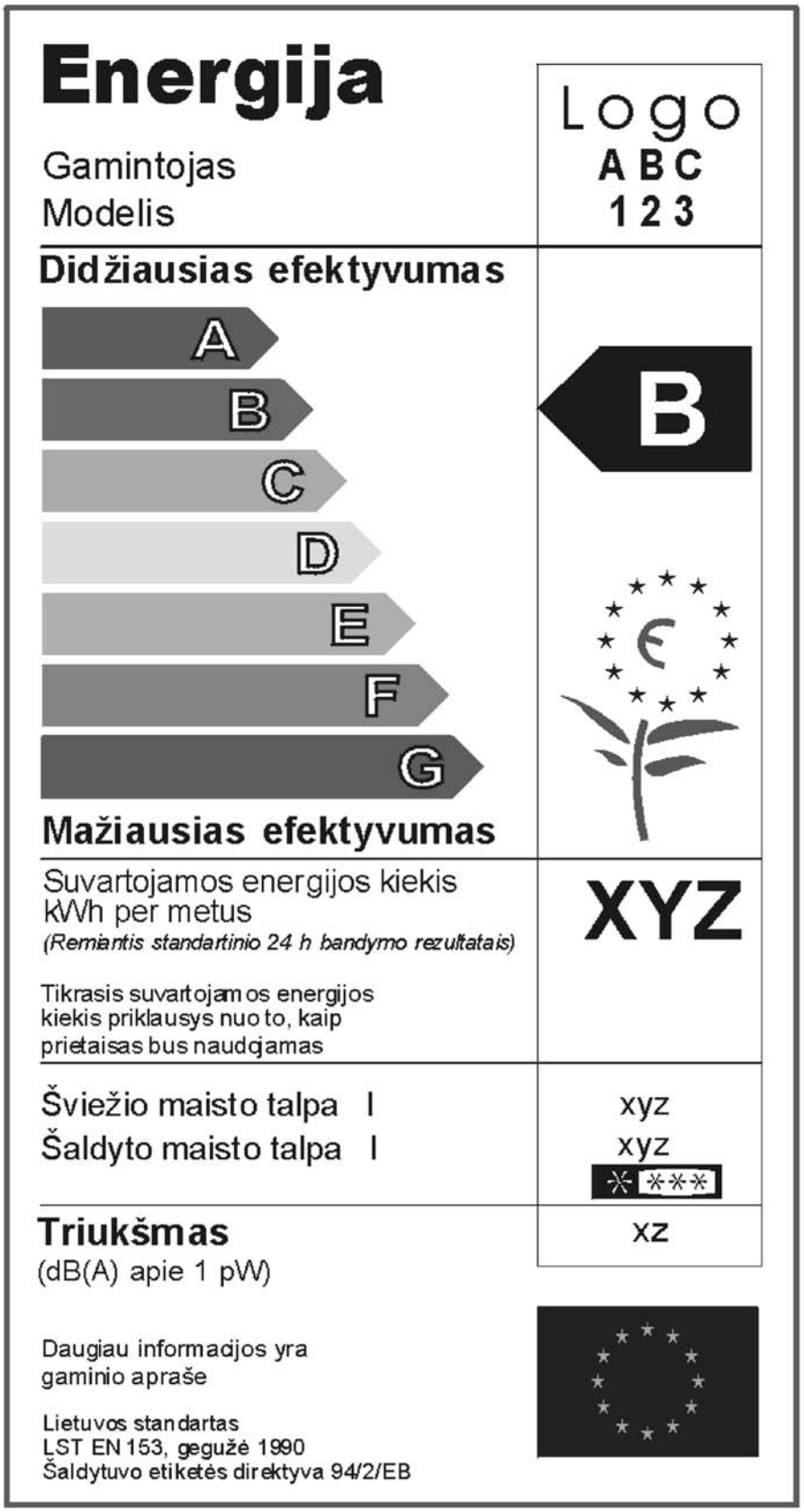


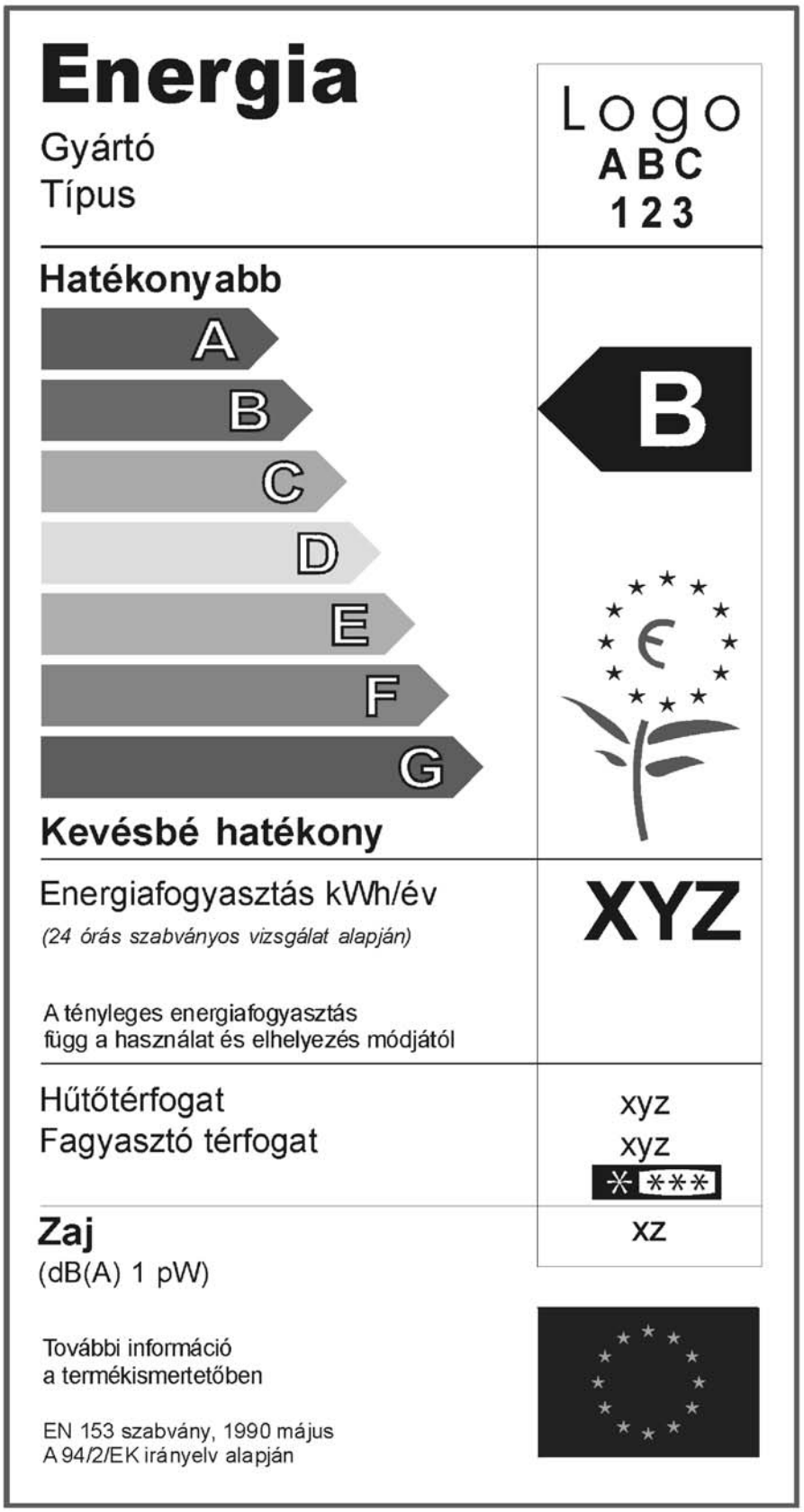
et, entre l'étiquette en allemand et l'étiquette en grec:

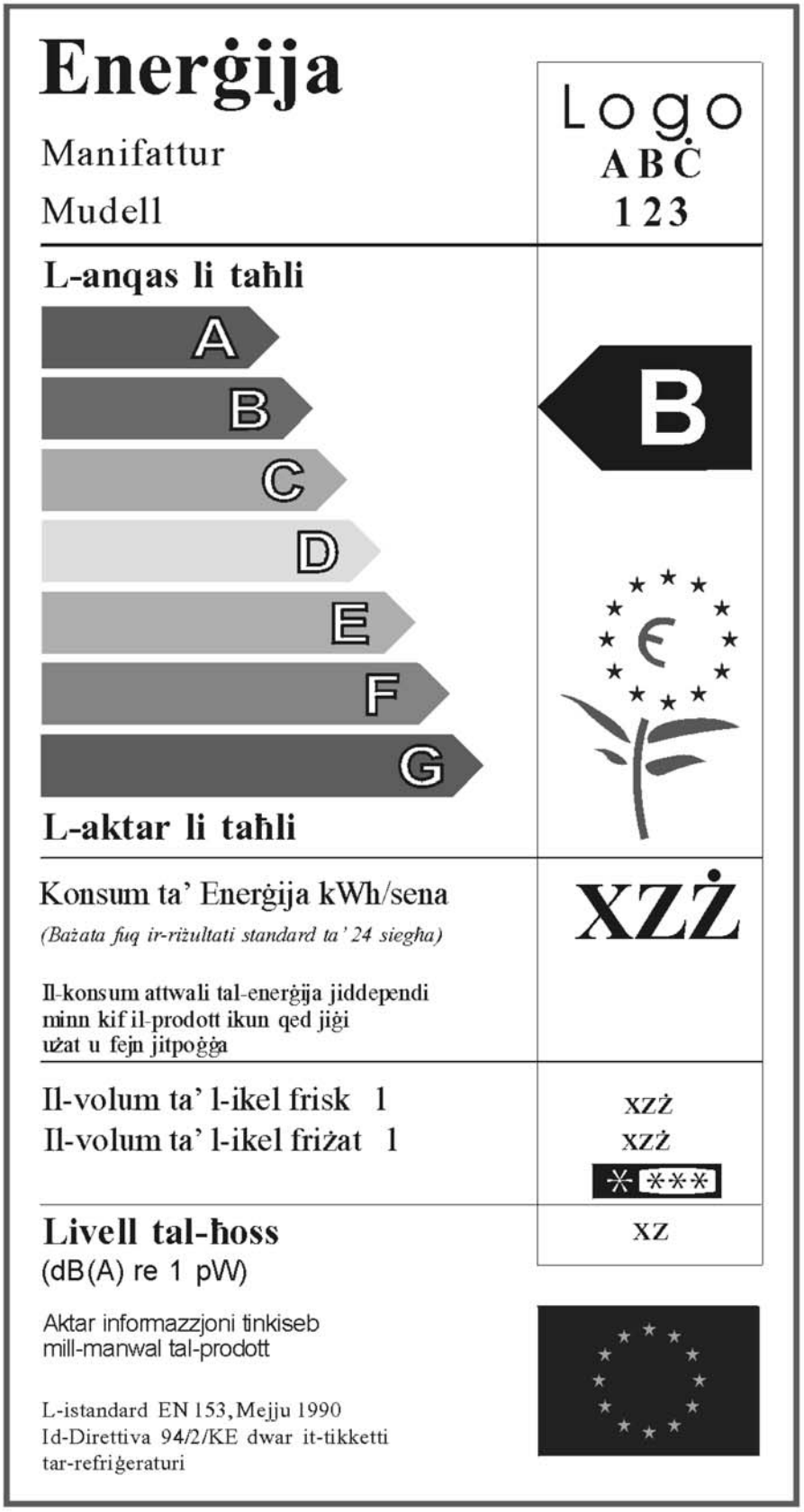


et, entre l'étiquette en italien et l'étiquette en néerlandais:

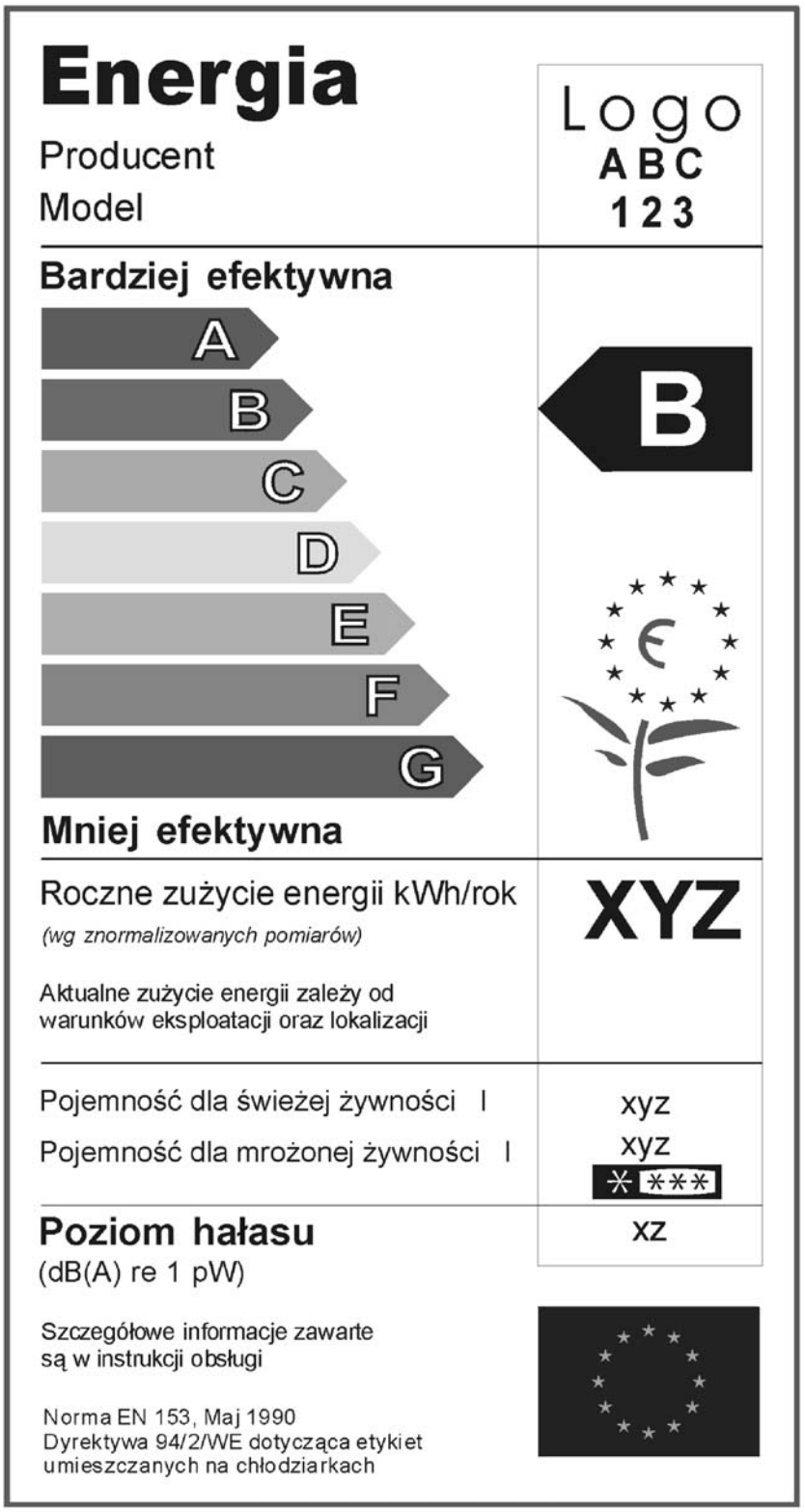



Energija
Gamintojas
Modelis
Logo
A B C
1 2 3
Didžiausias efektyvumas
A
B
C
D
E
F
G
B
Mažiausias efektyvumas
Suvartojamos energijos kiekis
kWh per metus
(Remiantis standartinio 24 h bandymo rezultatais)
XYZ
Tikrasis suvartojamos energijos
kiekis priklausys nuo to, kaip
prietaisas bus naudojamas
Šviežio maisto talpa l
xyz
Šaldyto maisto talpa l
xyz
****
Triukšmas
(dB(A) apie 1 pW)
xz
Daugiau informacijos yra
gaminio apraše
Lietuvos standartas
LST EN 153, gegužė 1990
Šaldytuvo etiketės direktyva 94/2/EB

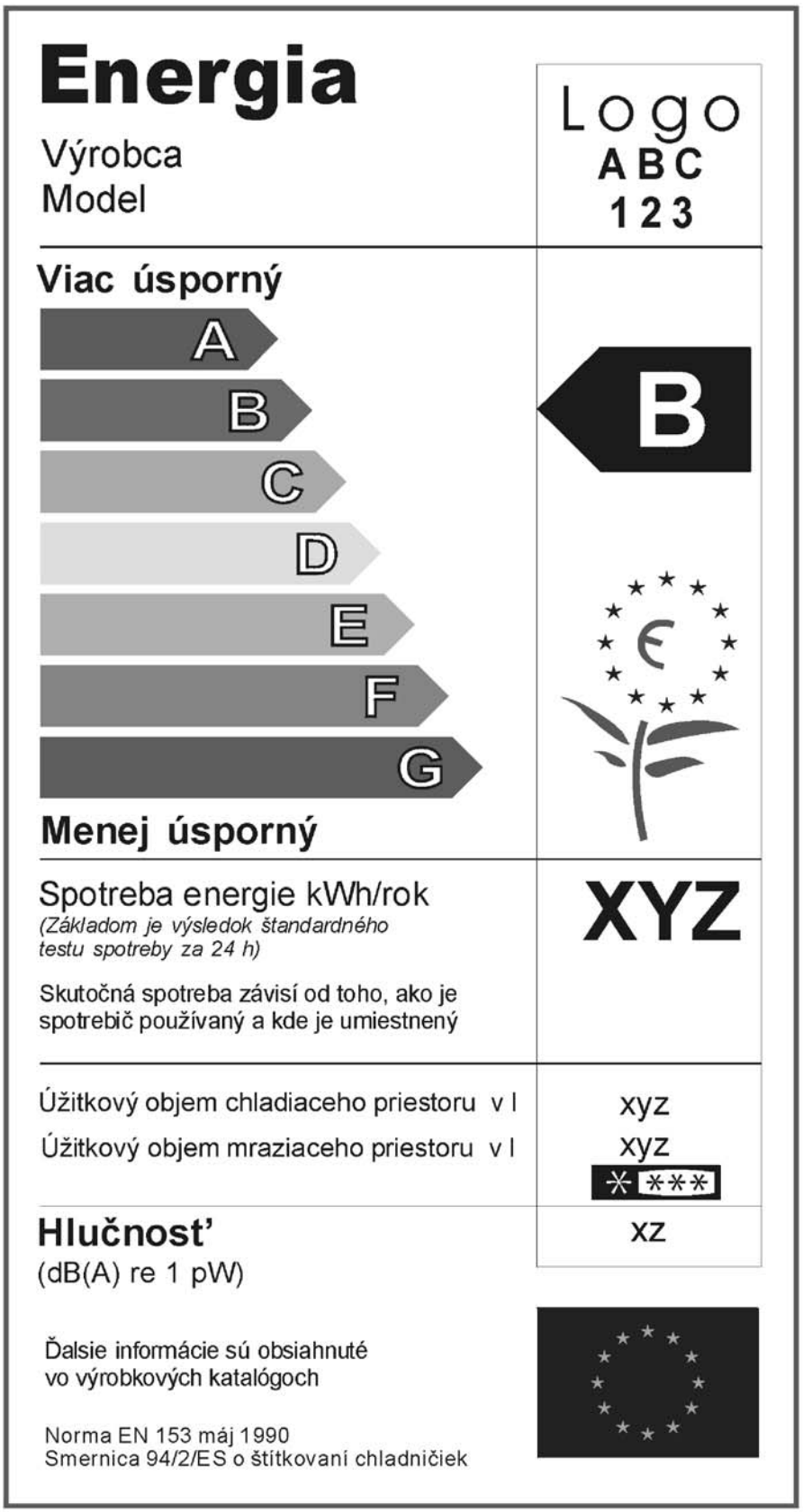

Energia
Gyártó
Típus
Logo
ABC
123
Hatékonyabb
A
B
C
D
E
F
G
Kevésbé hatékony
B
Energiafogyasztás kWh/év
(24 órás szabványos vizsgálat alapján)
A tényleges energiafogyasztás
függ a használat és elhelyezés módjától
XYZ
Hűtőtérfogat
xyz
Fagyasztó térfogat
xyz
****
Zaj
(dB(A) 1 pW)
xz
További információ
a termékismertetőben
EN 153 szabvány, 1990 május
A 94/2/EK irányelv alapján

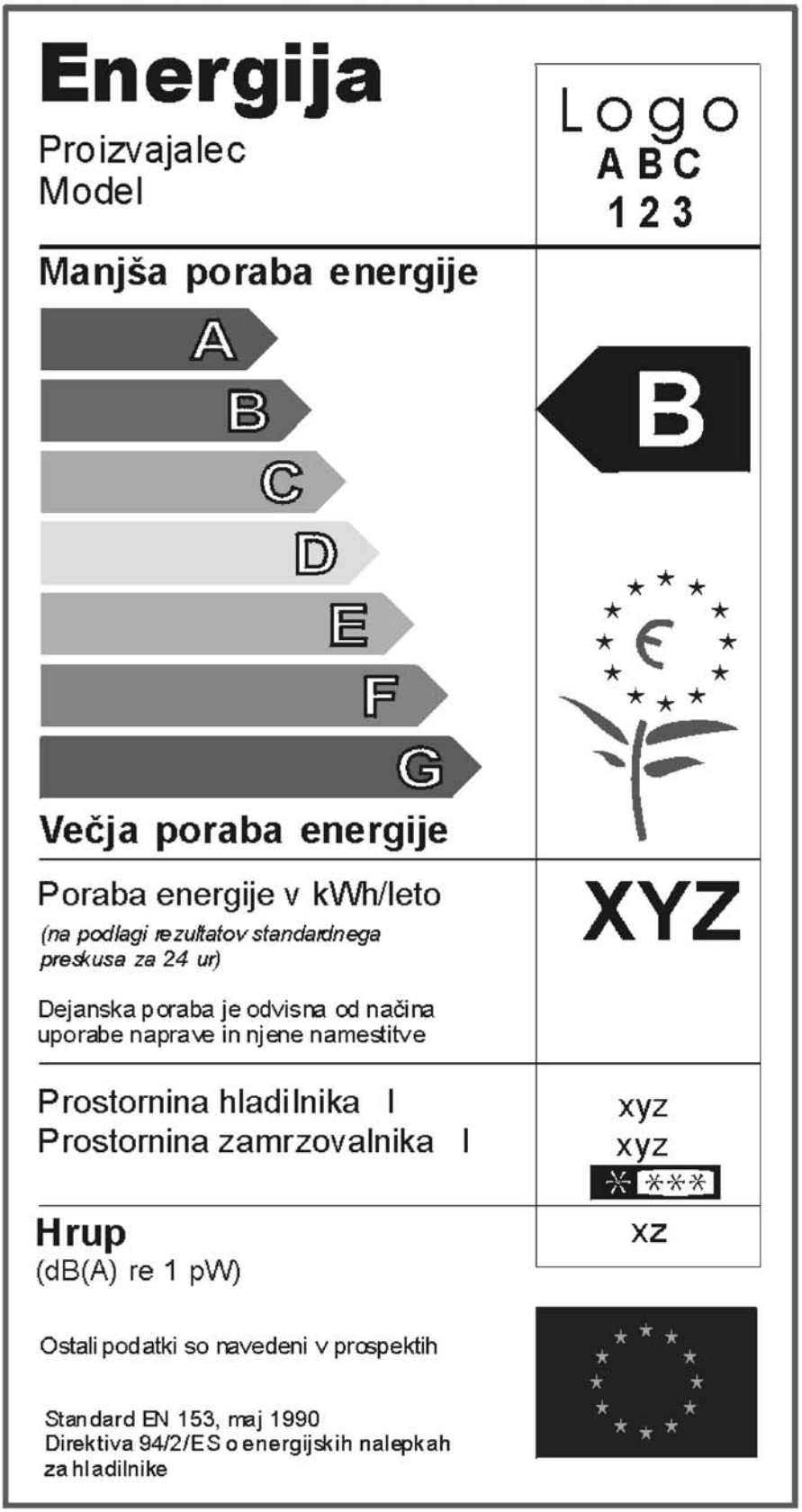

Enerġija
Manifattur
Mudell
Logo
ABĊ
123
L-anqas li taħli
A
B
C
D
E
F
G
B
L-aktar li taħli
Konsum ta' Enerġija kWh/sena
(Bażata fuq ir-riżultati standard ta' 24 siegħa)
Il-konsum attwali tal-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat u fejn jitpoġġa
XZŻ
Il-volum ta' l-ikel frisk l
XZŻ
Il-volum ta' l-ikel friżat l
XZŻ
****
Livell tal-ħoss
(dB(A) re 1 pW)
XZ
Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott
L-istandard EN 153, Mejju 1990
Id-Direttiva 94/2/KE dwar it-tikketti tar-refriġeraturi

et, entre l'étiquette en néerlandais et l'étiquette en portugais:



et, après l'étiquette en portugais:




Energija
Proizvajalec
Model
Logo
A B C
1 2 3
Manjša poraba energije
A
B
C
D
E
F
G
B
Večja poraba energije
Poraba energije v kWh/leto
(na podlagi rezultatov standardnega preskusa za 24 ur)
Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe naprave in njene namestitve
XYZ
Prostornina hladilnika l
Prostornina zamrzovalnika l
xyz
xyz
****
Hrup
(dB(A) re 1 pW)
xz
Ostali podatki so navedeni v prospektih
Standard EN 153, maj 1990
Direktiva 94/2/ES o energijskih nalepkah za hladilnike

b) Le texte suivant est ajouté à l'annexe VI:

«

			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe 1	Annexe II	Annexe III									
☒			Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
I			Výrobce	Tootja või kaubamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II			Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
☒			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efektyvumas	Hatékonyabb	L-anqas li taħli	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
☒			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efektyvumas	Kevésbé hatékony	L-aktar li taħli	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
	3 catégorie 1		Chladnička bez prostorů o nízké teplotě	Külmik külmkambrita	Ledusskapis bez zemas temperatūras nodalījuma	Šaldymo kambarys	Háztartási hűtőszekrények, alacsony hőmérsékletű terek nélkül	Friġġ li ma jkollhiex kompartiment ta' temperatura baxxa	Chłodziarka bez komór niskich temperatur	Chladiace zariadenie	Hladilnik brez nizko-temperaturnega prostora
	catégorie 2		Chladnička s prostory o teplotě 5°C a/ nebo 10°C	Külm-säilituskapp	Ledusskapis-dzesētājs	Šaldytuvas (aušinimo įrenginys)	Háztartási hűtőszekrény, pince-hőmérsék-letű tér	Friġġ b'kompartiment li jiffriska	Chłodziarka z komorą piwniczną	Chladnička/ chladiaci priestor	Hladilnik ohlajevalnik
	catégorie 3-6		Chladnička s prostory o nízké teplotě	Külmik	Ledusskapis	Šaldytuvas	Háztartási hűtőszekrény csillag nélküli, egy-, két- és háromcsillagos alacsony hőmérsékletű terekkel	Friġġ	Chłodziarka z komorami niskich temperatur	Chladnička	Hladilnik
	catégorie 7		Chladnička/ mraznička, s prostory o nízké teplotě	Külmik-sügavkülmik	Ledusskapis/ saldētājkamera	Šaldytuvas ir šaldiklis	Háztartási hűtő/ fagyasztó kombináció	Friġġ/Friżer	Chłodziarko-zamrażarka z komorami niskich temperatur	Chladnička/ mraznička	Hladilnik/ Zamrzovalnik
	catégorie 8		Skříňová mraznička	Sügavkülmik	Vertikālā saldētājkamera	Vertikalusis šaldiklis	Háztartási fagyasztószek-rények	Friżer wieqaf	Zamrażarka typu szafowego	Skriňová mraz-nička	Zamrzovalna omara

			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe 1	Annexe II	Annexe III									
	catégorie 9		Pultová mraznička	Sügavkülm-säilituskapp	Horizontālā saldētājkamera	Skrynios tipo šaldytuvas	Háztartási fagyasztóládák	Friżer mimdud	Zamrażarka typu skrzyniowego	Truhlicová mraznička	Zamrzovalna skrinja
	5	1	Třída energetické účinnosti … na stupnici A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhusus-klass … astmestikus A-st (vähe tarbiv) kuni G-ni (palju tar-biv)	Energo-efektivitātes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė skalėje nuo A (didžiausias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahaté-konysági osztály azA-tól (hatékonyabb) G-ig (kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-Klassi ta' l-effiċjenza ta' l-enerġija.. fuq skala ta' bejn A (jaħlu ftit) u (jaħlu ħafna)	Klasa efektywności energetycznej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetic-kej hospodárnosti pomocou stupnice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energetske učinkovitosti na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V	6	2	Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamos energijos kiekis	Energiafogyasztás	Konsum ta' Enerġija	Roczne zużycie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V	6	2	kWh/rok	kWh/aastas	kWh/gadā	kWh per metus	kWh/év	kWh/sena	kWh/rok	kWh/rok	kWh/leto
V	6	2	Na základě normovaného testu spotřeby elektřiny za 24 hodin	Põhineb stabiilsetes tingimustes mõõdetud 24 tunni energiatarbivusel	Balstīts uz standarta 24 stundu testa rezultātiem	Remiantis standartinio 24 h bandymo rezultatais	24 órás szabványos vizsgálat alapján	Ibbażata fuq ir-riżultati standard ta' 24 siegħa	Według znormalizowa-nych pomiarów	Základom je výsledok štandardného testu spotreby za 24 h	na podlagi rezultatov stan-dardnega preskusa za 24 ur
	6	2	Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání a umístění spotřebiče	Tegelik energiatarbivus oleneb seadme kasutusviisist ja paigutusest	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida un atrašanās vietas	Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas	A tényleges energiafogyasz-tás függ a hasz-nálat és elhelye-zés módjától	Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat u fejn jitpoġġa	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji oraz lokalizacji	Skutočná spotreba závisí od toho, ako je spotrebič používaný a kde je umiestnený	Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe naprave in njene namestitve
VII	7	3	Objem chladícího prostoru l	Värskete toodete kambri maht l	Svaigo pārtikas produktu tilpums l	Šviežio maisto talpa l	Hűtőtérfogat	Il-volum ta' l-ikel frisk l	Pojemność dla świeżej żywności l	Úžitkový objem chladiaceho priestoru v l	Prostornina hladilnika l
VIII	8	4	Objem mrazícího prostoru l	Külmutuskambri maht l	Saldēto pārtikas produktu tilpums l	Šaldyto maisto talpa l	Fagyasztó térfogat	Il-volum ta' l-ikel iffriżat	Pojemność dla mrożonej żywności l	Úžitkový objem mraziaceho priestoru v l	Prostornina zamrzovalnika l
	10		Bez mražení	Automaatse sulatusega	Neapsarmo	Be apšalo	Jégmentes	Bla silġ	Bez szronu	Bez mrazenia	Brez nabranega ledu

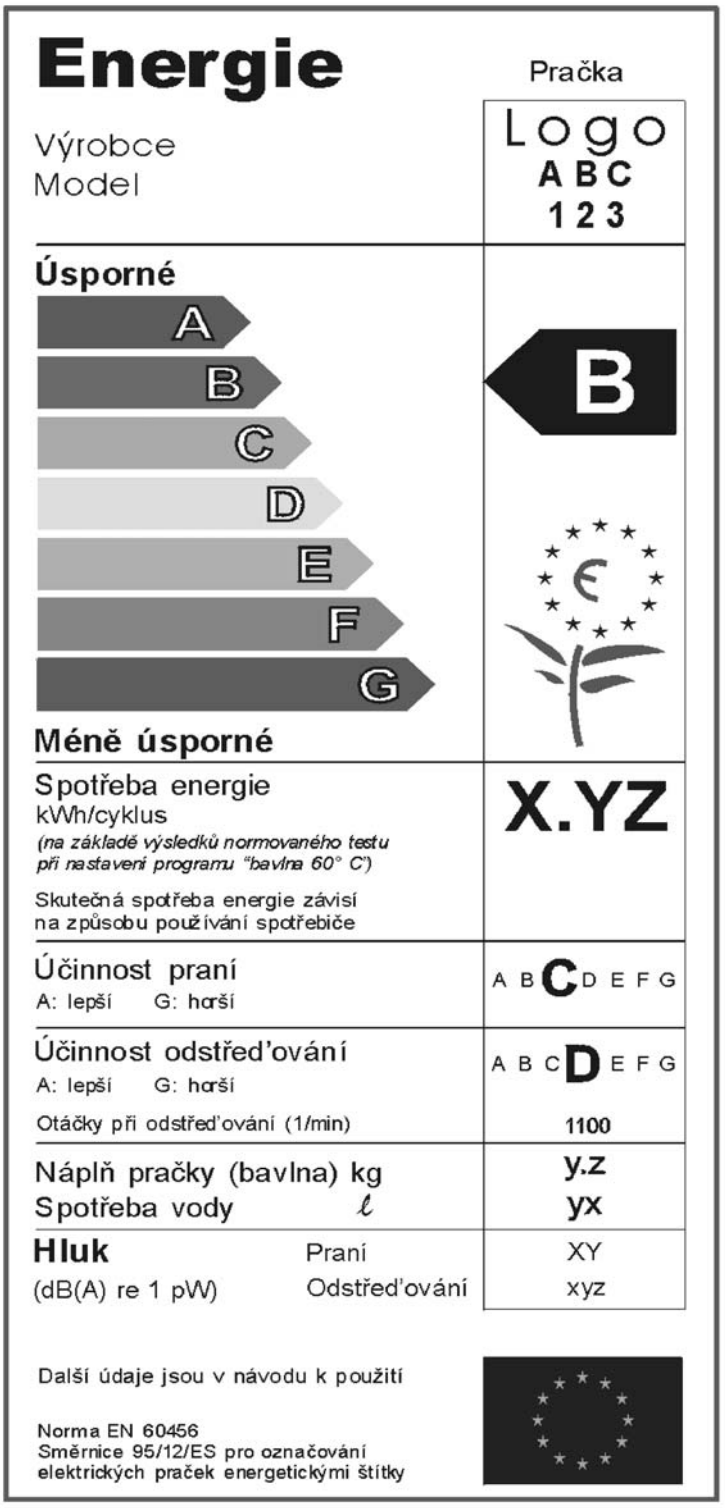
			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe 1	Annexe II	Annexe III									
	11		Doba skladování při vypnutí … hod	Ohutu elektrikat-kestuse kestus … h	Temperatūras paaugstināšanās laiks	Saugus energijos tiekimo pertrūkis … (h)	Áramkimaradási biztonság…h	Awtonomija … h	Czas przechowy-wania godzin bez zasilania	Skúška oteplenia … h	Čas hrambe pri motnjah v napajanju…ur
	12		Mrazicí výkonnost kg/24 hod.	Külmutusvõime (kg/24 h)	Saldēšanas jauda kg/24h	Šaldymo galia kg/24 h	Fagyasztási teljesítmény kg/ 24 órában	Kapaċità li tiffriża kg/24 siegħa	Zdolność zamrażania w kg/24h	Zmrazovací výkon v kg/24 h	Zmogljivost zamrzovanja kg/24h
	13		Normální	Lähisarktiline	Aukstās klimata joslas	Švelnių temperatūrų	Hideg	Anqas min-normal	Umiarkowana	Pod — normá-lom	Subnormalni
	13		Mírné	Mõõdukas	Mērenā josla	Vidutinis	Mérsékelt	Temperatura	Normalna	Mierny	Zmerni
	13		Subtropické	Subtroopiline	Subtropiskā josla	Subtropinis	Szubtrópusi	Sub-tropikali	Subtropikalna	Subtropický	Subtropski
	13		Tropické	Troopiline	Tropiskā	Tropinis	Trópusi	Tropikali	Tropikalna	Tropický	Tropski
IX	14	6	Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmas (dB(A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1pW)	Hlučnosť (dB (A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒			Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos yra gaminio apraše	További infor-máció a termé-kismertetőben	Aktar informaz-zjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektih
☒			Norma EN 153, květen 1990	Standard EN 153, 1990 mai	1990. gada maija standarts EN 153	Lietuvos standartas LST EN 153, gegužė 1990	EN 153 szabvány, 1990 május	L-istandard EN 153, Mejju 1990	Norma EN 153, Maj 1990	Norma EN 153, máj 1990	Standard EN 153, maj 1990
☒			Směrnice 94/2/ES pro označování elektrických chladniček, mrazniček a jejich kombinací energetickými štítky	Külmaseadmete märgistamise direktiiv 94/2/EÜ	Ledusskapju marķēšanas Direktīva 94/2/EK	Šaldytuvo etiketės direktyva 94/2/EB	A 94/2/EK irányelv alapján	Id-Direttiva 94/2/ KE dwar it-tikketti tar-refriġeraturi	Dyrektywa 94/2/WE dotycząca etykiet umieszczanych na chłodziarkach	Smernica 94/2/ ES o štítkovaní chladničiek	Direktiva 94/2/ES o energijskih nalepkah za hladilnike

»

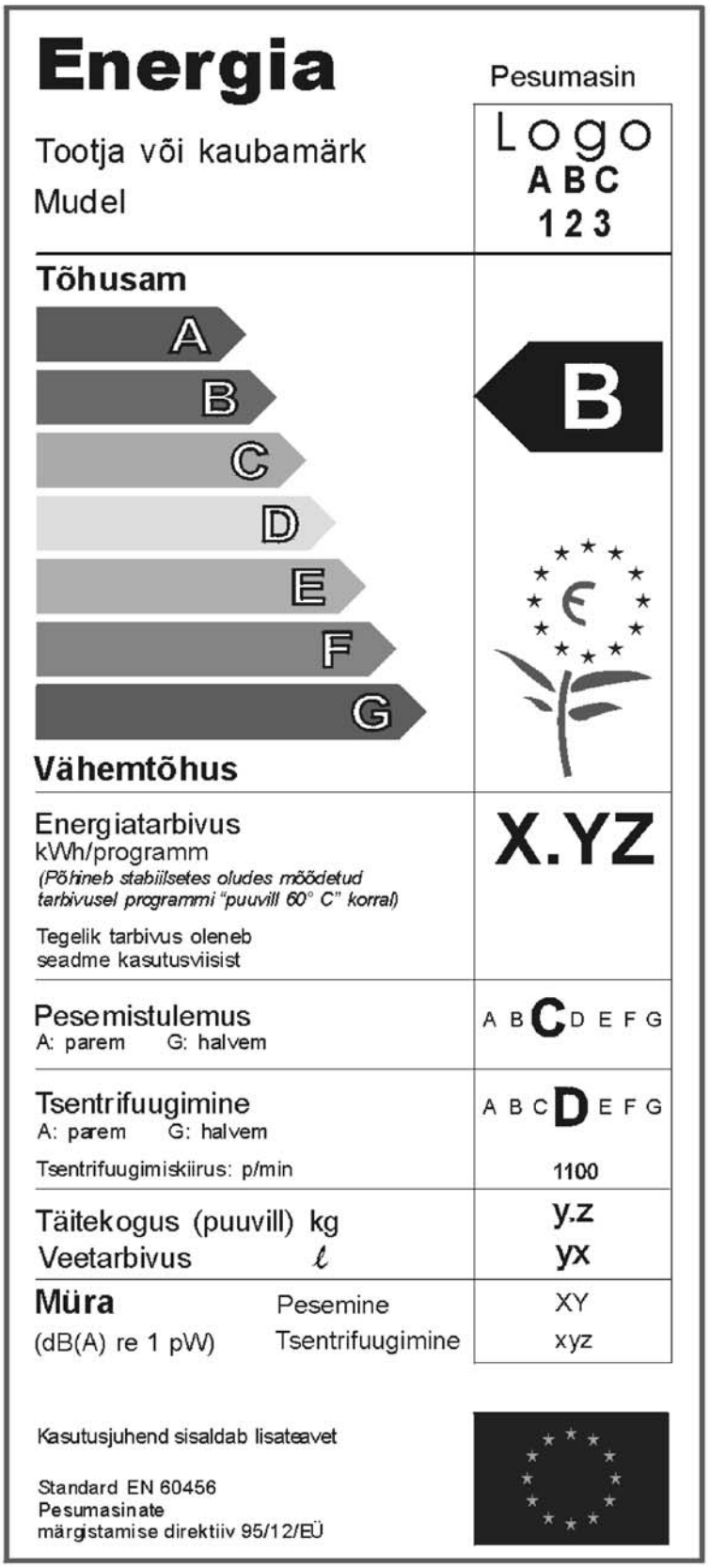
2. 31995 L 0012: Directive 95/12/CE de la Commission du 23 mai 1995 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des machines à laver le linge domestiques (JO L 136 du 21.6.1995, p. 1), modifiée par:

— 31996 L 0089: Directive 96/89/CEE de la Commission du 17.12.1996 (JO L 338 du 28.12.1996, p. 85)

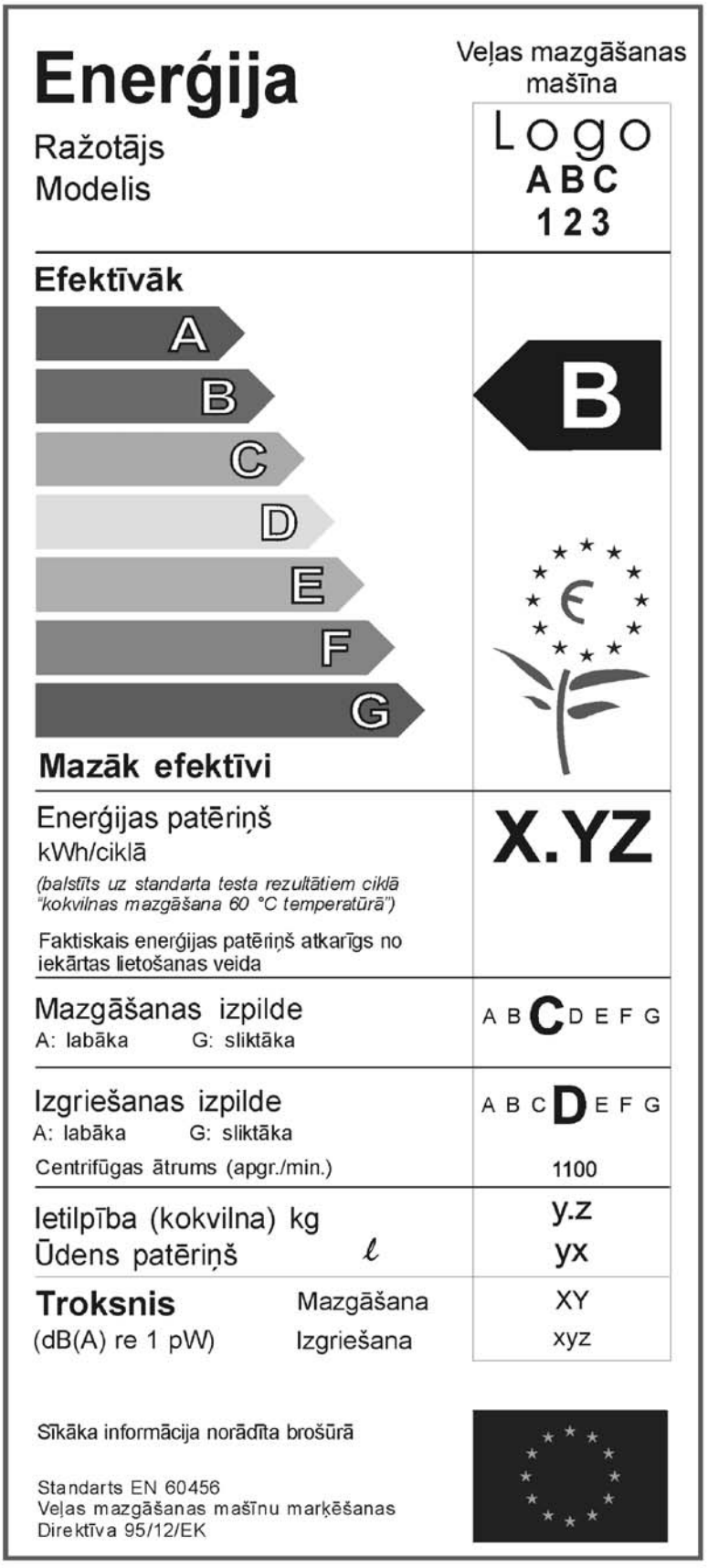
a) À l'annexe I, point 1, le texte suivant est ajouté entre l'étiquette en espagnol et l'étiquette en danois:

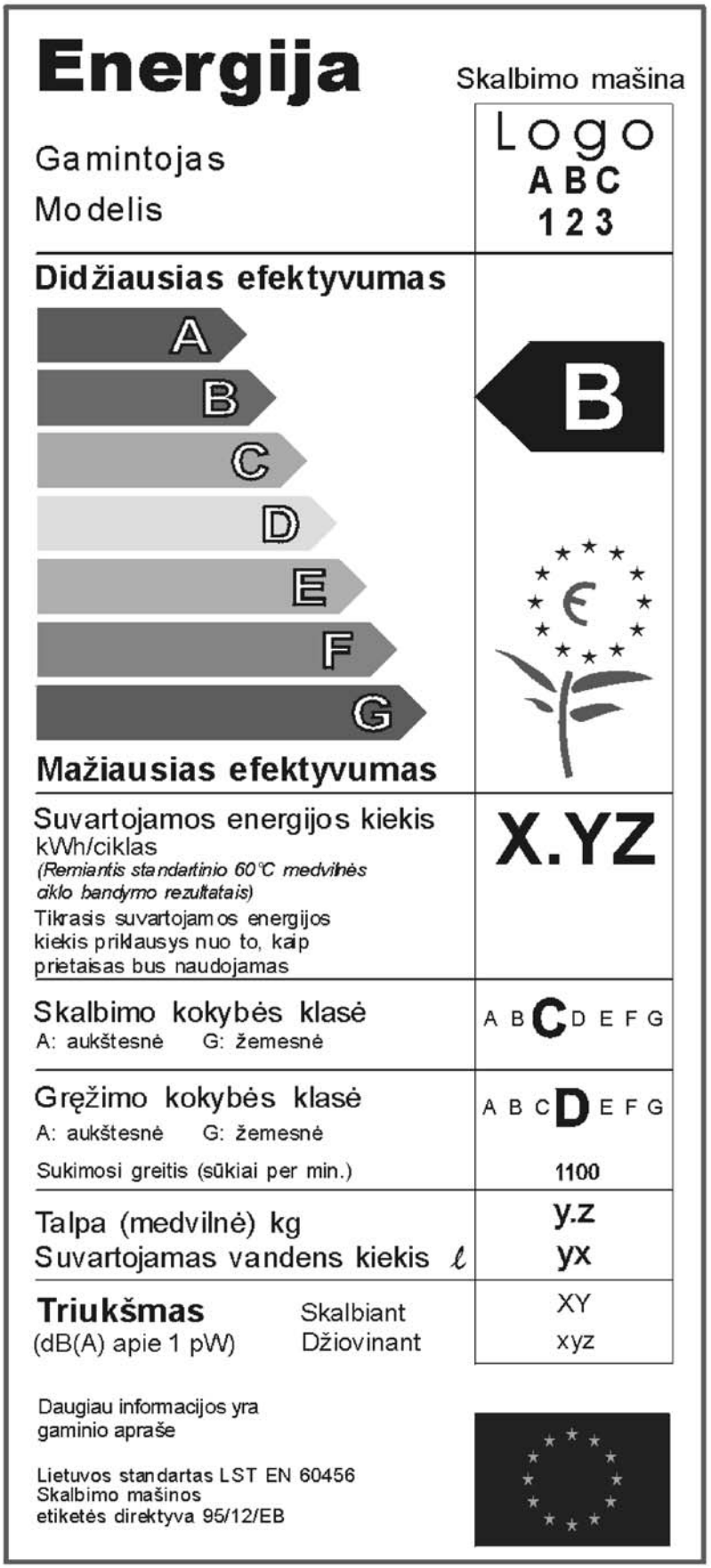


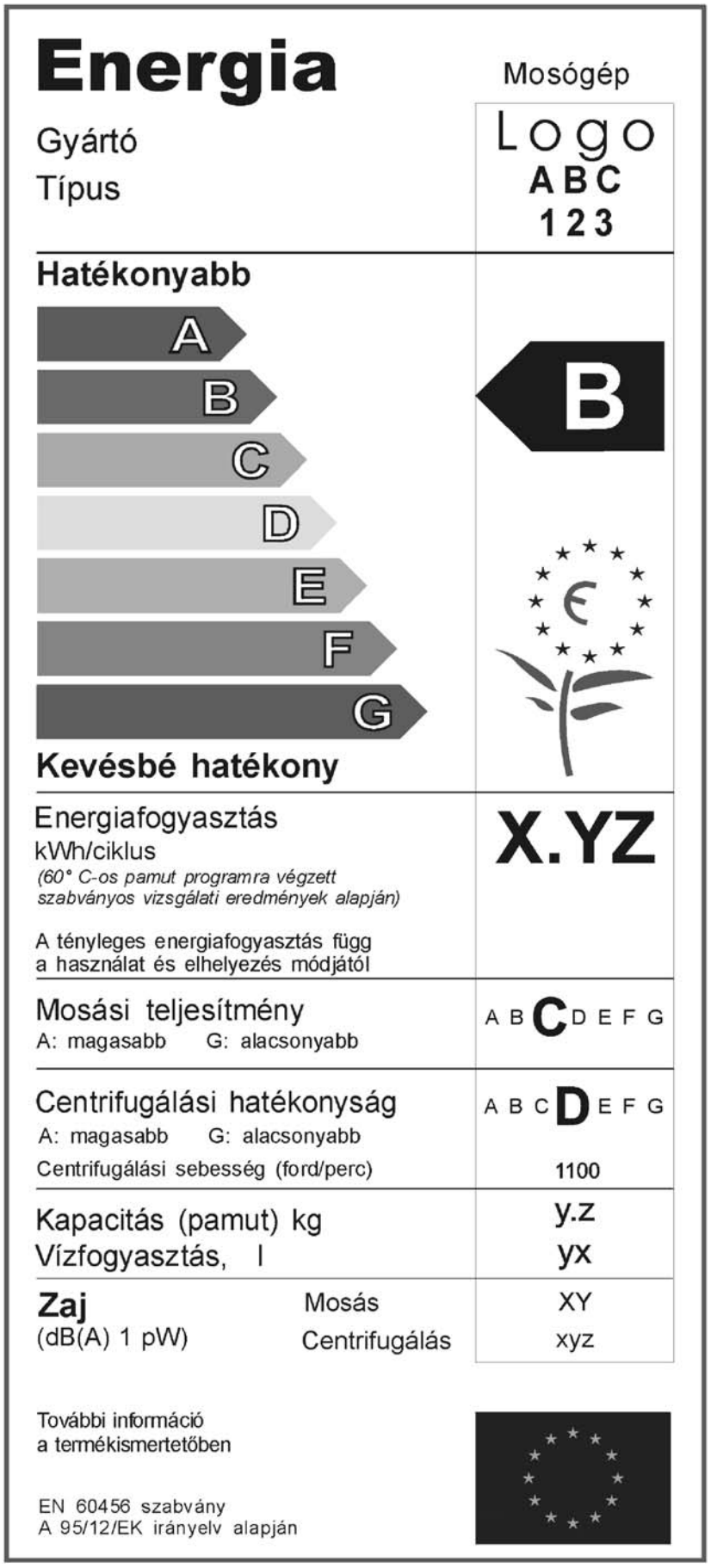
et, entre l'étiquette en allemand et l'étiquette en grec:

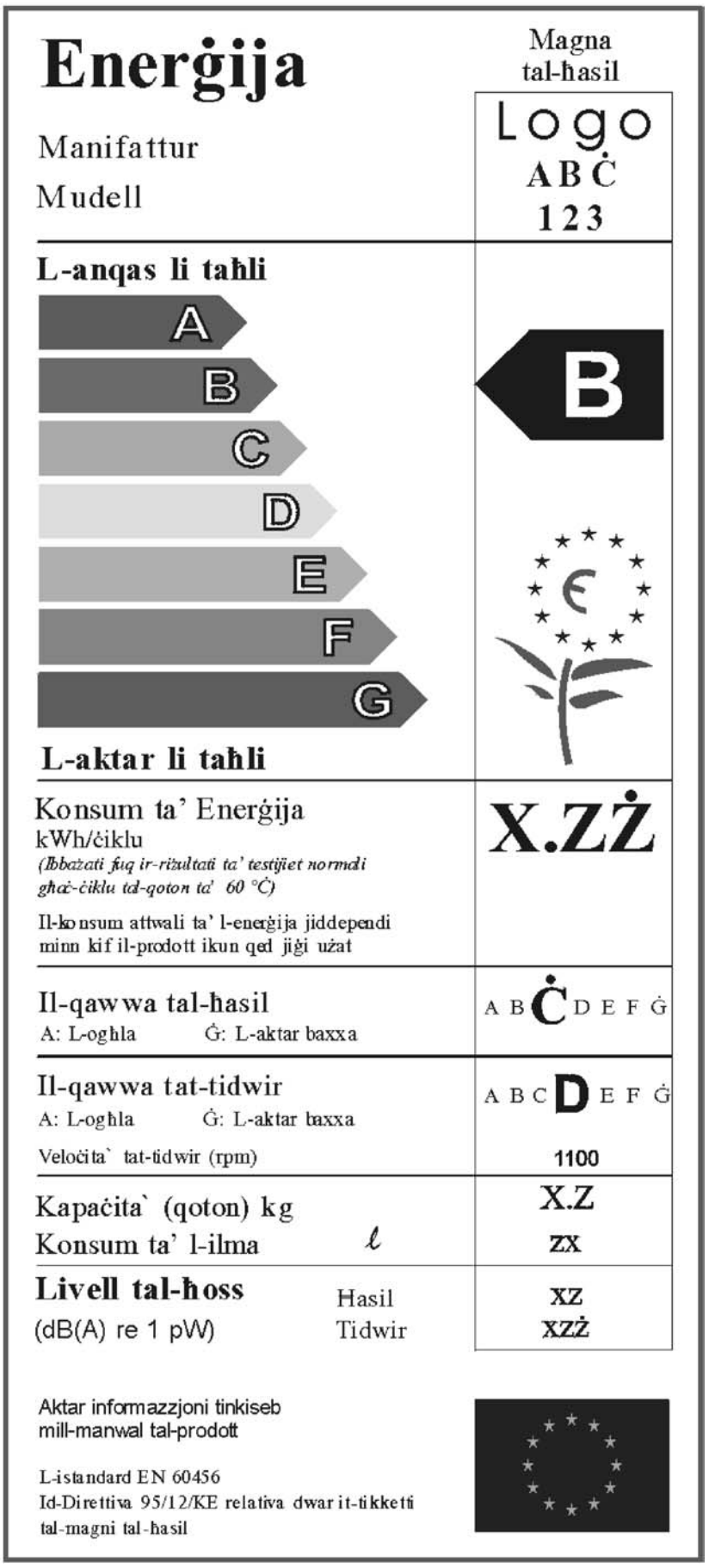


et, entre l'étiquette en italien et l'étiquette en néerlandais:

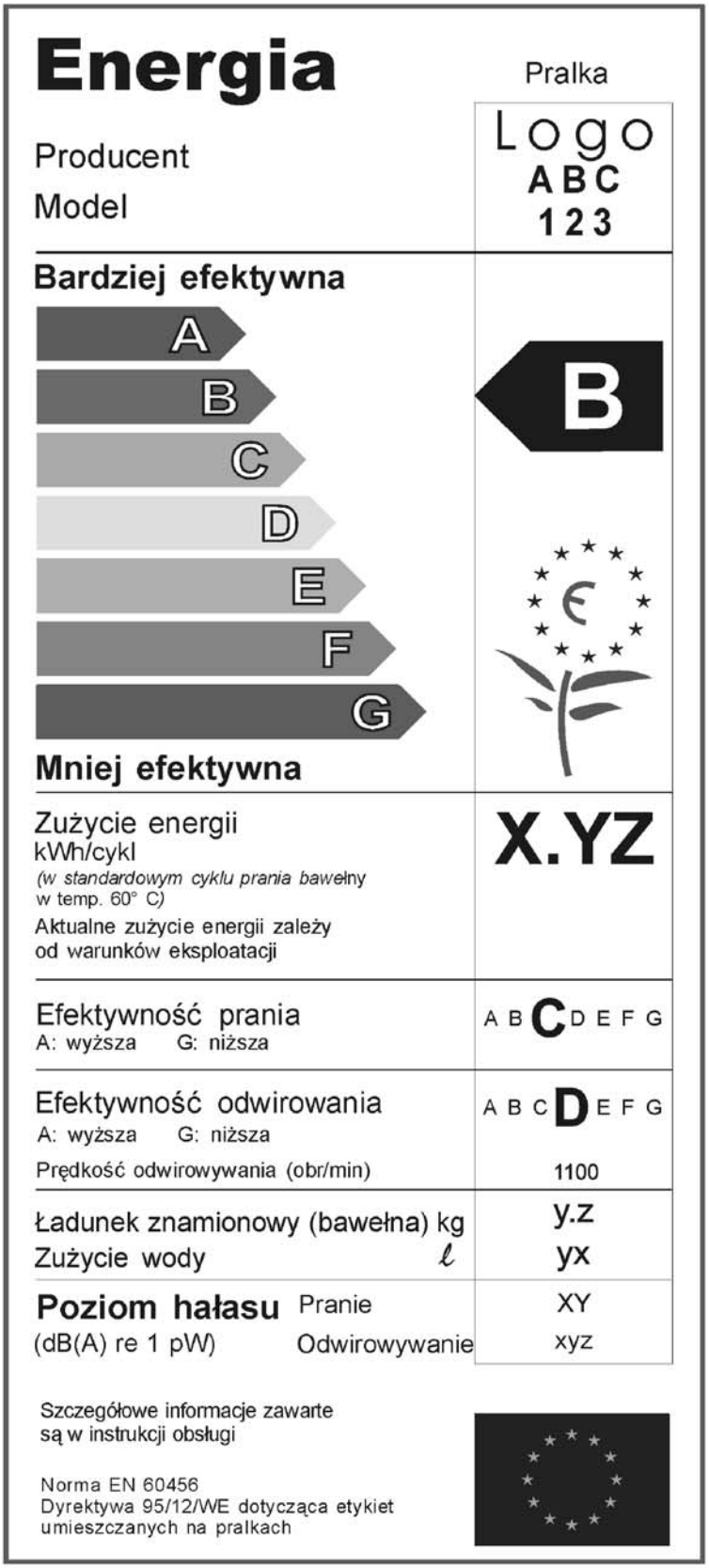



Energija
Skalbimo mašina
Gamintojas
Modelis
Logo
A B C
1 2 3
Didžiausias efektyvumas
A
B
C
D
E
F
G
B
Mažiausias efektyvumas
Suvartojamos energijos kiekis
kWh/ciklas
(Remiantis standartinio 60°C medvilnės ciklo bandymo rezultatais)
Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas
X.YZ
Skalbimo kokybės klasė
A: aukštesnė G: žemesnė
A B C D E F G
Gręžimo kokybės klasė
A: aukštesnė G: žemesnė
A B C D E F G
Sukimosi greitis (sūkiai per min.)
1100
Talpa (medvilnė) kg
y.z
Suvartojamas vandens kiekis ℓ
yx
Triukšmas
(dB(A) apie 1 pW)
Skalbiant
Džiovinant
XY
xyz
Daugiau informacijos yra gaminio apraše
Lietuvos standartas LST EN 60456
Skalbimo mašinos
etiketės direktyva 95/12/EB

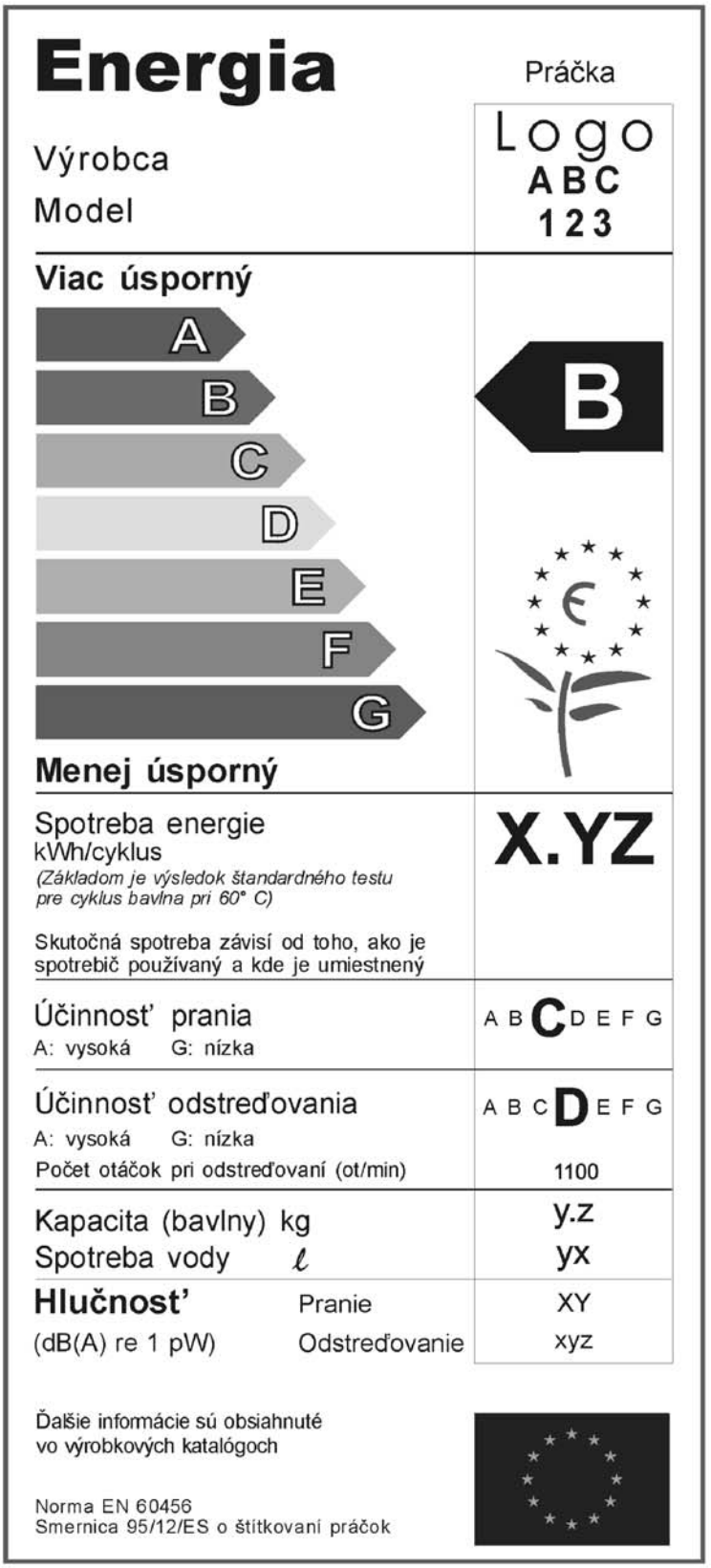

Energia
Mosógép
Gyártó
Típus
Logo
ABC
123
Hatékonyabb
A
B
C
D
E
F
G
B
Kevésbé hatékony
Energiafogyasztás
kWh/ciklus
(60° C-os pamut programra végzett szabványos vizsgálati eredmények alapján)
A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától
X.YZ
Mosási teljesítmény
A: magasabb G: alacsonyabb
A B C D E F G
Centrifugálási hatékonyság
A: magasabb G: alacsonyabb
A B C D E F G
Centrifugálási sebesség (ford/perc)
1100
Kapacitás (pamut) kg
y.z
Vízfogyasztás, l
yx
Zaj
(dB(A) 1 pW)
Mosás
XY
Centrifugálás
xyz
További információ a termékismertetőben
EN 60456 szabvány
A 95/12/EK irányelv alapján

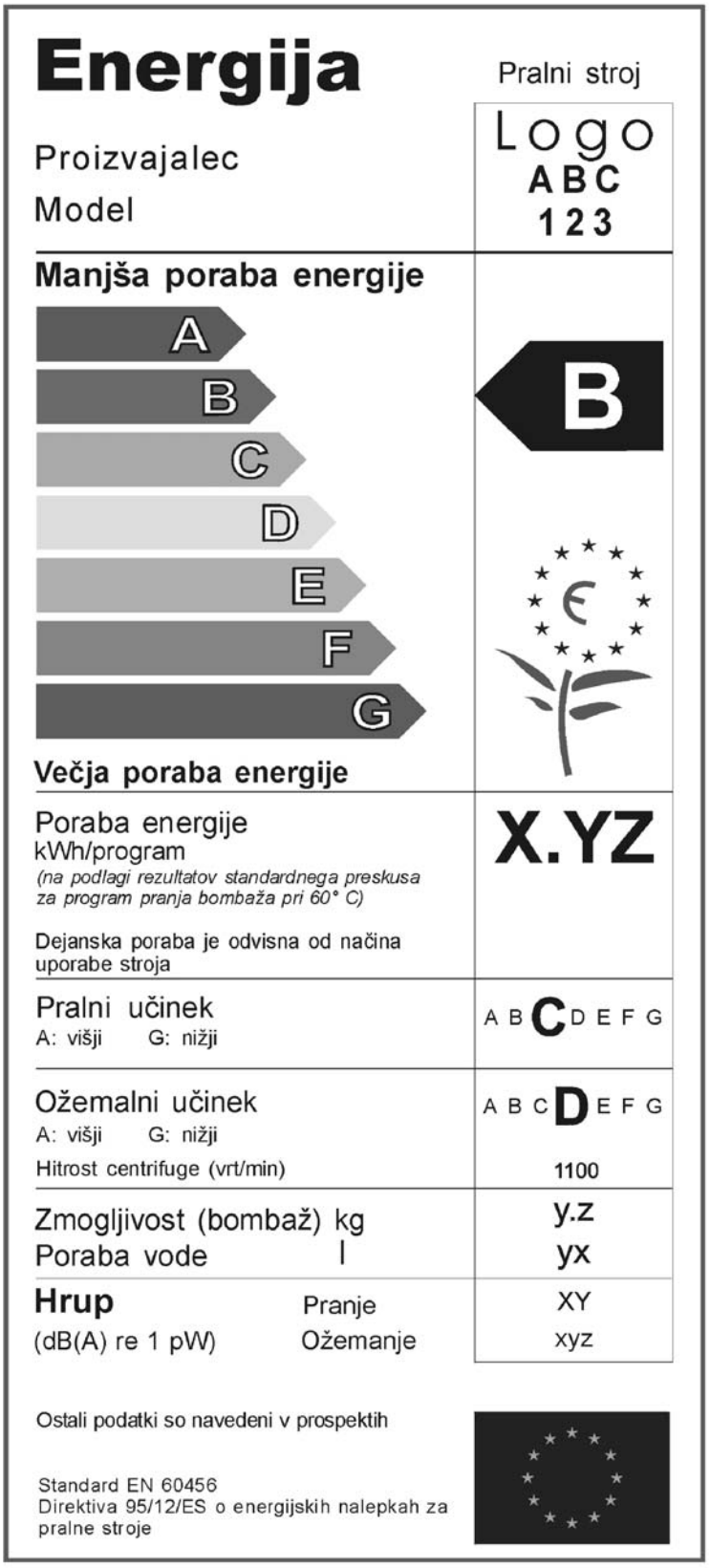

Enerġija
Magna tal-ħasil
Manifattur
Logo
Mudell
ABĊ
123
L-anqas li taħli
A
B
C
D
E
F
G
B
L-aktar li taħli
Konsum ta' Enerġija
kWh/ċiklu
(Ibbażati fuq ir-riżultati ta' testijiet normali għaċ-ċiklu tal-qoton ta' 60 °Ċ)
X.ZŻ
Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat
Il-qawwa tal-ħasil
A: L-oghla Ġ: L-aktar baxxa
A B Ċ D E F Ġ
Il-qawwa tat-tidwir
A: L-oghla Ġ: L-aktar baxxa
A B C D E F Ġ
Veloċita` tat-tidwir (rpm)
1100
Kapaċita` (qoton) kg
X.Z
Konsum ta' l-ilma ℓ
ZX
Livell tal-ħoss
Hasil
XZ
(dB(A) re 1 pW)
Tidwir
XZŻ
Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott
L-istandard EN 60456
Id-Direttiva 95/12/KE relativa dwar it-tikketti tal-magni tal-ħasil

et, entre l'étiquette en néerlandais et l'étiquette en portugais:



et, entre l'étiquette en portugais et l'étiquette pour la Belgique:




Energija
Pralni stroj
Proizvajalec
Model
Logo
ABC
123
Manjša poraba energije
A
B
C
D
E
F
G
B
Večja poraba energije
Poraba energije
kWh/program
(na podlagi rezultatov standardnega preskusa za program pranja bombaža pri 60° C)
Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja
X.YZ
Pralni učinek
A: višji G: nižji
A B C D E F G
Ožemalni učinek
A: višji G: nižji
A B C D E F G
Hitrost centrifuge (vrt/min)
1100
Zmogljivost (bombaž) kg
y.z
Poraba vode l
yx
Hrup
(dB(A) re 1 pW)
Pranje
Ožemanje
XY
xyz
Ostali podatki so navedeni v prospektih
Standard EN 60456
Direktiva 95/12/ES o energijskih nalepkah za pralne stroje

b) Le texte suivant est ajouté à l'annexe V:

«

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
☒			Pračka	Pesumasin	Veļas mazgāšanas mašīna	Skalbimo mašina	Mosógép	Magna tal-ħasil	Pralka	Práčka	Pralni stroj
I			Výrobce	Tootja või kaubamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II			Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
☒			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efektyvumas	Hatékonyabb	L-anqas li taħli	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
☒			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efektyvumas	Kevésbé hatékony	L-aktar li taħli	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
	3	1	Třída energetické účinnosti … na stupnici A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhususklass … astmestikus A-st (tõhusam, st vähem tarbiv) kuni G-ni (vähemtõhus, st rohkem tarbiv)	Energo-efektivitātes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė … skalėje nuo A (didžiausias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahatékonysági osztályA-tól (hatékonyabb) G-ig (kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċjenza ta' l-enerġija..fuq skala ta' A (l-anqas li jaħlu) sa Ġ (l-aktar li jaħlu)	Klasa efektywności energetycznej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetickej hospodárnosti pomocou stupnice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energetske učinkovitosti na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V			Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamos energijos kiekis	Energiafogyasztás	Konsum ta' Enerġija	Zużycie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V			kWh/cyklus	kWh/programm	kWh/ciklā	kWh/ciklas	kWh/ciklus	kWh/ċiklu	kWh/cykl	kWh/cyklus	kWh/program
V			Na základě výsledků normovaného testu při nastavení programu "bavlna 60°C"	Põhineb stabiilsetes oludes mõõdetud tarbivusel programmi "puuvill 60°C" korral	Balstīts uz standarta testa rezultātiem ciklā "kokvilnas mazgāšana 60°C temperatūrā"	Remiantis standartinio "60°C medvilnės" ciklo bandymo rezultatais	60 °C-os pamut programra végzett szabványos vizsgálati eredmények alapján	Ibbażati fuq irriżultati ta' testijiet normali għaċ-ċiklu talqoton ta' 60°Ċ	w standardowym cyklu prania bawełny w temp. 60°C	Základom je výsledok štandardného testu pre cyklus bavlna pri 60°C	Na podlagi rezultatov standardnega preskusa za program pranja bombaža pri 60°C

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
	5	2	Spotřeba … kWh na cyklus založená na výsledcích normalizované zkoušky při cyklu 60°C (bavlna)	Energiatarbivus … kWh/ programm (põhineb stabiilsetes oludes mõõdetud tarbivusel programmi "puuvill 60°C" korral)	Enerģijas patēriņš… balstīts uz standarta testa rezultātiem ciklā "kokvilnas mazgāšana 60°C temperatūrā"	Suvartojamas energijos kiekis … kWh per ciklą, remiantis "60°C medvilnės" programos ciklo standartinio bandymo rezultatais	Energiafogyasztás ciklusonként kWh-ban, normál 60 °C-os pamut program használata esetén	Il-konsum ta' l-enerġija … kWh kull ċiklu, ibbażat fuq irriżultati ta' testijiet standard għaċ-ċiklu talqoton ta' 60°Ċ	Zużycie energii … kWh/cykl, w oparciu o wyniki standardowych testów dla cyklu prania bawełny w temperaturze 60°C	Spotreba energie v kWh/cyklus, založená na výsledku štandardného testu pre cyklus bavlna pri 60°C	Poraba energije kWh na program, na podlagi rezultatov standardnega preskusa za program pranja bombaža pri 60°C
V	5	2	Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání spotřebiče	Tegelik tarbivus oleneb seadme kasutusviisist	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida	Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas	A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától	Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji	Skutočná spotreba energie závisí závisieť od toho, ako je spotrebič používaný	Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja
VI			Účinnost praní A (lepší) G (horší)	Pesemistulemus A (parem) G (halvem)	Mazgāšanas izpilde A (labāka) G (sliktāka)	Skalbimo kokybės klasė: A (aukštesnė), G (žemesnė)	Mosási teljesítmény A (magasabb) G (alacsonyabb)	Il-qawwa tal-ħasil A (L-għola) Ġ (L-aktar baxxa)	Efektywność prania A (wyższa) G (niższa)	Účinnosť prania A (vysoká) G (nízka)	Pralni učinek A (višji) G (nižji)
	6	3	Třída účinnosti praní … na stupnici od A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Pesemistulemuse klass … astmestikus A-st (parem) kuni G-ni (halvem)	Mazgāšanas izpildes klase… uz skalas no A (labāka) līdz G (sliktāka)	Skalbimo kokybės klasė … skalėje nuo A (aukštesnė) iki G (žemesnė)	Mosási teljesítmény osztály A-tól (magasabb) G-ig (alacsonyabb) terjedő skálán	Il-klassi talqawwa tal-ħasil …fuq skala ta' A (l-ogħlau) Ġ (l-aktar baxxa)	Klasa efektywności prania w skali od A (bardziej efektywna) G (mniej efektywna)	Trieda účinnosti prania pomocou stupnice od A (vysoká) do G (nízka)	Razred pralnega učinka po lestvici od A (višji) do G (nižji)
VII			Účinnost odstřeďování A (lepší) G (horší)	Tsentrifuugimine A (parem) G (halvem)	Izgriešanas izpilde A (labāka) G (sliktāka)	Gręžimo kokybės klasė: A (aukštesnė), G (žemesnė)	Centrifugálási hatékonyság A (magasabb) G (alacsonyabb)	Il-qawwa tat-tidwir A (L-ogħla) Ġ (L-aktar baxxa)	Efektywność odwirowania A (wyższa) G (niższa)	Účinnosť odstreďovania A (vysoká) G (nízka)	Ožemalni učinek A (višji) G (nižji)

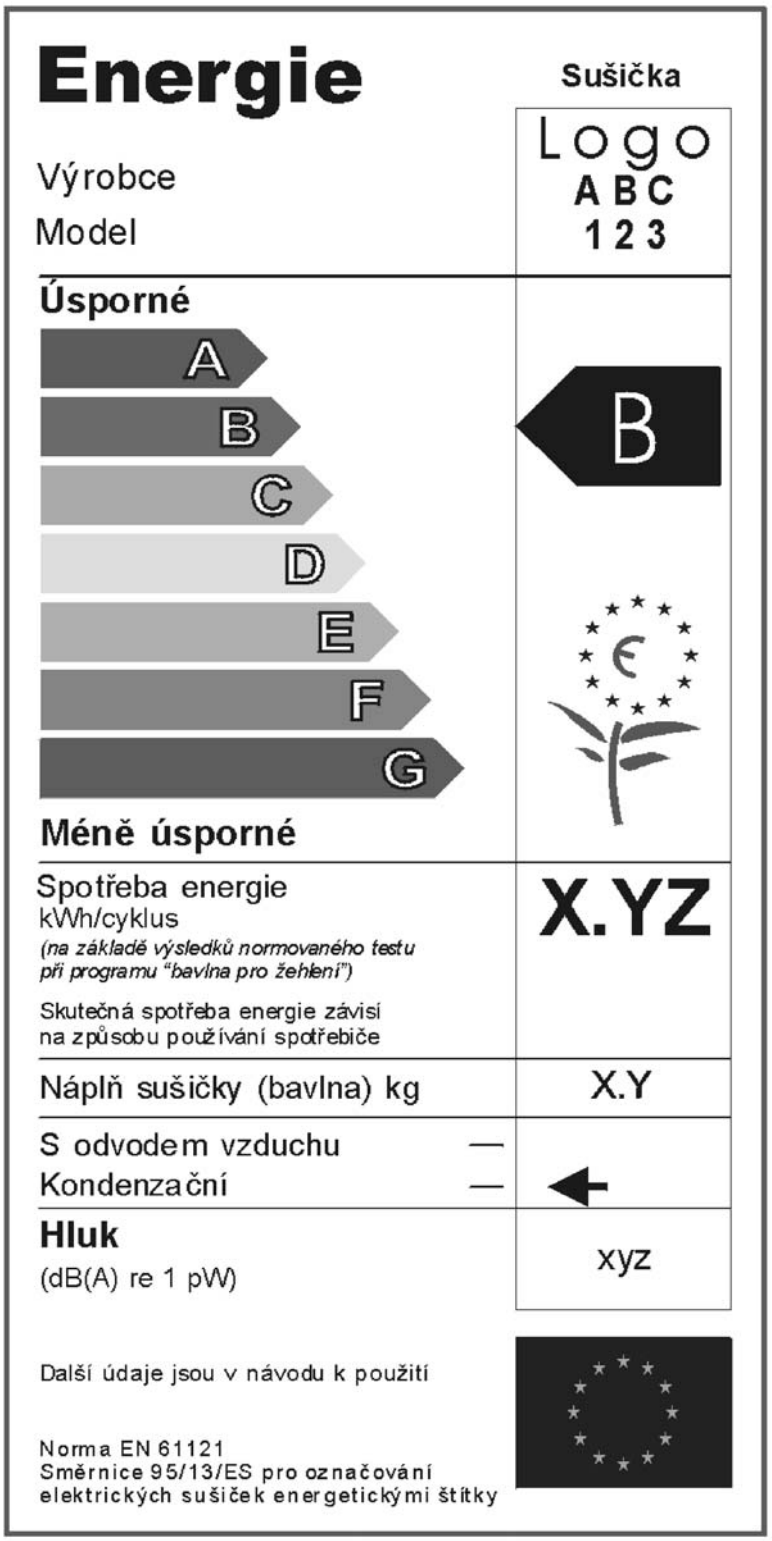
Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
	7	4	Třída účinnosti odstřeďování … na stupnici od A (vyšší) do G (nižší)	Tsentrifuugimis-tulemuse klass … astmestikus A-st (parem) kuni G-ni (halvem)	Izgriešanas izpil-de… uz skalas no A (labāka) līdz G (zemāka)	Gręžimo vardi-niai dydžiai: A (aukštesni), G (žemesni)	Centrifugálási hatékonysági osz-tály A-tól (A hatékonyabb) G-ig (G kevésbé hatékony) terjedő skálán	Ir-rata tat-tnix-xif… fuq skala ta' A (l-għola) sa Ġ (l-aktar baxxa)	Klasa efektyw-ności odwirowa-nia … w skali od A (bardziej efek-tywna) G (mniej efektywna)	Trieda účinnosti odstreďovania… na stupnici od A (vyššia) po G (nižšia)	Ožemalni učinek …na lestvici od A (višji) G (nižji)
	7	4	Upozornění: Pokud používáte k sušení bubnovou sušičku a zvolíte pračku s účinností odstřeďování A místo pračky s účinností odstřeďování G, sníží se Vaše náklady na polovinu. Při sušení textilií v bubnové sušičce se zpravidla spotřebuje více energie než při jejich praní.	Märkus: Trum-melkuivati kasu-tamisel arvesta, et kui pesu tsent-rifuugitakse sead-mega, mille tsentrifuugimistu-lemus on A, maksab trummel-kuivatus poole vähem kui tsent-rifuugimistule-musega G tsentri-fuugitud pesu korral, pesu kui-vatamine kulutab üldjuhul rohkem energiat kui pese-mine	Atcerieties! Izvēloties veļas mazgāšanas mašīnu ar A centri-fūgu G centri-fūgas vietā, Jūs samazināsiet žāvēšanas izmak-sas uz pusi. Drēbju žāvēšana parasti patērē vairāk enerģijas nekā to maz-gāšana.	Įsidėmėkite. Jei naudojate būgninį džiovin-tuvą, pasirinkus skalbimo mašiną su A klasės gręžimu vietoje G klasės, džiovi-nimo išlaidas sumažinsite per pusę. Drabužius išdžiovinti būgne paprastai reikia daugiau energi-jos, negu juos skalbti	Ha a mosás után külön szárítógépet használunk és G osztályú centrifugás mosógép helyett A osztályú centrifugás mosógépet választunk, a szárítógép üzemköltsége felére csökken. A ruhák szárítógépben történő szárítása rendszerint több energiát fogyaszt, mint kimosásuk.	N.B: Fil-każ illi tkun trid tuża l-magna li tnixxef, jekk inti tagħżel magna tal-ħasil li għandha tidwira tal-Klassi A, minflok waħda tal-Klassi Ġ għandha tnaqqas bin-nofs l-ispejjeż tat-tnixxif tal-magna tat-tnixxif. It-tnixxif tal-ħwejjeġ li jsir b' din il-magna normalment jikkonsma aktar enerġija mill-ħasil	Uwaga dla użytkowników pralek bębnowych. Wybór pralki o efektywności odwirowania A zamiast pralki o efektywności odwirowania G, obniży o połowę koszty suszenia. Na suszenie prania zużywa się zwykle więcej energii niż na pranie.	Ak si vyberiete práčku s triedou účinnosti odstreďovania A namiesto práčky s triedou účinnosti odstreďovania G, vaše náklady na sušenie sa znížia na polovicu. Bubnové sušenie bielizne zvyčajne spotrebuje viac energie ako pranie	Opomba: če uporabljate sušilni stroj. Izbira pralnega stroja z razredom ožemalnega učinka A namesto razreda G prepolovi stroške sušenja perila s strojem. Sušenje perila s strojem običajno porabi več energije od samega pranja.
	8		Zbytek vody po odstřeďování … % (vztaženo k hmotnosti suchého prádla)	Jääkniiskus pärast tsentrifuugimist … % (protsentides kuiva pesu kaalust)	Ūdens, kas paliek pēc izgriešanas, … % (kā propor-cija no sausās veļas svara)	Vanduo, likęs po gręžimo …% (nuo sausų skal-binių svorio)	Centrifugálás után megmaradó vízmennyiség …%-ban (a mosnivaló száraz súlyának százalékában) kifejezve	Perċentwali ta' l-ilma li jibqa' wara t-tidwir…% (bħala perċentwali tal-piż tal-ħasla niexfa)	Woda pozostała po odwirowaniu % (jako procent suchej masy pra-nia)	Voda, ktorá zostane pri odstreďovaní …% (ako podiel hmotnosti suchej bielizne)	Ostanek vode po ožemanju… % (v razmerju s težo suhega perila)
VIII	9	5	Otáčky při odstřeďování (1/min)	Tsentrifuugimis-kiirus (p/min)	Centrifūgas ātrums (apgr./min.)	Sukimosi greitis (sūkiai per minutę)	Centrifugálási sebesség (ford/perc)	Veloċità tat-tidwir (rpm)	Prędkość odwiro-wania (obr/min)	Počet otáčok pri ostreďovaní (ot/min)	Hitrost centrifu-ge(vrt/min)
IX	10	6	Náplň pračky (bavlna) kg	Täitekogus (puu-vill) kg	Ietilpība (kokvilna) kg	Talpa (medvilnė) … kg	Kapacitás (pamut) kg	Kapaċità (qoton) kg	Ładunek znamio-nowy (bawełna) kg	Kapacita (bavlny) kg	Zmogljivost (bombaž) kg

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
X	11	7	Spotřeba vody	Veetarbivus	Ūdens patēriņš	Suvartojamas vandens kiekis	Vízfogyasztás	Konsum ta' l-ilma	Zużycie wody l	Spotreba vody	Poraba vode
	14	8	Odhadovaná roční spotřeba čtyřčlenné domácnosti	Tavaline neljaliik-melise perekonna aastatarbivus	Paredzamais enerģijas un ūdens gada patēriņš četru personu saimniecībai	Tipiškas keturių asmenų šeimos suvartojamos energijos kiekis per metus	Becsült évi fogyasztás egy négyszemélyes háztartásra	Il-konsum tipiku annwali għal dar b'erbgħa min-nies	Szacowane roczne zużycie (200 standardowych cykli prania "bawełna 60°C" dla czteroosobowego gospodarstwa domowego)	Odhadovaná ročná spotreba pre štvorčlennú domácnosť	Povprečna letna poraba za štiričlansko gospodinjstvo
XI	15	9	Hluk(dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmas (dB(A) apie 1 pW)	Zaj(dB(A) 1 pW)	Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW)	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
XI			Praní	Pesemine	Mazgāšana	Skalbiant	Mosás	Ħasil	Pranie	Pranie	Pranje
XI			Odstřeďování	Tsentrifuugimine	Izgriešana	Džiovinant	Centrifugálás	Tidwir	Odwirowywanie	Odstreďovanie	Ožemanje
☒			Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informā-cija norādīta brošūrā	Daugiau informa-cijos yra gaminio apraše	További infor-máció a termék ismerte tőben	Aktar informaz-joni tinkiseb mill-manwal tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektih
☒			Norma EN 60 456	Standard EN 60 456	Standarts EN 60 456	Lietuvos standar-tas LST EN 60 456	EN 60 456 szab-vány	L-istandard EN 60 456	Norma EN 60 456	Norma EN 60 456	Standard EN 60 456
☒			Směrnice 95/12/ES pro označování elektrických praček energetickými štítky	Pesumasinate märgistamise direktiiv 95/12/ EÜ	Veļas mazgāšanas mašīnu marķēša-nas Direktīva 95/12/EK	Skalbimo maši-nos etiketės direktyva 95/12/EB	A 95/12/EK irányelv alapján	Id-Direttiva 95/ 12/KE relattiva dwar it-tikketti tal-magni tal-ħasil	Dyrektywa 95/12/WE dotycząca etykiet umieszczanych na pralkach	Smernica 95/12/ ES o štítkovaní práčok	Direktiva 95/12/ ES o energijskih nalepkah za pralne stroje

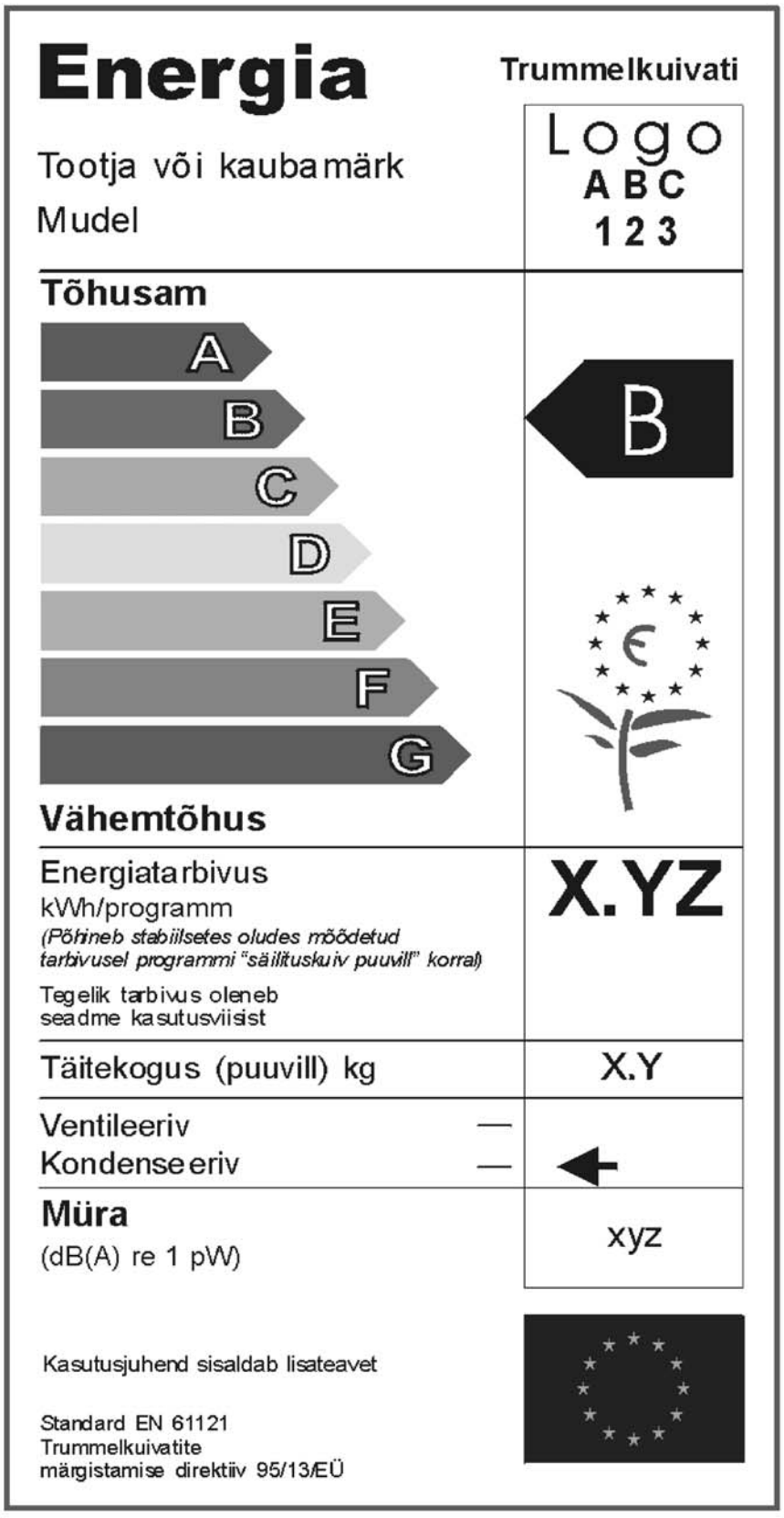
»

3. 31995 L 0013: Directive 95/13/CE de la Commission du 23 mai 1995 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour (JO L 136 du 21.6.1995, p. 28).

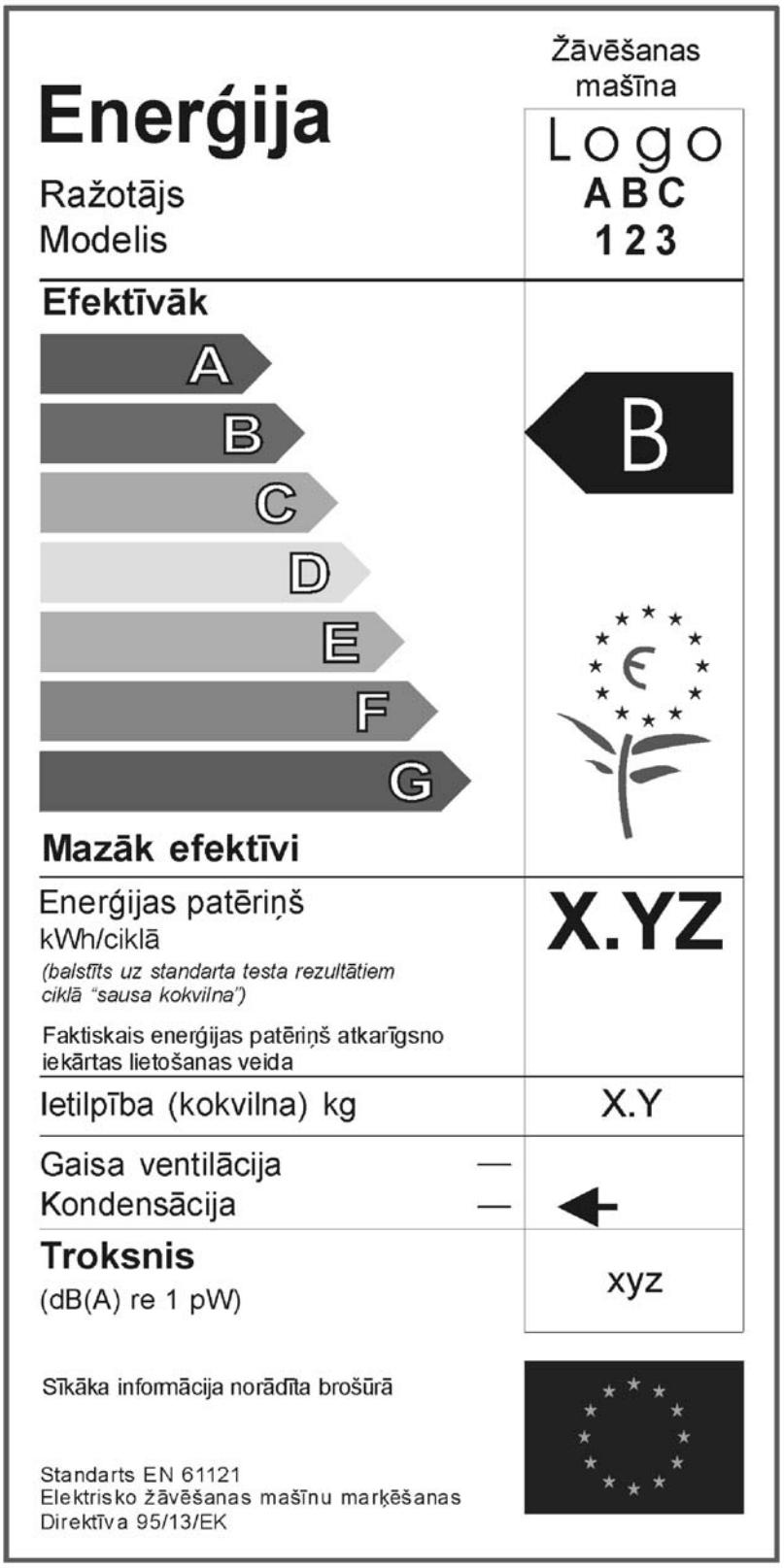
a) À l'annexe I, point 1, le texte ci-après est ajouté entre l'étiquette en espagnol et l'étiquette en danois:

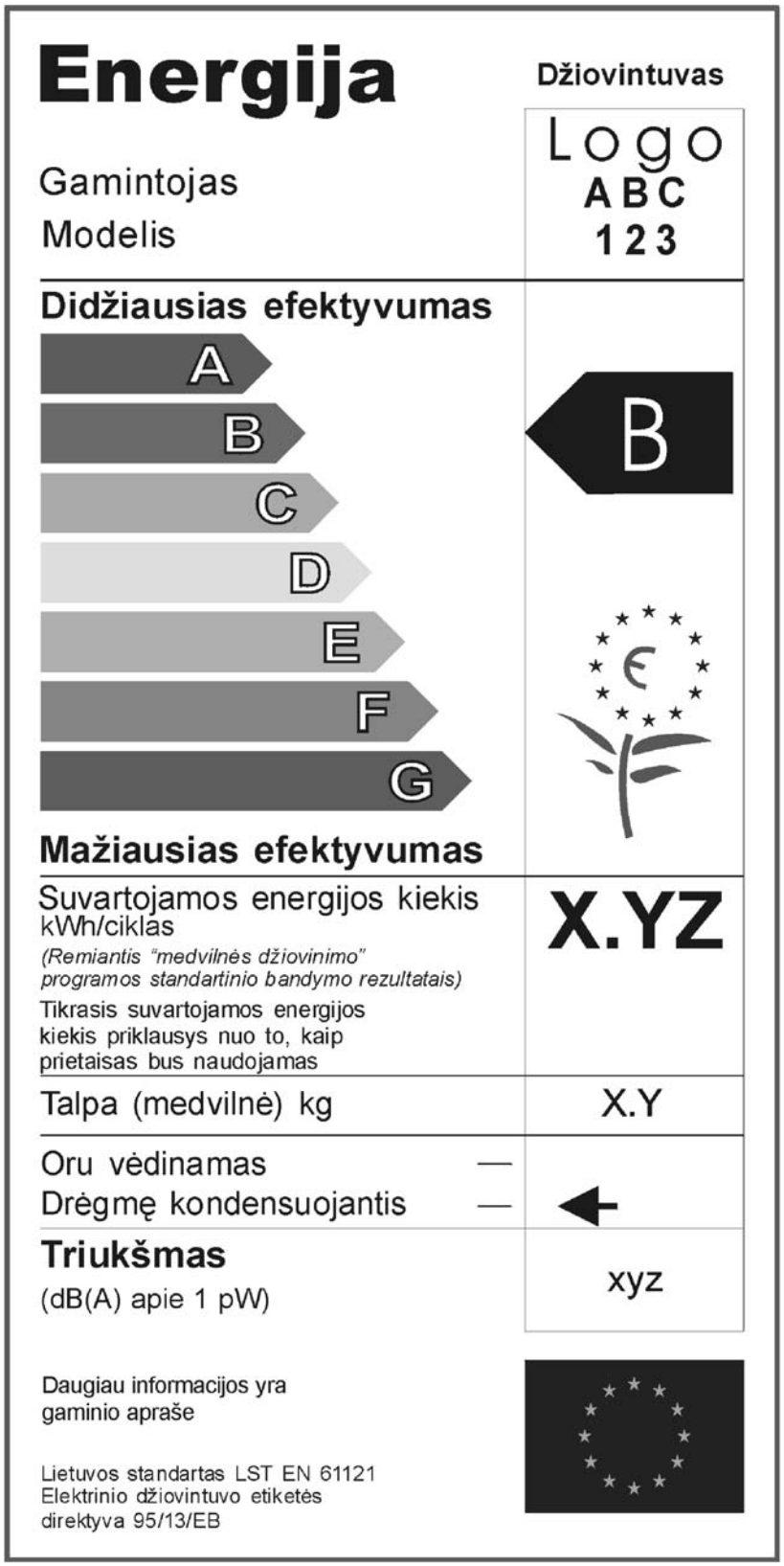


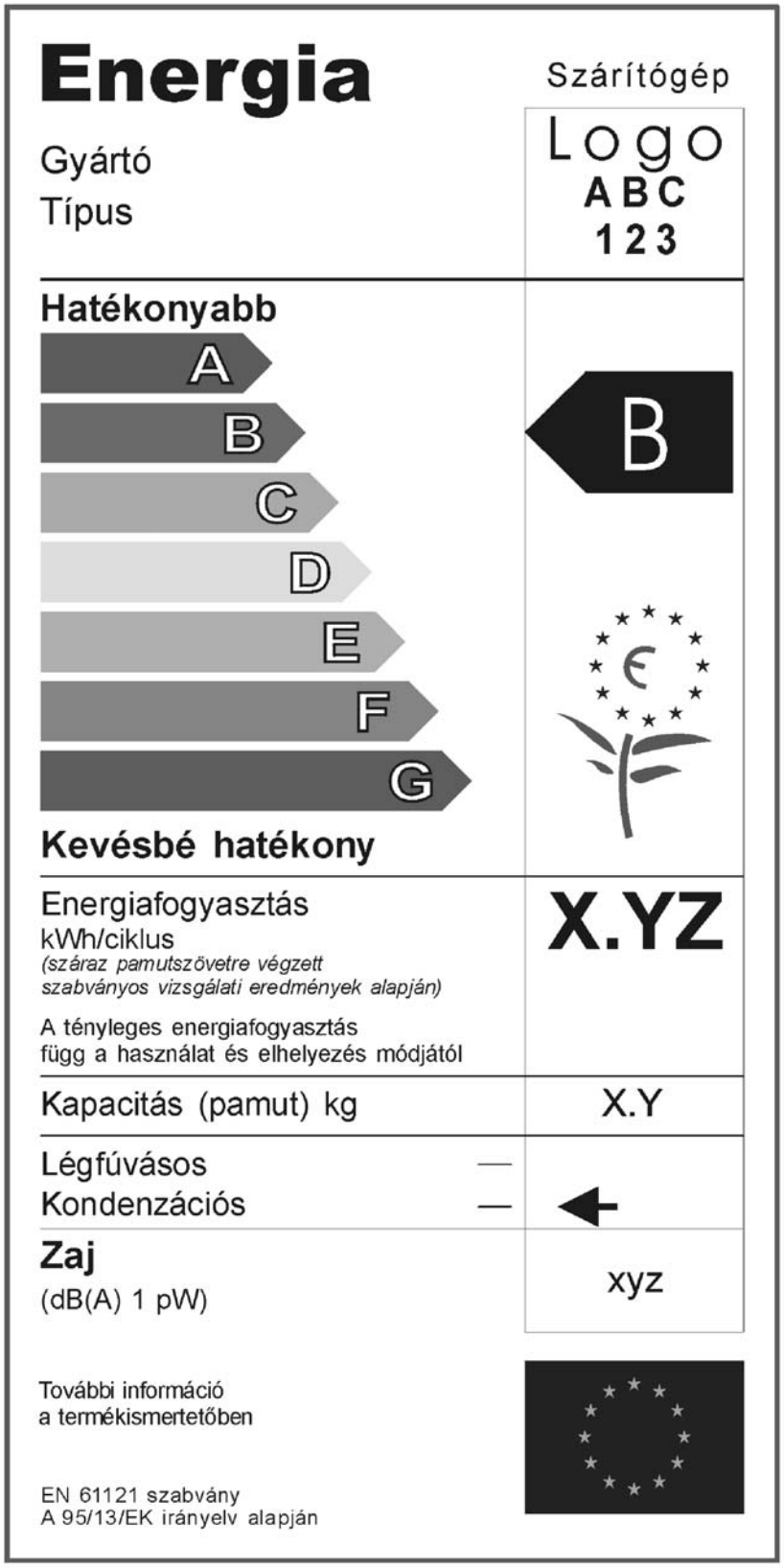
et, entre l'étiquette en allemand et l'étiquette en grec:

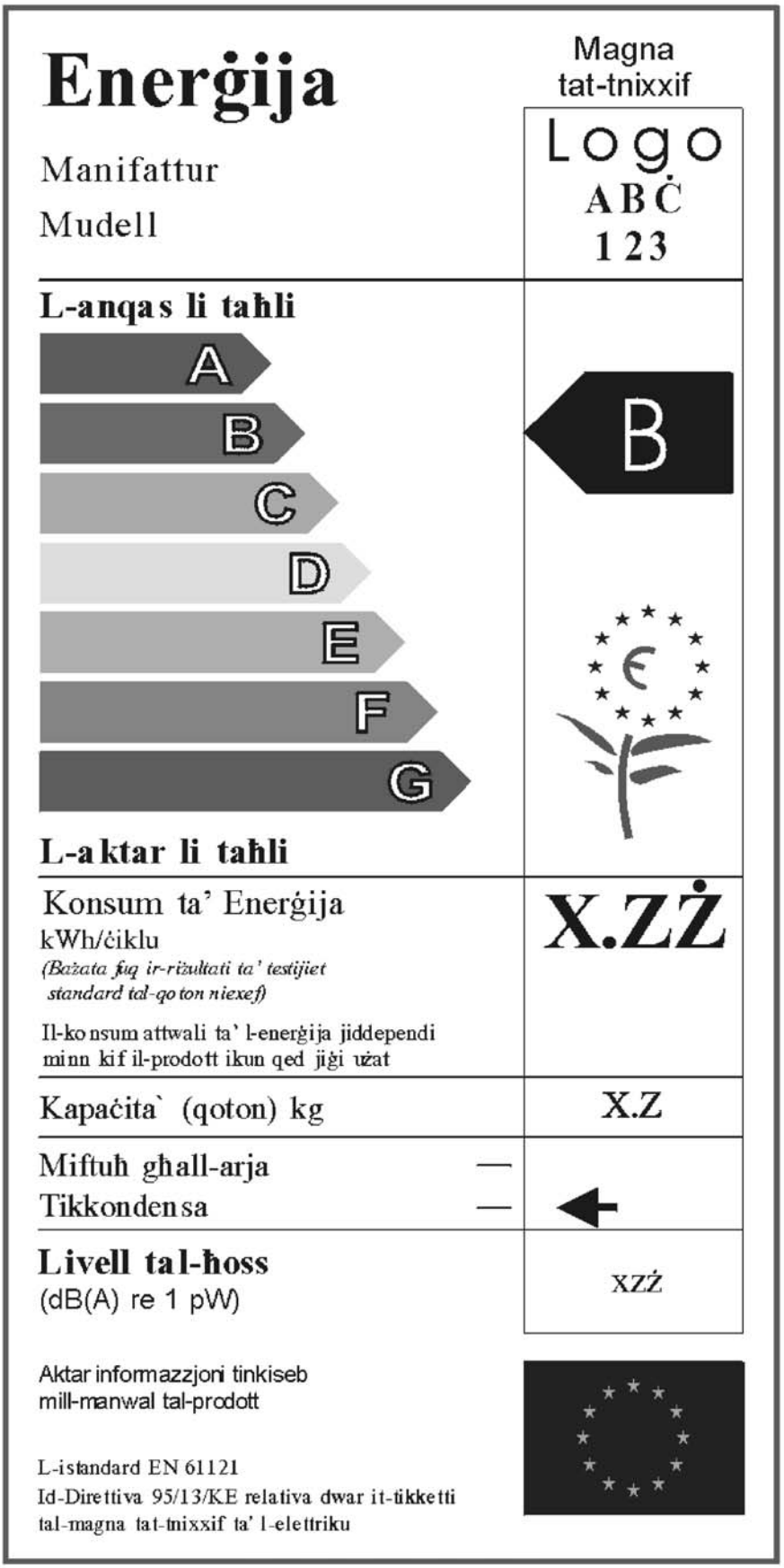


et, entre l'étiquette en italien et l'étiquette en néerlandais:

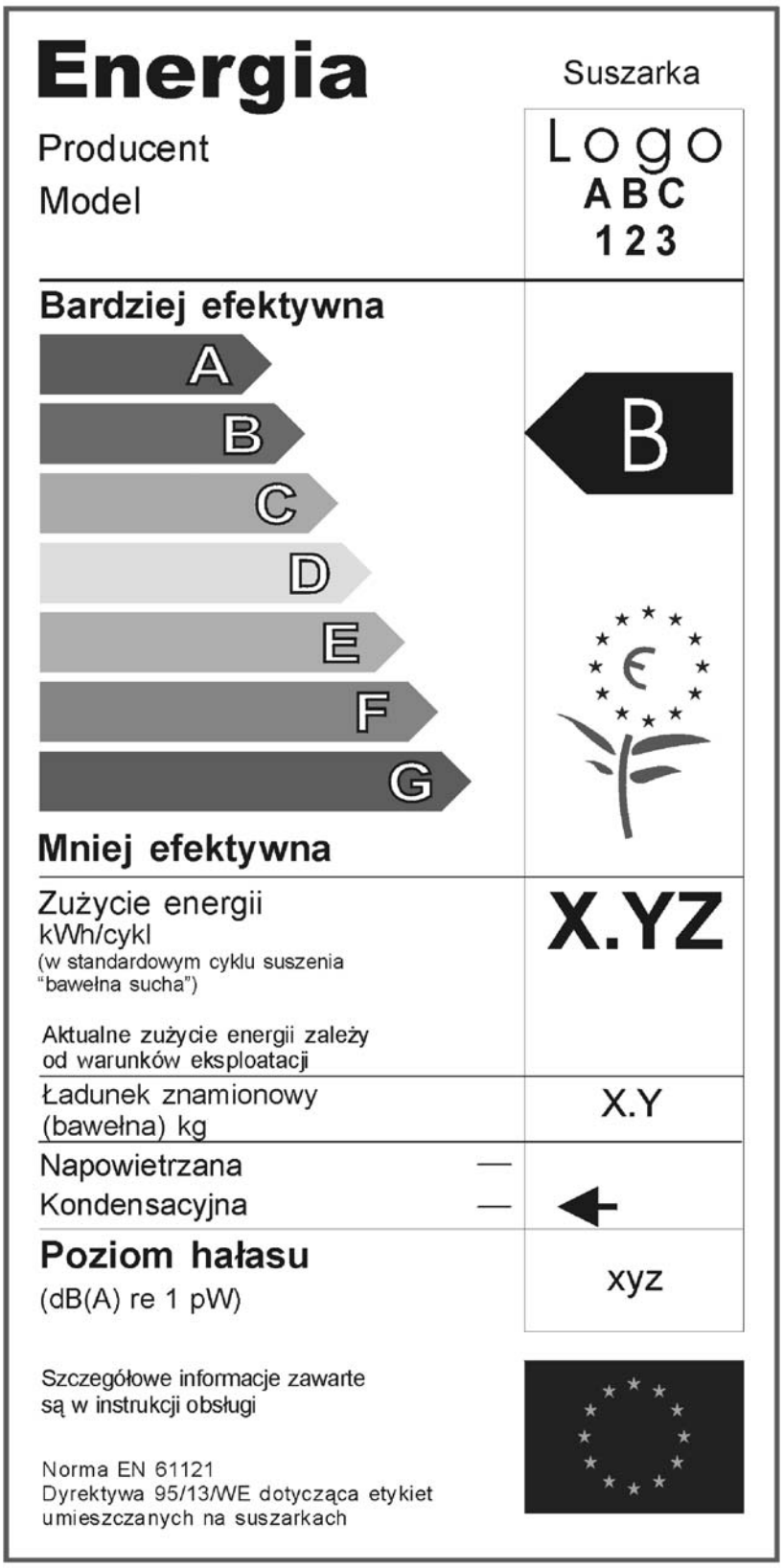



Energija
Džiovintuvas
Gamintojas
Logo
ABC
Modelis
123
Didžiausias efektyvumas
A
B
C
D
E
F
G
B
Mažiausias efektyvumas
Suvartojamos energijos kiekis kWh/ciklas
(Remiantis "medvilnės džiovinimo" programos standartinio bandymo rezultatais)
X.YZ
Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas
Talpa (medvilnė) kg
X.Y
Oru vėdinamas —
Drėgmę kondensuojantis —
Triukšmas
(dB(A) apie 1 pW)
xyz
Daugiau informacijos yra gaminio apraše
Lietuvos standartas LST EN 61121
Elektrinio džiovintuvo etiketės direktyva 95/13/EB

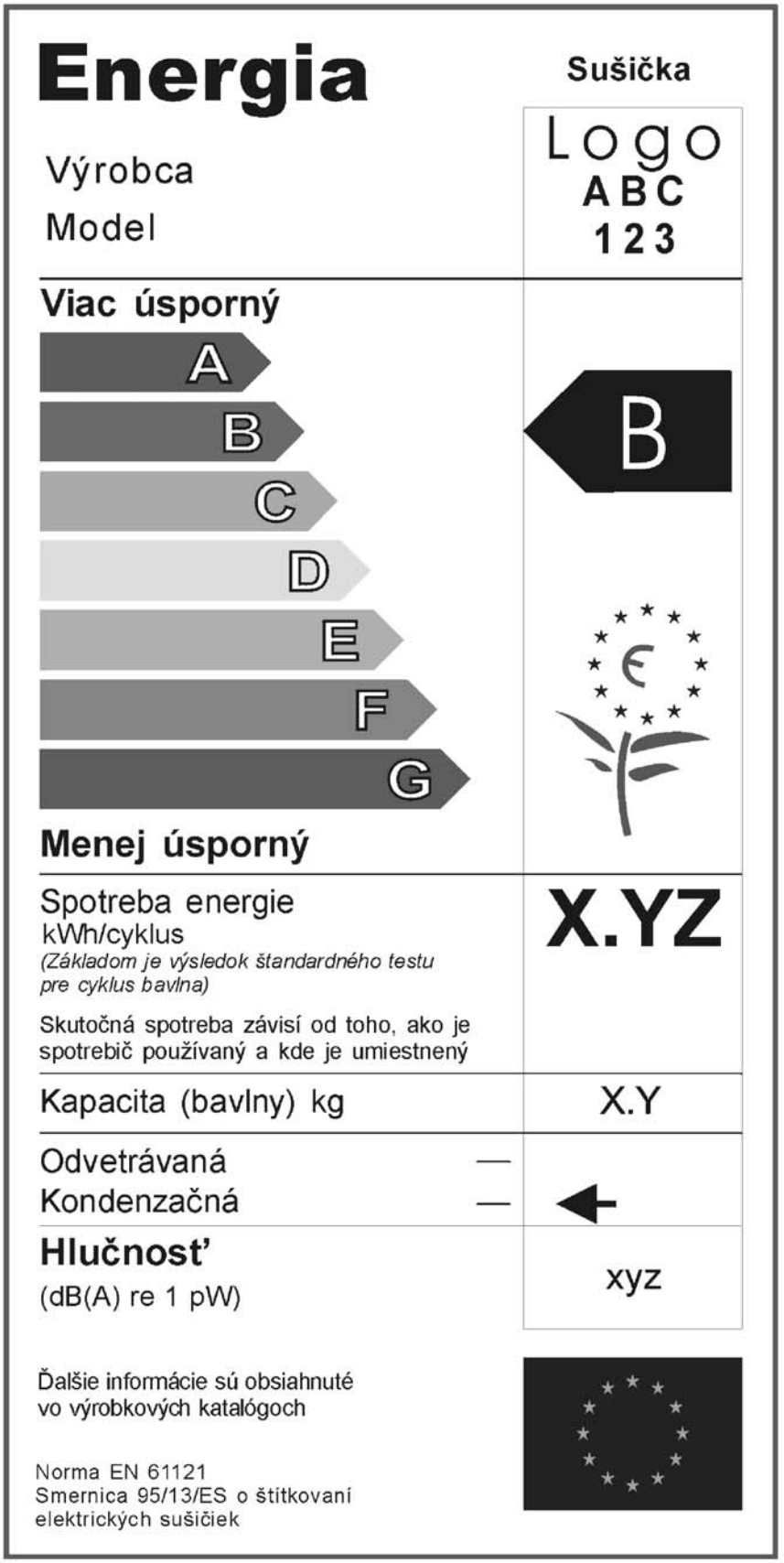

Energia
Szárítógép
Gyártó
Típus
Logo
ABC
123
Hatékonyabb
A
B
C
D
E
F
G
B
Kevésbé hatékony
Energiafogyasztás
kWh/ciklus
(száraz pamutszövetre végzett szabványos vizsgálati eredmények alapján)
A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától
X.YZ
Kapacitás (pamut) kg
X.Y
Légfúvásos —
Kondenzációs —
Zaj
(dB(A) 1 pW)
xyz
További információ a termékismertetőben
EN 61121 szabvány
A 95/13/EK irányelv alapján

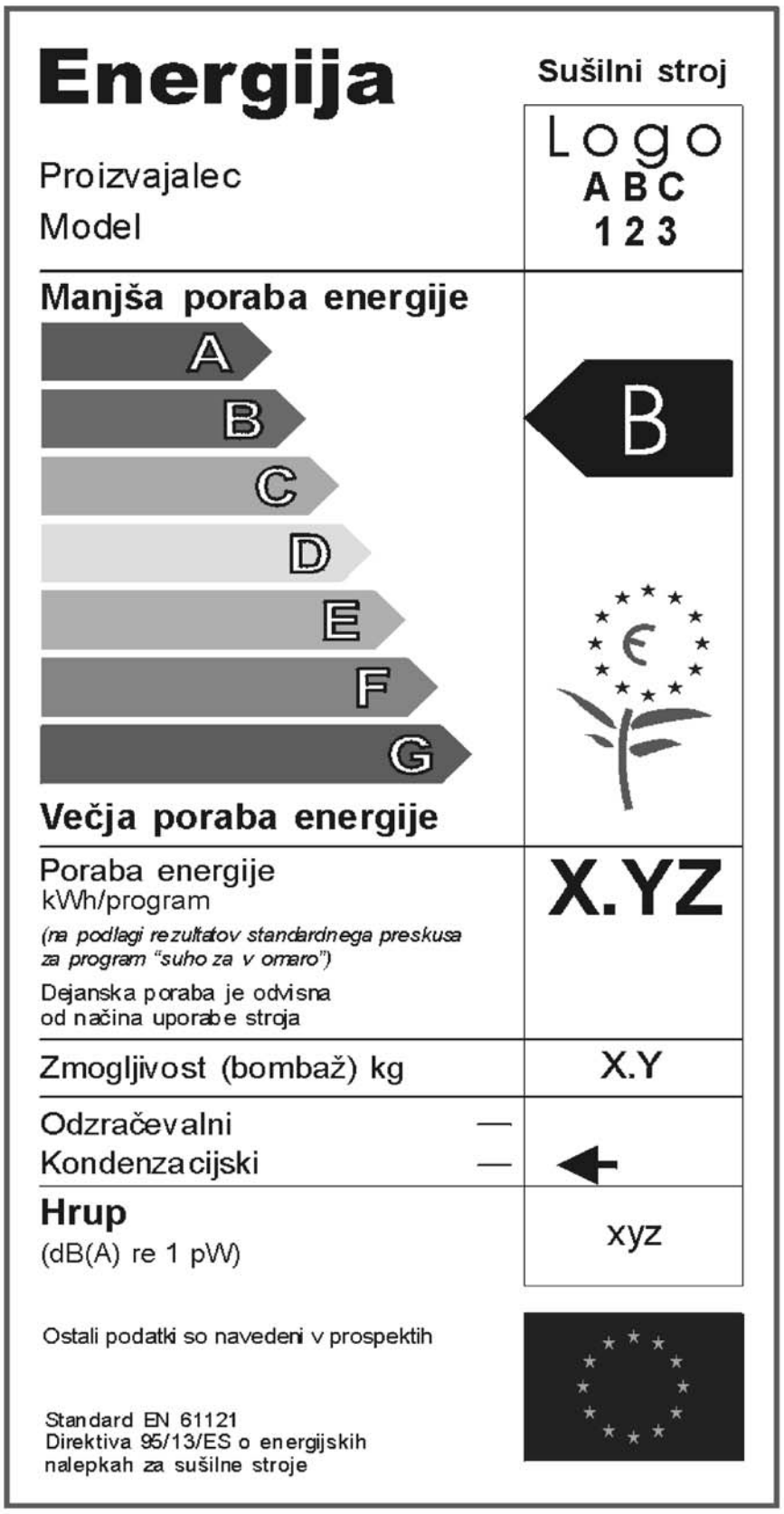

Enerġija
Magna tat-tnixxif
Manifattur
Mudell
Logo
ABĊ
123
L-anqas li taħli
A
B
C
D
E
F
G
B
L-aktar li taħli
Konsum ta' Enerġija
kWh/ċiklu
(Bażata fuq ir-riżultati ta' testijiet standard tal-qoton niexef)
Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat
X.ZŻ
Kapaċita` (qoton) kg
X.Z
Miftuh għall-arja —
Tikkondensa —
Livell tal-ħoss
(dB(A) re 1 pW)
XZŻ
Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott
L-istandard EN 61121
Id-Direttiva 95/13/KE relativa dwar it-tikketti tal-magna tat-tnixxif ta' l-elettriku

et, entre l'étiquette en néerlandais et l'étiquette en portugais:



et, entre l'étiquette en portugais et l'étiquette pour la Belgique:




Energija
Sušilni stroj
Proizvajalec
Model
Logo
A B C
1 2 3
Manjša poraba energije
A
B
C
D
E
F
G
B
Večja poraba energije
Poraba energije
kWh/program
(na podlagi rezultatov standardnega preskusa za program "suho za v omaro")
Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja
X.YZ
Zmogljivost (bombaž) kg
X.Y
Odzračevalni —
Kondenzacijski —
Hrup
(dB(A) re 1 pW)
xyz
Ostali podatki so navedeni v prospektih
Standard EN 61121
Direktiva 95/13/ES o energijskih nalepkah za sušilne stroje

b) Le texte ci-après est ajouté à l'annexe V:

«

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Label	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
☒			Sušička	Trummelkuivati	Žāvēšanas mašīna	Džiovintuvas	Szárítógép	Magna tat- tnix-xif	Suszarka	Sušička	Sušilni stroj
I			Výrobce	Tootja või kau-bamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II			Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
☒			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efek-tyvumas	Hatékonyabb	L-anqas li taħli	Bardziej efek-tywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
☒			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efek-tyvumas	Kevésbé haté-kony	L-aktar li taħli	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
	3	1	Třída energetické účinnosti … na stupnici A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhusus-klass … astmesti-kus A-st (tõhu-sam, st vähem tarbiv) kuni G-ni (vähemtõhus, st rohkem tarbiv)	Energoefektivitā-tes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė … skalėje nuo A (didžiausias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahaté-konysági osztály A-tól (hatéko-nyabb) G-ig (kevésbé haté-kony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċjenza ta' l-enerġija fuq skala ta' A (l-anqas li jaħlu) sa Ġ (l-aktar li jaħlu)	Klasa efektyw-ności energetycz-nej w skali od A (bardziej efek-tywna) do G (mniej efek-tywna)	Trieda energetic-kej hospodárnosti pomocou stup-nice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energijske učinkovitosti… na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V	5	2	Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamos energijos kiekis	Energiafogyasz-tás	Konsum ta' Ener-ġija	Zużycie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V	5	2	kWh/cyklus	kWh/programm	kWh/ciklā	kWh/ciklas	kWh/ciklus	kWh/ċiklu	kWh/cykl	kWh/cyklus	kWh/program
V	5	2	Na základě výsledků normovaného testu při programu "bavlna pro žehlení"	Põhineb stabiilsetes oludes mõõdetud tarbivusel programmi "säilituskuiv puuvill" korral	Balstīts uz standarta testa rezultātiem ciklā "sausa kokvilna"	Remiantis "medvilnės džiovinimo" programos standartinio bandymo rezultatais	Száraz pamut szövetre végzett szabványos vizsgálati eredmények alapján	Ibbażata fuq ir-riżultati ta' testijiet standard ċiklu tal-qoton niexef	w standardowym cyklu suszenia "bawełna sucha"	Základom je výsledok štandardného testu pre cyklus bavlna	Na podlagi rezultatov standardnega preskusa za program "suho za v omaro"

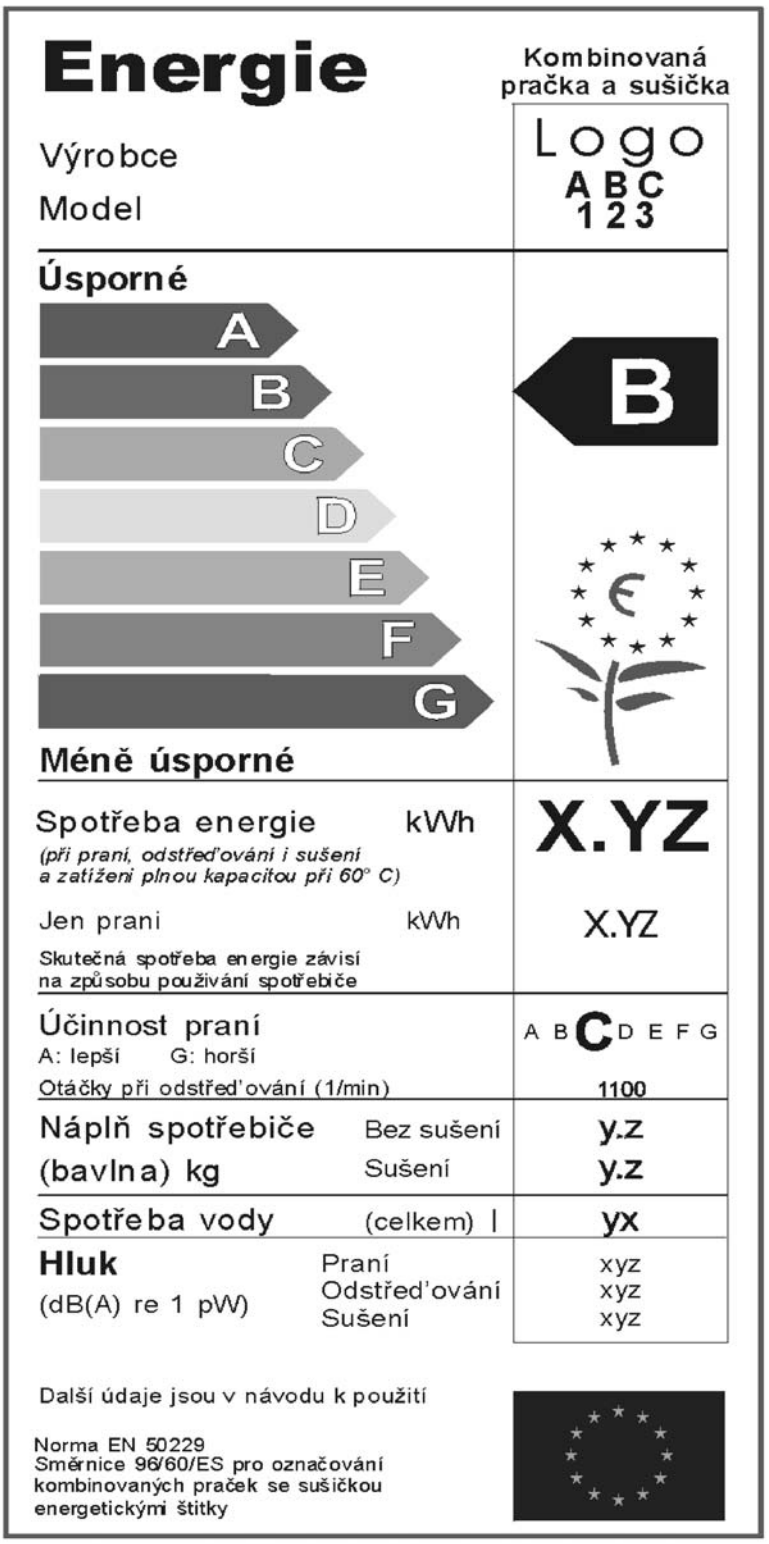
Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Label	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
V	5	2	Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání spotřebiče	Tegelik tarbivus oleneb seadme kasutusviisist	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida	Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas	A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától	Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji	Skutočná spotreba energie závisí od toho, ako je spotrebič používaný	Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja
VI	6	3	Náplň sušičky (bavlna) kg	Täitekogus (puuvill) kg	Ietilpība (kokvilna) kg	Talpa (medvilnė) … kg	Kapacitás (pamut) kg	Kapaċità (qoton) kg	Ładunek znamionowy (bawełna) kg	Kapacita (bavlny) kg	Zmogljivost (bombaž) kg
X	11	7	Spotřeba vody	Veetarbivus	Ūdens patēriņš	Suvartojamo vandens kiekis	Vízfogyasztás	Konsum ta' l-ilma	Zużycie wody	Spotreba vody	Poraba vode
	8		Doba sušení	Kuivatamise ajaline kestus	Žāvēšanas laiks	Džiovinimo trukmė	Szárítási idő	Kemm iddum biex tnixxef	Czas suszenia	Čas sušenia	Čas sušenja
	11	6	Odhadovaná roční spotřeba čtyřčlenné domácnosti obvykle používající sušičku	Hinnanguline aastatarbivus neljaliikmelises perekonnas, kus pesu kuivatatakse tavaliselt trummelkuivatis	Paredzamais enerģijas un ūdens gada patēriņš četru personu saimniecībai, kas parasti izmanto žāvētāju	Tipiškas keturių asmenų šeimos suvartojamas energijos kiekis per metus, normaliai džiovinant džiovintuve	A szárítógépet rendszeresen használó négyszemélyes háztartásra becsült évi fogyasztás	Il-konsum stimat għal familja ta' erba'persuni li normalment tnixxef permezz ta' magna li tnixxef	Szacowane roczne zużycie dla czteroosobowego gospodarstwa domowego przy normalnym korzystaniu z suszarki	Odhadovaná ročná spotreba pre štvorčlennú domácnosť, ktorá bežne používa sušičku	Ocenjena poraba na leto za štiričlansko gospodinjstvo, ki navadno uporablja sušilni stroj
VII	12		S odvodem vzduchu	Ventileeriv	Gaisa ventilācija	Oru vėdinamas	Légfúvásos	Miftuħ għall-arja	Napowietrzana	Odvetrávaná	Odzračevalni sušilni stroj
VII	12		Kondenzační	Kondenseeriv	Kondensācija	Drėgmę kondensuojantis	Kondenzációs	Tikkondensa	Kondensacyjna	Kondenzačná	Kondenzacijski sušilni stroj
VIII	13	6	Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmas (dB (A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW)	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒			Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos yra gaminio apraše	További információ a termék ismertetőben	Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektih
☒			Norma EN 61 121	Standard EN 61 121	Standarts EN 61 121	Lietuvos standartas LST EN 61 121	EN 61 121 szabvány	L-istandard EN 61 121	Norma - EN 61 121	Norma EN 61 121	Standard EN 61 121

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Label	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Směrnice 95/13/ES pro označování elektrických sušiček energetickými štítky	Trummelkuivatite märgistamise Direktiiv 95/13/EÜ	Elektrisko žāvēšanas mašīnu marķēšanas Direktīva 95/13/EK	Elektrinio džiovintuvo etiketės direktyva 95/13/EB	A 95/13/EK irányelv alapján	Id-Direttiva 95/13/KE relativa dwar it-tikketti tal-magna tat-tnixxif ta' l-elettriku	Dyrektywa 95/13/WE dotycząca etykiet umieszczanych na suszarkach	Smernica 95/13/ES o štítkovaní elektrických sušičiek	Direktiva 95/13/ES o energijskih nalepkah za sušilne stroje

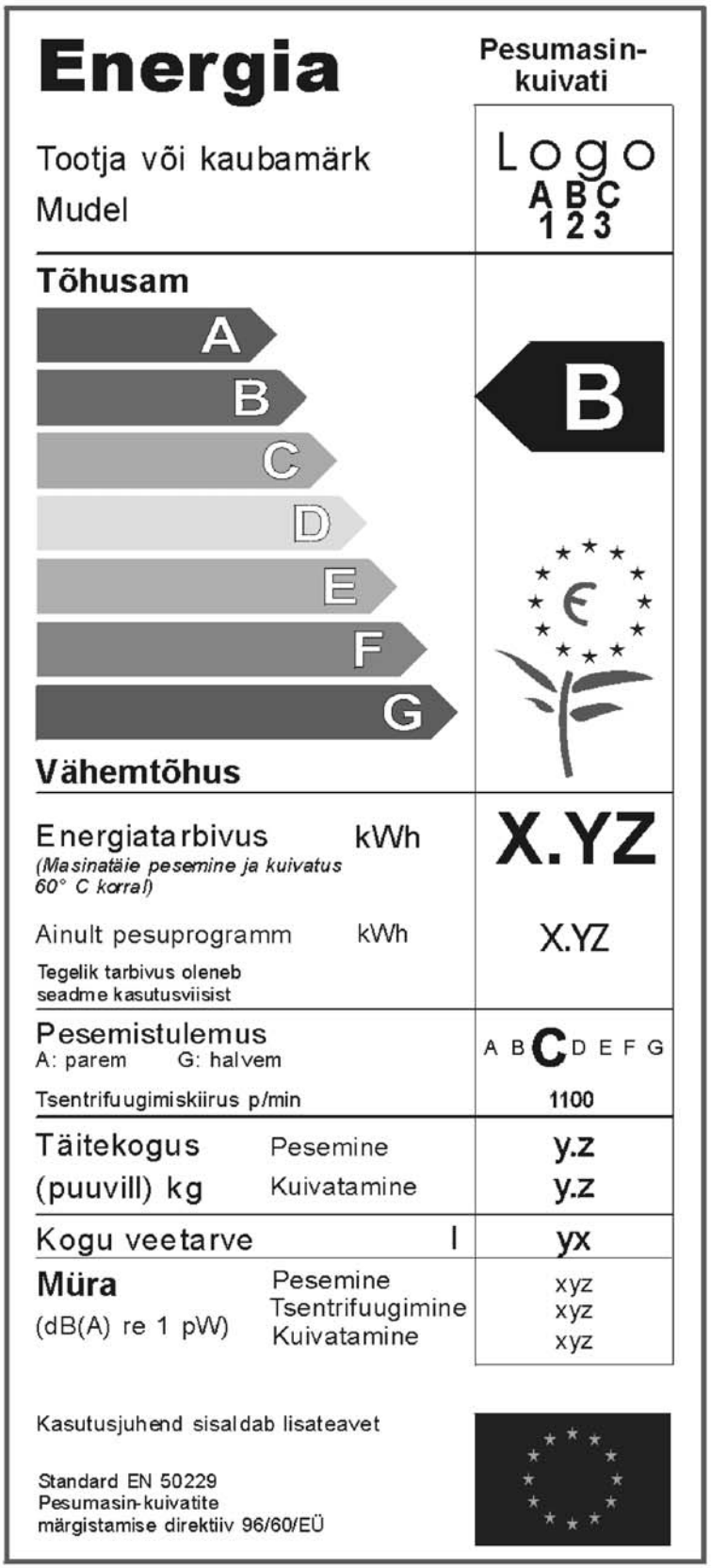
»

4. 31996 L 0060: Directive 96/60/CE de la Commission du 19 septembre 1996 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des lavantes-sèchantes domestiques combinées (JO L 266 du 18.10.1996, p. 1)

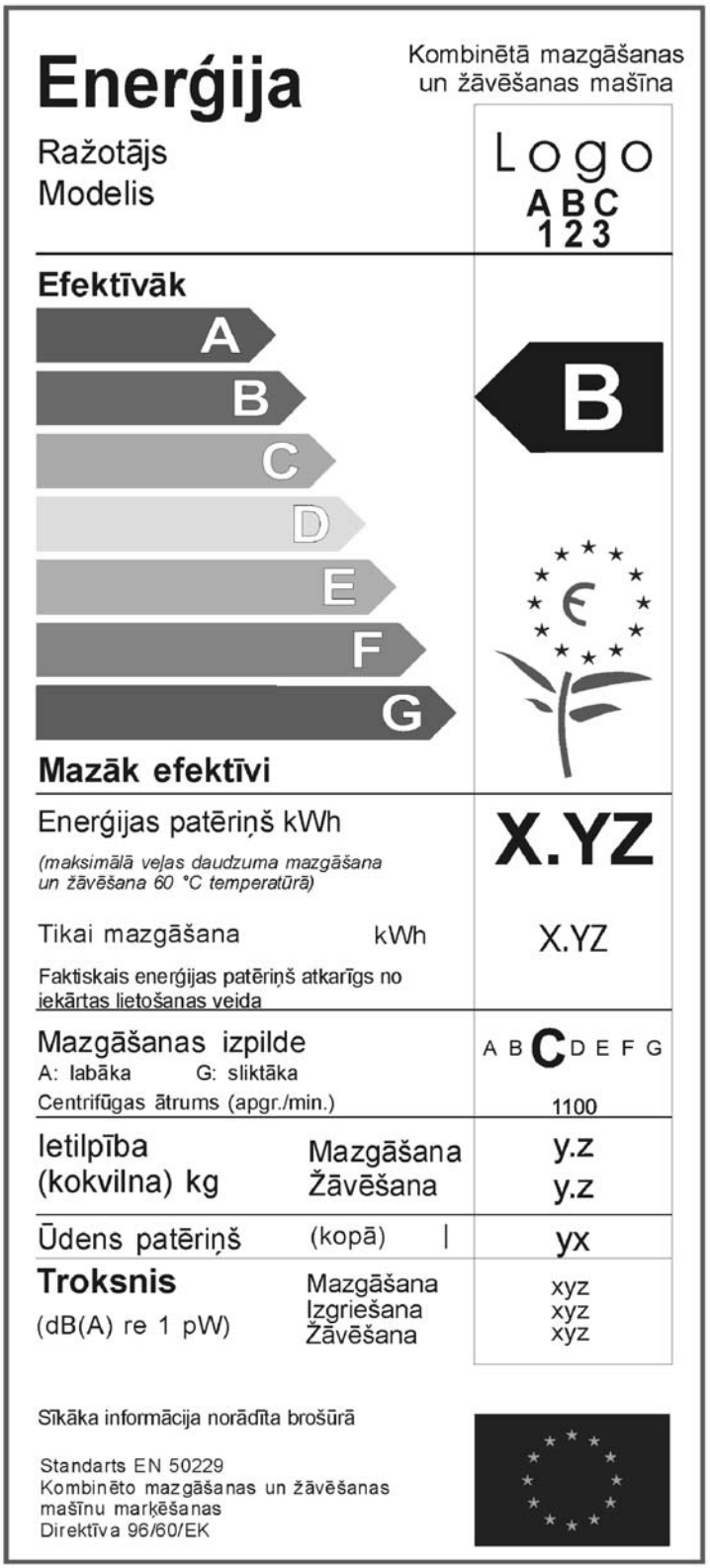
a) Le texte ci-après est ajouté à l'annexe I, point 1, entre l'étiquette en espagnol et l'étiquette en danois:

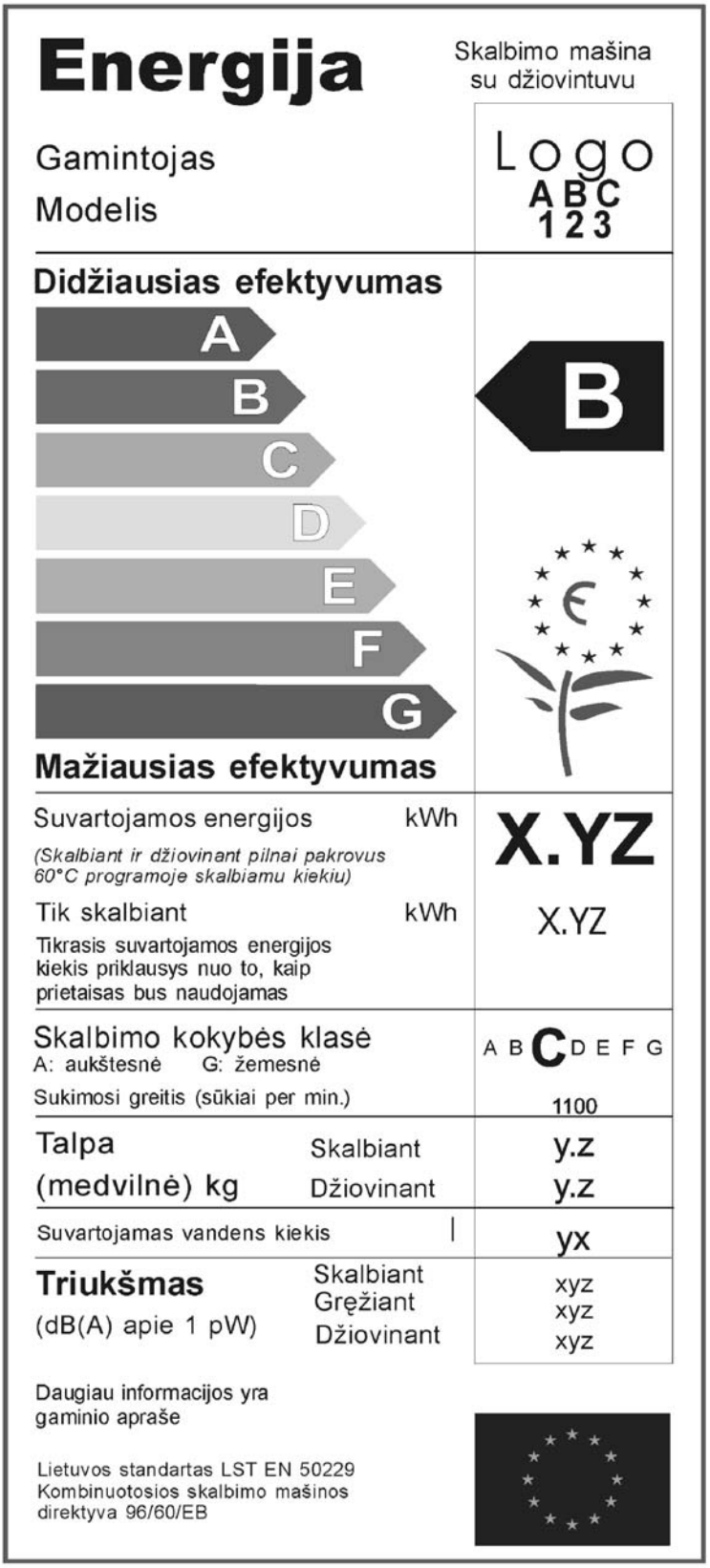


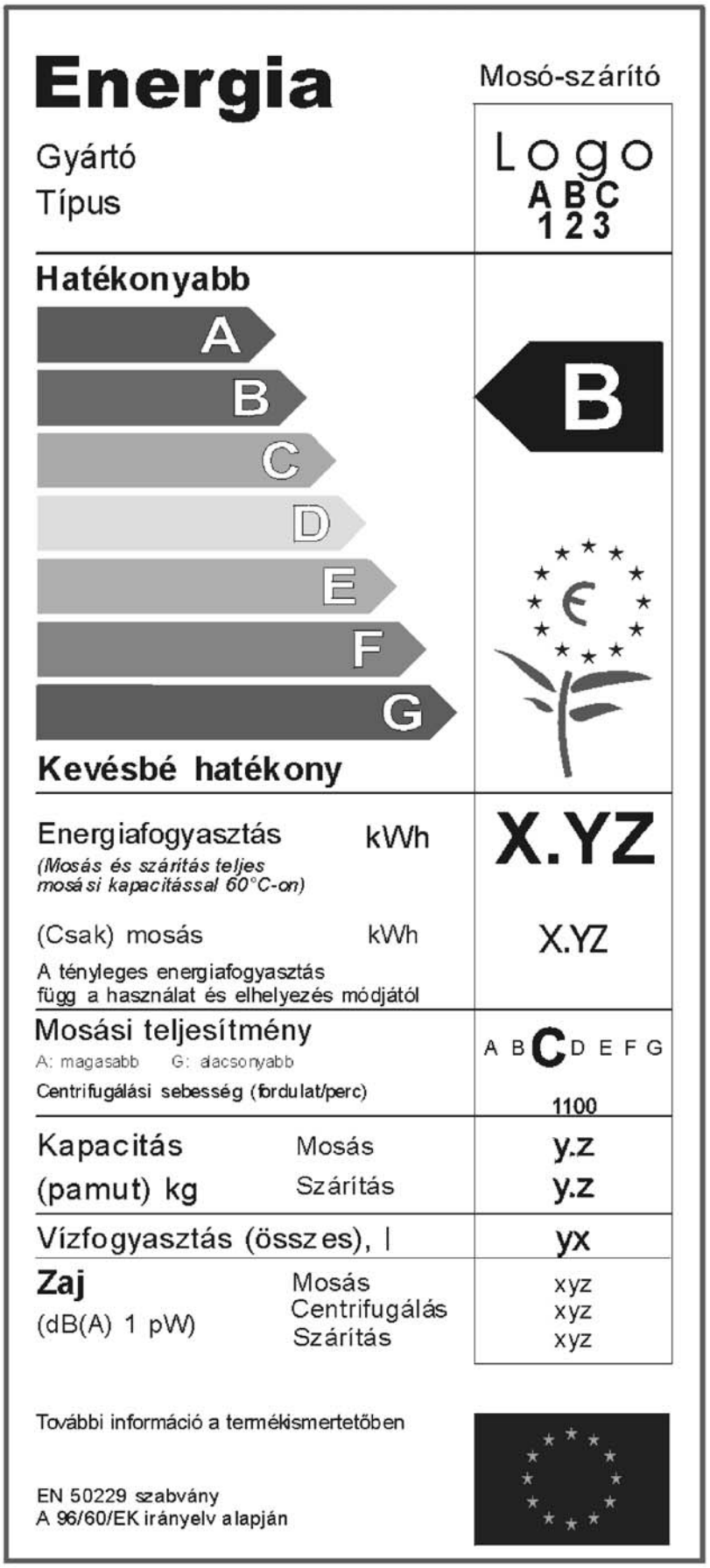
et entre l'étiquette en allemand et l'étiquette en grec:



et, entre l'étiquette en italien et l'étiquette en néerlandais:




Energija
Skalbimo mašina su džiovintuvu
Gamintojas
Modelis
Logo
ABC
123
Didžiausias efektyvumas
A
B
C
D
E
F
G
B
Mažiausias efektyvumas
Suvartojamos energijos kWh
(Skalbiant ir džiovinant pilnai pakrovus 60°C programoje skalbiamu kiekiu)
X.YZ
Tik skalbiant kWh
Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas
X.YZ
Skalbimo kokybės klasė
A: aukštesnė G: žemesnė
A B C D E F G
Sukimosi greitis (sūkiai per min.)
1100
Talpa (medvilnė) kg
Skalbiant
Džiovinant
y.z
y.z
Suvartojamas vandens kiekis
yx
Triukšmas (dB(A) apie 1 pW)
Skalbiant
Gręžiant
Džiovinant
xyz
xyz
xyz
Daugiau informacijos yra gaminio apraše
Lietuvos standartas LST EN 50229
Kombinuotosios skalbimo mašinos direktyva 96/60/EB


Energia
Mosó-szárító
Gyártó
Típus
Logo
A B C
1 2 3
Hatékonyabb
A
B
C
D
E
F
G
B
Kevésbé hatékony
Energiafogyasztás kWh
(Mosás és szárítás teljes mosási kapacitással 60°C-on)
X.YZ
(Csak) mosás kWh
X.YZ
A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától
Mosási teljesítmény
A: magasabb G: alacsonyabb
A B C D E F G
Centrifugálási sebesség (fordulat/perc)
1100
Kapacitás (pamut) kg
Mosás
Szárítás
y.z
y.z
Vízfogyasztás (összes), l
yx
Zaj (dB(A) 1 pW)
Mosás
Centrifugálás
Szárítás
xyz
xyz
xyz
További információ a termékismertetőben
EN 50229 szabvány
A 96/60/EK irányelv alapján

Enerġija

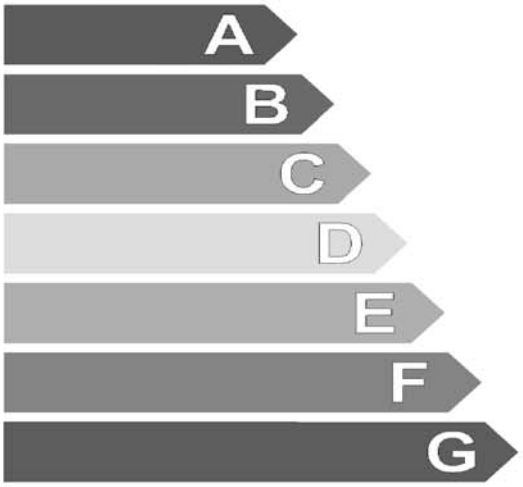
Magna li taħsel u li tnixxef

Manifattur

Mudell

Logo
ABĊ
123

L-anqas li taħli



B

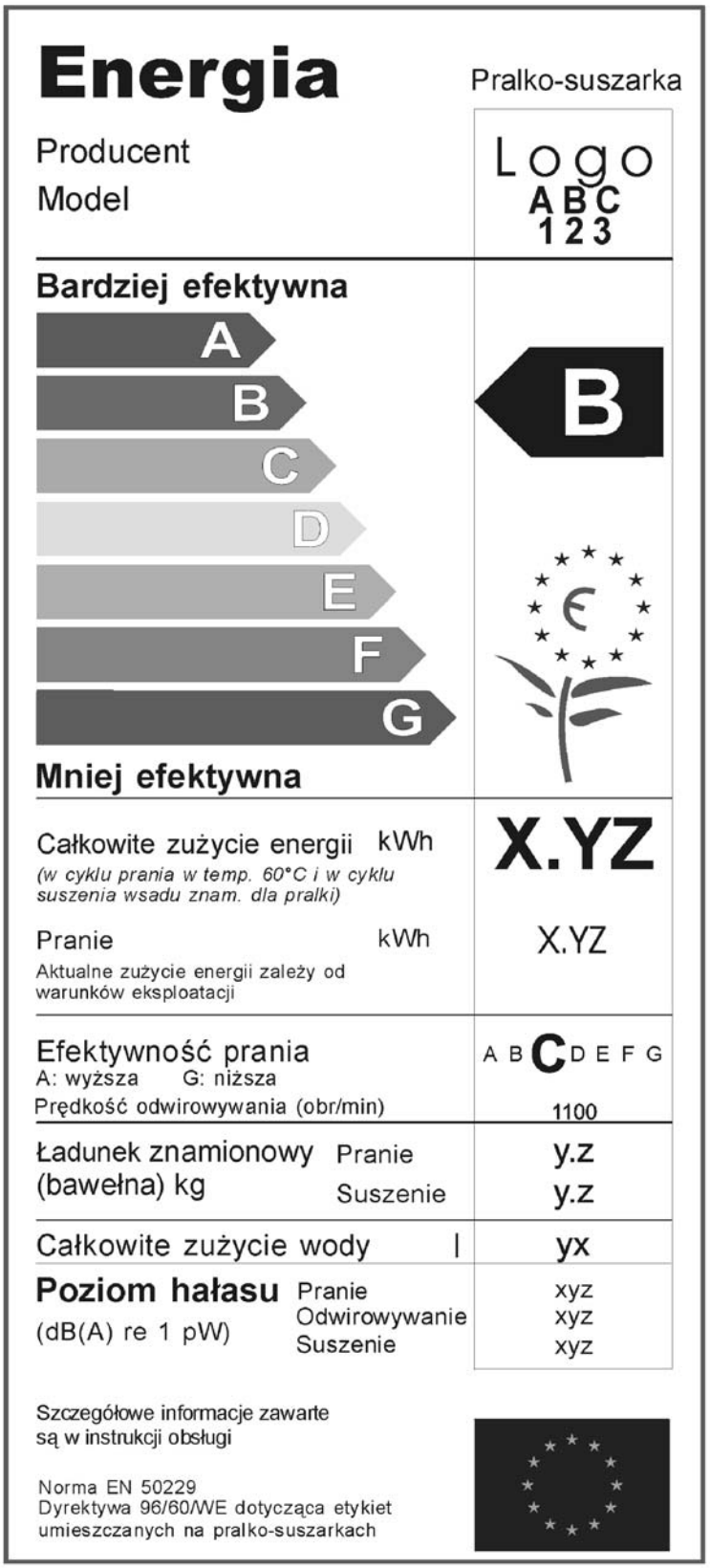
L-aktar li taħli

Konsum ta' Enerġija *(Biex taħsel u tnixxef hasla sħiħa b'60 °Ċ)*	kWh	X.ZŻ
Hasil (biss)	kWh	X.ZŻ
Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat		
Il-qawwa tal-ħasil A: L-oghla Ġ: L-aktar baxxa		A B Ċ D E F Ġ
Il-veloċita` (rpm)		1100
Kapaċita` (qoton) kg	Il-ħasil	Z.Ż
	It-tnixxif	Z.Ż
Il-konsum ta' l-ilma	(totali) l	Zx
Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Hasil	xzż
	Tidwir	xzż
	Tnixxif	xzż

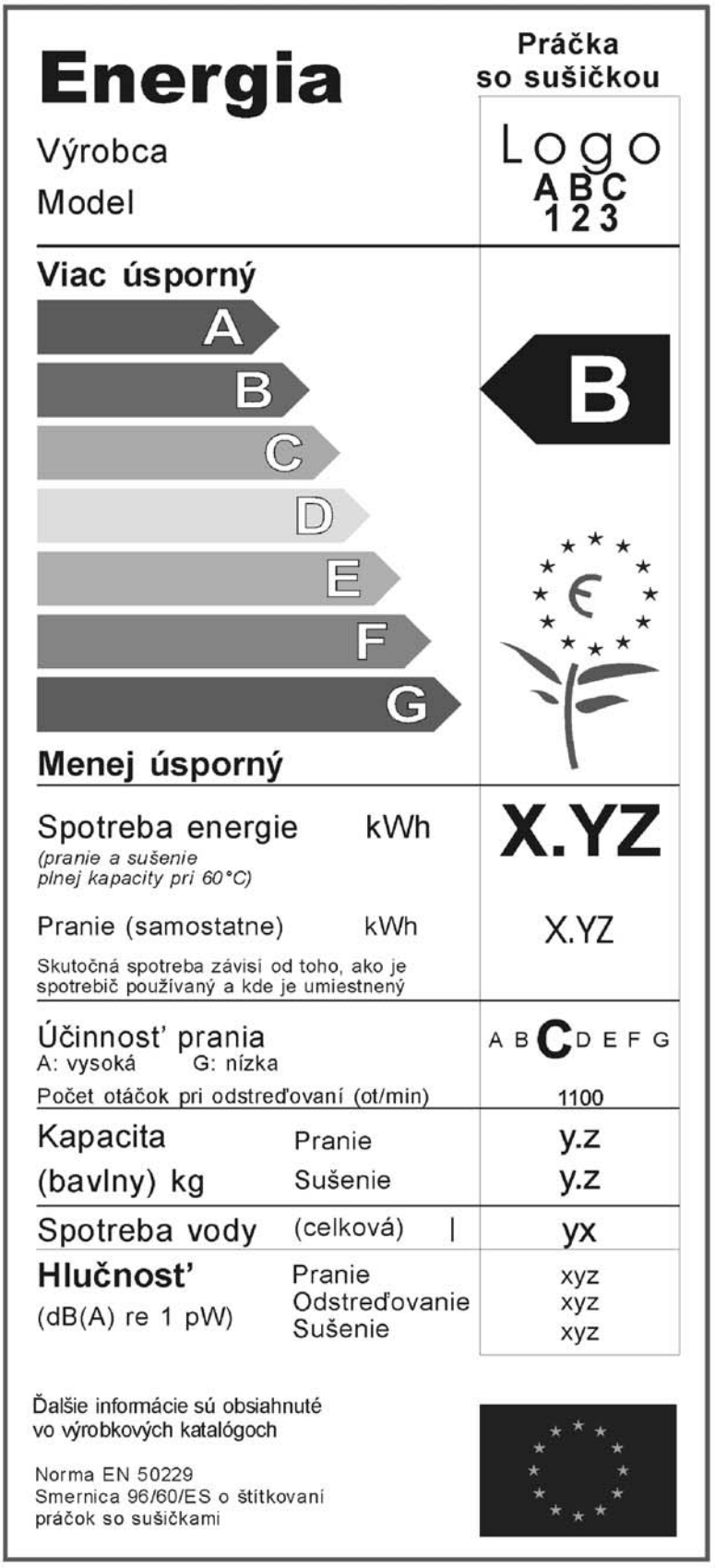
Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott

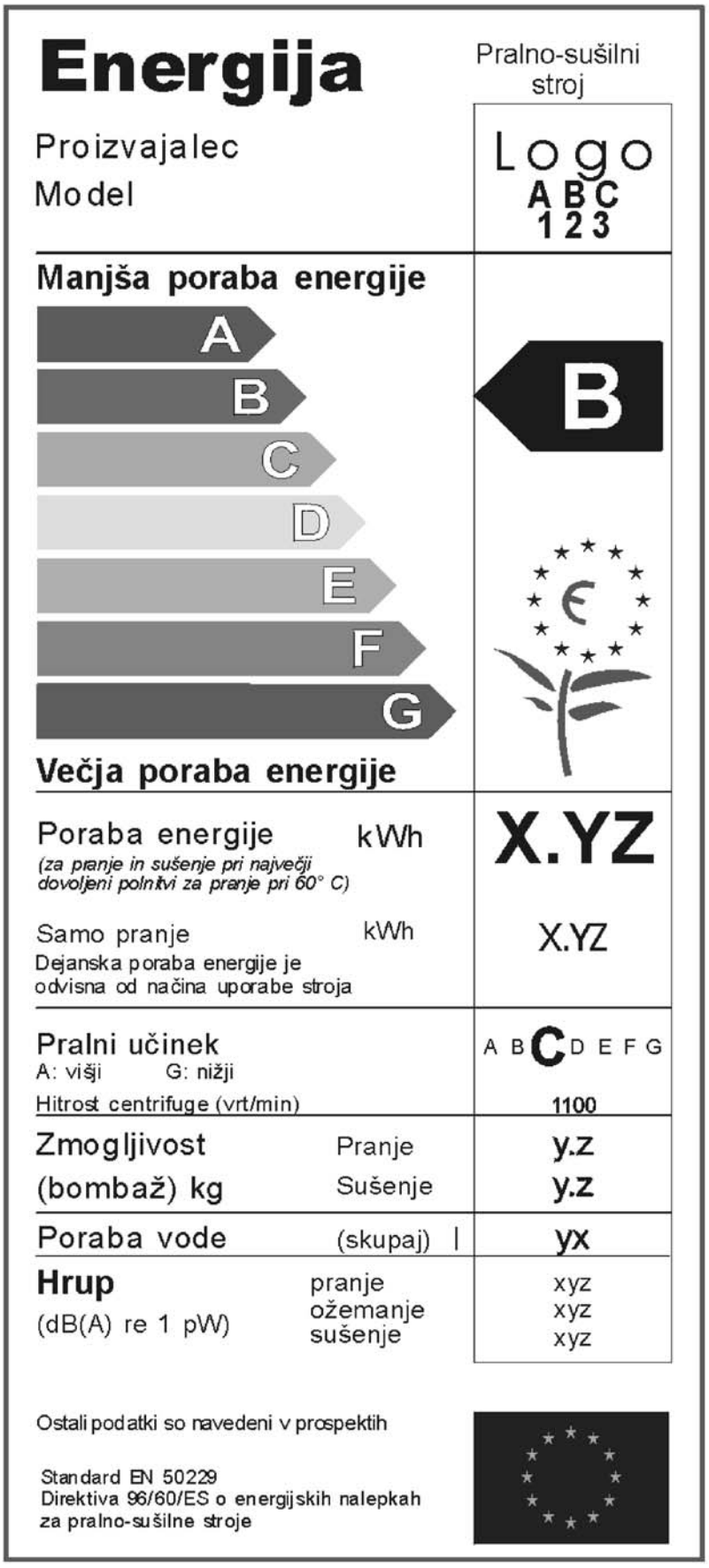
L-istandard EN 50229
Id-Direttiva 96/60/KE dwar it-tikketti tal-magni li jaħslu u jnixxfu

et, entre l'étiquette en néerlandais et l'étiquette en portugais:



et, entre l'étiquette en portugais et l'étiquette en finnois:




Energija
Pralno-sušilni stroj
Proizvajalec
Model
Logo
A B C
1 2 3
Manjša poraba energije
A
B
C
D
E
F
G
B
Večja poraba energije
Poraba energije kWh
(za pranje in sušenje pri največji dovoljeni polnitvi za pranje pri 60° C)
X.YZ
Samo pranje kWh
Dejanska poraba energije je odvisna od načina uporabe stroja
X.YZ
Pralni učinek
A: višji G: nižji
A B C D E F G
Hitrost centrifuge (vrt/min)
1100
Zmogljivost (bombaž) kg
Pranje
Sušenje
y.z
y.z
Poraba vode (skupaj) l
yx
Hrup (dB(A) re 1 pW)
pranje
ožemanje
sušenje
xyz
xyz
xyz
Ostali podatki so navedeni v prospektih
Standard EN 50229
Direktiva 96/60/ES o energijskih nalepkah za pralno-sušilne stroje

b) Le texte ci-après est ajouté à l'annexe V:

«

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
☒			Kombinovaná pračka a sušička	Pesumasin kuivati	Kombinētā mazgāšanas un žāvēšanas mašīna	Skalbimo mašina su džiovintuvu	Mosó-szárító	Magna li taħsel u li tnixxef	Pralko — suszarka	Práčka so sušič-kou	Pralno-sušilni stroj
I	1		Výrobce	Tootja või kau-bamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II	2		Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
☒			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efek-tyvumas	Hatékonyabb	L-anqas li taħli	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
☒			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efek-tyvumas	Kevésbé haté-kony	L-aktar li taħli	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
3	1		Třída energetické účinnosti … na stupnici A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhusus-klass … astmesti-kus A- st (tõhu-sam, st vähem tarbiv) kuni G-ni (vähemtõhus, st rohkem tarbiv)	Energoefektivitā-tes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartо-jimo efektyvumo klasė … skalėje nuo A (didžiau-sias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Enerhiahaté-konysági osztály A-tól (haték-onyabb) G-ig (kevésbé haté-kony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċ-jenza-enerġija … fuq skala ta' A (l- anqas li taħli) sa Ġ (l- aktar li taħli)	Klasa efektyw-ności energetycz-nej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetic-kej hospodárnosti pomocou stup-nice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energijske učinkovitosti … na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V			Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamos energijos	Energiafogyasztás	Konsum ta' Ener-ġija	Całkowite zuży-cie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V			kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh
	5	2	Spotřeba energie při praní, odstřeďování a sušení	Energiatarbivus pesemisel, tsentri-fuugimisel ja kui-vatamisel	Enerģijas patēriņš mazgāšanai, izgriešanai un žāvēšanai	Suvartojamos energijos skal-biant, gręžiant ir džiovinant kiekis	Energiafogyasz-tás teljes működési ciklus-onként (mosás, centrifugálás és szárítás)	Il-konsum ta' l-enerġija għall-ħasil, it-tidwir u t-tnixxif	Zużycie energii na pranie, odwi-rowanie i susze-nie	Spotreba energie pre pranie, odstreďovanie a sušenie	Poraba energije pri pranju, ožemanju in suše-nju

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			(při praní, odstřeďování i sušení a zatížení plnou kapacitou při 60°C)	(Masinatäie pesemine ja kuivatus 60°C korral)	(maksimālā veļas daudzuma mazgāšana un žāvēšana 60°C temperatūrā)	(Skalbiant ir džiovinant pilnai pakrovus 60°C programoje skalbiamu kiekiu)	(Mosás és szárítás teljes mosási kapacitással 60°C-on)	(Biex taħsel u tnixxef ħasla sħiħa b' 60°Ċ).	(w cyklu prania w temp. 60°C i w cyklu suszenia wsadu znam. dla pralki)	(Pranie a sušenie plnej kapacity pri 60°C)	(za pranje in sušenje pri največji dovoljeni polnitvi za pranje pri 60°C)
VI			Jen praní kWh	Ainult pesuprogramm kWh	Tikai mazgāšana kWh	Tik skalbiant kWh	(Csak) mosás kWh	Ħasil (biss) kWh	Pranie kWh	Pranie (samostatne) kWh	Samo pranje kWh
	6	3	Spotřeba energie pouze při praní a odstřeďování	Energiatarbivus pesemisel ja tsentrifuugimisel	Enerģijas patēriņš tikai mazgāšanai un izgriešanai	Suvartojamos energijos kiekis tik skalbiant ir gręžiant	Energiafogyasztás mosási ciklusonként (csak mosás és centrifugálás)	Il-Konsum ta' l-enerġija għall-ħasil u t-tidwir biss.	Zużycie energii tylko na pranie i odwirowanie	Spotreba energie iba pre pranie a odstreďovanie	Poraba energije samo za pranje in ožemanje
☒			Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání spotřebiče	Tegelik tarbivus oleneb seadme kasutusviisist	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida	Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas	A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától	Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jigi użat	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji	Skutočná spotreba energie závisí od toho, ako je spotrebič používaný	Dejanska poraba energije je odvisna od načina uporabe stroja
VII			Účinnost praní A: lepší G: horší	Pesemistulemus A: parem G: halvem	Mazgāšanas izpilde A: labāka G: sliktāka	Skalbimo kokybės klasė: A (aukštesnė), G (žemesnė)	Mosási teljesítmény A: magasabb G: alacsonyabb	Il-qawwa tal-ħasil A: L-ogħla Ġ: L-aktar baxxa	Efektywność prania A: wyższa G: niższa	Účinnosť prania: A: vysoká G: nízka	Pralni učinek A: višji G: nižji
	7	4	Třída účinnosti praní … na stupnici od A (vyšší) do G (nižší)	Pesemistulemuse klass … astmestikus A-st (parem) kuni G-ni (halvem)	Mazgāšanas izpildes klase… uz skalas no A (labāka) līdz G (sliktāka)	Skalbimo kokybės klasė … skalėje nuo A (aukštesnė) iki G (žemesnė)	Mosási teljesítmény osztály A-tól (hatékonyabb) G-ig (kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-klassi tal-qawwa tal-ħasil … fuq skala ta': A (l-ogħla) sa Ġ (l-aktar baxxa)	Klasa efektywności prania w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda účinnosti prania … na stupnici od A (vyššia) do G (nižšia	Razred pralnega učinka … na lestvici od A (višji) do G (nižji)
	8	5	Zbytek vody po odstředění … % (vztaženo k hmotnosti suchého prádla)	Jääkniiskus pärast tsentrifuugimist … % (protsentides kuiva pesu kaalust)	Ūdens, kas paliek pēc izgriešanas… % (kā proporcija no sausās veļas svara)	Vanduo, likęs po gręžimo: … % (kaip sausų skalbinių svorio dalis)	Centrifugálás után megmaradó vízmennyiség …%-ban (a mosnivaló száraz súlyának százalékában) kifejezve	L-ilma li jibqa' wara t-tidwir … % (bħala perċentwali tal-piż tal-ħasla niexfa.)	Woda pozostała po odwirowaniu … % (jako procent suchej masy prania)	Voda, ktorá zostane pri odstreďovaní …% (ako podiel hmotnosti suchej bielizne)	Ostanek vode po ožemanju … % (v razmerju s težo suhega perila v stroju)
VIII	9	6	Otáčky při odstřeďování (1/min)	Tsentrifuugimiskiirus (p/min)	Centrifūgas ātrums (apgr./min.)	Sukimosi greitis (sūkiai per min.)	Centrifugálási sebesség (fordulat/perc)	Il-veloċità (rpm)	Prędkość odwirowywania (obr/min)	Počet otáčok pri odstreďovaní(ot/min)	Hitrost centrifuge (vrt/min)/

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
IX/X	10/11	7/8	Náplň spotřebiče (bavlna) kg	Täitekogus (puuvill) kg	Ietilpība (kokvilna) kg	Talpa (medvilnė) … kg	Kapacitás (pamut) kg	Kapacità (qoton) kg	Ładunek znamionowy bawełna (kg)	Kapacita (bavlny) kg	Zmogljivost (bombaž) kg
X	10	7	Bez sušení	Pesemine	Mazgāšana	Skalbiant	Mosás	Il-ħasil	Pranie	Pranie	Pranje
IX	11	8	Sušení	Kuivatamine	Žāvēšana	Džiovinant	Szárítás	It-tnixxif	Suszenie	Sušenie	Sušenje
XI			Spotřeba vody (celkem)	Kogu veetarve	Ūdens patēriņš (kopā)	Suvartojamas vandens kiekis	Vízfogyasztás (összes)	Il-konsum ta' l-ilma (totali)	Całkowite zużycie wody	Spotreba vody(-celková)	Poraba vode (skupaj)
	12	9	Spotřeba vody při praní, odstřeďování a sušení	Veetarbivus pesemisel, tsentrifuugimisel ja kuivatamisel	Ūdens patēriņš mazgāšanai, izgriešanai un žāvēšanai	Suvartojamo vandens skalbiant, gręžiant ir džiovinant kiekiai	Vízfogyasztás teljes működési ciklusonként (mosás, centrifugálás és szárítás)	Konsum ta' l-ilma, fil-ħasil, tidwir u tnixxif	Zużycie wody na pranie, odwirowanie i suszenie	Spotreba vody pre pranie, odstreďovanie a sušenie	Poraba vode pri pranju, ožemanju in sušenju
	13	10	Spotřeba vody pouze při praní a odstřeďování	Veetarbivus ainult pesemisel ja tsentrifuugimisel	Ūdens patēriņš tikai mazgāšanai un izgriešanai	Suvartojamo vandens tik skalbiant ir gręžiant kiekiai	Vízfogyasztás (csak mosás és szárítás)	Il-konsum ta' l-ilma għall-ħasil u t-tidwir biss	Zużycie wody tylko na pranie i odwirowanie	Spotreba vody iba pre pranie a odstreďovanie	Poraba vode samo za pranje in ožemanje
	14		Doba praní a sušení	Pesemise ja kuivatamise programmi ajaline kestus	Mazgāšanas un žāvēšanas laiks	Skalbimo ir džiovinimo trukmė	Mosási és szárítási idő	Il-ħin tal-ħasil u t-tnixxif	Czas prania i suszenia	Doba prania a sušenia	Čas pranja in sušenja
	16	11	Odhadovaná roční spotřeba čtyřčlenné domácnosti vždy používající sušičku (200 cyklů)	Hinnanguline aastatarbivus neljaliikmelises perekonnas, kus pesu kuivatatakse alati masinas (200 pesemiskorda)	Enerģijas un ūdens gada patēriņa novērtējums četru personu saimniecībai, kas vienmēr izmanto žāvētāju (200 cikli)	Skaičiuotinis keturių asmenų šeimos suvartojamos energijos kiekis per metus, visada naudojant džiovinimą (200 ciklų)	Becsült éves fogyasztás egy négytagú háztartásra, mindig használva szárítót is (200 ciklus)	Stima tal-konsum annwali għal familja ta' erba' persuni inkluż l-użu dejjem ta' magna tat-tnixxif (200 ċiklu)	Szacowane roczne zużycie dla czteroosobowego gospodarstwa domowego, przy każdorazowym użyciu suszarki (200 cykli)	Odhadovaná ročná spotreba 4-člennej domácnosti, ktorá vždy používa sušičku(200 cyklov)	Ocenjena poraba na leto za štiričlansko gospodinjstvo, ki stalno uporablja sušenje (200 programov)
	17	12	Odhadovaná roční spotřeba čtyřčlenné domácnosti nikdy nepoužívající sušičku (200 cyklů)	Hinnanguline aastatarbivus neljaliikmelises perekonnas, kus pesu ei kuivatata kunagi masinas (200 pesemiskorda)	Enerģijas un ūdens gada patēriņa novērtējums četru personu saimniecībai, kas nekad neizmanto žāvētāju (200 cikli)	Skaičiuotinis keturių asmenų šeimos suvartojamos energijos kiekis per metus, niekada nenaudojant džiovinimo (200 ciklų)	Becsült éves fogyasztás egy négytagú háztartásra, sosem használva szárítót (200 ciklus)	Stima tal-konsum annwali għal familja ta' 4 persuni, eskluż l-użu tal-magna tat-tnixxif	Szacowane roczne zużycie dla czteroosobowego gospodarstwa domowego, bez użycia suszarki (200 cykli)	Odhadovaná ročná spotreba 4-člennej domácnosti, ktorá nikdy nepoužíva sušičku(200 cyklov)	Ocenjena poraba na leto za štiričlansko gospodinjstvo, ki nikoli ne uporablja sušenja (200 programov)

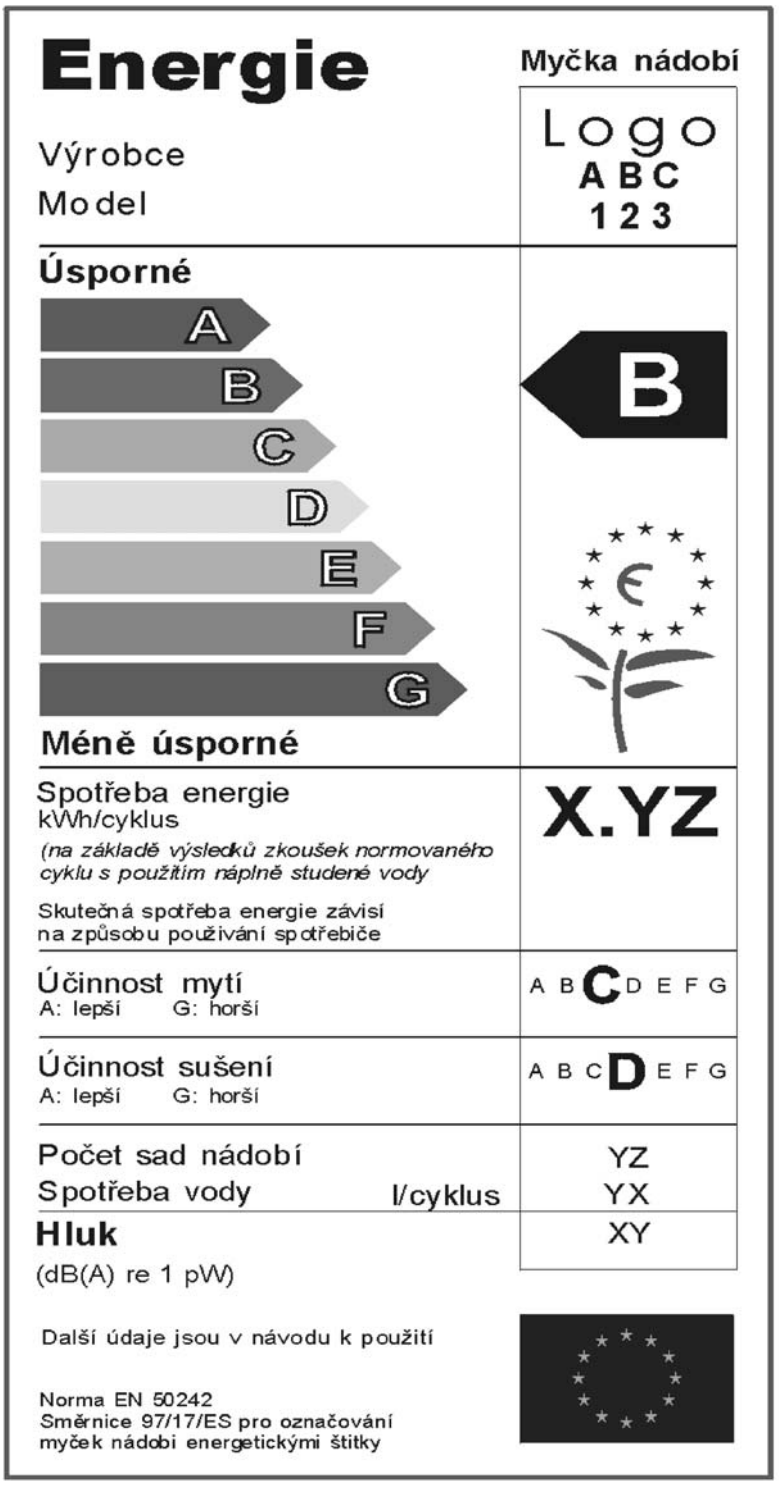
Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Étiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
XII	18	13	Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmas (dB (A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW)	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒	18	13	Praní	Pesemine	Mazgāšana	Skalbiant	Mosás	Ħasil	Pranie	Pranie	pranje
☒	18	13	Odstřeďování	Tsentrifuugimine	Izgriešana	Gręžiant	Centrifugálás	Tidwir	Odwirowywanie	Odstreďovanie	ožemanje
☒	18	13	Sušení	Kuivatamine	Žāvēšana	Džioviniant	Szárítás	Tnixxif	Suszenie	Sušenie	sušenje
☒			Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos yra gaminio apraše	További információ a termékismertetőben	Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektih
☒			Norma EN 50 229	Standard EN 50 229	Standarts EN 50 229	Lietuvos standartas LST EN 50 229	EN 50 229 szabvány	L-istandard EN 50 229	Norma EN 50 229	Norma EN 50 229	Standard EN 50 229
☒			Směrnice 96/60/ES pro označování kombinovaných praček se sušičkou energetickými štítky	Pesumasin-kuivatite märgistamise direktiiv 96/60/EÜ	Kombinēto mazgāšanas un žāvēšanas mašīnu marķēšanas Direktīva 96/60/EK	Kombinuotosios skalbimo mašinos etiketės Direktyva 96/60/EB	A 96/60/EK irányelv alapján	Id-Direttiva 96/60/KE dwar ittikketti tal-magni li jahslu u jnixxfu	Dyrektywa 96/60/WE dotycząca etykiet umieszczanych na pralko-suszarkach	Smernica 96/60/ES o štítkovaní práčok so sušičkami	Direktiva 96/60/ES o energijskih nalepkah za pralno-sušilne stroje

»

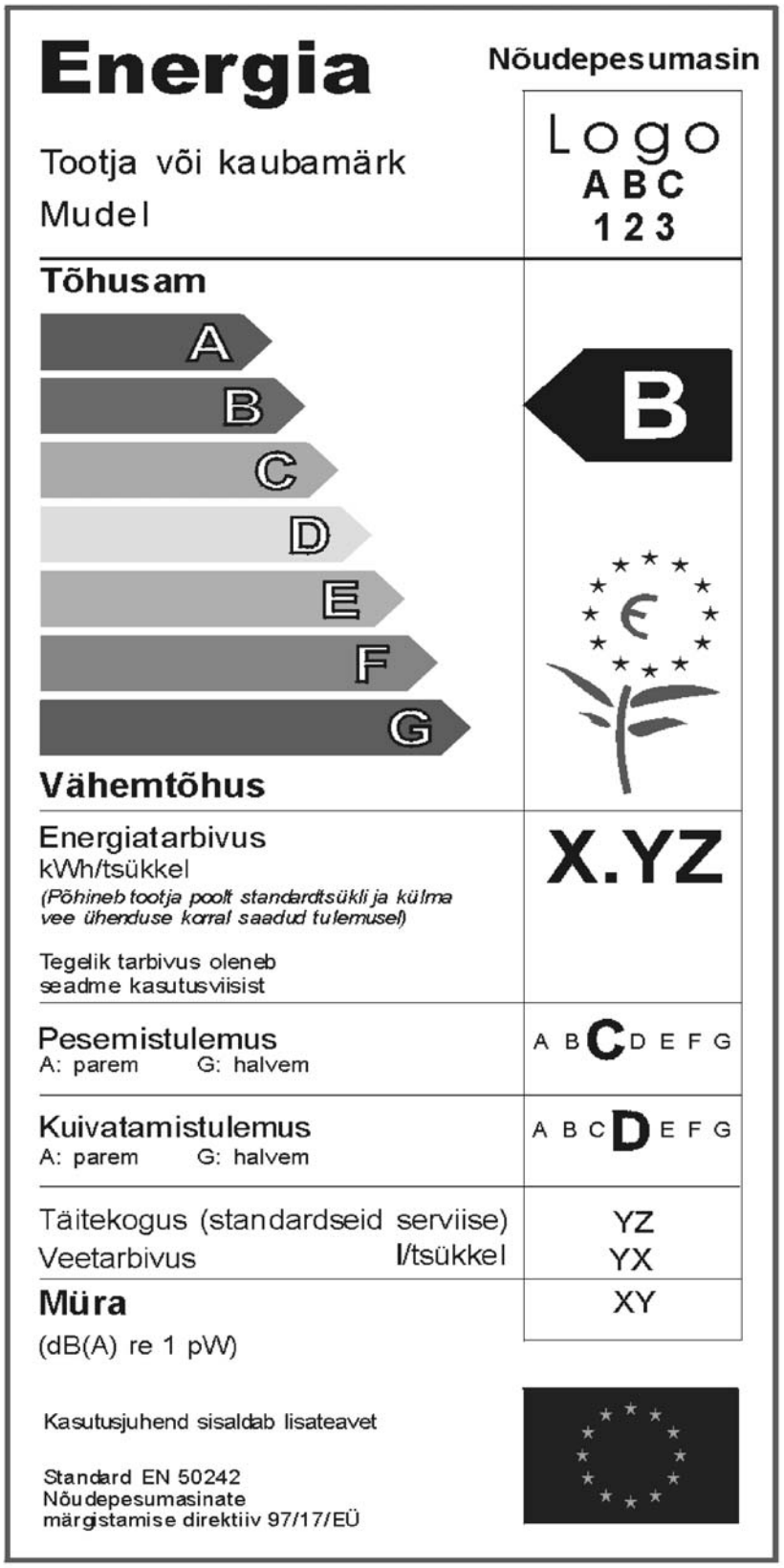
5. 31997 L 0017: Directive 97/17/CE de la Commission du 16 avril 1997 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques (JO L 118 du 7.5.1997, p. 1), modifiée par:

— 31999 L 0009: Directive 1999/9/CE de la Commission du 26.2.1999 (JO L 56 du 4.3.1999, p. 46).

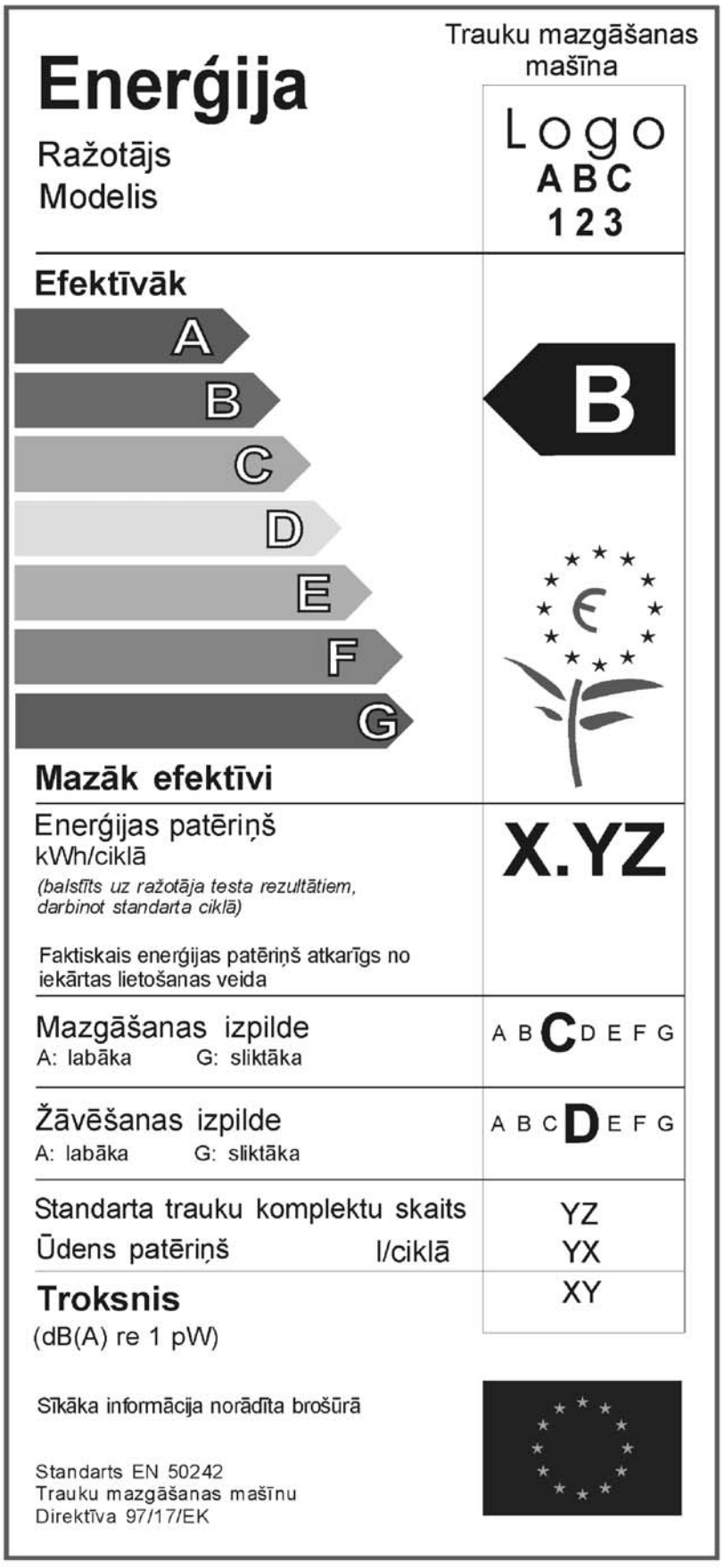
a) Le texte ci-après est ajouté à l'annexe I, point 1, entre l'étiquette en espagnol et l'étiquette en danois:

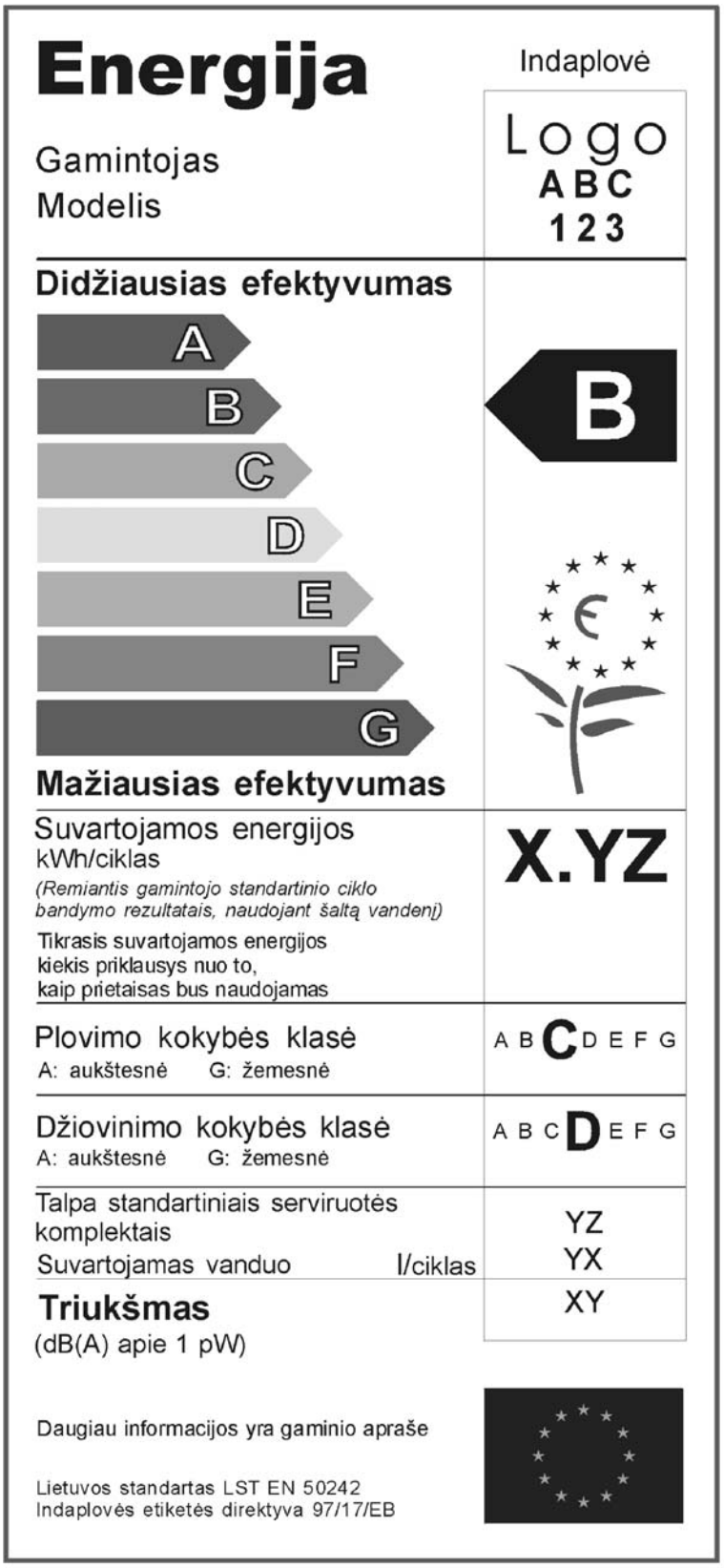


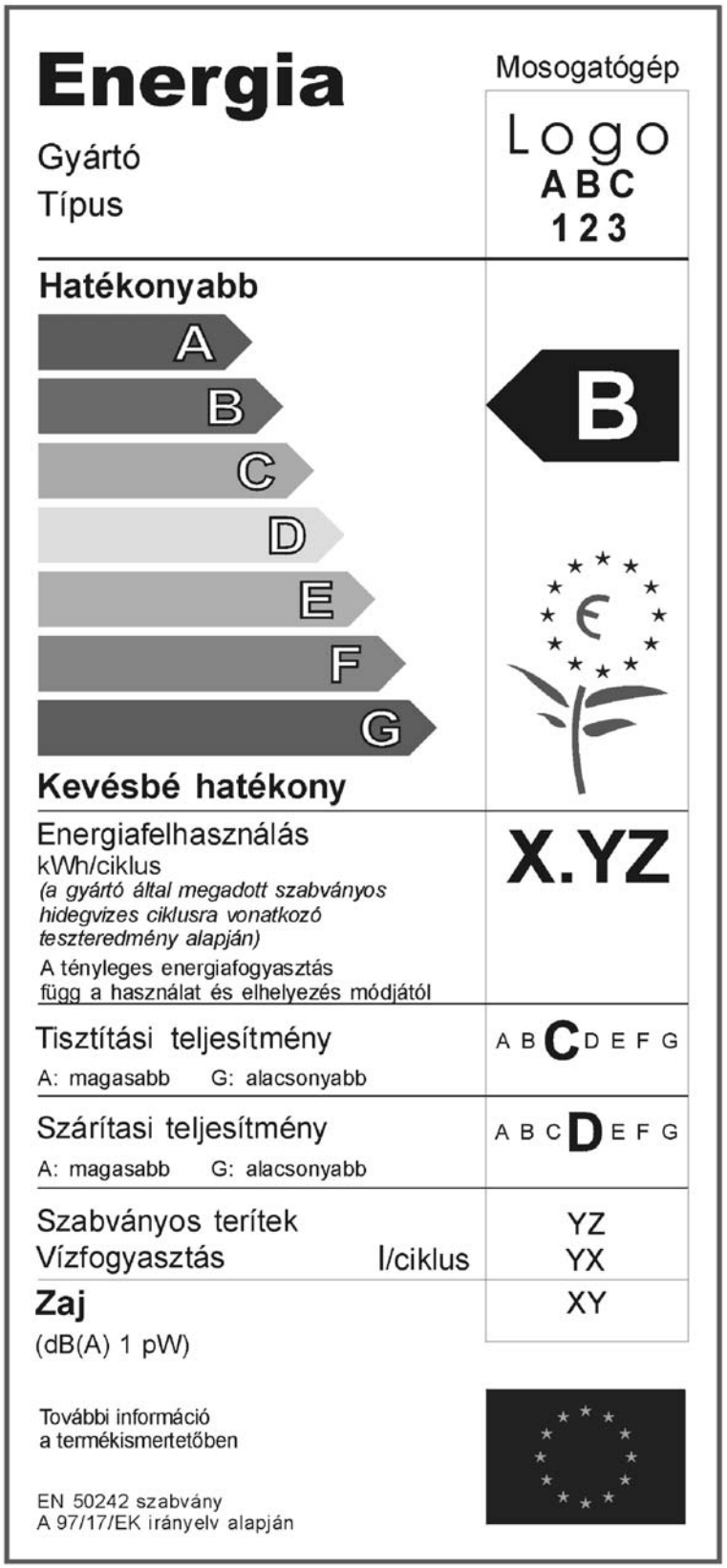
et, entre l'étiquette en allemand et l'étiquette en grec:

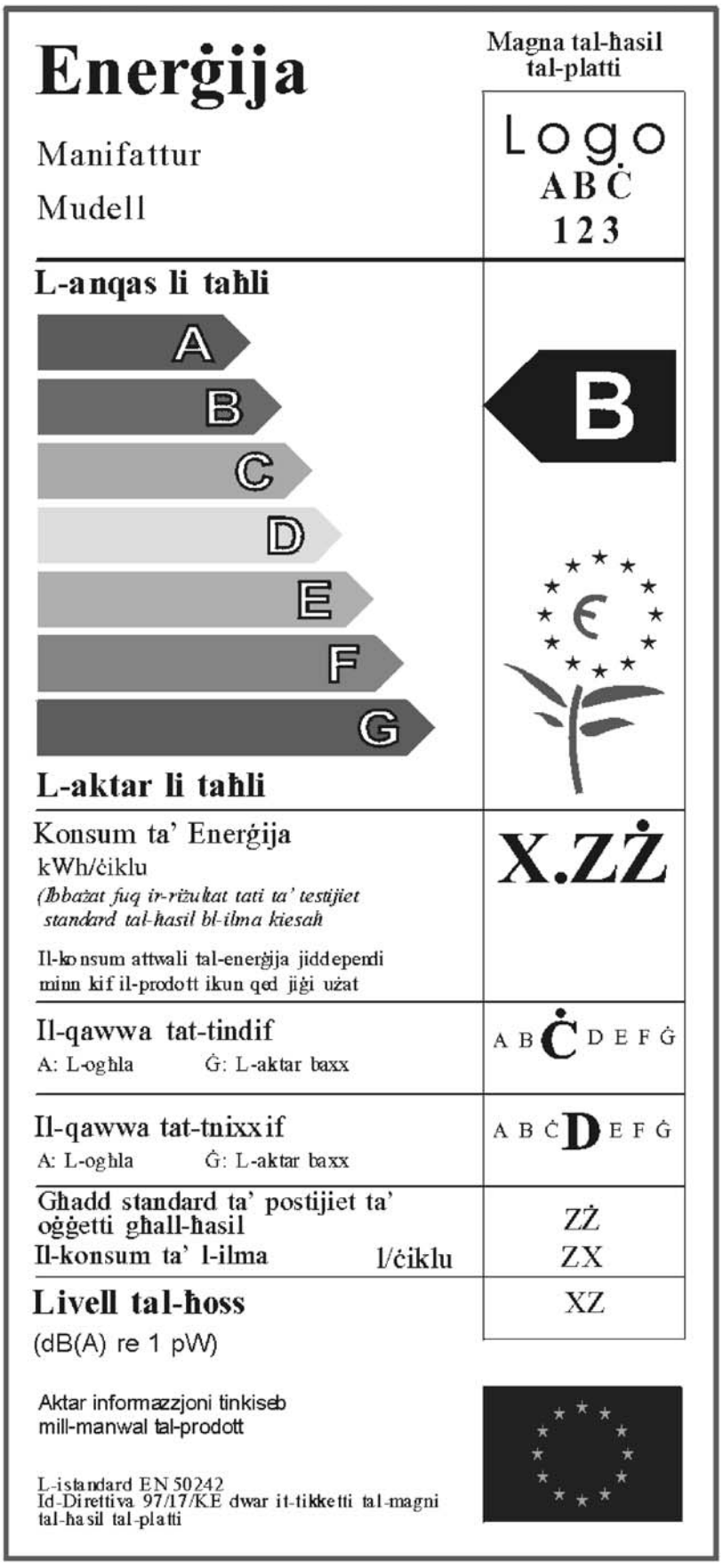


et, entre l'étiquette en italien et l'étiquette en néerlandais:

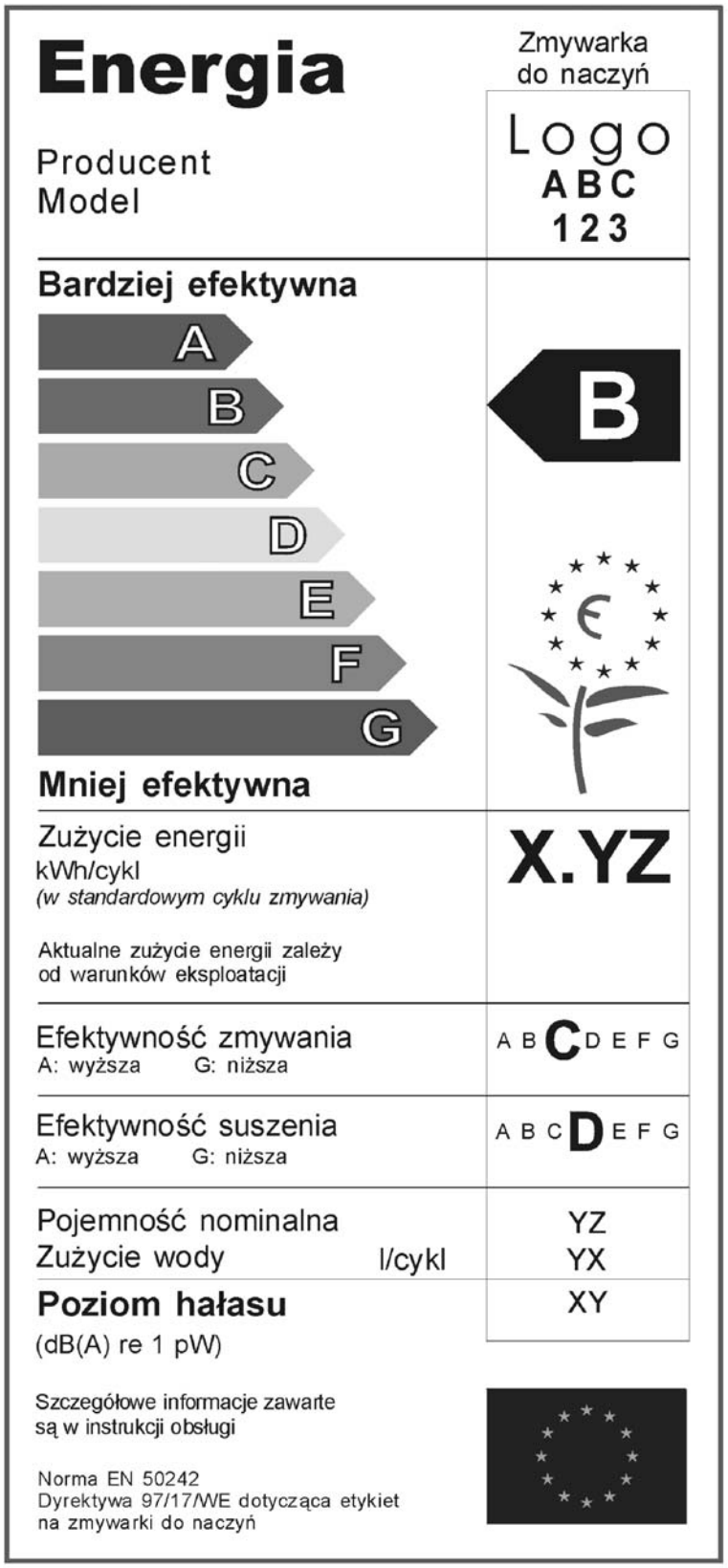



Energija
Indaplovė
Gamintojas
Modelis
Logo
ABC
123
Didžiausias efektyvumas
A
B
C
D
E
F
G
B
Mažiausias efektyvumas
Suvartojamos energijos
kWh/ciklas
(Remiantis gamintojo standartinio ciklo bandymo rezultatais, naudojant šaltą vandenį)
Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas
X.YZ
Plovimo kokybės klasė
A: aukštesnė G: žemesnė
A B C D E F G
Džiovinimo kokybės klasė
A: aukštesnė G: žemesnė
A B C D E F G
Talpa standartiniais serviruotės komplektais
YZ
Suvartojamas vanduo l/ciklas
YX
Triukšmas
(dB(A) apie 1 pW)
XY
Daugiau informacijos yra gaminio apraše
Lietuvos standartas LST EN 50242
Indaplovės etiketės direktyva 97/17/EB

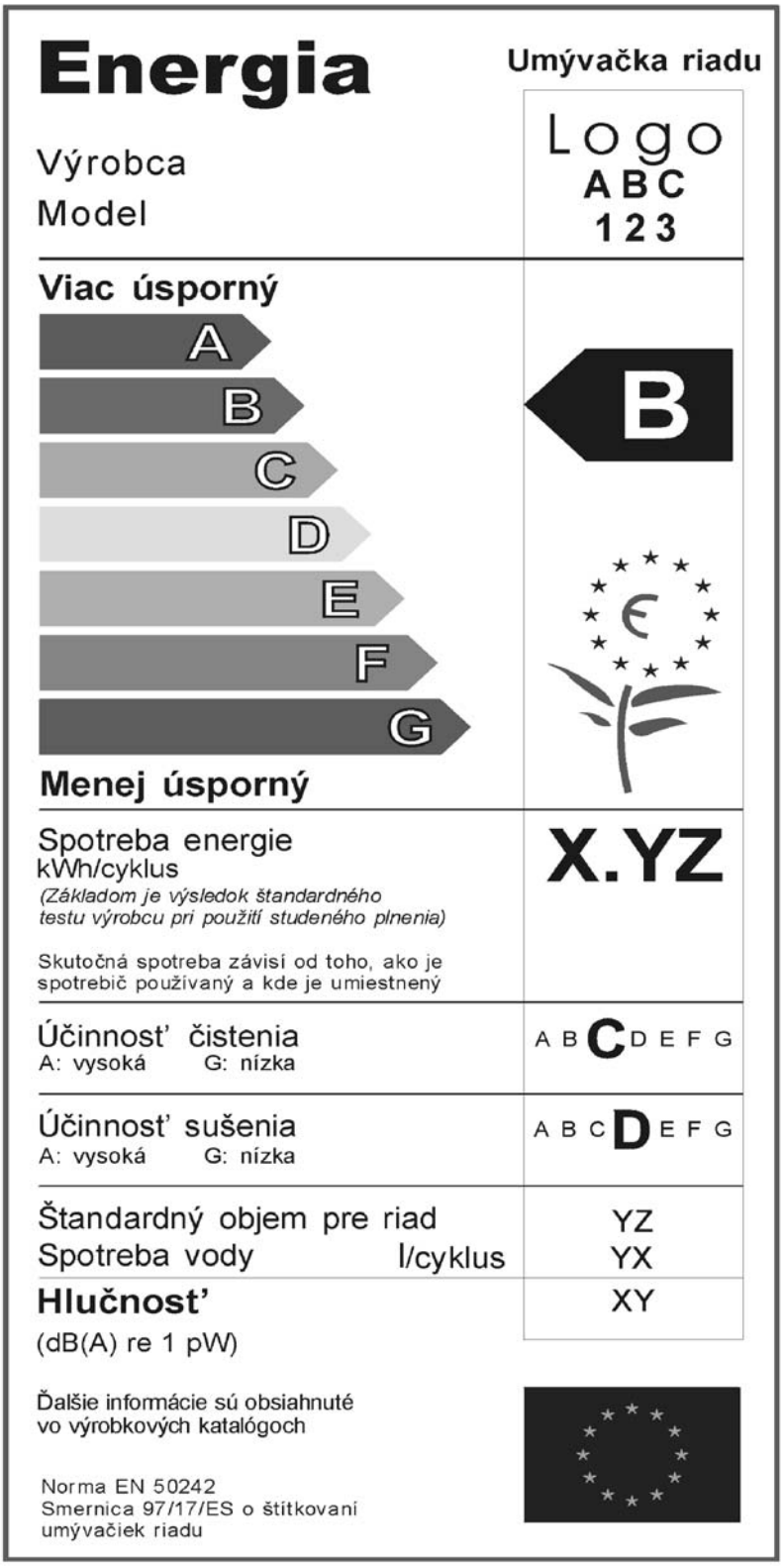

Energia
Mosogatógép
Gyártó
Típus
Logo
ABC
123
Hatékonyabb
A
B
C
D
E
F
G
B
Kevésbé hatékony
Energiafelhasználás
kWh/ciklus
(a gyártó által megadott szabványos hidegvizes ciklusra vonatkozó teszteredmény alapján)
A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától
X.YZ
Tisztítási teljesítmény
A: magasabb G: alacsonyabb
A B C D E F G
Szárítasi teljesítmény
A: magasabb G: alacsonyabb
A B C D E F G
Szabványos terítek
YZ
Vízfogyasztás
l/ciklus
YX
Zaj
(dB(A) 1 pW)
XY
További információ a termékismertetőben
EN 50242 szabvány
A 97/17/EK irányelv alapján

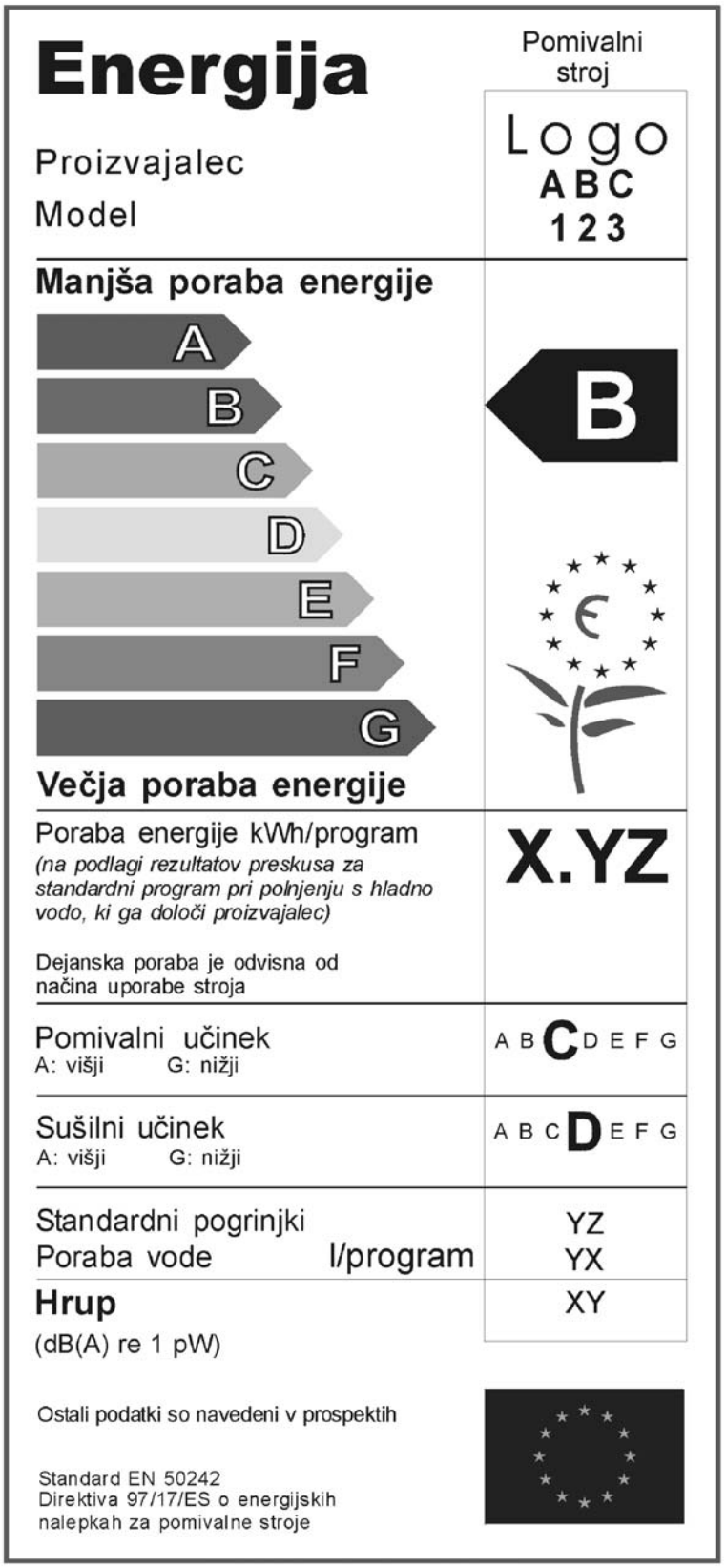

Enerġija
Magna tal-ħasil tal-platti
Manifattur
Mudell
Logo
ABĊ
123
L-anqas li taħli
A
B
C
D
E
F
G
B
L-aktar li taħli
Konsum ta' Enerġija
kWh/ċiklu
(Ibbażat fuq ir-riżultat tati ta' testijiet standard tal-ħasil bl-ilma kiesaħ
Il-konsum attwali tal-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat
X.ZŻ
Il-qawwa tat-tindif
A: L-oghla Ġ: L-aktar baxx
A B Ċ D E F Ġ
Il-qawwa tat-tnixxif
A: L-oghla Ġ: L-aktar baxx
A B Ċ D E F Ġ
Għadd standard ta' postijiet ta' oġġetti għall-ħasil
ZŻ
Il-konsum ta' l-ilma l/ċiklu
ZX
Livell tal-ħoss
(dB(A) re 1 pW)
XZ
Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott
L-istandard EN 50242
Id-Direttiva 97/17/KE dwar it-tikketti tal-magni tal-ħasil tal-platti

et, entre l'étiquette en néerlandais et l'étiquette en portugais:



et, entre l'étiquette en portugais et l'étiquette en finnois:




Energija
Pomivalni stroj
Proizvajalec
Model
Logo
ABC
123
Manjša poraba energije
A
B
C
D
E
F
G
B
Večja poraba energije
Poraba energije kWh/program
(na podlagi rezultatov preskusa za standardni program pri polnjenju s hladno vodo, ki ga določi proizvajalec)
X.YZ
Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja
Pomivalni učinek
A: višji G: nižji
A B C D E F G
Sušilni učinek
A: višji G: nižji
A B C D E F G
Standardni pogrinjki
YZ
Poraba vode l/program
YX
Hrup
XY
(dB(A) re 1 pW)
Ostali podatki so navedeni v prospektih
Standard EN 50242
Direktiva 97/17/ES o energijskih nalepkah za pomivalne stroje

b) Le texte ci-après est ajouté à l'annexe V:

«

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
☒			Myčka nádobí	Nõudepesumasin	Trauku mazgāšanas mašīna	Indaplovė	Mosogatógép	Magna tal-ħasil tal-platti	Zmywarka do naczyń	Umývačka riadu	Pomivalni stroj
I	1		Výrobce	Tootja või kaubamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II	2		Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
☒			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efektyvumas	Hatékonyabb	L-anqas li taħli	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
☒			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efektyvumas	Kevésbé hatékony	L-aktar li taħli	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
	3	1	Třída energetické účinnosti … na stupnici A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhususklass … astmestikus A-st (tõhusam, st vähem tarbiv) kuni G-ni (vähemtõhus, st rohkem tarbiv)	Energoefektivitātes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė … skalėje nuo A (didžiausias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahatékonysági osztály A-tól (A hatékonyabb) G-ig (G kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċjenza … fuq skala ta' bejn A (konsum baxx ta' l-enerġija) sa Ġ (konsum għoli ta' l-enerġija)	Klasa efektywności energetycznej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetickej hospodárnosti pomocou stupnice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energetske učinkovitosti … na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V			Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamos energijos	Energiafelhasználás	Konsum ta' Enerġija	Zużycie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V			kWh/cyklus	kWh/tsükkel	kWh/ciklā	kWh/ciklas	kWh/ciklus	kWh/ ċiklu	kWh/cykl	kWh/cyklus	kWh/program

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
	6	3	Spotřeba energie XYZ v kWh na standardní zkušební cyklus při použití náplně studené vody. Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu použití spotřebiče.	Energiatarbivus XYZ kWh põhitsükli kohta külma vee ühenduse korral. Tegelik energiatarbivus oleneb seadme kasutusviisist	Enerģijas patēriņš XYZ kWh standarta testēšanas ciklam, izmantojot aukstu ūdeni. Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas izmantošanas	Suvartojamas energijos kiekis XYZ (kWh) per standartinės bandymo programos ciklą, naudojant šaltą vandenį. Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas	Az energiafogyasztást ciklusonként kWh-ban, a szabvány ciklust alapul véve, a hideg vizes feltöltésű szabvány ellenőrzési ciklusonként XYZ energia fogyasztásként kell megadni. A tényleges energiafogyasztás függ a készülék használatának módjától.	Il-konsum ta' l-enerġija XŻZ kWh għa-ċiklu ta' testijiet standard bl-ilma kiesaħ. Il-konsum effettiv ta' l-enerġija jiddependi fuq il-mod kif ilprodott jiġi użat.	Zużycie energii elektrycznej XYZ kWh podczas standardowego cyklu zmywania przy nabraniu zimnej wody. Rzeczywiste zużycie zależy od warunków eksploatacji	Spotreba energie XYZ kWh na jeden štandardný skúšobný cyklus s použitím náplne studenej vody. Skutočná spotreba energie závisí od toho, ako sa zariadenie používa..	Poraba energije XYZ kWh na standardni program pomivanja pri polnjenju s hladno vodo. Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja.
☒			(na základě výsledků zkoušek normovaného cyklu s použitím náplně studené vody)	(Põhineb tootja poolt standardtsükli ja külma vee ühenduse korral saadud tulemustel)	(balstīts uz ražotāja testa rezultātiem, darbinot standarta ciklā)	(Remiantis gamintojo standartinio ciklo bandymo rezultatais, naudojant šaltą vandenį)	(a gyártó által megadott szabványos hidegvizes ciklusra vonatkozó teszteredmény alapján)	(Ibbażat fuq ir-riżultati ta' testijiet standard tal-ħasil bl-ilma kiesaħ.)	(w standardowym cyklu zmywania)	(základom je výsledok štandardného testu výrobcu pri použití studeného plnenia)	(Na podlagi rezultatov preskusa za standardni program pri polnjenju s hladno vodo, ki ga določi proizvajalec)
☒			Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání spotřebiče	Tegelik tarbivus oleneb seadme kasutusviisist	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida	Tikrasis suvartojamos energijos kiekis priklausys nuo to, kaip prietaisas bus naudojamas.	A tényleges energiafogyasztás függ a használat és elhelyezés módjától	Il-konsum attwali ta' l-enerġija jiddependi minn kif il-prodott ikun qed jiġi użat.	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji	Skutočná spotreba energie závisí od toho, ako je spotrebič používaný.	Dejanska poraba je odvisna od načina uporabe stroja.
VI			Účinnost mytí A: lepší G: horší	Pesemistulemus A: parem G: halvem	Mazgāšanas izpilde A: labāka B: sliktāka	Plovimo kokybės klasė: A (aukštesnė), G (žemesnė)	Tisztítási teljesítmény A: magasabb G: alacsonyabb	Il-qawwa tat-tindif A: L-oġħla G: L-aktar baxx	Efektywność zmywania A: wyższa G: niższa	Účinnosť čistenia A: vysoká G: nízka	Pomivalni učinek A: višji G: nižji

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspon-dance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
	7	4	Třída účinnosti mytí … na stupnici od A (vyšší) do G (nižší)	Pesemistulemuse klass … astmestikus A-st (parem) kuni G-ni (halvem)	Mazgāšanas izpildes klase… uz skalas no A (labāka) līdz G (sliktāka)	Plovimo kokybės …klasė skalėje nuo A (aukštesnė) iki G (žemesnė)	Tisztítási hatékonysági osztály A-tól (magasabb) G-ig (alacsonyabb) terjedő skálán	Il-klassi tal-qawwa tat-tindif … fuq skala ta' A (l-ogħla) sa Ġ (l-aktar baxx)	Klasa efektywności zmywania w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda účinnosti čistenia … na stupnici od A (vyššia) do G (nižšia)	Razred pomivalnega učinka… na lestvici od A (višji) do G (nižji)
VII			činnost sušení A: lepší G: horší	Kuivatamistulemus A: parem G: halvem	Žāvēšanas izpilde A: labāka B: sliktāka	Džiovinimo kokybės klasė: A (aukštesnė), G (žemesnė)	Szárítási teljesítmény A: magasabb G: alacsonyabb	Il-qawwa tat-tnixxif A: L-ogħla G: L-aktar baxx	Efektywność suszenia A: (bardziej efektywna) G: (mniej efektywna)	Účinnosť sušenia A: vysoká G: nízka	Sušilni učinek A: višji G: nižji
	8	5	Třída účinnosti sušení … na stupnici od A (vyšší) do G (nižší)	Kuivatamistulemuse klass … astmestikus A-st (parem) kuni G-ni (halvem)	Žāvēšanas izpildes klase… uz skalas no A (labāka) līdz G (sliktāka)	Džiovinimo kokybės klasė … skalėje nuo A (aukštesnė) iki G (žemesnė)	Szárítási hatékonyság osztály A-tól (magasabb) G-ig (alacsonyabb) terjedő skálán.	Il-qawwa tat-tnixxif … fuq skala ta' A (l-ogħla) sa Ġ (l-aktar baxx)	Efektywność suszenia w skali od A (wysoka) do G (niska)	Trieda účinnosti sušenia … na stupnici od A (vyššia) do G (nižšia)	Razred sušilnega učinka… na lestvici od A (višji) do G (nižji)
VIII	9	6	Počet sad nádobí	Standardsete serviiside arv	Standarta trauku komplektu skaits	Talpa standartiniais serviruotės komplektais	Szabványos teríték	Għadd standard ta' postijiet ta' oġġetti għall-ħasil	Pojemność znamionowa komplet	Štandardný objem pre riad	Standardni pogrinjki
IX	10	7	Spotřeba vodyl/cyklus	Veetarbivus l/tsükkel	Ūdens patēriņš l/ciklā	Suvartojamas vanduo (l/ciklas)	Vízfogyasztás l/ciklus	Il-konsum ta' l-ilmal/ċiklu	Zużycie wody (l/cykl)	Spotreba vodyl/cyklus	Poraba vode l/program
	11		Doba programu	Põhitsükli ajaline kestus	Programmas laiks	Programos trukmė	Programidő	Iż-żmien tal-programm	Czas trwania cyklu	Čas programu	Trajanje programa
	13	8	Odhadovaná roční spotřeba (220 cyklů)	Eeldatav aastane tarbivus (220 pesemiskorda)	Paredzamais gada patēriņš (220 cikli)	Skaičiuotinis per metus (220 ciklų) suvartojamos energijos kiekis	Átlagos évi becsült energia- és vízfogyasztás értéke 220 ciklusra	L-istima tal-konsum annwali (220 ċikli)	Szacowane roczne zużycie (220 cykli)	Odhadovaná ročná spotreba (220 cyklov)	Ocenjena poraba na leto (220 programov)
X	14	9	Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmas (dB(A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Livell tal-ħoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW)	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒			Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos yra gaminio apraše	További információ a termékismertetőben	Aktar informazzjoni tinkiseb mill-manwal tal-prodott.	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektih

Note			CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
Etiquette	Fiche	Vente par correspondance									
Annexe I	Annexe II	Annexe III									
☒			Norma EN 50 242	Standard EN 50 242	Standarts EN 50 242	Lietuvos standartas LST EN 50 242	EN 50 242 szabvány	L-istandard EN 50 242	Norma EN 50 242	Norma EN 50 242	Standard EN 50 242
☒			Směrnice 97/17/ES pro označování myček nádobí energetickými štítky	Nõudepesumasinate märgistamise direktiiv 97/17/EÜ	Trauku mazgāšanas mašīnu Direktīva 97/17/EK	Indaplovės etiketės direktyva 97/17/EB	A 97/17/EK irányelv alapján	Id-Direttiva 97/17/KE dwar ittikketti tal-magni tal-ħasil tal-platti	Dyrektywa 97/17/WE dotycząca etykiet na zmywarki do naczyń	Smernica 97/17/ES o štítkovaní umývačiek riadu	Direktiva 97/17/ES o energijskih nalepkah za pomivalne stroje

»

6. 32002 L 0031: Directive 2002/31/CE de la Commission du 22 mars 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique (JO L 86 du 3.4.2002, p. 26).

Le texte ci-après est ajouté à l'annexe V:

«

Note Étiquette Annexe I	Fiche et vente par correspondance Annexes II et III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
⊗			Energie	Energia	Enerġija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
I	1		Výrobce	Tootja või kaubamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II	2		Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
II	2		Venkovní jednotka	Seadme välisosa	Āra bloks	Išorinis blokas	Kültéri egység	*Unit* ta' barra	Zespół zewnętrzny	Vonkajšiajednotka	Zunanja enota
II	2		Vnitřní jednotka	Seadme siseosa	Iekšējais bloks	Vidinis blokas	Beltéri egység	*Unit* ta' ġewwa	Zespół wewnętrzny	Vnútorná jednotka	Notranja enota
⊗			Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efektyvumas	Kis fogyasztás	L-anqas li jaħlu	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
⊗			Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efektyvumas	Nagy fogyasztás	L-aktar li jaħlu	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije

Note Étiquette Annexe I	Fiche et vente par correspondance Annexes II et III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
	3		Třída energetické účinnosti … na stupnici od A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhususklass … astmestikus A-st (vähe tarbiv) kuni G-ni (palju tarbiv)	Energoefektivitātes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė skalėje nuo A (didžiausias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahatékonysági osztály az A -tól (A-hatékonyabb) G-ig (G- kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċjenza ta' l-enerġija … fuq skala ta' A (aħlu ftit) sa G (aħlu ħafna)	Klasa efektywności energetycznej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetickej hospodárnosti pomocou stupnice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energijske učinkovitosti na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
V	5		Roční spotřeba energie kWh v režimu chlazení	Aastane energiatarbivus kWh jahutusrežiimis	Enerģijas patēriņš gadā kWh dzesēšanas režīmā	Per metus suvartojama energija kWh šaldant	Éves energiafogyasztás hűtési üzemmódban, kWh	Konsum ta' enerġija annwali kWh fil-modalità tat-tkessiħ	Roczne zużycie energii w trybie chłodzenia kWh	Ročná spotreba energie kWh v režime chladenia	Letna poraba energije pri hlajenju v kWh
V	5		Skutečná spotřeba energie závisí na způsobu používání spotřebiče a na klimatických podmínkách	Tegelik energiatarbivus oleneb seadme kasutusviisist ja ilmastikust	Faktiskais enerģijas patēriņš atkarīgs no iekārtas lietošanas veida un klimata	Tikrasis suvartojimas priklauso nuo buitinio prietaiso naudojimo ir klimato	A tényleges energiafogyasztás a berendezés felhasználási módjától és a klímától függ	Il-konsum attwali jkun jiddependi minn kif jintuża l-apparat u mill-klima	Aktualne zużycie energii zależy od warunków eksploatacji i warunków klimatycznych	Skutočná spotreba závisí od toho, ako sa spotrebič používa, a od klimatických podmienok.	Dejanska poraba energije je odvisna od načina uporabe naprave in klimatskih razmer
VI	6		Chladící výkon	Jahutusvõimsus	Dzesēšanas jauda	Šaldymo galia	Hűtési teljesítmény	Dħul ta' tkessiħ	Moc chłodnicza	Chladiaci výkon	Hladilna moč
VII	7		Koeficient využitelnosti energie (EER) při plném zatížení	Energeetilise efektiivsuse tegur täiskoormusel	Energoefektivitātes koeficients (EEK) pie pilnas jaudas	Energijos vartojimo efektyvumo santykis (EVES) pilnai apkrovus	Energiahatékonysági tényező (EHT) teljes terhelés mellett	Proporzjon ta' effiċjenza ta' l-enerġija meta mgħobbi kollu	Wskaźnik efektywności energetycznej przy pełnym obciążeniu	Indikátor energetickej hospodárnosti pri plnom zaťažení	Količnik energijske učinkovitosti pri polni obremenitvi
VII	7		Čím vyšší, tím lepší	Mida kõrgem, seda parem	Jo augstāks, jo labāks	Didesnis — geriau	Minél magasabb, annál jobb	Aktar m'hu għoli aħjar	Im wyższy, tym lepiej	Čím vyšší, tým lepší	Višji je boljši
VIII	8		Typ	Tüüp	Tips	Tipas	Méret	Daqs	Rodzaj	Typ	Tip
VIII	8		Pouze chlazení	Ainult jahutamine	Tikai dzesēšana	Tik šaldymo	Csak hűtés	Tkessiħ biss	Tylko chłodzenie	Len chladenie	Samo hlajenje
VIII	8		Chlazení/ vytápění	Jahutamine/Soojendamine	Dzesēšana/sildīšana	Šaldymo ir šildymo	Hűtés/fűtés	Tkessiħ/tisħin	Chłodzenie/ Ogrzewanie	Chladenie / vykurovanie	Hlajenje/ogrevanje
IX	9		Chlazení vzduchem	Õhkjahutatav	Ar gaisu dzesējams	Aušinamas oru	Léghűtéses	Mkessaħ bl-arja	Chłodzony powietrzem	Vzduchom chladený	Zračno hlajena

Note Étiquette Annexe I	Fiche et vente par correspondance Annexes II et III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
IX	9		Chlazení vodou	Vesijahutatav	Ar ūdeni dzesējams	Aušinamas vandeniu	Vízhűtéses	Mkessaħ bl-ilma	Chłodzony wodą	Vodou chladený	Vodno hlajena
X	10		Tepelný výkon	Soojendusvõimsus	Sildīšanas jauda	Šilumos galia	Fűtési teljesítmény	Qawwa ta' tfigħ ta' shana	Moc grzewcza	Tepelný výkon	Ogrevna moč
XI	11		Tepelná účinnost: A (lepší) G (horší)	Soojenduse efektiivsus … astmestikus A-st (efektiivsem) kuni G-ni (vähemefektiivne)	Sildīšanas izpilde: A (labāka) G (sliktāka)	Šildymo kokybės charakteristi-ka A (efektyviausias) G (mažiau efektyvus)	Fűtési jellemzők: A -tól (A- hatékonyabb) G-ig (G- kevésbé hatékony)	Effiċjenza tat-tisħin: A (jaħlu ftit) sa Ġ (jaħlu ħafna)	Wydajność grzewcza: A: (wyższa) G: (niższa)	Účinnosť vykurovania A (vyššia) G (nižšia)	Energijska učinkovitost za režim ogrevanja: A (manjša poraba energije) G (večja poraba energije)
XII	14		Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmo vertė (dB(A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Il-livell tal-hoss (dB(A) re 1 pW)	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒	12		Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos pateikiama gaminio aprašuose	További információk a termékismertetőben	Aktar informazzjoni tista' tinkiseb mill-manwali tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektu
☒			Norma EN 814	Standard EN 814	Standarts EN 814	Lietuvos Respublikos standartas LST EN 814	EN 814 szabvány	L-Istandard EN 814	Norma EN 814	Norma EN 814	Standard EN 814
☒			Klimatizátor	Õhukonditsioneer	Gaisa kondicionieris	Oro kondicionierius	Légkondicionáló	Apparat ta' l-arja kkondizzjonata	Klimatyzator	Klimatizačná jednotka	Klimatska naprava
☒			Směrnice 2002/31/ES pro označování klimatizátorů energetickými štítky	Energiamärgistamise direktiiv 2002/31/EÜ	Enerģijas marķēšanas Direktīva 2002/31/EK	Oro kondicionierių vartojamos energijos efektyvumo ženklinimo direktyva 2002/31/EB	2002/31/EK Az energiafogyasztási címkézésről szóló irányelv	Direttiva 2002/31/KE dwar tikketta li tindika l-Enerġija	Dyrektywa 2002/31/WE dotycząca etykiet energetycznych	Smernica 2002/31/ES o energetickom štítkovaní	Direktiva 2002/31/ES o energijski nalepki za klimatske naprave
	11		Třída energetické účinnosti v režimu vytápění	Energiatõhususklass soojendusrežiimis	Sildīšanas režīma energoefektivitātes klase	Energijos vartojimo efektyvumo klasė tik šildant	Fűtési üzemmód energiahatékonysági osztály	Klassi ta' effiċjenza ta' l-enerġija fil-modalità tat-tisħin	Klasa efektywności energetycznej trybu grzewczego	Trieda energetickej hospodárnosti v režime vykurovania	Razred energijske učinkovitosti pri ogrevanju

»

7. 32002 L 0040: Directive 2002/40/CE de la Commission du 8 mai 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique (JO L 128 du 15.5.2002, p. 45)

Le texte ci-après est ajouté à l'annexe V:

«

Note Étiquette Annexe I	Fiche Annexe II	Vente par correspondance Annexe III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
⊗				Energie	Energia	Enerģija	Energija	Energia	Enerġija	Energia	Energia	Energija
⊗				Elektrická trouba	Elektriahi	Elektriskā cepeškrāsns	Elektrinė orkaitė	Villamos sütők	Forn ta' l-Elettriku	Piekarnik elektryczny	Elektrická rúra na pečenie	Električna pečica
I	1	1		Výrobce	Tootja või kaubamärk	Ražotājs	Gamintojas	Gyártó	Manifattur	Producent	Výrobca	Proizvajalec
II	2	1		Model	Mudel	Modelis	Modelis	Típus	Mudell	Model	Model	Model
⊗				Úsporné	Tõhusam	Efektīvāk	Didžiausias efektyvumas	Kis fogyasztás	L-anqas li jaħlu	Bardziej efektywna	Viac úsporný	Manjša poraba energije
⊗				Méně úsporné	Vähemtõhus	Mazāk efektīvi	Mažiausias efektyvumas	Nagy fogyasztás	L-aktar li jaħlu	Mniej efektywna	Menej úsporný	Večja poraba energije
	3	2		Třída energetické účinnosti … na stupnici od A (nejvyšší účinnost, tj. nízká spotřeba elektrické energie) do G (nejnižší účinnost, tj. vysoká spotřeba elektrické energie)	Energiatõhususklass … astmestikus A-st (vähe tarbiv) kuni G-ni (palju tarbiv)	Energoefektivitātes klase… uz skalas no A (efektīvāk) līdz G (mazāk efektīvi)	Energijos vartojimo efektyvumo klasė skalėje nuo A (didžiau-sias efektyvumas) iki G (mažiausias efektyvumas)	Energiahatékonysági osztály az A -tól (A hatékonyabb) G-ig (G kevésbé hatékony) terjedő skálán	Il-klassi ta' l-effiċjenza ta' l-enerġija.. skala ta' bejn A (jaħlu ftit) u Ġ (jaħlu ħafna)	Klasa efektywności energetycznej w skali od A (bardziej efektywna) do G (mniej efektywna)	Trieda energetickej hospodárnosti pomocou stupnice od A (viac úsporná) po G (menej úsporná)	Razred energijske učinkovitosti na lestvici od A (manjša poraba energije) do G (večja poraba energije)
				Užitečná plocha	Küpsetusala	Cepšanas virsma	Kepimo plotas	Sütőtér	L-ispazju talħami	Powierzchnia pieczenia	Priestor na pečenie	Površina za peko
V	5	3		Spotřeba energie	Energiatarbivus	Enerģijas patēriņš	Suvartojamas energijos kiekis	Energiafelhasználás	Il-konsum ta' l-enerġija	Zużycie energii	Spotreba energie	Poraba energije
V	5	3		kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh	kWh

Note Étiquette Annexe I	Fiche Annexe II	Vente par correspondance Annexe III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
V	5	3		Tepelná funkce	Soojendusfunktsioon	Karsēšanas režīms	Kaitinimo tipas	Fűtési funkció	Funzjoni ta' tisħin	Funkcja grzewcza	Funkcia pečenie	Način ogrevanja
V	5	3		Konvenční tepelná funkce	Traditsiooniline (ülevalt ja altpoolt soojendus)	Parasts	Įprastinis	Hagyományos	Konvenzjonali	Z konwekcją naturalną	Konvenčné	Klasični
V	5	3		Nucená konvekce vzduchu	Pöördõhk	Pastiprināta gaisa konvekcija	Priverstinės oro konvekcijos	Mesterséges levegőáramoltatás	Konvezzjoni ta' arja forzata	Z wymuszonym obiegiem powietrza	S vnúteným prúdením vzduchu	S prisilnim kroženjem zraka
V	5	3		S normalizovanou zátěží	Põhineb standardkoormusel (tehtud testil)	Balstīts uz standarta devu	Remiantis standartine apkrova	Standard terhelés alapján	Ibbażat fuq tagħbija normali	Przy standardowym obciążeniu	Vztiahnuté na štandadnú záťaž	Pri standardnem bremenu
VI	6	4		Užitečný objem (litry)	Kasutatav ruum (liitrites)	Ietilpība (litros)	Naudingasis tūris (litrais)	Használható térfogat (liter)	Volum li jista' jintuża (litri)	Objętość użytkowa (litry)	Využiteľný objem (litre)	Uporabna prostornina (litri)
VII	7	5		Typ	Tüüp	Lielums	Dydis	Méret	Daqs	Rozmiar	Veľkosť	Velikost
VII	7	5		Malý	Väike	Maza	Mažas	Kicsi	Żgħir	Mały	Malá	Majhna
VII	7	5		Střední	Keskmine	Vidēja	Vidutinis	Közepes	Medju	Średni	Stredná	Srednja
VII	7	5		Velký	Suur	Liela	Didelis	Nagy	Kbir	Duży	Veľká	Velika
	8			Doba tepelné úpravy normalizované zátěže	Valmistusaeg standardkoormusel	Standarta devas cepšanas laiks	Standartinės apkrovos kepimo trukmė	Sütési idő: standard terhelésnél	Ħin biex issajjar tagħbija normali	Czas potrzebny na upieczenie standardowego wsadu	Čas na upečenie štandardnej záťaže	Čas peke pri standardnem bremenu
IX	9	6		Hluk (dB(A) re 1 pW)	Müra (dB(A) re 1 pW)	Troksnis (dB(A) re 1 pW)	Triukšmo vertė (dB(A) apie 1 pW)	Zaj (dB(A) 1 pW)	Il-livell tal-ħoss dB(A) re 1 pW	Poziom hałasu (dB(A) re 1 pW)	Hlučnosť (dB(A) re 1 pW)	Hrup (dB(A) re 1 pW)
☒				Další údaje jsou v návodu k použití	Kasutusjuhend sisaldab lisateavet	Sīkāka informācija norādīta brošūrā	Daugiau informacijos pateikiama gaminio aprašuose	További információk a termékismertetőben	Aktar informazzjoni tista' tinkiseb mill-manwali tal-prodott	Szczegółowe informacje zawarte są w instrukcji obsługi	Ďalšie informácie sú obsiahnuté vo výrobkových katalógoch	Ostali podatki so navedeni v prospektu

Note Étiquette Annexe I	Fiche Annexe II	Vente par correspondance Annexe III		CS	ET	LV	LT	HU	MT	PL	SK	SL
	11			Plocha největšího plechu na pečení	Suurima küpsetusplaadi ala	Lielākās cepešpannas laukums	Didžiausias kepimo lakšto plotas	A legnagyobb tepsi területe	L-ispazju ta' l-akbar daqs ta' reċipjent tal-ħami	Największa powierzchnia pieczenia	Plocha najväčšieho plechu na pečenie	Površina največje plošče za peko
☒				Norma EN 50 304	Standard EN 50 304	Standarts EN 50 304	Lietuvos Respublikos standartas LST EN 50 304	EN 50 304 szabvány	L-Istandard EN 50 304	Norma EN 50 304	Norma EN 50 304	Standard EN 50 304
				Směrnice 2002/40/ES pro označování elektrických trub energetickými štítky	Elektriahjude energiamärgistamise direktiiv 2002/40/EÜ	Elektrisko cepeškrāšņu marķēšanas Direktīva 2002/40/EK	Elektrinių orkaičių vartojamos energijos efektyvumo ženklinimo direktyva 2002/40/EB	A villamos sütők energiafogyasztási címkézéséről szóló	Direttiva dwar ittikketta ta' l-Enerġija (2002/40/KE) fuq fran ta' l-elettriku	Dyrektywa 2002/40/WE dotycząca etykiet energetycznych	Smernica 2002/40/ES o energetickom štítkovaní elektrických rúr na pečenie	Direktiva 2002/40/ES o energijski nalepki za električne pečice

»

13. **PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

32000 D 0819: Décision 2000/819/CE du Conseil du 20 décembre 2000 relative à un programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) (2001-2005) (JO L 333 du 29.12.2000, p. 84)

À l'article 6:

a) le troisième tiret suivant est supprimé:

«— de Chypre, la participation étant financée par des crédits additionnels selon les procédures à convenir avec ce pays,»;

b) au quatrième tiret, les termes suivants sont supprimés:

«de Malte et».

14. **ÉDUCATION ET FORMATION**

1. 31963 D 0266: Décision 63/266/CEE du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle (JO 63 du 20.4.1963, p. 1338), et

31963 Q 0688: Statut du Comité consultatif pour la formation professionnelle 63/688/CEE (JO P 190 du 30.12.1963, p. 3090), modifié par:

— 31968 D 0189: Décision 68/189/CEE du Conseil du 9.4.1968 (JO L 91 du 12.4.1968, p. 26),

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Sans préjudice d'un éventuel réexamen futur avant la date d'adhésion, à l'article 1er, paragraphe 1, du Statut du Comité consultatif pour la formation professionnelle 63/688/CEE, «quatre-vingt-dix» est remplacé par «cent cinquante».

2. 31975 R 0337: Règlement (CEE) nº 337/75 du Conseil du 10 février 1975 portant création d'un centre européen pour le développement de la formation professionnelle (JO L 39 du 13.2.1975, p. 1), modifié par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31993 R 1946: Règlement (CEE) nº 1946/93 du Conseil du 30.6.1993 (JO L 181 du 23.7.1993, p. 11),

— 31994 R 1131: Règlement (CE) nº 1131/94 du Conseil du 16.5.1994 (JO L 127 du 19.5.1994, p. 1),

— 31995 R 0251: Règlement (CE) nº 251/95 du Conseil du 6.2.1995 (JO L 30 du 9.2.1995, p. 1),

— 31995 R 0354: Règlement (CE) nº 354/95 du Conseil du 20.2.1995 (JO L 41 du 23.2.1995, p. 1).

Sans préjudice d'un éventuel réexamen futur avant la date d'adhésion, à l'article 4, paragraphe 1, le nombre «48» est remplacé par «78», et aux points a), b) et c), du même paragraphe, «quinze» est remplacé par «vingt-cinq».

15. **POLITIQUE RÉGIONALE ET COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS**

1. 31994 R 1164: Règlement (CE) nº 1164/94 du Conseil du 16 mai 1994 instituant le Fonds de cohésion (JO L 130 du 25.5.1994, p. 1), modifié par:

— 31999 R 1264: Règlement (CE) nº 1264/1999 du Conseil du 21.6.1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 57),

— 31999 R 1265: Règlement (CE) nº 1265/1999 du Conseil du 21.6.1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 62).

a) À l'article 2, les paragraphes ci-après sont ajoutés:

«5. À compter de la date d'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006, la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie sont aussi éligibles au concours du Fonds.

6. Aux fins de l'application du présent règlement, le PNB est défini comme le RNB pour l'année aux prix du marché, tel qu'il est déterminé par la Commission en application du SEC 95, conformément au règlement (CE) nº 2223/96.»

b) À l'article 4, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«À partir du 1er janvier 2000, le total des ressources disponibles pour engagement pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande durant la période 2000-2006 devrait s'élever à 18 milliards d'EUR en prix de 1999.»

c) À l'article 4, les alinéas ci-après sont insérés après le quatrième alinéa:

«Le total des ressources disponibles pour engagement pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie durant la période allant de l'adhésion à 2006 devrait s'élever à 7,5905 milliards d'EUR en prix de 1999.

Pour chaque année de ladite période, le montant des crédits d'engagement devrait être comme suit:

— 2004: 2,6168 milliards d'EUR,

— 2005: 2,1517 milliards d'EUR,

— 2006: 2,8220 milliards d'EUR.»

d) À l'article 11, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, une dépense au sens de l'article 7, paragraphe 1, n'est considérée comme éligible au concours du Fonds que si elle a été encourue après le 1er janvier 2004 et à condition que toutes les exigences contenues dans le présent règlement aient été satisfaites.»

e) L'article ci-après est inséré après l'article 16:

«*Article 16 bis*

Dispositions spécifiques à la suite de l'adhésion à l'Union européenne d'un nouvel État membre qui a bénéficié de l'aide de préadhésion au titre de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA)

1. Les mesures qui, à la date de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, ont fait l'objet de décisions de la Commission en matière d'aide dans le cadre du règlement (CE) nº 1267/99 établissant un instrument structurel de préadhésion (*) et dont la mise en œuvre n'a pas été achevée à cette date sont considérées comme approuvées par le règlement de la Commission. Sauf stipulation contraire figurant aux points 2 et 5, les dispositions régissant la mise en œuvre des mesures approuvées conformément au présent règlement s'appliquent à ces mesures.

2. Toute procédure de passation de marché liée à une mesure visée au paragraphe 1 qui, à la date de l'adhésion, a déjà fait l'objet d'un appel d'offres publié au Journal officiel de l'Union européenne est mise en œuvre dans le respect des règles établies dans cet appel d'offres. Cependant, les dispositions prévues à l'article 165 du règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (**) ne s'appliquent pas.

Toute procédure de passation de marché liée à une mesure visée au paragraphe 1 qui n'a pas encore fait l'objet d'un appel d'offres publié au Journal officiel de l'Union européenne est mise en œuvre dans le respect des règles et dispositions visées à l'article 8.

3. Dans des cas dûment justifiés, la Commission peut décider, à la demande de l'État membre concerné et seulement pour les tranches annuelles devant encore être engagées dans le cadre du budget général, de modifier l'aide communautaire à accorder, compte tenu des critères fixés à l'article 7. Cependant, la modification de l'aide communautaire n'affecte en aucune manière le volet de la mesure déjà couvert par un prêt signé avec la BEI, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou une autre institution financière internationale.

Les paiements effectués par la Commission au titre d'une mesure visée au paragraphe 1 sont affectés à l'engagement ouvert le plus ancien effectué conformément au règlement (CE) nº 1267/1999, puis en application du présent règlement.

4. Pour les mesures visées au paragraphe 1, les règles régissant l'éligibilité des dépenses conformément au règlement (CE) nº 1267/1999 demeurent applicables, sauf dans des cas dûment justifiés, sur lesquels la Commission doit se prononcer à la demande de l'État membre concerné.

5. La Commission peut décider, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, d'autoriser pour les mesures visées au paragraphe 1 des dérogations spécifiques aux règles applicables en vertu du présent règlement.

(*) JO L 161 du 26.6.1999, p. 73; modifié.
(**) JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.»

f) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE I

Répartition indicative des ressources totales du Fonds de cohésion entre les États membres bénéficiaires, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 4, troisième alinéa:

— Grèce: de 16 à 18 % du total,

— Espagne: de 61 à 63,5 % du total,

— Irlande: de 2 à 6 % du total,

— Portugal: de 16 à 18 % du total.

Répartition indicative des ressources totales du Fonds de cohésion entre les États membres bénéficiaires, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 4, cinquième alinéa:

— République tchèque: de 9,76 % à 12,28 % du total,

— Estonie: de 2,88 % à 4,39 % du total,

— Chypre: de 0,43 % à 0,84 % du total,

— Lettonie: de 5,07 % à 7,08 % du total,

— Lituanie: 6,15 % à 8,17 % du total,

— Hongrie: de 11,58 % à 14,61 % du total,

— Malte: de 0,16 % à 0,36 % du total,

— Pologne: de 45,65 % à 52,72 % du total,

— Slovénie: de 1,72 % à 2,73 % du total,

— Slovaquie: de 5,71 % à 7,72 % du total.»

2. 31999 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels (JO L 161 du 26.6.1999, p. 1), modifié par:

— 32001 R 1447: Règlement (CE) nº 1447/2001 du Conseil du 28.6.2001 (JO L 198 du 21.7.2001, p. 1).

a) À l'article 3, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les régions concernées par l'objectif nº 1 sont des régions correspondant au niveau NUTS II, dont le PIB par habitant, exprimé en parité de pouvoir d'achat et calculé à partir des données communautaires pour les années 1997, 1998 et 1999, est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire au moment de la conclusion des négociations d'adhésion.».

b) À l'article 3, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. En application stricte du paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, la Commission établit la liste des régions concernées par l'objectif nº 1, sans préjudice de l'article 6, paragraphe 1, et de l'article 7, paragraphe 4, deuxième alinéa.

Cette liste est valable sept ans à compter du 1er janvier 2000. Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, cette liste est valable à compter de la date d'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006.».

c) À l'article 4, paragraphe 2, la phrase ci-après est insérée après le point c):

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le plafond de population éligible pour l'objectif nº 2 est fixé à 31 % de la population de toutes les régions NUTS II concernés par l'objectif nº 2 dans chacun de ces pays.».

d) À l'article 4, paragraphe 11, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la liste des zones est valable à compter de la date d'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006.».

e) À l'article 7, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Les ressources disponibles en vue de l'engagement par les Fonds pour la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, exprimées en prix de 1999, s'élèvent à 195 milliards d'EUR pour la période 2000-2006.

La répartition annuelle de ces ressources figure à l'annexe I.

Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les ressources disponibles en vue de l'engagement par les Fonds, exprimées en prix de 1999, s'élèvent à 14,1559 milliards d'EUR pour la période allant de l'adhésion à 2006.

La répartition annuelle de ces ressources figure à l'annexe II.».

f) À l'article 7, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est inséré après le quatrième alinéa:

«Par dérogation aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la répartition des ressources budgétaires entre les objectifs est la suivante:

— 93,49 % de la dotation des Fonds structurels seront alloués à l'objectif nº 1 (pour un total de 13,2343 milliards d'EUR).

— 0,86 % de la dotation des Fonds structurels sera alloué à l'objectif nº 2 (pour un total de 0,1212 milliard d'EUR).

— 0,79 % de la dotation des Fonds structurels sera alloué à l'objectif nº 3 (pour un total de 0,1116 milliard d'EUR).».

g) À l'article 7, paragraphe 3, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Pour l'objectif nº 3, la répartition par État membre est basée principalement sur la population éligible, la situation de l'emploi et la gravité des problèmes, tels que l'exclusion sociale (dans la mesure où des données sont disponibles pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie), les niveaux d'éducation et de formation et la participation des femmes sur le marché du travail.».

h) À l'article 7, le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant:

«6. Pour la période visée au paragraphe 1, premier alinéa, 5,35 % des crédits d'engagement des Fonds structurels visés au paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, sont consacrés au financement des initiatives communautaires.

0,65 % des crédits visés au paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, est consacré au financement d'actions innovatrices et d'assistance technique telles que définies aux articles 22 et 23.

Pour la période visée au paragraphe 1, troisième alinéa, 4,58 % des crédits d'engagement des Fonds structurels visés au paragraphe 1, troisième et quatrième alinéas, sont consacrés au financement des initiatives communautaires Interreg et EQUAL. Les initiatives communautaires Leader+ et URBAN ne sont pas mises en œuvre en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie et en Slovaquie durant cette période.

0,27 % des crédits visés au paragraphe 1, troisième et quatrième alinéas, est consacré au financement de l'assistance technique telle que définie à l'article 23. Les actions innovatrices telles que définies à l'article 22 ne sont pas mises en œuvre en République tchèque, en Estonie, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Slovénie et en Slovaquie durant cette période.».

i) À l'article 11, paragraphe 2, l'alinéa suivant est inséré après le quatrième alinéa:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, en règle générale, le niveau des dépenses visées aux premier et deuxième alinéas est au moins égal au montant des dépenses moyennes annuelles en termes réels atteint au cours de la période de référence fixée en coopération étroite avec la Commission et est déterminé en fonction des conditions macroéconomiques générales dans lesquelles s'effectue le financement et en tenant cependant compte de certaines situations économiques spécifiques, à savoir les privatisations, un niveau extraordinaire de l'effort structurel public ou assimilable de l'État membre durant la période précédente et les évolutions conjoncturelles nationales.».

j) À l'article 14, paragraphe 1, deuxième alinéa, la phrase suivante est ajoutée:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la période de programmation commence à la date de l'adhésion et couvre la période allant de la date d'adhésion au 31 décembre 2006.».

k) À l'article 20, paragraphe 1, la phrase liminaire est remplacée par le texte suivant:

«Sans préjudice des dispositions de l'article 7, paragraphe 6, les initiatives communautaires concernent les domaines suivants:».

l) À l'article 22, paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Sans préjudice des dispositions de l'article 7, paragraphe 6, les Fonds peuvent financer, à l'initiative de la Commission, après avis des comités visés aux articles 48 à 51 sur les orientations prévues pour les différents types d'actions innovatrices, et dans la limite de 0,40 % de leur dotation annuelle respective, des actions innovatrices au niveau communautaire. Ces actions comprennent des études, des projets pilotes et des échanges d'expérience.».

m) À l'article 23, la phrase suivante est insérée après la première phrase:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, le plafond de ces mesures est fixé à 0,27 % de l'allocation annuelle respective de chaque Fond allouée à ces dix États membres.».

n) À l'article 32, paragraphe 2, l'alinéa suivant est inséré après le premier alinéa:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, cet acompte représente 16 % de la participation des Fonds à l'intervention concernée. Il sera subdivisé en deux exercices: 10 % la première année, 6 % l'année suivante.».

o) À l'article 52, paragraphe 4, l'alinéa suivant est ajouté:

«Par dérogation à la date prévue à l'article 30, paragraphe 2, une dépense effectivement payée pour laquelle la Commission a reçu une demande d'intervention de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie avant la date d'adhésion et qui répond à toutes les conditions prévues dans le présent règlement peut être considérée comme éligible à la participation des Fonds à partir du 1er janvier 2004.».

p) À l'annexe, le terme «Annexe» est remplacé par «Annexe I».

q) L'annexe ci-après est insérée:

«ANNEXE II

FONDS STRUCTURELS

Répartition annuelle des crédits d'engagement pour la période allant de l'adhésion à 2006 pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie (visée à l'article 7, paragraphe 1)

(en millions d'euros — prix de 1999)

2004	2005	2006
3 453,5	4 754,7	5 947,6

»

3. 31999 D 0500: Décision 1999/500/CE de la Commission du 1er juillet 1999 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'instrument financier d'orientation de la pêche en dehors des régions de l'objectif nº 1 des Fonds structurels, pour la période 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 47).

a) À l'article 1er, l'alinéa suivant est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe, le texte suivant est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'instrument financier d'orientation de la pêche en dehors des régions concernées par l'objectif nº 1 des Fonds structurels pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros — prix de 1999)

États membres	Montant des crédits
République tchèque	—
Estonie	—
Chypre	3,0
Lettonie	—
Lituanie	—
Hongrie	—
Malte	—
Pologne	—
Slovénie	—
Slovaquie	—
Total	3,0

»

4. 31999 D 0501: Décision 1999/501/CE de la Commission du 1er juillet 1999 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif nº 1 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 49).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe I, le texte ci-après est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif nº 1 des Fonds structurels pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros — prix de 1999)

État membre	Montant des crédits Régions éligibles au titre de l'objectif nº 1
République tchèque	1 286,4
Estonie	328,6
Chypre	—
Lettonie	554,2
Lettonie	792,1
Hongrie	1 765,4
Malte	55,9
Pologne	7 320,7
Slovénie	210,1
Slovaquie	920,9
Total	13 234,3

»

5. 31999 D 0502: Décision 1999/502/CE de la Commission du 1er juillet 1999 établissant la liste des régions concernées par l'objectif nº 1 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 53).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, cette liste est valable à compter de la date d'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006.».

b) À l'annexe I, le texte ci-après est ajouté avant les mentions concernant l'Allemagne:

«République tchèque (2)

Střední Čechy

Jihozápad

Severozápad

Severovýchod

Jihovýchod

Střední Morava

Moravskoslezsko»

entre les mentions concernant l'Allemagne et celles concernant la Grèce:

«Estonie (2)

Eesti»

entre les mentions concernant l'Italie et celles concernant l'Autriche:

«Lettonie (2)

Latvija

Lituanie (2)

Lietuva

Hongrie (2)

Közép-Magyarország

Közép-Dunántúl

Nyugat-Dunántúl

Dél-Dunántúl

Észak-Magyarország

Észak-Alföld

Dél-Alföld

Malte (2)

Malta»

entre les mentions concernant l'Autriche et celles concernant le Portugal:

«Pologne (2)

Dolnośląskie

Kujawsko-Pomorskie

Lubelskie

Lubuskie

Łódzkie

Małopolskie

Mazowieckie

Opolskie

Podkarpackie

Podlaskie

Pomorskie

Śląskie

Świętokrzyskie

Warmińsko-Mazurskie

Wielkopolskie

Zachodniopomorskie»

et entre les mentions concernant le Portugal et celles concernant la Finlande:

«Slovénie ([2])

Slovenija

Slovaquie ([2])

Západné Slovensko

Stredné Slovensko

Východné Slovensko

([2]) Liste valable à compter de la date d'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006.».

6. 31999 D 0503: Décision 1999/503/CE de la Commission du 1er juillet 1999 établissant un plafond de population par État membre au titre de l'objectif nº 2 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 58).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, la période concernée va de l'adhésion à 2006.».

b) L'annexe est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE

Plafonds de population par État membre au titre de l'objectif nº 2 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006

États membres	Plafonds de population (en milliers d'habitants)
Belgique	1 269
République tchèque	370 (*)
Danemark	538
Allemagne	10 296
Estonie	— (*)
Grèce	—
Espagne	8 809
France	18 768
Irlande	—
Italie	7 402
Chypre	213 (*)
Lettonie	— (*)
Lituanie	— (*)
Luxembourg	118
Hongrie	— (*)
Malte	— (*)
Pays-Bas	2 333
Autriche	1995
Pologne	— (*)
Portugal	—
Slovénie	— (*)
Slovaquie	192 (*)
Finlande	1 582
Suède	1 223
Royaume-Uni	13 836

(*) Pour la période allant de l'adhésion à 2006.

»

7. 31999 D 0504: Décision 1999/504/CE de la Commission du 1er juillet 1999 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif nº 2 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 60).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe I, le texte ci-après est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif nº 2 des Fonds structurels pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros — prix de 1999)

États membres	Montant des crédits
République tchèque	63,3
Estonie	—
Chypre	24,9
Lettonie	—
Lituanie	—
Hongrie	—
Malte	—
Pologne	—
Slovénie	—
Slovaquie	33,0
Total	121,2

»

8. 31999 D 0505: Décision 1999/505/CE de la Commission du 1er juillet 1999 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif no 3 des Fonds structurels pour la période de 2000 à 2006 (JO L 194 du 27.7.1999, p. 63).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe, le texte ci-après est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'objectif no 3 des Fonds structurels pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros —prix de 1999)

État membre	Montant des crédits
République tchèque	52,2
Estonie	—
Chypre	19,5
Lettonie	—
Lituanie	—
Hongrie	—
Malte	—
Pologne	—
Slovénie	—
Slovaquie	39,9
Total	111,6

»

9. Décision de la Commission du 12 mai 2000 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'initiative communautaire EQUAL pour la période 2000 à 2006 (C(2000) 1221).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe, le texte ci–après est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'initiative communautaire EQUAL pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros — prix de 1999)

État membre	Montant des crédits
République tchèque	28,4
Estonie	3,6
Chypre	1,6
Lettonie	7,1
Lituanie	10,5
Hongrie	26,8
Malte	1,1
Pologne	118,5
Slovénie	5,7
Slovaquie	19,7
Total	223,0

»

10. Décision de la Commission du 11 juillet 2000 fixant une répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'initiative communautaire Interreg pour la période de 2000 à 2006 (C(2000) 1223).

a) À l'article 1er, l'alinéa ci-après est ajouté:

«Pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, les montants indicatifs couvrent la période allant de l'adhésion à 2006.».

b) À l'annexe, le texte ci–après est ajouté:

«Répartition indicative par État membre des crédits d'engagement au titre de l'initiative communautaire Interreg pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie, pour la période allant de l'adhésion à 2006

(en millions d'euros — prix de 1999)

État membre	Montant des crédits
République tchèque	60,9
Estonie	9,4
Chypre	3,8
Lettonie	13,5
Lituanie	19,9
Hongrie	60,9
Malte	2,1
Pologne	196,1
Slovénie	21,0
Slovaquie	36,8
Total	424,4

»

16. **ENVIRONMENT**

A. GESTION DES DÉCHETS

31976 D 0431: Décision 76/431/CEE de la Commission du 21 avril 1976 relative à l'institution d'un comité en matière de gestion des déchets (JO L 115 du 1.5.1976, p. 73), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23).

L'article 3, paragraphe 1, est remplacé par le texte suivant:

«1. Le comité comprend 52 membres.»

B. QUALITÉ DE L'EAU

31977 D 0795: Décision 77/795/CEE du Conseil du 12 décembre 1977 instituant une procédure commune d'échange d'informations relative à la qualité des eaux douces superficielles dans la Communauté (JO L 334 du 24.12.1977, p. 29), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 D 0856: Décision 81/856/CEE du Conseil du 19.10.1981 (JO L 319 du 7.11.1981, p. 17),

— 31984 D 0422: Décision 84/422/CEE de la Commission du 24.7.1984 (JO L 237 du 5.9.1984, p. 15),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31990 D 0002: Décision 90/2/CEE de la Commission du 14.12.1989 (JO L 1 du 4.1.1990, p. 20),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

et abrogée avec effet au 22 décembre 2007 par:

— 32000 L 0060: Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.12.2000 (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

Le texte suivant est ajouté à l'annexe I:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Obříství	Station n° 0103 – 4,7 km en aval de la confluence avec la Vltava	Labe
Děčín	Station n° 0104 – 21,3 km en amont du point où la Labe quitte la République tchèque	Labe
Zelčín	Station n° 0105 – 4,5 km en amont de la confluence avec la Labe	Vltava
Lanžhot	Station n° 0401 – au point où la Morava quitte la République tchèque	Morava
Pohansko	Station n° 0402 – au point où la Dyje quitte la République tchèque	Dyje
Bohumín	Station n° 1163 – au point où l'Odra quitte la République tchèque	Odra
Beroun	Station n° 4015 – 34,2 km en amont de la confluence avec la Vltava	Berounka
Louny	Station n° 4006 – 54,3 km en amont de la confluence avec la Labe	Ohře
Dluhonice	Station n° 4010 – 9,3 km en amont de la confluence avec la Morava	Bečva

ESTONIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Narva	Station n° 32 – 7 km en amont de l'embouchure	Narva
Kasari HP	Station n° 49 – 17,4 km en amont de l'embouchure	Kasari
Kavastu	Station n° 13 – 16 km en amont de l'embouchure	Emajõgi
Oreküla HP	Station n° 52 – 25,7 km en amont de l'embouchure	Pärnu

CHYPRE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Λεμεσός	Station de mesure du débit de la Kouris au bout du réservoir de Kouris	Kouris
Πάφος	Station de mesure du débit de Phinikas au bout du réservoir d'Asprokremmos	Xeros

LETTONIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Jēkabpils	166 km en amont de l'embouchure; 1,0 km en amont de Jēkabpils	Daugava
Valmiera	142 km en amont de l'embouchure; 2,5 km en amont de Valmiera	Gauja
Jelgava	71,6 km en amont de l'embouchure; 1,0 km en amont de Jelgava	Lielupe
Kuldīga	87,8 km en amont de l'embouchure; 0,5 km en amont de Kuldīga	Venta

LITUANIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Rusnė	16 km en amont de l'embouchure (entrant dans le lagon curonien)	Nemunas
Mažeikiai	200 km en amont de l'embouchure près de la frontière entre la Lituanie et la Lettonie	Venta
Saločiai	152,5 km en amont de l'embouchure près de la frontière entre la Lituanie et la Lettonie	Mūša
Šventoji	0,2 km en amont de l'embouchure (entrant dans la mer Baltique)	Šventoji

HONGRIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Győrzámoly	1806,2 km; pont de Medve	Duna
Szob	1708,0 km; en aval de l'embouchure Ipoly; depuis la ligne du canal	Duna
Hercegszántó	1433,0 km	Duna
Tiszabecs	757,0 km; à l'échelle	Tisza
Tiszasziget	162,5 km; à la frontière	Tisza
Drávaszabolcs	68,0 km; au pont routier	Dráva
Csenger	202,6 km	Szamos
Sajópüspöki	123,5 km; au pont routier	Sajó
Tornyosnémeti	102,0 km	Hernád
Körösszakál	58,6 km	Sebes-Körös
Makó	24,3 km; à l'échelle	Maros

POLOGNE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Kraków	63,7 km – en amont de Kraków	Wisła
Warszawa	510,0 km – ville de Varsovie	Wisła
Wyszków	33,0 km – au pont routier	Bug
Pułtusk	63,0 km – à la frontière	Narew
Kiezmark	926,0 km – en amont de l'embouchure	Wisła
Chałupki	20,0 km – au point où l'Odra entre en Pologne (quitte la République tchèque)	Odra
Wrocław	249,0 km – ville de Wrocław	Odra
Gubin	12,0 km – en amont de la confluence avec l'Odra	Nysa Łużycka
Poznań	243,6 km – ville de Poznań	Warta
Krajnik Dolny	690,0 km – dernier point sur la frontière entre la Pologne et l'Allemagne	Odra
Goleniów	10,2 km – en amont de l'embouchure	Ina
Trzebiatów	12,9 km – en amont de l'embouchure	Rega
Bardy	25,0 km – en amont de l'embouchure Gościnka	Parsęta
Stary Kraków	20,6 km – en amont de l'embouchure	Wieprza

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Grabowo	18,0 km – en amont de l'embouchure	Grabowa
Charnowo	11,3 km – en amont de l'embouchure	Słupia
Smołdzino	13,3 km – en amont de l'embouchure	Łupawa
Cecenowo	25,2 km – en amont de l'embouchure	Łeba
Wejherowo	20,9 km – en amont de l'embouchure	Reda
Nowa Pasłęka	2,0 km – en amont de l'embouchure	Pasłęka

SLOVÉNIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Dravograd	133,3 km – en amont du point de la frontière où la Drava quitte la République de Slovénie	Drava
Ormož	11,1 km – en amont du point de la frontière où la Drava quitte la République de Slovénie	Drava
Ceršak	134,4 km – en amont de la confluence avec la Drava	Mura
Mota	81,1 km – en amont de la confluence avec la Drava	Mura
Jesenice na Dolenjskem	728,5 km – en amont de la confluence avec le Danube	Sava
Medno	858,7 km – en amont de la confluence avec le Danube	Sava
Radoviči	177,13 km – en amont de la confluence avec la Sava	Kolpa
Solkan	1,5 km – en amont du point de la frontière où la Soča quitte la République de Slovénie	Soča
Miren	0,27 km – en amont du point où la Vipava quitte la République de Slovénie	Vipava
Cerkvenikov mlin	7,95 km – en amont du ponor aux grottes de Škocjan	Notranjska Reka
Podkaštel	6,46 km – en amont de l'embouchure	Dragonja

SLOVAQUIE

Stations de prélèvement ou de mesure		Liste des fleuves
Bratislava	Station nº D002051D – 1869,0 km au centre de la ville de Bratislava, le centre du fleuve	Dunaj
Devínska Nová Ves	Station nº M128020D – 1,5 km en amont de la confluence de la Morava avec le Danube	Morava
Komárno	Station nº V787501D – 1,5 km en amont de la confluence avec le Danube	Váh
Komoča	Station nº N775500D – 6,5 km en amont de la confluence avec la Váh	Nitra
Kamenica	Station nº R365010D – 1,7 km en amont de la confluence avec le Danube	Hron
Salka	Station nº I283000D – 12,0 km en amont de la confluence avec le Danube	Ipeľ
Krásny Brod	Station nº B02700D – 108,3 km en amont de la confluence avec la Latorica	Laborec
Streda nad Bodrogom	Station nº B615000D – 6,0 km en amont du point où la Bodrog quitte la République slovaque	Bodrog
Ždaňa	Station nº H371000D – 17,2 km en amont du point où la Hornád quitte la République slovaque	Hornáď

»

C. PROTECTION DE LA NATURE

1. 31979 L 0409: Directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (JO L 103 du 25.4.1979, p. 1), modifiée par:

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31981 L 0854: Directive 81/854/CEE du Conseil du 19.10.1981 (JO L 319 du 7.11.1981, p. 3),

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 L 0411: Directive 85/411/CEE de la Commission du 25.7.1985 (JO L 233 du 30.8.1985, p. 33),

— 31986 L 0122: Directive 86/122/CEE du Conseil du 8.4.1986 (JO L 100 du 16.4.1986, p. 22),

— 31990 L 0656: Directive 90/656/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 59),

— 31991 L 0244: Directive 91/244/CEE de la Commission du 6.3.1991 (JO L 115 du 8.5.1991, p. 41),

— 31994 L 0024: Directive 94/24/CE du Conseil du 8.6.1994 (JO L 164 du 30.6.1994, p. 9),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0049: Directive 97/49/CE de la Commission du 29.7.1997 (JO L 223 du 13.8.1997, p. 9).

Les annexes I, II/1, II/2, III/1, III/2 et III/3 sont remplacées par le texte suivant::

«ANEXO I — PŘÍLOHA I — BILAG I — ANHANG I — I LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — I PIELIKUMS — I PRIEDAS — I. MELLÉKLET — ANNESS I — BIJLAGE I — ZAŁĄCZNIK I — ANEXO I — PRÍLOHA I — PRILOGA I — LITTLE I — BILAGA I

GAVIIFORMES

Gaviidae

Gavia stellata

Gavia arctica

Gavia immer

PODICIPEDIFORMES

Podicipedidae

Podiceps auritus

PROCELLARIIFORMES

Procellariidae

Pterodroma madeira

Pterodroma feae

Bulweria bulwerii

Calonectris diomedea

Puffinus puffinus mauretanicus (Puffinus mauretanicus)

Puffinus yelkouan

Puffinus assimilis

Hydrobatidae

Pelagodroma marina

Hydrobates pelagicus

Oceanodroma leucorhoa

Oceanodroma castro

PELECANIFORMES

Pelecanidae

Pelecanus onocrotalus

Pelecanus crispus

Phalacrocoracidae

Phalacrocorax aristotelis desmarestii

Phalacrocorax pygmeus

CICONIIFORMES

Ardeidae

Botaurus stellaris

Ixobrychus minutus

Nycticorax nycticorax

Ardeola ralloides

Egretta garzetta

Egretta alba (Ardea alba)

Ardea purpurea

Ciconiidae

Ciconia nigra

Ciconia ciconia

Threskiornithidae

Plegadis falcinellus

Platalea leucorodia

PHOENICOPTERIFORMES

Phoenicopteridae

Phoenicopterus ruber

ANSERIFORMES

Anatidae

Cygnus bewickii (Cygnus columbianus bewickii)

Cygnus cygnus

Anser albifrons flavirostris

Anser erythropus

Branta leucopsis

Branta ruficollis

Tadorna ferruginea

Marmaronetta angustirostris

Aythya nyroca

Polysticta stelleri

Mergus albellus (Mergellus albellus)

Oxyura leucocephala

FALCONIFORMES

Pandionidae

Pandion haliaetus

Accipitridae

Pernis apivorus

Elanus caeruleus

Milvus migrans

Milvus milvus

Haliaeetus albicilla

Gypaetus barbatus

Neophron percnopterus

Gyps fulvus

Aegypius monachus

Circaetus gallicus

Circus aeruginosus

Circus cyaneus

Circus macrourus

Circus pygargus

Accipiter gentilis arrigonii

Accipiter nisus granti

Accipiter brevipes

Buteo rufinus

Aquila pomarina

Aquila clanga

Aquila heliaca

Aquila adalberti

Aquila chrysaetos

Hieraaetus pennatus

Hieraaetus fasciatus

Falconidae

Falco naumanni

Falco vespertinus

Falco columbarius

Falco eleonorae

Falco biarmicus

Falco cherrug

Falco rusticolus

Falco peregrinus

GALLIFORMES

Tetraonidae

Bonasa bonasia

Lagopus mutus pyrenaicus

Lagopus mutus helveticus

Tetrao tetrix tetrix

Tetrao urogallus

Phasianidae

Alectoris graeca saxatilis

Alectoris graeca whitakeri

Alectoris barbara

Perdix perdix italica

Perdix perdix hispaniensis

GRUIFORMES

Turnicidae

Turnix sylvatica

Gruidae

Grus grus

Rallidae

Porzana porzana

Porzana parva

Porzana pusilla

Crex crex

Porphyrio porphyrio

Fulica cristata

Otididae

Tetrax tetrax

Chlamydotis undulata

Otis tarda

CHARADRIIFORMES

Recurvirostridae

Himantopus himantopus

Recurvirostra avosetta

Burhinidae

Burhinus oedicnemus

Glareolidae

Cursorius cursor

Glareola pratincola

Charadriidae

Charadrius alexandrinus

Charadrius morinellus (Eudromias morinellus)

Pluvialis apricaria

Hoplopterus spinosus

Scolopacidae

Calidris alpina schinzii

Philomachus pugnax

Gallinago media

Limosa lapponica

Numenius tenuirostris

Tringa glareola

Xenus cinereus (Tringa cinerea)

Phalaropus lobatus

Laridae

Larus melanocephalus

Larus genei

Larus audouinii

Larus minutus

Sternidae

Gelochelidon nilotica (Sterna nilotica)

Sterna caspia

Sterna sandvicensis

Sterna dougallii

Sterna hirundo

Sterna paradisaea

Sterna albifrons

Chlidonias hybridus

Chlidonias niger

Alcidae

Uria aalge ibericus

PTEROCLIFORMES

Pteroclididae

Pterocles orientalis

Pterocles alchata

COLUMBIFORMES

Columbidae

Columba palumbus azorica

Columba trocaz

Columba bollii

Columba junoniae

STRIGIFORMES

Strigidae

Bubo bubo

Nyctea scandiaca

Surnia ulula

Glaucidium passerinum

Strix nebulosa

Strix uralensis

Asio flammeus

Aegolius funereus

CAPRIMULGIFORMES

Caprimulgidae

Caprimulgus europaeus

APODIFORMES

Apodidae

Apus caffer

CORACIIFORMES

Alcedinidae

Alcedo atthis

Coraciidae

Coracias garrulus

PICIFORMES

Picidae

Picus canus

Dryocopus martius

Dendrocopos major canariensis

Dendrocopos major thanneri

Dendrocopos syriacus

Dendrocopos medius

Dendrocopos leucotos

Picoides tridactylus

PASSERIFORMES

Alaudidae

Chersophilus duponti

Melanocorypha calandra

Calandrella brachydactyla

Galerida theklae

Lullula arborea

Motacillidae

Anthus campestris

Troglodytidae

Troglodytes troglodytes fridariensis

Muscicapidae (Turdinae)

Luscinia svecica

Saxicola dacotiae

Oenanthe leucura

Oenanthe cypriaca

Oenanthe pleschanka

Muscicapidae (Sylviinae)

Acrocephalus melanopogon

Acrocephalus paludicola

Hippolais olivetorum

Sylvia sarda

Sylvia undata

Sylvia melanothorax

Sylvia rueppelli

Sylvia nisoria

Muscicapidae (Muscicapinae)

Ficedula parva

Ficedula semitorquata

Ficedula albicollis

Paridae

Parus ater cypriotes

Sittidae

Sitta krueperi

Sitta whiteheadi

Certhiidae

Certhia brachydactyla dorotheae

Laniidae

Lanius collurio

Lanius minor

Lanius nubicus

Corvidae

Pyrrhocorax pyrrhocorax

Fringillidae (Fringillinae)

Fringilla coelebs ombriosa

Fringilla teydea

Fringillidae (Carduelinae)

Loxia scotica

Bucanetes githagineus

Pyrrhula murina (Pyrrhula pyrrhula murina)

Emberizidae (Emberizinae)

Emberiza cineracea

Emberiza hortulana

Emberiza caesia

ANEXO II/1 — PŘÍLOHA II/1 — BILAG II/1 — ANHANG II/1 — II/1 LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II/1 — ANNEX II/1 — ANNEXE II/1 — ALLEGATO II/1 — II/1. PIELIKUMS — II/1 PRIEDAS — II/1. MELLÉKLET — ANNESS II/1 — BIJLAGE II/1 — ZAŁĄCZNIK II/1 — ANEXO II/1 — PRÍLOHA II/1 — PRILOGA II/1 — LITTLE II/1 — BILAGA II/1

ANSERIFORMES

Anatidae

Anser fabalis

Anser anser

Branta canadensis

Anas penelope

Anas strepera

Anas crecca

Anas platyrhynchos

Anas acuta

Anas querquedula

Anas clypeata

Aythya ferina

Aythya fuligula

GALLIFORMES

Tetraonidae

Lagopus lagopus scoticus et hibernicus

Lagopus mutus

Phasianidae

Alectoris graeca

Alectoris rufa

Perdix perdix

Phasianus colchicus

GRUIFORMES

Rallidae

Fulica atra

CHARADRIIFORMES

Scolopacidae

Lymnocryptes minimus

Gallinago gallinago

Scolopax rusticola

COLUMBIFORMES

Columbidae

Columba livia

Columba palumbus

ANEXO II/2 — PŘÍLOHA II/2 — BILAG II/2 — ANHANG II/2 — II/2 LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II/2 — ANNEX II/2 — ANNEXE II/2 — ALLEGATO II/2 — II/2. PIELIKUMS — II/2 PRIEDAS — II/2. MELLÉKLET — ANNESS II/2 — BIJLAGE II/2 — ZAŁĄCZNIK II/2 — ANEXO II/2 — PRÍLOHA II/2 — PRILOGA II/2 — LITTLE II/2 — BILAGA II/2

ANSERIFORMES

Anatidae

Cygnus olor

Anser brachyrhynchus

Anser albifrons

Branta bernicla

Netta rufina

Aythya marila

Somateria mollissima

Clangula hyemalis

Melanitta nigra

Melanita fusca

Bucephala clangula

Mergus serrator

Mergus merganser

GALLIFORMES

Meleagridae

Meleagris gallopavo

Tetraonidae

Bonasa bonasia

Lagopus lagopus lagopus

Tetrao tetrix

Tetrao urogallus

Phasianidae

Francolinus francolinus

Alectoris barbara

Alectoris chukar

Coturnix coturnix

GRUIFORMES

Rallidae

Rallus aquaticus

Gallinula chloropus

CHARADRIIFORMES

Haematopodidae

Haematopus ostralegus

Charadriidae

Pluvialis apricaria

Pluvialis squatarola

Vanellus vanellus

Scolopacidae

Calidris canutus

Philomachus pugnax

Limosa limosa

Limosa lapponica

Numenius phaeopus

Numenius arquata

Tringa erythropus

Tringa totanus

Tringa nebularia

Laridae

Larus ridibundus

Larus canus

Larus fuscus

Larus argentatus

Larus cachinnans

Larus marinus

COLUMBIFORMES

Columbidae

Columba oenas

Streptopelia decaocto

Streptopelia turtur

PASSERIFORMES

Alaudidae

Alauda arvensis

Muscicapidae

Turdus merula

Turdus pilaris

Turdus philomelos

Turdus iliacus

Turdus viscivorus

Sturnidae

Sturnus vulgaris

Corvidae

Garrulus glandarius

Pica pica

Corvus monedula

Corvus frugilegus

Corvus corone

	BE	CZ	DK	DE	EE	GR	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	SI	SK	FI	SE	UK
Cygnus olor				+														+							
Anser brachyrhynchus	+		+						+																+
Anser albifrons	+	+	+	+	+	+		+	+		+	+	+		+		+		+			+		+	+
Branta bernicla			+	+																					
Netta rufina							+	+																	
Aythya marila	+		+	+		+		+	+			+					+								+
Somateria mollissima			+		+			+	+														+	+	
Clangula hyemalis			+		+			+	+			+											+	+	+
Melanitta nigra			+	+	+			+	+			+											+	+	+
Melanitta fusca			+	+				+	+			+											+	+	+
Bucephala clangula			+		+	+		+	+			+	+		+			+					+	+	+
Mergus serrator			+						+							+							+	+	
Mergus merganser			+						+														+	+	
Bonasa bonasia					+			+				+						+	+			+	+	+	
Lagopus lagopus lagopus																							+	+	
Tetrao tetrix	+			+				+		+		+						+					+	+	+
Tetrao urogallus				+				+		+		+						+					+	+	+
Francolinus francolinus											+														
Alectoris barbara							+			+															
Alectoris chukar						+					+														
Coturnix coturnix						+	+	+		+	+					+		+		+					
Meleagris gallopavo		+		+														+				+			

	BE	CZ	DK	DE	EE	GR	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	SI	SK	FI	SE	UK
Rallus aquaticus								+		+						+									
Gallinula chloropus	+					+		+		+						+				+					+
Haematopus ostralegus			+					+																	
Pluvialis apricaria	+		+			+		+	+							+	+			+					+
Pluvialis squatarola			+					+								+									+
Vanellus vanellus	+		+			+	+	+	+	+						+									
Calidris canutus			+					+																	
Philomachus pugnax								+		+						+									
Limosa limosa			+					+																	
Limosa lapponica			+					+																	+
Numenius phaeopus			+					+																	+
Numenius arquata			+					+	+																+
Tringa erythropus			+					+																	
Tringa totanus			+					+		+															+
Tringa nebularia			+					+																	
Larus ridibundus	+		+	+	+		+								+			+				+		+	
Larus canus			+	+	+																		+	+	
Larus fuscus			+	+																					
Larus argentatus	+		+	+	+							+											+	+	
Larus cachinnans							+								+										
Larus marinus			+	+	+																		+	+	
Columba oenas						+	+	+			+									+					

	BE	CZ	DK	DE	EE	GR	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	SI	SK	FI	SE	UK
Streptopelia decaocto		+	+	+				+			+				+			+				+			
Streptopelia turtur						+	+	+		+	+					+		+		+					
Alauda arvensis						+		+		+	+					+									
Turdus merula						+		+		+	+					+				+				+	
Turdus pilaris					+	+	+	+		+	+					+		+		+			+	+	
Turdus philomelos						+	+	+		+	+					+				+					
Turdus iliacus						+	+	+		+	+					+				+					
Turdus viscivorus						+	+	+			+					+				+					
Sturnus vulgaris						+	+	+			+				+	+				+					
Garrulus glandarius	+		+	+				+		+				+	+		+			+	+	+		+	+
Pica pica	+	+	+	+		+	+	+		+	+	+		+	+		+			+	+	+	+	+	+
Corvus monedula						+	+				+						+						+	+	+
Corvus frugilegus					+			+					+		+							+		+	+
Corvus corone	+	+	+	+	+	+	+	+		+	+	+	+	+	+		+			+	+	+	+	+	+

AT = Österreich, BE = Belgique/België, CY = Κύπρος, CZ = Česká republika, DE = Deutschland, DK = Danmark, EE = Eesti, ES = España, FI = Suomi/Finland, FR = France, GR = Ελλάδα, HU = Magyarország, IE = Ireland, IT = Italia, LT = Lietuva, LU = Luxembourg, LV = Latvija, MT = Malta, NL = Nederland, PL = Polska, PT = Portugal, SE = Sverige, SI = Slovenija, SK = Slovensko, UK = United Kingdom.
+ = Estados miembros que pueden autorizar, conforme al apartado 3 del artículo 7, la caza de las especies enumeradas.
+ = Členské státy, které mohou podle čl. 7 odst. 3 povolit lov uvedených druhů.
+ = Medlemsstater, som i overensstemmelse med artikel 7, stk. 3, kan give tilladelse til jagt på de anførte arter.
+ = Mitgliedstaaten, die nach Artikel 7 Absatz 3 die Bejagung der aufgeführten Arten zulassen können.
+ = Liikmesriigid, kes võivad artikli 7 lõike 3 alusel lubada loetelus nimetatud liikidele jahipidamist.
+ = Κράτη μέλη που δύνανται να επιτρέψουν, σύμφωνα με το Άρθρο 7 παρ. 3, το κυνήγι των ειδών που αριθμούνται.
+ = Member States which under Article 7(3) may authorize hunting of the species listed.
+ = États membres pouvant autoriser, conformément à l'article 7, paragraphe 3, la chasse des espèces énumérées.
+ = Stati membri che possono autorizzare, conformemente all'articulo 7, paragrafo 3, la caccia delle specie elencate.
+ = Dalībvalstis, kurās saskaņā ar 7. panta 3. punktu ir atļautas sarakstā minēto sugu medības.
+ = Šalys narės, kurios pagal 7 straipsnio 3 punktą gali leisti medžioti išvardintas rūšis.
+ = Tagállamok, melyek a 7. cikkének (3) bekezdése alapján engedélyezhetik a listán szereplő fajok vadászatát.
+ = Stati Membri li bis-sahha ta' l-Artikolu 7(3) jistgħu jawtorizzaw kaċċa ta' l-ispeċi indikati.
+ = Lid-Staten die overeenkonstig artikel 7, lid 3, toestemming mogen geven tot het jagen op de genoemde soorten.
+ = Państwa członkowskie, które na mocy art. 7 ust. 3 mogą udzielić zezwolenia na polowanie na wyliczone gatunki.
+ = Estados-membros que podem autorizar, conforme o no 3 do artigo 7o, acaça das espécies enumeradas.
+ = Členské štáty, ktoré podľa článku 7 odseku 3 môžu povoliť poľovanie na uvedené druhy.
+ = Države članice, ki po členu 7(3) lahko dovolijo lov na navedene vrste.
+ = Jäsenvaltiot, jotka 7 artiklan 3 kohdan perusteella voivt sallia luettelossa mainittujen lajien metsästyksen.
+ = Medlemsstater, som enligt artikel 7.3, får tillåta jakt på de angivna artena.

ANEXO III/1 — PŘÍLOHA III/1 — BILAG III/1 — ANHANG III/1 — III/1 LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III/1 — ANNEX III/1 — ANNEXE III/1 — ALLEGATO III/1 — III/1. PIELIKUMS — III/1 PRIEDAS — III/1. MELLÉKLET — ANNESS III/1 — BIJLAGE III/1 — ZAŁĄCZNIK III/1 — ANEXO III/1 — PRÍLOHA III/1 — PRILOGA III/1 — LITTLE III/1 — BILAGA III/1

ANSERIFORMES

Anatidae

Anas platyrhynchos

GALLIFORMES

Tetraonidae

Lagopus lagopus lagopus, scoticus et hibernicus

Phasianidae

Alectoris rufa

Alectoris barbara

Perdix perdix

Phasianus colchicus

COLUMBIFORMES

Columbidae

Columba palumbus

ANEXO III/2 — PŘÍLOHA III/2 — BILAG III/2 — ANHANG III/2 — III/2 LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III/2 — ANNEX III/2 — ANNEXE III/2 — ALLEGATO III/2 — III/2. PIELIKUMS — III/2 PRIEDAS — III/2. MELLÉKLET — ANNESS III/2 — BIJLAGE III/2 — ZAŁĄCZNIK III/2 — ANEXO III/2 — PRÍLOHA III/2 — PRILOGA III/2 — LITTLE III/2 — BILAGA III/2

ANSERIFORMES

Anatidae

Anser albifrons albifrons

Anser anser

Anas penelope

Anas crecca

Anas acuta

Anas clypeata

Aythya ferina

Aythya fuligula

Aythya marila

Somateria mollissima

Melanitta nigra

GALLIFORMES

Tetraonidae

Lagopus mutus

Tetrao tetrix britannicus

Tetrao urogallus

GRUIFORMES

Rallidae

Fulica atra

CHARADRIIFORMES

Charadriidae

Pluvialis apricaria

Scolopacidae

Lymnocryptes minimus

Gallinago gallinago

Scolopax rusticola"».

2. 31992 L 0043: Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31997 L 0062: Directive 97/62/CE du Conseil du 27.10.1997 (JO L 305 du 8.11.1997, p. 42).

a) L'article 1er, point c), sous iii), est remplacé par le texte suivant:

«iii) constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou à plusieurs des sept régions biogéographiques suivantes: alpine, atlantique, boréale, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et pannonique.».

b) À l'article 4, paragraphe 2, le terme «cinq» est remplacé par «sept».

c) Les annexes I et II sont remplacées par le texte suivant:

«ANNEXE I

TYPES D'HABITATS NATURELS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DONT LA CONSERVATION NÉCESSITE LA DÉSIGNATION DE ZONES SPÉCIALES DE CONSERVATION

Interprétation

Des orientations pour l'interprétation des types d'habitats sont données dans le "Manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne" tel qu'approuvé par le comité établi par l'article 20 ("Comité Habitats") et publié par la Commission européenne [1].

Le code correspond au code NATURA 2000.

Le signe "*" indique les types d'habitat prioritaires.

1. HABITATS CÔTIERS ET VÉGÉTATIONS HALOPHYTIQUES

11. Eaux marines et milieux à marées

1110 Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine

1120 * Herbiers à *Posidonia* (*Posidonion oceanicae*)

1130 Estuaires

1140 Replats boueux ou sableux exondés à marée basse

1150 * Lagunes côtières

1160 Grandes criques et baies peu profondes

1170 Récifs

1180 Structures sous-marines causées par des émissions de gaz

12. Falaises maritimes et plages de galets

1210 Végétation annuelle des laissés de mer

1220 Végétation vivace des rivages de galets

1230 Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques

1240 Falaises avec végétation des côtes méditerranéennes avec *Limonium* spp. endémiques

1250 Falaises avec flore endémique des côtes macaronésiennes

13. Marais et prés-salés atlantiques et continentaux

1310 Végétations pionnières à *Salicornia* et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses

1320 Prés à *Spartina* (*Spartinion maritimae*)

1330 Prés-salés atlantiques (*Glauco-Puccinellietalia maritimae*)

1340 * Prés-salés intérieurs

14. Marais et prés-salés méditerranéens et thermo-atlantiques

1410 Prés-salés méditerranéens (*Juncetalia maritimi*)

1420 Fourrés halophiles méditerranéens et thermo-atlantiques (*Sarcocornetea fruticosae*)

1430 Fourrés halo-nitrophiles (*Pegano-Salsoletea*)

15. Steppes intérieures halophiles et gypsophiles

1510 * Steppes salées méditerranéennes (*Limonietalia*)

1520 * Végétation gypseuse ibérique (*Gypsophiletalia*)

1530 * Steppes salées et marais salés pannoniques

16. Archipel, côtes et surfaces émergeantes de la Baltique boréale

1610 Îles esker de la Baltique avec végétation des plages de sable, de rochers ou de galets et végétation sublittorale

1620 Îlots et petites îles de la Baltique boréale

1630 * Prairies côtières de la Baltique boréale

1640 Plages de sable avec végétation vivace de la Baltique boréale

1650 Criques étroites de la Baltique boréale

2. DUNES MARITIMES ET INTÉRIEURES

21. Dunes maritimes des rivages atlantiques, de la mer du Nord et de la Baltique

2110 Dunes mobiles embryonnaires

2120 Dunes mobiles du cordon littoral à *Ammophila arenaria* ("dunes blanches")

2130 Dunes côtières fixées à végétation herbacée ("dunes grises")

2140 * Dunes fixées décalcifiées à *Empetrum nigrum*

2150 * Dunes fixées décalcifiées atlantiques (*Calluno-Ulicetea*)

2160 Dunes à *Hippophaë rhamnoides*

2170 Dunes à *Salix repens* ssp. argentea (*Salicion arenariae*)

2180 Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale

2190 Dépressions humides intradunales

21A0 Machairs (* en Irlande)

22. Dunes maritimes des rivages méditerranéens

2210 Dunes fixées du littoral du *Crucianellion maritimae*

2220 Dunes à *Euphorbia terracina*

2230 Dunes avec pelouses du *Malcolmietalia*

2240 Dunes avec pelouses du *Brachypodietalia* et de plantes annuelles

2250 * Dunes littorales à *Juniperus* spp.

2260 Dunes à végétation sclérophylle dur *Cisto-Lavenduletalia*

2270 * Dunes avec forêts à *Pinus pinea* et/ou *Pinus pinaster*

23. Dunes intérieures, anciennes et décalcifiées

2310 Landes psammophiles sèches à *Calluna* et *Genista*

2320 Landes psammophiles sèches à *Calluna* et *Empetrum nigrum*

2330 Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à *Corynephorus* et *Agrostis*

2340 * Dunes intérieures pannoniques

3. HABITATS D'EAUX DOUCES

31. Eaux dormantes

3110 Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (*Littorelletalia uniflorae*)

3120 Eaux oligotrophes très peu minéralisées sur sols généralement sableux de l'ouest méditerranéen à *Isoëtes* spp.

3130 Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du *Littorelletea uniflorae* et/ou du *Isoëto-Nanojuncetea*

3140 Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara* spp.

3150 Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou *Hydrocharition*

3160 Lacs et mares dystrophes naturels

3170 * Mares temporaires méditerranéennes

3180 * Turloughs

3190 Lacs de karst gypseux

31A0 * Lits de lotus transylvaniens de sources chaudes

32. Eaux courantes – tronçons de cours d'eaux à dynamique naturelle et semi-naturelle (lits mineurs, moyens et majeurs), dont la qualité de l'eau ne présente pas d'altération significative

3210 Rivières naturelles de Fennoscandie

3220 Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée

3230 Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Myricaria germanica*

3240 Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos*

3250 Rivières permanentes méditerranéennes à *Glaucium flavum*

3260 Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*

3270 Rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri* p.p. et du *Bidentio*

3280 Rivières permanentes méditerranéennes du *Paspalo-Agrostidion* avec rideaux boisés riverains à *Salix* et *Populus alba*

3290 Rivières intermittentes méditerranéennes du *Paspalo-Agrostidion*

4. LANDES ET FOURRÉS TEMPÉRÉS

4010 Landes humides atlantiques septentrionales à *Erica tetralix*

4020 * Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix*

4030 Landes sèches européennes

4040 * Landes sèches atlantiques littorales à *Erica vagans*

4050 * Landes macaronésiennes endémiques

4060 Landes alpines et boréales

4070 * Fourrés à *Pinus mugo* et *Rhododendron hirsutum* (*Mugo-Rhododendretum hirsuti*)

4080 Fourrés de *Salix* spp. subarctiques

4090 Landes oro-méditerranéennes endémiques à genêts épineux

40A0 * Fourrés péri-pannoniques subcontinentaux

5. FOURRÉS SCLÉROPHYLLES (MATORRALS)

51. Fourrés subméditerranéens et tempérés

5110 Formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses (*Berberidion* p.p.)

5120 Formations montagnardes à *Cytisus purgans*

5130 Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

5140 * Formations à *Cistus palhinhae* sur landes maritimes

52. Matorrals arborescents méditerranéens

5210 Matorrals arborescents à *Juniperus* spp.

5220 * Matorrals arborescents à *Zyziphus*

5230 * Matorrals arborescents à *Laurus nobilis*

53. Fourrés thermoméditerranéens et présteppiques

5310 Taillis de *Laurus nobilis*

5320 Formations basses d'euphorbes près des falaises

5330 Fourrés thermoméditerranéens et prédésertiques

54. Phryganes

5410 Phryganes ouest-méditerranéennes des sommets de falaise (*Astragalo-Plantaginetum subulatae*)

5420 Phryganes du *Sarcopoterium spinosum*

5430 Phryganes endémiques du *Euphorbio-Verbascion*

6. FORMATIONS HERBEUSES NATURELLES ET SEMI-NATURELLES

61. Pelouses naturelles

6110 * Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles du *Alysso-Sedion albi*

6120 * Pelouses calcaires de sables xériques

6130 Pelouses calaminaires du *Violetalia calaminariae*

6140 Pelouses pyrénéennes siliceuses à *Festuca eskia*

6150 Pelouses boréo-alpines siliceuses

6160 Pelouses oro-ibériques à *Festuca indigesta*

6170 Pelouses calcaires alpines et subalpines

6180 Pelouses mésophiles macaronésiennes

6190 Pelouses pannoniques rupicoles (*Stipo-Festucetalia pallentis*)

62. Formations herbeuses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement

6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*) (* sites d'orchidées remarquables)

6220 * Parcours substeppiques de graminées et annuelles du *Thero-Brachypodietea*

6230 * Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats silicieux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)

6240 * Pelouses steppiques sub-pannoniques

6250 * Pelouses steppiques pannoniques sur loess

6260 * Steppes pannoniques sur sables

6270 * Pelouses fennoscandiennes de basse altitude, sèches à mésophiles, riches en espèces

6280 * Alvar nordique et roches plates calcaires pré-cambriennes

62A0 Pelouses sèches de la région subméditerranéenne orientale (*Scorzoneratalia villosae*)

62B0 * Pelouses serpentinophiles de Chypre

63. Forêts sclérophylles pâturées (dehesas)

6310 Dehesas à *Quercus* spp. sempervirents

64. Prairies humides semi-naturelles à hautes herbes

6410 Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)

6420 Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du *Molinio-Holoschoenion*

6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin

6440 Prairies alluviales inondables du *Cnidion dubii*

6450 Prairies alluviales nord-boréales

6460 Pelouses tourbeuses de Troodos

65. Pelouses mésophiles

6510 Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis*)

6250 Prairies de fauche de montagne

6530 * Prairies boisées fennoscandiennes

7. TOURBIÈRES HAUTES, TOURBIÈRES BASSES ET BAS-MARAIS

71. Tourbières acides à sphaignes

7110 * Tourbières hautes actives

7120 Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle

7130 Tourbières de couverture (* pour les tourbières actives)

7140 Tourbières de transition et tremblantes

7150 Dépressions sur substrats tourbeux du *Rhynchosporion*

7160 Sources riches en minéraux et sources de bas-marais fennoscandiennes

72. Bas-marais calcaires

7210 * Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae*

7220 * Sources pétrifiantes avec formation de travertins (*Cratoneurion*)

7230 Tourbières basses alcalines

7240 * Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae*

73. Tourbières boréales

7310 * Tourbières d'Aapa

7320 * Tourbières de Palsa

8. HABITATS ROCHEUX ET GROTTES

81. Éboulis rocheux

8110 Éboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (*Androsacetalia alpinae* et *Galeopsietalia ladani*)

8120 Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii*)

8130 Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles

8140 Éboulis est-méditerranéens

8150 Éboulis médio-européens siliceux des régions hautes

8160 * Éboulis médio-européens calcaires des étages collinéen à montagnard

82. Pentes rocheuses avec végétation chasmophytique

8210 Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique

8220 Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique

8230 Roches siliceuses avec végétation pionnière du *Sedo-Scleranthion* ou du *Sedo albi-Veronicion dillenii*

8240 * Pavements calcaires

83. Autres habitats rocheux

8310 Grottes non exploitées par le tourisme

8320 Champs de laves et excavations naturelles

8330 Grottes marines submergées ou semi-submergées

8340 Glaciers permanents

9. FORÊTS

Forêts (sub)naturelles d'essences indigènes à l'état de futaies avec sous-bois typique, répondant à un des critères suivants: rares ou résiduelles, et/ou hébergeant des espèces d'intérêt communautaire

90. Forêts de l'Europe boréale

9010 * Taïga Occidentale

9020 * Vieilles forêts caducifoliées naturelles hemiboréales de la Fennoscandie riches en épiphytes (*Quercus, Tilia, Acer, Fraxinus* ou *Ulmus*)

9030 * Forêts naturelles des premières phases de la succession des surfaces émergeantes côtières

9040 Forêts nordiques subalpines/subarctiques à *Betula pubescens* ssp. *czerepanovii*

9050 Forêts fennoscandiennes à *Picea abies* riches en herbes

9060 Forêts de conifères sur, ou reliées à, des eskers fluvioglaciaires

9070 Pâturages boisés fennoscandiens

9080 * Bois marécageux caducifoliés de Fennoscandie

91. Forêts de l'Europe tempérée

9110 Hêtraies du *Luzulo-Fagetum*

9120 Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à *Ilex* et parfois à *Taxus* (*Quercion robori-petraeae* ou *Ilici-Fagenion*)

9130 Hêtraies du *Asperulo-Fagetum*

9140 Hêtraies subalpines médio-européennes à *Acer* et *Rumex arifolius*

9150 Hêtraies calcicoles médio-européennes du *Cephalanthero-Fagion*

9160 Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies sub-atlantiques et médio-européennes du *Carpinion betuli*

9170 Chênaies-charmaies du *Galio-Carpinetum*

9180 * Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*

9190 Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à *Quercus robur*

91A0 Vieilles chênaies des îles Britanniques à *Ilex* et *Blechnum*

91B0 Frênaies thermophiles à *Fraxinus angustifolia*

91C0 * Forêts calédoniennes

91D0 * Tourbières boisées

91E0 * Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*)

91F0 Forêts mixtes à *Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmenion minoris*)

91G0 * Bois pannoniques à *Quercus petraea* et *Carpinus betulus*

91H0 * Bois pannoniques à *Quercus pubescens*

91I0 * Bois eurosibériens steppiques à *Quercus* spp.

91J0 * Bois des îles Britanniques à *Taxus baccata*

91K0 Forêts illyriennes à *Fagus sylvatica* (*Aremonio-Fagion*)

91L0 Chênaies-charmaies illyriennes (*Erythronio-carpinion*)

91M0 Forêts de chênes chevelus et chênaies pannoniennes balkaniques

91N0 ** Fourrés pannoniques des dunes sableuses intérieures (*Junipero-Populetum albae*)

91P0 Sapinière Sainte-Croix (*Abietetum polonicum*)

91Q0 Forêts calcicoles *Pinus sylvestris* des Carpathes occidentales

91R0 Forêts de pins d'Écosse des Dolomites dinariques (*Genisto januensis-Pinetum*)

91T0 Forêts de pins d'Écosse à lichens en Europe centrale

91U0 Pinède de la steppe sarmatique

91V0 Hêtraies daciennes (*Symphyto-Fagion*)

92. Forêts méditerranéennes à feuilles caduques

9210 * Hêtraies des Apennins à *Taxus* et *Ilex*

9220 * Hêtraies des Apennins à *Abies alba* et hêtraies à *Abies nebrodensis*

9230 Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica*

9240 Chênaies ibériques à *Quercus faginea* et *Quercus canariensis*

9250 Chênaies à *Quercus trojana*

9260 Forêts de *Castanea sativa*

9270 Hêtraies helléniques à *Abies borisii- regis*

9280 Bois à *Quercus frainetto*

9290 Forêts à *Cupressus* (*Acero-Cupression*)

92A0 Forêts-galeries à *Salix alba* et *Populus alba*

92B0 Forêts-galeries de rivières intermittentes méditerranéennes à *Rhododendron ponticum, Salix* et autres

92C0 Forêts à *Platanus orientalis* et *Liquidambar orientalis* (*Platanion orientalis*)

92D0 Galeries et fourrés riverains méridionaux (*Nerio-Tamaricetea* et *Securinegion tinctoriae*)

93. Forêts sclérophylles méditerranéennes

9310 Chênaies égéennes à *Quercus brachyphylla*

9320 Forêts à *Olea* et *Ceratonia*

9330 Forêts à *Quercus suber*

9340 Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*

9350 Forêts à *Quercus macrolepis*

9360 * Laurisylves macaronésiennes (*Laurus, Ocotea*)

9370 * Palmeraies à *Phoenix*

9380 Forêts à *Ilex aquifolium*

9390 * Fourrés et végétation forestière basse à *Quercus alnifolia*

93A0 Terres forestières à *Quercus infectoria* (*Anagyro foetidae-Quercetum infectoriae*)

94. Forêts de conifères des montagnes tempérées

9410 Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)

9420 Forêts alpines à *Larix decidua* et/ou *Pinus cembra*

9430 Forêts montagnards et subalpines à *Pinus uncinata* (* si sur substrat gypseux ou calcaire)

95. Forêts de conifères des montagnes méditerranéennes et macaronésiennes

9510 * Forêts sud-apennines à *Abies alba*

9520 Forêts à *Abies pinsapo*

9530 * Pinèdes (sub-)méditerranéennes de pins noirs endémiques

9540 Pinèdes méditerranéennes de pins mésogéens endémiques

9550 Pinèdes endémiques canariennes

9560 * Forêts endémiques à *Juniperus* spp.

9570 * Forêts à *Tetraclinis articulata*

9580 * Bois méditerranéens à *Taxus baccata*

9590 * Forêts à *Cedrus brevifolia* (*Cedrosetum brevifoliae*)

([1]) "Manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne, version EUR 15/2" adopté par le Comité des habitats le 4 octobre 1999 et "Modifications du 'Manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne' en vue de l'élargissement de l'UE" (Hab. 01/11b-rev. 1) adopté par le Comité Habitats le 24 avril 2002 après consultation écrite, Commission européenne, DG ENV.

ANNEXE II

ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DONT LA CONSERVATION NÉCESSITE LA DÉSIGNATION DE ZONES SPÉCIALES DE CONSERVATION

Interprétation

a) L'annexe II est complémentaire à l'annexe I pour la réalisation d'un réseau cohérent de zones spéciales de conservation.

b) Les espèces figurant à la présente annexe sont indiquées:

— par le nom de l'espèce ou de la sous-espèce, ou

— par l'ensemble des espèces appartenant à un taxon supérieur ou à une partie désignée dudit taxon. L'abréviation "spp." suivant le nom d'une famille ou d'un genre sert à désigner toutes les espèces appartenant à cette famille ou à ce genre.

c) Symboles

Un astérisque (*) placé devant le nom d'une espèce indique que ladite espèce est une espèce prioritaire.

La plupart des espèces figurant à la présente annexe sont reprises à l'annexe IV. Lorsqu'une espèce qui figure à la présente annexe n'est pas reprise ni à l'annexe IV ni à l'annexe V, son nom est suivi du signe (o); lorsqu'une espèce qui figure à la présente annexe n'est pas reprise à l'annexe IV mais figure à l'annexe V, son nom est suivi du signe (V).

a) ANIMAUX

VERTÉBRÉS

MAMMIFÈRES

INSECTIVORA

Talpidae

Galemys pyrenaicus

CHIROPTERA

Rhinolophidae

Rhinolophus blasii

Rhinolophus euryale

Rhinolophus ferrumequinum

Rhinolophus hipposideros

Rhinolophus mehelyi

Vespertilionidae

Barbastella barbastellus

Miniopterus schreibersi

Myotis bechsteini

Myotis blythii

Myotis capaccinii

Myotis dasycneme

Myotis emarginatus

Myotis myotis

Pteropodidae

Rousettus aegiptiacus

RODENTIA

Sciuridae

* *Marmota marmota latirostris*

* *Pteromys volans (Sciuropterus russicus)*

Spermophilus citellus (Citellus citellus)

* *Spermophilus suslicus (Citellus suslicus)*

Castoridae

Castor fiber (excepté les populations estoniennes, lettones, lituaniennes, finlandaises et suédoises)

Microtidae

Microtus cabrerae

* *Microtus oeconomus arenicola*

* *Microtus oeconomus mehelyi*

Microtus tatricus

Zapodidae

Sicista subtilis

CARNIVORA

Canidae

* *Alopex lagopus*

* *Canis lupus* (excepté les populations estoniennes; populations grecques: seulement celles au sud du 39^{e} parallèle; populations espagnoles: seulement celles au sud du Duero; les populations lettonnes, lituaniennes et finlandaises)

Ursidae

* *Ursus arctos* (excepté les populations estoniennes, finlandaises et suédoises)

Mustelidae

* *Gulo gulo*

Lutra lutra

Mustela eversmannii

* *Mustela lutreola*

Felidae

Lynx lynx (excepté les populations estoniennes, lettonnes et finlandaises)

* *Lynx pardinus*

Phocidae

Halichoerus grypus (V)

* *Monachus monachus*

Phoca hispida bottnica (V)

* *Phoca hispida saimensis*

Phoca vitulina (V)

ARTIODACTYLA

Cervidae

* *Cervus elaphus corsicanus*

Rangifer tarandus fennicus (o)

Bovidae

* *Bison bonasus*

Capra aegagrus (populations naturelles)

* *Capra pyrenaica pyrenaica*

Ovis gmelini musimon (Ovis ammon musimon) (populations naturelles – Corse et Sardaigne)

Ovis orientalis ophion (Ovis gmelini ophion)

* *Rupicapra pyrenaica ornata* (Rupicapra rupicapra ornata)

Rupicapra rupicapra balcanica

* *Rupicapra rupicapra tatrica*

CETACEA

Phocoena phocoena

Tursiops truncatus

REPTILES

CHELONIA (TESTUDINES)

Testudinidae

Testudo graeca

Testudo hermanni

Testudo marginata

Cheloniidae

* *Caretta caretta*

* *Chelonia mydas*

Emydidae

Emys orbicularis

Mauremys caspica

Mauremys leprosa

SAURIA

Lacertidae

Lacerta bonnali (Lacerta monticola)

Lacerta monticola

Lacerta schreiberi

Gallotia galloti insulanagae

* *Gallotia simonyi*

Podarcis lilfordi

Podarcis pityusensis

Scincidae

Chalcides simonyi (Chalcides occidentalis)

Gekkonidae

Phyllodactylus europaeus

OPHIDIA (SERPENTES)

Colubridae

* *Coluber cypriensis*

Elaphe quatuorlineata

Elaphe situla

* *Natrix natrix cypriaca*

Viperidae

* *Macrovipera schweizeri (Vipera lebetina schweizeri)*

Vipera ursinii (excepté *Vipera ursinii rakosiensis*)

* *Vipera ursinii rakosiensis*

AMPHIBIENS

CAUDATA

Salamandridae

Chioglossa lusitanica

Mertensiella luschani (Salamandra luschani)

* *Salamandra aurorae (Salamandra atra aurorae)*

Salamandrina terdigitata

Triturus carnifex (Triturus cristatus carnifex)

Triturus cristatus (Triturus cristatus cristatus)

Triturus dobrogicus (Triturus cristatus dobrogicus)

Triturus karelinii (Triturus cristatus karelinii)

Triturus montandoni

Proteidae

* *Proteus anguinus*

Plethodontidae

Hydromantes (Speleomantes) ambrosii

Hydromantes (Speleomantes) flavus

Hydromantes (Speleomantes) genei

Hydromantes (Speleomantes) imperialis

Hydromantes (Speleomantes) strinatii

Hydromantes (Speleomantes) supramontes

ANURA

Discoglossidae

* *Alytes muletensis*

Bombina bombina

Bombina variegata

Discoglossus galganoi (y compris *Discoglossus "jeanneae"*)

Discoglossus montalentii

Discoglossus sardus

Ranidae

Rana latastei

Pelobatidae

* *Pelobates fuscus insubricus*

POISSONS

PETROMYZONIFORMES

Petromyzonidae

Eudontomyzon spp. (o)

Lampetra fluviatilis (V) (excepté les populations finlandaises et suédoises)

Lampetra planeri (o) (excepté les populations estoniennes, finlandaises et suédoises)

Lethenteron zanandreai (V)

Petromyzon marinus (o) (excepté les populations suédoises)

ACIPENSERIFORMES

Acipenseridae

* *Acipenser naccarii*

* *Acipenser sturio*

CLUPEIFORMES

Clupeidae

Alosa spp. (V)

SALMONIFORMES

Salmonidae

Hucho hucho (populations naturelles) (V)

Salmo macrostigma (o)

Salmo marmoratus (o)

Salmo salar (uniquement en eau douce) (V) (excepté les populations finlandaises)

Coregonidae

* *Coregonus oxyrhynchus* (populations anadromes dans certains secteurs de la mer du Nord)

Umbridae

Umbra krameri (o)

CYPRINIFORMES

Cyprinidae

Alburnus albidus (o) *(Alburnus vulturius)*

Anaecypris hispanica

Aspius aspius (o) (excepté les populations finlandaises)

Barbus comiza (V)

Barbus meridionalis (V)

Barbus plebejus (V)

Chalcalburnus chalcoides (o)

Chondrostoma genei (o)

Chondrostoma lusitanicum (o)

Chondrostoma polylepis (o) (y compris C. willkommi)

Chondrostoma soetta (o)

Chondrostoma toxostoma (o)

Gobio albipinnatus (o)

Gobio kessleri (o)

Gobio uranoscopus (o)

Iberocypris palaciosi (o)

* *Ladigesocypris ghigii* (o)

Leuciscus lucumonis (o)

Leuciscus souffia (o)

Pelecus cultratus (V)

Phoxinellus spp. (o)

* *Phoxinus percnurus*

Rhodeus sericeus amarus (o)

Rutilus pigus (V)

Rutilus rubilio (o)

Rutilus arcasii (o)

Rutilus macrolepidotus (o)

Rutilus lemmingii (o)

Rutilus frisii meidingeri (V)

Rutilus alburnoides (o)

Scardinius graecus (o)

Cobitidae

Cobitis elongata (o)

Cobitis taenia (o) (excepté les populations finlandaises)

Cobitis trichonica (o)

Misgurnus fossilis (o)

Sabanejewia aurata (o)

Sabanejewia larvata (o) (*Cobitis larvata* et *Cobitis conspersa*)

SILURIFORMES

Siluridae

Silurus aristotelis (V)

ATHERINIFORMES

Cyprinodontidae

Aphanius iberus (o)

Aphanius fasciatus (o)

* *Valencia hispanica*

* *Valencia letourneuxi (Valencia hispanica)*

PERCIFORMES

Percidae

Gymnocephalus baloni

Gymnocephalus schraetzer (V)

Zingel spp. (o) excepté *Zingel asper* et *Zingel zingel* (V)

Gobiidae

Knipowitschia (Padogobius) panizzae (o)

Padogobius nigricans (o)

Pomatoschistus canestrini (o)

SCORPAENIFORMES

Cottidae

Cottus gobio (o) (excepté les populations finlandaises)

Cottus petiti (o)

INVERTÉBRÉS

ARTHROPODES

CRUSTACEA

Decapoda

Austropotamobius pallipes (V)

* *Austropotamobius torrentium* (V)

Isopoda

* *Armadillidium ghardalamensis*

INSECTA

Coleoptera

Agathidium pulchellum (o)

Bolbelasmus unicornis

Boros schneideri (o)

Buprestis splendens

Carabus hampei

Carabus hungaricus

* *Carabus menetriesi pacholei*

* *Carabus olympiae*

Carabus variolosus

Carabus zawadszkii

Cerambyx cerdo

Corticaria planula (o)

Cucujus cinnaberinus

Dorcadion fulvum cervae

Duvalius gebhardti

Duvalius hungaricus

Dytiscus latissimus

Graphoderus bilineatus

Leptodirus hochenwarti

Limoniscus violaceus (o)

Lucanus cervus (o)

Macroplea pubipennis (o)

Mesosa myops (o)

Morimus funereus (o)

* *Osmoderma eremita*

Oxyporus mannerheimii (o)

Pilemia tigrina

* *Phryganophilus ruficollis*

Probaticus subrugosus

Propomacrus cypriacus

* *Pseudogaurotina excellens*

Pseudoseriscius cameroni

Pytho kolwensis

Rhysodes sulcatus (o)

* *Rosalia alpina*

Stephanopachys linearis (o)

Stephanopachys substriatus (o)

Xyletinus tremulicola (o)

Hemiptera

Aradus angularis (o)

Lepidoptera

Agriades glandon aquilo (o)

Arytrura musculus

* *Callimorpha (Euplagia, Panaxia) quadripunctaria* (o)

Catopta thrips

Chondrosoma fiduciarium

Clossiana improba (o)

Coenonympha oedippus

Colias myrmidone

Cucullia mixta

Dioszeghyana schmidtii

Erannis ankeraria

Erebia calcaria

Erebia christi

Erebia medusa polaris (o)

Eriogaster catax

Euphydryas (Eurodryas, Hypodryas) aurinia (o)

Glyphipterix loricatella

Gortyna borelii lunata

Graellsia isabellae (V)

Hesperia comma catena (o)

Hypodryas maturna

Leptidea morsei

Lignyoptera fumidaria

Lycaena dispar

Lycaena helle

Maculinea nausithous

Maculinea teleius

Melanargia arge

* *Nymphalis vaualbum*

Papilio hospiton

Phyllometra culminaria

Plebicula golgus

Polymixis rufocincta isolata

Polyommatus eroides

Xestia borealis (o)

Xestia brunneopicta (o)

* *Xylomoia strix*

Mantodea

Apteromantis aptera

Odonata

Coenagrion hylas (o)

Coenagrion mercuriale (o)

Coenagrion ornatum (o)

Cordulegaster heros

Cordulegaster trinacriae

Gomphus graslinii

Leucorrhinia pectoralis

Lindenia tetraphylla

Macromia splendens

Ophiogomphus cecilia

Oxygastra curtisii

Orthoptera

Baetica ustulata

Brachytrupes megacephalus

Isophya costata

Isophya stysi

Myrmecophilus baronii

Odontopodisma rubripes

Paracaloptenus caloptenoides

Pholidoptera transsylvanica

Stenobothrus (Stenobothrodes) eurasius

ARACHNIDA

Pseudoscorpiones

Anthrenochernes stellae (o)

MOLLUSQUES

GASTROPODA

Anisus vorticulus

Caseolus calculus

Caseolus commixta

Caseolus sphaerula

Chilostoma banaticum

Discula leacockiana

Discula tabellata

Discus guerinianus

Elona quimperiana

Geomalacus maculosus

Geomitra moniziana

Gibbula nivosa

* *Helicopsis striata austriaca* (o)

Hygromia kovacsi

Idiomela (Helix) subplicata

Lampedusa imitatrix

* *Lampedusa melitensis*

Leiostyla abbreviata

Leiostyla cassida

Leiostyla corneocostata

Leiostyla gibba

Leiostyla lamellosa

* *Paladilhia hungarica*

Sadleriana pannonica

Theodoxus transversalis

Vertigo angustior (o)

Vertigo genesii (o)

Vertigo geyeri (o)

Vertigo moulinsiana (o)

BIVALVIA

Unionoida

Margaritifera durrovensis (Margaritifera margaritifera) (V)

Margaritifera margaritifera (V)

Unio crassus

Dreissenidae

Congeria kusceri

b) PLANTES

PTERIDOPHYTA

Aspleniaceae

Asplenium jahandiezii (Litard.) Rouy

Rouy Asplenium adulterinum Milde

Blechnaceae

Woodwardia radicans (L.) Sm.

Dicksoniaceae

Culcita macrocarpa C. Presl

Dryopteridaceae

Diplazium sibiricum (Turcz. ex Kunze) Kurata

* *Dryopteris corleyi* Fraser-Jenk.

Dryopteris fragans (L.) Schott

Hymenophyllaceae

Trichomanes speciosum Willd.

Isoetaceae

Isoetes boryana Durieu

Isoetes malinverniana Ces. & De Not.

Marsileaceae

Marsilea batardae Launert

Marsilea quadrifolia L.

Marsilea strigosa Willd.

Ophioglossaceae

Botrychium simplex Hitchc.

Ophioglossum polyphyllum A. Braun

GYMNOSPERMAE

Pinaceae

* *Abies nebrodensis* (Lojac.) Mattei

ANGIOSPERMAE

Alismataceae

* *Alisma wahlenbergii* (Holmberg) Juz.

Caldesia parnassifolia (L.) Parl.

Luronium natans (L.) Raf.

Amaryllidaceae

Leucojum nicaeense Ard.

Narcissus asturiensis (Jordan) Pugsley

Narcissus calcicola Mendonça

Narcissus cyclamineus DC.

Narcissus fernandesii G. Pedro

Narcissus humilis (Cav.) Traub

* *Narcissus nevadensis* Pugsley

Narcissus pseudonarcissus L. subsp. *nobilis* (Haw.) A. Fernandes

Narcissus scaberulus Henriq.

Narcissus triandrus L. subsp. *capax* (Salisb.) D. A. Webb.

Narcissus viridiflorus Schousboe

Asclepiadaceae

Vincetoxicum pannonicum (Borhidi) Holub

Boraginaceae

* *Anchusa crispa* Viv.

Echium russicum J. F. Gemlin

* *Lithodora nitida* (H. Ern) R. Fernandes

Myosotis lusitanica Schuster

Myosotis rehsteineri Wartm.

Myosotis retusifolia R. Afonso

Omphalodes kuzinskyanae Willk.

* *Omphalodes littoralis* Lehm.

* *Onosma tornensis* Javorka

Solenanthus albanicus (Degen & al.) Degen & Baldacci

* *Symphytum cycladense* Pawl.

Campanulaceae

Adenophora lilifolia (L.) Ledeb.

Asyneuma giganteum (Boiss.) Bornm.

* *Campanula bohemica* Hruby

* *Campanula gelida* Kovanda

* *Campanula sabatia* De Not.

* *Campanula serrata* (Kit.) Hendrych

Campanula zoysii Wulfen

Jasione crispa (Pourret) Samp. subsp. *serpentinica* Pinto da Silva

Jasione lusitanica A. DC.

Caryophyllaceae

Arenaria ciliata L. subsp. *pseudofrigida* Ostenf. & O. C. Dahl

Arenaria humifusa Wahlenberg

* *Arenaria nevadensis* Boiss. & Reuter

Arenaria provincialis Chater & Halliday

* *Cerastium alsinifolium* Tausch

Cerastium dinaricum G. Beck & Szysz.

Dianthus arenarius L. subsp. *arenarius*

* *Dianthus arenarius subsp. bohemicus* (Novak) O. Schwarz

Dianthus cintranus Boiss. & Reuter subsp. *cintranus* Boiss. & Reuter

* *Dianthus diutinus* Kit.

* *Dianthus lumnitzeri Wiesb.*

Dianthus marizii (Samp.) Samp.

* *Dianthus moravicus Kovanda*

* *Dianthus nitidus* Waldst. et Kit.

Dianthus plumarius subsp. *regis-stephani* (Rapcs.) Baksay

Dianthus rupicola Biv.

* *Gypsophila papillosa* P. Porta

Herniaria algarvica Chaudhri

* *Herniaria latifolia* Lapeyr. subsp. *litardierei* Gamis

Herniaria lusitanica (Chaudhri) subsp. *berlengiana* Chaudhri

Herniaria maritima Link

* *Minuartia smejkalii* Dvorakova

Moehringia lateriflora (L.) Fenzl.

Moehringia tommasinii Marches.

Moehringia villosa (Wulfen) Fenzl

Petrocoptis grandiflora Rothm.

Petrocoptis montsicciana O. Bolos & Rivas Mart.

Petrocoptis pseudoviscosa Fernandez Casas

Silene furcata Rafin. subsp. angustiflora (Rupr.) Walters

* *Silene hicesiae* Brullo & Signorello

Silene hifacensis Rouy ex Willk.

* *Silene holzmanii* Heldr. ex Boiss.

Silene longicilia (Brot.) Otth.

Silene mariana Pau

* *Silene orphanidis* Boiss

* *Silene rothmaleri* Pinto da Silva

* *Silene velutina* Pourret ex Loisel.

Chenopodiaceae

* *Bassia (Kochia) saxicola* (Guss.) A. J. Scott

* *Cremnophyton lanfrancoi* Brullo et Pavone

* *Salicornia veneta* Pignatti & Lausi

Cistaceae

Cistus palhinhae Ingram

Halimium verticillatum (Brot.) Sennen

Helianthemum alypoides Losa & Rivas Goday

Helianthemum caput-felis Boiss.

* *Tuberaria major* (Willk.) Pinto da Silva & Rozeira

Compositae

* *Anthemis glaberrima* (Rech. f.) Greuter

Artemisia campestris L. subsp. *bottnica* A.N. Lundström ex Kindb.

* *Artemisia granatensis* Boiss.

* *Artemisia laciniata* Willd.

Artemisia oelandica (Besser) Komaror

* *Artemisia pancicii* (Janka) Ronn.

* *Aster pyrenaeus* Desf. ex DC

* *Aster sorrentinii* (Tod) Lojac.

Carlina onopordifolia Besser

* *Carduus myriacanthus* Salzm. ex DC.

* *Centaurea alba* L. subsp. *heldreichii* (Halacsy) Dostal

* *Centaurea alba* L. subsp. *princeps* (Boiss. & Heldr.) Gugler

* *Centaurea akamantis* T. Georgiadis & G. Chatzikyriakou

* *Centaurea attica* Nyman subsp. *megarensis* (Halacsy & Hayek) Dostal

* *Centaurea balearica* J. D. Rodriguez

* *Centaurea borjae* Valdes-Berm. & Rivas Goday

* *Centaurea citricolor* Font Quer

Centaurea corymbosa Pourret

Centaurea gadorensis G. Blanca

* *Centaurea horrida* Badaro

* *Centaurea kalambakensis* Freyn & Sint.

Centaurea kartschiana Scop.

* *Centaurea lactiflora* Halacsy

Centaurea micrantha Hoffmanns. & Link subsp. *herminii* (Rouy) Dostál

* *Centaurea niederi* Heldr.

* *Centaurea peucedanifolia* Boiss. & Orph.

* *Centaurea pinnata* Pau

Centaurea pulvinata (G. Blanca) G. Blanca

Centaurea rothmalerana (Arènes) Dostál

Centaurea vicentina Mariz

Cirsium brachycephalum Juratzka

* *Crepis crocifolia* Boiss. & Heldr.

Crepis granatensis (Willk.) B. Blanca & M. Cueto

Crepis pusilla (Sommier) Merxmüller

Crepis tectorum L. subsp. *nigrescens*

Erigeron frigidus Boiss. ex DC.

* *Helichrysum melitense* (Pignatti) Brullo et al

Hymenostemma pseudanthemis (Kunze) Willd.

Hyoseris frutescens Brullo et Pavone

* *Jurinea cyanoides* (L.) Reichenb.

* *Jurinea fontqueri* Cuatrec.

* *Lamyropsis microcephala* (Moris) Dittrich & Greuter

Leontodon microcephalus (Boiss. ex DC.) Boiss.

Leontodon boryi Boiss.

* *Leontodon siculus* (Guss.) Finch & Sell

Leuzea longifolia Hoffmanns. & Link

Ligularia sibirica (L.) Cass.

* *Palaeocyanus crassifolius* (Bertoloni) Dostal

Santolina impressa Hoffmanns. & Link

Santolina semidentata Hoffmanns. & Link

Saussurea alpina subsp. *esthonica* (Baer ex Rupr) Kupffer

* *Senecio elodes* Boiss. ex DC.

Senecio jacobea L. subsp. *gotlandicus* (Neuman) Sterner

Senecio nevadensis Boiss. & Reuter

* *Serratula lycopifolia* (Vill.) A. Kern

Tephroseris longifolia (Jacq.) Griseb et Schenk subsp. *moravica*

Convolvulaceae

* *Convolvulus argyrothamnus* Greuter

* *Convolvulus fernandesii* Pinto da Silva & Teles

Cruciferae

Alyssum pyrenaicum Lapeyr.

* *Arabis kennedyae* Meikle

Arabis sadina (Samp.) P. Cout.

Arabis scopoliana Boiss

* *Biscutella neustriaca* Bonnet

Biscutella vincentina (Samp.) Rothm.

Boleum asperum (Pers.) Desvaux

Brassica glabrescens Poldini

Brassica hilarionis Post

Brassica insularis Moris

* *Brassica macrocarpa* Guss.

Braya linearis Rouy

* *Cochlearia polonica* E. Fröhlich

* *Cochlearia tatrae* Borbas

* *Coincya rupestris* Rouy

* *Coronopus navasii* Pau

Crambe tataria Sebeok

Diplotaxis ibicensis (Pau) Gomez-Campo

* *Diplotaxis siettiana* Maire

Diplotaxis vicentina (P. Cout.) Rothm.

Draba cacuminum Elis Ekman

Draba cinerea Adams

Erucastrum palustre (Pirona) Vis.

* *Erysimum pieninicum* (Zapal.) Pawl.

* *Iberis arbuscula* Runemark

Iberis procumbens Lange subsp. *microcarpa* Franco & Pinto da Silva

* *Jonopsidium acaule* (Desf.) Reichenb.

Jonopsidium savianum (Caruel) Ball ex Arcang.

Rhynchosinapis erucastrum (L.) Dandy ex Clapham subsp. *cintrana* (Coutinho) Franco & P. Silva (*Coincya cintrana* (P. Cout.) Pinto da Silva)

Sisymbrium cavanillesianum Valdes & Castroviejo

Sisymbrium supinum L.

Thlaspi jankae A. Kern.

Cyperaceae

Carex holostoma Drejer

* *Carex panormitana* Guss.

Eleocharis carniolica Koch

Dioscoreaceae

* *Borderea chouardii* (Gaussen) Heslot

Droseraceae

Aldrovanda vesiculosa L.

Elatinaceae

Elatine gussonei (Sommier) Brullo et al

Ericaceae

Rhododendron luteum Sweet

Euphorbiaceae

* *Euphorbia margalidiana* Kuhbier & Lewejohann

Eurphorbia transtagana Boiss.

Gentianaceae

* *Centaurium rigualii* Esteve

* *Centaurium somedanum* Lainz

Gentiana ligustica R. de Vilm. & Chopinet

Gentianella anglica (Pugsley) E. F. Warburg

* *Gentianella bohemica* Skalicky

Geraniaceae

* *Erodium astragaloides* Boiss. & Reuter

Erodium paularense Fernandez-Gonzalez & Izco

* *Erodium rupicola* Boiss.

Globulariaceae

* *Globularia stygia* Orph. ex Boiss.

Gramineae

Arctagrostis latifolia (R. Br.) Griseb.

Arctophila fulva (Trin.) N. J. Anderson

Avenula hackelii (Henriq.) Holub

Bromus grossus Desf. ex DC.

Calamagrostis chalybaea (Laest.) Fries

Cinna latifolia (Trev.) Griseb.

Coleanthus subtilis (Tratt.) Seidl

Festuca brigantina (Markgr.-Dannenb.) Markgr.-Dannenb.

Festuca duriotagana Franco & R. Afonso

Festuca elegans Boiss.

Festuca henriquesii Hack.

Festuca summilusitana Franco & R. Afonso

Gaudinia hispanica Stace & Tutin

Holcus setiglumis Boiss. & Reuter subsp. duriensis Pinto da Silva

Micropyropsis tuberosa Romero — Zarco & Cabezudo

* *Poa riphaea* (Ascher et Graebner) Fritsch

Pseudarrhenatherum pallens (Link) J. Holub

Puccinellia phryganodes (Trin.) Scribner + Merr.

Puccinellia pungens (Pau) Paunero

* *Stipa austroitalica* Martinovsky

* *Stipa bavarica* Martinovsky & H. Scholz

* *Stipa styriaca* Martinovsky

* *Stipa veneta* Moraldo

* *Stipa zalesskii* Wilensky

Trisetum subalpestre (Hartman) Neuman

Grossulariaceae

* *Ribes sardoum* Martelli

Hippuridaceae

Hippuris tetraphylla L. Fil.

Hypericaceae

* *Hypericum aciferum* (Greuter) N.K.B. Robson

Iridaceae

Crocus cyprius Boiss. et Kotschy

Crocus hartmannianus Holmboe

Gladiolus palustris Gaud.

Iris aphylla L. subsp. *hungarica* Hegi

Iris humilis Georgi subsp. *arenaria* (Waldst. et Kit.) A. et D. Löve

Juncaceae

Juncus valvatus Link

Luzula arctica Blytt

Labiatae

Dracocephalum austriacum L.

* *Micromeria taygetea* P. H. Davis

Nepeta dirphya (Boiss.) Heldr. ex Halacsy

* *Nepeta sphaciotica* P. H. Davis

Origanum dictamnus L.

Phlomis brevibracteata Turril

Phlomis cypria Post

Salvia veneris Hedge

Sideritis cypria Post

Sideritis incana subsp. *glauca* (Cav.) Malagarriga

Sideritis javalambrensis Pau

Sideritis serrata Cav. ex Lag.

Teucrium lepicephalum Pau

Teucrium turredanum Losa & Rivas Goday

* *Thymus camphoratus* Hoffmanns. & Link

Thymus carnosus Boiss.

* *Thymus lotocephalus* G. López & R. Morales (*Thymus cephalotos* L.)

Leguminosae

Anthyllis hystrix Cardona, Contandr. & E. Sierra

* *Astragalus algarbiensis* Coss. ex Bunge

* *Astragalus aquilanus* Anzalone

Astragalus centralpinus Braun-Blanquet

* *Astragalus macrocarpus* DC. subsp. *lefkarensis*

* *Astragalus maritimus* Moris

Astragalus tremolsianus Pau

* *Astragalus verrucosus* Moris

* *Cytisus aeolicus* Guss. ex Lindl.

Genista dorycnifolia Font Quer

Genista holopetala (Fleischm. ex Koch) Baldacci

Melilotus segetalis (Brot.) Ser. subsp. *fallax* Franco

* *Ononis hackelii* Lange

Trifolium saxatile All.

* *Vicia bifoliolata* J.D. Rodriguez

Lentibulariaceae

* *Pinguicula crystallina* Sm.

Pinguicula nevadensis (Lindb.) Casper

Liliaceae

Allium grosii Font Quer

* *Androcymbium rechingeri* Greuter

* *Asphodelus bento-rainhae* P. Silva

* *Chionodoxa lochiae* Meikle in Kew Bull.

Colchicum arenarium Waldst. et Kit.

Hyacinthoides vicentina (Hoffmans. & Link) Rothm.

* *Muscari gussonei* (Parl.) Tod.

Scilla litardierei Breist.

* *Scilla morrisii* Meikle

Tulipa cypria Stapf

Linaceae

* *Linum dolomiticum* Borbas

* *Linum muelleri* Moris (*Linum maritimum muelleri*)

Lythraceae

* *Lythrum flexuosum* Lag.

Malvaceae

Kosteletzkya pentacarpos (L.) Ledeb.

Najadaceae

Najas flexilis (Willd.) Rostk. & W.L. Schmidt

Najas tenuissima (A. Braun) Magnus

Orchidaceae

Anacamptis urvilleana Sommier et Caruana Gatto

Calypso bulbosa L.

* *Cephalanthera cucullata* Boiss. & Heldr.

Cypripedium calceolus L.

Gymnigritella runei Teppner & Klein

Himantoglossum adriaticum Baumann

Himantoglossum caprinum (Bieb.) V. Koch

Liparis loeselii (L.) Rich.

* *Ophrys kotschyi* H.Fleischm. et Soo

* *Ophrys lunulata* Parl.

Ophrys melitensis (Salkowski) J. et P. Devillers-Terschuren

Platanthera obtusata (Pursh) subsp. *oligantha* (Turez.) Hulten

Orobanchaceae

Orobanche densiflora Salzmann ex Reuter in DC.

Paeoniaceae

Paeonia cambessedesii (Willk.) Willk.

Paeonia clusii F.C. Stern subsp. *rhodia* (Stearn) Tzanoudakis

Paeonia officinalis L. subsp. *banatica* (Rachel) Soo

Paeonia parnassica Tzanoudakis

Palmae

Phoenix theophrasti Greuter

Papaveraceae

Corydalis gotlandica Lidén

Papaver laestadianum (Nordh.) Nordh.

Papaver radicatum Rottb. subsp. *hyperboreum* Nordh.

Plantaginaceae

Plantago algarbiensis Sampaio (*Plantago bracteosa* (Willk.) G. Sampaio)

Plantago almogravensis Franco

Plumbaginaceae

Armeria berlengensis Daveau

* *Armeria helodes* Martini & Pold

Armeria neglecta Girard

Armeria pseudarmeria (Murray) Mansfeld

* *Armeria rouyana* Daveau

Armeria soleirolii (Duby) Godron

Armeria velutina Welw. ex Boiss. & Reuter

Limonium dodartii (Girard) O. Kuntze subsp. *lusitanicum* (Daveau) Franco

* *Limonium insulare* (Beg. & Landi) Arrig. & Diana

Limonium lanceolatum (Hoffmans. & Link) Franco

Limonium multiflorum Erben

* *Limonium pseudolaetum* Arrig. & Diana

* *Limonium strictissimum* (Salzmann) Arrig.

Polygonaceae

Persicaria foliosa (H. Lindb.) Kitag.

Polygonum praelongum Coode & Cullen

Rumex rupestris Le Gall

Primulaceae

Androsace mathildae Levier

Androsace pyrenaica Lam.

* *Cyclamen fatrense* Halda et Sojak

* *Primula apennina* Widmer

Primula carniolica Jacq.

Primula nutans Georgi

Primula palinuri Petagna

Primula scandinavica Bruun

Soldanella villosa Darracq.

Ranunculaceae

* *Aconitum corsicum* Gayer (*Aconitum napellus* subsp. *corsicum*)

Aconitum firmum (Reichenb.) Neilr subsp. *moravicum* Skalicky

Adonis distorta Ten.

Aquilegia bertolonii Schott

Aquilegia kitaibelii Schott

* *Aquilegia pyrenaica* D.C. subsp. *cazorlensis* (Heywood) Galiano

* *Consolida samia* P. H. Davis

* *Delphinium caseyi* B. L. Burtt

Pulsatilla grandis Wenderoth

Pulsatilla patens (L.) Miller

* *Pulsatilla pratensis* (L.) Miller subsp. *hungarica* Soo

* *Pulsatilla slavica* G. Reuss.

* *Pulsatilla subslavica* Futak ex Goliasova

Pulsatilla vulgaris Hill. subsp. *gotlandica* (Johanss.) Zaemelis & Paegle

Ranunculus kykkoensis Meikle

Ranunculus lapponicus L.

* *Ranunculus weyleri* Mares

Resedaceae

* *Reseda decursiva* Forssk.

Rosaceae

Agrimonia pilosa Ledebour

Potentilla delphinensis Gren. & Godron

* *Pyrus magyarica* Terpo

Sorbus teodorii Liljefors

Rubiaceae

Galium cracoviense Ehrend.

* *Galium litorale* Guss.

* *Galium sudeticum* Tausch

* *Galium viridiflorum* Boiss. & Reuter

Salicaceae

Salix salvifolia Brot. subsp. *australis* Franco

Santalaceae

Thesium ebracteatum Hayne

Saxifragaceae

Saxifraga berica (Beguinot) D.A. Webb

Saxifraga florulenta Moretti

Saxifraga hirculus L.

Saxifraga osloënsis Knaben

Saxifraga tombeanensis Boiss. ex Engl.

Scrophulariaceae

Antirrhinum charidemi Lange

Chaenorrhinum serpyllifolium (Lange) Lange subsp. *lusitanicum* R. Fernandes

* *Euphrasia genargentea* (Feoli) Diana

Euphrasia marchesettii Wettst. ex Marches.

Linaria algarviana Chav.

Linaria coutinhoi Valdés

Linaria loeselii Schweigger

* *Linaria ficalhoana* Rouy

Linaria flava (Poiret) Desf.

* *Linaria hellenica* Turrill

Linaria pseudolaxiflora Lojacono

* *Linaria ricardoi* Cout.

Linaria tonzigii Lona

* *Linaria tursica* B. Valdes & Cabezudo

Odontites granatensis Boiss.

* *Pedicularis sudetica* Willd.

Rhinanthus oesilensis (Ronninger & Saarsoo) Vassilcz

Tozzia carpathica Wol.

Verbascum litigiosum Samp.

Veronica micrantha Hoffmanns. & Link

* *Veronica oetaea* L.-A. Gustavsson

Solanaceae

* *Atropa baetica* Willk.

Thymelaeaceae

* *Daphne arbuscula* Celak

Daphne petraea Leybold

* *Daphne rodriguezii* Texidor

Ulmaceae

Zelkova abelicea (Lam.) Boiss.

Umbelliferae

* *Angelica heterocarpa* Lloyd

Angelica palustris (Besser) Hoffm.

* *Apium bermejoi* Llorens

Apium repens (Jacq.) Lag.

Athamanta cortiana Ferrarini

* *Bupleurum capillare* Boiss. & Heldr.

* *Bupleurum kakiskalae* Greuter

Eryngium alpinum L.

* *Eryngium viviparum* Gay

* *Ferula sadleriana* Lebed.

Hladnikia pastinacifolia Reichenb.

* *Laserpitium longiradium* Boiss.

* *Naufraga balearica* Constans & Cannon

* *Oenanthe conioides* Lange

Petagnia saniculifolia Guss.

Rouya polygama (Desf.) Coincy

* *Seseli intricatum* Boiss.

Seseli leucospermum Waldst. et Kit

Thorella verticillatinundata (Thore) Briq.

Valerianaceae

Centranthus trinervis (Viv.) Beguinot

Violaceae

* *Viola hispida* Lam.

Viola jaubertiana Mares & Vigineix

Viola rupestris F.W. Schmidt subsp. *relicta* Jalas

PLANTES INFÉRIEURES

Bryophyta

Bruchia vogesiaca Schwaegr. (o)

Bryhnia novae-angliae (Sull & Lesq.) Grout (o)

* *Bryoerythrophyllum campylocarpum* (C. Müll.) Crum. (*Bryoerythrophyllum machadoanum* (Sergio) M. O. Hill)) (o)

Buxbaumia viridis (Moug.) Moug. & Nestl. (o)

Cephalozia macounii (Aust.) Aust. (o)

Cynodontium suecicum (H. Arn. & C. Jens.) I. Hag. (o)

Dichelyma capillaceum (Dicks) Myr. (o)

Dicranum viride (Sull. & Lesq.) Lindb. (o)

Distichophyllum carinatum Dix. & Nich. (o)

Drepanocladus (Hamatocaulis) vernicosus (Mitt.) Warnst. (o)

Encalypta mutica (I. Hagen) (o)

Hamatocaulis lapponicus (Norrl.) Hedenäs (o)

Herzogiella turfacea (Lindb.) I. Wats. (o)

Hygrohypnum montanum (Lindb.) Broth. (o)

Jungermannia handelii (Schiffn.) Amak. (o)

Mannia triandra (Scop.) Grolle (o)

* *Marsupella profunda* Lindb. (o)

Meesia longiseta Hedw. (o)

Nothothylas orbicularis (Schwein.) Sull. (o)

Ochyraea tatrensis Vana (o)

Orthothecium lapponicum (Schimp.) C. Hartm. (o)

Orthotrichum rogeri Brid. (o)

Petalophyllum ralfsii (Wils.) Nees & Gott. (o)

Plagiomnium drummondii (Bruch & Schimp.) T. Kop. (o)

Riccia breidleri Jur. (o)

Riella helicophylla (Bory & Mont.) Mont. (o)

Scapania massolongi (K. Müll.) K. Müll. (o)

Sphagnum pylaisii Brid. (o)

Tayloria rudolphiana (Garov) B. & S. (o)

Tortella rigens (N. Alberts) (o)

ESPÈCES POUR LA MACARONÉSIE

PTERIDOPHYTA

Hymenophyllaceae

Hymenophyllum maderensis Gibby & Lovis

Dryopteridaceae

* *Polystichum drepanum* (Sw.) C. Presl.

Isoetaceae

Isoetes azorica Durieu & Paiva ex Milde

Marsileaceae

* *Marsilea azorica* Launert & Paiva

ANGIOSPERMAE

Asclepiadaceae

Caralluma burchardii N. E. Brown

* *Ceropegia chrysantha* Svent.

Boraginaceae

Echium candicans L. fil.

* *Echium gentianoides* Webb & Coincy

Myosotis azorica H. C. Watson

Myosotis maritima Hochst. in Seub.

Campanulaceae

* *Azorina vidalii* (H. C. Watson) Feer

Musschia aurea (L. f.) DC.

* *Musschia wollastonii* Lowe

Caprifoliaceae

* *Sambucus palmensis* Link

Caryophyllaceae

Spergularia azorica (Kindb.) Lebel

Celastraceae

Maytenus umbellata (R. Br.) Mabb.

Chenopodiaceae

Beta patula Ait.

Cistaceae

Cistus chinamadensis Banares & Romero

* *Helianthemum bystropogophyllum* Svent.

Compositae

Andryala crithmifolia Ait.

* *Argyranthemum lidii* Humphries

Argyranthemum thalassophylum (Svent.) Hump.

Argyranthemum winterii (Svent.) Humphries

* *Atractylis arbuscula* Svent. & Michaelis

Atractylis preauxiana Schultz.

Calendula maderensis DC.

Cheirolophus duranii (Burchard) Holub

Cheirolophus ghomerytus (Svent.) Holub

Cheirolophus junonianus (Svent.) Holub

Cheirolophus massonianus (Lowe) Hansen & Sund.

Cirsium latifolium Lowe

Helichrysum gossypinum Webb

Helichrysum monogynum Burtt & Sund.

Hypochoeris oligocephala (Svent. & Bramw.) Lack

* *Lactuca watsoniana* Trel.

* *Onopordum nogalesii* Svent.

* *Onorpordum carduelinum* Bolle

* *Pericallis hadrosoma* (Svent.) B. Nord.

Phagnalon benettii Lowe

Stemmacantha cynaroides (Chr. Son. in Buch) Ditt

Sventenia bupleuroides Font Quer

* *Tanacetum ptarmiciflorum* Webb & Berth

Convolvulaceae

* *Convolvulus caput-medusae* Lowe

* *Convolvulus lopez-socasii* Svent.

* *Convolvulus massonii* A. Dietr.

Crassulaceae

Aeonium gomeraense Praeger

Aeonium saundersii Bolle

Aichryson dumosum (Lowe) Praeg.

Monanthes wildpretii Banares & Scholz

Sedum brissemoretii Raymond-Hamet

Cruciferae

* *Crambe arborea* Webb ex Christ

Crambe laevigata DC. ex Christ

* *Crambe sventenii* R. Petters ex Bramwell & Sund.

* *Parolinia schizogynoides* Svent.

Sinapidendron rupestre (Ait.) Lowe

Cyperaceae

Carex malato-belizii Raymond

Dipsacaceae

Scabiosa nitens Roemer & J. A. Schultes

Ericaceae

Erica scoparia L. subsp. *azorica* (Hochst.) D. A. Webb

Euphorbiaceae

* *Euphorbia handiensis* Burchard

Euphorbia lambii Svent.

Euphorbia stygiana H. C. Watson

Geraniaceae

* *Geranium maderense* P. F. Yeo

Gramineae

Deschampsia maderensis (Haeck. & Born.) Buschm.

Phalaris maderensis (Menezes) Menezes

Globulariaceae

* *Globularia ascanii* D. Bramwell & Kunkel

* *Globularia sarcophylla* Svent.

Labiatae

* *Sideritis cystosiphon* Svent.

* *Sideritis discolor* (Webb ex de Noe) Bolle

Sideritis infernalis Bolle

Sideritis marmorea Bolle

Teucrium abutiloides L'Hér.

Teucrium betonicum L'Hér.

Leguminosae

* *Anagyris latifolia* Brouss. ex. Willd.

Anthyllis lemanniana Lowe

* *Dorycnium spectabile* Webb & Berthel

* *Lotus azoricus* P. W. Ball

Lotus callis-viridis D. Bramwell & D. H. Davis

* *Lotus kunkelii* (E. Chueca) D. Bramwell & al.

* *Teline rosmarinifolia* Webb & Berthel.

* *Teline salsoloides* Arco & Acebes.

Vicia dennesiana H. C. Watson

Liliaceae

* *Androcymbium psammophilum* Svent.

Scilla maderensis Menezes

Semele maderensis Costa

Loranthaceae

Arceuthobium azoricum Wiens & Hawksw.

Myricaceae

* *Myrica rivas-martinezii* Santos.

Oleaceae

Jasminum azoricum L.

Picconia azorica (Tutin) Knobl.

Orchidaceae

Goodyera macrophylla Lowe

Pittosporaceae

* *Pittosporum coriaceum* Dryand. ex. Ait.

Plantaginaceae

Plantago malato-belizii Lawalree

Plumbaginaceae

* *Limonium arborescens* (Brouss.) Kuntze

Limonium dendroides Svent.

* *Limonium spectabile* (Svent.) Kunkel & Sunding

* *Limonium sventenii* Santos & Fernandez Galvan

Polygonaceae

Rumex azoricus Rech. fil.

Rhamnaceae

Frangula azorica Tutin

Rosaceae

* *Bencomia brachystachya* Svent.

Bencomia sphaerocarpa Svent.

* *Chamaemeles coriacea* Lindl.

Dendriopoterium pulidoi Svent.

Marcetella maderensis (Born.) Svent.

Prunus lusitanica L. subsp. *azorica* (Mouillef.) Franco

Sorbus maderensis (Lowe) Dode

Santalaceae

Kunkeliella subsucculenta Kammer

Scrophulariaceae

* *Euphrasia azorica* H.C. Watson

Euphrasia grandiflora Hochst. in Seub.

* *Isoplexis chalcantha* Svent. & O'Shanahan

Isoplexis isabelliana (Webb & Berthel.) Masferrer

Odontites holliana (Lowe) Benth.

Sibthorpia peregrina L.

Solanaceae

* *Solanum lidii* Sunding

Umbelliferae

Ammi trifoliatum (H. C. Watson) Trelease

Bupleurum handiense (Bolle) Kunkel

Chaerophyllum azoricum Trelease

Ferula latipinna Santos

Melanoselinum decipiens (Schrader & Wendl.) Hoffm.

Monizia edulis Lowe

Oenanthe divaricata (R. Br.) Mabb.

Sanicula azorica Guthnick ex Seub.

Violaceae

Viola paradoxa Lowe

PLANTES INFÉRIEURES

Bryophyta

* *Echinodium spinosum* (Mitt.) Jur.(o)

* *Thamnobryum fernandesii* Sergio (o)».

d) Les annexes IV et V sont remplacées par le texte suivant:

«ANNEXE IV

ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE QUI NÉCESSITENT UNE PROTECTION STRICTE

Les espèces figurant à la présente annexe sont indiquées:

— par le nom de l'espèce ou de la sous-espèce, ou

— par l'ensemble des espèces appartenant à un taxon supérieur ou à une partie désignée dudit taxon.

L'abréviation "spp." suivant le nom d'une famille ou d'un genre sert à désigner toutes les espèces appartenant à ce genre ou famille.

a) ANIMAUX

VERTÉBRÉS

MAMMIFÈRES

INSECTIVORA

Erinaceidae

Erinaceus algirus

Soricidae

Crocidura canariensis

Crocidura sicula

Talpidae

Galemys pyrenaicus

MICROCHIROPTERA

Toutes les espèces

MEGACHIROPTERA

Pteropodidae

Rousettus aegyptiacus

RODENTIA

Gliridae

Toutes les espèces sauf *Glis glis* et *Eliomys quercinus*

Sciuridae

Marmota marmota latirostris

Pteromys volans (Sciuropterus russicus)

Spermophilus citellus (Citellus citellus)

Spermophilus suslicus (Citellus suslicus)

Sciurus anomalus

Castoridae

Castor fiber (excepté les populations estoniennes, lettonnes, lituaniennes, polonaises, finlandaises et suédoises)

Cricetidae

Cricetus cricetus (excepté les populations hongroises)

Microtidae

Microtus cabrerae

Microtus oeconomus arenicola

Microtus oeconomus mehelyi

Microtus tatricus

Zapodidae

Sicista betulina

Sicista subtilis

Hystricidae

Hystrix cristata

CARNIVORA

Canidae

Alopex lagopus

Canis lupus (excepté les populations grecques au nord du 39e parallèle; les populations estoniennes, les populations espagnoles au nord du Duero; les populations lettonnes, lituaniennes, polonaises, slovaques; et les populations finlandaises à l'intérieur de la zone de gestion des rennes telle que définie au paragraphe 2 de la loi finlandaise nº 848/90 du 14 septembre 1990 relative à la gestion des rennes)

Ursidae

Ursus arctos

Mustelidae

Lutra lutra

Mustela eversmanii

Mustela lutreola

Felidae

Felis silvestris

Lynx lynx (à l'exception de la population estonienne)

Lynx pardinus

Phocidae

Monachus monachus

Phoca hispida saimensis

ARTIODACTYLA

Cervidae

Cervus elaphus corsicanus

Bovidae

Bison bonasus

Capra aegagrus (populations naturelles)

Capra pyrenaica pyrenaica

Ovis gmelini musimon (Ovis ammon musimon) (populations naturelles – Corse et Sardaigne)

Ovis orientalis ophion (Ovis gmelini ophion)

Rupicapra pyrenaica ornata (Rupicapra rupicapra ornata)

Rupicapra rupicapra balcanica

Rupicapra rupicapra tatrica

CETACEA

Toutes les espèces

REPTILES

TESTUDINATA

Testudinidae

Testudo graeca

Testudo hermanni

Testudo marginata

Cheloniidae

Caretta caretta

Chelonia mydas

Lepidochelys kempii

Eretmochelys imbricata

Dermochelyidae

Dermochelys coriacea

Emydidae

Emys orbicularis

Mauremys caspica

Mauremys leprosa

SAURIA

Lacertidae

Algyroides fitzingeri

Algyroides marchi

Algyroides moreoticus

Algyroides nigropunctatus

Gallotia atlantica

Gallotia galloti

Gallotia galloti insulanagae

Gallotia simonyi

Gallotia stehlini

Lacerta agilis

Lacerta bedriagae

Lacerta bonnali (Lacerta monticola)

Lacerta monticola

Lacerta danfordi

Lacerta dugesi

Lacerta graeca

Lacerta horvathi

Lacerta schreiberi

Lacerta trilineata

Lacerta viridis

Lacerta vivipara pannonica

Ophisops elegans

Podarcis erhardii

Podarcis filfolensis

Podarcis hispanica atrata

Podarcis lilfordi

Podarcis melisellensis

Podarcis milensis

Podarcis muralis

Podarcis peloponnesiaca

Podarcis pityusensis

Podarcis sicula

Podarcis taurica

Podarcis tiliguerta

Podarcis wagleriana

Scincidae

Ablepharus kitaibelli

Chalcides bedriagai

Chalcides ocellatus

Chalcides sexlineatus

Chalcides simonyi (Chalcides occidentalis)

Chalcides viridianus

Ophiomorus punctatissimus

Gekkonidae

Cyrtopodion kotschyi

Phyllodactylus europaeus

Tarentola angustimentalis

Tarentola boettgeri

Tarentola delalandii

Tarentola gomerensis

Agamidae

Stellio stellio

Chamaeleontidae

Chamaeleo chamaeleon

Anguidae

Ophisaurus apodus

OPHIDIA

Colubridae

Coluber caspius

Coluber cypriensis

Coluber hippocrepis

Coluber jugularis

Coluber laurenti

Coluber najadum

Coluber nummifer

Coluber viridiflavus

Coronella austriaca

Eirenis modesta

Elaphe longissima

Elaphe quatuorlineata

Elaphe situla

Natrix natrix cetti

Natrix natrix corsa

Natrix natrix cypriaca

Natrix tessellata

Telescopus falax

Viperidae

Vipera ammodytes

Macrovipera schweizeri (Vipera lebetina schweizeri)

Vipera seoanni (excepté les populations espagnoles)

Vipera ursinii

Vipera xanthina

Boidae

Eryx jaculus

AMPHIBIENS

CAUDATA

Salamandridae

Chioglossa lusitanica

Euproctus asper

Euproctus montanus

Euproctus platycephalus

Mertensiella luschani (Salamandra luschani)

Salamandra atra

Salamandra aurorae

Salamandra lanzai

Salamandrina terdigitata

Triturus carnifex (Triturus cristatus carnifex)

Triturus cristatus (Triturus cristatus cristatus)

Triturus italicus

Triturus karelinii (Triturus cristatus karelinii)

Triturus marmoratus

Triturus montandoni

Proteidae

Proteus anguinus

Plethodontidae

Hydromantes (Speleomantes) ambrosii

Hydromantes (Speleomantes) flavus

Hydromantes (Speleomantes) genei

Hydromantes (Speleomantes) imperialis

Hydromantes (Speleomantes) strinatii (Hydromantes (Speleomantes) italicus)

Hydromantes (Speleomantes) supramontes

ANURA

Discoglossidae

Alytes cisternasii

Alytes muletensis

Alytes obstetricans

Bombina bombina

Bombina variegata

Discoglossus galganoi (y compris *Discoglossus "jeanneae"*)

Discoglossus montalentii

Discoglossus pictus

Discoglossus sardus

Ranidae

Rana arvalis

Rana dalmatina

Rana graeca

Rana iberica

Rana italica

Rana latastei

Rana lessonae

Pelobatidae

Pelobates cultripes

Pelobates fuscus

Pelobates syriacus

Bufonidae

Bufo calamita

Bufo viridis

Hylidae

Hyla arborea

Hyla meridionalis

Hyla sarda

POISSONS

ACIPENSERIFORMES

Acipenseridae

Acipenser naccarii

Acipenser sturio

SALMONIFORMES

Coregonidae

Coregonus oxyrhynchus (populations anadromes dans certains secteurs de la mer du Nord, excepté les populations finlandaises)

CYPRINIFORMES

Cyprinidae

Anaecypris hispanica

Phoxinus percnurus

ATHERINIFORMES

Cyprinodontidae

Valencia hispanica

PERCIFORMES

Percidae

Zingel asper

Gymnocephalus baloni

INVERTÉBRÉS

ARTHROPODES

CRUSTACEA

Isopoda

Armadillidium ghardalamensis

INSECTA

Coleoptera

Bolbelasmus unicornis

Buprestis splendens

Carabus hampei

Carabus hungaricus

Carabus olympiae

Carabus variolosus

Carabus zawadszkii

Cerambyx cerdo

Cucujus cinnaberinus

Dorcadion fulvum cervae

Duvalius gebhardti

Duvalius hungaricus

Dytiscus latissimus

Graphoderus bilineatus

Leptodirus hochenwarti

Pilemia tigrina

Osmoderma eremita

Phryganophilus ruficollis

Probaticus subrugosus

Propomacrus cypriacus

Pseudogaurotina excellens

Pseudoseriscius cameroni

Pytho kolwensis

Rosalia alpina

Lepidoptera

Apatura metis

Arytrura musculus

Catopta thrips

Chondrosoma fiduciarium

Coenonympha hero

Coenonympha oedippus

Colias myrmidone

Cucullia mixta

Dioszeghyana schmidtii

Erannis ankeraria

Erebia calcaria

Erebia christi

Erebia sudetica

Eriogaster catax

Fabriciana elisa

Glyphipterix loricatella

Gortyna borelii lunata

Hypodryas maturna

Hyles hippophaes

Leptidea morsei

Lignyoptera fumidaria

Lopinga achine

Lycaena dispar

Lycaena helle

Maculinea arion

Maculinea nausithous

Maculinea teleius

Melanagria arge

Nymphalis vaualbum

Papilio alexanor

Papilio hospiton

Parnassius apollo

Parnassius mnemosyne

Phyllometra culminaria

Plebicula golgus

Polymixis rufocincta isolata

Polyommatus eroides

Proserpinus proserpina

Xylomoia strix

Zerynthia polyxena

Mantodea

Apteromantis aptera

Odonata

Aeshna viridis

Cordulegaster heros

Cordulegaster trinacriae

Gomphus graslinii

Leucorrhina albifrons

Leucorrhina caudalis

Leucorrhina pectoralis

Lindenia tetraphylla

Macromia splendens

Ophiogomphus cecilia

Oxygastra curtisii

Stylurus flavipes

Sympecma braueri

Orthoptera

Baetica ustulata

Brachytrupes megacephalus

Isophya costata

Isophya stysi

Myrmecophilus baronii

Odontopodisma rubripes

Paracaloptenus caloptenoides

Pholidoptera transsylvanica

Saga pedo

Stenobothrus (Stenobothrodes) eurasius

ARACHNIDA

Araneae

Macrothele calpeiana

MOLLUSQUES

GASTROPODA

Anisus vorticulus

Caseolus calculus

Caseolus commixta

Caseolus sphaerula

Chilostoma banaticum

Discula leacockiana

Discula tabellata

Discula testudinalis

Discula turricula

Discus defloratus

Discus guerinianus

Elona quimperiana

Geomalacus maculosus

Geomitra moniziana

Gibbula nivosa

Hygromia kovacsi

Idiomela (Helix) subplicata

Lampedusa imitatrix

Lampedusa melitensis

Leiostyla abbreviata

Leiostyla cassida

Leiostyla corneocostata

Leiostyla gibba

Leiostyla lamellosa

Paladilhia hungarica

Patella feruginea

Sadleriana pannonica

Theodoxus prevostianus

Theodoxus transversalis

BIVALVIA

Anisomyaria

Lithophaga lithophaga

Pinna nobilis

Unionoida

Margaritifera auricularia

Unio crassus

Dreissenidae

Congeria kusceri

ECHINODERMATA

Echinoidea

Centrostephanus longispinus

b) PLANTES

L'annexe IV, point b), contient toutes les espèces énumérées à l'annexe II, point b) ([1]), plus les espèces mentionnées ci-dessous:

PTERIDOPHYTA

Aspleniaceae

Asplenium hemionitis L.

ANGIOSPERMAE

Agavaceae

Dracaena draco (L.) L.

Amaryllidaceae

Narcissus longispathus Pugsley

Narcissus triandrus L.

Berberidaceae

Berberis maderensis Lowe

Campanulaceae

Campanula morettiana Reichenb.

Physoplexis comosa (L.) Schur.

Caryophyllaceae

Moehringia fontqueri Pau

Compositae

Argyranthemum pinnatifidum (L.f.) Lowe * subsp. *succulentum* (Lowe) C. J. Humphries

Helichrysum sibthorpii Rouy

Picris willkommii (Schultz Bip.) Nyman

Santolina elegans Boiss. ex DC.

Senecio caespitosus Brot.

Senecio lagascanus DC. subsp. *lusitanicus* (P. Cout.) Pinto da Silva

Wagenitzia lancifolia (Sieber ex Sprengel) Dostal

Cruciferae

Murbeckiella sousae Rothm.

Euphorbiaceae

Euphorbia nevadensis Boiss. & Reuter

Gesneriaceae

Jankaea heldreichii (Boiss.) Boiss.

Ramonda serbica Pancic

Iridaceae

Crocus etruscus Parl.

Iris boissieri Henriq.

Iris marisca Ricci & Colasante

Labiatae

Rosmarinus tomentosus Huber-Morath & Maire

Teucrium charidemi Sandwith

Thymus capitellatus Hoffmanns. & Link

Thymus villosus L. subsp. *villosus* L.

Liliaceae

Androcymbium europeum (Lange) K. Richter

Bellevalia hackelli Freyn

Colchicum corsicum Baker

Colchicum cousturieri Greuter

Fritillaria conica Rix

Fritillaria drenovskii Degen & Stoy.

Fritillaria gussichiae (Degen & Doerfler) Rix

Fritillaria obliqua Ker-Gawl.

Fritillaria rhodocanakis Orph. ex Baker

Ornithogalum reverchonii Degen & Herv.-Bass.

Scilla beirana Samp.

Scilla odorata Link

Orchidaceae

Ophrys argolica Fleischm.

Orchis scopulorum Simsmerh.

Spiranthes aestivalis (Poiret) L. C. M. Richard

Primulaceae

Androsace cylindrica DC.

Primula glaucescens Moretti

Primula spectabilis Tratt.

Ranunculaceae

Aquilegia alpina L.

Sapotaceae

Sideroxylon marmulano Banks ex Lowe

Saxifragaceae

Saxifraga cintrana Kuzinsky ex Willk.

Saxifraga portosanctana Boiss.

Saxifraga presolanensis Engl.

Saxifraga valdensis DC.

Saxifraga vayredana Luizet

Scrophulariaceae

Antirrhinum lopesianum Rothm.

Lindernia procumbens (Krocker) Philcox

Solanaceae

Mandragora officinarum L.

Thymelaeaceae

Thymelaea broterana P. Cout.

Umbelliferae

Bunium brevifolium Lowe

Violaceae

Viola athois W. Becker

Viola cazorlensis Gandoger

Viola delphinantha Boiss.

([1]) Excepté les bryophytes à l'annexe II, point b).

ANNEXE V

ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DONT LE PRÉLÈVEMENT DANS LA NATURE ET L'EXPLOITATION SONT SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET DE MESURES DE GESTION

Les espèces figurant à la présente annexe sont indiquées:

— par le nom de l'espèce ou de la sous-espèce, ou

— par l'ensemble des espèces appartenant à un taxon supérieur ou à une partie désignée dudit taxon.

L'abréviation "spp." suivant le nom d'une famille ou d'un genre sert à désigner toutes les espèces appartenant à cette famille ou à ce genre.

a) ANIMAUX

VERTÉBRÉS

MAMMIFÈRES

RODENTIA

Castoridae

Castor fiber (populations finlandaises, suédoises, lettonnes, lituaniennes, estoniennes et polonaises)

Cricetidae

Cricetus cricetus (populations hongroises)

CARNIVORA

Canidae

Canis aureus

Canis lupus (les populations espagnoles au nord du Duero, les populations grecques au nord du 39e parallèle, les populations finlandaises à l'intérieur de la zone de gestion des rennes telle que définie au paragraphe 2 de la loi finlandaise no 848/90 du 14 septembre 1990 relative à la gestion des rennes, les populations lettonnes, lituaniennes, estoniennes, polonaises et slovaques)

Mustelidae

Martes martes

Mustela putorius

Felidae

Lynx lynx (population estonienne)

Phocidae

Toutes les espèces non mentionnées à l'annexe IV

Viverridae

Genetta genetta

Herpestes ichneumon

DUPLICIDENTATA

Leporidae

Lepus timidus

ARTIODACTYLA

Bovidae

Capra ibex

Capra pyrenaica (sauf *Capra pyrenaica pyrenaica*) *Rupicapra rupicapra* (sauf *Rupicapra rupicapra balcanica, Rupicapra rupicapra ornata et Rupicapra rupicapra tatrica*)

AMPHIBIENS

ANURA

Ranidae

Rana esculenta

Rana perezi

Rana ridibunda

Rana temporaria

POISSONS

PETROMYZONIFORMES

Petromyzonidae

Lampetra fluviatilis

Lethenteron zanandrai

ACIPENSERIFORMES

Acipenseridae

Toutes les espèces non mentionnées à l'annexe IV

CLUPEIFORMES

Clupeidae

Alosa spp.

SALMONIFORMES

Salmonidae

Thymallus thymallus

Coregonus spp. (sauf *Coregonus oxyrhynchus* – populations anadromes dans certains secteurs de la mer du Nord)

Hucho hucho

Salmo salar (uniquement en eaux douces)

CYPRINIFORMES

Cyprinidae

Aspius aspius

Barbus spp.

Pelecus cultratus

Rutilus friesii meidingeri

Rutilus pigus

SILURIFORMES

Siluridae

Silurus aristotelis

PERCIFORMES

Percidae

Gymnocephalus schraetzer

Zingel zingel

INVERTÉBRÉS

COELENTERATA

Cnidaria

Corallium rubrum

MOLLUSCA

GASTROPODA – STYLOMMATOPHORA

Helix pomatia

BIVALVIA – UNIONOIDA

Margaritiferidae

Margaritifera margaritifera

Unionidae

Microcondylaea compressa

Unio elongatulus

ANNELIDA

HIRUDINOIDEA – ARHYNCHOBDELLAE

Hirudinidae

Hirudo medicinalis

ARTHROPODA

CRUSTACEA – DECAPODA

Astacidae

Astacus astacus

Austropotamobius pallipes

Austropotamobius torrentium

Scyllaridae

Scyllarides latus

INSECTA – LEPIDOPTERA

Saturniidae

Graellsia isabellae

b) PLANTES

ALGAE

RHODOPHYTA

Corallinaceae

Lithothamnium coralloides Crouan frat.

Phymatholithon calcareum (Poll.) Adey & McKibbin

LICHENES

Cladoniaceae

Cladonia L. subgenus *Cladina* (Nyl.) Vain.

BRYOPHYTA

MUSCI

Leucobryaceae

Leucobryum glaucum (Hedw.) AAngstr.

Sphagnaceae

Sphagnum L. spp. (exept *Sphagnum pylaisii* Brid.)

PTERIDOPHYTA

Lycopodium spp.

ANGIOSPERMAE

Amaryllidaceae

Galanthus nivalis L.

Narcissus bulbocodium L.

Narcissus juncifolius Lagasca

Compositae

Arnica montana L.

Artemisia eriantha Ten

Artemisia genipi Weber

Doronicum plantagineum L. subsp. *tournefortii* (Rouy) P. Cout.

Leuzea rhaponticoides Graells

Cruciferae

Alyssum pintadasilvae Dudley.

Malcolmia lacera (L.) DC. subsp. *graccilima* (Samp.) Franco

Murbeckiella pinnatifida (Lam.) Rothm. subsp. *herminii* (Rivas-Martinez) Greuter & Burdet

Gentianaceae

Gentiana lutea L.

Iridaceae

Iris lusitanica Ker-Gawler

Labiatae

Teucrium salviastrum Schreber subsp. *salviastrum* Schreber

Leguminosae

Anthyllis lusitanica Cullen & Pinto da Silva

Dorycnium pentaphyllum Scop. subsp. *transmontana* Franco

Ulex densus Welw. ex Webb.

Liliaceae

Lilium rubrum Lmk

Ruscus aculeatus L.

Plumbaginaceae

Armeria sampaio (Bernis) Nieto Feliner

Rosaceae

Rubus genevieri Boreau subsp. *herminii* (Samp.) P. Cout.

Scrophulariaceae

Anarrhinum longipedicelatum R. Fernandes

Euphrasia mendonçae Samp.

Scrophularia grandiflora DC. subsp. *grandiflora* DC.

Scrophularia berminii Hoffmanns & Link

Scrophularia sublyrata Brot.».

3. 31997 D 0602: Décision 97/602/CE du Conseil du 22 juillet 1997 concernant la liste visée à l'article 3, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (CEE) nº 3254/91 et à l'article 1er, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) nº 35/97 de la Commission (JO L 242 du 4.9.1997, p. 64), modifiée comme suit:

— 31998 D 0188: Décision 98/188/CE de la Commission du 2.3.1998 (JO L 70 du 10.3.1998, p. 28)

— 31998 D 0596: Décision 98/596/CE de la Commission du 14.10.1998 (JO L 286 du 23.10.1998, p. 56).

Les mentions relatives aux pays ci-après et les espèces pertinentes sont supprimées de l'annexe:

République tchèque,

Hongrie,

Pologne,

République slovaque,

République de Slovénie.

4. 32001 R 2087: Règlement (CE) nº 2087/2001 de la Commission du 24 octobre 2001 suspendant l'introduction dans la Communauté de spécimens de certaines espèces de faune et de flore sauvages (JO L 282 du 26.10.2001, p. 23).

a) À l'annexe, dans le tableau «Spécimens des espèces de l'annexe A du règlement (CE) nº 338/97 dont l'introduction dans la Communauté est suspendue», le pays suivant est supprimé de la liste des «Pays d'origine»:

— «Lituanie».

b) À l'annexe, dans le tableau «Spécimens des espèces de l'annexe B du règlement (CE) nº 338/97 dont l'introduction dans la Communauté est suspendue», les mentions suivantes dans la rubrique «FLORE, *Orchidaceae*» sont supprimées:

— *Cephalanthera damasonium*;

— *Dactylorhiza fuchsii*;

— *Gymnadenia conopsea*;

— *Ophrys apifera*;

— *Orchis militaris*;

— *Serapias lingua*.

et les pays suivants sont supprimés de la liste des «Pays d'origine» pour ce qui concerne les espèces suivantes:

— Flore, Amaryllidaceae, *Galanthu nivalis*: «République tchèque», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Anacamptis pyramidalis*: «Estonie», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Barlia robertiana*: «Malte»;

— Flore, Orchidaceae, *Cephalanthera rubra*: «Lettonie», «Lituanie», «Pologne», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Dactylorhiza incarnata*: «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Dactylorhiza latifolia*: «Pologne», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Dactylorhiza maculata*: «République tchèque», «Lituanie»;

— Flore, Orchidaceae, *Dactylorhiza russowii*: «République tchèque», «Lituanie», «Pologne»;

— Flore, Orchidaceae, *Dactylorhiza traunsteineri*: «Pologne»;

— Flore, Orchidaceae, *Himantoglossum hircinum*: «République tchèque», «Hongrie»;

— Flore, Orchidaceae, *Ophrys insectifera*: «République tchèque», «Hongrie», «Lettonie» «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Ophrys scolopax*: «Hongrie»;

— Flore, Orchidaceae, *Ophrys sphegodes*: «Hongrie»;

— Flore, Orchidaceae, Ophrys *tenthredinifera*: «Malte»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis coriophora*: «Pologne»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis italica*: «Malte»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis morio*: «Estonie», «Lituanie», «Pologne», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis pallens*: «Hongrie», «Pologne», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis papilionacea*: «Slovénie»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis purpurea*: «Pologne», «Slovaquie»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis simia*: «Slovénie»;

— Flore, Orchidaceae, *Orchis tridentata*: «République tchèque», Slovaquie

— Flore, Orchidaceae, *Orchis ustulata*: «Estonie»; «Lettonie», «Lituanie»; «Pologne», Slovaquie;

— Flore, Orchidaceae, *Serapias vomeracea*: «Malte»;

— Flore, Orchidaceae, *Spiranthes spiralis*: «République tchèque», «Pologne».

et la mention pour «FLORE, *Orchidaceae, Orchis mascula*» est remplacée par la suivante:

«*Orchis mascula*	Sauvages/Élevage en ranch	Tous	Albanie	b»

5. 32002 D 0813: Décision du Conseil du 3 octobre 2002 instituant, conformément à la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil, le formulaire de synthèse de la notification concernant la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement à d'autres fins que leur mise sur le marché (JO L 280 du 18.10.2002, p. 62).

À l'annexe, la partie 1, section B, point 3 est remplacé comme suit:

«Distribution géographique de l'organisme

(a) Indigène du pays d'où émane la notification, ou installé dans ce pays:	
Oui ☐ Non ☐ Non connu ☐	
(b) Indigène d'autres pays de la Communauté européenne, ou installé dans ces pays:	
(i) Oui	☐
Dans l'affirmative, indiquez dans quel type d'écosystème on le trouve:	
atlantique	☐
méditerranéen	☐
boréal	☐
alpin	☐
continental	☐
macaronésien	☐
pannonien	☐
(ii) Non	☐
(iii) Non connu	☐
(c) L'organisme est-il fréquemment utilisé dans le pays d'où émane la notification?	
Oui ☐ Non ☐	
(d) L'organisme est-il fréquemment conservé dans le pays d'où émane la notification?	
Oui ☐ Non ☐	

»

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

1. 31997 L 0068: Directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1997 sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers (JO L 59 du 27.2.1998, p. 1), modifiée par:

— 32001 L 0063: Directive 2001/63/CE de la Commission du 17.8.2001 (JO L 227 du 23.8.2001, p. 41)

À l'annexe VII, point 1, la liste figurant à la section 1 est remplacée comme suit:

«1 pour l'Allemagne

2 pour la France

3 pour l'Italie

4 pour les Pays-Bas

5 pour la Suède

6 pour la Belgique

7 pour la Hongrie

8 pour la République tchèque

9 pour l'Espagne

11 pour le Royaume-Uni

12 pour l'Autriche

13 pour le Luxembourg

17 pour la Finlande

18 pour le Danemark

20 pour la Pologne

21 pour le Portugal

23 pour la Grèce

24 pour l'Irlande

26 pour la Slovénie

27 pour la Slovaquie

29 pour l'Estonie

32 pour la Lettonie

36 pour la Lituanie

CY pour Chypre

MT pour Malte»

2. 32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

a) À l'annexe I, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque	1408	919	303	155	-35	-79	-89	-35	-79	-89»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie	240	123	91	76	-49	-62	-68	-49	-62	-68»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre	17	29	32	34	+71	+88	+100	+71	+88	+100
Lettonie	60	40	30	25	-30	-50	-60	-30	-50	-60
Lituanie	163	52	64	75	-68	-61	-54	-68	-61	-54»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie	720	429	448	360	-40	-38	-50	-40	-38	-50
Malte	12	13	17	14	+14	+51	+17	+14	+51	+17»

et entre les mentions relatives au Portugal et au Royaume-Uni:

«Pologne	2087	1454	1176	1110	-30	-44	-47	-30	-44	-47
Slovénie	125	122	98	49	-2	-22	-61	-2	-22	-61
Slovaquie	450	177	124	86	-60	-72	-81	-60	-72	-81»

b) À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«République tchèque	403	228	113	-43	-72	-43	-72»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Estonie	20	10	12	-52	-40	-52	-40»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Chypre	3	5	6	+67	+100	+67	+100
Lettonie	10	10	9	-4	-10	-4	-10
Lituanie	21	8	11	-62	-48	-62	-48»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Hongrie	68	33	34	-51	-49	-51	-49
Malte	1.7	7	2.5	+299	+51	+299	+51»

et entre les mentions relatives au Portugal et au Royaume-Uni:

«Pologne	698	426	310	-39	-56	-39	-56
Slovénie	17	15	16	-12	-6	-12	-6
Slovaquie	141	85	46	-40	-67	-40	-67»

3. 32001 L 0081: Directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (JO L 309 du 27.11.2001, p. 22)

a) L'annexe I est remplacée comme suit:

«ANNEXE I

Plafonds d'émission nationaux pour le SO_2, les NO_x, les VOC et le NH_3, à atteindre d'ici à 2010 (1)

Pays	SO_2 Kilotonnes	NO_x Kilotonnes	VOC Kilotonnes	NH_3 Kilotonnes
Belgique	99	176	139	74
République tchèque (2)	265	286	220	80
Dänemark	55	127	85	69
Allemagne	520	1 051	995	550
Estonie (2)	100	60	49	29
Grèce	523	344	261	73
Espagne	746	847	662	353
France	375	810	1 050	780
Irlande	42	65	55	116
Italie	475	990	1 159	419
Chypre (2)	39	23	14	09
Lettonie (2)	101	61	136	44
Lituanie (2)	145	110	92	84
Luxembourg	4	11	9	7
Hongrie (2)	500	198	137	90
Malte (2)	9	8	12	3
Pays-Bas	50	260	185	128
Autriche	39	103	159	66
Pologne (2)	1 397	879	800	468
Portugal	160	250	180	90
Slovénie (2)	27	45	40	20
Slovaquie (2)	110	130	140	39
Finlande	110	170	130	31
Suède	67	148	241	57
Royaume-Uni	585	1 167	1 200	297
CE 25	6 543	8 319	8 150	3 976

(1) Ces plafonds d'émission nationaux sont conçus pour atteindre l'essentiel des objectifs environnementaux intermédiaires énoncés à l'article 5. La réalisation de ces objectifs devrait entraîner une réduction de l'eutrophisation des sols telle que les zones de la Communauté où les dépôts d'azote nutritif dépassent les charges critiques se verront réduites de 30 % par rapport aux chiffres de 1990.

(2) Ces plafonds d'émission nationaux sont temporaires et sont fixés sans préjudice de la révision au titre de l'article 10 de la présente directive, qui doit être réalisée en 2004.

»

b) À l'annexe II, le tableau est remplacé comme suit:

«

	SO_2 Kilotonnes	NO_x Kilotonnes	VOC Kilotonnes
CE 25 ([1])	6 176	7 558	6 980

([1]) Ces plafonds d'émission nationaux sont temporaires et sont fixés sans préjudice de la révision au titre de l'article 10 de la présente directive, qui doit être réalisée en 2004.

»

4. 32001 R 0761: Règlement (CE) nº 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) (JO L 114 du 24.4.2001, p. 1).

a) À l'annexe I, sous le titre «Liste des organismes nationaux de normalisation», le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«CZ: Rada programu EMAS»,

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EE: EVS (Eesti Standardikeskus)»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CY: Κυπριακός Οργανισμός Προώθησης Ποιότητας

LV: LATAK (Latvijas Nacionālais Akreditācijas birojs)

LT: LST (Lietuvos standartizacijos departamentas)»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HU: MSZT (Magyar Szabványügyi Testület)

MT: MSA (Awtorita` Maltija dwar l-Istandards / Malte Standards Authority)»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«PL: PKN (Polski Komitet Normalizacyjny)»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SI: SIST (Slovenský inštitut za standardizacijo)

SK: SÚTN (Slovenský ústav technickej normalizácie)».

b) À l'annexe IV, le texte situé sous les logos est remplacé par le texte suivant:

«Le logo peut être utilisé par une organisation enregistrée dans l'une quelconque des 20 langues sous réserve que la formulation suivante soit employée:

	Version 1	Version 2
Espagnol:	"Gestión ambiental verificada"	"información validada"
Tchèque:	"ověřený systém environmentálního řízení"	"platná informace"
Danois:	"verificeret miljøledelse"	"bekræftede oplysninger"
Allemand:	"geprüftes Umweltmanagement"	"geprüfte Information"
Estonien:	"tõestatud keskkonnajuhtimine"	"kinnitatud informatsioon"
Grec:	"επιθεωρημένη περιβαλλοντική διαχείριση"	"επικυρωμένες πληροφορίες"
Français:	"Management environnemental vérifié"	"information validée"
Italien:	"Gestione ambientale verificata"	"informazione convalidata"
Letton:	"verificēta vides vadība"	"apstiprināta informācija"

	Version 1	Version 2
Lituanien:	"įvertinta aplinkosaugos vadyba"	"patvirtinta informacija"
Hongrois:	"hitelesített környezetvédelmi vezetési rendszer"	"hitelesített információ"
Maltais:	"Immaniġġjar Ambjentali Verifikat"	"Informazzjoni Konvalidata"
Néerlandais:	"Geverifieerd milieuzorgsysteem"	"gevalideerde informatie"
Polonais:	"zweryfikowany system zarządzania środowiskowego"	"informacja potwierdzona"
Portugais:	"Gestão ambiental verificada"	"informação validada"
Slovaque:	"overený systém environmentálneho riadenia"	"platná informácia"
Slovène:	"Preverjen sistem ravnanja z okoljem"	"preverjene informacije"
Finnois:	"vahvistettu ympäristöasioiden hallinta"	"vahvistettua tietoa"
Suédois:	"Kontrollerat miljöledningssystem"	"godkänd information"

Les deux versions du logo portent le numéro d'enregistrement de l'organisation.

Le logo est utilisé soit:

— en trois couleurs (Pantone nº 355 vert; Pantone nº 109 jaune; Pantone nº 286 bleu)

— en noir sur blanc ou

— en blanc sur noir.»

E. PROTECTION CONTRE LES RADIATIONS

1. 31999 R 1661: Règlement (CE) nº 1661/1999 de la Commission du 27 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CEE) nº 737/90 du Conseil relatif aux conditions d'importation de produits agricoles originaires des pays tiers à la suite de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl (JO L 197 du 29.7.1999, p. 17), modifié par:

— 32000 R 1627: Règlement (CE) nº 1627/2000 de la Commission du 24.7.2000 (JO L 187 du 26.7.2000, p. 7).

— 32001 R 1621: Règlement (CE) nº 1621/2001 de la Commission du 8.8.2001 (JO L 215 du 9.8.2001, p. 18).

— 32002 R 1608: Règlement (CE) nº 1608/2002 de la Commission du 10.9.2002 (JO L 243 du 11.9.2002, p. 7).

a) À l'annexe III, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«Česká republika	Tous les bureaux de douane»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«Eesti	Narva, Koidula, Luhamaa Frontier Posts, Tallinn Airport, Tallinn, Paljassaare et Muuga Ports»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«Κύπρος	Tous les bureaux de douane
Latvija	Tous les bureaux de douane
Lietuva	Vilnius international airport Ports: Klaipėda Chemins de fer: Kena, Kybartai, Pagėgiai Route: Lavoriškės, Medininkai, Šalčininkai, Kybartai, Panemunė»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«Magyarország	Tous les bureaux de douane
Malte	The Air Freight Section at Malte International Airport, Luqa The Sea Freight Entry Processing Unit at Customs House, Valletta The Parcel Post Office at Customs Office, Qormi.»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«Polska	Biała Podlaska, Białystok, Cieszyn, Gdynia, Katowice, Kraków, Łódź, Nowy Targ, Olsztyn, Poznań, Przemyśl, Rzepin, Szczecin, Toruń, Warszawa, Warszawa Air-Port, Wrocław»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«Slovenija	Obrežje (cestni mejni prehod), Gruškovje (cestni mejni prehod), Jelšane (cestni mejni prehod), Brnik (letalski mejni prehod), Koper (pomorski mejni prehod), Dobova (železniški mejni prehod).
Slovensko	Tous les bureaux de douane»

b) Les mentions suivantes sont supprimées à l'annexe IV:

«Estonie»,

«Hongrie»,

«Lettonie»,

«Lituanie»,

«Pologne»,

«République tchèque»,

«Slovaquie»,

«Slovénie».

2. 32000 H 0473: Recommandation de la Commission du 8 juin 2000 concernant l'application de l'article 36 du traité Euratom relatif à la surveillance des taux de radioactivité dans l'environnement en vue d'évaluer l'exposition de l'ensemble de la population (JO L 191 du 27.7.2000, p. 37).

À l'annexe II, le tableau est complété comme suit:

«CZ:	République tchèque	
EE	Estonie	
CY	Chypre	
LV	Lettonie	Air et particules d'air: Daugavpils, Baldone; eaux de surface: rivière Daugava (embouchure du fleuve). Eau potable — Rīga: Lait et régime mixte — Rīga, Daugavpils
LT	Lituanie	
HU	Hongrie	
MT	Malte	
PL	Polen	
SI	Slovénie	
SK	Slovaquie»	

et la carte est remplacée par la suivante:

Définition des régions géographiques

F. PRODUITS CHIMIQUES

32000 R 2037: Règlement (CE) nº 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (JO L 244 du 29.9.2000, p. 1), modifié par:

— 32000 R 2038: Règlement (CE) nº 2038/2000 du Parlement européen et du Conseil du 28.9.2000 (JO L 244 du 29.9.2000, p. 25),

— 32000 R 2039: Règlement (CE) nº 2039/2000 du Parlement européen et du Conseil du 28.9.2000 (JO L 244 du 29.9.2000, p. 26).

Le tableau de l'annexe III est remplacé par le tableau suivant:

«ANNEXE III

Limites quantitatives totales fixées pour la mise sur le marché par les producteurs et les importateurs ou pour l'utilisation pour leur propre compte de substances réglementées dans la Communauté

(1999-2003 — UE-15; 2004-2015 UE-25)

(niveaux calculés exprimés en tonnes PACO)

Substance Pour une période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre	Groupe I	Groupe II	Groupe III	Groupe IV	Groupe V	Groupe VI (2) Pour des utilisations autres que la quarantaine ou le traitement avant le transport	Groupe VI (3) Pour quarantaine ou traitement avant le transport	Groupe VII	Groupe VIII
1999 (UE-15)	0	0	0	0	0	8 665		0	8 079
2000 (UE-15)						8 665			8 079
2001 (UE-15)						4 621	607		6 678
2002 (UE-15)						4 621	607		5 676
2003 (UE15)						2 888	607		3 005
2004 (UE-25)						2 945	607		2 209
2005 (UE-25)						0	607		2 209
2006 (UE-25)							607		2 209
2007 (UE-25)							607		2 209
2008 (UE-25)							607		1 840
2009 (UE-25)							607		1 840
2010 (UE-25)							607		0
2011 (UE-25)							607		0
2012 (UE-25)							607		0
2013 (UE-25)							607		0
2014 (UE-25)							607		0
2015 (UE-25)							607		0

(4) Calculé sur la base de PACO = 0,6'

»

17. **CONSOMMATEURS ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

32000 D 0323: Décision 2000/323/CE de la Commission du 4 mai 2000 portant création d'un comité des consommateurs (notifiée sous le numéro C(2000) 408) (JO L 111 du 9.5.2000, p. 30).

À l'article 3, premier tiret, remplacer «quinze» par «vingt-cinq».

18. **COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES INTÉRIEURES**

A. COOPÉRATION JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

1. 32000 R 1346: Règlement (CE) nº 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité (JO L 160 du 30.6.2000, p. 1).

a) À l'article 44, paragraphe l, le texte ci-après est ajouté.

«l) la convention entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et le Royaume de Grèce sur la reconnaissance et l'exécution des décisions, signée à Athènes le 18 juin 1959;

m) l'accord entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions et sentences arbitrales en matière commerciale, signé à Belgrade le 18 mars 1960;

n) la convention entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la République italienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et administrative, signée à Rome le 3 décembre 1960;

o) l'accord entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et le Royaume de Belgique relatif à la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, signé à Belgrade le 24 septembre 1971;

p) la convention entre le gouvernement de la Yougoslavie et le gouvernement de la France relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, signée à Paris le 18 mai 1971;

q) l'accord entre la République socialiste tchécoslovaque et la République hellénique sur l'assistance judiciaire en matière civile et pénale, signé à Athènes le 22 octobre 1980, toujours en vigueur entre la République tchèque et la Grèce;

r) l'accord traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République de Chypre relatif à l'assistance judiciaire en matière civile et pénale, signé à Nicosie le 23 avril 1982, toujours en vigueur entre la République tchèque et Chypre;

s) le traité entre le gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque et le gouvernement de la République française relatif à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions, en matière civile, familiale et commerciale, signé à Paris le 10 mai 1984, toujours en vigueur entre la République tchèque et la France;

t) le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République italienne relatif à l'assistance judiciaire en matière civile et pénale, signé à Prague le 6 décembre 1985, toujours en vigueur entre la République tchèque et l'Italie;

u) l'accord entre la République de Lettonie, la République d'Estonie et la République de Lituanie relatif à l'assistance judiciaire et les relations judiciaires, signé à Tallinn le 11 novembre 1992;

v) l'accord entre l'Estonie et la Pologne relatif à l'entraide judiciaire et à l'établissement de relations judiciaires en matière civile, pénale et du travail, signé à Tallinn le 27 novembre 1998;

w) l'accord entre la République de Lituanie et la République de Pologne relatif à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires en matière civile, familiale, pénale et du travail, signé à Varsovie le 26 janvier 1993.»

b) À l'annexe A, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«ČESKÁ REPUBLIKA

— Konkurs

— Nucené vyrovnání

— Vyrovnání»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

— Pankrotimenetlus.»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

— Υποχρεωτική εκκαθάριση από το Δικαστήριο (Compulsory winding up by the court)

— Εκούσια εκκαθάριση από πιστωτές κατόπιν Δικαστικού Διατάγματος (Creditor's voluntary winding up by court order)

— Εκούσια εκκαθάριση από μέλη (Company's (members) voluntary winding up)

— Εκκαθάριση με την εποπτεία του Δικαστηρίου (Winding up subject to the supervision of the court)

— Πτώχευση κατόπιν Δικαστικού Διατάγματος (Bankruptcy by court order)

— Διαχείριση της περιουσίας προσώπων που απεβίωσαν αφερέγγυα (The administration of the estate of persons dying insolvent)

LATVIJA

— maksātnespēja

LIETUVA

— Bankroto byla

— Bankroto procedūra

— Likvidavimo procedūra»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYARORSZÁG

— Csődeljárás

— Felszámolási eljárás

MALTA

— Falliment

— Stralċ permezz tal-Qorti

— Stralċ volontarju tal-kredituri»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

— Postępowanie upadłościowe,

— Postępowanie układowe»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

— Stečajni postopek

— Skrajšani stečajni postopek

— Postopek prisilne poravnave

— Prisilna poravnava v stečaju

— Likvidacija pravne osebe pred sodiščem

SLOVENSKO

— Konkurzné konanie

— Nútené vyrovnanie

— Vyrovnanie.»

c) À l'annexe B, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«ČESKÁ REPUBLIKA

— Konkurs

— Nucené vyrovnání»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

— Pankrotimenetlus»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

— Υποχρεωτική εκκαθάριση από το Δικαστήριο (Compulsory winding up by the court)

— Εκκαθάριση με την εποπτεία του Δικαστηρίου (Winding up subject to the supervision of the court)

— Εκούσια εκκαθάριση από πιστωτές (με την επικύρωση του Δικαστηρίου) (Creditor's voluntary winding up (with confirmation by the court))

— Πτώχευση (Bankruptcy)

— Διαχείριση της περιουσίας προσώπων που απεβίωσαν αφερέγγυα (The administration of the estate of persons dying insolvent)

LATVIJA

— bankrots

— likvidācija

— sanācija

LIETUVA

— Likvidavimo procedūra»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYARORSZÁG

— Csődeljárás

— Felszámolási eljárás

MALTA

— Falliment

— Stralċ permezz tal-Qorti

— Stralċ volontarju tal-kredituri»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

— Postępowanie upadłościowe»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

— Stečajni postopek

— Skrajšani stečajni postopek

— Likvidacija pravne osebe pred sodiščem

SLOVENSKO

— Konkurzné konanie

— Nútené vyrovnanie

— Vyrovnanie.»

d) À l'annexe C, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«ČESKÁ REPUBLIKA

— Správce podstaty

— Předběžný správce

— Vyrovnací správce

— Zvláštní správce

— Zástupce správce»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

— Pankrotihaldur

— Ajutine pankrotihaldur

— Usaldusisik»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

— Εκκαθαριστής και Προσωρινός Εκκαθαριστής (Liquidator and Provisional liquidator)

— Επίσημος Παραλήπτης (Official Receiver)

— Διαχειριστής της Πτώχευσης (Trustee in bankruptcy)

— Εξεταστής (Examiner)

LATVIJA

— administrators

— tiesu izpildītājs

— likvidators

LIETUVA

— Įmonės administratorius

— Įmonės likvidatorius»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYARORSZÁG

— Vagyonfelügyelő

— Felszámoló

MALTA

— Kuratur tal-fallut

— Likwidatur

— Riċevitur uffiċjali»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

— Syndyk

— Nadzorca sądowy»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

— Poravnalni senat (senat treh sodnikov)

— Upravitelj prisilne poravnave

— Stečajni senat (senat treh sodnikov)

— Stečajni upravitelj

— Upniški odbor

— Likvidacijski senat (kot stečajni senat, če sodišče ne odloči drugače)

— Likvidacijski upravitelj (kot stečajni upravitelj, če sodišče ne odloči drugače)

SLOVENSKO

— Predbežný správca

— Konkurzný správca

— Vyrovnací správca

— Osobitný správca.»

2. 32000 R 1347: Règlement (CE) nº 1347/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (JO L 160 du 30.6.2000, p. 19), modifié par:

— 32002 R 1185: Règlement (CE) nº 1185/2002 de la Commission du 1.7.2002 (JO L 173 du 3.7.2002, p. 3).

a) Le texte ci-après est ajouté à l'article 40, paragraphe 3.

«c) accord entre le Saint-Siège et Malte sur la reconnaissance des effets civils sur les mariages conclus conformément aux règles du droit canon et sur les décisions des autorités et tribunaux ecclésiastiques concernant ces mariages, du 3 février 1993, avec le deuxième protocole additionnel du 6 janvier 1995.».

b) À l'article 40, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. En Espagne, en Italie et à Malte, la reconnaissance des décisions prévue au paragraphe 2 peut être soumise aux mêmes procédures et aux mêmes contrôles que ceux qui sont applicables aux décisions rendues par les juridictions ecclésiastiques conformément aux traités internationaux conclus avec le Saint-Siège et visés au paragraphe 3.».

c) À l'annexe I, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchèque, le "okresní soud" ou "soudní exekutor",»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie, le "maakohus" ou le "linnakohus",»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— à Chypre, le "Οικογενειακό Δικαστήριο",

— en Lettonie, le "bāriņtiesa" ou "pagasttiesa",

— en Lituanie, le "Lietuvos apeliacinis teismas",»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— en Hongrie, le "megyei bíróság székhelyén működő helyi bíróság" et, à Budapest, le "Budai Központi Kerületi Bíróság",

— à Malte, le "Prim' Awla tal-Qorti Ċivili" ou "il-Qorti tal-Maġistrati ta' Għawdex fil-ġurisdizzjoni superjuri tagħha",»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, le "Sąd Okręgowy",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, le "Okrajno sodišče",

— en Slovaquie, le "okresný súd".».

d) À l'annexe II, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchèque, le "okresní soud",»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie, le "ringkonnakohus",»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— à Chypre, le "Οικογενειακό Δικαστήριο",

— en Lettonie, le "apgabaltiesa",

— en Lituanie, le "Lietuvos Aukščiausiasis Teismas",»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— en Hongrie, le "megyei bíróság" et, à Budapest, le "Fővárosi Bíróság",

— à Malte, le "Qorti tal-Appell" conformément à la procédure prévue pour les appels dans le Kodiċi tal- Organizzazzjoni u Proċedura Ċivili – Kap. 12,»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, le "Sąd Apelacyjny",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, le "Višje sodišče",

— en Slovaquie, le "krajský súd",».

e) À l'annexe III, le premier tiret est remplacé par le texte suivant:

«— en Belgique, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, en Lettonie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation,».

f) Dans la même annexe, le texte ci-après est inséré immédiatement avant la mention relative à l'Allemagne.

«— en République tchèque, que d'un "dovolání" et d'un "aloba pro zmatečnost",»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à l'Irlande:

«— en Estonie, que d'un "kassatsioonkaebus",»

entre les mentions relatives à l'Irlande et à l'Autriche:

«— à Chypre, que d'un recours devant la Ανώτατο Δικαστήριο (cour suprême),

— en Lituanie, que d'une nouvelle procédure de jugement, uniquement dans les cas prévus par la loi,

— en Hongrie, que d'un "felülvizsgálati kérelem",»

Entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, que d'un recours en cassation devant le "Sąd Najwyższy",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, que d'une nouvelle procédure de jugement, uniquement dans les cas prévus par la loi.».

3. 32001 R 0044: Règlement (CE) nº 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (JO L 12 du 16.1.2001, p. 1), modifié par:

— 32002 R 1496: Règlement (CE) nº 1496/2002 de la Commission du 21.8.2002 (JO L 225 du 22.8.2002, p. 13).

a) L'article 65 est remplacé par le texte suivant:

«1. La compétence judiciaire prévue à l'article 6, point 2, et à l'article 11 pour la demande en garantie ou la demande en intervention ne peut être invoquée ni en Allemagne ni en Autriche ni en Hongrie. Toute personne domiciliée sur le territoire d'un autre État membre peut être appelée devant les tribunaux:

a) d'Allemagne, en application de l'article 68 et des articles 72 à 74 du Code de procédure civile (Zivilprozessordnung) concernant la litis denuntiatio;

b) d'Autriche, conformément à l'article 21 du Code de procédure civile (Zivilprozessordnung) concernant la litis denuntiatio;

c) de Hongrie, en vertu des articles 58 à 60 du Code de procédure civile (Polgári perrendtartás) concernant la litis denuntiatio.

2. Les décisions rendues dans les autres États membres en vertu de l'article 6, point 2, et de l'article 11 sont reconnues et exécutées en Allemagne, en Autriche et en Hongrie conformément au chapitre III. Les effets produits à l'égard des tiers, en application du paragraphe 1, par des jugements rendus dans ces États sont également reconnus dans les autres États membres.»

b) Le texte ci-après est ajouté à l'article 69.

«— la convention entre la République tchécoslovaque et le Portugal relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions de justice, signée à Lisbonne le 23 novembre 1927, toujours en vigueur entre la République tchèque et le Portugal,

— la convention entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la République d'Autriche relative à l'entraide judiciaire, signée à Vienne le 16 décembre 1954,

— la convention entre la République populaire de Pologne et la République populaire de Hongrie relative à l'entraide judiciaire en matière civile, familiale et pénale, signée à Budapest le 6 mars 1959,

— la convention entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et le Royaume de Grèce relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions, signée à Athènes le 18 juin 1959,

— la convention entre la République populaire de Pologne et la République fédérale socialiste de Yougoslavie relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signé à Varsovie le 6 février 1960, actuellement en vigueur entre la Pologne et la Slovénie,

— l'accord entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la République d'Autriche relatif à la reconnaissance et à l'exécution réciproques des décisions et sentences arbitrales en matière commerciale, signé à Belgrade le 18 mars 1960,

— l'accord entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et la République d'Autriche relatif à la reconnaissance et à l'exécution réciproques des décisions en matière d'obligations alimentaires, signé à Vienne le 10 octobre 1961,

— la convention entre la Pologne et l'Autriche relative aux relations mutuelles en matière civile et aux documents, signée à Vienne le 11 décembre 1963,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République fédérative socialiste de Yougoslavie relatif à l'établissement de relations judiciaires en matière civile, familiale et pénale, signé à Belgrade le 20 janvier 1964, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie,

— la convention entre la Pologne et la France relative au droit applicable, à la juridiction et à l'exécution des décisions dans le domaine du droit personnel et familial, conclue à Varsovie le 5 avril 1967,

— la convention entre le gouvernement de la Yougoslavie et le gouvernement de la France relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Paris le 18 mai 1971,

— la convention entre la République fédérative socialiste de Yougoslavie et le Royaume de Belgique relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière d'obligations alimentaires, signée à Belgrade le 12 décembre 1973,

— la convention entre la Hongrie et la Grèce relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signée à Budapest le 8 octobre 1979,

— la convention entre la Pologne et la Grèce relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signée à Athènes le 24 octobre 1979,

— la convention entre la Hongrie et la France relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition, signée à Budapest le 31 juillet 1980,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République hellénique relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signé à Athènes le 22 octobre 1980, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et la Grèce,

— la convention entre la République de Chypre et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signée à Nicosie le 30 novembre 1981,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République de Chypre relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signé à Nicosie le 23 avril 1982, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et Chypre,

— l'accord entre la République de Chypre et la République de Grèce relatif à la coopération judiciaire en matière civile, familiale, commerciale et pénale, signé à Nicosie le 5 mars 1984,

— le traité entre le gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque et le gouvernement de la République française relatif à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions, en matière civile, familiale et commerciale, signé à Paris le 10 mai 1984, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et la France,

— l'accord entre la République de Chypre et la République fédérative socialiste de Yougoslavie relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signé à Nicosie le 19 septembre 1984, actuellement en vigueur entre Chypre et la Slovénie,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République italienne relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, signé à Prague le 6 décembre 1985, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et l'Italie,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et le Royaume d'Espagne relatif à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile, signé à Madrid le 4 mai 1987, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et l'Espagne,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République populaire de Pologne relatif à l'entraide judiciaire et à l'établissement de relations judiciaires en matière civile, familiale, pénale et du travail, signé à Varsovie le 21 décembre 1987, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne,

— le traité entre la République socialiste tchécoslovaque et la République populaire de Hongrie relatif à l'entraide judiciaire et à l'établissement de relations judiciaires en matière civile, familiale et pénale, signé à Bratislava le 28 mars 1989, toujours en vigueur entre la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie,

— la convention entre la Pologne et l'Italie relative à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, signée à Varsovie le 28 avril 1989,

— le traité entre la République tchèque et la République slovaque relatif à l'assistance fournie par les instances judiciaires et à l'établissement de certaines relations judiciaires en matière civile et pénale, signé à Prague le 29 octobre 1992,

— l'accord entre la République de Lettonie, la République d'Estonie et la République de Lituanie relatif à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires, signé à Tallinn le 11 novembre 1992,

— l'accord entre la République de Pologne et la République de Lituanie relatif à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires en matière civile, familiale, pénale et du travail, signé à Varsovie le 26 janvier 1993,

— l'accord entre la République de Lettonie et la République de Pologne relatif à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires en matière civile, familiale, pénale et du travail, signé à Riga le 23 février 1994,

— l'accord entre la République de Chypre et la République de Pologne relatif à la coopération judiciaire en matière civile et pénale, signé à Nicosie le 14 novembre 1996,

— l'accord entre l'Estonie et la Pologne relatif à l'entraide judiciaire et l'établissement de relations judiciaires en matière civile, pénale et du travail, signé à Tallinn le 27 novembre 1998.».

c) À l'annexe I, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchčque: l'article 86 de la loi nº 99/1963 Coll., le Code de procédure civile (občanský soudní řád), tel que modifié,»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie: l'article 139, paragraphe 2, du Code de procédure civile (tsiviilkohtumenetluse seadustik),»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— à Chypre: la section 21(2) de la loi nº 14 de 1960 relative aux tribunaux, telle que modifiée,

— en Lettonie: les articles 7 à 25 de la loi civile (Civillikums),

— en Lituanie: l'article 31 du Code de procédure civile (Civilinis kodeksas),»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— en Hongrie: l'article 57 du décret-loi nº 13 de 1979 relatif au droit international privé (a nemzetközi magánjogról szóló 1979. évi 13. törvényerejű rendelet),

— à Malte: les articles 742, 743 et 744 du Code d'organisation et de procédure civile – Cap. 12 (Kodiċi ta' Organizzazzjoni u Proċedura Ċivili – Kap. 12) et l'article 549 du Code commercial – Cap. 13 (Kodiċi tal-kummerċ – Kap. 13),»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne: les articles 1103 et 1110 du Code de procédure civile (Kodeks postępowania cywilnego),»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie: l'article 48, paragraphe 2, et l'article 58 de la loi relative au droit international privé et aux procédures en la matière (Zakon o mednarodnem zasebnem pravu in postopku),

— en Slovaquie: sections 37, 39 (uniquement en ce qui concerne l'obligation alimentaire) et 46 de la loi nº 97/1963 Zb. relative au droit international privé et aux règles de procédure en la matière,».

d) À l'annexe II, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchèque, le "okresní soud" ou "soudní exekutor",»,

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie, le "maakohus" ou le "linnakohus",»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— à Chypre, le "Επαρχιακό Δικαστήριο" ou, dans le cas d'une décision en matière d'obligation alimentaire, le "Οικογενειακό Δικαστήριο",

— en Lettonie, le "rajona (pilsētas) tiesa",

— en Lituanie, le "Lietuvos apeliacinis teismas",»,

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— en Hongrie, le "megyei bíróság székhelyén működő helyi bíróság" et, à Budapest, le "Budai Központi Kerületi Bíróság",

— à Malte, le "Prim' Awla tal-Qorti Ċivili" ou "Qorti tal-Maġistrati ta' Għawdex fil-ġurisdizzjoni superjuri tagħha" ou, dans le cas d'une décision en matière d'obligation alimentaire, le "Reġistratur tal-Qorti" après transmission par le "Ministru responsabbli għall-Ġustizzja,"»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, le "Sąd Okręgowy",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, le "Okrajno sodišče";

— en Slovaquie, le "okresný súd" ou "exekútor",».

e) À l'annexe III, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchèque, le "okresní soud",»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie, le "ringkonnakohus",»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«— à Chypre, le "Επαρχιακό Δικαστήριο" ou, dans le cas d'une décision en matière d'obligation alimentaire, le "Οικογενειακό Δικαστήριο",

— en, Lettonie, le "Apgabaltiesa",

— en Lituanie, le "Lietuvos Aukščiausiasis Teismas",»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«— en Hongrie, le "megyei bíróság"; à Budapest, le "Fővárosi Bíróság",

— à Malte, le "Qorti ta' l-Appell" conformément à la procédure prévue pour les appels dans le "Kodiċi ta' Organizzazzjoni u Proċedura Ċivili – Kap. 12" ou, dans le cas d'une décision en matière d'obligation alimentaire, par le "ċitazzjoni" devant le "Prim' Awla tal-Qorti ċivili jew il-Qorti tal-Maġistrati ta' Għawdex fil-ġurisdizzjoni superjuri tagħha'",»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, le "Sąd Apelacyjny",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, le "Višje sodišče",

— en Slovaquie, "odvolanie" devant le "krajský súd"ou "námietka"auprès du "okresný súd"en cas d'exécution ordonnée par le "exekútor",».

f) À l'annexe IV, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne.

«— en République tchéque, un "dovolání" et un "žaloba pro zmatečnost",»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«— en Estonie, un "kassatsioonkaebus",»

entre les mentions relatives à l'Irlande et l'Autriche:

«— à Chypre, un recours devant la Cour suprême,

— en Lettonie, un recours devant le "Augstākā tiesa",

— en Lituanie, une nouvelle procédure de jugement, uniquement dans les cas prévus par la loi,

— en Hongrie, "felülvizsgálati kérelem",

— à Malte, aucun recours n'est possible devant une autre juridiction; dans le cas d'une décision en matière d'obligation alimentaire, le "Qorti ta' l-Appell" conformément à la procédure prévue pour les recours dans le "kodiċi ta' Organizzazzjoni u Procedura Ċivili – Kap. 12",»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«— en Pologne, un pourvoi en cassation auprès du "Sąd Najwyższy",»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«— en Slovénie, un nouveau jugement uniquement dans les cas prévus par la loi,

— en Slovaquie, "odvolanie" en cas d'exécution ordonnée par le "exekútor"devant le "Krajský súd",».

B. POLITIQUE EN MATIÈRE DE VISAS

1. 31995 R 1683: Règlement (CE) nº 1683/95 du Conseil du 29 mai 1995 établissant un modèle type de visa (JO L 164 du 14.7.1995, p. 1), modifié par:

— 32002 R 0334: Règlement (CE) nº 334/2002 du Conseil du 18 février 2002 (JO L 53 du 23.2.2002, p. 7).

À l'annexe, le point 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Le logo constitué d'une ou de plusieurs lettres indiquant l'État membre émetteur (ou "BNL" dans le cas des pays du Benelux, à savoir la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas) apparaît dans cet espace sous la forme d'une image latente. Ce logo apparaît en clair lorsqu'il est à plat et en foncé lorsqu'il subit une rotation de 90º. Les logos suivants sont utilisés: A pour l'Autriche, BNL pour le Benelux, CY pour Chypre, CZE pour la République tchèque, D pour l'Allemagne, DK pour le Danemark, E pour l'Espagne, EST pour l'Estonie, F pour la France, FIN pour la Finlande, GR pour la Grèce, H pour la Hongrie, I pour l'Italie, IRL pour l'Irlande, LT pour la Lituanie, LVA pour la Lettonie, M pour Malte, P pour le Portugal, PL pour la Pologne, S pour la Suède, SK pour la Slovaquie, SVN pour la Slovénie, UK pour le Royaume-Uni.».

2. 41999 D 0013: les versions définitives du Manuel commun et de l'Instruction consulaire commune (SCH/Com-ex (99) 13) (JO L 239 du 22.9.2000, p. 317), adoptées par la décision du Comité exécutif du 28 avril 1999 ont été modifiées depuis par les actes ci-après. Les versions révisées de l'Instruction consulaire commune et du Manuel commun contenant ces modifications et intégrant d'autres modifications apportées conformément aux dispositions des règlements (CE) nº 789/2001 et 790/2001 du Conseil du 24 avril 2001 (JO L 116 du 26.4.2001, p. 2 et 5) ont été publiées au JO C 313 du 16.12.2002, p. 1 et 97.

— 32001 D 0329: Décision 2001/329/CE du Conseil du 24.4.2001 (JO L 116 du 26.4.2001, p. 32),

— 32001 D 0420: Décision 2001/420/CE du Conseil du 28.5.2001 (JO L 150 du 6.6.2001, p. 47),

— 32001 R 0539: Règlement (CE) nº 539/2001 du Conseil du 15.3.2001 (JO L 81 du 21.3.2001, p. 1),

— 32001 R 1091: Règlement (CE) nº 1091/2001 du Conseil du 28.5.2001 (JO L 150 du 6.6.2001, p. 4),

— 32001 R 2414: Règlement (CE) nº 2414/2001 du Conseil du 7.12.2001 (JO L 327 du 12.12.2001, p. 1),

— 32002 D 0044: Décision 2002/44/CE du Conseil du 20.12.2001 (JO L 20 du 23.1.2002, p. 5),

— 32002 R 0334: Règlement (CE) nº 334/2002 du Conseil du 18.2.2002 (JO L 53 du 23.2.2002, p. 7),

— 32002 D 0352: Décision 2002/352/CE du Conseil du 25.4.2002 (JO L 123 du 9.5.2002, p. 47),

— 32002 D 0354: Décision 2002/354/CE du Conseil du 25.4.2002 (JO L 123 du 9.5.2002, p. 50),

— 32002 D 0585: Décision 2002/585/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 44),

— 32002 D 0586: Décision 2002/586/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 48),

— 32002 D 0587: Décision 2002/587/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 50).

Les adaptations ci-après sont apportées aux Instructions consulaires communes.

a) À l'annexe I, partie II, les mentions suivantes sont supprimées:

«CHYPRE»,

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE»,

«ESTONIE»,

«HONGRIE»,

«LITUANIE»,

«LETTONIE»,

«MALTE»,

«POLOGNE»,

«SLOVÉNIE»,

«SLOVAQUIE».

b) À l'annexe 2, l'inventaire A est remplacé par le texte suivant:

«Inventaire A

Pays dont les ressortissants ne sont pas soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs États Schengen lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais sont soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires

	BNL	CZ	DK	D	EE	EL	E	F	I	CY	LV	LT	HU	MT	A	PL	P	SI	SK	FIN	S	ISL	N
Albanie						DS			D				DS	D		DS		DS	DS					
Algérie									DS				D [1]						DS				
Angola																	DS						
Antigua et Barbuda						DS																	
Arménie													DS			D							
Azerbaïdjan													DS										
Bahamas															DS								
Barbade									DS						DS								
Belarus													DS										
Bénin									DS							DS							
Bosnie-et-Herzégovine						D							DS		D	D		DS					
Bolivie		DS																					
Botswana									DS														
Burkina Faso									DS														
Cambodge													DS										
Cap-Vert																	DS						
Tchad	D			DS																			
République populaire de Chine										DS		DS	DS			DS		DS					
Colombie		DS							DS				DS										
Côte d'Ivoire	DS							DS	DS						DS								
Cuba										DS			DS					DS					
Dominique									DS														
République dominicaine									DS														
Égypte		DS							DS									DS					
République fédérative de Yougoslavie						DS			DS									D	DS				
Fiji									DS														
Ancienne république yougoslave de Macédoine				D		DS		D	DS				DS		D			DS	DS				DS
Gabon								D															
Gambie									DS														
Ghana				DS																			
Guyane									DS														
Géorgie													DS										
Inde			DS	D																			
Iran										DS			D			D							
Jamaïque	DS			D																			
Kazakhstan													DS										
Kenya				D																			
Koweït									DS														
Kirghizstan													DS										

	BNL	CZ	DK	D	EE	EL	E	F	I	CY	LV	LT	HU	MT	A	PL	P	SI	SK	FIN	S	ISL	N
Laos		DS											DS			DS							
Lesotho									DS														
Malawi	DS			D																			
Maldives															DS								
Maroc	DS	DS		D		DS	D	D	DS				DS		DS	DS	DS		DS				DS
Mauritanie									DS														
Moldova										DS		D	DS										
Mongolie		DS											DS										
Mozambique																	DS						
Namibie				D																			
Niger									DS														
Pakistan	DS	DS	DS	D											DS				DS	DS		DS	DS
Pérou		DS		D		DS	DS	DS	DS				DS		DS	DS			D	DS			
Philippines		DS	DS	DS		DS	DS		DS				DS		DS	DS		DS		DS	DS		DS
Fédération de Russie										DS			DS										
São Tomé e Príncipe																	DS						
Sénégal	D			DS				D	DS						DS								
Seychelles													DS		D								
Afrique du Sud		DS		D		DS							DS		DS	DS	DS	DS				DS	DS
Swaziland									DS				D										
Tadjikistan													DS										
Thaïlande	DS	DS	DS	DS		DS			DS				DS		DS	DS				DS	DS		DS
Togo									DS														
Trinidad-et-Tobago															DS								
Tunisie	DS	DS		D		DS	D	D	DS				DS		DS	DS	DS						
Turquie	DS	DS	DS	DS	D	DS	DS	DS	DS		D	DS	DS		DS	DS	D	DS	DS	DS	DS	DS	DS
Turkménistan													DS										
Ouganda									DS														
Ukraine					D						D	DS											
Ouzbékistan													D										
Vietnam		D											DS										
Samoa occidental									DS														
Yemen		DS											D										
Zimbabwe						DS																	

([1]) Les titulaires de passeports diplomatiques qui sont en poste en Hongrie sont soumis à l'obligation de visa pour leur première entrée, mais en sont exemptés pour le reste de leur mission.
DS: Les titulaires de passeports diplomatiques et de service sont exemptés de l'obligation de visa.
D: Seuls les titulaires de passeports diplomatiques sont exemptés de l'obligation de visa.

»

c) À l'annexe 2, l'inventaire B est remplacé par le texte suivant:

«Inventaire B

Pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs États Schengen, lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais NE sont PAS soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires

	BNL	DK	D	EE	EL	E	F	I	A	P	SK	FIN	S	ISL	N
Australie											X (*)				
Chili				X											
Israël							X								
Mexique														X	
États-Unis d'Amérique					X	X (*)	X (*)								

(*) Dans le cas d'un voyage d'affaires officiel.

»

d) Dans la partie I de l'annexe 3, la note de bas de page 2 est remplacée par le texte suivant:

«Pour les pays du Benelux, la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, la France, la Hongrie et la Slovaquie:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.

Pour la Slovénie:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service

— le personnel navigant ressortissant d'une partie contractante à la convention de l'OACI de Chicago.»;

e) Dans la partie I de l'annexe 3, la note 3 est remplacée par le texte suivant:

«Pour l'Allemagne et Chypre:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.

Pour la Pologne:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique.»;

f) Dans la partie II de l'annexe 3, la liste est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE II

Liste commune des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation du visa aéroportuaire par certains États Schengen seulement, les titulaires de documents de voyage délivrés par ces pays tiers étant également soumis à cette obligation

	BNL (2)	CZ	DK	D	EE (4)	EL	E (3)	F (4)	I (5)	CY	LT	HU	A (1)	PL	P	FIN	S	ISL	N
Albanie								X											
Angola	X			X	X	X	X	X											
Cameroun												X							
Congo												X							
Côte d'Ivoire					X		X												

	BNL (2)	CZ	DK	D	EE (4)	EL	E (3)	F (4)	I (5)	CY	LT	HU	A (1)	PL	P	FIN	S	ISL	N
Cuba							X												
Égypte								X (7)											
Gambie				X															
Guinée	X							X				X							
Guinée-Bissau							X												
Haïti					X			X											
Inde			X (8)	X (6)		X	X	X (6)						X					
Indonésie															X				
Jordanie				X															
Liban				X	X			X (7)				X							
Liberia					X		X	X				X	X		X				
Libye					X			X											
Mali					X		X												
Mariannes du Nord												X							
Philippines												X							
Rwanda												X							
Sénégal					X				X			X			X				
Sierra Leone					X		X	X				X							
Soudan	X			X	X	X		X				X		X					
Syrie	X	X (4)		X	X	X		X (9)				X							
Togo					X		X												
Turquie				X (6)		X				X				X					
Vietnam														X					

(1) Les ressortissants de pays tiers soumis à une obligation de visa n'ont pas besoin de visa de transit aéroportuaire (VTA) pour transiter par un aéroport autrichien dans la mesure où ils sont en possession de l'un des documents suivants, qui soit valide pour la durée du transit:
— un titre de séjour délivré par Andorre, le Japon, le Canada, Monaco, Saint-Marin, la Suisse, le Vatican ou les États-Unis garantissant un droit de retour;
— un visa ou un titre de séjour délivré par un État Schengen pour lequel l'accord d'adhésion est entré en vigueur;
— un titre de séjour délivré par un État membre de l'EEE.

(2) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un titre de séjour en cours de validité dans un des pays de l'EEE, aux États-Unis ou au Canada. Les titulaires d'un passeport diplomatique, de service ou spécial en sont également dispensés.

(3) Les titulaires d'un passeport diplomatique, officiel ou de service ne sont pas soumis à l'obligation de VTA. Il en va de même en ce qui concerne les titulaires d'un passeport ordinaire résidant dans un État membre de l'EEE, aux États-Unis ou au Canada, ou en possession d'un visa d'entrée en cours de validité pour un de ces pays.

(4) Sont dispensés du VTA:
— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service;
— les titulaires d'un des titres de séjour énumérés dans la partie III;
— les membres de l'équipage de conduite ressortissants d'une partie contractante à la convention de Chicago.

(5) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un titre de séjour en cours de validité pour les États membres de l'EEE, le Canada ou les États-Unis.

(6) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un visa ou d'un titre de séjour en cours de validité pour un État membre de l'UE ou un État partie à l'accord du 2 mai 1992 sur l'Espace économique européen, le Canada, la Suisse ou les États-Unis.

(7) Uniquement pour les titulaires du document de voyage pour les réfugiés palestiniens.

(8) Les ressortissants Indes ne sont pas soumis à l'obligation de VTA s'ils sont titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.
Les ressortissants Indes ne sont en outre pas soumis à l'obligation de VTA s'ils sont en possession d'un visa ou d'un titre de séjour en cours de validité pour un pays de l'UE ou de l'EEE, pour le Canada, la Suisse ou les États-Unis. Par ailleurs, les ressortissants Indes ne sont pas soumis à l'obligation de VTA s'ils sont munis d'un titre de séjour en cours de validité pour Andorre, le Japon, Monaco ou Saint-Marin et qu'ils sont en possession d'un permis de réadmission dans leur pays de résidence valable trois mois après leur séjour en transit aéroportuaire.
Il convient de signaler que l'exception concernant les ressortissants Indes en possession d'un titre de séjour en cours de validité pour Andorre, le Japon, Monaco ou Saint-Marin entre en vigueur à la date d'intégration du Danemark dans la coopération Schengen, soit le 25 mars 2001.

(9) Également pour les titulaires du document de voyage pour les réfugiés palestiniens.

»

g) À l'annexe 7, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Les montants de référence sont fixés par la loi nº 326/1999 Sb. sur le séjour des ressortissants étrangers sur le territoire de la République tchèque et des modifications de certaines lois.

Aux termes de la section 5 de la loi relative au séjour des ressortissants étrangers sur le territoire de la République tchèque, sur demande de la police, un ressortissant étranger est tenu de produire un document confirmant qu'il dispose de moyens pour son séjour sur le territoire (section 13) ou une invitation certifiée qui ne date pas de plus de 90 jours à compter de la date de sa certification par la police (sections 15 et 180).

La section 13 prévoit ce qui suit:

"Moyens couvrant le séjour sur le territoire

1) à moins qu'il n'en soit disposé autrement ci-dessous, le ressortissant étranger est tenu de produire les éléments suivants pour prouver qu'il dispose de moyens pour son séjour sur le territoire:

   a) une somme d'argent s'élevant au moins à:

      — 0,5 fois le minimum vital prévu par une disposition législative spéciale, nécessaire pour couvrir la subsistance et d'autres besoins personnels de base (dénommé ci-après le 'minimum vital pour les besoins personnels') par jour si la durée totale du séjour ne dépasse pas 30 jours,

      — 15 fois le minimum vital pour les besoins personnels s'il est prévu que le séjour sur le territoire dépassera 30 jours, cette somme devant être augmentée pour doubler le minimum vital pour chaque mois entier de séjour prévu sur le territoire,

      — 50 fois le minimum vital pour les besoins personnels en cas de séjour aux fins d'une activité professionnelle, dont la durée totale dépassera 90 jours, ou

      — un document confirmant le paiement de services liés au séjour de l'étranger sur le territoire ou un document confirmant que des services seront fournis gratuitement.

2) Au lieu des sommes visées au point 1, la disponibilité de moyens pour le séjour sur le territoire peut être prouvée par les éléments suivants:

   a) un document bancaire établi au nom de l'étranger et confirmant que ce dernier peut disposer de ressources d'un montant équivalent à celui visé au point 1 durant son séjour en République tchèque, ou

   b) un autre document certifiant que des ressources sont disponibles, par exemple une carte de crédit internationalement reconnue.

3) Un étranger qui veut étudier sur le territoire peut, pour prouver qu'il dispose de ressources pour son séjour, produire un document par lequel une autorité publique ou une entité juridique s'engage à couvrir le séjour de l'étranger en procurant des ressources équivalentes au minimum vital pour les besoins personnels pour un mois de séjour prévu, ou un document confirmant que tous les coûts liées aux études et au séjour seront pris en charge par l'organisation (école) hôte. Si la somme mentionnée dans l'engagement n'atteint pas ce montant, l'étranger est tenu de produire un document prouvant qu'il possède des ressources équivalentes à la différence entre le minimum vital pour les besoins personnels et le montant de l'engagement pour la période du séjour prévu, ces ressources ne devant toutefois pas dépasser six fois le minimum vital pour les besoins personnels. Le document relatif à l'existence de moyens de subsistance pour le séjour peut être remplacé par une décision ou un accord sur l'attribution d'une subvention acquise en vertu d'un traité international auquel la République tchèque est tenue.

4) Un étranger qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans est tenu de prouver qu'il dispose pour son séjour conformément au point 1 de ressources équivalentes à la moitié du montant."

et la Section 15 prévoit ce qui suit:

"Invitation

Dans une invitation, la personne invitant un étranger doit s'engager à couvrir les coûts:

a) liés à l'entretien de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire,

b) liés au logement de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire,

c) liés aux soins de santé de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire, ainsi qu'au transfert de l'étranger s'il est malade ou de sa dépouille en cas de décès,

d) encourus par la police du fait du séjour de l'étranger sur le territoire et de son départ en cas d'expulsion administrative."»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Selon le droit estonien, les ressortissants étrangers arrivant en Estonie sans lettre d'invitation doivent, à la demande d'un agent chargé des contrôles aux frontières, lorsqu'ils entrent dans le pays, fournir la preuve qu'ils disposent de moyens financiers suffisants pour couvrir le coût de leur séjour en Estonie et de leur départ du pays. Par moyens financiers suffisants par jour autorisé, on entend 0,2 fois le salaire mensuel minimum appliqué par le gouvernement de la République.

Dans le cas contraire, l'hôte assume la responsabilité des coûts du séjour de l'étranger et de son départ d'Estonie.»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Aux termes du règlement relatif aux étrangers et à l'immigration (règlement (9(2)(B)), l'entrée d'étrangers pour un séjour temporaire dans la République est laissée à l'appréciation des fonctionnaires chargés de l'immigration aux frontières, qui exercent leur pouvoir conformément aux instructions générales ou spécifiques du ministre de l'Intérieur ou aux dispositions du règlement précité. Les fonctionnaires de l'immigration aux frontières décident de l'admission d'un étranger au cas par cas, en tenant compte du but et de la durée du séjour, des éventuelles réservations d'hôtel ou de l'accueil par des personnes résidant normalement à Chypre.

LETTONIE

L'article 81 du règlement nº 131 du cabinet des ministres du 6 avril 1999, modifié par le règlement nº 124 du cabinet des ministres du 19 mars 2002, prévoit que, sur demande d'un agent chargé des contrôles aux frontières, un étranger ou apatride doit présenter les documents visés aux points 67.2.2 et 67.2.8 dudit décret:

"67.2.2. un billet de réservation dans une station climatique ou un titre de voyage confirmé conformément aux dispositions réglementaires de la République de Lettonie, ou un programme touristique élaboré selon un modèle spécifique et délivré par l'Alliance internationale de tourisme (AIT);

67.2.8. pour l'obtention d'un visa à entrée unique:

67.2.8.1. des chèques de voyage dans la monnaie convertible ou du liquide en LVL ou dans une monnaie convertible correspondant à 60 LVL par jour; si la personne présente des documents attestant que le logement dans un lieu certifié a déjà été payé pour toute la durée du séjour, des traveller's chèques dans la monnaie convertible ou du liquide en LVL ou dans une monnaie convertible correspondant à 25 LVL par jour;

67.2.8.2. un document attestant une réservation dans un logement certifié;

67.2.8.3. un billet aller-retour à dates fixes."

LITUANIE

Conformément à l'article 7, paragraphe 1, de la loi lituanienne relative au statut légal des étrangers, un étranger ne peut être admis en République de Lituanie s'il ne peut prouver qu'il a suffisamment de moyens pour couvrir son séjour dans le pays, pour payer un billet de retour vers son pays ou pour se rendre dans un autre pays où il a le droit d'entrer.

Aucun montant de référence n'est cependant prévu en la matière. Les décisions sont prises au cas par cas en fonction du but, du type et de la durée du séjour.»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Un montant de référence est prévu dans la législation relative aux étrangers: le décret nº 25/2001 (XI. 21.) du ministre de l'intérieur prévoit actuellement qu'une somme minimale de 1 000 HUF est requise à chaque entrée.

Selon l'article 5 de la loi relative aux étrangers (loi XXXIX de 2001 relative à l'entrée et au séjour des étrangers), les moyens de subsistance requis à chaque entrée et séjour peuvent être attestés par la présentation:

— de devises hongroises ou étrangères ou d'autres moyens de paiement (chèques, carte de crédit, etc.),

— d'une lettre d'invitation valide émanant d'un ressortissant hongrois, d'un étranger titulaire d'un permis de séjour ou d'un permis d'établissement ou d'une entité juridique, si l'hôte déclare couvrir les coûts de logement ou d'hébergement de l'étranger, ses frais de soins de santé et son retour (rapatriement). L'accord officiel de l'autorité compétente en matière d'étrangers doit être jointe à la lettre d'invitation,

— de la confirmation d'une réservation de logement ou d'hébergement payée à l'avance par l'intermédiaire d'une agence de voyage (voucher),

— de toute autre preuve crédible.

MALTE

Il est généralement veillé à ce que les personnes entrant à Malte disposent d'un montant minimum de 20 MTL (48 EUR) par jour pendant la durée de leur visite.»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Les montants requis pour franchir les frontières sont déterminés par le décret du ministre de l'intérieur et de l'administration du 20 juin 2002 relatif au montant des ressources destinées à couvrir les dépenses liées à l'entrée, au transit, au séjour et au départ d'étrangers franchissant la frontière de la République de Pologne et aux conditions régissant la présentation de documents prouvant la possession de ces ressources (Dz.U. 2002, Nr 91, poz. 815).

Les montants indiqués dans le décret précité sont:

— 100 PLN par journée de séjour pour les personnes de plus de 16 ans, le total ne pouvant être inférieur à 500 PLN,

— 50 PLN par journée de séjour pour les personnes de moins de 16 ans, le total ne pouvant être inférieur à 300 PLN,

— 20 PLN par journée de séjour, le total ne pouvant être inférieur à 100 PLN, pour les personnes participant à des excursions touristiques, à des camps de jeunes, à des compétitions sportives ou dont les frais de séjour en Pologne sont couverts ou arrivant en Pologne pour se faire soigner dans un sanatorium,

— 300 PLN pour les personnes de plus de 16 ans dont le séjour en Pologne ne dépasse pas trois jours (y compris le transit),

— 150 PLN pour les personnes de moins de 16 ans dont le séjour en Pologne ne dépasse pas trois jours (y compris le transit),»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

70 EUR par personne et par journée de séjour prévue.

SLOVAQUIE

Aux termes de l'article 4, paragraphe 2c, de la loi nº 48/2002 Z. z. relative au séjour des étrangers, un étranger est tenu, sur demande, de prouver qu'il dispose pour le séjour d'une somme d'argent, dans une devise convertible, représentant au moins la moitié du salaire minimum prévu par la loi nº 90/1996 Z. z. relative au revenu minimum, telle que modifiée, et ce pour chaque journée de son séjour; un étranger de moins de 16 ans est tenu de prouver qu'il dispose pour le séjour d'une somme d'argent représentant la moitié du salaire minimum.».

h) À l'annexe de l'annexe 8, le point 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Le logo constitué d'une ou de plusieurs lettres indiquant l'État membre émetteur (ou "BNL" dans le cas des pays du Benelux, à savoir la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas) apparaît dans cet espace sous la forme d'une image latente. Ce logo apparaît en clair lorsqu'il est à plat et en foncé lorsqu'il subit une rotation de 90º. Les logos suivants sont utilisés: A pour l'Autriche, BNL pour le Benelux, CY pour Chypre, CZE pour la République tchèque, D pour l'Allemagne, DK pour le Danemark, E pour l'Espagne, EST pour l'Estonie, F pour la France, FIN pour la Finlande, GR pour la Grèce, H pour la Hongrie, I pour l'Italie, IRL pour l'Irlande, LT pour la Lituanie, LVA pour la Lettonie, M pour Malte, P pour le Portugal, PL pour la Pologne, S pour la Suède, SK pour la Slovaquie, SVN pour la Slovénie, UK pour le Royaume-Uni.».

2. 32001 R 0539: Règlement (CE) nº 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation (JO L 81 du 21.3.2001, p. 1), modifié par:

— 32001 R 2414: Règlement (CE) nº 2414/2001 du Conseil du 7.12.2001 (JO L 327 du 12.12.2001, p. 1).

À l'annexe II, point 1, les mentions ci-après sont supprimées.

«Chypre»,

«République tchèque»,

«Estonie»,

«Hongrie»,

«Lettonie»,

«Lituanie»,

«Malte»,

«Pologne»,

«Slovaquie»,

«Slovénie».

C. FRONTIÈRES EXTÉRIEURES

1. 41998 D 0059: Décision du Comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant une intervention coordonnée de conseillers en matière de documents (SCH/Com-ex (98) 59 rev.) (JO L 239 du 22.9.2000, p. 308).

Dans le document annexé SCH/I-front (98) 184 rev 3, la liste «I. Sélection des lieux d'intervention qui, d'après l'appréciation actuelle, entrent en ligne de compte pour le détachement de conseillers en matière de documents »est remplacée par le texte suivant:

«Au regard de la situation actuelle, les endroits dotés de représentations consulaires et/ou de bureaux de compagnies aériennes et maritimes entrent, en principe, en ligne de compte pour le détachement de conseillers en matière de documents (cette liste sera mise à jour en cas de nécessité):

— Abidjan (Côte d'Ivoire)
Compagnies aériennes
Représentations: France, Portugal

— Abou Dhabi (Émirats arabes unis)
Important aéroport de transit pour les vols vers l'Europe, de sorte que les mesures de conseil et de formation devraient viser en priorité les compagnies aériennes

— Accra (Ghana)
Compagnies aériennes

— Ankara (Turquie)
Compagnies aériennes

— Bamako (Mali)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Bangkok (Thaïlande)
Compagnies aériennes

— Beyrouth (Liban)
Compagnies aériennes
Compagnies maritimes
Représentations: Chypre

— Bissau (Guinée-Bissau)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Brazzaville (Congo)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Le Caire (Égypte)
Compagnies aériennes
Compagnies maritimes
Représentations: Chypre

— Casablanca (Maroc)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Colombo (Sri Lanka)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Dacca (Bangladesh)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Dakar (Sénégal)
Compagnies aériennes
Représentations: France, Portugal, Espagne

— Damas (Syrie)
Compagnies aériennes
Représentations: Chypre

— Douala (Cameroun)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Dubaï (Émirats arabes unis)
Important aéroport de transit pour les vols vers l'Europe, de sorte que les mesures de conseil et de formation devraient viser en priorité les compagnies aériennes

— Haïti
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Hô Chi Minh-Ville (Viêt Nam)
Compagnie aériennes
Représentations: France

— Hong Kong
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Islamabad (Pakistan)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Istanbul (Turquie)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Karachi (Pakistan)
Compagnies aériennes
Représentations: Allemagne (mesures intensives de conseil et de formation souhaitées)

— Kiev (Ukraine)
Représentations: Portugal

— Koweït
Compagnies aériennes

— Lagos (Nigeria)
Compagnies aériennes
Représentations: Allemagne, France, Espagne

— Lima (Pérou)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Luanda (Angola)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Macao
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Malabo (Guinée équatoriale)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Maputo (Mozambique)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Moscou (Russie)
Compagnies aériennes

— Nador (Maroc):
Représentations: Espagne

— Nairobi (Kenya)
Compagnies aériennes
Représentations: Allemagne, France

— Pékin (Chine)
Compagnies aériennes
Représentations: France, Espagne

— Praia (Cap-Vert)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Rabat (Maroc)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Rio de Janeiro (Brésil)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— São Tomé (São Tomé e Príncipe)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Sal (Cap-Vert)
Compagnies aériennes
Représentations: Portugal

— Sanaa (Yémen)
Compagnies aériennes

— Saint-Domingue (République dominicaine)
Compagnies aériennes
Représentations: Espagne

— Shanghai (Chine)
Compagnies aériennes
Représentations: France

— Skopje (ancienne République yougoslave de Macédoine)
Compagnies aériennes

— Tanger (Maroc)
Compagnies aériennes
Compagnies maritimes
Représentations: Espagne

— Tétouan (Maroc)
Représentations: Espagne

— Tirana (Albanie)
Compagnies aériennes

— Tunis (Tunisie)
Compagnies aériennes

— Yaoundé (Cameroun)
Compagnies aériennes
Représentations: France».

2. 41999 D 0013: Les versions définitives du Manuel commun et de l'Instruction consulaire commune [SCH/Com-ex (99) 13] (JO L 239 du 22.9.2000, p. 317), adoptées par la décision du Comité exécutif du 28 avril 1999 ont été modifiées depuis par les actes ci-après. Les versions révisées de l'Instruction consulaire commune et du Manuel commun contenant ces modifications et intégrant d'autres modifications apportées conformément aux dispositions des règlements (CE) n^{os} 789/2001 et 790/2001 du Conseil du 24 avril 2001 (JO L 116 du 26.4.2001, p. 2 et 5) ont été publiées dans le JO C 313 du 16.12.2002, p. 1 et 97.

— 32001 D 0329: Décision 2001/329/CE du Conseil du 24.4.2001 (JO L 116 du 26.4.2001, p. 32),

— 32001 D 0420: Décision 2001/420/CE du Conseil du 28.5.2001 (JO L 150 du 6.6.2001, p. 47),

— 32001 R 0539: Règlement (CE) n^{o} 539/2001 du Conseil du 15.3.2001 (JO L 81 du 21.3.2001, p. 1),

— 32001 R 1091: Règlement (CE) n^{o} 1091/2001 du Conseil du 28.5.2001 (JO L 150 du 6.6.2001, p. 4),

— 32001 R 2414: Règlement (CE) n^{o} 2414/2001 du Conseil du 7.12.2001 (JO L 327 du 12.12.2001, p. 1),

— 32002 D 0044: Décision 2002/44/CE du Conseil du 20.12.2001 (JO L 20 du 23.1.2002, p. 5),

— 32002 R 0334: Règlement (CE) n^{o} 334/2002 du Conseil du 18.2.2002 (JO L 53 du 23.2.2002, p. 7),

— 32002 D 0352: Décision 2002/352/CE du Conseil du 25.4.2002 (JO L 123 du 9.5.2002, p. 47),

— 32002 D 0354: Décision 2002/354/CE du Conseil du 25.4.2002 (JO L 123 du 9.5.2002, p. 50),

— 32002 D 0585: Décision 2002/585/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 44),

— 32002 D 0586: Décision 2002/586/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 48),

— 32002 D 0587: Décision 2002/587/CE du Conseil du 12.7.2002 (JO L 187 du 16.7.2002, p. 50).

Les adaptations suivantes sont apportées au Manuel commun:

a) Au point 1.1.1 de la partie II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives au Royaume de Belgique et au Royaume de Danemark:

«— pour la République tchèque: l'Office des étrangers et la police des frontières sont chargés de contrôler les personnes aux points de franchissement de la frontière, à la frontière "verte" et aux aéroports internationaux. Des bureaux des douanes correspondants sont chargés du contrôle des marchandises»;

et entre les mentions relatives à la République fédérale d'Allemagne et la République hellénique:

«— pour la République d'Estonie: l'office des gardes-frontières (Piirivalveamet) et l'office des douanes (Tolliamet)»;

et entre les mentions relatives à la République italienne et au Grand-Duché de Luxembourg:

«— pour la République de Chypre: Αστυνομία Κύπρου (police chypriote), Τμήμα Τελωνείων (administration des douanes et accises);

— pour la République de Lettonie: Valsts robežsardze (gardes-frontières), Muita (douanes), Sanitārā robežinspekcija (inspection sanitaire à la frontière);

— pour la République de Lituanie: le service des gardes-frontières et le ministère de l'Intérieur»;

et entre les mentions relatives au Grand-Duché de Luxembourg et au Royaume des Pays-Bas:

«— pour la République de Hongrie: les gardes-frontières;

— pour la République de Malte: la police de l'immigration et l'administration des douanes»;

et entre les mentions relatives au Royaume des Pays-Bas et à la République portugaise:

«— pour la République de Pologne: les gardes-frontières»;

et entre les mentions relatives à la République portugaise et la Finlande:

«— pour la République de Slovénie: la police et les douanes, ces dernières uniquement aux points de franchissement avec la République d'Italie et la République d'Autriche;

— pour la République slovaque: la police des frontières et les douanes».

b) Au point 2.1.5 de la partie II, deuxième tiret, la mention suivante est supprimée:

«Malte»

c) Au point 6.3.1 de la partie II, le deuxième tiret du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«— les titulaires d'un titre de voyage pour réfugiés délivré par le Danemark, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède ou la Suisse sont dispensés de visa pour entrer sur le territoire du Royaume de Belgique, de la République tchèque, de la République fédérale d'Allemagne, de la République d'Estonie, du Royaume d'Espagne, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, du Royaume des Pays-Bas, de la République de Pologne, de la République portugaise, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

Les titulaires d'un tel titre de voyage sont soumis à l'obligation de visa pour entrer sur le territoire de la République hellénique et de la République française;

— en outre, pour l'entrée en République tchèque, les titulaires d'un document de voyage pour réfugiés délivré par la Belgique, la Finlande, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne et la Roumanie sont exempts de l'obligation de visa.»

d) À l'annexe 1, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – POLOGNE

Frontières terrestres

1. Bartultovice – Trzebina
2. Bílý Potok – Paczków
3. Bohumín – Chałupki
4. Bohumín – Chałupki (chemin de fer)
5. Bukovec – Jasnowice
6. Český Těšín – Cieszyn
7. Český Těšín – Cieszyn (chemin de fer)
8. Chotěbuz – Cieszyn
9. Dolní Lipka – Boboszów
10. Dolní Marklovice – Marklowice Górne
11. Frýdlant v Čechách – Zawidów (chemin de fer)
12. Habartice – Zawidów
13. Harrachov – Jakuszyce
14. Horní Lištná – Leszna Górna
15. Hrádek nad Nisou – Porajów
16. Královec – Lubawka
17. Královec – Lubawka (chemin de fer)
18. Krnov – Pietrowice
19. Kunratice – Bogatynia
20. Lichkov – Międzylesie (chemin de fer)
21. Meziměstí – Mieroszów (chemin de fer)
22. Mikulovice – Głuchołazy
23. Mikulovice – Głuchołazy (chemin de fer)
24. Náchod – Kudowa Słone
25. Nové Město p. Smrkem – Czerniawa Zdrój
26. Osoblaha – Pomorzowiczki
27. Otovice – Tłumaczów
28. Petrovice u Karviné – Zebrzydowice (chemin de fer)
29. Pomezní Boudy – Przełęcz Okraj
30. Srbská – Miloszów
31. Starostín – Golińsk
32. Sudice – Pietraszyn
33. Závada – Golkowice
34. Zlaté Hory – Konradów

Trafic frontalier local (*) et points de franchissement pour les touristes (**)

1. Andělka – Lutogniewice **
2. Bartošovice v Orlických horách – Niemojów */**
3. Bernartice – Dziewiętlice *
4. Beskydek – Beskidek *
5. Bílá Voda – Złoty Stok *
6. Božanov – Radków **
7. Česká Čermná – Brzozowice **
8. Chomýž – Chomiąża *
9. Chuchelná – Borucin *
10. Chuchelná – Krzanowice *
11. Harrachov – Polana Jakuszycka **
12. Hať – Rudyszwałd *
13. Hať – Tworków *
14. Hněvošice – Ściborzyce Wielkie *
15. Horní Morava – Jodłów **
16. Hrčava – Jaworzynka */**
17. Janovičky – Głuszyca Górna **
18. Karviná Ráj II – Kaczyce Górne *
19. Kojkovice – Puńców (*)
20. Kopytov – Olza *
21. Linhartovy – Lenarcice *
22. Luční bouda – Równia pod Śnieżką **
23. Luční bouda – Śląski Dom **
24. Machovská Lhota – Ostra Góra **
25. Malá Čermná – Czermna *
26. Malý Stožek – Stożek *
27. Masarykova chata – Zieleniec **
28. Mladkov (Petrovičky) – Kamieńczyk **
29. Nýdek – Wielka Czantorja **
30. Olešnice v Orlických horách (Čihalka) – Duszniki Zdrój **
31. Opava – Pilszcz *
32. Orlické Záhoří – Mostowice *
33. Petříkovice – Okreszyn **
34. Píšť – Bolesław *
35. Píšť – Owsiszcze *
36. Rohov – Ściborzyce Wielkie *
37. Šilheřovice – Chałupki *
38. Smrk – Stóg Izerski **
39. Soví sedlo (Jelenka) – Sowia Przełęcz **
40. Špindleruv mlýn – Przesieka **
41. Staré Město – Nowa Morawa (*)/(**)
42. Strahovice – Krzanowice *
43. Travná – Lutynia */**
44. Třebom – Gródczanki (*)
45. Třebom – Kietrz *
46. Úvalno – Branice *
47. Vávrovice – Wiechowice *
48. Velké Kunětice –Sławniowice *
49. Velký Stožec – Stożek **
50. Věřňovice – Gorzyczki *
51. Věřňovice – Łaziska *
52. Vidnava – Kałków *
53. Vosecká bouda (Tvarožník) – Szrenica (**)
54. Vrchol Kralického Sněžníku – Snieznik **
55. Žacléř – Niedomirów **

56. Zdoňov – Łączna **
57. Zlaté Hory – Jarnołtówek **

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – SLOVAQUIE

Frontières terrestres

1. Bílá – Klokočov
2. Bílá-Bumbálka – Makov
3. Břeclav (autoroute) – Brodské (autoroute)
4. Březová – Nová Bošáca
5. Brumov-Bylnice – Horné Srnie
6. Hodonín – Holíč
7. Hodonín – Holíč (chemin de fer)
8. Horní Lideč – Lúky pod Makytou (chemin de fer)
9. Lanžhot – Brodské
10. Lanžhot – Kúty (chemin de fer)
11. Mosty u Jablunkova – Čadca (chemin de fer)
12. Mosty u Jablunkova – Svrčinovec
13. Nedašova Lhota – Červený Kameň
14. Šance – Čadca-Milošová
15. Starý Hrozenkov – Drietoma
16. Strání – Moravské Lieskové
17. Střelná – Lysá pod Makytou
18. Sudoměřice – Skalica
19. Sudoměřice – Skalica (chemin de fer)
20. Velká nad Veličkou – Vrbovce (chemin de fer)
21. Velká nad Veličkou – Vrbovce
22. Velké Karlovice – Makov
23. Vlárský průsmyk – Horné Srnie (chemin de fer)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – AUTRICHE

Frontières terrestres

1. Břeclav – Hohenau (chemin de fer)
2. České Velenice – Gmünd
3. České Velenice – Gmünd (chemin de fer)
4. České Velenice – Gmünd 2
5. Chlum u Třeboně – Schlag
6. Čížov – Hardegg
7. Dolní Dvořiště – Wullowitz
8. Halámky – Gmünd-Neu-Nagelberg
9. Hatě – Kleinhaugsdorf
10. Hevlín – Laa an der Thaaya
11. Hnanice – Mitterretzbach
12. Horní Dvořiště – Summerau (chemin de fer)
13. Ježová – Iglbach
14. Koranda – St. Oswald
15. Mikulov – Drasenhofen
16. Nová Bystřice – Grametten
17. Nové Hrady – Pyhrabruck
18. Plešné jezero – Plöckensteinersee
19. Poštorná – Reinthal
20. Přední Výtoň – Guglwald
21. Šatov – Retz (chemin de fer)
22. Slavonice – Fratres
23. Studánky – Weigetschlag
24. Valtice – Schrattenberg
25. Vratěnín – Oberthürnau
26. Zadní Zvonková – Schöneben

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – ALLEMAGNE

Frontières terrestres

1. Aš – Selb
2. Aš – Selb- Plössberg (chemin de fer)
3. Boží Dar – Oberwiesenthal
4. Broumov – Mähring
5. Česká Kubice – Furth im Wald (chemin de fer)
6. Cheb – Schirnding (chemin de fer)
7. Cínovec – Altenberg
8. Cínovec – Zinnwald
9. Děčín – Bad Schandau (chemin de fer)
10. Dolní Poustevna – Sebnitz
11. Doubrava – Bad Elster
12. Folmava – Furth im Wald
13. Hora sv. Šebestiána – Reitzenhain
14. Hrádek nad Nisou – Zittau (chemin de fer)
15. Hřensko – Schmilka
16. Hřensko – Schöna (fleuve)
17. Jiříkov – Neugersdorf
18. Kraslice – Klingenthal
19. Kraslice / Hraničná – Klingenthal (chemin de fer)
20. Lísková – Waldmünchen
21. Mníšek – Deutscheinsiedel
22. Moldava – Neurehefeld
23. Pavlův Studenec – Bärnau
24. Pomezí nad Ohří – Schirnding
25. Potůčky – Johanngeorgenstadt (chemin de fer)
26. Potůčky – Johanngeorgenstadt
27. Petrovice – Bahratal
28. Rozvadov – Waidhaus
29. Rozvadov – Waidhaus (autoroute)
30. Rumburk – Ebersbach – Habrachtice (chemin de fer)
31. Rumburk – Neugersdorf
32. Rumburk – Seifhennersdorf
33. Stožec – Haidmühle
34. Strážný – Philippsreuth
35. Svatá Kateřina – Neukirchen b. Hl. Blut
36. Svatý Kříž – Waldsassen
37. Varnsdorf – Seifhennersdorf
38. Vejprty – Bärenstein
39. Vejprty – Bärenstein (chemin de fer)
40. Vojtanov – Bad Brambach (chemin de fer)
41. Vojtanov – Schönberg

42. Všeruby – Eschlkam
43. Železná – Eslarn
44. Železná Ruda – Bayerisch Eisenstein
45. Železná Ruda – Bayerisch Eisenstein (chemin de fer)

Points de franchissement pour les touristes

1. Brandov – Olbernhau (Grünthal)
2. Branka – Hermannsreuth
3. Bublava – Klingenthal/Aschberg
4. Bučina – Finsterau
5. Čerchov – Lehmgrubenweg
6. Černý Potok – Jöhstadt
7. České Žleby – Bischofsreut (Marchhäuser)
8. Český Jiřetín – Deutschgeorgenthal
9. Debrník – Ferdinandsthal
10. Dolní Podluží – Waltersdorf (Herrenwalde)
11. Dolní Světlá – Jonsdorf
12. Dolní Světlá – Waltersdorf
13. Dolní Žleb – Elbradweg Schöna
14. Fleky – Hofberg
15. Fojtovice – Fürstenau
16. Hora sv. Kateřiny – Deutschkatharinenberg
17. Horní Paseky – Bad Brambach
18. Hrádek nad Nisou – Hartau
19. Hranice – Bad Elster/ Bärenloh
20. Hranice – Ebmath
21. Hřebečná (Boží Dar/Hubertky) – Oberwiesenthal
22. Hřebečná/Korce – Henneberg (Oberjugel)
23. Hřensko – Schöna
24. Jelení – Wildenthal
25. Jílové/Sněžník – Rosenthal
26. Jiříkov – Ebersbach (Bahnhofstr.)
27. Křížový Kámen – Kreuzstein
28. Krompach – Jonsdorf
29. Krompach – Oybin/Hain
30. Kryštofovy Hamry – Jöhstadt (Schmalzgrube)
31. Libá/Dubina – Hammermühle
32. Lipová – Sohland
33. Lobendava – Langburkersdorf
34. Lobendava/Severní – Steinigtwolmsdorf
35. Loučná – Oberwiesenthal
36. Luby – Wernitzgrün
37. Mikulášovice – Hinterhermsdorf
38. Mikulášovice (Tomášov) –Sebnitz OT/Hertigswalde (Waldhaus)
39. Mikulášovice/Tanečnice – Sebnitz (Forellenschänke)
40. Moldava – Holzhau
41. Mýtina – Neualbenreuth
42. Nemanice/Lučina – Untergrafenried
43. Nová Ves v Horách – Deutschneudorf
44. Nové Údolí /Trojstoličník/ – Dreisessel
45. Ostrý – Grosser Osser
46. Ovčí Vrch – Hochstrasse
47. Petrovice – Lückendorf
48. Pleš – Friedrichshäng
49. Plesná – Bad Brambach
50. Pod Třemi znaky – Brombeerregel
51. Potůčky – Breitenbrunn (Himmelswiese)
52. Prášily – Scheuereck
53. Přední Zahájí – Waldheim
54. Rybník – Stadlern
55. Šluknov/Rožany – Sohland (Hohberg)
56. Starý Hrozňatov – Hatzenreuth
57. Tři znaky – Drei Wappen
58. Zadní Doubice – Hinterheermsdorf
59. Ždár – Griesbach
60. Železná Ruda – Bayerisch Eisenstein

Frontières aériennes

1. publiques ([1])
    1. Brno – Tuřany
    2. České Budějovice – Hosín
    3. Holešov
    4. Karlovy Vary
    5. Karlovy
    6. Liberec
    7. Mnichovo Hradiště
    8. Olomouc
    9. Ostrava – Mošnov
    10. Pardubice
    11. Praha – Ruzyně
    12. Uherské Hradiště – Kunovice
2. non publiques ([2])
    1. Benešov
    2. Hradec Králové
    3. Líně'
    4. Otrokovice
    5. Přerov
    6. Vodochody
    7. Vysoké Mýto

([1]) Selon la catégorie d'utilisateurs, les aéroports internationaux sont divisés en aéroports publics et non publics. Les aéroports publics acceptent, dans les limites de leur capacité technique et opérationnelle, tous les avions.

([2]) Les utilisateurs d'aéroports non publics sont définis par l'Office de l'aviation civile sur la base d'une proposition de l'opérateur de l'aéroport.»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

ESTONIE – LITUANIE

Frontières terrestres

1. Holdre – Omuļi
2. Ikla – Ainaži
3. Jäärja – Ramata
4. Lilli – Unguriņi
5. Mõisaküla – Ipiķi
6. Murati – Veclaicene
7. Valga – Lugaži (chemin de fer)
8. Valga 1 – Valka 2
9. Valga 2 – Valka 3
10. Valga 3 – Valka 1
11. Vana-Ikla – Ainaži (Ikla)
12. Vastse-Roosa – Ape

ESTONIE – FÉDÉRATION DE RUSSIE

Frontières terrestres

1. Koidula – Kunitšina-Gora
2. Luhamaa – Šumilkino
3. Narva – Jaanilinn (Ivangorod) (chemin de fer)
4. Narva-1 – Jaanilinn (Ivangorod)
5. Narva-2 – Jaanilinn (Ivangorod)
6. Orava – Petseri (chemin de fer)
7. Saatse – Krupa

Frontières maritimes

1. Dirhami
2. Haapsalu
3. Heltermaa
4. Kuivastu
5. Kunda
6. Lehtma
7. Lohusalu
8. Loksa
9. Miiduranna
10. Mõntu
11. Muuga
12. Narva-Jõesuu
13. Nasva
14. Paldiski-1
15. Paldiski-2
16. Pärnu-2
17. Pärnu-3
18. Rohuküla
19. Roomassaare
20. Ruhnu
21. Sõru
22. Tallinna-2
23. Tallinna-3
24. Tallinna-4
25. Tallinna-5
26. Tallinna-6
27. Tallinna-7
28. Tallinna-8
29. Tallinna-9
30. Tallinna-10
31. Tallinna-11
32. Tallinna-12
33. Veere
34. Vergi
35. Virtsu

Frontières aériennes

1. Ämari (aéroport militaire non public, qui n'est pas ouvert aux avions civils)
2. Kärdla
3. Kuressaare
4. Pärnu-1
5. Tallinna-1
6. Tallinna-13
7. Tartu-1»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Frontières maritimes

1. Marina de Larnaka (Μαρίνα Λάρνακας)
2. Port de Larnaka (Λιμάνι Λάρνακας)
3. Vieux port de Lemesos (Παλαιό Λιμάνι Λεμεσού)
4. Port de Lemesos (Λιμάνι Λεμεσού)
5. Port de Pafos (Λιμάνι Πάφου)
6. Marina Agios Rafail (Μαρίνα Αγίου Ραφαήλ)
7. Port de Zygi (Λιμάνι Ζυγίου)

Frontières aériennes

1. Aéroport international de Larnaka (Διεθνές αεροδρόμιο Λάρνακας)
2. Aéroport international de Pafos (Διεθνές αεροδρόμιο Πάφου)

LETTONIE

LETTONIE – FÉDÉRATION DE RUSSIE

Frontières terrestres

1. Aizgārša – Ļamoni (Лямоны)
2. Bērziņi – Manuhnova (Манухново)
3. Grebņeva – Ubiļinka (Убылика)
4. Kārsava – Skangaļi (Скангали) (chemin de fer)

5. Pededze – Bruniševa (Брунищево)
6. Punduri – Punduri (Пундури)
7. Terehova – Burački (Бурачки)
8. Vientuļi – Ludonka (Лудонка)
9. Zilupe – Posiņi (Посинь) (chemin de fer)

LETTONIE – BELARUS

Frontières terrestres

1. Indra – Bigosova (Бигосово) (Eisenbahn)
2. Pāternieki – Grigorovščina (Григоровщина)
3. Silene – Urbani (Урбаны)

Trafic frontalier local

1. Piedruja – Druja (Друя)
2. Meikšāni – Gavriļino (Гаврилино)
3. Vorzova – Ļipovka (Липовка)
4. Kaplava – Pļusi (Плюсы)

LETTONIE – ESTONIE

Frontières terrestres

1. Ainaži (Ikla) – Vana-Ikla
2. Ainaži – Ikla
3. Ape – Vastse-Roosa
4. Ipiķi – Mõisaküla
5. Lugaži – Valga (chemin de fer)
6. Omuļi – Holdre
7. Ramata – Jäärja
8. Unguriņi – Lilli
9. Valka 1 – Valga 3
10. Valka 2 – Valga 1
11. Valka 3 – Valga 2
12. Veclaicene – Murati

LETTONIE – LITUANIE

Frontières terrestres

1. Adžūni – Žeimelis
2. Aizvīķi – Gėsalai
3. Aknīste – Juodupis
4. Brunava – Joneliai
5. Demene – Tilžė
6. Eglaine – Obeliai (chemin de fer)
7. Ezere – Buknaičai
8. Grenctāle – Saločiai
9. Krievgali – Puodžiūnai
10. Kurcums – Turmantas (chemin de fer)
11. Laižuva – Laižuva
12. Lankuti – Lenkimai
13. Lukne – Luknė
14. Medumi – Smėlynė
15. Meitene – Joniškis (chemin de fer)
16. Meitene – Kalviai
17. Nereta – Suvainiškis
18. Piķeļmuiža – Pikeliaii
19. Pilskalne – Kvetkai
20. Plūdoņi – Skuodas
21. Priedula – Klykoliai
22. Priekule – Skuodas (chemin de fer)
23. Rauda – Stelmužė
24. Reņģe – Mažeikiai (chemin de fer)
25. Rucava – Būtingė
26. Skaistkalne – Germaniškis
27. Subate – Obeliai
28. Vaiņode – Bugeniai (chemin de fer)
29. Vaiņode – Strėliškiai
30. Vītiņi – Vegeriai
31. Žagare – Žagarė
32. Zemgale – Turmantas

Frontières maritimes

1. Lielupe
2. Liepāja
3. Mērsrags
4. Pāvilosta
5. Rīga
6. Roja
7. Salacgrīva
8. Skulte
9. Ventspils

Frontières aériennes

1. Daugavpils
2. Liepāja
3. Rīga
4. Ventspils

LITHUANIE

LITUANIE – LETTONIE

Frontières terrestres

1. Bugeniai – Vaiņode (chemin de fer)
2. Buknaičiai – Ezere
3. Būtingė – Rucava
4. Germaniškis – Skaistkalne
5. Gėsalai – Aizvīķi
6. Joneliai – Brunava
7. Joniškis – Meitene (chemin de fer)
8. Juodupis – Aknīste
9. Kalviai – Meitene
10. Klykoliai – Priedula
11. Kvetkai – Pilskalne
12. Laižuva – Laižuva
13. Lenkimai – Lankuti

14. Luknė – Lukne
15. Mažeikiai – Reņģe (chemin de fer)
16. Obeliai – Eglaine (chemin de fer)
17. Obeliai – Subate
18. Pikeliai – Piķeļmuiža
19. Puodžiūnai – Krievgali
20. Saločiai – Grenctāle
21. Skuodas – Plūdoņi
22. Skuodas – Priekule (chemin de fer)
23. Smėlynė – Medumi
24. Stelmužė – Rauda
25. Strėliškiai – Vaiņode
26. Suvainiškis – Nereta
27. Tilžė – Demene
28. Turmantas – Kurcums (chemin de fer)
29. Turmantas – Zemgale
30. Vegeriai – Vītiņi
31. Žagarė – Žagare
32. Žeimelis – Adžūni

LITUANIE – BELARUS

Frontières terrestres

1. Adutiškis – Lentupis (chemin de fer)
2. Adutiškis – Moldevičiai
3. Adutiškis – Pastovys (chemin de fer)
4. Druskininkai – Pariečė (chemin de fer)
5. Eišiškės – Dotiškės
6. Geledně – Lentupis (chemin de fer)
7. Kabeliai – Pariečė (chemin de fer)
8. Kapčiamiestis – Kadyš
9. Kena – Gudagojis (chemin de fer)
10. Krakūnai – Geranainys
11. Latežeris – Pariečė
12. Lavoriškės – Kotlovka
13. Medininkai – Kamenyj Log
14. Papelekis – Lentupis
15. Raigardas – Privalka
16. Šalčininkai – Benekainys
17. Stasylos – Benekainys (chemin de fer)
18. Šumskas – Loša
19. Tverečius – Vidžiai
20. Ureliai – Klevyčia

LITUANIE – POLOGNE

Frontières terrestres

1. Kalvarija – Budzisko
2. Lazdijai – Ogrodniki (Aradninkai)
3. Mockava (Šeštokai) – Trakiszki (Trakiškės) (chemin de fer)

LITUANIE – FÉDÉRATION DE RUSSIE

Frontières terrestres

1. Jurbarkas – Sovetsk (fleuve)
2. Kybartai – Černyševskoje
3. Kybartai – Nesterov (chemin de fer)
4. Nida – Morskoje
5. Nida – Rybačyj (fleuve)
6. Pagėgiai – Sovetsk (chemin de fer)
7. Panemunė – Sovetsk
8. Ramoniškiai – Pograničnyj
9. Rusnė – Sovetsk (fleuve)

Frontières maritimes

Port national de Klaipėda, Kuršių, points de franchissement de Molo et Malkų et point de franchissement de Būtingės Oil Terminal.

Frontières aériennes

1. Aéroport de Kaunas
2. Aéroport de Palangos
3. Aéroport de Vilnius
4. Aéroport de Zoknių»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

HONGRIE – AUTRICHE

Frontières terrestres

1. Bozsok – Rechnitz
2. Bucsu – Schachendorf
3. Fertőd – Pamhagen
4. Fertőrákos – Mörbisch (port)
5. Fertőrákos – Mörbisch
6. Fertőújlak – Pamhagen (chemin de fer)
7. Hegyeshalom – Nickelsdorf
8. Hegyeshalom – Nickelsdorf (autoroute)
9. Hegyeshalom (chemin de fer)
10. Jánossomorja – Andau
11. Kópháza – Deutschkreutz
12. Kőszeg – Rattensdorf
13. Rábafüzes – Heiligenkreutz
14. Sopron – Klingenbach
15. Sopron (chemin de fer)
16. Szentgotthárd – Jennersdorf (chemin de fer)
17. Szentpéterfa – Eberau
18. Zsira – Lutzmannsburg

HONGRIE – SLOVÉNIE

Frontières terrestres

1. Bajánsenye – Hodoš
2. Bajánsenye – Hodoš (chemin de fer)

3. Felsőszölnök – Martinje
4. Kétvölgy – Čepinci
5. Magyarszombatfa – Prosenjakovci
6. Nemesnép – Kobilje
7. Rédics – Dolga Vas
8. Tornyiszentmiklós – Pince

HONGRIE – CROATIE

Frontières terrestres

1. Barcs – Terezino Polje
2. Beremend – Baranjsko Petrovo Selo
3. Berzence – Gola
4. Drávaszabolcs – Donji Miholjac
5. Gyékényes – Koprivnica (chemin de fer)
6. Letenye – Goričan
7. Magyarboly – Beli Manastir
8. Mohács (port)
9. Murakeresztúr – Kotoriba (chemin de fer)
10. Udvar – Dubosevica

HONGRIE – YOUGOSLAVIE

Frontières terrestres

1. Bácsalmás – Bajmok
2. Baja (fleuve)
3. Hercegszántó – Bački Breg
4. Kelebia – Subotica (chemin de fer)
5. Röszke II – Horgoš
6. Röszke III – Horgoš (chemin de fer)
7. Szeged (fleuve)
8. Szeged-Röszke I – Horgoš (autoroute)
9. Tiszasziget – Đala
10. Tompa – Kelebija

HONGRIE – ROUMANIE

Frontières terrestres

1. Ágerdőmajor (Tiborszállás) – Carei (chemin de fer)
2. Ártánd – Borş
3. Battonya – Turnu
4. Biharkeresztes – Episcopia (chemin de fer)
5. Csengersima – Petea
6. Gyula – Vărşand
7. Kiszombor – Cenad
8. Kötegyán – Salonta (chemin de fer)
9. Lőkösháza – Curtici (chemin de fer)
10. Méhkerék – Salonta
11. Nagylak – Nădlac
12. Nyírábrány – Valea Lui Mihai (chemin de fer)
13. Nyírábrány – Valea Lui Mihai/Barantău

HONGRIE – UKRAINE

Frontières terrestres

1. Barabás – Kosyny
2. Beregsurány – Luzhanka
3. Eperjeske – Salovka (chemin de fer)
4. Lónya – Dzvinkove
5. Tiszabecs – Vylok
6. Záhony – Čop (chemin de fer)
7. Záhony – Čop (land)

HONGRIE – SLOVAQUIE

Frontières terrestres

1. Aggtelek – Domica
2. Balassagyarmat – Slovenské Ďarmoty
3. Bánréve – Kráľ
4. Bánréve – Lenártovce (chemin de fer)
5. Esztergom – Štúrovo
6. Győr – Gönyű (fleuve – pas de point correspondant du côté slovaque)
7. Győr-Vámosszabadi – Medveďov
8. Hidasnémeti – Čaňa (chemin de fer)
9. Ipolytarnóc – Kalonda
10. Komárom – Komárno
11. Komárom – Komárno (chemin de fer)
12. Komárom – Komárno (fleuve)
13. Letkés – Salka
14. Pácin – Veľký Kamenec
15. Parassapuszta – Šahy
16. Rajka – Čunovo
17. Rajka – Rusovce
18. Rajka – Rusovce (chemin de fer)
19. Salgótarján – Šiatorská Bukovinka
20. Sátoraljaújhely – Slovenské Nové Mesto
21. Sátoraljaújhely – Slovenské Nové Mesto (chemin de fer)
22. Somoskőújfalu – Fiľakovo (chemin de fer)
23. Szob – Štúrovo (chemin de fer)
24. Tornanádaska – Hosťovce
25. Tornyosnémeti – Milhosť

Frontières aériennes

1. Debrecen
2. Aéroport international de Ferihegy, Budapest
3. Sármellék'

MALTE

Frontières maritimes

1. Marina Mġarr Yacht
2. Marina Ta' Xbiex Yacht
3. Port maritime de La Vallette

Frontière aérienne

1. Aéroport international de Malte, Luqa»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

POLOGNE – FÉDÉRATION DE RUSSIE

Frontières terrestres

1. Bezledy – Bagrationowsk
2. Braniewo – Mamonowo (chemin de fer)
3. Głomno – Bagrationowsk (chemin de fer)
4. Gołdap – Gusiew
5. Gronowo – Mamonowo
6. Skandawa – Żeleznodorożnyj (chemin de fer)

POLOGNE – LITUANIE

Frontières terrestres

1. Budzisko – Kalvarija
2. Ogrodniki – Lazdijai
3. Trakiszki – Mockava (Šeštokai) (chemin de fer)

POLOGNE – BELARUS

Frontières terrestres

1. Bobrowniki – Bierestowica
2. Czeremcha – Wysokolitowsk (chemin de fer)
3. Kukuryki – Kozłowiczy
4. Kuźnica – Bruzgi
5. Kuźnica – Grodno (chemin de fer)
6. Połowce – Pieszczatka
7. Siemianówka – Swisłocz (chemin de fer)
8. Sławatycze – Domaczewo
9. Terespol – Brześć
10. Terespol – Brześć (chemin de fer)
11. Zubki – Bierestowica (chemin de fer)

POLOGNE – UKRAINE

Frontières terrestres

1. Dorohusk – Jagodzin
2. Dorohusk – Jagodzin (chemin de fer)
3. Hrebenne – Rawa Ruska
4. Hrebenne – Rawa Ruska (chemin de fer)
5. Hrubieszów – Włodzimierz Wołyński (chemin de fer)
6. Korczowa – Krakowiec
7. Krościenko – Chyrow (chemin de fer)
8. Krościenko – Smolnica
9. Medyka – Szeginie
10. Przemyśl – Mościska (chemin de fer)
11. Werchrata – Rawa Ruska (chemin de fer)
12. Zosin – Ustiług

POLOGNE – SLOVAQUIE

Frontières terrestres

1. Barwinek – Vyšný Komárnik
2. Chochołów – Suchá Hora
3. Chyżne – Trstená
4. Konieczna – Becherov
5. Korbielów – Oravská Polhora
6. Łupków – Palota (chemin de fer)
7. Łysa Polana – Tatranská Javorina
8. Muszyna – Plaveč (chemin de fer)
9. Niedzica – Lysá nad Dunajcom
10. Piwniczna – Mníšek nad Popradom
11. Ujsoły – Novoť
12. Winiarczykówka – Bobrov
13. Zwardoń – Skalité (chemin de fer)
14. Zwardoń-Myto – Skalité

Trafic frontalier local (*) et points de franchissement pour les touristes (**)

1. Babia Góra – Babia Hora**
2. Balnica – Osadné**
3. Blechnarka – Stebnická Huta**
4. Bor – Oščadnica-Vreščovka**
5. Czeremcha – Čertižné**
6. Głuchaczki – Przełęcz Jałowiecka**
7. Góra Magura – Oravice**
8. Górka Gomółka – Skalité Serafínov**
9. Jaśliska – Čertižné*
10. Jaworki – Litmanová**
11. Jaworki – Stráňany**
12. Jaworzynka – Cerne **
13. Jurgów – Podspády*
14. Kacwin – Veľká Franková*/**
15. Leluchów – Čirč*/**
16. Milik – Legnava*
17. Muszynka – Kurov*
18. Ożenna – Nižná Polianka*/**
19. Pilsko – Pilsko**
20. Piwowarówka – Pil'hov*
21. Przegibek – Vychylovka*
22. Przełęcz Przysłop – Stará Bystrica**
23. Przywarówka – Oravská Polhora**
24. Radoszyce – Palota*/**
25. Roztoki Górne – Ruske Sedlo**
26. Rycerka – Nova Bystrica*
27. Rysy – Rysy**
28. Sromowce Niżne – Červený Kláštor**
29. Sromowce Wyżne – Lysá nad Dunajcom*
30. Szczawnica – Lesnica znak graniczny II/91**

31. Szczawnica – Lesnica znak graniczny II/94**
32. Szlachtowa – Veľký Lipník**
33. Wielka Racza – Veľká Rača**
34. Wierchomla Wielka – Kače*
35. Wysowa Zdrój – Cigelka**
36. Wysowa Zdrój – Regetowka**
37. Zawoja-Czatoża – Oravská Polhora**
38. Zwardoń – Skalité**

POLOGNE – RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Frontières terrestres

1. Boboszów – Dolní Lipka
2. Bogatynia – Kunratice
3. Chałupki – Bohumín
4. Chałupki – Bohumín (chemin de fer)
5. Cieszyn – Český Těšín
6. Cieszyn – Český Těšín (chemin de fer)
7. Cieszyn – Chotěbuz
8. Czerniawa Zdrój – Nové Město p. Smrkem
9. Głuchołazy – Mikulovice
10. Głuchołazy – Mikulovice (chemin de fer)
11. Golińsk – Starostín
12. Golkowice – Závada
13. Jakuszyce – Harrachov
14. Jasnowice – Bukovec
15. Konradów – Zlaté Hory
16. Kudowa Słone – Náchod
17. Leszna Górna – Horní Lištná
18. Lubawka – Královec
19. Lubawka – Královec (chemin de fer)
20. Marklowice Górne - Dolní Marklovice
21. Międzylesie –Lichkov (chemin de fer)
22. Mieroszów – Meziměstí (chemin de fer)
23. Miloszów – Srbská
24. Paczków – Bílý Potok
25. Pietraszyn – Sudice
26. Pietrowice – Krnov
27. Pomorzowiczki – Osoblaha
28. Porajów – Hrádek nad Nisou
29. Przełęcz Okraj – Pomezní Boudy
30. Tłumaczów – Otovice
31. Trzebina – Bartultovice
32. Zawidów – Frýdlant v Čechách (chemin de fer)
33. Zawidów – Habartice
34. Zebrzydowice – Petrovice u Karviné (chemin de fer)

Trafic frontalier local (*) et points de franchissement pour les touristes (**)

1. Beskidek – Beskydek*
2. Bolesław – Píšť*
3. Borucin – Chuchelná*
4. Branice – Úvalno*
5. Brzozowie – Česká Čermná**
6. Chałupki – Šilheřovice*
7. Chomiąża – Chomýž*
8. Czermna – Malá Čermná*
9. Duszniki Zdrój – Olešnice v Orlických horách (Čihalka)**
10. Dziewiętlice – Bernartice*
11. Głuszyca Górna – Janovičky**
12. Gorzyczki – Věřňovice*
13. Gródczanki – Třebom*
14. Jarnołtówek (Biskupia Kopa) – Zlaté Hory (Biskupská kupa)**
15. Jaworzynka – Hrčava*/**
16. Jodłów – Horní Morava**
17. Kaczyce Górne – Karviná Ráj II*
18. Kałków – Vidnava*
19. Kamieńczyk – Mladkov (Petrovičky)**
20. Kietrz – Třebom*
21. Krzanowice – Chuchelná*
22. Krzanowice – Strahovice*
23. Łączna – Zdoňov**
24. Łaziska – Věřňovice*
25. Lenarcice – Linhartovy*
26. Lutogniewice – Andělka**
27. Lutynia – Travná*/**
28. Mostowice – Orlické Záhoří*
29. Niedomirów – Žacléř**
30. Niemojów – Bartošovice v Orlických horách*/***
31. Nowa Morawa – Staré Město*/**
32. Okrzeszyn – Petříkovice**
33. Olza – Kopytov*
34. Ostra Góra – Machovská Lhota**
35. Owsiszcze – Píšť*
36. Pilszcz – Opava*
37. Polana Jakuszycka – Harrachov**
38. Przesieka – Špindlerův Mlýn**
39. Puńców – Kojkovice*
40. Radków – Božanov**
41. Równia pod Śnieżką – Luční bouda **
42. Rudyszwałd – Hať*
43. Ściborzyce Wielkie – Hněvošice*
44. Ściborzyce Wielkie – Rohov*
45. Śląski Dom – Luční bouda **
46. Sławniowice – Velké Kunětice*
47. Śnieżnik – vrchol Kralického Sněžníku**
48. Sowia Przełęcz – Soví sedlo (Jelenka)**
49. Stóg Izerski – Smrk**
50. Stożek – Malý Stožek*
51. Stożek – Velký Stožek**
52. Szrenica – Vosecká bouda (Tvarožník)**

53. Tworków – Hať*
54. Wiechowice – Vávrovice*
55. Wielka Czantorja – Nýdek**
56. Zieleniec – Masarykova chata**
57. Złoty Stok – Bílá Voda*

POLOGNE – ALLEMAGNE

Frontières terrestres

1. Gryfino – Mescherin (fleuve)
2. Gryfino – Mescherin
3. Gubin – Guben
4. Gubin – Guben (chemin de fer)
5. Gubinek– Guben
6. Jędrzychowice – Ludwigsdorf
7. Kołbaskowo – Pomellen
8. Kostrzyn – Kietz
9. Kostrzyn – Kietz (chemin de fer)
10. Krajnik Dolny – Schwedt
11. Krzewina Zgorzelecka – Ostritz
12. Kunowice – Frankfurt (chemin de fer)
13. Łęknica – Bad Muskau
14. Lubieszyn – Linken
15. Miłów – Eisenhüttenstadt (fleuve)
16. Olszyna – Forst
17. Osinów Dolny – Hohensaaten (fleuve)
18. Osinów Dolny – Hohenwutzen
19. Porajów – Zittau
20. Przewóz – Podrosche
21. Rosówek – Rosow
22. Sieniawka – Zittau
23. Słubice – Frankfurt
24. Słubice – Frankfurt (fleuve)
25. Świecko – Frankfurt (autoroute)
26. Świnoujście – Ahlbeck
27. Szczecin-Gumieńce – Grambow, Tantow (chemin de fer)
28. Węgliniec – Horka (chemin de fer)
29. Widuchowa – Gartz (fleuve)
30. Zasieki – Forst
31. Zasieki – Forst (chemin de fer)
32. Zgorzelec – Görlitz
33. Zgorzelec – Görlitz (chemin de fer)

Trafic frontalier local

1. Bobolin – Schwennenz
2. Buk – Blankensee

Frontières maritimes

1. Darłowo
2. Dziwnów
3. Elbląg
4. Frombork
5. Gdańsk – Górki Zachodnie
6. Gdańsk – Nowy Port
7. Gdańsk – Port Północny
8. Gdynia
9. Hel
10. Jastarnia
11. Kołobrzeg
12. Łeba
13. Mrzeżyno
14. Nowe Warpno
15. Świnoujście
16. Szczecin-Port
17. Trzebież
18. Ustka
19. Władysławowo

Frontières aériennes

1. Biała Podlaska
2. Bydgoszcz
3. Gdańsk – Rębiechowo
4. Jelenia Góra
5. Katowice – Pyrzowice
6. Kielce – Masłów
7. Kraków – Balice
8. Lubin
9. Łódź – Lublinek
10. Mielec
11. Poznań – Ławica
12. Rzeszów – Jasionka
13. Świdnik
14. Szczecin – Goleniów
15. Szymanyk – Szczytna
16. Warszawa – Babice
17. Warszawa – Okęcie
18. Wrocław – Strachowice
19. Zielona Góra – Babimost
20. Zielona Góra – Przylep»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

SLOVÉNIE – ITALIE

Frontières terrestres

1. Fernetiči – Fernetti
2. Kozina – Pesse
3. Lazaret – S. Bartolomeo
4. Lipica – Lipizza
5. Neblo -– Venco
6. Nova Gorica –Casa Rossa

7. Nova Gorica – Gorizia (chemin de fer)
8. Predel – Passo del Predil
9. Rateče – Fusine Laghi
10. Robič – Stupizza
11. Sežana – Villa Opicina (chemin de fer)
12. Škofije – Rabuiese
13. Učeja – Uccea
14. Vrtojba – S. Andrea Vertoiba

Trafic frontalier local

1. Britof – Mulino Vechio
2. Čampore – Chiampore
3. Golo Brdo – Mernico
4. Gorjansko – S. Pelagio
5. Hum – S. Floriano
6. Kaštelir – S. Barbara
7. Klariči – Iamiano
8. Livek – Polava di Cepletischis
9. Log pod Mangrtom – Cave del Predil
10. Lokvica – Devetacchi
11. Miren – Merna
12. Most na Nadiži – Ponte Vittorio
13. Nova Gorica I – S. Gabriele
14. Osp – Prebenico Caresana
15. Plavje – Noghera
16. Plešivo – Plessiva
17. Pristava – Rafut
18. Repentabor – Monrupino
19. Robidišče – Robedischis
20. Šempeter - Gorizia/S.Pietro
21. Socerb – S. Servolo
22. Solarji – Solarie di Drenchia
23. Solkan – Salcano I
24. Vipolže – Castelleto Versa

Points de franchissement agricoles

1. Botač – Botazzo
2. Cerej – Muggia
3. Draga – S. Elia
4. Gročana – Grozzana
5. Gropada – Gropada
6. Jevšček – Monte Cau
7. Mavhinje – Malchina
8. Medana – Castelleto Zeglo
9. Mišček – Misceco
10. Opatje selo – Palichisce Micoli
11. Orlek – Orle
12. Podklanec – Ponte di Clinaz
13. Podsabotin – S. Valentino
14. Pri bajtarju – Scale di Grimacco
15. Šentmaver – Castel S.Mauro
16. Škrljevo – Scrio
17. Solkan Polje – Salcano II
18. Šturmi – Bocchetta di topolo
19. Valerišče – Uclanzi
20. Voglje – Vogliano
21. Zavarjan-Klobučarji –- Zavarian di Clabuzzaro

Points de franchissement en vertu d'accords particuliers

1. Kanin: libre accès au sommet du massif du Kanin
2. Mangart: libre accès au sommet du mont Mangart

SLOVÉNIE – AUTRICHE

Frontières terrestres

1. Duh na Ostrem vrhu – Grosswalz
2. Gederovci – Sicheldorf
3. Gornja Radgona – Radkersburg
4. Holmec – Grablach
5. Jesenice – Rosenbach (chemin de fer)
6. Jezersko – Seebergsattel
7. Jurij – Langegg
8. Karavanke – Karawankentunnel
9. Korensko sedlo – Wurzenpass
10. Kuzma – Bonisdorf
11. Libeliče – Leifling
12. Ljubelj – Loiblpass
13. Maribor – Spielfeld (chemin de fer)
14. Mežica – Raunjak
15. Pavličevo sedlo – Paulitschsattel
16. Prevalje – Bleiburg (chemin de fer)
17. Radlje – Radlpass
18. Šentilj – Spielfeld
19. Šentilj – Spielfeld (autoroute)
20. Trate – Mureck
21. Vič/Dravograd – Lavamünd

Trafic frontalier local

1. Cankova – Zelting
2. Fikšinci – Gruisla
3. Gerlinci – Poelten
4. Gradišče – Schlossberg
5. Kapla – Arnfels
6. Korovci – Goritz
7. Kramarovci – Sankt Anna
8. Matjaševci – Tauka
9. Muta – Soboth
10. Pernice – Laaken
11. Plač – Ehrenhausen
12. Remšnik – Oberhaag
13. Sladki Vrh – Weitersfeld
14. Sotina – Kalch
15. Špičnik – Sulztal
16. Svečina – Berghausen

Points de franchissement en montagne

1. Duh na Ostrem vrhu – Grosswalz: toute l'année
2. Golica – Kahlkogel: du 15 avril au 15 novembre
3. Gradišče – Schlossberg: du 1er mars au 30 novembre
4. Kamniške Alpe – Steiner Alpen: du 15 avril au 15 novembre
5. Kepa – Mittagskogel: du 15 avril au 15 novembre
6. Koprivna – Luscha: du 15 avril au 15 novembre
7. Košenjak – Huehnerkogel: du 15 avril au 15 novembre
8. Košuta – Koschuta: du 15 avril au 15 novembre
9. Olševa – Ushowa: du 15 avril au 15 novembre
10. Peč – Ofen: uniquement pendant le traditionnel rassemblement annuel des montagnards
11. Peca – Petzen: du 15 avril au 15 novembre
12. Prelaz Ljubelj – Loiblpass: du 15 avril au 15 novembre
13. Radlje – Radlberg: du 1er mars au 30 novembre
14. Radlje – Radlpass: du 1er mars au 30 novembre
15. Remšnik – Remschnigg: du 1er mars au 30 novembre
16. Stol – Hochstuhl: du 15 avril au 15 novembre
17. Sv. Jernej – St. Bartholomaeus: du 1er mars au 30 novembre
18. Tromeja – Dreiländereck: du 15 avril au 15 novembre

Points de franchissement de la frontière en vertu d'accords particuliers

1. Borne X/331 – Schmirnberg – Langegg – le franchissement de la frontière est autorisé pour une nuitée dans le chalet de montagne "Dom škorpion"
2. Borne XIV/266 – le franchissement de la frontière est autorisé pour des offices religieux en l'église Saint-Urbain (le deuxième dimanche de juillet et le premier dimanche d'octobre de 9 à 18 heures)
3. Borne XXII/32 – le franchissement de la frontière est autorisé pour des offices religieux en l'église Saint-Leonhard (le deuxième dimanche d'août de 9 à 18 heures)
4. Borne XXIII/141 – le franchissement de la frontière est autorisé pour des offices religieux dans les paroisses Ebriach-Trögern et Jezersko (le deuxième et l'avant-dernier dimanche de mai de 9 à 18 heures)
5. Borne XXVII/277 – le franchissement de la frontière est autorisé dans la région de Pečpour le traditionnel rassemblement annuel des montagnards
6. Points de franchissement de la frontière en montagne — (conformément à l'accord conclu entre le gouvernement de la République de Slovénie et le gouvernement de la République d'Autriche sur la circulation des touristes dans la zone frontalière (INTERREG/PHARE — CBC — chemin panoramique de la zone frontalière) — Uradni list RS MP. št. 11/2000):
    1. Pernice – Laaken,
    2. Radelca – Radlberg,
    3. Špičnik – Šentilj,
    4. Šentilj – Sladki vrh – Mureck,
    5. Mureck – Bad Radkersburg,
    6. Navigation fluviale sur la Mur:
        — Trate – Gornja Radgona – Radenci,
        — Mureck – Bad Radkersburg.

SLOVÉNIE – HONGRIE

Frontières terrestres

1. Čepinci –– Kétvölgy
2. Dolga vas – Rédics
3. Hodoš – Bajánsenye
4. Hodoš – Bajánsenye (chemin de fer)
5. Kobilje –Nemesnép
6. Martinje – Felsőszölnök
7. Pince – Tornyiszentmiklós
8. Prosenjakovci – Magyarszombatfa

SLOVÉNIE – CROATIE

Frontières terrestres

1. Babno Polje – Prezid
2. Bistrica ob Sotli – Razvor
3. Božakovo – Obrež
4. Brezovica pri Gradinu – Lucija
5. Brezovica – Brezovica
6. Dobova – Savski Marof (railway)
7. Dobovec – Lupinjak
8. Dragonja – Kaštel
9. Drenovec – Gornja Voća
10. Gibina – Bukovje
11. Gruškovje – Macelj
12. Hotiza – Sveti Martin na Muri
13. Ilirska Bistrica – Šapjane (railway)
14. Imeno – Kumrovec (railway)
15. Imeno – Miljana
16. Krasinec – Pravutina
17. Krmačina – Vivodina
18. Jelšane – Rupa
19. Lendava – Čakovec (railway)
20. Meje – Zlogonje
21. Metlika – Jurovski brod
22. Metlika – Kamanje (railway)
23. Nova vas ob Sotli – Draše
24. Novi Kot – Prezid I
25. Novokračine – Lipa
26. Obrežje – Bregana
27. Orešje – Mihanović Dol
28. Osilnica – Zamost
29. Ormož – Otok Virje
30. Petišovci – Mursko središče
31. Petrina – Brod na Kupi
32. Planina v Podboču – Novo Selo Žumberačko

33. Podčetrtek – Luke Poljanske
34. Podgorje – Vodice
35. Podplanina – Čabar
36. Radovica – Kašt
37. Rajnkovec – Mali Tabor
38. Rakitovec – Buzet (railway)
39. Rakitovec – Slum
40. Rakovec – Kraj Donji
41. Razkrižje – Banfi
42. Rigonce – Harmica
43. Rogatec – Đurmanec (railway)
44. Rogatec – Hum na Sotli
45. Rogatec I – Klenovec Humski
46. Sečovlje – Plovanija
47. Sedlarjevo – Plavić
48. Slovenska vas – Bregana naselje
49. Sočerga – Požane
50. Sodevci – Blaževci
51. Središče ob Dravi – Čakovec (railway)
52. Središče ob Dravi – Trnovec
53. Središče ob Dravi I – Preseka
54. Stara vas/Bizeljsko – Donji Čemehovec
55. Starod – Pasjak
56. Starod I – Vele Mune
57. Vinica – Pribanjci
58. Zavrč – Dubrava Križovljanska
59. Zg. Leskovec – Cvetlin
60. Žuniči – Prilišće

Frontières maritimes

1. Izola – Isola (selon la saison)
2. Koper – Capodistria
3. Piran – Pirano

Frontières aériennes

1. Ljubljana – Brnik
2. Maribor – Slivnica
3. Portorož – Portorose

SLOVAQUIE

SLOVAQUIE – AUTRICHE

Frontières terrestres

1. Bratislava – Devínska Nová Ves – Marchegg (chemin de fer)
2. Bratislava port (fleuve)
3. Bratislava, Jarovce – Kittsee
4. Bratislava, Jarovce – Kittsee (autoroute)
5. Bratislava, Petržalka – Berg
6. Bratislava, Petržalka – Kittsee (chemin de fer)
7. Moravský Svätý Ján – Hohenau
8. Záhorská Ves – Angern (fleuve)

SLOVAQUIE – RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Frontières terrestres

1. Brodské (autoroute) – Břeclav (autoroute)
2. Brodské – Lanžhot
3. Čadca – Milošová -Šance
4. Čadca – Mosty u Jablunkova (chemin de fer)
5. Červený Kameň – Nedašova Lhota
6. Drietoma – Starý Hrozenkov
7. Holíč – Hodonín
8. Holíč – Hodonín (chemin de fer)
9. Horné Srnie – Brumov-Bylnice
10. Horné Srnie – Vlárský průsmyk (chemin de fer)
11. Klokočov – Bílá
12. Kúty – Lanžhot (chemin de fer)
13. Lúky pod Makytou – Horní Lideč (chemin de fer)
14. Lysá pod Makytou – Střelná
15. Makov – Bílá-Bumbálka
16. Makov – Velké Karlovice
17. Moravské Lieskové – Strání
18. Nová Bošáca – Březová
19. Skalica – Sudoměřice
20. Skalica – Sudoměřice (chemin de fer)
21. Svrčinovec – Mosty u Jablunkova
22. Vrbovce – Velká nad Veličkou
23. Vrbovce – Velká nad Veličkou (chemin de fer)

SLOVAQUIE – POLOGNE

Frontières terrestres

1. Becherov – Konieczna
2. Bobrov – Winiarczykówka
3. Lysá nad Dunajcom – Niedzica
4. Mníšek nad Popradom – Piwniczna
5. Novoť – Ujsoły
6. Oravská Polhora – Korbielów
7. Palota – Łupków (chemin de fer)
8. Plaveč – Muszyna (chemin de fer)
9. Skalité – Zwardoń (chemin de fer)
10. Skalité – Zwardoń-Myto
11. Suchá Hora – Chochołów
12. Tatranská Javorina – Łysa Polana
13. Trstená – Chyżne
14. Vyšný Komárnik – Barwinek

Trafic frontalier local (*) et points de franchissement pour les touristes (**)

1. Babia hora – Babia Góra (**)
2. Čertižné – Jaśliska (*)
3. Čertižné – Czeremcha (**)
4. Červený Kláštor – Sromowce Niżne (**)
5. Čierne – Jaworzynka (**)
6. Cigeľka – Wysowa Zdrój (**)

7. Čirč – Leluchów (*) (**)
8. Gluchačky – Przełęcz Jałowiecka (**)
9. Kače – Wierchomla Wielka (*)
10. Kurov – Muszynka (*)
11. Legnava – Milik (*)
12. Lesnica znak graniczny II/91 – Szczawnica (**)
13. Lesnica znak graniczny II/94 – Szczawnica (**)
14. Litmanová – Jaworki (**)
15. Lysá nad Dunajcom – Sromowce Wyżne (*)
16. Nižná Polianka – Ożenna (*) (**)
17. Nová Bystrica – Rycerka (*)
18. Oravice – Góra Magura (**)
19. Oravská Polhora – Przywarówka (**)
20. Oravská Polhora – Zawoja-Czatoża (**)
21. Osadné – Balnica (**)
22. Oščadnica-Vrečšovka – Bor (*)
23. Palota – Radoszyce (*) (**)
24. Pilhov – Piwowarówka (*)
25. Pilsko – Pilsko (**)
26. Podspády – Jurgów (*)
27. Regetovka – Wysowa Zdrój (**)
28. Ruské Sedlo – Roztoki Górne (**)
29. Rysy – Rysy (**)
30. Skalité – Zwardoń (**)
31. Skalité Serafínov – Górka Gomółka (**)
32. Stará Bystrica – Przełęcz Przysłop (**)
33. Stebnická Huta – Blechnarka (**)
34. Stráňany – Jaworki (**)
35. Veľká Franková – Kacwin (*) (**)
36. Veľká Rača – Wielka Racza (**)
37. Veľký Lipník – Szlachtowa (**)
38. Vychylovka – Przegibek (*)

SLOVAQUIE – UKRAINE

Frontières terrestres

1. Čierna nad Tisou – Čop (chemin de fer)
2. Ubľa – Malyj Bereznyj
3. Vyšné Nemecké – Užhorod

SLOVAQUIE – HONGRIE

Frontières terrestres

1. Čaňa – Hidasnémeti (chemin de fer)
2. Čunovo (autoroute) – Rajka
3. Domica – Aggtelek
4. Fiľakovo – Somoskőújfalu (chemin de fer)
5. Hosťovce – Tornanádaska
6. Kalonda – Ipolytarnóc
7. Komárno – Komárom
8. Komárno – Komárom (chemin de fer)
9. Komárno – Komárom (fleuve)
10. Kráľ – Bánréve
11. Lenartovce – Bánréve (chemin de fer)
12. Medveďov – Győr-Vámosszabadi
13. Milhosť – Tornyosnémeti
14. Rusovce – Rajka
15. Rusovce – Rajka (chemin de fer)
16. Šahy – Parassapuszta
17. Salka – Letkés
18. Šiatorská Bukovinka – Salgótarján
19. Slovenské Ďarmoty – Balassagyarmat
20. Slovenské Nové Mesto – Sátoraljaújhely
21. Slovenské Nové Mesto – Sátoraljaújhely (chemin de fer)
22. Štúrovo – Esztergom
23. Štúrovo – Szob (chemin de fer)
24. Veľký Kamenec – Pácin

Ports

Bratislava — prístav /port (fleuve) (pas de point de franchissement correspondant)

Frontières aériennes

1. Aéroport de Bratislava
2. Aéroport de Košice
3. Aéroport de Poprad»

e) Dans la partie II de l'annexe 5, les mentions suivantes sont supprimées:

«CHYPRE»

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE»

«ESTONIE»

«HONGRIE»

«LETTONIE»

«LITUANIE»

«MALTE»

«POLOGNE»

«SLOVAQUIE»

«SLOVÉNIE».

f) Dans la partie III de l'annexe 5, l'inventaire A est remplacé par le texte suivant:

«Inventaire A

Pays dont les ressortissants NE sont PAS soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs États Schengen lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais SONT soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires

	BNL	CZ	DK	D	EE	EL	E	F	I	CY	LV	LT	HU	MT	A	PL	P	SI	SK	FIN	S	ISL	N
Albanie						DS			D				DS	D		DS		DS	DS				
Algérie									DS				D [1]						DS				
Angola																	DS						
Antigua et Barbuda						DS																	
Arménie													DS			D							
Azerbaïdjan													DS										
Bahamas															DS								
Barbade									DS						DS								
Belarus													DS										
Bénin									DS							DS							
Bosnie-et-Herzégovine						D							DS		D	D		DS					
Bolivie		DS																					
Botswana									DS														
Burkina Faso									DS														
Cambodge													DS										
Cap-Vert																	DS						
Tchad	D			DS																			
République populaire de Chine										DS		DS	DS			DS		DS					
Colombie		DS							DS				DS										
Côte d'Ivoire	DS							DS	DS						DS								
Cuba										DS			DS					DS					
Dominique									DS														
République dominicaine									DS														
Égypte		DS							DS									DS					
République fédérative de Yougoslavie						DS			DS									D	DS				
Fidji									DS														
Ancienne république de Macédoine				D				D	DS				DS		D			DS	DS				DS
Gabon								D															
Gambie									DS														
Ghana				DS																			
Guyane									DS														
Géorgie													DS										
Inde			DS	D																			
Iran										DS			D			D							
Jamaïque	DS			D																			
Kazakhstan													DS										
Kenya				D																			
Koweït									DS														

	BNL	CZ	DK	D	EE	EL	E	F	I	CY	LV	LT	HU	MT	A	PL	P	SI	SK	FIN	S	ISL	N
Kirghizstan													DS										
Laos		DS											DS			DS							
Lesotho									DS														
Malawi	DS			D																			
Maldives															DS								
Maroc	DS	DS		D		DS	D	D	DS				DS		DS	DS	DS		DS				DS
Mauritanie									DS														
Moldova										DS			DS										
Mongolie		DS											DS										
Mozambique																	DS						
Namibie				D																			
Niger									DS								DS						
Pakistan	DS	DS	DS	DS											DS				DS	DS		DS	DS
Pérou		DS		D		DS	DS	DS	DS				DS		DS	DS			D	DS			
Philippines		DS	DS	DS		DS	DS		DS				DS		DS	DS		DS		DS	DS		DS
Fédération de Russie										DS			DS										
São Tomé e Príncipe																	DS						
Sénégal	D			DS				D	DS						DS								
Seychelles													DS		D								
Afrique du Sud		DS		D		DS							DS		DS	DS	DS	DS				DS	DS
Swaziland									DS				D										
Tadjikistan													DS										
Thaïlande	DS	DS	DS	DS		DS			DS				DS		DS	DS				DS	DS		DS
Togo									DS														
Trinidad-et-Tobago															DS								
Tunisie	DS	DS		D		DS	D	D	DS				DS		DS	DS	DS						
Turquie	DS	DS	DS	DS	D	DS	DS	DS	DS		D	DS	DS		DS	DS	D	DS	DS	DS	DS	DS	DS
Turkmenistan													DS										
Ouganda									DS														
Ukraine					D						D	DS											
Ouzbekistan													D										
Vietnam		D											DS										
Samoa occidental									DS														
Yemen		DS											D										
Zimbabwe						DS																	

([1]) Les titulaires de passeports diplomatiques qui sont en poste en Hongrie sont soumis à l'obligation de visa pour leur première entrée, mais en sont exemptés pour le reste de leur mission.

DS: Les titulaires de passeports diplomatiques et de service sont exemptés de l'obligation de visa.

D: Seuls les titulaires de passeports diplomatiques sont exemptés de l'obligation de visa.

»

g) Dans la partie III de l'annexe 5, l'inventaire B est remplacé par le texte suivant:

«Inventaire B

Pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs États Schengen, lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais NE sont PAS soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires

	BNL	DK	D	EE	EL	E	F	I	A	P	PL	SK	FIN	S	ISL	N
Australie												X (*)				
Chili				X												
Israël							X									
Mexique															X	
États-Unis d'Amérique					X	X (*)	X (*)									

(*) Dans le cas d'un voyage d'affaires officiciel.

»

h) Dans la partie I de l'annexe 5a, la note de bas de page 2 est remplacée par le texte suivant:

«Pour les pays du Benelux, la République tchèque, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Hongrie et la Slovaquie:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.

Pour la Slovénie:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service

— le personnel navigant ressortissant d'une partie contractante à la convention de l'OACI de Chicago.»;

i) Dans la partie I de l'annexe 5a, la note 3 est remplacée par le texte suivant::

«Pour l'Allemagne et Chypre:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.

Pour la Pologne:

Sont dispensés du VTA:

— les titulaires d'un passeport diplomatique.»;

j) Dans la partie II de l'annexe 5a, la liste est remplacée par le texte suivant:

«PARTIE II:

Liste commune des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation du visa aéroportuaire par certains États Schengen seulement, les titulaires de documents de voyage délivrés par ces pays tiers étant également soumis à cette obligation

	BNL (2)	CZ	DK	D	EE (4)	EL	E (3)	F (4)	I (5)	CY	LT	HU	A (1)	PL	P	FIN	S	ISL	N
Albanie								X											
Angola	X			X	X	X	X	X											

	BNL (2)	CZ	DK	D	EE (4)	EL	E (3)	F (4)	I (5)	CY	LT	HU	A (1)	PL	P	FIN	S	ISL	N
Cameroun												X							
Congo												X							
Cuba							X												
Égypte								X (7)											
Gambie				X															
Guinée	X							X				X							
Guinée-Bissau							X												
Haïti					X			X											
Inde	X		X (8)	X (6)		X	X (6)							X					
Indonésie															X				
Côte d'Ivoire					X		X												
Jordanie				X															
Liban				X	X			X (7)				X							
Liberia					X		X	X				X	X		X				
Libye					X			X											
Mali					X		X												
Mariannes du Nord												X							
Philippines												X							
Rwanda												X							
Sénégal					X				X			X			X				
Sierra Leone					X		X	X				X							
Soudan	X			X	X	X	X					X		X					
Syrie	X	X (4)		X	X	X		X (9)				X							
Togo					X		X												
Turquie				X (6)		X				X				X					
Vietnam														X					

(1) Les ressortissants de pays tiers soumis à l'obligation de visa de transit aéroportuaire (VTA) n'ont pas besoin de ce visa pour transiter par un aéroport autrichien dans la mesure où ils sont en possession des documents suivants pour la durée du transit:
— un titre de séjour de l'Andorre, du Japon, du Canada, de Monaco, de Saint-Marin, de la Suisse, du Vatican ou des États-Unis garantissant un droit de retour absolu;
— un visa ou un titre de séjour d'un État Schengen pour lequel l'accord d'adhésion a été mis en vigueur;
— un titre de séjour d'un État membre de l'EEE.

(2) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un titre de séjour en cours de validité dans un des pays de l'EEE, aux États-Unis ou au Canada. Les titulaires d'un passeport diplomatique, de service ou spécial en sont également dispensés.

(3) Les titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service ne sont pas soumis à l'obligation de VTA. Il en va de même en ce qui concerne les titulaires d'un passeport ordinaire résidant dans un État membre de l'EEE, aux États-Unis ou au Canada, ou en possession d'un visa d'entrée en cours de validité pour un de ces pays.

(4) Sont dispensés du VTA:
— les titulaires de passeports diplomatiques et de service;
— les titulaires d'un des titres de séjour énumérés dans la Partie III;
— les membres d'équipage des avions ressortissants d'un État partie à la convention de Chicago.

(5) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un titre de séjour en cours de validité pour les États membres de l'EEE, le Canada ou les États-Unis.

(6) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un visa ou d'un titre de séjour valables pour un État membre de l'UE ou un État partie à l'Accord du 2 mai 1992 sur l'Espace économique européen, le Canada, la Suisse ou les États-Unis.

(7) Uniquement pour les titulaires du document de voyage pour les réfugiés palestiniens.

(8) Les ressortissants de l'Inde ne sont pas soumis à l'obligation de visa de transit aéroportuaire s'ils sont titulaires d'un passeport diplomatique ou de service.
Les ressortissants de l'Inde ne sont, en outre, pas soumis à l'obligation de visa de transit aéroportuaire s'ils sont munis d'un visa ou d'un titre de séjour en cours de validité pour un pays de l'UE ou de l'EEE, pour le Canada, la Suisse ou les États-Unis. Par ailleurs, les ressortissants de l'Inde ne sont pas soumis à l'obligation de visa de transit aéroportuaire s'ils sont munis d'un titre de séjour en cours de validité pour l'Andorre, le Japon, Monaco ou Saint-Marin et qu'ils sont en possession d'un permis de réadmission dans leur pays de résidence valable trois mois après leur séjour en transit aéroportuaire.
Il convient de signaler que l'exception concernant les ressortissants de l'Inde munis d'un titre de séjour en cours de validité pour l'Andorre, le Japon, Monaco ou Saint-Marin entre en vigueur à la date d'intégration du Danemark dans la coopération Schengen, soit le 25 mars 2001.

(9) Également pour les titulaires du document de voyage pour les réfugiés palestiniens.

»

k) À l'annexe de l'annexe 6, le point 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Le logo constitué d'une ou de plusieurs lettres indiquant l'État membre émetteur (ou "BNL"dans le cas des pays du Benelux, à savoir la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas) apparaît dans cet espace sous la forme d'une image latente. Ce logo apparaît en clair lorsqu'il est à plat et en foncé lorsqu'il subit une rotation de 90°. Les logos suivants sont utilisés: A pour l'Autriche, BNL pour le Benelux, CY pour Chypre, CZE pour la République tchèque, D pour l'Allemagne, DK pour le Danemark, E pour l'Espagne, EST pour l'Estonie, F pour la France, FIN pour la Finlande, GR pour la Grèce, H pour la Hongrie, I pour l'Italie, IRL pour l'Irlande, LT pour la Lituanie, LVA pour la Lettonie, M pour Malte, P pour le Portugal, PL pour la Pologne, S pour la Suède, SK pour la Slovaquie, SVN pour la Slovénie, UK pour le Royaume-Uni.»

l) À l'annexe 10, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Des montants de référence sont fixés par la loi n° 326/1999 Sb. relative au séjour des étrangers sur le territoire de la République tchèque et des modifications de certaines lois.

Aux termes de la section 5 de la loi relative au séjour des étrangers sur le territoire de la République tchèque, sur demande de la police, un étranger est tenu de produire un document confirmant qu'il dispose de moyens pour son séjour sur le territoire (section 13) ou une invitation certifiée qui ne date pas de plus de 90 jours à compter de la date de sa certification par la police (sections 15 et 180),

La section 13 prévoit ce qui suit:

"Moyens couvrant le séjour sur le territoire

1. Sauf disposition contraire ci-dessous, l'étranger est tenu de produire les éléments suivants pour prouver qu'il dispose de moyens pour son séjour sur le territoire:

   a) une somme d'argent s'élevant au moins à:

      — 0,5 fois le minimum vital prévu par une disposition législative spéciale, nécessaire pour couvrir la subsistance et d'autres besoins personnels de base (ci-après dénommé le 'minimum vital pour les besoins personnels') par jour si la durée totale du séjour ne dépasse pas 30 jours,

      — 15 fois le minimum vital pour les besoins personnels s'il est prévu que le séjour sur le territoire dépassera 30 jours, cette somme devant être augmentée pour doubler le minimum vital pour chaque mois entier de séjour prévu sur le territoire,

      — 50 fois le minimum vital pour les besoins personnels en cas de séjour aux fins d'une activité professionnelle, dont la durée totale dépassera 90 jours, ou

      — un document confirmant le paiement de services liés au séjour de l'étranger sur le territoire ou un document confirmant que des services seront fournis gratuitement.

2. Au lieu des sommes visées au point 1, la disponibilité de moyens pour le séjour sur le territoire peut être prouvée par les éléments suivants:

   a) un document bancaire établi au nom de l'étranger et confirmant que ce dernier peut disposer de ressources d'un montant équivalent à celui visé au point 1 durant son séjour en République tchèque, ou

   b) un autre document certifiant que des ressources sont disponibles, par exemple une carte de crédit internationalement reconnue.

3. Un étranger qui veut étudier sur le territoire peut, pour prouver qu'il dispose de ressources pour son séjour, produire un document par lequel une autorité publique ou une entité juridique s'engage à couvrir le séjour de l'étranger en procurant des ressources équivalentes au minimum vital pour les besoins personnels pour un mois de séjour prévu, ou un document confirmant que tous les coûts liés aux études et au séjour seront pris en charge par l'organisation (école) hôte. Si la somme mentionnée dans l'engagement n'atteint pas ce montant, l'étranger est tenu de produire un document prouvant qu'il possède des ressources équivalentes à la différence entre le minimum vital pour les besoins personnels et le montant de l'engagement pour la période du séjour prévu, ces ressources ne devant toutefois pas dépasser six fois le minimum vital pour les besoins personnels. Le document relatif à l'existence de moyens de subsistance pour le séjour peut être remplacé par une décision ou un accord sur l'attribution d'une subvention acquise en vertu d'un traité international auquel la République tchèque est tenue.

4. Un étranger qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans est tenu de prouver qu'il dispose pour son séjour conformément au point 1 de ressources équivalentes à la moitié du montant."

et la Section 15 prévoit ce qui suit:

"Invitation

Dans une invitation, la personne invitant un étranger doit s'engager à couvrir les coûts:

a) liés à l'entretien de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire,

b) liés au logement de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire,

c) liés aux soins de santé de l'étranger tout au long de son séjour sur le territoire jusqu'au moment où il quitte le territoire, ainsi qu'au transfert de l'étranger s'il est malade ou de sa dépouille en cas de décès,

d) encourus par la police du fait du séjour de l'étranger sur le territoire et de son départ en cas d'expulsion administrative."»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Selon le droit estonien, les étrangers arrivant en Estonie sans lettre d'invitation doivent, à la demande d'un agent chargé du contrôle des frontières, lorsqu'il entre dans le pays, fournir la preuve qu'il dispose de moyens financiers suffisants pour couvrir le coût de son séjour en Estonie et de son départ du pays. Par moyens financiers suffisants par jour autorisé, on entend 0,2 fois le salaire mensuel minimum appliqué par le gouvernement de la République.

Dans le cas contraire, l'hôte assume la responsabilité des coûts du séjour de l'étranger et de son départ d'Estonie.»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Aux termes du règlement relatif aux étrangers et à l'immigration (règlement (9(2)(B)), l'entrée d'étrangers pour un séjour temporaire dans la République est laissée à l'appréciation des fonctionnaires chargés de l'immigration aux frontières, qui exercent leur pouvoir conformément aux instructions générales ou spécifiques du ministre de l'Intérieur ou aux dispositions du règlement précité. Les fonctionnaires de l'immigration aux frontières décident de l'admission d'un étranger au cas par cas, en tenant compte du but et de la durée du séjour, des éventuelles réservations d'hôtel ou de l'accueil par des personnes résidant normalement à Chypre.

LETTONIE

L'article 81 du décret nº 131 du Cabinet des ministres du 6 avril 1999 [1], modifié par le décret nº 124 du Cabinet des ministres du 19 mars 2002, prévoit que, sur demande d'un fonctionnaire chargé du contrôle des frontières, un étranger ou apatride doit présenter les documents visés aux points 67.2.2 et 67.2.8 desdits décrets:

67.2.2. un billet de réservation dans une station climatique ou un titre de voyage confirmé conformément aux dispositions réglementaires de la République de Lettonie, ou un programme touristique élaboré selon un modèle spécifique et délivré par l'Alliance internationale de tourisme (AIT);

67.2.8. pour l'obtention d'un visa à entrée unique:

67.2.8.1. des traveller's chèques dans la monnaie convertible ou du liquide en LVL ou dans une monnaie convertible correspondant à 60 LVL par jour; si la personne présente des documents attestant que le logement dans un lieu certifié a déjà été payé pour toute la durée du séjour, des traveller's chèques dans la monnaie convertible ou du liquide en LVL ou dans une monnaie convertible correspondant à 25 LVL par jour;

67.2.8.2. un document attestant une réservation dans un logement certifié;

67.2.8.3. un billet aller-retour avec des dates prédéterminées.

LITUANIE

Conformément à l'article 7, paragraphe 1, de la loi lituanienne relative au statut légal des étrangers, un étranger ne peut être admis en République de Lituanie s'il ne peut prouver qu'il a suffisamment de moyens pour couvrir son séjour dans la République de Lituanie, pour payer un billet de retour vers son pays ou pour se rendre dans un autre pays où il a le droit d'entrer.

Aucun montant de référence n'est cependant prévu en la matière. Les décisions sont prises au cas par cas en fonction du but, du type et de la durée du séjour.»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Un montant de référence est prévu dans la législation relative aux étrangers: le décret nº 25/2001 (XI. 21.) du ministre de l'intérieur prévoit actuellement que 1000 HUF sont requis à chaque entrée.

Selon l'article 5 de la loi relative aux étrangers (loi XXXIX de 2001 relative à l'entrée et au séjour des étrangers), les moyens de subsistance requis à chaque entrée et séjour peuvent être attestés par la présentation:

— de devises hongroises ou étrangères ou d'autres moyens de paiement (chèques, carte de crédit, etc.),

— d'une lettre d'invitation valide émanant d'un ressortissant hongrois, d'un étranger titulaire d'un permis de séjour ou d'un permis d'établissement ou d'une entité juridique, si l'hôte déclare couvrir les coûts de logement ou d'hébergement de l'étranger, ses frais de soins de santé et son retour (rapatriement). L'accord officiel de l'autorité compétente en matière d'étrangers doit être joint à la lettre d'invitation,

— de la confirmation d'une réservation de logement ou d'hébergement payée à l'avance par l'intermédiaire d'une agence de voyage (voucher),

— de toute autre preuve crédible.

MALTE

Il est généralement veillé à ce que les personnes entrant à Malte disposent d'un montant minimum de MTL 20 (48 EUR) par jour pendant la durée de leur visite.»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Les montants requis pour franchir les frontières sont déterminés par le décret du ministre de l'intérieur et de l'administration du 20 juin 2002 relatif au montant des ressources destinées à couvrir les dépenses liées à l'entrée, au transit, au séjour et au départ d'étrangers franchissant la frontière de la République de Pologne et aux conditions régissant la présentation de documents prouvant la possession de ces ressources (Dz.U. 2002, Nr 91, poz. 815).

Les montants indiqués dans le décret précité sont:

— 100 PLN par journée de séjour pour les personnes de plus de 16 ans, le total ne pouvant être inférieur à 500 PLN,

— 50 PLN par journée de séjour pour les personnes de moins de 16 ans, le total ne pouvant être inférieur à 300 PLN,

— 20 PLN par journée de séjour, le total ne pouvant être inférieur à 100 PLN, pour les personnes participant à des excursions touristiques, à des camps de jeunes, à des compétitions sportives ou dont les frais de séjour en Pologne sont couverts ou arrivant en Pologne pour se faire soigner dans un sanatorium,

— 300 PLN pour les personnes de plus de 16 ans dont le séjour en Pologne ne dépasse pas trois jours (y compris le transit),

— 150 PLN pour les personnes de moins de 16 ans dont le séjour en Pologne ne dépasse pas trois jours (y compris le transit).»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

70 EUR par personne et par journée de séjour prévue.

SLOVAQUIE

Aux termes de l'article 4, paragraphe 2, point c, de la loi nº 48/2002 Z. z. relative au séjour des étrangers, un étranger est tenu, sur demande, de prouver qu'il dispose pour le séjour d'une somme d'argent, dans une devise convertible, représentant au moins la moitié du salaire minimum prévu par la loi nº 90/1996 Z. z. relative au salaire minimum, telle que modifiée, et ce pour chaque journée de son séjour; un étranger de moins de 16 ans est tenu de prouver qu'il dispose pour le séjour d'une somme d'argent représentant la moitié du salaire minimum.».

(m) à l'annexe 13, le texte suivant est inséré entre la Belgique et le Danemark:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Renseignements complémentaires:

Couleurs de base:

— recto – impression offset en 4 couleurs (impression iridescente en 2 couleurs), impression taille douce en 3 couleurs + empreinte à chaud,

— verso – impression offset en 4 couleurs (impression iridescente en 2 couleurs)

Impression offset:

4 couleurs au recto et au verso (impression iridescente en 2 couleurs), toutes les couleurs offset visibles sous IR (infrarouge)

Impression taille douce:

3 couleurs au recto, 2ème+ 3ème couleurs de ton identique avec des propriétés différentes dans le spectre IR.

Format: 99 × 68 mm»

et, entre l'Allemagne et la Grèce:

«ESTONIE

CARTES DIPLOMATIQUES ET CARTES DE SERVICE

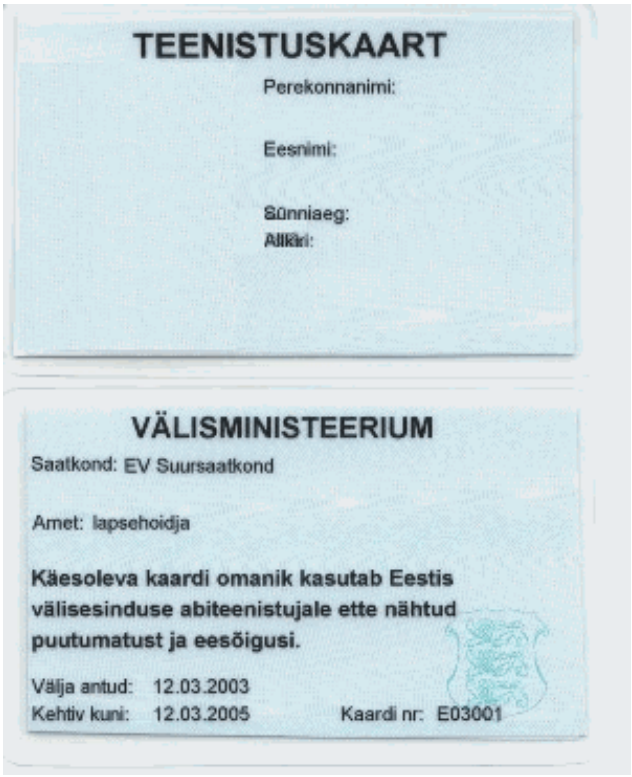
1. délivrées aux diplomates et agents consulaires ainsi qu'aux membres de leurs familles – CARTES BLEUES:

— Cat. A – Chef de mission;

— Cat. B – Membres du personnel des missions diplomatiques

2. délivrées aux membres du personnel administratif et technique ainsi qu'aux membres de leurs familles – CARTES ROUGES:

— Cat. C – Membres du personnel administratif et technique



3. délivrées aux membres du personnel de service, aux domestiques privés et aux membres de leurs familles ainsi qu'aux employés locaux – CARTES VERTES:

— Cat. D – Membres du personnel de service; Cat. E – Domestiques privés; Cat. F – Employés locaux (citoyens ou résidents estoniens)

4. délivrées aux agents consulaires honoraires de pays étrangers en République d'Estonie – CARTES GRISES:

— Cat. HC – agents consulaires honoraires

Les mentions indiquées au recto des cartes diplomatiques et des cartes de service sont les suivantes:

— intitulé de la carte (carte diplomatique ou de service)

— nom du titulaire

— date de naissance

— photo

— signature

— cachet du service du Protocole

Le verso porte les mentions suivantes:

— autorité qui a délivré le document (Ministère des affaires étrangères)

— nom de l'ambassade

— qualité du titulaire

— étendue de l'immunité

— date de délivrance

— valable jusqu'au

— numéro de série

Caractéristiques générales de toutes les cartes délivrées par l'Estonie:

La carte est plastifiée. La photo et la signature sont reproduites au recto par numérisation. Armoiries nationales en filigrane au verso.

Par membres de la famille d'un diplomate, on entend les personnes à charge ci-après si elles habitent avec lui:

1. conjoint;

2. enfant célibataire de moins de 21 ans;

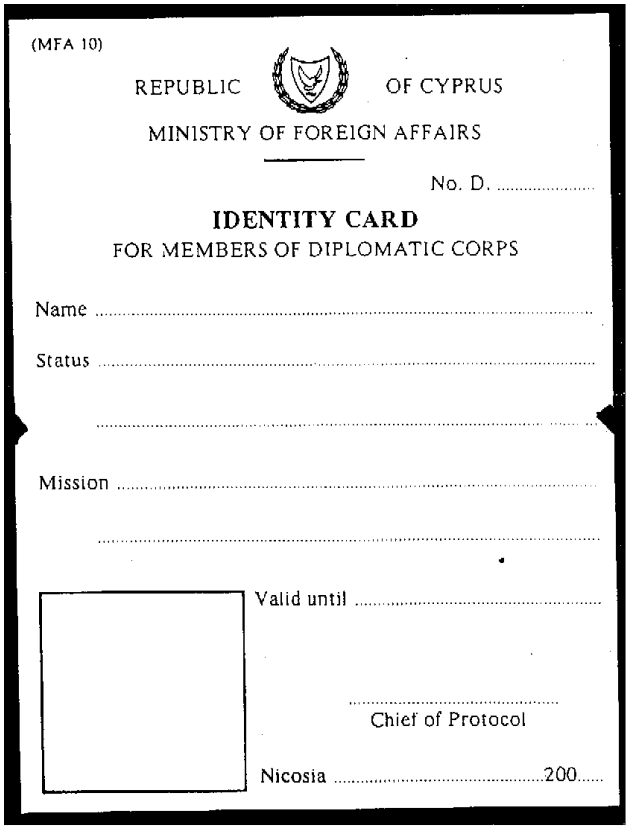
3. enfant célibataire de moins de 23 ans suivant des études dans un établissement d'enseignement supérieur;

4. un autre membre de la famille dans certains cas particuliers.

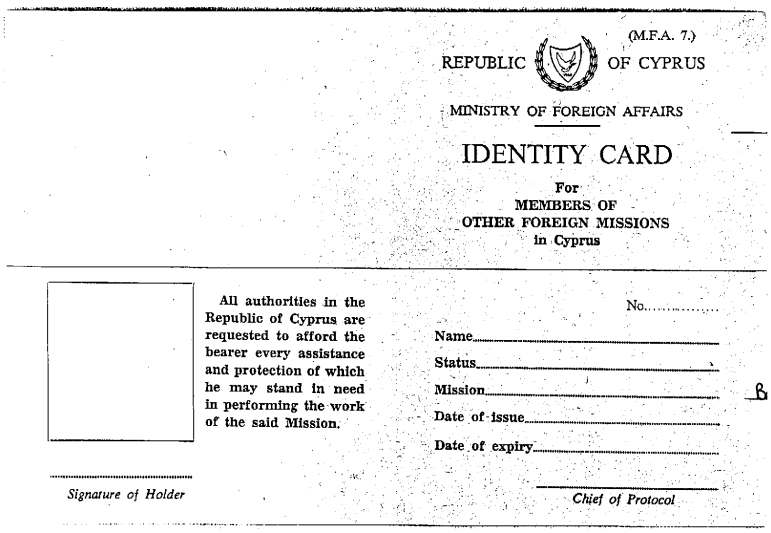
Aucune carte diplomatique ou de service n'est délivrée si la durée de la mission est inférieure à six mois.»

et, entre l'Italie et le Luxembourg:

«CHYPRE



La carte d'identité pour les membres du Corps diplomatique de Chypre est délivrée aux diplomates et aux membres de leurs familles; elle est pliée au milieu (de manière que les informations soient à l'intérieur), elle est de couleur bleue et son format est de 11cm x 14,5cm. Le verso du document est une couverture bleu foncé.



(M.F.A. 7.)

REPUBLIC OF CYPRUS

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

IDENTITY CARD

For
MEMBERS OF
OTHER FOREIGN MISSIONS
in Cyprus

All authorities in the Republic of Cyprus are requested to afford the bearer every assistance and protection of which he may stand in need in performing the work of the said Mission.

No.....

Name.....

Status.....

Mission.....

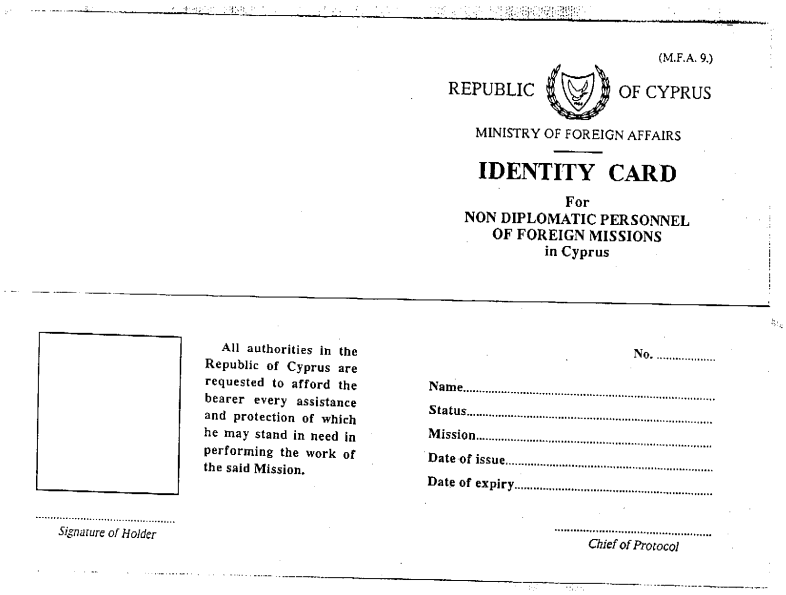
Date of issue.....

Date of expiry.....

Signature of Holder

Chief of Protocol

La carte d'identité pour les membres des autres missions étrangères à Chypre est délivrée aux membres du personnel des Nations Unies en poste à Chypre et aux membres de leur famille; elle est pliée au milieu (recto: partie supérieure de la reproduction ci-dessus, verso: partie inférieure), elle est de couleur vert clair et son format est de 20,5cm x 8cm.



(M.F.A. 9.)

REPUBLIC OF CYPRUS

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

IDENTITY CARD

For
NON DIPLOMATIC PERSONNEL
OF FOREIGN MISSIONS
in Cyprus

All authorities in the Republic of Cyprus are requested to afford the bearer every assistance and protection of which he may stand in need in performing the work of the said Mission.

No. .....

Name.....

Status.....

Mission.....

Date of issue.....

Date of expiry.....

Signature of Holder

Chief of Protocol

La carte d'identité pour le personnel non diplomatique des missions étrangères à Chypre est délivrée aux membres du personnel technique et administratif des missions diplomatiques étrangères à Chypre et aux membres de leur famille; elle est pliée au milieu (recto: partie supérieure de la reproduction ci-dessus, verso: partie inférieure), elle est de couleur bleu clair et son format est de 20,5cm x 8cm.

LETTONIE

Les demandes de cartes d'identité sont présentées au Service du protocole accompagnées de deux photographies de l'intéressé(e). Les photographies (30 x 40 mm) doivent avoir été prises moins de six mois auparavant. Le nom du demandeur ainsi que le nom de l'ambassade doivent figurer au dos de chaque photographie. Les formulaires de demande peuvent être obtenus auprès du Service du protocole. Les cartes d'identité doivent être retournées au ministère dès que la mission est terminée.

Caractéristiques des cartes d'identité

Le Ministère des affaires étrangères délivre des cartes d'identité rouges, oranges, jaunes, bleues, vertes et marrons aux catégories de personnes indiquées ci-après, à condition qu'il ne s'agisse pas de ressortissants lettons ni de personnes résidant en permanence en Lettonie.

Par "membres de la famille… faisant partie du ménage", on entend les personnes suivantes:

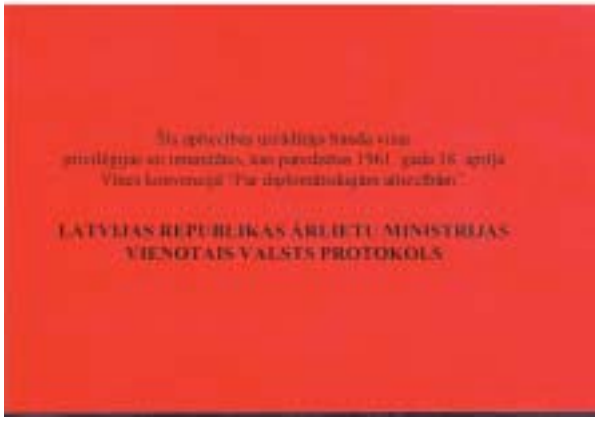
— femme/mari;

— enfants célibataires de moins de 18 ans qui résident exclusivement dans le foyer principal ou y séjournent lors de visites en Lettonie;

— enfants célibataires de moins de 21 ans qui suivent des études à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur en Lettonie, mais qui continuent à faire partie du ménage.

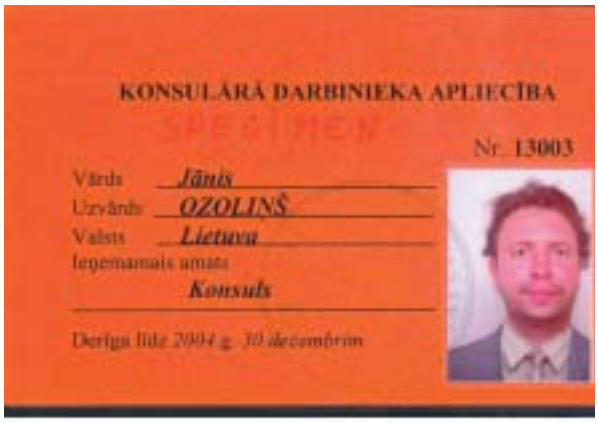
1. Diplomates

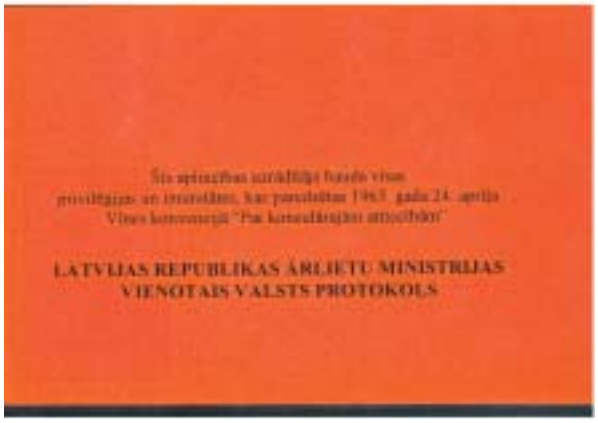
Les cartes rouges sont délivrées aux agents diplomatiques en poste en Lettonie ainsi qu'à leurs conjoints et à leur enfants de moins de 18 ans. Cependant, les enfants célibataires de moins de 21 ans qui suivent des études à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur en Lettonie peuvent aussi se voir délivrer une carte d'identité diplomatique sur présentation d'une autorisation de l'établissement d'enseignement supérieur au Service du protocole.



2. Agents consulaires de carrière

Les cartes oranges sont délivrées aux agents consulaires de carrière ainsi qu'à leurs conjoints et à leurs enfants.





3. Personnel administratif et technique

Les cartes jaunes sont délivrées aux membres du personnel administratif et technique, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs enfants qui font partie du ménage.

4. Personnel de service

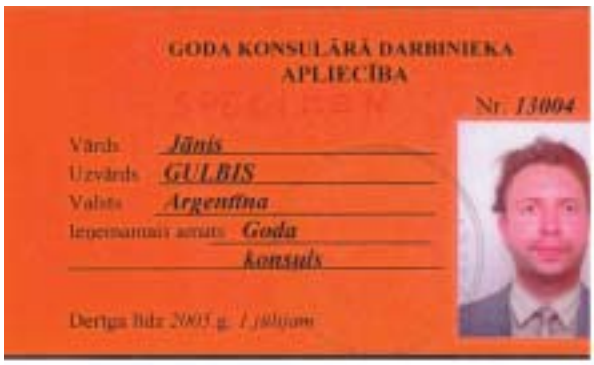
Les cartes bleues sont délivrées aux membres du personnel de service qui ne sont pas des ressortissants lettons ou qui ne résident pas en Lettonie.

5. Personnel des organisations internationales

Les cartes vertes sont délivrées aux membres du personnel des organisations internationales ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs enfants qui font partie du ménage, à condition qu'il ne s'agisse pas de ressortissants lettons ou de personnes résidant en permanence en Lettonie.

6. Consuls honoraires

Les cartes marrons sont délivrées aux consuls honoraires.



LITUANIE

»

et, entre le Luxembourg et les Pays-Bas:

«HONGRIE

Le Ministère des affaires étrangères délivre les cartes d'identité ci-après aux membres du personnel des représentations étrangères. La catégorie de la carte d'identité est indiquée par la bande de couleur qui traverse la carte en diagonale:

a) Bande bleue

Ces cartes d'identité sont délivrées aux diplomates et aux membres de leurs familles ainsi qu'aux fonctionnaires des organisations internationales qui ont qualité de diplomate et aux membres de leurs familles.

b) Bande verte

Ces cartes d'identité sont délivrées aux membres du personnel technique et administratif des missions diplomatiques et aux membres de leurs familles ainsi qu'aux fonctionnaires des organisations internationales qui ont une fonction technique ou administrative et aux membres de leurs familles.

c) Bande rose

Ces cartes d'identité sont délivrées aux membres des représentations consulaires et aux membres de leurs familles.

d) Bande jaune

Ces cartes d'identité sont délivrées aux membres du personnel de service des missions diplomatiques ou consulaires ou des représentations des organisations internationales ainsi qu'aux membres de leurs familles.

e) Bande vert clair

Ces cartes d'identité sont délivrées aux membres des représentations des pays étrangers et des organisations internationales et aux membres de leur famille, attestant de privilèges diplomatiques et d'immunités limités.

Les informations qui figurent au recto des cartes d'identité sont les suivantes:

Nom

Représentation

Rang

Numéro de série

Validité

Photographie

Le verso porte les informations suivantes:

Carte d'identité

Date de naissance

Adresse

Mentions particulières:

1. Mention concernant l'immunité
2. Date d'entrée en service

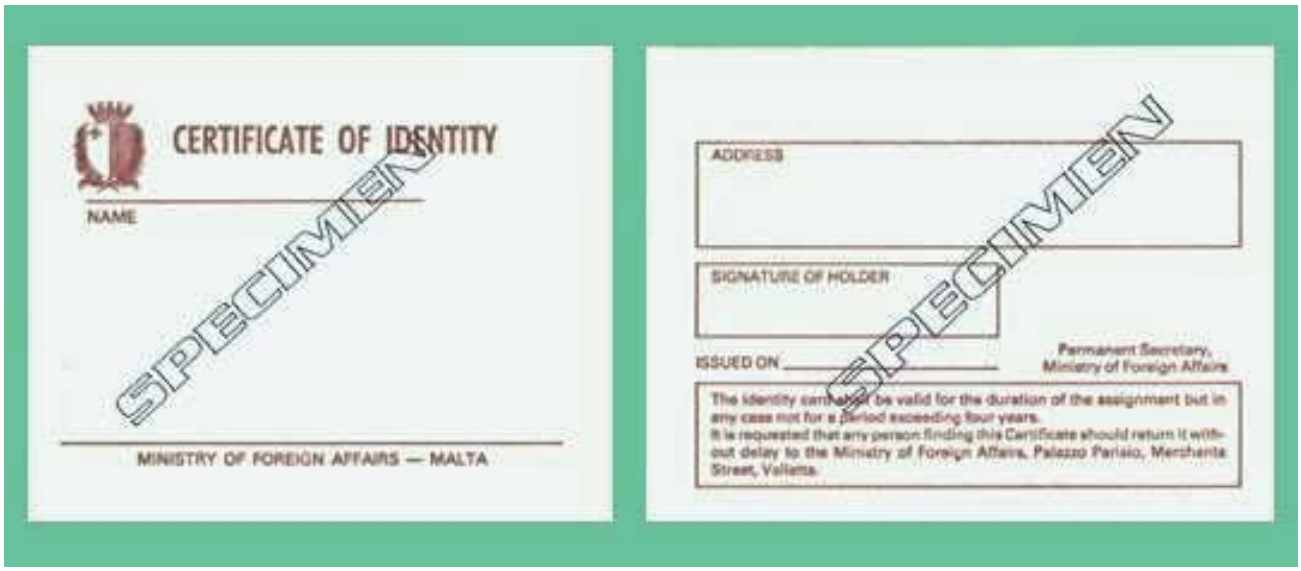
Un espace est prévu pour un code-barre (qui n'est pas encore utilisé).

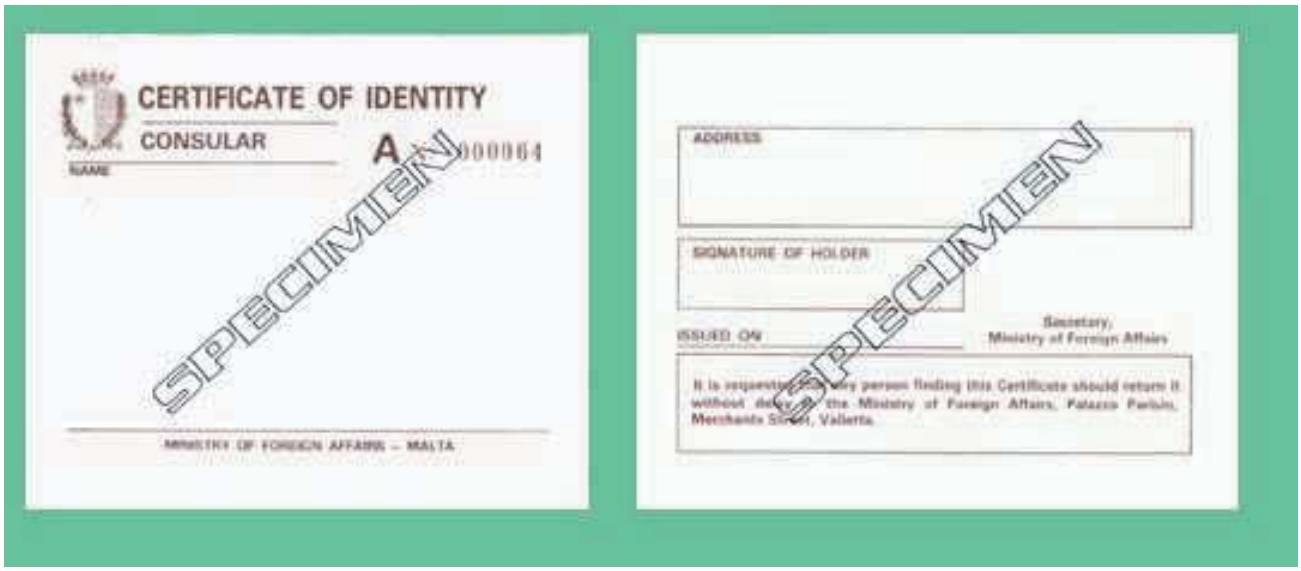
Numéro d'immatriculation au registre de données

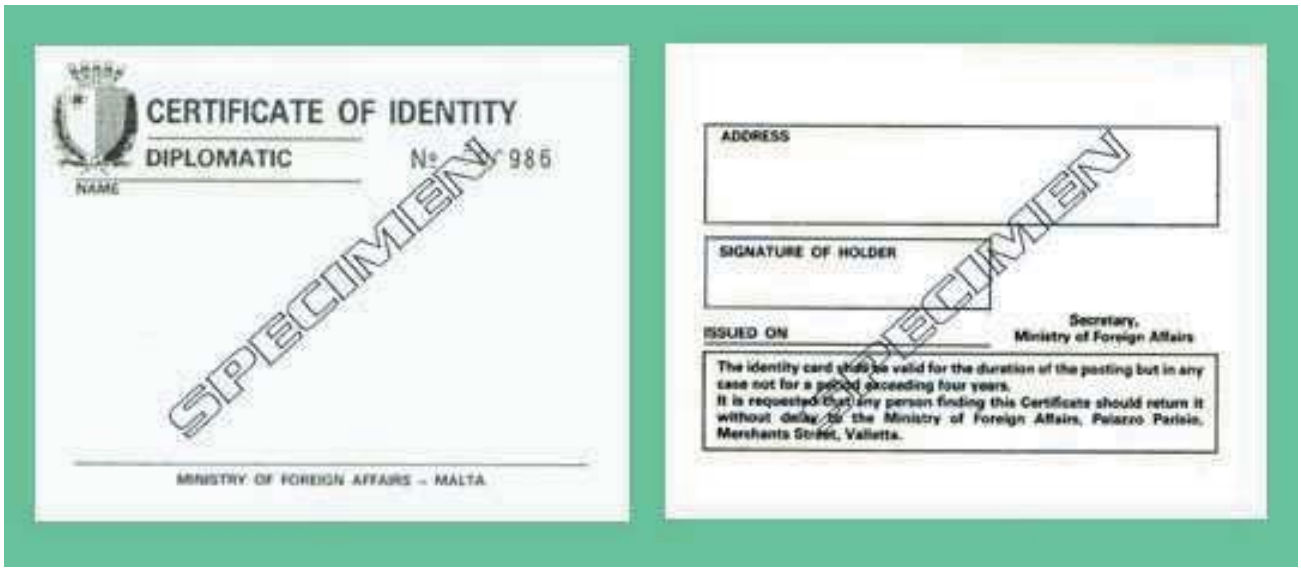
Caractéristiques générales des cartes:

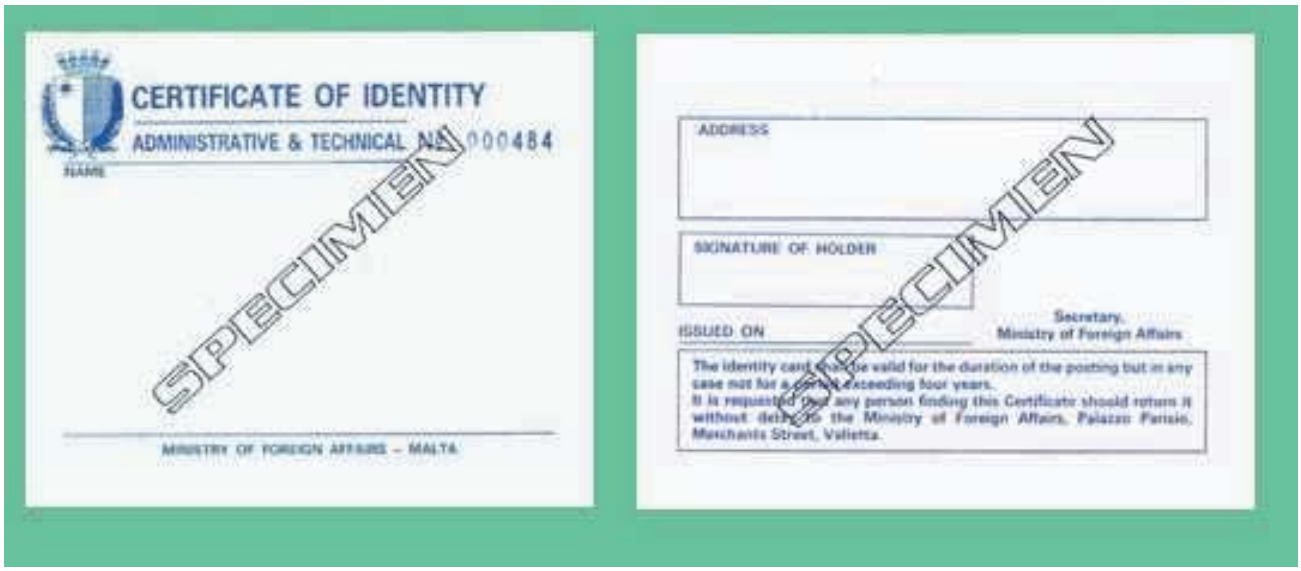
Le document est plastifié (la pellicule de plastique est reproduite ci-dessous). Il est étanche, ne peut être altéré sans être endommagé et il est muni des sécurités suivantes: contenu U.V., micro-lettres, papier métallisé.

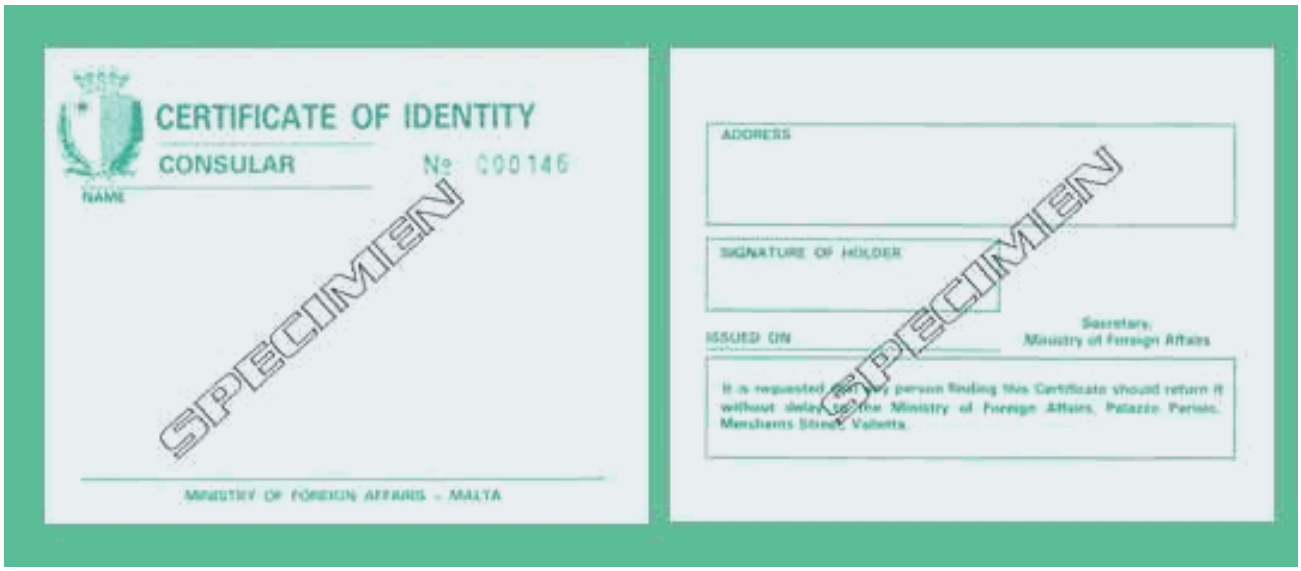
MALTE


CERTIFICATE OF IDENTITY
NAME
SPECIMEN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS — MALTA
ADDRESS
SIGNATURE OF HOLDER
ISSUED ON
Permanent Secretary,
Ministry of Foreign Affairs
The identity certificate be valid for the duration of the assignment but in any case not for a period exceeding four years.
It is requested that any person finding this Certificate should return it without delay to the Ministry of Foreign Affairs, Palazzo Parisio, Merchants Street, Valletta.
SPECIMEN


CERTIFICATE OF IDENTITY
CONSULAR
NAME
A
SPECIMEN
ADDRESS
SIGNATURE OF HOLDER
ISSUED ON
Secretary,
Ministry of Foreign Affairs
SPECIMEN


CERTIFICATE OF IDENTITY
DIPLOMATIC
NAME
SPECIMEN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS – MALTA
ADDRESS
SIGNATURE OF HOLDER
ISSUED ON
Secretary,
Ministry of Foreign Affairs
The identity card shall be valid for the duration of the posting but in any case not for a period exceeding four years.
It is requested that any person finding this Certificate should return it without delay to the Ministry of Foreign Affairs, Palazzo Parisio, Merchants Street, Valletta.
SPECIMEN


CERTIFICATE OF IDENTITY
ADMINISTRATIVE & TECHNICAL
NAME
SPECIMEN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS – MALTA
ADDRESS
SIGNATURE OF HOLDER
ISSUED ON
Secretary,
Ministry of Foreign Affairs
The identity card shall be valid for the duration of the posting but in any case not for a period exceeding four years.
It is requested that any person finding this Certificate should return it without delay to the Ministry of Foreign Affairs, Palazzo Parisio, Merchants Street, Valletta.
SPECIMEN


CERTIFICATE OF IDENTITY
CONSULAR
NAME
SPECIMEN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS – MALTA
ADDRESS
SIGNATURE OF HOLDER
ISSUED ON
Secretary,
Ministry of Foreign Affairs
It is requested that any person finding this Certificate should return it without delay to the Ministry of Foreign Affairs, Palazzo Parisio, Merchants Street, Valletta.
SPECIMEN

Les demandes de cartes d'identité doivent être adressées par note verbale au bureau du protocole, direction des affaires consulaires et de l'information, ministère des affaires étrangères, à laquelle il convient de joindre deux photos récentes de la personne concernée. La note verbale doit inclure la fonction du demandeur en mentionnant clairement s'il appartient au personnel diplomatique ou technique. Les cartes d'identité doivent être restituées au bueau du protocole, direction des affaires consulaires et de l'information, à la fin de la période de service de la personne concernée.

Cinq types de cartes d'identité sont délivrés par le bureau du protocole, direction des affaires consulaires et de l'information, selon la fonction du titulaire – diplomate, membre du personnel technique, consul honoraire de Malte, consul honoraire d'un pays tiers représenté à Malte ou membre du personnel d'une organisation internationale. Toutes ces cartes d'identité sont valables pour une durée de quatre ans.

1. Diplomates

   Carte d'identé noire, délivrée aux membres du personnel diplomatique d'une mission étrangère et à leur conjoint, ainsi qu'à leurs enfants de plus de 18 ans qui vivent encore sous le même toit.

2. Agents consulaires

   Carte d'identité verte ou brune. La carte d'identité verte est délivrée aux consuls honoraires de Malte à l'étranger et la carte d'identité brune est délivrée aux consuls honoraires représentant un pays tiers à Malte.

3. Personnel administratif et technique

   Carte d'identité bleue, délivrée aux membres du personnel technique et administratif d'une mission accréditée à Malte, ainsi qu'aux membres de leurs familles.

4. Personnel des organisations internationales

   Carte bordeaux, délivrée aux membres de personnel des organisations internationales, ainsi qu'aux membres de leurs familles qui vivent sous le même toit.

Les caractéristiques techniques des cartes d'identité délivrées par le ministère des affaires étrangères sont les suivantes:

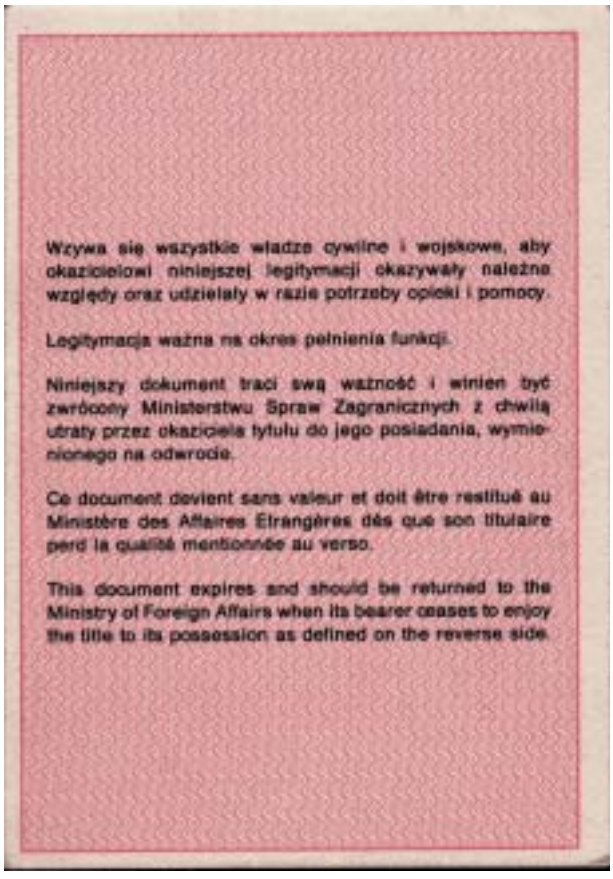
a) numéro de carte d'identité, qui est enregistré;

b) signature de l'agent du protocole habilité; et

c) application d'un film de protection sur la carte d'identité de façon à réduire les risques de falsification.»

et, entre l'Autriche et le Portugal:

«POLOGNE



CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

DOCUMENT: CARTE D'IDENTITÉ DIPLOMATIQUE DÉLIVRÉE PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MSZ)

FORMAT: 100 mm x 71 mm

NOMBRE DE PAGES: 2 (deux)

DONNÉES PERSONNELLES:

— PROTECTION DE LA PHOTOGRAPHIE CONTRE LES TENTATIVES DE REMPLACEMENT:

les sécurités ne sont pas divulguées; la photographie doit être fixée dans le coin inférieur gauche au recto du document.

AUTRES CARACTÉRISTIQUES:

— Le sigle du Ministère des affaires étrangères (MSZ) figure sur un fond de lignes horizontales dessinées dans un cercle de 29 mm de diamètre.

— L'espace délimitant la lettre M n'est pas guilloché. À l'intérieur des espaces qui délimitent la lettre S et la lettre Z sont dessinées des lignes qui sont inclinées vers la gauche dans le cas du S et vers la droite dans le cas du Z.

INSCRIPTIONS:

Tous les noms de rubriques et les informations qui figurent au verso du document sont imprimés en offset à l'encre noire.»

et, entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

SLOVAQUIE

Les cartes d'identité destinées aux personnes autorisées qui sont accréditées dans la République slovaque sont délivrées par le service du protocole diplomatique du ministère des affaires étrangères de la République slovaque.

Types de cartes d'identité:

1. Type "D" – cartes d'identité (rouges) délivrées aux diplomates et aux membres de leurs familles.

2. Type "ATP" – cartes d'identité (bleues) délivrées au personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles.

3. Type "SP" – cartes d'identité (vertes) délivrées au personnel de service et aux membres de leurs familles, ainsi qu'au personnel privé.

4. Type "MO" – cartes d'identité (violettes) délivrées aux employés des organisations internationales et aux membres de leurs familles.

5. Type "HK" – cartes d'identité (grises) délivrées aux agents consulaires honoraires.

Au recto, la carte d'identité comporte:

a) le nom, le type, le numéro et la validité de la carte d'identité,

b) le prénom, le nom de famille, la date de naissance, la nationalité, le sexe et la fonction du titulaire de la carte d'identité,

c) un code barre lisible par machine (comme pour les cartes d'identité et les passeports qui servent aux autorités policières à des fins d'identification).

Au verso, la carte d'identité comporte:

a) un texte explicatif,

b) l'adresse du titulaire de la carte d'identité,

c) la date à laquelle la carte d'identité a été délivrée,

d) la signature du titulaire de la carte,

e) la signature du directeur du service du protocole diplomatique,

f) le cachet du ministère des affaires étrangères de la République slovaque.

De format 99 x 68 mm, la carte d'identité est imprimée sur papier de sécurité blanc ayant une filigrane multiton précisément positionnée, ainsi qu'une bande plastique de protection et des fibres de protection qui y sont incorporées. La carte est protégée par un film thermoplastique de protection de 105 x 74 mm, appliqué par traitement thermique.

Les éléments de protection ci-après sont inclus dans la carte:

a) filigrane

b) bande plastique

c) fibres de protection

d) fond de protection

e) protection uniquement visible sous infrarouge

f) élément optiquement variable

g) numérotation».

D. DIVERS

41994 D 0028: Décision du Comité exécutif du 22 décembre 1994 concernant le certificat prévu à l'article 75 pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes (SCH/Com-ex (94) 28, rév.) (JO L 239 du 22.9.2000, p. 463).

À l'annexe II, le texte suivant est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et à l'Allemagne:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:

Ministère de la santé de la République tchèque
Palackého náměstí 4
128 01 Praha 1
Tél.: +420 2 2 497 2457
Fax: +420 2 2 491 5430,»

et entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE:

Ministère des affaires sociales
Gonsiori 29
Tallinn 15027
Tél.: +372 626 9 700
Fax: +372 699 2209,»

et entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE:

Ministère de la santé
Services pharmaceutiques
Larnaka Avenue 7
Nicosia 1475
Tél.: +357 22 407 107
Fax: +357 22 305 255

LETTONIE:

Ministère de la prévoyance sociale
Département "Pharmacie"
Skolas str. 21
Riga LV-1331
Tél.: +371 7 021 608
Fax: +371 7 276 445

LETTONIE:

Ministère de la prévoyance sociale
Vilniaus St. 33
LT-2001 Vilnius
Tél.: +370-2-661400
Fax: +370-2-661402,»

et entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE:

(Ministère de la santé, des affaires sociales et de la famille
Département "Produits pharmaceutiques et équipements médicaux"
Département des stupéfiants)
Egészségügyi, Szociális és Családügyi Minisztérium
Gyógyszerészeti és Orvostechnikai Főosztály
Kábítószer Osztály
Arany János utca 6-8
H-1051 Budapest
Tél.: +361 312 3 216
Fax: +361 311 7 255
e-mail: fabian.ferenc@eum.hu

MALTE:

Taqsima għall-Kontroll ta' Sustanzi Narkotiċi
Diviżjoni tas-Saħħa
15 Triq il-Merkanti
Valletta
Malte
Tél.: +356-21 25 55 42
Fax: +356-21 25 55 41,»

et entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE:

Główny Inspektor Farmaceutyczny
ul. Długa 38/40
00-238 Warszawa
Tél.: +48 22 831 21 31
Fax: +48 22 831 02 44»

et après la mention relative au Portugal:

«SLOVÉNIE:

Office des produits pharmaceutiques de la République de Slovénie
Trubarjeva 3
1000 Ljubljana,
Tél.: +386 1 244 12 08
Fax: +386 1 244 12 72

SLOVAQUIE:

Ministerstvo zdravotníctva Slovenskej republiky (Ministčre de la santé de la République slovaque)
Sekcia zdravotnej starostlivosti (Section des soins de santé)
Odbor organizácie, riadenia a licencií (Organisation, gestion et délivrance des licenses)
Limbova 2
833 07 Bratislava
Tél.: +421 2 5 937 3384 (personne de contact)
+421 2 5 937 3171 (secrétariat)
Fax: +421 2 5 479 2400.»

19. **UNION DOUANIÈRE**

A. ADAPTATIONS TECHNIQUES AU CODE DES DOUANES ET À SES DISPOSITIONS D'APPLICATION

I. *CODE DES DOUANES*

31992 R 2913: Règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire (JO L 302 du 19.10.1992 p. 1), modifié par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

— 31997 R 0082: Règlement (CE) nº 82/97 du Parlement européen et du Conseil du 19.12.1996 (JO L 17 du 21.1.1997, p. 1)

— 31999 R 0955: Règlement (CE) nº 955/1999 du Parlement européen et du Conseil du 13.4.1999 (JO L 119 du 7.5.1999, p. 1)

— 32000 R 2700: Règlement (CE) nº 2700/2000 du Parlement européen et du Conseil du 16.11.2000 (JO L 311 du 12.12.2000, p. 17)

À l'article 3, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté:

«— le territoire de la République tchèque,

— le territoire de la République d'Estonie,

— le territoire de la République de Chypre,

— le territoire de la République de Lettonie,

— le territoire de la République de Lituanie,

— le territoire de la République de Hongrie,

— le territoire de la République de Malte,

— le territoire de la République de Pologne,

— le territoire de la République de Slovénie,

— le territoire de la République slovaque»

II. *DISPOSITIONS D'APPLICATION*

31993 R 2454: Règlement (CEE) nº 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO L 253 du 11.10.1993, p. 1), modifié par:

— 31993 R 3665: Règlement (CE) nº 3665/93 de la Commission du 21.12.1993 (JO L 335 du 31.12.1993, p. 1)

— 31994 R 0655: Règlement (CE) nº 655/94 de la Commission du 24.3.1994 (JO L 82 du 25.3.1994, p. 15)

— 31994 R 1500: Règlement (CE) nº 1500/94 de la Commission du 21.6.1994 (JO L 162 du 30.6.1994, p. 1)

— 31994 R 2193: Règlement (CE) nº 2193/94 du 8.9.1994 (JO L 235 du 9.9.1994, p. 6)

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

— 31994 R 3254: Règlement (CE) nº 3254/94 de la Commission du 19.12.1994 (JO L 346 du 31.12.1994, p. 1)

— 31995 R 1762: Règlement (CE) nº 1762/95 de la Commission du 19.7.1995 (JO L 171 du 21.7.95, p. 8)

— 31996 R 0482: Règlement (CE) nº 482/96 de la Commission du 19.3.1996 (JO L 70 du 20.3.1996, p. 4)

— 31996 R 1676: Règlement (CE) nº 1676/96 de la Commission du 30.7.1996 (JO L 218 du 28.8.1996, p. 1)

— 31996 R 2153: Règlement (EC) nº 2153/96 du Conseil du 25.10.1996 (JO L 289 du 12.11.1996, p. 1)

— 31997 R 0012: Règlement (CE) nº 12/97 de la Commission du 18.12.1996 (JO L 9 du 13.1.1997, p. 1)

— 31997 R 0089: Règlement (CE) nº 89/97 de la Commission du 20.1.1997 (JO L 17 du 21.1.1997, p. 28)

— 31997 R 1427: Règlement (CE) nº 1427/97 de la Commission du 23.7.1997 (JO L 196 du 24.7.1997, p. 31)

— 31998 R 0075: Règlement (CE) nº 75/98 de la Commission du 12.1.1998 (JO L 7 du 13.1.1998, p. 3)

— 31998 R 1677: Règlement (CE) nº 1677/98 de la Commission du 29.7.1998 (JO L 212 du 30.7.1998, p. 18)

— 31999 R 0046: Règlement (CE) nº 46/1999 de la Commission du 8.1.1999 (JO L 10 du 15.1.1999, p. 1)

— 31999 R 0502: Règlement (CE) nº 502/1999 de la Commission du 12.2.1999 (JO L 65 du 12.3.1999, p. 1)

— 31999 R 1662: Règlement (CE) nº 1662/1999 de la Commission du 28.7.1999 (JO L 197 du 29.7.1999, p. 25)

— 32000 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/2000 de la Commission du 24.7.2000 (JO L 188 du 26.7.2000, p. 1)

— 32000 R 2787: Règlement (CE) nº 2787/2000 de la Commission du 15.12.2000 (JO L 330 du 27.12.2000, p. 1)

— 32001 R 0993: Règlement (CE) nº 993/2001 de la Commission du 4.5.2001 (JO L 141 du 28.5.2001, p. 1)

— 32002 R 0444: Règlement (CE) nº 444/2002 de la Commission du 11.3.2002 (JO L 68 du 12.3.2002, p. 11)

1. À l'article 62, troisième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Vystaveno dodatečně,

— Välja antud tagasiulatuvalt,

— Izsniegts retrospektīvi,

— Retrospektyvusis išdavimas,

— Kiadva visszamenőleges hatállyal,

— Maħruġretrospettivament,

— Wystawione retrospektywnie,

— Izdano naknadno,

— Vydané dodatočne»

2. À l'article 98, paragraphe 1, les termes «et dans la République de Slovénie (pour certains vins)» sont supprimés.

3. À l'article 113, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«VYSTAVENO DODATEČNĚ,

VÄLJA ANTUD TAGASIULATUVALT,

IZSNIEGTS RETROSPEKTĪVI,

RETROSPEKTYVUSIS IŠDAVIMAS,

KIADVA VISSZAMENŐLEGES HATÁLLYAL,

MAĦRUĠ RETROSPETTIVAMENT,

WYSTAWIONE RETROSPEKTYWNIE,

IZDANO NAKNADNO,

VYDANÉ DODATOČNE»

4. À l'article 114, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— DUPLIKÁT,

— DUPLIKAAT,

— DUBLIKĀTS,

— DUBLIKATAS,

— MÁSODLAT,

— DUPLIKAT,

— DUPLIKAT,

— DVOJNIK,

— DUPLIKÁT»

5. À l'article 163, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Pour les marchandises introduites dans le territoire douanier de la Communauté et acheminées jusqu'au lieu de destination dans une autre partie de ce territoire en empruntant les territoires du Bélarus, de la Bulgarie, de la Russie, de la Roumanie, de la Suisse, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Croatie, de la République fédérale de Yougoslavie ou de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la valeur en douane est déterminée en prenant en considération le premier lieu d'introduction dans le territoire douanier de la Communauté, à la condition que les marchandises fassent l'objet d'un acheminement direct à travers lesdits territoires, la traversée de ces territoires devant correspondre à une voie normale vers le lieu de destination.»

6. À l'article 163, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article restent applicables lorsque, dans les territoires du Bélarus, de la Bulgarie, de la Russie, de la Roumanie, de la Suisse, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Croatie, de la République fédérale de Yougoslavie ou de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et pour des raisons inhérentes uniquement au transport, les marchandises ont fait l'objet d'un débarquement, d'un transbordement ou ont été momentanément immobilisées.»

7. À l'article 280, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Zjednodušený vývoz,

— Lihtsustatud väljavedu,

— Vienkāršotā izvešana,

— Supaprastintas eksportas,

— Egyszerűsített kivitel,

— Esportazzjoni simplifikata,

— Wywóz uproszczony,

— Poenostavljen izvoz,

— Zjednodušený vývoz»

8. À l'article 296, paragraphe 2), point b), huitième tiret, le texte suivant est ajouté:

«KONEČNÉ POUŽITÍ: ZBOŽÍ, U KTERÉHO PŘECHÁZEJÍ POVINNOSTI NA PŘÍJEMCE (ČLÁNEK 296 NAŘÍZENÍ (EHS) č. 2454/93),

EESMÄRGIPÄRANE KASUTAMINE: KAUP, MILLE KORRAL KOHUSTUSED LÄHEVAD ÜLE KAUBA SAAJALE (MÄÄRUSE ((EMÜ) NR 2454/93 ARTIKKEL 296),

IZMANTOŠANAS MĒR-IS: PREČU SAŅĒMĒJS ATBILDĪGS PAR PREČU IZMANTOŠANU (REGULA (EEK) NR.2454/93, 296.PANTS),

GALUTINIS VARTOJIMAS: PREKĖS, SU KURIOMIS SUSIJUSIOS PRIEVOLĖS PERDUOTOS JŲ PERĖMĖJUI (REGLAMENTAS (EEB) NR. 2454/93, 296 STRAIPSNIS),

MEGHATÁROZOTT CÉLRA TÖRTÉNŐ FELHASZNÁLÁS: AZ ÁRUKKAL KAPCSOLATOS KÖTELEZETTSÉGEK AZ ÁRUK ÁTVEVŐJÉRE SZÁLLTAK ÁT (A 2454/93/EGK RENDELET 296.CIKKE),

UŻU AĦĦARI: OĠĠETTI LI GĦALIHOM L-OBBLIGI HUMA TRASFERITI LIL MIN ISIR IT-TRASFERIMENT (REGOLAMENT (KEE) 2454/93, ARTIKOLU 296),

PRZEZNACZENIE SZCZEGÓLNE: TOWARY, W ODNIESIENIU DO KTÓRYCH ZOBOWIĄZANIA SĄ PRZENOSZONE NA OSOBĘ PRZEJMUJĄCĄ (ROZPORZĄDZENIE (EWG) NR 2454/93, ART. 296),

POSEBEN NAMEN: BLAGO, ZA KATERO SE OBVEZNOSTI PRENESEJO NA PREJEMNIKA (UREDBA (EGS) ŠT. 2454/93, ČLEN 296),

KONEČNÉ POUŽITIE: TOVAR, S KTORÝM PRECHÁDZAJÚ POVINNOSTI NA PRÍJEMCU (NARIADENIE (EHS) Č. 2454/93, ČLÁNOK 296),»

9. À l'article 297, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«KONEČNÉ POUŽITÍ,

EESMÄRGIPÄRANE KASUTAMINE,

IZMANTOŠANAS MĒRĶIS,

GALUTINIS VARTOJIMAS,

MEGHATÁROZOTT CÉLRA TÖRTÉNŐ FELHASZNÁLÁS,

UŻU AĦĦARI,

PRZEZNACZENIE SZCZEGÓLNE,

POSEBEN NAMEN,

KONEČNÉ POUŽITIE,»

10. À l'article 298, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«ČLÁNEK 298 NAŘÍZENÍ (EHS) č. 2454/93 KONEČNÉ POUŽITÍ: ZBOŽÍ URČENO K VÝVOZU – ZEMĚDĚLSKÉ NÁHRADY NELZE UPLATNIT,

MÄÄRUSE (EMÜ) NR 2454/93 ARTIKKEL 298 "EESMÄRGIPÄRANE KASUTAMINE": KAUBALE, MIS LÄHEB EKSPORDIKS, PÕLLUMAJANDUSTOETUSI EI RAKENDATA,

REGULAS (EEK) NR. 2454/93, 298.PANTS: IZMANTOŠANAS MĒRĶIS: PRECES PAREDZĒTAS IZVEŠANAI – LAUKSAIMNIECĪBAS KOMPENSĀCIJU NEPIEMĒRO,

REGLAMENTAS (EEB) NR. 2454/93, 298 STRAIPSNIS, GALUTINIS VARTOJIMAS: EKSPORTUOJAMOS PREKĖS – ŽEMĖS ŪKIO GRĄŽINAMOSIOS IŠMOKOS NETAIKOMOS,

MEGHATÁROZOTT CÉLRA TÖRTÉNŐ FELHASZNÁLÁS A 2454/93/EGK RENDELET 298.CIKKE SZERINT: KIVITELI RENDELTETÉSŰ ÁRUK - MEZŐGAZDASÁGI VISSZATÉRÍTÉS NEM ALKALMAZHATÓ,

ARTIKOLU 298 REGOLAMENT (KEE) 2454/93 UŻU AĦĦARI: OĠĠETTI DESTINATI GĦALL-ESPORTAZZJONI RIFUŻJONIJIET AGRIKOLI MHUX APPLIKABBLI,

ARTYKUŁ 298 ROZPORZĄDZENIA (EWG) NR 2454/93 PRZEZNACZENIE SZCZEGÓLNE: TOWARY PRZEZNACZONE DO WYWOZU – NIE STOSUJE SIĘ DOPŁAT ROLNYCH,

ČLEN 298 UREDBE (EGS) ŠT. 2454/93 POSEBEN NAMEN: BLAGO DEKLARIRANO ZA IZVOZ – UPORABA KMETIJSKIH IZVOZNIH NADOMESTIL IZKLJUČENA,

ČLÁNOK 298 NARIADENIA (EHS) Č. 2454/93 KONEČNÉ POUŽITIE: TOVAR URČENÝ NA VÝVOZ – POĽNOHOSPODÁRSKE NÁHRADY NEMOŽNO UPLATNIŤ»

11. À l'article 314 quater, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— obal N,

— N-pakendamine,

— N iepakojums,

— N pakuotė,

— N csomagolás,

— ippakkjar N,

— opakowania N,

— N embalaža,

— N – obal»

12. À l'article 314 quater, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Vystaveno dodatečně,

— Välja antud tagasiulatuvalt,

— Izsniegts retrospektīvi,

— Retrospektyvusis išdavimas,

— Kiadva visszamenőleges hatállyal,

— maħruġ retrospettivament,

— wystawione retrospektywnie,

— Izdano naknadno,

— Vydané dodatočne»

13. À l'article 324 quater, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Schválený odesílatel,

— Volitatud kaubasaatja,

— Atzītais nosūtītājs,

— Įgaliotas siuntėjas,

— Engedélyezett feladó,

— Awtorizzat li jibgħat,

— Upoważniony nadawca,

— Pooblaščeni pošiljatelj,

— Schválený odosielateľ»

14. À l'article 324 quinquies, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— podpis se nevyžaduje,

— allkirjanõudest loobutud,

— derīgs bez paraksta,

— leista nepasirašyti,

— aláírás alól mentesítve,

— firma mhux meħtieġa,

— zwolniony ze składania podpisu,

— Opustitev podpisa,

— podpis sa nevyžaduje»

15. À l'article 333, paragraphe 1, point b), le texte suivant est ajouté:

«— Výpis,

— Väljavõte,

— Izraksts,

— Išrašas,

— Kivonat,

— Estratt,

— Wyciąg,

— Izpisek,

— Výpis»

16. À l'article 347, paragraphe 3, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Omezená platnost,

— Piiratud kehtivus,

— Ierobežots derīgums,

— Galiojimas apribotas,

— Korlátozott érvényű,

— Validita` limitata,

— Ograniczona ważność,

— Omejena veljavnost,

— Obmedzená platnosť»

17. À l'article 357, paragraphe 4, troisième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Osvobození,

— Loobumine,

— Derīgs bez zīmoga,

— Leista neplombuoti,

— Mentesség,

— Tneħħija,

— Zwolnienie,

— Opustitev,

— Upustenie»

18. À l'article 361, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Alternativní důkaz,

— Alternatiivsed tõendid,

— Alternatīvs pierādījums,

— Alternatyvusis įrodymas,

— Alternatív igazolás,

— Prova alternattiva,

— Alternatywny dowód,

— Alternativno dokazilo,

— Alternatívny dôkaz»

19. À l'article 361, paragraphe 4, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Nesrovnalosti: úřad, kterému bylo zboží předloženo (název a země),

— Erinevused: asutus, kuhu kaup esitati (nimi ja riik),

— Atšķirības: muitas iestāde, kurā preces tika uzrādītas (nosaukums un valsts),

— Skirtumai: įstaiga, kuriai pateiktos prekės (pavadinimas ir valstybė),

— Eltérések: hivatal, ahol az áruk bemutatása megtörtént (név és ország),

— Differenzi: uffiċċju fejn l-oġġetti kienu ppreżentati (isem u pajjiż),

— Niezgodności: urząd w którym przedstawiono towar (nazwa i kraj),

— Razlike: urad, pri katerem je bilo blago predloženo (naziv in država),

— Nezrovnalosti: úrad, ktorému bol predložený tovar (názov a krajina)»

20. À l'article 387, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— Osvobození od stanovené trasy,

— Ettenähtud marsruudist loobutud,

— Atļauts novirzīties no noteiktā maršruta,

— Leista nenustatyti maršruto,

— Előírt útvonal alól mentesítve,

— Tneħħija ta` l-itinerarju preskritt,

— Zwolniony z wiążącej trasy przewozu,

— Opustitev predpisane poti,

— Upustené od určenej trasy»

21. À l'article 402, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté:

«— Schválený odesílatel,

— Volitatud kaubasaatja,

— Atzītais nosūtītājs,

— Įgaliotas siuntėjas,

— Engedélyezett feladó,

— Awtorizzat li jibgħat,

— Upoważniony nadawca,

— Pooblaščeni pošiljatelj,

— Schválený odosielateľ»

22. À l'article 403, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— podpis se nevyžaduje,

— allkirjanõudest loobutud,

— derīgs bez paraksta,

— leista nepasirašyti,

— aláírás alól mentesítve,

— firma mhux meħtieġa,

— zwolniony ze składania podpisu,

— opustitev podpisa,

— podpis sa nevyžaduje»

23. À l'article 423, paragraphe 3, premier alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— propuštěno,

— lõpetatud,

— nomuitots,

— išleista,

— vámkezelve,

— mgħoddija,

— odprawiony,

— ocarinjeno,

— prepustené»

24. À l'article 438, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— propuštěno,

— lõpetatud,

— nomuitots,

— išleista,

— vámkezelve,

— mgħoddija,

— odprawiony,

— ocarinjeno,

— prepustené»

25. À l'article 549, paragraphe 1, le texte suivant est ajouté:

«— Zboží AZS/P,

— ST/P kaup,

— IP/ATL preces,

— LP/S prekės,

— AF/F áruk,

— oġġetti PI/S,

— towary UCz/Z,

— AO/O blago,

— AZS/PS tovar»

26. À l'article 549, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— Obchodní politika,

— Kaubanduspoliitika,

— Tirdzniecības politika,

— Prekybos politika,

— Kereskedelempolitika,

— Politika kummerċjali,

— Polityka handlowa,

— Trgovinska politika,

— Obchodná politika»

27. À l'article 550, le texte suivant est ajouté:

«— Zboží AZS/N,

— ST/T kaup,

— IP/ATM preces,

— LP/D prekės,

— AF/V áruk,

— oġġetti PI/SR,

— towary UCz/Zw,

— AO/P blago,

— AZS/SV tovar»

28. À l'article 583, le texte suivant est ajouté:

«— Zboží DP,

— AI kaup,

— PI preces,

— LĮ prekės,

— IB áruk,

— oġġetti TA,

— towary OCz,

— ZU blago,

— DP tovar»

29. À l'article 843, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— Výstup ze Společenství podléhá omezením nebo dávkám podle nařízení/směrnice/rozhodnutí č…,

— Ühenduse territooriumilt väljumine on aluseks piirangutele ja maksudele vastavalt määrusele/direktiivile/otsusele nr. …,

— Izvešana no Kopienas, piemērojot ierobežojumus vai maksājumus saskaņā ar Regulu/ Direktīvu/ Lēmumu Nr. …,

— Išvežimui iš Bendrijos taikomi apribojimai arba mokesčiai, nustatyti Reglamentu/ Direktyva/ Sprendimu Nr. …,

— Kilépés a Közösség területéről a … számú Rendelet /Irányelv/ Határozat szerinti korlátozás vagy vámteherfizetési kötelezettség alá esik,

— Ħruġ mill-Komunita` suġġett għa-restrizzjonijiet jew ħlasijiet taħt Regola/Direttiva/Deċiżjoni Nru. …,

— Wyprowadzenie ze Wspólnoty podlega ograniczeniom lub opłatom zgodnie z rozporządzeniem / dyrektywą / decyzją nr …,

— Iznos iz Skupnosti zavezan omejitvam ali obveznim plačilom na podlagi uredbe/direktive/odločbe št…,

— Výstup zo spoločenstva podlieha obmedzeniam alebo platbám podľa nariadenia/smernice/rozhodnutia č…»

30. À l'article 849, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— Bez vývozních náhrad nebo jiných částek poskytovaných při vývozu,

— Ekspordil ei makstud toetusi ega muid summasid,

— Bez kompensācijas vai citām summām, kas paredzētas par preču izvešanu,

— Eksportas teisės į grąžinamąsias išmokas arba kitas pinigų sumas nesuteikia,

— Kivitel esetén visszatérítést vagy egyéb kedvezményt nem vettek igénybe,

— L-ebda rifużjoni jew ammonti oħra mogħtija fuq esportazzjoni,

— Nie przyznano dopłat lub innych kwot wynikających z wywozu,

— Brez izvoznih nadomestil ali drugih izvoznih ugodnosti,

— Pri vývoze sa neposkytujú žiadne náhrady alebo iné peňažné čiastky»

31. À l'article 849, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Vývozní náhrady nebo jiné částky poskytované při vývozu vyplaceny za …(množství),

— Ekspordil makstud toetused ja muud summad tagastatud… (kogus) eest,

— Kompensācijas un citas par preču izvešanu paredzētas summas atmaksātas par … (daudzums),

— Grąžinamosios išmokos ir kitos eksporto atveju mokamos pinigų sumos išmokėtos už … (kiekis),

— Kivitel esetén igénybevett visszatérítés vagy egyéb kedvezmény … (mennyiség) után visszafizetve,

— Rifużjoni jew ammonti oħra fuq esportazzjoni mogħtija lura għal … (kwantita`),

— Dopłaty i inne kwoty wynikające z wywozu wypłacono za … (ilość),

— Izvozna nadomestila ali zneski drugih izvoznih ugodnosti povrnjeni za … (količina),

— Náhrady a iné peňažné čiastky pri vývoze vyplatené za … (množstvo)»

32. À l'article 849, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté après le mot «ou»:

«— Nárok na vyplacení vývozních náhrad nebo jiných částek poskytovaných při vývozu za …(množství) zanikl,

— Õigus saada toetusi või muid summasid ekspordil on … (kogus) eest kehtetuks tunnistatud,

— Tiesības izmaksāt kompensācijas vai citas summas, kas paredzētas par preču izvešanu, atceltas attiecībā uz … (daudzums),

— Teisė į grąžinamųjų išmokų arba kitų eksporto atveju mokamų pinigų sumų mokėjimą už … (kiekis) panaikinta,

— Kivitel esetén … igénybevett visszatérítésre vagy egyéb kedvezményre való jogosultság … (mennyiség) után megszűnt,

— Mhux intitolati għal ħlas ta` rifużjoni jew ammonti oħra fuq l-esportazzjoni għal … (kwantita`),

— Uprawnienie do otrzymania dopłat lub innych kwot wynikających z wywozu anulowano dla … (ilość),

— Upravičenost do izplačila izvoznih nadomestil ali zneskov drugih izvoznih ugodnosti razveljavljena za … (količina),

— Nárok na vyplatenie náhrad alebo iných peňažných čiastok pri vývoze za…(množstvo) zanikol»

33. À l'article 855, premier alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— DUPLIKÁT,

— DUPLIKAAT,

— DUBLIKĀTS,

— DUBLIKATAS,

— MÁSODLAT,

— DUPLIKAT,

— DUPLIKAT,

— DVOJNIK,

— DUPLIKÁT»

34. À l'article 882, paragraphe 1, point b), le texte suivant est ajouté:

«— Vrácené zboží podle čl. 185 odst. 2 písm. b) kodexu,

— Seadustiku artikli 185(2)(b) alusel tagasitoodud kaubaks tunnistatud kaup,

— Preces atzītas par atpakaļievestām saskaņā ar Kodeksa 185. panta 2. punkta b) apakšpunktu,

— Prekės įvežtos kaip grąžintos prekės vadovaujantis Kodekso 185 straipsnio 2 dalies b punktu,

— A Vámkódex 185. cikke (2) bekezdésének b) pontja értelmében tértiáruként behozott áruk,

— Oġġetti mdaħħla bħala oġġetti miġjuba lura taħt Artikolu 185(2)(b) tal-Kodiċi,

— Towary dopuszczone jako towary powracające zgodnie z art. 185 ust. 2 lit. b) Kodeksu,

— Blago se ponovno uvaža v skladu s členom 185(2)(b) Zakonika,

— Vrátený tovar podľa článku 185 ods. 2 písm. b) colného zákonníka»

35. À l'article 912 ter, paragraphe 2, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Celní dluh ve výši … EUR zajištěn,

— Esitatud tagatis EUR …,

— Galvojums par EUR …iesniegts,

— Pateikta garantija … EUR sumai,

— … EUR vámbiztosíték letétbe helyezve,

— Garanzija fuq l-EUR … saret,

— Złożono zabezpieczenie w wysokości … EUR,

— Položeno zavarovanje v višini … EUR,

— Poskytnuté zabezpečenie vo výške … EUR»

36. À l'article 912 ter, paragraphe 5, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Zboží mimo celní režim,

— Kaup, millele ei rakendata tolliprotseduuri,

— Preces, kurām nav piemērota muitas procedūra,

— Prekės, kurioms netaikoma muitinės procedūra,

— Vámeljárás alá nem vont áruk,

— Oġġetti mhux koperti bi proċedura tad-Dwana,

— Towary nieobjęte procedurą celną,

— Blago ni vključeno v carinski postopek,

— Tovar nie je v colnom režime»

37. À l'article 912 sexies, paragraphe 2, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Výpis z původního kontrolního výtisku T5 (evidenční číslo, datum, úřad a země vystavení): …,

— Väljavõte esialgsest T5 kontrolleksemplarist (registreerimisnumber, kuupäev, väljaandnud asutus ja riik):…,

— Izraksts no sākotnējā T5 kontroleksemplāra (reģistrācijas numurs, datums, izdevēja iestāde un valsts):…,

— Išrašas iš pirminio T5 kontrolinio egzemplioriaus (registracijos numeris, data, išdavusi įstaiga ir valstybė): …,

— Az eredeti T5 ellenőrző példány kivonata (nyilvántartási szám, kiállítás dátuma, a kiállító ország és hivatal neve): …,

— Estratt tal-kopja ta' kontroll tat-T5 inizjali (numru ta` reġistrazzjoni, data, uffiċċju u pajjiż fejn ġie maħruġ id-dokument): …,

— Wyciąg z wyjściowej karty kontrolnej T5 (numer ewidencyjny, data, urząd i kraj wystawienia): …,

— Izpisek iz prvotnega kontrolnega izvoda T5 (evidenčna številka, datum, urad in država izdaje): …,

— Výpis z pôvodného kontrolného výtlačku T5 (registračné číslo, dátum, vydávajúci úrad a krajina vydania): …»

38. À l'article 912 septies, paragraphe 1, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— … (počet) vystavených výpisů – kopie přiloženy,

— väljavõtted … (arv) – koopiad lisatud,

— Izsniegti… (skaits) izraksti – kopijas pielikumā,

— Išduota … (skaičius) išrašų – kopijos pridedamos,

— … (számú) kivonat kiadva – másolatok csatolva,

— … (numru) estratti maħruġa kopji mehmuża,

— … (ilość) wydanych wyciągów – kopie załączone,

— … (število) izdani izpiski – izvodi priloženi,

— … (počet) vydaných výpisov – kópie priložené»

39. À l'article 912 septies, paragraphe 1, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«— Vystaveno dodatečně,

— Välja antud tagasiulatuvalt,

— Izsniegts retrospektīvi,

— Retrospektyvusis išdavimas,

— Utólag kiállítva,

— Maħruġ retrospettivament,

— Wystawiona retrospektywnie,

— Izdano naknadno,

— Vydané dodatočne»

40. À l'article 912 septies, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté:

«— DUPLIKÁT,

— DUPLIKAAT,

— DUBLIKĀTS,

— DUBLIKATAS,

— MÁSODLAT,

— DUPLIKAT,

— DUPLIKAT,

— DVOJNIK,

— DUPLIKÁT»

41. À l'article 912 octies, paragraphe 2, point c), le texte suivant est ajouté:

«— Podpis se nevyžaduje – článek 912g nařízení (EHS) č. 2454/93,

— Allkirjanõudest loobutud – määruse (EMÜ) nr 2454/93 artikkel 912g,

— Derīgs bez paraksta – Regulas (EEK) Nr.2454/93 912.g pants,

— Leista nepasirašyti – Reglamentas (EEB) Nr. 2454/93, 912g straipsnis,

— Aláírás alól mentesítve – a 2454/93/EGK rendelet 912g. cikke,

— Firma mhux meħtieġa – Artikolu 912g tar-Regolament (KEE) 2454/93,

— Zwolniony ze składania podpisu – art. 912g rozporządzenia (EWG) nr 2454/93,

— Opustitev podpisa – člen 912g uredbe (EGS) št. 2454/93,

— Podpis sa nevyžaduje – článok 912g nariadenia (EHS) č. 2454/93»

42. À l'article 912 octies, paragraphe 3, le texte suivant est ajouté:

«— Zjednodušený postup-článek 912 g nařízení (EHS) č. 2454/93,

— Lihtsustatud tolliprotseduur – määruse (EMÜ) nr 2454/93 artikkel 912g,

— Vienkāršota procedūra – Regulas (EEK) Nr.2454/93 912.g pants,

— Supaprastinta procedūra – Reglamentas (EEB) Nr. 2454/93, 912g straipsnis,

— Egyszerűsített eljárás – a 2454/93/EGK rendelet 912g. cikke,

— Proċedura simplifikata – Artikolu 912 g tar-Regolament (KEE) 2454/93,

— Procedura uproszczona – art. 912g rozporządzenia (EWG) nr 2454/93,

— Poenostavljen postopek – člen 912g uredbe (EGS) št. 2454/93,

— Zjednodušený postup – článok 912 g nariadenia (EHS) č. 2454/93»

43. L'annexe 1 est modifiée comme suit:

Dans la case «13. Langue» des copies 4 et 5 du formulaire «Renseignement tarifaire contraignant», les codes suivants sont insérés:

«CS», «ET», «LV», «LT», «HU», «MT», «PL», «SK», «SL»

44. L'annexe 1/A est modifiée comme suit:

Dans la case «15. Langue» du formulaire «Renseignement contraignant en matière d'origine», les codes suivants sont insérés:

«CS» «ET» «LV» «LT» «HU» «MT» «PL» «SK» «SL»

45. L'annexe 22 est modifiée comme suit:

Le texte suivant est ajouté après le premier alinéa intitulé «Déclaration sur facture»:

«Version tchèque

Vývozce výrobků uvedených v tomto dokumentu (číslo povolení … (1)) prohlašuje, že kromě zřetelně označených, mají tyto výrobky preferenční původ v … (2).

Version estonienne

Käesoleva dokumendiga hõlmatud toodete eksportija (tolliameti kinnitus nr … (1)) deklareerib, et need tooted on … (2) sooduspäritoluga, välja arvatud juhul kui on selgelt näidatud teisiti.

Version lettone

Eksportētājs produktiem, kuri ietverti šajā dokumentā (muitas pilnvara Nr. … (1)), deklarē, ka, izņemot tur, kur ir citādi skaidri noteikts, šiem produktiem ir priekšrocību izcelsme no … (2).

Version lituanienne

Šiame dokumente išvardintų prekių eksportuotojas (muitinės liudijimo Nr … (1)) deklaruoja, kad, jeigu kitaip nenurodyta, tai yra …(2) preferencinės kilmės prekės.

Version hongroise

A jelen okmányban szereplő áruk exportőre (vámfelhatalmazási szám: …(1)) kijelentem, hogy eltérő jelzés hiányában az áruk kedvezményes … (2) származásúak.

Version maltaise

L-esportatur tal-prodotti koperti b'dan id-dokument (awtorizzazzjoni tad-dwana nru. … (1)) jiddikjara li, ħlief fejn indikat b'mod ċar li mhux hekk, dawn il-prodotti huma ta' oriġini preferenzjali … (2)

Version polonaise

Eksporter produktów objętych tym dokumentem (upoważnienie władz celnych nr … (1)) deklaruje, że z wyjątkiem gdzie jest to wyraźnie określone, produkty te mają … (2) preferencyjne pochodzenie.

Version slovène

Izvoznik blaga, zajetega s tem dokumentom (pooblastilo carinskih organov št …. (1) izjavlja, da, razen če ni drugače jasno navedeno, ima to blago preferencialno …. (2) poreklo.

Version slovaque

Vývozca výrobkov uvedených v tomto doklade (číslo povolenia … (1)) vyhlasuje, že okrem zreteľne označených, majú tieto výrobky preferenčný pôvod v … (2).»

46. L'annexe 32 (DAU – système informatisé de traitement des déclarations) est modifiée comme suit:

Le texte suivant est ajouté aux exemplaires 4 et 5:

«Vraťte:», «Tagastada:», «Nosūtīt atpakaļ:», «Grąžinti į:», «Visszaküldeni:», «Ibgħat lura lil:», «Odesłać do:», «Vrniti:», «Vrátiť:»

47. L'annexe 38 est modifiée comme suit:

Les codes suivants sont ajoutés à la note de la case 51:

«CZ» «EE» «CY» «LV» «LT» «HU» «MT» «PL» «SI» «SK»

48. L'annexe 47 bis est modifiée comme suit:

a) Le texte suivant est ajouté au point 2.2:

«— ZÁKAZ GLOBÁLNÍ ZÁRUKY,

— ÜLDTAGATISE KASUTAMINE KEELATUD,

— VISPĀRĒJS GALVOJUMS AIZLIEGTS,

— NAUDOTI BENDRĄJĄ GARANTIJĄ UŽDRAUSTA,

— ÖSSZKEZESSÉG TILALMA,

— MHUX PERMESSA GARANZIJA KOMPRENSIVA,

— ZAKAZ KORZYSTANIA Z GWARANCJI GENERALNEJ,

— PREPOVEDANO SKUPNO ZAVAROVANJE,

— CELKOVÁ ZÁBEZPEKA ZAKÁZANÁ»

b) Le texte suivant est ajouté au point 4.3

«— NEOMEZENÉ POUŽITÍ,

— PIIRAMATU KASUTAMINE,

— NEIEROBEŽOTS IZMANTOJUMS,

— NEAPRIBOTAS NAUDOJIMAS,

— KORLÁTOZÁS ALÁ NEM ESŐ HASZNÁLAT,

— UŻU MHUX RISTRETT,

— NIEOGRANICZONE KORZYSTANIE,

— NEOMEJENA UPORABA,

— NEOBMEDZENÉ POUŽITIE»

49. L'annexe 48 est modifiée comme suit:

Au point I.1, l'alinéa commençant par «envers la Communauté européenne» est remplacé par le texte suivant:

«envers la Communauté européenne constituée du Royaume de Belgique, de la République tchèque, du Royaume de Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la République d'Estonie, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République française, de l'Irlande, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, du Royaume des Pays-Bas, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République portugaise, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande, du Royaume de Suède, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et la République d'Islande, le Royaume de Norvège, la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre et la République de Saint-Marin ([4]), pour tout ce dont …».

50. L'annexe 49 est modifiée comme suit:

Au point I.1, l'alinéa commençant par «envers la Communauté européenne» est remplacé par le texte suivant:

«envers la Communauté européenne constituée du Royaume de Belgique, de la République tchèque, du Royaume de Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la République d'Estonie, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République française, de l'Irlande, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, du Royaume des Pays-Bas, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République portugaise, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande, du Royaume de Suède, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et la République d'Islande, le Royaume de Norvège, la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre et la République de Saint-Marin ([3]), pour tout ce dont …».

51. L'annexe 50 est modifiée comme suit:

Au point I.1, l'alinéa commençant par «envers la Communauté européenne» est remplacé par le texte suivant:

«envers la Communauté européenne constituée du Royaume de Belgique, de la République tchèque, du Royaume de Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la République d'Estonie, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République française, de l'Irlande, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, du Royaume des Pays-Bas, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République portugaise, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande, du Royaume de Suède, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et la République d'Islande, le Royaume de Norvège, la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre et la République de Saint-Marin ([3]), pour tout ce dont …».

52. L'annexe 51 est modifiée comme suit:

Dans la case 7, le texte suivant est supprimé:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE», «HONGRIE», «POLOGNE», «SLOVAQUIE»

53. L'annexe 51 bis est modifiée comme suit:

Les termes suivants sont supprimés:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE», «HONGRIE», «POLOGNE», «SLOVAQUIE»

54. L'annexe 51 ter est modifiée comme suit:

Au point 1.2.1 concernant la case 8, le texte suivant est ajouté:

«— Omezená platnost,

— Piiratud kehtivus,

— Ierobežots derīgums,

— Galiojimas apribotas,

— Korlátozott érvényű,

— Validita` limitata,

— Ograniczona ważność,

— Omejena veljavnost,

— Obmedzená platnosť»

55. L'annexe 60 est modifiée comme suit:

Sous le titre «DISPOSITIONS RELATIVES AUX INDICATIONS À PORTER SUR LE FORMULAIRE DE TAXATION», à la rubrique «I. Remarques générales»:

a) dans la colonne qui suit la phrase commençant par «Le formulaire de taxation comporte», les mentions suivantes sont insérées:

«CZ pour la République tchèque»

«EE pour l'Estonie»

«CY pour Chypre»

«LV pour la Lettonie»

«LT pour la Lituanie»

«HU pour la Hongrie»

«MT pour Malte»

«PL pour la Pologne»

«SI pour la Slovénie»

«SK pour la Slovaquie»

b) dans la colonne qui suit l'alinéa commençant par «Rubrique 16:» les mentions suivantes sont insérées:

«CZK = couronnes tchèques»

«EEK = couronnes estoniennes»

«CYP = livres chypriotes»

«LVL = lats lettons»

«LTL = litas lituaniens»

«HUF = forints hongrois»

«MTL = lires maltaises»

«PLN = zlotys polonais»

«SIT = tolars slovènes»

«SKK = couronnes slovaques»

56. L'annexe 63 (Formulaire T5 de contrôle des exemplaires) est modifiée comme suit:

Dans la case B de l'exemplaire 1, le texte suivant est ajouté:

«Vraťte», «Tagastada», «Nosūtīt atpakaļ», «Grąžinti į», «Visszaküldeni», «Ibgħat lura lil», «Odesłać do», «Vrnjeno», «Vrátiť»

57. L'annexe 71 est modifiée comme suit:

a) les mentions ci-après sont insérées à la:

— note B.9. au verso du bulletin d'informations INF 1;

— note B.15 au verso du bulletin d'informations INF 9;

— note B.14. au verso du bulletin d'informations INF 5;

— note B.13 au verso du bulletin d'informations INF 6; et

— note B.15 au verso du bulletin d'informations INF 2:

«— CZK pour la couronne tchèque»

«— EEK pour la couronne estonienne»

«— CYP pour la livre chypriote»

«— LVL pour le lats letton»

«— LTL pour le litas lituanien»

«— HUF pour le forint hongrois»

«— MTL pour la lire maltaise»

«— PLN pour le zloty polonais»

«— SIT pour le tolar slovène»

«— SKK pour la couronne slovaque»

b) les tirets suivants sont insérés dans l'appendice du point 2.1.f):

«— DUPLIKÁT,

— DUPLIKAAT,

— DUBLIKĀTS,

— DUBLIKATAS,

— MÁSODLAT,

— DUPLIKAT,

— DUPLIKAT,

— DVOJNIK,

— DUPLIKÁT»

58. L'annexe 111 est modifiée comme suit:

Au point B.12. des notes figurant au verso du formulaire «Demande de remboursement/remise», les mentions suivantes sont insérées:

«— CZK: couronne tchèque»

«— EEK: couronne estonienne»

«— CYP: livre chypriote»

«— LVL: lats letton»

«— LTL: litas lituanien»

«— HUF: forint hongrois»

«— MTL: lire maltaise»

«— PLN: zloty polonais»

«— SIT: tolar slovène»

«— SKK: couronne slovaque»

B. AUTRES ADAPTATIONS TECHNIQUES

1. 31983 R 2289: Règlement (CEE) nº 2289/83 de la Commission du 29 juillet 1983 fixant les dispositions d'application des articles 70 à 78 du règlement (CEE) nº 918/83 du Conseil relatif à l'établissement du régime communautaire des franchises douanières (JO L 220 du 11.8.1983, p. 15), modifié par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 R 1746: Règlement (CEE) nº 1746/85 de la Commission du 26.6.1985 (JO L 167 du 27.6.1985, p. 23),

— 31985 R 3399: Règlement (CEE) nº 3399/85 de la Commission du 28.11.1985 (JO L 322 du 3.12.1985, p. 10),

— 31992 R 0735: Règlement (CEE) nº 735/92 de la Commission du 25.3.1992 (JO L 81 du 26.3.1992, p. 18),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 3, paragraphe 2, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«Zboží pro postižené osoby: zachování osvobození za předpokladu splnění podmínek čl. 7 odst. 2 druhého pododstavce nařízení (EHS) č. 918/83»

«Kaubaartiklid puuetega inimestele: impordimaksudest vabastamise jätkamine vastavalt määruse (EMÜ) nr 918/83 artikli 77 (2) teisele alapunktile»

«Invalīdiem paredzētas preces: atbrīvojuma turpmāka piemērošana atkarīga no atbilstības Regulas (EEK) Nr.918/83 77. panta 2. punkta otrajai daļai»

«Dirbinys neįgaliesiems: atleidimo nuo muitų taikymo pratęsimas laikantis Reglamento (EEB) Nr. 918/83 77 straipsnio 2 dalies antrosios pastraipos nuostatų»

«Áru behozatala fogyatékos személyek számára: a vámmentesség fenntartása a 918/83/EGK rendelet 77. cikkének (2) bekezdésében foglalt feltételek teljesítése esetén»

«Oġġett għal nies b'xi diżabilita`: tkomplija ta' ħelsien mid-dazju suġġett għal osservanza tat-tieni subparagrafu ta' l-Artiklu 77 (2) tar-Regolament (KEE) Nru 918/83»

«Przedmiot przeznaczony dla osób niepełnosprawnych: kontynuacja zwolnienia z zastrzeżeniem zachowania warunków określonych w art. 77 ust. 2 akapit drugi rozporządzenia (EWG) nr 918/83»

«Predmet za invalide: nadaljevanje oprostitve ob upoštevanju skladnosti z drugim pododstavkom člena 77 (2) uredbe (EGS) št. 918/83»

«Tovar pre postihnuté osoby: naďalej oslobodený, ak spĺňa podmienky ustanovené v článku 77 odseku 2 druhom pododseku nariadenia (EHS) č. 918/83»

2. 31983 R 2290: Règlement (CEE) nº 2290/83 de la Commission du 29 juillet 1983 fixant les dispositions d'application des articles 50 à 59 du règlement (CEE) nº 918/83 du Conseil relatif à l'établissement du régime communautaire des franchises douanières (JO L 220 du 11.8.1983, p. 20), modifié par:

— 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 31985 R 1745: Règlement (CEE) nº 1745/85 de la Commission du 26.6.1985 (JO L 167 du 27.6.1985, p. 21),

— 31985 R 3399: Règlement (CEE) nº 3399/85 de la Commission du 28.11.1985 (JO L 322 du 3.12.1985, p. 10),

— 31988 R 3893: Règlement (CEE) nº 3893/88 de la Commission du 14.12.1988 (JO L 346 du 15.12.1988, p. 32),

— 31989 R 1843: Règlement (CEE) nº 1843/89 de la Commission du 26.6.1989 (JO L 180 du 27.6.1989, p. 22),

— 31992 R 0734: Règlement (CEE) nº 734/92 de la Commission du 25.3.1992 (JO L 81 du 26.3.1992, p. 15),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

À l'article 3, paragraphe 2, deuxième alinéa, le texte suivant est ajouté:

«Zboží UNESCO: zachování osvobození za předpokladu splnění podmínek čl. 57 odst. 2 prvního pododstavce nařízení (EHS) č. 918/83»

«UNESCO kaup: impordimaksudest vabastamise jätkamine vastavalt määruse (EMÜ) nr 918/83 artikli 57 (2) esimesele alapunktile»

«UNESCO preces: atbrīvojuma turpmāka piemērošana atkarīga no atbilstības Regulas (EEK) Nr. 918/83 57. panta 2. punkta pirmajai daļai»

«UNESCO prekės: atleidimo nuo muitų taikymo pratęsimas laikantis Reglamento (EEB) Nr. 918/83 57 straipsnio 2 dalies pirmosios pastraipos nuostatų»

«UNESCO áruk: a vámmentesség fenntartása a 918/83/EGK rendelet 57. cikkének (2) bekezdésében foglalt feltételek teljesítése esetén»

«Oġġetti tal-UNESCO: tkomplija ta' ħelsien mid-dazju suġġetta għal osservanza ta' l-ewwel subparagrafu ta' l-Artikolu 57 (2) tar-Regolament (KEE) Nru 918/83»

«Towary UNESCO: kontynuacja zwolnienia z zastrzeżeniem zachowania warunków określonych w art. 57 ust. 2 akapit pierwszy rozporządzenia (EWG) nr 918/83»

«Blago oproščeno plačila uvoznih dajatev (UNESCO). Izvajanje člena 57(2) uredbe (EGS) št. 918/83»

«Tovar UNESCO: naďalej oslobodený, pokiaľ spĺňa podmienky ustanovené v článku 57 odseku 2 prvom pododseku nariadenia (EHS) č. 918/83»

3. 31995 R 1367: Règlement (CE) nº 1367/95 de la Commission du 16 juin 1995 arrêtant les dispositions d'application du règlement (CE) nº 3295/94 du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif de marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (JO L 133 du 17.6.1995, p. 2), modifié par:

— 31999 R 2549: Règlement (CE) nº 2549/99 de la Commission du 2.12.1999 (JO L 308 du 3.12.1999, p. 16).

À l'annexe, exemplaires nº 1 et 2, cases 5 et 8 et sous la rubrique «Accusé de réception», les mentions suivantes sont insérées:

«CZ»

«EE»

«CY»

«LV»

«LT»

«HU»

«MT»

«PL»

«SI»

«SK»

20. **RELATIONS EXTÉRIEURES**

1. 31993 R 3030: Règlement (CEE) nº 3030/93 du Conseil du 12 octobre 1993 relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers (JO L 275 du 8.11.1993, p. 1), modifié par:

— 31993 R 3617: Règlement (CE) nº 3617/93 de la Commission du 22.12.1993 (JO L 328 du 29.12.1993, p. 22),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 R 0195: Règlement (CE) nº 195/94 de la Commission du 12.1.1994 (JO L 29 du 2.2.1994, p. 1),

— 31994 R 3169: Règlement (CE) nº 3169/94 de la Commission du 21.12.1994 (JO L 335 du 23.12.1994, p. 33),

— 31994 R 3289: Règlement (CE) nº 3289/94 du Conseil du 22.12.1994 (JO L 349 du 31.12.1994, p. 85),

— 31995 R 1616: Règlement (CE) nº 1616/95 de la Commission du 4.7.1995 (JO L 154 du 5.7.1995, p. 3),

— 31995 R 3053: Règlement (CE) nº 3053/95 de la Commission du 20.12.1995 (JO L 323 du 30.12.1995, p. 1),

— 31996 R 0941: Règlement (CE) nº 941/96 de la Commission du 28.5.1996 (JO L 128 du 29.5.1996, p. 15),

— 31996 R 1410: Règlement (CE) nº 1410/96 de la Commission du 19.7.1996 (JO L 181 du 20.7.1996, p. 15),

— 31996 R 2231: Règlement (CE) nº 2231/96 de la Commission du 22.11.1996 (JO L 307 du 28.11.1996, p. 1),

— 31996 R 2315: Règlement (CE) nº 2315/96 du Conseil du 25.11.1996 (JO L 314 du 4.12.1996, p. 1),

— 31997 R 0152: Règlement (CE) nº 152/97 de la Commission du 28.1.1997 (JO L 26 du 29.1.1997, p. 8),

— 31997 R 0447: Règlement (CE) nº 447/97 de la Commission du 7.3.1997 (JO L 68 du 8.3.1997, p. 16),

— 31997 R 0824: Règlement (CE) nº 824/97 du Conseil du 29.4.1997 (JO L 119 du 8.5.1997, p. 1),

— 31997 R 1445: Règlement (CE) nº 1445/97 de la Commission du 24.7.1997 (JO L 198 du 25.7.1997, p. 1),

— 31998 R 0339: Règlement (CE) nº 339/98 de la Commission du 11.2.1998 (JO L 45 du 16.2.1998, p. 1),

— 31998 R 0856: Règlement (CE) nº 856/98 de la Commission du 23.4.1998 (JO L 122 du 24.4.1998, p. 11),

— 31998 R 1053: Règlement (CE) nº 1053/98 de la Commission du 20.5.1998 (JO L 151 du 21.5.1998, p. 10),

— 31998 R 2798: Règlement (CE) nº 2798/98 de la Commission du 22.12.1998 (JO L 353 du 29.12.1998, p. 1),

— 31999 R 1072: Règlement (CE) nº 1072/1999 de la Commission du 10.5.1999 (JO L 134 du 28.5.1999, p. 1),

— 32000 R 1591: Règlement (CE) nº 1591/2000 de la Commission du 10.7.2000 (JO L 186 du 25.7.2000, p. 1),

— 32000 R 1987: Règlement (CE) nº 1987/2000 de la Commission du 20.9.2000 (JO L 237 du 21.9.2000, p. 24),

— 32000 R 2474: Règlement (CE) nº 2474/2000 du Conseil du 9.11.2000 (JO L 286 du 11.11.2000, p. 1),

— 32001 R 0391: Règlement (CE) nº 391/2001 du Conseil du 26.2.2001 (JO L 58 du 28.2.2001, p. 3),

— 32001 R 1809: Règlement (CE) nº 1809/2001 de la Commission du 9.8.2001 (JO L 252 du 20.9.2001, p. 1),

— 32002 R 0027: Règlement (CE) nº 27/2002 de la Commission du 28.12.2001 (JO L 9 du 11.1.2002, p. 1),

— 32002 R 0797: Règlement (CE) nº 797/2002 de la Commission du 14.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 29).

À l'annexe III, article 28, paragraphe 6, le texte ci-après est inséré dans la liste des États membres, entre les mentions relatives au Benelux et à l'Allemagne:

«CY = Chypre

CZ = République tchèque»

entre les mentions relatives au Danemark et à la Grèce:

«EE = Estonie»

entre les mentions relatives au Royaume-Uni et à l'Irlande:

«HU = Hongrie»

entre les mentions relatives à l'Italie et le Portugal:

«LT = Lituanie

LV = Lettonie

MT = Malte

PL = Pologne»

et après la mention relative à la Suède:

«SI = Slovénie

SK = Slovaquie».

2. 31994 R 0517: Règlement (CE) nº 517/94 du Conseil du 7 mars 1994 relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation (JO L 67 du 10.3.1994, p. 1), modifié par:

— 31994 R 1470: Règlement (CE) nº 1470/94 de la Commission du 27.6.1994 (JO L 159 du 28.6.1994, p. 14)

— 31994 R 1756: Règlement (CE) nº 1756/94 de la Commission du 18.7.1994 (JO L 183 du 19.7.1994, p. 9)

— 31994 R 2612: Règlement (CE) nº 2612/94 de la Commission du 27.10.1994 (JO L 279 du 28.10.1994, p. 7)

— 31994 R 2798: Règlement (CE) nº 2798/94 du Conseil du 14.11.1994 (JO L 297 du 18.11.1994, p. 6)

— 31994 R 2980: Règlement (CE) nº 2980/94 de la Commission du 7.12.1994 (JO L 315 du 8.12.1994, p. 2)

— 31995 R 1325: Règlement (CE) nº 1325/95 du Conseil du 6.6.1995 (JO L 128 du 13.6.1995, p. 1)

— 31996 R 0538: Règlement (CE) nº 538/96 du Conseil du 25.3.1996 (JO L 79 du 29.3.1996, p. 1)

— 31996 R 1476: Règlement (CE) nº 1476/96 de la Commission du 26.7.1996 (JO L 188 du 27.7.1996, p. 4)

— 31996 R 1937: Règlement (CE) nº 1937/96 de la Commission du 8.10.1996 (JO L 255 du 9.10.1996, p. 4)

— 31997 R 1457: Règlement (CE) nº 1457/97 de la Commission du 25.7.1997 (JO L 199 du 26.7.1997, p. 6)

— 31999 R 2542: Règlement (CE) nº 2542/1999 de la Commission du 25.11.1999 (JO L 307 du 2.12.1999, p. 14)

— 32000 R 0007: Règlement (CE) nº 7/2000 du Conseil du 21.12.1999 (JO L 2 du 5.1.2000, p. 51)

— 32000 R 2878: Règlement (CE) nº 2878/2000 de la Commission du 28.12.2000 (JO L 333 du 29.12.2000, p. 60)

— 32001 R 2245: Règlement (CE) nº 2245/2001 de la Commission du 19.11.2001 (JO L 303 du 20.11.2001, p. 17)

— 32002 R 0888: Règlement (CE) nº 888/2002 de la Commission du 24.5.2002 (JO L 146 du 4.6.2002, p. 1)

— 32002 R 1309: Règlement (CE) nº 1309/2002 du Conseil du 12.7.2002 (JO L 192 du 20.7.2002, p. 1)

a) À l'annexe III A, sous le titre «France, Liste MFA et pays assimilés, Pays membres du GATT», les pays suivants sont supprimés:

«Tchécoslovaquie»,

«Hongrie»,

«Malte»,

«Pologne».

b) À l'annexe III A, le troisième alinéa sous le titre «ROYAUME-UNI — ZONE "RESIDUAL TEXTILE"» est remplacé par le texte suivant:

«La zone CEFTA comprend les pays suivants: Autriche, Belgique, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse et Royaume-Uni.»

c) À l'annexe III A, le septième alinéa sous le titre «ROYAUME-UNI — ZONE "RESIDUAL TEXTILE"» est remplacé par le texte suivant:

«La zone à commerce d'État comprend les pays suivants: Albanie, Bulgarie, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Laos, Mongolie, Roumanie, ex-URSS et Viêtnam.»

3. 31994 R 3168: Règlement (CE) nº 3168/94 de la Commission du 21 décembre 1994 établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du règlement (CE) nº 517/94 du Conseil relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation, et modifiant certaines dispositions dudit règlement (JO L 335 du 23.12.1994, p. 23), modifié par:

— 31995 R 1627: Règlement (CE) nº 1627/95 de la Commission du 5.7.1995 (JO L 155 du 6.7.1995, p. 8).

a) Le titre de l'appendice 2 de l'annexe est remplacé par le texte suivant:

«*Appendice 2*

Lista de las autoridades nacionales competentes

Seznam příslušných vnitrostátních orgánů

List over kompetente nationale myndigheder

Liste der zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten

Riiklike pädevate asutuste nimekiri

Πίνακας των αρμόδιων εθνικών αρχών

List of the national competent authorities

Liste des autorités nationales compétentes

Elenco delle competenti autorità nazionali

Valstu kompetento iestāžu saraksts

Atsakingų nacionalinių institucijų sąrašas

Az illetékes nemzeti hatóságok listája

Lista ta' l-awtoritajiet nazzjonali kompetenti

Lijst van bevoegde nationale instanties

Lista właściwych organów krajowych

Lista das autoridades nacionais competentes

Seznam pristojnih nacionalnih organov

Zoznam príslušných štátnych orgánov

Luettelo toimivaltaisista kansallisista viranomaisista

Förteckning över behöriga nationella myndigheter»

b) Le texte ci-après est ajouté à l'appendice 2 de l'annexe.

«16. *Česká republika*

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél.: +420 2 2 406 2206
Fax: +420 2 2 421 2133

17. *Eesti*

Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium
Kaubandusosakond
Väliskaubanduspoliitika talitus
Harju 11,
15 072 Tallinn
Tél.: +372 6 256 342
Fax: +372 6 313 660
E-Mail: kantselei@mkm.ee

18. *Κύπρος*

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
(Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme)
Υπηρεσία Εμπορίου
Οδός Αραούζου Αρ. 6
1421 Λευκωσία
Tél.: +357 22 867100
Fax: +357 22 375120

19. *Latvija*

Latvijas Republikas Ekonomikas ministrija
Brīvības iela 55
Rīga
LV 1519
Tél.: +371 7 013 101
Fax: +371 7 280 882

20. *Lietuva*

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Užsienio prekybos departamentas
Gedimino pr. 38/2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 262 50 30
Fax: +370 5 262 39 74

21. *Magyarország*

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
Engedélyezési és Közigazgatási Hivatal
Engedélyezési Főosztály
Margit körút 85
1024 Budapest
Tél.: +36 1 336 7300
Fax: +36 1 336 7302

22. *Malta*

Diviżjoni għall–Kummerċ
Servizzi Kummerċjali
Lascaris
Valletta CMR02
Tél.: +356 25690214
Fax: +356 25 690 299

23. *Polska*

Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej
Departament Administrowania Obrotem Towarami i Usługami
Plac Trzech Krzyży 3/5
00-507 Warszawa
Tél.: +48 22 628 55 53
Fax: +48 22 693 40 22

24. *Slovenija*

Ministrstvo za gospodarstvo
Področje ekonomskih odnosov s tujino
Kotnikova 5
SI-1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 3521
Fax: +386 1 478 3611

25. *Slovensko*

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4 854 2161
Fax: +421 2 4 854 3116».

4. 31996 R 2465: Règlement (CE) n° 2465/96 du Conseil du 17 décembre 1996 concernant l'interruption des relations économiques et financières entre la Communauté européenne et l'Irak (JO L 337 du 27.12.1996, p. 1), modifié par:

— 32002 R 1346: Règlement (CE) n° 1346/2002 du Conseil du 25.7.2002 (JO L 197 du 26.7.2002, p. 1).

À l'annexe I, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo průmyslu a obchodu České republiky
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél.: +420 22 406 2720
Fax: +420 22 422 1811»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tél: +372 6 317 100
Fax: +372 6 317 199»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-300600
Φαξ: +357-22-661881

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
Υπηρεσία Εμπορίου
Οδός Αραούζου Αρ.6
1421 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-867100
Φαξ: +357-22-375120

Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
6 rue Andreas Araouzos
1421 Nicosie
Tél.: +357 22 867100
Fax: +357 22 375120

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7016201, +371 2016207
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: 370 5 236 24 44
Fax.: 370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Pénzügyminisztérium
1051 Budapest
József nádor tér 2-4.
Tél.: +36 1 327 2100
Fax: +36 1 318 2570

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is–Sanzjonijiet
Direttorat ta' l–Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l–Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta
CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Faks: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4854 2161
Fax: +421 2 4854 3116

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
Bratislava
Tél.: 421 2 5958 2201
Fax: 421 2 5249 3531».

5. 31998 R 1705: Règlement (CE) nº 1705/98 du Conseil du 28 juillet 1998 concernant l'interruption de certaines relations économiques avec l'Angola afin d'inciter l'«União Nacional para a Independência Total de Angola» (UNITA) à remplir ses obligations dans le processus de paix, et abrogeant le règlement (CE) nº 2229/97 (JO L 215 du 1.8.1998, p. 1), modifié par:

— 31999 R 0753: Règlement (CE) nº 753/1999 de la Commission du 12.4.1999 (JO L 98 du 13.4.1999, p. 3),

— 32001 R 2231: Règlement (CE) nº 2231/2001 de la Commission du 16.11.2001 (JO L 301 du 17.11.2001, p. 17),

— 32001 R 2536: Règlement (CE) nº 2536/2001 de la Commission du 21.12.2001 (JO L 341 du 22.12.2001, p. 70),

— 32002 R 0271: Règlement (CE) nº 271/2002 de la Commission du 14.2.2002 (JO L 45 du 15.2.2002, p. 16),

— 32002 R 0689: Règlement (CE) nº 689/2002 de la Commission du 22.4.2002 (JO L 106 du 23.4.2002, p. 8).

À l'annexe VIII, le texte ci-après est inséré dans la liste des noms et adresses des autorités nationales compétentes visées aux articles 3 et 4, entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 2 57044501
Fax.: +420 2 57044502»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tél.: +372 6 317 100
Fax: +372 6 317 099

Gel des capitaux:

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών (Ministère des affaires étrangères)
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
(Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme)
6 rue Andreas Araouzos
1421 Nicosie
Tél.: +357 22 867100
Fax: +357 22 375120

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības bulvāris 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7 016 201
Fax: +371 7 828 121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 236 24 44
Fax: +370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Külügyminisztérium
1027 Budapest
Bem rkp 47
Tél.: +36 1 458 1000
Fax: +36 1 212 5918

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno - Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Article 3:

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Article 4:

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Fax: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
817 82 Bratislava

Ministerstvo hospodárstva
Mierová 19
827 15 Bratislava».

6. 31999 R 1547: Règlement (CE) nº 1547/1999 de la Commission du 12 juillet 1999 déterminant les procédures de contrôle à appliquer, conformément au règlement (CEE) nº 259/93 du Conseil, aux transferts de certains types de déchets vers certains pays non soumis à la décision C(92)39 final de l'OCDE (JO L 185 du 17.7.1999, p. 1), modifié par:

— 32000 R 0334: Règlement (CE) nº 334/2000 de la Commission du 14.2.2000 (JO L 41 du 15.2.2000, p. 8),

— 32000 R 0354: Règlement (CE) nº 354/2000 de la Commission du 16.2.2000 (JO L 45 du 17.2.2000, p. 21),

— 32000 R 1208: Règlement (CE) nº 1208/2000 de la Commission du 8.6.2000 (JO L 138 du 9.6.2000, p. 7),

— 32000 R 1552: Règlement (CE) nº 1552/2000 de la Commission du 14.7.2000 (JO L 176 du 15.7.2000, p. 27),

— 32001 R 1800: Règlement (CE) nº 1800/2001 de la Commission du 13.9.2001 (JO L 244 du 14.9.2001, p. 19),

— 32001 R 2243: Règlement (CE) nº 2243/2001 de la Commission du 16.11.2001 (JO L 303 du 20.11.2001, p. 11).

a) À l'annexe A, les mentions relatives à Chypre, à la Hongrie et à la Pologne sont supprimées.

b) À l'annexe B, les mentions relatives à l'Estonie, à la Hongrie, à la Lituanie, à Malte et à la Slovaquie sont supprimées.

c) À l'annexe C, la mention relative à la Lettonie est supprimée.

d) À l'annexe D, les mentions relatives à Chypre, à l'Estonie, à la Lituanie, à la Slovaquie et à la Slovénie sont supprimées.

7. 32000 R 1081: Règlement (CE) nº 1081/2000 du Conseil du 22 mai 2000 concernant l'interdiction de la vente, de la fourniture et de l'exportation à la Birmanie/au Myanmar de matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression interne ou de terrorisme, et le gel des fonds appartenant à certaines personnes ayant un lien avec d'importantes fonctions gouvernementales dans ce pays (JO L 122 du 24.5.2000, p. 29), modifié par:

— 32002 R 1883: Règlement (CE) nº 1883/2002 de la Commission du 22.10.2002 (JO L 285 du 23.10.2002, p. 17).

À l'annexe III, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 25 704 4501
Fax: +420 25 704 4502»

Entre les rubriques concernant l'Allemagne et la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel +372 6 317 100
Fax +372 6 317 199

Gel des capitaux:

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tel. +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les rubriques concernant l'Italie et le Luxembourg:

«CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-300600
Φαξ: +357-22-661881

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga
LV 1395
Tél.: Nr. +371 7016201, +371 2016207
Fax: Nr. +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: 370 5 236 24 44
Fax.: 370 5 231 30 90

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Gedimino pr. 38/2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 262 94 12
Fax.: +370 5 262 39 74»

entre les rubriques concernant le Luxembourg et les Pays-Bas:

«HONGRIE

Pénzügyminisztérium
1051 Budapest
József nádor tér 2-4.
Tél.: +36 1 327 2100
Fax: +36 1 318 2570

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is–Sanzjonijiet
Direttorat ta' l–Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l–Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il–Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les rubriques concernant l'Autriche et le Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les rubriques concernant le Portugal et la Finlande:

«SLOVÉNIE

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Faks: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4 854 2161
Fax: +421 2 4 854 3116

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
Bratislava
Tél.: 421 2 5 958 2201
Fax: 421 2 5 249 3531»

8. 32000 R 2488: Règlement (CE) nº 2488/2000 du Conseil du 10 novembre 2000 maintenant un gel des capitaux concernant M. Milosevic et les personnes de son entourage et abrogeant les règlements (CE) nº 1294/1999 et (CE) nº 607/2000 ainsi que l'article 2 du règlement (CE) nº 926/98 (JO L 287 du 14.11.2000, p. 19), modifié par:

— 32001 R 1205: Règlement (CE) nº 1205/2001 de la Commission du 19.6.2001 (JO L 163 du 20.6.2001, p. 14).

À l'annexe II, le texte ci-après est inséré dans la liste des autorités compétentes visées à l'article 2, paragraphe 2, et aux articles 3 et 4, entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 2 57 044 501
Fax.: +420 2 57044502»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφόρος Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
(Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie)
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Γενικός Εισαγγελέας της Δημοκρατίας
Οδός Απελλή Αρ. 1
1403 Λευκωσία
(Procureur général de la République
1, rue Apellis
1403 Nicosie)
Tél.: +357 22 889100
Fax: +357 22 665080

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības bulvāris 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7016201
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 236 24 44
Fax. +370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Pénzügyminisztérium
József nádor tér 2-4.
1051 Budapest
Tél.: +36 1 327 2100
Fax: +36 1 318 2570

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Article 2, paragraphe 2, et article 3:

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 (1) 471 90 00
Fax: +386 (1) 251 55 16
http://www.bsi.si

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
817 82 Bratislava
Tél.: +421 2 5 958 2201
Fax: +421 2 5 249 3531».

9. 32001 D 0076: Décision du Conseil du 22 décembre 2000 remplaçant la décision du 4 avril 1978 sur l'application de certaines lignes directrices dans le domaine des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (JO L 32 du 2.2.2001, p. 1), modifiée par:

— 32002 D 0634: Décision 2002/634/CE du Conseil du 22.7.2002 (JO L 206 du 3.8.2002, p. 16)

a) À l'annexe, chapitre I, le point 1 a) est remplacé par le texte suivant:

«a) Participent à l'arrangement les pays suivants: Australie, Canada, Communauté européenne (comprenant les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et République tchèque), Corée, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et Suisse.».

b) À l'annexe, chapitre III, le point 34 b) 5) est remplacé par le texte suivant:

«5. Indépendamment du classement des pays pouvant ou non être admis au bénéfice de l'aide liée, l'octroi d'aide liée à la Bulgarie et la Roumanie est régi par l'accord entre les participants selon lequel ils s'efforceront, tant que cet accord sera en vigueur, d'éviter de recourir à ce type d'aide autrement que dans le cas de dons purs et simples, de l'aide alimentaire et de l'aide humanitaire. Les ministres des pays de l'OCDE ont approuvé ce principe en juin 1991 (*).

(*) Indépendamment du classement des pays pouvant ou non être admis au bénéfice de l'aide liée, l'octroi d'aide liée au Belarus, à la Fédération de Russie et à l'Ukraine est régi par l'accord entre les participants selon lequel ils s'efforceront, tant que cet accord sera en vigueur, d'éviter de recourir à ce type d'aide autrement que dans le cas de dons purs et simples, de l'aide alimentaire et de l'aide humanitaire. La prorogation de cet accord doit être décidée sur une base annuelle, normalement au quatrième trimestre de chaque année.

Aux fins de l'interdiction tempérée, la mise hors service des centrales nucléaires pour des raisons d'urgence ou de sécurité peut être considérée comme une "aide humanitaire".»

c) À l'annexe I de l'annexe, chapitre I, le point 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Participation

Participent à l'accord sectoriel les pays suivants: Australie, Communauté européenne (comprenant les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et République tchèque), Corée, Japon et Norvège.».

10. 32001 R 2501: Règlement (CE) nº 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004 (JO L 346 du 31.12.2001, p. 1).

À l'annexe 1, la mention relative à Chypre est supprimée de la liste.

11. 32001 R 2580: Règlement (CE) nº 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (JO L 344 du 28.12.2001, p. 70).

À l'annexe, le texte ci-après est inséré dans la liste des autorités compétentes visées aux articles 3, 4 et 5, entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Policejní prezídium
Strojnická 27
170 89 Praha 7
Tél.: +420 97483 4351
Fax: +420 97483 4700
e-mail: sekretpp@mvcr.cz»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel +372 6 317 100
Fax +372 6 317 199

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφόρος Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Unité de lutte contre le blanchiment d'argent
1, rue Apellis
1403 Nicosie
Μονάδα Καταπολέμησης Αδικημάτων Συγκάλυψης (ΜΟΚΑΣ)
Οδός Απελλή Αρ. 1
1403 Λευκωσία
Tél.: +357 22 889100
Fax: +357 22 665080
E-mail: mokas@cytanet.com.cy

Coordination de la lutte contre le terrorisme
1, rue Apellis
1403 Nicosie
Συντονιστικό Σώμα Εναντίον της Τρομοκρατίας
Οδός Απελλή Αρ. 1
1403 Λευκωσία
Tél.: +357 22 889100
Fax: +357 22 665080

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības bulvāris 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7016201
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 236 24 44
Fax. +370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Pénzügyminisztérium
József nádor tér 2-4.
1051 Budapest
Tél.: +36 1 327 2 100
Fax: +36 1 318 2 570

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
817 82 Bratislava
Tél.: +421 2 5958 2201
Fax: +421 2 5249 3531

Ministerstvo vnútra
,Pribinova 2
812 72 Bratislava
Tél.: +421 2 5292 3659
Fax: +421 2 5296 7746».

12. 32002 R 0076: Règlement (CE) nº 76/2002 de la Commission du 17 janvier 2002 établissant la surveillance communautaire préalable des importations de certains produits sidérurgiques couverts par les traités CECA et CE, originaires de certains pays tiers (JO L 16 du 18.1.2002, p. 3), modifié par:

— 32002 R 1337: Règlement (CE) nº 1337/2002 de la Commission du 24.7.2002 (JO L 195 du 24.7.2002, p. 25).

a) À l'annexe, le titre est remplacé par le texte suivant:

«*ANNEX*

LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES

SEZNAM PŘÍSLUŠNÝCH VNITROSTÁTNÍCH ORGÁNŮ

LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER

LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN

RIIKLIKE PÄDEVATE ASUTUSTE NIMEKIRI

ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΙΣ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ

LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES

LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES

ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI

VALSTU KOMPETENTO IESTĀŽU SARAKSTS

ATSAKINGŲ NACIONALINIŲ INSTITUCIJŲ SĄRAŠAS

AZ ILLETÉKES NEMZETI HATÓSÁGOK LISTÁJA

LISTA TA' L-AWTORITAJIET NAZZJONALI KOMPETENTI

LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES

LISTA WŁAŚCIWYCH ORGANÓW KRAJOWYCH

LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES

SEZNAM PRISTOJNIH NACIONALNIH ORGANOV

ZOZNAM PRÍSLUŠNÝCH ŠTÁTNYCH ORGÁNOV

LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA

FÖRTECKNING ÖVER BEHÖRIGA NATIONELLA MYNDIGHETER»

b) À l'annexe, le texte ci-après est inséré sous le titre «Liste des autorités nationales compétentes» entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«ČESKÁ REPUBLIKA

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél.: +420 22406 2720
fax: +420 22422 1811»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

Eesti Tolliamet
Lõkke 5
15175 Tallinn
Tél.: +372 6 967 722
Fax: +372 6 967 727»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
Υπηρεσία Εμπορίου
Οδός Αραούζου Αρ. 6
1421 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-867100
Φαξ: +357-22-375120

LATVIJA

Latvijas Republikas Ekonomikas ministrija
Brīvības iela 55
Rīga
LV – 1519
Tél.: +371 7013101;
Fax: +371 7280882

LIETUVA

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Užsienio prekybos departamentas
Gedimino pr. 38/2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 262 50 30
Fax.: +370 5 262 39 74»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYAROSZÁG

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
Engedélyezési és Közigazgatási Hivatal
1024 Budapest
Margit körút 85.
Tél.: +36 1 336 7300
Fax: +36 1 336 7302

MALTA

Diviżjoni għall-Kummerċ
Servizzi Kummerċjali
Lascaris
Valletta CMR02
Tél.: +356 25 690 214
Fax: +356 25690299»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej
Departament Administrowania Obrotem Towarami i Usługami
Plac Trzech Krzyży 3/5
00-507 Warszawa
Faks: + 48 22 693 40 21
Tel: +48 22 693 55 53, +48 22 693 55 72»

entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

Ministrstvo za gospodarstvo
Področje ekonomskih odnosov s tujino
Kotnikova 5
SI –1000 Ljubljana
Tél.: + 386 1 478 3521
Fax: + 386 1 478 3611

SLOVENSKO

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4 854 2161
Fax: +421 2 4 854 3116»

13. 32002 R 0152: Règlement (CE) nº 152/2002 du Conseil du 21 janvier 2002 concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA et CE de l'ancienne République yougoslave de Macédoine dans la Communauté européenne (système de double contrôle) et abrogeant le règlement (CE) nº 190/98 (JO L 25 du 29.1.2002, p. 1)

a) À l'annexe III, le titre est remplacé par le texte suivant:

«*ANNEX III*

LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES

SEZNAM PŘÍSLUŠNÝCH VNITROSTÁTNÍCH ORGÁNŮ

LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER

LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN

RIIKLIKE PÄDEVATE ASUTUSTE NIMEKIRI

ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΙΣ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ

LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES

LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES

ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI

VALSTU KOMPETENTO IESTĀŽU SARAKSTS

ATSAKINGŲ NACIONALINIŲ INSTITUCIJŲ SĄRAŠAS

AZ ILLETÉKES NEMZETI HATÓSÁGOK LISTÁJA

LISTA TA' L-AWTORITAJIET NAZZJONALI KOMPETENTI

LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES

LISTA WŁAŚCIWYCH ORGANÓW KRAJOWYCH

LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES

SEZNAM PRISTOJNIH NACIONALNIH ORGANOV

ZOZNAM PRÍSLUŠNÝCH ŠTÁTNYCH ORGÁNOV

LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA

FÖRTECKNING ÖVER BEHÖRIGA NATIONELLA MYNDIGHETER»

b) À l'annexe III, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«ČESKÁ REPUBLIKA

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél.: +420 22406 2206
Fax: +420 22422 2133»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium
Kaubandusosakond
Väliskaubanduspoliitika talitus
Harju 11
15072 Tallinn
Tél.: +372 6 256 342
Fax: +372 6 313 660
E-Mail: kantselei@mkm.ee

Eesti Tolliamet
Lõkke 5
15175 Tallinn
Tél.: +372 6 967 722
Fax: +372 6 967 727»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
(Ministére du commerce, de l'industrie et du tourisme)
Υπηρεσία Εμπορίου
Οδός Αραούζου Αρ. 6
1421 Λευκωσία
Tél.: +357 22 867100
Fax: +357 22 375120

LATVIJA

Latvijas Republikas Ekonomikas ministrija
Brīvības iela 55
Rīga
LV 1519
Tél.: +371 7013101
Fax: +371 7280882

LIETUVA

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Užsienio prekybos departamentas
Gedimino pr. 38/2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 262 50 30
Fax.: +370 5 262 39 74»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYAROSZÁG

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
Engedélyezési és Közigazgatási Hivatal
Engedélyezési Főosztály
Margit körút 85.
1024 Budapest
Tél.: +36 1 336-7300
Fax: +36 1 336-7302

MALTA

Diviżjoni għall-Kummerċ
Servizzi Kummerċjali
Lascaris
Valletta CMR02
Tél.: +356 25690214
Fax: +356 25690299»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej
Departament Administrowania Obrotem Towarami i Usługami
Plac Trzech Krzyży 3/5
00-507 Warszawa
Tél.: +48 22 628 55 53 / +48 22 693 4021
Fax: +48 22 693 40 22 / +48 22 693 55 53 / +48 22 693 5572»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

Ministrstvo za gospodarstvo
Področje ekonomskih odnosov s tujino
Kotnikova 5
SI –1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 3521
Fax: +386 1 478 3611

SLOVENSKO

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4854 2161
Fax: +421 2 4854 3116»

14. 32002 R 0310: Règlement (CE) nº 310/2002 du Conseil du 18 février 2002 relatif à certaines mesures restrictives concernant le Zimbabwe (JO L 50 du 21.2.2002, p. 4), modifié par:

— 32002 R 12242: Règlement (CE) nº 1224/2002 de la Commission du 8.7.2002 (JO L 179 du 9.7.2002, p. 10),

— 32002 R 1345: Règlement (CE) nº 1345/2002 de la Commission du 24.7.2002 (JO L 196 du 25.7.2002, p. 28),

— 32002 R 1643: Règlement (CE) nº 1643/2002 de la Commission du 13.9.2002 (JO L 247 du 14.9.2002, p. 22).

À l'annexe III, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 25704 4501
Fax: +420 25704 4502»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel +372 6 317 100
Fax +372 6 317 199

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-300600
Φαξ: +357-22-661881

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga
LV 1395
Tel. Nr. +371 7016201, +371 7016207
Fax Nr. +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: 370 5 236 24 44
Fax.: 370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Pénzügyminisztérium
1051 Budapest
József nádor tér 2-4.
Tél.: +36 1 327 2100
Fax: +36 1 318 2570

MALTA

Bord ta' Sorveljanza dwar is–Sanzjonijiet
Direttorat ta' l–Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l–Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il–Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Fax: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4854 2161
Fax: +421 2 4854 3116»

15. 32002 D 0602: Décision 2002/602/CECA de la Commission du 8 juillet 2002 relative à l'administration de certaines restrictions à l'importation de certains produits sidérurgiques en provenance de la Fédération de Russie (JO L 195 du 24.7.2002, p. 38)

a) À l'annexe II, partie III, article 18, le deuxième tiret du paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant:

«— deux lettres identifiant l'État membre de destination envisagé comme suit:

BE = Belgique

CZ = République tchèque

DK = Danemark

DE = Allemagne

EE = Estonie

EL = Grèce

ES = Espagne

FR = France

IE = Irlande

IT = Italie

CY = Chypre

LV = Lettonie

LT = Lituanie

LU = Luxembourg

HU = Hongrie

MT = Malte

NL = Pays-Bas

AT = Autriche

PL = Pologne

PT = Portugal

SI = Slovénie

SK = Slovaquie

FI = Finlande

SE = Suède

GB = Royaume-Uni»

b) À l'annexe II, le titre de la liste des autorités compétentes des États membres est remplacé par le texte suivant:

«LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES

SEZNAM PŘÍSLUŠNÝCH VNITROSTÁTNÍCH ORGÁNŮ

LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER

LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN

RIIKLIKE PÄDEVATE ASUTUSTE NIMEKIRI

ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΙΣ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ

LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES

LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES

ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI

VALSTU KOMPETENTO IESTĀŽU SARAKSTS

ATSAKINGŲ NACIONALINIŲ INSTITUCIJŲ SĄRAŠAS

AZ ILLETÉKES NEMZETI HATÓSÁGOK LISTÁJA

LISTA TA' L-AWTORITAJIET KOMPETENTI NAZZJONALI

LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES

LISTA WŁAŚCIWYCH ORGANÓW KRAJOWYCH

LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES

SEZNAM PRISTOJNIH NACIONALNIH ORGANOV

ZOZNAM PRÍSLUŠNÝCH ŠTÁTNYCH ORGÁNOV

LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA

FÖRTECKNING ÖVER BEHÖRIGA NATIONELLA MYNDIGHETER»

c) À l'annexe II, le texte ci-après est inséré dans la liste des autorités compétentes des États membres entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«ČESKÁ REPUBLIKA

Ministerstvo průmyslu a obchodu ½00eské republiky
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Fax: +420 22 422 1811»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«EESTI

Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium
Harju 11
15072 Tallinn
Fax: +372 6 313 660»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«ΚΥΠΡΟΣ

Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
(Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme)
Υπηρεσία Εμπορίου
Οδός Ανδρέα Αραούζου Αρ. 6
1421 Λευκωσία
Φαξ: +357 22 375120

LATVIJA

Latvijas Republikas Ekonomikas ministrija
Brīvības iela 55
Rīga
LV 1519
Fax: +371 7280882

LIETUVA

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Užsienio prekybos departamentas
Gedimino pr. 38/2
LT-2600 Vilnius
Fax: +370 5 262 39 74»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«MAGYAROSZÁG

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
Engedélyezési és Közigazgatási Hivatal
Engedélyezési Főosztály
Margit körút 85
1024 Budapest
Fax: +36 1 336 7 302

MALTA

Diviżjoni għall–Kummerċ
Servizzi Kummerċjali
Lascaris
Valletta CMR02
Fax: +356 25690299»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLSKA

Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej
Departament Administrowania Obrotem Towarami i Usługami
Plac Trzech Krzyży 3/5
00–507 Warszawa
Fax: +48 22 693 40 22»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVENIJA

Ministrstvo za gospodarstvo
Področje ekonomskih odnosov s tujino
Kotnikova 5
SI –1000 Ljubljana
Fax: +386 1 478 3611

SLOVENSKO

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
Bratislava
Fax: + 421 2 4 854 3116»

16. 32002 R 0881: Règlement (CE) nº 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, et abrogeant le règlement (CE) nº 467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidées à l'encontre des Taliban d'Afghanistan (JO L 139 du 29.5.2002, p. 9), tel que modifié par:

— 32002 R 0951: Règlement (CE) nº 951/2002 de la Commission du 3.6.2002 (JO L 145 du 4.6.2002, p. 14).

À l'annexe II, le texte ci-après est inséré dans la «Liste des autorités compétentes visées dans l'article 5», entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 2 57044501
Fax.: +420 2 57044502»

Entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel +372 6 317 100
Fax +372 6 317 199

Gel des capitaux:

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφόρος Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Tél.: +357 22 300 600
Fax: +357 22 661 881

Unité de lutte contre le blanchiment d'argent
1 rue Apellis
1403 Nicosie
Μονάδα Καταπολέμησης Αδικημάτων Συγκάλυψης (ΜΟΚΑΣ)
Οδός Απελλή Αρ.1
1403 Λευκωσία
Tél.: +357 22 889 100
Fax: +357 22 665 080
E-mail: mokas@cytanet.com.cy

LATVIA

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības bulvāris 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7016201
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 5 236 24 44
Fax. +370 5 231 30 90»

Entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Külügyminisztérium
1027 Budapest
Bem rkp 47
Tél.: +361 458 1 000
Fax: +361 212 5 918

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali

Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Banka Slovenije
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 90 00
Fax: +386 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Faks: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
817 82 Bratislava
Tél.: +421 2 5 958 2201
Fax: +421 2 5 249 3531

Ministerstvo hospodárstva
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4 854 1421
Fax: +421 2 4 342 3949»

17. 32002 R 1318: Règlement (CE) nº 1318/2002 du Conseil du 22 juillet 2002 imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Liberia (JO L 194 du 23.7.2002, p. 1)

À l'annexe I, le texte ci-après est inséré entre les mentions relatives à la Belgique et au Danemark.

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí České republiky
Sekretariát náměstkyně ministra zodpovědné za daňovou a celní oblast
Letenská 15
118 01 Praha 1
Tél.: +420 25704 2526
Fax: +420 25704 2400

Ministerstvo průmyslu a obchodu České republiky
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél.: +420 22406 2720
Fax.: +420 22422 1811»

entre les mentions relatives à l'Allemagne et à la Grèce:

«ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel: +372 6 317 200
Fax: +372 6 317 288»

entre les mentions relatives à l'Italie et au Luxembourg:

«CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-300600
Φαξ: +357-22-661881

Ministère des affaires étrangères
avenue du Palais présidentiel
1447 Nicosie
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga
LV 1395
Tél.: +371 7016201, +371 2016207
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-2600 Vilnius
Tél.: 370 5 236 24 44
Fax.: 370 5 231 30 90»

entre les mentions relatives au Luxembourg et aux Pays-Bas:

«HONGRIE

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
Engedélyezési és Közigazgatási Hivatal
1024 Budapest
Margit körút 85.
Tél.: +36 1 336 7300
Fax: +36 1 336 7302

MALTA

Bord ta' Sorveljanza dwar is–Sanzjonijiet
Direttorat ta' l–Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l–Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il–Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20»

entre les mentions relatives à l'Autriche et au Portugal:

«POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29»

et entre les mentions relatives au Portugal et à la Finlande:

«SLOVÉNIE

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Faks: +386 1 478 23 47http://www.gov.si/mzz/

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél.: +421 2 4854 2116
Fax: +421 24854 3116

Ministerstvo financií
Štefanovičova 5
Bratislava
Tél.: 421 2 5 958 2201
Fax: 421 2 5 249 3531»

21. **POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE**

1. 41996 D 0409: Décision 96/409/PESC des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 25 juin 1996 concernant l'établissement d'un titre de voyage provisoire (JO L 168 du 6.7.1996, p. 4).

a) À l'annexe I, le texte suivant est ajouté après «BILAGE I»:

«PŘÍLOHA I — I LISA — I PIELIKUMS — I PRIEDAS — I. MELLÉKLET — ANNESS I — ZAŁĄCZNIK 1 — PRILOGA I — PRÍLOHA I»

b) À l'annexe I, le texte suivant est ajouté après «Europeiska Unionen»:

«EVROPSKÁ UNIE, EUROOPA LIIT, EIROPAS SAVIENĪBA, EUROPOS SĄJUNGA, EURÓPAI UNIÓ, UNJONI EWROPEA, UNIA EUROPEJSKA, EVROPSKA UNIJA, EURÓPSKA ÚNIA»

c) À l'annexe I, le texte suivant est ajouté après «provisoriskt resedokument»:

«NÁHRADNI CESTOVNÍ DOKLAD, TAGASIPÖÖRDUMISTUNNISTUS, ATGRIEŠANĀS APLIECĪBA, LAIKINASIS KELIONĖS DOKUMENTAS, IDEIGLENES ÚTIOKMÁNY, DOKUMENT TA' EMERĠENZA GĦALL-IVVJAĠĠAR, TYMCZASOWY DOKUMENT PODRÓŻY, POTNA LISTINA ZA VRNITEV, CESTOVNÝ PREUKAZ»

d) À l'annexe I, le texte suivant est ajouté après «ORDLISTA»:

«ÚDAJE/SÕNASTIK/SKAIDROJUMS/ĮRAŠAI/KITÖLTÉSI ÚTMUTATÓ/GLOSSARJU/OBJAŚNIENIA/KAZALO/ÚDAJE»

e) À l'annexe I, le texte suivant est ajouté après «(13) Utfärdande myndighets stämpel»:

«(1) Příjmení (2) Jméno (3) Datum narození (4) Místo narození (5) Výška (6) Státní příslušnost (7) Podpis držitele (8) Pro jednu cestu do…přes… (9) Platnost do (10) Datum vydání (11) Evidenční číslo (12) Podpis oprávněného úředníka (13) Razítko vydávajícího orgánu

(1) Perekonnanimi (2) Eesnimed (3) Sünniaeg (4) Sünnikoht (5) Pikkus (6) Kodakondsus (7) Omaniku allkiri (8) Üheks reisiks sihtkohta…kaudu (9) Kehtiv kuni (10) Välja antud (11) Registreerimisnumber (12) Väljaandja allkiri (13) Väljaandja pitsat

(1) Uzvārds (2) Vārds(i) (3) Dzimšanas datums (4) Dzimšanas vieta (5) Augums (6) Pilsonība (7) Turētāja paraksts (8) Vienam braucienam uz … caur … (9) Derīga līdz (10) Izdošanas datums (11) Apliecības numurs (12) Izdevēja paraksts (13) Izdevējiestādes zīmogs

(1) Pavardė (2) Vardas (-ai) (3) Gimimo data (4) Gimimo vieta (5) Ūgis (6) Pilietybė (7) Asmens parašas (8) Vienai kelionei į … per … (9) Galioja iki (10) Išdavimo data (11) Registracijos numeris (12) Išdavusio pareigūno parašas (13) Išdavusios įstaigos spaudas

(1) Név (2) Utónév (3) Születési idő (4) Születési hely (5) Magasság (6) Állampolgárság (7) A jogosult aláírása (8) Egyszeri utazásra ba …keresztül (9) A lejárat dátuma (10) A kiadás dátuma (11) Nyilvántartási szám (12) A kiadó tisztviselő aláírása (13) A kiállító hivatal pecsétje

(1) Kunjom (2) Isem (3) Data tat-twelid (4) Post tat-twelid (5) Tul (6) Ċittadinanza (7) Firma ta' min inħariġlu d-dokument (8) Għal vjaġġ wieħed minn - via (9) Data ta' l-eġħluq (10) Data tal-ħruġ (11) Numru tar-reġistrazzjoni (12) Firma ta' l-Uffiċjal li ħareġ id-dokument (13) Timbru ta' l-Awtorità li ħarġet id-dokument

(1) Nazwisko (2) Imiona (3) Data urodzenia (4) Miejsce urodzenia (5) Wzrost (6) Obywatelstwo (7) Podpis posiadacza (8) Na podróż do - przez (9) Data upływu ważności (10) Data wydania (11) Numer w rejestrze (12) Podpis urzędnika wydającego dokument (13) Pieczęć organu wydającego dokument

(1) Priimek (2) Ime(na) (3) Datum rojstva (4) Kraj rojstva (5) Telesna višina (6) Državljanstvo (7) Podpis imetnika (8) Za eno potovanje do — preko (9) Datum izteka veljavnosti (10) Datum izdaje (11) Registrska številka (12) Podpis uradne osebe (13) Pečat organa

(1) Priezvisko, (2) Meno (3) Dátum narodenia (4) Miesto narodenia (5) Výška (6) Štátna príslušnosť (7) Podpis držiteľa (8) Na jednu cestu do — cez (9) Dátum platnosti (10) Dátum vydania (11) Registračné číslo (12) Podpis vydávajúceho (13) Pečiatka vydávajúceho»

f) À l'annexe III, paragraphe 3, la liste figurant après les mots «à savoir» est remplacée par le texte suivant:

«Belgique	=	B	—	[OOOOO]
République tchèque	=	CZ	—	[OOOOO]
Danemark	=	DK	—	[OOOOO]
Allemagne	=	D	—	[OOOOO]
Estonie	=	EE	—	[OOOOO]
Grèce	=	GR	—	[OOOOO]
Espagne	=	E	—	[OOOOO]
France	=	F	—	[OOOOO]
Irlande	=	IRL	—	[OOOOO]
Italie	=	I	—	[OOOOO]
Chypre	=	CY	—	[OOOOO]

Lettonie	=	LV	—	[OOOOO]
Lituanie	=	LT	—	[OOOOO]
Luxembourg	=	L	—	[OOOOO]
Hongrie	=	HU	—	[OOOOO]
Malte	=	MT	—	[OOOOO]
Pays-Bas	=	NL	—	[OOOOO]
Autriche	=	A	—	[OOOOO]
Pologne	=	PL	—	[OOOOO]
Portugal	=	P	—	[OOOOO]
Slovénie	=	SI	—	[OOOOO]
Slovaquie	=	SK	—	[OOOOO]
Finlande	=	FIN	—	[OOOOO]
Suède	=	S	—	[OOOOO]
Royaume-Uni	=	UK	—	[OOOOO]»

2. 32000 R 1081: Règlement (CE) nº 1081/2000 du Conseil du 22 mai 2000 concernant l'interdiction de la vente, de la fourniture et de l'exportation à la Birmanie/au Myanmar de matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression interne ou de terrorisme, et le gel des fonds appartenant à certaines personnes ayant un lien avec d'importantes fonctions gouvernementales dans ce pays (JO L 122 du 24.5.2000, p. 29), modifié par:

— 32002 R 1883: Règlement (CE) nº 1883/2002 de la Commission du 22.10.2002 (JO L 285 du 23.10.2002, p. 17).

À l'annexe III, le texte suivant est ajouté:

«RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: + 420 25704 4501
Fax.: + 420 25704 4502

ESTONIE

Pour les demandes fondées sur l'article 4 concernant l'article 2 et l'annexe II:

Finantsinspektsioon
Sakala 4
EE-15030 Tallinn
Tél.: +372 66 80 500
Fax: +372 66 80 501

CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών (Ministère des Affaires étrangères)
Presidential Palace Avenue
CY-1447 Nicosia
Tél.: +357 22 300600
Fax: +357 22 661881

Μονάδα Καταπολέμησης Αδικημάτων Συγκάλυψης (ΜΟΚΑΣ)
(Unité de lutte contre le blanchiment d'argent)
1 Apellis Str.
CY-1403 Nicosia
Tél.: +357 22 889100
Fax: +357 22 665080

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības bulvāris 36
Rīga, LV 1395
Tél.: +371 7016201
Fax: +371 7828121

LITUANIE

Lietuvos Respublikos Užsienio reikalų ministerija
J. Tumo-Vaižganto 2,
LT-2600 Vilnius
Tél.: +370 52 362 590
Fax: +370 52 313090

HONGRIE

Külügyminisztérium
1027 Budapest
Bem rkp. 47.
Tél.: +36 1 458 1000
Fax: +36 1 212 5918

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq Merkanti
Valletta CMR 02
Malta
Tél.: +356 2124 2853
Fax: +356 2125 1520

POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: +48 22 523 93 48
Fax: +48 22 523 91 29

SLOVÉNIE

Pour les demandes fondées sur l'article 4 concernant l'article 2 et l'annexe II:

Ministrstvo za finance
Župančičeva 3
SI-1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 5211
Fax: +386 1 478 56 55

Ministrstvo za obrambo
Kardeljeva ploščad 24-26
SI-1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 471 2211
Fax: +386 1 431 8164

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií Slovenskej republiky
Štefanovičova 5
SK-817 82 Bratislava 1
Tél.: +421 2-5958 2521
Fax: +421 2-5958 2555»

22. **INSTITUTIONS**

1. 31958 R 0001: Règlement n° 1 du Conseil portant fixation du régime linguistique de la Communauté économique européenne (JO B17 du 6.10.1958, p. 385), modifié par:

— 11972 B: Actes relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Actes relatifs à l'adhésion de la République héllenique aux Communautés européennes — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Actes relatifs à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise aux Communautés européennes — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) L'article 1er est remplacé par le texte suivant:

«*Article premier*

Les langues officielles et les langues de travail des institutions de l'Union sont l'espagnol, le tchèque, le danois, l'allemand, l'estonien, le grec, l'anglais, le français, l'italien, le letton, le lituanien, le hongrois, le maltais, le néerlandais, le polonais, le portugais, le slovaque, le slovène, le finnois et le suédois.»

b) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 4*

Les règlements et les autres textes de portée générale sont rédigés dans les vingt langues officielles.»

c) L'article 5 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 5*

Le Journal officiel de l'Union européenne paraît dans les vingt langues officielles.»

2. 31958 R 001: Règlement n° 1 du Conseil portant fixation du régime linguistique de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO 17 du 6.10.1958, p. 401), modifié par:

— 11972 B: Actes relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 11979 H: Actes relatifs à l'adhésion de la République héllenique aux Communautés européennes — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 11985 I: Actes relatifs à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise aux Communautés européennes — Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

a) L'article 1er est remplacé par le texte suivant:

«*Article premier*

Les langues officielles et les langues de travail des institutions de l'Union sont l'espagnol, le tchèque, le danois, l'allemand, l'estonien, le grec, l'anglais, le français, l'italien, le letton, le lituanien, le hongrois, le maltais, le néerlandais, le polonais, le portugais, le slovaque, le slovène, le finnois et le suédois.»

b) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 4*

Les règlements et les autres textes de portée générale sont rédigés dans les vingt langues officielles.»

c) L'article 5 est remplacé par le texte suivant:

«*Article 5*

Le Journal officiel de l'Union européenne paraît dans les vingt langues officielles.»

ANNEXE III

Liste visée à l'article 21 de l'acte d'adhésion

1. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

31992 L 0051: Directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE (JO L 209 du 24.7.1992, p. 25), modifiée par:

— 31994 L 0038: Directive 94/38/CE de la Commission du 26.7.1994 (JO L 217 du 23.8.1994, p. 8),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31995 L 0043: Directive 95/43/CE de la Commission du 20.7.1995 (JO L 184 du 3.8.1995, p. 21),

— 31997 L 0038: Directive 97/38/CE de la Commission du 20.6.1997 (JO L 184 du 12.7.1997, p. 31),

— 32000 L 0005: Directive 2000/5/CE de la Commission du 25.2.2000 (JO L 54 du 26.2.2000, p. 42),

— 32001 L 0019: Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14.5.2001 (JO L 206 du 31.7.2001, p. 1).

Le cas échéant, la Commission adapte la directive 92/51/CEE avant la date d'adhésion selon la procédure prévue à l'article 15 de ladite directive afin de tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres, en vue d'insérer:

a) à l'annexe C, sous le titre «Domaine paramédical et socio-pédagogique», les formations ci-après, avec effet à compter de l'adhésion:

   — République tchèque: kinésithérapeute, («Fyzioterapeut»), assistant chargé de la protection de la santé publique («Asistent ochrany veřejného zdraví»), assistant technique médical de laboratoire («Zdravotní laborant»), assistant de radiologie («Radiologický asistent»), mécanicien dentaire («Zubní technik»), assistant de laboratoire pharmaceutique («Farmaceutický asistent»), ortho-prothésiste («Ortoticko — protetický technik»), infirmier(ère) puériculteur(trice) («Dětská sestra»), diététicien («Nutriční terapeut»);

   — Slovaquie: professeur de danse dans les écoles fondamentales d'art («učiteľ tanca na základných umeleckých školách»), assistant en hygiène et épidémiologie («asistent hygienickej služby/asistent hygieny a epidemiológie»), spécialiste en rééducation/assistant de rééducation («rehabilitačný pracovník»/«rehabilitačný asistent»), mécanicien orthopédiste («ortopedický technik»), mécanicien dentaire («zubný laborant»/«zubný technik»), assistant diététicien («diétna sestra»/«asistent výživy»), assistant sanitaire («zdravotnícky asistent»), masseur («masér»), assistant technique médical de laboratoire («zdravotnícky laborant»), assistant de laboratoire pharmaceutique («farmaceutický laborant»).

b) à l'annexe D, les formations ci-après ayant une structure spéciale:

   — Lituanie: formations réglementées débouchant sur des qualifications des niveaux 3 et 4 qui constituent des qualifications professionnelles nationales reconnues par la République de Lituanie. Ces niveaux sont définis comme suit:

      — niveau 3: aptitude à exercer des activités professionnelles compliquées dans des domaines qui exigent des décisions suffisamment responsables et indépendantes. La capacité à organiser et à gérer des activités d'un groupe a été acquise. Le «diplôme de travailleur qualifié» («Profesinio mokymo diplomas») est délivré à l'issue d'un cycle d'éducation et de formation d'une durée de trois ans;

      — niveau 4: aptitude à exercer des activités professionnelles compliquées dans des domaines qui exigent la responsabilité, l'indépendance, des connaissances approfondies et des compétences particulières. La capacité à organiser et à gérer les activités d'un groupe a été acquise. Le «diplôme d'études supérieures» («Aukštesniojo mokslo diplomas») est délivré à l'issue d'un cycle d'éducation et de formation d'une durée de trois à quatre ans.

2. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

32000 R 1622: Règlement (CE) nº 1622/2000 de la Commission du 24 juillet 2000 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) nº 1493/1999 portant organisation commune du marché vitivinicole, et instituant un code communautaire des pratiques et traitements œnologiques (JO L 194 du 31.7.2000, p. 1), modifié par:

— 32000 R 2451: Règlement (CE) nº 2451/2000 de la Commission du 7.11.2000 (JO L 282 du 8.11.2000, p. 7),

— 32001 R 0885: Règlement (CE) nº 885/2001 de la Commission du 24.4.2001 (JO L 128 du 10.5.2001, p. 54),

— 32001 R 1609: Règlement (CE) nº 1609/2001 de la Commission du 6.8.2001 (JO L 212 du 7.8.2001, p. 9),

— 32001 R 1655: Règlement (CE) nº 1655/2001 de la Commission du 14.8.2001 (JO L 220 du 15.8.2001, p. 17),

— 32001 R 2066: Règlement (CE) nº 2066/2001 de la Commission du 22.10.2001 (JO L 278 du 23.10.2001, p. 9),

— 32002 R 2244: Règlement (CE) nº 2244/2002 de la Commission du 16.12.2002 (JO L 341 du 17.12.2002, p. 27).

Le cas échéant et conformément à la procédure visée à l'article 75 du règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole, la Commission adopte une décision, au plus tard à la date d'adhésion, en vue de modifier l'annexe XIII dans le but de fixer à 25 milliéquivalents par litre la teneur maximale en acidité volatile des vins de qualité hongrois «Késői szüretelésű bor» et «Válogatott szüretelésű bor».

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

1. 31964 L 0432: Directive 64/432/CEE du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (JO P 121 du 29.7.1964, p. 1977), modifiée et mise à jour par:

— 31997 L 0012: Directive 97/12/CE du Conseil du 17 mars 1997 (JO L 109 du 25.4.1997, p. 1),

et modifiée par la suite par:

— 31998 L 0046: Directive 98/46/CE du Conseil du 24.6.1998 (JO L 198 du 15.7.1998, p. 22),

— 32000 D 0504: Décision 2000/504/CE de la Commission du 25.7.2000 (JO L 201 du 9.8.2000, p. 6),

— 32000 L 0015: Directive 2000/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 10.4.2000 (JO L 105 du 3.5.2000, p. 34),

— 32000 L 0020: Directive 2000/20/CE du Parlement européenne et du Conseil du 16.5.2000 (JO L 163 du 4.7.2000, p. 35),

— 32001 D 0298: Décision 2001/298/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 63),

— 32002 R 0535: Règlement (CE) nº 535/2002 de la Commission du 21.3.2002 (JO L 80 du 23.3.2002, p. 22),

— 32002 R 1226: Règlement (CE) nº 1226/2002 de la Commission du 8.7.2002 (JO L 179 du 9.7.2002, p. 13).

Selon qu'il conviendra et en recourant à la procédure visée à l'article 17 de la directive 64/432/CEE du Conseil, la Commission adopte, à la date de l'adhésion, des décisions pour reconnaître le statut des nouveaux États membres en ce qui concerne la tuberculose bovine, la brucellose bovine, la maladie d'Aujeszky, la leucose bovine enzootique, la gastro-entérite transmissible et la *brucella suis*.

2. 31991 L 0068: Directive 91/68/CEE du Conseil du 28 janvier 1991 relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins (JO L 46 du 19.2.1991, p. 19), modifiée par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO L 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 31994 D 0164: Décision 94/164/CE de la Commission du 18.2.1994 (JO L 74 du 17.3.1994, p. 42),

— 31994 D 0953: Décision 94/953/CE de la Commission du 20.12.1994 (JO L 371 du 31.12.1994, p. 14),

— 32001 D 0298: Décision 2001/298/CE de la Commission du 30.3.2001 (JO L 102 du 12.4.2001, p. 63),

— 32001 L 0010: Directive 2001/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.5.2001 (JO L 147 du 31.5.2001, p. 41),

— 32002 D 0261: Décision 2002/261/CE de la Commission du 25.3.2002 (JO L 91 du 6.4.2002, p. 31).

Selon qu'il conviendra et en recourant à la procédure visée à l'article 15 de la directive 91/68/CEE du Conseil, la Commission adopte, à la date de l'adhésion, des décisions pour reconnaître le statut des nouveaux États membres en ce qui concerne la brucellosis (*melitensis*) et l'agalaxie contagieuse.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

1. 31968 L 0193: Directive 68/193/CEE du Conseil du 9 avril 1968 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (JO L 93 du 17.4.1968, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 31971 L 0140: Directive 71/140/CEE du Conseil du 22.3.1971 (JO L 71 du 25.3.1971, p. 16),

— 11972 B: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni (JO L 73 du 27.3.1972, p. 14),

— 31974 L 0648: Directive 74/648/CEE du Conseil du 9.12.1974 (JO L 352 du 28.12.1974, p. 43),

— 31977 L 0692: Première directive 77/629/CEE de la Commission du 28.9.1977 (JO L 257 du 8.10.1977, p. 27),

— 31978 L 0692: Directive 78/692/CEE du Conseil du 25.7.1978 (JO L 236 du 26.8.1978, p. 13),

— 11979 H: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République hellénique (JO L 291 du 19.11.1979, p. 17),

— 31982 L 0331: Directive 82/331/CEE de la Commission du 6.5.1982 (JO L 148 du 27.5.1982, p. 47),

— 31985 R 3768: Règlement (CEE) n° 3768/85 du Conseil du 20.12.1985 (JO L 362 du 31.12.1985, p. 8),

— 31986 L 0155: Directive 86/155/CEE du Conseil du 22.4.1986 (JO L 118 du 7.5.1986, p. 23),

— 31988 L 0332: Directive 88/332/CEE du Conseil du 13.6.1988 (JO L 151 du 17.6.1988, p. 82),

— 31990 L 0654: Directive 90/654/CEE du Conseil du 4.12.1990 (JO L 353 du 17.12.1990, p. 48),

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21),

— 32002 L 0011: Directive 2002/11/CE du Conseil du 14.2.2002 (JO L 53 du 23.2.2002, p. 20).

Le cas échéant et en recourant à la procédure prévue à l'article 17 de la directive 68/193/CEE du Conseil, la Commission adopte une décision à la date de l'adhésion en vue de dispenser la Pologne totalement ou en partie de l'obligation d'appliquer les dispositions de la présente directive dans les conditions énoncées à l'article 18 bis.

2. 32000 L 0029: Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté (JO L 169 du 10.7.2000, p. 1), modifiée par:

— 32001 L 0033: Directive 2001/33/CE de la Commission du 8.5.2001 (JO L 127 du 9.5.2001, p. 42),

— 32002 L 0028: Directive 2002/28/CE de la Commission du 19.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 23),

— 32002 L 0036: Directive 2002/36/CE de la Commission du 29.4.2002 (JO L 116 du 3.5.2002, p. 16).

La Commission adapte la directive 2000/29/CE, selon qu'il conviendra, avant la date de l'adhésion, en recourant à la procédure fixée à l'article 18 de cette directive pour tenir compte de l'adhésion des nouveaux États membres, notamment en vue d'insérer:

— *Dendrolimus sibiricus* (Tschetverikov) au point 10 de la partie A, section I a) de l'annexe I;

— une liste de plantes (*Ambrosia*-spp.) comme point e) dans la section II, partie A de l'Annexe I.

3. **PÊCHE**

1. 31994 R 1626: Règlement (CE) n° 1626/94 du Conseil du 27 juin 1994 prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche en Méditerranée (JO L 171 du 6.7.1994, p. 1), modifié par:

— 31996 R 1075: Règlement (CE) nº 1075/96 du Conseil du 10.6.1996 (JO L 142 du 15.6.1996, p. 1),

— 31998 R 0782: Règlement (CE) nº 782/98 du Conseil du 7.4.1998 (JO L 113 du 15.4.1998, p. 6),

— 31999 R 1448: Règlement (CE) nº 1448/1999 du Conseil du 24.6.1999 (JO L 167 du 2.7.1999, p. 7),

— 32000 R 0812: Règlement (CE) nº 812/2000 du Conseil du 17.4.2000 (JO L 100 du 20.4.2000, p. 3),

— 32000 R 2550: Règlement (CE) nº 2550/2000 du Conseil du 17.11.2000 (JO L 292 du 21.11.2000, p. 7),

— 32001 R 0973: Règlement (CE) nº 973/2001 du Conseil du 14.5.2001 (JO L 137 du 19.5.2001, p. 1).

Le Conseil modifie le règlement (CE) nº 1626/94 avant la date d'adhésion de Malte en vue d'adopter les mesures de conservation nécessaires concernant Malte, conformément aux lignes directrices suivantes:

— la pêche dans la zone de gestion des 25 milles devra être limitée à la petite pêche côtière, c'est-à-dire aux navires dont la longueur hors tout est inférieure à 12 mètres et n'utilisant pas des engins traînants, sous réserve des exceptions figurant ci-après. L'effort total exercé par les navires de moins de 12 mètres ne devra pas dépasser le niveau des dernières années précédentes;

— toutefois, les chalutiers d'une longueur hors tout inférieure à 24 mètres sont autorisés à pêcher à l'intérieur de la zone de gestion des 25 milles dans les limites de certaines zones de pêche au chalut. La capacité de pêche globale des chalutiers, mesurée en puissance motrice (kW), ne devra pas dépasser celle observée pendant la période 2000-2001 dans la zone de gestion des 25 milles, et la puissance motrice de chaque chalutier pêchant dans les eaux d'une profondeur inférieure à 200 mètres ne devra pas dépasser 185 kW (250 CV). Ces limites pourront être révisées à la lumière de nouvelles preuves scientifiques sérieuses, provenant d'organismes scientifiques compétents;

— le nombre de navires pouvant pratiquer la pêche au *lampuki* (*Coryphaena hippurus* – coryphène) sera limité à un maximum de 130. L'attribution et la pose de dispositifs de concentration de poissons (DCP) durant la saison de pêche, qui va généralement d'août à décembre, sont autorisées pour tous les pêcheurs de la Communauté sans discrimination, mais seulement au-delà de la limite des 12 milles pour les pêcheurs non maltais;

— tous les navires d'une longueur hors tout supérieure à 12 mètres qui sont autorisés à pêcher dans la zone de gestion des 25 milles figureront sur une liste, qui pourra inclure des chalutiers de fond, des navires pêchant au lamparo, des navires pratiquant la pêche au *lampuki* avec des dispositifs de concentration de poissons et des navires pratiquant la pêche au thon et autres grands migrateurs. Toute augmentation éventuelle de l'effort de pêche doit assurer la conservation durable des ressources dans la zone.

Les règles détaillées relatives à l'établissement de cette liste, à un système de surveillance de l'effort de pêche et, si nécessaire, à la pêche au *lampuki* dans la zone de gestion des 25 milles, sont adoptées selon la procédure établie à l'article 18 du règlement (CEE) nº 3760/92 ([1]) instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture. Des méthodes de surveillance efficaces sont arrêtées conformément à *l'acquis*.

Les modalités de ce régime de gestion de l'effort de pêche sont réévaluées lors de l'adhésion de Malte, sur la base de nouvelles preuves scientifiques sérieuses provenant d'organismes scientifiques compétents afin d'en évaluer l'effet sur la conservation des stocks.

Après l'adhésion de Malte, la question des éventuels conflits entre les différents engins de pêche et des mesures à prendre pour les réduire sera abordée au niveau communautaire.

Conformément au règlement (CE) nº1239/98 ([2]) modifiant le règlement (CE) nº 894/97 prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche, il est interdit d'utiliser des filets maillants dérivants dans la zone de gestion des 25 milles.

Ces mesures de conservation seront non discriminatoires et seront appliquées dans toute la zone de gestion des 25 milles.

La solution exposée ci-dessus s'entend sans préjudice de l'évolution du droit dérivé dans ce domaine.

2. 31998 R 0088: Règlement (CE) nº 88/98 du Conseil du 18 décembre 1997 fixant certaines mesures techniques de conservation des ressources halieutiques dans les eaux de la mer Baltique, des Belts et de l'Øresund (JO L 9 du 15.1.1998, p. 1), modifié par:

— 31998 R 1520: Règlement (CE) nº 1520/98 du Conseil du 13.7.1998 (JO L 201 du 17.7.1998, p. 1).

Le Conseil modifie le règlement (CE) nº 88/98 avant la date d'adhésion en vue d'adopter les mesures de conservation nécessaires conformément aux lignes directrices suivantes:

— la puissance motrice des navires autorisés à pêcher dans le golfe de Riga ne doit pas dépasser 221 kW;

— les navires autorisés à pêcher dans le golfe de Riga figureront sur une liste; cette liste est établie afin que la capacité de pêche totale, mesurée en puissance motrice (kW), ne dépasse pas celle qui est respectée pendant la période 2000-2001 dans le golfe de Riga.

Les règles détaillées relatives à l'établissement de cette liste ainsi qu'un système de surveillance de l'effort de pêche dans le golfe de Riga sont adoptées selon la procédure établie à l'article 18 du règlement (CEE) nº 3760/92 ([3]) instituant un système communautaire de la pêche et de l'aquaculture.

Ces mesures techniques de conservation seront non discriminatoires et s'appliqueront dans l'ensemble du golfe de Riga.

La solution exposée ci-dessus s'entend sans préjudice de l'évolution du droit dérivé dans ce domaine.

([1]) JO L 389 du 31.12.1992, p. 1.
([2]) JO L 171 du 17.6.1998, p. 1.
([3]) JO L 389 du 31.12.92, p. 1.

4. **STATISTIQUES**

1. 31977 D 0144: Décision 77/144/CEE de la Commission du 22 décembre 1976 établissant le code et les règles types relatifs à la transcription sous une forme lisible par machine des données des enquêtes sur les plantations de certaines espèces d'arbres fruitiers et fixant les limites des zones de production pour ces enquêtes (JO L 47 du 18.2.1977, p. 52), modifiée par:

— 31981 D 0433: Décision 81/433/CEE de la Commission du 7.5.1981 (JO L 167 du 24.6.1981, p. 12),

— 31985 D 0608: Décision 85/608/CEE de la Commission du 13.12.1985 (JO L 373 du 31.12.1985, p. 59),

— 31987 D 0228: Décision 87/228/CEE de la Commission du 16.3.1987 (JO L 94 du 8.4.1987, p. 32),

— 31991 D 0618: Décision 91/618/CEE de la Commission du 18.11.1991 (JO L 333 du 4.12.1991, p. 23),

— 31995 D 0531: Décision 95/531/CE de la Commission du 29.11.1995 (JO L 302 du 15.12.1995, p. 37),

— 31996 D 0689: Décision 96/689/CE de la Commission du 25.11.1996 (JO L 318 du 7.12.1996, p. 14).

Le cas échéant, l'annexe I, point «Dispositions spécifiques», sous 1) «Pays» et 2) «Zone de production», et l'annexe III devront être adaptées compte tenu de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.

2. 31979 D 0491: Décision 79/491/CEE de la Commission du 17 mai 1979 établissant le code et les règles types relatifs à la transcription sous une forme lisible par machine des données des enquêtes sur les superficies viticoles (JO L 129 du 28.5.1979, p. 9), modifiée par:

— 31985 D 0620: Décision 85/620/CEE de la Commission du 13.12.1985 (JO L 379 du 31.12.1985, p. 1),

— 31996 D 0020: Décision 96/20/CE de la Commission du 19.12.1995 (JO L 7 du 10.1.1996, p. 6),

— 31999 D 0661: Décision 99/661/CE de la Commission du 9.9.1999 (JO L 261 du 7.10.1999, p. 42).

La liste des régions viticoles et des codes des nouveaux États membres, à ajouter à l'annexe II, est approuvée par le Comité permanent de la statistique agricole, sur la base d'une proposition de la Commission, le plus tôt possible après l'adhésion.

3. 31980 D 0765: Décision 80/765/CEE de la Commission du 8 juillet 1980 établissant le code et les règles types relatifs à la transcription sous une forme lisible par machine des données se rapportant aux enquêtes statistiques intermédiaires sur les superficies viticoles (JO L 213 du 16.8.1980, p. 34), modifiée par:

— 31985 D 0621: Décision 85/621/CEE de la Commission du 13.12.1985 (JO L 379 du 31.12.1985, p. 12),

— 31996 D 0020: Décision 96/20/CE de la Commission du 19.12.1995 (JO L 7 du 10.1.1996, p. 6),

— 31999 D 0661: Décision 99/661/CE de la Commission du 9.9.1999 (JO L 261 du 7.10.1999, p. 42).

La liste des régions viticoles et des codes des nouveaux États membres, à ajouter à l'annexe II, sera approuvée par le Comité permanent de la statistique agricole, sur la base d'une proposition de la Commission, le plus tôt possible après l'adhésion.

4. 31994 D 0432: Décision 94/432/CE de la Commission du 30 mai 1994 établissant des dispositions d'application de la directive 93/23/CEE du Conseil en ce qui concerne les enquêtes statistiques sur le cheptel et la production du secteur porcin (JO L 179 du 13.7.1994, p. 22), modifiée par:

— 31995 D 0380: Décision 95/380/CE de la Commission du 18.9.1995 (JO L 228 du 23.9.1995, p. 25),

— 31999 D 0047: Décision 1999/47/CE de la Commission du 8.1.1999 (JO L 15 du 20.1.1999, p. 10),

— 31999 D 0547: Décision 1999/547/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 33).

Le cas échéant, l'annexe IV, points a) à e), devra être adaptée compte tenu de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.

5. 31994 D 0433: Décision 94/433/CE de la Commission du 30 mai 1994 établissant des dispositions d'application de la directive 93/24/CEE du Conseil en ce qui concerne les enquêtes statistiques sur le cheptel et la production du secteur bovin et modifiant ladite directive (JO L 179 du 13.7.1994, p. 27), modifiée par:

— 31995 D 0380: Décision 95/380/CE de la Commission du 18.9.1995 (JO L 228 du 23.9.1995, p. 25),

— 31999 D 0047: Décision 1999/47/CE de la Commission du 8.1.1999 (JO L 15 du 20.1.1999, p. 10),

— 31999 D 0547: Décision 1999/547/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 209 du 7.8.1999, p. 33).

Le cas échéant, l'annexe V, points a) à e), devra être adaptée compte tenu de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.

5. **POLITIQUE RÉGIONALE ET COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS**

31999 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels (JO L 161 du 26.6.1999, p. 1), modifié par:

— 32001 R 1447: Règlement (CE) nº 1447/2001 du Conseil du 28.6.2001 (JO L 198 du 21.7.2001, p. 1).

Conformément à l'article 4, paragraphe 4, premier alinéa, du règlement (CE) nº 1260/1999 du Conseil, la Commission, si nécessaire et en concertation étroite avec l'État membre concerné, adopte, dans les meilleurs délais après l'adhésion, des décisions établissant les listes des zones de République tchèque, d'Estonie, de Chypre, de Lettonie, de Lituanie, de Hongrie, de Malte, de Pologne, de Slovénie et de Slovaquie concernées par l'objectif nº 2 des fonds structurels pour la période allant de la date d'adhésion à 2006. Ces décisions respectent les plafonds de population fixés pour chacun de ces États membres dans la décision 1999/503/CE de la Commission modifiée par le présent acte.

ANNEXE IV

Liste visée à l'article 22 de l'acte d'adhésion

1. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité instituant la Communauté européenne: troisième partie, titre III, article 58, paragraphe 1, point a)

Le droit qu'ont les États membres d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale visées à l'article 58, paragraphe 1, point a), du traité CE ne s'appliquera qu'en ce qui concerne les dispositions pertinentes qui existaient à la fin de 1993. Dans le cas de l'Estonie, cette date est la date du 31 décembre 1999. Toutefois, cela n'est applicable qu'aux mouvements de capitaux entre États membres et aux paiements effectués entre États membres.

2. **DROIT DES SOCIÉTÉS**

Traité instituant la Communauté européenne: troisième partie, titre I — La libre circulation des marchandises

MÉCANISME SPÉCIFIQUE

En ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie, le titulaire, ou l'ayant-droit du titulaire, d'un brevet ou d'un certificat complémentaire de protection délivré pour un médicament et enregistré dans un État membre à une date à laquelle cette protection ne pouvait pas être obtenue pour ce produit dans l'un des nouveaux États membres susmentionnés peut invoquer les droits conférés par ce brevet ou ce certificat complémentaire de protection pour empêcher l'importation et la commercialisation de ce produit dans l'État membre ou les États membres où le produit en question jouit de la protection d'un brevet ou d'un certificat complémentaire de protection, même si ce produit a été commercialisé pour la première fois dans le nouvel État membre concerné par lui ou avec son accord.

Toute personne ayant l'intention d'importer ou de commercialiser un médicament couvert par l'alinéa ci-dessus dans un État membre où le produit jouit d'un brevet ou d'un certificat complémentaire de protection démontre aux autorités compétentes, dans la demande concernant cette importation, qu'une notification préalable d'un mois a été donnée au titulaire ou ayant-droit d'une telle protection.

3. **POLITIQUE DE LA CONCURRENCE**

Traité instituant la Communauté européenne: titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence

1. Les régimes d'aides et aides individuelles ci-après, mis à exécution dans un nouvel État membre avant la date de l'adhésion et toujours applicables après cette date, sont considérés lors de l'adhésion comme aide existante au sens de l'article 88, paragraphe 1, du traité CE:

   a) aides mises à exécution avant le 10 décembre 1994;

   b) aides énumérées dans l'appendice de la présente annexe;

   c) aides examinées par l'autorité chargée de la surveillance des aides publiques du nouvel État membre avant la date de l'adhésion et jugées compatibles avec l'acquis, et à l'égard desquelles la Commission n'a pas soulevé d'objections en raison de doutes sérieux quant à la compatibilité des mesures avec le marché commun, en vertu de la procédure visée au paragraphe 2.

   Toutes les mesures encore applicables après la date d'adhésion qui constituent une aide publique et ne satisfont pas aux conditions susvisées sont considérées comme une aide nouvelle à la date de l'adhésion aux fins de l'application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE.

   Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent ni aux aides octroyées au secteur des transports ni aux activités liées à la production, à la transformation et à la mise sur le marché des produits qui figurent à l'annexe I du traité CE, à l'exception des produits de la pêche et des produits dérivés de la pêche.

   Elles sont par ailleurs sans préjudice des mesures transitoires relatives à la politique de la concurrence qui figurent dans le présent instrument.

2. Lorsqu'un nouvel État membre souhaite que la Commission examine une aide dans le cadre de la procédure visée au paragraphe 1, point c), il communique régulièrement à la Commission:

   a) une liste des aides existantes qui ont été examinées par l'autorité nationale chargée de la surveillance des aides publiques et que cette autorité a jugées compatibles avec l'acquis; et

   b) toute autre information indispensable pour l'évaluation de la compatibilité de l'aide à examiner,

   à l'aide du formulaire spécifique fourni par la Commission.

   Si la Commission ne soulève pas d'objections à l'égard de l'aide existante en raison de doutes sérieux quant à la compatibilité de la mesure avec le marché commun dans les trois mois suivant la réception d'informations exhaustives à son sujet ou de la réception d'une communication du nouvel État membre dans laquelle il informe la Commission qu'il considère que l'information fournie est complète du fait que l'information supplémentaire qui a été requise n'est pas disponible ou a déjà été fournie, la Commission est réputée ne pas avoir soulevé d'objections.

Toutes les mesures soumises à la Commission avant la date d'adhésion au titre de la procédure décrite au paragraphe 1, point c), font l'objet de la procédure ci-dessus nonobstant le fait que durant la période d'examen le nouvel État membre concerné est déjà devenu membre de l'Union.

3. Toute décision de la Commission de soulever des objections à l'égard d'une mesure au sens du paragraphe 1, point c), est considérée comme une décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen au sens du règlement (CE) nº 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. ([1])

Si une décision de ce type est prise avant la date de l'adhésion, elle ne sera appliquée qu'à la date de l'adhésion.

4. En ce qui concerne les aides dans le secteur des transports, les régimes d'aides et aides individuelles mis à exécution dans un nouvel État membre avant la date de l'adhésion et toujours applicables après cette date sont considérés comme aide existante au sens de l'article 88, paragraphe 1, du traité CE jusqu'à la fin de la troisième année après la date de l'adhésion, à condition d'être communiquées à la Commission dans les quatre mois suivant la date de l'adhésion. La présente disposition est sans préjudice des procédures relatives aux aides existantes prévues à l'article 88 du traité CE.

Les nouveaux États membres modifient toute aide considérée comme existante en application de l'alinéa ci-dessus afin de se conformer aux lignes directrices de la Commission au plus tard à la fin de la troisième année après la date de l'adhésion.

Les aides existantes et les projets tendant à instituer ou à modifier des aides qui ont été communiqués à la Commission avant la date de l'adhésion sont considérés comme ayant été communiqués ou notifiés à la date de l'adhésion.

([1]) JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.

4. **AGRICULTURE**

Traité instituant la Communauté européenne: troisième partie, titre II — L'agriculture

1. Les stocks publics détenus à la date d'adhésion par les nouveaux États membres et provenant de leurs politiques de soutien du marché sont repris par la Communauté au prix résultant de l'application de l'article 8 du règlement (CEE) nº 1883/78 du Conseil relatif aux règles générales sur le financement des interventions par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «garantie» ([1]). Ces stocks ne sont repris qu'à la condition que l'intervention publique pour les produits en question soit prévue par les règles communautaires et que les stocks concernés répondent aux conditions d'intervention communautaires.

2. Tout stock de produits, qu'il soit privé ou public, en libre pratique sur le territoire des nouveaux États membres à la date d'adhésion et dépassant la quantité qui pourrait être considérée comme constituant un report normal de stocks doit être éliminé aux frais des nouveaux États membres.

Le concept de «report normal de stocks» est défini pour chaque produit en fonction de critères et d'objectifs propres à chaque organisation commune de marché.

3. Les stocks visés au point 1 sont déduits de la quantité excédant le report normal de stocks.

4. La Commission met en œuvre et applique les arrangements décrits ci-dessus conformément à la procédure de l'article 13 du règlement (CE) nº 1258/1999 du Conseil relatif au financement de la politique agricole commune ([2]) ou, le cas échéant, conformément à la procédure visée à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1260/2001 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ([3]) ou aux articles correspondants des autres règlements portant organisation commune des marchés agricoles ou à la procédure de comité pertinente selon la législation applicable.

Traité instituant la Communauté européenne: troisième partie, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence

Sans préjudice des procédures concernant les régimes d'aides existants prévues à l'article 88 du traité CE, les régimes d'aides et les aides individuelles accordés au titre d'activités de production, de transformation ou de commercialisation de produits figurant dans la liste de l'annexe I du traité CE, à l'exception des produits de la pêche et de leurs dérivés, mis en application dans un nouvel État membre avant la date d'adhésion et toujours applicables après cette date, sont considérés comme des aides existantes au sens de l'article 88, paragraphe 1, du traité CE, sous réserve que soient remplies les conditions suivantes:

— les mesures d'aide sont notifiées à la Commission dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion. Cette notification comporte des informations sur la base juridique de chaque mesure. Les mesures d'aide existantes ainsi que les projets d'octroi ou de modification des aides qui sont notifiés à la Commission avant la date d'adhésion sont réputés lui avoir été notifiés à la date d'adhésion. La Commission publie la liste de ces aides.

Ces mesures d'aide sont considérées comme des aides «existantes» au sens de l'article 88, paragraphe 1, du traité CE jusqu'à la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion.

Les nouveaux États membres modifient, le cas échéant, ces mesures d'aide afin de se conformer aux orientations données par la Commission, au plus tard à la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion. Une fois ce délai écoulé, toute aide jugée incompatible avec ces orientations est considérée comme une aide nouvelle.

([1]) JO L 216 du 5.8.1978, p. 1.
([2]) JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.
([3]) JO L 178 du 30.6.2001, p. 1.

5. **UNION DOUANIÈRE**

Traité instituant la Communauté européenne: troisième partie, titre I — La libre circulation des marchandises, chapitre 1 — L'union douanière.

31992 R 2913: Règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil du 12.10.1992 établissant le code des douanes communautaire (JO L 302 du 19.10.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32000 R 2700: Règlement (CE) nº 2700/2000 du Parlement européen et du Conseil du 16.11.2000 (JO L 311 du 12.12.2000, p. 17);

31993 R 2454: Règlement (CEE) nº 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO L 253 du 11.10.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0444: Règlement (CE) nº 444/2002 de la Commission du 11.3.2002 (JO L 68 du 12.3.2002, p. 11).

Les règlements (CEE) nº 2913/92 et (CEE) nº 2454/93 s'appliquent aux nouveaux États membres sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

1. Nonobstant l'article 20 du règlement (CEE) nº 2913/92, les marchandises qui, à la date d'adhésion sont en dépôt provisoire ou relèvent de l'un des traitements ou procédures douaniers visés à l'article 4, paragraphe 15, point b) et paragraphe 16, points b) à g), de ce règlement dans la Communauté élargie, ou qui sont en cours de transport dans la Communauté élargie après avoir fait l'objet des formalités d'exportation, sont mises en libre pratique en franchise de droits de douane et d'autres mesures douanières, à condition que l'une des preuves suivantes soit produite:

   a) la preuve d'origine préférentielle dûment délivrée avant la date d'adhésion en vertu des accords européens (énumérés ci-après) ou des accords préférentiels équivalents conclus entre les nouveaux États membres eux-mêmes, et qui contiennent une interdiction de ristourne, ou d'exonération, des droits de douane sur les matériaux non originaires utilisés dans la fabrication de produits pour lesquels une preuve d'origine est délivrée ou établie («no drawback» rule);

   b) l'une quelconque des preuves du caractère communautaire visées à l'article 314, point c) et à l'article 315 du règlement (CEE) nº 2454/93.

2. Aux fins de la délivrance des preuves visées au paragraphe 1, point b), ci-dessus eu égard à la situation à la date d'adhésion et outre les dispositions de l'article 4, paragraphe 7, du règlement (CEE) nº 2913/92, on entend par «marchandises communautaires», les marchandises:

   — entièrement obtenues sur le territoire de l'un des nouveaux États membres dans des conditions identiques à celles de l'article 23 du règlement (CE) nº 2913/92 et ne comportant pas des marchandises importées d'autres pays ou territoires;

   — importées de pays ou territoires autres que le pays concerné, et mises en libre circulation dans ce pays;

   — obtenues ou produites dans le pays concerné, soit à partir de marchandises visées uniquement au deuxième tiret de ce paragraphe, soit de marchandises visées au 1er et 2ème tirets de ce paragraphe.

Les accords européens:

— 21994 A 1231 (34): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part — Protocole nº 4 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([1]);

— 21998 A 0309 (01): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part — Protocole nº 3 relatif à la définition de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([2]);

— 21998 A 0202 (01): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part — Protocole nº 3 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([3]);

— 21998 A 0220 (01): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part — Protocole nº 3 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([4]);

— 21993 A 1231 (13): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part — Protocole nº 4 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([5]);

— 21993 A 1231 (18): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part — Protocole nº 4 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([6]);

— 21999 A 0226 (01): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part — Protocole nº 4 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative ([7]);

— 21994 A 1231 (30): Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part — Protocole nº 4 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administratives ([8]).

3. Sans préjudice de l'application de toute mesure dérivant de la politique commerciale commune, les preuves d'origine dûment délivrées par des pays tiers dans le cadre d'accords préférentiels conclus par les nouveaux États membres avec ces pays ou en vertu de dispositions nationales unilatérales des nouveaux États membres sont acceptées dans les nouveaux États membres, à condition que:

a) l'acquisition de cette origine confère un traitement tarifaire préférentiel sur la base des mesures tarifaires préférentielles, figurant dans les accords ou régimes que la Communauté à conclus avec des pays tiers ou groupes de pays ou qu'elle a adoptés en ce qui les concerne, telles que visées à l'article 20, paragraphe 3, points d) et e), du règlement (CEE) nº 2913/92;

b) la preuve d'origine et les documents de transport aient été délivrés au plus tard la veille de la date de l'adhésion;

c) la preuve d'origine soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

Lorsque les marchandises ont été déclarées à des fins d'importation dans un nouvel État membre avant la date d'adhésion dans le cadre des régimes préférentiels en vigueur dans ce nouvel État membre à ce moment-là, la preuve d'origine qui a été délivrée rétroactivement dans le cadre de ces régimes peut également être acceptée dans les nouveaux États membres à la condition qu'elle soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

4. La République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie sont autorisés à maintenir les autorisations en vertu desquelles avait été accordé le statut d'«exportateur agréé» dans le cadre d'accords conclus avec des pays tiers, à condition que:

a) cette disposition soit également prévue dans les accords conclus par ces pays tiers avec l'Union avant la date d'adhésion;

b) les exportateurs agréés appliquent les règles communautaires en matière d'origine.

Au plus tard un an après la date d'adhésion, ces autorisations sont remplacées par les nouveaux États membres par de nouvelles autorisations délivrées selon les conditions prévues par la législation communautaire.

5. Les demandes de vérification a posteriori des preuves d'origine délivrées au titre des accords et régimes préférentiels visés aux points 2 et 3 ci-dessus sont acceptées par les autorités douanières compétentes des États membres actuels ainsi que par celles des nouveaux États membres pendant une période de trois ans suivant la délivrance des preuves d'origine concernées et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après l'acceptation de la preuve d'origine étayant une déclaration de libre pratique.

6. Lorsque la preuve d'origine et/ou les documents de transport ont été délivrés avant l'adhésion, et lorsque les échanges de marchandises entre les nouveaux États membres et les États membres actuels, ou entre les nouveaux États membres eux-mêmes, sont soumis à des formalités douanières, les dispositions des protocoles aux accords énumérés au point 1ci-dessus, relatifs à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative, sont applicables.

7. Les procédures régissant le régime de l'entrepôt douanier prévues aux articles 84 à 90 et 98 à 113 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 496 à 535 du règlement (CEE) nº 2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

— le régime est apuré selon les conditions prévues par la législation communautaire. Lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, le montant payé est considéré comme une ressource propre de la Communauté. Lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la nature, de la valeur en douane et de la quantité de marchandises d'importation au moment de l'acceptation de la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime de l'entrepôt douanier et lorsque cette déclaration a été acceptée avant la date d'adhésion, ces éléments sont ceux résultant de la législation applicable dans le nouvel État membre concerné avant l'adhésion.

8. Les procédures régissant le perfectionnement actif prévues aux articles 84 à 90 et 129 du règlement (CEE) nº2913/92 et aux articles 496 à 523 et 536 à 550 du règlement (CEE) nº 2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

— le régime est apuré selon les conditions prévues par la législation communautaire. Lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, le montant payé est considéré comme une ressource propre de la Communauté. Lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la classification tarifaire, de la quantité, de la valeur en douane et de l'origine des marchandises d'importation au moment de l'acceptation de la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime du perfectionnement actif et lorsque cette déclaration a été acceptée avant la date d'adhésion, ces éléments sont ceux résultant de la législation applicable dans le nouvel État membre concerné avant l'adhésion;

— afin de respecter l'équité entre le titulaire de l'autorisation établi dans les États membres actuels et ceux établis dans les nouveaux États membres, lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, des intérêts compensatoires sont payés sur les droits à l'importation dus selon les conditions prévues par la législation communautaire à partir de la date de l'adhésion;

— si la déclaration de perfectionnement actif a été acceptée dans le cadre d'un système de rembours, le rembours est effectué selon les conditions prévues par la législation communautaire, par le nouvel État membre dans lequel la dette douanière ayant donné lieu à la demande de remboursement est née avant la date de l'adhésion et aux frais de celui-ci.

9. Les procédures régissant la transformation sous douane prévues aux articles 84 à 90 et 130 à 136 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 496 à 523 et 551 à 552 du règlement (CEE) nº 2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserves des dispositions spécifiques suivantes:

   — le régime est apuré selon les conditions prévues par la législation communautaire. Lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, le montant payé est considéré comme une ressource propre de la Communauté.

10. Les procédures régissant l'admission temporaire prévues aux articles 84 à 90 et 137 à 144 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 496 à 523 et 553 à 584 du règlement (CEE) nº 2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserve des conditions spécifiques suivantes:

   — le régime est apuré selon les conditions prévues par la législation communautaire. Lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, le montant payé est considéré comme une ressource propre de la Communauté. Lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la classification tarifaire, de la quantité, de la valeur en douane et de l'origine des marchandises d'importation au moment de l'acceptation de la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime de l'admission temporaire et lorsque cette déclaration a été acceptée avant l'adhésion, ces éléments sont ceux résultant de la législation applicable dans le nouvel État membre concerné avant l'adhésion;

   — afin de respecter l'équité entre le titulaire de l'autorisation établi dans les États membres actuels et ceux des nouveaux États membres, lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, des intérêts compensatoires sont payés sur les droits à l'importation dus selon les conditions prévues par la législation communautaire à partir de la date de l'adhésion.

11. Les procédures régissant le perfectionnement passif prévues aux articles 84 à 90 et 145 à 160 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 496 à 523 et 585 à 592 du règlement (CEE) nº 2454/93 s'appliquent aux nouveaux États membres sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

   — le régime est apuré selon les conditions prévues par la législation communautaire. Lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, le montant payé est considéré comme une ressource propre de la Communauté. L'article 591, deuxième alinéa, du règlement (CE) nº 2454/93 s'applique mutatis mutandis aux marchandises à l'exportation temporaire qui ont été exportées temporairement avant la date d'adhésion à partir de nouveaux États membres.

12. Les autorisations qui ont été octroyées avant la date d'adhésion pour l'utilisation des procédures de douane visées aux paragraphes 8, 9 et 11 ci-dessus sont valables jusqu'à la fin de leur validité ou un an après la date d'adhésion, selon la date qui vient en premier.

13. Les procédures régissant la naissance d'une dette douanière, la prise en compte et le recouvrement a posteriori, prévues aux articles 201 à 232 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 859 à 876 bis du règlement (CEE) nº 2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserves des dispositions spécifiques suivantes:

   — le recouvrement est effectué selon les conditions prévues par la législation communautaire. Toutefois, lorsque la dette douanière est née avant la date d'adhésion, le recouvrement est effectué selon les conditions prévues par la législation de l'État membre concerné, par celui-ci et en sa faveur.

14. Les procédures régissant le remboursement et la remise de droits prévues aux articles 235 à 242 du règlement (CEE) nº 2913/92 et aux articles 877 à 912 du règlement (CEE) nº2454/93 sont applicables aux nouveaux États membres sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

   — le remboursement et la remise de droits sont effectués selon les conditions prévues par la législation communautaire. Toutefois, lorsque les droits faisant l'objet d'une demande de remboursement ou de remise se réfèrent à une dette douanière qui est née avant la date de l'adhésion, le remboursement et la remise des droits sont effectués selon les conditions prévues par la législation de l'État membre concerné, par celui-ci et à ses frais.

([1]) JO L 360 du 31.12.1994, p. 2. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 2/2001 du Conseil d'association UE-République tchèque du 23.1.2001 (JO L 64 du 6.3.2001, p. 36).

([2]) JO L 68 du 9.3.1998, p. 3. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 3/2001 du Conseil d'association UE-Estonie du 19.2.2001 (JO L 79 du 17.3.2001, p. 26).

([3]) JO L 26 du 2.2.1998, p. 3. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 1/2001 du Conseil d'association UE-République de Lettonie du 23.12.2001 (JO L 60 du 1.3.2001, p. 54).

([4]) JO L 51 du 20.2.1998, p. 3. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 1/2001 du Conseil d'association UE-République de Lituanie du 25.1.2001 (JO L 85 du 24.3.2001, p. 24).

([5]) JO L 347 du 31.12.1993, p. 2. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 4/2000 du Conseil d'association UE-Hongrie du 22.12.2000 (JO L 19 du 20.1.2001, p. 26).

([6]) JO L 348 du 31.12.1993, p. 2. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 4/2000 du Conseil d'association UE-République de Pologne du 29.12.2000 (JO L 19 du 20.1.2001, p. 29).

([7]) JO L 51 du 26.2.1999, p. 3. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 5/2000 du Conseil d'association UE-République de Slovénie du 22.12.2000 (JO L 48 du 17.2.2001, p. 23).

([8]) JO L 359 du 31.12.1994, p. 2. Accord modifié en dernier lieu par la décision nº 2/2001 du Conseil d'association UE-République slovaque du 22.2.2001 (JO L 85 du 24.3.2001, p. 27).

Appendice à l'Annexe IV (*)

Liste des aides existantes visées au point 1 b) du mécanisme d'áide existant prévu au chapitre 3 de l'annexe IV

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 2.

ANNEXE V

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: République tchèque

1. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux points 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la République tchèque, d'une part, et la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales, ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissant tchèques à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion.

Les ressortissants tchèques qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants tchèques admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants tchèques visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants tchèques qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la République tchèque. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la République tchèque.

5. Un État membre maintenant des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion, les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants tchèques, et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants tchèques à des fins d'observation durant cette période, le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants tchèques peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension, ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension, au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en République tchèque en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels, et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants tchèques, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date d'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à la date d'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures plus favorables, qu'elles soient nationales ou qu'elles résultent d'accords bilatéraux.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la République tchèque et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire en appliquant les paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la République tchèque peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la République tchèque peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la République tchèque à des fins d'observation à des ressortissants estoniens, lettons, lituaniens, hongrois, polonais, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs tchèques, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en République tchèque, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette dérogation est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE ([1]), sauf autre indication
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément aux précédents alinéas, la République tchèque peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la République tchèque, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants tchèques que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants tchèques et leur famille qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants provenant d'autres États membres et leur famille qui résident et travaillent légalement en République tchèque ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en République tchèque, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en République tchèque ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants tchèques.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12. 2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

2. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

1. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la République tchèque peut maintenir en vigueur pendant une période de cinq ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans la loi sur les devises nº 219/1995 Sb., telle que modifiée, qui concernent l'acquisition de résidences secondaires par des ressortissants des États membres qui ne résident pas en République tchèque et par des sociétés qui sont constituées conformément au droit d'un autre État membre, qui ne sont pas établies sur le territoire de la République tchèque et qui n'y ont ni une succursale ni une agence représentative.

2. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la République tchèque peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans la loi sur les devises nº 219/1995 Sb., telle que modifiée, relative au régime des relations de propriété concernant la propriété foncière et les autres propriétés agricoles, et la loi nº 95/1999 Sb. sur les conditions relatives au transfert de terres agricoles et de forêts de la propriété étatique à la propriété d'autres entités qui concernent l'acquisition de terres agricoles et de forêts par des ressortissants des États membres et par des sociétés constituées conformément au droit d'un autre État membre qui ne sont ni établies ni enregistrées en République tchèque. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles ou de forêts, un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les agriculteurs indépendants qui sont ressortissants d'un autre État membre et qui souhaitent s'établir et résider en République tchèque ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à des procédures autres que celles applicables aux ressortissants tchèques.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de racourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

S'il existe une preuve suffisante qu'à l'expiration de la période transitoire, il y aura des perturbations graves ou un risque de perturbations graves sur le marché des terres agricoles de la République tchèque, la Commission décide, à la demande de la République tchèque, l'extension de la période transitoire pour une durée maximale de trois ans.

3. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE

1. 31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative à des conditions sanitaires pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012, modifiée et consolidée ultérieurement au JO L 268 du 29.6.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7);

31971 L 0118: Directive 71/118/CEE du Conseil du 15 février 1971 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (JO L 55 du 8.3.1971, p. 23, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 62 du 15.3.1993, p. 6), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 57 du 2.3.1992, p. 4), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25);

31989 L 0437: Directive 89/437/CEE du Conseil du 20 juin 1989 concernant les problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché des ovoproduits (JO L 212 du 22.7.1989, p. 87), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10);

31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.92, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

a) Les exigences structurelles prévues aux annexes I et II à la directive 64/433/CEE, aux annexes I et II à la directive 71/118/CEE, aux annexes A et B à la directive 77/99/CEE, à l'annexe à la directive 89/437/CEE et à l'annexe B à la directive 92/46/CEE ne s'appliquent pas aux établissements de la République tchèque énumérés à l'appendice A de la présente annexe avant le 31 décembre 2006, sous réserve des conditions prévues ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions de ce point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national ou soumis à d'autres transformations dans des établissements nationaux visés aussi par les dispositions du point a), indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être clairement identifiés par une marque de salubrité spécifique.

L'alinéa précédent s'applique aussi à tous les produits provenant d'établissements intégrés dans le domaine de la viande si une partie de l'établissement est soumise aux dispositions du point a).

c) La République tchèque veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais pour la correction des lacunes existantes fixés à l'appendice A de la présente annexe. La République tchèque veille à ce que seuls les établissements qui sont pleinement conformes à ces exigences d'ici au 31 décembre 2006 puissent continuer à fonctionner. Elle présente à la Commission des rapports annuels sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice A, y compris une liste des établissements qui ont corrigé les lacunes existantes pendant l'année en question.

d) La Commission peut actualiser l'appendice A visé au paragraphe a) avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006 et, dans ce contexte, elle peut ajouter dans une certaine limite ou supprimer des établissements, à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE, à l'article 21 de la directive 71/118/CEE, à l'article 20 de la directive 77/99/CEE, à l'article 14 de la directive 89/437/CEE et à l'article 31 de la directive 92/46/CEE.

2. 31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Jusqu'au 31 décembre 2009, les établissements de République tchèque énumérés à l'appendice B de la présente annexe peuvent maintenir en service des cages ne répondant pas aux exigences de hauteur minimale prévues à l'article 5, paragraphe 1, point 4), de la directive 1999/74/CE, à condition qu'elles n'aient pas plus de 16 ans et qu'elles aient une hauteur d'au moins 36 centimètres sur 65 % de la surface de la cage et pas moins de 33 centimètres en tout point.

B. LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE

31982 L 0471: Directive 82/471/CEE du Conseil du 30 juin 1982 concernant certains produits utilisés dans l'alimentation des animaux (JO L 213 du 21.7.1982, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 31999 L 0020: Directive 1999/20/CE du Conseil du 22.3.1999 (JO L 80 du 25.3.1999, p. 20).

Nonobstant l'article 3, paragraphe 1, de la directive 82/471/CEE, la République tchèque peut continuer à autoriser la commercialisation sur son territoire d'aliments pour animaux basés sur la levure Candida utilis cultivée sur des fibres végétales jusqu'à ce qu'une décision ait été prise conformément à l'article 6 de la directive ou pendant deux ans à compter de la date d'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche, à condition que la République tchèque présente à la Commission, au plus tard le 31 décembre 2003, le dossier visé à l'article 7.

4. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1) modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date de l'adhésion, les transporteurs établis en République tchèque sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route en République tchèque.

b) Avant la fin de la deuxième année suivant la date de l'adhésion, les États membres indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou s'ils appliqueront désormais pleinement l'article 1er du règlement. À défaut de cette notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels s'applique l'article 1er du règlement peuvent exploiter des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres qui appliquent également l'article 1er.

c) Avant la fin de la quatrième année suivant la date de l'adhésion, si des perturbations graves surviennent ou risquent de survenir sur le marché des transports routiers nationaux, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu du paragraphe 2 indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale d'un an ou s'ils appliqueront désormais pleinement l'article 1er du règlement. À défaut de cette notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels s'applique l'article 1er du règlement peuvent exploiter des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres qui appliquent également l'article 1er.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas pleinement dans tous les États membres, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique en vertu des points b) ou c) ci-dessus peuvent recourir à la procédure indiquée ci-après.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave sur son marché national ou sur certains segments de ce marché, due à l'activité de cabotage ou aggravée par celle-ci, telle qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour l'équilibre financier ou pour la survie de nombreuses entreprises de transport de marchandises par route, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit toutes les précisions nécessaires. Sur la base de cette information, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, en totalité ou en partie, l'application de l'article 1er du règlement, afin d'assurer le rétablissement de la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide dans le délai d'un mois suivant la réception de la demande s'il y a lieu ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure établie à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et à l'article 7, paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement et transmettre ensuite à la Commission une notification motivée.

e) Tant que l'application de l'article 1er du règlement est suspendue en vertu des paragraphes a) à c), les États membres peuvent réguler l'accès à leurs services de transports nationaux de marchandises par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux, y compris la possibilité d'une libéralisation totale.

f) L'application des paragraphes a) à d) n'entraîne pas un accès aux services de transports nationaux de marchandises par route plus restrictif que celui qui existait à la date de la signature du traité d'adhésion.

5. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la République tchèque peut maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % jusqu'au 31 décembre 2007 pour a) la fourniture d'énergie thermique aux ménages et aux petites entreprises non assujetties à la TVA à des fins de chauffage et de production d'eau chaude, à l'exception des matières premières servant à générer cette énergie et b) la fourniture de travaux de construction dans le domaine du logement privé ne relevant pas d'une politique sociale, à l'exclusion des matériaux de construction.

b) Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la République tchèque peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la République tchèque peut reporter l'application de l'accise minimale globale équivalente à 57 % du prix de vente au détail (toutes taxes comprises) et un minimum de 60 EUR par 1 000 cigarettes pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2006, à la condition qu'au cours de cette période la République tchèque ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive. La République tchèque peut aussi reporter l'application de l'accise minimale globale de 64 EUR perçue sur le prix de vente au détail (toutes taxes comprises) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2007, à la condition qu'au cours de cette période la République tchèque ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que l'une ou l'autre des dérogations susvisées sont applicables, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de République tchèque sans paiement de droits d'accise supplémentaires que ceux appliqués aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

3. 31992 L 0080: Directive 92/80/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les tabacs manufacturés autres que les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 10), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 92/80/CEE, la République tchèque peut reporter jusqu'au 31 décembre 2006 l'application des accises minimales globales perçues sur les produits du tabac autres que les cigarettes.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les produits du tabac autres que les cigarettes qui peuvent être introduits sur leur territoire en provenance de République tchèque sans paiement de droits d'accise supplémentaires que ceux appliqués aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE du Conseil (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

6. **ÉNERGIE**

1. 31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la République tchèque avant le 31 décembre 2005. La République tchèque doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 80 jours d'ici à la date d'adhésion;

— 85 jours d'ici au 31 décembre 2004;

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2005.

2. 31998 L 0030: Directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (JO L 204 du 21.7.1998, p. 1).

L'article 18 de la directive 98/30/CE ne s'appliquera pas en République tchèque avant le 31 décembre 2004.

7. **ENVIRONNEMENT**

A. GESTION DES DÉCHETS

31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la République tchèque atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2005, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 10 % en poids à la date d'adhésion et 12 % pour 2004;

— taux global de valorisation: 39 % en poids à la date d'adhésion et 45 % pour 2004.

B. QUALITÉ DE L'EAU

31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas applicables en République tchèque jusqu'au 31 décembre 2010, étant entendu que l'objectif intermédiaire suivant est atteint: en ce qui concerne les agglomérations de plus de 10 000 équivalents habitant, la République tchèque assure le respect des dispositions de la directive pour 18 agglomérations à la date de l'adhésion et au plus tard au 31 décembre 2006 pour les 36 autres agglomérations ayant le même équivalent habitant.

C. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et à l'annexe III, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour le dioxyde de soufre ne s'appliquent pas en République tchèque jusqu'au 31 décembre 2007 au brûleur K4 de l'installation de combustion de Přerov au brûleur K11 de l'installation de Nová Hu¼487.

Appendice A

visé au chapitre 3, section A, point 1), de l'annexe V (*)

Liste des établissements, y compris les lacunes et les délais pour y remédier

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 14.

Appendice B

visé au chapitre 3, section A, point 2, de l'annexe V (*)

Liste des établissements, y compris la capacité des cages non conformes

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 19.

ANNEXE VI

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Estonie

1. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. Pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre l'Estonie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part, l'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux points 2 à 14.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales, ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissants estoniens à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date d'adhésion.

Les ressortissants estoniens qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants estoniens admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants estoniens visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants estoniens qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période de moins de 12 mois, ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date d'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au point 2, sur la base d'un rapport de la Commission.

À l'issue de ce réexamen, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent à appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. En l'absence d'une telle notification, les articles 1er à 6 dudit règlement s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de l'Estonie. La procédure prévue au point 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande estonienne.

5. Un État membre maintenant des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au point 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la septième année suivant la date d'adhésion de l'Estonie si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. En l'absence d'une telle notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date d'adhésion, les États membres dans lesquels, en vertu des points 3, 4 et 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants estoniens et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants estoniens à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des points 3, 4 et 5, les articles 1er à 6 dudit règlement s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants estoniens peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date d'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail pouvant entraîner des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans une région ou profession, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications appropriées. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de constater que, pour assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession, l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 doit être partiellement ou totalement suspendue. La Commission décide de la suspension en tant que telle et de sa durée et de sa portée au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et elle informe le Conseil d'une telle décision. Dans un délai de deux semaines à compter de la date de la décision de la Commission, tout État membre peut demander l'abolition ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; dans ce cas, il transmet ensuite à la Commission une notification motivée.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des points 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Estonie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels, et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants estoniens, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date d'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à compter d'une date ultérieure à la date de l'adhésion mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date d'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures plus favorables, qu'elles soient nationales ou qu'elles résultent d'accords bilatéraux.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des points 2 à 5 et 7 et 8, l'Estonie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des points 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales, ou des mesures découlant d'accords bilatéraux, sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, l'Estonie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, l'Estonie peut recourir aux procédures prévues au point 7 en ce qui concerne la République tchèque, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par l'Estonie, à des fins d'observation, à des ressortissants tchèques, lettons, lituaniens, hongrois, polonais, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux points 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date d'adhésion, y compris un accès intégral au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs estoniens, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Estonie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette dérogation est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE ([1]), sauf autre indication
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE ([1]), sauf autre indication
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche dérogent à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément aux précédents alinéas, l'Estonie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent point n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et l'Estonie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des points 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants estoniens que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux points 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants estoniens et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Estonie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'États tiers et qui résident et travaillent respectivement dans cet État membre ou en Estonie. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Estonie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants estoniens.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

2. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

1. 31994 L 0019: Directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 135 du 31.5.1994, p. 5).

Par dérogation à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 94/19/CE, le niveau minimum de garantie n'est pas applicable à l'Estonie jusqu'au 31 décembre 2007. L'Estonie veille à ce que le système de garantie des dépôts prévoie une couverture qui ne soit pas inférieure à 6 391 euros jusqu'au 31 décembre 2005, ni inférieure à 12 782 euros du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'un établissement de crédit estonien établi sur leur territoire d'exercer ses activités, à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système de garantie des dépôts officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné dans le but de couvrir la différence entre le niveau de garantie proposé par l'Estonie et le niveau minimal visé à l'article 7, paragraphe 1. L'obligation pour une succursale d'un établissement de crédit estonien exerçant ses activités dans l'État membre concerné de fournir le niveau de couverture minimal visé à l'article 7, paragraphe 1, peut aussi être respectée au moyen du système estonien de garantie des dépôts.

2. 31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau minimum d'indemnisation n'est pas applicable à l'Estonie jusqu'au 31 décembre 2007. L'Estonie veille à ce que son système d'indemnisation des investisseurs prévoie une couverture qui ne soit pas inférieure à 6 391 EUR jusqu'au 31 décembre 2005, ni inférieure à 12 782 EUR du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement estonienne établie sur leur territoire d'exercer ses activités, à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, dans le but de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé par l'Estonie et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1. L'obligation pour une succursale d'une entreprise d'investissement estonienne exerçant ses activités dans l'État membre concerné de fournir le niveau d'indemnisation minimal visé à l'article 4, paragraphe 1, peut aussi être respectée au moyen du système estonien d'indemnisation des investisseurs.

3. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, l'Estonie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans sa législation existant au moment de la signature du présent acte, qui concernent l'acquisition de terres agricoles et de forêts par des ressortissants des États membres et par des sociétés constituées conformément au droit d'un autre État membre et qui ne sont pas établies ni enregistrées en Estonie ou qui n'y ont pas non plus de succursales ni d'agences locales. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts, un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les ressortissants d'un autre État membre qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et résider en Estonie et qui y résident légalement et y exercent une activité agricole depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à une procédure autre que celles applicable aux ressortissants estoniens.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

S'il existe suffisamment de preuves indiquant que, à l'expiration de la période transitoire, il y aura des déséquilibres graves ou une menace de déséquilibre grave du marché foncier agricole estonien, la Commission, à la demande de l'Estonie, décide de proroger cette période pour une durée maximale de trois ans.

4. **AGRICULTURE**

1. 31991 R 2092: Règlement (CEE) nº 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires. (JO L 198 du 22.7.1991, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0473: Règlement (CE) nº 473/2002 de la Commission du 15.3.2002 (JO L 75 du 16.3.2002, p. 21).

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'usage illimité de la tourbe en agriculture biologique est autorisé en Estonie pour une période de 18 mois à compter de la date d'adhésion.

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'usage de permanganate de potassium à des fins de traitement des sols et pour toutes les cultures en agriculture biologique est autorisé en Estonie pour une période de 18 mois à compter de la date d'adhésion.

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1, 2 et 3, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'usage en agriculture biologique de semences et de matériel de reproduction végétative qui ne sont pas produits selon le mode de production biologique est autorisé en Estonie jusqu'au 1er janvier 2006.

2. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29)

Par dérogation à l'article 3, point f), du règlement (CE) nº 1254/1999, l'Estonie peut considérer, jusqu'à la fin 2006, comme éligibles à la prime à la vache allaitante visée à la sous-section 3 du règlement (CE) nº 1254/1999 les vaches des races énumérées à l'annexe I du règlement (CE) nº 2342/1999 de la Commission établissant les modalités d'application du règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes [1], à condition qu'elles aient été saillies ou inséminées par des taureaux de race à orientation «viande».

3. 31999 R 1255: Règlement (CE) nº 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 160 du 26.6.1999, p. 48), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0509: Règlement (CE) nº 509/2002 de la Commission du 21.3.2002 (JO L 79 du 22.3.2002, p. 15).

Par dérogation à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 1255/1999, l'Estonie peut octroyer des paiements nationaux pour les vaches laitières à concurrence du niveau atteint au cours de l'année précédant la date d'adhésion pendant la campagne de commercialisation 2004/2005.

L'Estonie présente à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de ces aides d'État indiquant la forme de l'aide et les montants versés.

[1] JO L 281 du 4.11.1999, p. 30.

5. **PÊCHE**

31992 R 3760: Règlement (CEE) nº 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture (JO L 389 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31998 R 1181: Règlement (CE) nº 1181/98 du Conseil du 4 juin 1998 (JO L 164 du 9.6.1998, p. 1).

Le règlement (CEE) nº 3760/92 s'applique à l'Estonie sous réserve des dispositions spécifiques ci-après.

La part des possibilités de pêche communautaire, à allouer à l'Estonie, dont les taux d'exploitation sont réglementés par une limitation de captures, est fixée comme suit, par espèce et par zone:

Espèce	Zone CIEM ou IBSFC	Part de l'Estonie %
Hareng	III b, c, d [1], à l'exception de l'unité de gestion 3 de l'IBSFC	10,761
Sprat	III b, c, d [1]	11,455
Saumon	III b, c, d [1], à l'exclusion de la sous-division 32 de l'IBSFC	2,106
Saumon	III d sous-division 32 de l'IBSFC [1]	10,254
Morue	III b, c, d [1]	1,874

[1] Eaux communautaires.

Ces parts sont utilisées pour la première allocation des possibilités de pêche à l'Estonie conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 3760/92.

En outre, la part de l'Estonie dans les possibilités de pêche communautaire dans la zone de règlement de la NAFO sera déterminée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, sur la base de bilan en vigueur au sein de la NAFO durant une période précédant immédiatement la date d'adhésion.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1) modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date de l'adhésion, les transporteurs établis en Estonie sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route en Estonie.

b) Avant la fin de la deuxième année suivant la date de l'adhésion, les États membres indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou s'ils appliqueront désormais pleinement l'article 1er du règlement. À défaut de cette notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels s'applique l'article 1er du règlement peuvent exploiter des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres qui appliquent également l'article 1er.

c) Avant la fin de la quatrième année suivant la date de l'adhésion, si des perturbations graves surviennent ou risquent de survenir sur le marché des transports routiers nationaux, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu du point b) indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale d'un an ou s'ils appliqueront désormais pleinement l'article 1er du règlement. À défaut de cette notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels s'applique l'article 1er du règlement peuvent exploiter des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres qui appliquent également l'article 1er.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas pleinement dans tous les États membres, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique en vertu des points b) ou c) peuvent recourir à la procédure indiquée ci-après.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave sur son marché national ou sur certains segments de ce marché, due à l'activité de cabotage ou aggravée par celle-ci, telle qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour l'équilibre financier ou pour la survie de nombreuses entreprises de transport de marchandises par route, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit toutes les précisions nécessaires. Sur la base de cette information, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, en totalité ou en partie, l'application de l'article 1er du règlement, afin d'assurer le rétablissement de la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide dans le délai d'un mois suivant la réception de la demande s'il y a lieu ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure établie à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et à l'article 7, paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement et transmettre ensuite à la Commission une notification motivée.

e) Tant que l'application de l'article 1er du règlement est suspendue en vertu des points a) à c), les États membres peuvent réguler l'accès à leurs services de transports nationaux de marchandises par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux, y compris la possibilité d'une libéralisation totale.

f) L'application des dispositions des points a) à d) n'entraîne pas un accès aux services de transports nationaux de marchandises par route plus restrictif que celui qui existait au moment de la signature du traité d'adhésion.

7. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, l'Estonie peut maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % à la fourniture d'énergie calorifique vendue aux personnes physiques, aux associations en charge de logements, aux associations en charge d'appartements, aux églises, aux congrégations, aux institutions ou organes financés par l'État, aux communes rurales ou au budget des villes, ainsi qu'à la fourniture de tourbe, de briquettes de chauffage, de charbon et de bois de chauffage aux personnes physiques, jusqu'au 30 juin 2007;

b) Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, l'Estonie peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

2. 31990 L 0435: Directive 90/435/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents (JO L 225 du 20.8.1990, p. 6), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 90/435/CEE, tant qu'elle perçoit un impôt sur les bénéfices distribués sans imposer les bénéfices non distribués, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2008, l'Estonie peut continuer d'appliquer cet impôt aux bénéfices distribués par des filiales estoniennes à leur société mère établie dans un autre État membre.

3. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, l'Estonie peut reporter l'application de l'accise minimale globale perçue sur le prix de vente au détail (toutes taxes incluses) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2009, à la condition qu'au cours de cette période l'Estonie ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance d'Estonie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

4. 31992 L 0080: Directive 92/80/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les tabacs manufacturés autres que les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 10), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 92/80/CEE, l'Estonie peut reporter l'application de l'accise minimale globale perçue sur le tabac à fumer jusqu'au 31 décembre 2009.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour le tabac à fumer qui peut être introduit sur leur territoire en provenance d'Estonie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE du Conseil (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

8. **ÉNERGIE**

1. 31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'applique pas à l'Estonie jusqu'au 31 décembre 2009. L'Estonie veille à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers soit au moins équivalent, pour chacune des catégories de produits pétroliers énumérées à l'article 2, au nombre ci-après de jours de consommation intérieure journalière moyenne telle que définie à l'article 1er, paragraphe 1.

— 10 jours à la date de l'adhésion;

— 20 jours au 31 décembre 2004;

— 35 jours au 31 décembre 2005;

— 45 jours au 31 décembre 2006;

— 50 jours au 31 décembre 2007;

— 65 jours au 31 décembre 2008;

— 90 jours au 31 décembre 2009.

2. 31996 L 0092: Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (JO L 27 du 30.1.1997 p. 20).

En Estonie, l'article 19, paragraphe 2, de la directive 96/92/CE ne s'applique pas jusqu'au 31 décembre 2008.

9. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

1. Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les installations de stockages existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Estonie:

— jusqu'au 31 décembre 2005 pour les installations de stockage OÜ Tarkoil à Rakvere et OÜ Tarkoil à Haapsalu;

— jusqu'au 31 décembre 2006 pour l'installation de stockage AS Tartu Terminaal à Kärkna (Tartu maakond).

2. Par dérogation à l'article 4 et à l'annexe II de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le chargement et le déchargement des réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Estonie:

— jusqu'au 31 décembre 2005 pour les terminaux OÜ Tarkoil à Rakvere et OÜ Tarkoil à Haapsalu;

— jusqu'au 31 décembre 2006 pour AS Tartu Terminaal à Kärkna (Tartu maakond).

3. Par dérogation à l'article 6 et à l'annexe III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le remplissage des installations de stockage existantes des stations-service d'un débit inférieur à 1 000 m^3 par an ne sont pas applicables en Estonie jusqu'au 31 décembre 2006.

B. GESTION DES DÉCHETS

31999 L 0031: Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets (JO L 182 du 16.7.1999, p. 1).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 3, points a) et b) et à l'article 14, point d), i), et de la directive 1999/31/CE et sans préjudice de la directive 75/442/CEE ([1]) sur les déchets et de la directive 91/689/CEE ([2]) relative aux déchets dangereux, les prescriptions fixées pour les déchets liquides et corrosifs ne seront pas applicables jusqu'au 16 juillet 2009 aux cendres de schistes bitumineux qui sont mises dans des décharges existant en Estonie. L'Estonie veille à ce que la quantité maximale de cendres de schistes bitumineux mises en décharge en violation des dispositions précitées de la directive soit progressivement réduite, conformément aux quantités maximales annuelles suivantes:

— à la date d'adhésion: 3 930 000 tonnes,

— au 31 décembre 2004: 3 570 000 tonnes,

— au 31 décembre 2005: 3 090 000 tonnes,

— au 31 décembre 2006: 2 120 000 tonnes,

— au 31 décembre 2007: 920 000 tonnes,

— au 31 décembre 2008: 350 000 tonnes.

C. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas applicables en Estonie jusqu'au 31 décembre 2010, étant entendu que l'objectif intermédiaire suivant est atteint: en ce qui concerne les agglomérations de plus de 10 000 équivalents habitant, l'Estonie assure le respect des dispositions de la directive au 31 décembre 2009.

2. 31998 L 0083: Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 8, ainsi qu'à l'annexe I, partie C, de la directive 98/83/CE:

a) les valeurs fixées pour les paramètres indicateurs couleur, concentration en ions hydrogène, fer, manganèse, odeur et turbidité ne sont pas applicables en Estonie:

   — jusqu'au 31 décembre 2007 aux installations de distribution approvisionnant plus de 2 000 personnes;

   — jusqu'au 31 décembre 2013 aux installations de distribution approvisionnant jusqu'à 2 000 personnes.

b) les valeurs fixées pour les paramètres indicateurs chlorure, conductivité et sulfate ne sont pas applicables en Estonie:

   — jusqu'au 31 décembre 2008 aux localités de plus de 2 000 habitants;

   — jusqu'au 31 décembre 2013 aux localités de 2 000 habitants ou de moins de 2 000 habitants.

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, et aux annexes III et VII, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission du dioxyde de soufre et des poussières ne s'appliquent pas en Estonie:

— jusqu'au 31 décembre 2010 pour l'installation de combustion d'Ahtme;

— jusqu'au 31 décembre 2015 pour les installations de combustion de Narva (Eesti et Balti) et de Kohtla Järve. Toutefois, à Narva (Eesti et Balti), quatre brûleurs doivent être mis en conformité avec la directive d'ici au 31 décembre 2004 et quatre brûleurs supplémentaires doivent l'être d'ici au 31 décembre 2010. D'ici au 1er janvier 2008, tous les brûleurs de type «TP-17» de la centrale électrique Balti doivent être fermés.

Pendant la période transitoire, ces centrales doivent atteindre un taux minimum de désulfuration de 65 % et les valeurs limites d'émission des poussières ne doivent pas dépasser 200 mg/Nm^3.

D'ici au 1er janvier 2008, l'Estonie présente à la Commission un plan, y compris un plan d'investissement, pour l'alignement progressif des brûleurs de Naarva (Eesti et Balti) et de Kohtla Järve qui ne seront toujours pas conformes pendant la période comprise entre 2010 et 2015.

L'Estonie met tout en œuvre pour veiller à ce que, en 2012, les émissions de dioxyde de soufre provenant des installations de combustion au schiste bitumineux ne dépassent pas 25 000 tonnes et qu'elles diminuent progressivement par la suite.

E. PROTECTION DE LA NATURE

31992 L 0043: Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0062: Directive 97/62/CE du Conseil du 27.10.1997 (JO L 305 du 8.11.1997, p. 42).

La Commission fournit au Conseil, pour le 1er mai 2009, un rapport sur la prorogation de l'application de l'exception géographique à l'espèce *Lynx lynx* au titre de l'annexe IV de la directive 92/43/CEE, en tenant particulièrement compte de la viabilité de la population de l'espèce *Lynx lynx* et des effets de sa viabilité sur d'autres espèces sauvages. Le Conseil réexamine l'exception sur cette base et peut décider de mettre fin à la prorogation de son application en statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

([1]) JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 96/350/CE de la Commission (JO L 135 du 6.6.1996, p. 32).
([2]) JO L 377 du 31.12.1991, p. 20. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 94/31/CE du Conseil (JO L 168 du 2.7.1994, p. 28).

ANNEXE VII

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Chypre

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché pour les produits pharmaceutiques figurant sur la liste reprise à l'appendice à la présente annexe (telle que fournie par Chypre dans une langue) et délivrées en vertu de la législation chypriote avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans la liste susmentionnée, ou jusqu'au 31 décembre 2005, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive, les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de la présente dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

2. LIBRE PRESTATION DES SERVICES

32000 L 0012: Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1), modifiée par:

— 32000 L 0028: Directive 2000/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.9.2000 (JO L 275 du 27.10.2000, p. 37).

À Chypre, la directive 2000/12/CE ne s'applique pas aux sociétés coopératives de crédit et d'épargne, dans la mesure où celles-ci ne sont pas conformes aux dispositions de cette directive, et ce jusqu'au 31 décembre 2007.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période susvisée, les autorités chypriotes indiqueront tous les ans à la Commission, en début d'année, combien de sociétés coopératives de crédit et d'épargne non conformes restent exclues et quelle est leur part du marché.

3. LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, Chypre peut continuer d'appliquer pendant une période de cinq ans à partir de la date d'adhésion sa législation en vigueur au 31 décembre 2000 concernant l'acquisition de résidences secondaires (loi sur l'acquisition des biens immobiliers (étrangers) (CAP. 109 et lois 52/1969, 55/1972 et 50/1990), décision 50.228 du Conseil des ministres datée du 25 août 1999 et circulaire du ministère de l'intérieur adressée aux directeurs régionaux en date du 30 septembre 1999).

4. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Traité instituant la Communauté européenne: Titre VI, chapitre 1: Les règles de concurrence.

Par dérogation aux dispositions des articles 87 et 88 du traité CE, les entreprises qui bénéficiaient, au 31 décembre 2001, de la section 28A de la loi chypriote relative à l'impôt sur le revenu sont autorisées à conserver le bénéfice de ce régime jusqu'au 31 décembre 2005.

5. AGRICULTURE

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1: Les règles de concurrence.

Par dérogation aux articles 87 et 88 du traité CE, Chypre peut octroyer des aides d'État durant une période de 5 ans à compter de la date d'adhésion afin de garantir que le revenu familial moyen dans certaines régions défavorisées ne soit pas inférieur à 80 % du revenu familial moyen national. Cette aide est uniquement octroyée aux agriculteurs qui participent à un régime de développement rural autre que ceux qui ont trait aux articles 4, 5, 6, 7, 25, 26, 27 et 28 du règlement (CE) nº 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ([1]).

Chypre présente chaque année à la Commission un rapport sur la mise en œuvre des aides d'État indiquant la forme de l'aide et les montants versés.

2. 31996 R 2200: Règlement (CE) nº 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 1881: Règlement (CE) nº 1881/2002 du Conseil du 14.10.2002 (JO L 285 du 23.10.2002, p. 13).

Par dérogation à l'article 23, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 2200/96, les limites des indemnités de retrait fixées à l'article 23, paragraphe 3, s'appliquent à Chypre pendant cinq ans après la date d'adhésion. Pour les campagnes de commercialisation 2004/2005 à 2008/2009, les limites sont de 20 % de la quantité commercialisée de pommes, de poires, de pêches et de raisin de table, et de 10 % de la quantité commercialisée d'agrumes.

3. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23.12.1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 189 du 22.7.1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences relatives à la teneur minimale en matière grasse du lait entier ne s'appliquent pas au lait de consommation produit à Chypre pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion. Le lait de consommation qui n'est pas conforme aux exigences relatives à la teneur en matière grasse peut uniquement être commercialisé à Chypre ou exporté vers un pays tiers.

4. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29).

Par dérogation à l'article 12, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 1254/1999, l'application à Chypre du facteur de densité est introduite progressivement de façon linéaire de manière à passer de 4,5 UGB par hectare la première année suivant l'adhésion à 1,8 UGB par hectare la cinquième année suivant l'adhésion.

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

1. 31966 L 0402: Directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales (JO P 125 du 11.7.1966, p. 2309), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0064: Directive 2001/64/CE du Conseil du 31.8.2001 (JO L 234 du 1.9.2001, p. 60).

Les conditions relatives à la pureté spécifique prévues à l'annexe II de la directive 66/402/CEE pour les semences de *Hordeum vulgare* L. (orge) ne s'appliquent pas à Chypre pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion pour ce qui est de la commercialisation de ces semences produites à Chypre. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

2. 32002 L 0053: Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (JO L 193 du 20.7.2002, p. 1);

32002 L 0055: Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes (JO L 193 du 20.7.2002, p. 33).

Chypre peut reporter, pour une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion, l'application des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne la commercialisation sur son territoire des semences des variétés figurant dans ses catalogues nationaux respectifs des variétés des espèces de plantes agricoles et des variétés des espèces de plantes de légumes qui n'ont pas été acceptées officiellement conformément aux dispositions desdites directives. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

([1]) JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

31985 R 3821: Règlement (CEE) n 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route (JO L 370 du 31.12.1985, p. 8), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 1360: Règlement (CE) nº 1360/2002 de la Commission du 13.6.2002 (JO L 207 du 5.8.2002, p. 1).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 3821/85, l'exigence relative à l'installation et l'utilisation d'appareils enregistreurs pour les véhicules immatriculés affectés au transport de passagers ou de marchandises par route ne s'appliquera pas, à Chypre, avant le 31 décembre 2005 pour les véhicules immatriculés avant le 1er janvier 2002 et affectés exclusivement au transport à l'intérieur du pays. Les conducteurs de ces véhicules devront inscrire leurs temps de conduite et de repos dans un journal de bord personnel.

7. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, Chypre peut continuer d'appliquer une exonération avec remboursement de la taxe payée au stade antérieur à la fourniture de produits pharmaceutiques et de produits alimentaires destinés à la consommation humaine, à l'exception de la crème glacée, des sucettes de glace, des yaourts glacés, des sorbets et autres produits similaires ainsi que des produits alimentaires salés (chips ou bâtonnets de pommes de terre, feuilletés ou produits similaires conditionnés en vue de la consommation humaine sans autre préparation), jusqu'au 31 décembre 2007.

Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, Chypre peut maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % à la prestation de services de restauration, jusqu'au 31 décembre 2007 ou jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article 28 terdecies de la directive, la date retenue étant la plus proche.

Sans préjudice de la procédure définie à l'article 27 de la directive 77/388/CEE, Chypre peut continuer d'appliquer des mesures destinées à simplifier la perception de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le système de comptabilité de caisse et la valeur des livraisons entre personnes liée pendant une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, Chypre peut exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée la livraison de terrains à bâtir, visée au point 16 de l'annexe F de la directive, jusqu'au 31 décembre 2007.

Cette exonération n'a aucun effet sur les ressources propres dont l'assiette sera recalculée, conformément au règlement (CEE, Euratom) nº 1553/89 du Conseil concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée ([1]).

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, Chypre peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la plus proche.

2. 31992 L 0081: Directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales (JO L 316 du 31.10.1992, p. 12), modifiée en dernier lieu par:

— 31994 L 0074: Directive 94/74/CE du Conseil du 22.12.1994 (JO L 365 du 31.12.1994, p. 46).

Sans préjudice d'une décision formelle qui serait prise conformément à la procédure définie à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE, Chypre peut également appliquer une exonération aux droits d'accise additionnels perçus sur tous les types de carburant utilisés pour le transport local de passagers, pour une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

Sans préjudice d'une décision formelle qui serait prise conformément à la procédure définie à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE, Chypre peut également appliquer une exonération aux droits d'accise additionnels perçus sur tous les types de carburant utilisés pour le transport local de passagers, pour une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

([1]) JO L 155 du 7.6.1989, p. 9. Règlement modifié par le règlement (CE, Euratom) nº 1026/1999 du Conseil (JO L 126 du 20.5.1999, p. 1).

8. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à Chypre avant le 31 décembre 2007. Chypre doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 60 jours d'ici à la date d'adhésion;

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2007.

9. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31999 L 0032: Directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la directive 93/12/CEE (JO L 121 du 11.5.1999, p. 13).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, et à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 1999/32/CE, les prescriptions fixées pour l'essence et le carburant diesel ne sont pas applicables à Chypre pendant une durée d'un an à partir de la date d'adhésion. Au cours de cette période, Chypre peut demander une dérogation au titre de l'article 3, paragraphes 2 et 5, et de l'article 4, paragraphes 3 et 4, de la directive.

B. GESTION DES DÉCHETS

31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, Chypre atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2005, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 10 % en poids à la date d'adhésion et un minimum de 15 % pour 2004;

— recyclage du papier/carton: 11 % en poids à la date d'adhésion et 14 % pour 2004;

— taux global de recyclage: 12 % en poids à la date d'adhésion et un minimum de 15 % pour 2004;

— taux global de valorisation: 35 % en poids à la date d'adhésion et 41 % pour 2004.

C. QUALITÉ DE L'EAU

31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et, si des zones sensibles doivent être identifiées, à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas applicables à Chypre jusqu'au 31 décembre 2012, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— au 31 décembre 2008, la mise en conformité avec la directive est achevée pour deux agglomérations (Limassol et Paralimni) ayant un équivalent habitant de plus de 15 000;

— au 31 décembre 2009, la mise en conformité avec la directive est achevée pour une autre agglomération (Nicosie) ayant un équivalent habitant de plus de 15 000;

— au 31 décembre 2011, la mise en conformité avec la directive est achevée pour une autre agglomération (Paphos) ayant un équivalent habitant de plus de 15 000.

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, et à l'annexe IV, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission de 1 700 mg/Nm^3 s'appliquent aux brûleurs qui sont en fonctionnement en septembre 2002 dans les installations de combustion de Dhekelia et de Vasilikos jusqu'à ce que l'une des conditions ci-après soit remplie:

— ces brûleurs font l'objet d'une modernisation ou d'une modification notable;

— le gaz naturel est disponible sur l'île;

— Chypre devient exportateur d'électricité;

— les brûleurs actuellement en fonctionnement sont fermés.

Pendant la durée d'application des valeurs limites d'émission de 1 700 mg/Nm^3, Chypre fait rapport à la Commission, pour le 31 mars de chaque année au plus tard après l'adhésion, sur la qualité du combustible utilisé, les émissions totales annuelles de dioxyde de soufre et la contribution estimée de ces émissions de soufre aux émissions dans les pays voisins.

Appendice

visé au chapitre 1 de l'annexe VII (*)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 20.

ANNEXE VIII

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lettonie

1. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Lettonie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales ou les mesures résultant d'accords bilatéraux qui réglementent l'accès des ressortissants lettons à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion de la Lettonie.

Les ressortissants lettons qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants lettons admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants lettons visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants lettons qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant des accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Lettonie. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Lettonie.

5. Un État membre ayant maintenu des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion après en avoir averti la Commission si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion de la Lettonie, les États membres dans lesquels les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5 en ce qui concerne les ressortissants lettons et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants lettons à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants lettons peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Lettonie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants lettons, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date de l'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à l'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la Lettonie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Lettonie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Lettonie peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Lettonie à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lituaniens, hongrois, polonais, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs lettons, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Lettonie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette suspension est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions et de parties de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément au précédent alinéa, la Lettonie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Lettonie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants lettons que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont des ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants lettons et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Lettonie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Lettonie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Lettonie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants lettons.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

2. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

1. 31994 L 0019: Directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 135 du 31.5.1994, p. 5).

Par dérogation à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 94/19/CE, le niveau minimal de garantie ne s'applique pas à la Lettonie jusqu'au 31 décembre 2007. La Lettonie veille à ce que son système de garantie des dépôts garantisse une couverture d'au moins 10 000 euros jusqu'au 31 décembre 2005, et d'au moins 15 000 euros pendant la période allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'un établissement de crédit letton établie sur leur territoire d'exercer ses activités à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système de garantie des dépôts officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, afin de couvrir la différence entre le niveau de garantie proposé en Lettonie et le niveau minimal visé à l'article 7, paragraphe 1.

2. 31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau minimal d'indemnisation ne s'applique pas à la Lettonie jusqu'au 31 décembre 2007. La Lettonie veille à ce que son système d'indemnisation des investisseurs garantisse une couverture d'au moins 10 000 euros jusqu'au 31 décembre 2005, et d'au moins 15 000 euros pendant la période allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement lettone établie sur leur territoire d'exercer ses activités à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, afin de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé en Lettonie et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1.

3. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Lettonie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans sa législation existant au moment de la signature du présent acte, qui concernent l'acquisition de terres agricoles et de forêts par des ressortissants des États membres et par des sociétés constituées conformément au droit d'un autre État membre et qui ne sont pas établies ni enregistrées en Lettonie ou qui n'y ont pas non plus de succursales ni d'agences locales. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts, un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les ressortissants d'un autre État membre qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et résider en Lettonie et qui y résident légalement et y exercent une activité agricole depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à une procédure autre que celles applicable aux ressortissants lettons.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

S'il existe suffisamment de preuves indiquant que, à l'expiration de la période transitoire, il y aura des déséquilibres graves ou une menace de déséquilibre grave du marché foncier agricole letton, la Commission, à la demande de la Lettonie, décide de proroger cette période pour une durée maximale de trois ans.

4. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31991 R 2092: Règlement (CEE) nº 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires. (JO L 198 du 22.7.1991, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0473: Règlement (CE) nº 473/2002 de la Commission du 15.3.2002 (JO L 75 du 16.3.2002, p. 21).

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1, 2 et 3, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'utilisation en agriculture biologique de semences, de plants et de matériel de reproduction non traités qui ne sont pas produits selon la méthode de production biologique est autorisé en Lettonie jusqu'au 1er janvier 2006.

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'utilisation, en tant que complément dans l'alimentation des abeilles dans les exploitations apicoles produisant selon un mode biologique, de sucre non biologique non produit selon la méthode de production biologique est autorisé en Lettonie jusqu'au 1er janvier 2006

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'utilisation de préparations de permanganate de potassium en agriculture biologique est autorisé en Lettonie pour une période de 18 mois à compter de la date d'adhésion.

2. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23.12.1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 189 du 22.7.1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, points b) et c), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences concernant la teneur en matière grasse ne s'appliquent pas au lait de consommation produit en Lettonie pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion. Le lait de consommation qui ne répond pas aux exigences concernant la teneur en matière grasse ne peut être commercialisé qu'en Lettonie ou exporté vers un pays tiers.

3. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345 Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29).

Par dérogation à l'article 3, point f), du règlement (CE) nº 1254/1999, la Lettonie peut considérer, jusqu'à la fin de 2006, que les vaches des races énumérées à l'annexe I du règlement (CE) nº 2342/1999 de la Commission établissant modalités d'application du règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes ([1]) sont éligibles au bénéfice de la prime à la vache allaitante, au titre du règlement (CE) nº 1254/1999, sous-section 3, à condition qu'elles aient été couvertes ou inséminées par un taureau d'une race à orientation «viande».

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

1. 31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative à des conditions sanitaires pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012, modifiée et consolidée ultérieurement au JO L 268 du 24.9.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7);

31971 L 0118: Directive 71/118/CEE du Conseil du 15 février 1971 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (JO L 55 du 8.3.1971, p. 23, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 62 du 15.3.1993, p. 6), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 57 du 2.3.1992, p. 4), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25);

31991 L 0493: Directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO L 268 du 24.9.1991, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.92, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

31994 L 0065: Directive 94/65/CE du 14 décembre 1994 établissant les exigences applicables à la production et à la mise sur le marché de viandes hachées et de préparations de viandes (JO L 368 du 31.12.1994, p. 10).

a) Les exigences structurelles prévues à l'annexe I de la directive 64/433/CEE, à l'annexe I de la directive 71/118/CEE, aux annexes A et B de la directive 77/99/CEE, à l'annexe de la directive 91/493/CEE, à l'annexe B de la directive 92/46/CEE et à l'annexe I de la directive 94/65/CE ne s'appliquent pas aux établissements de la Lettonie énumérés à l'appendice A à la présente annexe avant le 31 décembre 2005, sous réserve des conditions prévues ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions prévues à ce point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national ou soumis à d'autres transformations dans des établissements nationaux visés aussi par les dispositions prévues au point a), indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être clairement identifiés par une marque de salubrité spécifique.

Pour ce qui est des produits de la pêche frais, préparés ou transformés, ceux-ci sont exclusivement placés sur le marché national ou manipulés ou soumis à d'autres transformations dans le même établissement, indépendamment de la date de commercialisation. Les produits de la pêche frais, préparés ou transformés doivent être enveloppés et/ou emballés dans des colis commerciaux et doivent porter une marque d'identification spécifique.

Le premier alinéa est également applicable à tous les produits provenant d'un établissement intégré dans le domaine de la viande, lorsqu'une partie de cet établissement est soumise aux dispositions du point a).

Les établissements de transformation du lait énumérés à l'appendice A à la présente annexe peuvent recevoir des livraisons de lait cru provenant d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes aux dispositions prévues à l'annexe A, chapitre IV, partie A, point 1, de la directive 92/46/CEE, à la condition que ces exploitations figurent sur une liste mise à jour dans ce but par les autorités lettones.

En 2005, le lait cru livré par les fermes qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre VI, A, 1) de la directive 92/46/CEE est utilisé uniquement pour la fabrication de fromage ayant une durée d'affinage supérieure à 60 jours.

c) La Lettonie veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais pour la correction des lacunes existantes fixés à l'appendice A à la présente annexe. La Lettonie veille à ce que seuls les établissements qui sont pleinement conformes à ces exigences d'ici au 31 décembre 2005 puissent continuer à fonctionner. Elle présente à la Commission des rapports annuels sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice A, y compris une liste des établissements qui ont corrigé les lacunes existantes pendant l'année en question.

d) La Commission peut actualiser l'appendice A visé au point a) avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2005 et, dans ce contexte, elle peut ajouter dans une certaine limite ou supprimer des établissements, à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application précises garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE, à l'article 21 de la directive 71/118/CEE, à l'article 20 de la directive 77/99/CEE, à l'article 15 de la directive 91/493/CEE, à l'article 31 de la directive 92/46/CEE et à l'article 20 de la directive 94/65/CE.

2. 32002 R 1774: Règlement (CE) nº 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine (JO L 273 du 10.10.2002, p. 1).

a) Les exigences structurelles visées à l'appendice B à la présente annexe en relation avec l'annexe V, chapitre I, et avec l'annexe VII, chapitre I, du règlement (CE) nº 1774/2002 ne sont pas applicables aux établissements en Lettonie énumérés à l'appendice B jusqu'au 31 décembre 2004, sous réserve des conditions exposées ci-dessous.

b) Les établissements visés au point a) ne peuvent manipuler, traiter et entreposer que des matières de catégorie 3 qui répondent à la définition donnée à l'article 6 du règlement (CE) nº 1774/2002. Tant que lesdits établissements bénéficient des dispositions de ce point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national letton et ne peuvent pas être utilisés dans des produits destinés aux autres États membres, indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être identifiés par une marque de salubrité spécifique.

c) La Lettonie veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais fixés à l'appendice B pour remédier aux lacunes existantes. La Lettonie veille à ce que les établissements qui satisfont pleinement à ces exigences au 31 décembre 2004 puissent continuer à fonctionner. La Lettonie présente à la Commission un rapport annuel sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice B y compris une liste des établissements qui ont achevé leur conversion pendant cette année.

d) La Commission peut actualiser l'appendice B visé au point a) avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2004 et, dans ce contexte, elle peut ajouter, dans une certaine mesure, ou supprimer des établissements à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à la procédure visée à l'article 33, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1774/2002.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

32002 L 0053: Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (JO L 193 du 20.7.2002, p. 1);

32002 L 0055: Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes (JO L 193 du 20.7.2002, p. 33).

La Lettonie peut reporter, pour une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion, l'application des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne la commercialisation sur son territoire des semences des variétés figurant dans ses catalogues nationaux respectifs des variétés des espèces de plantes agricoles et des variétés des espèces de plantes de légumes qui n'ont pas été acceptées officiellement conformément aux dispositions desdites directives. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

([1]) JO L 281 du 4.11.1999, p. 30.

5. **PÊCHE**

31992 R 3760: Règlement (CEE) nº 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture (JO L 389 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31998 R 1181: Règlement (CE) nº 1181/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 164 du 9.6.1998, p. 1).

Le règlement (CEE) nº 3760/92 s'applique à la Lettonie sous réserve des dispositions spécifiques ci-après.

La part des possibilités de pêche communautaire, à allouer à la Lettonie, dont les taux d'exploitation sont réglementés par une limitation de captures, est fixée comme suit, par espèce et par zone:

Espèce	Zone ICES ou IBSFC	Part de la Lettonie (%)
Hareng	III b, c, d ([1]), à l'exception de l'unité de gestion 3 de l'IBSFC	7,280
Sprat	III b, c, d ([1])	13,835
Saumon	III b, c, d ([1]), à l'exception de la sous-division 32 de l'IBSFC	13,180
Morue	III b, c, d ([1])	7,126

([1]) Eaux communautaires.

Ces parts sont utilisées pour la première allocation des possibilités de pêche à la Lettonie conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 3760/92.

En outre, la part de la Lettonie dans les possibilités de pêche communautaire dans la zone de règlement de la NAFO sera déterminée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, sur la base de bilan en vigueur au sein de la NAFO durant une période précédant immédiatement la date d'adhésion.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

1. 31985 R 3821: Règlement (CEE) nº 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route (JO L 370 du 31.12.1985, p. 8), modifié par:

— 32002 R 1360: Règlement (CE) nº 1360/2002 de la Commission du 13.6.2002 (JO L 207 du 5.8.2002, p. 1).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 3821/85, l'exigence relative à l'installation et l'utilisation d'appareils enregistreurs pour les véhicules immatriculés affectés au transport de passagers ou de marchandises par route ne s'appliquera pas, en Lettonie, avant le 1er janvier 2005 pour les véhicules immatriculés avant le 1er janvier 2001 et affectés exclusivement au transport à l'intérieur du pays. Les conducteurs de ces véhicules devront inscrire leurs temps de conduite et de repos dans un journal de bord personnel.

2. 31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission des transporteurs non résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1), modifié par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76, 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les transporteurs établis en Lettonie sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux en Lettonie.

b) Avant la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les États membres indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique aussi.

c) Avant la fin de la quatrième année suivant la date d'adhésion, si des perturbations graves surviennent ou risquent de survenir sur le marché des transports routiers nationaux, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu du point b) ci-dessus indiquent à la Commission s'ils prolongent cette période pour une nouvelle durée maximale d'un an ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas intégralement dans tous les États membres, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique en vertu des points b) ou c) ci-dessus peuvent recourir à la procédure décrite ci-après.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave de son marché national ou de certains segments de ce marché, causée ou aggravée par le cabotage, tel qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour la stabilité financière ou pour la survie d'un nombre important d'entreprises de transports routiers, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit tous les détails pertinents. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, partiellement ou totalement, l'application de l'article 1er du règlement afin de rétablir la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande, de la nécessité ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure visée à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement; dans ce cas, il transmet ensuite à la Commission une notification motivée.

e) Tant que l'article 1er du règlement (CEE) no 3118/93 ne s'applique pas en vertu des points a) à c) ci-dessus, les États membres peuvent réglementer l'accès à leurs marchés nationaux de transport par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux. Cela peut comprendre la possibilité d'une libéralisation totale.

f) L'application des points a) à d) ne doit pas entraîner un accès aux marchés nationaux de transport par route plus restreint qu'au moment de la signature du traité d'adhésion.

3. 31996 L 0026: Directive 96/26/CE du Conseil, du 29 avril 1996, concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux (JO L 124 du 23.5.1996, p. 1), modifiée par:

— 31998 L 0076: Directive 98/76/CE du Conseil du 1.10.1998 (JO L 277 du 14.10.1998, p. 17).

Jusqu'au 31 décembre 2006, l'article 3, paragraphe 3, point c), de la directive 96/26/CE ne s'applique pas, en Lettonie, aux entreprises de transports affectées exclusivement au transport national de marchandises et de voyageurs.

Le capital disponible et les réserves de ces entreprises doivent progressivement atteindre les taux minimums fixés dans cet article conformément au calendrier suivant:

— d'ici le 1er janvier 2004, l'entreprise doit disposer d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 3 000 EUR par véhicule utilisé ou 150 EUR par tonne du poids maximal autorisé des véhicules de transport de marchandises utilisés par l'entreprise ou 150 EUR par place assise des véhicules de transport de personnes utilisés par l'entreprise, le montant exigible étant celui qui résulte du calcul donnant le chiffre le plus bas;

— d'ici le 1er janvier 2005, l'entreprise doit disposer d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 6 750 EUR pour un seul véhicule utilisé et à 3 750 EUR pour chaque véhicule supplémentaire.

7. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la Lettonie peut maintenir l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la fourniture d'énergie calorifique aux ménages jusqu'au 31 décembre 2004.

b) Sans préjudice de la procédure prévue à l'article 27 de la directive 77/388/CEE, la Lettonie peut continuer d'appliquer des mesures destinées à simplifier la perception de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations portant sur le bois, pour une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Lettonie peut maintenir une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations de services des auteurs, artistes et interprètes d'œuvres d'art, visées au point 2 de l'annexe de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie, ou tant que la même exonération est appliquée à l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Lettonie peut également maintenir une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les transports internationaux de personnes, visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie, ou tant que la même exonération est appliquée à l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12 février 2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Lettonie peut reporter l'application de l'accise minimale globale perçue sur le prix de vente au détail (toutes taxes incluses) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2009, à la condition qu'au cours de cette période la Lettonie ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) du Conseil et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de Lettonie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

8. **POLITIQUE SOCIALE ET EMPLOI**

SANTÉ ET SÉCURITÉ

1. 31989 L 0654: Directive 89/654/CEE du Conseil du 30 novembre 1989 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour les lieux de travail (première directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 393 du 30.12.1989, p. 1).

En Lettonie, la directive 89/654/CEE ne s'applique pas, jusqu'au 31 décembre 2004, aux installations déjà utilisées au 27 mars 2002.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période ci-dessus, la Lettonie continuera à fournir régulièrement à la Commission des informations actualisées sur le calendrier et les mesures prises pour assurer le respect de la directive.

2. 31989 L 0655: Directive 89/655/CEE du Conseil du 30 novembre 1989 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1 de la directive 89/391/CEE) (JO L 393 du 30.12.1989, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0045: Directive 2001/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.6.2001 (JO L 195 du 19.7.2001, p. 46).

En Lettonie, la directive 89/655/CEE ne s'applique pas jusqu'au 1er juillet 2004 pour ce qui est des équipements de travail déjà utilisés au 31 décembre 2002.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période susmentionnée, la Lettonie continuera de fournir périodiquement à la Commission des informations mises à jour sur le calendrier et les mesures qu'elle aura adoptés pour se mettre en conformité avec cette directive.

3. 31990 L 0270: Directive 90/270/CEE du Conseil du 29 mai 1990 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur des équipements à écran de visualisation (cinquième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 156 du 21.6.1990, p. 14).

En Lettonie, la directive 90/270/CEE ne s'applique pas, jusqu'au 31 décembre 2004, aux installations déjà utilisées au 1er juin 2001.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période ci-dessus, la Lettonie continuera à fournir régulièrement à la Commission des informations actualisées sur le calendrier et les mesures prises pour assurer le respect de la directive.

9. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la Lettonie avant le 31 décembre 2009. La Lettonie doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 40 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 23 jours pour les autres catégories de produits d'ici à la date d'adhésion;

— 50 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 30 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2004;

— 55 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 35,5 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2005;

— 60 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 41 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2006;

— 70 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 49 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2007;

— 80 jours pour la catégorie de produits «fuel-oils» et 67 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2008;

— 90 jours pour toutes les catégories de produits d'ici au 31 décembre 2009.

10. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

1. Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les installations de stockages existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Lettonie:

— jusqu'au 31 décembre 2005 à dix-sept installations de stockage dont le débit de chargement est inférieur à 25 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2006 à trois autres installations de stockage dont le débit de chargement est inférieur à 25 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2008 à dix-neuf autres installations de stockage dont le débit de chargement est inférieur à 25 000 tonnes par an.

2. Par dérogation à l'article 4 et à l'annexe II de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le chargement et le déchargement de l'équipement dans les terminaux ne sont pas applicables en Lettonie:

— jusqu'au 31 décembre 2005 à 1 terminal dont le débit est inférieur à 25 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2006 à 17 terminaux dont le débit est inférieur à 25 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2007 à 1 terminal dont le débit est inférieur à 25 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2008 à 20 terminaux dont le débit est inférieur à 25 000 tonnes par an.

3. Par dérogation à l'article 5 de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2008 à 68 véhicules-citernes.

4. Par dérogation à l'article 6 et à l'annexe III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le remplissage des installations de stockage existantes des stations-service ne sont pas applicables en Lettonie:

— jusqu'au 31 décembre 2004 à 56 stations-service d'un débit supérieur à 1 000 m^3 par an mais inférieur ou égal à 2 000 m^3 par an;

— jusqu'au 31 décembre 2008 à 112 stations-service d'un débit supérieur à 500 m^3 par an mais inférieur ou égal à 1 000 m^3 par an, et à 229 stations-service d'un débit inférieur à 500 m^3 par an.

B. GESTION DES DÉCHETS

1. 31993 R 0259: Règlement (CEE) nº 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (JO L 30 du 6.2.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2557: Règlement (CE) nº 2557/2001 de la Commission du 28 décembre 2001 (JO L 349 du 31.12.2001, p. 1).

a) Jusqu'au 31 décembre 2010, tous les transferts vers la Lettonie des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement (CEE) nº 259/93 et les transferts de déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes sont notifiés aux autorités compétentes et traités conformément aux articles 6, 7 et 8 du règlement.

b) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, les autorités compétentes soulèvent des objections à l'égard des transferts de déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement et à l'égard des transferts de déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes et dont la destination est une installation bénéficiant d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution [1] au cours de la période pendant laquelle cette dérogation temporaire est appliquée à l'installation de destination.

2. 31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la Lettonie atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après pour le 31 décembre 2007 au plus tard, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 11 % en poids à la date d'adhésion, 12 % pour 2004, 13 % pour 2005 et 14 % pour 2006;

— taux global de valorisation: 33 % en poids à la date d'adhésion, 37 % pour 2004, 42 % pour 2005 et 46 % pour 2006.

3. 31999 L 0031: Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets (JO L 182 du 16.7.1999, p. 1).

Sans préjudice de la directive 75/442/CEE [2] du Conseil relative aux déchets, et de la directive 91/689/CEE [3] du Conseil relative aux déchets dangereux, et par dérogation à l'article 2, point g), deuxième tiret, de la directive 1999/31/CE, un site permanent qui est utilisé pour le stockage temporaire de déchets dangereux produits en Lettonie n'est pas considéré comme une décharge en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2004.

C. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas pleinement applicables en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2015, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— au 31 décembre 2008, la mise en conformité avec la directive est réalisée pour les agglomérations ayant un équivalent habitant de plus de 100 000;

— au 31 décembre 2011, la mise en conformité avec la directive est réalisée pour les agglomérations ayant un équivalent habitant situé entre 10 000 et 100 000.

2. 31998 L 0083: Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 8, ainsi qu'à l'annexe I, parties B et C, de la directive 98/83/CE, les valeurs fixées pour les paramètres bromate, trihalométhanes totaux, aluminium, fer, manganèse et oxydabilité ne sont pas pleinement applicables en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2015, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— jusqu'au 31 décembre 2008 ces valeurs ne sont pas applicables aux municipalités de plus de 100 000 habitants;

— jusqu'au 31 décembre 2011 ces valeurs ne sont pas applicables aux municipalités comptant entre 10 000 et 100 000 habitants.

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

1. 31987 L 0217: Directive 87/217/CEE du Conseil du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante (JO L 85, 28.3.1987, p. 40), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21).

Par dérogation à l'article 8, second tiret, de la directive 87/217/CEE, les prescriptions fixées pour les déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante qui sont mis en décharge ne sont pas applicables en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2004. Les déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante sont emballés dans des sacs en plastique doubles et enfouis séparément dans des sites d'enfouissement indiqués.

2. 31996 L 0061: Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10.10.1996, p. 26).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 96/61/CE du Conseil, les prescriptions fixées pour l'octroi d'une autorisation pour les installations existantes ne sont pas applicables en Lettonie aux installations ci-après jusqu'à la date précisée pour chaque installation pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément aux valeurs limites d'émission ou aux paramètres ou aux mesures techniques équivalents, qui sont fondés sur les meilleures techniques disponibles, conformément à l'article 9, paragraphes 3 et 4.

— ME «Jūrmalas ST», SC «Kauguri», 31 décembre 2010;

— Ventspils ME «Siltums», 31 décembre 2010;

— Ventspils Ltd. «Pārventas siltums», 31 décembre 2010;

— JSC «Latvenergo», Rīgas TEC-2, 31 décembre 2010;

— Liepāja SEZ JSC «Liepājas Metalurgs», 31 décembre 2008;

— JSC «Daugavpils pievadķēžu rūpnīca», 31 décembre 2010;

— JSC «Lokomotīve», 31 décembre 2009;

— JSC «Valmieras stikla šķiedra», 31 décembre 2010;

— JSC «Medpro Inc.», 31 décembre 2010;

— JSC «Jelgavas cukurfabrika», 31 décembre 2008;

— JSC «Putnu fabrika Ķekava», 31 décembre 2009;

— Ltd. «Druvas Unguri», 31 décembre 2010;

— Ltd. «Korkalns», 31 décembre 2010;

— Ltd. «Griģis un Ko», 31 décembre 2010;

— Ltd. «Nīckrasti», 31 décembre 2010.

À l'issue d'une procédure pleinement coordonnée, ces installations recevront avant le 30 octobre 2007 des autorisations comportant chacune un échéancier contraignant pour parvenir à la mise en conformité totale. Ces autorisations assurent, pour le 30 octobre 2007, le respect des principes généraux des obligations fondamentales de l'exploitant, tels qu'ils sont définis à l'article 3 de la directive.

E. SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET RADIOPROTECTION

31997 L 0043: Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom (JO L 180 du 9.7.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 8 et à l'article 9, paragraphe 1, de la directive 97/43/Euratom, les dispositions relatives aux équipements radiologiques et aux pratiques spéciales ne sont pas applicables en Lettonie jusqu'au 31 décembre 2005. Ces équipements ne sont pas mis sur le marché des autres États membres.

([1]) JO L 257 du 10.10.1996, p. 26.
([2]) JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 96/350/CE de la Commission (JO L 135 du 6.6.1996, p. 32).
([3]) JO L 377 du 31.12.1991, p. 20. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 94/31/CE du Conseil (JO L 168 du 2.7.1994, p. 28).

Appendice A

visé au Chapitre 4, Section B, sous-section I, point 1, de l'annexe VIII (*)

Liste des établissements, y compris les lacunes et les délais pour y remédier

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 104.

Appendice B

visé au Chapitre 4, Section B, sous-section I, point 2, de l'annexe VIII (*)

Établissements de traitement des déchets animaux (y compris les lacunes et les délais pour y remédier)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 114.

ANNEXE IX

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lituanie

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. 32001 L 0082: Directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires (JO L 311 du 28.11.2001, p. 1).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/82/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur la liste (à l'appendice A de cette annexe telle que fournie par la Lituanie dans une langue) et délivrées en vertu de la législation lituanienne avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans la liste susmentionnée ou jusqu'au 1er janvier 2007, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive, les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

2. 32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur la liste (à l'appendice A à cette annexe telle que fournie par la Lituanie dans une langue) et délivrées en vertu de la législation lituanienne avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans la liste susmentionnée ou jusqu'au 1er janvier 2007, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive, les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

2. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Lituanie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales ou les mesures résultant d'accords bilatéraux qui réglementent l'accès des ressortissants lituaniens à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion.

Les ressortissants lituaniens qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants lituaniens admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants lituaniens visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants lituaniens qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant des accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Lituanie. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Lituanie.

5. Un État membre ayant maintenu des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion après en avoir averti la Commission si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion, les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants lituaniens et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants lituaniens à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants lituaniens peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Lituanie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants lituaniens, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date de l'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à l'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la Lituanie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Lituanie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Lituanie peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Lituanie à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lettons, hongrois, polonais, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail, qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs lituaniens, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Lituanie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernées par cette dérogation est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE ([1]), sauf autre indication
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément au précédent alinéa, la Lituanie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Lituanie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants lituaniens que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants lituaniens et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Lituanie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Lituanie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Lituanie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants lituaniens.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

3. **LIBRE PRESTATIONS DES SERVICES**

1. 31994 L 0019: Directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 135 du 31.5.1994, p. 5).

Par dérogation à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 94/19/CE, le niveau minimal de garantie ne s'applique pas à la Lituanie jusqu'au 31 décembre 2007. La Lituanie veille à ce que son système de garantie des dépôts garantisse une couverture d'au moins 14 481 EUR jusqu'au 31 décembre 2006, et d'au moins 17 377 EUR pendant la période allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'un établissement de crédit lituanien établie sur leur territoire d'exercer ses activités à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système de garantie des dépôts officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, afin de couvrir la différence entre le niveau de garantie proposé en Lituanie et le niveau minimal visé à l'article 7, paragraphe 1.

2. 31997 L 0019: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau minimal d'indemnisation ne s'applique pas à la Lituanie jusqu'au 31 décembre 2007. La Lituanie veille à ce que son système de garantie des dépôts garantisse une couverture d'au moins 5 792 EUR jusqu'au 31 décembre 2005, et d'au moins 11 585 EUR pendant la période allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement lituanienne établie sur leur territoire d'exercer ses activités à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs dépôts officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, afin de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé en Lituanie et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1.

4. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne,

Traité instituant la Communauté européenne.

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Lituanie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans sa législation existant au moment de la signature du présent acte, qui concernent l'acquisition de terres agricoles et de forêts par des ressortissants des États membres et par des sociétés constituées conformément au droit d'un autre État membre et qui ne sont pas établies ni enregistrées en Lituanie ou qui n'y ont pas non plus de succursales ni d'agences locales. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts, un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les ressortissants d'un autre État membre qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et résider en Lituanie et qui y résident légalement et y exercent une activité agricole depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à une procédure autre que celles applicable aux ressortissants lituaniens.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

S'il existe suffisamment de preuves indiquant que, à l'expiration de la période transitoire, il y aura des déséquilibres graves ou une menace de déséquilibre grave du marché foncier agricole lituanien, la Commission, à la demande de la Lituanie, décide de proroger cette période pour une durée maximale de trois ans.

5. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31991 R 2092: Règlement (CEE) nº 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires. (JO L 198 du 22.7.1991, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0473: Règlement (CE) nº 473/2002 de la Commission du 15.3.2002 (JO L 75 du 16.3.2002, p. 21).

Par dérogation à l'article 6, paragraphes 1, 2 et 3 du règlement (CEE) nº 2092/91, l'usage en agriculture biologique de semences et de matériel de reproduction végétative qui ne sont pas produits selon le mode de production biologique est autorisé en Lituanie jusqu'au 1er janvier 2006.

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2092/91, l'utilisation de sucre non biologique pour l'alimentation des abeilles dans les exploitations apicoles certifiées est autorisé en Lituanie jusqu'au 1er janvier 2006.

2. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23.12.1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 189 du 22.7.1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, points b) et c), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences relatives à la teneur en matière grasse ne s'appliquent pas au lait de consommation produit en Lituanie pendant une période allant jusqu'au 1er janvier 2009, dans la mesure où la Lituanie peut attribuer le lait ayant une teneur de 3,2 % (m/m) à la catégorie du lait entier, et le lait ayant une teneur en matière grasse d'au moins 1,0 % (m/m) et au plus de 2,5 % à la catégorie du lait demi-écrémé. Le lait de consommation qui n'est pas conforme aux exigences relatives à la teneur en matière grasse peut uniquement être commercialisé en Lituanie ou exporté vers un pays tiers.

3. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29).

Par dérogation à l'article 3, point f), du règlement (CE) nº 1254/1999, la Lituanie peut considérer, jusqu'à la fin de 2006, que les vaches des races énumérées à l'annexe I du règlement (CE) nº 2342/1999 de la Commission établissant les modalités d'application du règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande en ce qui concerne le régime des primes ([1]) sont éligibles au bénéfice de la prime à la vache allaitante au titre du règlement (CE) nº 1254/1999, sous-section 3, à condition qu'elles aient été couvertes ou inséminées par un taureau d'une race à orientation «viande».

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative à des conditions sanitaires pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012, modifiée et consolidée ultérieurement au JO L 268 du 24.9.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7);

31971 L 0118: Directive 71/118/CEE du Conseil du 15 février 1971 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (JO L 55 du 8.3.1971, p. 23, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 62 du 15.3.1993, p. 6), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 57 du 2.3.1992, p. 4), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25);

31991 L 0493: Directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO L 268 du 24.9.1991, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.92, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

Directive 94/65/CE du Conseil du 14 décembre 1994 établissant les exigences applicables à la production et à la mise sur le marché de viandes hachées et de préparations de viandes (JO L 368 du 31.12.1994, p. 10).

a) Les exigences structurelles prévues à l'annexe I de la directive 64/433/CEE, à l'annexe I de la directive 71/118/CEE, aux annexes A et B de la directive 77/99/CEE, à l'annexe de la directive 91/493/CEE, à l'annexe B de la directive 92/46/CEE et à l'annexe I de la directive 94/65/CE ne s'appliquent pas aux établissements de la Lituanie énumérés à l'appendice B de la présente annexe avant le 31 décembre 2006, sous réserve des conditions prévues ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions prévues à ce point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national ou soumis à d'autres transformations dans des établissements nationaux visés aussi par les dispositions prévues au point a), indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être clairement identifiés par une marque de salubrité spécifique.

Pour ce qui est des produits de la pêche frais, préparés ou transformés, ceux-ci sont exclusivement placés sur le marché national ou manipulés ou soumis à d'autres transformations dans le même établissement, indépendamment de la date de commercialisation. Les produits de la pêche frais, préparés ou transformés doivent être enveloppés et/ou emballés dans des colis commerciaux et doivent porter une marque d'identification spécifique.

Le premier alinéa est également applicable à tous les produits provenant d'un établissement intégré dans le domaine de la viande, lorsqu'une partie de cet établissement est soumise aux dispositions du point a).

Les établissements de transformation du lait énumérés à l'appendice B de la présente annexe peuvent recevoir des livraisons de lait cru d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes aux dispositions prévues à l'annexe A, chapitre IV, partie A, point 1, de la directive 92/46/CEE, à condition que ces exploitations figurent sur une liste mise à jour dans ce but par les autorités lituaniennes.

Les établissements de transformation du lait qui ne relèvent pas du régime transitoire peuvent recevoir des livraisons de lait cru provenant d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre IV, partie A, point 1, de la directive 92/46/CEE, à la condition que ces exploitations figurent sur la liste visée au précédent alinéa et que le lait cru fourni soit destiné exclusivement à la fabrication de fromage dont la durée de maturation est supérieure à 60 jours.

c) La Lituanie veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais pour la correction des lacunes existantes fixés à l'appendice B de la présente annexe. La Lituanie veille à ce que seuls les établissements qui sont pleinement conformes à ces exigences d'ici au 31 décembre 2006 puissent continuer à fonctionner. Elle présente à la Commission des rapports annuels sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice B, y compris une liste des établissements qui ont corrigé les lacunes existantes pendant l'année en question.

d) La Commission peut actualiser l'appendice B de la présente annexe visé au point a) avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006 et, dans ce contexte, elle peut ajouter dans une certaine limite ou supprimer des établissements, à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application précises garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE, à l'article 21 de la directive 71/118/CEE, à l'article 20 de la directive 77/99/CEE, à l'article 15 de la directive 91/493/CEE, à l'article 31 de la directive 92/46/CEE et à l'article 20 de la directive 94/65/CE.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

1. 31993 L 0085: Directive 93/85/CEE du Conseil du 4 octobre 1993 concernant la lutte contre le flétrissement bactérien de la pomme de terre (JO L 259 du 18.10.1993, p. 1).

La Lituanie peut reporter l'application de l'article 7, paragraphes 2 et 4, de la directive 93/85/CEE jusqu'au 1er janvier 2006. Au cours de cette période, les pommes de terre produites en Lituanie ne sont pas introduites sur le territoire des autres États membres.

2. 31994 R 2100: Règlement (CE) nº 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 227 du 1.9.1994, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31995 R 2506: Règlement (CE) nº 2506/95 du Conseil du 25.10.1995 (JO L 258 du 28.10.1995, p. 3).

Par dérogation à l'article 14, paragraphe 3, quatrième tiret, du règlement (CE) nº 2100/94 du Conseil, l'obligation de payer une rémunération équitable au titulaire d'un régime de protection d'obtentions végétales ne s'applique pas, jusqu'au 31 décembre 2010, aux agriculteurs lituaniens qui continuent à utiliser une variété établie, conformément à l'autorisation prévue à l'article 14, paragraphe 1, si, avant la date de l'adhésion, ils ont déjà utilisé cette variété aux fins décrites à l'article 14, paragraphe 1, sans payer de rémunération.

(1) JO L 281 du 4.11.1999, p. 30.

6. **PÊCHE**

31992 R 3760: Règlement (CEE) nº 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture (JO L 389 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31998 R 1181: Règlement (CE) nº 1181/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 164 du 9.6.1998, p. 1).

Le règlement (CEE) nº 3760/92 s'applique à la Lituanie sous réserve des dispositions spécifiques ci-après.

La part des possibilités de pêche communautaire, à allouer à la Lituanie, dont les taux d'exploitation sont réglementés par une limitation de captures, est fixée comme suit, par espèce et par zone:

Espèce	Zone CIEM ou IBSFC	Part de la Lituanie %
Hareng	III b, c, d (1), à l'exception de la zone de gestion 3 de l'IBSFC	2,271
Sprat	III b, c, d (1)	5,004
Saumon	III b, c, d (1), à l'exception de la sous-division 32 de l'IBSFC	1,549
Morue	III b, c, d (1)	4,684

(1) Eaux communautaires.

Ces parts sont utilisées pour la première allocation des possibilités de pêche à la Lituanie conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 3760/92.

En outre, la part de la Lituanie dans les possibilités de pêche communautaire dans la zone de règlement de la NAFO sera déterminée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, sur la base de bilan en vigueur au sein de la NAFO durant une période précédant immédiatement la date d'adhésion.

7. POLITIQUE EN MATIÈRE DE TRANSPORTS

1. 31985 R 3821: Règlement (CEE) nº 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route (JO L 370 du 31.12.1985, p. 8), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 1360: Règlement (CE) nº 1360/2002 de la Commission du 13.6.2002 (JO L 207 du 5.8.2002, p. 1).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 3821/85, l'exigence relative à l'installation et l'utilisation d'appareils de contrôle dans les véhicules immatriculés affectés au transport de passagers ou de marchandises par route ne s'appliquera pas, en Lituanie, avant le 31 décembre 2005 pour les véhicules produits avant 1987 et affectés exclusivement au transport à l'intérieur du pays. Les conducteurs de ces véhicules devront inscrire leurs temps de conduite et de repos dans un journal de bord personnel.

2. 31992 L 0014: Directive 92/14/CEE du Conseil du 2 mars 1992 relative à la limitation de l'exploitation des avions relevant de l'annexe 16 de la convention relative à l'aviation civile internationale, volume 1 deuxième partie, chapitre 2, deuxième édition (1988) (JO L 76 du 23.3.1992, p. 21), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 R 0991: Règlement (CE) nº 991/2001 de la Commission du 21.5.2001 (JO L 138 du 22.5.2001, p. 12).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 2, de la directive 92/14/CEE, les conditions établies à l'article 2, paragraphe 1, point a), de ladite directive ne s'appliquent pas, en Lituanie, à l'aéroport international Kaunas avant le 31 décembre 2004 pour les avions immatriculés dans des pays tiers non membres de l'Union européenne et exploités par des personnes physiques ou morales établies dans ces pays. La Lituanie respectera le calendrier ci-après pour la réduction progressive de la proportion de mouvements d'avions dépassant les limites sonores établies: de 80 % de la totalité des atterrissages en 2001 à 70 % pour la fin de 2002, 45 % pour la fin de 2003 et 25 % pour la fin de 2004.

3. 31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les transporteurs établis en Lituanie sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux en Lituanie.

b) Avant la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les États membres indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

c) Avant la fin de la quatrième année suivant la date d'adhésion de la Lituanie, si des perturbations graves surviennent ou risquent de survenir sur le marché des transports routiers nationaux, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu du point b) indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale d'un an ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas intégralement dans tous les États membres, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique en vertu des points b) ou c) ci-dessus peuvent recourir à la procédure décrite ci-après.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave de son marché national ou de certains segments de ce marché, causée ou aggravée par le cabotage, telle qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour la stabilité financière ou pour la survie d'un nombre important d'entreprises de transports routiers, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit tous les détails pertinents. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, partiellement ou totalement, l'application de l'article 1er du règlement afin de rétablir la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande, de la nécessité ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure visée à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement; dans ce cas, il transmet ensuite à la Commission une notification motivée.

e) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu des points a) à c) ci-dessus, les États membres peuvent réglementer l'accès à leurs marchés nationaux de transport par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux. Cela peut comprendre la possibilité d'une libéralisation totale.

f) L'application des points a) à d) ne doit pas entraîner un accès aux marchés nationaux de transport par route plus restreint qu'au moment de la signature du traité d'adhésion.

4. 31996 L 0026: Directive 96/26/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux (JO L 124 du 23.5.1996, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0076: Directive 98/76/CE du Conseil du 1.10.1998 (JO L 277 du 14.10.1998, p. 17).

Jusqu'au 31 décembre 2006, l'article 3, paragraphe 3, point c), de la directive 96/26/CE ne s'applique pas, en Lituanie, aux entreprises de transports affectées exclusivement au transport national de marchandises et de voyageurs.

Le capital disponible et les réserves de ces entreprises doivent progressivement atteindre les taux minimums fixés dans cet article conformément au calendrier suivant:

— d'ici le 1er janvier 2004, l'entreprise doit disposer d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 3 000 EUR par véhicule utilisé ou 150 euros par tonne du poids maximal autorisé des véhicules de transport de marchandises utilisés par l'entreprise ou 150 EUR par place assise des véhicules de transport de personnes utilisés par l'entreprise, le montant exigible étant celui qui résulte du calcul donnant le chiffre le plus bas;

— d'ici le 1er janvier 2005, l'entreprise doit disposer d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 5 000 EUR pour chaque véhicule.

8. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Lituanie peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12 février 2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Lituanie peut reporter l'application de l'accise minimale globale sur le prix de vente au détail (toutes taxes incluses) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2008, à la condition qu'au cours de cette période la Lituanie ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de Lituanie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE du Conseil (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

9. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la Lituanie avant le 31 décembre 2009. La Lituanie doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 49 jours d'ici à la date d'adhésion;

— 56 jours d'ici au 31 décembre 2004;

— 63 jours d'ici au 31 décembre 2005;

— 69 jours d'ici au 31 décembre 2006;

— 76 jours d'ici au 31 décembre 2007;

— 83 jours d'ici au 31 décembre 2008;

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2009.

10. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

1. Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les installations de stockages existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Lituanie jusqu'au 31 décembre 2007 aux installations de stockage dont le débit de chargement est inférieur ou égal à 50 000 tonnes par an.

2. Par dérogation à l'article 4 et à l'annexe II de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le chargement et le déchargement des réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Lituanie jusqu'au 31 décembre 2007 à terminaux dont le débit est inférieur ou égal à 15 000 tonnes par an.

3. Par dérogation à l'article 5 de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Lituanie jusqu'au 31 décembre 2005 à 140 véhicules-citernes et 1 900 wagons-citernes.

4. Par dérogation à l'article 6 et à l'annexe III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le remplissage des installations de stockage existantes des stations-service ne sont pas applicables en Lituanie jusqu'au 31 décembre 2007 aux stations-service d'un débit inférieur ou égal à 1 000 m^3 par an.

B. GESTION DES DÉCHETS

31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la Lituanie atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2006, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 10 % en poids à la date d'adhésion et 15 % pour 2004;

— recyclage des métaux: 10 % en poids à la date d'adhésion et 15 % pour 2004;

— taux de recyclage global: 25 % au minimum en poids pour 2004.

— taux global de valorisation: 21 % en poids à la date d'adhésion, 32 % pour 2004 et 37 % pour 2005.

C. QUALITÉ DE L'EAU

31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas pleinement applicables en Lituanie jusqu'au 31 décembre 2009, étant entendu que l'objectif intermédiaire suivant est atteint:

— au 31 décembre 2007, la mise en conformité avec l'article 4 et avec l'article 5, paragraphe 2, de la directive est achevée en ce qui concerne les agglomérations de plus de 10 000 équivalents habitant.

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, et aux annexes IV et VI, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission du dioxyde de soufre et des oxydes d'azote ne s'appliquent pas en Lituanie, jusqu'au 31 décembre 2015, aux installations de combustion suivantes: la centrale thermique à production combinée (CHP-3) de Vilnius, la centrale thermique à production combinée de Kaunas et la centrale thermique à production combinée de Mažeikiai.

Pendant cette période transitoire, les émissions totales de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote liées à la production d'électricité assurée par la centrale thermique à production combinée (CHP-3) de Vilnius, la centrale thermique à production combinée de Kaunas et la centrale thermique à production combinée de Maeikiai (à l'exclusion de la production de chaleur et d'autres sources) ne doivent pas dépasser les plafonds suivants:

— 2005: 28 300 tonnes SO_2/an; 4 600 tonnes No_x/an

— 2008: 21 500 tonnes SO_2/an; 5 000 tonnes No_x/an

— 2010: 30 500 tonnes SO_2/an; 10 500 tonnes No_x/an

— 2012: 29 000 tonnes SO_2/an; 10 800 tonnes No_x/an

Pour le 1er janvier 2007 au plus tard, et de nouveau pour le 1er janvier 2012 au plus tard, la Lituanie présente à la Commission un plan mis à jour, y compris un plan d'investissement, pour l'alignement progressif des centrales qui sont toujours non conformes, comportant des étapes clairement définies pour l'application de l'acquis. L'UE considère que le développement économique global attendu en Lituanie offre la possibilité de financer des investissements supplémentaires plus tôt qu'actuellement prévu et que les changements prévus dans le secteur énergétique devraient permettre de nouvelles réductions des émissions par unité d'électricité produite. L'UE s'attend donc à ce que ces deux plans en question assurent une nouvelle réduction des émissions à un niveau sensiblement inférieur aux objectifs intermédiaires précités, en particulier pour les émissions pendant la période 2012-2015.

Si la Commission, eu égard notamment aux effets environnementaux et à la nécessité de limiter les distorsions de concurrence sur le marché intérieur dues aux dispositions transitoires, considère que ces plans ne sont pas suffisants pour atteindre ces objectifs, elle en informe la Lituanie. Dans les trois mois qui suivent, la Lituanie communique les mesures qu'elle a prises afin d'atteindre ces objectifs. Si par la suite, la Commission, en consultation avec les États membres, estime que ces mesures ne sont toujours pas suffisantes pour atteindre ces objectifs, elle engage une procédure d'infraction en vertu de l'article 226 du traité CE.

Appendice A

visé au Chapitre 1 de l'annexe IX (*)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 115.

Appendix B

referred to in Chapter 5, Section B, Subsection I of Annex IX (*)

List of establishments, including shortcomings and deadlines for the correction of these shortcomings

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 438.

ANNEXE X

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Hongrie

1. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE s'appliquent pleinement uniquement sous réserve des dispositions transitoires prévues aux points 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle que définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Hongrie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels peuvent appliquer des mesures nationales ou les mesures résultant d'accords bilatéraux qui réglementent l'accès des ressortissant hongrois à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion de la Hongrie.

Les ressortissants hongrois qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants hongrois admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants hongrois visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants hongrois qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au point 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant des accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Hongrie. La procédure prévue au point 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Hongrie.

5. Un État membre ayant maintenu des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au point 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion si son marché du travail subit ou risque de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion, les États membres dans lesquels les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en vertu des points 3, 4 ou 5 en ce qui concerne les ressortissants hongrois et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants hongrois à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5 en ce qui concerne les ressortissants hongrois peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail pouvant entraîner des risques graves pour le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications appropriées. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension et de la durée ainsi que de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des points 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Hongrie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants hongrois, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date de l'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à l'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, si cette dernière échéance est la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des points 2 à 5 et 7 et 8, la Hongrie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des points 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Hongrie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Hongrie peut recourir aux procédures prévues au point 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Hongrie à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lettons, lituaniens, polonais, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux points 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1 à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des pertubations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE et, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs hongrois en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Hongrie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptible d'être concernée par cette dérogation est la suivante:

— pour l'Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— pour l'Autriche:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément aux précédents alinéas, la Hongrie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent point n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Hongrie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. Il ne doit pas résulter de l'application des points 2 à 5 et 7 à 12 des conditions d'accès aux marchés du travail des États membres actuels plus restrictives pour les ressortissants hongrois qu'au moment de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux points 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont des ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont des ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants hongrois et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Hongrie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Hongrie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Hongrie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants hongrois.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12. 2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

2. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

1. 31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau minimum d'indemnisation n'est pas applicable à la Hongrie jusqu'au 31 décembre 2007. La Hongrie veille à ce que son système d'indemnisation des investisseurs prévoie une couverture qui ne soit pas inférieure à 3 783 euros jusqu'au 31 décembre 2004, ni inférieure à 7 565 euros du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement hongroise établie sur leur territoire d'exercer ses activités, à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs officiellement reconnu sur le territoire des États membres concernés et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, dans le but de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé par la Hongrie et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1.

Jusqu'au 31 décembre 2007, le niveau de couverture accordé en Hongrie par une entreprise d'investissement d'un autre État membre ne peut dépasser le niveau minimal d'indemnisation visé à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE. Durant la même période, l'étendue de la couverture accordée en Hongrie par une entreprise d'investissement d'un autre État membre ne peut dépasser l'étendue prévue par la système d'indemnisation correspondant en Hongrie.

2. 32000 L 0012: Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1), modifiée par:

— 32000 L 0028: Directive 2000/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.9.2000 (JO L 275 du 27.10.2000, p. 37).

En ce qui concerne l'article 5 de la directive 2000/12/CE, l'exigence de capital initial fixée au paragraphe 2 n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2007 aux sociétés coopératives de crédit déjà établies en Hongrie à la date d'adhésion. La Hongrie veille à ce que le capital initial requis pour ces sociétés coopératives de crédit ne soit pas inférieur à 378 200 euros jusqu'au 31 décembre 2006, ni inférieur à 756 500 euros du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007.

Durant la période transitoire, conformément à l'article 5, paragraphe 4, les fonds propres de ces sociétés ne pourront pas devenir inférieurs au montant maximal qu'ils avaient atteint à compter de la date d'adhésion.

3. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

1. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Hongrie peut maintenir en vigueur pendant une période de cinq ans à partir de la date d'adhésion les restrictions, relatives à l'acquisition de résidences secondaires prévues par sa législation en vigueur au moment de la signature du présent acte.

Les ressortissants des États membres et les ressortissants des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen qui résident légalement en Hongrie depuis au moins quatre années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à des règles et procédures autres que celles applicables aux ressortissants hongrois. Pendant la période transitoire, la Hongrie applique des procédures d'autorisation pour l'acquisition de résidences secondaires qui sont fondées sur des critères objectifs, stables, transparents et rendus publics. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants des États membres résidant en Hongrie.

2. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Hongrie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les interdictions prévues dans sa législation en vigueur au moment de la signature du présent acte, concernant l'acquisition de terres agricoles par des personnes physiques qui ne sont pas résidentes en Hongrie ou qui n'ont pas la nationalité hongroise d'une part et par des personnes morales d'autre part. Pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles, les ressortissants des États membres ou les personnes morales constituées conformément au droit d'un autre État membre ne peuvent en aucun cas être traités de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion. En aucun cas un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de manière plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les ressortissants d'un autre État membre qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et qui résident légalement et exercent une activité agricole en Hongrie depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à des règles et procédures autres que celles applicables aux ressortissants hongrois.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa du point 2 ou d'y mettre fin.

Au cas où la Hongrie appliquerait des procédures d'autorisation pour l'acquisition de terres agricoles pendant la période transitoire, celles-ci devraient être fondées sur des critères objectifs, stables, transparents et rendus publics. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants des États membres résidant en Hongrie.

S'il existe des preuves suffisantes selon lesquelles, à l'expiration de la période transitoire, le marché des terres agricoles de la Hongrie subira ou risque de subir de graves perturbations, la Commission décide, à la demande de la Hongrie, de proroger la période transitoire pour une durée maximale de trois ans.

4. **POLITIQUE DE LA CONCURRENCE**

Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence.

1. *Régimes d'aides fiscales pour les investissements de 3 et 10 milliards de HUF*

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, la Hongrie peut appliquer les allégements à l'impôt des sociétés accordés avant le 1er janvier 2003 sur la base de l'article 21, paragraphes 7, 10 et 11, de la loi LXXXI de 1996 sur l'impôt des sociétés et l'impôt sur les dividendes et de l'article 93 de la loi CXXV de 1999 sur le budget de la République de Hongrie pour l'année 2000, et ce aux conditions suivantes:

i) pour les petites et moyennes entreprises, répondant à la définition communautaire ([1]) de ce type d'entreprises et conformément à la pratique de la Commission, jusqu'au 31 décembre 2011 compris.

En cas de fusion, d'acquisition ou de tout autre événement similaire affectant le bénéficiaire d'un allégement fiscal accordé au titre de la législation précitée et relevant du présent point i), l'allégement de l'impôt sur les sociétés est supprimé;

ii) pour les autres entreprises, à condition que soient respectées les limitations suivantes quant aux montants accordés en vertu de la législation précitée:

aa) aides d'État concernant les investissements à finalité régionale:

— l'aide totale à l'investissement ne peut dépasser 75 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide, si l'entreprise a commencé l'investissement dans le cadre du régime avant le 1er janvier 2000. Si l'entreprise a commencé l'investissement dans le cadre du régime au cours des années 2000-2002, le montant total de l'aide ne peut dépasser 50 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide;

— si l'entreprise opère dans le secteur des véhicules à moteur ([2]), l'aide totale à l'investissement ne peut dépasser 30 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide, si l'entreprise a commencé l'investissement dans le cadre du régime avant le 1er janvier 2000. Si l'entreprise a commencé l'investissement dans le cadre du régime au cours des années 2000-2002, le montant total de l'aide ne peut dépasser 20 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds susmentionnés de 75 % et 50 % (30 % et 20 % dans le cas du secteur automobile) commence le 1er janvier 2003; toutes les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'autres régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis sur la base des critères découlant des règles communautaires applicables aux aides régionales à l'investissement;

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2005 dans le cadre d'un programme adopté formellement par l'entreprise le 31 décembre 2002 au plus tard et notifié au ministère des finances de la République de Hongrie le 31 janvier 2003 au plus tard.

bb) aides d'État à l'investissement pour la formation, la recherche et le développement, l'emploi et la protection de l'environnement:

— les aides ne peuvent dépasser les plafonds applicables le 1er janvier 2003 aux objectifs correspondants conformément aux articles 87 et 88 du traité CE;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds applicables commence le 1er janvier 2003; toutes les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'autres régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis sur la base des critères découlant des règles communautaires applicables le 1er janvier 2003 à l'objectif d'aide concerné;

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2005 dans le cadre d'un programme adopté formellement par l'entreprise le 31 décembre 2002 au plus tard et notifié au ministère des finances de la République de Hongrie le 31 janvier 2003 au plus tard;

cc) dans le cas où le bénéficiaire réalise des investissements ayant trait à des infrastructures publiques, les aides sont limitées à 100 % des dépenses encourues jusqu'au 31 décembre 2002 inclus.

Les modalités transitoires figurant dans le présent paragraphe ne prennent pas effet si les conditions susmentionnées n'ont pas été remplies.

b) Toute aide accordée au titre de la législation précitée qui n'est pas mise en conformité avec les conditions énoncées au point a) d'ici à la date d'adhésion est considérée comme une aide nouvelle en vertu du mécanisme d'aide existant établi à l'annexe IV, Chapitre 4 relatif à la politique de la concurrence, du présent acte.

c) La Hongrie fournit à la Commission:

— deux mois après la date d'adhésion, des informations sur le respect des conditions énoncées au point a) ci-dessus;

— fin juin 2006 au plus tard, des informations sur les coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide aux termes des lois susmentionnées et qui ont été effectivement encourus par les bénéficiaires, ainsi que sur le montant total de l'aide qu'ils ont reçue.

2. *Régime offshore*

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, la Hongrie peut appliquer les réductions de l'impôt des sociétés accordées avant le 1er janvier 2003 sur la base de l'article 4.28 et de l'article 19, paragraphe 2, de la loi LXXXI de 1996 sur l'impôt des sociétés et l'impôt sur les dividendes, et ce jusqu'au 31 décembre 2005 inclus.

b) En cas de fusion, d'acquisition ou de tout autre événement similaire affectant le bénéficiaire d'une réduction de l'impôt des sociétés accordée au titre de la législation précitée relevant du point a), la réduction de l'impôt sur les sociétés est supprimée.

3. *Aides fiscales accordées par les administrations locales*

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, la Hongrie peut, jusqu'au 31 décembre 2007 inclus, appliquer des réductions de l'impôt sur les entreprises locales jusqu'à concurrence de 2 % du revenu net des entreprises, accordées par l'administration locale pour une durée limitée sur la base des articles 6 et 7 de la loi C de 1990 relative aux impôts locaux, telle que modifiée par l'article 79, paragraphes 1 et 2, de la loi L de 2001 sur la modification de la législation financière, dans sa version modifiée par l'article 158 de la loi XLII de 2002 modifiant les lois relatives aux taxes, contributions et autres versements budgétaires.

b) Les entreprises bénéficiant de l'article 21, paragraphes 7, 10 ou 11, de la loi LXXXI de 1996 relative à l'impôt des sociétés et à l'impôt sur les dividendes ou de l'article 93 de la loi CXXV de 1999 sur le budget de la République de Hongrie pour l'année 2000, ou de régimes d'aide qui ne sont pas compatibles avec les articles 87 et 88 du traité CE, ne peuvent bénéficier de la disposition transitoire visée au point a) ci-dessus.

([1]) Recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).

([2]) Au sens de l'annexe C (définition du secteur automobile) de la communication de la Commission sur l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement (JO C 70 du 19.3.2002, p. 8).

5. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23.12.1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 189 du 22.7.1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences relatives à la teneur en matière grasse ne s'appliquent pas au lait de consommation produit en Hongrie pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion dans la mesure où la Hongrie peut commercialiser le lait ayant une teneur en matière grasse de 2,8 % (m/m) comme lait de consommation. Le lait de consommation qui n'est pas conforme aux exigences relatives à la teneur en matière grasse peut uniquement être commercialisé en Hongrie ou exporté vers un pays tiers.

2. 31999 R 1493: Règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché viti-vinicole (JO L 179 du 14.7.1999, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2585: Règlement (CE) nº 2585/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 10).

Par dérogation à l'annexe V, point C 2) d), du règlement (CE) nº 1493/1999, un titre alcoométrique naturel minimal de 7,7 % vol. pour les vins de table est autorisé dans toutes les zones viticoles hongroises pendant une période de dix ans à compter de la date d'adhésion.

3. 32002 R 0753: Règlement (CE) nº 753/2002 de la Commission du 29 avril 2002 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil en ce qui concerne la désignation, la dénomination, la présentation et la protection de certains produits vitivinicoles (JO L 118 du 4.5.2002, p. 1).

Par dérogation à l'annexe II du règlement (CE) nº 753/2002, l'utilisation du nom «Rizlingszilváni» comme synonyme de la variété «Müller Thurgau» est autorisée jusqu'au 31 décembre 2008 pour les vins produits en Hongrie et exclusivement commercialisés en Hongrie.

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE

1. 31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative à des conditions sanitaires pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012, modifiée et consolidée ultérieurement au JO L 268 du 29.6.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7).

a) Les exigences structurelles prévues à l'annexe I à la directive 64/433/CEE ne s'appliquent pas aux établissements de Hongrie énumérés à l'appendice A à la présente annexe avant le 31 décembre 2006, sous réserve des conditions prévues ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions de ce point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national ou soumis à d'autres transformations dans le même établissement, indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être clairement identifiés par une marque de salubrité spécifique.

L'alinéa précédent s'applique aussi à tous les produits provenant d'établissements intégrés dans le domaine de la viande si une partie de l'établissement est soumise aux dispositions du point a).

c) La Hongrie veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais pour la correction des lacunes existantes fixés à l'appendice A à la présente annexe. La Hongrie veille à ce que seuls les établissements qui sont pleinement conformes à ces exigences d'ici au 31 décembre 2006 puissent continuer à fonctionner. Elle présente à la Commission des rapports annuels sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice A à la présente annexe, y compris une liste des établissements qui ont corrigé les lacunes existantes pendant l'année en question.

d) La Commission peut mettre à jour l'appendice A à la présente annexe visé au point a) avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006 et, dans ce contexte, elle peut ajouter dans une certaine limite ou supprimer des établissements, à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE.

2. 31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Jusqu'au 31 décembre 2009, les établissements de Hongrie énumérés à l'appendice B à la présente annexe peuvent maintenir en service des cages ne répondant pas aux exigences minimales prévues à l'article 5, paragraphe 1, points 4) et 5), de la directive 1999/74/CE, à condition qu'elles n'aient pas été mises en service après le 1er juillet 1999 et qu'elles aient une hauteur d'au moins 36 centimètres sur 65 % de la surface de la cage et pas moins de 33 centimètres en tout point.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

1. 31991 L 0440: Directive 91/440/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires (JO L 237 du 24.8.1991, p. 25), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0012: Directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26.2.2001 (JO L 75 du 15.3.2001, p. 1).

Jusqu'au 31 décembre 2006, l'article 10, paragraphe 3, de la directive 91/440/CEE du Conseil n'est applicable en Hongrie qu'aux conditions énoncées ci-dessous.

— Magyar Államvasutak Rt. (MÁV) coopère avec les entreprises ferroviaires afin de fournir des services internationaux de fret ferroviaire pour les importations, les exportations et le transit en Hongrie, sur une base non discriminatoire. Des droits d'accès fixés à l'article 10, paragraphes 1 et 2, de la directive sont accordés sans limitation.

— Au moins 20 % de la capacité annuelle totale du Réseau transeuropéen de fret ferroviaire en Hongrie sont réservés à des entreprises ferroviaires autres que la MÁV, et l'ensemble des origines-destinations permet des trajets d'une durée comparable à celle dont bénéficie la MÁV. La capacité réelle de chaque ligne ferroviaire est indiquée par le gestionnaire de l'infrastructure dans la déclaration de réseau. Le pourcentage supérieur à 20 % de la capacité annuelle totale couvre les droits d'accès fixés à l'article 10, paragraphes 1, 2 et 3, de la directive 91/440/CEE.

2. 31992 L 0014: Directive 92/14/CEE du Conseil du 2 mars 1992 relative à la limitation de l'exploitation des avions relevant de l'annexe 16 de la convention relative à l'aviation civile internationale, volume 1, deuxième partie, chapitre 2, deuxième édition (1988) (JO L 76 du 23.3.1992, p. 21), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 R 0991: Règlement (CE) nº 991/2001 de la Commission du 21.5.2001 (JO L 138 du 22.5.2001, p. 12).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 2, de la directive 92/14/CEE, les conditions fixées à l'article 2, paragraphe 1, point a), de cette directive ne sont pas applicables en Hongrie jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne les avions immatriculés en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Moldova, dans la Fédération de Russie, au Turkménistan et en Ukraine, et exploités par des personnes physiques ou morales.

3. 31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion, les transporteurs établis en Hongrie sont exclus des transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus des transports nationaux de marchandises par route en Hongrie.

b) Avant la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion, les États membres notifient à la Commission leur intention soit de proroger cette période pour une durée de deux ans au maximum soit d'appliquer pleinement l'article 1er du règlement à l'avenir. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement est applicable. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement est applicable peuvent effectuer des transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er est également applicable.

c) Les États membres dans lesquels, en vertu du point b) ci-dessus, l'article 1er du règlement est applicable peuvent recourir à la procédure précisée ci-après jusqu'à la fin de la cinquième année suivant la date d'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au précédent alinéa subit une perturbation grave sur son marché national ou dans certains segments de son marché, due à l'activité de cabotage ou aggravée par celle-ci, par exemple un excédent important de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour l'équilibre financier et la survie d'un nombre significatif d'entreprises de transport de marchandises par route, cet État membre en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit tous les renseignements pertinents. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, en totalité ou en partie, l'application de l'article 1er du règlement afin de rétablir la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide, dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande, s'il y a lieu ou non d'arrêter des mesures de sauvegarde. La procédure énoncée au paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, ainsi qu'à l'article 7, paragraphes 4, 5 et 6 et, du règlement, est applicable.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement et en informer ensuite la Commission, en motivant sa décision.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu des paragraphes a) et b) ci-dessus, les États membres peuvent réglementer l'accès à leurs transports nationaux de marchandises par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux. Cela peut inclure la possibilité d'une libéralisation intégrale.

e) L'application des paragraphes a) à c) ne peut avoir pour effet de restreindre l'accès aux transports nationaux de marchandises par route par rapport à la situation qui existait à la date de la signature du traité d'adhésion.

4. 31996 L 0053: Directive 96/53/CE du conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international (JO L 235 du 17.9.1996, p. 59), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0007: Directive 2002/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.2.2002 (JO L 67 du 9.3.2002, p. 47).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 96/53/CE, les véhicules conformes aux valeurs limites des catégories 3.2.1, 3.4.1, 3.4.2, 3.5.1 et 3.5.3 spécifiées à l'annexe I de cette directive ne peuvent utiliser des portions non modernisées du réseau routier hongrois jusqu'au 31 décembre 2008 que s'ils sont conformes aux valeurs limites fixées en Hongrie pour le poids par essieu.

La Hongrie respecte le calendrier qu'elle s'est fixé pour la modernisation de ses principaux axes de transit, selon ce qui est prévu au tableau indicatif ci-après. Tout investissement d'infrastructure comprenant l'utilisation de fonds provenant du budget de la Communauté sert à construire ou moderniser les axes routiers de sorte qu'ils puissent supporter une charge par essieu de 11,5 tonnes. Parallèlement à l'achèvement de la modernisation, l'accès au réseau routier hongrois est progressivement ouvert aux véhicules effectuant des transports internationaux qui respectent les valeurs limites fixées dans la directive.

Les redevances complémentaires temporaires prévues pour l'utilisation des portions non modernisées du réseau routier par des véhicules effectuant des transports internationaux qui respectent les valeurs limites prévues dans la directive sont perçues d'une manière non discriminatoire. Les véhicules excédant la limite de charge par essieu fixée, en Hongrie, à 10 tonnes pour les véhicules qui ne sont pas équipés d'une suspension pneumatique et à 11 tonnes pour les véhicules qui en sont équipés obtiennent une autorisation routière afin de faire en sorte que certaines infrastructures routières et certains ponts soient contournés. La Hongrie accepte un écart de 0,5 tonne lors de la mesure du poids par essieu des véhicules qui sont équipés d'une suspension pneumatique et n'imposera des redevances complémentaires temporaires que si le poids par essieu est supérieur à 11,5 tonnes.

Aucune redevance complémentaire temporaire n'est perçue pour les véhicules qui respectent les valeurs limites fixées dans la directive lorsqu'ils utilisent les routes de transit principales suivantes:

— route de transit Hegyeshalom/Nagylak (couloir paneuropéen IV): E60 de la frontière autrichienne à Hegyeshalom et Budapest, E60 itinéraire de contournement du sud de Budapest, E75 de Budapest à Kiskunfélegyháza,

— route de transit Rajka/Nagylak (couloir paneuropéen IV): E65 de la frontière slovaque à Rajka et Hegyeshalom, E60 de Hegyeshalom à Budapest, E60 itinéraire de contournement du sud de Budapest, E75 de Budapest à Kiskunfélegyháza,

— route de transit Torniszentmiklos/Nagylak (couloirs paneuropéens V et IV): depuis Siófok et Budapest, E60 itinéraire de contournement du sud de Budapest, E75 de Budapest à Kiskunfélegyháza,

— route de transit Hegyeshalom/Röszke (couloirs paneuropéens IV et X): E60 de la frontière autrichienne à Hegyeshalom et Budapest, E60 itinéraire de contournement du sud de Budapest, E75 de Budapest à Kiskunfélegyháza,

— route de transit Rajka/Röszke (couloirs paneuropéens IV et X): E65 de la frontière slovaque à Rajka et Hegyeshalom, E60 de Hegyeshalom à Budapest, E60 itinéraire de contournement du sud de Budapest, E75 de Budapest à Kiskunfélegyháza.

Programme de modernisation des routes (km)

Réseau routier principal	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total		2007	2008	Total (2007-2008)	Total (2001-2008)
Renforcement des routes indiquées sur la carte de l'annexe 2 du doc. CONF-H 37/00 (route 2, 3, 4, 6, 8, 33, 35, 42, 44, 47, 56 et 61)		78	126	270	270	270	1 014					1014
Renforcement (route 41, 49, 51, et 58)				51	65	69	185	Renforcement (route 74, 87, 86)	100	100	200	385
Renforcement (autres routes)	30	50	70	70	70	70	360	Renforcement (autres routes)	70	70	140	500
Construction nouvelle (principalement contournement)	29	49	45	27	35	61	246	Construction nouvelle (principalement contournements)	60	60	120	366
Routes principales — Total	59	177	241	418	440	470	1 805		230	230	460	2 265
Réseau d'autoroutes et de voies rapides												
Construction nouvelle (M0, M3, M5, M7, M30, M35, M43, M70)		65	24	20	237	85	431	Construction nouvelle (M6-56, M7, M8, M0)	177	165	342	773
Total	59	242	265	438	677	555	2 236		407	395	802	3 038

7. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette commune (JO L 145 du 13.6.1997, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, de la directive 77/388/CEE, la Hongrie peut continuer à appliquer:

i) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 12 % à la fourniture de charbon, de brique de charbon et de coke, de bois de chauffage et de charbon de bois, ainsi qu'à la fourniture de services de chauffage à distance jusqu'au 31 décembre 2007, et

ii) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 12 % à la fourniture de services de restaurant et de denrée alimentaires vendues dans des locaux similaires jusqu'au 31 décembre 2007 ou jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article 28 terdecies de la directive, la date retenue étant la date la plus proche.

b) Sans préjudice d'une décision formelle qui sera adoptée conformément à la procédure établie à l'article 12, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CE, la Hongrie peut continuer d'appliquer un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % à la fourniture de gaz naturel et d'électricité pendant une durée d'un an au maximum après la date d'adhésion.

c) Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Hongrie peut maintenir une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée frappant les transports internationaux de passagers visés au point 17 de l'annexe F de la directive tant que les conditions établies à l'article 28, paragraphe 4, de la directive ne sont pas remplies ou tant que la même exonération est appliquée par un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Hongrie peut reporter l'application de l'accise minimale globale perçue sur le prix de vente au détail (toutes taxes comprises) des cigarettes de la catégorie de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2008, à la condition qu'au cours de cette période la Hongrie adapte progressivement son taux d'accise afin qu'il atteigne l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la circulation, à la détention et au contrôle des produits soumis à accise ([1]), et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent continuer d'appliquer, aussi longtemps que l'exonération ci-dessus est en vigueur, les mêmes limites quantitatives aux cigarettes qui sont susceptibles d'être apportées sur leur territoire en provenance de Hongrie sans autre paiement d'accises que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres recourant à cette possibilité peuvent procéder aux contrôles nécessaires à condition que ceux-ci n'affectent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

8. **ENVIRONNEMENT**

A. GESTION DES DÉCHETS

1. 31993 R 0259: Règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (JO L 30 du 6.2.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2557: Règlement (CE) n° 2557/2001 de la Commission du 28.12.2001 (JO L 349 du 31.12.2001, p. 1).

a) Jusqu'au 30 juin 2005, tous les transferts vers la Hongrie des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement (CEE) n° 259/93 et les transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes sont notifiés aux autorités compétentes et traités conformément aux articles 6, 7 et 8 du règlement.

b) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 259/93, les autorités compétentes soulèvent des objections à l'égard des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement et des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes et dont la destination est une installation bénéficiant d'une dérogation temporaire à certaines dispositions des directives 94/67/CE concernant l'incinération de déchets dangereux ([1]) et 2001/80/CE relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion ([2]) au cours de la période pendant laquelle cette dérogation temporaire est appliquée à l'installation de destination.

2. 31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

a) Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la Hongrie atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2005, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 11 % en poids à la date d'adhésion et 14 % pour 2004;

— recyclage du verre: 14 % en poids à la date d'adhésion et 15 % pour 2004;

— taux global de valorisation: 40 % en poids à la date d'adhésion et 43 % pour 2004.

b) Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, point b), de la directive 94/62/CE, la Hongrie peut fixer un objectif de recyclage global de 46 % à partir de 2005.

B. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

a) Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas pleinement applicables en Hongrie jusqu'au 31 décembre 2015, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— au 31 décembre 2008, la mise en conformité avec la directive est achevée dans les zones sensibles pour les agglomérations ayant un équivalent habitant de plus de 10 000;

— au 31 décembre 2010, la mise en conformité avec la directive est achevée dans les zones normales pour les agglomérations ayant un équivalent habitant de plus de 15 000.

b) Par dérogation à l'article 13 de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les eaux industrielles usées biodégradables qui proviennent d'installations des secteurs industriels énumérés à l'annexe III ne sont pas applicables en Hongrie aux installations ci-après jusqu'au 31 décembre 2008:

— Pannontej Rt., Répcelak

— Bácsbokodi Tejüzem, Bácsbokod

— Papp Kereskedelmi Kft. Konzervgyár, Nyírtas

— Vépisz Szövetkezet, Konzervüzem, Csegöld

— Szatmári Konzervgyár Kft., Tyukod

— PETISFOOD Kft. Konzervüzem, Vasmegyer

— Atev Rt., Debrecen-Bánk

— Mirsa Rt., Albertirsa

— Makói Tejüzem, Makó

— Zalka Tej Rt., Nagybánhegyes.

2. 31998 L 0083: Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32).

Par dérogation à l'article 9, paragraphe 1, de la directive 98/83/CE, la Hongrie peut prévoir des dérogations à la valeur paramétrique pour l'arsenic jusqu'au 25 décembre 2009 sans communiquer cette décision à la Commission. Si la Hongrie souhaite prolonger cette dérogation après cette date, la procédure visée à l'article 9, paragraphe 2 est applicable. Cette dérogation ne s'applique pas à l'eau potable destinée à la transformation alimentaire.

La procédure visée à l'article 9, paragraphe 2, est également applicable si la Hongrie souhaite prévoir des dérogations au titre de l'article 9, paragraphe 1, pour le bore, le fluorure et le nitrite après le 25 décembre 2006.

C. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

1. 31994 L 0067: Directive 94/67/CE du Conseil du 16 décembre 1994 concernant l'incinération de déchets dangereux (JO L 365 du 31.12.1994, p. 34).

Par dérogation aux articles 7 et 11 et à l'annexe III de la directive 94/67/CE, les valeurs limites d'émission et les prescriptions fixées pour les mesures ne sont pas applicables en Hongrie jusqu'au 30 juin 2005 aux incinérateurs ci-après, selon les indications qui sont données:

— Incinérateurs d'huiles usagées et d'autres déchets liquides:

  — Petró & Petró Kft., Ács: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures;

  — KÖSZOL Kft., Győr: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures;

  — Nitrokémia Rt., Balatonfűzfő: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures;

  — MB Szerviz Kft., Budapest: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures;

  — Jászautó Kft., Jászberény: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures.

— Incinérateurs de déchets hospitaliers:

  — Semmelweis Orvostudományi Egyetem, Budapest: mesures seulement;

  — SEPTOX Kft., Országos Korányi Tbc és Pulmonológiai Intézet, Budapest: mesures seulement;

  — Progress B-90 Kft., Kistarcsa: valeurs limite pour les poussières totales seulement, mesures;

  — Albert Schweizer Kórház, Hatvan: valeur limite pour le chlorure d'hydrogène seulement, mesures;

  — Jósa András Kórház, Nyíregyáza: mesures seulement;

  — Erzsébet Kórház, Jászberény:: valeur limite pour le chlorure d'hydrogène seulement, mesures;

  — Kátai Gábor Kórház, Karcag: mesures seulement;

  — Mezőtúri Városi Kórház, Mezőtúr: mesures seulement;

  — Filantrop Kft., Kecskemét: mesures seulement;

  — Szegedi Városi Kórház, Szeged: mesures seulement;

  — Csongrád Megyei Területi Kórház, Szentes: valeurs limites pour les poussières totales et le chlorure d'hydrogène seulement et mesures;

  — Markhot Ferenc Kórház, Eger: mesures seulement;

  — Bugát Pál Kórház, Gyöngyös: valeur limite pour la dioxine seulement, mesures;

  — Pándy Kálmán Kórház, Gyula: valeurs limites pour les poussières totales et le chlorure d'hydrogène (HCl) seulement, mesures.

— Incinérateurs et co-incinérateurs de déchets solides et liquides dangereux:

  — Dunai Cement és Mészmű Rt., Vác: mesures seulement;

  — Pannoncem Cementipari Rt., Lábatlan: valeurs limites d'émission pour les Nox seulement, mesures;

  — Megoldás Kft., Szombathely (incinérateur de type Shenandoah P60-M2 et incinérateur de type Energospar-2): valeurs limites d'émission pour le HCl seulement mesures;

  — Crazy Cargo Kft., Székesfehérvár: mesures seulement;

  — H+H Dunaforg Kft., Dunaújváros: mesures seulement;

  — Mosonmagyaróvári Fémszerelvény Rt., Mosonmagyaróvár: valeurs limites d'émission pour les particules et le HF seulement, mesures;

  — FORTE Rt., Vác: mesures seulement;

  — Légiforgalmi és Repülőtéri Igazgatóság, Budapest: valeurs limites d'émission pour le HCl et le HF seulement, mesures;

  — MOL Rt. Dunai Finomító, Százhalombatta: valeurs limites d'émission pour le Cr dans les eaux usées seulement, mesures;

  — ÉMK Kft., Sajóbábony: valeurs limites d'émission pour la dioxine seulement;

  — Ecomissio Kft., Tiszaújváros: valeurs limites d'émission pour le So_2 et le HCl seulement, mesures;

— Miskolci Városi Közlekedési Rt., Miskolc (incinérateur de type Energospar-2 et incinérateur de type Pirotherm CV-1): valeurs limites d'émission pour le HM seulement, mesures;

— MOL Rt. Tiszai Finomító, Tiszaújváros: mesures seulement;

— ICN Hungary Rt., Tiszavasvári: mesures seulement;

— ICN Hungary Rt., Tiszavasvári: mesures seulement;

— Mendoterm Kft., Budapest: mesures seulement;

— Gyógyszerkutató Intézet, Budapest: mesures seulement;

— Gyógyszerkutató Intézet, Budakeszi: mesures seulement.

2. 32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et aux annexes III à VII, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour les dioxydes de soufre, les oxydes d'azote et les poussières ne sont pas applicables en Hongrie jusqu'au 31 décembre 2004 aux installations suivantes:

— Budapesti Erőmű Rt., Újpest, chaudière nº 4;

— Budapesti Erőmű Rt., Kőbánya, chaudières nº 1, 2, 3 et 4;

— Dorog-Esztergom Erőmű Kft., Dorog, chaudières nº 5 et 6;

— EMA-POWER Kft., Dunaújváros, chaudières nº 7 et 8;

— Nyíregyházi Erőmű Kft., Nyíregyháza, chaudière nº 15;

— PANNONPOWER Rt., Pécs, chaudières nº 5 et 7;

— Mátra Cukor Rt., Hatvan, 3 chaudières;

— Zoltek Rt., Nyergesújfalu, 1 chaudière.

(1) JO L 365 du 31.12.1994, p. 34.
(2) JO L 309 du 27.11.2001, p. 1.

9. **UNION DOUANIÈRE**

31987 R 2658: Règlement (CEE) nº 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0969: Règlement (CE) nº 969/2002 de la Commission du 6.6.2002 (JO L 149 du 7.6.2002, p. 20).

a) Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2658/87, la Hongrie peut, jusqu'à la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion ou jusqu'au 31 décembre 2007, la date retenue étant la date la plus proche, ouvrir un contingent tarifaire annuel pour l'aluminium non allié (code NC 7601 10 00), conformément au calendrier suivant:

— un contingent maximum de 110 000 tonnes, à un taux de 2 % ad valorem, ou un tiers du droit applicable dans l'Union, le chiffre retenu étant le plus élevé, au cours de la première année;

— un contingent maximum de 70 000 tonnes, à un taux de 4 % ad valorem, ou deux tiers du droit applicable dans l'Union, le chiffre retenu étant le plus élevé, au cours de la deuxième année;

— un contingent maximum de 20 000 tonnes, à un taux de 4 % *ad valorem*, ou deux tiers du droit applicable dans l'Union, le chiffre retenu étant le plus élevé, au cours de la troisième année;

à condition que les marchandises en question:

— soient mises en libre pratique sur le territoire de la Hongrie et qu'elles y soient consommées ou y subissent une transformation qui leur confère l'origine communautaire, et

— restent sous surveillance douanière conformément aux dispositions communautaires pertinentes sur l'utilisation finale qui sont prévues aux articles 21 et 82 du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (1).

b) Les dispositions prévues ci-dessus s'appliquent seulement si une licence délivrée par les autorités hongroises compétentes, attestant que les marchandises en question relèvent du champ d'application des dispositions prévues ci-dessus, est présentée à l'appui de la déclaration de mise en libre pratique.

c) La Commission et les autorités hongroises compétentes prennent toutes les mesures qui sont nécessaires pour faire en sorte que la consommation finale du produit en question ou la transformation par laquelle il acquiert l'origine communautaire ont lieu sur le territoire de la Hongrie.

(1) JO L 302 du 19.10.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2700/2000 du Parlement européen et du Conseil (JO L 311 du 12.12.2000, p. 17).

Appendice A

visé au Chapitre 5, Section B, point 1, de l'annexe X (*)

Liste des établissements, y compris les lacunes et les délais pour y remédier

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 444.

Appendice B

visé au Chapitre 5, Section B, point 2, de l'annexe X (*)

Liste des établissements, y compris leur production (œufs/an)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 449.

ANNEXE XI

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Malte

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Traité instituant la Communauté européenne, Titre I, La libre circulation des marchandises.

Aux fins de l'application de l'article 31 du traité CE, Malte adapte son marché aux activités d'importation, de stockage et de commercialisation en gros de produits pétroliers d'ici le 31 décembre 2005. À cet égard, Malte veille également à ce que les autorisations de commercialisation soient délivrées en temps utile pour que les titulaires de ces dernières entament leurs activités le 1er janvier 2006 au plus tard.

2. 32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur la liste (à l'appendice A à la présente annexe telle que fournie par Malte dans une langue) délivrées en vertu de la législation maltaise avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis ou jusqu'au 31 décembre 2006, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive, les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

2. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1).

1. L'article 39 du traité CE s'applique intégralement uniquement sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 4 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs à Malte.

2. Malte peut recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsque Malte subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, elle en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, Malte peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, Malte peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; elle transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

3. Afin d'être informée à l'avance de toute situation qui nécessiterait une action conformément au paragraphe 2 ci-dessus durant la période de sept années suivant la date de l'adhésion, Malte peut aussi maintenir son système de permis de travail pour les ressortissants d'autres États membres auxquels les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent, mais elle doit délivrer ces permis de travail automatiquement.

4. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu du paragraphe 2, Malte peut déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application du paragraphe 2.

3. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

1. Traité instituant la Communauté européenne, Titre VI, Chapitre 1- Les règles de concurrence.

Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, Malte peut maintenir jusqu'au 31 décembre 2008 les aides opérationnelles accordées au titre des régimes fiscaux prévus par les règlements 4 et 6 de la loi sur la promotion de l'entreprise, sous réserve que les conditions suivantes soient remplies:

— le montant annuel de l'aide reçue par chaque entreprise n'excède pas 7 200 MTL par employé, ou

— si le montant annuel est calculé en fonction des bénéfices pouvant ouvrir droit à une aide, il n'excède pas 25 000 MTL par employé lorsque le taux réduit d'imposition applicable est de 5 % (au titre des règlements 4 ou 6) ou 28 000 MTL par employé lorsque le taux réduit d'imposition applicable est de 10 ou 15 % (au titre des règlements 4 ou 6).

2. Traité instituant la Communauté européenne, Titre VI, Chapitre 1- Les règles de concurrence.

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, Malte peut appliquer des exonérations au titre de l'impôt sur les sociétés accordées jusqu'au 30 novembre 2000 en application de la loi relative au développement industriel et de la loi sur les ports francs de Malte, dans les conditions suivantes:

i) pour les petites et moyennes entreprises, répondant à la définition ([1]) de ce type d'entreprises et conformément à la pratique de la Commission, jusqu'au 31 décembre 2011 compris.

En cas de fusion, d'acquisition ou de tout autre événement similaire affectant le bénéficiaire d'une exonération fiscale accordée au titre des lois susmentionnées, l'exonération de l'impôt sur les sociétés est supprimée.

ii) pour d'autres entreprises, pour autant que les aides accordées au titre des lois susmentionnées respectent les plafonds suivants:

aa) aides d'État concernant les investissements à finalité régionale:

— l'aide ne peut dépasser 75 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide, si l'entreprise a obtenu l'exonération fiscale avant le 1er janvier 2000. Si l'entreprise a obtenu l'exonération fiscale au cours de l'année 2000, le montant total de l'aide ne peut dépasser 50 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds susmentionnés de 75 % et 50 % commence le 1er janvier 2001; toutes les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'autres régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis par référence aux lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale ([2]);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2006 dans le cadre d'un programme d'investissement adopté formellement par le bénéficiaire le 31 décembre 2002 au plus tard et notifié au ministère des services économiques de la République de Malte le 31 mars 2003 au plus tard.

bb) aides d'État pour la formation, la recherche et le développement, et les investissements en matière d'environnement:

— l'aide ne peut dépasser les plafonds d'intensité de l'aide applicables à ce type d'objectifs;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds applicables commence le 1er janvier 2001: toutes les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'aures régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis par référence aux règles communautaires applicables aux objectifs concernés;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2006 dans le cadre d'un programme d'investissement adopté formellement par le bénéficiaire le 31 décembre 2002 au plus tard et notifié au ministère des services économiques de la République de Malte le 31 mars 2003 au plus tard.

b) Toute aide accordée au titre des deux régimes susmentionnés qui n'est pas mise en conformité avec les conditions énoncées au point a) ci-dessus d'ici à la date d'adhésion sera considérée comme une aide nouvelle en vertu du mécanisme d'aide existant établi au chapitre 3 relatif à la politique de la concurrence de l'annexe IV du présent Acte.

c) Malte fournit à la Commission:

— deux mois après la date d'adhésion, des informations sur le respect des conditions énoncées au point a) ci-dessus;

— fin septembre 2007 au plus tard, des informations sur les coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide aux termes des lois susmentionnées et qui ont été effectivement encourus par les bénéficiaires, ainsi que sur le montant total de l'aide qu'ils ont reçue.

3. Traité instituant la Communauté européenne, Titre VI, Chapitre 1- Les règles de concurrence

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE et sous réserve des conditions fixées ci-dessous, Malte peut accorder les aides à la restructuration ci-après pour un montant global maximum de 419 491 000 MTL à «Malta Drydocks» et à «Malta Shipbuilding Company Limited», ou à leurs successeurs légaux éventuels, (ci-après dénommés les «chantiers navals»), pendant la période de restructuration allant de 2002 jusqu'à la fin de 2008, selon la répartition suivante:

— annulation de dettes à concurrence de 300 000 000 MTL;

— aides à l'investissement à concurrence de 9 983 000 MTL conformément au programme d'investissement en capital qui figure dans le plan de restructuration;

— bourses de formation à concurrence de 4 530 000 MTL;

— compensation des coûts sociaux liés à la restructuration à concurrence de 32 024 000 MTL;

— aides au titre des coûts financiers à concurrence de 17 312 000 MTL;

— autres aides liées aux coûts financiers des bourses de formation et des aides à l'investissement en capital à concurrence de 3 838 000 MTL;

— financement des fonds de roulement à concurrence de 51 804 000 MTL. Cet élément d'aide au fonctionnement du plan diminuera avec le temps, de sorte que pas plus de 25 % du montant réellement décaissé ne peuvent être décaissés pendant les quatre dernières années du plan de restructuration.

L'aide prévue pour chaque poste ne peut excéder le coût qu'elle est censée couvrir et doit être limitée au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs du plan de restructuration.

b) Malte procède à la restructuration des chantiers navals en suivant un plan de restructuration visant à atteindre la pleine viabilité au plus tard à la fin de la période de restructuration et respectant les conditions suivantes:

i) l'aide n'est accordée qu'une fois. Aucune nouvelle aide n'est accordée à la société propriétaire des chantiers navals après le 31 décembre 2008;

ii) la main-d'œuvre productive (soit 1 410 personnes après la restructuration) prévue pour la construction, la réparation ou la transformation de navires au sein des chantiers navals peut fournir 2,4 millions d'heures-personnes par an;

iii) le nombre d'heures-personnes vendues pour la réparation ou la transformation de navires ne peut dépasser 2 035 000 unités pendant chacune des dix années suivant le début de la période de restructuration;

iv) la construction navale, telle qu'elle est définie dans le règlement (CE) nº 1540/98 concernant les aides à la construction navale ([3]), est limitée à une production annuelle maximale de 10 000 tonnes de jauge brute compensée. Les chantiers navals peuvent déduire de leur production déclarée les activités ci-après, s'ils peuvent démontrer qu'elles ont été externalisées: montage d'échafaudages, transports internes, services provisoires, services de gardiennage, construction d'appareillages et de modèles, services de nettoyage de navires, isolation et revêtement, dispositifs d'assèchement et de ballastage, dispositifs d'extinction d'incendie et d'aspersion, câblages (non inclus dans un équipement électronique), équipements électroniques (en raison de la proportion généralement élevée de coûts matériels que cela comporte, il convient de ne tenir compte que de 40 % des coûts justifiés pour ces activités), gréements, serrurerie, traitements mécaniques, assainissement (à l'exclusion des blocs sanitaires) et chauffage.

Le pourcentage correspondant aux activités externalisées susmentionnées peut être déduit du tonnage brut compensé total du contrat de construction navale en question.

v) le bassin nº 1 de Malta Drydocks est fermé à la construction, à la transformation et à la réparation navales pendant au moins dix ans à compter du début de la période de restructuration. Si le bassin fermé est réutilisé pour d'autres activités, celles-ci doivent être indépendantes par rapport aux sociétés qui sont actuellement propriétaires des chantiers navals et ne doivent pas être liées à la construction, à la réparation ou à la transformation de navires;

vi) en ce qui concerne la réduction de main-d'œuvre requise dans les chantiers, Malte veille au maintien de l'effectif principal nécessaire possédant les niveaux de qualification essentiels;

vii) les programmes de formation associés au plan de restructuration doivent être compatibles avec les règles communautaires généralement applicables;

viii) toute aide accordée en violation des conditions énoncées ci-dessus est remboursée.

c) Si l'objectif de viabilité des chantiers navals ne peut être atteint en raison de circonstances exceptionnelles imprévues au moment de l'élaboration du plan de restructuration, la Commission peut revoir les conditions énoncées au point b) ci-dessus conformément à la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 1, du traité CE. Avant d'entamer cette procédure, la Commission tient pleinement compte des opinions des États membres en ce qui concerne l'existence de circonstances exceptionnelles. Ces opinions sont exprimées sur la base d'une recommandation de la Commission et sur la base d'informations pertinentes et disponibles et des circonstances.

Le montant d'aide global indiqué au point a) ci-dessus ne peut en aucun cas être dépassé.

d) Malte coopère avec les dispositifs de contrôle mis en place par la Commission, y compris les inspections sur place par des experts indépendants, pendant la période de restructuration.

Malte fournit à la Commission des rapports annuels sur l'application du plan. Ces rapports contiennent toutes les informations utiles pour permettre à la Commission d'apprécier la situation en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de restructuration, y compris les prix pratiqués par les chantiers navals pour les nouveaux contrats de réparation et de construction navale qu'ils auront obtenus. Le rapport annuel sur la production de chaque chantier naval doit indiquer le tonnage brut compensé correspondant aux activités externalisées éligibles en précisant la durée effective pendant laquelle ces travaux ont été effectués par des tiers et en tenir compte dans le calcul du tonnage brut compensé afférent au contrat de construction navale. Dans le cas de navires dont la construction s'étale sur deux années, le chiffre du tonnage brut compensé doit être gelé à la fin de l'année afin d'éviter des corrections rétroactives. Chaque chantier naval doit aussi être en mesure de produire, à des fins de vérification, tous les contrats afférents à l'externalisation des travaux figurant dans la liste du point b), iv).

Malte remet ces rapports dans les deux mois suivant la fin de chaque année, à partir de mars 2003. Le dernier rapport est remis à la fin de mars 2009, sauf si la Commission et Malte en conviennent autrement.

([1]) Recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).
([2]) JO C 74 du 10.3.1998, p. 9.
([3]) JO L 202 du 18.7.1998, p. 1.

4. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31975 R 2759: Règlement (CEE) nº 2759/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc (JO L 282 du 1.11.1975, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32000 R 1365: Règlement (CE) nº 1365/2000 du Conseil du 19.6.2000 (JO L 156 du 29.6.2000, p. 5).

31975 R 2771: Règlement (CEE) nº 2771/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs (JO L 282 du 1.11.1975, p. 49), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0493 Règlement (CE) nº 493/2002 de la Commission du 19.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 7);

31975 R 2777: Règlement (CEE) nº 2777/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de volaille (JO L 282 du 1.11.1975, p. 77), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0493 Règlement (CE) nº 493/2002 de la Commission du 19.3.2002 (JO L 77 du 20.3.2002, p. 7);

31992 R 1766: Règlement (CEE) nº 1766/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (JO L 181 du 1.7.1992, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32000 R 1666: Règlement (CE) nº 1666/2000 du Conseil du 17.7.2000 (JO L 193 du 29.7.2000, p. 1);

31995 R 3072: Règlement (CE) nº 3072/95 du Conseil du 22 décembre 1995 portant organisation commune du marché du riz (JO L 329 du 30.12.1995, p. 18), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0411 Règlement (CE) nº 411/2002 de la Commission du 4.3.2002 (JO L 62 du 5.3.2002, p. 27);

31996 R 2200: Règlement (CE) nº 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 1881: Règlement (CE) nº 1881/2002 du Conseil du 14.10.2002 (JO L 285 du 23.10.2002, p. 13);

31996 R 2201: Règlement (CE) nº 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 29), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0453: Règlement (CE) nº 453/2002 de la Commission du 13.3.2002 (JO L 72 du 14.3.2002, p. 9);

31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29);

31999 R 1255: Règlement (CE) nº 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 160 du 26.6.1999, p. 48), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0509: Règlement (CE) nº 509/2002 de la Commission du 21.3.2002 (JO L 79 du 22.3.2002, p. 15);

31999 R 1493: Règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole (JO L 179 du 14.7.1999, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2585: Règlement (CE) nº 2585/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 10);

32001 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 178 du 30.6.2001, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0680: Règlement (CE) nº 680/2002 de la Commission du 19.4.2002 (JO L 104 du 20.4.2002, p. 26);

Programme spécial de politique de marché pour l'agriculture maltaise

a) *Aides d'État temporaires spéciales destinées à aider les producteurs agricoles*

Par dérogation à l'article 21 du règlement (CEE) nº 2759/75, à l'article 19 du règlement (CEE) nº 2771/75, à l'article 19 du règlement (CEE) nº 2777/75, à l'article 43 du règlement (CE) nº 2200/96, à l'article 23 du règlement (CE) nº 2201/96, à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 1255/1999 et à l'article 71 du règlement (CE) nº 1493/1999, Malte peut accorder des aides d'État temporaires spéciales aux producteurs de tomates destinées à la transformation, de fruits et légumes frais, de vin, de viande de porc, de lait, de viande de volaille et d'œufs. Cette assistance est adaptée dans chaque secteur concerné, compte tenu de l'assistance existant dans le cadre des règles de la politique agricole commune actuelle.

Ces aides peuvent être accordées pendant une période de sept ans à compter de la date d'adhésion pour les produits d'origine animale et pendant une période de onze ans à compter de la date d'adhésion pour les cultures, selon le calendrier et les pourcentages dégressifs suivants:

— pour les produits d'origine animale: première année 100 %, deuxième année 95 %, troisième année 90 %, quatrième année 72 %, cinquième année 54 %, sixième année 36 % et septième année 18 %;

— pour les cultures: première et deuxième années 100 %, troisième et quatrième années 95 %, cinquième et sixième années 90 %, septième année 75 %, huitième année 60 %, neuvième année 45 %, dixième année 30 % et onzième année 15 %.

Ces aides sont limitées, dans chaque secteur, aux montants ci-après.

Programme destiné aux cultures

(en millions d'euros)

Année	Tomates destinées à la transformation, y compris aides supplémentaires	Secteur vitivinicole, y compris aides supplémentaires	Secteur des fruits frais	Secteur des légumes frais	Cultures: total
2004	1,37	2,76	2,43	0,96	7,52
2005	1,48	2,62	2,43	0,96	7,49
2006	2,68	1,23	2,31	0,91	7,13
2007	2,68	1,10	2,31	0,91	7,00
2008	2,63	1,04	2,18	0,86	6,71
2009	2,63	0,94	2,18	0,86	6,61
2010	2,15	0,83	1,82	0,72	5,52
2011	1,46	0,83	1,46	0,57	4,32
2012	0,85	0,76	1,10	0,43	3,14
2013	0,42	0,51	0,73	0,29	1,95
2014	0,18	0,36	0,37	0,15	1,06
Total	18,53	12,98	19,32	7,62	58,45

Programme destiné aux produits d'origine animale

(en millions d'euros)

Année	Programme spécial de politique de marché pour l'agriculture maltaise appliqué au secteur laitier, y compris aides à la restructuration	Secteur de la viande de porc, y compris aides à la restructuration	Secteur des œufs, y compris aides à la restructuration	Secteur de la viande de volaille, y compris aides à la restructuration	Produits d'origine animale, y compris aides à la restructuration: total
2004	2,50	5,40	2,30	1,80	12,0
2005	2,45	5,17	2,18	1,70	11,5
2006	2,40	4,94	2,03	1,63	11,0
2007	1,97	4,15	1,70	1,38	9,20
2008	1,63	3,28	1,34	1,15	7,40
2009	1,28	2,46	0,99	0,87	5,60
2010	0,94	1,65	0,59	0,62	3,80
Total	13,17	27,05	11,13	9,15	60,5

Les aides d'État ne peuvent être octroyées, dans chaque secteur, que dans le respect des plafonds quantitatifs suivants:

Cultures (quantités annuelles):

Tomates destinées à la transformation: 27 000 tonnes

Fruits frais: 19 400 tonnes

Légumes frais: 38 200 tonnes

Vin: 1 000 ha

Produits d'origine animale (quantités annuelles):

Produits laitiers: 45 000 tonnes

Viande de porc: 125 200 Tiere

Volaille: 7 000 tonnes

Œufs: 5 000 tonnes

b) *Aides d'États temporaires spéciales destinées à aider les transformateurs et les détaillants reconnus de produits agricoles importés*

Par dérogation à l'article 21 du règlement (CEE) nº 2759/75, à l'article 19 du règlement (CEE) nº 1766/92, à l'article 19 du règlement (CE) nº 3072/95, à l'article 23 du règlement (CE) nº 2201/96, à l'article 40 du règlement (CE) nº 1254/1999, à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 1255/1999 et à l'article 45 du règlement (CE) nº 1260/2001, Malte peut accorder des aides d'États temporaires spéciales destinées à soutenir l'achat de produits agricoles importés qui bénéficiaient, avant l'adhésion, de restitutions à l'exportation ou étaient importés de pays tiers en exemption de droits, à la condition que Malte prévoie un mécanisme garantissant que ce soutien soit effectivement répercuté sur les consommateurs. Cette aide est calculée sur la base de la différence entre les prix de l'UE (transport inclus) et les prix sur le marché mondial, sans dépasser cette différence, et tient compte du niveau des restitutions à l'exportation.

Ces aides d'État sont appliquées dégressivement pendant au maximum sept ans à compter de la date d'adhésion selon le calendrier suivant: première année 100 %, deuxième année 95 %, troisième année 90 %, de la quatrième à la septième année 18 % de réduction par an.

Ces aides sont limitées, dans chaque secteur, aux montants ci-après:

Mesures d'approvisionnement,

(en millions d'euros)

Produits	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Céréales	3,0	2,9	2,7	2,2	1,6	1,1	0,5	14,0
Sucre	11,0	10,5	9,9	7,9	5,9	4,0	2,0	51,2
Produits à base de viande	0,8	0,8	0,8	0,6	0,5	0,3	0,2	3,9
Produits laitiers	1,0	1,0	0,9	0,7	0,5	0,4	0,2	4,7
Produits semi-transformés à base de tomates	0,8	0,8	0,7	0,6	0,4	0,3	0,1	3,7
Total								77,4

Les aides d'État ne peuvent être octroyées, dans chaque secteur, que dans le respect des plafonds quantitatifs suivants:

Produit	Quantité (tonnes par an)
Sucre	
Sucre	35 000
Céréales	
Blé tendre et grains de méteil	52 000
Orge, à l'exclusion des grains d'orge	61 000
Maïs, à l'exclusion des grains	62 000
Riz	3 000
Malt d'autres céréales, à l'exclusion de la farine de blé	2,500
Semoule (gruaux et semoule de blé dur)	3 500

Produit	Quantité (tonnes par an)
Produits laitiers	
Crème de lait, en poudre ou sous forme solide, d'une teneur en matières grasses < 1,5 %	521
Beurre naturel, teneur en graisse < 85 %, emballage immédiat	250
Autre beurre, teneur en graisse < 85 %, emballage immédiat	250
Fromage de Cheddar	1 200
Fromage d'Edam	1 000
Autres fromages transformés (Kefalo-tyri, etc.)	1 500
Produits à base de viande	
Quartiers postérieurs de viande de l'espèce bovine, avec os, congelés	4 200
Découpes de quartiers avant et de poitrines dites australiennes, de viande de l'espèce bovine, congelées	2 000
Autres produits à base de viande de l'espèce porcine domestique, transformés et préparés	500
Corned beef en récipients hermétiquement clos	1 200
Autres produits	
Tomates préparées, teneur en matière sèche > 30 %, en emballages > 3 kg	5 500
Tomates en conserve, entières ou en morceaux, en récipients > 3 kg	3 000

c) Pour chacun des produits agricoles relevant du programme spécial de politique de marché pour l'agriculture maltaise, la clause de sauvegarde économique générale prévue à l'article 37 du présent acte est applicable à Malte pendant une durée maximale de cinq ans à compter de la date d'adhésion.

d) Malte présente chaque année un rapport à la Commission sur la mise en œuvre des mesures relatives à ces aides d'État en indiquant la forme de ces aides et leur montant par secteur.

2. 31992 R 3950: Règlement (CEE) nº 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 405 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0582: Règlement (CE) nº 582/2002 de la Commission du 4.4.2002 (JO L 89 du 5.4.2002, p. 7).

Par dérogation à l'article 11 du règlement (CEE) nº 3950/92, la teneur représentative en matière grasse du lait livré est fixée pour Malte au terme d'une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion.

Jusqu'à ce qu'une teneur représentative en matière grasse ait été fixée, la comparaison des teneurs en matière grasse pour calculer le montant du prélèvement supplémentaire conformément aux articles 3 et 4 du règlement (CE) nº 1392/2001 portant modalités d'application du règlement (CEE) nº 3950/92 [1], n'est pas applicable à Malte.

3. 31996 R 2201: Règlement (CE) nº 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (JO L 297 du 21.11.1996, p. 29), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0453: Règlement (CE) nº 453/2002 de la Commission du 13.3.2002 (JO L 72 du 14.3.2002, p. 9).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 2201/96, au cours des campagnes de commercialisation de 2004/2005 à 2008/2009, les contrats entre les transformateurs et les producteurs individuels ouvrent droit au bénéfice du régime visé à l'article 2 de ce règlement. Sur la quantité totale de tomates pour laquelle des transformateurs ont conclu des contrats, la proportion faisant l'objet de contrats avec des producteurs individuels est au maximum de 75 % pendant la campagne de commercialisation 2004/2005, de 65 % pendant la campagne 2005/2006, de 55 % pendant la campagne 2006/2007, de 40 % pendant la campagne 2007/2008 et de 25 % pendant la campagne 2008/2009. Les coopératives maltaises existantes et les autres associations de producteurs qui n'ont pas été reconnues comme organisations de producteurs au sens de la législation communautaire sont considérées comme des «producteurs individuels».

4. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23.12.1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19.7.1999 (JO L 189 du 22.7.1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences concernant la teneur minimale en matière grasse du lait entier ne s'appliquent pas au lait de consommation produit à Malte pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion. Le lait de consommation qui ne répond pas aux exigences concernant la teneur en matière grasse ne peut être commercialisé qu'à Malte ou exporté vers un pays tiers.

5. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29).

Par dérogation à l'article 12, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) nº 1254/1999, l'application à Malte du facteur de densité est introduite progressivement de façon linéaire de manière à passer de 4,5 UGB par hectare la première année suivant l'adhésion à 1,8 UGB par hectare la cinquième année suivant l'adhésion. Au cours de cette période, aux fins de la détermination du facteur de densité sur l'exploitation, il n'est pas tenu compte des vaches laitières qui sont nécessaires à la production de la quantité totale de référence de lait attribuée au producteur.

Malte présente un rapport à la Commission sur la mise en œuvre de cette mesure pour le 31 décembre 2007.

6. 31999 R 1493: Règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole (JO L 179 du 14.7.1999, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2585: Règlement (CE) nº 2585/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 10).

Par dérogation à l'annexe V, point C.3, du règlement (CE) nº 1493/1999, Malte peut maintenir à 8 % vol. jusqu'au 31 décembre 2008 le titre alcoométrique naturel minimum du vin issu des cépages indigènes Ġellewża et Ghirgentina, la marge d'augmentation du titre alcoométrique naturel (enrichissement) ne devant pas dépasser 3 % vol.

Au cours de cette période, Malte veille à l'adaptation effective des techniques de viticulture afin de permettre la production, d'ici au 31 décembre 2008, de raisins de cuve indigènes de haute qualité.

7. 32001 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 178 du 30.6.2001, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0680: Règlement (CE) nº 680/2002 de la Commission du 19.4.2002 (JO L 104 du 20.4.2002, p. 26);

Par dérogation à l'article 45 du règlement (CE) nº 1260/2001 et aux articles correspondants des autres règlements portant organisation commune des marchés agricoles, Malte peut accorder des aides d'État au transport par ferry de produits agricoles provenant de Gozo sur une base dégressive linéaire (20 % de réduction par an), pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion.

Malte présente chaque année un rapport à la Commission sur la mise en œuvre des mesures relatives à ces aides d'État en indiquant la forme de ces aides et leur montant par secteur.

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

1. 31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.92, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10).

a) Jusqu'au 31 décembre 2009, l'établissement laitier figurant à l'appendice B à la présente annexe peut recevoir des livraisons de lait qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'annexe A, chapitre IV, de la directive 92/46/CEE ou qui proviennent d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'annexe A, chapitres I et II, de cette directive, à condition que ces exploitations figurent sur une liste tenue à cette fin par les autorités maltaises.

b) Tant que l'établissement visé au point a) ci-dessus bénéficie des dispositions de ce point, les produits provenant de cet établissement sont exclusivement placés sur le marché national, indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être identifiés par une marque de salubrité spécifique.

c) Malte veille à respecter progressivement l'annexe A de la directive 92/46/CEE dans les exploitations laitières et présente des rapports annuels à la Commission sur les progrès réalisés dans la mise à niveau et la restructuration des exploitations et en matière de contrôle de la mastite dans les troupeaux afin de satisfaire aux exigences en matière d'hygiène et de qualité prévues dans la directive 92/46/CEE.

d) Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 31 de la directive 92/46/CEE.

2. 31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Jusqu'au 31 décembre 2006, douze établissements à Malte énumérés à l'appendice C à la présente annexe peuvent maintenir en service des cages existantes qui ne répondent pas aux exigences minimales énoncées à l'article 5, paragraphe 1, points 4) et 5), de la directive 1999/74/CE pour des éléments de construction mineurs (hauteur et pente du sol uniquement), à condition que ces cages aient une hauteur d'au moins 36 centimètres sur au moins 65 % de la surface de la cage et pas moins de 33 centimètres en tout point et que la pente du sol des cages n'excède pas 16 %.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

32002 L 0053: Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (JO L 193 du 20.7.2002, p. 1);

32002 L 0055: Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes (JO L 193 du 20.7.2002, p. 33).

Malte peut reporter, pour une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion, l'application des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne la commercialisation sur son territoire des semences des variétés figurant dans ses catalogues nationaux respectifs des variétés des espèces de plantes agricoles et des variétés des espèces de plantes de légumes qui n'ont pas été acceptées officiellement conformément aux dispositions desdites directives. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

(1) JO L 187 du 10.7.2001, p. 19.

5. **PÊCHE**

31992 R 3760: Règlement (CEE) nº 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture (JO L 389 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31998 R 1181: Règlement (CE) nº 1181/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 164 du 9.6.1998, p. 1).

Le règlement (CEE) nº 3760/92 s'applique à Malte sous réserve des dispositions spécifiques ci-après:

La part de Malte dans les possibilités de pêche du thon rouge sera déterminée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission suivant la reconnaissance par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCA) lors de l'adhésion à l'Union que les limites de capture de Malte, en conformité avec la recommandation 94 11 de l'ICCAT, sont ajoutées aux possibilités de pêche actuelles de la Communauté.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

1. 31992 L 0006: Directive 92/6/CEE du Conseil du 10 février 1992 relative à l'installation et à l'utilisation, dans la Communauté, de limiteurs de vitesse sur certaines catégories de véhicules à moteur (JO L 57 du 2.3.1992, p. 27).

Par dérogation à l'article 2 et à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 92/6/CEE, les véhicules à moteur effectuant exclusivement des transports nationaux à Malte ne sont pas tenus, jusqu'au 31 décembre 2005, d'être équipés de limiteurs de vitesse.

2. 31996 L 0096: Directive 96/96/CE du Conseil du 20 décembre 1996 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au contrôle technique des véhicules à moteur et de leurs remorques (JO L 46 du 17.2.1997, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0011: Directive 2001/11/CE de la Commission du 14.2.2001 (JO L 48 du 17.2.2001, p. 20).

Par dérogation à l'article 1er de la directive 96/96/CE, les points ci-après ne sont pas contrôlés, jusqu'au 31 décembre 2004, en ce qui concerne les catégories indiquées ci-dessous, énumérées aux annexes I et II de la directive, de véhicules à moteur effectuant exclusivement des transports nationaux à Malte:

— point 5.3 pour les catégories de véhicules 1 à 6;

— points 6.1.6, 6.2, 7.1, 7.8, 7.9 et 7.10 pour les catégories de véhicules 1 à 3; et

— points 6.2 et 7.5 pour les catégories de véhicules 4 à 6.

3. 31999 L 0062: Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (JO L 187 du 20.7.1999, p. 42).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 1999/62/CE, les taux minimaux à appliquer aux taxes qui sont fixés à l'annexe I de la directive ne sont pas applicables à Malte jusqu'au 31 décembre 2004 aux véhicules effectuant des transports internationaux. Au cours de cette période, les taux applicables par Malte à ces véhicules ne sont pas inférieurs à 80 % des taux minimaux fixés à l'annexe I de la directive.

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 1999/62/CE, les taux minimaux à appliquer aux taxes qui sont fixés à l'annexe I de la directive ne sont pas applicables à Malte jusqu'au 31 décembre 2005 aux véhicules effectuant exclusivement des transports nationaux. Au cours de cette période, les taux applicables par Malte à ces véhicules ne sont pas inférieurs à 65 % des taux minimaux fixés à l'annexe I de la directive.

7. **FISCALITÉ**

31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

1. Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, Malte peut maintenir une exonération avec remboursement de la taxe payée au stade antérieur en ce qui concerne les livraisons de denrées destinées à l'alimentation humaine et de produits pharmaceutiques jusqu'au 1er janvier 2010.

2. Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, Malte peut maintenir les exonérations suivantes:

a) exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour le transport intérieur de personnes, le transport international de personnes et le transport maritime interinsulaire de personnes visés à l'annexe F, point 17, de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue par l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie, ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche;

b) exonération sans crédit de la TVA en amont sur la fourniture d'eau par un organisme de droit public visée à l'annexe F, point 12, de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue par l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie, ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche;

c) exonération sans crédit de la TVA en amont sur la livraison de bâtiments et de terrains à bâtir visée à l'annexe F, point 16, de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue par l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie, ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la date la plus proche.

8. **POLITIQUE SOCIALE ET EMPLOI**

1. 31989 L 0655: Directive 89/655/CEE du Conseil du 30 novembre 1989 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 393 du 30.12.1989, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0045: Directive 2001/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.6.2001 (JO L 195 du 19.7.2001, p. 46).

À Malte, la directive 89/655/CEE ne s'applique pas jusqu'au 1er janvier 2006 pour ce qui est des équipements de travail déjà utilisés à la date d'adhésion.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période susmentionnée, Malte continuera de fournir périodiquement à la Commission des informations mises à jour sur le calendrier et les mesures qu'elle aura adoptés pour se mettre en conformité avec cette directive.

2. 31993 L 0104: Directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (JO L 307 du 13.12.1993, p. 18), modifiée par:

— 32000 L 0034: Directive 2000/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.6.2000 (JO L 195 du 1.8.2000, p. 41).

À Malte, l'article 6, point 2, de la directive 93/104/CE n'est pas applicable jusqu'au 31 juillet 2004 dans les sous-secteurs manufacturiers de l'alimentation et des boissons, des textiles, des articles d'habillement et des chaussures, des équipements de transport, des machines, appareils et matériels électriques, et du mobilier; et jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne les conventions collectives existant à la date du 12 décembre 2001 dans les sous-secteurs manufacturiers précités, lorsque ces conventions contiennent, au regard de l'article 6, point 2, des dispositions dont la validité s'étend au-delà de juillet 2004.

9. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'applique pas à Malte avant le 31 décembre 2006. Malte veille à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 40 jours pour la catégorie de produits ««essences auto et carburants pour avion«» et 45 jours pour les autres catégories de produits d'ici à la date d'adhésion;

— 55 jours pour la catégorie de produits «essences auto et carburants pour avion» et 60 jours pour les autres catégories de produits d'ici au 31 décembre 2004;

— 90 jours pour toutes les catégories de produits d'ici au 31 décembre 2006.

10. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

1. Par dérogation à l'article 4 et à l'annexe II de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les équipements de chargement et de déchargement dans les terminaux ne s'appliquent pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne quatre portiques du terminal d'Enemalta dont le débit est supérieur à 25 000 tonnes par an.

2. Par dérogation à l'article 5 de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne s'appliquent pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne 25 véhicules-citernes.

3. Par dérogation à l'article 6 et à l'annexe III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le remplissage des installations de stockage existant dans les stations-service ne s'appliquent pas à Malte:

— jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne 61 stations-service dont le débit est supérieur à 1 000 m^3 par an;

— jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne 13 stations-service dont le débit est supérieur à 500 m^3 par an;

— jusqu'au 31 décembre 2004 en ce qui concerne 8 stations-service dont le débit est égal ou inférieur à 500 m^3 par an.

B. GESTION DES DÉCHETS

1. 31993 R 0259: Règlement (CEE) nº 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (JO L 30 du 6.2.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2557: Règlement (CE) nº 2557/2001 de la Commission du 28.12.2001 (JO L 349 du 31.12.2001, p. 1).

a) Jusqu'au 31 décembre 2005, tous les transferts vers Malte de déchets destinés à la valorisation et énumérés aux annexes II, III et IV du règlement (CEE) nº 259/93 ainsi que les transferts de déchets destinés à être valorisés et non énumérés dans ces annexes sont notifiés aux autorités compétentes et traités conformément aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du règlement.

b) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, les autorités compétentes soulèvent des objections à l'égard des transferts de déchets destinés à être valorisés et énumérés aux annexes II, III et IV du règlement et à l'égard des transferts de déchets destinés à être valorisés et non énumérés à ces annexes et dont la destination est une installation bénéficiant d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion [1], au cours de la période pendant laquelle cette dérogation temporaire est appliquée à l'installation de destination.

2. 31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

a) Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, point a), de la directive 94/62/CE, Malte atteint les objectifs globaux de valorisation pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2009, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 5 % en poids d'ici à la date d'adhésion, 5 % pour 2004, 5 % pour 2005, 7 % pour 2006, 10 % pour 2007 et 13 % pour 2008;

— objectif global de recyclage: 18 % en poids d'ici à la date d'adhésion, 21 % pour 2004 et 25 % pour 2005;

— objectif global de valorisation: 20 % en poids d'ici à la date d'adhésion, 27 % pour 2004, 28 % pour 2005, 34 % pour 2006, 41 % pour 2007 et 47 % pour 2008.

b) Par dérogation à l'article 18 de la directive 94/62/CE, la prescription interdisant de faire obstacle à la mise sur le marché, sur le territoire de Malte, d'emballages satisfaisant aux dispositions de la directive ne s'applique pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2007 en ce qui concerne les boissons gazeuses dont la teneur en alcool est inférieure à 2 %, qui, selon la législation nationale maltaise, sont vendues dans des bouteilles en verre rerremplissables ou débitées de tonneaux en métal.

C. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31983 L 0513: Directive 83/513/CEE du Conseil du 26 septembre 1983 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de cadmium (JO L 291 du 24.10.1983, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48).

Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 83/513/CEE, les valeurs limites pour les rejets de cadmium dans les eaux visées à l'article 1er de la directive 76/464/CEE du Conseil concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté [2] ne s'appliquent pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2004 pour la décharge de Ras il-Ħobż, jusqu'au 31 décembre 2006 pour la décharge d'Iċ-Ċumnija et jusqu'au 31 mars 2007 pour la décharge de Wied Għammieq.

2. 31986 L 0280: Directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE (JO L 181 du 4.7.1986, p. 16), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48).

Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe II de la directive 86/280/CEE, la valeur limite pour les rejets de chloroforme dans les eaux visées à l'article 1er de la directive 76/464/CEE du Conseil concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté [2] ne s'applique pas à Malte jusqu'au 30 septembre 2004 pour les centrales électriques de Marsa et Delimara, jusqu'au 31 décembre 2004 pour la décharge de Ras il-Ħobż, jusqu'au 31 décembre 2006 pour la décharge d' Iċ-Ċumnija et jusqu'au 31 mars 2007 pour la décharge de Wied Għammieq. En outre, les valeurs limites pour les rejets de trichloroéthylène et de perchloroéthylène ne s'appliquent pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2004 pour la décharge de Ras il-Ħobż, jusqu'au 31 décembre 2006 pour la décharge d'Iċ-Ċumnija et jusqu'au 31 mars 2007 pour la décharge de Wied Għhammieq.

3. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

a) Par dérogation à l'article 3 de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte des eaux urbaines résiduaires ne s'appliquent pas intégralement à Malte jusqu'au 31 octobre 2006, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— d'ici à l'adhésion, la mise en conformité avec la directive est achevée pour la région de Marsa et Gozo-Main, ce qui correspond à 24 % de la charge biodégradable totale;

— d'ici au 30 juin 2004, la mise en conformité avec la directive est achevée pour Malte Sud, ce qui correspond à 67 % supplémentaires de la charge biodégradable totale;

— d'ici au 31 décembre 2005, la mise en conformité avec la directive est achevée pour Gharb et Nadur à Gozo, ce qui correspond à 1 % supplémentaire de la charge biodégradable totale.

b) Par dérogation à l'article 4 de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour le traitement des eaux urbaines résiduaires ne s'appliquent pas intégralement à Malte jusqu'au 31 mars 2007, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— d'ici à l'adhésion, la mise en conformité avec la directive est achevée pour la région de Marsa, ce qui correspond à 19 % de la charge biodégradable totale;

— d'ici au 31 octobre 2004, la mise en conformité avec la directive est achevée pour Gozo-Main, ce qui correspond à 5 % supplémentaires de la charge biodégradable totale;

— d'ici au 31 décembre 2005, la mise en conformité avec la directive est achevée pour Gharb et Nadur à Gozo, ce qui correspond à 1 % supplémentaire de la charge biodégradable totale;

— d'ici au 31 octobre 2006, la mise en conformité avec la directive est achevée pour Malte Nord, ce qui correspond à 8 % supplémentaires de la charge biodégradable totale.

4. 31998 L 0083: Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 8, ainsi qu'à l'annexe I, partie B, de la directive 98/83/CE, les valeurs fixées pour les paramètres relatifs aux fluorures et aux nitrates ne s'appliquent pas à Malte jusqu'au 31 décembre 2005.

D. PROTECTION DE LA NATURE

31979 L 0409: Directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (JO L 103 du 25.4.1979, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0049: Directive 97/49/CE de la Commission du 29.7.1997 (JO L 223 du 13.8.1997, p. 9).

Par dérogation à l'article 5, points a) et e), à l'article 8, paragraphe 1, et à l'annexe IV, point a), de la directive 79/409/CEE, *Carduelis cannabina, Carduelis serinus, Carduelis chloris, Carduelis carduelis, Carduelis spinus, Fringilla coelebs* et *Coccothraustes coccothraustes* peuvent être capturés intentionnellement jusqu'au 31 décembre 2008 à l'aide de filets traditionnels connus dans les îles maltaises sous le nom de «clap-nets» (variante de la chasse à la pantière), en vue exclusivement de leur maintien en captivité, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— d'ici à la date d'adhésion au plus tard, le Comité ornithologique maltais sera mis en place, tous les sites de piégeage auront été enregistrés, une étude pilote relative à un projet d'élevage en captivité et une étude sur la mortalité des fringillidés en captivité auront été présentées, le nombre et les types d'espèces détenues et élevées en volière auront été évalués et un programme d'information sur la mise en œuvre d'un système d'élevage en captivité aura été présenté à la Commission;

— d'ici au 30 juin 2005, un programme d'élevage en captivité aura été mis en place;

— d'ici au 31 décembre 2006, la réussite du système d'élevage en captivité et le taux de mortalité des oiseaux dans le cadre de ce système auront été évalués;

— d'ici à juin 2007, le nombre d'oiseaux sauvages capturés nécessaires pour maintenir la diversité génétique aura été évalué;

— d'ici à décembre 2007, le Comité ornithologique maltais aura fixé le nombre de spécimens sauvages par espèce qui, aux termes de la directive, peuvent faire l'objet d'une capture pour garantir une diversité génétique suffisante des espèces captives.

Les mesures prises durant la période transitoire sont pleinement conformes aux principes régissant la période de chasse des oiseaux migrateurs tels que prévus par la directive 79/409/CEE. Il est prévu que le nombre d'oiseaux capturés sera notoirement réduit durant la période transitoire. Malte rendra compte chaque année à la Commission de l'application de cette mesure transitoire et des progrès réalisés.

E. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et à l'annexe VII, partie A, de la directive 2001/80/CE, la valeur limite d'émission pour les poussières ne s'applique pas jusqu'au 31 décembre 2005 pour la phase I de la centrale électrique de Delimara.

([1]) JO L 309 du 27.11.2001, p. 1.

([2]) JO L 129 du 18.5.1976, p. 23. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/60/CE (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

11. **UNION DOUANIÈRE**

31987 R 2658: Règlement (CEE) nº 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0969: Règlement (CE) nº 969/2002 de la Commission du 6.6.2002 (JO L 149 du 7.6.2002, p. 20).

a) Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2658/87, Malte peut, jusqu'à la fin de la cinquième année suivant la date d'adhésion ou jusqu'au 31 décembre 2008, la date retenue étant la date la plus proche, ouvrir des contingents tarifaires annuels pour les tissus de laine peignée ou de poils fins peignés (code NC 5112 11 10), les tissus dits «denim» (code NC 5209 42 00), les tissus de fils de filaments artificiels (code NC 5408 22 10) et les autres accessoires confectionnés du vêtement (code NC 6217 10 00), conformément au calendrier suivant:

— taux zéro pendant la première et la deuxième année;

— un tiers du droit *ad valorem* applicable dans l'UE pendant la troisième et la quatrième année;

— deux tiers du droit *ad valorem* applicable dans l'UE pendant la cinquième année;

pour les volumes suivants:

— pour le code NC 5112 11 10 un maximum de 20 000 mètres carrés par an;

— pour le code NC 5209 42 00 un maximum de 1 200 000 mètres carrés par an;

— pour le code NC 5408 22 10 un maximum de 110 000 mètres carrés par an;

— pour le code NC 6217 10 00: un maximum de 5 000 kilos par an,

à condition que les marchandises en question:

— soient utilisées sur le territoire de Malte pour la production de vêtements d'extérieur pour hommes ou garçonnets (autres que de bonneterie), et

— restent sous surveillance douanière conformément aux dispositions communautaires pertinentes sur l'utilisation finale qui sont prévues aux articles 21 et 82 du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire ([1]).

b) Les dispositions prévues ci-dessus s'appliquent seulement si une licence délivrée par les autorités maltaises compétentes, attestant que les marchandises en question relèvent du champ d'application des dispositions prévues ci-dessus, est présentée à l'appui de la déclaration de mise en libre pratique.

c) La Commission et les autorités maltaises compétentes prennent les mesures nécessaires pour garantir que les marchandises en question sont utilisées sur le territoire de Malte pour la production de vêtements d'extérieur pour hommes ou garçonnets (autres que de bonneterie).

([1]) JO L 302 du 19.10.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2700/2000 du Parlement européen et du Conseil (JO L 311 du 12.12.2000, p. 17).

Appendice A

visé au Chapitre 1, point 2, de l'annexe XI (*)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 450.

Appendix B

referred to in Chapter 4, Section B, Subsection I, point 1 of Annex XI (*)

List of establishments

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 762.

Appendix C

referred to in Chapter 4, Section B, Subsection I, point 2 of Annex XI (*)

List of establishments with non-enriched cage system subject to transitional arrangements (Directive 1999/74/EC, Article 5(1)(4) and Article 5(1)(5))

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 762.

ANNEXE XII

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Pologne

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. 31990 L 0385: Directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (JO L 189 du 20.7.1990, p. 17), modifiée en dernier lieu par:

— 31993 L 0068: Directive 93/68/CEE du Conseil du 22.7.1993 (JO L 220 du 30.8.1993, p. 1).

Les certificats délivrés par l'Institut de médecine (Instytut Leków) pour les dispositifs médicaux définis comme «matériel médical» en vertu de la loi du 10 octobre 1991: Ustawa o środkach farmaceutycznych, materiałach medycznych, aptekach, hurtowniach i Inspekcji Farmaceutycznej (Dz. U. 1991 Nr 105, poz. 452 ze zm.) et de son droit dérivé du 6 avril 1993: Zarządzenie Ministra Zdrowia w sprawie wykazu jednostek upoważnionych do przeprowadzenia badań laboratoryjnych i klinicznych oraz warunków przeprowadzenia tych badań (M. P. 1993 Nr 20, poz. 196) avant l'entrée en vigueur des lois du 27 juillet 2001: Ustawa o wyrobach medycznych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 1380 ze zm.) et Ustawa o urzędzie Rejestracji Produktów Leczniczych, Wyrobów Medycznych i Produktów Biobójczych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 1379 ze zm.) qui sont entrées en vigueur le 1er octobre 2002 restent valables jusqu'à leur date d'expiration ou jusqu'au 31 décembre 2005, si cette dernière échéance est la plus proche. Par dérogation à l'article 5 de la directive 90/385/CEE, les États membres ne sont pas tenus de reconnaître ces certificats.

Les États membres peuvent empêcher la mise sur leurs marchés de dispositifs médicaux polonais tant qu'ils ne sont pas en conformité avec la directive telle que modifiée.

2. 31993 L 0042: Directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux (JO L 169 du 12.7.1993, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0104: Directive 2001/104/CE du Parlement européen et du Conseil du 7.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 50).

Les certificats délivrés par l'institut de médecine (Instytut Leków) pour les dispositifs médicaux définis comme «matériel médical» en vertu de la loi du 10 octobre 1991: Ustawa r. o środkach farmaceutycznych, materiałach medycznych, aptekach, hurtowniach i Inspekcji Farmaceutycznej (Dz. U. 1991 Nr 105, poz. 452 ze zm.) et de son droit dérivé du 6 avril 1993: Zarządzenie Ministra Zdrowia w sprawie wykazu jednostek upoważnionych do przeprowadzenia badań laboratoryjnych i klinicznych oraz warunków przeprowadzenia tych badań (M. P. 1993 Nr 20, poz. 196) avant l'entrée en vigueur des lois du 27 juillet 2001: Ustawa r. o wyrobach medycznych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 130 ze zm.) et Ustawa r. o urzędzie Rejestracji Produktów Leczniczych, Wyrobów Medycznych i Produktów Biobójczych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 1379 ze zm.) qui sont entrées en vigueur le 1er octobre 2002 restent valables jusqu'à leur date d'expiration ou jusqu'au 31 décembre 2005, si cette dernière échéance est la plus proche. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 93/42/CEE, les États membres ne sont pas tenus de reconnaître ces certificats.

Les États membres peuvent empêcher la mise sur leurs marchés de dispositifs polonais tant qu'ils ne sont pas en conformité avec la directive telle que modifiée.

3. 31998 L 0079: Directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (JO L 331 du 7.12.1998, p. 1).

Les certificats délivrés par l'institut de médecine (Instytut Leków) pour les dispositifs médicaux définis comme «matériel médical» en vertu de la loi du 10 octobre 1991: Ustawa r. o środkach farmaceutycznych, materiałach medycznych, aptekach, hurtowniach i Inspekcji Farmaceutycznej (Dz. U. 1991 Nr 105, poz. 452 ze zm.) et de son droit dérivé du 6 avril 1993: Zarządzenie Ministra Zdrowia r. w sprawie wykazu jednostek upoważnionych do przeprowadzenia badań laboratoryjnych i klinicznych oraz warunków przeprowadzenia tych badań (M. P. 1993 Nr 20, poz. 196) avant l'entrée en vigueur des lois du 27 juillet 2001: Ustawa r. o wyrobach medycznych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 1380 ze zm.) et Ustawa r. o urzędzie Rejestracji Produktów Leczniczych, Wyrobów Medycznych i Produktów Biobójczych (Dz. U. 2001 Nr 126, poz. 1379 ze zm.) qui sont entrées en vigueur le 1er octobre 2002 restent valables jusqu'à leur date d'expiration ou jusqu'au 31 décembre 2005, si cette dernière échéance est la plus proche. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 98/79/CE, les États membres ne sont pas tenus de reconnaître ces certificats.

Les États membres peuvent empêcher la mise sur leurs marchés de dispositifs médicaux tant qu'ils ne sont pas en conformité avec la directive telle que modifiée.

4. 32001 L 0082: Directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires (JO L 311 du 28.11.2001, p. 1).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/82/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur la liste à l'appendice A à cette annexe (telle que fournie par la Pologne dans une langue) délivrées en vertu de la législation polonaise avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans la liste susmentionnée, ou jusqu'au 31 décembre 2008, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

5. 32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur la liste à l'appendice A à cette annexe (telle que fournie par la Pologne dans une langue) délivrées en vertu de la législation polonaise avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans la liste susmentionnée, ou jusqu'au 31 décembre 2008, si cette dernière échéance est le plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres.

2. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

Traité instituant la Communauté européenne

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Pologne, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales ou les mesures résultant d'accords bilatéraux qui réglementent l'accès des ressortissant polonais à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion.

Les ressortissants polonais qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants polonais admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits. Les ressortissants polonais visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants polonais qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires fixées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant des accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Pologne. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Pologne.

5. Un État membre ayant maintenu des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion après en avoir averti la Commission si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion, les États membres dans lesquels les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5 en ce qui concerne les ressortissants polonais et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants polonais à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants polonais peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit toutes les indications pertinentes. Sur la base de cette information, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Pologne en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants polonais, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date de l'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à l'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la Pologne et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Pologne peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Pologne peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Slovénie ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Pologne à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lettons, lituaniens, hongrois, slovènes ou slovaques sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs polonais, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Pologne, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette suspension est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément au précédent alinéa, la Pologne peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Pologne, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants polonais que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont des ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont des ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants polonais et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Pologne ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un pays tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Pologne, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Pologne ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants polonais.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

3. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

1. 31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau minimum d'indemnisation n'est pas applicable à la Pologne jusqu'au 31 décembre 2007. La Pologne veille à ce que le régime d'indemnisation des investisseurs prévoie une couverture d'au moins 7 000 EUR jusqu'au 31 décembre 2004, d'au moins 11 000 EUR du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005, d'au moins 15 000 EUR du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006 et d'au moins 19 000 EUR du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement polonaise établie sur leur territoire d'exercer ses activités, à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, dans le but de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé par la Pologne et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1.

2. 32000 L 0012: Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1), modifiée par:

— 32000 L 0028: Directive 2000/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.9.2000 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 275 du 27.10.2000, p. 37).

Eu égard à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 2000/12/CE, l'exigence de capital initial fixé au paragraphe 2 n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2007 aux sociétés coopératives de crédit déjà établies en Pologne à la date d'adhésion. La Pologne veille à ce que le capital initial requis pour les sociétés coopératives de crédit ne soit pas inférieur à 300 000 EUR jusqu'au 31 décembre 2005, ni inférieur à 500 000 EUR du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.

Durant la période transitoire, conformément à l'article 5, paragraphe 4, les fonds propres de ces sociétés ne pourront pas devenir inférieurs au montant maximal qu'ils avaient atteint à compter de la date d'adhésion.

4. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne,

Traité instituant la Communauté européenne.

1. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Pologne peut maintenir en vigueur pendant une période de cinq ans à partir de la date d'adhésion les dispositions relatives à l'acquisition de résidences secondaires prévues dans la loi du 24 mars 1920 sur l'acquisition de biens immobiliers par des étrangers (Dz.U. 1996, nº 54, poz. 245 avec modifications), telle que modifiée.

Les ressortissants des États membres et les ressortissants des États parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui résident légalement en Pologne depuis quatre années consécutives ne sont soumis, en ce qui concerne l'acquisition de résidences secondaires, ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à des procédures autres que celles applicables aux ressortissants polonais.

2. Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Pologne peut maintenir en vigueur pendant une période de douze ans à partir de la date d'adhésion les dispositions prévues dans la loi du 24 mars 1920 sur l'acquisition de biens immobiliers par des étrangers (Dz.U. 1996, nº 54, poz. 245 avec des modifications), telle que modifiée, qui concernent l'acquisition de terres agricoles et de forêts. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts, les ressortissants des États membres ou les personnes morales constituées conformément au droit d'un autre État membre ne peuvent être traités de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion.

Les ressortissants d'un autre État membre ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et qui résident et louent des terres légalement en Pologne en tant que personnes physiques ou morales depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à des procédures autres que celles applicables aux ressortissants polonais pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts à partir de la date d'adhésion. Dans les voïvodies de Warmińsko-Mazurskie, Pomorskie, Kujawsko-Pomorskie, Zachodniopomorskie, Lubuskie, Dolnośląskie, Opolskie et Wielkopolskie, la période de résidence et de location mentionnée dans la phrase précédente est étendue à sept ans. La période de location précédant l'achat de terres est calculée individuellement pour chaque ressortissant d'un État membre qui loue des terres en Pologne à partir de la date certifiée du contrat de location initial. Les agriculteurs indépendants qui louent des terres non en tant que personnes physiques mais en tant que personnes morales peuvent se transmettre à elles-mêmes, en tant personnes physiques, les droits conférés à la personne morale par le contrat de location. Pour calculer la durée de la période de location avant l'obtention du droit d'achat, la durée de la location en qualité de personne morale est prise en compte. Les contrats de location conclus par des personnes physiques peuvent être pourvus à titre rétroactif d'une date certifiée de façon à ce que l'ensemble de la période de location couverte par les contrats certifiés soit prise en compte. Aucun

délai n'est fixé pour la conversion par les exploitants agricoles indépendants de leurs contrats de location actuels en contrats conclus en qualité de personne physique ou en contrats écrits comportant une date certifiée. La procédure de transformation des contrats de location est transparente et ne constitue en aucun cas un nouvel obstacle.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé au cours de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cet effet, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

Pendant la période transitoire, la Pologne applique une procédure d'autorisation prévue par la loi qui garantira que l'octroi d'autorisations pour l'acquisition de biens immobiliers en Pologne est fondé sur des critères transparents, objectifs, stables et rendus publics. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants des États membres résidant en Pologne.

5. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

1. Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence

a) Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, la Pologne peut appliquer les exonérations au titre de l'impôt sur les sociétés qui ont été accordées avant le 1er janvier 2001 en application de la loi de 1994 sur les zones économiques spéciales, dans les conditions suivantes:

i) pour les petites entreprises répondant à la définition communautaire ([1]) de ce type d'entreprises et conformément à la pratique de la Commission, jusqu'au 31 décembre 2011 compris;

pour les moyennes entreprises répondant à la définition communautaire ([2]) de ce type d'entreprises et conformément à la pratique de la Commission, jusqu'au 31 décembre 2010 compris;

En cas de fusion, d'acquisition ou de tout autre événement similaire affectant le bénéficiaire d'une exonération fiscale accordée au titre de la loi susmentionnée, l'exonération de l'impôt sur les sociétés est supprimée;

ii) pour d'autres entreprises, pour autant que les aides accordées au titre de la loi susmentionnée respectent les plafonds suivants:

aa) aides d'État concernant les investissements à finalité régionale:

— l'aide ne peut dépasser 75 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide, si l'entreprise a obtenu son permis en vertu de la loi sur les zones économiques spéciales (ci-après dénommé «permis ZES») avant le 1er janvier 2000. Si l'entreprise a obtenu le permis ZES au cours de l'année 2000, le montant total de l'aide ne peut dépasser 50 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide;

— si l'entreprise opère dans le secteur automobile ([3]), le montant total de l'aide ne peut dépasser 30 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds susmentionnés de 75 % et 50 % (30 % dans le cas du secteur automobile) commence le 1er janvier 2001; les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'autres régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis par référence aux lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale ([4]);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus après obtention du permis ZES ou dans le cadre d'un programme adopté formellement par l'entreprise le 31 décembre 2002 au plus tard. Ces coûts ne peuvent être pris en compte que dans la mesure où ils sont effectivement encourus entre la date d'entrée en vigueur du régime institué par la loi de 1994 sur les zones économiques spéciales et le 31 décembre 2006;

bb) aides d'État au titre de la formation, de la recherche et du développement, et de l'environnement:

— l'aide ne peut dépasser les plafonds d'intensité de l'aide applicables à ce type d'objectifs, conformément aux articles 87 et 88 du traité CE, sauf disposition contraire du présent acte;

— la période servant à calculer le montant de l'aide à inclure dans la limite des plafonds applicables commence le 1er janvier 2001; les aides demandées et obtenues sur la base des bénéfices antérieurs à cette date ne sont pas prises en compte dans le calcul;

— pour calculer le montant total de l'aide, il est tenu compte de l'ensemble des aides accordées au bénéficiaire au titre des coûts pouvant ouvrir droit à une aide, y compris les aides accordées au titre d'autres régimes et quelle qu'en soit l'origine (locale, régionale, nationale ou communautaire);

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont définis par référence aux règles communautaires applicables aux objectifs concernés;

— il n'y a aucune obligation de rembourser l'aide si, à la date d'adhésion, l'entreprise dépassait déjà le plafond applicable;

— les coûts pouvant ouvrir droit à une aide sont ceux qui ont été encourus après obtention du permis ZES ou dans le cadre d'un programme adopté formellement par l'entreprise le 31 décembre 2002 au plus tard. Ces coûts ne peuvent être pris en compte que dans la mesure où ils sont effectivement encourus entre la date d'entrée en vigueur du régime institué par la loi de 1994 sur les zones économiques spéciales et le 31 décembre 2006.

b) Les dispositions transitoires figurant au point a) ci-dessus ne prennent effet que si la Pologne a modifié sa loi sur les zones économiques spéciales en apportant les modifications susmentionnées aux bénéfices des petites et moyennes entreprises et des grandes entreprises octroyés au titre de la loi de 1994 sur les zones économiques spéciales jusqu'au 31 décembre 2000, et a mis tous les bénéfices individuels existants en conformité avec les dispositions susmentionnées d'ici l'adhésion. Toute aide accordée au titre de la loi de 1994 sur les zones économiques spéciales qui n'est pas mise en conformité avec les conditions énoncées au point a) ci-dessus d'ici à la date d'adhésion sera considérée comme une aide nouvelle en vertu du mécanisme d'aide existant établi à l'annexe IV, chapitre 3 sur la politique de la concurrence du présent acte.

c) La Pologne fournit à la Commission:

— deux mois après la date d'adhésion, des informations sur le respect des conditions énoncées au point a) ci-dessus;

— fin février 2007 au plus tard, des informations sur les coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à une aide aux termes de la loi susmentionnée et qui ont été effectivement encourus par les bénéficiaires, ainsi que sur le montant total de l'aide que ceux-ci ont reçue; et

— des rapports semestriels sur le suivi de l'aide accordée aux bénéficiaires dans le secteur des automobiles.

2. Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence

Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, la Pologne peut accorder des aides d'État au titre de la protection de l'environnement, dans les conditions suivantes:

a) pour les investissements à caractère environnemental visant à permettre l'adaptation aux normes des directives 76/464/CEE ([5]), 82/176/CEE ([6]), 83/513/CEE ([7]), 84/156/CEE ([8]) et 86/280/CEE ([9]) du Conseil, jusqu'au 31 décembre 2007, à condition que l'intensité de l'aide soit limitée au plafond applicable en matière d'aide régionale. Dans le cas des petites et moyennes entreprises répondant à la définition communautaire ([10]), l'intensité peut être relevée de 15 points de pourcentage;

b) pour les investissements à caractère environnemental visant à permettre l'adaptation aux normes de la directive 91/271/CEE ([11]) et la directive 1999/31/CE ([12]), jusqu'aux dates indiquées à l'annexe XII, chapitre 13 sur l'environnement, section C, point 2, et section B, point 3, du présent acte, à condition que l'intensité de l'aide soit limitée au plafond applicable en matière d'aide régionale. Dans le cas des petites et moyennes entreprises répondant à la définition communautaire ([13]), l'intensité peut être relevée de 15 points de pourcentage;

c) pour les investissements à caractère environnemental visant à permettre l'adaptation aux normes de la directive 96/61/CE ([14]), pour les installations existantes et jusqu'aux dates indiquées à l'annexe XII, chapitre 13 sur l'environnement, section D, point 1, du présent acte, à condition que l'intensité de l'aide soit limitée à 30 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à l'aide;

d) pour les investissements à caractère environnemental visant à permettre l'adaptation aux normes de la directive 96/61/CE, jusqu'au 31 octobre 2007, pour les installations existantes qui ne relèvent pas des dispositions énoncées à l'annexe XII, chapitre 13 sur l'environnement, section D, point 1, du présent acte, à condition que l'intensité de l'aide soit limitée à 30 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à l'aide;

e) pour les investissements à caractère environnemental visant à permettre l'adaptation aux normes de la directive 2001/80/CE ([15]), pour les installations existantes et jusqu'aux dates indiquées à l'annexe XII, chapitre 13 sur l'environnement, section D, point 2, du présent acte, à condition que l'intensité de l'aide soit limitée à 50 % des coûts d'investissement pouvant ouvrir droit à l'aide;

f) les coûts d'investissement à caractère environnemental pouvant ouvrir droit à une aide sont définis par référence à la section E.1.7. de l'Encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement ([16]), ou par référence aux règles adoptées ultérieurement en remplacement de l'encadrement en vigueur.

g) les arrangements transitoires fixés aux points a) à f) ci-dessus ne prennent effet que si la Pologne octroit une aide conformément aux conditions susmentionnées.

([1]) Figurant dans la recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).

([2]) Figurant dans la recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).

([3]) Au sens de l'annexe C de l'encadrement multisectoriel communautaire des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement (JO C 70 du 19.3.2002, p. 8).

([4]) JO C 74 du 10 mars 1998, p. 9.

([5]) Directive 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté (JO L 129 du 18.5.1976, p. 23), telle que modifiée.

([6]) Directive 82/176/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins (JO L 81 du 27.3.1982, p. 29), telle que modifiée.

([7]) Directive 83/513/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de cadmium (JO L 291 du 24.10.1983, p. 1), telle que modifiée.

([8]) Directive 84/156/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins (JO L 99 du 11.4.1984, p. 38), telle que modifiée.

([9]) Directive 86/280/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE (JO L 181 du 4.7.1986, p. 16), telle que modifiée.

([10]) Recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).

([11]) Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40). Directive modifiée par la directive 98/15/CE de la Commission (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

([12]) Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets (JO L 182 du 16.7.1999, p. 1), telle que modifiée.

([13]) Recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4).

([14]) Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10.10.1996, p. 26), telle que modifiée.

([15]) Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 3), telle que modifiée.

([16]) JO C 37 du 3.2.2001, p. 1.

6. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31997 R 0478: Règlement (CE) nº 478/97 de la Commission du 14 mars 1997 portant modalités d'application du règlement (CE) nº 2200/96 du Conseil en ce qui concerne la préreconnaissance des groupements de producteurs (JO L 75 du 15.3.1997, p. 4), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 0243: Règlement (CE) nº 243/1999 de la Commission du 1.2.1999 (JO L 27 du 2.2.1999, p. 8).

Par dérogation à l'article 3 du règlement (CE) nº 478/97, la Pologne dispose d'une période transitoire de trois ans à compter de la date d'adhésion au cours de laquelle les exigences minimales applicables à la préreconnaissance des organisations de producteurs sont fixées à cinq producteurs et 100 000 EUR. La durée de la préreconnaissance ne peut pas être supérieure à une période de cinq ans à compter de la date d'acceptation par l'autorité nationale compétente.

À la fin de la période transitoire de trois ans, les obligations spécifiques applicables à la préreconnaissance, telles qu'elles sont énoncées à l'article 3 du règlement (CE) nº 478/97, à savoir la moitié du nombre des obligations minimales fixées pour la reconnaissance des organisations de producteurs dans les annexes I et II du règlement (CE) nº 412/97 ([1]), s'appliquent.

Si, à la fin de la période de trois ans, l'organisation de producteurs ne satisfait pas aux obligations minimales fixées dans le règlement (CE) nº 478/97, la préreconnaissance est retirée.

2. 31997 R 2597: Règlement (CE) nº 2597/97 du Conseil du 18 décembre 1997 établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait de consommation (JO L 351 du 23 décembre 1997, p. 13), modifié en dernier lieu par:

— 31999 R 1602: Règlement (CE) nº 1602/1999 du Conseil du 19 juillet 1999 (JO L 189 du 22 juillet 1999, p. 43).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, points b), c) et d), du règlement (CE) nº 2597/97, les exigences concernant la teneur en matière grasse ne s'appliquent pas au lait de consommation produit en Pologne pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion. Le lait de consommation qui ne répond pas aux exigences concernant la teneur en matière grasse ne peut être commercialisé qu'en Pologne ou exporté vers un pays tiers.

3. 31998 R 2848: Règlement (CE) nº 2848/98 de la Commission du 22 décembre 1998 portant modalités d'application du règlement (CEE) nº 2075/92 du Conseil en ce qui concerne le régime de primes, les quotas de production et l'aide spécifique à octroyer aux groupements des producteurs dans le secteur du tabac brut (JO L 358 du 31 décembre 1998, p. 17), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 1983: Règlement (CE) nº 1983/2002 de la Commission du 7 novembre 2002 (JO L 306 du 8 novembre 2002, p. 8).

Par dérogation à l'annexe I du règlement (CE) nº 2848/98, le seuil de reconnaissance en tant que groupement de producteurs est fixé à 1 % du seuil de garantie pour toutes les régions productrices de Pologne pour une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion.

4. 31999 R 1254: Règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (JO L 160 du 26.6.1999, p. 21), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2345: Règlement (CE) nº 2345/2001 de la Commission du 30.11.2001 (JO L 315 du 1.12.2001, p. 29).

Par dérogation à l'article 3, point f), du règlement (CE) nº 1254/1999, la Pologne peut, jusqu'à la fin de l'année 2006, considérer que les vaches des races énumérées à l'annexe I du règlement (CE) nº 2342/1999 de la Commission établissant modalités d'application du règlement (CE) nº 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes ([2]) sont éligibles au bénéfice de la prime à la vache allaitante au titre de la sous-section 3 du règlement (CE) nº 1254/1999, à condition qu'elles aient été couvertes ou inséminées par un taureau d'une race à orientation «viande».

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

1. 31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché de viandes fraîches (JO 121 du 29.7.1964, p. 2012 et modifiée par la suite et consolidée dans le JO L 268 du 29.6.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7);

31971 L 0118: Directive 71/118/CEE du Conseil du 15 février 1971 relative à des problèmes sanitaires en matière de production et de mise sur le marché de viandes fraîches de volaille (JO L 55 du 8.3.1971, p. 23 et modifiée par la suite et mise à jour dans le JO L 62 du 15.3.1993, p. 6), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière de production et de commercialisation de produits à base de viande et de certains autres produits d'origine animale (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85 et modifiée par la suite et mise à jour dans le JO L 57 du 2.3.1992, p. 4), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25);

31991 L 0493: Directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO L 268 du 24.9.1991, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31);

31992 L 0046: Directive 92/46/CEE du Conseil, du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.1992, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 L 0023: Directive 96/23/CE du Conseil du 29.4.1996 (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10);

31994 L 0065: Directive 94/65/CE du Conseil du 14 décembre 1994 établissant les exigences applicables à la production et à la mise sur le marché de viandes hachées et de préparations de viandes (JO L 368 du 31.12.1994, p. 10).

a) Les exigences structurelles figurant à l'annexe I de la directive 64/433/CEE, à l'annexe I de la directive 71/118/CEE, aux annexes A et B de la directive 77/99/CEE et à l'annexe I de la directive 94/65/CE ne s'appliquent pas aux établissements en Pologne énumérés à l'appendice B de la présente annexe jusqu'au 31 décembre 2007 et les exigences structurelles figurant à l'annexe B de la directive 92/46/CEE et à l'annexe de la directive 91/493/CEE ne s'appliquent pas aux établissements en Pologne énumérés à l'appendice B jusqu'au 31 décembre 2006, sous réserve des conditions énoncées ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions de ce point, les produits provenant de ces établissements ne peuvent être commercialisés que sur le marché national ou ne peuvent être utilisés qu'en vue d'un traitement supplémentaire dans des établissements nationaux également visés par les dispositions du point a), indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être identifiés par une marque de salubrité spécifique.

Le poisson frais, les produits de la pêche préparés ou transformés ne peuvent être commercialisés que sur le marché national ou ne peuvent être manipulés ou subir un autre traitement que dans le même établissement, indépendamment de la date de commercialisation. Le poisson frais, les produits de la pêche préparés ou transformés doivent être enveloppés et/ou emballés dans des colis commerciaux et porter une marque d'identification spéciale. Le poisson frais non emballé ne peut être commercialisé, sauf s'il est vendu directement au consommateur final dans le poviat (comté) où l'établissement de transformation des produits de la pêche est situé. En pareil cas, les conteneurs de poissons en transit vers le point de commercialisation doivent porter la marque d'identification spéciale susmentionnée.

Le premier sous-alinéa s'applique aussi à tous les produits provenant d'établissements intégrés dans le domaine de la viande, si une partie de l'établissement est soumise aux dispositions du point a). Les établissements de transformation du lait énumérés à l'appendice B peuvent recevoir des livraisons de lait cru qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre IV, point A.1, de la directive 92/46/CEE ou qui proviennent d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre II, de cette directive, à condition que ces exploitations figurent sur une liste tenue à cette fin par les autorités polonaises.

c) Les 56 établissements de transformation du lait énumérés à l'appendice B peuvent transformer du lait conforme et non conforme aux normes de l'UE sur des chaînes de production distinctes. Cette autorisation est accordée aux établissements de transformation du lait jusqu'au:

— 30 juin 2005 pour les 29 établissements énumérés à la partie I;

— 31 décembre 2005 pour les 14 établissements énumérés à la partie II;

— 31 décembre 2006 pour les 13 établissements énumérés à la partie III.

Dans ce contexte, on entend par «lait non conforme aux normes de l'UE», des livraisons de lait cru qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre IV, point A.1 de la directive 92/46/CEE ou qui proviennent d'exploitations laitières qui ne sont pas conformes à l'annexe A, chapitre II de cette directive, à condition que ces exploitations figurent sur une liste tenue à cette fin par les autorités polonaises.

De tels établissements doivent satisfaire totalement aux exigences de l'UE pour les établissements, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre du système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP) (visé à l'article 14 de la directive 92/46/CEE [3]), et prouver leur capacité de satisfaire entièrement aux conditions suivantes, notamment la désignation de leurs chaînes de production concernées:

— prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre l'observation rigoureuse des procédures internes pour la séparation du lait depuis sa collecte jusqu'à l'étape du produit final, y compris l'acheminement du lait jusqu'à l'établissement, le stockage et le traitement séparés du lait conforme et du lait non conforme aux normes UE, l'emballage et l'étiquetage spécifiques des produits fabriqués à base de lait non conforme, ainsi que le stockage séparé de ces produits;

— établir une procédure garantissant la traçabilité des matières premières, y compris les justificatifs nécessaires des mouvements des produits et une procédure de justification des produits et de mise en parallèle des matières premières conformes et non conformes avec les catégories de produits issus de la production;

— soumettre le lait cru à un traitement thermique à une température d'au moins 71,7 °C pendant 15 secondes; et

— prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les marques de salubrité ne soient pas utilisées de manière frauduleuse.

Les autorités polonaises:

— veillent à ce que l'exploitant ou le directeur de chaque établissement concerné prenne toutes les mesures nécessaires pour permettre l'observation rigoureuse des procédures internes pour la séparation du lait;

— procèdent à des tests et à des contrôles inopinés portant sur l'observation du principe de séparation du lait; et

— effectuent des tests dans des laboratoires agréés sur tous les produits bruts et finis pour vérifier leur conformité avec les exigences de l'annexe C de la directive 92/46/CEE, y compris les critères microbiologiques pour les produits à base de lait.

Le lait et/ou les produits laitiers provenant de chaînes de production séparées transformant du lait cru non conforme aux normes de l'UE dans des établissements de transformation approuvés par l'UE ne peuvent être commercialisés que sur le marché national, indépendamment de la date de commercialisation. S'ils sont destinés à être transformés par la suite, le lait et/ou les produits laitiers ne doivent pas être mélangés avec du lait conforme aux normes UE ou des produits laitiers conformes aux normes UE, ni être introduits dans un autre établissement qui ne bénéficie pas de mesures transitoires. Ces produits doivent porter une marque de salubrité spéciale, quelle que soit la date de commercialisation.

Le lait et les produits laitiers fabriqués en Pologne au titre des dispositions précitées ne peuvent bénéficier d'un soutien en vertu du titre I, des chapitres II et III, à l'exception de l'article 11 et du titre II du règlement (CE) nº 1255/1999 du Conseil, que s'ils portent la marque de salubrité ovale visée à l'annexe C, chapitre IV, point A, de la directive 92/46/CEE du Conseil.

d) La Pologne veille à ce que soit respecté progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais fixés à l'appendice B pour la correction des lacunes existantes. Les autorités polonaises supervisent en permanence l'exécution des plans de développement individuels officiellement approuvés des établissements sur la base de critères uniformes. La Pologne veille à ce que seuls les établissements du secteur de la viande qui se conforment pleinement à ces exigences d'ici au 31 décembre 2007 et seuls les établissements des secteurs du lait et du poisson qui se conforment pleinement à ces exigences d'ici au 31 décembre 2006 puissent par la suite continuer leur activité. La Pologne présente des rapports annuels à la Commission sur les progrès réalisés dans chacun des établissements énumérés à l'appendice B, y compris une liste des établissements qui ont terminé les plans de développement dans l'année en question. En ce qui concerne les établissements de transformation du lait visés au point c), le rapport est établi tous les six mois, à partir de novembre 2004.

e) La Commission peut mettre à jour l'appendice B de la présente annexe avant l'adhésion et jusqu'à la fin de la période transitoire. À ce titre, la Commission peut ajouter dans une certaine mesure des établissements visés au point a) ou supprimer des établissements visés aux points a) et c), compte tenu des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et du résultat du processus de suivi et de la réduction progressive agréée des établissements de transformation du lait ayant l'autorisation de transformer du lait conforme et non conforme aux normes de l'UE tels que visés au point c).

Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE, à l'article 21 de la directive 71/118/CEE, à l'article 15 de la directive 91/493/CEE, à l'article 20 de la directive 77/99/CEE, à l'article 31 de la directive 92/46/CEE et à l'article 20 de la directive 94/65/CE.

2. 31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Jusqu'au 31 décembre 2009, 44 établissements en Pologne énumérés à l'appendice C de la présente annexe peuvent maintenir en service les cages qui ne répondent pas aux exigences minimales énoncées à l'article 5, paragraphe 1, points 4) et 5), de la directive 1999/74/CE pour des éléments de construction mineurs (hauteur et pente du sol uniquement), à condition que les cages aient une hauteur d'au moins 36 centimètres sur 65 % de la surface de la cage et d'au moins 33 centimètres en tout point et que la pente de leur sol ne soit pas inférieure à 16 %, et qu'elles aient été mis en service avant l'année 2000.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

1. 31969 L 0464: Directive 69/464/CEE du Conseil du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre la galle verruqueuse (JO L 323 du 24.12.1969, p. 1).

a) Pendant une période de dix ans à compter de sa date d'adhésion, la Pologne limite les variétés de pommes de terre plantées en Pologne aux variétés pleinement (laboratoire et champ) résistantes au *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival, l'agent de la galle verruqueuse. Au cours de cette période, la Pologne prend des mesures de protection supplémentaires pour préserver les échanges de plants, de pommes de terre de conservation et de plants originaires de Pologne, tant à l'intérieur de la Pologne qu'avec d'autres États membres, et ce jusqu'à ce que tous les anciens foyers d'infection ne contiennent plus de sporanges viables de l'organisme nuisible ou qu'ils aient été clairement délimités comme étant contaminés par le *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival, et qu'il ne soit plus nécessaire de mettre en œuvre des dispositions supplémentaires ou plus rigoureuses conformément à l'article 9 de la directive 69/464/CEE. La déréglementation de parcelles est effectuée conformément à la norme PM 3/59(1) de l'OEPP «*SYNCHYTRIUM ENDOBIOTICUM*: tests du sol et déréglementation de parcelles précédemment infestées».

b) Compte tenu de principes scientifiques fondés, des caractéristiques biologiques de l'organisme nuisible concerné et de ses voies possibles de propagation, notamment la production, la commercialisation et la transformation des plantes hôtes de cet organisme en Pologne, les mesures additionnelles prévoient notamment ce qui suit:

i) pour les plants de pommes de terre: outre les exigences de l'annexe IV, partie A, chapitre II, point 18, de la directive 2000/29/CE [4], il faut garantir la conformité avec l'article 4 de la directive 69/464/CE en procédant à la vérification officielle de chaque parcelle sur laquelle des plants de pommes de terre sont produits. De plus, les zones dans lesquelles la présence des pathotypes 2 et 3 est connue ne font pas partie des zones à partir desquelles les plants de pommes de terre peuvent circuler vers des régions de Pologne réputées exemptes de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival ou vers d'autres États membres. Le terme «zone» est défini au niveau du comté (Powiat);

ii) pour les pommes de terre de conservation:

aa) les zones dans lesquelles la présence des pathotypes 2 et 3 est connue ne font pas partie des zones à partir desquelles les pommes de terre de conservation peuvent circuler vers des régions de Pologne réputées exemptes de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival ou vers d'autres États membres;

bb) en ce qui concerne les pommes de terre provenant de zones autres que celles visées au point aa), elles doivent:

— provenir d'une zone réputée exempte de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival. Le terme «zone» est défini au niveau du comté (Powiat);

ou

— provenir d'un lieu de production réputé exempt de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival;

ou

— constituer une variété résistante au moins au pathotype 1 du *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival et, si elles ont été déplacées vers une zone en Pologne ayant été déclarée par sondage exempte de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival, ou vers d'autres États membres, avoir été lavées ou nettoyées par d'autres moyens et être exemptes de terre;

iii) pour les végétaux racinés, plantés ou destinés à être plantés, cultivés en plein air: outre les exigences de l'annexe IV, partie A, chapitre II, point 24, de la directive 2000/29/CE, il faut garantir la conformité avec l'article 4 de la directive 69/464/CE en procédant à la vérification officielle de chaque parcelle sur laquelle ces végétaux sont produits. De plus, les zones dans lesquelles la présence des pathotypes 2 et 3 est connue ne font pas partie de zones à partir desquelles ces végétaux peuvent circuler vers des régions de Pologne réputées exemptes de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival ou vers d'autres États membres. Le terme «zone» est défini au niveau du comté (Powiat).

c) Les variétés de pommes de terre résistantes à la galle verruqueuse sont définies conformément aux tests fondés sur le protocole de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) pour l'identification des organismes de quarantaine. La reconnaissance officielle des zones ou lieux de production exempts de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival est réalisée conformément aux normes internationales pour les mesures phytosanitaires n° 4 («Exigences pour l'établissement de zones indemnes de la peste») et 10 («Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts de peste») de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture.

d) Sur les lieux de production réputés exempts de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus au point b) ii) bb), deuxième tiret, la Commission peut autoriser la conclusion d'accords individuels sur la production de variétés non résistantes avec les autorités polonaises compétentes.

e) La Pologne garantit la traçabilité de chaque lot de pommes de terre jusqu'à son comté d'origine en recensant tous les producteurs de pommes de terre, les entrepôts et les centres de distribution. À cette fin, le numéro d'enregistrement des producteurs, entrepôts et centres de distribution susvisés comporte une référence aux comtés dans lesquels les pommes de terre ont été produites, stockées, triées ou emballées. Ce numéro d'enregistrement figure sur chaque lot de pommes de terres provenant de Pologne et déplacé à l'intérieur de la Pologne ou vers d'autres États membres.

f) La Pologne présente des rapports annuels sur les résultats des enquêtes réalisées le cadre de la distribution du *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival sur son territoire. Les enquêtes devront avoir été achevées avant la fin de la période de dix ans, et toutes les parcelles qui restent infestées ou celles qui pourraient l'avoir été récemment, ainsi que leur zone de protection, qui doit être suffisamment grande pour garantir la protection des zones avoisinantes, devront avoir été délimitées. Les rapports annuels comportent une liste des zones et lieux de production réputés exempts de *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival, visés au point b) ii) bb), premier et deuxième tirets.

g) Avant la fin de la période de dix ans, la Commission, en coopération avec les autorités polonaises, examine la situation à la lumière de l'évolution intervenue et s'interroge sur la nécessité de nouvelles mesures. Celles-ci sont adoptées selon la procédure visée à l'article 18 de la directive 2000/29/CE.

2. 31991 L 0414: Directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (JO L 230 du 19.8.1991, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0081: Directive 2002/81/CE de la Commission du 10.10.2002 (JO L 276, 12.10.2002, p. 28).

Par dérogation à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 91/414/CEE, la Pologne peut reporter jusqu'au 31 décembre 2006 au plus tard les dates limites prévues pour la transmission des informations mentionnées à l'annexe II et à l'annexe III de la directive 91/414/CEE pour des produits phytopharmaceutiques fabriqués en Pologne, commercialisés exclusivement sur le territoire polonais et contenant du l2,4-D, du MCPA, du carbendazim ou du Mecoprop (MCPP), à condition que ces composants figurent alors à l'annexe I de ladite directive et que les entreprises concernées aient commencé à travailler de manière effective sur la production ou l'acquisition des données demandées avant le 1er janvier 2003.

3. 31999 L 0105: Directive 1999/105/CE du Conseil du 22 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction (JO L 11 du 15.01.2000, p. 17).

Par dérogation à l'article 28, paragraphe 3, de la directive 1999/105/CE, la Pologne peut autoriser la commercialisation des matériels forestiers de reproduction qui ne satisfont pas à toutes les dispositions de la directive, jusqu'à épuisement des stocks constitués avant le 1er janvier 2004.

([1]) Règlement (CE) n° 412/97 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne la reconnaissance des organisations de producteurs (JO L 62 du 4.3.1997, p. 16). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1120/2001 (JO L 153 du 8.6.2001, p. 10).

([2]) JO L 281 du 4.11.1999, p. 30. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1830/2002 de la Commission (JO L 277 du 15.10.2002, p. 15).

([3]) Directive 92/46/CEE du Conseil arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait (JO L 268 du 14.9.1992, p. 1). Directive modifiée en dernier lieu par la directive 94/71/CE du Conseil (JO L 368 du 31.12.1994, p. 33).

([4]) Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté (JO L 169 du 10.7.2000, p. 1). Directive modifiée par la directive 2002/36/CE de la Commission (JO L 116 du 3.5.2002, p. 16).

7. **PÊCHE**

31992 R 3760: Règlement (CEE) n° 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture (JO L 389 du 31.12.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31998 R 1181: Règlement (CE) n° 1181/98 du Conseil du 4.6.1998 (JO L 164 du 9.6.1998, p. 1).

Le règlement (CEE) n° 3760/92 s'applique à la Pologne sous réserve des dispositions spécifiques ci-après.

La part des possibilités de pêche communautaire, à allouer à la Pologne, dont les taux d'exploitation sont réglementés par une limitation de captures, est fixée comme suit, par espèce et par zone:

Espèces	Zone ICES ou IBSFC	Part de la Pologne (%)
Hareng	I, II	1,734
Hareng	III b, c, d ([1]), à l'exception de l'unité de gestion 3 de l'IBSFC	21,373
Sprat	III b, c, d ([1])	29,359
Saumon	III b, c, d ([1]), à l'exception de la sous-division 32 de l'IBSFC	6,286
Plie	III b, c, d ([1])	15,017
Morue	I, II b	8,223
Morue	III b, c, d ([1])	22,211
Maquereau	II a (eaux non communautaires), Vb (eaux communautaires), VI, VII, VIII a, b, d, e, XII, XIV	0,448
Sébaste	V, XII, XIV ([2])	4,144

([1]) Eaux communautaires.
([2]) Eaux communautaires et zones situées au-delà de la juridiction de pêche d'autres États côtiers.

Ces parts sont utilisées pour la première allocation des possibilités de pêche à la Pologne conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 3760/92.

En outre, la part de la Pologne dans les possibilités de pêche communautaire dans la zone de règlement de la NAFO sera déterminée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, sur la base de bilan en vigueur au sein de la NAFO durant une période précédant immédiatement la date d'adhésion.

8. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

1. 31991 L 0440: Directive 91/440/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires (JO L 237 du 24.8.1991, p. 25), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0012: Directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26.2.2001 (JO L 75 du 15.3.2001, p. 1).

Jusqu'au 31 décembre 2006, l'article 10, paragraphe 3, de la directive 91/440/CEE du Conseil ne s'appliquera en Pologne que sous réserve des conditions ci-après:

— la société nationale des chemins de fer polonais (notamment Polskie Koleje Państwowe (PKP) CARGO SA) coopère avec les entreprises ferroviaires afin de fournir des services internationaux de fret ferroviaire pour les importations, les exportations et le transit en Pologne, sur une base non discriminatoire. Les droits d'accès fixés à l'article 10, paragraphes 1 et 2, de la directive sont accordés sans limitation,

— au moins 20 % de la capacité annuelle totale du Réseau transeuropéen de fret ferroviaire en Pologne sont réservés à des entreprises ferroviaires autres que la société nationale des chemins de fer polonais et l'ensemble des origines-destinations permet des trajets d'une durée comparable à celle dont bénéficie PKP CARGO SA. La capacité réelle de chaque ligne ferroviaire est indiquée par le gestionnaire de l'infrastructure dans la déclaration de réseau. Les 20 % de la capacité annuelle totale couvrent les droits d'accès fixés à l'article 10, paragraphes 1, 2 et 3, de la directive.

2. 31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion, les transporteurs établis en Pologne sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports nationaux de marchandises par route en Pologne.

b) Avant la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion, les États membres notifient à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er dudit règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services nationaux de transports de marchandises par route dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

c) Les États membres dans lesquels l'article 1er dudit règlement s'applique en vertu du point b) ci-dessus peuvent recourir à la procédure décrite ci-après jusqu'à la fin de la cinquième année suivant la date d'adhésion.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave de son marché national ou de certains segments de ce marché, causée ou aggravée par le cabotage, telle qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour la stabilité financière ou pour la survie d'un nombre important d'entreprises de transports routiers, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit tous les détails pertinents. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, partiellement ou totalement, l'application de l'article 1er du règlement afin de rétablir la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande, de la nécessité ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure visée à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement; dans ce cas, il transmet ensuite à la Commission une notification motivée.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu des points a) et b) ci-dessus, les États membres peuvent réglementer l'accès à leurs marchés nationaux de transport de marchandises par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux. Cela peut comprendre la possibilité d'une libéralisation totale.

e) L'application des points a) à c) ne doit pas entraîner un accès aux marchés nationaux de transport de marchandises par route plus restreint qu'au moment de la signature du traité d'adhésion.

3. 31996 L 0053: Directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international (JO L 235 du 17.9.1996, p. 59), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0007: Directive 2002/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.2.2002 (JO L 67 du 9.3.2002, p. 47).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, de la directive 96/53/CE, les véhicules conformes aux valeurs limites spécifiées au point 3.4. de l'annexe I de ladite directive ne peuvent utiliser les portions non modernisées du réseau routier polonais jusqu'au 31 décembre 2010 que s'ils sont conformes aux valeurs limites fixées en Pologne pour le poids par essieu. À compter de la date d'adhésion, aucune restriction ne pourra être imposée à l'utilisation, par des véhicules conformes aux exigences de la directive 96/53/CE, des axes de transit principaux visés à l'annexe I de la décision 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport ([1]).

La Pologne doit respecter le calendrier fixé dans les tableaux ci-dessous pour la modernisation de son réseau routier principal, comme figurant à l'annexe I de la décision 1692/96/CE. Tout investissement d'infrastructure supposant l'utilisation de fonds provenant du budget de la Communauté servira à construire/moderniser les axes routiers de sorte qu'ils puissent supporter une charge par essieu de 11,5 tonnes.

Parallèlement à l'achèvement de la modernisation, l'accès au réseau routier polonais, y compris le réseau figurant à l'annexe I de la décision 1692/96/CE, sera progressivement ouvert aux véhicules en trafic international conformes aux valeurs limites visées à la directive. Aux fins de chargement et de déchargement, dans la mesure des possibilités techniques, l'utilisation des parties non modernisées du réseau routier secondaire doit être autorisée pendant toute la période transitoire.

À partir du 1er janvier 2009, tous les véhicules en trafic international conformes aux valeurs limites visées à la directive ne seront plus soumis à aucune redevance (de surcharge) sur les axes de transit principaux figurant à l'annexe I de la décision 1692/96/CE.

Les redevances complémentaires temporaires pour l'utilisation des portions non modernisées du réseau routier par des véhicules en trafic international conformes aux valeurs limites visées à la directive doivent être perçues d'une manière non discriminatoire, différenciées notamment pour ce qui est du traitement réservé aux véhicules dotés ou non d'une suspension pneumatique, les véhicules qui en sont équipés devant payer des redevances inférieures (d'au moins 25 %). Le régime de redevances doit être transparent et la perception de celles-ci ne doit pas imposer aux usagers un fardeau administratif ou des retards indus, de même que la perception de ces redevances ne doit pas non plus conduire à un contrôle systématique des limites de charge par essieu à la frontière. Le respect de ces limites doit être contrôlé d'une manière non discriminatoire sur l'ensemble du territoire et s'appliquer également aux véhicules immatriculés en Pologne.

([1]) JO L 228 du 9.9.1996, p. 1.

Situation prévue au 1er janvier 2004

Route no	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8		539,8
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	166,5	487,0
3	437,7	11,4	426,3
4 et 18	699,6	344,0	355,6
6	21,6	21,0	0,6
8	654,5	8,2	646,3
	3 006,7	551,1	2 455,6

Situation prévue au 1er janvier 2005

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	62,2	477,6
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	201,2	452,3
3	437,7	32,4	405,3
4 et 18	699,6	425,0	274,6
6	21,6	21,6	
8	654,5	37,6	616,9
	3 006,7	780,0	2 226,7

Situation prévue au 1er janvier 2006

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	124,4	415,4
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	266,0	387,5
3	437,7	53,1	384,6
4 et 18	699,6	504,4	195,2
6	21,6	21,6	
8	654,5	69,3	585,2
	3 006,7	1 038,8	1 967,9

Situation prévue au 1er janvier 2007

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	161,0	378,8
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	302,0	351,5
3	437,7	74,3	363,4
4 et 18	699,6	621,0	78,6
6	21,6	21,6	—
8	654,5	112,0	542,5
	3 006,7	1 291,9	1 714,8

Situation prévue au 1er janvier 2008

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	261,2	278,6
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	401,4	252,1
3	437,7	123,5	314,2
4 et 18	699,6	669,2	30,4
6	21,6	21,6	
8	654,5	173,4	481,1
	3 006,7	1 650,3	1 356,4

Situation prévue au 1er janvier 2009

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	377,9	161,9
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	450,0	203,5
3	437,7	177,3	260,4
4 et 18	699,6	699,6	
6	21,6	21,6	
8	654,5	249,0	405,5
	3 006,7	1 975,4	1 031,3

Situation prévue au 1er janvier 2010

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	448,3	91,5
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	500,2	153,3
3	437,7	226,5	211,2
4 et 18	699,6	699,6	
6	21,6	21,6	
8	654,5	320,3	334,2
	3 006,7	2 216,5	790,2

Situation prévue au 1er janvier 2011

Route nº	Longueur totale en km	Capacité de transport de 115 kN par essieu Longueur en km	Capacité de transport de 100 kN par essieu Longueur en km
1	539,8	539,8	
2 (50 — périphérique de Varsovie)	653,5	553,4	100,1
3	437,7	287,7	150,0
4 et 18	699,6	699,6	
6	21,6	21,6	
8	654,5	400,7	253,8
	3 006,7	2 502,8	503,9

9. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la Pologne peut: i) appliquer une exonération avec remboursement des taxes payées au stade antérieur aux livraisons de certains livres et périodiques, jusqu'au 31 décembre 2007, et ii) maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 7 % pour la prestation de services de restauration, jusqu'au 31 décembre 2007 ou jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article 28, paragraphe l, de la directive, la date retenue étant la date la plus proche.

b) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la Pologne peut continuer à appliquer: i) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée de 3 % minimum aux produits alimentaires (y compris les boissons, à l'exclusion toutefois des boissons alcoolisées) destinés à la consommation humaine et animale; aux animaux vivants, aux semences, aux végétaux et aux ingrédients normalement destinés à être utilisés dans la préparation d'aliments; aux produits normalement destinés à être utilisés comme compléments ou comme substituts alimentaires; et aux livraisons de biens et prestations de services d'un type normalement destiné à être utilisé dans la production agricole, à l'exclusion, toutefois, des biens d'équipement, tels que les machines ou les bâtiments, visées aux points 1 et 10 de l'annexe H de la directive, et ce jusqu'au 30 avril 2008, et ii) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée de 7 % minimum sur la fourniture de services de construction, de rénovation et de transformation des habitations non fournis dans le cadre d'une politique sociale, à l'exclusion des matériaux de construction, et à la livraison, avant la première occupation, de bâtiments résidentiels ou de parties de bâtiments résidentiels visés à l'article 4, paragraphe 3, point a), de la directive, et ce jusqu'au 31 décembre 2007.

c) Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Pologne peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Pologne peut reporter l'application de l'accise minimale globale perçue sur le prix de vente au détail (toutes taxes incluses) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2008, à condition qu'au cours de cette période la Pologne ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise [1], et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de Pologne sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires, à condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

3. 31992 L 0081: Directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales (JO L 316 du 31.10.1992, p. 12), modifiée en dernier lieu par:

— 31994 L 0074: Directive 94/74/CE du Conseil du 22.12.1994 (JO L 365 du 31.12.1994, p. 46).

Sans préjudice soit d'une décision formelle qui serait prise conformément à la procédure définie à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE, soit d'une évaluation de cette mesure au titre de l'article 87 du traité CE, la Pologne peut continuer d'appliquer un taux d'accise réduit à l'essence fabriquée avec de l'alcool déshydraté, au gazole à faible teneur en soufre et à l'essence contenant de l'éther alcool éthylbutylique pour une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE du Conseil (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

10. **POLITIQUE SOCIALE ET EMPLOI**

31989 L 0655: Directive 89/655/CEE du Conseil du 30 novembre 1989 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE)(JO L 393 du 30.12.1989, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0045: Directive 2001/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.6.2001 (JO L 195 du 19.7.2001, p. 46).

En Pologne, la directive 89/655/CEEC ne s'applique pas jusqu'au 31 décembre 2005 pour ce qui est des équipements de travail installés avant le 31 décembre 2002.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période susmentionnée, la Pologne continuera de fournir périodiquement à la Commission des informations mises à jour sur le calendrier et les mesures qu'elle aura adoptés pour se mettre en conformité avec cette directive.

11. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1[er], paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la Pologne avant le 31 décembre 2008. La Pologne doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1[er], paragraphe 1:

— 58 jours d'ici à la date d'adhésion;

— 65 jours d'ici au 31 décembre 2004;

— 72 jours d'ici au 31 décembre 2005;

— 80 jours d'ici au 31 décembre 2006;

— 87 jours d'ici au 31 décembre 2007;

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2008.

12. **TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

31997 L 0067: Directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service (JO L 15 du 21.1.1998, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0039: Directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10.6.2002 (JO L 176 du 5.7.2002, p. 21).

Par dérogation à l'article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa, de la directive 97/67/CE, la Pologne peut appliquer une limite de poids de 350 grammes pour les services réservés aux prestataires du service universel jusqu'au 31 décembre 2005. Pendant cette période, cette limite de poids ne s'applique pas si le prix est égal ou supérieur à trois fois le tarif public applicable à un envoi de correspondance du premier échelon de poids de la catégorie la plus rapide.

13. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

1. 31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

Par dérogation aux articles 3, 4, 5 et 6 et aux annexes I à III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les installations de stockages existant dans les terminaux, pour le chargement et le déchargement des réservoirs mobiles existant dans les terminaux, pour les réservoirs mobiles existants et pour le remplissage des installations de stockage existantes des stations-service ne sont pas applicables en Pologne jusqu'au 31 décembre 2005. Dans les terminaux dont le débit est supérieur à 150 000 tonnes par an, les prescriptions fixées pour le chargement et le déchargement des réservoirs mobiles existants sont applicables à partir du 1[er] janvier 2005.

2. 31999 L 0032: Directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la directive 93/12/CEE (JO L 121 du 11.5.1999, p. 13).

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 1999/32/CE, les prescriptions fixées pour la teneur en soufre de fiouls lourds ne sont pas applicables à la Pologne jusqu'au 31 décembre 2006. À partir du 1er janvier 2005, aucun fioul lourd dont la teneur en soufre dépasse 1,00 % en masse et qui est produit dans la raffinerie de Glimar ne sera utilisé sur le territoire polonais.

B. GESTION DES DÉCHETS

1. 31993 R 0259: Règlement (CEE) nº 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (JO L 30 du 6.2.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2557: Règlement (CE) nº 2557/2001 de la Commission du 28.12.2001 (JO L 349 du 31.12.2001, p. 1).

a) Jusqu'au 31 décembre 2001, tous les transferts vers la Pologne des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés à l'annexe II du règlement (CEE) nº 259/93 sont notifiés aux autorités compétentes et traités conformément aux articles 6, 7 et 8 du règlement.

b) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, jusqu'au 31 décembre 2007, les autorités compétentes peuvent soulever des objections à l'égard des transferts vers la Pologne qui sont destinés à la valorisation des déchets ci-après, conformément aux motifs d'objection prévus à l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CEE) nº 259/93. Ces transferts relèvent de l'article 10 du règlement (CE) nº 259/93.

— GE 010 — GE 020 verre

— GH 010 — GH 015 papier

— GI 010 — GI 014 plastique

— GK 020 pneus usagés

AA. Déchets contenant des métaux:

— AA 090 ex 2804 80 Déchets et résidus d'arsenic

— AA 100 ex 2805 40 Déchets et résidus de mercure

— AA 130 Liqueurs provenant du décapage des métaux

AB. Déchets contenant principalement des composants inorganiques, pouvant contenir des métaux et des matériaux organiques

AC. Déchets contenant principalement des composants organiques, pouvant contenir des métaux et des matériaux inorganiques:

— AC 040 Boues d'essence au plomb

— AC 050 Fluides thermiques (transfert calorifique)

— AC 060 Fluides hydrauliques

— AC 070 Liquides de freins

— AC 080 Fluides antigel

— AC 110 Phénols, composés phénolés y compris les chlorophénols, sous forme de liquides ou de boues

— AC 120 Naphtalènes polychlorés

— AC 150 Hydrocarbures chlorofluorés

— AC 160 Halons

— AC 190 Peluche — Résidus de broyage automobile (fraction légère)

— AC 200 Composés organiques du phosphore

— AC 230 Résidus de distillation non aqueux, halogénés ou non halogénés, issus d'opérations de récupération des solvants

— AC240 Déchets issus de la production d'hydrocarbures halogénés aliphatiques (tels que les chlorométhanes, le dichloro-éthane, le chlorure de vinyle, le chlorure de vinylidène, le chlorure d'allyle et l'épichlorhydrine)

— AC 260 Lisier de porc; excréments

AD. Déchets pouvant contenir des composants soit organiques soit inorganiques:

— AD 010 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques

— AD 040 Cyanures inorganiques, excepté les résidus de métaux précieux sous forme solide contenant des traces de cyanures inorganiques

— AD 050 Cyanures organiques

— AD 060 Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbures/eau

— AD 070 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis

— AD 150 Matériaux organiques se trouvant à l'état naturel utilisés pour la fabrication de filtres (tels que les filtres biologiques)

— AD 160 Déchets municipaux/ménagers

À l'exception du verre, du papier et des pneus usagés, cette période peut être prolongée jusqu'au 31 décembre 2012 au plus tard au titre de la procédure définie à l'article 18 de la directive 75/442/CEE du Conseil [1], relative aux déchets, modifiée par la directive 91/156/CEE [2].

c) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, jusqu'au 31 décembre 2012, les autorités compétentes peuvent soulever des objections à l'égard des transferts vers la Pologne des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés à l'annexe IV du règlement et à l'égard des transferts de déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés aux annexes de ce règlement, conformément aux motifs d'objection visés à l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CEE) nº 259/93.

d) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, les autorités compétentes soulèvent des objections à l'égard des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement et des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes et dont la destination est une installation bénéficiant d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 96/61/CE [3] relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution au cours de la période pendant laquelle cette dérogation temporaire est appliquée à l'installation de destination.

2. 31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la Pologne atteint les objectifs de revalorisation et de recyclage pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2007, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des plastiques: 10 % en poids à la date d'adhésion, 14 % pour 2004 et un minimum de 15 % pour 2006;

— recyclage des métaux: 11 % en poids à la date d'adhésion, 14 % pour 2004 et un minimum de 15 % pour 2005;

— taux global de valorisation: 32 % en poids à la date d'adhésion, 32 % pour 2004, 37 % pour 2005 et 43 % pour 2006.

3. 31999 L 0031: Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets (JO L 182 du 6.7.1999, p. 1).

Par dérogation à l'article 14, point c), et aux points 2, 3, 4 et 6 de l'annexe I de la directive 1999/31/CE et sans préjudice de la directive 75/442/CEE relative aux déchets ([4]) et de la directive 91/689/CEE relative aux déchets dangereux ([5]), les exigences concernant la maîtrise des eaux et la gestion des lixiviats, la protection des sols et des eaux, le contrôle des gaz et la stabilité, ne s'appliqueront pas aux décharges municipales jusqu'au 1er juillet 2012, sous réserve que soient observés les objectifs intermédiaires suivants:

— à la date d'adhésion: 11 200 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 85 % du total de 13 200 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2004: 10 300 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 77,5 % du total de 13 300 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2005: 9 350 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 70 % du total de 13 350 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2006: 7 900 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 59 % du total de 13 400 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2007: 4 600 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 36 % du total de 12 800 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2008: 4 000 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 32 % du total de 12 500 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2009: 3 200 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 26 % du total de 12 200 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2010: 2 000 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 17 % du total de 12 000 000 tonnes mises en décharge;

— au 31 décembre 2011: 1 200 000 tonnes mises en décharge de façon non conforme à la directive, c'est-à-dire 10 % du total de 11 700 000 tonnes mises en décharge.

Cette disposition ne s'applique pas aux déchets dangereux ni aux déchets industriels.

Au plus tard le 30 juin de chaque année, à compter de l'année d'adhésion, la Pologne fournit à la Commission un rapport sur la mise en œuvre progressive de la directive et le respect de ces objectifs intermédiaires.

C. QUALITE DE L'EAU

1. 31982 L 0176: Directive 82/176/CEE du Conseil du 22 mars 1982 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins (JO L 81 du 27.3.1982, p. 29), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48);

31983 L 0513: Directive 83/513/CEE du Conseil du 26 septembre 1983 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de cadmium (JO L 291 du 24.10.1983, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48);

31984 L 0156: Directive 84/156/CEE du Conseil du 8 mars 1984 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins (JO L 74 du 17.3.1984, p. 49), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48);

31986 L 0280: Directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE (JO L 181 du 4.7.1986, p. 16), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48).

Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 82/176/CEE, à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 83/513/CEE, à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 84/156/CEE et à l'article 3 et à l'annexe II de la directive 86/280/CEE, les valeurs limites fixées pour les rejets dans les eaux visées à l'article 1er de la directive 76/464/CEE ([6]) concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ne sont pas applicables en Pologne jusqu'au 31 décembre 2007. Les valeurs limites établies à l'annexe II de la directive 86/280/CEE, modifiée, concernant le DDT, l'aldrine, la dieldrine, l'endrine and l'isodrine sont applicables à partir de la date d'adhésion.

2. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

a) Par dérogation aux articles 3 et 44, à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 7 de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas applicables en Pologne jusqu'au 31 décembre 2015, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— jusqu'au 31 décembre 2005, la mise en conformité avec la directive est achevée dans 674 agglomérations, ce qui correspond à 69 % de la charge biodégradable totale;

— jusqu'au 31 décembre 2010, la mise en conformité avec la directive est achevée dans 1 069 agglomérations, ce qui correspond à 86 % de la charge biodégradable totale;

— jusqu'au 31 décembre 2013, la mise en conformité avec la directive est achevée dans 1 165 agglomérations, ce qui correspond à 91 % de la charge biodégradable totale.

b) Par dérogation à l'article 13 de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les eaux industrielles usées biodégradables ne sont pas applicables en Pologne jusqu'au 31 décembre 2010, étant entendu que les objectifs suivants sont atteints:

(1) JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 96/350/CE de la Commission (JO L 135 du 6.6.1996, p. 32).
(2) JO L 78 du 26.3.1991, p. 32.
(3) JO L 257 du 10.10.1996, p. 26.
(4) JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 96/350/CE de la Commission (JO L 135 du 6.6.1996, p. 32).
(5) JO L 377 du 31.12.1991, p. 20. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 94/31/CE (JO L 168 du 2.7.1994, p. 28).
(6) JO L 129 du 18.5.1976, p. 23. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/60/CE (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

Secteur nº	Désignation du secteur	Estimations de la charge en polluants organiques mesurée en EH dans les eaux résiduaires arrivant dans les stations d'épuration des eaux résiduaires	
		Total	Y compris EH provenant de stations d'épuration des eaux résiduaires et ayant subi un traitement ayant un effet biologique ou équivalent
1	Industrie de transformation du lait	801 200	600 000
2	Industrie de transformation des fruits et légumes, y compris les pommes de terre	500 000	450 000
4	Production de boisson, bière y compris	183 300	144 000
3	Production et mise en bouteille de boissons rafraîchissantes		
6	Brasseries		
7	Production d'alcool et de boissons alcoolisées		
10	Malteries		
5	Industrie de la viande	230 160	108 240
11	Industrie de transformation du poisson	0	0
	Total:	1 714 660	1 302 240

D. CONTRÔLE DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

1. 31996 L 0061: Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10.10.1996, p. 26).

a) Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 96/61/CE, les conditions d'autorisation des installations existantes ne s'appliquent pas en Pologne aux installations ci-après jusqu'au 31 décembre 2010, pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément à des valeurs limites d'émission, des paramètres ou des mesures techniques équivalents fondés sur les meilleures techniques disponibles au sens de l'article 9, paragraphes 3 et 4. Des autorisations entièrement coordonnées seront délivrées pour ces installations avant le 30 octobre 2007, qui contiendront des calendriers contraignants pour chaque installation en vue de sa mise en conformité complète. Ces autorisations garantissent que les principes généraux sur lesquels reposent les obligations fondamentales des exploitants et qui sont énoncés à l'article 3 de la directive seront respectés au plus tard le 30 octobre 2007.

Industries d'activités énergétiques, catégorie 1.1. de l'annexe I de la directive 96/61/CE: installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW

1. Aspra-Sefako S.A., Sędziszów
2. Carbon Black Polska Sp. z o.o., Jasło
3. Ciepłownia «Bielszowice», Ruda Śląska
4. Ciepłownia «Mikołaj», Ruda Śląska
5. Ciepłownia «Nowy Wirek», Ruda Śląska
6. Ciepłownia C II Spółdzielni Mieszkaniowej «Świt», Ełk
7. Ciepłownia Huty CEDLER S.A., Sosnowiec
8. Ciepłownia KAZIMIERZ (ZEC Katowicach), Katowice
9. Ciepłownia NIWKA (ZEC w Katowicach), Katowice
10. COWiK Bartoszyce Sp. z o.o. — kotłownia rejonowa, Bartoszyce
11. Dolnośląski Zakład Termoenergetyczny S.A., Dzierżoniów
12. Elektrociepłownia Bydgoszcz I, Bydgoszcz
13. Elektrociepłownia GIGA Sp. z o.o., Świdnik
14. Elektrociepłownia Gorlice, Gorlice
15. Elektrociepłownia WSK Rzeszów, Rzeszów
16. Elektrociepłownia Zduńska Wola Sp. z o.o., Zduńska Wola
17. ENERGOPON Sp. z o.o., Poniatowa
18. Komunalne Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Bydgoszcz
19. Kotłownia Miejska w Myszkowie, Myszków
20. Miejska Energetyka Cieplna Sp. z o.o., Ostrowiec Świętokrzyski
21. Miejskie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Włocławek
22. Mifama S.A., Mikołów
23. MPEC Sp. z o.o., Leszno
24. MPGK Włodawa, Włodawa
25. MZEC Sp. z o.o., Chojnice
26. Nadwiślańska Spółka Energetyczna Sp. zo.o., Bieruń
27. PEC Sp. zo.o., Jarocin
28. Przedsiębiorstwo Energetyczne Megawat Sp. z o.o. Z-1 Dębieńsko, Czerwionka — Leszczyny
29. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Katowice
30. Przedsiębiorstwo Energetyczne MEGAWAT Sp. z o.o. Zakład Z-2 Knurów, Czerwionka — Leszczyny
31. Przedsiębiorstwo Energetyczne MEGAWAT Sp. z o.o. Zakład Z-3 Szczygłowice, Czerwionka — Leszczyny
32. Przedsiębiorstwo Energetyczne Systemy Ciepłownicze S.A., Częstochowa
33. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej «Legionowo» Sp. z o.o., Legionowo
34. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Hajnówka
35. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Oborniki
36. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Sp. z o.o. w Ełku, Ełk
37. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Pułtusk
38. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej w Goleniowie Sp. z o.o., Goleniów
39. Przedsiębiorstwo Wielobranżowe ATEX Sp. z o.o., Zamość
40. RSW S.A. — Ciepłownia Ignacy, Rybnik
41. RSW S.A. — Ciepłownia Jankowice, Rybnik
42. RSW S.A. — Ciepłownia Rymer, Rybnik
43. RSW S.A. Elektrociepłownia Chwałowice, Rybnik
44. Spółdzielnia Mieszkaniowa «Zazamcze», Włocławek
45. VT ENERGO Sp. z o.o., Dobre Miasto
46. Zakład Energetyczny Częstochowa S.A., Częstochowa
47. Zakład Energetyczny w Sokołowie Podlaskim, Sokołów Podlaski

48. Zakład Energetyki Cieplnej, Wołomin

49. Zakład Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Bolesławiec

50. Zakład Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Nowy Dwór Mazowiecki

51. Zakład Gospodarki Ciepłowniczej Sp. z o.o., Tomaszów Mazowiecki

52. Zakład Produkcji Ciepła Żory, Żory

53. Zakłady Energetyki Cieplnej, Katowice

54. Zakłady Tworzyw Sztucznych Gamrat w Jaśle, Jasło

55. Zakład Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Tczew

Gestion des déchets, catégorie 5.4 de l'annexe I de la directive 96/61/CE: décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes

Lp.	Categorie conforme à l'annexe 1 de la directive	Voďvodie	Municipalité	Ville
1	5.4	Dolnośląskie	Syców	Syców
2	5.4	Dolnośląskie	Żarów	Żarów
3	5.4	Dolnośląskie	Chojnów	Biała
4	5.4	Dolnośląskie	Mirsk	Mirsk
5	5.4	Dolnośląskie	Lwówek Śląski	Płóczki Dolne
6	5.4	Dolnośląskie	Wiązów	St. Wiązów
7	5.4	Dolnośląskie	Osiecznica	Świętoszów
8	5.4	Dolnośląskie	Lądek — Zdrój	Lądek — Zdrój
9	5.4	Dolnośląskie	Bystrzyca Kłodzka	Bystrzyca Kłodzka
10	5.4	Dolnośląskie	Ziębice	Ziębice
11	5.4	Dolnośląskie	Strzelin	Wąwolnica
12	5.4	Kujawsko-Pomorskie	Golub — Dobrzyń	Białkowo
13	5.4	Kujawsko-Pomorskie	Sępólno Krajeńskie	Włościborek
14	5.4	Kujawsko-Pomorskie	Chełmno	Osnowo
15	5.4	Kujawsko-Pomorskie	Tuchola	Bladowo
16	5.4	Kujawsko-Pomorskie	Pielgrzymka	Pielgrzymka
17	5.4	Lubelskie	Parczew	Królewski Dwór
18	5.4	Lubelskie	Terespol	Lebiedziew
19	5.4	Lubelskie	Ryki	Ryki
20	5.4	Lubelskie	Kurów	Szumów
21	5.4	Lubelskie	Włodawa	Włodawa
22	5.4	Lubelskie	Hrubieszów	Hrubieszów
23	5.4	Lubelskie	Krasnystaw	Wincentów
24	5.4	Lubuskie	Słubice	Kunowice

Lp.	Categorie conforme à l'annexe 1 de la directive	Voďvodie	Municipalité	Ville
25	5.4	Lubuskie	Lubsko	Lubsko
26	5.4	Lubuskie	Żary	
27	5.4	Lubuskie	Kożuchów	Stypułów
28	5.4	Lubuskie	Iłowa	Czyżówek
29	5.4	Lubuskie	Nowogród Bobrzański	Klępin
30	5.4	Łódzkie	Rawa Mazowiecka	Pukinin
31	5.4	Łódzkie	Działoszyn	Działoszyn
32	5.4	Małopolskie	Słopnice	Słopnice Szlacheckie
33	5.4	Małopolskie	Proszowice	Żębocin
34	5.4	Mazowieckie	Tłuszcz	Wólka Kozłowska
35	5.4	Mazowieckie	Mszczonów	Marków Świnice
36	5.4	Mazowieckie	Białobrzegi	Sucha
37	5.4	Mazowieckie	Radziejowice	Krzyżówka
38	5.4	Mazowieckie	Teresin	Topołowa
39	5.4	Mazowieckie	Płońsk	Dalanówek
40	5.4	Mazowieckie	Żuromin	Brudnice
41	5.4	Opolskie	Namysłów	Ziemiełowice
42	5.4	Opolskie	Kietrz	Dzierzysław
43	5.4	Opolskie	Łubniany	Kępa
44	5.4	Opolskie	Zawadzkie	Kielcza
45	5.4	Opolskie	Głogówek	Nowe Kotkowice — Rozłochów
46	5.4	Opolskie	Komprachcice	Domecko
47	5.4	Opolskie	Paczków	Ujeździec
48	5.4	Opolskie	Olesno	Świercze
49	5.4	Opolskie	Leśnica	Leśnica
50	5.4	Podlaskie	Mońki	Świerzbienie
51	5.4	Podlaskie	Wysokie Mazowieckie	Wysokie Mazowieckie
52	5.4	Podlaskie	Suwałki	Sobolewo
53	5.4	Podlaskie	Zambrów	Czerwony Bór
54	5.4	Podlaskie	Sejny	Konstatynówka

Lp.	Categorie conforme à l'annexe 1 de la directive	Voďvodie	Municipalité	Ville
55	5.4	Pomorskie	Bytów	Sierżno
56	5.4	Pomorskie	Czarne	Nadziejewo
57	5.4	Pomorskie	Miastko	Gatka
58	5.4	Pomorskie	Człuchów	Kiełpin
59	5.4	Pomorskie	Pelpin	Ropuchy
60	5.4	Pomorskie	Wicko	Lucin
61	5.4	Pomorskie	Sztum	Nowa Wieś
62	5.4	Śląskie	Wilkowice	Wilkowice
63	5.4	Śląskie	Krzyżanowice	Tworków
64	5.4	Świętokrzyskie	Małogoszcz	Mieronice
65	5.4	Świętokrzyskie	Ożarów	Julianów
66	5.4	Świętokrzyskie	Połaniec	Luszyca
67	5.4	Świętokrzyskie	Busko Zdrój	Dobrowoda
68	5.4	Świętokrzyskie	Włoszczowa	Włoszczowa «Kępny Ług»
69	5.4	Świętokrzyskie	Strawczyn	Promnik
70	5.4	Wamińsko-Mazurskie	Mikołajki	Zełwągi
71	5.4	Wamińsko-Mazurskie	Działdowo	Zakrzewo
72	5.4	Wamińsko-Mazurskie	Pasłęk	Pasłęk
73	5.4	Warmińsko-Mazurskie	Biskupiec	Adamowo
74	5.4	Warmińsko-Mazurskie	Reszel	Worpławki
75	5.4	Warmińsko-Mazurskie	Lidzbark Warmiński	
76	5.4	Warmińsko-Mazurskie	Ryn	Knis
77	5.4	Warmińsko-Mazurskie	Reszel	Pudwagi
78	5.4	Wielkopolskie	Grodzisk Wlkp.	Czarna Wieś
79	5.4	Wielkopolskie	Złotów	Międzybłocie
80	5.4	Wielkopolskie	Rogoźno	Studzeniec
81	5.4	Wielkopolskie	Trzcianka	Trzcianka
82	5.4	Wielkopolskie	Gostyń	Dalabuszki
83	5.4	Wielkopolskie	Opalenica	Jastrzębniki
84	5.4	Wielkopolskie	Ostrzeszów	Ostrzeszów

Lp.	Categorie conforme à l'annexe 1 de la directive	Voďvodie	Municipalité	Ville
85	5.4	Wielkopolskie	Jutrosin	Jutrosin
86	5.4	Zachodniopomorskie	Sławno	Gwiazdowo
87	5.4	Zachodniopomorskie	Świdwin	Świdwinek 2
88	5.4	Zachodniopomorskie	Gryfice	Smolęcin
89	5.4	Zachodniopomorskie	Dziwnów	Międzywodzie
90	5.4	Zachodniopomorskie	Drawsko Pomorskie	Mielenko Drawskie
91	5.4	Zachodniopomorskie	Marianowo	Marianowo

b) Par dérogation ŕ l'article 5, paragraphe 1, de la directive 96/61/CE, les conditions d'autorisation des installations existantes ne s'appliquent pas en Pologne aux installations ci-aprčs jusqu'ŕ la date indiquée pour chaque installation, pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément ŕ des valeurs limites d'émission, des paramčtres ou des mesures techniques équivalents fondés sur les meilleures techniques disponibles au sens de l'article 9, paragraphes 3 et 4. Des autorisations entičrement coordonnées seront délivrées pour ces installations avant le 30 octobre 2007, qui contiendront des calendriers contraignants pour chaque installation en vue de sa mise en conformité complčte. Ces autorisations garantissent que les principes généraux sur lesquels reposent les obligations fondamentales des exploitants et qui sont énoncés ŕ l'article 3 de la directive seront respectés au plus tard le 30 octobre 2007.

1.	Zakłady Chemiczne «Wizów S.A.», Bolesławiec Śląski	au 30.6.2010
2.	«ENERGOTOR-TORUŃ S.A.»	au 30.6.2010
3.	Zespół Elektrociepłowni «Bydgoszcz S.A. EC II»	au 31.12.2010
4.	Zespół Elektrociepłowni «Bydgoszcz S.A. EC I»	au 31.12.2010
5.	Zakłady Chemiczne «Nitro-Chem S.A.», Bydgoszcz	au 31.12.2010
6.	Zakłady Chemiczne «Organika-Zachem», Bydgoszcz	au 31.12.2010
7.	Inowrocławskie Zakłady Chemiczne «Soda Mątwy S.A.»	au 31.12.2010
8.	Janikowskie Zakłady Sodowe «Janikosoda S.A.»	au 31.12.2010
9.	Miejskie Przedsiębiorstwo Oczyszczania, Wysypisko Miejskie, Toruń	au 31.12.2009
10.	ELANA S.A., Toruń	au 30.6.2010
11.	Spółka Pracownicza Rolmil Mileszewy «Rolmil Sp.» z o.o., Jabłonowo Pomorskie	au 31.12.2010
12.	Łęczyńska Energetyka Sp. z o.o. w Bogdance, Puchaczów	au 31.12.2010
13.	MEGATEM EC Lublin	au 31.12.2010
14.	Spółdzielnia Pracy Chemików XENON Zakład w Rąbieniu	au 31.12.2010
15.	Tomaszowskie Zakłady Drobiarskie «ROLDROB» S.A., Tomaszów Mazowiecki	au 31.12.2010
16.	Kutnowskie Zakłady Drobiarskie EXDROB S.A. w Kutnie	au 30.10.2010
17.	Huta im. T. Sendzimira S.A. w Krakowie — Piece koksownicze	au 31.12.2010
18.	Przedsiębiorstwo Materiałów Ogniotrwałych, Kraków	au 31.12.2010
19.	Cementownia Nowa Huta S.A., Kraków	au 31.12.2010
20.	Bolesław- Recycling w Bukownie	au 31.12.2010
21.	Elektrociepłownia Pruszków I (Elektrociepłownie Warszawskie S.A.), Pruszków	au 31.12.2010
22.	Ciepłownia Wola (Elektrociepłownie Warszawskie S.A.), Warszawa	au 31.12.2010
23.	URSUS — MEDIA Sp. z o.o., Warszawa	au 31.12.2010
24.	KERAMZYT Przedsiębiorstwo Kruszyw Lekkich Sp. z o.o., Mszczonów	au 30.11.2010

25.	Metsa Tissue S.A. (former Warszawskie Zakłady Papiernicze w Konstancinie Jeziornej), Konstancin Jeziorna	au 31.12.2009
26.	Reckitt Benckiser (Poland) S.A., Dwór Mazowiecki	au 31.12.2010
27.	Tarchomińskie Zakłady Farmaceutyczne POLFA S.A., Warszawa	au 31.12.2010
28.	Elektrownia Blachownia, Kędzierzyn Koźle	au 31.12.2010
29.	Południowe Zakłady Rafineryjne NAFTOPOL S.A. — Oddział w Kędzierzyn Koźle	au 31.12.2009
30.	Huta «Andrzej», Zawadzkie	au 31.12.2010
31.	Huta Małapanew w Ozimku — presently: Małapanew Zakłady Odlewnicze Sp. z o.o.	au 31.12.2010
32.	Visteon Corporation — Visteon Poland S.A., Praszka	au 31.12.2010
33.	Zakłady Azotowe «Kędzierzyn» S.A., Kędzierzyn — Koźle	au 31.12.2010
34.	Petro Carbo Chem S.A. — divided into two companies: «Synteza» S.A., Zakład Kędzierzyn-Koźle	au 30.6.2010
35.	Zakład Utylizacyjny WĘGRY, Węgry	au 31.12.2010
36.	Opolskie Zakłady Drobiarskie Continental Grain Company S.A., Opole	au 31.12.2009
37.	Przedsiębiorstwo Produkcyjno Handlowe «Ferma-Pol» Sp. z o.o. w Zalesiu	au 31.12.2010
38.	Zakład Usług Technicznych FASTY Sp. z o.o., Białystok	au 31.12.2010
39.	Zakład Produkcji Pasz «KEMOS», Suwałki	au 31.12.2010
40.	Przedsiębiorstwo Transportowe NECKO Sp. z o.o., Augustów	au 31.12.2010
41.	Zakład Utylizacji Sp. z o.o., Gdańsk	au 31.12.2010
42.	POLDANOR S.A., Przechlewo	au 31.12.2010
43.	Elektrociepłownia ZABRZE, Zabrze	au 31.12.2010
44.	Elektrownia EC1, Bielsko — Biała	au 31.12.2010
45.	Elektrociepłownia SZOMBIERKI, Bytom	au 31.12.2010
46.	Huta CZĘSTOCHOWA	au 31.12.2010
47.	Kombinat Koksowniczy «Zabrze» — Koksownia Dębieńsko, Czerwionka — Leszczyny	au 31.12.2009
48.	KK ZABRZE S.A. Koksownia RADLIN, Radlin	au 31.12.2009
49.	KK ZABRZE S.A. Koksownia JADWIGA, Zabrze	au 31.12.2009
50.	Huta Batory S. A., Chorzów	au 31.12.2010
51.	Huta JEDNOŚĆ, Siemianowice Śląskie	au 31.12.2010
52.	Zakłady Mechaniczne BYTOM, Bytom	au 31.12.2010
53.	Huta Łaziska S.A., Łaziska Górne	au 31.12.2010
54.	Kombinat Koksochemiczny ZABRZE S.A. — Zakład Destylacji Smoły, Zabrze	au 31.12.2010
55.	POLIFARB Cieszyn — Wrocław, Oddział Cieszyn	au 31.12.2009
56.	Zakłady Chemiczne ORGANIKA-AZOT S.A., Jaworzno	au 31.12.2010
57.	AGROB EKO, Zabrze	au 31.12.2010
58.	Miejskie Przedsiębiorstwo Gospodarki Komunalnej, Świętochłowice	au 31.12.2010
59.	INDYKPOL S.A., Olsztyn	au 31.12.2010
60.	Gospodarstwo Rolne Skarbu Państwa Raszewy, Żerków	au 31.12.2010
61.	Gospodarstwo Spółdzielcze AGROFIRMA, Wroniawy	au 31.12.2010
62.	Kombinat rolniczo-przemysłowy «Manieczki» Sp. z o.o., Brodnica	au 31.12.2010
63.	Ośrodek Hodowli Zarodowej «Garzyń» Sp. z o.o., Krzemieniewo	au 31.12.2010
64.	AGRO-MEAT, Koszalin	au 31.12.2010
65.	Spółdzielnia AGROFIRMA Witkowo, Stargard Szczeciński	au 31.12.2010
66.	Instytut Zootechniki — ferma Kołbacz, Stare Czarnowo	au 31.12.2010

2. 32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative ŕ la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphčre en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

a) Par dérogation ŕ l'article 4, paragraphe 3, et aux annexes III et IV, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour les dioxydes de soufre ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 2015 au plus tard aux installations suivantes:

1. EL BEŁCHATÓW, 2 × chaudičres de production d'énergie BB-1150

2. EL. TURÓW, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 650 b — 2012, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 650 b — 2013

3. EL. KOZIENICE, 5 × chaudičres de production d'énergie OP-650

4. EL. DOLNA ODRA, 1 × chaudičre de production d'énergie OP-650

5. El. POMORZANY, 2 × chaudičres de production d'énergie Benson OP-206, 1 × chaudičre de production d'énergie × WP–120

6. EL. SZCZECIN, 2 × OP-130

7. Elektrownia im. T. Kościuszki S.A. w Połańcu, 2 × chaudičres de production d'énergie EP-650

8. Elektrownia Rybnik SA, 3 × chaudičres de production d'énergie OP-650

9. Zespół Elektrowni Ostrołęka S.A, EL. OSTROŁĘKA «B», 2 × chaudičres de production d'énergie OP-650

10. Południowy Koncern Energetyczny S.A., Elektrownia «Łagisza», 3 × chaudičres de production d'énergie OP-380k

11. Elektrownia «Skawina», 4 × chaudičres de production d'énergie OP-230, 4 × chaudičres de production d'énergie OP-210

12. Elektrownia «Stalowa Wola» S.A., 4 × chaudičres de production d'énergie OP-150, 2 × chaudičres de production d'énergie OP-380k

13. Elektrociepłownie Warszawskie S.A., EC «Siekierki», 2 × chaudičres de production d'énergie OP-230, 1 × chaudičre de production d'énergie OP-380, 3 × chaudičres de production d'énergie OP-430, 1 × chaudičre de production d'énergie WP-200, 3 × chaudičres de production d'énergie WP-120

14. Elektrociepłownie Warszawskie S.A., EC «Żerań», 5 × chaudičres de production d'énergie OP 230, 4 × chaudičres de production d'énergie WP 120

15. Elektrociepłownia nr 2, Łódź, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 130, 1 × chaudičre de production d'énergie — 2014 OP 130, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 140

16. Elektrociepłownia nr 3, Łódź, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 230, 1 × chaudičre de production d'énergie — 2014 OP 230

17. Elektrociepłownia nr 4, Łódź, 4 × chaudičres de production d'énergie WP 120

18. KOGENERACJA S.A., Wrocław, Elektrociepłownia Czechnica, 4 × chaudičres de production d'énergie OP 130

19. KOGENERACJA S.A., Wrocław, Elektrociepłownia Wrocław, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 430, 1 × chaudičre de production d'énergie WP 70, 1 × chaudičre de production d'énergie WP 120

20. Elektrociepłownie Wybrzeże S.A., Elektrociepłownia Gdańska, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 70C, 1 × chaudičre de production d'énergie — 2012 OP 230 1 × chaudičre de production d'énergie OP 230

21. Elektrociepłownie Wybrzeże S.A., Elektrociepłownia Gdyńska, 1 × chaudičre de production d'énergie WP 120

22. Zespół Elektrociepłowni Bydgoszcz S.A., Elektrociepłownia Bydgoszcz II, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 230

23. Elektrociepłownia Białystok S.A., 2 × chaudičres de production d'énergie OP 140, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 230

24. Elektrociepłownia Zabrze S.A., 2 × chaudičres de production d'énergie WP 120

25. Elektrociepłownia Będzin S.A., 2 × chaudičres de production d'énergie OP 140

26. Elektrociepłownia Gorzów S.A., 2 × chaudičres de production d'énergie OP 140

27. Elektrociepłownia Elbląg S.A., 3 × chaudičres de production d'énergie OP 130, 1 × chaudičre de production d'énergie WP 120

28. Elektrociepłownia Toruń S.A., 2 × chaudičres de production d'énergie WP 120

29. EC Lublin Wrotków, 2 × chaudičres de production d'énergie WP 70

30. Zakład Elektrociepłowni, Polskiego Koncernu Naftowego «Orlen» S.A., 1 × chaudičre de production d'énergie OO-220, 3 × chaudičres de production d'énergie OO-320, 4 × chaudičres de production d'énergie OO-420

31. Energetyka Dwory Sp. z o.o., 1 × chaudičre de production d'énergie — 2012 OP-140

32. EC ANWIL S.A, Włocławek, 1 × chaudičre de production d'énergie OO-230, 2 × chaudičres de production d'énergie OO-260

33. Zakłady Azotowe «PUŁAWY» S.A., Zakład Elektrociepłowni, Puławy, 2 × chaudičres de production d'énergie OP-215

34. Huta im. T. Sendzimira S.A., 4 × chaudičres de production d'énergie TP-230, 1 × chaudičre de production d'énergie OP-230

35. EC Rafinerii Gdańskiej, 2 × chaudičres de production d'énergie OOP-160

36. EC II Elana S.A., Toruń, 4 × chaudičres de production d'énergie OO-120

Pendant cette période transitoire, les émissions de dioxydes de soufre de toutes les installations de combustion visées par la directive 2001/80/CE ne dépassent pas les plafonds suivants:

— 2008: 454 000 tonnes/an,

— 2010: 426 000 tonnes/an,

— 2012: 358 000 tonnes/an.

b) Par dérogation ŕ l'article 4, paragraphe 3, de l'annexe VI, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour les émissions d'oxydes d'azote applicables ŕ compter du 1er janvier 2016 pour les installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ŕ 500 MWth ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 2017 aux installations suivantes:

1. Zespół Elektrowni PAK, EL. ADAMÓW, 3 × chaudičres de production d'énergies OP 380 b, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 380 b

2. EL. KOZIENICE, 3 × chaudičres de production d'énergie OP-650, 2 × chaudičres de production d'énergie AP-1650

3. EL. DOLNA ODRA, 5 × chaudičres de production d'énergie OP-650

4. Elektrownia im. T. Kościuszki S.A., Połaniec, 6 × chaudičres de production d'énergie EP-650

5. Elektrownia Rybnik S.A., 5 × chaudičres de production d'énergie OP-650

6. Zespół Elektrowni Ostrołęka S.A, EL. OSTROŁĘKA «B», 1 × chaudičre de production d'énergie OP-650

7. Południowy Koncern Energetyczny S.A., Elektrownia Jaworzno III, 6 × chaudičres de production d'énergie OP-650

8. Południowy Koncern Energetyczny S.A., Elektrownia Łaziska, 2 × chaudičres de production d'énergie OP-380, 4 × chaudičres de production d'énergie OP-650,

9. Południowy Koncern Energetyczny S.A., Elektrownia Łagisza, 2 × chaudičres de production d'énergie OP-380k

10. Elektrownia «Opole» S.A., 4 × chaudičres de production d'énergie BP-1150

11. Elektrociepłownie Warszawskie S.A., EC «Siekierki», 2 × chaudičres de production d'énergie OP-230

12. Elektrociepłownie Warszawskie S.A., EC «Kawęczyn», 1 × chaudičre de production d'énergie WP-120, 2 × chaudičres de production d'énergie WP-200

13. Elektrociepłownia nr 3, Łódź, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 130, 1 × chaudičre de production d'énergie OP 230

14. Elektrociepłownia nr 4, Łódź, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 230

15. Elektrociepłownia «Kraków» S.A., 2 × chaudičres de production d'énergies BC-90, 2 × chaudičres de production d'énergie BC-100, 4 × chaudičres de production d'énergie WP 120

16. Elektrociepłownie Wybrzeże S.A., Elektrociepłownia Gdyńska, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 230

17. Zespół Elektrociepłowni Bydgoszcz S.A., Elektrociepłownia Bydgoszcz II, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 230

18. Zespół Elektrociepłowni Poznańskich S.A., EC II Poznań Karolin, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 140, 2 × chaudičres de production d'énergie OP 430

19. EC Nowa Sp. z o.o., Dąbrowa Górnicza, 1 × chaudičres de production d'énergie OPG-230, 4 × chaudičres de production d'énergie OPG-230, 1 × chaudičre de production d'énergie OPG-430

20. Zakłady Azotowe «PUŁAWY» S.A., Zakład Elektrociepłowni, Puławy, 3 × chaudičres de production d'énergie OP-215

21. INTERNATIONAL PAPER-KWIDZYN S.A., Wydział Energetyczny, 4 × chaudičres de production d'énergie OP-140

Pendant cette période transitoire, les émissions d'oxydes d'azote de toutes les installations de combustion visées par la directive 2001/80/CE ne dépassent pas les plafonds suivants:

— 2008: 254 000 tonnes/an,

— 2010: 251 000 tonnes/an,

— 2012: 239 000 tonnes/an.

c) Par dérogation ŕ l'article 4, paragraphe 3, et ŕ l'annexe VII, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour les poussičres ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 2017 aux émissions de poussičres provenant des installations municipales de chauffage suivantes:

1. Ciepłownia Miejska Łomża, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

2. Miejskie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Spółka z o.o.Ciepłownia «Zatorze», Leszno, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

3. Miejskie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Spółka z o.o, Chełm, 2 × chaudičres ŕ eau WR-25, 1 × chaudičre ŕ eau WR-10

4. Ciepłownia Miejska Sieradz, 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

5. LUBREM S.C. Centralna Ciepłownia w Dęblinie, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

6. Miejskie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Spółka z o.o., Ciepłownia Zachód, Białystok, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

7. Komunalne Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Spółka z o.o, Karczew, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

8. Ciepłownia C III Ełk, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

9. Ciepłownia-Zasanie Przemyśl, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

10. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Spółka z o.o, Biała Podlaska 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

11. Ciepłownia «Rejtan» Częstochowa,, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

12. Centralna Ciepłownia w Ciechanów, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25, 3 × chaudičres ŕ vapeur OR-10

13. Wojewódzkie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej w Legnicy S.A, 1 × chaudičre ŕ eau WR-46; 2 × chaudičres ŕ vapeur OR 32

14. OPEC Grudziądz, 2 × WR-25, 3 × chaudičres ŕ vapeur OR 32

15. Ciepłownia Miejska Malbork,, 2 × chaudičres ŕ eau WR-10

16. ATEX Sp. z o.o Przedsiębiorstwo Wielobranżowe Zamość, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

17. Miejskie Przedsiębiorstwo Gospodarki Komunalnej Sp. z o.o., Krosno, 2 × chaudičres ŕ eau WR-10 — 2015, 2 × chaudičres ŕ eau WR-10

18. Miejskie Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej Sp. z o.o., Tarnowskie Góry, 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

19. Zakład Energetyki Cieplnej Tczew Sp. z o.o., 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

20. Elektrociepłownia «Zduńska Wola» Sp. z o.o., 3 × chaudičres ŕ vapeur OR-32, 1 × chaudičre ŕ eau WR-25

21. Miejska Energetyka Cieplna Sp. z o.o. Piła, 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

22. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Gniezno, 2 × chaudičres ŕ eau WR-25, 1 × chaudičre ŕ eau WLM-5 — 2015

23. Szczecińska Energetyka Cieplna Sp. z o.o., 2 × chaudičres ŕ eau WR-25

24. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej «Legionowo» Sp. z o.o, 3 × chaudičres ŕ eau WR-25

25. Kalisz -Piwonice S.A., 3 × chaudičres ŕ eau WR25, 1 × chaudičre ŕ vapeur OSR-32

26. Przedsiębiorstwo Energetyki Cieplnej, Ciepłownia Główna, Suwałki, 4 × chaudičres ŕ eau WR-25

27. Radomskie Przedsiębiorstwo Eneregtyki, Cieplnej «RADPEC» S.A 3 × chaudičres ŕ eau WR25

28. Miejski Zakład Gospodarki Komunalnej Piotrków Trybunalski, 2 × chaudičres ŕ eau WR25

29. Zakład Gospodarki Komunalnej i Mieszkaniowej, Ciepłownia Miejska, Pabianice 4 × chaudičres ŕ eau WR-25.

En outre, la part respective des installations énumérées ci-dessus ne dépasse pas les plafonds suivants:

— émissions de dioxydes de soufre:

2008: 20 % de la puissance globale du secteur en 2001

2013: 19 % de la puissance globale du secteur en 2001

— émissions d'oxydes d'azote:

2016: 24 % de la puissance globale du secteur en 2001

— émissions de poussičres:

Pendant toute la période: 2 % de la puissance globale du secteur en 2001.

d) Au plus tard le 1er janvier 2008, puis ŕ nouveau au plus tard le 1er janvier 2012, la Pologne présente ŕ la Commission un plan actualisé, comprenant un plan d'investissement, pour la mise en conformité progressive des installations qui ne sont pas encore conformes, en fixant des étapes précises pour l'application de l'acquis. Ces deux plans assurent la réduction des émissions conformément aux plafonds intermédiaires indiqués ci-dessus et visent ŕ ramener les émissions de dioxydes de soufre en-dessous de 400 000 tonnes en 2010 puis en-dessous de 300 000 tonnes en 2012.

Si la Commission considčre que, eu égard en particulier aux effets sur l'environnement et ŕ la nécessité de réduire les distorsions de concurrence apparues au sein du marché intérieur en raison des arrangements transitoires, les plans en question ne suffisent pas ŕ atteindre ces objectifs, elle en informe la Pologne. Au cours des trois mois qui suivent, la Pologne notifie les mesures qu'elles a prises pour atteindre ces objectifs. Si par la suite la Commission estime, aprčs avoir consulté les États membres, que ces mesures ne sont pas suffisantes pour atteindre ces objectifs, elle engage une procédure d'infraction conformément ŕ l'article 226 du traité CE.

E. SŰRETÉ NUCLÉAIRE ET RADIOPROTECTION

31997 L 0043: Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative ŕ la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions ŕ des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom (JO L 180 du 9.7.1997, p. 22).

Par dérogation ŕ l'article 8 de la directive 97/43/Euratom, les dispositions relatives aux équipements radiologiques ne sont pas applicables en Pologne jusqu'au 31 décembre 2006. Ces équipements ne sont pas mis sur le marché des autres États membres.

Appendice A

visé au chapitre 1, points 4 et 5, de l'annexe XII (*)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 763.

Appendice B

visé au Chapitre 6, section B, sous-section I, point 1 de l'annexe XII (*)

Liste des établissements en transition opérant dans le domaine de la viande rouge, y compris les lacunes et les délais pour y remédier

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 1392.

Appendice C

visé au Chapitre 6, section B, sous-section I, point 2 de l'annexe XII (*)

Liste des établissements avec cages non aménagées bénéficiant d'un régime transitoire (Directive 1999/74/CE, article 5, paragraphes 1, 4 et 5)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 1485.

ANNEXE XIII

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovénie

1. **LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES**

32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les produits pharmaceutiques qui figurent sur les listes (à l'appendice A à la présente annexe telle que fournie par la Slovénie dans une langue) délivrées en vertu de la législation slovène avant la date de l'adhésion restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis et au calendrier fixé dans les listes susmentionnées, ou jusqu'au 31 décembre 2007, si cette dernière échéance est la plus proche. Nonobstant les dispositions du titre III, chapitre 4, de la directive, les autorisations de mise sur le marché qui font l'objet de la présente dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres, tant que ces produits n'ont pas été autorisés conformément à la législation de l'UE.

2. **LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Slovénie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion de la Slovénie, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales, ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissant slovènes à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion. Les ressortissants slovènes qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants slovènes admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants slovènes visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants slovènes qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion de la Slovénie, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Slovénie. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Slovénie.

5. Un État membre maintenant des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion de la Slovénie, les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants slovènes et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants slovènes à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants slovènes peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la septième année suivant la date de l'adhésion de la Slovénie.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension, ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension, au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Slovénie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels, et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants slovènes, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date d'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à la date d'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date d'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la Slovénie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Slovénie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Slovénie peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne ou la Slovaquie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Slovénie à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lettons, lituaniens, hongrois, polonais ou slovènes sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans des certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs slovènes, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Slovénie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette dérogation est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication:
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE ([2]), sauf autre indication:
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Taille, façonnage et finissage de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément au précédent alinéa, la Slovénie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation transnationale de services entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Slovénie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants slovènes que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont des ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont des ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants slovènes et leur famille qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants provenant d'autres États membres et leur famille qui résident et travaillent légalement en Slovénie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Slovénie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Slovénie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants slovènes.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

3. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

1. 31986 L 0635: Directive 86/635/CEE du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers (JO L 372 du 31.12.1986, p. 1), modifiée par:

— 32001 L 0065: Directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.9.2001 (JO L 283 du 27.10.2001, p. 28).

La directive 86/635/CEE ne s'applique pas en Slovénie jusqu'au 31 décembre 2004 aux établissements de crédit et caisses d'épargne créés avant le 20 février 1999.

2. 31994 L 0019: Directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 135 du 31.5.1994, p. 5).

La directive 94/19/CEE ne s'applique pas en Slovénie jusqu'au 31 décembre 2004 aux établissements de crédit et caisses d'épargne créés avant le 20 février 1999.

Jusqu'au 31 décembre 2005, ni le niveau, ni l'étendue de la couverture offerte en Slovénie par un établissement de crédit d'un autre État membre ne pourront dépasser le niveau ou l'étendue de la garantie offerte par le système de garantie correspondant en vigueur en Slovénie.

3. 31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à la directive 97/9/CE et jusqu'au 31 décembre 2005, ni le niveau, ni l'étendue de la couverture offerte en Slovénie par une entreprise d'investissement d'un autre État membre ne pourront dépasser le niveau ou l'étendue de l'indemnisation offerte par le système d'indemnisation correspondant en Slovénie.

4. 32000 L 0012: Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1), modifiée par:

— 32000 L 0028: Directive 2000/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 18.9.2000 (JO L 275 du 27.10.2000, p. 37).

La directive 2000/12/CE ne s'applique pas en Slovénie jusqu'au 31 décembre 2004 aux établissements de crédit et caisses d'épargne créés avant le 20 février 1999.

4. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

En ce qui concerne le marché de l'immobilier, la Slovénie peut recourir à la clause de sauvegarde générale prévue à l'article 37 du présent acte pour une durée maximale de sept ans à compter de la date d'adhésion.

5. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

1. 31966 R 0136: Règlement nº 136/66/CEE du Conseil du 22 septembre 1966 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (JO P 172 du 30.9.1966, p. 3025), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 1513: Règlement (CE) nº 1513/2001 du Conseil du 23.7.2001 (JO L 201 du 26.7.2001, p. 4).

Par dérogation à l'article 33 du règlement nº 136/66/CEE, la Slovénie peut accorder, pendant une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion, des aides d'État à la production de potirons en appliquant les pourcentages dégressifs suivants: 100 % pour les trois premières années, 80 % pour la quatrième année et 50 % pour la cinquième année.

La Slovénie présente un rapport annuel à la Commission sur la mise en œuvre de ces aides d'État en indiquant la forme qu'elles prennent et leur montant.

2. 31999 R 1493: Règlement (CE) nº 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole (JO L 179 du 14.7.1999, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2585: Règlement (CE) nº 2585/2001 du Conseil du 19.12.2001 (JO L 345 du 29.12.2001, p. 10).

a) Par dérogation à l'annexe V, point C 2 e), et à l'annexe VI, point E 3 e), du règlement (CE) nº 1493/1999, il peut être dérogé au titre alcoométrique volumique naturel minimal défini pour la zone CII pour les vins de table et les v.q.p.r.d. au cours des trois campagnes viticoles consécutives 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour la région viticole de Primorska, lorsque les conditions climatiques ou les conditions de culture sont exceptionnellement défavorables et qu'il est donc impossible d'atteindre le titre alcoométrique naturel minimal requis pour la zone CII. Toutefois, le titre alcoométrique naturel minimal ne peut pas être inférieur à celui fixé pour les vins de tables et les v.q.p.r.d. de la zone CIa.

b) Au plus tard trois mois avant la fin de la troisième campagne viticole (2006-2007), la Slovénie présente à la Commission un rapport détaillé sur le titre alcoométrique naturel minimal des vignes utilisées dans la région de Primorska. Avant la fin de cette troisième campagne viticole (2006-2007) et sur la base de ce rapport, la Commission détermine si la région viticole de Primorska est prête à satisfaire aux exigences de la zone CII en matière de titre alcoométrique naturel minimal et prend, le cas échéant, les mesures appropriées.

c) La Commission peut proroger les dispositions prévues au point a) de deux campagnes viticoles, notamment si la période initialement prévue ne se révèle pas assez longue pour disposer de données représentatives permettant d'évaluer le respect des exigences applicables à la zone CII.

d) En ce qui concerne le vin Teran PTP Kras, la Commission procède à une évaluation spécifique des zones consacrées à la production de vin Teran PTP Kras pour déterminer si elles sont prêtes à appliquer le titre alcoométrique naturel minimal de 9,5 %. vol en vigueur dans la zone CII.

e) Au plus tard trois mois avant la fin de la troisième campagne viticole (2006-2007), la Slovénie présente un rapport détaillé à la Commission sur le titre alcoométrique naturel minimal des vignes utilisées pour la production de Teran PTP Kras. Avant la fin de la période transitoire et sur la base de ce rapport, la Commission détermine si les zones de production du Teran PTP Kras sont prêtes à satisfaire aux exigences de la zone CII en matière de titre alcoométrique naturel minimal et prend, le cas échéant, les mesures appropriées.

f) La Commission appliquera des critères objectifs pour l'aide à la restructuration du vignoble dans la région viticole de Primorska en République de Slovénie, prévue à l'article 14 du règlement (CE) nº 1493/1999, en tenant compte des situations et besoins particuliers. La Slovénie bénéficiera de cette aide à la restructuration à partir de la campagne viticole 2004-2005.

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

I. *LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE*

31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Jusqu'au 31 décembre 2009, les établissements de Slovénie énumérés à l'appendice B à la présente annexe peuvent maintenir en service des cages ne répondant aux exigences minimales prévues à l'article 5, paragraphe 1, points 4) et 5), de la directive 1999/74/CE, à condition qu'elles aient une hauteur d'au moins 37 centimètres sur 65 % de la surface de la cage, pas moins de 31 centimètres en tout point et que leur pente n'excède pas 16 %.

Les poules pondeuses se trouvant en période de ponte à la date de l'adhésion peuvent être gardées dans des cages non conformes aux exigences structurelles prévues à l'article 5, paragraphe 1, point 1), à condition qu'elles disposent d'une surface de 450 cm^2 par poule. La Slovénie veille à ce que la surface minimale des sols soit pleinement conforme à l'article 5, paragraphe 1, point 1), au début du nouveau cycle de production et au plus tard le 1er décembre 2004.

II. *LÉGISLATION PHYTOSANITAIRE*

32002 L 0053: Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (JO L 193 du 20.7.2002, p. 1);

32002 L 0055: Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes (JO L 193 du 20.7.2002, p. 33).

La Slovénie peut reporter, pour une période de cinq ans à compter de la date d'adhésion, l'application des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne la commercialisation sur son territoire des semences des variétés figurant dans ses catalogues nationaux respectifs des variétés des espèces de plantes agricoles et des variétés des espèces de plantes de légumes qui n'ont pas été acceptées officiellement, conformément aux dispositions desdites directives. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

6. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

a) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la Slovénie peut maintenir i) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 8,5 % pour la préparation de repas jusqu'au 31 décembre 2007 ou jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article 28, paragraphe 1, de la directive, la date retenue étant la date la plus proche, et ii) un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % pour la fourniture de travaux de construction, de rénovation ou d'entretien pour les bâtiments d'habitation qui ne relèvent pas d'une politique sociale, à l'exclusion des matériaux de construction, jusqu'au 31 décembre 2007.

b) Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Slovénie peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Slovénie peut reporter l'application de l'accise minimale globale de 60 EUR et 64 EUR par 1 000 cigarettes pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2007, à la condition qu'au cours de cette période la Slovénie ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de Slovénie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE du Conseil (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

7. **POLITIQUE SOCIALE ET EMPLOI**

1. 31986 L 0188: Directive 86/188/CEE du Conseil du 12 mai 1986 concernant la protection des travailleurs contre les risques dus à l'exposition au bruit pendant le travail (JO L 137 du 24.5.1986, p. 28), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0024: Directive 98/24/CE du Conseil du 7.4.1998 (JO L 131 du 5.5.1998, p. 11).

En Slovénie, la directive 86/188/CEE n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période précitée, la Slovénie continuera à fournir à la Commission des informations régulièrement mises à jour sur le calendrier et les mesures prises pour garantir la conformité avec la directive.

2. 31991 L 0322: Directive 91/322/CEE de la Commission du 29 mai 1991 relative à la fixation de valeurs limites de caractère indicatif par la mise en œuvre de la directive 80/1107/CEE du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à des agents chimiques, physiques et biologiques pendant le travail (JO L 177 du 5.7.1991, p. 22).

En Slovénie, la directive 91/322/CEE n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période précitée, la Slovénie continuera à fournir à la Commission des informations régulièrement mises à jour sur le calendrier et les mesures prises pour garantir la conformité avec la directive.

3. 31998 L 0024: Directive 98/24/CE du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (quatorzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 131 du 5.5.1998, p. 11).

En Slovénie, la directive 98/24/CE n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période précitée, la Slovénie continuera à fournir à la Commission des informations régulièrement mises à jour sur le calendrier et les mesures prises pour garantir la conformité avec la directive.

4. 32000 L 0039: Directive 2000/39/CE de la Commission du 8 juin 2000 relative à l'établissement d'une première liste de valeurs limites d'exposition professionnelle de caractère indicatif en application de la directive 98/24/CE du Conseil concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (JO L 142 du 16.6.2000, p. 47).

En Slovénie, la directive 2000/39/CE n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période précitée, la Slovénie continuera à fournir à la Commission des informations régulièrement mises à jour sur le calendrier et les mesures prises pour garantir la conformité avec la directive.

5. 32000 L 0054: Directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (JO L 262 du 17.10.2000, p. 21).

En Slovénie, la directive 2000/54/CE n'est pas applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

À compter de la date d'adhésion et jusqu'à la fin de la période précitée, la Slovénie continuera à fournir à la Commission des informations régulièrement mises à jour sur le calendrier et les mesures prises pour garantir la conformité avec la directive.

8. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la Slovénie avant le 31 décembre 2005. La Slovénie doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci–après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 66 jours d'ici à la date d'adhésion,

— 75 jours d'ici au 31 décembre 2004,

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2005.

9. **ENVIRONNEMENT**

A. GESTION DES DÉCHETS

31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 94/62/CE, la Slovénie atteindra d'ici au 31 décembre 2007 les objectifs en matière de valorisation et de recyclage des déchets d'emballage indiqués ci-après en se conformant aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage du plastique: 9 % en poids d'ici à la date d'adhésion, 12 % pour 2004, 13 % pour 2005 et 14 % pour 2006;

— taux global de valorisation: 36 % en poids d'ici à la date d'adhésion, 40 % pour 2004, 44 % pour 2005 et 48 % pour 2006.

B. QUALITÉ DE L'EAU

31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les exigences fixées pour les systèmes de collecte et de traitement des eaux urbaines résiduaires ne s'appliquent pas pleinement en Slovénie jusqu'au 31 décembre 2015, les objectifs intermédiaires ci–après devant toutefois être respectés:

— d'ici au 31 décembre 2008, conformité avec la directive pour les agglomérations dont l'équivalent habitant est supérieur à 10 000,

— d'ici au 31 décembre 2010, conformité avec la directive pour les agglomérations dont l'équivalent habitant est supérieur à 15 000.

C. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

31996 L 0061: Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10.10.1996, p. 26).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 96/61/CE du Conseil, les conditions d'autorisation des installations existantes ne s'appliquent pas en Slovénie aux installations ci-après jusqu'à la date indiquée pour chaque installation, pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément à des valeurs limites d'émission, des paramètres ou des mesures techniques équivalents fondés sur les meilleures techniques disponibles au sens de l'article 9, paragraphes 3 et 4:

— SŽ Acroni, Jesenice, 30 octobre 2010,

— SŽ Metal Ravne, Koroškem, 30 octobre 2011,

— IMP Livar, Ivančna Gorica, 30 octobre 2008,

— Mariborska livarna, Maribor, 30 octobre 2011,

— IGM Zagorje, Zagorje, 30 octobre 2011,

— Steklarna Rogaška, Rogaška, 30 octobre 2010,

— Komunala Nova Gorica, Nova Gorica, 30 octobre 2008,

— Komunala Trbovlje, Trbovlje, 30 octobre 2008,

— Radeče papir, Radeče, 30 octobre 2010,

— Industrija usnja Vrhnika, Vrhnika, 30 octobre 2010,

— Ljubljanske mlekarne, Ljubljana, 30 octobre 2011,

— Kmetijski kombinat Ptuj, Ptuj, 30 octobre 2010,

— Farma Ihan, Domžale, 30 octobre 2010,

— Farma Stična, Stična, 30 octobre 2010,

— Ljutomerčan Cven, Cven, 30 octobre 2010.

Des autorisations pleinement coordonnées seront délivrées pour ces installations avant le 30 octobre 2007 et contiendront des calendriers individuels contraignants prévoyant la réalisation de la pleine conformité. Ces autorisations assurent la pleine conformité avec les principes généraux régissant les obligations fondamentales des opérateurs au sens de l'article 3 de la directive, pour le 30 octobre 2007.

Appendice A

visé au chapitre 1 de l'annexe XIII (*)

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 1488.

Appendice B

visé au Chapitre 5, Section B, Sous-section I de l'annexe XIII (*)

Liste des établissements, y compris nombre de cages non conformes

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 1652.

ANNEXE XIV

Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovaquie

1. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Traité instituant la Communauté européenne;

31968 L 0360: Directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 13), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21);

31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1);

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

1. L'article 39 et l'article 49, premier alinéa, du traité CE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 14 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, entre la Slovaquie, d'une part, et la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part.

2. Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 et jusqu'à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales, ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissants slovaques à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date de l'adhésion.

Les ressortissants slovaques qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants slovaques admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à 12 mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants slovaques visés aux deuxième et troisième alinéas ci-dessus cessent de bénéficier des droits prévus dans lesdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants slovaques qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date de l'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à 12 mois ne bénéficient pas de ces droits.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date de l'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Slovaquie. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Slovaquie.

5. Un État membre maintenant des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion si son marché du travail subit ou risque de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent.

6. Durant la période de sept ans suivant la date de l'adhésion, les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants slovaques et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants slovaques à des fins d'observation durant cette période le feront automatiquement.

7. Les États membres dans lesquels, en vertu des paragraphes 3, 4 ou 5, les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants slovaques peuvent recourir aux procédures prévues aux alinéas ci-après jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date de l'adhésion de la Slovaquie.

Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension, ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée, dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 ci-dessus, l'article 11 du règlement s'applique en Slovaquie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels, et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants slovaques, aux conditions suivantes:

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date d'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à 12 mois;

— les membres de la famille d'un travailleur visés à l'article 10, paragraphe 1, point a), du règlement, qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à la date d'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date d'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux plus favorables.

9. Dans la mesure où certaines dispositions de la directive 68/360/CEE ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (CEE) nº 1612/68 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8, la Slovaquie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5 et 7 et 8.

10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Slovaquie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.

11. Si l'application des articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 est suspendue par l'un des États membres actuels, la Slovaquie peut recourir aux procédures prévues au paragraphe 7 en ce qui concerne la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne ou la Slovénie. Au cours de cette période, les permis de travail délivrés par la Slovaquie à des fins d'observation à des ressortissants tchèques, estoniens, lettons, lituaniens, hongrois, polonais ou slovènes sont délivrés automatiquement.

12. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date de l'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1er à 6 du règlement (CEE) nº 1612/68 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

13. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services de leur marché du travail qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle qu'elle est définie à l'article 1er de la directive 96/71/CE, aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs slovaques, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 49, premier alinéa, du traité CE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Slovaquie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette dérogation est la suivante:

— en Allemagne:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

— en Autriche:

Secteur	Code NACE [1], sauf autre indication
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Travail de la pierre	26.7
Fabrication de constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4 Activités figurant à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 49, premier alinéa, du traité CE conformément au précédent alinéa, la Slovaquie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Slovaquie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

14. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 12 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants slovaques que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 13, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont des ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont des ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants slovaques et leurs familles qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants provenant d'autres États membres et leurs familles qui résident et travaillent légalement en Slovaquie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Slovaquie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence communautaire, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Slovaquie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants slovaques.

([1]) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) nº 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par 32002 R 0029: Règlement (CE) nº 29/2002 de la Commission du 19.12.2001 (JO L 6 du 10.1.2002, p. 3).

2. **LIBRE PRESTATION DES SERVICES**

31997 L 0009: Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 97/9/CE, le niveau d'indemnisation minimal ne s'appliquera pas en Slovaquie avant le 31 décembre 2006. La Slovaquie veillera à ce que son système d'indemnisation des investisseurs prévoie une couverture qui ne soit pas inférieure à 10 000 EUR jusqu'au 31 décembre 2004, à 13 000 EUR du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005 et à 16 000 EUR du 1er janvier 2006 jusqu'au 31 décembre 2006.

Pendant la période transitoire, les autres États membres conserveront le droit d'empêcher une succursale d'une entreprise d'investissement slovaque établie sur leur territoire d'exercer ses activités, à moins que ladite succursale n'ait adhéré à un système d'indemnisation des investisseurs officiellement reconnu sur le territoire de l'État membre concerné et jusqu'à ce qu'elle ait adhéré à un tel système, dans le but de couvrir la différence entre le niveau d'indemnisation proposé en Slovaquie et le niveau minimal visé à l'article 4, paragraphe 1.

3. **LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX**

Traité sur l'Union européenne;

Traité instituant la Communauté européenne.

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Slovaquie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à partir de la date d'adhésion les dispositions relatives à l'acquisition par des non-résidents de terres agricoles et de forêts qui sont prévues dans la loi nº 202/1995 Coll. sur les devises et la loi nº 229/1991 Coll. sur la propriété terrienne et agricole, dans sa version modifiée. En aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles et de forêts, un ressortissant d'un État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Les ressortissants des autres États membres qui souhaitent s'établir en tant qu'agriculteurs indépendants et qui résident légalement et exercent une activité agricole en Slovaquie depuis au moins trois années consécutives ne sont soumis ni aux dispositions visées au précédent alinéa ni à une des procédures autres que celles applicables aux ressortissants slovaques.

Un réexamen général de ces mesures transitoires est réalisé avant la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

Au cas où la Slovaquie mettrait en place des procédures d'autorisation pour l'acquisition de biens immobiliers en Slovaquie par des non-résidents au cours de la période transitoire, ces procédures sont fondées sur des critères transparents, objectifs, stables et rendus publics. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants slovaques et ceux d'autres États membres.

S'il existe des preuves suffisantes selon lesquelles, à l'expiration de la période transitoire, le marché des terres agricoles de Slovaquie subira ou risque de subir de graves perturbations, la Commission décide, à la demande de la Slovaquie, de proroger la période transitoire pour une durée maximale de trois ans.

4. **POLITIQUE DE LA CONCURRENCE**

1. Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence.

a) Par dérogation aux articles 87 et 88 du traité CE et pour autant que les conditions fixées ci-après soient remplies, la Slovaquie peut appliquer, jusqu'à la fin de l'exercice fiscal 2008, l'exonération de l'impôt des sociétés accordée au titre du règlement nº192/1998 Coll. du gouvernement à un bénéficiaire dans le secteur automobile, à la condition que l'aide totale accordée au titre de cette exonération fiscale ne dépasse pas 30 % des coûts d'investissement éligibles du projet concerné qui ont été exposés depuis 1998.

Aux fins du présent point, les coûts éligibles sont définis sur la base des Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale ([1]).

b) La Slovaquie fournit à la Commission des rapports de suivi contenant les informations suivantes:

— sur une base semestrielle, des informations sur les investissements éligibles effectués par le bénéficiaire de l'aide, et,

— sur une base annuelle, des informations sur l'aide accordée au bénéficiaire au titre du régime d'aide visé ci-dessus.

La Slovaquie fournit ces rapports dans un délai de quatre mois à compter de la fin de chaque semestre ou année, à compter de fin avril 2003. Les premiers rapports contiennent les informations relatives aux années 1998 à 2002. Le dernier rapport est présenté pour la fin août 2009, sauf décision contraire de la Commission et de la Slovaquie.

c) Sans préjudice du point précédent, les dispositions relatives au contrôle contenues dans le règlement (CE) nº 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE s'appliquent.

d) Si l'aide totale atteint, avant la fin de l'exercice fiscal 2008, le niveau maximum admissible fixé au point a), l'exonération fiscale est suspendue et le bénéficiaire est tenu de verser un impôt normal sur la partie des revenus de la société qui, si elle était exonérée, provoquerait un dépassement du niveau maximum admissible.

2. Traité instituant la Communauté européenne, titre VI, chapitre 1 — Les règles de concurrence.

a) Par dérogation aux articles 87 et 88 du traité CE, la Slovaquie peut appliquer, jusqu'à la fin de l'exercice fiscal 2009, l'exonération de l'impôt des sociétés accordée au titre de la loi nº 366/1999 Coll. sur l'impôt sur le revenu à un bénéficiaire dans le secteur sidérurgique, pour autant que les conditions ci-après soient remplies:

i) le bénéficiaire de l'aide limite sa production de produits plats et ses ventes de produits plats (laminés à chaud, laminés à froid et produits revêtus) dans l'Union élargie. Ces plafonds sont établis sur la base des chiffres concernés de 2001. À compter de 2002, le bénéficiaire de l'aide peut procéder à des augmentations annuelles de 3 % du plafond de production et de 2 % du plafond des ventes. Le plafond des ventes prend effet à compter de la date d'adhésion. La production de types spécifiques de produits peut varier à condition que la production combinée ne dépasse pas les plafonds fixés;

ii) le bénéficiaire n'étend pas sa gamme de groupes de produits finis existant le 13 décembre 2002;

iii) l'aide totale accordée au bénéficiaire sur la base de la loi nº 366/1999 Z. z. sur l'impôt sur le revenu n'excède pas un total de 500 millions de dollars des États-Unis. Elle ne peut être accordée qu'une seule fois. Toute aide accordée au même bénéficiaire au cours de la période transitoire doit être prise en compte dans le montant de 500 millions de dollars des États-Unis;

iv) le bénéficiaire respecte les termes du contrat de privatisation en ce qui concerne le maintien de l'emploi.

Si la concession fiscale faite au bénéficiaire de l'aide est adaptée de manière à garantir une réduction significative du montant total de l'aide sans compromettre la viabilité de l'entreprise, la Commission peut revoir les conditions décrites ci-dessus conformément à la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 1, du traité CE. Avant d'entamer cette procédure, la Commission tient pleinement compte des opinions des États membres quant à savoir si la réduction de l'aide est significative. Les opinions sont exprimées sur la base d'une recommandation de la Commission et sur la base des informations pertinentes disponibles.

b) La Slovaquie communique à la Commission et au Conseil des rapports semestriels contenant les informations ci-après concernant l'entreprise bénéficiaire:

— la production (en tonnes) de chacun des produits suivants: bobines laminées à chaud, bobines laminées à froid, tôles galvanisées, fer-blanc, tôles magnétiques, tôles à revêtement organique, tuyaux soudés, ainsi que d'autres produits (à préciser);

— les ventes (en tonnes) des produits visés ci-dessus dans l'UE élargie;

— l'évolution de l'emploi dans l'entreprise et la région ainsi que les progrès accomplis dans le reclassement des travailleurs;

— une fois par an, les frais de personnel au cours de l'année et depuis la privatisation;

— une fois par an, les profits avant impôt pour l'exercice fiscal et le montant total spécifié de l'aide.

La Slovaquie fournit ces rapports dans un délai de quatre mois à compter de la fin de chaque semestre, à compter de fin avril 2003. Le premier rapport contient les informations relatives aux années 2000, 2001 et 2002. Le dernier rapport est présenté pour la fin avril 2010, sauf décision contraire de la Commission, du Conseil et de la Slovaquie.

c) Sans préjudice du point précédent, les dispositions relatives au suivi contenues dans le règlement (CE) nº 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE s'appliquent.

d) Si l'aide totale atteint, avant la fin de l'exercice fiscal 2009, le niveau maximum admissible fixé au point a), sous iii), l'exonération fiscale est suspendue et le bénéficiaire est tenu de verser un impôt normal sur la partie des revenus de la société qui, si elle était exonérée, provoquerait un dépassement du niveau maximum admissible.

e) Si le bénéficiaire ne respecte pas les termes du contrat de privatisation en ce qui concerne le maintien de l'emploi, l'aide est suspendue avec effet immédiat et les pénalités prévues dans le contrat de privatisation sont appliquées.

([1]) JO C 74 du 10.3.1998, p. 9.

5. **AGRICULTURE**

A. LÉGISLATION AGRICOLE

32001 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 178 du 30.6.2001, p. 1), modifié par:

— 32002 R 0680: Règlement (CE) nº 680/2002 de la Commission du 19.4.2002 (JO L 104 du 20.4.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 45 du règlement (CE) nº 1260/2001 et aux articles correspondants des autres règlements portant organisation commune des marchés agricoles, la Slovaquie peut continuer à accorder, jusqu'au 31 décembre 2006, des aides d'État afin de garantir le fonctionnement du système des récépissés d'entrepôt et des récépissés de marchandise établi dans la loi nº 144/1998 Z. z. relative aux récépissés d'entrepôt et aux récépissés de marchandise, qui est entrée en vigueur le 1er juin 1998.

La Slovaquie présente un rapport annuel à la Commission sur la mise en œuvre de cette aide d'État en indiquant la forme que prend cette aide et les montant qui s'y rapportent.

B. LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE

31964 L 0433: Directive 64/433/CEE du Conseil relative à des conditions sanitaires pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches (JO P 121 du 29.7.1964, p. 2012, modifiée et consolidée ultérieurement au JO L 268 du 29.6.1991, p. 71), modifiée en dernier lieu par:

— 31995 L 0023: Directive 95/23/CE du Conseil du 22.6.1995 (JO L 243 du 11.10.1995, p. 7);

31977 L 0099: Directive 77/99/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 relative à des problèmes sanitaires en matière de production et de mise sur le marché de produits à base de viande et de certains autres produits d'origine animale (JO L 26 du 31.1.1977, p. 85, modifiée et mise à jour ultérieurement au JO L 57 du 2.3.1992, p. 4), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0076: Directive 97/76/CE du Conseil du 16.12.1997 (JO L 10 du 16.1.1998, p. 25);

31991 L 0493: Directive 91/493/CEE du Conseil, du 22 juillet 1991, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO L 268 du 24.9.91, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 31997 L 0079: Directive 97/79/CE du Conseil du 18.12.1997 (JO L 24 du 30.1.1998, p. 31).

a) Les exigences structurelles prévues à l'annexe I de la directive 64/433/CEE, aux annexes A et B de la directive 77/99/CEE et à l'annexe de la directive 91/493/CEE ne s'appliquent pas aux établissements de Slovaquie énumérés à l'appendice à la présente annexe avant le 31 décembre 2006, sous réserve des conditions prévues ci-après.

b) Tant que les établissements visés au point a) ci-dessus bénéficient des dispositions dudit point, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement placés sur le marché national ou soumis à d'autres transformations dans le même établissement, indépendamment de la date de commercialisation. Ces produits doivent être clairement identifiés par une marque de salubrité et d'identification spécifique.

L'alinéa précédent s'applique aussi à tous les produits provenant d'établissements intégrés dans le domaine de la viande si une partie de l'établissement est soumise aux dispositions du point a).

c) La Slovaquie veille à respecter progressivement les exigences structurelles visées au point a) conformément aux délais prévus pour remédier aux lacunes existantes fixés à l'appendice à la présente annexe. La Slovaquie veille à ce que seuls les établissements qui se conforment pleinement à ces exigences d'ici au 31 décembre 2006 puissent continuer à fonctionner. Elle présente à la Commission des rapports annuels sur les progrès accomplis dans chacun des établissements énumérés à l'appendice, y compris une liste des établissements qui ont corrigé les lacunes existantes pendant l'année en question.

d) La Commission peut mettre à jour l'appendice à la présente annexe avant l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 2006 et, dans ce contexte, elle peut ajouter dans une certaine limite ou supprimer des établissements, à la lumière des progrès réalisés dans la correction des lacunes existantes et des résultats du processus de suivi.

Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire visé ci-dessus sont adoptées conformément à l'article 16 de la directive 64/433/CEE, à l'article 20 de la directive 77/99/CEE et à l'article 15 de la directive 91/493/CEE.

6. **POLITIQUE DES TRANSPORTS**

31993 R 3118: Règlement (CEE) nº 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 fixant les conditions de l'admission de transporteurs non-résidents aux transports nationaux de marchandises par route dans un État membre (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1), modifié en dernier lieu:

— 32002 R 0484: Règlement (CE) nº 484/2002 du Parlement européen et du Conseil du 1.3.2002 (JO L 76 du 19.3.2002, p. 1).

a) Par dérogation à l'article 1er du règlement (CEE) nº 3118/93 et jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les transporteurs établis en Slovaquie sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux dans les autres États membres, et les transporteurs établis dans les autres États membres sont exclus de l'exploitation des services de transports routiers nationaux en Slovaquie.

b) Avant la fin de la deuxième année suivant la date d'adhésion, les États membres indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale de deux ans ou si désormais ils appliqueront intégralement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er dudit règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

c) Avant la fin de la quatrième année suivant la date d'adhésion de la Slovaquie, si des perturbations graves surviennent ou risquent de survenir sur le marché des transports routiers nationaux, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu du point b) ci-dessus indiquent à la Commission s'ils prolongeront cette période pour une nouvelle durée maximale d'un an ou si désormais ils appliqueront pleinement l'article 1er du règlement. En l'absence d'une telle notification, l'article 1er du règlement s'applique. Seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique peuvent assurer l'exploitation de services de transports routiers nationaux dans les autres États membres dans lesquels l'article 1er s'applique aussi.

d) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas pleinement dans tous les États membres, les États membres dans lesquels l'article 1er du règlement s'applique en vertu des points b) ou c) ci-dessus peuvent recourir à la procédure décrite ci-après.

Lorsqu'un État membre visé à l'alinéa précédent subit une perturbation grave de son marché national ou de certains segments de ce marché, causée ou aggravée par le cabotage, telle qu'un net excédent de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour la stabilité financière ou pour la survie d'un nombre important d'entreprises de transports routiers, il en informe la Commission et les autres États membres et leur fournit tous les détails pertinents. Sur la base de ces informations, l'État membre peut demander à la Commission de suspendre, partiellement ou totalement, l'application de l'article 1er du règlement afin de rétablir la situation normale.

La Commission examine la situation sur la base des données fournies par l'État membre concerné et décide, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande, de la nécessité ou non d'adopter des mesures de sauvegarde. La procédure visée à l'article 7, paragraphe 3, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et paragraphes 4, 5 et 6, du règlement s'applique.

Un État membre visé au premier alinéa ci-dessus peut, dans des cas urgents et exceptionnels, suspendre l'application de l'article 1er du règlement; dans ce cas, il transmet ensuite à la Commission une notification motivée.

e) Tant que l'article 1er du règlement ne s'applique pas en vertu des points a) à c) ci-dessus, les États membres peuvent réglementer l'accès à leurs marchés nationaux de transport par route en échangeant progressivement des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux. Cela peut comprendre la possibilité d'une libéralisation totale.

f) L'application des points a) à d) ne doit pas entraîner un accès aux marchés nationaux de transport par route plus restreint qu'au moment de la signature du traité d'adhésion.

7. **FISCALITÉ**

1. 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0038: Directive 2002/38/CE du Conseil du 7.5.2002 (JO L 128 du 15.5.2002, p. 41).

Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, point a), de la directive 77/388/CEE, la Slovaquie peut maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % a) pour la fourniture de l'énergie calorifique utilisée par les ménages et les petites entreprises non assujetties à la TVA pour se chauffer et produire de l'eau chaude, à l'exception des matières premières utilisées pour générer l'énergie calorifique, jusqu'au 31 décembre 2008, et b) pour la fourniture de travaux de construction pour les bâtiments d'habitation qui ne relèvent pas d'une politique sociale, à l'exclusion des matériaux de construction, jusqu'au 31 décembre 2007.

Sans préjudice d'une décision formelle à adopter conformément à la procédure définie à l'article 12, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Slovaquie peut maintenir un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée d'au moins 5 % pour la fourniture de gaz naturel et d'électricité pour une durée maximale d'un an à compter de la date d'adhésion.

Aux fins de l'application de l'article 28, paragraphe 3, point b), de la directive 77/388/CEE, la Slovaquie peut continuer à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée les transports internationaux de personnes visés au point 17 de l'annexe F de la directive, jusqu'à ce que la condition prévue à l'article 28, paragraphe 4, de la directive soit remplie ou tant que la même exonération est appliquée par l'un des États membres actuels, la date retenue étant la plus proche.

2. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0010: Directive 2002/10/CE du Conseil du 12.2.2002 (JO L 46 du 16.2.2002, p. 26).

Par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 92/79/CEE, la Slovaquie peut reporter l'application de l'accise minimale globale sur le prix de vente au détail (toutes taxes incluses) pour les cigarettes appartenant à la classe de prix la plus demandée jusqu'au 31 décembre 2008, à la condition qu'au cours de cette période la Slovaquie ajuste progressivement ses taux d'accise pour qu'ils se rapprochent de l'accise minimale globale prévue dans la directive.

Sans préjudice de l'article 8 de la directive 92/12/CEE du Conseil relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise ([1]) et après en avoir informé la Commission, les États membres peuvent maintenir, tant que la dérogation susvisée est applicable, les mêmes limites quantitatives pour les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire en provenance de Slovaquie sans paiement de droits d'accise supplémentaires que celles appliquées aux importations en provenance de pays tiers. Les États membres qui recourent à cette possibilité peuvent effectuer les contrôles nécessaires à la condition que ces contrôles n'entravent pas le bon fonctionnement du marché intérieur.

([1]) JO L 76 du 23.3.1992, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/47/CE (JO L 193 du 29.7.2000, p. 73).

8. **ÉNERGIE**

31968 L 0414: Directive 68/414/CEE du Conseil du 20 décembre 1968 faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 308 du 23.12.1968, p. 14), modifiée en dernier lieu par:

— 31998 L 0093: Directive 98/93/CE du Conseil du 14.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 100).

Par dérogation à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 68/414/CEE, le niveau minimum de stocks de produits pétroliers ne s'appliquera pas à la Slovaquie avant le 31 décembre 2008. La Slovaquie doit veiller à ce que son niveau minimum de stocks de produits pétroliers corresponde, pour chacune des catégories de produits pétroliers visées à l'article 2, au moins au nombre de jours de consommation intérieure journalière moyenne ci-après, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 1:

— 47 jours d'ici à la date d'adhésion;

— 55 jours d'ici au 31 décembre 2004;

— 64 jours d'ici au 31 décembre 2005;

— 73 jours d'ici au 31 décembre 2006;

— 82 jours d'ici au 31 décembre 2007;

— 90 jours d'ici au 31 décembre 2008.

9. **ENVIRONNEMENT**

A. QUALITÉ DE L'AIR

31994 L 0063: Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (JO L 365 du 31.12.1994, p. 24).

1. Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les installations de stockages existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Slovaquie:

— jusqu'au 31 décembre 2004 à 41 installations de stockage dont le débit de chargement est supérieur à 50 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2007 à 26 installations de stockage dont le débit de chargement est inférieur à 25 000 tonnes par an;

2. Par dérogation à l'article 4 et à l'annexe II de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les équipements de chargement et de déchargement dans les terminaux ne sont pas applicables en Slovaquie:

— jusqu'au 31 décembre 2004 à 3 terminaux dont le débit est supérieur à 150 000 tonnes par an;

— jusqu'au 31 décembre 2007 à 5 terminaux dont le débit est inférieur à 150 000 tonnes par an;

3. Par dérogation à l'article 5 de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour les réservoirs mobiles existant dans les terminaux ne sont pas applicables en Slovaquie jusqu'au 31 décembre 2007 à 74 véhicules-citernes.

4. Par dérogation à l'article 6 et à l'annexe III de la directive 94/63/CE, les prescriptions fixées pour le remplissage des installations de stockage existantes des stations-service ne sont pas applicables en Slovaquie:

— jusqu'au 31 décembre 2004 à 226 stations-service d'un débit supérieur à 1 000 m^3 par an;

— jusqu'au 31 décembre 2007 à 116 stations-service supplémentaires d'un débit supérieur à 500 m^3 par an;

— jusqu'au 31 décembre 2007 à 24 stations-service supplémentaires d'un débit inférieur ou égal à 500 m^3 par an.

B. GESTION DES DÉCHETS

1. 31993 R 0259: Règlement (CEE) nº 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (JO L 30 du 6.2.1993, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 32001 R 2557: Règlement (CE) nº 2557/2001 de la Commission du 28.12.2001 (JO L 349 du 31.12.2001, p. 1).

a) Jusqu'au 31 décembre 2011, tous les transferts vers la Slovaquie des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement (CEE) nº 259/93 et les transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes sont notifiés aux autorités compétentes et traités conformément aux articles 6, 7 et 8 du règlement.

b) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) nº 259/93, les autorités compétentes soulèvent des objections à l'égard des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui sont énumérés aux annexes II, III et IV du règlement et des transferts des déchets qui sont destinés à être valorisés et qui ne sont pas énumérés à ces annexes et dont la destination est une installation bénéficiant d'une dérogation temporaire à certaines dispositions des directives 94/67/CE ([1]) concernant l'incinération de déchets dangereux, 96/61/CE ([2]) relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, 2000/76/CE ([3]) sur l'incinération des déchets et 2001/80/CE ([4]) relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion au cours de la période pendant laquelle cette dérogation temporaire est appliquée à l'installation de destination.

2. 31994 L 0062: Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages (JO L 365 du 31.12.1994, p. 10).

Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, point a), de la directive 94/62/CE, la Slovaquie atteint les objectifs de revalorisation pour les matériaux d'emballage ci-après au 31 décembre 2007, conformément aux objectifs intermédiaires suivants:

— recyclage des métaux: 7 % en poids à la date d'adhésion, 9 % pour 2004, 11 % pour 2005 et 13 % pour 2006;

— taux global de valorisation: 34 % en poids à la date d'adhésion, 39 % pour 2004, 43 % pour 2005 et 47 % pour 2006.

C. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31984 L 0156: Directive 84/156/CEE du Conseil du 8 mars 1984 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins (JO L 74 du 17.3.1984, p. 49), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48).

Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe I de la directive 84/156/CEE, les valeurs limites fixées pour les rejets de mercure et de benzopyrène dans les eaux visées à l'article 1er de la directive 76/464/CEE ([5]) concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 2006 à Novácke chemické závody, a.s. à Nováky (Slovaquie).

2. 31986 L 0280: Directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE (JO L 181 du 4.7.1986, p. 16), modifiée en dernier lieu par:

— 31991 L 0692: Directive 91/692/CEE du Conseil du 23.12.1991 (JO L 377 du 31.12.1991, p. 48).

Par dérogation à l'article 3 et à l'annexe II de la directive 86/280/CEE, les valeurs limites fixées pour les rejets de tétrachloréthylène, de trichloréthylène et de tétrachlorométhane dans les eaux visées à l'article 1er de la directive 76/464/CEE ([5]) concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 2006 à Duslo, a.s. à Šaľa (Slovaquie).

3. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40), modifiée par:

— 31998 L 0015: Directive 98/15/CE de la Commission du 27.2.1998 (JO L 67 du 7.3.1998, p. 29).

Par dérogation aux articles 3 et 4 et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires ne sont pas applicables en Slovaquie jusqu'au 31 décembre 2015, étant entendu que les objectifs intermédiaires suivants sont atteints:

— au 31 décembre 2004, la mise en conformité avec la directive est achevée pour 83 % de la charge biodégradable totale;

— au 31 décembre 2008, la mise en conformité avec la directive est achevée pour 91 % de la charge biodégradable totale;

— au 31 décembre 2010, la mise en conformité avec la directive est achevée pour les agglomérations ayant un équivalent habitant de plus de 10 000;

— au 31 décembre 2012, la mise en conformité avec la directive est achevée pour 97 % de la charge biodégradable totale.

D. RÉDUCTION DE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET GESTION DES RISQUES

1. 31994 L 0067: Directive 94/67/CE du Conseil du 16 décembre 1994 concernant l'incinération de déchets dangereux (JO L 365 du 31.12.1994, p. 34), modifiée par:

— 32000 L 0076: Directive 2000/76/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets (JO L 332 du 28.12.2000, p. 91).

Par dérogation aux articles 7 et 11 et à l'annexe III de la directive 94/67/CE et par dérogation à l'article 6, à l'article 7, paragraphe 1 et à l'article 11 de la directive 2000/76/CE, les valeurs limites d'émission et les prescriptions fixées pour les mesures ne sont pas applicables en Slovaquie jusqu'au 31 décembre 2006 aux incinérateurs ci-après.

Incinérateurs de déchets hospitaliers

— NsP Svidník

— NsP Trebišov

— NsP Košice

— NsP Rožňava

— NsP Poprad

— NsP Lučenec

— NsP Žilina

— NsP Levice

— NsP Prievidza-Bojnice

— NsP Trnava

— NsP Senica

Incinérateurs de déchets dangereux

— Slovnaft, a. s., Bratislava (1978)

— Slovnaft, a. s., Bratislava (1984)

— Novácke chemické závody, a. s., Nováky (1974)

— Duslo, a. s., Šaľa (1982)

— Petrochema, a. s., Dubová (1977)

— Petrochema, a. s., Dubová (1988)

— Chemko, a. s., Strážske (1984).

2. 31996 L 0061: Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10.10.1996, p. 26).

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 96/61/CE du Conseil, les prescriptions fixées pour l'octroi d'une autorisation pour les installations existantes ne sont pas applicables en Slovaquie aux installations ci-après jusqu'à la date précisée pour chaque installation pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément aux valeurs limites d'émission ou aux paramètres ou aux mesures techniques équivalents, qui sont fondés sur les meilleures techniques disponibles, conformément à l'article 9, paragraphes 3 et 4:

— Považská cementáreň, a.s., Ladce: 31 décembre 2011;

— Slovenský hodváb, a.s.,Senica: 31 décembre 2011;

— Istrochem, a.s., Bratislava: 31 décembre 2011;

— NCHZ, a.s., Nováky: 31 décembre 2011;

— SLZ Chémia a.s. Hnúšťa: 31 décembre 2011;

— Duslo, a. s. Šaľa: 31 décembre 2010;

— ŽOS Trnava, a.s.: 31 décembre 2010;

— Bukocel, a.s.: 31 décembre 2009;

— U.S. Steel: 31 décembre 2010;

— Matador, a.s. Púchov: 31 décembre 2011.

Des autorisations seront délivrées pour ces installations, à l'issue d'une procédure pleinement coordonnée, avant le 30 octobre 2007 et comporteront chacune un échéancier contraignant pour parvenir à la mise en conformité totale. Ces autorisations assurent, pour le 30 octobre 2007, le respect des principes généraux des obligations fondamentales de l'exploitant, tels qu'ils sont définis à l'article 3 de la directive.

3. 32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1).

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et aux annexes III à VII, partie A, de la directive 2001/80/CE, les valeurs limites d'émission pour les dioxydes de soufre, les oxydes d'azote et les poussières ne sont pas applicables en Slovaquie jusqu'au 31 décembre 2007 aux installations suivantes:

— SSE, Žilina, Heat Production Plant Zvolen (chaudières K1 et K2);

— SSE, Žilina, Heat Production Plant Žilina (chaudières K1 et K2);

— SSE, Žilina, Heat Production Plant Martin (chaudières K4, K5, K6 et K7).

([1]) JO L 365 du 31.12.1994, p. 34.
([2]) JO L 257 du 10.10.1996, p. 26.
([3]) JO L 332 du 28.12.2000, p. 91.
([4]) JO L 309 du 27.11.2001, p. 1.
([5]) JO L 129 du 18.5.1976, p. 23. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2000/60/CE (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

Appendice

visé au Chapitre 5, Section B, de l'annexe XIV (*)

Liste des établissements, y compris les lacunes et les délais pour y remédier

(*) Voir JO C 227 E du 23.9.2003, p. 1654.

ANNEXE XV

Maximum des crédits supplémentaires visé à l'article 32, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion

Sur la base de l'adhésion de dix nouveaux États membres au 1er mai 2004, le maximum des crédits d'engagement supplémentaires liés à l'élargissement pour l'agriculture, les actions structurelles, les politiques internes et l'administration, tel qu'arrêté dans les conclusions du Conseil européen de Copenhague, comprend les montants qui figurent dans le tableau suivant:

Maximum des crédits d'engagement liés à l'élargissement (en millions d'euros — prix de 1999) pour la période 2004-2006 (pour 10 nouveaux États membres)

	2004	2005	2006
Rubrique 1 Agriculture	1 897	3 747	4 147
dont:			
1a — Politique agricole commune	327	2 032	2 322
1b — Développement rural	1 570	1 715	1 825
Rubrique 2 Actions structurelles après écrêtement	6 070	6 907	8 770
dont:			
Fonds structurel	3 453	4 755	5 948
Fonds de cohésion	2 617	2 152	2 822
Rubrique 3 Politiques internes et dépenses transitoires supplémentaires	1 457	1 428	1 372
dont:			
Politiques existantes	846	881	916
Mesures transitoires pour la sûreté nucléaire	125	125	125
Mesures transitoires pour la mise en place des institutions	200	120	60
Mesures transitoires pour Schengen	286	302	271
Rubrique 5 Administration	503	558	612
Total maximal des crédits d'engagement (Rubriques 1, 2, 3 et 5)	9 927	12 640	14 901

Le tableau ci-dessus s'entend sans préjudice du plafond UE-25 concernant la rubrique 1a, pour la période 2007-2013, fixé dans la décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil le 18 novembre 2002, concernant les conclusions du Conseil européen réuni à Bruxelles les 24 et 25 octobre 2002.

ANNEXE XVI

Liste visée à l'article 52, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion

1. Comité économique et financier:

   institué par l'article 114 du traité CE, par 31998 D 0743: Décision 98/743/CE du Conseil du 21.12.1998 (JO L 358 du 31.12.1998, p. 109), et par 31999 D 0008: Décision 1999/8/CE du Conseil du 31.12.1998 (JO L 5 du 9.1.1999, p. 71)

2. Comité de politique économique:

   institué par 31974 D 0074: Décision 74/122/CEE du Conseil du 18.2.1974 (JO L 63 du 5.3. 1974, p. 21), et par 32000 D 0604: Décision 2000/604/CE du Conseil du 29.9.2000 (JO L 257 du 11.10.2000, p. 28)

3. Comité consultatif pour le tourisme:

   institué par 31986 D 0664: Décision 86/664/CEE du Conseil du 22.12.1986 (JO L 384 du 31.12.1986, p. 52)

4. Comité pharmaceutique:

   institué par 31975 D 0320: Décision 75/320/CEE du Conseil du 20.5.1975 (JO L 147 du 9.6.1975, p. 23)

5. Comité consultatif pour l'application de la directive 89/105/CEE concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance-maladie:

   institué par 31989 L 0105: Directive 89/105/CEE du Conseil du 21.12.1988 (JO L 40 du 11.2.1989, p. 8)

6. Comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes:

   institué par 32003 R 0001: Règlement (CE) nº 1/2003 du Conseil du 16.12.2002 (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1)

   et par 31971 R 2821: Règlement (CEE) nº 2821/71 du Conseil du 20.12.1971 (JO L 285 du 29.12.1971, p. 46), modifié en dernier lieu par:

   — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

7. Comité consultatif en matière de concentrations entre entreprises:

   institué par 31989 R 4064: Règlement (CEE) nº 4064/89 du Conseil du 21.12.1989 (JO L 395 du 30.12.1989, p. 1), modifié en dernier lieu par:

   — 31997 R 1310: Règlement (CE) nº 1310/97 du Conseil du 30.6.1997 (JO L 180 du 9.7.1997, p. 1)

8. Comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports aériens:

   institué par 31987 R 3975: Règlement (CEE) nº 3975/87 du Conseil du 14.12.1987 (JO L 374 du 31.12.1987, p. 1), modifié en dernier lieu par:

   — 31992 R 2410: Règlement (CEE) nº 2410/92 du Conseil du 23.7.1992 (JO L 240 du 24.8.1992, p. 18)

9. Comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports maritimes:

   institué par 31986 R 4056: Règlement (CEE) nº 4056/86 du Conseil du 22.12.1986 (JO L 378 du 31.12.1986, p. 4), modifié en dernier lieu par:

   — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

10. Comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports:

    institué par 31968 R 1017: Règlement (CEE) nº 1017/68 du Conseil du 19.7.1968 (JO L 175 du 23.7.1968, p. 1), modifié en dernier lieu par:

    — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

11. Comité de l'emploi:

    institué par l'article 130 du traité CE et par 32000 D 0098: Décision 2000/98/CE du Conseil du 24.1.2000 (JO L 29 du 4.2.2000, p. 21)

12. Comité de la protection sociale:

    institué par l'article 144 du traité CE et par 32000 D 0436: Décision 2000/436/CE du Conseil du 29.6.2000 (JO L 172 du 12.7.2000, p. 26)

13. Comité consultatif pour la sécurité sociale des travailleurs migrants:

    institué par 31971 R 1408: Règlement (CEE) nº 1408/71 du Conseil du 14.6.1971 (JO L 149 du 5.7.1971, p. 2), modifié en dernier lieu par:

    — 32001 R 1386: Règlement (CE) nº 1386/2001 du Parlement européen et du Conseil du 5.6.2001 (JO L 187 du 10.7.2001, p. 1)

14. Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs:

institué par 31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15.10.1968 (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1)

15. Comité technique pour la libre circulation des travailleurs:

institué par 31968 R 1612: Règlement (CEE) nº 1612/68 du Conseil du 15.10.1968 (JO L 257 du 19.10.1968, p. 2), modifié en dernier lieu par:

— 31992 R 2434: Règlement (CEE) nº 2434/92 du Conseil du 27.7.1992 (JO L 245 du 26.8.1992, p. 1)

16. Comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu du travail:

institué par 31974 D 0325: Décision 74/325/CEE du Conseil du 27.6.1974 (JO L 185 du 9.7.1974, p. 15), modifiée en dernier lieu par:

— 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

17. Comité consultatif des transports:

institué par l'article 79 du traité CE

18. Comité du réseau transeuropéen de transport:

institué par 31996 D 1692: Décision nº 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 23.7.1996 (JO L 228 du 9.9.1996, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 D 1346: Décision nº 1346/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 22.5.2001 (JO L 185 du 6.7.2001, p. 1)

19. Comité de la tarification de l'usage des infrastructures de transport:

institué par 31965 D 0270: Décision du Conseil du 13.5.1965 (JO 88 du 24.5.1965, p. 1473), modifiée par:

— 31970 D 0108: Décision 70/108/CEE du Conseil du 27.1.1970 (JO L 23 du 30.1.1970, p. 24)

20. Comité consultatif en matière de gestion du programme «gestion et stockage des déchets radioactifs»:

institué par 31977 Y 0811(01): Résolution du Conseil du 18.7.1997 (JO C 192 du 11.8.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 31984 D 0338: Décision 84/338/Euratom, CECA, CEE du Conseil du 29.6.1984 (JO L 177 du 4.7.1984, p. 25)

21. Comité consultatif pour les aides accordées dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable:

institué par 31970 R 1107: Règlement (CEE) nº 1107/70 du Conseil du 4.6.1970 (JO L 130 du 15.6.1970, p. 1), modifié en dernier lieu par:

— 31997 R 0543: Règlement (CE) nº 543/97 du Conseil du 17.3.1997 (JO L 84 du 26.3.1997, p. 6)

22. Bureau Energy Star de la Communauté européenne (BESCE):

institué par 32001 R 2422: Règlement (CE) nº 2422/2001 du Parlement européen et du Conseil du 6.11.2001 (JO L 332 du 15.12.2001, p. 1)

23. Groupe d'experts désignés par le comité scientifique et technique d'Euratom en ce qui concerne les normes de base:

institué par l'article 31 du traité Euratom

24. Groupe d'experts désignés par le comité scientifique et technique d'Euratom en ce qui concerne les effluents radioactifs:

institué par l'article 37 du traité Euratom

25. Comité consultatif pour la mise en œuvre du programme spécifique de recherche et de formation dans le domaine de l'énergie nucléaire (2002-2006):

institué par 32002 D 0837: Décision 2002/837/Euratom du Conseil du 30.9.2002 (JO L 294 du 29.10.2002, p. 74), conformément à:

— 31984 D 0338: Décision 84/338/Euratom, CECA, CEE du Conseil du 29.6.1984 (JO L 177 du 4.7.1984, p. 25) (pour les aspects concernant la fission),

— Décision du Conseil du 16.12.1980 (Document du Conseil 4151/81 (ATO 103) du 8.1.1981, non publiée) (pour les aspects concernant la fusion)

26. Comité de la recherche scientifique et technique:

institué par 31974 Y 0129(01): Résolution du Conseil du 14.1.1974 (JO C 7 du 29.1.1974, p. 2), remplacée par:

— 31995 Y 1011(02): Résolution du Conseil du 28.9.1995 (JO C 264 du 11.10.1995, p. 4)

27. Comité de coordination des réacteurs rapides:

institué par 31980 Y 0229(04): Résolution du Conseil du 18.2.1980 (JO C 51 du 29.2.1980, p. 5)

28. Comité consultatif pour les marchés publics de travaux:

institué par 31971 D 0306: Décision 71/306/CEE du Conseil du 26.7.1971 (JO L 185 du 16.8.1971, p. 15), modifiée par:

— 31977 D 0063: Décision 77/63/CEE du Conseil du 21.12.1976 (JO L 13 du 15.1.1977, p. 15)

29. Comité consultatif bancaire:

institué par 31977 L 0780: Première directive 77/780/CEE du Conseil du 12.12.1977 (JO L 322 du 17.12.1977, p. 30), modifiée en dernier lieu par:

— 32000 L 0012: Décision 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20.3.2000 (JO L 126 du 26.5.2000, p. 1)

30. Comité de contact pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux:

institué par 31991 L 0308: Directive 91/308/CEE du Conseil du 10.6.1991 (JO L 166 du 28.6.1991, p. 77), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0097: Directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4.12.2001 (JO L 344 du 28.12.2001, p. 76)

31. Comité de contact pour la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM):

institué par 31985 L 0611: Directive 85/611/CEE du Conseil du 20.12.1985 (JO L 375 du 31.12.1985, p. 3), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0108: Directive 2001/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 21.1.2002 (JO L 41 du 13.2.2002, p. 35)

32. Comité de contact pour le groupement européen d'intérêt économique (GEIE):

institué par 31985 R 2137: Règlement (CEE) nº 2137/85 du Conseil du 25.7.1985 (JO L 199 du 31.7.1985, p. 1)

33. Comité de contact concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés:

institué par 31978 L 0660: Quatrième directive 78/660/CEE du Conseil du 25.7.1978 (JO L 222 du 14.8.1978, p. 11), modifiée en dernier lieu par:

— 32001 L 0065: Directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27.9.2001 (JO L 283 du 27.10.2001, p. 28)

34. Comité consultatif pour la formation des médecins:

institué par 31975 D 0364: Décision 75/364/CEE du Conseil du 16.6.1975 (JO L 167 du 30.6.1975, p. 17)

35. Comité consultatif pour la formation dans le domaine des soins infirmiers:

institué par 31977 D 0454: Décision 77/454/CEE du Conseil du 27.6.1977 (JO L 176 du 15.7.1977, p. 11)

36. Comité consultatif pour la formation des sages-femmes:

institué par 31980 D 0156: Décision 80/156/CEE du Conseil du 21.1.1980 (JO L 33 du 11.2.1980, p. 13)

37. Comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire:

institué par 31978 D 0688: Décision 78/688/CEE du Conseil du 25.7.1978 (JO L 233 du 24.8.1978, p. 15)

38. Comité consultatif pour la formation des pharmaciens:

institué par 31985 D 0434: Décision 85/434/CEE du Conseil du 16.9.1985 (JO L 253 du 24.9.1985, p. 43)

39. Comité consultatif pour la formation des vétérinaires:

institué par 31978 D 1028: Décision 78/1028/CEE du Conseil du 18.12.1978 (JO L 362 du 23.12.1978, p. 10)

40. Comité consultatif pour la formation dans le domaine de l'architecture:

institué par 31985 D 0385: Décision 85/385/CEE du Conseil du 10.6.1985 (JO L 223 du 21.8.1985, p. 26)

41. Comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée:

institué par 31977 L 0388: Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17.5.1977 (JO L 145 du 13.6.1977, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

— 32002 L 0092: Directive 2002/92/CE du Conseil du 3.12.2002 (JO L 331 du 7.12.2002, p. 27)

42. Comité de contact pour la télévision sans frontières:

institué par 31997 L 0036: Directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 30.6.1997 (JO L 202 du 30.7.1997, p. 60)

43. Comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements:

institué par 31991 D 0115: Décision 91/115/CEE du Conseil du 25.2.1991 (JO L 59 du 6.3.1991, p. 19), modifiée en dernier lieu par:

— 31996 D 0174: Décision 96/174/CE du Conseil du 26.2.1996 (JO L 51 du 1.3.1996, p. 48).

ANNEXE XVII

Liste visée à l'article 52, paragraphe 2 de l'acte d'adhésion

1. Groupe politique d'entreprise:

   institué par 32000 D 0690: Décision 2000/690/CE de la Commission du 8.11.2000 (JO L 285 du 10.11.2000, p. 24)

2. Comité scientifique en matière de limites d'exposition professionnelle à des agents chimiques:

   institué par 31995 D 0320: Décision 95/320/CE de la Commission du 12.7.1995 (JO L 188 du 9.8.1995, p. 14)

3. Comité des hauts responsables de l'inspection du travail:

   institué par 31995 D 0319: Décision 95/319/CE de la Commission du 12.7.1995 (JO L 188 du 9.8.1995, p. 11)

4. Comité consultatif de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes:

   institué par 31982 D 0043: Décision 82/43/CEE de la Commission du 9.12.1981 (JO L 20 du 28.1.1982, p. 35), modifiée en dernier lieu par:

   — 31995 D 0420: Décision 95/420/CE de la Commission du 19.7.1995 (JO L 249 du 17.10.1995, p. 43)

5. Comité dans le domaine des pensions complémentaires (le Forum des pensions):

   institué par 32001 D 0548: Décision 2001/548/CE de la Commission du 9.7.2001 (JO L 196 du 20.7.2001, p. 26)

6. Comité d'experts en matière de transit du gaz naturel sur les grands réseaux:

   institué par 31995 D 0539: Décision 95/539/CE de la Commission du 8.12.1995 (JO L 304 du 16.12.1995, p. 57), modifiée par:

   — 31998 D 0285: Décision 98/285/CE de la Commission du 23.4.1998 (JO L 128 du 30.4.1998, p. 70)

7. Comité d'experts en matière de transit d'électricité sur les grands réseaux:

   institué par 31992 D 0167: Décision 92/167/CEE de la Commission du 4.3.1992 (JO L 74 du 20.3.1992, p. 43), modifiée en dernier lieu par:

   — 31997 D 0559: Décision 97/559/CE de la Commission du 24.7.1997 (JO L 230 du 21.8.1997, p. 18)

8. Comité en matière de gestion des déchets:

   institué par 31976 D 0431: Décision 76/431/CEE de la Commission du 21.4.1976 (JO L 115 du 1.5.1976, p. 73), modifiée en dernier lieu par:

   — 11985 I: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités – Adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (JO L 302 du 15.11.1985, p. 23)

9. Comité consultatif en matière de contrôle et de réduction de la pollution causée par le déversement en mer d'hydrocarbures et autres substances dangereuses:

   institué par 31980 D 0686: Décision 80/686/CEE de la Commission du 25.6.1980 (JO L 188 du 22.7.1980, p. 11), modifiée en dernier lieu par:

   — 31987 D 0144: Décision 87/144/CEE de la Commission du 13.2.1987 (JO L 57 du 27.2.1987, p. 57)

10. Comité consultatif pour la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques:

    institué par 31990 D 0067: Décision 90/67/CEE de la Commission du 9.2.1990 (JO L 44 du 20.2.1990, p. 30)

11. Comité consultatif pour la coordination dans le domaine du marché intérieur:

    institué par 31993 D 0072: Décision 93/72/CEE de la Commission du 23.12.1992 (JO L 26 du 3.2.1993, p. 18)

12. Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières:

    institué par 32001 D 0527: Décision 2001/527/CE de la Commission du 6.6.2001 (JO L 191 du 13.7.2001, p. 43)

13. Comité des consommateurs:

    institué par 32000 D 0323: Décision 2000/323/CE de la Commission du 4.5.2000 (JO L 111 du 9.5.2000, p. 30)

14. Comité consultatif pour la coordination dans le domaine de la lutte contre la fraude:

    institué par 31994 D 0140: Décision 94/140/CE de la Commission du 23.2.1994 (JO L 61 du 4.3.1994, p. 27)

ANNEXE XVIII

Liste visée à l'article 52, paragraphe 3, de l'acte d'adhésion

1. Comité du Fonds social européen:

   institué par l'article 147 du traité CE et par 31999 R 1260: Règlement (CE) nº 1260/1999 du Conseil du 21.6.1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 1), modifié par:

   — 32001 R 1447: Règlement (CE) nº 1447/2001 du Conseil du 28.6.2001 (JO L 198 du 21.7.2001, p. 1)

2. Comité consultatif pour la formation professionnelle:

   institué par 31963 D 0266: Décision 63/266/CEE du Conseil du 2.4.1963 (JO 63 du 20.4.1963, p. 1338) et 31963 Q 0688: 63/688/CEE Statut du Comité consultatif pour la formation professionnelle (JO P 190 du 30.12.1963, p. 3090), modifiés en dernier lieu par:

   — 11994 N: Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités — Adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède (JO C 241 du 29.8.1994, p. 21)

3. Comité scientifique, technique et économique de la pêche:

   institué par 31993 D 0619: Décision 93/619/CE de la Commission du 19.11.1993 (JO L 297 du 2.12.1993, p. 25)

4. Comité consultatif de la pêche et de l'aquaculture:

   institué par 31999 D 0478: Décision 1999/478/CE de la Commission du 14.7.1999 (JO L 187 du 20.7.1999, p. 70)

5. Comité consultatif pour l'ouverture des marchés publics dans la Communauté:

   institué par 31987 D 0305: Décision 87/305/CEE de la Commission du 26.5.1987 (JO L 152 du 12.6.1987, p. 32), modifiée par:

   — 31987 D 0560: Décision 87/560/CEE de la Commission du 17.7.1987 (JO L 338 du 28.11.1987, p. 37).

6. Comité consultatif en matière douanière et de fiscalité indirecte:

   institué par 31991 D 0453: Décision 91/453/CEE de la Commission du 30.7.1991 (JO L 241 du 30.8.1991, p. 43).

Protocole nº 1

sur les modifications apportées aux statuts de la Banque Européenne d'Investissement

PREMIÈRE PARTIE

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX STATUTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Article premier

Le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement est modifié comme suit:

— l'article 3, l'article 4, paragraphe 1, premier alinéa, l'article 11, paragraphe 2, premier, deuxième et troisième alinéas, l'article 12, paragraphe 2, et l'article 13, paragraphe 1, premier alinéa, sont remplacés par les textes ci-après;

— un quatrième alinéa (nouveau) est ajouté à la suite de l'article 11, paragraphe 2, troisième alinéa;

«Article 3

Conformément à l'article 266 du présent traité, sont membres de la Banque:

— le Royaume de Belgique,

— la République tchèque,

— le Royaume de Danemark,

— la République fédérale d'Allemagne,

— la République d'Estonie,

— la République hellénique,

— le Royaume d'Espagne,

— la République française,

— l'Irlande,

— la République italienne,

— la République de Chypre,

— la République de Lettonie,

— la République de Lituanie,

— le Grand-Duché de Luxembourg,

— la République de Hongrie,

— la République de Malte,

— le Royaume des Pays-Bas,

— la République d'Autriche,

— la République de Pologne,

— la République portugaise,

— la République de Slovénie,

— la République slovaque,

— la République de Finlande,

— le Royaume de Suède,

— le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord»

Article 4, paragraphe 1, premier alinéa

«1. La Banque est dotée d'un capital de 163 727 670 000 EUR souscrit par les États membres à concurrence des montants suivants [1]:

Allemagne	26 649 532 500
France	26 649 532 500
Italie	26 649 532 500
Royaume-Uni	26 649 532 500
Espagne	15 989 719 500
Belgique	7 387 065 000
Pays-Bas	7 387 065 000
Suède	4 900 585 500
Danemark	3 740 283 000
Autriche	3 666 973 500
Pologne	3 635 030 500
Finlande	2 106 816 000
Grèce	2 003 725 500
Portugal	1 291 287 000
République tchèque	1 212 590 000
Hongrie	1 121 583 000
Irlande	935 070 000
Slovaquie	408 489 500
Slovénie	379 429 000
Lituanie	250 852 000
Luxembourg	187 015 500
Chypre	180 747 000
Lettonie	156 192 500
Estonie	115 172 000
Malte	73 849 000

[1] Les chiffres concernant les nouveaux États membres sont donnés à titre indicatif et se fondent sur les données prévisionnelles publiées par Eurostat (New Cronos) pour 2002.»

Article 11, paragraphe 2, premier, deuxième et troisième alinéas

«2. Le conseil d'administration est composé de vingt-six administrateurs et seize suppléants.

Les administrateurs sont nommés pour une période de cinq ans par le conseil des gouverneurs. Chaque État membre en désigne un et la Commission en désigne un également.

Les administrateurs suppléants sont nommés pour une période de cinq ans par le conseil des gouverneurs à raison de:

— deux suppléants désignés par la République fédérale d'Allemagne,

— deux suppléants désignés par la République française,

— deux suppléants désignés par la République italienne,

— deux suppléants désignés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

— un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume d'Espagne et la République portugaise,

— un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas,

— un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume de Danemark, la République hellénique et l'Irlande,

— un suppléant désigné d'un commun accord par la République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède,

— trois suppléants désignés d'un commun accord par la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque

— un suppléant désigné par la Commission.»

Article 11, paragraphe 2, quatrième alinéa à ajouter:

«Le conseil d'administration coopte six experts sans droit de vote: trois en tant que titulaires et trois en tant que suppléants.»

Article 12, paragraphe 2

«2. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises par au moins un tiers des membres du conseil ayant une voix délibérative, représentant au moins cinquante pour cent du capital souscrit. La majorité qualifiée requiert la réunion de dix-huit voix et soixante-huit pour cent du capital souscrit. Le règlement intérieur de la Banque fixe le quorum nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.»

Article 13, paragraphe 1, premier alinéa

«1. Le comité de direction se compose d'un président et de huit vice-présidents nommés pour une période de six ans par le conseil des gouverneurs sur proposition du conseil d'administration. Leur mandat est renouvelable.»

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 2

Le Royaume d'Espagne verse la somme de 309 686 775 EUR correspondant à sa quote-part du capital versé au titre de l'augmentation du capital souscrit. Cette contribution est versée en huit tranches égales venant à échéance le 30 septembre 2004, le 30 septembre 2005, le 30 septembre 2006, le 31 mars 2007, le 30 septembre 2007, le 31 mars 2008, le 30 septembre 2008 et le 31 mars 2009 ([1]).

Le Royaume d'Espagne contribue, en huit tranches égales venant à échéance aux dates visées ci-dessus, aux réserves et aux provisions équivalant à des réserves, ainsi qu'au montant encore à affecter aux réserves et aux provisions, constitué par le solde du compte de profits et pertes, établis à la fin du mois précédant l'adhésion, tels qu'ils figurent au bilan de la Banque, pour des montants correspondant à 4,1292 % des réserves et des provisions.

Article 3

À compter de la date d'adhésion, les nouveaux États membres versent les montants suivants correspondant à leur quote-part du capital versé au titre du capital souscrit tel qu'il est défini à l'article 4 des statuts ([2]).

Pologne	181 751 525 EUR
République tchèque	60 629 500 EUR
Hongrie	56 079 150 EUR
Slovaquie	20 424 475 EUR
Slovénie	18 971 450 EUR
Lituanie	12 542 600 EUR
Chypre	9 037 350 EUR
Lettonie	7 809 625 EUR
Estonie	5 758 600 EUR
Malte	3 692 450 EUR

([1]) Ces dates reposent sur l'hypothèse de l'adhésion effective des nouveaux États membres au plus tard deux mois avant le 30 septembre 2004.

([2]) Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et se fondent sur les données prévisionnelles publiées par Eurostat (New Cronos) pour 2002.

Ces contributions sont versées en huit tranches égales venant à échéance le 30 septembre 2004, le 30 septembre 2005, le 30 septembre 2006, le 31 mars 2007, le 30 septembre 2007, le 31 mars 2008, le 30 septembre 2008 et le 31 mars 2009 ([1]).

Article 4

Les nouveaux États membres contribuent, en huit tranches égales venant à échéance aux dates visées à l'article 3, aux réserves et aux provisions équivalant à des réserves, ainsi qu'au montant encore à affecter aux réserves et aux provisions, constitué par le solde du compte de profits et pertes, établis à la fin du mois précédant l'adhésion, tels qu'ils figurent au bilan de la Banque, pour des montants correspondant aux pourcentages suivants des réserves et des provisions ([2]):

Pologne	2,4234 %
République tchèque	0,8084 %
Hongrie	0,7477 %
Slovaquie	0,2723 %
Slovénie	0,2530 %
Lituanie	0,1672 %
Chypre	0,1205 %
Lettonie	0,1041 %
Estonie	0,0768 %
Malte	0,0492 %

Article 5

Le capital et les paiements prévus aux articles 2, 3 et 4 du présent protocole sont versés par le Royaume d'Espagne et les nouveaux États membres en espèces et en euros, sauf en cas de dérogation décidée à l'unanimité par le conseil des gouverneurs.

Article 6

1. Dès l'adhésion, le conseil des gouverneurs nomme un administrateur pour chacun des nouveaux États membres, ainsi que des administrateurs suppléants, comme indiqué à l'article 11, paragraphe 2, des statuts.

2. Les mandats des administrateurs et de leurs suppléants ainsi nommés expirent à l'issue de la séance annuelle du conseil des gouverneurs au cours de laquelle est examiné le rapport annuel relatif à l'exercice 2007.

3. Dès l'adhésion, le conseil d'administration coopte les experts et leurs suppléants.

([1]) Ces dates reposent sur l'hypothèse de l'adhésion effective des nouveaux États membres au plus tard deux mois avant le 30 septembre 2004.

([2]) Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et se fondent sur les données prévisionnelles publiées par Eurostat (New Cronos) pour 2002.

Protocole N° 2

relatif à la restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque

1. Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, les aides d'État accordées par la République tchèque pour la restructuration de secteurs déterminés de l'industrie sidérurgique tchèque entre 1997 et 2003 sont réputées compatibles avec le marché commun, pour autant que:

— la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 relatif aux produits couverts par le traité CECA annexé à l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part ([1]), ait été prolongée jusqu'à la date de l'adhésion, et que

— les modalités fixées dans le plan de restructuration sur la base desquelles le protocole susmentionné a été étendu soient suivies tout au long de la période 2002-2006,

— les conditions fixées dans le présent protocole précité soient remplies et qu'

— aucune aide d'État pour la restructuration ne soit à payer à l'industrie sidérurgique tchèque après la date de l'adhésion.

2. La restructuration du secteur sidérurgique tchèque, telle que décrite dans les plans d'entreprise des entreprises indiquées à l'annexe 1, et dans le respect des conditions fixées dans le présent protocole, doit être menée à bien au plus tard le 31 décembre 2006 (ci-après «la fin de la période de restructuration»).

3. Seules les entreprises indiquées à l'annexe 1 (ci-après les «entreprises bénéficiaires») remplissent les conditions requises pour bénéficier des aides d'État dans le cadre du programme pour la restructuration du secteur sidérurgique tchèque.

4. Il est interdit à une entreprise bénéficiaire:

a) en cas de fusion avec une entreprise qui ne figure pas à l'annexe 1, de transmettre à cette entreprise le bénéfice de l'aide qui lui est accordée;

b) de reprendre les actifs d'entreprises ne figurant pas à l'annexe 1 qui font faillite durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2006.

5. Toute privatisation ultérieure d'une entreprise bénéficiaire doit respecter les conditions et les principes en matière de viabilité, d'aides d'État et de réduction de capacité qui sont définis dans le présent protocole.

6. Le montant total des aides à la restructuration à accorder aux entreprises bénéficiaires est déterminé par les justifications figurant dans le plan de restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque et les plans d'entreprise individuels approuvés par le Conseil. Mais, en tout état de cause, l'aide payée durant la période 1997-2003 ne doit pas dépasser un montant maximal de 14 147 425 201 CZK. Sur ce montant total, Nová Huť reçoit un maximum de 5 700 075 201 CZK, Vítkovice Steel reçoit un maximum de 8 155 350 000 CZK et Válcovny Plechu Frýdek Místek reçoit un maximum de 292 000 000 CZK en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé. L'aide ne peut être accordée qu'une seule fois. La République tchèque n'accordera aucune autre aide d'État pour la restructuration à l'industrie sidérurgique tchèque.

7. La réduction nette de capacité à laquelle doit parvenir la République tchèque pour les produits finis sur la période 1997-2006 correspond à 590 000 tonnes.

La réduction de la capacité sera mesurée uniquement sur la base d'une fermeture définitive des installations de production, par destruction physique d'une ampleur ne permettant pas de les remettre en service. La faillite d'une entreprise sidérurgique n'est pas suffisante pour une prise en compte au titre d'une réduction de capacité.

Ces réductions de capacité, ainsi que toute autre s'avérant nécessaire dans le cadre des programmes de restructuration, doivent être achevées conformément aux calendriers figurant à l'annexe 2.

8. La République tchèque supprimera les obstacles aux échanges sur le marché du charbon, conformément à l'acquis, au moment de l'adhésion, ce qui permettra aux entreprises sidérurgiques tchèques d'avoir accès au charbon aux prix du marché international.

9. Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Nová Huť sera mis en œuvre. En particulier:

a) l'usine de Vysoké Pece Ostrava (VPO) devra être incorporée dans le cadre organisationnel de Nová Huť moyennant l'acquisition de tous les droits de propriété dans cette usine. Une échéance devra être fixée pour cette fusion, en précisant à qui en incombe la réalisation;

b) les efforts de restructuration se concentreront sur les points suivants:

— Nová Huť doit évoluer et s'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production, et la gestion de l'entreprise doit être améliorée afin de devenir plus efficace et plus transparente au niveau des coûts,

— Nová Huť devra revoir sa gamme de produits et se tourner vers des marchés à plus haute valeur ajoutée,

— Nová Huť devra réaliser à court terme les investissements nécessaires pour rehausser la qualité des produits finis;

([1]) JO L 360 du 31.12.1994, p. 2.

c) il convient de procéder à la restructuration de l'emploi. Des niveaux de productivité comparables à ceux obtenus par des groupes sidérurgiques de l'UE seront atteints d'ici au 31 décembre 2006, sur la base des chiffres consolidés des entreprises bénéficiaires concernées;

d) la conformité à l'acquis communautaire en matière de protection de l'environnement sera réalisée pour la date de l'adhésion. Les investissements nécessaires à cet effet devront être pris en compte dans le plan d'entreprise. C'est également le cas pour les investissements qu'il faudra réaliser pour la prévention et la réduction intégrées de la pollution, afin de se conformer aux exigences de la directive 96/61/CE 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ([1]), pour le 1er novembre 2007.

10. Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Vítkovice Steel sera mis en œuvre. En particulier:

a) le laminoir Duo devra être fermé de façon permanente pour le 31 décembre 2006 au plus tard. En cas d'acquisition de l'entreprise par un investisseur stratégique, il conviendra de subordonner le contrat d'achat à cette fermeture;

b) les efforts de restructuration se concentreront sur les points suivants:

— augmenter les ventes directes et insister davantage sur la réduction des coûts, ce qui est essentiel pour rendre la gestion de l'entreprise et la rendre plus efficace;

— s'adapter à la demande du marché et s'orienter vers des produits à plus haute valeur ajoutée;

— les investissements proposés pour le processus secondaire de production d'acier devront être avancés de 2004 à 2003 afin de permettre à l'entreprise d'être compétitive au niveau de la qualité plutôt qu'au niveau des prix;

c) la conformité à l'acquis communautaire en matière de protection de l'environnement sera réalisée pour la date de l'adhésion. Les investissements nécessaires à cet effet doivent être pris en compte dans le plan d'entreprise, tout comme les futurs investissements qui seront nécessaires en rapport avec les futurs investissements IPPC.

11. La plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Válcovny Plechu Frýdek Místek (VPFM) sera mis en œuvre. En particulier:

a) les laminoirs à chaud nº 1 et 2 devront être définitivement fermés d'ici à la fin de 2004.;

b) les efforts de restructuration devront se concentrer sur les points suivants:

— réaliser à court terme les investissements nécessaires pour rehausser la qualité des produits finis,

— accorder la priorité à la mise en œuvre d'éléments clés identifiés qui contribuent à l'amélioration du bénéfice (y compris la restructuration de l'emploi, la réduction des frais, l'amélioration du rendement, la réorientation de la distribution).

12. Toute modification ultérieure du plan global de restructuration et des plans spécifiques doit être agréée par la Commission et, le cas échéant, par le Conseil.

13. La mise en œuvre de la restructuration doit se dérouler dans des conditions de pleine transparence et sur la base de principes sains d'économie de marché.

14. La Commission et le Conseil suivront de près la mise en œuvre de la restructuration et le respect des conditions énoncées dans le présent protocole pour ce qui est de la viabilité, des aides d'État et des réductions de capacités avant et après l'adhésion, jusqu'à la fin de la période de restructuration, conformément aux points 15 à 18. À cet effet, la Commission présentera un rapport au Conseil.

15. La Commission et le Conseil assurent le suivi des critères d'évaluation de la restructuration énoncés à l'annexe 3.

16. Le suivi comprendra des évaluations indépendantes qui seront effectuées en 2003, 2004, 2005 et 2006. Le test de viabilité de la Commission sera un élément important pour vérifier si les conditions de viabilité sont remplies.

17. La République tchèque coopérera pleinement avec la Commission pour ce qui est de tous les arrangements en matière de suivi. En particulier:

— la République tchèque soumettra à la Commission des rapports semestriels concernant la restructuration des entreprises bénéficiaires, et ce au plus tard les 15 mars et 15 septembre de chaque année, jusqu'au terme de la période de restructuration;

— le premier rapport doit être communiqué à la Commission pour le 15 mars 2003, et le dernier, pour le 15 mars 2007, à moins que la Commission n'en décide autrement;

— les rapports contiendront toutes les informations requises pour suivre le processus de restructuration et la réduction et l'utilisation de la capacité, ainsi que des données financières suffisantes pour permettre d'évaluer si les conditions et exigences contenues dans le présent protocole ont été remplies. Les rapports contiennent au moins les informations indiquées à l'annexe 4, que la Commission se réserve le droit de modifier en fonction de l'expérience acquise dans le cadre du processus de suivi. Outre les rapports d'activité des entreprises indiquées à l'annexe 1, un rapport devra également être établi concernant la situation globale du secteur sidérurgique tchèque, y compris en ce qui concerne l'évolution macroéconomique récente;

([1]) JO L 257 du 10.10.1996, p. 26.

— la République tchèque fera obligation aux entreprises bénéficiaires de divulguer toutes les informations pertinentes qui pourraient, dans d'autres circonstances, être considérées comme étant confidentielles. Dans ses rapports au Conseil, la Commission veillera à ne pas divulguer les informations confidentielles concernant des entreprises spécifiques.

18. La Commission peut à tout moment décider de mandater un consultant indépendant pour évaluer les résultats du suivi, effectuer toute recherche qui s'avérerait nécessaire et faire rapport à la Commission et au Conseil.

19. Si la Commission établit, sur la base des rapports visés au point 16, que la situation existante présente des écarts substantiels par rapport aux données financières sur la base desquelles l'évaluation de viabilité a été réalisée, elle peut obliger la République tchèque à prendre les dispositions appropriées pour renforcer les mesures de restructuration des entreprises bénéficiaires concernées.

20. S'il ressort du suivi que:

a) les conditions accompagnant les dispositions transitoires contenues dans le présent protocole n'ont pas été remplies, ou que

b) les engagements pris dans le cadre de la prolongation de la période durant laquelle la République tchèque peut à titre exceptionnel accorder des aides d'État pour la restructuration de son industrie sidérurgique aux termes de l'Accord européen [1] n'ont pas été remplis, ou que

c) la République tchèque, dans le courant de la période de restructuration, a accordé des aides d'État supplémentaires non conformes à l'industrie sidérurgique et en particulier aux entreprises bénéficiaires,

les dispositions transitoires contenues dans le présent protocole ne sont pas d'application.

La Commission prendra les dispositions nécessaires pour exiger de toute entreprise concernée le remboursement de toute aide accordée en violation des conditions fixées dans le présent protocole.

[1] JO L 360 du 31.12.1994, p. 2.

ANNEXE 1

ENTREPRISES BÉNÉFICIANT D'AIDES D'ÉTAT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

NOVÁ HUŤ, a. s.
Vratimovská 689
707 02 Ostrava-Kunčice
République tchèque

VÍTKOVICE STEEL, a. s.
Ruská 2887/101
706 02 Ostrava — Vítkovice
République tchèque

VÁLCOVNY PLECHU, a. s.
Křižíkova 1377
Frýdek — Místek
République tchèque

ANNEXE 2

CALENDRIER RELATIF AUX CHANGEMENTS DE CAPACITÉ (RÉDUCTIONS AND AUGMENTATIONS) [1]

Société	Installation	Changement de capacité (tpy)	Date du changement de production	Date de l'arrêt définitif
Poldi Hütte	Laminoirs V1-V8	-120 000	01.08.1999	31.05.2000
VPFM	Laminoirs à chaud nº 1 & 2	-70 000	31.12.2004	31.12.2005
Vítkovice Steel	Laminoir duo	-130 000	30.06.2006	31.12.2006
Nová Huť	Laminoir à profilés lourds – HCC	-600 000	31.08.2006	31.12.2006
Nová Huť	Laminoir à profilés	+330 000	01.01.2007	—
	Changement de capacité nette	-590 000		

[1] Les réductions de capacité devraient être définitives au sens de la décision nº 3010/91/CECA de la Commission (JO L 286 du 16.10.1991, p. 20).

ANNEXE 3

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET SUIVI DE LA RESTRUCTURATION

1. Viabilité

Compte tenu des règles spéciales de comptabilité appliquées par la Commission, chaque entreprise bénéficiaire obtient un résultat d'exploitation annuel brut minimum représentant un certain pourcentage du chiffre d'affaires (10 % pour les entreprises sidérurgiques non intégrées, 13,5 % pour les aciéries intégrées) et un rendement minimum du capital propre de 1,5 % du chiffre d'affaires d'ici au 31 décembre 2006 au plus tard. Cela fait l'objet de l'évaluation indépendante réalisée chaque année entre 2003 et 2006, comme le prévoit le paragraphe 16 du protocole.

2. Productivité

Une productivité globale comparable à celle à laquelle l'industrie sidérurgique de l'UE est parvenue est obtenue progressivement d'ici au 31 décembre 2006. Cela fait l'objet de l'évaluation indépendante réalisée chaque année entre 2003 et 2006, comme le prévoit le paragraphe 16 du protocole.

3. Réductions de coût

Une importance particulière est attachée aux réductions de coût, qui sont considérées comme l'un des éléments essentiels de la viabilité. Celles-ci sont pleinement mises en œuvre, conformément aux plans d'entreprise des entreprises bénéficiaires.

ANNEXE 4

LISTE INDICATIVE DES INFORMATIONS REQUISES

1. Production et incidence sur le marché

   — production mensuelle d'acier brut et de produits semi-finis et finis par catégorie ainsi que par gamme de produits,

   — produits vendus, y compris volumes, prix et marchés; ventilation par gamme de produits.

2. Investissements

   — détail des investissements réalisés,

   — date d'achèvement du programme d'investissements,

   — coûts de l'investissement, sources de financement et montant de toute aide correspondante,

   — date de versement de l'aide éventuelle.

3. Réductions de main-d'œuvre:

   — nombre d'emplois supprimés et calendrier,

   — évolution de l'emploi dans les entreprises bénéficiaires (en faisant la distinction entre l'emploi direct et indirect).

4. Capacité (concernant l'ensemble du secteur sidérurgique en République tchèque):

   — date fixée ou prévue de l'arrêt de la production des capacités exprimées en production maximale annuelle pouvant être obtenue dans des conditions de travail normales, qui doivent être fermées et description de ces capacités,

   — date fixée (ou prévue) du démantèlement des installations concernées et détail de ce démantèlement, au sens de la décision n° 3010/91/CECA de la Commission relative aux informations que les entreprises du secteur sidérurgique sont tenues de fournir au sujet de leurs investissements ([1]),

   — date fixée (ou prévue) de la mise en place de nouvelles capacités et description de celles-ci,

   — évolution de la capacité totale de l'acier brut et de produits finis par catégorie en République tchèque.

5. Coûts

   — ventilation des coûts et de leur évolution respective passée et future, en particulier pour ce qui concerne les économies liées à la main-d'œuvre, la consommation d'énergie, les économies liées aux matières premières, les accessoires et la réduction des services externes.

6. Résultats financiers

   — évolution de certains ratios financiers essentiels permettant de vérifier les progrès réalisés sur la voie de la rentabilité (les résultats et ratios financiers doivent être présentés sous une forme permettant de les comparer au plan de restructuration financière de l'entreprise et doivent inclure le test de viabilité de la Commission),

   — niveau des charges financières,

([1]) JO L 286, 16.10.1991, p. 20.

— détail et calendrier des aides accordées,

— détail et calendrier du remboursement des aides déjà accordées,

— modalités et conditions de tout nouvel emprunt (quelle que soit son origine).

7. Privatisation:

— prix de vente et traitement réservé aux engagements existants,

— destination du produit de la vente,

— date de la vente,

— situation financière de l'entreprise au moment de la vente,

— valeur de l'entreprise/de l'actif au moment de la vente et méthode d'évaluation utilisée.

8. Création d'une nouvelle entreprise ou de nouvelles installations correspondant à une extension des capacités:

— identité de chaque actionnaire du secteur privé et public,

— origines des contributions financières pour la création d'une nouvelle entreprise ou de nouvelles installations,

— modalités et conditions de la participation des actionnaires privés et publics,

— structure de gestion de la nouvelle entreprise.

Protocole n° 3

sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT que la déclaration commune concernant les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre, annexée à l'Acte final du traité relatif à l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes, prévoyait que le régime applicable aux relations entre la Communauté économique européenne et les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre sera défini dans le contexte d'un éventuel arrangement entre cette Communauté et la République de Chypre;

COMPTE TENU des dispositions relatives aux zones de souveraineté figurant dans le traité établissant la République de Chypre (ci-après dénommé «traité d'établissement») et les échanges de notes y afférentes en date du 16 août 1960;

PRENANT ACTE de l'échange de notes entre le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement de la République de Chypre concernant l'administration des zones de souveraineté, en date du 16 août 1960, et de la déclaration du gouvernement du Royaume-Uni qui y est annexée, aux termes de laquelle l'un des principaux objectifs à atteindre est de défendre les intérêts des personnes qui résident ou travaillent dans les zones de souveraineté, et considérant à cet égard que ces personnes devraient, dans la mesure du possible, être traitées de la même manière que celles qui résident ou travaillent dans la République de Chypre;

PRENANT ÉGALEMENT ACTE des dispositions du traité d'établissement relatives au régime douanier entre les zones de souveraineté et la République de Chypre, notamment celui qui est visé à l'annexe F dudit traité;

PRENANT ÉGALEMENT ACTE de l'engagement pris par le Royaume-Uni de ne pas créer de postes douaniers ou d'autres postes frontières entre les zones de souveraineté du Royaume-Uni et la République de Chypre, ainsi que des arrangements conclus en vertu du traité d'établissement, par lesquels les autorités de la République de Chypre administrent un grand nombre de services publics dans les zones de souveraineté, notamment dans le domaine de l'agriculture, des douanes et de la fiscalité;

CONFIRMANT que l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne ne devrait pas affecter les droits et obligations des parties au traité d'établissement;

CONSTATANT qu'il y a donc lieu d'appliquer aux zones de souveraineté du Royaume-Uni certaines des dispositions du traité instituant la Communauté européenne et du droit communautaire dérivé et d'arrêter des modalités particulières concernant la mise en œuvre de ces dispositions dans lesdites zones;

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS CI-APRÈS:

Article 1

L'article 299, paragraphe 6, point b), du traité instituant la Communauté européenne est remplacé par le texte suivant:

«b) le présent traité ne s'applique à Akrotiri et Dhekelia, zones de souveraineté du Royaume-Uni à Chypre, que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu dans le protocole sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre annexé à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque, et conformément aux dispositions dudit protocole.»

Article 2

1. Les zones de souveraineté du Royaume-Uni sont comprises dans le territoire douanier de la Communauté et, à cette fin, les actes en matière de douane et de politique commerciale commune énumérés dans la partie I de l'annexe au présent protocole s'appliquent aux zones de souveraineté, sous réserve des modifications figurant dans l'annexe.

2. Les actes relatifs aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux accises et à d'autres formes de d'imposition indirecte énumérés dans la partie II de l'annexe du présent protocole s'appliquent aux zones de souveraineté sous réserve des modifications figurant dans l'annexe ainsi que des dispositions pertinentes applicables à Chypre figurant dans l'Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hon-

grie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque.

3. Les actes énumérés dans la partie III de l'annexe du présent protocole sont modifiés conformément à l'annexe en vue de permettre au Royaume-Uni de maintenir les franchises et exonérations de droits et taxes dont bénéficient, en vertu du traité d'établissement, ses forces et le personnel associé pour ce qui est des approvisionnements.

Article 3

Les dispositions du traité et dispositions connexes ci-après s'appliquent aux zones de souveraineté du Royaume-Uni:

a) le titre II de la troisième partie du traité CE relatif à l'agriculture, ainsi que les dispositions arrêtées sur cette base;

b) les mesures arrêtées conformément à l'article 152, paragraphe 4, point b), du traité CE.

Article 4

Les personnes résidant ou travaillant sur le territoire des zones de souveraineté du Royaume-Uni qui, aux termes des arrangements conclus en vertu du traité d'établissement et de l'échange de notes y afférent en date du 16 août 1960, sont soumises à la législation de la République de Chypre en matière de sécurité sociale sont traitées, aux fins du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté [1], comme si elles résidaient ou travaillaient sur le territoire de la République de Chypre.

Article 5

1. La République de Chypre n'est pas tenue de contrôler les personnes qui franchissent ses frontières terrestres et maritimes avec les zones de souveraineté du Royaume-Uni et aucune restriction communautaire sur le franchissement des frontières extérieures ne s'applique à ces personnes.

2. Le Royaume-Uni soumet à des contrôles les personnes qui franchissent les frontières extérieures de ses zones de souveraineté conformément aux engagements énoncés dans la partie IV de l'annexe du présent protocole.

Article 6

En vue d'assurer la mise en œuvre efficace des objectifs du présent protocole, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut modifier les articles 2 à 5 ci-dessus, y compris l'annexe, ou appliquer aux zones de souveraineté du Royaume-Uni d'autres dispositions du traité CE et du droit communautaire dérivé, assorties le cas échéant de conditions qu'il précise. La Commission consulte le Royaume-Uni et la République de Chypre avant de présenter une proposition.

Article 7

1. Sous réserve du paragraphe 2, le Royaume-Uni est responsable de la mise en œuvre du présent protocole dans ses zones de souveraineté. Plus particulièrement:

a) le Royaume-Uni est responsable de l'application des mesures communautaires précisées dans le présent protocole dans le domaine des douanes, de la fiscalité indirecte et de la politique commerciale commune pour ce qui est des marchandises qui entrent sur le territoire de l'île de Chypre ou en sortent en passant par un port ou un aéroport situé à l'intérieur des zones de souveraineté du Royaume-Uni;

b) les contrôles douaniers sur les marchandises importées dans l'île de Chypre ou exportées à partir de celle-ci par les forces du Royaume-Uni en passant par un port ou un aéroport situé dans la République de Chypre peuvent être réalisés à l'intérieur des zones de souveraineté du Royaume-Uni;

c) le Royaume-Uni est responsable de la délivrance des licences, autorisations ou certificats qui pourraient être requis au titre de toute mesure communautaire applicable en ce qui concerne des marchandises importées dans l'île de Chypre ou exportées à partir de celle-ci par les forces du Royaume-Uni.

2. La République de Chypre est responsable de la gestion et du paiement de tout fonds communautaire auquel peuvent prétendre les personnes des zones de souveraineté du Royaume-Uni dans le cadre de l'application de la politique agricole commune auxdites zones en vertu de l'article 3 du présent protocole, et la République de Chypre rend compte de ces dépenses à la Commission.

3. Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, le Royaume-Uni peut déléguer aux autorités compétentes de la République de Chypre, conformément aux arrangements conclus en vertu du traité d'établissement, l'exécution de toute tâche imposée à un État membre par toute disposition figurant aux articles 2 à 5 ci-dessus ou en application de celle-ci.

4. Le Royaume-Uni et la République de Chypre coopèrent pour assurer la mise en œuvre efficace du présent protocole dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni et concluent, s'il y a lieu, d'autres arrangements pour ce qui est de déléguer la mise en œuvre de toute disposition figurant aux articles 2 à 5 ci-dessus. Un exemplaire des arrangements ainsi conclus est transmis à la Commission.

Article 8

Le régime établi par le présent protocole a exclusivement pour objet de réglementer la situation particulière des zones de souveraineté du Royaume Uni à Chypre et ne pourra être appliqué à aucun autre territoire de la Communauté ni être considéré comme un précédent, en tout ou en partie pour tout autre régime spécial qui existe déjà ou qui pourrait être établi dans un autre territoire européen prévu à l'article 299 du traité.

Article 9

Tous les cinq ans, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport sur la mise en œuvre des dispositions du présent protocole.

---

[1] JO L 149 du 5.7.1971, p. 2.

ANNEXE

Les directives et règlements mentionnés dans le présent protocole sont réputés désigner les directives et règlements tels que modifiés ou remplacés, ainsi que leurs actes d'application.

PARTIE I

1. Règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire, dont l'article 3, paragraphe 2, est remplacé par le texte suivant:

«2. Compte tenu des conventions et traités qui leur sont applicables, et bien qu'ils soient situés hors du territoire des États membres, sont également considérés comme faisant partie du territoire douanier de la Communauté les territoires suivants:

a) FRANCE

Le territoire de la principauté de Monaco, tel qu'il est défini par la convention douanière signée à Paris le 18 mai 1963 (Journal officiel de la République française du 27 septembre 1963, p. 8679).

b) CHYPRE

Le territoire des zones de souveraineté du Royaume-Uni à Akrotiri et Dhekelia, tel qu'il est défini par le traité établissant la République de Chypre, signé à Nicosie le 16 août 1960 (United Kingdom Treaty Series Nº 4 (1961) Cmnd. 1252)»;

2. Règlement (CEE) nº 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun;

3. Règlement (CEE) nº 918/83 du Conseil du 28 mars 1983 relatif à l'établissement du régime communautaire des franchises douanières;

4. Règlement (CEE) nº 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) nº 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire;

5. Règlement (CEE) nº 3677/90 du Conseil du 13 décembre 1990 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes;

6. Directive 92/109/CEE du Conseil du 14 décembre 1992 relative à la fabrication et à la mise sur le marché de certaines substances utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

7. Règlement (CEE) nº 3911/92 du Conseil du 9 décembre 1992 concernant l'exportation de biens culturels;

8. Règlement (CE) nº 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 fixant certaines mesures concernant l'introduction dans la Communauté et l'exportation et la réexportation hors de la Communauté de marchandises portant atteinte à certains droits de propriété intellectuelle;

9. Règlement (CE) nº 1367/95 de la Commission du 16 juin 1995 arrêtant les dispositions d'application du règlement (CE) nº 3295/94 du Conseil fixant certaines mesures concernant l'introduction dans la Communauté et l'exportation et la réexportation hors de la Communauté de marchandises portant atteinte à certains droits de propriété intellectuelle;

10. Règlement (CE) nº 1334/2000 du Conseil du 22 juin 2000 instituant un régime communautaire de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage.

PARTIE II

1. Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme, dont:

a) l'article 3, paragraphe 4, premier alinéa, est remplacé par le texte suivant:

«Par dérogation au paragraphe 1, compte tenu:

— des conventions et traités que la Principauté de Monaco et l'île de Man ont conclus avec la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

— du traité établissant la République de Chypre,

la Principauté de Monaco, l'île de Man et les zones de souveraineté du Royaume-Uni à Akrotiri et Dhekelia ne sont pas considérées, aux fins de l'application de la présente directive, comme des territoires tiers.»

b) l'article 3, paragraphe 4, deuxième alinéa, est modifié par l'ajout du troisième tiret suivant:

«— des zones de souveraineté du Royaume-Uni à Akrotiri et Dhekelia sont traitées comme des opérations effectuées en provenance ou à destination de la République de Chypre.»

2. Directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, dont l'article 2, paragraphe 4, est modifié par l'ajout du cinquième tiret suivant:

«— des zones de souveraineté du Royaume-Uni à Akrotiri et Dhekelia sont traitées comme des opérations effectuées en provenance ou à destination de la République de Chypre.»

PARTIE III

1. L'article 135 du règlement (CEE) nº 918/83 du Conseil du 28 mars 1983 relatif à l'établissement du régime communautaire des franchises douanières est modifié par l'ajout du nouveau point d) suivant:

«d) par le Royaume-Uni, des franchises sur les importations de marchandises pour l'usage de ses forces ou du personnel civil qui les accompagne ou pour l'approvisionnement de leurs mess ou cantines, prévues par le traité établissant la République de Chypre du 16 août 1960.»

2. Sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme, qui est modifiée:

a) par l'insertion, à l'article 14, paragraphe 1, point g), du quatrième tiret suivant:

«— Les exonérations visées au troisième tiret couvrent également les importations effectuées par les forces du Royaume-Uni stationnées sur l'île de Chypre conformément au traité établissant la République de Chypre, en date du 16 août 1960, pour l'usage de ses forces ou du personnel civil qui les accompagne ou pour l'approvisionnement de leurs mess ou cantines, ainsi que les fournitures de biens et de services destinés à ces forces ou le personnel civil qui les accompagne.»

b) par le remplacement du point b) de l'article 17, paragraphe 3, par le texte suivant:

«b) de ses opérations exonérées conformément à l'article 14, paragraphe 1, points g) et i), à l'article 15 et à l'article 16, paragraphe 1, sous B et C, et paragraphe 2;»

3. L'article 23, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, est modifié par l'ajout du nouveau tiret suivant:

«— aux forces armées du Royaume-Uni stationnées sur l'île de Chypre conformément au traité établissant la République de Chypre, en date du 16 août 1960, pour l'usage de ces forces ou du personnel civil qui les accompagne, ou pour l'approvisionnement de leurs mess ou cantines.»

PARTIE IV

1. Aux fins du présent protocole, on entend par:

a) «frontières extérieures des zones de souveraineté du Royaume-Uni»: leurs frontières maritimes, ainsi que leurs aéroports et leurs ports maritimes, mais pas leurs frontières terrestres ou maritimes avec la République de Chypre;

b) «point de passage»: tout point de passage autorisé par les autorités compétentes du Royaume-Uni pour le franchissement des frontières extérieures.

2. Le Royaume-Uni n'autorise le franchissement des frontières extérieures des zones de souveraineté qu'aux points de passage.

3. a) Les ressortissants de pays tiers ne sont autorisés à franchir les frontières extérieures des zones de souveraineté du Royaume-Uni que:

i) s'ils possèdent un document de voyage valable;

ii) s'ils sont en possession d'un visa en cours de validité pour la République de Chypre, lorsqu'un tel visa est requis;

iii) s'ils exercent une activité liée à la défense ou s'ils sont membres de la famille d'une personne exerçant une telle activité; et

iv) s'ils ne constituent pas une menace pour la sécurité nationale.

b) Le Royaume-Uni ne peut déroger à ces conditions que pour des motifs humanitaires ou d'intérêt national ou en raison d'obligations internationales.

c) Aux fins de l'application du point a), sous ii), les membres d'une force ou d'un élément civil et les personnes à leur charge définis à l'annexe C du traité d'établissement, sont réputés dispensés de l'obligation de visa pour la République de Chypre.

4. Le Royaume-Uni soumet les personnes qui franchissent les frontières extérieures des zones de souveraineté à des contrôles, qui portent notamment sur la vérification des documents de voyage. Toutes les personnes font l'objet d'au moins un contrôle permettant d'établir leur identité.

5. Les autorités compétentes du Royaume-Uni surveillent par unités mobiles les intervalles des frontières extérieures entre les points de passage frontaliers; il en est de même pour les points de passage en dehors de leurs heures normales d'ouverture. Ce contrôle est effectué de manière à dissuader les personnes d'éviter le contrôle aux points de passage. Les autorités compétentes du Royaume-Uni mettent en place des effectifs appropriés et en nombre suffisant en vue de réaliser le contrôle et la surveillance le long des frontières extérieures des zones de souveraineté du Royaume-Uni.

6. Les autorités du Royaume-Uni assurent une coopération étroite et permanente avec les autorités de la République de Chypre en vue d'une exécution efficace des contrôles et surveillances.

7. a) Tout demandeur d'asile qui, au départ d'un pays situé en dehors de la Communauté, a pénétré pour la première fois sur l'île de Chypre en passant par une des zones de souveraineté du Royaume-Uni, est repris ou réadmis dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni à la demande de l'État membre de la Communauté européenne sur le territoire duquel se trouve ce demandeur.

b) Pour des motifs humanitaires, la République de Chypre coopère avec le Royaume-Uni en vue de mettre au point des moyens pratiques permettant de respecter les droits et de répondre aux besoins des demandeurs d'asile et des immigrés illégaux présents dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni, dans le respect de la législation applicable de ces dernières.

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission européenne confirme son interprétation selon laquelle les dispositions du droit communautaire applicable aux zones de souveraineté du Royaume-Uni au sens de l'article 3, point a), du présent protocole incluent:

a) le règlement (CE) nº 3448/93 du Conseil du 6 décembre 1993 déterminant le régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles;

b) le règlement (CE) nº 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, dans la mesure où le règlement (CE) nº 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) l'exige aux fins du financement de mesures de développement rural dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni au titre de la section «Garantie» du FEOGA.

Protocole nº 4

sur la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

FAISANT PART de la volonté de l'Union de continuer à fournir une assistance communautaire supplémentaire qui soit à la mesure des efforts de déclassement accomplis par la Lituanie, également après l'adhésion de la Lituanie à l'Union européenne, pour la période allant jusqu'à 2006 et au-delà, et notant que la Lituanie, tenant compte de ce témoignage de solidarité de l'Union, s'est engagée à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire d'Ignalina avant 2005 et l'unité 2 pour 2009,

RECONNAISSANT que le déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina, qui comprend deux réacteurs de type RBMK d'une puissance de 1500 MW chacun, hérités de l'ancienne Union soviétique, est sans précédent et représente pour la Lituanie une charge financière exceptionnelle sans proportion avec la taille et la capacité économique du pays, et que le déclassement se poursuivra au-delà des perspectives financières actuelles de la Communauté,

NOTANT la nécessité d'adopter des dispositions relatives à la mise en œuvre de l'assistance communautaire supplémentaire pour faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina,

NOTANT que, lorsqu'elle utilisera l'assistance communautaire, la Lituanie accordera toute l'attention voulue aux besoins des régions qui seront le plus touchées par la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina,

DÉCLARANT que sont considérées comme compatibles avec les règles du marché intérieur certaines des mesures qui seront financées par des aides publiques, telles que le déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina, la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et la modernisation des capacités conventionnelles de production d'électricité qui seront nécessaires pour remplacer les deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ignalina après leur fermeture,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Article 1

Reconnaissant que l'Union est disposée à fournir une assistance communautaire supplémentaire qui soit à la mesure des efforts accomplis par la Lituanie pour déclasser la centrale nucléaire d'Ignalina et mettant en évidence ce témoignage de solidarité, la Lituanie s'engage à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire d'Ignalina avant 2005 et l'unité 2 de cette centrale le 31 décembre 2009 au plus tard, et, par la suite, à déclasser ces unités.

Article 2

1. Au cours de la période 2004-2006, la Communauté fournit une assistance financière supplémentaire pour soutenir les efforts de la Lituanie visant à déclasser la centrale nucléaire d'Ignalina et faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de cette centrale (ci-après «programme Ignalina»).

2. Les mesures au titre du programme Ignalina sont décidées et mises en œuvre conformément aux dispositions prévues dans le règlement (CEE) nº 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale ([1]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2500/2001 ([2]).

3. Le programme Ignalina porte notamment sur: des mesures de soutien au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina, des mesures en faveur de la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et de la modernisation des capacités conventionnelles de production destinées à remplacer les capacités de production des deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ignalina, et d'autres mesures qui découlent de la décision de fermer et de déclasser cette centrale et qui contribuent à l'indispensable restructuration, réhabilitation de l'environnement et modernisation des secteurs de la production, de la transmission et de la distribution d'énergie en Lituanie, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement et de l'efficacité énergétique dans le pays.

4. Le programme Ignalina comprend également des mesures destinées à aider le personnel de la centrale à maintenir un niveau élevé de sûreté opérationnelle dans la centrale nucléaire d'Ignalina au cours de la période précédant la fermeture et pendant le déclassement des réacteurs.

5. Pour la période 2004–2006, le montant affecté au programme Ignalina est de 285 millions d'euros en crédits d'engagement, qui seront dégagés en tranches annuelles égales.

6. Pour certaines mesures, la contribution prévue dans le cadre du programme Ignalina peut s'élever à 100 % des dépenses totales. Tous les efforts devraient être faits pour, d'une part, poursuivre la pratique du cofinancement établie dans le cadre de l'assistance de préadhésion en ce qui concerne les activités de déclassement entreprises par la Lituanie et, d'autre part, attirer d'autres sources de cofinancement, le cas échéant.

7. L'assistance au titre du programme Ignalina, ou des parties de cette assistance, peut être mise à disposition en tant que contribution de la Communauté au Fonds international d'appui au démantèlement d'Ignalina, administré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

8. Les aides publiques provenant de sources nationales, communautaires et internationales:

— destinées à la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et aux mesures de modernisation de la centrale thermique d'Elektrenai, en Lituanie, qui est essentielle aux fins du remplacement des capacités de production des deux réacteurs nucléaires d'Ignalina; et

— destinées au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina

doivent être compatibles avec les règles du marché intérieur telles qu'elles sont définies dans le traité CE.

9. Les aides publiques provenant de sources nationales, communautaires et internationales qui sont destinées à contribuer aux efforts accomplis par la Lituanie pour faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina peuvent, au cas par cas, être considérées comme compatibles, au titre du traité CE, avec les règles du marché intérieur, notamment les aides publiques destinées à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

Article 3

1. Reconnaissant que le déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina est une entreprise de longue haleine et qu'il représente pour la Lituanie une charge financière exceptionnelle sans proportion avec sa taille et sa capacité économique, l'Union, par solidarité avec la Lituanie, fournit une assistance communautaire supplémentaire qui soit à la mesure des efforts de déclassement qui se poursuivront après 2006.

2. Le programme Ignalina sera, à cet effet, poursuivi sans interruption et prorogé après 2006. Les modalités de mise en œuvre du programme Ignalina, une fois prorogé, sont arrêtées conformément à la procédure prévue à l'article 56 de l'Acte d'adhésion et entrent en vigueur, au plus tard, à la date d'expiration des perspectives financières actuelles.

3. Le programme Ignalina, prorogé conformément aux dispositions du paragraphe 2, est fondé sur les mêmes éléments et principes que ceux décrits à l'article 2.

4. Pour la période couverte par les prochaines perspectives financières, l'ensemble des crédits affectés au programme Ignalia prorogé doit être adéquat en moyenne. La programmation des ressources sera fondée sur les besoins de financement et les capacités d'absorption réels.

Article 4

Sans préjudice des dispositions de l'article 1er, la clause de sauvegarde visée à l'article 37 de l'Acte d'adhésion est applicable jusqu'au 31 décembre 2012 si l'approvisionnement énergétique est perturbé en Lituanie.

([1]) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11.
([2]) JO L 342 du 27.12.2001, p. 1.

Protocole nº 5

sur le transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

TENANT COMPTE de la situation particulière de la région de Kaliningrad de la Fédération de Russie dans le contexte de l'élargissement de l'Union,

CONSIDÉRANT les obligations et les engagements que l'acquis impose à la Lituanie en ce qui concerne l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice,

NOTANT en particulier que, à compter de son adhésion au plus tard, la Lituanie doit appliquer et mettre en œuvre dans son intégralité l'acquis communautaire en ce qui concerne la liste des pays dont les ressortissants doivent être en possession d'un visa lorsqu'ils franchissent les frontières extérieures et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation, ainsi que l'acquis communautaire concernant le modèle type de visa,

CONSIDÉRANT que le transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie à travers le territoire de l'UE est une question qui concerne l'ensemble de l'Union, qui doit être traitée en tant que telle et qui ne doit pas entraîner de conséquences défavorables pour la Lituanie,

SACHANT que le Conseil doit prendre la décision de supprimer les contrôles aux frontières intérieures après avoir vérifié que les conditions nécessaires à cet effet ont bien été remplies,

DÉTERMINÉES à aider la Lituanie à remplir dès que possible les conditions requises pour participer pleinement à l'espace Schengen sans frontières intérieures,

SONT CONVENUES des dispositions suivantes:

Article 1

Les dispositions et arrangements communautaires en matière de transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie, et en particulier le règlement du Conseil portant création d'un document facilitant le transit (FTD) et d'un document facilitant le transit ferroviaire (FRTD) et modifiant les instructions consulaires communes et le manuel commun, n'ont pas pour effet, en tant que tels, de retarder ni d'empêcher la pleine participation de la Lituanie à l'acquis de Schengen, y compris la suppression des contrôles aux frontières intérieures.

Article 2

La Communauté aide la Lituanie à mettre en œuvre les dispositions et arrangements nécessaires au transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie afin que la Lituanie participe pleinement à l'espace Schengen le plus rapidement possible.

La Communauté aide la Lituanie à gérer le transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie et supporte notamment le surcoût éventuel de la mise en œuvre des dispositions spécifiques de l'acquis prévues à cet effet.

Article 3

Sans préjudice des droits souverains de la Lituanie, toute autre décision relative au transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie ne sera adoptée qu'après l'adhésion de la Lituanie par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

Protocole nº 6

relatif à l'acquisition de résidences secondaires à Malte

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Compte tenu du nombre très limité de résidences existant à Malte et du nombre très limité de terrains disponibles à des fins de construction, qui permettent uniquement de répondre aux besoins essentiels résultant de l'évolution démographique de la population actuelle, Malte peut continuer à appliquer, de manière non discriminatoire, les dispositions prévues dans la loi (Chapitre 246) sur les biens immobiliers (acquisition par des non résidents) relatives à l'acquisition et à la possession de biens immeubles aux fins de résidences secondaires par des ressortissants des États membres n'ayant pas résidé légalement à Malte pendant une période de cinq ans au moins.

Malte met en place des procédures d'autorisation pour l'acquisition de biens immeubles aux fins de résidences secondaires à Malte; ces procédures sont fondées sur des critères rendus publics, objectifs, stables et transparents. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants maltais et ceux d'autres États membres. Malte fait en sorte qu'un ressortissant d'un État membre ne soit en aucun cas traité de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Si la valeur d'un tel bien qu'un ressortissant d'un État membre a acquis dépasse le seuil fixé par la législation maltaise, qui est de 30 000 lires maltaises pour les appartements et de 50 000 lires maltaises pour tout type de bien autre que les appartements et les biens de valeur historique, l'autorisation est accordée. Malte peut réviser les seuils établis par cette législation pour tenir compte de l'évolution des prix sur le marché maltais de l'immobilier.

Protocole nº 7

sur l'avortement à Malte

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES DE LA DISPOSITION SUIVANTE:

Rien dans le traité sur l'Union européenne ni dans les traités instituant les Communautés européennes ni dans les traités ou les actes modifiant ou complétant ces traités n'affecte l'application, sur le territoire de Malte, de la législation nationale relative à l'avortement.

Protocole nº 8

sur la restructuration de l'industrie sidérurgique Polonaise

1. Nonobstant les articles 87 et 88 du traité CE, les aides d'État octroyées par la Pologne pour la restructuration de secteurs spécifiques de l'industrie sidérurgique polonaise sont reconnues comme compatibles avec le marché commun, à condition:

— que la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole nº 2 relatif aux produits CECA de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part ([1]), ait été prorogée jusqu'à la date d'adhésion,

— que les modalités fixées dans le plan de restructuration sur la base duquel le protocole susmentionné a été étendu soient suivies tout au long de la période 2002-2006,

— que les conditions prévues dans le présent protocole soient remplies, et

— qu'aucune aide d'État pour la restructuration ne soit à payer à l'industrie sidérurgique polonaise après la date de l'adhésion.

2. La restructuration du secteur sidérurgique polonais, décrite dans les plans d'entreprise individuels des entreprises dont la liste figure en annexe 1 et conformément aux conditions énoncées dans le présent protocole, sera achevée pour le 31 décembre 2006 au plus tard (date reprise ci-après sous la dénomination «la fin de la période de restructuration»).

3. Seules les entreprises énumérées à l'annexe 1 (ci-après dénommées «entreprises bénéficiaires») peuvent bénéficier des aides d'État dans le cadre du programme de restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise.

4. Une entreprise bénéficiaire ne peut pas:

a) en cas de fusion avec une entreprise ne figurant pas à l'annexe 1, transmettre le bénéfice de l'aide qui lui est accordée;

b) reprendre les actifs d'une entreprise ne figurant pas dans l'annexe 1 qui est déclarée en faillite durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2006.

5. Toute privatisation ultérieure de l'une des entreprises bénéficiaires doit être réalisée sur une base qui respecte la nécessité de transparence et doit respecter les conditions et principes en matière de viabilité, d'aides d'État et de réduction de capacité qui sont définis dans le présent protocole. Aucune autre aide ne doit être accordée dans le cadre de la vente d'une entreprise ou d'actifs isolés.

6. Les aides à la restructuration accordées aux entreprises bénéficiaires sont déterminées par les justifications figurant dans le plan de restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise et les plans d'entreprise individuels approuvés par le Conseil. Mais en tout état de cause l'aide payée durant la période allant de 1997 à 2003 et leur montant total ne doit pas dépasser 3 387 070 000 PLN.

Sur ce montant total:

— en ce qui concerne Polskie Huty Stali (ci-après dénommée «PHS»), l'aide à la restructuration déjà accordée ou devant être accordée depuis 1997 jusqu'à la fin de 2003 ne doit pas dépasser 3 140 360 000 PLN. PHS a déjà bénéficié d'une aide à la restructuration s'élevant à 62 360 000 PLN pendant la période 1997-2001; cette entreprise doit recevoir une nouvelle aide à la restructuration dont le montant ne sera pas supérieur à 3 078 000 000 PLN en 2002 et 2003 en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé (qui devront être entièrement payés en 2002 si la prolongation de la période de grâce au titre du protocole 2 de l'Accord européen est accordée à la fin de 2002, ou sinon en 2003);

— en ce qui concerne Huta Andrzej S.A., Huta Bankowa Sp. z o.o., Huta Batory S.A., Huta Buczek S.A., Huta L.W. Sp. z o.o., Huta Łabędy S.A., and Huta Pokój S.A. (ci-après dénommées «les autres entreprises bénéficiaires»), l'aide à la restructuration de l'industrie sidérurgique qui a déjà été accordée ou qui doit l'être de 1997 jusqu'à la fin de 2003 ne doit pas dépasser 246 710 000 PLN. Ces entreprises ont déjà bénéficié d'une aide à la restructuration s'élevant à 37 160 000 PLN pendant la période 1997-2001; elles recevront une nouvelle aide à la restructuration dont le montant ne sera pas supérieur à 210 210 000 PLN en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé (dont 182 170 000 PLN en 2002 et 37 380 000 PLN en 2003 si la prolongation de la période de grâce au titre du protocole 2 de l'Accord européen est accordée à la fin de 2002, ou sinon 210 210 000 PLN en 2003).

Aucune autre aide ne doit être accordée par la Pologne pour la restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise.

7. La réduction nette de capacité à laquelle doit parvenir la Pologne, pour les produits finis, pendant la période 1997-2006, doit être d'au moins 1 231 000 tonnes. Ce volume global comprend les réductions nettes de capacité d'au moins 715 000 tonnes par an de produits laminés à chaud et 716 000 tonnes par an de produits laminés à froid, ainsi qu'une augmentation maximale de 200 000 tonnes par an pour les autres produits finis.

La réduction de la capacité est mesurée uniquement sur la base d'une fermeture définitive des installations de production, par destruction physique d'une ampleur ne permettant pas de remettre les installations en service. La déclaration de faillite d'une entreprise sidérurgique n'est pas considérée comme une réduction de capacité.

([1]) JO L 348 du 31.12.1993, p. 2.

Les réductions nettes de capacité indiquées à l'annexe 2 constituent des valeurs minimales et les réductions nettes réelles de capacité à réaliser ainsi que le calendrier prévu pour le faire seront arrêtés sur la base du programme de restructuration définitif de la Pologne ainsi que des plans d'entreprise individuels, dans le cadre de l'accord européen, en tenant compte de l'objectif consistant à garantir la viabilité des entreprises bénéficiaires d'ici le 31 décembre 2006.

8. Le plan d'entreprise de l'entreprise bénéficiaire PHS est mis en œuvre. En particulier:

a) les efforts de restructuration se concentreront sur les actions suivantes:

— réorganiser les installations de production de PHS selon les produits et prévoir une structure horizontale par fonction (achat, production, vente),

— mettre en place dans PHS une structure de direction unifiée permettant de réaliser pleinement des synergies dans le cadre de la consolidation,

— faire évoluer la vocation stratégique de PHS pour l'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production,

— améliorer l'efficacité de la gestion de PHS et assurer également un meilleur contrôle des ventes directes,

— sur la base de considérations économiques pertinentes, PHS doit revoir la stratégie des entreprises essaimées et, le cas échéant, réintégrer des services dans la société mère,

— PHS doit revoir sa gamme de produits, en réduisant sa surcapacité pour les produits longs semi-finis et, de manière générale, se tourner vers le marché des produits à plus haute valeur ajoutée,

— PHS doit investir pour parvenir à une meilleure qualité des produits finis; il convient de veiller tout particulièrement à atteindre pour la date fixée dans le calendrier de mise en œuvre du programme de restructuration de PHS et au plus tard pour la fin de 2006 une production de la qualité 3 sigma sur le site PHS de Cracovie;

b) des économies de coûts aussi importantes que possible doivent être réalisées par PHS pendant la période de restructuration grâce à des améliorations en matière de rendement énergétique et d'achat et à une productivité d'un niveau comparable à celui de l'Union européenne;

c) il convient de procéder à la restructuration de l'emploi; des niveaux de productivité comparables à ceux obtenus par des groupes sidérurgiques de l'UE doivent être atteints d'ici au 31 décembre 2006, sur la base de chiffres consolidés, y compris l'emploi indirect dans les entreprises de services détenues en totalité par les sociétés bénéficiaires;

d) toute privatisation doit être réalisée sur une base qui respecte la nécessité de transparence et qui respecte pleinement la valeur commerciale de PHS. Aucune autre aide d'État ne doit être accordée dans le cadre de la vente.

9. Le plan d'entreprise des autres entreprises bénéficiaires est mis en œuvre. En particulier:

a) pour toutes les autres entreprises bénéficiaires, les efforts de restructuration se concentreront sur les actions suivantes:

— faire évoluer la vocation stratégique pour l'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production,

— améliorer l'efficacité de la gestion des entreprises et assurer également un meilleur contrôle des ventes directes,

— sur la base de considérations économiques pertinentes, revoir la stratégie des entreprises essaimées et, le cas échéant, réintégrer des services dans les sociétés mères;

b) pour Huta Bankowa, mise en œuvre du programme d'économies de coûts;

c) pour Huta Buczek, obtention du soutien financier nécessaire des créanciers et des institutions financières locales et mise en œuvre du programme d'économies de coûts, y compris une réduction du coût de l'investissement par l'adaptation des installations de production existantes;

d) pour Huta Łabędy, mise en œuvre du programme d'économies de coûts et réduction de sa dépendance à l'égard de l'industrie minière;

e) pour Huta Pokój, mesures en vue d'atteindre des niveaux de productivité internationaux dans les filiales, mise en œuvre des économies d'énergie et annulation de l'investissement proposé dans le service de transformation et de construction;

f) pour Huta Batory, conclusion d'un accord avec les créanciers et les institutions financières sur le rééchelonnement de la dette et les crédits aux investissements. L'entreprise doit également veiller à réaliser des économies supplémentaires importantes, associées à une restructuration de l'emploi et à une amélioration des rendements;

g) pour Huta Andrzej, asseoir son développement sur des bases financières stables par la négociation d'un accord entre les bailleurs de fonds actuels de l'entreprise, les créanciers à long terme, les fournisseurs de crédits commerciaux et les institutions financières. Il convient de procéder à des investissements supplémentaires en ce qui concerne l'usine de tubes broyeurs ainsi qu'à la mise en œuvre du programme de réduction des effectifs;

h) pour Huta L.W., réalisation d'investissements en ce qui concerne le projet de laminoirs à chaud de l'entreprise, les équipements de levage et la sensibilisation aux questions d'environnement. Cette entreprise doit également atteindre des niveaux de productivité plus élevés, en procédant à une restructuration des effectifs et à une réduction des coûts des services externes.

10. Toute autre modification du plan global de restructuration et des plans individuels doit être agréée par la Commission et, le cas échéant, par le Conseil.

11. La mise en œuvre de la restructuration doit se dérouler dans des conditions de pleine transparence et sur la base de principes sains d'économie de marché.

12. La Commission et le Conseil suivent de près la mise en œuvre de la restructuration et le respect des conditions énoncées dans le présent protocole pour ce qui est de la viabilité, des aides d'État et des réductions de capacité avant et après l'adhésion, jusqu'à la fin de la période de restructuration, conformément aux points 13 à 18. À cette fin, la Commission fait rapport au Conseil.

13. Outre le contrôle des aides d'État, la Commission et le Conseil contrôlent les critères d'évaluation de la restructuration figurant à l'annexe 3.

14. Le contrôle inclut une évaluation indépendante qui sera réalisée en 2003, 2004, 2005 et 2006. Dans le cadre de l'évaluation, le test de viabilité de la Commission sera appliqué et la productivité sera mesurée.

15. La Pologne coopère pleinement pour ce qui est des dispositions en matière de contrôle. En particulier:

— la Pologne fournit à la Commission des rapports semestriels concernant la restructuration des entreprises bénéficiaires, au plus tard le 15 mars et le 15 septembre de chaque année jusqu'à la fin de la période de restructuration;

— le premier rapport doit parvenir à la Commission le 15 mars 2003 et le dernier le 15 mars 2007 au plus tard, à moins que la Commission n'en décide autrement;

— ces rapports contiennent toutes les informations requises pour contrôler le processus de restructuration, les aides d'État et la réduction et l'utilisation des capacités et fournissent les données financières nécessaires pour permettre de déterminer si les conditions et exigences prévues dans le protocole sont respectées. Ils contiennent au moins les informations figurant à l'annexe 4, que la Commission se réserve le droit de modifier à la lumière de son expérience au cours du processus de suivi. En plus des rapports individuels des entreprises figurant à l'annexe 1, un rapport relatif à la situation générale du secteur sidérurgique polonais, y compris les développements macro-économiques récents, doit être élaboré;

— la Pologne doit, en outre, fournir toutes les informations additionnelles nécessaires à l'évaluation indépendante prévue au point 14;

— la Pologne doit exiger des entreprises bénéficiaires qu'elles communiquent toutes les données pertinentes qui, dans d'autres circonstances, seraient considérées comme confidentielles. Dans ses rapports au Conseil, la Commission veille à ce que des informations confidentielles concernant une entreprise en particulier ne soient pas divulguées.

16. La Commission peut, à tout moment, décider de charger un consultant indépendant d'évaluer les résultats du suivi, d'entreprendre toute recherche nécessaire et de lui faire rapport ainsi qu'au Conseil.

17. Si la Commission estime, sur la base du suivi, qu'il y a d'importantes divergences par rapport aux données financières à partir desquelles a été effectuée l'évaluation de la viabilité, elle peut demander à la Pologne de prendre des mesures appropriées pour renforcer ou modifier les mesures de restructuration des entreprises bénéficiaires concernées.

18. Au cas où le suivi ferait apparaître:

a) que les conditions auxquelles sont subordonnées les dispositions transitoires contenues dans le présent protocole n'ont pas été remplies, ou que

b) les engagements pris dans le cadre de la prolongation de la période durant laquelle la Pologne peut, à titre exceptionnel, octroyer une aide d'État pour la restructuration de l'industrie sidérurgique au titre de l'Accord européen [1] n'ont pas été respectés, ou que

c) la Pologne, pendant la période de restructuration, a accordé à l'industrie sidérurgique et aux entreprises bénéficiaires en particulier, des aides d'État supplémentaires incompatibles,

les dispositions transitoires contenues dans le présent protocole sont sans effet.

La Commission prend les mesures appropriées en vue d'exiger des entreprises concernées qu'elles remboursent toute aide accordée en violation des conditions prévues dans le présent protocole.

[1] JO L 348 du 31.12.1993, p. 2.

ANNEXE 1

ENTREPRISES BÉNÉFICIANT D'UNE AIDE D'ÉTAT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE POLONAISE

«Polskie Huty Stali» S.A.
Katowice

Huta Andrzej S.A.
Zawadzkie

Huta Bankowa Sp. z o.o.
Dąbrowa Górnicza,

Huta Andrzej S.A.
Chorzów

Huta Andrzej S.A.
Sosnowiec

Huta L.W. Sp. z o.o.
Warszawa

Huta Łabędy S.A.
Gliwice

Huta Pokój S.A.
Ruda Śląska.

ANNEXE 2

CALENDRIER DES MODIFICATIONS DE CAPACITÉ ([1])

Entreprise	Installation	Modification minimale de la capacité (en tonnes par an)	Date de la modification de la production	Date de fermeture définitive
PHS	Train à profilés légers et moyens, Świętochłowice	−340 000	1997	1997
Łabędy	Train à profilés moyens	−90 000	2000	2000
PHS	Chaîne de galvanisation, Świętochłowice	+100 000	2000	—
PHS	Train à bandes à chaud, Cracovie	−700 000	31.12.2002	31.03.2005
PHS	Train à bandes à froid, Świętochłowice	−36 000	31.12.2002	31.12.2005
L.W.	Train à feuillards à froid	−30 000	31.12.2002	31.12.2004
Łabędy	Train à profilés moyens	−90 000	30.09.2003	30.09.2003
Łabędy	Train à larges moyens	−35 000	31.12.2003	31.12.2003
Bankowa	Train à profilés moyens	−60 000	31.12.2004	31.12.2006
PHS	Train à fil machine, Sosnowiec	+200 000	01.01.2005	—
PHS	Ligne de revêtement organique des tôles, Świętochłowice	+100 000	01.01.2005	—
PHS	Train à bandes à froid, Cracovie (laminoire réversible à cage quarto et train cinq cages)	−650 000	31.12.2005	31.12.2006
PHS	Train à tôles à chaud, Cracovie	+400 000	01.01.2006	—
	Modifications nettes de capacité	−1 231 000		

([1]) Les réductions de capacité doivent être définitives au sens de la décision n° 3010/91/CECA de la Commission (JO L 286 du 16.10.1991, p. 20).

ANNEXE 3

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DE LA RESTRUCTURATION

1. Viabilité

Compte tenu des règles spéciales de comptabilité appliquées par la Commission, chaque entreprise bénéficiaire doit obtenir un résultat d'exploitation annuel brut minimum représentant un certain pourcentage du chiffre d'affaires (10 % pour les entreprises sidérurgiques non intégrées, 13,5 % pour les aciéries intégrées) et un rendement minimum du capital propre de 1,5 % du chiffre d'affaires le 31 décembre 2006 au plus tard. Cela sera vérifié dans l'évaluation indépendante réalisée chaque année entre 2003 et 2006 conformément au point 14 du protocole.

2. Productivité

Il convient d'atteindre progressivement, d'ici au 31 décembre 2006, une productivité globale, fondée sur les chiffres consolidés des coûts et de l'emploi et les chiffres de l'emploi direct, comparable à celle de l'industrie sidérurgique de l'UE. Les progrès en cette matière sont vérifiés dans l'évaluation indépendante réalisée chaque année entre 2003 et 2006 conformément au point 14 du protocole.

3. Réductions des coûts

Une importance particulière doit être accordée aux réductions des coûts, qui sont l'un des éléments essentiels de la viabilité. Celles-ci doivent être mises en œuvre conformément aux plans d'entreprise des entreprises bénéficiaires. Les réductions de coûts doivent intervenir pendant la période de restructuration, l'objectif étant d'atteindre des niveaux de coût comparables à ceux de l'industrie sidérurgique de l'UE à la fin de ladite période.

ANNEXE 4

LISTE INDICATIVE DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION

1. Production et effets sur le marché:

— production mensuelle et prévision de production pour le reste de la période de restructuration, en ce qui concerne l'acier, les produits semi-finis et finis par catégorie et par gamme de produits,

— produits vendus et prévisions de ventes pour le reste de la période de restructuration, y compris volumes, prix et marchés, ventilation par gamme de produits.

2. Investissements:

— détail des investissements réalisés,

— date de réalisation,

— coûts des investissements, sources de financement et montant de toute aide afférente concernée,

— date du versement des aides le cas échéant,

— détail des investissements envisagés.

3. Réductions des effectifs:

— nombre d'emplois supprimés et calendrier,

— évolution de l'emploi dans les entreprises bénéficiaires (en faisant une distinction entre l'emploi direct et indirect),

— répartition des coûts liés à l'emploi et à la sous-traitance.

4. Capacité (pour ce qui est de la totalité du secteur sidérurgique polonais):

   — date arrêtée ou prévue pour la cessation de la production des capacités exprimées en MPP (MPP étant la production annuelle maximale possible pouvant être obtenue dans des conditions de travail normales) devant être fermées, et description de celles-ci,

   — date arrêtée (ou date prévue) pour le démantèlement, tel qu'il est défini dans la décision nº 3010/91/CECA de la Commission relative aux informations que les entreprises de l'industrie de l'acier sont tenues de fournir au sujet de leurs investissements ([1]), de l'installation concernée et détails du démantèlement,

   — date arrêtée (ou prévue) pour l'introduction de nouvelles capacités et description de celles-ci,

   — évolution de la capacité totale, en Pologne, d'acier brut et de produits finis par catégorie.

5. Coût:

   — répartition des coûts et évolution respective de ceux-ci dans le passé et à l'avenir, en particulier pour ce qui est des économies de coûts de main-d'œuvre, de la consommation d'énergie, des économies de coûts de matières premières, des réductions des coûts accessoires et des services externes.

6. Performances financières:

   — évolution de quelques ratios financiers essentiels pour veiller à ce que des progrès soient réalisés en matière de viabilité (les résultats financiers et les ratios doivent être communiqués de telle sorte que des comparaisons puissent être établies par rapport au plan de restructuration financière de l'entreprise et ils doivent inclure le test de viabilité de la Commission),

   — niveau des charges financières,

   — détails et calendrier des aides accordées,

   — détails et calendrier du paiement des aides déjà accordées,

   — modalités et conditions de tout nouveau prêt (qu'elle qu'en soit la source),

   — comptes certifiés.

7. Privatisation:

   — procédure suivie pour la privatisation,

   — prix de vente, conditions applicables et traitement réservé aux engagements existants,

   — destination du produit de la vente,

   — date de la vente,

   — position financière de l'entreprise au moment de la vente,

   — valeur de l'entreprise/des actifs au moment de la vente et méthode utilisée pour l'évaluation.

8. Création d'une nouvelle entreprise ou de nouvelles installations comportant des extensions des capacités:

   — identité de chacun des participants du secteur privé et du secteur public,

   — sources de leur financement pour la création de la nouvelle entreprise ou des nouvelles installations,

   — modalités et conditions de la participation des actionnaires privés et publics,

   — structure de direction de la nouvelle entreprise.

9. Toute information additionnelle jugée nécessaire à l'évaluation indépendante prévue au point 14 du protocole.

([1]) JO L 286 du 16.10.1991, p. 20.

Protocole nº 9

sur l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

NOTANT que la Slovaquie s'est engagée à fermer l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 respectivement d'ici 2006 et 2008 et faisant part de la volonté de l'Union de continuer à fournir une aide financière jusqu'en 2006 dans le prolongement de l'aide de préadhésion prévue au titre du programme Phare pour contribuer aux efforts de déclassement entrepris par la Slovaquie,

NOTANT la nécessité d'adopter des dispositions relatives à la mise en œuvre de la poursuite de l'assistance communautaire,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Article 1

La Slovaquie s'engage à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 le 31 décembre 2006 au plus tard et l'unité 2 de cette centrale le 31 décembre 2008 au plus tard et, par la suite à déclasser ces unités.

Article 2

1. Au cours de la période 2004-2006, la Communauté fournit une assistance financière pour soutenir les efforts de la Slovaquie visant à déclasser la centrale nucléaire de Bohunice V1 et à faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de l'unité 1 et de l'unité 2 de cette centrale (ci-après dénommée «assistance»).

2. L'assistance est décidée et mise en œuvre, également après l'adhésion de la Slovaquie à l'Union, conformément aux dispositions prévues dans le règlement (CEE) nº 3906/89 du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale ([1]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2500/2001 ([2]).

3. Pour la période 2004–2006, le montant de l'assistance s'élève à 90 millions d'euros en crédits d'engagement, qui seront dégagés en tranches annuelles égales.

4. L'assistance, ou des parties de cette assistance, peut être mise à disposition en tant que contribution de la Communauté au Fonds international d'appui au démantèlement de Bohunice, administré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Article 3

L'Union européenne reconnaît que le déclassement de la centrale nucléaire de Bohunice VI devra se poursuivre au-delà des perspectives financières actuelles et que cet effort représente pour la Slovaquie une charge financière significative. Les décisions qui seront prises quant à la poursuite de l'assistance de l'UE en la matière après 2006 prendront en compte cette situation.

([1]) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11.
([2]) JO L 342 du 27.12.2001, p. 1.

Protocole nº 10

sur Chypre

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

RÉAFFIRMANT qu'elles sont attachées à un règlement global de la question chypriote, conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, et qu'elles appuient vigoureusement les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies à cet effet;

CONSIDÉRANT que la question chypriote n'a pas encore pu faire l'objet d'un tel règlement global;

CONSIDÉRANT qu'il est dès lors nécessaire de prévoir la suspension de l'application de l'acquis dans les zones de la République de Chypre dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif;

CONSIDÉRANT que, si une solution est trouvée à la question chypriote, cette suspension sera levée;

CONSIDÉRANT que l'Union européenne est prête à prendre en considération les conditions d'un tel règlement global, conformément aux principes qui sous-tendent l'Union européenne;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prévoir les conditions dans lesquelles les dispositions pertinentes de la législation de l'UE s'appliqueront à la ligne de démarcation entre les zones susmentionnées et tant les zones dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre exerce un contrôle effectif que la zone de souveraineté orientale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

SOUHAITANT que l'adhésion de Chypre à l'Union européenne bénéficie à tous les citoyens chypriotes et favorise la paix civile et la réconciliation;

CONSIDÉRANT dès lors que rien dans le présent protocole n'empêche l'adoption de mesures dans cette perspective;

CONSIDÉRANT que de telles mesures n'affectent pas l'application de l'acquis, dans les conditions fixées dans le traité d'adhésion, dans toute autre partie de la République de Chypre,

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS CI-APRÈS:

Article 1

1. L'application de l'acquis est suspendue dans les zones de la République de Chypre où le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, décide de la levée de la suspension visée au paragraphe 1.

Article 2

1. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, définit les conditions dans lesquelles les dispositions de la législation de l'Union européenne s'appliquent à la ligne de démarcation entre les zones visées à l'article 1er et les zones dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre exerce un contrôle effectif.

2. La frontière entre la zone de souveraineté orientale du Royaume-Uni et les zones visées à l'article 1er est considérée comme faisant partie des frontières extérieures des zones de souveraineté du Royaume-Uni aux fins de l'application de la partie IV de l'annexe au protocole sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre pendant la durée de la suspension de l'application de l'acquis conformément à l'article 1er.

Article 3

1. Rien dans le présent protocole n'empêche l'adoption de mesures visant à favoriser le développement économique des zones visées à l'article 1er.

2. De telles mesures n'affectent pas l'application de l'acquis, dans les conditions fixées dans le traité d'adhésion, dans toute autre partie de la République de Chypre.

Article 4

En cas de règlement, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, décide des adaptations des conditions relatives à l'adhésion de Chypre à l'Union européenne auxquelles il conviendrait de procéder pour tenir compte de la communauté chypriote turque.

ACTE FINAL
DU TRAITE RELATIF À L'ADHESION
À L'UNION EUROPEENNE DE 2003

I. **TEXTE DE L'ACTE FINAL**

Les plénipotentiaires de:

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

SA MAJESTÉ LA REINE DE DANEMARK,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA PRÉSIDENTE D'IRLANDE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

LE PRÉSIDENT DE MALTE,

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE,

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

Réunis à Athènes le seize avril deux mille trois à l'occasion de la signature du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne.

Ont constaté que les textes ci-après ont été élaborés et arrêtés au sein de la conférence entre les États membres de l'Union européenne et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque relative à l'adhésion de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque à l'Union européenne.

I. le traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;

II. l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque et aux adaptations des traités sur lesquels l'Union européenne est fondée;

III. les textes énumérés ci-après qui sont annexés à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque et aux adaptations des traités sur lesquels l'Union européenne est fondée.

A. Annexe I: Liste des dispositions de l'acquis de Schengen tel qu'il a été intégré dans le cadre de l'Union européenne et des actes qui sont fondés sur celui-ci ou qui y sont liés d'une autre manière, qui lient les nouveaux États membres et qui sont applicables à leur égard à compter de l'adhésion (visée à l'article 3 de l'acte d'adhésion)

Annexe II: Liste visée à l'article 20 de l'acte d'adhésion

Annexe III: Liste visée à l'article 21 de l'acte d'adhésion

Annexe IV: Liste visée à l'article 22 de l'acte d'adhésion; appendice

Annexe V: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: République tchèque; appendices A et B

Annexe VI: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Estonie

Annexe VII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Chypre; appendice

Annexe VIII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lettonie; appendices A et B

Annexe IX: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Lituanie; appendices A et B

Annexe X: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Hongrie; appendices A et B

Annexe XI: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Malte; appendices A, B et C

Annexe XII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Pologne; appendices A, B et C

Annexe XIII: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovénie; appendices A et B

Annexe XIV: Liste visée à l'article 24 de l'acte d'adhésion: Slovaquie; appendice

Annexe XV: Liste visée à l'article 32, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion

Annexe XVI: Liste visée à l'article 52, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion

Annexe XVII: Liste visée à l'article 52, paragraphe 2, de l'acte d'adhésion

Annexe XVIII: Liste visée à l'article 52, paragraphe 3, de l'acte d'adhésion

B. Protocole n° 1 sur les modifications apportées aux statuts de la Banque européenne d'investissement

Protocole n° 2 sur la restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque

Protocole n° 3 sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre

Protocole n° 4 sur la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie

Protocole n° 5 sur le transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie

Protocole n° 6 sur l'acquisition de résidences secondaires à Malte

Protocole n° 7 sur l'avortement à Malte

Protocole n° 8 sur la restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise

Protocole n° 9 sur l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie

Protocole n° 10 sur Chypre

C. Le texte du traité sur l'Union européenne, du traité instituant la Communauté européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, ainsi que les traités qui les ont modifiés ou complétés, y compris le traité relatif à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, le traité relatif à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, le traité relatif à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique et le traité relatif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique en langues tchèque, estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque et slovène.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à communiquer à la Commission et à chaque autre Partie Contractante toutes les informations nécessaires qu'il convient de communiquer aux fins de l'application de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités. Le cas échéant, ces informations sont fournies suffisamment à temps avant l'adhésion, de façon à permettre la pleine application de l'Acte à compter de la date de l'adhésion, notamment pour ce qui est du fonctionnement du marché intérieur. La Commission peut informer les nouvelles Parties Contractantes du moment auquel elle estime qu'il est approprié d'avoir reçu ou transmis des informations spécifiques. Antérieurement à la date de signature, les Parties Contractantes ont reçu une liste énonçant les obligations en matière d'information dans le domaine vétérinaire.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios abajo firmantes suscriben el presente Tratado.

NA DŮKAZ ČEHOŽ připojili níže podepsaní zplnomocnění zástupci k této smlouvě své podpisy.

TIL BEKRÆFTELSE HERAF har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne traktat.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter diesen Vertrag gesetzt.

SELLE KINNITUSEKS on nimetatud täievolilised esindajad käesolevale lepingule alla kirjutanud.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα συνθήκη.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed this Treaty.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

DÁ FHIANÚ SIN, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an gConradh seo.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente trattato.

TO APLIECINOT, attiecīgi pilnvarotās personas ir parakstījušas šo līgumu.

TAI PATVIRTINDAMI tinkamai įgalioti atstovai pasirašė šią Sutartį.

FENTIEK HITELÉÜL az alulírott meghatalmazottak aláírták ezt a szerződést.

B'XIEHDA TA' DAN il-Plenipotenzjarji sottoskritti iffirmaw dan it-Trattat.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

W DOWÓD CZEGO niżej podpisani pełnomocnicy złożyli swoje podpisy pod niniejszym Traktatem.

EM FÉ DO QUE, os plenipotenciários abaixo-assinados apuseram as suas assinaturas no final do presente Tratado.

NA DÔKAZ TOHO splnomocnení zástupcovia podpísali túto zmluvu.

V POTRDITEV TEGA so spodaj podpisani pooblaščenci podpisali to pogodbo.

TÄMÄN VAKUUDEKSI ALLA MAINITUT täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

SOM BEKRÄFTELSE PÅ DETTA har undertecknade befullmäktigade ombud undertecknat detta fördrag.

Hecho en Atenas, el dieciseis de abril del dos mil tres.

V Aténách dne šestnáctého dubna dva tisíce tři.

Udfærdiget i Athen den sekstende april to tusind og tre.

Geschehen zu Athen am sechzehnten April zweitausendunddrei.

Sõlmitud kuueteistkümnendal aprillil kahe tuhande kolmandal aastal Ateenas.

Έγινε στην Αθήνα, στις δέκα έξι Απριλίου δύο χιλιάδες τρία.

Done at Athens on the sixteenth day of April in the year two thousand and three.

Fait à Athènes, le seize avril deux mille trois.

Arna dhéanamh san Aithin ar an séú lá déag d'Aibreán sa bhliain dhá mhíle a trí.

Fatto a Atene, addi' sedici aprile duemilatre.

Atēnās, divi tūkstoši trešā gada sešpadsmitajā aprīlī.

Priimta du tūkstančiai trečių metų balandžio šešioliktą dieną Atėnuose.

Kelt Athénban, a kétezerharmadik év április havának tizenhatodik napján.

Magħmul f'Ateni fis-sittax-il jum ta' April fis-sena elfejn u tlieta.

Gedaan te Athene, de zestiende april tweeduizenddrie.

Sporządzono w Atenach, dnia szesnastego kwietnia roku dwa tysiące trzeciego.

Feito em Atenas, em dezasseis de Abril de dois mil e três.

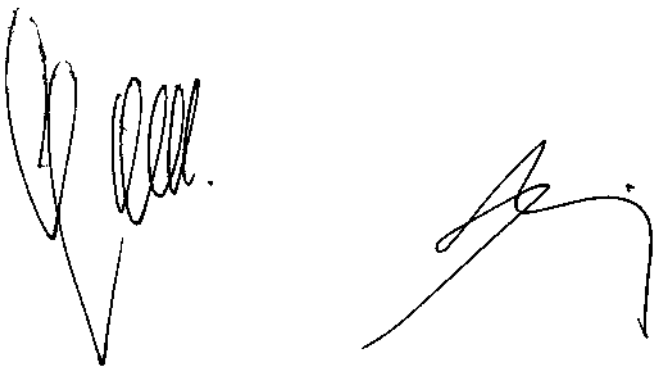
V Aténach šestnásteho apríla dvetisíctri.

V Atenah, dne šestnajstega aprila leta dva tisoč tri.

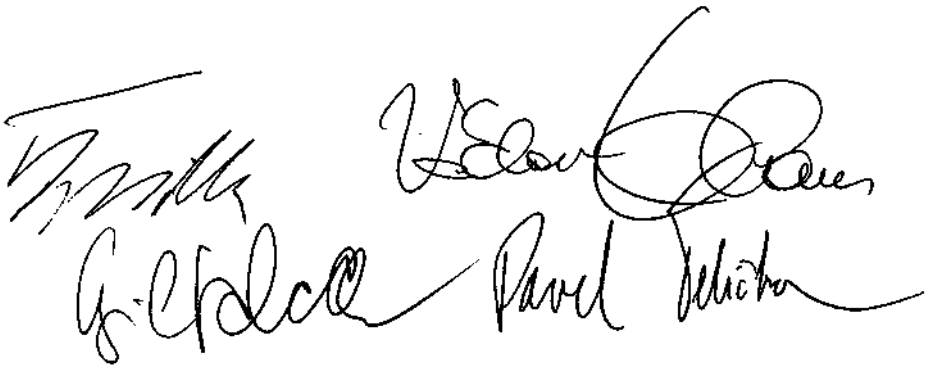
Tehty Ateenassa kuudentenatoista päivänä huhtikuuta vuonna kaksituhattakolme.

Som skedde i Aten den sextonde april tjugohundratre.

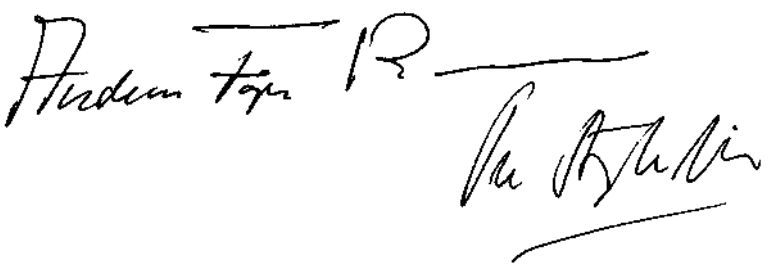
Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
Für Seine Majestät den König der Belgier



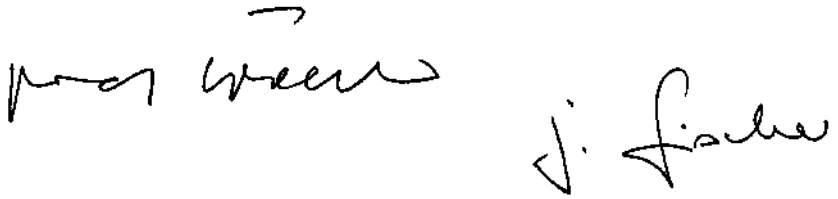
Za prezidenta České republiky



For Hendes Majestæt Danmarks Dronning

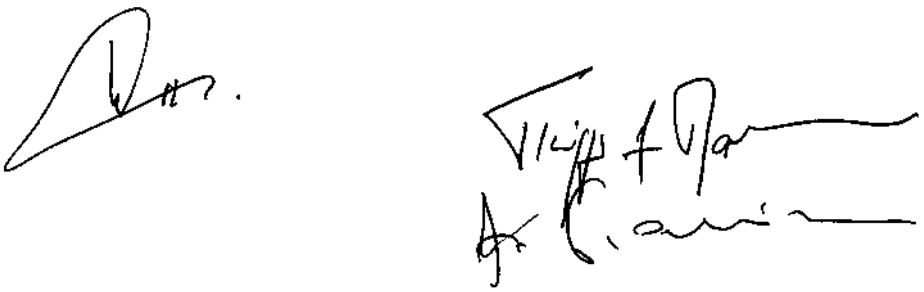


Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland



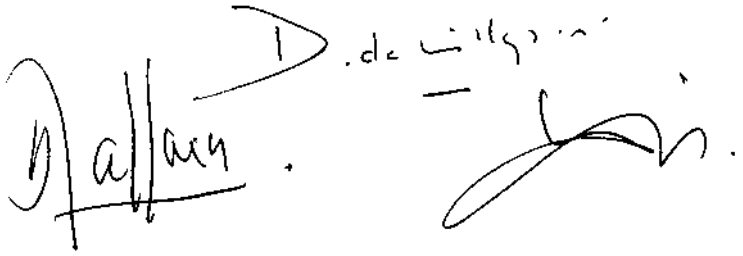
Eesti Vabariigi Presidendi nimel

Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας



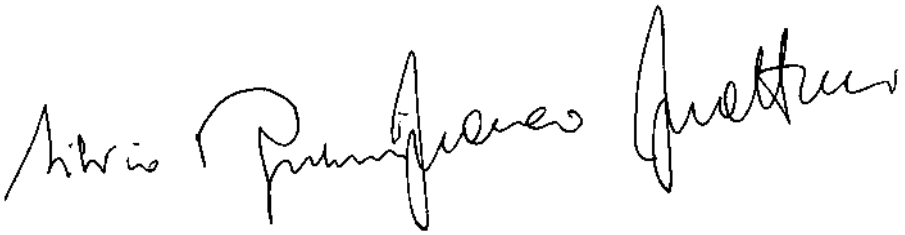
Por Su Majestad el Rey de España

Pour le Président de la République française

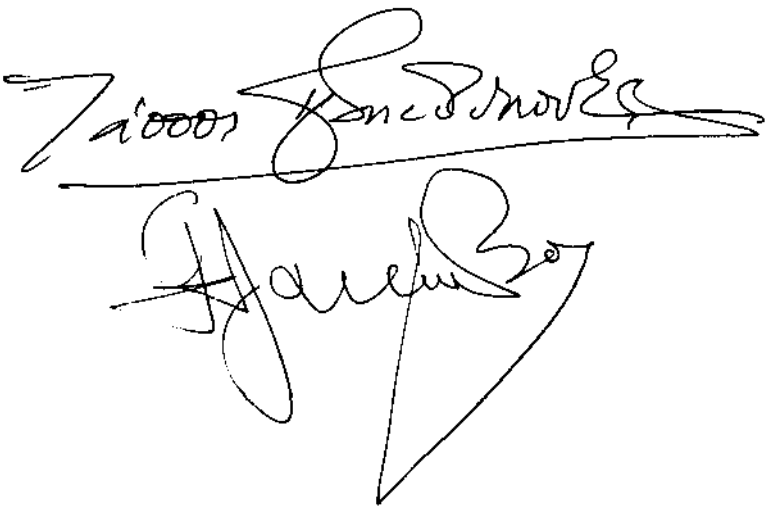


Thar ceann Uachtarán na hÉireann
For the President of Ireland

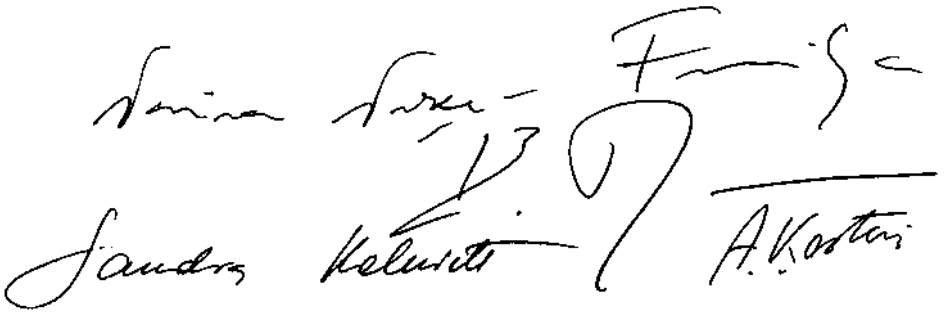
Per il Presidente della Repubblica italiana



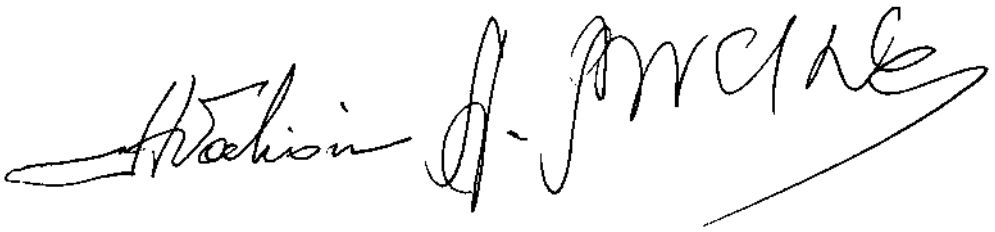
Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας



Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā

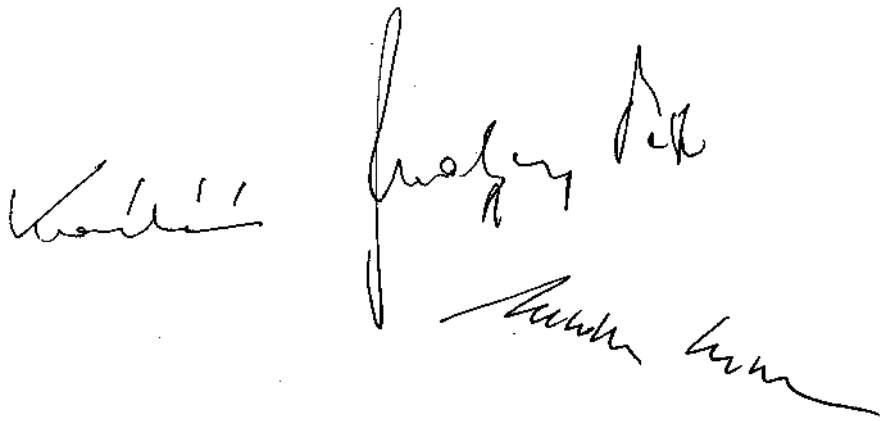


Lietuvos Respublikos Prezidento vardu



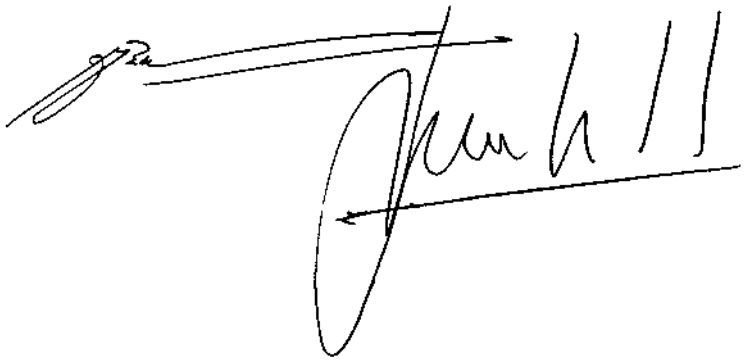
Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

A Magyar Köztársaság Elnöke részéről

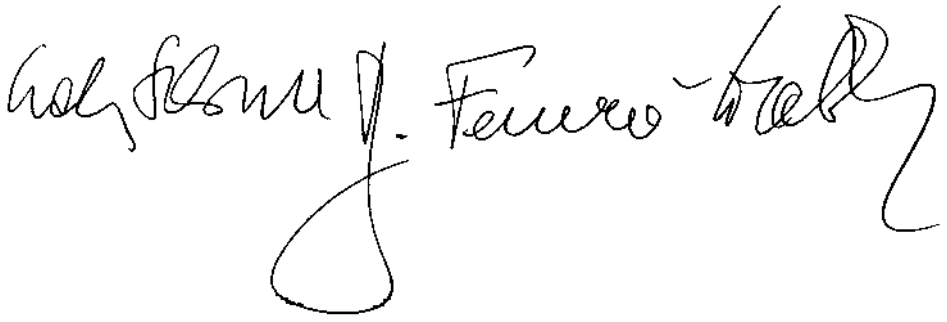


Għall-President ta' Malta

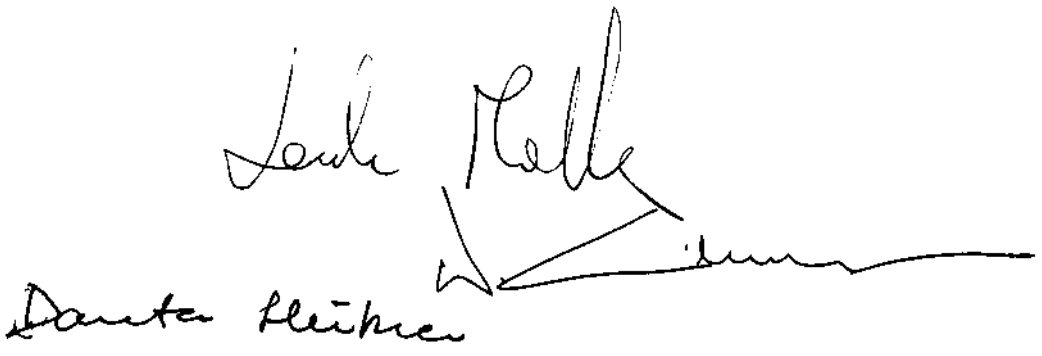
Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden



Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich



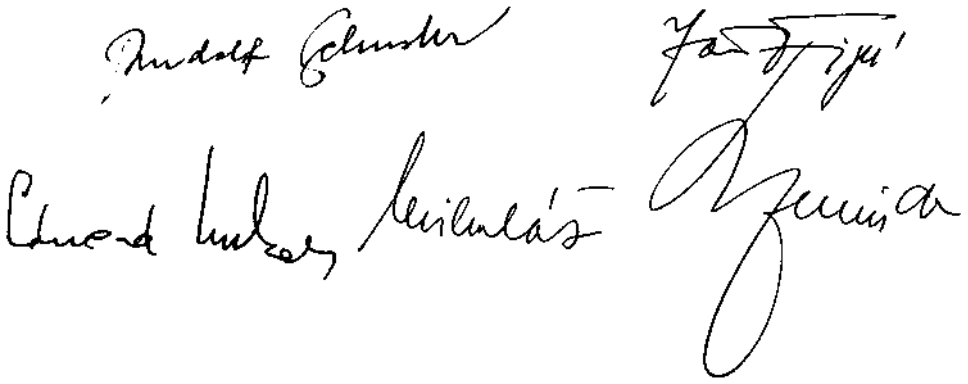
Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej



Pelo Presidente da República Portuguesa

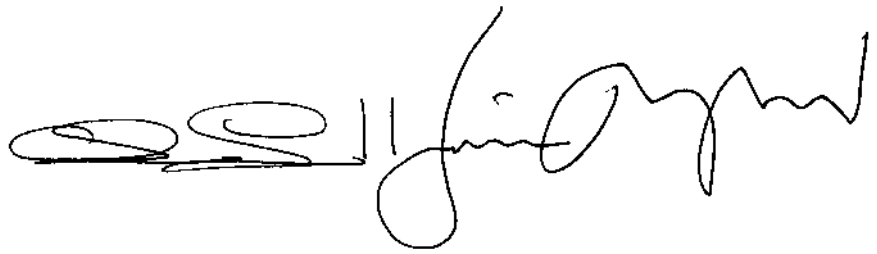
Za predsednika Republike Slovenije

Za prezidenta Slovenskej republiky

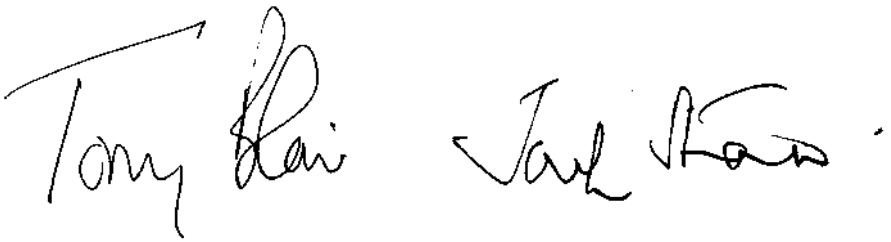


Suomen Tasavallan Presidentin puolesta
För Republiken Finlands President

För Konungariket Sveriges regering



For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland



II. **DÉCLARATIONS ADOPTÉES PAR LES PLÉNIPOTENTIAIRES**

En outre, les plénipotentiaires ont adopté les déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final.

1. Déclaration commune: «Une seule Europe»

2. Déclaration commune sur la Cour de justice des Communautés européennes

1. **Déclaration commune: Une seule Europe**

L'Europe connaît ce jour un moment historique. Nous avons aujourd'hui conclu les négociations d'adhésion entre l'Union européenne et Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie. L'Union européenne accueillera 75 millions de nouveaux citoyens.

Nous, les États membres actuels et les États adhérents, déclarons soutenir pleinement le caractère continu, inclusif et irréversible du processus d'élargissement. Les négociations d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie se poursuivront sur la base des mêmes principes que ceux qui ont guidé les négociations d'adhésion jusqu'ici. Les résultats déjà obtenus dans ces négociations ne seront pas remis en question. En fonction des progrès qui seront encore accomplis pour ce qui est du respect des critères d'adhésion, l'objectif est d'accueillir la Bulgarie et la Roumanie en tant que nouveaux États membres de l'Union européenne en 2007. Nous nous félicitons également des décisions importantes prises aujourd'hui en ce qui concerne la prochaine étape de la candidature de la Turquie à l'Union européenne.

Notre vœu commun est de faire de l'Europe un continent de démocratie, de liberté, de paix et de progrès. L'Union restera déterminée à éviter de nouvelles lignes de démarcation en Europe et à promouvoir la stabilité et la prospérité à l'intérieur de ses nouvelles frontières et au-delà de celles-ci. Nous attendons avec intérêt d'œuvrer ensemble dans un effort conjoint pour réaliser ces objectifs.

Notre but est Une seule Europe.

Belgique	République tchèque	Danemark
Allemagne	Estonie	Grèce
Espagne	France	Irlande
Italie	Chypre	Lettonie
Lituanie	Luxembourg	Hongrie
Malte	Pays-Bas	Autriche
Pologne	Portugal	Slovénie
Slovaquie	Finlande	Suède
Royaume-Uni		

---

2. **Déclaration commune sur la cour de justice des communautés européennes**

Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre d'avocats généraux conformément à l'article 222 du traité CE et à l'article 138 du traité Euratom. Sinon, les nouveaux États membres seront intégrés dans le système existant pour leur nomination.

III. **AUTRES DÉCLARATIONS**

Les plénipotentiaires ont pris acte des déclarations qui ont été faites et qui sont annexées au présent acte final.

A. Déclarations communes: les États membres actuels/l'Estonie

3. Déclaration commune sur la chasse à l'ours brun en Estonie

B. Déclarations communes: divers États membres actuels/divers nouveaux États membres

4. Déclaration commune de la République tchèque et de la République d'Autriche concernant leur accord bilatéral relatif à la centrale nucléaire de Temelin

C. Déclarations communes des États membres actuels

5. Déclaration sur le développement rural

6. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque

7. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Estonie

8. Déclaration sur le schiste bitumineux, le marché intérieur de l'électricité et la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (directive «électricité»): Estonie

9. Déclaration concernant les activités de pêche de l'Estonie et de la Lituanie dans la zone du Svalbard

10. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lettonie

11. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lituanie

12. Déclaration sur le transit des personnes par voie terrestre, entre la région de Kaliningrad et d'autres parties de la Fédération de Russie

13. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Hongrie

14. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Malte

15. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Pologne

16. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovénie

17. Déclaration sur le développement des réseaux transeuropéens en Slovénie

18. Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovaquie

D. Déclarations communes de divers États membres actuels

19. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovénie et Slovaquie

20. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la surveillance de la sûreté nucléaire

E. Déclaration commune d'ordre général des États membres actuels

21. Déclaration commune d'ordre général

F. Déclarations communes de divers nouveaux États membres

22. Déclaration commune de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Lituanie, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque sur l'article 38 de l'acte d'adhésion

23. Déclaration commune de la République de Hongrie et de la République de Slovénie sur l'annexe X, chapitre 7, point 1, lettre a), ii), et sur l'annexe XIII, chapitre 6, point 1, lettre a), i), de l'acte d'adhésion

G. Déclarations de la République tchèque

24. Déclaration de la République tchèque sur la politique des transports

25. Déclaration de la République tchèque sur les travailleurs

26. Déclaration de la République tchèque sur l'article 35 du traité UE

H. Déclarations de la République d'Estonie

27. Déclaration de la République d'Estonie sur la sidérurgie

28. Déclaration de la République d'Estonie sur la pêche

29. Déclaration de la République d'Estonie sur la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)

30. Déclaration de la République d'Estonie sur la sécurité des aliments

I. Déclarations de la République de Lettonie

31. Déclaration de la République de Lettonie sur la pondération des voix au Conseil

32. Déclaration de la République de Lettonie sur la pêche

33. Déclaration de la République de Lettonie sur l'article 142 *bis* du règlement (CE) nº 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire

J. Déclaration de la République de Lituanie

34. Déclaration de la République de Lituanie relative aux activités de pêche de la Lituanie dans la zone de réglementation de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)

K. Déclarations de la République de Malte

35. Déclaration de la République de Malte sur la neutralité

36. Déclaration de la République de Malte sur la région insulaire de Gozo

37. Déclaration de la République de Malte sur le maintien d'un taux zéro de TVA

L. Déclarations de la République de Pologne

38. Déclaration de la République de Pologne relative à la compétitivité de la production polonaise de certains fruits

39. Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur la moralité publique

40. Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur l'interprétation de la dérogation aux obligations prévues dans la directive 2001/82/CE et dans la directive 2001/83/CE

M. Déclarations de la République de Slovénie

41. Déclaration de la République de Slovénie sur la future division régionale de la République de Slovénie

42. Déclaration de la République de Slovénie sur l'abeille indigène slovène *Apis mellifera Carnica* (kranjska čebela)

N. Déclarations de la Commission des Communautés européennes

43. Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur la clause de sauvegarde économique générale, la clause de sauvegarde relative au marché intérieur et la clause de sauvegarde relative ŕ la justice et aux affaires intérieures

44. Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur les conclusions de la conférence d'adhésion avec la Lettonie

A. DÉCLARATIONS COMMUNES: LES ÉTATS MEMBRES ACTUELS/L'ESTONIE

3. Déclaration commune sur la chasse à l'ours brun en Estonie

En ce qui concerne les ours bruns, l'Estonie respectera intégralement les exigences de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (directive «Habitats»). À la date de l'adhésion au plus tard, l'Estonie instaurera un système de protection stricte répondant aux exigences de l'article 12 de ladite directive.

La chasse à l'ours brun en général n'a pas pu être autorisée, mais la Conférence note que, en vertu de l'article 16, paragraphe 1, de la directive «Habitats», l'Estonie peut autoriser la chasse à l'ours brun dans des circonstances définies et dans le respect des procédures visées à l'article 16, paragraphes 2 et 3.

B. DÉCLARATIONS COMMUNES: DIVERS ÉTATS MEMBRES ACTUELS/DIVERS NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

4. Déclaration commune de la République tchèque et de la République d'Autriche concernant leur accord bilatéral relatif à la centrale nucléaire de Temelin

La République tchèque et la République d'Autriche rempliront leurs obligations bilatérales dans le cadre des «conclusions du processus de Melk et son suivi» qu'elles ont adoptées d'un commun accord le 29 novembre 2001.

C. DÉCLARATIONS COMMUNES DES ÉTATS MEMBRES ACTUELS

5. Déclaration sur le développement rural

En ce qui concerne la politique de développement rural pour les nouveaux États membres, dans le cadre de l'instrument temporaire de développement rural financé par la section «garantie» du FEOGA, l'Union note que les dotations initiales ci-après sont à prévoir pour chacun des nouveaux États membres.

Dotation initiale (en millions d'EUR)

	2004	2005	2006	2004-2006
République tchèque	147,9	161,6	172,0	481,5
Estonie	41,0	44,8	47,7	133,5
Chypre	20,3	22,2	23,9	66,4
Lettonie	89,4	97,7	103,9	291,0
Lituanie	133,4	145,7	155,1	434,2
Hongrie	164,2	179,4	190,8	534,4
Malte	7,3	8,0	8,5	23,8
Pologne	781,2	853,6	908,2	2 543,0
Slovénie	76,7	83,9	89,2	249,8
Slovaquie	108,2	118,3	125,8	352,3
Total	1 570,0	1 715,0	1 825,0	5 110,0

6. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants tchèques un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants tchèques devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la République tchèque. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

7. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Estonie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforceront d'octroyer aux ressortissants estoniens un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants estoniens devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de l'Estonie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

8. **Déclaration sur le schiste bitumineux, le marché intérieur de l'électricité et la directive 96/92/CE du parlement européen et du conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (directive «électricité»): Estonie**

L'Union veillera de près à ce que l'Estonie remplisse ses engagements, notamment en ce qui concerne la poursuite des travaux en vue de se préparer au marché intérieur de l'énergie (restructuration du secteur du schiste bitumineux et de celui de l'électricité, législation, renforcement de l'autorité de régulation du marché de l'énergie, etc.).

L'Union attire l'attention de l'Estonie sur les conclusions des Conseils européens de Lisbonne et de Barcelone concernant l'accélération de l'ouverture des marchés, entre autres dans les secteurs de l'électricité et du gaz, en vue de parvenir à un marché intérieur totalement opérationnel dans ces domaines, et elle prend acte des déclarations de l'Estonie faites à ce sujet le 27 mai 2002 dans le contexte des négociations d'adhésion. Malgré la nécessité de mettre en œuvre sans tarder un marché intérieur opérationnel dans le secteur de l'électricité, l'Union prend note de ce que l'Estonie réserve sa position concernant l'évolution de sa législation dans ce domaine. L'Union reconnaît à cet égard la situation particulière liée à la restructuration du secteur du schiste bitumineux qui requerra des efforts spécifiques jusqu'à la fin de 2012, ainsi que la nécessité d'une ouverture progressive du marché estonien de l'électricité aux clients non résidentiels d'ici à cette date.

L'Union note en outre que, en vue de limiter les éventuelles distorsions de concurrence sur le marché intérieur de l'électricité, des mécanismes de sauvegarde pourraient devoir être appliqués tels que la clause de réciprocité prévue par la directive 96/92/CE.

La Commission suivra de près l'évolution de la production d'électricité et les changements éventuels sur le marché de l'électricité de l'Estonie et des pays voisins.

Sans préjudice de ce qui précède, tout État membre pourra, à partir de 2009, demander à la Commission qu'elle analyse l'évolution des marchés de l'électricité de la région de la mer Baltique. Sur la base de cette analyse, en tenant pleinement compte de la singularité que constitue le schiste bitumineux et des aspects sociaux et économiques liés à l'extraction, à la production et à la consommation de schiste bitumineux en Estonie et compte tenu des objectifs de la Communauté concernant le marché de l'électricité, la Commission présente au Conseil un rapport et les recommandations qui s'imposent.

---

9. **Déclaration concernant les activités de pêche de l'Estonie et de la Lituanie dans la zone du Svalbard**

La Communauté européenne est attachée à maintenir une gestion saine, fondée sur une conservation durable et une utilisation optimale des stocks de poisson dans la zone du Svalbard, et fait part de sa volonté de conserver le système de gestion actuellement appliqué par la Communauté européenne et par l'Estonie et la Lituanie.

---

10. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lettonie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforceront d'octroyer aux ressortissants lettons un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants lettons devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Lettonie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

11. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Lituanie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants lituaniens un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants lituaniens devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Lituanie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

12. **Déclaration sur le transit des personnes par voie terrestre, entre la région de Kaliningrad et d'autres parties de la Fédération de Russie**

La Communauté aide la Lituanie à remplir les conditions de sa pleine participation au régime Schengen dès que possible afin de garantir que la Lituanie figurera dans le premier groupe de nouveaux États membres qui participeront pleinement à Schengen. La pleine participation dépendra d'une évaluation objective aboutissant à la conclusion que la Lituanie satisfait à toutes les conditions requises au regard de l'acquis de Schengen.

---

13. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Hongrie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants hongrois un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants hongrois devaient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Hongrie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

14. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Malte**

Si l'adhésion de Malte devait entraîner des difficultés en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, la question peut être portée devant les institutions de l'Union pour qu'une solution au problème puisse être trouvée. La solution sera strictement conforme aux dispositions des traités (y compris à celles du traité sur l'Union européenne) et aux dispositions adoptées en application de ceux-ci, notamment à celles qui concernent la libre circulation des travailleurs.

---

15. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Pologne**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants polonais un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants polonais devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Pologne. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

16. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovénie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants slovènes un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants slovènes devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Slovénie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

---

17. **Déclaration sur le développement des réseaux transeuropéens en Slovénie**

L'Union rappelle l'importance des infrastructures de transport en Slovénie pour la mise en place d'un réseau de transport transeuropéen et en tiendra dûment compte lors de la définition des projets d'intérêt commun conformément à l'article 155 du traité CE.

---

18. **Déclaration sur la libre circulation des travailleurs: Slovaquie**

L'UE met l'accent sur la modulation et la souplesse considérables introduites dans le régime de libre circulation des travailleurs. Les États membres s'efforcent d'octroyer aux ressortissants slovaques un accès plus ouvert à leur marché du travail dans le cadre de leur droit interne, en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. En conséquence, les possibilités d'emploi dans l'UE pour les ressortissants slovaques devraient être grandement améliorées lors de l'adhésion de la Slovaquie. En outre, les États membres de l'UE tireront le meilleur parti du régime proposé pour parvenir le plus rapidement possible à appliquer pleinement l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs.

D. DÉCLARATIONS COMMUNES DE DIVERS ÉTATS MEMBRES ACTUELS

19. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la libre circulation des travailleurs: République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Slovénie et Slovaquie

Au point 13 des mesures transitoires sur la libre circulation des travailleurs, au titre de la directive 96/71/CE, dans les annexes V, VI, VIII, IX, X, XII, XIII et XIV, la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche, en accord avec la Commission, comprennent que, le cas échéant, les termes «certaines régions» peuvent également être entendus comme recouvrant l'ensemble du territoire national.

---

20. Déclaration commune de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche sur la surveillance de la sûreté nucléaire

La République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche soulignent qu'il est important de poursuivre le processus de surveillance de la mise en œuvre des recommandations visant à l'amélioration de la sûreté nucléaire dans les pays candidats, comme cela a été évoqué lors du Conseil «Affaires générales et relations extérieures» du 10 décembre 2002, jusqu'à obtention d'un résultat.

E. DÉCLARATION COMMUNE D'ORDRE GÉNÉRAL DES ÉTATS MEMBRES ACTUELS

21. Déclaration commune d'ordre général

Les États membres actuels soulignent que les déclarations annexées au présent acte final ne peuvent être interprétées ou appliquées de façon contraire aux obligations des États membres découlant du traité et de l'acte d'adhésion.

Les États membres actuels notent que la Commission souscrit pleinement à ce qui précède.

F. DÉCLARATION COMMUNE DE DIVERS NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

22. Déclaration commune de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Lituanie, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque sur l'article 38 de l'acte d'adhésion

1. La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque comprennent que la notion contenue dans les termes «n'a pas donné suite aux engagements qu'il a pris dans le cadre des négociations d'adhésion» ne couvre que les obligations découlant des traités initiaux applicables à la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque, dans les conditions définies dans l'acte d'adhésion, ainsi que les obligations définies dans le présent acte.

   Par conséquent, la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque comprennent que la Commission n'envisagera l'application de l'article 38 que dans des cas de violation présumée des obligations visées à l'alinéa précédent.

2. La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque comprennent que l'article 38 est sans préjudice des compétences de la Cour de justice définies par l'article 230 du traité CE en ce qui concerne les mesures prises par la Commission conformément à l'article 38.

3. La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque comprennent que la Commission, avant de décider si elle applique ou non à leur encontre les mesures prévues à l'article 38, donne à la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Lituanie, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque la possibilité d'exprimer leur opinion et leur position conformément à la déclaration de la Commission des Communautés européennes concernant la clause de sauvegarde générale, la clause de sauvegarde relative au marché intérieur et la clause de sauvegarde relative à la justice et aux affaires intérieures, annexées au présent acte final.

---

23. **Déclaration commune de la République de Hongrie et de la République de Slovénie sur l'annexe X, chapitre 7, point 1, lettre a), ii), et à l'annexe XIII, chapitre 6, point 1, lettre a), i) de l'acte d'adhésion**

Si la période transitoire visée à l'article 28, paragraphe 1, de la 6ème directive TVA n'est pas remplacée par un système définitif avant mi-2007 et si la proposition de remplacement n'en est pas à un stade tel que ce remplacement puisse intervenir avant fin 2007, la République de Hongrie et la République de Slovénie demanderont qu'un rapport de la Commission au Conseil sur le fonctionnement du régime transitoire prévu à l'annexe X, chapitre 7, point 1, lettre a), ii), et à l'annexe XIII, chapitre 6, point 1, lettre a), i) de l'acte d'adhésion soit élaboré en temps utile. Ce rapport doit tenir compte du bon fonctionnement du marché intérieur et des éventuelles conséquences néfastes pour les secteurs de la restauration en République de Hongrie et en République de Slovénie, notamment en termes d'emploi, de développement du travail au noir et d'augmentation des prix des services des restaurants au niveau du consommateur final.

G. **DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

24. **Déclaration de la République tchèque sur la politique des transports**

Conformément à la position commune de l'UE concernant le chapitre «Politique des transports», les États membres actuels et nouveaux peuvent progressivement échanger des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux, y compris la possibilité d'une libéralisation totale. La République tchèque espère donc que les discussions bilatérales avec les États membres se poursuivront en 2003 afin de parvenir soit à un accord bilatéral sur la libéralisation totale du cabotage, soit à un échange progressif d'autorisations de cabotage, au cas où une période transitoire est requise.

La République tchèque se félicite d'être parvenue à un accord avec l'Allemagne pour procéder à une analyse de la structure des coûts, sur la base de laquelle des contingents bilatéraux pourraient être établis pour le cabotage à partir de 2004.

---

25. **Déclaration de la République tchèque sur les travailleurs**

La République tchèque déclare que, en ce qui concerne l'intention d'un État membre actuel de libéraliser l'accès des travailleurs tchèques à son marché de l'emploi en fonction de secteurs et de professions déterminés, elle espère que cette libéralisation envisagée fera l'objet de consultations bilatérales entre l'État membre concerné et la République tchèque.

---

26. **Déclaration de la République tchèque sur l'article 35 du traité UE**

La République tchèque accepte la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes conformément aux dispositions prévues à l'article 35, paragraphe 2, et à l'article 35, paragraphe 3, point b), du traité sur l'Union européenne. La République tchèque se réserve le droit de prévoir, dans sa législation nationale, que, lorsqu'une question concernant la validité ou l'interprétation d'un acte visé à l'article 35, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel en droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

H. **DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE**

27. **Déclaration de la République d'Estonie sur la sidérurgie**

En Estonie, le secteur de la transformation de l'acier est dans une phase dynamique de développement.

Lors de la négociation des adaptations qui doivent être apportées aux restrictions quantitatives prévues dans les accords sidérurgiques bilatéraux entre la Communauté et la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, ou lors de l'adoption de tout autre arrangement à cet effet, il conviendra de tenir compte des besoins d'importation résultant de la croissance prévisible du secteur sidérurgique estonien, dans un proche avenir. L'Estonie souligne qu'elle a communiqué à la conférence d'adhésion des estimations concernant ses besoins d'importation.

---

28. **Déclaration de la République d'Estonie sur la pêche**

L'Estonie est consciente que la gestion de l'accord entre le gouvernement de la République d'Estonie et le gouvernement de la Fédération de Russie concernant la coopération en matière de conservation et de gestion des stocks halieutiques dans les zones lacustres de Peipsi, Lämmi et Pihkva sera assurée par l'Estonie en coopération étroite avec la Commission, dans la mesure où la Communauté n'a pas arrêté ou n'aura pas arrêté le moment venu de dispositions de droit dérivé concernant la gestion des ressources de pêche dans les eaux intérieures.

---

29. **Déclaration de la République d'Estonie sur la commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)**

Conformément au principe de la compétence exclusive de la Communauté, les intérêts de l'Estonie au sein de la CPANE seront représentés par la Communauté à partir de la date de son adhésion. Au cas où l'Estonie ne serait pas membre de la CPANE à la date d'adhésion, elle s'en remet aux efforts communautaires pour intégrer dans la part de la Communauté le «quota de coopération de partie non contractante» utilisé par l'Estonie et enregistré par la CPANE.

---

30. **Déclaration de la République d'Estonie sur la sécurité des aliments**

En ce qui concerne les pays tiers, l'Estonie se conformera pleinement aux exigences du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité alimentaire européenne et fixant des procédures dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires.

I. DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

31. Déclaration de la République de Lettonie sur la pondération des voix au Conseil

La déclaration nº 20 annexée au traité de Nice prévoit que, à compter du 1er janvier 2005, la République de Lettonie disposera, au sein du Conseil, de quatre voix sur un total de 345, dans l'hypothèse d'une Union à 27 États membres.

Compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation suffisante, comparable et paritaire des États membres au sein du Conseil en fonction de l'importance de leur population, la République de Lettonie déclare qu'elle se réserve d'aborder la question de la pondération des voix au Conseil au cours de la prochaine conférence intergouvernementale.

---

32. Déclaration de la République de Lettonie sur la pêche

En ce qui concerne le règlement (CEE) nº 3760/92 fixant les possibilités de pêche communautaires à allouer aux États membres pour les stocks qui sont réglementés par une limitation des captures, la Lettonie comprend que les dispositions spécifiques du présent acte en matière de possibilités de pêche à allouer à la Lettonie dans la mer Baltique se réfèrent au système actuel de gestion au sein de l'IBSFC calculé pour l'UE à 15 plus l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne.

Pour ce qui est des possibilités de pêche au sein de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE), la Lettonie déclare qu'elle souhaite pêcher dans cette zone, même si elle n'a pas réalisé de captures importantes ces derniers temps. La Lettonie, en tant que partie coopérant à la CPANE, qui respecte toutes les décisions et tous les règlements fixés par ladite commission, espère que ses intérêts seront dûment pris en compte lors de l'attribution des possibilités de pêche à la Lettonie et aux autres nouveaux États membres.

---

33. Déclaration de la République de Lettonie sur l'article 142 *bis* du règlement (CE) nº 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire

La République de Lettonie considère que l'application de l'article 142 *bis*, paragraphe 5, du règlement (CE) nº 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire n'exclut pas d'interdire d'utiliser une marque communautaire sur le territoire de la République de Lettonie conformément à l'article 106, paragraphe 2, dudit règlement.

J. DÉCLARATION DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

34. Déclaration de la République de Lituanie relative aux activités de pêche de la Lituanie dans la zone de réglementation de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)

La Lituanie déclare qu'elle souhaite poursuivre des activités de pêche traditionnelle dans la zone de réglementation de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE). La Lituanie compte sur le soutien de l'UE pour ce qui est de son adhésion à la CPANE. La Lituanie espère que, après son adhésion à l'UE, ses activités de pêche dans la zone de réglementation de la CPANE se poursuivront et que des quotas appropriés seront alloués dans cette zone conformément au principe de la stabilité relative.

K. DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE MALTE

35. Déclaration de la République de Malte sur la neutralité

Malte affirme son engagement en faveur de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne telle qu'elle est définie dans le traité sur l'Union européenne.

Malte confirme que sa participation à la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne n'affecte pas sa neutralité. Le traité sur l'Union européenne dispose que toute décision de l'Union conduisant à une défense commune doit être prise à l'unanimité par le Conseil européen et adoptée par les États membres conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

---

36. Déclaration de la République de Malte sur la région insulaire de Gozo

Le gouvernement de Malte,

Notant que la région insulaire de Gozo présente des particularités économiques et sociales, ainsi que des handicaps dus aux effets combinés de sa double insularité, de sa fragilité sur le plan de l'environnement, de sa population peu nombreuse, mais dont la densité est élevée, et des ressources forcément limitées dont elle dispose,

Notant que le produit intérieur brut par habitant de la région insulaire de Gozo est sensiblement inférieur à celui de Malte prise dans son ensemble,

Notant qu'il adopte des politiques économiques et sociales spécifiques à l'égard de la région insulaire de Gozo, dont le but est de surmonter les handicaps structurels permanents dont elle souffre,

Reconnaissant que Gozo, lors de l'adhésion de Malte à l'Union européenne, bénéficiera de mesures d'intérêt économique et social générales, mais également de mesures portant spécifiquement sur ses handicaps structurels, du fait de l'accord prévoyant que Malte peut prétendre aux concours octroyés par les fonds structurels et par le Fonds de cohésion et des accords relatifs au taux zéro de TVA pour le transport de passagers entre les îles et à la période transitoire pour le transport de produits agricoles entre les îles,

Reconnaissant, en outre, que la classification NUTS 3 accordée à la région insulaire de Gozo ne peut, à elle seule, garantir le respect de l'engagement déclaré de l'Union européenne de prendre des mesures en faveur des zones défavorisées,

Déclare que, avant la fin de chaque exercice budgétaire communautaire comportant une redéfinition de la politique régionale communautaire, Malte demandera que la Commission présente au Conseil un rapport sur la situation économique et sociale de Gozo et, en particulier, sur les disparités dans les niveaux de développement social et économique existant entre Gozo et Malte. La Commission sera invitée à proposer des mesures appropriées, le cas échéant, dans le cadre de la politique régionale communautaire ou d'autres politiques communautaires pertinentes, afin que les disparités entre Gozo et Malte continuent à se réduire et que l'intégration de Gozo dans le marché intérieur à des conditions équitables se poursuive. En particulier, au cas où Malte, dans son ensemble, ne pourrait plus prétendre à certaines mesures relevant de la politique régionale, le rapport déterminerait si la situation économique spécifique de Gozo justifie que celle-ci puisse continuer à prétendre à ces mesures, et à quelles conditions, pendant la période de référence.

---

37. **Déclaration de la République de Malte sur le maintien d'un taux zéro de TVA**

En acceptant une période transitoire jusqu'au 1er janvier 2010 pour le maintien du taux de TVA à 0 % au lieu du taux normal de 5 % pour les fournitures de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques, Malte part du principe que la période transitoire visée à l'article 28, paragraphe 1, de la 6e directive TVA expirera ce même jour.

L. **DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE**

38. **Déclaration de la République de Pologne relative à la compétitivité de la production polonaise de certains fruits**

La Pologne note que l'application à la Pologne du tarif douanier commun de l'UE peut avoir un effet négatif immédiat sur la compétitivité des producteurs polonais de fruits à baies, de cerises aigres et de pommes. Si, après l'adhésion, des difficultés à la fois graves et susceptibles de perdurer apparaissent dans ces secteurs, la Pologne demandera que soit appliquée d'urgence la clause générale de sauvegarde et que soient adoptés des instruments permettant de mettre définitivement fin aux perturbations de la compétitivité dans le secteur des fruits à baies, des cerises aigres et des pommes.

---

39. **Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur la moralité publique**

Le gouvernement de la République de Pologne comprend que rien dans les dispositions du traité sur l'Union européenne et des traités instituant la Communauté européenne, ni dans les dispositions des traités modifiant ou complétant ces traités n'empêche l'État polonais de réglementer les questions revêtant une importance morale et celles liées à la protection de la vie humaine.

---

40. **Déclaration du gouvernement de la République de Pologne sur l'interprétation de la dérogation aux obligations prévues dans la directive 2001/82/CE et dans la directive 2001/83/CE**

La Pologne estime que les produits pharmaceutiques figurant sur la liste de l'appendice A à l'annexe XII du présent acte qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché peuvent être mis sur le marché en Pologne.

M. DÉCLARATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

41. Déclaration de la République de Slovénie sur la future division régionale de la République de Slovénie

La République de Slovénie souligne l'importance qu'elle attache à un développement régional équilibré et à la nécessité de réduire les disparités socio-économiques existant entre ses régions.

La République de Slovénie note que les décisions sur sa division régionale sont du ressort exclusif de la République de Slovénie, à l'exception toutefois de sa division régionale aux fins de la nomenclature régionale commune des unités territoriales (NUTS).

Dans le cadre des négociations d'adhésion, la question de la division régionale de la Slovénie au niveau NUTS 2 a été provisoirement réglée lors de la dix-neuvième conférence au niveau des suppléants, qui s'est tenue le 29 juillet 2002, dans les termes figurant dans les conclusions de la conférence. Ces conclusions ont été confirmées lors de la réunion ministérielle de la conférence d'adhésion du 1er octobre 2002.

Une déclaration de la République de Slovénie, qui n'a, à aucun moment, été contestée par les États membres, a été incluse dans les conclusions de la conférence. En voici les passages pertinents:

«La Slovénie constate avec satisfaction que l'UE a noté que l'ensemble du territoire de la Slovénie sera considéré comme une seule région de niveau NUTS 2 pour la période allant jusqu'à la fin de 2006, que la Slovénie compte mettre en œuvre un document de programmation unique couvrant tout le territoire de la Slovénie pour la période de programmation allant jusqu'à la fin de 2006 et que la Slovénie continuera les discussions avec la Commission sur la division territoriale assurant un développement régional équilibré, en vue de réexaminer, alors que la Slovénie sera déjà un État membre, sa classification NUTS pour la fin de 2006 au plus tard.

Si la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement d'une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) est adoptée et entre en vigueur avant l'adhésion de la Slovénie, celle-ci négociera, au besoin, avec l'UE son application à la division territoriale de la Slovénie.

Sur cette base, la Slovénie peut accepter la proposition de l'UE et convient qu'il n'est pas nécessaire, à ce stade, de poursuivre les négociations sur ce chapitre.»

---

42. Déclaration de la République de Slovénie sur l'abeille indigène slovène *Apis mellifera Carnica* (kranjska čebela)

Considérant que la sous-espèce d'abeille slovène *Apis mellifera Carnica* (connue aussi sous les noms de «kranjska čebela», «Carniolan bee», «Krainer Biene», «Carnica» et «Kärntner Biene») constitue une population animale indigène de la République de Slovénie,

Considérant que des efforts incessants ont été consacrés pendant des centaines d'années à l'entretien et à la sélection de cette abeille endémique sur le territoire de la Slovénie actuelle, et également à sa préservation en tant que matériel génétique indigène, ce qui a eu pour résultat une population d'abeilles génétiquement stabilisée et en équilibre,

Considérant qu'il est impératif de préserver cette population indigène d'abeilles présentant des caractéristiques spécifiques et de contribuer ainsi au maintien de la biodiversité,

La République de Slovénie déclare qu'elle a l'intention de continuer à appliquer toutes les mesures nécessaires et appropriées afin d'assurer la préservation de l'abeille indigène *Apis mellifera Carnica* sur le territoire de la République de Slovénie.

La République de Slovénie rappelle qu'elle a soulevé cette question lors des négociations d'adhésion et que l'Union européenne a souligné que des mesures nationales pouvaient être prises sur la base de l'article 30 du traité, dans le respect du principe de proportionnalité et qu'il n'était pas nécessaire de traiter cette question dans le cadre des négociations.

N. DÉCLARATIONS DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Les Hautes Parties Contractantes ont pris acte des déclarations suivantes de la Commission des Communautés européennes:

43. **Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur la clause de sauvegarde économique générale, la clause de sauvegarde relative au marché intérieur et la clause de sauvegarde relative à la justice et aux affaires intérieures**

Avant de décider s'il convient d'appliquer ou non les clauses de sauvegarde relatives au marché intérieur et à la justice et aux affaires intérieures, la Commission des Communautés européennes entendra les avis et positions du ou des États membres qui seront directement touchés par ces mesures et en tiendra dûment compte.

La clause de sauvegarde économique générale couvre également l'agriculture. Elle peut être déclenchée lorsque des difficultés apparaissent dans des secteurs agricoles spécifiques, qui sont à la fois graves et susceptibles de perdurer ou qui pourraient entraîner une grave détérioration de la situation économique dans une région particulière. Compte tenu des problèmes particuliers du secteur agricole en Pologne, les mesures prises par la Commission, au titre de la clause de sauvegarde économique générale, afin d'éviter toute perturbation sur le marché peuvent comporter des systèmes de surveillance des flux commerciaux entre la Pologne et d'autres États membres.

---

44. **Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur les conclusions de la conférence d'adhésion avec la Lettonie**

La réhabilitation des terres laissées à l'abandon, par exemple pour rétablir les conditions environnementales traditionnelles et/ou empêcher l'apparition de paysages fermés, peut bénéficier d'un soutien au titre de l'article 33 du règlement (CE) nº 1257/1999 dans le cadre du document unique de programmation au titre de l'objectif nº 1.

L'article 33 offre différentes possibilités à cet égard: par exemple, au titre du huitième tiret concernant la gestion des ressources en eau destinées à l'agriculture, mais surtout du onzième tiret qui prévoit qu'un soutien peut être accordé en vue de la protection de l'environnement en ce qui concerne l'agriculture et la sylviculture et la gestion de l'espace naturel, ainsi que l'amélioration du bien-être des animaux. Le soutien en question pourrait prendre la forme d'un paiement unique en faveur de la réhabilitation écologique des terres laissées à l'abandon.

La mesure proposée ne devrait pas avoir pour objectif particulier un retour des terres à une production agricole couverte par une organisation commune des marchés ou à une mise en jachère. Cependant, les terres appartenant à des exploitants agricoles et qui font l'objet d'une réhabilitation comme prévu ci-dessus pourraient être utilisées par lesdits exploitants en combinaison avec leurs terres agricoles existantes, dans le but de modifier leurs méthodes actuelles de production agricoles de façon à protéger l'environnement et préserver l'espace naturel. Dans ce cas, un soutien supplémentaire est possible au titre de la mesure agroenvironnementale prévue à l'article 22 du règlement (CE) nº 1257/1999.

IV. **ÉCHANGE DE LETTRES**

Les plénipotentiaires ont pris acte de l'échange de lettres entre l'Union européenne et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque concernant une procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion; cet échange de lettres est annexé au présent acte final.

Échange de lettres entre l'Union européenne et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque concernant une procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion

Lettre n° 1

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à la question d'une procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion de votre pays à l'Union européenne, question qui avait été soulevée dans le cadre des négociations d'adhésion.

Je confirme, par la présente, que l'Union européenne est en mesure d'accepter une telle procédure, dans les termes figurant à l'annexe de la présente lettre. Cette procédure pourrait être appliquée dès que la conférence de négociation annoncera la clôture définitive des négociations sur l'élargissement.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre gouvernement sur le contenu de la présente lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Lettre n° 2

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre libellée comme suit:

> «J'ai l'honneur de me référer à la question d'une procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion de votre pays à l'Union européenne, question qui avait été soulevée dans le cadre des négociations d'adhésion.
>
> Je confirme, par la présente, que l'Union européenne est en mesure d'accepter une telle procédure, dans les termes figurant à l'annexe de la présente lettre. Cette procédure pourrait être appliquée dès que la conférence de négociation annoncera la clôture définitive des négociations sur l'élargissement.
>
> Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre gouvernement sur le contenu de la présente lettre.»

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

ANNEXE

Procédure d'information et de consultation pour l'adoption de certaines décisions et autres mesures à prendre pendant la période précédant l'adhésion

I.

1. Afin d'assurer l'information adéquate de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, ci-après dénommées «États adhérents», toute proposition, communication, recommandation ou initiative pouvant conduire à des décisions des institutions ou des instances de l'Union européenne est portée à la connaissance des États adhérents après avoir été transmise au Conseil.

2. Les consultations ont lieu à la demande motivée d'un État adhérent, qui y fait explicitement état de ses intérêts en tant que futur membre de l'Union et y présente ses observations.

3. Les décisions de gestion ne doivent pas, d'une façon générale, donner lieu à des consultations.

4. Les consultations ont lieu au sein d'un comité intérimaire composé de représentants de l'Union et des États adhérents.

5. Du côté de l'Union, les membres du comité intérimaire sont les membres du comité des représentants permanents ou ceux qu'ils désignent à cet effet. La Commission est invitée à se faire représenter à ces travaux.

6. Le comité intérimaire est assisté d'un secrétariat, qui est celui de la conférence, reconduit à cet effet.

7. Les consultations interviennent normalement dès que les travaux préparatoires menés sur le plan de l'Union en vue de l'adoption de décisions par le Conseil ont dégagé des orientations communes permettant de prévoir utilement de telles consultations.

8. Si les consultations laissent subsister des difficultés sérieuses, la question peut être évoquée au niveau ministériel, à la demande d'un État adhérent.

9. Les dispositions figurant ci-avant s'appliquent mutatis mutandis aux décisions du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement.

10. La procédure prévue aux points ci-avant s'applique également à toute décision à prendre par les États adhérents qui pourrait avoir une incidence sur les engagements résultant de leur qualité de futurs membres de l'Union.

II.

1. La procédure prévue à la partie I s'applique *mutatis mutandis* aux projets de stratégies communes du Conseil au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne, aux projets d'actions communes du Conseil au sens de l'article 14 du traité sur l'Union européenne et aux projets de positions communes du Conseil au sens de l'article 15 du traité sur l'Union européenne, sous réserve des dispositions ci-après.

2. Il revient à la présidence de l'Union de porter ces projets à la connaissance des États adhérents lorsque la proposition ou la communication émane d'un État membre.

3. Sauf objection motivée d'un État adhérent, les consultations peuvent avoir lieu sous forme d'échange de messages par voie électronique.

4. Si les consultations ont lieu au sein du comité intérimaire, les membres de ce comité issus de l'Union peuvent, le cas échéant, être les membres du comité politique et de sécurité.

III.

1. La procédure prévue à la partie I s'applique *mutatis mutandis* aux projets de positions communes, de décisions-cadres et de décisions du Conseil au sens de l'article 34 du traité sur l'Union européenne, ainsi qu'à l'établissement de conventions visé audit article, sous réserve des dispositions ci-après.

2. Il revient à la présidence de l'Union de porter ces projets à la connaissance des États adhérents lorsque la proposition ou la communication émane d'un État membre.

3. Si les consultations ont lieu au sein du comité intérimaire, les membres de ce comité issus de l'Union peuvent, le cas échéant, être les membres du comité visé à l'article 36 du traité sur l'Union européenne.

IV.

La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque prennent les mesures nécessaires pour que leur adhésion aux accords ou conventions visés à l'article 3, paragraphe 4, à l'article 5, paragraphe 1, deuxième phrase, à l'article 6, paragraphe 2, premier alinéa, et à l'article 6, paragraphe 5, de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités intervienne, dans la mesure du possible et dans les conditions prévues dans cet acte, en même temps que l'entrée en vigueur du traité d'adhésion.

Pour autant que des accords ou conventions visés à l'article 3, paragraphe 4, à l'article 5, paragraphe 1, deuxième phrase, et à l'article 5, paragraphe 2, n'existent qu'à l'état de projets, ne sont pas encore signés et ne pourront probablement plus l'être au cours de la période précédant l'adhésion, les États adhérents seront invités à s'associer, après la signature du traité relatif à l'adhésion et suivant les procédures appropriées, à l'élaboration de ces projets dans un esprit positif et de manière à en favoriser la conclusion.

V.

En ce qui concerne la négociation de protocoles de transition et d'adaptation avec les pays cocontractants visés à l'article 6, paragraphe 2, et à l'article 6, paragraphe 6, de l'acte relatif aux conditions d'adhésion, les représentants des États adhérents sont associés aux travaux en tant qu'observateurs, aux côtés des représentants des États membres actuels.

Certains des accords non préférentiels conclus par la Communauté et dont la durée de validité dépasse la date d'adhésion pourront faire l'objet d'adaptations ou d'aménagements pour tenir compte de l'élargissement de l'Union. Ces adaptations ou aménagements seront négociés par la Communauté en y associant les représentants des États adhérents selon la procédure visée à l'alinéa précédent.

VI.

Les institutions établissent en temps utile les textes visés aux articles 58 et 61 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités.